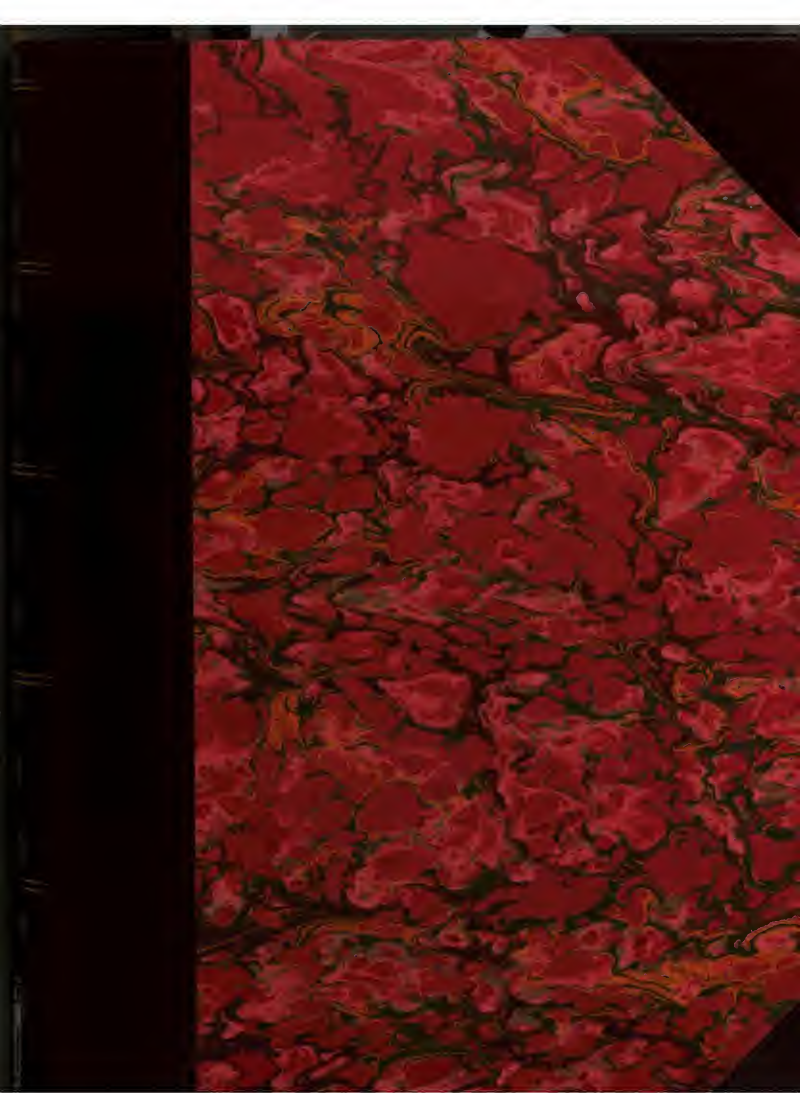
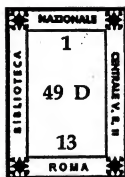






HISTOIRE DE FRANCE

DEPUIS LA PAIX DE TILSITT JUSQU'EN 1811.

DEUXIÈME ÉPOQUE.

PAR M. BIGNON.



Bruxelles.

MELINE, CANS ET COMPAGNIE.

LITHOGR. IMPRIMERIE, FONDEUR.

1812



HISTOIRE
DE FRANCE.



HISTOIRE DE FRANCE

DEPUIS LA PAIX DE TILSITT JUSQU'EN 1811.

DEUXIÈME ÉPOQUE.

PAR M. BIGNON.

« Je m'engage à écrire l'histoire de la diplo-
« matie française de 1799 à 1815. »
TOUTAUFANT DE NAPOLEON. »



Bruxelles.

MELINE, CANS ET COMPAGNIE.

LITHOGRAPHE, IMPRIMERIE, FONDERIE.

1842



PRÉFACE.

Jamais, jusqu'à ce jour, l'histoire contemporaine n'a pu, dans une monarchie, être écrite comme je le fais aujourd'hui. L'exception est unique; le mérite ne m'en appartient pas; je n'ai que l'avantage d'être venu à propos. La possibilité, qui existe pour moi, et qui auparavant n'a existé pour personne, est l'œuvre d'un concours inouï de circonstances, le résultat accidentel de la grande commotion imprimée au monde par la révolution française, et du bouleversement extraordinaire de trônes et de dynasties dont nous avons été les témoins. « Dion remarque » très-bien, dit Montesquieu ¹, que, depuis les empereurs, il fut plus difficile » d'écrire l'histoire. Tout devint secret; toutes les dépêches des provinces furent » portées dans les cabinets des empereurs. On ne sut plus que ce que la folie et » la hardiesse des tyrans ne voulut point cacher, ou ce que les historiens conjecturèrent. » Dans les gouvernements de l'Europe moderne, la difficulté dont parle Dion, est la même, ou plus grande encore que sous les empereurs romains. A part les débats parlementaires de l'Angleterre, qui, de loin en loin, soulèvent un coin du voile étendu sur les négociations des puissances entre elles, voile qui, pour l'avenir, il est vrai, deviendra plus transparent, grâce à l'établissement de quelques constitutions représentatives, les archives des gouvernements ont été et sont encore, en ce qui concerne la politique extérieure, comme un sanctuaire dans lequel tout accès est interdit. Elles ne s'ouvrent tout au plus que pour un passé auquel le temps a enlevé sa principale importance. Ce n'est, par exemple, que dans le dix-neuvième siècle qu'il a été permis à quelques écrivains d'aborder les cartons du département des affaires étrangères, pour y étudier à fond les principes du gouvernement et la politique de Louis XIV.

¹ Grandeur et Décadence des Romains.

Ce que MM. Lemontey, Mignet, Capefigue, n'ont pu faire, pour Louis XIV, que plus d'un siècle après sa mort, je le fais, à présent même, pour Napoléon. Cette faculté actuelle, dont un heureux hasard m'a permis l'exercice, a coûté cher au genre humain. Pour qu'une telle liberté ait été acquise à un homme de notre génération, il a fallu la destruction d'une forme antique de gouvernement, et son remplacement par des organisations gouvernementales d'un autre ordre; il a fallu le détronement de la maison régnante, à laquelle a succédé une famille nouvelle, et ensuite l'expulsion de la nouvelle famille, suivie du rétablissement de l'ancienne, pour que la différence des intérêts, entre les pouvoirs tombés tour à tour, rendit moins inaccessibles les sources où l'histoire peut puiser la seule explication vraie des faits et des événements dont les peuples n'aperçoivent que les côtés extérieurs. Les correspondances politiques, les manuscrits de toute nature, dont j'ai pu prendre connaissance, seraient, sous une succession non interrompue de rois d'une même race, demeurés ensevelis, pour des siècles, dans les bureaux des affaires étrangères.

Cependant, ce n'est pas sans peine que je suis parvenu à obtenir ces précieuses communications. De grandes difficultés s'offraient à moi, au moment où le testament de l'Empereur m'imposa la noble tâche à laquelle j'ai consacré ma vie. A cette époque, la restauration, encore dans son effervescence, cherchait à faire oublier Napoléon, et à effacer, autant qu'il dépendait d'elle, toutes les traces de son règne. Elle avait brisé ses statues, renversé ses autels, et refoulé au fond des cœurs le culte de sa mémoire. La colonne de la place Vendôme, veuve de son fondateur, offrait, à son faite découronné, un drapeau, glorieux en d'autres temps, mais honteux peut-être de flotter sur des victoires qui n'étaient pas à lui. Dans ces jours d'une exaltation frénétique, et même de 1822 à 1828, je n'eusse rien obtenu de ministères violents ou faibles; je me gardai bien de leur rien demander. Les seuls documents à ma disposition étaient, avec ce qui se trouvait entre mes mains par suite de mes anciennes fonctions, ceux que la force des choses avait rendus publics, et puis encore ces mémoires, rarement exacts, publiés par des personnages trop peu importants pour avoir l'obligation d'être discrets, et qui, par conséquent, n'ayant eu, sur les affaires graves, que des notions vagues et imparfaites, ne sont généralement que les échos, sans doute involontaires, du mensonge ou de l'erreur. De tels matériaux étaient bien insuffisants pour le genre de travail que l'Empereur avait attendu de moi. Il m'en fallait bien d'autres pour répondre à sa pensée; je dus les chercher là où ils pouvaient exister alors. Je m'adressai à la plupart des hommes qui avaient, sous son règne, occupé des ministères à l'intérieur ou des postes diplomatiques au dehors. Beaucoup de portefeuilles me furent ouverts. Appuyé sur les données que j'avais moi-même, et sur les richesses dont le dépôt me fut confié, je

pus me livrer à l'accomplissement du mandat impérial, avec la confiance d'arriver, dans cette histoire si récente, plus près de la vérité que jamais, avant moi, aucun écrivain français n'avait pu le faire, même pour des temps beaucoup plus reculés. Après cinq ou six ans d'une application soutenue, la première partie de mon ouvrage, celle qui renferme l'espace écoulé du 18 brumaire à la paix de Tilsitt, était à peu près achevée, lorsque l'influence de l'opinion publique, plus puissante que les résistances royales, porta, au ministère de Charles X, quelques hommes sages, par qui la branche aînée des Bourbons eût pu être sauvée, si elle eût voulu l'être. Je crus reconnaître, dans le nouveau chef du département des affaires étrangères, M. de la Ferronnays, un ministre éclairé, ami de son pays, exempt de passions violentes comme d'injurieuses préventions; je ne me trompais pas. Je l'entretenis du travail auquel je me livrais, des ressources que je m'étais procurées, et de celles que je pourrais encore obtenir en dehors du gouvernement, dont, toutefois, j'aurais préféré le secours. La situation était simple. Il n'était au pouvoir de personne d'empêcher que l'ouvrage parût. Par sa nature, et d'après mon caractère personnel, il serait nécessairement composé dans un esprit national. République, empire, royauté, pour un bon citoyen, la France est toujours la France. La royauté des Bourbons n'avait donc elle-même aucun intérêt à vouloir qu'il se trouvât, dans la composition dont j'étais occupé, des inexactitudes et des lacunes, plus nuisibles à la cause qu'à l'auteur. M. de la Ferronnays le comprit; il jugea d'ailleurs qu'il pouvait, sans danger, ouvrir les archives de son ministère à un écrivain qui déjà possédait une grande partie des pièces qu'elles renfermaient, et surtout à un homme qui avait passé sa vie dans les affaires de ce département. On conçoit de quel prix a été pour moi cette permission. Elle m'a fourni, même pour la partie déjà très-avancée de mon histoire, des éclaircissements utiles et d'importantes rectifications.

A dater de ce moment, maître de mon sujet et affermi sur un terrain solide, j'ai pu porter quelque changement dans la forme de ma rédaction précédente, et donner à mon travail une teinte nouvelle. Si l'austère vérité, exigée avec raison des écrivains modernes, ne comporte plus les éloquentes déclamations que les écrivains de l'antiquité mettent dans la bouche de leurs héros, il m'a paru qu'en échange de cette liberté qui nous est interdite, une heureuse compensation m'était offerte dans la riche collection de titres originaux dont j'ai pu disposer. J'ai fait une large moisson dans les volumineuses correspondances qui, par un privilège dont je suis fier, n'ont jusqu'à présent été confiées qu'à moi, et c'est sur ces documents, les seuls sincères qui existent, sur les lettres des empereurs, des rois et de leurs ministres, sur celles de Napoléon surtout, que j'ai rédigé le récit des événements qu'elles préparent ou qu'elles expliquent. Historien discret, je m'ef-

face, autant qu'il m'est possible, derrière ces grands personnages. Je ne raconte guère qu'en mettant les acteurs en scène, et naturellement c'est presque toujours l'empereur Napoléon qui se trouve placé sur le devant du théâtre. Vengée des injures de la restauration par la révolution de 1830, aujourd'hui sa grande figure resplendit de toutes parts; elle brille de nouveau au haut de la colonne; elle occupe un immense espace dans les galeries de Versailles; sa personne seule, jetée dans des compositions de diverses sortes, donne de la valeur à une foule de tableaux que l'art du peintre n'eût que faiblement recommandés à l'attention publique. J'ai usé d'un pareil artifice dans mon ouvrage; c'est sous l'abri de l'Empereur que je me cache; je lui donne la parole toutes les fois qu'un mot de lui peut constater les faits ou en déterminer le caractère; je l'accompagne à l'œuvre de chaque jour; je le suis dans son cabinet avec ses ministres, et ce n'est pas là qu'il est le moins intéressant à observer. Sans cesse il agit, il parle, il dicte des lettres et envoie des notes pour servir de base aux dépêches ministérielles; sans cesse aussi je cite les unes et les autres, parce que là est sa pensée et l'expression vraie de sa politique. Je n'imagine pas qu'il existe aucun livre où le prince, le magistrat, le guerrier, qui en est le sujet, apparaisse aussi vivant que Napoléon dans le mien.

Il est à présumer que cette grande biographie, dont les écrivains actuels préparent les éléments, ventera un jour quelque talent de premier ordre, et moi-même je désire que Napoléon trouve un historien vraiment digne de lui; mais cet historien, à quelque époque qu'il vienne, n'aura plus de découvertes à faire, et il ne pourra que puiser, dans mon ouvrage, la connaissance des négociations qui établissent le véritable caractère des événements politiques. Tout ce qui dépendra de lui sera de faire une œuvre d'art, où les faits soient présentés sous un jour plus heureux, l'ensemble mieux ordonné, les détails embellis, et l'intérêt du récit augmenté par la forme de la composition comme par la hauteur et l'éclat du style. Pour moi, à défaut d'autre mérite, j'aurai du moins celui de narrateur exact et de citeur fidèle. Dans une histoire comme celle de Napoléon, et à une époque si rapprochée de son règne, ce genre de mérite a aussi sa valeur; je n'en ambitionne pas d'autre. Appelé un peu tard à cette belle tâche qui eût demandé toute une vie, pressé par les menaces de l'âge et par l'incertitude des jours qui me seront comptés, je me hâte de publier cette seconde partie, qui complétera douze années du règne de Napoléon.

L'un des motifs qui me portent encore à ne pas différer plus longtemps la publication de cette seconde partie, c'est qu'elle renferme une foule de questions qui sont, pour parler le langage du jour, palpitantes d'actualité, questions dont l'état présent ne peut être sainement apprécié qu'autant que l'on saura bien comment, à une époque antérieure, elles ont été envisagées, discutées, par deux grands

interlocuteurs, Alexandre et Napoléon. Telles sont notamment les questions de Pologne et de Turquie. En politique, la connaissance des antécédents est un élément indispensable pour se former une opinion exacte et juste des vues qui dirigent la marche des puissances, et ce n'est qu'en voyant à nu le conflit de leurs prétentions respectives, à une date de vingt ou trente années auparavant, que l'on peut juger, avec une sorte de certitude, à quel degré ces prétentions subsistent encore, ou dans quel sens et dans quelle proportion elles ont pu se modifier.

De tous les sujets débattus encore aujourd'hui dans le monde politique, il n'en est peut-être pas un seul qui n'ait été agité entre les cabinets de premier ordre pendant la durée de l'empire français; mais, à la vérité, il s'en fallait beaucoup alors que ces questions en France fissent partie du domaine commun. La plupart n'étaient comprises que par un très-petit nombre de personnes, ou même seulement par les agents qui avaient mission de les traiter. Il semblait que l'on laissât à l'Empereur le soin de penser, de réfléchir pour tout le monde. Comme à lui seul appartenait l'action, on lui abandonnait aussi le raisonnement. Hors ses ministres des affaires étrangères, le reste de son entourage n'avait presque aucune idée de politique générale. Lorsqu'en 1829, je fis paraître le commencement de cette histoire, des hommes très-éclairés d'ailleurs, qui avaient servi l'Empereur dans les postes les plus voisins du trône, m'avouèrent franchement qu'avant de me lire, ils n'avaient pas bien entendu les diverses questions dont cependant le bruit les avait souvent frappés, et, entre autres, la question de la neutralité maritime. Cette question, qui depuis a été portée à la tribune des deux chambres à propos du traité américain des vingt-cinq millions, s'est trouvée par là dégagée de tous les nuages dont l'avaient longtemps couverte des passions ennemies. La manière dont elle a été considérée par les commissions des chambres et par les orateurs distingués de toutes les opinions, a vengé l'Empereur des accusations injustes élevées contre lui par la malveillance, tant intérieure qu'étrangère, en constatant que ce fameux système continental, texte de tant d'injures, n'avait été de sa part qu'une arme défensive, que l'exercice le plus légitime du droit de représailles.

Il en sera de même de la plupart des autres questions, à propos desquelles, dans les premiers temps qui ont suivi la chute de l'Empereur, on lui a prodigué l'invective et l'outrage. Nous sommes convaincus, par exemple, qu'après avoir suivi attentivement sa longue controverse avec le pape Pie VII, les préventions dont l'Empereur a jusqu'à présent été l'objet, se trouveront singulièrement affaiblies.

Là où le présent ne justifie pas le passé, il l'explique. Ainsi l'horrible guerre dont l'Espagne est aujourd'hui le théâtre, offre un point de comparaison pour juger la guerre d'Espagne de 1812 à 1814.

PRÉFACE.

Ainsi que je l'ai dit déjà dans la préface du premier volume, il ne m'est guère possible d'échapper au reproche d'être plutôt l'apologiste que l'historien de Napoléon. Ce reproche, fondé ou non, étant inévitable, je ne vois qu'un moyen d'y répondre. Comme je ne dissimulerai pas les fautes de l'Empereur, toutes les fois que dans ses actes je croirai reconnaître des fautes, et comme, d'un autre côté, je n'approuverai que là où les actes me paraîtront dignes d'approbation, ce n'est pas moi, ce sont les faits que l'on devra taxer de partialité.

TABLEAU INDICATIF

DES PRINCIPAUX PERSONNAGES QUI FIGURENT DANS LES AFFAIRES POLITIQUES

DEPUIS LA PAIX DE TILSITT, 1807, JUSQU'À LA GUERRE DE RUSSIE, 1812.

ANGLETERRE. Georges III, roi. Le prince régent. *Ministres des affaires étrangères*, M. Canning; le marquis de Wellesley. *Agent au dehors*, M. Adair, ambassadeur à Vienne, ensuite ministre plénipotentiaire à Constantinople.

AUTRICHE. François II, empereur. *Ministres des affaires étrangères*, le comte de Stadion; le comte de Metternich. *Agents au dehors*, le comte de Metternich, ambassadeur à Paris; le prince de Schwarzenberg, *ibid.*; le comte de Meerfeldt, ambassadeur à Petersbourg; le comte de Saint-Julien, *ibid.*; le comte de Stahrenberg, ambassadeur à Londres.

ESPAGNE. Maison de Bourbon. Charles IV, roi. Favori, premier ministre, le prince de la Paix. *Ministres des affaires étrangères*, Cevallos. *Agents au dehors*, marquis d'Azara, ambassadeur à Paris; Yzquierdo, agent particulier du prince de la Paix.

DUKE DE NAPOLÉON. Joseph, roi. *Ministres des affaires étrangères*, Cevallos; le marquis d'Alange.

FRANCE. Napoléon, empereur. *Ministres des affaires étrangères*, M. de Champaguy, duc de Cadore; M. Maret, duc de Bassano. *Agents au dehors*, le général Androsy, ambassadeur à Vienne; le comte Otto, *ibid.*; le comte de Narbonne, *ibid.*; Caulincourt, duc de Vicence, ambassadeur à Petersbourg; le général Lauriston, *ibid.*;

le comte de la Rochefoucauld, ambassadeur en Hollande; le baron Durant de Merceul, ministre à Naples; le comte Delafort, ambassadeur à Madrid; Alquier, ministre à Rome, puis à Stockholm; Bignon, ministre à Carlsruhe, et ensuite à Varsovie.

PRUSSE. Frédéric-Guillaume III, roi de Prusse. Le baron d'Harleben, chancelier. *Ministres des affaires étrangères*, le comte de Goltz. *Agent au dehors*, le général de Krusemark, ministre à Paris.

RUSSIE. Alexandre, empereur. Chancelier, *ministre des affaires étrangères*, le comte de Romasov. *Agents au dehors*, le prince Kurakin, ambassadeur à Vienne et ensuite à Paris; le comte de Stackelberg, ambassadeur à Vienne; le comte de Stroganov, ministre à Madrid; Nesselrode, agent secret à Vienne.

DANEMARK. Frédéric IV, roi. *Ministres des affaires étrangères*, le comte de Bernstorff.

SUÈDE. Charles XIII, roi. Prince royal, Bernadotte. *Ministres des affaires étrangères*, le baron d'Eggenstrom. *Agents au dehors*, Lagerbiedke, ministre à Paris; Steding, ministre à Petersbourg.

NAPLES. Joachim Napoléon. *Ministres des affaires étrangères*, le duc de Gallo.

ESPAGNE. Maximilien Joseph, roi. *Ministres des affaires étrangères*, le comte de Montcalan.



HISTOIRE DE FRANCE.

CHAPITRE PREMIER.

POLITIQUE EXTÉRIEURE.

Traité différentiel de la puissance française avant et après le paix de Tilsitt. — Extension des engagements de Tilsitt. — Situation et conduite de l'Espagne en 1806. — Convention entre la France et l'Espagne, en 1807, pour le partage du Portugal. — Conquête du Portugal. — Départ de la maison de Bragança pour le Brésil. — Dissensions dans la famille royale en Espagne. — Temporisation affectée de la Russie envers la Suède. — France et Russie. — Instances de la Russie pour le partage de l'empire ottoman. — France et Autriche. — Convention pour la remise des bouches de Cattaro à la France et de la place de Brannan à l'Autriche. — Accession de l'Autriche au système continental. — France et Angleterre. — Ordres du conseil du 11 novembre 1807. — Décret de Milan du 17 décembre. — France et États-Unis.

Depuis le 18 brumaire jusqu'à la paix de Tilsitt, la grandeur de la France, suivant une progression toujours ascendante, a reçu un accroissement déjà prodigieux et excentrique, mais justifié par le caractère défensif des guerres qui l'ont produit, et dont la consolidation n'eût pas été impossible. A partir de là, l'empire, jusqu'il semble s'augmenter encore, va perdre en intensité ce qu'il gagnera en développements territoriaux. Aussi bien quo personne, Napoléon juge ce qu'il y a de peu stable dans un agrandissement indéfini : il distingue à merveille ce que dans la puissance française il importe de rendre permanent, et ce qui ne peut appartenir qu'à son règne. « Après moi, dit-il, et avec raison, après moi, le Rhin, les Alpes et les Pyrénées. » C'étaient là, en effet, les conquêtes de la France ; le reste était la conquête de l'homme. Pourquoi ne s'est-il pas contenté de cette bello

frontière ? En politique, qui peut le plus ne peut pas toujours le moins. D'après l'ordre des événements que nous avons vus naître les uns des autres, il n'est pas certain qu'il fut en son pouvoir de retenir la France dans les limites où il pense qu'après lui elle devra se renfermer. Comme dix fois il a proposé de faire les renoncations les plus amples sous la seule condition de sacrifices équivalents de la part de l'Angleterre, et que jamais l'Angleterre n'a montré de dispositions à une concession semblable, il a connu, des refus de cette puissance, qu'il y avait pour lui nécessité de porter tout à l'extrême, afin d'arracher par la force ce que la négociation n'a pu lui faire obtenir. Toutefois il se prescrivait encore des bornes. Malgré sa confiance en lui-même, et quoiqu'à Tilsitt il ait pu admettre l'idée d'un partage éventuel de la Turquie, il recule bientôt devant ce projet, surtout avec l'ex-

* Dès le commencement de ce volume, je me fais un devoir de rectifier une expression trop large employée par moi dans les dernières pages du tome précédent. J'ai dit qu'une des causes de la perte de Napoléon sera de n'avoir pas voulu sacrifier à la Russie l'existence ni

même l'intégrité de l'empire ottoman. Le fond de l'assertion est vrai, les termes ne le sont pas. Lorsque je me suis exprimé ainsi, mon langage a répondu à la pensée de Napoléon plus qu'à ses actes. Quoiqu'il n'ait adhéré qu'à regret à un démembrement même partiel de la Tur-

tension que lui donnait l'article 8 du traité d'alliance. Prudente et circonspecte sous ce rapport, son ambition se refusait à des acquisitions propres à l'entraîner dans des guerres lointaines, guerres qui pourraient devenir encore plus hasardeuses que celles dont il vient de sortir victorieux, mais dont le succès ne l'a pas empêché de reconnaître les dangers. L'Europe, moins la Turquie, lui paraît un champ assez vaste pour ses envahissements mérités ou accidentels.

Le plus grand des avantages que Napoléon s'était promis à Tilsitt, a été réalisé par la rupture de tous les rapports entre la Russie et l'Angleterre. L'exemple de la Russie sera bientôt suivi par l'Autriche, mais, de plus, Napoléon et Alexandre se sont mutuellement imposé une autre tâche, celle de faire entrer dans l'alliance du continent, l'un le Portugal, l'autre la Suède. En d'autres termes, pour le cas probable de la résistance de ces deux gouvernements, ils se sont adjugé une part respective du butin, l'un sur la Suède, l'autre sur le Portugal.

Au moins de la part de la France et de la Russie, l'agression n'aura point, comme de la part des Anglais contre le Danemark, le caractère atroce de la surprise et d'une violence imprévue. Un délai est laissé aux cours de Lisbonne et de Stockholm pour décider si elles veulent ou non s'unir à la cause continentale contre les dominateurs de la mer. On leur demande de choisir entre la paix ou la guerre. Napoléon l'a fait déclarer au Portugal, et il le répète hautement à l'ambassadeur de ce pays, en présence du corps diplomatique, ajoutant que, par le choix de la guerre, la maison de Bragance prononcerait elle-même son arrêt. A tout événement, la France et la Russie préparent leurs armes.

Sur le chemin de la France se trouve l'Espagne. Est-ce une fatalité? Est-ce un obstacle? Ici nous avons à revenir sur ce qui s'est passé depuis quelques temps entre les deux États. Au milieu des événements multipliés de la guerre de Prusse, je n'ai pu qu'indiquer en deux mots le projet de défection médité de longue main par le cabinet espagnol

et dont l'explosion maladroite alla retentir aux oreilles de Napoléon, précisément sur le champ de bataille d'Iéna. Se taire, dissimuler tout ressentiment, était alors le parti qui convenait le mieux à l'Empereur. Il parut en effet ne rien voir, ne rien comprendre, et, pour gage de son entière confiance dans S. M. catholique, il lui demanda, ainsi que nous l'avons dit précédemment, l'envoi d'un corps de quinze mille hommes sur l'Elbe. Comme, au lieu d'une cour servile, c'est une nation fière qui bientôt, en Espagne, occupera la scène politique, il importe de connaître par quels degrés s'opérera ce changement, quelle série de circonstances jettera l'empereur Napoléon dans de faux calculs, et comment il sera conduit à de déplorables entreprises par les bassesses mêmes du cabinet de Madrid.

Depuis le désastre de Trafalgar où la marine espagnole, sous la conduite du brave amiral Gravina, avait été si honorablement fidèle à notre alliance, ce cabinet, d'abord découragé par un si grand revers, ranimé ensuite par la victoire d'Austerlitz, était bientôt retombé dans un état de froideur voisin de la haine. A la vérité, l'alliance française le mettait à de terribles épreuves. Si la cour d'Espagne n'eût pas été aussi faible, quelle sensation n'eût pas dû y produire l'expulsion des Bourbons de Naples, la chute d'un trône fraternel? A défaut d'une résistance impossible, une généreuse affliction eût pu honorer cette cour aux yeux de l'Empereur. Tant d'élévation n'entre point dans son caractère. A la notification officielle de l'avènement du roi Joseph Bonaparte, que répond le frère du souverain détrôné? « Sa Majesté, dit le ministre Cevallos¹, ne verra jamais sans intérêt ce qui peut contribuer au succès du plan général de l'Empereur. » Combien il faut plaindre un prince auquel ses ministres prêtent un pareil langage! Cette dégradation de sentiments s'explique par une plus triste cause : les deux cours de Madrid et de Naples ont peu de sympathie l'une pour l'autre, les liens de famille ont été affaiblis ou même rompus par des intrigues féminines², et l'animosité

quie, il est trop vrai qu'en échange des concessions du cabinet de Pétersbourg à l'égard de l'Italie et de l'Espagne, il a, en 1808, par la convention d'Erfurt, que je rapporterai bientôt, abandonné à ce cabinet les principautés de Moldavie et de Valachie. Dès lors il a, au moins momentanément, sacrifié l'intégrité de l'empire turc, et mon expression, prise à la lettre, manque d'exactitude.

¹ Mai 1806. Suivant le comte de Torrénio, après l'expulsion du roi Ferdinand de Naples, le roi Charles IV, son frère, aurait longtemps refusé de donner son adhésion à l'établissement du nouveau roi, et Napoléon, blessé de cette fermeté inattendue, aurait dit : « Si Char-

les IV ne reconnaît pas mon frère comme roi de Naples, » son succès ne le reconnaîtra. » Ce prétendu refus, es propos et tous les raisonnements que fait à ce sujet le comte de Torrénio sont des chimères qui n'ont pas l'ombre de fondement.

² La correspondance de la reine de Naples avec sa fille, la princesse des Asturies, avait été regardée comme l'une des causes de la mésintelligence qui se manifestait entre le jeune prince et le prince de la Paix. Lorsque les scellés seront mis sur les papiers du prince des Asturies, on y trouvera les chefs de cette correspondance entre la mère et la fille.

sité des deux reines est telle que celle qui reste sur le trône trouve presque une jouissance dans la perte d'une rivale.

Cependant l'excès de l'humiliation auquel la faiblesse se condamne elle-même, fait naître dans une puissance avilie un ressentiment d'autant plus profond qu'elle est tombée plus bas à ses propres yeux. Le désir de la vengeance peut alors suppléer le vrai courage; mais, pour réussir, il faut joindre l'habileté de la conduite à l'énergie des moyens: l'une et l'autre manquèrent au prince de la Paix; il ne sut ni cacher son but ni se mettre en état de l'atteindre; allié faux, il n'eût pas même l'art de couvrir sa fausseté.

Un ministre de Russie récemment arrivé en Espagne, M. de Strogonof, en venant de l'Angleterre par Lisbonne, a préparé un rapprochement entre les deux cours de la Péninsule. L'Angleterre est prête à soutenir ces deux cours, si, au moment où les forces françaises seront occupées dans le Nord, une armée combinée de Portugais et d'Espagnols se précipite sur les provinces méridionales de la France. C'est dans ce dessein que déjà une flotte nombreuse sous les ordres de l'amiral Saint-Vincent s'est présentée à Lisbonne. Le Portugal fait quelques armements dont l'Espagne affecte de s'inquiéter. Cette démonstration de crainte est une invention merveilleuse dont s'applaudit le prince de la Paix. De son côté il lève des recrues¹, compléte les régiments, réorganise l'armée tout entière. Les ennemis de la France ont la certitude que c'est un secours disposé pour eux; mais provisoirement l'Espagne ne paraît augmenter ses forces que pour mieux défendre ses frontières et ses côtes. Le prince de la Paix ne se borne pas à ces idées défensives; selon lui, « il ne suffit pas à l'Espagne d'être » en sûreté chez elle, il faut qu'elle songe à reprendre Gibraltar, à envahir le Portugal. » Tel est son langage avec l'ambassade de France. Ce jeu est adroitement secondé par les nombreux amis du cabinet espagnol; l'envoyé de Russie, M. de Strogonof, feint une grande surprise; l'envoyé portugais, une vive inquiétude. Le prince de la Paix, dans une conversation où il a pour interlocuteurs le chargé d'affaires de France et celui de Prusse, se déchaîne contre la Prusse et contre la Russie, et cependant l'agent prussien, M. Henry, d'après les assurances du prince de la Paix, écrit² à sa cour que ces préparatifs de l'Espagne ont pour objet d'opérer une diversion en France à l'instant où Napoléon va être engagé dans les affaires du Nord.

On a depuis prétendu³ que le motif qui avait inspiré au prince de la Paix la résolution de se joindre aux ennemis de la France, était la connaissance parvenue à l'Espagne des articles secrets du traité conclu par M. d'Oubril, articles qui, comme nous l'avons vu, tendaient à enlever à cette puissance les Iles Baléares, pour les donner aux Bourbons de Naples en échange de la Sicile: cette supposition est erronée. C'est le 20 juillet seulement que fut conclu à Paris le traité⁴ dont les articles secrets renfermaient cette disposition; et d'ailleurs, il fallut nécessairement un intervalle assez long pour que la moindre notion de ce traité arrivât à Madrid de Pétersbourg ou de Londres. Or, c'est dès le 1^{er} juillet que furent connus à Madrid les ordres envoyés dans les provinces par le prince de la Paix pour la réorganisation et le renforcement de l'armée. L'adoption d'un nouveau système en Espagne était ainsi antérieure au fait que l'on suppose en avoir été l'origine.

Ces armements subits avaient dû éveiller l'attention du chargé d'affaires de France. Pour rassurer cet agent, le prince de la Paix cherchait à lui persuader que les préparatifs dont il s'étonnait étaient la conséquence d'une impulsion française et d'une impulsion venue de très-haut, donnant ainsi à entendre qu'il n'avait fait qu'obéir à des inspirations directes de l'Empereur. Occupé de ses négociations avec l'Angleterre et de ses débats avec la Prusse, Napoléon ne voulut point arrêter sa pensée sur ce qui se méditait en Espagne, n'apercevant dans ces velléités insurrectionnelles d'un allié indiscipliné, ou plutôt d'un sujet séditieux, qu'une occasion de rendre ultérieurement son obéissance plus prompte et plus fructueuse pour la France.

La crise approchait; l'Empereur avait quitté Paris pour se rendre à Bayonne; la négociation avec l'Angleterre était rompue; l'armée prussienne menaçait l'armée française. Pour l'Espagne, le moment d'agir est venu; les proclamations sont prêtes: elles ont été signées le 3 octobre; c'est le 14 seulement qu'elles sont publiées. Le prince de la Paix invoque les vieux souvenirs de la monarchie. C'est surtout de chevaux que manque l'armée du roi; il en demande à l'Andalousie et à l'Estramadure; il rappelle les services rendus en ce genre à Philippe V; il engage les grands propriétaires à former des régiments, ou au moins des compagnies d'hommes habiles « dans le maniement du cheval, » pour être employés à la défense de la patrie, tant

¹ Juin 1806.

² Dicesi che l'incaricato d'affari di Prussia... ne avesse da lui ricevuta particolar contezza. Marquis de Lucchesini.

³ Notamment le marquis de Lucchesini.

⁴ On sait que ce traité ne fut pas ratifié par l'empereur de Russie.

« que durera le danger actuel... Veneu, mes eliers
« compatriotes, vous ranger sous la bannière du
« meilleur des souverains. Je vous accueillerai avec
« reconnaissance ». » A cet appel fait aux Espagnols, on se demanda quel est ce danger si nouveau dont personne, excepté le prince de la Paix, n'entrevoit la moindre apparence. Quel est l'ennemi qu'il faut s'apprêter à combattre ? La proclamation ne le nomme pas. Quel est-il, si ce n'est la France ? Est-ce contre les Anglais, contre Gibraltar que l'on réclame de si puissants renforts de cavalerie ? En ce sens, la proclamation serait absurde. S'agit-il du Portugal ? Elle serait emphatique et ridicule. A l'égard de la France du moins, s'il y a perfidie, il n'y a pas absurdité.

Ce qui pouvait être obscur dans la publication du 14, une circulaire du lendemain l'explique. Dans cette seconde pièce, où l'on demande au clergé, aux magistrats, d'employer tous les moyens propres à faire naître l'enthousiasme national, afin d'entrer avec gloire dans la lice qui va s'ouvrir, on leur enjoint surtout « d'exciter le courage généreux de la noblesse, car il s'agit de ses privilèges légaux comme de ceux de la couronne ». Quel est le pays, hors la France, dont les principes puissent être inquiétants pour les privilèges nobiliaires ? Le doute est impossible, et cependant le prince de la Paix se flatte de donner le change à la légation française. C'est Napoléon, dit-il, qui fixera le jour où le premier coup de fusil sera tiré. La position de l'agent français à Madrid était délicate. Cet agent, M. de Vandeuil¹, quoique très-jeune, se conduisit en homme d'une vieille expérience. S'il avait paru croire que c'était la France que menaçaient les armements espagnols, il eût dû demander des explications officielles, et, ne les trouvant pas satisfaisantes, il lui eût fallu prendre ses passe-ports, par conséquent amener une explosion prématurée qui eût pu ne pas convenir à l'Empereur. Mieux inspiré, il se contenta d'explications verbales, laissant ainsi la voie ouverte à la résipiscence du cabinet espagnol, sauf à l'empereur Napoléon à panier plus tard ce cabinet, ou à lui pardonner.

Ce n'était pas en Espagne seulement que s'était trahie la pensée secrète du prince de la Paix. Les agents espagnols au dehors n'avaient pas su se renfermer tous dans une juste réserve. A Paris même, l'ambassadeur de S. M. C., en tâchant d'étudier le paiement des sommes dues au gouvernement français, donnait ouvertement à entendre que bientôt son souverain pourrait, à son tour, avoir des représailles à exercer et des demandes à faire.

¹ C'est le favori qui promet sa reconnaissance pour les services qu'on rendra au souverain !

Lors même que plus de discrétion eût accompagné les préparatifs de l'Espagne, les énigmes, sous le règne de Napoléon, ne pouvaient pas tarder à se résoudre. Le prince de la Paix n'avait pas été heureux dans le choix des dates. La fatale coïncidence qui, le même jour, donuait à l'Europe le spectacle des proclamations belliqueuses de l'Espagne et celui de la bataille d'Iéna, ne laissait nul intervalle entre la folie et le repentir. A l'instant même s'opéra une ridicule métamorphose. Toute l'Espagne se croyait appelée à combattre la France ; toute l'Espagne se trompait. Ce fut merveille de voir le prince de la Paix se réjouir ouvertement des succès du grand allié de S. M. C. ; d'entendre ses sorties contre les partisans de tout autre système que le système français. L'homme ainsi réduit à désavouer sa propre pensée est désormais tout entier à la merci de Napoléon. Aussi l'Empereur, en appelant un corps espagnol dans les rangs de l'armée française, exige-t-il que tous les efforts de cette puissance portent exclusivement sur sa marine ; il exige surtout qu'elle s'associe sans réserve à toutes les mesures du blocus continental contre les Îles Britanniques. Telle est la position du prince de la Paix, que de sa part le refus est impossible.

L'ambition du favori aperçut devant elle plus d'un écueil. Depuis quelque temps on remarquait quelque affaiblissement dans la santé du roi. Pour se prémunir à la fois au dehors contre la France, au dedans contre l'héritier du trône, le prince de la Paix songe à s'élever à une hauteur inaccessible à tous les ressentiments.

Aux dignités dont il est revêtu, il en manque une encore. Généralissime des armées de terre, il lui reste à se faire nommer *grand amiral d'Espagne et des Indes*. Cette dignité lui est conférée, avec les honneurs et prérogatives d'infant, dans les mêmes termes qu'elle l'avait été autrefois à l'infant don Philippe, oncle et beau-père du roi. A ce nouveau titre, le roi attache celui d'*altesse sérénissime*. En associant par un lien de plus le prince de la Paix à sa famille, le roi semble prendre plaisir à légitimer l'omnipotence qu'il remet entre ses mains. Relativement à la France, ce calcul du prince de la Paix est juste. Par l'excès de son élévation, il fait voir tout ce qu'on peut, avec son aide, obtenir de l'Espagne, et tout ce qu'on rencontrerait de difficultés si, au lieu d'accepter ses services, on cherchait à le perdre. A Madrid, où dès longtemps on eût dû se l'étonner de rien, on ne vit pas sans surprise cette addition inouïe aux témoignages d'une faveur qui semblait être épuisée.

¹ Aujourd'hui membre de la chambre des députés.

séc. La haute noblesse en montra quelque irritation, mais les courtisans du pouvoir applaudirent; les corps civils et militaires portèrent leurs félicitations à l'enfant de création nouvelle, et la résidence d'Aranjuez, cette même résidence qui bientôt verra son abaissement, fut illuminée en son honneur.

Une autre combinaison est tentée par le prince de la Paix à l'égard du prince des Asturies. Ce dernier est veuf depuis plusieurs mois. Son premier mariage avait été une cause de mésintelligence; le second peut devenir un moyen de rapprochement. Le prince de la Paix conçoit l'idée de faire épouser à Ferdinand la sœur de sa propre femme. L'alliance n'a rien d'inégal: fille d'un infant, nièce du roi, la jeune princesse peut aspirer au premier rang; mais là n'est point l'obstacle. La seule pensée de devenir beau-frère de Godoi révolte le prince des Asturies, et la proposition est rejetée. Dès lors l'unique soin du favori doit être de se mettre en garde contre les dangers d'un changement de règne.

Les personnes qui entourent Ferdinand sont presque toutes suspectes au prince de la Paix. Celui-ci les remplace par des hommes qu'il croit dévoués à ses intérêts et attachés à sa fortune. Il fait plus. Déjà investi des grandes charges qui lui assurent la domination sur tout le royaume, il se fait remettre encore celles qui, moins brillantes, emportent avec elles un pouvoir intérieur dans les résidences royales. Le roi lui donne l'*inspection et le commandement général de sa maison militaire*. Devenu par là maître absolu du palais, il se trouve ainsi, pour le cas de la mort du roi, en mesure de dicter une capitulation qui garantisse sa personne et sa fortune. Afin de s'assurer un meilleur point d'appui dans ces compagnies des gardes du corps qui l'ont vu partir de leurs derniers rangs, il se hâte de leur donner une organisation nouvelle et s'occupe à y rétablir la discipline; changements louables en eux-mêmes et qui auraient un effet utile si le temps devait les consolider, mais qui, restant inachevés, ne feront que multiplier les haines auxquelles il est en butte.

Cette position du prince de la Paix en Espagne, où il est le véritable roi, mais où il peut chaque jour cesser de l'être, explique d'avance et ses complaisances pour l'empereur Napoléon et la nature même des arrangements qui vont bientôt être arrêtés entre les deux pays. Aussitôt après son imprudent éclat, le prince de la Paix a compris qu'avec un homme comme Napoléon l'hypocrisie serait sans succès. Tous ses actes du jour demandent grâce pour la faute de la veille. L'empereur est trop liabile pour repousser un homme que la force des choses lui livre sans réserve. Il fait plus que lui

montrer de l'indulgence; il s'empare de lui en caressant sa vanité. L'ambassadeur de France, M. de Beaubarnais, avait cru devoir refuser au favori espagnol le titre d'Altesse sérénissime. De Tilsitt même, Napoléon ordonne de reconnaître dans ce prince toutes les qualifications que lui accorde la volonté royale. Ainsi l'Espagne se trouve à la discrétion de l'Empereur le jour où il a besoin d'elle contre le Portugal. D'après les stipulations de Tilsitt, le sort de ce dernier royaume doit promptement se décider. Accession au système français ou la guerre, telle est l'alternative offerte à la cour de Lisbonne. C'est la guerre qu'elle choisira. Napoléon y pourvoit. Dans son retour de Tilsitt à Paris, de Dresde où il s'arrête un moment, il fait porter au cabinet espagnol les premières paroles d'une convention à conclure pour unir, au besoin, contre le Portugal, les efforts des deux puissances.

La proposition ne pouvait guère être déclinée. Tout autre ministre que le prince de la Paix eût été obligé d'y souscrire avec plus ou moins d'abandon; mais tout autre eût songé principalement à son roi et à son pays. Le prince de la Paix ne songe qu'au prince de la Paix; il se croit placé dans une situation assez élevée pour mêler au règlement des intérêts des deux nations la stipulation de ses intérêts personnels. Le gouvernement français ne peut que saisir une occasion qui doit être pour ses vues ultérieures, quelles qu'elles soient, un moyen de succès de plus. La nature d'un traité où doivent entrer de telles clauses n'admet pas l'intervention de l'ambassade ordinaire d'Espagne en France. Il faut au prince de la Paix un négociateur qui ne soit qu'à lui. Le choix est fait d'avance: un homme, qui semble occupé à Paris de tous autres soins que d'affaires politiques, le naturaliste Ysquierdo, est devenu son principal intermédiaire avec le gouvernement français. La science sert de voile à l'intrigue. Ysquierdo se retrouve partout; il est en action chez M. de Champagny, nouveau ministre des affaires étrangères, chez M. le prince de Bénévent qui ne l'est plus, chez le général Duroc qui, sans être ni sans avoir été ministre, a été souvent initié dans certaines négociations par l'Empereur. C'est par Ysquierdo que passent toutes les communications de quelque gravité entre la France et l'Espagne. Aujourd'hui qu'il s'agit d'exécuter envers le Portugal les mesures arrêtées à Tilsitt, c'est avec cet agent confidentiel du prince de la Paix que la France va concerter la part d'action que l'Espagne prendra dans cette entreprise, et déterminer les conditions qu'elle obtiendra pour prix de son concours. Après des demandes répétées et pressantes, la cour de Lisbonne a été, le 12 août, sommée par la France d'accéder à la cause du con-

tinent, de confisquer en conséquence les marchandises anglaises et de faire arrêter, comme otages, les Anglais établis en Portugal. Déclarer simplement la guerre à l'Angleterre serait déjà pour cette cour une pénible nécessité, mais elle s'y déciderait avec l'assentiment même du cabinet de Londres, si cette déclaration ne devait pas être accompagnée des autres mesures voulues par le gouvernement français. Le prince régnant propose en vain cette distinction. Pour l'Empereur elle est inadmissible. Le but de la guerre serait manqué si elle n'avait pas pour effet immédiat l'accomplissement des conditions exigées. La rupture est donc complète; les légations de France et d'Espagne ont quitté Lisbonne. Quoique la maison de Bragance soit encore sur le trône, le Portugal est en quelque sorte un État vacant, un pays disponible. On va le traiter comme tel.

Depuis quelques années, Napoléon distribue des principautés et des royaumes. Pourquoi le prince de la Paix qui, depuis huit ans, met à sa disposition toutes les ressources de l'Espagne, n'obtiendrait-il pas une faveur semblable? Récompense des services déjà rendus, elle serait le gage de ceux qu'il rendrait encore. Une souveraineté indépendante lui assurerait un asile au moment du danger. Le jour où il cesserait de gouverner l'Espagne, sous le nom de Charles IV, il pourrait, souverain reconnu et protégé par la France, sortir de Madrid avec honneur et se retirer dans des possessions où il n'aurait point à craindre le ressentiment du nouveau roi. Des paroles en ce sens ont été échangées entre Yszquierdo et le général Duroc. L'idée a souri de part et d'autre. Le principe en est convenu; on va s'entendre sur l'application.

C'est un trait du caractère de l'Empereur, et parfois les conséquences lui en ont été funestes, d'épuiser en quelque sorte ses avantages et de demander à chaque situation tout ce qu'il est possible d'en faire sortir. Ainsi procède-t-il à l'égard du Portugal. Ce royaume offre une population de deux millions huit cent mille âmes à peu près. La proie est belle. Napoléon n'en cédera rien gratuitement, et la plus forte part doit en rester à la France. Cette part, ce n'est pas seulement dans la péninsule espagnole qu'elle lui conviendrait, il va la prendre dans la péninsule italienne.

¹ Articles 1, 11 et 12.

² Plusieurs écrivains assurent que l'intention de l'Empereur était d'en faire un royaume pour Lucien, son frère, qu'il avait laissé depuis longtemps à l'écart, mais auquel le ramenait un sentiment de famille, toujours très-puissant sur lui. Nous rapporterons plus tard quelques circonstances curieuses sur cette velléité de l'Empereur.

³ Article vu.

Un traité conclu à Fontainebleau, le 27 octobre 1807, entre don Eugenio Yszquierdo et le général Duroc, divise en trois¹ lois le royaume de Portugal : le premier, formé des provinces entre Duero et Minho avec la ville de Porto, est donné au roi d'Étrurie en échange de ses États italiens; ce prince aura le titre de roi de la Lusitanie septentrionale; le deuxième, comprenant le royaume des Algarves, et ce royaume appartiendra au prince de la Paix qui en jouira sous le nom de prince des Algarves. On laisse indécise la destination du troisième. Ce dernier lot est tenu en réserve jusqu'à la paix générale. Dans le cas où les trois provinces dont il se compose, celles de Beira, de Tras-os-Montes et de l'Estramadure portugaise, pourraient être, à la paix générale, rendues à la maison de Bragance, elles devraient être la rançon de Gibraltar, de la Trinité et d'autres colonies conquises par les Anglais sur les Espagnols et leurs alliés. D'après cette clause, particulièrement en ce qui concerne Gibraltar dont il est difficile d'espérer la restitution, on peut juger que Napoléon entend rester maître de disposer de ces trois provinces² selon ses vues et ses convenances.

Quoique, dans cette transaction, le prince de la Paix eût, avant tout, songé à lui-même, les intérêts de l'Espagne n'auraient pas été non plus négligés, si les stipulations convenues avaient dû être toutes fidèlement remplies. Le royaume de Lusitanie septentrionale et la principauté des Algarves étaient placés sous la protection³ du monarque espagnol. À défaut d'héritiers légitimes dans ces pays, le droit d'investiture revenait à S. M. C. sous la condition⁴ de ne les réunir ni sur une seule tête, ni à l'Espagne. Les colonies portugaises seraient partagées⁵ également entre l'Espagne et la France. Pour flatter l'orgueil de la cour de Madrid, le gouvernement français s'engagerait⁶ à reconnaître le roi, soit à la paix générale, soit dans trois ans au plus tard, comme empereur des deux Amériques.

Dans l'esprit de Napoléon, l'idée d'une entreprise et celle des moyens d'exécution se développaient toujours ensemble. Au moment où fut conclu le traité⁷ dont nous venons de donner la substance, une autre convention, partiellement secrète, signée par les mêmes plénipotentiaires, réglait les bases d'un arrangement relatif à la conquête et

⁴ Article vi.

⁵ Article viii.

⁶ Article vi.

⁷ Le ministre Cevallos, dans son pamphlet, a soin de déclarer que ce traité fut signé à son insu. « Si le prince de la Paix, dit à cette occasion M. de Pradt dans ses Mémoires sur la révolution d'Espagne, avait dérobé la connaissance de ce traité à son ministre, Napoléon en

à l'occupation du Portugal. Un corps français de vingt-cinq mille hommes d'infanterie et trois mille de cavalerie agirait conjointement avec plusieurs divisions espagnoles, formant une force à peu près égale; mais il devait en outre être réuni à Bayonne, pour le 20 novembre, un autre corps français de quarante mille hommes, destiné à entrer en Espagne dans le cas où les Anglais envahiraient des renforts au Portugal ou menaceraient d'attaquer ce dernier pays.

Lorsque l'Empereur faisait signer ces conventions et y insérait de telles clauses, n'était-il pas alors déterminé à recommencer l'ouvrage de Louis XIV en plaçant un de ses frères sur le trône d'Espagne? A cet égard les autorités sont nombreuses pour l'affirmative. Tel écrivain de mémoires assure en tenir la confiance de M. de Talleyrand dès Tilsitt; tel autre prétend qu'il connaissait cette intention de l'Empereur par l'Empereur lui-même. Une foule d'autres enfin, sans appuyer cette supposition d'aucune circonstance particulière, la présentent comme un fait hors de doute. Nous ne contesterons pas assurément la sincérité de ces assertions, mais nous sommes fondés à croire qu'après l'événement, on a donné à quelques paroles de l'Empereur et de M. de Talleyrand une interprétation trop étendue, en prenant pour des déterminations fixes ce qui n'était encore que de vagues hypothèses. Que l'Empereur, que M. de Talleyrand, prévoyant de vastes combinaisons possibles à l'égard de l'Espagne, aient jeté, dans des conversations particulières, des mots plus ou moins significatifs sur la possibilité de telles ou telles chances, on le conçoit à merveille; mais qu'il y ait eu, à l'avance, un plan formé dans un sens précis, c'est ce que nous croyons pouvoir nier, et on en jugera bientôt les raisons.

Tandis que le traité du 27 octobre se discutait encore à Fontainebleau, les deux parties, d'accord sur les bases, en commençaient l'exécution. Dès le 17 du même mois, l'armée française de la Gironde, sous les ordres du général Junot, passait la Bidassoa; le 19 novembre, elle mettait le pied sur le territoire portugais. Deux routes conduisent à Lisbonne, l'une par Abrantès, l'autre par Ponte-Murcella; celle d'Abrantès est la plus courte mais la plus difficile : ce fut celle que préféra le général Junot. La marche fut rude; des sentiers souvent

peu praticables, surtout pour les voitures et l'artillerie, des montagnes ou des laudes, des torrents ou des rivières débordées, furent le seul ennemi qu'on eut à combattre, mais cet ennemi causa beaucoup de fatigues, des pertes même d'autant plus sensibles qu'elles n'étaient point compensées par la gloire des combats. Arrivé à Abrantès le 24 novembre, le général Junot écrivit au premier ministre du Portugal : « Je serai dans quatre jours à Lisbonne; mes soldats sont désempés de n'avoir pas encore tiré un coup de fusil : ne les y forcez pas, je crois que vous auriez tort. » Cette effocation d'indifférence sur le parti que prendrait la cour de Lisbonne ne manquait pas d'habileté. Rien de plus ténébreux que le mouvement de l'armée française. Cette armée se composait presque entièrement d'une jeunesse sans force et sans expérience. En la précipitant dans une contrée que la nature du terrain, des positions avantageuses et d'anciennes places fortes, rendaient si facile à défendre, leur chef aventureux avait montré une audace qui n'eût été permise qu'avec une armée aguerrie; mais alors les noms² récemment illustrés d'Iéna et de Friedland retentissaient partout devant nos phalanges. Le reflet des victoires de leurs aînés assurait à nos conscrits des succès dignes des vieux soldats de Marengo et d'Austerlitz.

Au lieu de songer à une défense qui eût pu, sinon empêcher, du moins honorer sa défaite, le gouvernement portugais s'était décidé successivement à des concessions infructueuses, parce qu'elles étaient incomplètes et tardives. Le 22 octobre³, de concert avec le cabinet de Londres, il avait déclaré ses ports fermés au commerce anglais. Le 8 novembre, il ordonnait de garder à vue le petit nombre de sujets anglais qui se trouvaient encore en Portugal, et dans ce même moment, il envoyait à Paris le marquis de Marialva, avec mission d'offrir à l'Empereur des sacrifices pécuniaires et de lui proposer le mariage du prince de Beira⁴ avec l'une des filles du grand-duc de Berg. A peine, le 24 novembre, croyait-on à Lisbonne que l'armée française fut arrivée à Alcantara, lorsque l'on reçut des lettres du général en chef Junot, datées d'Abrantès. Dès lors l'alternative fut nettement posée pour la famille royale. Il fallait choisir ou de rester prisonnière des Français, ou d'aller régner au Brésil. Le

¹ avait fait autant à l'égard du sien, car le prince de Talleyrand n'y eut aucune part. » L'assertion est nette et précise; ne moi suffit pour la détruire. A cette époque, le ministre des affaires étrangères de Napoléon n'était plus M. de Talleyrand, mais M. de Champagny, et ce dernier avait pleine connaissance de la négociation que suivait, avec M. Yssiquier, le général Durco, ce que M. de Talleyrand lui-même n'ignorait pas.

² Article vi.

³ « Magna fortuna populi romani est; magnamque terribile nomen; recentis ruinâ Anibalâ, Philippâ, Antiochi, prope sitiois erant. » Tit-Live.

⁴ Par un traité signé à Londres au même jour 22, le cabinet britannique s'engageait à tolérer la clôture des ports, si la France n'exigeait rien de plus.

⁵ Ce prince était âgé de neuf ans.

dernier parti était fortement appuyé par le ministre britannique, lord Strangford¹, et par le commandant de l'escadre anglaise, Sidney Smith. Celui-ci déclarait qu'il ne souffrirait pas que la flotte portugaise tombât au pouvoir des Français. Le départ pour le Brésil fut promptement arrêté. Le 27 novembre, la famille royale se rendit au lieu de l'embarquement. Une seule personne, en cette circonstance, exprima un sentiment généreux, ce fut la vieille reine, séquestrée du monde comme frappée d'aliénation mentale, et qui, pour la première fois depuis seize ans, reparut aux yeux du peuple. « Eh quoi ! » disait-elle, nous quitterions le royaume sans avoir combattu !... » Contrainte de céder à une résolution qu'elle n'approuvait pas, elle cherchait du moins à l'ennobrir par une confiance courageuse. « Pas si vite, disait-elle à son cocher, pas si vite, » on croirait que nous fuyons. » Les adieux du peuple et de la famille royale furent touchants. Le prince régent répondait par des larmes plus éloquentes que ses paroles aux témoignages d'affection qui l'entouraient de toutes parts. Huit vaisseaux, trois frégates et un grand nombre de bâtiments de transport reçurent la cour et les personnes qui purent la suivre. L'émigration ne fut pas au-dessous de quinze mille âmes. Comme depuis quelque temps elle était prévue, les familles qui s'y préparaient avaient, à l'exemple de la cour, réalisé les valeurs dont elles pouvaient disposer. On estima que la flotte emportait la moitié du numéraire qui circulait dans le royaume. Durant quarante heures, un vent contraire la retint à l'ancre. Le 29, au moment où elle traversa l'escadre anglaise qui la salua de vingt coups de canon, une éclipse de soleil parut aux esprits superstitieux la confirmation de la sentence du *Moniteur* : « La maison de Bragança a cessé de régner. » L'avenir démentira et le *Moniteur* et l'éclipse.

Quoique le prince régent eût, avant son départ, organisé un gouvernement provisoire, des bandes de gens sans aveu inondèrent la ville et y jetèrent la terreur. L'arrivée des Français fut désirée par les hommes même qui, auparavant, auraient voulu leur opposer une énergique résistance. Les Français ne se firent pas longtemps attendre.

Le jour où s'éloignait la famille royale, Junot, avec son avant-garde, venait de se porter à Sacavem, village à deux lieues de Lisbonne. Convaincu de la nécessité de frapper les esprits par une prompte

apparition, il entra, dès le lendemain 30², dans cette ville abandonnée. A la tête seulement de quelques bataillons formant quinze cents hommes, et encore tout harassés de fatigues, il prend possession de cette capitale aussi paisiblement que s'il fut entré dans une ville française ; il court à Belem, fait tirer le canon par des artilleurs portugais sur quelques bâtiments de la flotte royale, et les force ainsi de rentrer dans le port. La célérité du général français avait été un bienfait pour les habitants. Les brigands qui menaçaient l'ordre public disparurent. La populace, disposée au pillage, fut condamnée à l'inaction. L'anarchie n'eut pas même un triomphe d'un jour.

La division espagnole du général Caraffa, qui était placée sous les ordres du général en chef, fut cantonnée avec les divisions françaises. Les deux autres divisions s'enparaient du royaume d'Alentejo et des Algarves. Don Francisco Maria Solano, qui les commandait, établit son quartier général à Sétabal, port situé à cinq lieues au sud de Lisbonne.

Ainsi s'était exécuté, aussitôt que conelu, le traité relatif au Portugal dans celles des clauses qui concernaient l'occupation de ce royaume par des troupes françaises et espagnoles ; mais dans ce même moment la cour d'Espagne assistait à des scènes domestiques dont l'influence devait d'abord suspendre et bientôt rendre nulles les autres stipulations de ce traité.

Si l'ambition sans bornes du prince de la Paix, si l'accumulation successive sur sa tête de toutes les grandes dignités et de tous les pouvoirs de l'État devaient exciter quelque part un mécontentement légitime, c'était chez l'héritier présomptif de la couronne, dont les droits pouvaient se trouver compromis par une si redoutable concurrence. La haine de part et d'autre était avouée et franche. Lorsque le prince des Asturies avait laissé éclater la sienne en refusant avec dédain un mariage où les convenances de rang étaient, il est vrai, respectées, mais qui eût établi un rapport d'alliance entre lui et le prince de la Paix, les conseillers du jeune prince avaient senti qu'après cette déclaration de guerre, il avait besoin d'une haute assistance contre un homme devenu assez puissant pour lui disputer le trône³ ; et cet appui, il le pouvait le trouver que dans l'empereur Napoléon. De là le projet inspiré au jeune prince de demander pour

¹ Ce ministre écrivait, le 29 novembre, à M. Canning que le prince régent avait effectué le projet de se retirer d'un royaume où il ne pouvait plus être que le vassal de la France.

² Cent soixante-sept ans, jour pour jour, après le ren-

versement de la domination espagnole. » *Général Foy.*

³ Pendant une maladie récente du roi, les amis du prince de la Paix avaient formé un plan de régence provisoire qui lui eût été confiée, et la reine avait paru approuver cette organisation de régence.

épouse à l'Empereur une princesse de sa famille. Une circonstance particulière avait favorisé le développement de cette idée. L'ambassadeur de France à Madrid était alors un comte de Beauharnais. On sait que la famille des Beauharnais, secondée par l'impératrice Joséphine, tâchait aussi de s'illustrer en se greffant, comme celle des Bonaparte, sur des tiges royales. Cette pensée de l'ambassadeur perce dans toute sa correspondance. Partout ce sont des louanges pour le prince des Asturies; partout des sorties contre le prince de la Paix. L'exagération se montre dans les unes et dans les autres. Aussi l'Empereur y ajoute-t-il peu de foi, et, sans tenir compte des éloges donnés à l'héritier de la couronne, il continue à tirer parti du prince de la Paix, possesseur actuel du pouvoir et de qui seul la France pouvait attendre immédiatement de solides avantages. Cevallos, Escoiquiz, et vingt autres écrivains qui les ont copiés, cherchent à faire croire que Napoléon avait provoqué la demande du prince des Asturies. L'Empereur n'en était pas là. C'étaient les vieilles dynasties qui, d'elles-mêmes, cherchaient dans son alliance un gage d'avenir qu'il ne leur accordait pas toujours. L'ambassadeur de France à Madrid avait pu encourager un projet qui flattait ses vues personnelles; mais la pensée de l'ambassadeur et celle de Napoléon étaient si peu d'accord sur ce point, que l'Empereur fit épouser au duc d'Areberg la nièce de Joséphine, mademoiselle Tascher, celle-là même que les Beauharnais auraient voulu placer sur le trône d'Espagne; et la nouvelle de ce mariage fut une contrariété pour le prince des Asturies. Loin d'encourager la marche de son ambassadeur, très-peu conforme à ses vues, Napoléon lui en fit témoigner, en des termes fort sévères, son mécontentement. Le 7 octobre, il écrivait à son ministre des affaires étrangères : « Faites connaître à M. de Beauharnais » que je vois avec peine sa dépêche relative à la » correspondance avec les agents du prince royal ; » que cela m'a paru misérable² ; que ces intrigues » sont indignes de mon ambassadeur, et ne sont » propres qu'à le jeter dans un ordre d'affaires qui » le compromettra. » Si plus tard Napoléon songe à une fille de Lucien pour en faire l'épouse de Ferdinand, ce sera une de ces éventualités comme il en admettait beaucoup, en les subordonnant d'ailleurs aux grands intérêts de sa politique.

Dans le moment même où la conduite de l'am-

bassadeur était désapprouvée à Paris, le prince des Asturies adressait à l'Empereur une lettre, datée de l'Escorial, le 11 octobre, par laquelle, en invoquant sa protection contre les *égoïstes perfides* qui assiégaient ses bien-aimés parents, il lui demandait l'honneur de s'allier à son auguste famille, et l'assurait qu'il aurait toujours en lui *le fils le plus reconnaissant et le plus dévoué*. La date seule de cette lettre atteste qu'elle ne dut pas recevoir de réponse. Elle parvint à Paris au moment où allait être signé le traité du 27 octobre. La condescendance intéressée du prince de la Paix accordait en réalité à l'Empereur plus que ne lui offrait Ferdinand en espérance. C'était l'avantage présent que la prudence devait saisir, sauf à garder en réserve la demande du jeune prince pour en faire usage selon des convenances ultérieures.

Une même erreur perdit le prince des Asturies et le prince de la Paix. Chacun d'eux crut s'être assuré de l'Empereur; chacun en devint plus entreprenant et plus téméraire. Tous deux se trompaient; tous deux se faisaient illusion sur leur importance politique. Ils croyaient être presque des nécessités pour Napoléon; ils n'étaient, à ses yeux, que des instruments, et leur rivalité même les mettait l'un et l'autre à sa discrétion.

Dans la confiance qui l'abuse, Ferdinand, sous la direction de conseillers inhabiles, osa méditer des desseins plus audacieux. De son côté, Goloy, plus prompt à profiter de l'imprudence de son rival, n'hésita pas à tenter un coup hardi contre la personne du jeune prince, sinon avec l'espoir de le dépouiller de ses droits à la couronne, du moins avec celui de l'inquiéter sur la validité future de ses droits, de manière à le dominer et à le tenir par là dans une plus étroite dépendance. Le 30 octobre, le prince des Asturies fut arrêté comme prévenu de révolte et de trahison.

« Mon fils aîné, l'héritier présomptif de mon » trône, » écrit Charles IV à l'empereur Napoléon, » avait formé le complot terrible de me détrôner; il » s'était porté jusqu'à l'excès d'attenter à la vie de sa » mère... La loi qui l'appellait à la succession doit » être révoquée. Un de ses frères sera plus digne de » le remplacer et dans mon cœur et sur le trône... »

Ce fut là le premier accent de la colère paternelle, peut-être la première pensée du favori; mais l'application de la peine aurait eu ses périls. Sans être tel que le peignait Charles IV, le crime du jeune



¹ Ainsi, comme nous l'avons vu tout récemment, la cour de Lisbonne, parmi ses dernières propositions, faisait demander pour le prince de Beira l'une des filles du grand-duc de Berg.

² Ce langage de l'Empereur fait voir combien M. de

Torréno est loin de la vérité, lorsqu'il attache une haute importance aux relations des amis du prince Ferdinand avec M. de Beauharnais, relations qui ne sont aux yeux de Napoléon que de misérables intrigues, indignes de son ambassadeur.

prince était réel. Peut-être son inexpérience ne lui en avait-elle pas laissé apercevoir toute la gravité. Selon lui, les préparatifs faits en son nom avaient été exclusivement dirigés contre le prince de la Paix. Correspondance, mémoires, brevets, lettres à un souverain étranger, toutes les pièces saisies devaient indiquer, par la forme même de leur rédaction, un plan de défense dressé contre le favori, bien plus qu'un plan d'attaque contre l'autorité royale : les mémoires écrits de sa main n'étaient que la répétition du cri public contre le ministre dirigeant ; la lettre à l'Empereur, rien qu'une invocation de secours contre le même personnage ; la commission expédiée au duc de l'Infantado pour prendre le commandement général des troupes, la désignation du comte de Florida-Blanca pour chef du conseil, n'avaient été que des mesures éventuelles de précaution prises à une époque où la santé du roi avait donné des inquiétudes, qui heureusement s'étaient évanouies. Ainsi les expliqua d'abord le prince des Asturies. Ici la vérité historique nous oblige de reconnaître que là où de tels moyens sont mis en usage contre les hommes investis, à tort ou à raison, de la confiance du souverain, le trône même et la vie des rois ne peuvent manquer de courir les plus sérieux dangers. La justification du jeune prince n'avait rien d'inraisonnable, mais son caractère ne répondait pas au rôle qu'il avait voulu jouer. Son adversaire le savait ; il sentit l'avantage de l'avilir par un pardon, et ce pardon, le prince des Asturies le demanda par des lettres adressées au roi et à la reine, lettres empreintes de soumission et de repentir, dans lesquelles il désignait les coupables, et se faisait un titre de la faiblesse même qui l'entraînait à les dénoncer¹. Telle était la haine de la nation espagnole pour le favori, qu'elle excusa dans le jeune prince une si déplorable conduite. Le jour où le prince des Asturies recouvra la liberté fut un jour de joie publique. Les acclamations populaires qui retentirent de toutes parts auraient dû éclairer Charles IV et la reine. Elles ne firent que les fortifier dans leur antipathie contre leur propre sang, contre le fils destiné à régner après eux.

Si le pardon royal couvrit la faute du prince des Asturies, la procédure fut continuée contre les coupables signalés par lui-même, et entre lesquels il faut distinguer surtout son précepteur, le chanoine Escoiquiz, et l'homme de sa confiance la plus intime, le duc de l'Infantado. Atteindre les conseillers du jeune prince eût été pour le favori un

résultat immense : rien ne fut épargné pour y parvenir : promesses, menaces secrètes, adjonction de juges nouveaux, tout fut inutile. L'un des juges, don Eugenio Cavallero, presque à l'agonie, s'était fait transporter au tribunal pour concourir à déterminer la sentence d'absolution. Les paroles par lesquelles il proclama l'innocence des accusés furent les dernières qu'il prononça ; elles furent répétées avec enthousiasme par ses collègues. Le jour suivant, le cercueil de ce respectable magistrat fut entouré d'une pompe triomphale. Ses obsèques eurent cette magnificence qui ne se commande pas, les hommages de tout un peuple pénétré d'admiration pour son courage et de respect pour sa mémoire. Ce genre de protestation contre les volontés de la cour était, dans une monarchie absolue, un acte d'un peuple libre.

Tandis qu'à Madrid le pouvoir est ainsi disputé par des ambitions rivales, le territoire espagnol, ouvert aux armées françaises pour l'invasion du Portugal, va se trouver lui-même occupé de toutes parts, presque à l'insu du gouvernement, qui ne reconnaîtra le mal qu'au moment où le remède sera devenu impossible.

L'aspect déjà si affligeant de la cour d'Espagne en 1807 ne présage que trop les catastrophes qui attendent aussi la branche cadette de la famille des Bourbons et qui doivent bientôt la faire momentanément disparaître du nombre des maisons régnautes. Avant de tomber elle-même, elle travaille à la chute d'un trône voisin et partage nominellement l'occupation du Portugal avec la France.

L'article 3 de l'alliance de Tilsitt avait déjà en partie reçu son exécution². Sommée de se déclarer contre l'Angleterre, la cour de Lisbonne s'y était refusée, mais son refus lui avait coûté l'abandon de ses États européens. Quant au Danemark, la barbarie intéressée de l'Angleterre y avait pourvu. Par les violences aussi atroces qu'imméritées qui avaient préparé et accompagné l'enlèvement de la flotte danoise, l'Angleterre avait pris à tâche de pousser ce gouvernement et ce peuple inoffensifs, non-seulement à une guerre régulière contre elle, mais à une guerre envenimée par l'animosité et l'exaspération les plus profondes et les plus légitimes. Aucun parti n'avait encore été pris à l'égard de la Suède. Il fallait, ou décider cette puissance à rompre avec le gouvernement anglais ou la traiter elle-même en ennemie.

Sur ce point les intentions de la Russie ne peuvent pas être douteuses. On sait s'il lui tarde de se

¹ « J'ai dénoncé les coupables, et je prie V. M. de me pardonner et de permettre de baisser vos pieds à votre fils reconnaissant. » *Lettre du 5 novembre.*

² Par cet article, les deux empereurs sont convenus de sommer les trois cours de Copenhague, de Stockholm et de Lisbonne, de fermer leurs ports au commerce anglais.

voir hors de portée d'entendre dans sa capitale le caou suédois de la Finlande. Cependant elle affecte les formes d'une ambition peu pressée et tâche de paraître ne faire, que par l'impulsion d'autrui, ce qu'elle désire le plus. Napoléon, sans être dupe d'une lenteur simulée, dans son impatience de voir ce que peut produire en Angleterre la clôture immédiate de tous les ports de la Baltique, provoque l'action du cabinet de Pétersbourg. Cette considération, maintenant pour lui la première de toutes, le rend infidèle à l'ancienne politique de la France, qui, toujours au contraire, tendait à renforcer le boulevard de la Suède contre la Russie.

Déjà toutefois les communications préalables avaient été faites par le ministre russe à la cour de Stockholm. L'expédition n'est pas sans difficultés, la saison est peu favorable; quelques mois vont être donnés aux préparatifs. C'est en 1808 que la Russie recueillera ce fruit de son alliance avec Napoléon, mais ce n'est pas celui qu'elle a le plus à cœur, assuré qu'elle est, que celui-là ne peut guère lui échapper. Tous ses vœux, toutes ses pensées se portent du côté de la Turquie. Déjà plus d'une fois on en a entretenu le général Savary, aide de camp de Napoléon, qui résidait provisoirement auprès de l'empereur Alexandre. Les instances vont devenir bien plus vives à l'arrivée de l'ambassadeur, M. de Caulaincourt, qui sera connu plus tard sous le nom de duc de Vicence.

L'accueil fait à cet ambassadeur répondait aux sentiments que montraient l'un pour l'autre les deux souverains. Toutes les impressions de Tilsitt semblaient être encore vivantes dans l'âme d'Alexandre; il en rappelait avec détail les divers souvenirs, il parlait avec un plaisir extrême des moments qu'il avait passés avec l'empereur Napoléon, il voulait conserver la même intimité avec son ambassadeur, n'admettant de barrière entre eux que dans les jours réclamés pour l'étiquette. « Ces jours-là », disait-il à M. de Caulaincourt, « vous ferez l'ambassadeur autant que vous voudrez; dans les autres moments, vous connaissez le chemin de mon cabinet, je vous y verrai toujours avec plaisir. » Dans de pareils procédés il y avait de la délicatesse: c'était aussi de l'habileté, et surtout avec un caractère droit et loyal comme celui de l'ambassadeur français. La question de la Moldavie et de la Valachie devint le texte des conversations de chaque jour. A entendre l'empereur Alexandre, cette question était en quelque sorte résolue; il y avait eu de la part de l'empereur Napoléon un consentement véritable sur lequel on ne pouvait pas revenir. « Les premières paroles sur ces deux pro-

» vices, ainsi que sur une troisième, ne sont pas » de moi, disait ce prince; c'est l'empereur Napo- » léon qui les a prononcées. Lui-même il a désigné » son lot, il se considérait comme dégagé envers » les Turcs par la déposition du sultan Sélim. » Co- » pen de mots révèle avec exactitude ce qui s'était » passé à Tilsitt. A la première nouvelle des révo- » lutions de Constantinople, tandis qu'on négociait » encore, l'empereur Napoléon s'est montré refroidi » sur les intérêts de la Porte Ottomane. Des paroles » ont été échangées, des espérances autorisées d'un » part, et accueillies de l'autre avec empressement. » On dit même que Napoléon a donné par écrit une » explication conditionnelle; mais il n'y a point eu de » traité, rien n'a été conclu; rien, même en paroles, » n'a été irrévocablement admis. On s'est séparé; » l'esprit des deux empereurs », comme leur per- » sonne, fait route dans un sens contraire. L'ima- » gination d'Alexandre saisit et amplifie tout ce qui » flatte ses vœux. En revanche, Napoléon cherche à » reprendre les concessions verbales qu'il a pu faire; » il tâche de les rendre nulles, sans les rétracter ni » les reconnaître, et l'espédient auquel il a recours » est de demander un genre de compensation qu'il est » difficile et même impossible de lui accorder. Telle » est la situation des choses à l'arrivée du M. de Cau- » laincourt en Russie.

Le point de départ de l'empereur Alexandre est dans les conversations de Tilsitt. C'est à l'esprit de ces conversations qu'il en appelle. Pour lui tout est là. Pour Napoléon il n'en est pas de même. A supposer que, dans ces entretiens, il ait, comme on le dit, désigné lui-même son lot, il n'entend pas être lié par cette désignation purement éventuelle. Il tient aux actes bien plus qu'aux paroles; il tient aux stipulations précises du traité et non à des hypothèses réciproquement énoncées, mais sans engagement réel. Comme cette discussion est destinée à se reproduire dans les temps qui vont suivre, je ne vois pas du meilleur moyen d'en rendre toutes les circonstances, faciles à démêler et à comprendre, que de placer ici la substance des instructions données par Napoléon à son ambassadeur.

Napoléon sait avec quelle ardeur l'empereur Alexandre désire la possession de la Moldavie et de la Valachie. Il y aurait là violation au moins apparente du traité de Tilsitt. Cette objection; il la fait, mais ce n'est pas elle qui l'arrête. Voici son raisonnement. Si la violation a lieu, « elle ne » peut pas être au profit d'une seule des deux par- » ties contractantes. Elle doit être pour la France. » dans une partie des États de la Prusse, dont ce » traité stipule la restitution, partie égale en po- » pulation, en ressources, en richesses, aux deux

¹ Lettre de M. de Caulaincourt, du 22 décembre.

» provinces turques. De cette manière, l'allié de la France, l'allié de la Russie, éprouveraient une perte égale. La Prusse, il est vrai, n'aurait plus qu'à peu près deux millions d'habitants.... » A cet égard, Napoléon cherche à établir, par des raisonnements plus spécieux que solides, qu'il n'y aurait pas pour la cour de Prusse un très-grand malheur à subir ce nouvel affaiblissement. L'out-être même, au point où cette cour est descendue, vaudrait-il mieux pour elle être sur-le-champ replacée au rang des États inférieurs qu'il d'avoir à se débattre dans la fausse position d'une existence miloyenne, où le regret de sa puissance déchu la livrait à des efforts dangereux, dans le vain espoir de recouvrer ce qu'elle a perdu.

En demandant, aux dépens de la Prusse, l'équivalent des deux principautés que désire garder la Russie, l'empereur Napoléon va au-devant des propositions qu'on ne manquera pas de lui faire. Il prévoit à merveille qu'on lui offrira les provinces de Turquie voisines de ses États italiens, la Bosnie, l'Albanie et autres. Sans doute l'offre sera magnifique, sa prévoyance s'y refuse. La conquête serait difficile, la possession peu avantageuse; les conséquences de la possession fécondes ou hasards de toute espèce. D'un autre côté, ce serait la ruine totale de l'empire ottoman, et cette ruine, « les deux puissances doivent la reculer jusqu'au moment où le partage de ses vastes débris pourra se faire d'une manière peu avantageuse pour l'une et pour l'autre, sans avoir à craindre qu'une autre puissance, leur ennemie, vienne s'en approprier, par l'acquisition de l'Égypte et des îles, les plus riches dépouilles. » L'Empereur déclare que c'est là sa plus forte objection contre le démembrement de la Turquie. Comme il est possible cependant que la Russie s'obstine à vouloir se donner pour limites le Thalweg du Danube, c'est en Prusse, dans ce cas, qui faut une compensation à la France. Tout en écartant l'idée d'un partage actuel, l'ambassadeur ne doit pas s'expliquer en termes trop absolus, dans la crainte que la Russie ne songe à faire intervenir l'Autriche sur cette question, mais il doit rappeler qu'il a été convenu entre les deux empereurs de s'entendre verbalement, de ne rien entreprendre sur cet objet sans un accord préalable entre eux, « soit dans le voyage à Paris quo doit faire l'empereur Alexandre, soit dans tout autre point où ils pourraient juger à propos de se réunir. »

Au reste, tant qu'on parlera du partage de la Turquie, l'ambassadeur de France doit tirer de ce projet la conclusion que « l'armée française ne peut pas évacuer la rive gauche de la Vistule. Il faut être prêt à tout événement; l'empereur Na-

» poléon ne peut pas désarmer lorsque de si grands intérêts sont en jeu. La Russie occupe les places du Niester; elle occupe la Moldavie et la Valachie, elle y renforce ses troupes. Il faut que les deux empereurs marchent d'un pas égal. »

Par cette expression franche des vues de Napoléon, on voit qu'attentif à profiter de tout, il ne veut rien céder gratuitement. Pour le cas où la question devra rester quelque temps indécise, la Russie n'évacuant pas les principautés, la rive gauche de la Vistule ne sera pas évacuée par les troupes françaises; mais c'est à la fin des instructions que se trouve exprimée sans nul détour sa véritable pensée : « Ce que l'empereur préfère à tout, ce serait que les Turcs pussent rester en possession de leurs deux provinces. » Ce dernier trait autorise à croire que les prétentions de l'empereur sur les possessions prussiennes n'ont rien de sérieux, et qu'il n'a eu d'autre but, en les élevant, que de faire évanouir par là les prétentions russes sur les possessions ottomanes.

Ces insinuations, dont Napoléon charge son ambassadeur à Pétersbourg, ont déjà été faites à l'ambassadeur russe en France, le comte Tolstoy. Alexandre en est vivement contrarié; l'idée de prendre en Prusse des compensations pour la France est une idée nouvelle; il n'en avait pas été question à Tilsitt. « Comment, s'écrie-t-il, pourrais-je consentir à partager, de fait, les dépouilles d'un malheureux prince, que l'empereur a désigné à la France et à l'Europe, comme ayant été rétabli à ma considération, et qui ne peut cesser d'être mon allié tant qu'il n'est pas remis en possession de ce que lui rend la paix? » Ainsi parlait l'empereur Alexandre. La réponse était facile. Toutes les raisons alléguées par lui pour ménager la Prusse, on pouvait, du côté de la France, les alléguer en faveur de la Turquie. D'ailleurs les positions ne sont pas les mêmes. La compensation en Turquie pour la France est une conquête à faire, tandis que, par la non exécution seule du traité de Tilsitt, la conquête au profit de la Russie est une chose faite. Quant à la conquête à faire pour la France, répliqua l'empereur Alexandre, « mes troupes sont prêtes. » Il répéta encore : « Que le roi de Prusse soit d'abord remis en possession de tout ce que l'empereur a dit lui avoir rendu pour moi. » Et il ajouta cette fois : « Ensuite il en arrivera ce que Dieu voudra. » On aurait pu croire que c'était là une parole irréfutable; elle était sérieuse. On la répéta plus tard. Par ce langage de l'empereur de Russie et de l'ambassadeur de France, on reconnaît à quel degré de franchise les conversations de Tilsitt avaient accoutumé les deux

cabinets. Peut-être M. de Romansoff allait-il encore plus loin que l'empereur Alexandre. Il paraît qu'alors on s'abusa un peu à Pétersbourg sur l'étendue de la résistance qu'eut pu rencontrer le partage de l'empire ottoman. « C'est un empire qui s'en va », disait ce ministre à l'ambassadeur de Napoléon. « Ce que vous pouvez avoir l'air de nous donner maintenant, nous serons peut-être obligés de le recueillir dans peu, même sans en avoir l'intention. » La dernière guerre des Russes contre les Turcs a fait voir qu'il y avait de la présomption dans une telle confiance ; mais alors il semblait que l'union des deux empereurs dut faire évanouir devant eux tous les obstacles. Il y avait du gigantesque dans les projets comme dans les paroles. Aussi fut-il question entre M. de Romansoff et M. de Caulaincourt d'une expédition dans l'Irde, projet dont le succès serait assuré, disait-on, si quarante mille Français, passant par Constantinople, menaçaient cette contrée, en même temps que quarante mille Russes déboucheraient par le Caucase. La Russie ne refusait pas son concours. Il n'eût fallu que consentir au prix qu'elle voulait y mettre. Nous avons déjà nous-mêmes trouvé que Napoléon, en livrant la Finlande à la Russie pour récompense de sa déclaration contre l'Angleterre, avait fait un large sacrifice. Le cabinet de Pétersbourg est loin de s'en contenter ; il n'aura pas de repos qu'il n'ait obtenu de la France une concession définitive aux dépens de la Turquie.

Si les deux empereurs étaient convenus à Tilsitt d'adresser aux cours de Copenhague, de Stockholm et de Lisbonne, des sommations accompagnées de menaces qui devaient immédiatement se réaliser, en cas de résistance, ce n'était pas naturellement ainsi qu'ils avaient dû procéder à l'égard d'une puissance de premier ordre comme la cour de Vienne. Avec cette dernière cour, le langage ne devait avoir ni le même caractère ni les mêmes formes, mais on n'en agissait pas avec moins de rigueur pour l'amener aux mêmes déterminations. Il était au reste à prévoir que, dans la situation où allait se trouver l'Europe, le cabinet autrichien saurait de lui-même sacrifier à la nécessité des temps ses liaisons avec l'Angleterre. Il restait encore à ce cabinet quelques points litigieux à régler avec la France ; et l'empereur Napoléon, de son côté, ne demandait pas mieux que de lui accorder toute satisfaction, pourvu qu'il adhérât au système continental.

Au fond, l'Autriche, qu'avait vivement affligée le prodige des victoires françaises, ne voyait pas avec moins de chagrin que le dénouement d'une pareille guerre fut l'intime union des cabinets de Paris et de Pétersbourg. Lorsque, de Berlin et de

Varsovie, l'empereur Napoléon lui avait fait des avances pour un rapprochement plus étroit, surtout dans le but de maintenir l'intégralité de l'empire ottoman, elle les avait reçues avec une extrême froideur ; elle laissait même apercevoir des dispositions à tenir peu de compte de l'intégralité de cet empire, dans le cas où elle aurait eu à s'entendre sur cette question avec la cour de Russie. À l'aspect d'une armée russe envahissant la Moldavie et la Valachie, et d'une flotte anglaise qui passait les Dardanelles pour s'emparer de Constantinople, la cour de Vienne, s'associant en pensée aux deux expéditions, avait paru dire comme, dans une autre circonstance, Frédéric II : « Vous jouez notre jeu ; si les choses viennent, nous partagerons. » Les choses ne vinrent pas. Ce démembrement, auquel on était loin de répugner si on eût pu y prendre une part active avec la Russie et l'Angleterre, on le redoutait au plus haut point, aujourd'hui qu'on le suppose devenu l'objet d'un accord auquel on est étranger. On voudrait du moins avoir quelques lumières sur sa nature et sur ses bases. On s'enquiert, on interroge, on ne reçoit point de réponse et on s'effraye de ce silence.

Pendant la guerre, malgré ses protestations de neutralité, le cabinet autrichien n'avait pas cessé de poursuivre ses armements ; s'il s'était abstenu d'entrer dans la carrière, c'est qu'il ne croyait pas pouvoir mettre une confiance suffisante dans l'état de son armée, mal remise encore des désastres d'Ulm et d'Austerlitz. Au moins par ses vœux il faisait cause commune avec les ennemis de la France. Sous prétexte de contenir les peuples de l'ancienne Pologne, il avait établi la plus grande partie de ses forces sur la corde de l'arc de la Gallicie, c'est-à-dire, sur le flanc des grandes opérations qui avaient lieu. L'ambassadeur de Russie ayant annoncé la bataille d'Eylau comme une victoire : « Battaies les Français encore deux fois, lui avait-on répondu, et nous nous déclarerons. » Les événements avaient été tels qu'on n'avait pas eu à tenir cette promesse. Maintenant on regrette, non de ne s'être pas engagé avec la Russie, mais d'avoir écarté les propositions françaises. « Qui eût pu prévoir de pareils résultats ? disait l'empereur François II : il n'est plus possible de se battre avec ces hommes-là. » L'humour ainsi exprimée était un compliment assez adroit. Cependant l'accroissement soutenu de la puissance française devenait un motif d'armer plus que jamais. Du moment que Napoléon et Alexandre voulaient fonder et s'approprier la dictature de l'Europe, il fallait bien que l'Autriche se mit en mesure de garder son indépendance. Cette précaution de sa part était toute naturelle. La réserve qu'on observait à son égard

devait l'offenser. Après avoir voulu jouer le rôle de médiateur, elle se sentait humiliée, non-seulement de rester en dehors des arrangements concertés entre les deux empereurs, mais même dans une ignorance absolue de la nature de ces arrangements.

Cette puissance n'était pas non plus sans inquiétude sur le parti que prendrait l'empereur Napoléon relativement à la place de Braunau. On se rappelle qu'au mois de mars 1806, au moment où les troupes françaises, prêtes à évacuer l'Allemagne, allaient se dessaisir de cette forteresse, un incident inattendu était venu en prolonger l'occupation et arrêter la retraite de notre armée. Cet incident, c'était l'infidélité qui, au lieu de remettre les bouches du Cattaro à nos troupes, en exécution du traité de Presbourg, les avait livrées aux Russes, lorsque le corps français, qui devait en prendre possession, n'en était plus qu'à deux journées de distance.

Déjà nous avons signalé ailleurs l'espèce d'obscurité dont est couvert cet acte fatal que nous n'avons pas voulu attribuer à un ordre direct du cabinet autrichien, mais dans lequel ce cabinet, si le principe n'en remontait pas jusqu'à lui, n'avait voulu voir, de la part de ses agents, qu'un zèle plus déplacé que coupable. Quoi qu'il en soit, on ne saurait remarquer assez toute l'étendue d'influence que ce fait particulier a dû exercer sur les événements ultérieurs. Quelle différence, d'une part, dans l'esprit même de Napoléon, lorsqu'à l'appui de ses exigences, il s'est vu autorisé à maintenir, par représailles, cent mille hommes au cœur de l'Allemagne! Quelle différence, d'un autre côté, dans les dispositions des cabinets rivaux qu'effraya justement une situation si menaçante, et dont l'irritation contre lui s'accroît en raison même du mal qu'il est en son pouvoir de leur faire! Qui peut dire que le retour de l'armée française sur le sol français, au mois de mars 1806, comme Napoléon était prêt, pour son compte, à le faire exécuter, n'eût pas fait prendre un autre cours aux négociations avec l'Angleterre et prévenu la guerre de Prusse?

Le manque de foi, à quelque cause qu'il faille l'attribuer, n'est pas non plus demeuré tout à fait impuni pour l'Autriche; maintenant elle est réduite à désirer la remise de Braunau comme une faveur de Napoléon, car on sait que la Bavière sollicite avec vivacité l'acquisition d'un poste si important pour elle. La restitution de cette place causera autant de joie à Vienne que le gain d'une bataille.

Napoléon ne s'est pas mépris sur les sentiments de l'Autriche. Sans être dupe des causes de son inaction, il feint de lui en savoir gré, et, quoique les offres de médiation du côté cour puissent lui

être suspectes, il se garde bien de leur opposer une injurieuse défiance. Le mauvais accueil, fait à l'intervention autrichienne par la Russie et par la Prusse, avait formé un contraste sensible avec les procédés tout différents de l'empereur des Français. Celui-ci persévère dans sa conduite; il se montre satisfait des démarches auxquelles s'est porté à Londres l'ambassadeur autrichien, prince de Stahremberg, afin d'engager le ministère britannique à entrer en négociation pour la paix maritime. Assuré que, dans l'hypothèse probable de l'inutilité de ces tentatives, la cour de Vienne est disposée à rappeler son ambassadeur et à fermer ses ports au commerce anglais, l'empereur Napoléon met de l'empressement à terminer tous les différends qui subsistent encore entre les deux cabinets de Paris et de Vienne. Une convention additionnelle, conclue à Fontainebleau le 10 octobre, entre M. de Champagny et M. de Metternich, règle les contestations de frontière laissées jusqu'alors indécises. Le Thalweg de l'Isouze est établi pour limite principale entre le royaume d'Italie et les possessions de l'Autriche; des cessions réciproques sont consenties pour ajuster, sur d'autres points, la délimitation; ou convient d'une route militaire pour la communication entre les provinces du royaume d'Italie à la droite de l'Isouze, de l'Istrie et de la Dalmatie, et réciproquement. Enfin, par l'article VI, il est stipulé que, les difficultés survenues à la suite du traité de Presbourg étant levées par la restitution à la France des bouches du Cattaro, et par la présente convention, l'empereur Napoléon fera évacuer la place de Braunau, qui sera remise aux troupes autrichiennes.

La signature de cette convention rapprocha pour quelque temps l'Autriche de la France. Le prince de Stahremberg, qui poursuivait à Londres ses notifications pacifiques, en conséquence d'une première réponse qu'il se plut à considérer comme satisfaisante, fit connaître au cabinet anglais qu'il était autorisé à délivrer des passe-ports aux plénipotentiaires que S. M. B. voudrait envoyer à Paris pour traiter avec toutes les puissances en guerre. Cette déclaration ayant donné lieu à une réplique de M. Cannging, par laquelle ce ministre élevait des doutes sur les pouvoirs d'après lesquels avait agi l'ambassadeur autrichien, et rejetait formellement la proposition d'envoyer à Paris des plénipotentiaires, le prince de Stahremberg demanda lui-même ses passe-ports et quitta Londres. Le but de Napoléon était atteint au moins en partie; l'accession de l'Autriche au système continental complétait l'exclusion qui interdisait au commerce anglais tout accès sur le continent.

Ainsi toutes les pensées de Napoléon se rapportent à un seul but, ou plutôt Napoléon n'a qu'une seule pensée, c'est de causer à l'Angleterre des dommages tellement graves, qu'elle soit contrainte d'entendre à des propositions d'accommodement. Jamais lutte ne fut plus acharnée entre deux combattants. L'énergie de l'attaque n'a d'égale que l'énergie de la résistance, et l'attaque se fait sentir sur toutes les parties du globe. Des deux côtés on prétend être sur la défensive, quoique des deux côtés il y ait agression. Ce n'est que depuis 1806 que la discussion est sortie du champ des accusations vagues, pour s'établir sur des faits positifs. Là, comme nous l'avons déjà indiqué ailleurs, a commencé une série d'actes nouveaux, inusités, qui n'ont point d'analogues dans les temps antérieurs. De cette époque a daté la prétention de l'Angleterre d'établir le blocus, non plus par des escadres ou des vaisseaux obligés de surveiller les ports ennemis et d'en défendre l'accès, ainsi que l'a voulu de tout temps la loi des nations, mais par une simple déclaration de son bon plaisir, par un ordre du conseil daté de Downing-Street ou du palais de la reine. C'est contre ce système de blocus nominal que Napoléon s'est élevé avec le plus de colère, et, il faut le dire, avec le plus de justice. Pourquoi ce qui est loisible à l'Angleterre ne le serait-il pas à la France? Pourquoi, si l'Angleterre a pu, par un ordre du conseil du 6 mai 1806, déclarer en état de blocus les ports, rivières et côtes, depuis la rivière de l'Elbe jusqu'au port de Brest, Napoléon ne pourrait-il pas, comme il l'a fait par son décret de Berlin dans la même année, déclarer en état de blocus les îles Britanniques? C'est par calcul et dans son intérêt seul que l'Angleterre s'est abstenue de déclarer le blocus pour la totalité des côtes de France; mais le déclarer pour la moitié des côtes, c'est s'en arroger le droit pour le tout. Le principe est le même. En guerre, les armes doivent être égales. Ce que fait l'Angleterre, la France est autorisée à le faire. L'Angleterre s'obstine à violer, sur mer, la propriété privée, malgré la neutralité du pavillon qui la couvre. Napoléon cesse de respecter, sur terre, la propriété anglaise. Le coup a été terrible; les conséquences en ont été d'autant plus funestes pour les Anglais, que chaque jour alors la victoire élargissait le terrain sur lequel s'appliquait la réciprocité française. Pour rendre à la France le mal qu'elle lui fait, le gouvernement britannique essaye diverses mesures qui

font plus de tort à la navigation étrangère, et surtout à celle des Américains, qu'à la France elle-même; et enfin, par ses ordres du conseil, du 11 novembre 1807¹, il assujettit les bâtiments de toutes les puissances neutres, amis ou même alliés, non-seulement à la visite de ses croisières, mais encore à une station obligée en Angleterre, et au paiement d'une taxe dont il détermine la quotité. Il est difficile de proclamer plus ouvertement que la mer, dans son immensité, est un domaine anglais, dont l'usage n'est désormais permis que sous la condition de venir en recevoir l'autorisation d'une autorité anglaise, moyennant le paiement d'une redevance au trésor anglais. On conçoit d'avance qu'une telle déclaration ne peut être ni reconnue dans son principe, ni tolérée dans son application par la France, et le cabinet de Londres s'abuse si, en s'élançant hors des routes battues jusqu'alors, il croit arriver à un degré d'audace et de violence où Napoléon ne puisse le suivre. Ce qu'il y a de plus affligeant dans ce combat à mort de deux cabinets implacables, c'est que les traits qu'ils se lancent ne peuvent les atteindre qu'en blessant toutes les nations qui se trouvent, même malgré elles, jetées et compromises entre eux. Admettre les exigences de l'une des parties est un titre à l'animadversion de la partie opposée, et ce n'est qu'en échappant à leurs poursuites réciproques qu'il y a encore pour les neutres quelque possibilité de navigation et de commerce. « Puisque les Américains, dit Napoléon², souffrent » que leurs bâtiments soient visités et adoptent » le principe que le pavillon ne couvre point la » marchandise, puisqu'ils reconnaissent les ab- » surdes lois de blocus de l'Angleterre, puisqu'ils » consentent que leurs vaisseaux soient sans cesse » arrêtés, se rendent en Angleterre et soient ainsi » détournés de leur destination, pourquoi ne souffrent-ils pas le blocus³ de la France? Certes, la » France n'est pas plus bloquée par l'Angleterre » que l'Angleterre par la France. Pourquoi ne » souffrent-ils pas également la visite des bâti- » ments français? Certes, la France reconnaît que » ces mesures sont injustes, illégales, attentai- » toires à la souveraineté des peuples; mais c'est » aux peuples à recourir à la force et à se pronon- » cer contre des choses qui les déshonorent et flé- » trissent leur indépendance. » Dans ce langage de Napoléon éclate toute la différence qui existe, et cette différence est grave, entre les principes de la France et ceux de l'Angleterre; c'est que

¹ Les ordres du conseil du 11 novembre se composent de trois décrets renfermant de nombreuses dispositions, dont nous avons dû nous borner à donner la substance.

² Lettre de Fontainebleau, le 15 novembre.

³ Bien entendu le blocus établi par la France.

l'Angleterre prétend s'approprier comme droit ce que la France convient ne pouvoir s'attribuer qu'à titre d'usurpation, mais comme châtimement pour les États qui tolèrent l'usurpation anglaise. Ces actes que se permet l'Empereur, il les reconnaît entachés d'injustice et de barbarie; il ne s'y détermine que pour forcer les nations neutres à faire respecter leurs droits par l'Angleterre, comme elles désirent qu'ils soient respectés par la France. Ses rigueurs n'ont pas d'autre objet. Il n'a rien de plus à cœur que de pouvoir bientôt rentrer dans de meilleures voies; il est prêt à le faire, le jour où l'Angleterre voudra, soit lui en donner l'exemple, soit imiter le sien. Tel sera l'esprit du décret qu'il rendra le mois suivant dans son voyage d'Italie, décret trop important pour que nous ne le rapportions pas ici dans son texte même et dans toute son étendue. Voici cet acte, daté de Milan, le 17 décembre :

« Napoléon, empereur, etc.

« Vu les dispositions arrêtées par le gouvernement britannique, en date du 11 novembre dernier, qui assujétissent les bâtiments des puissances neutres, amies et même alliées de l'Angleterre, non-seulement à une visite par les croiseurs anglais, mais encore à une station obligée en Angleterre et à une imposition arbitraire de tant pour cent sur le chargement, qui doit être réglée par la législation anglaise;

« Considérant que, par ces actes, le gouvernement anglais a dénationalisé les bâtiments de toutes les nations de l'Europe; qu'il n'est au pouvoir d'aucun gouvernement de transiger sur son indépendance et sur ses droits, tous les souverains de l'Europe étant solidaires de la souveraineté et de l'indépendance de leur pavillon; que si, par une faiblesse inexcusable et qui seroit une tache aux yeux de la postérité, on laissait passer en principe et consacrer par l'usage une parcelle tyrannique, les Anglais en prendraient acte pour l'établir en droit, comme ils ont profité de la tolérance des gouvernements pour établir l'insolence principe que le pavillon ne couvre point la marchandise, et pour donner à leur droit de blocus une extension arbitraire et attentatoire à la souveraineté de tous les États;

« Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

« Art. 1^{er}. Tout bâtiment de quelque nation qu'il soit, qui aura souffert la visite d'un vaisseau anglais, ou se sera soumis à un voyage en Angleterre, ou aura payé une imposition quelconque au gouvernement anglais, est, par cela seul, déclaré dénationalisé, a perdu la garantie de son pavillon et est devenu propriété anglaise.

« Art. 2. Soit que lesdits bâtiments ainsi dénatio-

nalisés par les mesures arbitraires du gouvernement anglais, entrent dans nos ports ou dans ceux de nos alliés, soit qu'ils tombent au pouvoir de nos vaisseaux de guerre ou de nos corsaires, ils sont déclarés de bonno et valable prise.

« Art. 3. Les îles Britanniques sont déclarées en état de blocus sur mer comme sur terre.

« Tout bâtiment de quelque nature qu'il soit, quel que soit son chargement, expédié des ports de l'Angleterre, ou des colonies anglaises, ou des pays occupés par les troupes anglaises, ou allant dans les colonies anglaises, ou dans des pays occupés par les troupes anglaises, est de bonno prise, comme contrevenant au présent décret; il sera capturé par nos vaisseaux de guerre ou par nos corsaires, et adjugé au capteur.

« Art. 4. Ces mesures, qui ne sont qu'une juste réciprocité pour le système barbare adopté par le gouvernement anglais, qui assimile sa législation à celle d'Alger, cesseront d'avoir leur effet pour toutes les nations qui sauraient obliger le gouvernement anglais à respecter leur pavillon.

« Elles continueront d'être en vigueur pendant tout le temps que ce gouvernement ne reviendra pas aux principes du droit des gens, qui règle les relations des États civilisés dans l'état de guerre. Les dispositions du présent décret seront abrogées et nulles par le fait, dès que le gouvernement anglais sera revenu aux principes du droit des gens, qui sont aussi ceux de la justice et de l'honneur.

« Signé NAPOLÉON. »

Ce décret, qui porte en lui-même l'énonciation de ses motifs, n'a pas besoin d'autre commentaire. Il y a eu une époque où des écrivains sans patriotisme, peu soucieux de servir la cupidité étrangère aux dépens de leur pays, ont trouvé ingénieux de dire que, pour justifier ses violences contre l'Angleterre, Napoléon avait été obligé de faire violence à la langue même, et de créer des termes nouveaux pour des vexations nouvelles. Ce langage de la prévention et du servilisme n'est plus de notre temps; aujourd'hui on examine les principes et les faits, et on juge : les faits et les principes sont ici en faveur de la France. Napoléon pose en principe que tous les États sont solidaires de l'indépendance de leur pavillon. L'intérêt général des nations réclame cette solidarité. Si un gouvernement veut supporter des insultes, des humiliations qui n'atteignent que lui, il en est sans doute le maître; mais lorsque le contre-coup des outrages qu'il endure se fait sentir à une autre puissance, celle-ci a le droit de faire tout ce qui dépend d'elle pour s'y soustraire. Telle est la situation présente.

Napoléon dit aux Américains : Vous subissez les usurpations de l'Angleterre, et par conséquent vous reconnaissez ou du moins vous paraîsez reconnaître ses prétentions comme légitimes; vous souffrez la visite de ses croiseurs; vous vous laissez conduire dans ses ports, ou vous vous y rendez sur son ordre; vous y payez une taxe sur le chargement de vos navires; ainsi vous vous constituez les vassaux, les sujets de l'Angleterre; dès lors, à mes yeux, vous n'êtes plus Américains, vous êtes des Anglais; vos propriétés, des propriétés anglaises. Le fait de la sujétion des neutres aux despotiques exigences de l'Angleterre était un fait nouveau; un terme nouveau était nécessaire pour sa répression. Des bâtiments qui couraient leur pavillon devant une volonté arbitraire, ne peuvent plus avoir de garantie dans ce pavillon. Napoléon les déclare *dénationalisés*. L'expression est juste comme le châtiment. Les gouvernements neutres¹ en effet sont coupables de ne pas s'unir tous pour se faire également respecter. Si les États-Unis manquent à ce devoir, ce n'est pas au gouvernement fédéral, aux chefs éclairés de ce gouvernement, que le tort en appartient : ce tort est celui de la population marchande qui forme l'action du pouvoir, et cette population, lorsqu'elle en est punie, n'a pas le droit de s'en plaindre.

Un décret de l'Empereur n'est pas un acte uniquement français; c'est un acte européen. Le décret de Milan est communiqué à tous les gouvernements qui sont sous sa dépendance, et aux cabinets plus puissants qui se sont ralliés à son système. Il devient loi pour tout le continent.

Le pays pour lequel les effets en seront le plus sensibles est l'Amérique du Nord. Le pavillon des États-Unis est presque le seul qui se fasse jour encore à travers les entraves élevées à l'encontre des neutres par l'Angleterre et par la France. Malgré les atteintes portées aux droits de la neutralité, comme la navigation américaine était la seule à laquelle l'accès d'une grande partie des ports de l'Europe ne fut pas fermé, elle avait pris une extension extraordinaire et fait des bénéfices immenses. En réalité, le gouvernement des États-Unis, comme toute l'Europe moins l'Angleterre, voudrait voir triompher les principes que soutient la France; et quel est le peuple qui puisse ne pas vouloir l'indépendance de son pavillon? Mais de

peu sants obstacles contrariaient sa raison et enchaînaient sa volonté, une peur excessive de la guerre avec les Anglais et l'avidité mercantile de la population américaine. Dans les premiers transports de l'indignation produite par l'affaire de la frégate la *Chesapeake*, le président Jefferson disait au ministre de France : « Si l'Angleterre ne nous donne » pas de satisfaction, nous prendrons le Canada. » L'homme d'État pensait ainsi; mais il avait à combattre le caractère égoïste de la spéculation commerciale qui sacrifie difficilement un bénéfice actuel à la prospérité future, et moins encore à la dignité du pays. A force d'être cosmopolite, le négociant ne reste que faiblement citoyen, et, malgré leur forme républicaine, peut-être en calcul de l'intérêt privé est-il plus puissant encore aux États-Unis que dans notre Europe monarchique. Dans quelques moments, à la vérité, l'excès et la barbarie des insultes anglaises fait naître une indignation qui semble appeler une éclatante vengeance; mais cette ardeur factice se refroidit bientôt, et le gouvernement fédéral, trop assuré de n'être pas soutenu longtemps dans de généreux efforts, avait dû mettre son habileté à se faire donner quelque apparence de satisfaction qui lui eût suffi : il n'est pas même parvenu à l'obtenir.

La discussion sur le droit de presse en pleine mer forme toujours une difficulté insoluble entre les plénipotentiaires américains, M. Monroë et Pinkney, et le cabinet britannique. Ce cabinet s'arme contre les États-Unis de l'excès même de leur patience. Partant du principe qu'on ne peut pas interdire à une puissance belligérante le droit de rechercher sur les bâtiments neutres en pleine mer, soit la contrebande, soit les personnes, soit les propriétés ennemies, de ce principe faux, dont les Américains souffrent l'application, il tire la conséquence très-juste que si, dans cette recherche, la puissance exerçant le droit de visite trouve des sujets qui se soient soustraits à son obéissance, qu'elle ne peut pas refuser de les lui rendre. Si le pavillon neutre ne protège pas la personne ennemie contre une puissance belligérante, comment pourrait-il protéger les sujets d'une puissance contre elle-même? La faiblesse des Américains les avait condamnés à entendre une pareille argumentation. Cette même faiblesse avait conduit leurs plénipotentiaires à conclure avec le gouvernement anglais,

¹ Dans l'une des guerres de l'Inde, Tipou-Saïb proposait à un officier français de placer une batterie sur un certain point qu'il lui indiquait, l'officier lui représentait que, si cette batterie pouvait faire en réalité quelque mal aux troupes anglaises, elle en ferait certainement encore beaucoup plus à un corps intermédiaire de ses propres

troupes qui se trouvaient dans cette direction. « Eh ! » qu'importe, répliqua Tipou-Saïb, qu'on tue mille Ci-payas, pourvu qu'on tue un Anglais? Ainsi, dans la lutte de l'Angleterre et de Napoléon, ces deux grands adversaires ne tenaient nul compte de ce qui se trouve placé entre eux. Les neutres sont les Gipayes.

dans les derniers jours de décembre 1806, un traité dans lequel ils n'avaient obtenu ni satisfaction pour le passé, ni promesse de modification pour l'avenir. Ce dernier acte de condescendance n'avait point eu l'approbation du président : aussi lui avait-il refusé sa ratification, et le congrès avait donné un plein assentiment à son refus. Cependant, malgré la proclamation¹ du président qui avait ordonné à tous les vaisseaux armés anglais de quitter les ports et les mers des États-Unis, malgré l'arrêté du congrès qui plus tard² avait interdit à tous bâtiments anglais en général l'entrée des ports américains, les négociations continuaient toujours à Londres, ou, si elles étaient un moment suspendues, elles se renouaient bientôt, tant le gouvernement fédéral reculait devant l'idée d'une complète rupture. Le ministère britannique comptait si bien sur cette disposition des Américains, que même, au milieu des conférences de M. Canning avec MM. Pinkney et Monroe, la gazette³ de Londres publiait une instruction relative à la recherche des marins anglais à bord des bâtiments neutres. Sur la remarque faite par les plénipotentiaires, qu'une publication de cette nature devait arrêter toute négociation, M. Canning leur répond que la pièce publiée renferme bien en effet la déclaration des principes du gouvernement anglais, mais que ce n'est pas une raison pour ne pas négocier avec une puissance qui professe une doctrine différente, qui veut établir d'autres procédés ou faire prévaloir d'autres usages ; mais en même temps il a soin de ne pas leur laisser croire que le gouvernement britannique puisse jamais renoncer à ce droit de ~~propre~~ qui forme le point capital de contestation entre les deux pays. Tandis qu'à Londres M. Canning se montre si peu accommodant, il envoie en Amérique un agent, M. Rose, chargé de traiter spécialement la question de la *Chesapeake* ; mission dérisoire, comme plusieurs autres qui la suivront, et qui n'auront d'autre but que de donner à l'irritation des esprits le temps de se calmer.

Comme la question des neutres ne subira point de changement remarquable pendant l'année qui va s'ouvrir, et que beaucoup d'autres intérêts d'une nature nouvelle, viendront réclamer toute notre attention, il nous semble convenable de placer ici une indication des points principaux qui fourniront matière à débat entre la France et les États-Unis, dans le cours de l'année 1808. Les ordres du conseil britannique du 11 novembre 1807, le décret français, daté de Milan le 17 décembre, sont connus. C'est sous le poids des entraves, mises ainsi

des deux côtés à la navigation des neutres, que vont s'agiter les Américains pour rompre la chaîne ou pour y échapper. Tous n'échapperont pas, et dès lors le ministre des États-Unis en France, M. d'Armstrong, va être occupé à former sans cesse des réclamations en faveur de ceux dont les bâtiments sont capturés et amenés, soit dans des ports français, soit dans des ports amis de la France, par suite du décret impérial. Il invoque certaines dispositions du traité de 1800, que violent, selon lui, les nouvelles mesures du gouvernement français ; il pose diverses questions sur lesquelles il prie le gouvernement de s'expliquer. Aux instances et aux interrogations de cet envoyé, le ministère français oppose une réponse qui n'admet pas de réplique solide. L'empereur ne fait qu'à regret usager des armes neutres employées par le gouvernement anglais ; on ne peut pas exiger de lui qu'il se contienne en des bornes que l'on permettrait à ce gouvernement de franchir ; ce serait, de la part des Américains, faire acte de sujétion à l'Angleterre, que de se soumettre aux ordres du conseil du 11 novembre. Mais il aime à augurer mieux de la conduite des Américains ; dans cette persuasion, il s'abstient de prendre à l'égard de leurs bâtiments aucune mesure définitive ; il les fait seulement placer sous le séquestre, se réservant de régler ses déterminations ultérieures sur la marche qu'ils auront eux-mêmes jugé à propos de suivre. Le ministère français a soin de faire observer en outre, que c'est surtout envers les Américains que des exceptions sont impossibles. Une exception en leur faveur laisserait ouvertes au commerce anglais les routes du continent. Leur langue, leurs habitudes, et quelques-unes de leurs productions coloniales étant les mêmes, on n'aurait aucun moyen de reconnaître la simulation du pavillon et les autres fraudes auxquelles des spéculateurs américains ne manqueraient pas de se livrer, auxquelles ils se livraient déjà, ainsi qu'on en avait de nombreux exemples.

Le gouvernement fédéral, qui ne disconvenait pas que l'initiative des infractions au droit des gens devait être imputée à l'Angleterre, avait au reste, à cette époque, divers motifs pour se maintenir en de bons rapports avec la France. L'empereur, de son côté, eût été tout prêt à fortifier ces rapports, même par une alliance. D'après ces dispositions mutuelles, M. d'Armstrong désirait savoir si, dans le cas où les Anglais attaquaient les Florides, l'empereur ne trouverait pas mauvais que les États-Unis fissent marcher des troupes pour les défendre ;

¹ 2 juillet.

² 25 novembre.

³ 17 octobre.

si, dans la supposition d'une alliance avec lui, il ne se prêterait pas à favoriser la cession des Florides aux États-Unis.

Cette demande étant parvenue à Napoléon pendant son séjour à Bayonne, au moment où se préparait pour l'Espagne de nouvelles destinées, sa réponse ne fut rien moins que favorable¹. Il fit déclarer à M. d'Armstrong, que les Américains étant en paix avec les Espagnols, ne pouvaient occuper les Florides sans la permission ou l'invitation du roi d'Espagne. Les temps changeront, et cette question prendra un autre cours.

Cependant le gouvernement américain, pressé entre l'Angleterre et la France, avait pris en considération la situation du pays. À la suite d'un rapport fait au sénat, plusieurs partis avaient été proposés, savoir : protéger le commerce par des vaisseaux de guerre; laisser au commerce le soin de se protéger en s'armant lui-même; déclarer la guerre; suspendre tout commerce avec l'étranger; et enfin, mettre un embargo sur tous les vaisseaux et bâtiments dans les ports des États-Unis. Ce fut ce dernier parti qui fut préféré. Un acte supplémentaire du 11 mars 1808 développa les premières dispositions adoptées à ce sujet. L'embargo américain, s'il eût pu être complètement exécuté, aurait dû être moins défavorable à la France qu'à l'Angleterre; mais il s'en fallait beaucoup que tous les bâtiments de cette nation y eussent été soumis et consentissent à s'y soumettre. La menace des peines² les plus sévères était impuissante contre l'appât des énormes bénéfices que la désobéissance offrait à la cupidité. Les États-Unis avaient en Europe une colonie flottante qui servait le commerce anglais sur toutes les mers, et portait dans tous les ports les productions de l'Angleterre ou de ses colonies. Les Anglais eux-mêmes ne se faisaient pas scrupule d'arborer sur leurs bâtiments le pavillon américain. Nous en citerons quelques exemples. À Rochefort et à la Rochelle, dans un moment où il s'y trouvait douze à quinze bâtiments mis sous le séquestre, les agents américains étaient obligés de reconnaître la justice de cette mesure. « Je suis instruit, écrivait³ » un consul à M. d'Armstrong, que les papiers de » la moitié de ces bâtiments ont été fabriqués à » Londres, et il est plus que probable que l'autre » moitié ne sont que des bâtiments anglais, ayant » de vieux papiers américains..... » Lorsqu'un con-

sul des États-Unis fait un pareil aveu à l'égard d'un certain nombre des bâtiments séquestrés en France, le doute pour le gouvernement français pouvait-il exister? Ce n'est pas seulement dans ses ports que la France acquiert la preuve de ces sortes de falsifications, on voit pareillement arriver dans des ports espagnols, des bâtiments américains qui prétendent venir de pays neutres, et ils ont à leur bord des passagers anglais; d'autres font voile pour Gibraltar, et, de là, escortés par des vaisseaux anglais, ils passent dans la Méditerranée. En nous occupant bientôt des querelles de l'empereur Napoléon avec l'Autriche, nous aurons aussi occasion de remarquer que, de ce côté également, le pavillon américain sert à couvrir, au profit des Anglais, un commerce actif entre Malte et Trieste. Lorsque des faits de cette nature éclatent de toutes parts aux yeux du gouvernement français, doit-on s'étonner de la rigueur des précautions qu'il déploie pour réprimer la fraude, et peut-on lui faire un crime de cette rigueur?

Quoique le président Jefferson mit personnellement une grande différence entre l'esprit qui dirigeait l'Empereur et celui qui animait le ministère anglais, il était, comme chef du gouvernement fédéral, obligé de placer les deux puissances sur la même ligne. Dans une conférence avec le général Turreau, il témoigna le regret de cette nécessité, et fit entendre que, selon lui, l'Empereur ferait un acte d'habileté, en promettant de révoquer ses décrets en faveur des Américains, à condition que l'embargo américain serait abrogé en faveur de la France. Si ce conseil ne fut pas entièrement suivi, il amena plus tard une détermination qui produisit le même résultat. Quelque sévères que fussent les mesures adoptées par représailles en France, les Américains avaient encore beaucoup plus à souffrir de la part de l'Angleterre. Par suite des attentats de la marine britannique, non-seulement contre les bâtiments du commerce, mais contre les vaisseaux de l'État, non-seulement en pleine mer, mais sur les côtes et dans la juridiction même des États-Unis, le mécontentement était très-vif et se manifestait par des résolutions énergiques dans presque tous les États de la confédération. Au fond, il était tellement légitime, que, dans tout autre pays où l'amour du gain n'eût pas dominé à un aussi haut point le sentiment de l'honneur national, la guerre

¹ « Répondez à M. d'Armstrong que vous ne savez ce » qu'il veut dire par l'occupation des Florides..... » Lettre de Bayonne du 21 juin 1808.

² Une loi du congrès portait que « tout capitaine qui » se soumettrait aux ordres du conseil britannique du 11 » novembre, qui accepterait une licence de ce gouverne-

» ment, ou lui payerait une taxe quelconque, serait ex- » patrié et privé à jamais des droits de citoyen des » États-Unis. » C'était là une de ces lois que l'on n'ap- » plique guère ou qui n'atteignent qu'un coupable sur » mille.

³ Lettre du 18 octobre 1808.

aurait été déclarée à l'instant même. Cependant M. Jefferson, quoique entouré de la faveur publique, n'eût pas pu l'entreprendre sans compromettre sa popularité. Au reste, quelque effort que l'on fasse pour éviter cette guerre, elle aura lieu un jour. C'est un malheur pour les Américains, pour la France, pour l'Europe peut-être, qu'elle n'ait pas éclaté plus tôt.

CHAPITRE II.

AFFAIRES INTÉRIEURES.

Voyage de l'Empereur en Italie. — Enrevue de Napoléon et de son frère Lucien Bonaparte. — Adoption du prince Eugène par l'Empereur. — Réunion de la Toscane à la France. — Canalisation de la France. — Approvisionnement de Paris. — Finances. — Économie dans l'emploi de la liste civile. — Rétablissement d'une cour des comptes. — Intervention active de l'Empereur dans toutes les affaires. — Correspondance de l'Empereur. — Création d'une nouvelle noblesse.

J'ai rapporté le décret de Milan, avant de parler du voyage de l'Empereur en Italie, la liaison des idées m'ayant conduit à m'occuper de ce décret sans faire attention au lieu de sa date. Napoléon a beau changer de capitale, il n'y en a aucune d'où ses regards ne se tournent sans cesse contre la seule puissance qu'il ne peut forcer à la paix, l'Angleterre.

Dans le courant du mois d'août 1807, une députation du royaume d'Italie était venue féliciter l'Empereur sur la paix de Tilsitt, et l'inviter à visiter ce royaume agrandi par l'adjonction des provinces vénitiennes, conquête de la campagne de 1805. A la tête de cette députation était le patriarche de Venise. Le discours du patriarche dut porter l'empreinte de la position particulière de ces provinces. Le jour qui les avait arrachées à la domination autrichienne, était devenu, pour elles, un jour de résurrection. Venise voyait un libérateur dans l'homme dont les premières victoires avaient causé la chute de l'ancienne république. Le gouvernement autrichien, si doux dans ses États héréditaires, a de tout temps étendu un sceptre de plomb sur ses provinces nouvellement acquises. Les distractions par lesquelles le sénat vénitien faisait oublier au peuple sa servitude, ces fêtes, ces amusements, qui lui rendaient sa chaîne plus légère, avaient disparu avec l'ancien gouvernement. Le despotisme seul était resté ; il était resté aussi ombrageux, aussi cruel et plus général. Les nobles maintenant étaient traités comme les plébéiens ; et les plébéiens, que le commerce dédommageait autrefois de leur infériorité à l'égard des nobles, ne trouvaient plus les mêmes ressources sous une administration dont toutes les préférences étaient

pour le port de Trieste. Tout, sous cette administration, avait langué, dépéri à Venise. Tout, comparativement, était vivant, animé, prospère dans le royaume d'Italie. La joie produite par la réunion était sincère, et, à part l'exagération inévitable du langage à cette époque, le patriarche en était le fidèle organe : « Vous avez racheté la France, dit-il à l'Empereur, mais la nation italienne est tout entière votre ouvrage..... Venez visiter cette Italie que vous avez tirée d'un abaissement si profond et rappelée à une nouvelle existence. » Dans sa réponse au patriarche, l'Empereur avait pris plaisir à rendre hommage à la vaillance que les troupes italiennes avaient déployée dans les dernières guerres. « Pour la première fois depuis bien des siècles, les Italiens se sont montrés avec honneur sur le grand théâtre du monde. J'espère qu'un si heureux commencement excitera l'émulation de la nation ; que les femmes elles-mêmes renverront d'auprès d'elles cette jeunesse oisive qui languit dans les boudoirs, ou du moins ne les y reverront que lorsqu'ils seront couverts d'honorables cicatrices. » Appliqué à toute autre nation, ce langage eût pu être déplacé. Pour l'Italie, qui avait si longtemps désappris le métier des armes, il fallait avant tout la rendre guerrière, afin qu'elle pût conserver son indépendance.

L'Empereur avait quitté Paris au milieu du mois de novembre. Il était arrivé à Milan le 21. Le 28 il visitait Venise qu'il vit alors pour la première fois, s'étant abstenu de mettre le pied dans cette ville lorsque ses armes l'avaient conquise, et que la politique crut devoir la sacrifier au besoin de la paix. Aujourd'hui son entrée pacifiquement triom-

phale est tout bonheur pour lui et pour le peuple vénitien. Déjà, depuis sa réunion au royaume d'Italie, l'aspect de Venise s'est ranimé; une activité nouvelle lui a rendu la vie. Son port, qui espère renaitre au commerce, livré, en attendant, à un mouvement militaire, offre une flottille nombreuse de bricks, de chaloupes canonnières et de barques armées, construites par les soins du viceroy. Sept vaisseaux étaient en construction. Une frégate et une corvette furent lancées à l'eau en présence de l'Empereur. Le roi et la reine de Bavière prirent part aux fêtes qui lui furent données. Venise, servée de tous plaisirs sous le gouvernement de l'Autriche, s'abandonna tout entière, avec une sorte d'ivresse, aux jeux, aux spectacles, aux divertissements qui autrefois lui avaient tenu lieu de liberté, et, parmi ces jeux, on remarqua surtout une course de gondoles où éclata une magnificence à peine connue dans les jours les plus brillants de la république. Ces spectacles, ces fêtes, auxquels l'Empereur n'était pas insensible, ne remplissaient qu'une faible partie du son temps. Là, comme ailleurs, il voulait tout voir, tout connaître; il rendit un décret d'organisation très-étendu sur toutes les branches de l'administration pour les nouvelles provinces; il s'occupa de l'embellissement et de l'assainissement de la ville, accorda des fonds pour réparer le port de Lido, pour ouvrir une nouvelle sortie à l'arsenal, et pour diriger sur Malamocco un canal profond qui put donner passage à un vaisseau de soixante-quatorze; il établit un port franc dans l'île de Saint-Georges, et adopta toutes les dispositions soit d'utilité, soit d'agrément, que réclamaient l'intérêt du gouvernement ou le bien-être de la population.

Dans son retour de Venise à Milan, l'Empereur visita Trévise, Palma-Nova, Udine, Osopo et Mantoue. Une ville qui lui avait donné des sujets de plainte, Padoue, en fut punie par son indifférence. Il passa autour de cette ville sans y entrer. Le fait qui avait excité le mécontentement de l'Empereur constatait, d'un côté, le penchant incorrigible de toute aristocratie à se livrer, envers les hommes nouveaux, aux écarts d'une insolente témérité, comme aussi sa promptitude à s'humilier devant la crainte du châtimement; d'autre part, il montre que, même après la paix de Tilsit, on aurait eu tort de juger les opinions des Russes par celles de l'empereur Alexandre. La division russe de Corfou, après avoir remis les îles Ioniennes aux Français, avait été transportée dans le royaume d'Italie, où on lui avait assigné la ville de Padoue pour résidence, en attendant la direction qui lui serait donnée par le cabinet de Pétersbourg. Tandis que l'empereur Alexandre, devenu l'ami de Napoléon,

avait rompu d'une manière éclatante avec l'Angleterre, les officiers russes de cette division continuaient à manifester leur antipathie pour l'allié de leur maître par des actes inconvenants et injurieux, comme si la France et la Russie avaient toujours été en guerre. La bourgeoisie de Padoue, spectatrice tranquille des démonstrations offensantes des Russes, s'était abstenue d'y prendre part, mais la noblesse n'avait pas gardé la même réserve. De là le dédain de Napoléon, qui ne leur faisait pas l'honneur d'entrer dans leur ville. On avait été impertinent, on devint lâche, on craignit un ressentiment qui pût avoir des suites sérieuses. On s'inquiéta, on s'assembla : les plus anciennes familles décidèrent d'envoyer auprès de l'Empereur quelques-uns de leurs membres les plus illustres pour lui offrir des protestations propres à faire oublier leurs torts. Peu confiants en eux-mêmes, les membres de la députation imaginèrent de s'adjoindre, pour porter la parole, le plébien abbé Césarotti, littérateur distingué, que l'on savait avoir été particulièrement dans les bonnes grâces du général Bonaparte dès ses premières campagnes. Césarotti, devenu l'organe de la députation, se renferma dans des expressions vagues de dévouement et de respect; mais l'Empereur ayant fait allusion aux scènes scandaleuses qui avaient eu lieu quelque temps auparavant : « Eh, sire, » répondit le spirituel abbé, malignement infléchi à son mandat, « ce sont les nobles seuls qui sont coupables; et si » les nobles de Padoue sont des insensés, faut-il » que tous les citoyens en souffrent? » La franchise caustique de l'orateur et l'embarras très-naturel des nobles députés firent sourire l'empereur Napoléon; il leur dit qu'il ne se souvenait plus du passé, et qu'à son prochain voyage il ferait un séjour à Padoue. Césarotti retrouva dans l'empereur Napoléon la bienveillance que lui avait montrée autrefois le général de l'armée d'Italie. La pension qu'il tenait de lui fut portée à quatre mille francs, et il reçut, en outre, la décoration de la Légion d'honneur. Les particularités de ce genre expliquent pourquoi Napoléon, armé d'un si vaste pouvoir, était, pour les masses, un homme populaire; c'est qu'à ses yeux la première noblesse était toujours le mérite personnel.

Pendant le séjour de l'Empereur à Venise, le roi de Naples était venu l'y joindre. Outre ses intérêts politiques comme roi, Joseph avait vivement à cœur un intérêt de famille : il désirait réconcilier son frère Lucien avec l'Empereur. Par le conseil de Joseph, Lucien se rendit à Mantoue et y vit l'Empereur à son passage.

La cause de la mésintelligence des deux frères est le second mariage contracté par Lucien sans le

consentement de Napoléon. Celui-ci taxe de nullité ce second mariage; il en veut la dissolution, offrant toutefois d'assurer une haute et brillante existence aux enfants qui en sont nés et à leur mère. A ce prix, il placera Lucien sur le trône de Portugal, et mariera l'aînée de ses filles, du premier lit, au prince des Asturies, la demande lui en ayant déjà été faite par le roi d'Espagne. Malgré tous les efforts de l'Empereur pour décider Lucien, ce dernier demeura inflexible. En se séparant, l'Empereur lui laissa encore huit jours pour réfléchir sur les propositions qu'il lui avait faites; il l'engagea à en délibérer même avec sa femme et à faire connaître ensuite sa dernière résolution. Au bout de huit jours, la détermination de Lucien n'avait point changé. Dans ce conflit entre les deux frères, le rôle de Lucien est, sans contredit, fort honorable. C'est aussi un genre d'illustration digne de l'estime publique que le refus d'un trône par respect pour l'honneur, pour les devoirs de mari et de père. Peut-être la politique eût-elle excusé la condescendance de Lucien; la morale applaudit à sa généreuse résistance.

Aussitôt que l'Empereur fut rentré à Milan, il se livra, selon son usage, à l'examen de toutes les questions qui pouvaient intéresser la prospérité du royaume, et il rendit plusieurs décrets importants sur des objets d'administration; mais des actes d'un ordre plus élevé occupèrent surtout l'attention publique. Un statut constitutionnel déclara l'adoption du prince Eugène et le désigna, à défaut d'enfants mâles légitimes et naturels, pour succéder au royaume d'Italie. Comme héritier présomptif, il devait prendre le titre de prince de Venise. Un autre statut érigeait la consulte d'État en sénat consultatif, fortifiait la section législative du conseil d'État et augmentait la dotation de l'ordre de la Couronne de fer. Dans la séance des collèges des *possidenti, dottori e commercianti*, où l'Empereur donna communication des nouveaux statuts, après avoir félicité la nation italienne des progrès dont le pays avait eu à s'approprier dans les trois dernières années, il ajouta : « Les divisions intestines de nos ancêtres, leur misérable égoïsme de ville préparèrent la perte de tous nos droits. La patrie fut déshéritée de son rang et de sa dignité, elle qui, dans des siècles plus éloignés, avait porté si haut l'honneur de ses armes et l'éclat de ses vertus. » Cet éclat, ces vertus, je fais consister ma gloire à les reconquérir.

« Citoyens d'Italie, j'ai beaucoup fait pour vous, je ferai plus encore; mais, de votre côté, soyez unis de cœur, comme vous l'êtes d'intérêt, avec mes peuples de France; considérez-les comme des frères aînés. Voyez constamment la source de

« notre prospérité, la garantie de nos institutions, celle de notre indépendance, dans l'union de cette couronne de fer avec ma couronne impériale. » Ces conseils donnés aux Italiens, de fonder leur indépendance sur leur union avec l'empire français, étaient les conseils de la raison et de la sagesse. Déjà nous avons signalé ailleurs l'imprudence de quelques esprits ardents, qui, se prétendant patriotes par excellence, rêvaient une Italie existant par elle-même, comme si alors elle eût pu échapper à la domination française sans retomber sous la domination autrichienne. Ce rêve insensé entretenait une agitation dont la puissante autorité de Napoléon arrêtait seule les fâcheuses conséquences. Les hommes qui se livraient à ces chimères pouvaient être très-estimables pour leurs intentions, mais ils étaient de bien mauvais politiques. Ce n'est pas que, comme eux, je ne forme le désir de voir un jour l'Italie tout entière sinon se réunir en un seul corps d'État, ce que la rivalité de ses dix capitales semblerait rendre impossible, du moins composer une grande confédération de peuples ou de princes italiens également soustraits à l'Autriche et à la France; mais en 1807, quand la France est engagée dans un combat où elle a besoin de l'appui uniforme du continent pour lutter contre l'Angleterre, il est peu raisonnable de vouloir que l'empereur Napoléon ne garde pas dans sa main toutes les forces dont il peut disposer contre son ennemi. J'ajouterai que la situation présente de l'Italie voulant absolument qu'elle eût un maître étranger, nul ne pouvait l'être avec plus d'avantage pour elle que l'empereur Napoléon.

Le traité récemment conclu¹ à Fontainebleau entre la France et l'Espagne, et dont nous avons fait connaître les dispositions, avait procuré à l'empire français une nouvelle acquisition de territoire en Italie. D'après ce traité, le roi d'Étrurie, en échange de la Toscane, cédée à la France, recevait, en Portugal, un royaume nouveau formé des provinces entre Duero et Minho, avec le titre de roi de la Lusitanie septentrionale. Le Portugal a été conquis tout entier; en ce moment il est occupé par les troupes françaises et espagnoles; mais le cours des événements qui vont bientôt éclore ne permettra pas au jeune roi de prendre possession des provinces destinées à former son royaume. Cependant la première partie de l'échange est déjà consommée. Une proclamation de la reine régente Marie-Louise avait annoncé aux peuples de Toscane que son fils, appelé à gouverner d'autres sujets, avait cessé d'être leur souverain,

¹ Le 27 octobre.

et que leur souverain nouveau était l'empereur Napoléon.

Il y aurait peu de générosité à se montrer sévère sur la conduite de princes devenus le jouet de l'ambition du plus fort, mais nous devons à la vérité de dire que la reine d'Étrurie n'avait pas su comprendre sa situation; que, d'une part, elle avait été pour la France un allié peu fidèle, et que, d'un autre côté, sa soumission aveugle à l'influence de la cour de Rome, alors mal disposée envers l'Empereur, avait dû déplaire à Paris, en même temps qu'elle rendait son gouvernement peu agréable à une population pleine encore des souvenirs du grand-duc Léopold.

L'administration française qui lui succéda ne pouvait pas non plus avoir le caractère de celle des grands-ducs; mais, malgré l'inconvénient des innovations qui formaient son cortège nécessaire, les améliorations qu'elle avait pour objet d'introduire devaient être utiles au pays et profitables au gouvernement. En Toscane, comme dans le royaume d'Italie, des routes nombreuses furent ouvertes ou perfectionnées; les académies, les universités obtinrent protection et faveur; toutes les industries, soieries, tissus, paille, albâtre, reçurent des encouragements, et des mesures furent prises pour conserver les intérêts de Livourne en présence des intérêts rivaux de Marseille. La vérité de ces faits ne sera pas suspecte. Je les trouve exposés avec détail dans l'histoire d'Italie, dont l'auteur, comme on sait, n'est pas prodigue de louanges pour Napoléon. A la vérité, selon lui, ce n'est pas à l'Empereur qu'appartient le mérite du bien qui s'opère en Toscane; c'est à la junte chargée de l'organisation de ce pays. Loin de nous la pensée de contester à qui que ce soit l'honneur de ses bonnes et glorieuses actions; mais nous pensons que les agents qui savent concilier avec l'intérêt dominant de la France celui des pays qu'ils administrent, sont ceux qui répondent le mieux aux intentions de l'Empereur, et il nous sera permis au moins de lui tenir compte de l'habileté du choix.

Dans le voyage de l'Empereur en Italie, son passage à Turin ne fut pas non plus stérile pour le Piémont. Là aussi furent donnés des ordres pour continuer des travaux déjà commencés et pour en entreprendre de nouveaux. Parmi ces derniers nous citerons une disposition qui ordonnait de creuser un canal pour joindre le Pô à la Méditerranée.

J'ai parlé des fêtes de Venise; mais j'ai passé sous silence celles de Turin et de Milan; on les conçoit, on peut aisément s'en faire une image. Aujourd'hui nous nous endonnons, avec une philo-

sophique fierté, les hommages portés jusqu'à l'adulation dont on entourait l'Empereur, et surtout en Italie; mais lorsque le même homme qui, depuis plus de dix ans, éblouissait le monde par l'éclat de ses succès guerriers, se montrait comme un bienfaiteur à des pays qui lui devaient une nouvelle existence; lorsqu'il marquait tous ses pas, comme administrateur, par des créations de tout genre, par des conceptions généreuses et élevées, qui toutes avaient un grand but d'utilité publique, comment des peuples qui longtemps n'avaient eu que des maîtres pour la plupart inactifs et nuls, quand ils n'étaient pas malfaisants, auraient-ils pu ne pas donner les formes de l'exagération à l'expression de leur reconnaissance? Les trop courts moments qui s'écoulèrent depuis la paix de Tilsitt jusqu'à la guerre d'Espagne sont, à mes yeux, les plus beaux jours du règne de Napoléon.

L'enchaînement des grandes questions dérivant des traités de Tilsitt, qui nous a conduit à exposer la situation présente de la France avec la cour de Russie, la cour de Vienne et le gouvernement américain, comme à retracer les événements d'Espagne, de Portugal et d'Italie, ne nous a pas permis, jusqu'à présent, de nous arrêter sur les soins donnés par l'Empereur à l'administration intérieure de la France. Pour lui, les affaires du genre le plus opposé ont une égale importance: l'administration au dedans, la politique au dehors, marchent d'un même pas. Le même jour il les embrasse l'une et l'autre dans tous leurs détails; elles se succèdent dans son esprit sans se croiser ni se nuire. Toute la puissance de sa raison appartient à l'objet présent, et l'affaire qu'il traite semble toujours être la seule dont il ait à s'occuper. Le rôle de l'historien n'est pas le même. Ce que l'Empereur exécute presque simultanément, nous ne pouvons le raconter par fractions séparées et en groupant les matières qui ont le plus de rapport entre elles. C'est ce que nous allons faire pour les principaux objets d'ordre intérieur qui fixèrent particulièrement son attention dans les derniers mois de 1807. Nous avons blâmé hautement l'Empereur d'avoir abusé de la position brillante où l'avaient placé les traités de Tilsitt pour modifier nos institutions constitutionnelles au profit de son pouvoir; nous ne pourrions jamais excuser cet empiètement; mais on dirait que lui-même il cherche à se le faire pardonner par la volonté constante qu'il manifeste de rendre l'action de ce pouvoir fructueuse, salutaire et glorieuse pour la France.

A peine rentré au château des Tuileries, ses ministres l'entourent; tous l'ont bien servi; il adresse à tous des paroles de satisfaction. Le leur

annonce qu'après avoir fait le général d'armée il va reprendre ses fonctions de *premier ministre*¹. Un ordre de travail est aussitôt tracé pour les divers départements; chaque département aura ses jours, ses heures déterminés, et, d'abord, afin de faire ce qu'il appelle *ses grandes revues*, il institue une suite de conseils ministériels que n'interrompent ni les devoirs d'étiquette, ni l'inspection des travaux de la capitale, ni les fêtes obligées, ni les séances même du conseil d'État, auxquelles il assiste avec beaucoup d'exactitude. Toute la part d'activité qu'avait absorbée les combinaisons militaires, il la reporte maintenant sur les affaires intérieures. De là une foule de mesures, de projets, de questions à résoudre, de discussions de toute espèce; mais dans tous ses projets comme dans tous ses actes, il règne un sentiment qui les embellit, les justifie ou les excuse, l'amour de la grandeur et de la prospérité de la France.

L'une des pensées qui lui sourit le plus est la destruction de la mendicité. « Les choses, écrit-il², à son ministre de l'intérieur, doivent être établies de manière qu'on puisse dire: Tout mendiant sera arrêté; mais l'arrêter pour le mettre en prison serait barbare et absurde. Il ne faut l'arrêter que pour lui apprendre à gagner sa vie par son travail... Ce serait une erreur de vouloir envisager cet objet autrement qu'en grand. Il s'agit d'une opération qui doit dépenser huit à dix millions. » « L'attache, dit-il dans une autre lettre³, à la destruction de la mendicité une grande importance et une grande idée de gloire. Il ne faut point passer sur cette terre sans y laisser des traces qui recommandent notre nom à la postérité. » Après avoir parlé de différentes entreprises qu'il veut accélérer, comme des canaux et des dessèchements de marais, il ajoute: « Je désire qu'au commencement de la belle saison la France présente le spectacle d'un pays sans mendians et où toute la population soit en mouvement pour embellir et rendre productif cet immense territoire..... » Les soirées d'hiver sont longues; remplissez vos portefeuilles afin que nous puissions, pendant ces trois mois, discuter les moyens d'arriver à ces bons résultats. »

Pour rendre utile l'emploi des fonds des com-

munes, trop souvent, selon lui, appliqués à des objets mal entendus, il cherche à mettre à leur charge les dépenses des prisons. « Cela, dit-il, serait fort avantageux à ce service, puisque l'ordonnateur se trouverait ainsi près de la dépense. »

Entre tous les travaux qui occupent le plus l'Empereur, les canaux sont au premier rang. Son intention serait que la vente d'un canal terminé produisît les fonds nécessaires pour en entreprendre un autre. « Je voudrais, » vendre le canal de Saint-Quentin pour accélérer les travaux du canal de l'Escaut; vendre le canal d'Orléans pour accélérer ceux du canal de Bourgogne; vendre même le canal de Languedoc pour en affecter le produit à la construction du canal du Rhin à la Saône...

Quand ces canaux seront finis, je les vendrai encore pour en faire d'autres... Mon but est de faire les choses en sens inverse de l'Angleterre. En Angleterre on aurait accordé un octroi pour le canal de Saint-Quentin, et le gouvernement l'aurait aliéné à des capitalistes. Ici, au contraire, j'ai commencé par construire ce canal. Il m'a coûté, je crois, huit millions; il me rendra cinq cent mille francs. Je ne perdrai donc rien en le vendant à une compagnie ce qu'il m'a coûté... Faites-moi, je vous prie, un rapport là-dessus. Autrement nous nous en irons avant d'avoir pu naviguer sur ces trois grands canaux. » J'en examinerai le temps que prendraient les travaux en suivant le cours ordinaire des choses. La longueur du délai effraye; il faudrait une vingtaine d'années. « Que ne se passera-t-il pas pendant ce temps? Des guerres et des hommes ineptes arriveront et les canaux resteraient sans être achevés... On pourrait dépenser à chacun trois à quatre millions par an, et dans cinq à six ans nous pourrions les voir naviguer tous les trois... » Après quelques observations sur des renseignements qu'il faudrait prendre, il continue: « Peut-être cela conduira-t-il à ouvrir une caisse des travaux publics, où les fonds spéciaux des routes, de la navigation, etc., seraient versés directement... Avec cette institution nous changerions la face du territoire. Aucune circonstance n'est plus favorable que celle-ci. Puisque j'ai des fonds destinés à récompenser les généraux et officiers de la grande armée, ces fonds peuvent leur

venir au bien qu'ils ont fait, il fallait être lui pour le faire, et que, quant à ses mauvaises œuvres, rien n'est si facile que de les imiter. Sa vie, au reste, offre un grand enseignement aux princes dans les gouvernements constitutionnels. En attirant à lui toute la responsabilité, il jouait sa couronne: il l'a perdue.

¹ Septembre 1807.

² Novembre.

³ Novembre.

« être donnés en actions sur ces canaux aussi bien
 » qu'en rentes sur l'État... Je suis fâché que le canal
 » de Charlemon ne soit pas déjà fait. Si vous
 » établissez la compagnie, je vous ferai prendre
 » autant d'actions que vous voudrez... Je fais con-
 » sister la gloire de mon règne à changer la face du
 » territoire de l'empire. L'exécution de ces grands
 » travaux est aussi nécessaire à l'intérêt de mes
 » peuples qu'à ma propre satisfaction... » Grâce à
 » l'heureuse situation des finances, c'est l'Empereur
 » qui rappelle sans cesse à son ministre qu'il y a, pour
 » les divers travaux, des fonds tout prêts dont il ne
 » dispose pas assez vite !

La ville de Paris est souvent l'objet de ses soins,
 mais il n'y a pas pour elle une préférence exclusive.
 « Ce système d'avancer des fonds à la capitale pour
 » augmenter ses branches de revenu a aussi le but
 » de concourir à son embellissement. Mon inten-
 » tion est de l'étendre à d'autres départements. »

Quelle que soit l'importance qu'il met à faciliter
 les communications intérieures, il entend toutefois
 ne faire en ce genre que ce qui est vraiment utile.
 Pour son pays natal, pour la Corse, un sentiment
 de préférence pourrait le porter à autoriser quel-
 ques travaux de plus qu'ailleurs. Son esprit de jus-
 tice s'y oppose. Il trouve qu'on fait trop pour ce
 département. Dans son opinion deux grands che-
 mins suffisent à la Corse, l'un d'Ajaccio à Bastia ;
 l'autre, de Bastia à St.-Florent. Il fait la remarque
 très-juste « qu'une île a moins besoin de grandes
 » routes qu'une province du continent, vu que
 » pour elle le meilleur moyen de communication
 » est la mer. »

Ce même esprit d'équité se trouve dans tous ses
 actes. Ainsi, en s'occupant des importations et des
 exportations respectives du royaume d'Italie et de
 la France, son désir de favoriser le commerce
 français ne l'empêche point de vouloir le faire aux
 dépens du royaume d'Italie. Il ordonne que des
 mesures soient prises pour concilier les intérêts
 des deux États.

Sa prévoyance, qui un jour sera en défaut et le
 laissera sans défense contre l'intempérie de l'hiver,
 se met aujourd'hui en garde contre toutes
 les hypothèses. « Le ministre de l'intérieur, écri-
 » vait-il dès les premiers jours de septembre, ne
 » doit pas perdre de vue que probablement il fera
 » très-froid cette année, et qu'il est possible que la
 » rivière soit gelée au 20 novembre. L'Empereur
 » l'invite à lui faire connaître si, dans cette sup-
 » position, l'approvisionnement de Paris en bois,
 » charbon et farine, est suffisant. »

Sur ce point grave de l'approvisionnement de
 Paris, l'Empereur pose plusieurs questions rela-
 tives à un établissement de greniers publics. « Dans

» quel cas pourrait-il exister deux millions de
 » quintaux de blé à Paris ? La nécessité en existe-
 » t-elle ? Là viennent des calculs sur le capital
 » qu'un tel approvisionnement exigerait et sur la
 » dépense de l'entrelien. Pour résoudre la question,
 » il est d'avis qu'il faut prendre connaissance de ce
 » qui a eu lieu dans un espace de temps déterminé,
 » afin de juger si l'avantage du gouvernement serait
 » en proportion du sacrifice. Il considère ensuite
 » l'idée de transformer les greniers publics en une
 » espèce de mont-de-piété qui prêterait des fonds
 » aux cultivateurs sur le dépôt de leurs grains. Enfin
 » il passe à une autre combinaison. Au lieu d'avoir
 » à Paris un seul grenier public, ne vaudrait-il pas
 » mieux « diviser les magasins, en avoir un au con-
 » fluent de l'Oise et de la Seine, un au centre du
 » Soissonnais, un autre au centre de la Brie ? »
 » Ces diverses questions seront résolues mal ou bien,
 » mais toutes attestent la sollicitude de l'Empereur
 » pour le bien-être des citoyens.

Les divers genres d'industrie sont l'objet perpé-
 tuel de sa surveillance. Les fabriques de Lyon lui
 semblent avoir perdu quelques-unes des qualités
 qui les recommandaient à l'Europe. Il désire qu'on
 remonte aux causes de cette dégénération, afin d'y
 porter remède.

Son intention serait d'acclimater la culture du
 coton dans les provinces méridionales de l'empire.
 Son ambassade en Espagne lui procure des graines
 provenant des cotonniers d'Yvica et de Valence.

Le devoir d'un prince n'est pas toujours de
 faire, c'est souvent aussi d'empêcher. Comme on
 a vu l'Empereur rendre hommage à la mémoire
 de quelques notabilités de notre histoire, les pré-
 fets s'évertuent à exhumer les souvenirs des anciens
 temps. L'un imagine une fête en l'honneur de Thi-
 baut, comte de Champagne, un autre veut élever
 un monument à Agnès Sorel. L'Empereur réprime
 la dernière de ces idées comme très-peu morale,
 et, à l'égard de la première, il trouve ridicule que
 l'on s'amuse « à réveiller la mémoire d'hommes
 » qui n'ont point eu un mérite éclatant. » Parmi
 les fonctionnaires d'alors, beaucoup avaient été
 d'ardents républicains. Entrés dans les voies mo-
 narchiques, ils y allaient plus loin que l'Empereur.
 Précisément parce que le monarque était nouveau,
 ils voulaient lui donner le relief de l'ancienneté en
 l'entourant de choses anciennes.

De toutes les branches de service passées en
 revue par l'Empereur, les finances sont celles qui
 exigent de sa part le plus de travaux et de temps.
 Les volumes de chiffres ne l'épouvantent pas. Il
 règle les dépenses de 1806 et détermine le budget
 de 1808. Malgré l'état prospère des finances, un
 embarras subsiste toujours pour le trésor, l'obliga-

tion de recourir à des expédients onéreux par suite de la différence qui existe entre la recette réalisée et les dépenses exigibles. Nous avons exposé ailleurs tous les inconvénients qu'avait eus la méthode suivie à cet égard jusqu'à 1806, et les améliorations produites depuis par la rectification du système des recouvrements ; mais enfin la difficulté n'est pas entièrement évanouie, et le trésor reste indéfiniment, pour près de quatre-vingts millions, dans la dépendance d'une foule de petits emprunts à court terme. Ici la guerre vient au secours des finances. Ce sont les vainqueurs d'Austerlitz et de Friedland qui vont être les prêteurs de la trésorerie. L'Empereur décida que la caisse des contributions extraordinaires perçues en Autriche et en Prusse avancerait au trésor une somme de quatre-vingt-quatre millions de francs. Le domaine extraordinaire restait propriétaire de ce capital et en recevait les intérêts. Ce produit d'intérêts, l'Empereur l'employait en distributions annuelles pour les maréchaux et généraux, pour les officiers qui s'étaient distingués, et même pour des soldats que des actions d'éclat recommandaient à sa bienveillance.

L'économie que Napoléon s'attache à faire régner dans les dépenses du gouvernement, il la porte au plus haut point dans celles de sa maison. On ne reprochera pas à la cour impériale d'avoir manqué de magnificence, et cependant il n'appliquait pas à ces dépenses du cour la moitié de sa liste civile. Sur les trois-cinq millions qui lui étaient attribués, il faisait tous les ans une épargne de douze à quinze millions. A l'aide de ces réserves, il avait réparé, embelli les anciennes résidences royales; il les avait enrichies d'un mobilier dont la valeur montait à plus de vingt-quatre millions, dépense qui de plus avait l'avantage de fournir du travail à nos manufactures; enfin il avait fait exécuter des travaux utiles de diverses sortes, dont il dégagait ainsi les budgets de l'État. Jamais fortune privée ne fut administrée avec plus d'ordre et soumise à une surveillance plus sévère, sans toutefois qu'on aperçût les traces d'une parcimonie nuisible à l'éclat et à la pompe dont le trône d'un grand empire doit être entouré.

Pour compléter l'organisation financière du gouvernement, il manquait une institution propre à donner de satisfaisantes garanties sur le maniement des deniers publics. A la vérité, il existait une commission chargée de procéder à ce jugement en dernier ressort; mais le but n'était pas atteint. L'insuffisance de cette commission inspira au ministre du trésor l'idée de rétablir, en la perfectionnant, une magistrature que la révolution avait détruite, la chambre des Comptes. Le projet soumis à l'Empereur ne fut pas admis dans toute son

étendue. Le plan proposé fondait un tribunal suprême qui, « séparé de l'action administrative et ayant l'indépendance que donne l'immovibilité, se plaçait en quelque sorte entre le gouvernement et la nation, pour juger si ceux qui avaient pris part au maniement des deniers publics, soit comme agents de recettes et de dépenses, soit même comme ordonnateurs, n'étaient accusables ni de concussion, ni de détournement, ni d'emploi irrégulier; si les impôts affectés par les lois de finances à chaque budget et reconstruits dans leur proportion légale, avaient également suivi leur destination légale dans tous les actes du ministère, du trésor public et de leurs agents respectifs. Des magistrats immovibles, à l'ambition desquels la nature même de leurs fonctions traînait en quelque sorte une orbite à part, ne pouvaient pas lever sur les ministres le seul regard que ceux-ci redoutent, celui de la rivalité. La seule émulation qui pût leur promettre des succès était celle d'être justes... Leurs censures, lors même qu'elles auraient atteint le premier homme de l'État, n'auraient jamais pu nuire au mouvement des affaires publiques, puisqu'elles n'auraient pu porter que sur des opérations consommées deux ans auparavant... » Telle était la première pensée du projet formé pour la création d'une nouvelle cour des comptes. Un gouvernement libre n'eût pas compris autrement cette institution. C'est dans la loi qu'il doit exister un principe de surveillance sur les premiers agents de l'État. Par cette raison même, les vues qui avaient dicté le projet ne pouvaient pas convenir toutes à l'empereur Napoléon. Concentrant l'administration tout entière entre ses mains, il ne voulait pas déléguer à un corps quelconque un droit d'examen sur les ordonnateurs. Ce droit, il se le réservait à lui seul, et ce fut, afin de pouvoir l'exercer avec connaissance de cause, qu'il chargea la cour des comptes de rédiger des cahiers d'observations dont il se constituait le seul juge. Sous le règne d'un homme qui était lui-même son premier ministre, peut-être le système adopté était-il sans inconvénient. Il ne le serait pas dans tout autre état de choses, surtout dans un gouvernement où il existerait une responsabilité ministérielle. Là, dans l'intérêt du pays comme dans celui des ministres eux-mêmes, la cour des comptes n'aura pas complètement atteint le but de son institution, tant que les actes des ordonnateurs ne seront pas soumis, d'une manière plus ou moins directe, à son jugement et à ses censures.

L'établissement de la cour des comptes et l'adoption d'un code commercial furent les actes législatifs les plus importants de 1807.

Le soin que mettait l'Empereur à se conserver

on tout une part d'intervention personnelle, comme à l'égard de la cour des comptes, tenuit en même temps et à son caractère et à la manière dont il envisageait le pouvoir. Son principe, bon pour lui et pour le gouvernement qu'il s'était formé, était que le prince doit tout voir et présider à tout. Il fallait bien qu'il en fût ainsi dans un ordre de choses où les ministres n'avaient de responsabilité que devant le prince; autrement la responsabilité n'eût été nulle part. Ainsi le ministre du trésor pense que, le budget étant une fois bien réglé, il convient que la trésorerie remette, par douzième, à chaque ministre, les fonds qui doivent lui revenir. Napoléon ne partage pas cette manière de voir. C'est par lui-même qu'il entend que soit déterminée, chaque mois, la part nécessaire aux divers départements. « La marche qu'on lui propose n'est bonne, dit-il, » que pour les princes qui méprisent la manœuvre des chiffres. Les méthodes ne se défendent pas » elles-mêmes; les lois seules ne gouvernent pas » les hommes, et moins en France qu'ailleurs; la » France est faite pour la monarchie; mais elle a » besoin de sentir le main du monarque; c'est elle » qu'elle invoque, c'est rarement elle qu'elle accuse; il ne faut pas oublier ce cri par lequel les » paysans français se consolent autrefois de vexations inhérentes : Ah ! si le roi le savait ! Croyez- » moi, j'ai de bonnes raisons de ne pas m'endormir » sur ce siège; je connais la nation française; elle » me suit gré de mes longues veilles; je les dois aux » efforts que je lui demande; je les dois à l'exemple » de tant d'hommes dont je m'entretiens l'activité » que par la mienne, dont je ne prévois les écarts » que par ma surveillance; il faut que cette surveil- » lance soit de tous les moments; qu'elle s'étende » à tous les détails. Je ne cherche pas les plus courts » chemins; je ne crains ni la fatigue, ni l'ennui » des longues routes; elles m'offrent plus de choses » à voir. » Dans ces maximes se trouve la pensée du gouvernement de Napoléon. Avec un homme de sa trempe, ce système n'a fait moins de mal qu'il n'en eût pu faire avec tout autre; mais en lui-même il est toujours dangereux, puisque faire dépendre de la personne seule d'un prince la bonne administration d'un pays, c'est laisser le pays sans garanties véritables. C'était d'après cette manière d'envisager ses devoirs, que depuis son avènement à la tête des affaires, consul et empereur, il avait, indépendamment de ses agents officiels, un grand nombre de correspondants, inconnus les uns aux autres, ayant droit de tout lui écrire. Parmi ces correspondants, il se trouvait naturellement des hommes de mérite et des hommes ordinaires, des hommes très-estimables et d'autres qui ne l'étaient pas. Cependant jamais il ne prenait de décision, soit

sur les hommes, soit sur les choses, qu'après des enquêtes conformes aux règles de la justice. On serait entièrement dans l'erreur si on voulait voir, dans cette correspondance secrète, un système de délation organisé. Les rapports, tels qu'il les demandait, n'avaient point pour objet l'accusation des personnes. Ils ne devaient point servir les passions d'un parti; ils ne servaient que la passion du maître pour tout savoir, pour commander toujours de nouveaux efforts, en prouvant qu'on n'en faisait pas assez. Quelquefois il riait des bêtises de ses correspondants; mais il ne les leur reprochait pas. C'eût été les décourager, et il croyait avoir besoin d'eux pour entretenir dans ses principaux agents cette inquiétude d'esprit qui l'agitait lui-même et qu'il regardait comme la première qualité d'un homme d'État. La tâche de ses correspondants était diversement répartie. Les uns fournissaient un article tous les mois; les autres toutes les semaines; ceux-ci, sur la marche de l'administration, ceux-là, sur les plus hautes questions d'intérêt public. On était sûr du secret. Il brailait lui-même toutes les pièces. On n'a connu depuis que ceux qui ont jugé à propos de se faire connaître. On se désire qu'avait l'Empereur de tout savoir, il résultait un inconvénient grave, c'était le besoin pour lui de faire plus que régner, l'habitude de gouverner sans cesse, d'administrer personnellement plus que chacun de ses ministres.

L'Empereur, qui a tenté un si grand nombre d'innovations en divers genres, était routinier en ce qui concernait les affaires administratives. Il aimait à tout rapporter à la tradition, « se fiant » plus, disait-il, aux souvenirs qu'aux essais. » C'est assurément un principe très-sage que de se conduire d'après le positif des faits, et de ne pas se livrer légèrement aux théories; mais ce principe poussé trop loin arrête toute espèce de progrès. L'un des maux de notre langue que l'Empereur appliquait le plus mal était celui d'*idéologue*. C'était de ce nom qu'il qualifiait les hommes qui avaient de l'indépendance dans les opinions et le caractère. « Je vais faire discuter une loi qui n'est pas dans » l'intérêt de cinq pour cent. » Le projet, accueilli par le conseil d'État, fut converti en une loi qui subsiste encore. Cependant ces allusions ironiques ne l'empêchaient pas d'accorder toute l'estime qui leur était due, à des hommes dont l'opinion n'était pas toujours la sienne. Un de ses ministres, qui se crut personnellement désigné dans ces saillies contre les novateurs, ayant jugé à propos de lui en écrire, Napoléon lui répondit : « Je ne comprends

« rien à votre lettre. Je pourrais même en être blessé si elle ne me fournissait pas l'occasion de vous renouveler l'assurance de la satisfaction que j'ai de vos services et dont je me propose de vous donner une marque éclatante. » Peu de jours après il lui accorda une gratification pécuniaire et le décora d'un grand cordon étranger. Ce procédé, comme tant d'autres, montre la fausseté de ce qu'on a dit sur sa dureté prétendue envers ses principaux agents. Il est très-vrai, et nous ne voulons nullement le dissimuler, que dans ses conversations de cabinet, lorsqu'il y avait plusieurs témoins, il exprimait quelquefois ses idées d'une manière tranchante et même despotique. Après avoir tout fait pour opérer la conviction¹, s'il n'y réussissait pas, il semblait la commander, ou du moins il commandait l'assentiment du silence. Lorsqu'il avait ainsi parlé, il faisait un appel au jugement des personnes présentes, et il ne manquait jamais de braves pour accourir à son secours. Parfois aussi, faisant un retour sur lui-même, et honteux de se donner raison en abusant de ses avantages, il cherchait à s'en excuser avec ses interlocuteurs. « Convenons, dit-il un jour en montrant son fauteuil, qu'on a facilement de l'esprit sur un tel siège. » Pour tout dire, nous devons ajouter que, par un faible commun à tous les hommes, s'il estimait plus son courageux contradicteur, il avait plus de penchant pour les hommes toujours prêts à être de son avis. Du reste, la poténacité impériale n'avait ce ton impérieux que pour la controverse², en présence de plusieurs témoins. C'était un rôle qu'à tort, selon moi, il avait cru nécessaire à sa position. La toile baissée, l'acteur avait disparu. La métamorphose était complète. Personne n'était plus bienveillant, plus attentif dans les conférences privées. Il écoutait avec sang-froid, examinait avec patience, et souffrait à merveille la dissidence d'opinion. Il n'est pas de fonctionnaire admis auprès de lui, qui n'en ait conservé de flatteurs et quelquefois de touchants souvenirs.

S'il lui était arrivé de chagriner quelque homme honorable, il cherchait bientôt l'occasion de le lui faire oublier. Il demanda un jour si un conseiller d'État, qui venait d'assister à une séance, n'était pas malade. On lui rappela qu'il lui avait parlé avec sévérité quelques jours auparavant. « Il a bien tort d'y penser, répliqua l'Empereur; pour moi, je ne m'en souviens plus; » et l'injustice qu'il se reprochait devenait une occasion de faveur pour celui qui avait eu à s'en plaindre.

Comme les questions de politique étrangère, qui se développent devant nous dans l'année où nous allons entrer, s'enchaîneront les unes aux autres sans pouvoir être, de quelque temps, interrompues, nous croyons devoir, par une légère anticipation de deux ou trois mois, placer ici un acte d'ordre intérieur qui appartient au mois de mars 1808, acte politique, fondamental, qui modifie essentiellement le principe de toutes les constitutions que la France s'est données depuis 1789; cet acte important, c'est le rétablissement des titres héréditaires.

L'un des procédés déceptionnels, trop souvent mis en usage par les gouvernements pour faire admettre plus aisément une institution qui pourrait déplaire, est de considérer cette institution comme déjà existante en réalité, et de traduire en fait reconnu, consenti, un germe inaperçu, furtivement déposé dans des loix antérieures. C'est ainsi qu'un sénatus-consulte du 1^{er} mars 1808 rappelle ou plutôt apprend à la France que la création d'une noblesse héréditaire a été consacrée par des S.-C. précédents, et que le nouveau statut, proposé à la sanction du sénat, n'est destiné qu'à donner le mouvement et la vie au système fondé par les S.-C. des 31 mars et 14 août 1806. En quoi consistaient ces anciens sénatus-consultes?

L'un, celui du 31 mars, relatif à la disposition faite par l'Empereur des provinces vénitiennes, du royaume de Naples, des duchés de Berg et de Clèves, du duché de Guastalla et de la principauté de Neuchâtel, avait été accompagné de pièces portant que l'Empereur érigeait douze duchés grands fiefs dans les provinces vénitiennes, et six autres grands fiefs dans le royaume de Naples. L'Empereur se réservait de donner l'investiture desdits fiefs, pour être transmis *héréditairement*. Un statut du même jour érigeait pareillement six grands fiefs héréditaires les duchés de Parme et de Plaisance.

L'autre S.-C., celui du 14 août, réglait la possession de la principauté de Guastalla par la princesse Pauline, sœur de Napoléon, et par le prince Borghèse son époux; mais à la suite d'articles qui se rapportaient à cet objet particulier, venaient des dispositions d'un intérêt commun à tous les Français. D'après l'article VIII, l'Empereur, quand il le jugerait convenable, soit pour récompenser de grands services, soit pour exciter une noble émulation, soit pour concourir à l'éclat du trône, pourrait conférer des titres héréditaires et autoriser un

¹ M. de Talleyrand appelait ces causeries impériales des confabulations.

² Il ne s'agit ici que des conversations dans son cabi-

net, et non des séances du conseil d'État, où il admettait et désirait la plus grande indépendance dans la discussion.

chef de famille à substituer ses biens pour la dotation de ces titres.

A l'époque où ces S.-C. avaient paru, comme l'exécution n'en avait pas été immédiate, la France n'y avait donné que peu d'attention. La même dextérité qui avait, en 1806, enveloppé, dans deux sénatus-consultes différents, le principe d'une noblesse héréditaire, présida au choix de la première application de ce principe en 1807. Quel sera, en dehors de la famille impériale, le premier duc créé par Napoléon? Ce sera celui que l'armée peut regarder comme le type du soldat élevé par son seul mérite, ce sera le maréchal Lefebvre. Et dans quel moment? Au milieu des trophées de la victoire, aussitôt après la prise de Danzig. Cette promotion isolée ne produit encore qu'une faible impression. Pour faire connaître la pensée impériale tout entière, il faut que le sénatus-consulte du 1^{er} mars 1808 vienne proclamer comtes et barons, avec transmissibilité, les hommes revêtus de telle ou telle fonction publique. C'est particulièrement à l'égard d'actes de cette nature que la condescendance du sénat a mérité le blâme. Dépositaires des droits de tous, les sénateurs laissent altérer le domaine commun à l'avantage d'un petit nombre. Placés eux-mêmes dans ce petit nombre, au lieu d'être les fidèles gardiens de l'égalité, ils enregistrent une inégalité dont ils profitent. Est-ce égoïsme, avidité, orgueil? C'est plus encore éblouissement et fascination. Il semble que personne ne raisonne plus, ne réfléchisse plus. On laisse en quelque sorte à l'Empereur le monopole de la pensée; et sa pensée, chaque jour plus monarchique dans le sens des royautés absolues, est, dès qu'elle se présente, acceptée, applaudie, et justifiée par des sophismes que l'on embellit de toutes les fleurs de l'éloquence. En cette conjoncture, on voit revenir, dans les discours officiels, pour motiver la fondation d'une nouvelle noblesse, tous les arguments qui eussent pu être employés pour la conservation de l'ancienne. Le talent des orateurs s'évertue aussi à démontrer que la création de titres nouveaux est le meilleur moyen d'extirper les dernières racines de l'arbre féodal, à prouver que ces titres n'élèvent point de barrières entre les citoyens et ne portent point atteinte à l'égalité devant la loi. Les hommes éclairés ne s'aveuglent pas sur ce qu'il y a de dangereux dans une institution qui déjà, en naissant, emporte avec elle un privilège, le droit de fonder des majorats; mais les masses ne voient, dans la transformation de plébéiens en hommes titrés, qu'une sorte de victoire sur les nobles d'autrefois, et c'est, jusqu'à un certain point, la haine de l'inégalité ancienne qui favorise l'introduction d'une nouvelle inégalité.

Par le rétablissement des titres héréditaires, Napoléon, si jaloux de l'élevation de la France, contribuait lui-même, sous un certain rapport, à son abaissement. Du moment que le nouvel empire avait des comtes et des ducs, si ces ducs et ces comtes étaient les égaux des hommes revêtus des mêmes titres dans les pays étrangers, le reste de la nation retombait dans un rang inférieur. Anaparavant et surtout depuis le 18 brumaire, tout Français marchait de pair avec ce qu'il y avait de plus distingué dans les autres pays; tout Français y jouissait de la même considération qu'un citoyen romain dans les beaux jours de la république. On l'a dit avec orgueil, mais non sans vérité, et les étrangers eux-mêmes étaient les premiers à le reconnaître : la nation française alors était la noblesse du genre humain.

La seule excuse de l'Empereur, mais excuse bien insuffisante pour un acte de cette gravité, c'est l'utilité du moment. Engagé, comme il devait l'être bientôt, dans les plus vastes entreprises, il avait besoin d'une nouvelle monnaie pour récompenser tous les genres de services. La prudence lui ordonnait de ménager le trésor précieux de la Légion d'honneur. En appliquant à d'autres hommes des titres autrefois envies, il donnait à ces titres une valeur différente et s'ouvrait une mine abondante qu'il aurait tout loisir d'exploiter. L'appât offert à la vaine roturière ne manquait pas son effet. Tel guerrier qui, peu d'années auparavant, dans son exaltation républicaine, se serait fait tuer pour empêcher le rétablissement des anciens titres, va maintenant se précipiter au milieu des périls pour conquérir une de ces dénominations reunies en honneur et devenues le prix offert au dévouement et au courage.

La sévérité de notre jugement ne doit pas aller jusqu'à l'injustice. Tout en prétendant assimiler les formes de son empire aux formes des monarchies étrangères, Napoléon en effet va forcer ces derniers, du moins celles qui sont soumises à son ascendant, de s'assimiler à la sienne. On aurait tort de croire que la création d'une nouvelle noblesse en France, telle que la façonne la main impériale, doit être agréable dans les États dominés par une puissante oligarchie, et en Autriche par exemple. Napoléon a beau faire, on trouve à Vienne qu'il y a du jacobinisme dans toutes ses œuvres. Cette institution empreinte de son caractère, qui, d'un soldat de la veille, d'un savant, d'un jurisconsulte, d'un homme de lettres ou d'un artiste, fait un baron, un duc ou un comte; cette institution dont s'affligent en France les amis de l'égalité, est, pour l'ordre nobiliaire d'Allemagne, une mesure essentiellement révolutionnaire. C'est abolir, c'est tuer

une seconde fois l'ancienne noblesse que d'en faire une autre qui ne comprend pas, avant tout, les anciennes familles; qui n'admet qu'un petit nombre d'entre elles, et encore en leur donnant des titres inférieurs à ceux qu'elles avaient autrefois. Quelle humiliation pour la noblesse ancienne de ne pas voir un seul de ses membres replacé au rang des ducs, quand la volonté impériale fait des généraux Duroc et Savary des ducs de Frioul et de Rovigo, de Fouché le conventionnel un duc d'Otrante, du financier Gaudin un duc de Gaète, comme pour insulter encore les puissances dont ces noms rappellent le souvenir! Et, d'ailleurs, qu'est-ce qu'une noblesse qui consiste dans une dénomination sans privilèges exclusifs et sans immunités pécuniaires? Loïn d'être un rempart pour l'aristocratie, c'est une hostilité contre elle, c'est une innovation d'un funeste exemple qui lui portera malheur; et sur ce point l'aristocratie ne se trompe pas, car bientôt, dans presque tous les États plus ou moins soumis à l'influence française, la noblesse sera réduite à ses titres seuls, sans aucune exemption des charges publiques.

Napoléon était encore assez jeune, sa cour et son armée jeunes. La plupart des maréchaux et ses généraux d'une grande réputation avaient épousé des personnes élevées dans de brillants pensionnats, et déjà quatre à cinq années de cour avaient disposé et les hommes et les femmes à porter les titres les plus élevés aussi légèrement que s'ils y avaient été accoutumés dès leur naissance.

Je n'examinerai point si, en 1789, on eut tort ou raison de faire brusquement disparaître les titres nobiliaires. Je prends les choses au point où elles étaient en 1808. Depuis 1789 jusqu'alors, il n'y avait pas eu de noblesse en France, et cependant la force ni l'éclat n'avaient manqué à la république et à l'empire. La gloire de Hoche, de Kleber, de Desaix, de Marceau, n'est ni moins pure, ni moins brillante, parce qu'aucun titre n'accompagne leur nom. Les noms de Masséna, Ney, Lannes, Soult, Mortier et autres, ont-ils davantage besoin, pour leur illustration, d'être escortés des titres de ducs et de princes? En rétablissant une noblesse héréditaire, nous croyons que l'Empereur méconnaît complètement la disposition réelle du pays. Le véritable esprit de la France, c'est l'esprit d'égalité. Autant il y a, dans la grande majorité des masses nationales, une volonté forte pour l'hérédité du trône, parce qu'elles ne veulent ni les élections de gardes prétoriques, ni les élections de carrefour, ni un comité de salut public pour remède à l'anarchie, autant cette volonté supporte à regret, dans une classe particulière d'habitants, une distinction que des enfants recueillent comme une propriété patrimoniale.

L'un des griefs qui, après l'événement, ont jeté le plus de dé faveur sur cette institution impériale, c'est que, Napoléon tombé, sa nouvelle noblesse a mis les Bourbons en état de ressusciter l'ancienne. Si, de 1789 à 1814, la suppression du tout ordre nobiliaire eût constamment été maintenue, il n'aurait pas été au pouvoir de Louis XVIII de faire revivre les titres de l'ancienne monarchie. C'est aux qualifications nouvelles que les qualifications anciennes doivent leur réhabilitation.

Nous avons si longtemps suivi Napoléon dans ses courses victorieuses et sa vie politique du dehors, que nous avons dû assister un moment à ses opérations d'ordre intérieur; mais ses pensées ne sont pas, ne peuvent pas être concentrées dans le territoire de l'empire. L'administrateur y est toujours présent; l'homme d'État a les yeux ouverts sur toutes les parties du monde.

Quoique, dans le cours de 1807, la fortune ait partout souri à la France et presque partout contrarié l'Angleterre, un jour on se demandera où sont les résultats heureux que la France avait obtenus, tandis que l'Angleterre gardera une partie des siens. Les bouches du Cattaro, les îles ioniennes, le Portugal, le grand duché de Toscane, sont devenus des provinces de l'empire français ou sont occupés par nos troupes; mais sont-ce là des possessions où la France puisse longtemps se maintenir?

De toutes nos acquisitions en 1807, les moins considérables en apparence étaient en effet les plus essentielles. C'était Fleissingue avec ses dépendances, qui donnait une bonne position à notre marine. C'était le fort de Kehl devant Strasbourg, le fort de Cassel devant Mayence; c'était surtout la place de Wesel, tous points importants qui nous fortifiaient sur le Rhin et mettaient dans nos mains les clefs de l'Allemagne.

L'Angleterre a échoué dans presque toutes ses entreprises; elle a fait quatre expéditions, à Constantinople, en Égypte, à Buenos-Ayres et à Copenhague. Les trois premières ont tourné contre elle. En Danemark seulement elle a réussi; mais quel succès! cependant elle a dépouillé les arsenaux de Copenhague; elle a enlevé la flotte danoise. Ce qu'elle a pris, elle le gardera. Madère, Curaçao, les îles danoises aux Antilles, Héliogoland dans la mer du Nord, sont tombés en son pouvoir. Héliogoland est un point avantageux pour son commerce. Elle le conservera. La grandeur apparente, l'éclat, la gloire, ont été pour la France; la réalité du gain durable est pour l'Angleterre.

* Les réunions dont il est question ici, opérées en 1807, ne seront proclamées officiellement qu'en 1808.

CHAPITRE III.

POLITIQUE EXTÉRIEURE.

Débits entre Napoléon et Pie VII, de 1805 à 1808. — Origine de leur mésintelligence. — Ascendant d'un parti anti-français à Rome, au moment de la guerre de 1805. — Plaintes de Napoléon sur la conduite du saint-siège pendant cette guerre. — Préention de l'Empereur à être considéré comme empereur de Rome. — Rejet de cette prétention par le pape. — Raisonnements étranges pour justifier le refus de donner l'investiture canonique aux évêques. — Obstination du pape à réclamer de prétendus droits sur Bénévent, Ponte-Corvo et Naples. — Déclaration du pape que c'est lui seul qui règne, et non tel ou tel de ses ministres. — Circulation de brefs hostiles contre les Français. — Puissance de Napoléon en échec devant Pie VII. — Conditions proposées au pape par Napoléon. — Rejet par le pape des conditions proposées. — Démarche pacifique auprès du pape, faite par Napoléon de son quartier général de Berlin. — Machinations de la cour de Rome contre Napoléon pendant la campagne de 1807. — Inflexibilité de Pie VII, toujours la même, malgré les triomphes de Napoléon. — Menagements de l'Empereur pour Pie VII. — Envoi du cardinal de Bayanne à Paris. — Insinuation de la cour de Rome sur le titre d'empereur d'Occident. — Bases de négociation pour le ministre français. — Temptation du côté de la cour de Rome. — Ordres de l'Empereur pour l'occupation des provinces d'Urbino, d'Ancone et de Macerata. — Changement momentané dans la politique du saint-siège. — Propositions du gouvernement français au cardinal de Bayanne. — Défense faite par le pape à ce cardinal de rien signer sans une autorisation spéciale. — Rejet d'une partie des propositions françaises. — Occupation des États romains. — Ultimatum remis à Rome. — Gerges de la Chancelerie. — Ardeur du pape pour le titre de martyr. — Jongleries religieuses dirigées contre les Français. — Renvoi à Naples des cardinaux napolitains. — Conflit de l'autorité militaire française et de l'autorité civile du pape. — Bref comminatoire d'excommunication contre l'Empereur. — Rappel par le pape de son nonce en France.

[1808]

Au milieu des graves événements que nous ont offerts les guerres successives ou simultanées de Napoléon avec l'Autriche, la Prusse et la Russie, nous avons dû passer sous silence, ou indiquer seulement, d'une manière rapide, ses différends avec un État d'ordre secondaire, la cour de Rome. Cependant cette cour n'est pas de celles dont la faveur ou la haine doit se mesurer par le nombre de ses troupes ou l'étendue de son territoire. Il est pour elle d'autres alliés que les rois, d'autres armes que les mousquets de sa garde, Rome, avec sa population peu nombreuse, avec son insignifiant et presque ridicule armée, mérite, par le mal qu'elle a fait à Napoléon, de prendre place au rang des plus formidables puissances du continent. Au premier coup d'œil, pour qui ne connaît pas ce qui s'est passé entre le gouvernement français et le gouvernement pontifical, les faits extérieurs accusent et condamnent l'Empereur. On se dit : Pie VII est venu à Paris sacrer Napoléon, et Napoléon a été l'oppressur de Pie VII. Il l'a dépouillé d'abord de

quelques provinces, ensuite de la totalité de ses États; enfin il l'a pendant quatre ans tenu prisonnier à Savone. Voilà les faits, et ils semblent décisifs, surtout si on se dispense d'entrer dans l'examen des querelles qui ont amené de si tristes événements.

Les publications faites depuis 1815, et presque toutes dans un esprit accusateur contre Napoléon, ne se composent guère que de pièces dont la date commence à 1808, soit que les auteurs de ces publications n'aient pas eu la possibilité, soit qu'ils n'aient pas eu la volonté de rien mettre au jour qui portât une date antérieure. Le cardinal Ruffini lui-même, dans ses mémoires, ne remonte pas plus loin. Nous ne craignons pas de le dire, on ne connaît pas la vérité si on n'a pas saisi à leur origine et suivi dans leur progrès les causes du fatal dissentiment de l'Empereur et du saint-père. C'est dans les communications des deux gouvernements depuis 1805 jusqu'à 1808, c'est surtout dans la correspondance directe des deux princes entre eux que l'on peut trouver la véritable explication de

tous les faits ultérieurs; et chose étrange! cette correspondance d'un genre si nouveau, malgré ce qu'elle peut offrir du répréhensible dans chacun de ces grands personnages, ne laisse pas de présenter, dans son ensemble, un côté honorable pour l'un et pour l'autre.

Parmi les prodiges de ces temps extraordinaires, il faut donc placer, et comme l'un des plus curieux, la lutte, pour ainsi dire, corps à corps de Pie VII et de Napoléon. C'est un beau spectacle que celui d'un pontife désarmé résistant aux volontés du dominateur de l'Allemagne et de l'Italie, défiant sa colère et bravant sa vengeance. A côté de la grande figure de Napoléon, la figure calme et fière de Pie VII tient une noble place. Pour l'observateur qui voudra suivre le détail de leurs démêlés, peut-être les rigueurs actuelles du puissant monarque ne paraîtront pas tout à fait sans excuse; mais l'invincible fermeté du prêtre souverain n'en demeurera pas moins digne d'admiration et de respect. Si Pie VII n'eût été qu'un prince laïque ordinaire, on ne devrait voir dans cette fermeté qu'une obstination aveugle, et la perte de ses États n'en serait que le juste châtiment; mais il est homme, prince et pape. Homme, il a des passions; prince, des intérêts; pape, de la foi¹. Ajoutez de plus que, par une sorte d'exception, le népotisme n'existe point pour lui; il est presque étranger à tout sentiment de famille, et ne connaît d'hérédité que l'hérédité élective du pontificat. Retranchez une seule de ces parties, sa physionomie ne sera pas complète. C'est le mélange de l'orgueil humain, de l'intérêt princier, de l'abnégation personnelle et de l'exaltation religieuse, qui font de lui un personnage remarquable et dramatique. Jusqu'à présent son caractère n'est pas suffisamment connu. On ne le connaît bien qu'en l'appréciant d'après ses actes.

Dès 1805, nous avons aperçu quelques symptômes de mésintelligence entre le pape et l'Empereur. Ces dissidences ayant pris par degrés un caractère de gravité et d'aigreur qui vont finir par amener, au milieu de 1808, l'occupation d'une partie des États ecclésiastiques, il est indispensable de se reporter aux causes qui ont produit un si fâcheux état, et de rappeler en peu de mots quelques faits déjà indiqués ailleurs.

Dans son voyage à Paris pour sacrer l'Empereur, qui voulait le sacrer et n'admit pas le couronnement, le saint-père s'était flatté que la restitution des Légations serait le prix de ce grand témoignage de

déférence. Cette confiance était gratuite. Loïn de l'avoir autorisée, l'Empereur, au contraire, par une publication très-explicite du *Moniteur* sur le maintien de l'intégralité du royaume d'Italie, avait cherché à épargner une telle méprise à la cour de Rome. Cette cour ne renoua pas si facilement à ses espérances. Elle entendait l'oboleur, à titre de récompense, ce qu'elle n'avait point imposé comme condition. Le doute ne subsista pas longtemps. Sur le mémoire rédigé dans ce but, la réponse de l'Empereur fut nette et précise, telle qu'il l'avait fait pressentir avant l'événement. C'était un mécompte pour le saint-siège; on en éprouva du mécontentement, mais, pendant quelque temps, on évita de le laisser paraître.

De retour à Rome, le pape se plaisait à parler de son voyage; il disait: « Je ne me suis point décidé à aller en France par des idées temporelles; j'ai été chercher la religion et je l'y ai trouvée. » Comme chef de l'Église, effectivement il avait dû être satisfait de l'esprit religieux de la nation française; il racontait avec attendrissement les marques qu'il en avait reçues; il se louait aussi infiniment du respect filial de Napoléon, et ce langage était sincère. L'homme et le chrétien pensaient ainsi. A part la question d'ordre séculier sur laquelle le prince n'était pas d'accord avec l'Empereur, il y avait de la franchise et une sorte de cordialité dans leurs rapports. A l'occasion d'une riche tiare que l'Empereur lui avait envoyée, le pape, en le remerciant, lui écrivait que ce rare présent serait à jamais admiré comme un monument de sa munificence et de la mémorable époque qu'il rappelle. Il lui promettait de s'en parer pour la première fois au prochain retour de la fête des glorieux apôtres saint Pierre et saint Paul. Leur correspondance était des plus amicales. L'Empereur employait ses bons offices pour faciliter l'arrangement des affaires ecclésiastiques en Allemagne. En même temps il entretenait le saint-père du mariage que son frère Jérôme avait, sans le consentement de sa famille, contracté en Amérique avec une personne de la religion protestante, et il s'adressait à lui pour trouver les moyens de rompre ce mariage. Sur cette demande de l'Empereur, soutenue à Rome par le cardinal Fesch, le saint-père ne montra point une lâche condescendance; il se livra aux recherches les plus étendues pour savoir si son autorité apostolique lui permettait de satisfaire au désir qui lui était exprimé. Sa science théologique lui fournait des armes pour

¹ Un homme grave, qui s'est passé un certain temps à Rome, m'a dit avoir entendu de la bouche de personnages placés de manière à bien connaître Pie VII : Il

pape non è un' uomo religioso. Je ne saurais, je l'avoue, croire à la vérité de ce jugement.

combattre les raisonnements allégués à l'appui de la demande, et, malgré l'insistance du cardinal français, il persévéra dans son refus. « Si nous » usurpions une autorité que nous n'avons pas, » dit-il, nous nous rendrions coupables d'un grave » abus de notre ministère sacré devant le tribunal » de Dieu et devant toute l'Église. » Ce respect du saint-siège pour un lien formé entre des personnes de religion différente, est un trait digne d'éloge et auquel Napoléon lui-même eût applaudi si, dans cette circonstance, il n'avait obéi à un intérêt contraire.

La cour de Rome ne montra pas toujours autant de prudence et de sagesse. Pour lui plaire, il ne suffit pas aux princes de faire le bien, il faut encore le faire comme elle l'entend, avec sa permission et sous ses auspices. L'Empereur était peu propre à s'accommoder de pareilles entraves, cependant en France il était très-réservé ; il l'était moins dans le royaume d'Italie. Aidé des conseils de quelques évêques éclairés et justes appréciateurs des temps, l'Empereur avait, dans ce royaume, réorganisé des chapitres, doté des séminaires, augmenté les revenus de l'épiscopat et porté une véritable amélioration au sort du clergé, mais aussi il avait modifié quelques circonscriptions et opéré la réunion de divers couvents en un seul. Ces dernières mesures ne pouvaient être agréables à Rome. En réalité, toutefois, l'Église lui devait des actions de grâce. Le pape lui adressa des plaintes ¹. Ce n'était point un reproche amer, c'était l'expression d'une douleur profonde. L'Empereur aussitôt lui témoigna ses regrets ². Il se demande si se serait trompé, et cependant le bien de la religion avait été son seul but. « Très-saint-père, je vous l'ai dit quelquefois, la cour de Rome » est trop lente et suit une politique qui, bonne » dans des siècles différents, n'est plus adaptée au » siècle où nous sommes. » Il ajoutait qu'on aurait mis trois ou quatre ans à l'arrangement des affaires d'Italie, et que cependant elles allaient dépérir s'il n'en était hâté d'y porter remède. Tandis qu'à Rome on lui faisait un crime de la réduction du nombre des couvents, il avait à se défendre ailleurs contre l'opinion qui voulait les supprimer tous. Aussi avait-il soin de s'en faire un mérite. « J'ai donné » tort à l'esprit philosophique du temps, et consa- » cré le principe de l'utilité de ces établissements » religieux. » L'Empereur pria ensuite le saint-père d'observer que, depuis Joseph II, il était des maximes tellement enracinées dans les esprits, à Milan, qu'il était impossible de les en effacer. Du reste, comme il n'avait pas la prétention d'être

savant en législation ecclésiastique, il ne demandait pas mieux que de concourir à ce que le saint-siège croirait utile de faire. Enfin, il assurait Sa Sainteté du désir qu'il avait de la voir heureuse et contente, et de la ferme résolution où il était de ne lui donner aucun sujet de chagrin.

Cette lettre fit une douce impression sur le cœur du saint-père. Sa réponse atteste sa joie. L'opposition de l'Empereur au faux³ esprit philosophique a surtout porté dans son âme une touchante consolation. Sa Sainteté proteste qu'elle ne veut connaître d'autre politique que les lois de l'Évangile, qu'elle veut porter en tout un esprit de conciliation et de douceur, mais elle n'en finit pas moins par engager l'Empereur à prendre des mesures pour empêcher l'effet de ses règlements.

Cette heureuse intelligence de l'Empereur et du pape n'eut que trop peu de durée. Elle n'existait d'ailleurs que dans leur correspondance personnelle. Un parti nombreux, auquel appartenaient des hommes très-influents auprès du saint-père, lui faisait un crime⁴ de ce qu'ils appelaient ses complaisances pour Napoléon. Après avoir fait de vains efforts pour l'empêcher de se rendre en France, ce parti le blâmait de n'avoir pas su au moins tirer avantage de cet acte de faiblesse humaine pour se faire restituer les provinces que la révolution avait enlevées au saint-siège. La marche des événements n'était pas propre à consolider l'accord des deux puissances. C'était alors le moment où la guerre allait éclater entre la France et l'Autriche soutenue par la Russie. De toutes parts les ennemis de Napoléon s'occupaient à exciter contre lui la haine des peuples et des gouvernements. Les ministres d'Angleterre, de Russie et de Sardaigne, accrédités auprès du pape, ne demeuraient pas inactifs. Sous leur influence, il s'était formé des clubs anglo-russes où l'on méditait le soulèvement de toute l'Italie. A Naples comme à Rome, on dressait des listes de proscription contre les partisans de la France. Il se commettait beaucoup de meurtres, et c'était aux Français ou à leurs amis qu'on les imputait pour diriger impunément des attaques contre eux. Les assassins portaient même des cocardes françaises. Le ministre de l'Empereur, le cardinal Fesch, prit occasion de cette circonstance pour demander qu'il fut fait une justice prompte et exemplaire des bandits qui avaient été arrêtés ; mais l'assassinat ne trouve pas à Rome un si rapide châtement⁵. En

⁴ Voici une des affiches satiriques qui eurent lieu alors :
Pro VI. *Per conservare la fede, perde la sede.*

Pro VII. *Per conservare la sede, perdo la fede.*

⁵ Dans les fêtes de Pâques de 1805, il y avait eu treize assassinats. Lors de la première occupation de Rome par

¹ Lettre du 1^{er} juillet 1805.

² Lettre du 31 juillet.

³ Lettre du 6 septembre 1805.

général, le ministre de France rencontrait sur toutes ses demandes beaucoup de mauvaise volonté dans le gouvernement pontifical. Il eut un tort, ce fut d'attribuer au secrétaire d'État, cardinal Gonsalvi, ce qui était l'œuvre du gouvernement tout entier. Dans des temps postérieurs, le cardinal Fesch a donné au saint-siège des preuves éclatantes d'attachement; mais alors, dans ses fonctions comme ministre de France, son caractère peu conciliant servit mal les intérêts du pape et de l'Empereur. Le cardinal Gonsalvi, aussi bien disposé pour Napoléon que pouvait l'être un secrétaire d'État du souverain pontife, écrivait à M. de Talleyrand¹ que le voyage du pape à Paris aurait été arrangé en trois jours, au lieu de trois mois, s'il avait été traité avec toute autre personne que le cardinal Fesch. Cependant les reproches qu'on pouvait faire à ce dernier n'exusaient pas la conduite de la cour de Rome. L'empereur Napoléon, maître du royaume d'Italie, et dont les troupes occupaient encore Naples, avait demandé au saint-siège de s'allier avec ces deux royaumes pour la défense commune de l'Italie. Sur le refus du saint-siège, il avait fait mettre garnison française dans Ancône. Selon les règles militaires, il avait agi sagement. La prévoyance était juste. Une position aussi importante n'aurait pas pu être négligée par les Russes et les Anglais, lorsque, le mois suivant, ils opérèrent un débarquement dans le royaume de Naples. L'occupation d'Ancône causa une vive agitation à Rome. Le pape en laissa éclater son mécontentement. Il avait pensé que les sentiments d'amitié que lui témoignait l'Empereur, l'auraient préservé d'un *si amer déplaisir*; mais il s'apercevait qu'il s'était trompé²; il s'affligeait de sa dignité compromise à la face du public, et déclarait qu'il voulait maintenir sa neutralité. Dans le moment où l'Empereur reçut cette lettre, il poursuivait ses succès contre les Autrichiens et les Russes. Le dénouement de la campagne devait régler la réponse qu'il aurait à faire. Après avoir décidé la paix à Austerlitz et l'avoir conclue à Presbourg, ce fut de Munich qu'il data cette réponse³.

L'Empereur commença par une légère récrimination. Lorsque toutes les puissances étaient coalisées contre lui, était-ce bien, pour le saint-père, le moment de lui écrire une lettre aussi peu ménagée? Le saint-père se plaint de n'avoir eu, depuis son voyage à Paris, que des sujets de peine. C'est

que, depuis son retour à Rome, l'Empereur n'a éprouvé de sa part que des contrariétés et des refus. L'occupation d'Ancône par les troupes françaises est une suite de la mauvaise organisation militaire du saint-siège. Valait-il mieux laisser tomber cette forteresse entre les mains des Anglais et des Turcs? « Je me suis considéré, dit Napoléon, comme le protecteur du saint-siège, et j'ai oeupé Ancône, à ce titre; je me suis considéré, ainsi que mes prédécesseurs de la deuxième et de la troisième race, comme ayant seul l'épée pour la protéger et la mettre à l'abri d'être soulevée par les Grecs et par les Musulmans. Je protégerai constamment le saint-siège malgré ses fausses démarches, l'ingratitude et les mauvaises dispositions des hommes qui se sont démasqués pendant ces trois mois. Ils me croyaient perdu. Dieu a fait éclater, par le succès dont il a favorisé mes armes, la protection qu'il a accordée à ma cause. Je serai l'ami de Votre Sainteté, toutes les fois qu'elle ne consultera que son cœur et les vrais amis de la religion. Si elle veut renvoyer mon ministre, elle est libre de le faire; elle est libre d'accueillir de préférence et les Anglais et le calife de Constantinople; mais, ne voulant pas exposer le cardinal Fesch à ces avanies, je le ferai remplacer par un séculier. Aussi bien la haine du cardinal Gonsalvi contre lui est telle, qu'il n'a constamment éprouvé que des refus, tandis que les préférences étaient pour mes ennemis. Dieu est juge qui a plus fait pour la religion de tous les princes qui règnent. »

Ce n'est point là encore de l'inimitié ni de la colère. L'enivrement d'Austerlitz n'a point échangé l'Empereur à l'égard de la personne de Pie VII, mais il se considère comme le protecteur du saint-siège, et le saint-siège ne peut pas voir sans inquiétude se déclarer un pareil protectorat. Cependant le pape ne se montre point blessé de ce langage. Seulement il manifeste son affliction des soupçons injustes élevés sur son dévouement et sur celui du cardinal Gonsalvi; il félicite l'Empereur de ses victoires, qui ont ajouté à ses États les provinces vénitiennes, et, de cet accroissement territorial du royaume d'Italie, il prend occasion pour exprimer de nouveau l'espérance, que l'Empereur, dit-il, ne lui a jamais ôtée, du retour des trois Légations au patrimoine de saint Pierre. Ensuite il demande la cessation des mesures mili-

les armées françaises, on fit fusiller cinq bandits dont le crime était prouvé. Les assassins cessèrent. Après le rétablissement du saint-siège, ils avaient recommencé. On en comptait 25,000 pour tout le territoire romain sous le pontificat de Pie VI. Il semble que le saint-siège regarde

l'assassinat comme un trait de mœurs nationales, et que la tolérance, sur ce point, soit à ses yeux comme un devoir.

¹ Lettre confidentielle du 9 octobre 1805.

² Lettre du 15 novembre 1805.

³ 6 janvier 1806.

taires à Ancône, et le remboursement des dépenses que lui a causées la garnison française mise dans cette place.

La controverse ainsi établie entre l'Empereur et le pape développe, par degrés, le véritable état de la difficulté entre eux. Bientôt elle va être concentrée sur un point où elle se débatta pendant quelques années. L'Empereur va lui-même poser la question dans les termes les plus clairs et les plus précis. Après avoir reproché au saint-père ses ménagements pour des puissances qui, sous le point de vue de la religion, sont hérétiques et hors de l'Eglise; qui, sous le point de vue de la politique, sont éloignées de ses États, incapables de le protéger et ne peuvent lui faire que du mal, l'Empereur continue dans les termes suivants : « Toute l'Italie sera soumise¹ sous ma loi. *Je ne toucherai en rien à l'indépendance du saint-siège.* » Ici il promet de faire payer les dépenses produites par la présence des troupes françaises et de se prêter à tous les arrangements de détail que le saint-siège pourra désirer; mais ensuite viennent des paroles graves et significatives. « *Votre Sainteté est souveraine de Rome, mais j'en suis l'empereur. Tous mes ennemis doivent être les siens.* Il n'est donc pas convenable qu'aucun agent du roi de Sardaigne, aucun Anglais, Russe ni Suédois réside à Rome, ni qu'aucun bâtiment appartienne à ces puissances entre dans vos ports. » De cette question de politique extérieure, l'Empereur passe aux contrariétés que lui causent les lenteurs du saint-siège à donner l'institution canonique aux évêques qu'il a nommés, les uns en France, les autres, en plus grand nombre, dans le royaume d'Italie. « Pour des intérêts mondains, on laisse périr des âmes. Ils en répondront devant Dieu ceux qui retardent l'expédition des bulles de mes évêques, et qui livrent mes diocèses à l'anarchie... Je n'ai touché en rien au spirituel. Ce que j'ai fait à Milan, je le ferai à Naples. Je ne refuse point d'accepter le concours d'hommes zélés pour la religion.... Votre Sainteté veut le bien; elle est entourée d'hommes qui ne le veulent pas... Ce n'est pas en dormant que j'ai porté si haut l'éclat du clergé, la dignité du culte. Il n'y a pas de pays où la religion soit aussi respectée qu'en France. Ceux qui tiennent à Votre Sainteté un autre langage la trompent et sont ses ennemis. » Ce que l'Empereur disait du respect dont jouissait en France la religion était exact. La cour, sous ce prince nouveau, n'étant ni irrégulière ni débauchée, comme elle l'avait été sous la régence et sous

Louis XV, ni bigote, comme elle l'a été depuis sous la restauration, et surtout sous Charles X, les mœurs du clergé français étaient exemptes de scandale comme d'hypocrisie; l'observation du culte était en honneur sans être un calcul, et la fidélité à ses règles, là où elle avait lieu, était sincère parce qu'elle était libre.

Si nous en croyons un homme qui a été secrétaire d'État de Pie VII, le cardinal Pacca, c'est de la lettre de l'Empereur du 13 février 1806 que date la défiance et le refroidissement du saint-père à son égard. Cette lettre, dit ce cardinal, « détrompa² » enfin Pie VII, qui s'était toujours flatté d'obtenir, « par ses concessions journalières, de grandes choses de l'Empereur. » L'orgueil de la souveraineté se révolta dans le saint-père contre la suprématie que voulait s'arroger Napoléon. « Votre Majesté, » lui écrivit Pie VII, « établit en principe qu'elle est empereur de Rome. Le souverain pontife ne reconnaît point et n'a jamais reconnu aucune puissance supérieure à la sienne. Aucun empereur n'a le moindre droit sur Rome. L'empereur de Rome n'existe point. Votre Majesté dit que nos rapports avec elle sont les mêmes que ceux de nos prédécesseurs avec Charlemagne. Charlemagne agrandit les possessions du saint-siège; il n'en exigea ni dépendance ni soumission. » Quant à la demande faite par l'Empereur au saint-père, de chasser de ses États les Russes, les Anglais, les Sardes et les Suédois, et de fermer ses ports aux bâtiments de ces nations, le saint-père y répondait par le refus le plus formel. « Le vicaire d'un Dieu de paix, disait-il, ne peut se mettre en opposition aux devoirs qui lui prescrivent de conserver la paix avec tous, sans distinction de catholiques et d'hérétiques. Chasser les sujets des princes qui sont en guerre avec le gouvernement français, ce serait couper toute communication entre le saint-siège et les catholiques qui vivent dans leurs États. » Relativement aux retards que la cour de Rome mettait à donner l'institution canonique aux évêques, le pape les expliquait par la maturité requise dans une affaire aussi importante que la collation des pouvoirs de l'épiscopat.

Les deux lettres dont nous venons de donner la substance forment le point de départ d'après lequel se régleront désormais les démarches du pape et de l'Empereur. Elles sont dignes d'un sérieux examen. La prétention de l'Empereur des Français à être reconnu empereur de Rome, se liait, dans son esprit, à l'idée de faire de toute l'Italie une partie du grand empire, ce qui plus tard donnera aussi naissance à des difficultés entre lui et les rois qu'il

¹ Lettre du 15 février 1806.

² Mémoires de ce cardinal, tome II, page 15.

aura établis à Naples. Pour un homme aussi positif, il est étonnant que, là où il est maître des choses, il attache tant d'importance aux mots. Lorsqu'il dit que ses ennemis doivent être ceux du saint-siège, il n'exprime qu'une volonté raisonnable; car il est impossible que le prince qui, d'une part, possède le royaume d'Italie, et qui, d'autre part, règne à Naples par un de ses délégués, permette aux États ecclésiastiques de suivre un système contraire aux intérêts de ces deux royaumes. La politique la plus vulgaire autoriserait cette exigence. C'est un des inconvénients attachés à l'infériorité d'un État de ne pouvoir échapper à l'ascendant de ses voisins, et surtout de voisins puissants, lorsque, par sa position géographique, il forme en quelque sorte une enclave de leur territoire. Le caractère de vicaire d'un Dieu de paix n'aurait été une excuse valable, pour dispenser le saint-père de faire alliance avec Napoléon, qu'autant que ses prédécesseurs auraient, dans les guerres précédentes, réclamé et obtenu cet heureux privilège; mais récemment encore la France, et Napoléon lui-même, avaient eu à combattre la cour de Rome alliée alors aux mêmes puissances contre lesquelles, par un scrupule nouveau, elle refuse aujourd'hui de se déclarer. Un gouvernement qui s'est servi du glaive contre la France, a-t-il droit de montrer tant d'horreur pour le glaive quand c'est avec la France qu'il s'agit des'en servir? La demande de Napoléon était juste. Il n'était blâmable que de l'appuyer sur un faux titre, quand elle reposait par elle-même sur les considérations les plus légitimes. Mais, dans la lettre de Napoléon, il est une plainte à laquelle le saint-père n'a fait qu'une réponse évasive, et cette plainte est la plus fondée de toutes.

Les débats relatifs à l'institution canonique des évêques, qui tiennent tant de place dans la correspondance de l'Empereur, sont la suite d'une fâcheuse omission, que nous avons signalée, dans le concordat de 1801. En négligeant, dans ce concordat, de fixer un délai dans lequel cette institution devrait être donnée, le gouvernement français a, par son imprévoyance, fourni à l'autorité pontificale une arme dont il ne soupçonnait pas qu'elle put jamais vouloir faire usage, arme nuisible à la religion, mais que cette autorité n'hésitera pas à employer contre lui aux dépens de la religion même. L'imprévoyance est pardonnable. Lorsque le premier consul restituait à la cour de Rome l'exercice du pouvoir spirituel en France, devait-il penser que, peu d'années après, ce serait cette cour qui renfermerait l'action de ce pouvoir dans un but hostile contre celui qui le lui avait rendu? Après avoir déploré avec tant de larmes la viduité des sièges épiscopaux produite par la révolution en France et en

Italie, c'est maintenant le saint-siège qui, contre le vœu des peuples et malgré les instances de Napoléon, se plait à prolonger cette viduité. Le procédé est étrange. Les raisons par lesquelles la cour de Rome le justifie ne le sont pas moins. Voici comment s'explique à ce sujet le cardinal Pacca : « De tant de moyens qu'avaient autrefois les pontifes romains pour rappeler au devoir et à l'obéissance les gouvernements et les peuples indociles et sourds à leur voix, il ne leur en est plus resté d'autres aujourd'hui, dans le cours ordinaire des choses, que le droit de confirmation et d'institution canoniques des évêques. En suspendant cette institution, quand des raisons importantes exigent, le saint-siège fait connaître sa juste indignation, et fait ainsi une sainte violence aux gouvernements et aux peuples pour les obliger à s'amender et à réparer les fautes qu'ils ont commises contre les lois sacrées de l'Église. Il n'est pas besoin de faire ici l'apologie d'une telle résolution prise à diverses époques par les souverains pontifes; il me suffit d'avoir fait entendre que c'est peut-être le seul moyen par lequel on puisse rattacher au centre de l'unité catholique les gouvernements et les nations. » Tout est confusion dans ces raisonnements; confusion des divers genres de pouvoirs dans leur application à des objets de natures diverses, confusion dans leur application simultanée aux gouvernements et aux peuples. Ainsi c'est pour faire une sainte violence aux gouvernements que la cour de Rome refuse aux chrétiens de leur donner des évêques! Mais si les gouvernements s'obstinent à ne pas se soumettre à ses volontés, le châtiment doit donc en retomber sur les peuples, sur les hommes religieux qui composent la masse des populations? Et cette sainte violence, dirigée aussi contre les peuples, de quelle manière entend-on qu'elle doive agir? Est-ce par leur insurrection contre les gouvernements qu'elle doit se manifester? Telle est cependant l'interprétation évidente d'une pareille argumentation serait susceptible, si on voulait la suivre dans ses conséquences. D'un autre côté, la confusion du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel n'est pas moins révoltante. Si le saint-siège fait passer les intérêts du ciel avant ceux de la terre, il ne peut pas hésiter un moment à donner l'institution canonique aux évêques. Dans le cas contraire, il se joue des intérêts du ciel. Qu'importent les querelles du souverain de Rome avec tel ou tel autre prince? Le sujet de ce dernier prince, ayant, en sa qualité de chrétien, droit aux secours ecclésiastiques, doit-il souffrir des contestations dans lesquelles le souverain

de Rome peut se trouver engagé comme prince temporel? « Pour des intérêts mondains, a dit » l'Empereur, ou laisse périr des âmes. » La vérité est là; il n'y a pas de sophisme qui puisse la détruire.

La mission du cardinal Fesch à Rome n'avait pas eu un résultat satisfaisant. Son successeur, M. Alquier, ne fut pas plus heureux. Si l'Empereur formait des prétentions qui pouvaient déplaire au gouvernement pontifical, ce gouvernement n'était pas plus modéré dans les siennes; il n'entendait pas du moins renoncer à rien de ce qui lui avait appartenu autrefois. L'Empereur dispose-t-il des principautés de Ponte-Corvo et de Bénévent? aussitôt s'élèvent des réclamations pour la défense des droits du saint-siège sur ces deux principautés. S'agit-il de reconnaître le nouveau roi de Naples? le saint-père ne veut le reconnaître qu'autant que le nouveau roi lui rendra les mêmes hommages que les anciens rois de Naples rendaient au saint-siège en vertu de son titre de suzeraineté. Il semblait que depuis quinze ans nul changement ne se fût opéré dans l'état de possession en Italie. Lorsque le ministre de France insistait pour obtenir une réponse à une demande qu'il avait faite et à laquelle on ne voulait pas avoir égard, on lui disait que le pape se proposait de s'entendre directement sur ce point avec l'Empereur. « Si tout souverain peut se réserver » ce droit, un pontife ¹ le peut bien plus encore, » lui qui ne doit pas être considéré dans les simples » rapports d'un souverain avec un autre souverain, » mais dans les intimes rapports d'un père avec » son fils, sur la tendresse duquel il peut compter. » Malgré la tendresse du saint-père pour l'Empereur, son gouvernement cherchait, par tous les moyens qui dépendaient de lui, à enflammer les passions populaires contre la France. Ainsi, sous prétexte d'avoir à nourrir des troupes françaises ou à payer des dépenses occasionnées par elles, le gouvernement avait établi un impôt odieux et vexatoire. C'était donc aux Français qu'il fallait attribuer tous les maux du pays. Ce raffinement de malveillance indigna l'Empereur. Il en témoigna un vif ressentiment. « La reine ² de Naples, écrivait-il, n'a rien » fait de pis. On veut aiguiser le poignard contre » les troupes de l'armée. Au premier soldat assassiné, Gonsalvi en sera responsable. »

Sur la question des prétendus droits du saint-siège à l'égard du royaume de Naples, l'Empereur n'est pas non plus disposé à fléchir. Il relève ce qu'il y a d'étrange à se méprendre ainsi sur les temps, à confondre des circonstances qui ne se ressemblent

pas. A cette occasion, il fait un raisonnement assez ingénieux, et qu'il aurait dû faire le jour où, pour la première fois, il affecta le titre d'empereur de Rome. Comme on lui oppose ce qui s'est passé dans des siècles antérieurs, il réplique par des prétentions que, de son côté, il puise dans les mœurs et les usages de ces mêmes siècles. « Sa Majesté ne cher- » chera ³ point dans l'histoire si, dans des temps » d'ignorance, la cour de Rome a usurpé la pré- » tention de donner des couronnes aux princes de » la terre. Si dans d'autres siècles, on trouvait que » des papes ont détrôné des souverains, prêché des » croisades, interdit des royaumes, on rencontre- » rait également que les papes ont conservé leur » temporel comme ressortissant des empereurs fran- » çais. L'Empereur, en montant sur le trône de » France, n'a jamais prétendu être héritier des » droits de la troisième dynastie, dont la souverai- » neté ne s'étendait pas sur la moitié des domaines » aujourd'hui soumis à son empire, mais héritier » des droits des empereurs français, et la cour » de Rome ne prétendra pas, sans doute, que » Charlemagne ait reçu d'elle l'investiture de son » royaume. » Ici le ministre français insiste pour la reconnaissance pure et simple du roi de Naples. L'Empereur ne veut admettre ni condition ni réserve. A défaut d'une reconnaissance nette et précise, le ministre est chargé de déclarer « que » la France ne reconnaît plus le pape comme » souverain temporel, mais seulement comme chef » du spirituel. Que veut donc la secrétairerie d'État » de Rome? Quel esprit de vertige s'est donc en- » paré d'elle? Du reste, l'Empereur aura toujours » pour le chef de l'Eglise tous les égards qu'ont » eus Charlemagne, Louis IX et les princes les plus » chrétiens, sans le laisser toucher en rien aux droits » de sa couronne impériale. » En cette circonstance, l'argumentation du ministère français est de bonne guerre. Le saint-siège se replaçait au moyen âge et au delà, le gouvernement français a en droit de s'y reporter avec lui. De part et d'autre on a repris de vieilles armes dans de vieux arsenaux.

La fermeté de l'Empereur n'a point ébranlé celle du saint-père. Le saint-père ne fera point de concession gratuite. Cependant, il reconnaît, si l'on veut, le roi de Naples, mais à condition que l'Empereur reconnaitra la neutralité de la cour de Rome. Il sait très-bien que cette condition ne sera pas acceptée, mais il n'en admet pas d'autre, et son caractère, à cette occasion, se développe dans toute son énergie. Il entend qu'on sache bien que ce ne sont pas ses ministres qui le gouvernent, que

¹ Lettre du pape au ministre de France, du 21 mars 1806.

² Lettre du 26 avril 1806.

³ Note de M. de Talleyrand au cardinal Caprara, donnée du saint-siège, à Paris, 18 mai.

c'est lui qui gouverne ses ministres. « On accuse ! » Gonsalvi, dit-il, c'est une injustice. On paraît croire que je suis un vrai *fantoccino*. Je donnerai un successeur à Gonsalvi, et mon opinion ne variera pas... Si on veut s'emparer de Rome, je refuserai l'entrée du château Saint-Ange. Je ne ferai aucune résistance, mais les soldats, pour y entrer, seront obligés de briser les portes à coups de canon. L'Europe verra comme on me traite ; et j'aurai du moins prouvé que j'aurai agi conformément au bon honneur et à ma conscience. Si on m'ôte la vie, ma tombe m'honorera, et je serai justifié aux yeux de Dieu et dans la mémoire des hommes. » Ces dernières paroles peignent un fier courage, qui, tout ensemble, met du prix à l'estime de la terre et à foi dans les récompenses du ciel. Dans un autre moment, il dit : « Si l'Empereur exécute ses menaces et ne me reconnaît plus comme prince souverain, je ne le reconnaitrai plus comme empereur. » Le sentiment qui inspire au pape un langage si hautain, fait disparaître l'inégalité qui existe entre la puissance matérielle des deux princes. L'inflexibilité du pape le rend l'égal de Napoléon. Puis il ajoute : « Si je suis mal, il ne sera pas bien. » Ce n'est plus là le héros chrétien, c'est l'homme qui parle ; mais c'est encore l'homme qui a la conscience de sa position privilégiée, de la force attachée au caractère dont il est revêtu.

Tandis que le saint-père montre personnellement une âme si forte, son ministère le rapetisse en le faisant descendre à de méprisables intrigues, ou en s'y livrant sous son non. L'Empereur avait ordonné d'appliquer à la principauté de Lucques le concordat fait pour le royaume d'Italie. La cour de Rome n'y met pas une opposition ouverte, mais elle emploie des manœuvres souterraines pour en empêcher l'exécution. Le ministre de France se plaint des brefs hostiles qui circulent en Italie. On en nie l'existence, ou bien on les excuse en prétendant que ces brefs n'ont pas eu pour objet les circonstances actuelles. Les évêques, les couvents font vendre de petits livres de prières, parmi lesquelles il s'en trouve qui sont évidemment dirigées contre les Français. Ce sont, dit-on, d'anciennes prières à l'usage des besogneux généraux du peuple, et où l'on ne songeait guère aux Français, en lui faisant demander à Dieu de le défendre contre ses ennemis. Tels sont les explications données par le ministère pontifical. On juge aisément quelle croyance elles méritent.

Le langage, des deux côtés, a pris plus de vigueur. On est arrivé à la menace ; on n'a pas agi encore. Jusqu'à un certain point, en ce qui concerne le saint-siège, c'est agir que de résister. Voilà plus

d'un an que l'Empereur, dans la belle position où l'a mis la campagne de 1803, presse le saint-siège de rompre avec ses ennemis, et de renvoyer les Anglais, les Russes et autres agents ou sujets de gouvernements avec lesquels la France est en guerre, et le pape s'est refusé aux demandes, il a dédaigné les menaces et défilé le ressentiment. Si Pie VII eût été un prince séculier, s'il n'était pas le pontife qui a donné au titre impérial la consécration religieuse, eût-on que l'Empereur eût toléré impunément une si étrange obstination ? Le saint-père sent cet avantage ; il en use ; il en abuse, peut-être. Napoléon hésite à se porter contre lui à des mesures sévères. Cependant il ne peut pas non plus reculer. Le saint-père semble ne pas craindre d'être détrôné. Craindra-t-il davantage une spoliation partielle, parce que l'exécution en serait plus facile et moins odieuse ? Le ministre de France lui fait connaître que s'il persiste dans ses rapports avec les ennemis de la France, l'Empereur, se verra réduit à détacher des États ecclésiastiques le duché d'Urbain, la marche d'Ancone et le littoral de Civita-Vecchia, enfin d'assurer les communications de la haute et de la basse Italie ; mais il répugne à l'Empereur d'en venir là. Il aime beaucoup mieux que le saint-père entre avec lui dans des arrangements raisonnables, et voici les conditions qu'il lui propose : 1° les ports de Sa Sainteté seront fermés à l'Angleterre toutes les fois que cette puissance sera en guerre avec la France. 2° Les fortresses de l'État romain seront occupées par les troupes françaises toutes les fois qu'une armée de terre aura débarqué ou menacé de débarquer sur un des points de l'Italie. Que le saint-père reconnaisse ces principes, et l'Empereur sera satisfait. A ce prix, Sa Sainteté conservera l'intégralité de ses États. Sans contredit, il y avait, pour le saint-siège, matière à discuter, et même à faire modifier ces propositions. C'est toujours pour un gouvernement une nécessité fâcheuse que d'admettre dans ses places des troupes étrangères. Cependant le principe de l'indépendance n'est pas attaqué. Il ne s'agit que de l'état de guerre ; il s'agit d'une alliance dont l'effet ne se rapporte qu'au cas de guerre, et ce qu'on lui demande est d'une application commune. Il n'y a pas sur le continent un seul État du même ordre que la cour de Rome qui, le cas de guerre arrivant, ne soit forcé de se soumettre à des obligations de cette nature envers celle des grandes puissances dont sa position le rend une dépendance nécessaire. Lorsqu'une même puissance, maîtresse à la fois du nord et du midi de l'Italie, se trouve en guerre avec des ennemis qui ont à leur disposition des

¹ Lettre d'Alquier, du 11 juin 1806.

² Note de M. Alquier, du 8 juillet 1806.

flottes nombreuses et de redoutables armées, comment concevoir qu'elle laisse subsister, dans une soi-disante neutralité, un pays intermédiaire, sans armée et sans flotte, incapable de se défendre par lui-même contre une invasion extérieure, et dont le littoral offre de grandes facilités à cette invasion? N'est-il pas évident que la neutralité apparente d'un Etat situé ainsi, en séparant l'une de l'autre les deux extrémités de l'Italie, annulerait leurs moyens réciproques de défense, et compromettrait leur sûreté, quand même on n'aurait pas à en craindre d'autres embarras et des dangers plus grands? Ce que veut le saint-père serait un privilège inouï qui n'a jamais été accordé et ne saurait l'être. Toutes les représentations sont impuissantes contre les résolutions du pape. « Vous êtes les plus forts. » dit-il, faites ce qui vous est utile ou vous paraît convenable. Je suis prêt à tout; je suis prêt à me retirer dans un couvent ou dans les catacombes de Rome, à l'exemple des premiers successeurs de saint Pierre. » Sur une âme ainsi disposée, le raisonnement a peu de prise. Toutes les considérations de la politique échouent contre un esprit qui ne les comprend pas, ou affecte de ne pas les comprendre. On est quelquefois tenté de mettre en doute la sincérité du saint-père; car peut-il croire sérieusement que son existence, comme pouvoir spirituel, doive mettre la principauté terrestre en dehors de tous les événements humains, lorsque tant de fois elle s'est engagée elle-même dans les plus sanglantes guerres, et y a poussé les autres par ses excitations et ses conseils? De longs mois s'écoulaient dans ces discussions sans résultat. Plus l'Empereur devient puissant, plus le saint-père met de persévérance à lutter contre lui.

A propos des plaintes portées contre le cardinal Gonsalvi, le saint-père avait déclaré qu'il pourrait changer de ministre, mais qu'il ne changerait pas d'opinion : il avait dit vrai. Le cardinal Gonsalvi, pour n'être pas réputé auteur de la mésintelligence du saint-siège avec l'Empereur, ayant donné sa démission, fut remplacé par le cardinal Casali. La politique du saint-siège resta la même.

Cependant un nouvel orage s'est formé contre Napoléon. Le roi de Prusse l'a appelé sur le champ de bataille, et la victoire d'Iéna a conduit l'Empereur à Berlin. En Prusse, comme à Paris, les affaires de Rome l'occupent encore; il appelle à son quartier général le cardinal Arezzo, nonce du pape à Dresde, et l'invite à se rendre auprès du saint-père pour tâcher de le déterminer à quelque concession. L'homme qui vient de gagner une grande bataille, qui vient d'abattre en un jour une puissante mo-

narchie, trouve ordinairement des oreilles feintes. Pie VII reste sourd aux instances du Napoléon. La nouvelle tentative n'obtient pas plus de succès que les précédentes. Du moment que l'Empereur n'abandonne pas un système dans lequel doivent être compris les États romains, le saint-père ne veut pas plus aujourd'hui qu'autrefois adhérer à ses propositions. Toujours il allègue que son honneur et sa conscience le lui défendent. « L'Empereur », dit-il, « serait plus à plaindre que moi, s'il devenait le persécuteur de l'Eglise. » C'est persécuter l'Eglise que s'attaquer au souverain temporel de Rome. Vainement on veut établir une démarcation entre l'action qu'il exerce comme pouvoir spirituel et son action comme prince souverain; cette distinction, à ses yeux, n'existe pas. Sur ces sortes de questions, il ne s'en rapporte qu'à lui seul. Une fois sa résolution prise, il y tient comme à une inspiration divine. Le pape, d'ailleurs, est inaccessible à tout intérêt humain; il ne tient aucun compte de sa famille; il ne fait rien pour elle; c'est un homme qui descendrait du trône sans regret. Que peut la diplomatie auprès d'un pareil caractère?

Quoique Pie VII soit bien par lui-même tel que ses actes nous le représentent, il est vrai aussi que tout ce qui l'entoure contribue à l'affermir dans ces dispositions. On dit tout haut autour de lui : « Si l'Empereur nous renverse, son successeur nous relèvera. » La plupart des membres du sacré collège sont plus ou moins liés à diverses puissances en guerre avec le gouvernement français et partagent leurs illusions. Tous supposent que, de nouvelles coalitions se formant sans cesse contre ce gouvernement, Napoléon, cent fois vainqueur, finira par être vaincu une fois. Ils ont raison; seulement la défaite se fait attendre plus qu'ils ne supposent, et ils auront succombé avant lui.

Toute glorieuse qu'eut été la campagne de 1807, avant d'arriver à son dénouement, elle avait eu quelque temps ses incertitudes. Tandis que l'Empereur, après la bataille d'Eylau, se préparait, dans ses quartiers d'hiver, à de nouvelles victoires, ses ennemis, qui s'agitaient dans toutes les parties de l'Europe, déployaient en Italie particulièrement une prodigieuse activité. Il ne s'agissait pas seulement de rétablir les Bourbons de Naples; on projetait aussi de rétablir les Bourbons de France. Des lettres interceptées prouvaient que tel était le but des chefs de ces complots. Des trames s'ourdissaient pour l'extermination des Français en Italie. Parmi les motifs qui imposaient la nécessité de renverser du trône tous les Bourbons, en commençant par celui qui était le créateur de tous les autres, on

* Lettre de M. Alquier, du 17 juillet 1806.

* Lettre de M. Alquier, du 21 janvier 1807.

alléguait surtout que c'était le seul moyen de donner une paix stable au monde, qui, depuis le commencement de la révolution française, était bouleversé par l'esprit philosophique. Ce genre d'accusation contre les Bonaparte atteste assez quelle devait être la direction des pouvoirs qui se seraient relevés sur leurs ruines. La guerre contre l'Empereur n'a jamais cessé d'être la guerre contre la révolution.

Pendant plusieurs mois, Napoléon s'était abstenu de correspondre directement avec Pie VII. Il écrivait au prince vice-roi à Milan, et celui-ci écrivait au saint-père. C'était encore sur les retards de l'institution des évêques que portaient les plaintes, et le prince vice-roi citait les paroles de l'Empereur. « Le pape ¹, disait Napoléon au prince Eugène, ne veut donc plus que j'aie des évêques en Italie. Si c'est là servir la religion, comment doivent faire ceux qui veulent la détruire ? » Cependant le pape laissait entrevoir l'espérance qu'il consentirait à donner l'institution canonique aux évêques nommés par l'Empereur, mais cette espérance ² ne se montrait encore que comme une faible lueur dans un volumineux mémoire où le saint-père s'était plu à déployer tous les trésors de son érudition théologique. Professeur avant d'être pape, le pape ne laissait jamais échapper l'occasion de manifester l'habileté du professeur. Pour ranimer la faveur des fidèles, le saint-père s'occupait presque tout entier alors d'œuvres pieuses, et procédait à des canonisations. Cinq bienheureux de plus furent inscrits dans les légendes. De ce nombre était une Française, Colette Boilet, à laquelle on ne songeait guère en France. Cette solennité romaine, la seule qui eût eu lieu depuis un siècle, avait attiré à Rome des catholiques zélés du fond de la Bohême et de la Hongrie.

On avait reçu à Rome, presque en même temps, les nouvelles de la prise de Dantzic, des batailles de Heilsberg, de Friedland et de l'entrevue de Tilsitt. Par esprit de conciliation, le ministre de France engageait le saint-père à se donner le mérite de reconnaître le roi de Naples avant la signature de la paix. Pour tout prince ordinaire, un grand fait politique autorise un changement de système, et on cède sans honte à l'empire de la fortune. Il n'en est pas ainsi de Pie VII. Toutes les prospérités de l'Empereur ne modifient en rien ses dispositions. « J'ai, répondit-il à M. Alquier, informé ³ l'Empereur de mes résolutions. Je ne reviendrai jamais sur les résolutions que je lui ai fait connaître

» dans les lettres qu'il a reçues de moi. » Or, dans les lettres écrites par le saint-père, et à l'Empereur, et à son ministre, il y en avait qui rappelaient la suprême autorité du pape sur toutes les puissances de la terre, souvenir dont l'application actuelle doit paraître un peu étrange à l'homme qui venait de dicter la paix à Tilsitt.

Aussi, dans son retour de Tilsitt à Paris, l'Empereur, qui, à son passage par Dresde, donna une constitution au duché de Varsovie, trouva-t-il le temps d'écrire, de cette même ville, à son ministre à Rome, et au prince Eugène à Milan, pour leur exprimer son vif mécontentement sur la conduite du saint-siège. Dans sa lettre ⁴ à son ministre, M. Alquier, l'Empereur s'indigne que la cour de Rome aille jusqu'à la menace de l'excommunier, de le déclarer déchu du trône. « Sa Sainteté croirait-elle donc que les droits du trône soient moins sacrés aux yeux de Dieu que ceux de la tiare ? Il y avait des rois avant qu'il y eût des papes... Ils veulent, disent-ils, me dénoncer à la chrétienté ! Il y a là une erreur de mille ans de date... La cour de Rome prêche sourdement la rébellion depuis deux ans. Je le souffre du pape actuel ; je ne le souffrirais pas d'un autre pape ! Que veut-il faire en me dénonçant à la chrétienté ? Mettre mon trône en interdit ? M'excommunier ? Pense-t-il donc que les armes tomberont des mains de mes soldats ? Pense-t-il mettre le poignard aux mains des peuples pour m'égorger ? Cette infâme doctrine, il est des papes furibonds qui l'ont prêchée ; mais il m'est encore difficile de croire que l'intention de Pie VII soit de les imiter. Il ne resterait plus alors qu'à essayer de me faire couper les cheveux et de m'enfermer dans un monastère... Il y a là tant d'extravagance, que je ne puis que gémir sur cet esprit de vertige qui s'est emparé de deux ou trois cardinaux qui gèrent les affaires à Rome.

» Le pape actuel s'est donné la peine de venir à mon couronnement. J'ai reconnu, dans cette démarche, un saint prélat ; mais il voulait que je lui cédasse les Légations. Je n'ai pu ni voulu le faire. Le pape est trop puissant... Le pape menace de faire un appel au peuple. Ainsi il en appellera à mes sujets ? Que diront-ils ? Ils diront, comme moi, qu'ils veulent la religion, mais qu'ils ne veulent rien souffrir d'une puissance étrangère ⁵... Je tiens ma couronne de Dieu et de la volonté de mes peuples. Je serai toujours pour la cour de Rome Charlemagne

¹ Lettre du 1^{er} mai 1807.

² Lettre de M. Alquier, du 18 juin.

³ Lettre de M. Alquier, du 20 juillet 1807.

⁴ Lettre de Dresde, le 22 juillet ; elle est de dix à douze pages.

⁵ Ici se trouvait une menace faite au saint-père de ne

« et non Louis le Débonnaire. Si, par les châteaux qui me sont faites, les prêtres de Rome croient obtenir un agrandissement temporel, ils se trompent. Je ne donnerai pas les Légations pour un accommodement. » En finissant, l'Empereur chargeait M. Alquier de demander au pape qu'il envoyât à son ministre à Paris des pouvoirs pour traiter sur les propositions précédemment faites au saint siège.

La lettre que l'Empereur avait écrite de Dresde au prince Eugène, n'était pas moins vive. Celui-ci se hâta d'en faire part au saint-père.

En conséquence des ordres de l'Empereur, M. Alquier avait eu une entrevue avec le pape dans les premiers jours du mois d'août. Le saint-père consentait à ouvrir une négociation; mais il ne voulait pas que Paris en fût le siège. Il ne se refusait pas à la laisser transporter à Paris pour la signature; mais c'était à Rome que la discussion devait avoir lieu. Indépendamment des autres motifs qui le déterminaient, il disait que son nonce en France, le cardinal Caprara, n'était pas de force à se mesurer contre un habile parleur comme M. Portalis. Dans cette première conférence, M. Alquier ne put rien obtenir de plus. Le lendemain, il en eut une seconde, dont le début n'était pas encourageant. Le pape commença par lui dire « qu'il était depuis longtemps persuadé que l'Église, pour reprendre une nouvelle force, avait besoin d'une persécution... que la foi s'était attériorée... qu'il était prêt à tout souffrir et à se sacrifier pour remplir le devoir qui lui était imposé par la foi. » Cependant, après deux heures de débats, le saint-père consentit à laisser la négociation s'ouvrir en France; mais il ne voulait pas la confier au cardinal Caprara, il préférait envoyer un négociateur spécial, et il désignait pour cette mission le cardinal Litta.

Ce choix n'annonçait pas encore des intentions bien conciliantes. Le cardinal Litta était en effet connu comme l'un des conseillers qui nuisaient le plus au bon accord avec le gouvernement français. Aussi le saint-père fut-il invité à nommer un autre négociateur. En même temps une alternative lui fut proposée. « La fausse politique¹ de la cour de Rome, dit au nonce Caprara M. de Champigny, « nouveau ministre des relations extérieures, lui a déjà fait perdre trois provinces. L'Empereur est loin de vouloir lui en enlever encore trois autres, mais sa sûreté l'exigerait, si le saint-père conti-

nuait à suivre de mauvais conseils. » Il faut à l'Empereur une garantie. Cette garantie, ce doit être ou un changement de système dans le gouvernement pontifical, ou un moyen de communication immédiate entre les royaumes d'Italie et de Naples. La communication pourrait s'opérer par la réunion de la marche d'Ancone, du duché d'Urbino et de la province de Camerino à l'un de ces deux royaumes. Dans ce dernier cas, le saint-père conserverait la neutralité à laquelle il tient si vivement, parce qu'elle cesserait d'être aussi dangereuse, puisque, concentrée dans un cercle moins étendu, elle laisserait au reste de l'Italie la liberté de ses mouvements et la facile disposition de toutes ses forces. Cette dernière proposition n'est pas de nature à être volontairement acceptée; mais quoiquo le saint-père ne soit nullement disposé à se dessaisir de la moindre portion de son territoire, il ne s'en montre pas plus complaisant à modifier la direction de son gouvernement temporel. C'est avec beaucoup de peine qu'il se détermino à choisir un négociateur qui puisse être agréable en France. M. Alquier lui fait connaître que l'Empereur verrait avec plaisir le cardinal de Bayanne ou le cardinal Vincenti. C'est le cardinal Pacca que veut envoyer le saint-père. Enfin, après plusieurs jours de tergiversation, il se résigne à nommer le cardinal de Bayanne. En annonçant cette nomination à l'Empereur, il lui exprime l'espoir que toutes les difficultés pourront s'apaiser, et parle du bruit qui s'est répandu d'un voyage de l'Empereur à Rome. « Dans ce cas², nous ne céderions à personne l'honneur de recevoir un hôte si illustre. » Le palais du Vatican, que nous ferions disposer, serait destiné à recevoir Votre Majesté et sa suite. Toutes les affaires qui alors auraient déjà été arrangées à Paris, nous pourrions à Rome les augmenter de concert et les rendre plus prospères pour le bien de la religion catholique dont Votre Majesté doit être le soutien. » Il est à regretter pour Napoléon lui-même, qu'il n'ait pas eu alors une entrevue avec le saint-père. Peut-être aurait-il obtenu de Pie VII quelque concession qui eût prévenu leur rupture.

Avant de quitter Rome, le cardinal de Bayanne dit à M. Alquier que, si l'Empereur voulait, comme Charlemagne qu'il aimait à rappeler, prendre le titre d'empereur d'Occident, le saint-père ferait peu de difficulté de lui reconnaître ce titre. Cette reconnaissance par le pape serait, suivant ce car-

plus le reconnaître que comme évêque de Rome, et de réunir, dans un concile, les Églises gallicane, italienne, allemande et polonaise; mais ce passage avait été ensuite supprimé par l'Empereur.

¹ « Il più gran parlatore del mondo. » Paroles de Pie VII.

² Note du 19 août 1867.

³ Lettre du 11 septembre 1867.

dinal, l'équivalent de l'accession du saint-siège au système fédératif français. Il paraît que l'Empereur tenait plus à la puissance réelle résultant du fait d'une confédération qu'à l'adoption d'un titre de plus, qui d'ailleurs eût pu faire naître plus d'un genre d'embarras. Nous ne croyons pas qu'il ait été donné aucune suite à cette insinuation du cardinal de Bayanne.

Au moment où la négociation va s'ouvrir, l'Empereur, qui regarde comme de bon augure la mission en France de ce cardinal, fait connaître sur quelles bases il entend traiter¹. Il lui importe peu qu'il y ait à Rome quelques Anglais de plus ou de moins. Ce qui lui importe, c'est que le souverain temporel de Rome marche dans le sens de la France; que, placé au milieu du grand empire, environné par ses armées, il ne soit pas étranger à ses intérêts et à sa politique. Rome ne s'est jamais séparée de la politique de l'Europe. Souvent elle a joué un rôle trop actif, et ses princes ont été plus d'une fois les moteurs des guerres qui ont dévasté cette partie du monde; mais ce n'est pas le moment de s'isoler, quand cet isolement devient préjudiciable aux intérêts du reste de l'Italie. Par ménagement pour les scrupules du pape, l'Empereur ne lui demande de se liquer avec lui que contre les Turcs et contre les Anglais; contre les Turcs, nation infidèle contre laquelle les papes ont soulevé jadis toute la chrétienté; contre les Anglais, nation hérétique, qui s'oppose à la paix du monde, et même traite chez elle les catholiques en ennemis. C'est l'intérêt de l'humanité, c'est la voix de soixante millions d'hommes qui crie : « Forcez l'Angleterre à vivre en paix avec nous, à nous rendre nos côtes, nos ports, nos vaisseaux, nos relations maritimes et commerciales. » Si seul sur le continent le pape voulait rester attaché à cette puissance, le devoir du chef de l'empire ne serait-il pas de réunir immédiatement à ses États la partie de ses domaines qui s'en isole par sa politique, et d'annuler la dotation de Charlemagne dont on a fait une arme contre son successeur? Les droits du trône sont différents de ceux de l'autel, et on a toujours fait une distinction entre l'encensoir et le diadème.

L'arrangement des affaires spirituelles ne serait pas difficile. Pour la France, il ne doit pas en être question. L'Eglise gallicane a ses privilèges, et aucun schisme ne la divise. L'Empereur a fait au-delà de ce que le concordat lui prescrivait. Plus de quarante millions sont employés par lui pour le clergé; il honore et fera toujours honorer la religion.

A l'égard de l'Italie, il y a plusieurs points contestés. Le premier concerne les moines. La volonté de l'Empereur à cet égard est arrêtée, et il y persévérera d'autant plus fermement, qu'à Rome on a projeté le rétablissement des jésuites. Il détruira les moines partout où s'étendra sa domination. Il les supprimera par la force de ses lois. Ce n'est pas sur les moines que la religion est fondée; elle a existé et fleuri longtemps avant leur institution.

L'Empereur veut que les provinces vénitiennes soient comprises dans le concordat conclu pour le royaume d'Italie. Comment ce concordat ne leur serait-il pas applicable, puisqu'elles font partie de ce royaume?

Enfin l'Empereur ne veut pas que les évêques du royaume d'Italie soient obligés d'aller recevoir l'investiture à Rome. Cependant il consent à tenir cette dispense de la bonne volonté du pape.

En général, pour les affaires temporelles, l'Empereur agira comme aurait agi Charlemagne, de qui il est héritier, comme a agi Charles-Quint, qui était loin d'avoir les mêmes droits. Tels étaient les principes d'après lesquels devait traiter le ministre impérial.

Tandis qu'à Paris on croit que la négociation va prendre une marche rapide, à Rome on prépare au cardinal de Bayanne des instructions faites pour l'arrêter à chaque pas. Si le saint-père, suivant un moment son inclination personnelle, montre un véritable désir de conciliation, bientôt les cardinaux Antonelli, Pietro, Roverella, ainsi que les moines qui l'obsèdent et forment sa société ordinaire, exercent sur son esprit une forte influence dans un sens tout opposé. Le cardinal de Bayanne aura ainsi de très-volumineuses instructions, mais des pouvoirs extrêmement limités.

La temporisation devait avoir son terme. Nous avons vu quelles résolutions avaient été arrêtées à Tilsitt. Il a été convenu entre les deux empereurs qu'il ne resterait pas sur le continent un seul port qui ne fût fermé aux Anglais. Deux puissances résistent, le Portugal et la Suède. La France marche contre le Portugal, et la maison de Bragançe va perdre ce royaume. La Russie marchera contre la Suède, et la Suède perdra la plus belle de ses provinces. L'Autriche elle-même rappelle de Londres son ambassadeur et s'unit au système continental; et, quand tout cède, le pape seul résiste! Quand il ne doit plus y avoir de neutralité sur le continent, le pape seul persiste à rester neutre, et, fondant sur un motif religieux son opinion politique, il ajoute : *L'Eglise a besoin de persécution!* Toute autre patience que celle de l'Empereur eût pu se lasser : il négocie encore, mais il prévoit que si la négociation n'est pas soutenue par la force, elle sera infruc-

¹ Lettre de M. de Champagny, du 12 septembre, au nonce cardinal Caprara.

tueuse. Il fait prévenir¹ M. Alquier que le général Lemarrois part avec ordre d'occuper les trois provinces d'Ancone, Urbini et Macerata. Ce ministre ne doit rester à Rome qu'autant qu'on donnerait au cardinal de Bayanne des pouvoirs pour traiter sur la base des intentions de l'Empereur.

Tout à coup la scène change à Rome. « Si mon » accommodement² avec l'Empereur, dit le saint-père, tient à ce que je ne déclare contre les Anglais, la conciliation sera bientôt consommée. » Puis il promet de donner des pouvoirs au cardinal de Bayanne pour stipuler son adhésion à un système fédératif contre les Anglais et les infidèles. Quant aux moines, l'Empereur est bien le maître de les supprimer. Sa Sainteté ne s'en apercevra pas. Ainsi s'expliqua le saint-père le 11 octobre. Il venait d'apprendre la mission du général Lemarrois et son objet. On avait espéré fatiguer l'Empereur par la résistance, et échapper par la ruse. La nécessité commande et on obéit; mais fallait-il s'étendre et la nécessité? Cependant que deviennent ces obstacles de foi et de conscience que depuis trois ans le saint-siège oppose aux prières, aux instances, aux menaces de l'Empereur? La foi était donc un prétexte, la conscience un vain mot; les scrupules pieux ne servaient qu'à voiler des calculs humains! La réflexion est affligeante, mais il est difficile de ne pas la faire. Au reste, la concession est plus apparente que réelle, et les scrupules ne tarderont pas à revenir.

Aussitôt que le cardinal de Bayanne fut arrivé à Paris, un projet en douze articles, proposé par le gouvernement français, fut le texte de quelques entretiens entre ce cardinal et le ministre des affaires étrangères. Ce projet ne présente guère que les conditions déjà indiquées. En voici la substance :

Les articles 1^{er} et 2^e renferment l'engagement, pour l'Empereur, de défendre les intérêts du saint-siège contre les Anglais et les infidèles; pour le saint-père, de faire cause commune avec l'Empereur dans toutes les guerres contre les infidèles et les Anglais.

L'article 3 porte que les ports des États romains seront fermés aux Anglais, et que des troupes françaises auront la garde d'Ancone, d'Ostie et de Civita-Vecchia.

D'après l'article 4, il doit être fait des travaux à Ancone, sous la direction d'un officier français.

Suivant les articles 5 et 6, le saint-siège pourvoira à l'entretien des troupes françaises à Ancone et de celles qui traverseront les États romains.

Les articles 7 et 8 sont relatifs à la reconnaissance des rois de Naples et d'Italie, avec reconnaissance du saint-siège à tous droits sur le royaume de Naples.

Les articles 9, 10, 11 et 12, portent l'admission dans les consistoires d'un nombre de cardinaux français égal au tiers de la totalité, l'extension du concordat du royaume d'Italie aux provinces vénitiennes, l'engagement du saint-siège de ne rien faire contre les libertés de l'Église gallicane, et de conclure un concordat pour les affaires ecclésiastiques d'Allemagne.

Si les assurances données à M. Alquier, le 11 octobre, ont été sincères, il semble qu'il n'y a dans ces conditions aucun article sur lequel il ne doive être possible de s'entendre; mais il paraît que le pape s'était bientôt reproché d'avoir donné des pouvoirs trop larges au cardinal de Bayanne; il lui adjoignit un collègue dans la personne du cardinal della Genga³, et, peu de jours après l'arrivée de ce dernier à Paris, le cardinal de Bayanne reçut du saint-père un courrier qui lui apportait la défense de signer aucun des stipulations auxquelles il aurait eu devoir consentir, sans les avoir auparavant envoyées à Rome. C'était de nouveau retomber dans des lenteurs infinies. Sur la notification qui en fut faite au ministre des affaires étrangères par ce cardinal, M. de Champagny, qui avait accompagné l'Empereur à Milan, lui répondit que l'Empereur voyait avec peine cette suspension de ses pouvoirs.

Le saint-père persistait à ne pas vouloir reconnaître le roi de Naples; il ne voulait point consentir à l'augmentation du nombre des cardinaux français, ni faire exécuter de nouveaux ouvrages à Ancone. Comment est-il possible que, pour de pareilles difficultés, un prince éclairé compromette le sort de ses États? Au retour du voyage de Milan, M. de Champagny, après avoir récapitulé les griefs de l'Empereur contre le saint-siège, finissait par dire au cardinal de Bayanne : « Que la négociation⁴ » soit donc rompue, puisque ainsi le veut le pape, » et qu'il n'y ait plus entre ses États et ceux de Sa Majesté aucune relation pacifique. » En donnant aussi une pareille communication au cardinal della Genga, M. de Champagny témoignait que, si les dispositions du saint-père venaient à changer, les négociations commencées à Rome pourraient être reprises, et que même l'Empereur le désirait vivement par intérêt pour l'Église et pour le saint-siège.

De ce moment l'occupation de tous les États ro-

¹ Lettre de M. Alquier, du 11 octobre 1807.

² Le 23 septembre 1807.

³ Ce cardinal a depuis été pape.

⁴ Note du 9 janvier 1808.

moins a été résolue; occupation qui sera temporaire si le pape accède aux propositions françaises, qui sera définitive, s'il s'obstine dans ses refus. Des ordres sont expédiés pour que l'armée française soit le 23 janvier à Pérouse, le 3 février à Rome. La destination de l'armée, dans sa marche, paraîtra être pour Naples. Le commandant de ce corps d'armée, le général Miollis, fera occuper le château Saint-Ange. Son titre sera celui de commandant de la division de l'Adriatique. Que le saint-siège mette ses troupes sous les ordres de ce général, et ce dernier ne se mêlera point de l'administration du pays.

Dans les instructions pour l'exécution de ses ordres, tant au général Miollis qu'au ministre de France à Rome, l'Empereur déclare de nouveau qu'il ne veut rien ôter au pape, qu'il ne lui demande rien que d'entrer dans son système. Cette protestation est répétée sous vingt formes différentes. L'Empereur ne veut exercer à Rome d'autre influence que celle qu'il exerce à Naples, en Espagne, en Bavière et dans les autres États allemands de la confédération du Rhin. Il n'entend donc pas être maître de Rome, il veut y régner seulement autant qu'il est nécessaire pour que cette petite planète n'ait point une marche rétrograde et contraire à celle des grands corps qui l'environnent et qu'elle doit suivre dans leur route. Trois ans de négociations n'ont pu amener ce résultat. Trois jours d'exercice du pouvoir militaire conduiraient au but; mais l'Empereur désire beaucoup n'être pas obligé d'aller au delà. A ces déclarations se mêlent pourtant des menaces de réunion, si le saint-siège venait à donner des bulles ou à faire d'autres publications hostiles contre lui.

Le cas de l'opiniâtreté du saint-père est prévu par l'Empereur. Pour cette hypothèse², il n'hésite plus. Il faut que le séjour des troupes à Rome accoutume le peuple à vivre avec elles et sous leur police, afin que, si la cour papale continue à se montrer aussi insensée qu'elle l'est, elle ait cessé insensiblement d'exister sans qu'on s'en soit aperçu. Le mot est prononcé; l'hypothèse est indiquée, on pourra cesser le gouvernement temporaire de la cour de Rome.

Si l'Empereur avait l'intention arrêtée d'envahir plus tard les États romains, sa manière de procéder est mal entendue. On le blâmerait moins de s'en être emparé dès le commencement de 1808, que d'avoir négocié un an de plus avec le saint-père pour finir par les lui enlever en 1809. Tout nous autorise à croire que Napoléon ne voulait, de bonne foi, que forcer le saint-père à se placer, envers la

France, dans la même position que les princes de la confédération du Rhin; mais, dans ce cas encore, la marche qu'il suit est impolitique. Il eût mieux valu, le jour où notre armée est entrée à Rome, annuler la puissance temporelle du pape, sauf à la lui rendre ultérieurement, que de laisser subsister un gouvernement civil à côté d'un gouvernement militaire, ce qui va produire des collisions perpétuelles. Jusqu'à présent tous les débats ont été concentrés dans le cabinet des deux princes, et le public les a ignorés. La querelle va éclater au grand jour; la discussion ayant fait place aux actes, les apparences seront en faveur du saint-père et contre l'Empereur. Les formes de la persécution vont donner plus de relief à la fermeté de Pie VII, et ce pontife, malgré son humilité extérieure, fier de la lutte qu'il soutient seul, sans troupes, contre le plus puissant monarque de la terre, puisera dans ces circonstances nouvelles des motifs d'indéfectibilité de plus. Toutefois, par l'exposé des faits que nous avons présentés, on jugera si c'est l'Empereur seul qu'il faut accuser des mesures sévères auxquelles il s'est déterminé après trois ans de controverse et d'instances sans résultat.

Dans le moment où à Paris, le 9 janvier, la négociation s'était cessée avec le cardinal de Bayanne, le ministre de France avait remis à Rome un ultimatum en six articles. De la part du saint-père, ce furent toujours les mêmes difficultés. Il consentait à fermer ses ports aux Anglais, mais seulement dans la guerre actuelle et sans entrer dans un pacte offensif. Sa conscience ne lui permettait rien de plus. Accorder au clergé français un tiers de la nomination des cardinaux, ce serait renverser la constitution de l'Église. Reconnaître le roi de Naples sans l'hommage, la haquenée et le tribut, ce serait blesser les droits de la souveraineté du saint-siège. Le 20 janvier il fit appeler M. Alquier pour lui faire part de ses intentions. « L'Empereur » veut tout ou rien, lui dit-il; vous savez à quels » articles je consens, je ne puis souscrire aux autres. » Il n'y aura pas de résistance militaire. Je me » retirerai au château Saint-Ange. On ne tirera » pas un seul coup de fusil, mais il faudra que votre » général fasse briser les portes. Je me placerai à » l'entrée du fort. Les troupes seront obligées de » passer sur mon corps, et l'unique saurait que l'Em- » pereur a fait fouler aux pieds celui qui l'a sacré. » Dieu fera le reste. » Ces paroles de Pie VII présagent sa conduite future. Pour le moment, elles ne furent qu'une vaine explosion de la colère de l'homme et de l'orgueil du pontife. On ne fut point réduit à briser les portes du château Saint-Ange.

¹ Le 22 janvier 1808.

² Lettre du 25 janvier 1808.

Le commandant en fit la remise, à la première demande. Aussitôt, protestation du saint-père et notes de son ministre. « Résigné, comme ¹ il l'est » dans l'humilité de son cœur, aux jugements impénétrables du Très-Haut, le saint-père met sa cause entre les mains de Dieu, et ne voulant pas toutefois manquer à l'obligation indispensable où il est de garantir les droits de sa souveraineté, il nous a commandé de protester, comme il proteste, en son nom et au nom de ses successeurs contre toute occupation de ses domaines, et il entend que les droits du saint-siège sur ces domaines demeurent, à présent et à l'avenir, intacts et entiers. » À partir de ce moment, chacun des actes de l'armée française devient le texte d'une réclamation du gouvernement pontifical auprès du ministre de France, et d'une communication aux ministres étrangers en résidence à Rome. De son côté, le ministre de France ne manquait pas de sujets de plaintes. La première porta sur le style violent de la proclamation affichée par ordre de la secrétairerie d'État, relativement à l'arrivée des Français, et la secrétairerie d'État répondait qu'elle n'avait fait qu'obéir à la volonté formelle du saint-père. On prévoit ce que va produire d'incidents fâcheux le conflit quotidien de deux volontés contraires. Cependant le général Miollis et son état-major furent présentés à Sa Sainteté qui les accueillit avec beaucoup de distinction : « Vous êtes célèbres dans l'Europe » par votre courage. Je rends justice au soin que vous mettez à faire observer la discipline. » Un moment après, l'homme bienveillant et gracieux faisait place au pape opiniâtre et superbe. On n'a pas connu ² le pape en France, écrivait Alquier à M. de Champagny, si on l'a regardé comme un homme doux, simple et facile. « Il faut s'attendre qu'il descendra, avec le plus grand éclat, du rang où il est placé, et on le verra entouré d'un intérêt plus vif et plus général qu'on ne l'imagine. » La prédiction était vraie; elle s'accomplira dans toute son étendue.

L'hostilité était commencée aussi de la part du saint-siège. C'est un usage à Rome le jour de la Chandeleur, que le pape bénisse des cierges qui ensuite sont distribués par ses ordres entre tous les souverains catholiques. Jusqu'à 1808, les princes et princesses de la famille impériale de France avaient été compris dans cette distribution, mais, en 1808, ils n'eurent point part à cette faveur. Le souvenir en revint à Napoléon, lorsqu'à la fin de cette année, ainsi que nous le verrons plus tard,

il poursuivait, en Espagne, l'armée anglaise dans sa retraite sur la Corogne. « Voici, écrivait-il ³ à son ministre des relations extérieures, comme j'entends qu'on se conduise à mon égard. Moi chargé d'affaires fera connaître que le jour de la Chandeleur, je reçois des cierges bénits par mon curé; que ce n'est ni la pourpre ni la puissance qui donnent de la valeur à ces sortes de choses. Il peut y avoir en enfer des papes comme des curés. Ainsi le clergé béni par mon curé peut être une chose aussi sainte que celui du pape. Je ne veux pas recevoir ce que donne le pape, et tous les princes de ma famille doivent en faire autant. »

Dès les premiers jours de l'occupation de Rome, le pape avait déclaré au ministre de France qu'il se regardait comme en prison; et qu'il n'entendrait à aucune proposition tant qu'il y aurait des troupes françaises dans sa capitale. Pour faire croire à l'Europe qu'il est prisonnier en effet, il change toutes ses habitudes. Chaque jour, il faisait une promenade en voiture; il n'en fait plus. Chaque jour, il visitait les églises; il ne les visite plus. Il semble regretter que son emprisonnement ne soit pas réel. Loin d'être accessible à la crainte, on voit qu'il aime jusqu'aux traverses et aux agitations qui marquent son règne; il trouve qu'elles donnent à son pontificat un caractère de grandeur qui le recommande à l'intérêt de l'histoire. Napoléon fait tout ce qu'il peut pour ne point paraître tenir le pape enfermé dans le château Saint-Ange, comme le fit Charles-Quint. Pie VII, au contraire, voudrait être traité avec la même rigueur que le fut Clément VII, afin de faire voir qu'il n'était pas capable d'acheter, comme lui, sa liberté. L'avenir donnera un démenti et au pape et à l'Empereur. Quoique, le 9 janvier, M. de Champagny eût rompu la négociation avec le cardinal de Raynue, il ne laissait pas d'avoir encore des relations avec ce cardinal. Le 15 février, il lui écrivait : « Les troupes françaises resteront à Rome jusqu'à ce que le saint-père soit entré dans la confédération italienne, et qu'il ait adhéré à la ligue défensive et offensive que l'empereur des Français, le roi d'Italie et le roi de Naples, ont signée. Cette condition est la seule que nous proposons de l'Empereur. » Il fait en outre que le pape renonce à ses prétentions sur Naples. Souveraineté, haquenée, trait, sont des choses maintenant inadmissibles. En renouvelant ces déclarations, l'Empereur fait aussi une concession de son côté. Il

¹ Déclaration du cardinal Casoli, du 2 février 1808.

² Lors de l'élection de Pie VII, un cardinal avait dit : « Vous voulez Chiaramonti, ce sera un petit pape dans

les petites affaires; mais si les circonstances devenaient grandes, il serait aussi grand qu'elles. »

³ Lettre datée de Benavente, le 1^{er} janvier 1800.

se désiste de la demande d'une nomination de cardinaux, proportionnée à la population de l'empire. Il se contentera du nombre qui appartenait aux États réunis à la France, et il consent que ce soit l'objet d'une négociation particulière. Le même jour on donnait l'ordre à M. Alquier de s'expliquer en ce sens à Rome, et surtout d'engager cette cour à s'abstenir de publications ennemies. La guerre des publications avait commencé. Il y avait même un autre genre de guerre que ne faisait pas encore le pape, mais qui faisait son armée religieuse. Déjà le confessionnal et la chaire prononçaient des anathèmes plus ou moins hardis contre les Français. Entre autres exemples, un moine augustin avait, dans un sermon, fait l'allusion la plus frappante aux circonstances actuelles de l'Église, en expliquant l'histoire des Machabées et en rappelant les persécutions d'Antiochus contre le grand prêtre. Ses peintures passionnées avaient vivement ému tout son auditoire. Dans la nuit qui suivit ce sermon incendiaire, les madones placées dans le voisinage de l'Église sont brisées; le matin, on s'assemble, on s'agite, et les âmes dévotes se répandent en malédictions contre les Français, auteurs infatigables de ces profanations.

Ainsi prétendait le fanatisme à des écarts qui auraient pu devenir dangereux, si la main ferme de l'autorité française n'avait pas su les comprimer. Au reste, ce fanatisme n'était que dans les derniers rangs du clergé et du peuple. Rien de moins fanatique que des cardinaux romains. Chez eux tout est calcul; mais ce fanatisme qu'ils n'ont pas, ils le nourrissent dans les autres, s'il peut être utile à leurs vues. L'opinion des habitants de Rome mérite à peine qu'on en tienne compte. Sans doute il y a là comme ailleurs des esprits plus avancés qui aspirent à des améliorations dans l'ordre social auquel ils appartiennent. Ce nombre est peu considérable; il a besoin, pour s'accroître, que les événements viennent favoriser ce genre de disposition. En général, les hommes des classes élevées tiennent à la papauté par des intérêts. Quelques-uns, à peu près indifférents à tout, sont prêts à reconnaître la souveraineté que leur imposera la fortune. Après le suprême pontificat, la première dignité est celle du sénateur de Rome. C'est ce personnage qui dans le monde moderne, représente seul l'ancien sénat romain. Ce sénateur de Rome est un *dilettante* qui fait un voyage à Naples uniquement pour entendre de la musique de Zingarelli. Du patriotisme, de la nationalité, sont à Rome des sentiments inconnus; mais en

revanche, il y a là de l'ignorance, de la superstition, des passions vives, et l'habitude du poignard, tous éléments dont le clergé, quand il le veut, entend à merveille l'usage, et contre lesquels l'autorité française fait bien de se prémunir.

Pour diminuer le nombre des mauvais conseils qui assiègent le saint-père, les cardinaux napolitains ont reçu du général Miollis la sommation de se rendre à Naples, afin d'y prêter serment à leur nouveau souverain. Cet ordre donné à des cardinaux parait une injure au saint-père. Il leur fait défendre d'y obéir. Un d'eux se rend auprès de lui pour le prier, en leur nom commun, de lever cette défense. Il s'y refuse. Après une longue discussion, il leur permet d'aller à Naples, à condition qu'ils s'y feront conduire de force. Dans ce cas, il les autorise à prêter serment, et seulement comme sujets; il leur interdit de le prêter comme cardinaux. Les représentations qu'ils lui font ne le touchent pas : « Eh bien, vous serez martyrisés. » Selon le saint-père, l'enlèvement par force prouvera la persécution, d'où sortira le schisme, seul moyen de sauver l'Église. C'est un homme que nous voulons croire véritablement pieux, c'est le pape Pio VII qui s'exprime ainsi! Étrange effet de l'égarement que produit l'odieux mélange des intérêts de la terre et de ceux de l'éternité! Quelques cardinaux partirent d'eux-mêmes. D'autres attendirent l'emploi de la force pour s'y déterminer.

Le mois suivant, cette mesure, appliquée d'abord aux cardinaux napolitains, fut étendue à ceux de Gènes, du Piémont et du royaume d'Italie. Le ressentiment du saint-père éclata dans toute son amertume. Le séparer des membres du sacré collège, c'était détruire le régime spirituel de l'Église. Les lettres adressées par le pro-secrétaire d'État aux cardinaux et aux ministres étrangers, sont un appel au jugement de Dieu et des hommes sur cette insulte énorme à la dignité du cardinalat, qui est en même temps un outrage contre la personne sacrée du saint-père.

A toute heure, beaucoup d'autres difficultés s'élevaient entre l'autorité française et le saint-siège. Cette autorité s'est emparée de l'administration des postes; elle a établi des surveillants dans les imprimeries; elle a incorporé aux troupes françaises les troupes pontificales. Le pape, pour témoigner qu'il ne reconnaît plus comme lui appartenant les troupes qui obéissent à un commandant étranger, donne une cocarde particulière au corps des troupes qui forme la garde de sa personne. Aussitôt cette cocarde nouvelle est donnée aussi aux troupes pontificales incorporées aux Français. Il n'est pas une de ces circonstances qui ne fasse éclore des dis-

* Lettre du cardinal Doisi Pamphili, pro-secrétaire d'État, aux cardinaux napolitains, du 8 février.

eussions, des déclarations, des protestations de toute espèce. Nous rapportons ces faits sans les excuser. Ils sont la triste conséquence de la fausse position d'une autorité militaire qui eberche à enchaîner, dans les mains du pape, l'autorité civile, tout en paraissant la respecter. Le respect véritable étant incompatible avec les précautions que la prudence ordonne, une suspension absolue de tout pouvoir dans les mains du saint-père, ou même une oppression franche, aurait eu plus de dignité et offert moins d'embarras que la situation équivoque où, en voulant lui laisser une sorte de liberté d'action, on est sans cesse occupé à gêner cette action et à en contrarier tous les mouvements. Ainsi le pape veut établir un nouvel impôt, et c'est l'autorité française qui s'y oppose, parce qu'elle voit dans cette volonté l'intention d'aigrir les esprits contre les Français, dont la présence seule paraîtrait avoir exigé cette charge nouvelle.

Ce fut alors que le pape donna un bref portant menace d'excommunication contre l'empereur des Français. Après avoir énuméré ses griefs contre Napoléon, par lesquels il tenaient tous à des questions temporelles, le saint-père ajoutait : « Vous abusez » de la force en foulant aux pieds les devoirs les » plus saints, surtout au préjudice de l'Église. Vous » nous obligerez ainsi à faire, dans l'humilité » de notre cœur, usage de cette force que le Dieu » tout-puissant a mise dans nos mains, si par la » suite... » Quelques écrivains ont depuis déclaré ce bref apocryphe. Nous ne mettons aucune importance à démentir cette allégation; mais si le pape a bien pu, en 1809, excommunier réellement l'empereur Napoléon, nous ne voyons pas pourquoi on cherche à le disqualifier d'en avoir fait la menace en 1808. Il est au contraire dans les usages, et peut-être dans les devoirs de la cour de Rome, d'avertir ¹ avant de frapper, et le bref comminatoire du 27 mars n'est ni plus ni moins violent que vingt autres pièces très-authentiques émanées du saint-siège.

Le ministre de France Alquier avait quitté Rome, mais en y laissant un chargé d'affaires. Le pape alla plus loin; il révoqua totalement les pouvoirs de son légat en France, le cardinal Caprara. Ce cardinal donna connaissance de son rappel au gouvernement français dans les derniers jours du mois de mars. La première réponse de l'Empereur à cette notification fut un décret ² du 2 avril qui promouva la réunion des provinces d'Urbain, Ancône,

Macerata et Camerino au royaume d'Italie. Les autres dispositions de ce décret ordonnaient l'organisation de ces provinces en trois départements, suivant les lois et règlements de ce royaume. Ce fut là le premier acte de spoliation exercé par l'Empereur contre Pie VII. D'après la connaissance que nous avons maintenant du caractère du pape, il est aisé de prévoir que rien ne le fera fléchir, et que son obstination doit évidemment le conduire à la perte totale de ses États. Cette obstination est-elle digne d'éloge ou de blâme? Dans la contestation qui a eu lieu sous nos yeux, est-ce le saint-père qui a tort? est-ce Napoléon? N'ont-ils pas jusqu'à un certain point tous deux tort, tous deux raison? L'Empereur ne pouvait-il pas se contenter du consentement du pape à fermer ses ports aux Anglais dans la guerre actuelle, sans vouloir absolument qu'il entrât dans une ligue défensive et offensive avec les royaumes de Naples et d'Italie? De son côté, lors que l'Empereur ne demandait au saint-père que de se placer avec lui dans la même position où sont la plupart des puissances du continent, le saint-père, par ses refus obstinés, ne montre-t-il pas plus d'entêtement que de fermeté véritable? n'est-ce pas là s'attacher aux mots plus qu'aux choses? n'est-ce pas aussi une prétention déplacée de Pie VII, après tous les bouleversements que l'Italie a éprouvés depuis quinze ans, d'exiger encore, pour prix de la reconnaissance du roi de Naples, le tribut et la haquenée, vieille prétention qui a été l'objet de tant de débats dans des temps déjà bien éloignés de nous? Sans doute tout homme qui sacrifie à une opinion, quelle qu'elle soit, sa puissance et ses domaines, fait toujours un grand acte d'abnégation. S'il se mêle à cette opinion un intérêt religieux même aveugle, cette opinion paraît plus respectable encore; mais, d'autre part, il faut bien convenir que les demandes de l'Empereur n'ont rien qui ne puisse être accepté par le plus saint des pontifes; que le pape exige, en faveur de ses États, une exception extraordinaire que rien ne justifie, et que définitivement, si ce prince de l'Église perd sa souveraineté temporelle, c'est qu'il l'a voulu, puisque, d'un mot, et jusqu'au dernier jour, il pourrait la sauver. Quoique le dénoûment soit prévu, la continuation de ces débats, dont nous reprendrons plus tard le récit, ne cessera pas d'offrir de l'attrait à la curiosité, parce que c'est toujours un combat intéressant que celui d'une force morale contre une force matérielle. Quoique ce

¹ Ainsi, en 1853, un autre pape a donné un bref comminatoire d'excommunication contre l'empereur don Pedro, agissant en Portugal au nom de la reine dona Maria, sa fille.

² Comme les considérations sur lesquelles l'Empereur fonde ce décret seront contestées par le saint-siège, nous nous réservons de les rapporter plus tard.

soit ici la lutte de l'esprit religieux d'un autre siècle contre l'esprit philosophique de notre âge, le combat sera tel, qu'il fera mettre en doute de quel côté se trouve la politique la plus habile, ou dans la fière exaltation d'humilité chrétienne qui se jette

à plaisir dans des tribulations qu'elle pourrait éviter, ou dans la puissance, d'ailleurs réfléchie, mais trop impatiente d'obstacles, qui se laisse conduire par degrés à des rigueurs sans fruit et à un envahissement sans gloire.

CHAPITRE IV.

AFFAIRES EXTÉRIEURES.

Contraste de la conduite de Napoléon envers Pie VII et de sa conduite avec les Bourbons d'Espagne. — Mouvements de troupes françaises vers l'Espagne. — Contribution extraordinaire imposée au Portugal. — Enquête de Napoléon sur les dispositions du peuple espagnol. — Dispositions des masses favorables à l'Empereur. — Tendance de Napoléon à envahir les provinces de l'Èbre. — Mélange fatal d'une ambition de famille à une ambition d'intérêts français. — Anciennes prétentions de la France sur la Catalogne et la Navarre. — Motifs allégués pour justifier l'entrée des Français en Espagne. — Simulation d'un accord préalable de la part du prince de la Paix. — Communications actives entre Paris et Madrid. — Préparatifs de départ pour le prince de la Paix et même pour le roi. — Bruits du départ de la cour pour le Mexique. — Proclamation du roi pour démentir ces bruits. — Émeute à Aranjuez contre le prince de la Paix. — Agitation dans le même sens à Madrid. — Abolition de Charles IV. — Arrestation du prince de la Paix. — Démarche de Ferdinand VII auprès de Napoléon. — Protestation de Charles IV contre la violence qui a causé son abdication. — Convention négociée entre la France et le prince de la Paix, immédiatement avant les événements d'Aranjuez. — Entrée des Français à Madrid sous les ordres de Murat, grand-duc de Berg. — Entrée du nouveau roi Ferdinand dans cette capitale. — Protection accordée au vieux roi par le grand-duc de Berg. — Conseil donné à Ferdinand d'aller au-devant de l'Empereur. — Vœux des Espagnols pour l'arrivée de Napoléon à Madrid. — Communications des vieux souverains avec le grand-duc de Berg. — Accusations dirigées par la reine contre son fils.

Trois années d'efforts infructueux pour faire entrer Pie VII dans le système de la France n'ont conduit l'Empereur qu'à l'occupation d'une partie des États romains. Bayonne va nous le montrer plus résolu et plus expéditif à l'égard de la maison d'Espagne. Pourquoi cette différence? Sans contredire la nature particulière de la souveraineté ecclésiastique et surtout le souvenir que l'Empereur conserve du voyage du saint-père en France pour son couronnement lui ont commandé une certaine modération; mais une autre cause a aussi influé sur sa conduite. Outre la dignité du suprême pontificat, il y a dans la personne de Pie VII une élévation, une énergie de résistance qui fait honorer l'homme, lors même que la politique s'irrite contre le prince souverain. Plus que personne, Napoléon, soit sentiment, soit calcul, aime à s'associer aux hommages que l'opinion publique rend à la vertu. Dans la campagne de Prusse, tandis qu'il chasso de Cassel l'électeur de Hesse, déconsidéré en Allemagne par son avarice, il prodigue les plus grands témoignages d'égards à l'électeur de Saxe, prince chéri de ses peuples et respecté par les étrangers. De cet électeur il fait

un roi, et, loin de le dépouiller de ses États, il lui en donne de nouveaux, proclamant avec éclat qu'il s'enorgueillit de l'amitié de ce prince comme de sa plus belle conquête. Flageons, en imagination, le roi de Saxe à Madrid. Supposons des troubles dans sa famille, et Napoléon invoqué comme médiateur; jamais celui-ci ne songerait à le détrôner. Ce n'est pas tout à fait sans raison que la philosophie chrétienne regarde les Cyrus et les Alexandre comme les instruments des vengeances célestes : ces hommes extraordinaires n'opèrent de si grandes révolutions que là où les fautes des gouvernements les ont rendues faciles : et où furent-elles jamais aussi bien préparées qu'en Espagne? Chez le roi Charles, abâtardissement moral et engourdissement aveugle pour l'ancien amant de sa femme, devenu le maître de tous deux; chez la reine, une dépravation vieillie qui a desséché en elle tous les sentiments de la maternité; chez le prince des Asturies, l'absence de toute vertu plutôt que la force d'aucun vice, mais une faiblesse capable d'obéir à tous les mauvais conseils, et une lâcheté qui ne balance pas ensuite à en sacrifier les auteurs. Telle est, ainsi qu'on a pu le reconnaître, la royauté espagnole

dans son présent et dans son avenir. Auprès de cette royale nullité, à côté de cette espèce de crétinisme dynastique, le prince de la Paix est presque un être sublime, c'est un homme ordinaire. Pour qui a bien observé cet intérieur de la cour d'Espagne, les faits dont nous serons bientôt témoins s'expliquent naturellement; les événements de Bayonne sont presque racontés d'avance.

Tandis qu'un premier-corps français pénétrait en Portugal, un second s'était rassemblé à Bayonne sous le nom de deuxième corps d'observation de la Gironde. Ce corps de vingt quatre mille hommes, à peu près, était entré en Espagne à la fin de novembre 1807. En janvier 1808, le quartier général du commandant en chef, le général Dupont, était établi à Valladolid, et la direction de quelques détachements envoyés vers Salamanque, semblait promettre un prochain renfort à l'armée de Portugal.

Presque en même temps aussi, se formait un troisième corps d'armée de vingt-cinq mille hommes d'infanterie, et de près de trois mille hommes de cavalerie, sous le nom de corps d'observation des côtes de l'Océan. Le commandant en chef de ce corps était le maréchal Monecy qui avait combattu avec honneur en Espagne dans les guerres de la république.

Enfin, un quatrième corps, mais beaucoup moins considérable, s'organisait sous les ordres du général Dubesme. Ce dernier, désigné comme corps d'observation des Pyrénées-Orientales, n'était que de huit à dix mille hommes d'infanterie et de quinze à dix-huit cents de cavalerie.

Ces formations d'armées diverses s'opéraient presque à l'insu de la France et de l'Europe. Les unes se composaient de légions de réserve qui d'abord n'avaient dû être destinées qu'à la défense du territoire; les autres, de cadres provisoires déjà existants, dans lesquels on faisait entrer des jeunes gens tirés des dépôts des divers régiments restés en France, ou des conscripts de nouvelle levée. Le quatrième corps était presque tout entier formé de troupes italiennes et napolitaines. Il n'était pas une de ces dispositions dont presque tous les détails n'eussent été directement ordonnés par l'Empereur. De Milan, où l'avaient appelé les affaires de l'Italie, il avait suivi celles de Portugal et d'Espagne. C'était de Milan qu'il avait imposé au Portugal une contribution extraordinaire de cent millions de francs, contribution trop forte pour pouvoir être payée, et il le savait bien, mais dont il jetait la demande en avant, pour en faire plus tard une condition en cas de remise du royaume soit à l'an-

cien titulaire, soit à des princes nouveaux de son choix. Napoléon avait procédé ainsi à Vienne, en 1805, à Berlin, en 1806, et les traités de paix lui avaient assuré le paiement d'une portion de la contribution de guerre non encore acquittée par le pays. Ce fut une de ses méprises d'appliquer, quelquefois à faux, dans des contrées différentes, des mesures qu'il avait pu prendre avec succès, en Allemagne, dans les campagnes de 1805 et 1806. Ce n'est pas en Portugal seulement que la contribution extraordinaire, imposée à ce royaume, fit une fâcheuse impression. La nouvelle qui s'en répandit en Espagne, fut une des causes qui refroidit le plus l'enthousiasme d'une grande partie de la population pour l'Empereur.

Si Napoléon s'est trompé sur le caractère de la nation espagnole, ce n'est pas faute d'avoir fait ce qui dépendait de lui pour se procurer des informations sûres et précises. Le 20 janvier, il demandait encore à son ambassadeur de l'éclairer sur l'effet qu'avait produit l'arrestation du prince des Asturies, non seulement à Madrid, mais dans toute l'Espagne. Il voulait connaître à fond l'esprit de la cour, celui de l'armée, celui de la nation tout entière. Il avait surtout à cœur de savoir ce qu'on pensait de l'augmentation du nombre des troupes françaises. « Le gouvernement en prend-il de l'ombrage? La nation s'en alarme-t-elle ou s'en réjouit-elle? » Le gouvernement alors était inquiet, la nation ne l'était pas. Le partage du Portugal ne s'opérerait pas aussi promptement que l'aurait désiré le prince de la Paix. Tandis que ce prince réclamait la prompt exécution des articles qui lui promettaient la souveraineté des Algarves, on lui recommandait le secret sur ces dispositions; on lui objectait que la conquête n'était pas achevée ni l'ordre suffisamment affermi, et qu'il fallait pour quelque temps encore, que l'autorité sur tout ce royaume restât concentrée dans une seule main. Ces raisons lui paraissaient peu solides; les lenteurs du gouvernement français étaient, à ses yeux, de mauvais augure, et ce n'était pas sans inquiétude que, dans le même moment, il voyait arriver sur le territoire espagnol plus de troupes que n'en portait la dernière convention.

A cette époque, au contraire, le peuple espagnol mettait sa principale espérance dans l'Empereur. Il se flattait que Napoléon se déclarerait en faveur du prince des Asturies, et, dans les premiers moments de l'expédition de Portugal, non-seulement on ne s'était pas effrayé du passage des troupes françaises qui se rendaient à cette destination; on ne s'inquiétait même pas d'en voir augmenter le nombre en Espagne. Sur le faux bruit qu'un régiment français devait passer à peu de distance

* Il ne fut perçu que cinq à six millions.

de Madrid, une foule immense s'était portée à plusieurs lieues de cette capitale, tant on était avide de voir quelques-uns de ces hommes dont la renommée racontait tant de merveilles. On eût voulu que l'Empereur vint à Madrid et qu'il y parlât en maître; on ne voyait que lui qui fût capable de tirer Charles IV de son incurable aveuglement; aussi on l'invoquait comme une providence, comme la seule providence sur la terre qui pût sauver l'Espagne, c'est-à-dire, dans le langage populaire, l'arracher à la domination exécrée du prince de la Paix.

Si l'Empereur n'ignorait pas la haine qu'on portait au favori, d'un autre côté le prince des Asturies ne lui inspirait pas une grande confiance et n'en méritait assurément pas davantage. D'ailleurs, en fait de pouvoir, l'Empereur avait un grand respect pour l'ordre hiérarchique établi, quand sa politique n'en ordonnait pas autrement, et, dans cette circonstance, son opinion n'était pas arrêtée encore sur le parti qui devrait lui être le plus avantageux.

Certes, lorsque nous arriverons aux scènes de Bayonne, nous serons loin d'excuser ce qu'elles offriront de condamnable, mais ce qui a fait le plus de mal à la France, ce n'est ni l'abdication facile du roi Charles IV, ni l'abdication forcée de Ferdinand VII, c'est une pensée dont l'Empereur eût poursuivi l'accomplissement sous le règne des Bourbons, s'il les eût maintenus sur le trône, et qu'il conservera, même sous la royauté de sa création, malheureusement pour elle et pour lui, quoiqu'après avoir paru y renoncer formellement dans la dernière de ces circonstances. Cette pensée sera en lui constante, opiniâtre, c'est de réunir à la France les provinces de la rive gauche de l'Èbre. Que le roi d'Espagne se nomme Charles, Ferdinand ou Joseph, l'idée principale de l'Empereur sera cette réunion. Le reste ne sera qu'accessoire.

Ce que nous blâmons ici dans cette idée de Napoléon, ce n'est pas de vouloir abattre la barrière des Pyrénées. En 1808, on n'en est plus à la question des frontières naturelles. Dès longtemps les coalitions européennes ont obligé la France à les dépasser et à prendre pied chez ses ennemis. Du côté de l'Italie, elle a gardé le Piémont. Sur le Rhin, elle est maîtresse de Kehl, de Cassel et de Wesel. Puisqu'elle a dû, pour sa sûreté, tenir dans ses mains les clefs de l'Italie et de l'Allemagne, pourquoi ne prendrait-elle pas la même précaution à l'égard du gouvernement espagnol, surtout après que ce gouvernement, qui a voulu se tourner con-

tre elle, n'en a été empêché que par des événements inouïs, sur le renouvellement desquels on ne peut pas toujours compter? La pensée impériale que nous examinons ici pourrait ne pas nous blesser vivement en elle-même; elle nous blesse parce qu'elle ne vient pas seule, pure et exempte de mélange.

Il y avait pour l'Empereur deux partis, jusqu'à un certain point autorisés par ce genre de politique qui s'appuie sur la force, c'était ou de placer un membre de sa famille sur le trône d'Espagne, ou de maintenir les Bourbons sur ce trône, en se faisant céder par eux les provinces de l'Èbre en échange du Portugal. Sans contredit, en morale, chacun de ces partis, même pris isolément, serait encore répréhensible. Le principal tort de l'Empereur est dans leur cumulation. Lorsque, par les traités de Bayonne, il promettra de respecter l'intégralité de la monarchie, s'il n'a pas la volonté de détruire à l'instant même cette intégralité, il en nourrira secrètement l'espérance, persuadé que les circonstances ultérieures lui fourniront l'occasion et le prétexte de la réaliser. En réunissant à la France, par traité ou autrement, les provinces de l'Èbre, la politique de l'Empereur serait encore une politique nationale. Elle va cesser de l'être, lorsqu'il mêlera une ambition de famille à cette ambition du pays; lorsque, de la puissance du pays, il fera un instrument pour son ambition de famille. Dans tous les cas, il eût mieux valu pour lui et pour la France, qu'au lieu de faire occuper, par un des ses frères, un trône de plus, il avouât hautement et exécutât sans détour une usurpation partielle de territoire qui aurait eu, pour justification, un intérêt purement français.

Au reste, le changement de dynastie en Espagne, n'a point été, comme on l'a prétendu, l'effet d'une résolution antérieure, invariablement arrêtée; il a été la suite d'accidents auxquels la France était étrangère, la suite de l'affaire de l'Escurial, de l'émeute d'Aranjuez, et enfin de l'impensable imprudence qui a réuni à Bayonne toute la maison d'Espagne.

Peut-être aux projets de l'Empereur sur les provinces de l'Èbre se mêlait-il encore, dans son esprit, une prétention pareille à celle qu'il cherchait à faire revivre en Italie, en se portant successeur de Charlemagne. En Espagne aussi, il aurait à ressaisir, sinon l'héritage de Charlemagne, du moins celui des successeurs de ce prince. C'est à un de ses fils¹ que remonte la domination française en Catalogne, domination souvent interrompue, mais

¹ En 801, le fils aîné de Charlemagne se rendit maître de la Catalogne. Jusqu'en 1182, on data, dans cette pro-

vince, les actes publics de l'année du règne du roi de France.

renouvelée encore dans le dix-septième siècle¹. Nous dévoilons dès aujourd'hui les vues de l'Empereur à l'égard des provinces de l'Èbre, parce qu'elles vont influer sur sa manière de procéder en Espagne. C'est parce qu'il met un grand prix à s'établir spécialement en Catalogne, que, peu délicat sur le choix des moyens, il fait introduire furtivement ses troupes à Figuières, à Barcelonne, dans le fort de Montjoui, à Saint-Sébastien et à Pampelune. Là, ce sont des commandants déhonnaires qui, dans la crainte de se compromettre, ouvrent d'eux-mêmes les portes des forteresses confiées à leur garde; ici, ce sont des officiers inattentifs et négligents qui se laissent enlever leurs postes par surprise; ailleurs c'est un mélange d'adresse et d'appareil de force, déployé à propos; qui, toutefois, sans coup férir, fait passer le commandement des mains des Espagnols dans les mains des Français.

Pour expliquer, aux yeux de l'Europe, ce grand mouvement de troupes vers l'Espagne, l'Empereur avait eu soin, dès les premiers jours du mois de janvier, de faire jeter en avant, dans les rapports de ses ministres publiés par le *Moniteur*, une énonciation de faits qui semblaient appeler une prompte surveillance sur les diverses parties du littoral espagnol. Ainsi, en demandant au sénat une levée de quatre-vingt mille conscrits sur l'année 1809, et en lui exposant les motifs de la guerre contre le Portugal, le ministre des relations extérieures représentait les côtes espagnoles comme menacées sur plusieurs points par l'Angleterre. « L'Espagne », disait le ministre, a eu des craintes pour Cadix; elle en a eu pour Centa : c'est vers cette partie du monde que les Anglais paraissent vouloir diriger leurs expéditions secrètes. Ils ont débarqué beaucoup de troupes à Gibraltar; ils ont rappelé de ce côté celles qui avaient été chassées du Levant, et une partie de celles qu'ils avaient accumulées en Sicile. Leurs croisières sur les côtes d'Espagne deviennent plus vigilantes; ils semblent vouloir se venger sur ce royaume des revers qu'ils ont éprouvés dans ses colonies. Toute la presque totalité mérite donc de fixer particulièrement l'attention de Votre Majesté. » A la suite de ce rapport, le ministre engageait l'Empereur à prendre les mesures que requéraient les circonstances et que sa

sagesse pourrait lui dicter. Par de telles publications, l'Espagne et l'Europe étaient suffisamment averties d'avance, et si les Français purent occuper, par ruse, des places qu'ils n'auraient pas voulu attaquer de vive force, le gouvernement espagnol ne dut en accuser que sa propre imprévoyance.

La nouvelle de cette occupation causa naturellement à la cour de Madrid une vive anxiété. Il n'y avait pour le prince de la Paix qu'une manière de dissimuler l'affront fait au roi, c'était de laisser supposer l'existence d'un concert préalable dont l'exécution seulement aurait été plus prompte qu'on ne s'y était attendu. Il eut soin de dire à quelques agents diplomatiques que tout ce qui se passait avait lieu d'accord entre les deux puissances, et, même avec l'ambassadeur Beauharnais, il affecta d'exprimer le regret qu'on eût devancé la réception de ses ordres, « qui, en effet, disait-il, » avaient dû arriver vingt-quatre heures après. »

Cependant l'Empereur faisait prévenir le gouvernement espagnol que le grand-duc de Berg allait se rendre à Vittoria pour prendre le commandement de l'armée; on annonçait aussi qu'il était possible que l'Empereur fit lui-même un voyage en Espagne pour inspecter ses troupes. Des courriers successifs apportaient² de France d'importantes communications. M. de Vandeuil, secrétaire de l'ambassade française, M. de Tournon, officier d'ordonnance de l'Empereur, et M. Ysquierdo, confident du prince de la Paix, étaient, dans un court intervalle, arrivés à Madrid. Ce dernier, après avoir eu de longues conférences avec le roi et le favori, à Madrid et à Aranjuez, était reparti pour Paris au bout de quelques jours³. Tout porte à croire que dès lors l'Empereur, soit dans ses lettres au roi, soit dans les paroles portées par Ysquierdo, fit pressentir ses vues sur les provinces de l'Èbre, moyennant un dédommagement dans le Portugal; car l'ambassadeur Beauharnais dit dans une dépêche du 11 mars : « L'idée d'un » démembrement effarouche les Espagnols, et c'est » ce qu'il faut prendre en considération. » Ce conseil était le plus sage que pouvait donner cet ambassadeur. Malheureusement on n'en tint aucun compte.

Depuis le voyage d'Ysquierdo, un malaise visible règne à la cour. Malgré tous ses efforts pour

¹ En 1641, les Catalans révoltés sous le ministère du cardinal d'Olivares proclamèrent le roi de France comte de Barcelonne. Les Français restèrent maîtres de la Catalogne jusqu'en 1652. Plus tard encore, en 1689 et 1695, les Catalans, toujours en lutte pour la défense de leur liberté contre la cour de Madrid, manifestèrent le désir de se replacer sous la domination française.

Les droits de la France sur la Navarre auraient été encore plus faciles à établir.

² Deuxième rapport de M. de Champagny en date du 25 janvier 1808.

³ Dans le mois de février et au commencement du mois de mars.

⁴ Le 11 mars.

paraître calme, le favori est évidemment décontenancé. Dans Madrid, on s'entretient publiquement de son départ prochain que doit précéder celui de mademoiselle Tudo, comtesse de Castelfiell, sa maîtresse, et de ses enfants. Des sommes considérables sont, dit-on, expédiées sur l'Andalousie et sur le Ferrol. Des caisses nombreuses renfermant des objets de grande valeur, ont été acheminées dans diverses directions. On désigne même des banquiers qui se sont mis en route pour aller, sur différents points, veiller à la sûreté de ces envois. Enfin, le 14 mars, on parle tout haut du départ même du roi et de la reine que le prince de la Paix voudrait emmener au Mexique. On s'inquiète pour le prince des Asturies qui sera nécessairement entraîné à la suite du roi, dépouillé, comme il l'est, de tout moyen pour se soustraire à cette violence. Ces bruits sont confirmés par des préparatifs qui se font de toutes parts. Les troupes qui forment la maison du roi ont ordre de se tenir prêtes à marcher au premier signal. Tantôt on annonce que le roi se refuse à quitter l'Espagne, tantôt qu'il y a consenti, et en effet, il semble qu'il s'est laissé amener à cette détermination. A Madrid, à Aranjuez, l'agitation est portée au plus haut point; elle s'augmente encore sur la nouvelle que le général Solano, à la tête des troupes rappelées du Portugal, se dirige vers l'Andalousie, pour protéger la fuite que la cour doit suivre. Le conseil de Castille a lieu, mais en vain, des représentations au roi pour le retenuir. Telle était la situation des choses le 15 mars au soir. Le projet d'émigration était réel; il pouvait n'être pas mal entendu, même pour la maison royale à qui resteraient toujours les chances de l'avenir; il était surtout bien conçu pour le prince de la Paix. En Europe, ce prince touchait au terme de son règne; il aurait à recommencer un nouveau règne en Amérique. Le 16, Charles IV, soit qu'il eût changé d'avis, soit qu'il ne voulût qu'amuser l'opinion, fait parvenir à Madrid une proclamation par laquelle le bruit de son départ est formellement démenti; mais, à Aranjuez, on ne croit pas à ces assurances. Les rumeurs qui agitent les habitants ont gagné les campagnes voisines. De toutes parts on afflue dans cette résidence; les masses se pressent, s'échauffent et s'irritent par le contact de leur exaspération commune; enfin, dans la nuit du 17 au 18, une émeute affreuse éclate, dirigée uniquement contre le prince généralissime. Au milieu des imprecations contre lui, on entend des cris redoublés de « Vive le roi! vive le prince des Asturies! vive la famille royale! nous ne voulons pas qu'ils partent. » Malgré la violence de leur emportement, les hommes même les plus exaltés, toujours respectueux pour le sang de leurs rois,

tout en se précipitant sur l'hôtel du prince de la Paix, imputent les plus grands égards pour la princesse son épouse; ils la ramènent au château du roi avec sa fille, réservant toute leur colère pour le prince seul qu'ils ne nomment plus que Godol. En vain, le frère du généralissime, don Diego Godol, colonel des gardes espagnoles, a voulu d'abord opposer quelque résistance; bientôt ses propres troupes se sont tournées contre leur chef. Gardes espagnoles, gardes wallonnes, gardes du corps, tous oublient leur vieille obéissance, méconnaissent la voix de quelques officiers fidèles et se rangent du côté du peuple. Furieux de ne pas trouver l'objet de sa colère, le peuple la reporte sur tout ce qui tombe sous sa main. Meubles, glaces, vases précieux, tout est brisé, tout est mis en pièces, et, comme il arrive presque toujours quand les passions sont vivement excitées, on détruit, on ne pille pas.

Durant cette explosion du courroux populaire, l'ambassadeur de France, qui était arrivé la veille à Aranjuez, s'était rendu auprès du roi. Ce prince et la reine, peu occupés d'eux-mêmes, ne songeaient qu'à la cruelle position de l'homme « qui les » avait servis si fidèlement depuis vingt années. Le roi dit à M. de Beaubarnais qu'il allait en écrire à l'Empereur. Le 18, à sept heures du matin, un décret royal fut expédié à Madrid pour y prévenir le contre-coup des mouvements d'Aranjuez, en faisant connaître que ces mouvements, causés par la crainte du départ du roi, n'avaient point d'objet et que la tranquillité était entièrement rétablie. Un autre décret, signé à midi le même jour, annonça que Sa Majesté voulait désormais commander en personne ses armées et ses escadres. Elle donnait, en conséquence, au prince de la Paix, la démission de ses fonctions de généralissime et de celles de grand amiral, avec permission pour lui de se retirer où il le jugerait convenable. On se figurerait difficilement les délats de la joie générale à Madrid. On dirait d'un peuple d'esclaves qui brise sa chaîne; mais, dans une situation si nouvelle, cette population, jusqu'alors si soumise, ne sait en quelque sorte où se prendre; elle tourne ses yeux vers la France; eu ce moment un enthousiasme frénétique accueillerait à Madrid les Français et surtout l'Empereur. Cette disposition des esprits ne dura pas longtemps.

Le 19 mars, Madrid éprouve la même secousse qu'Aranjuez. Toute la population de cette capitale est sur les places et dans les rues; on poursuit les partisans du prince de la Paix, on dévaste leurs maisons; on en brise, on en brûle les meubles. Les palais du prince ne sont saisis qu'à l'aide d'une inscription portant qu'ils reviennent au roi.

Partout retentissent les cris forcenés : « Meure Go-
« doï et vive le prince des Asturies ! » Tandis que
la capitale soulevée semble demander un nouveau
maître, le roi répond à ce vœu et même le devance.
Dans son intérieur, quelques personnes favorables
à son fils veulent se faire auprès du jeune prince
un mérite d'avoir avancé l'heure de son règne ;
elles parlent d'abdication, et l'insinuation est ac-
cueillie aussitôt. On sortait par là de la plus pénible
des situations. D'ailleurs le prince de la Paix était
tout pour le roi et pour la reine. S'il n'est plus rien,
séparé d'eux, Charles IV, de son côté, sans le
favori, ne se sent plus guère la force d'être roi.
Il abdique à Aranjuez, et Ferdinand VII est aus-
sitôt proclamé. Cevallos, prompt à s'éloigner de
l'homme auquel il doit sa fortune, devient minis-
tre de Ferdinand ; il se hâte de notifier à l'ambas-
sadeur de France l'abdication du père et l'avène-
ment du fils.

La renonciation au pouvoir royal est un acte
qui, pour avoir de la valeur, réclame des formali-
tés solennelles comme garanties de sa spontanéité.
Assurément les abdications de Charles-Quint et de
Philippe V ont un autre caractère que celle de
Charles IV. D'un autre côté, l'élévation d'un fils
sur le trône d'où son père vient de descendre, porte
avec elle un préjugé défavorable, surtout lorsque
le nouveau roi encoûre le soupçon de n'avoir pas
été étranger aux agitations de la multitude. C'est
un beau texte de déclamations très-morales à ex-
ploiter au profit de la politique. L'empereur Na-
poléon ne le négligera pas.

Cependant le prince de la Paix, que l'on croyait
bien loin d'Aranjuez, était caché dans un apparte-
ment de son hôtel, où il fut découvert au bout de
trente-huit heures. Les gardes du corps eurent beau-
coup de peine à l'arracher aux mauvais traitements
d'une foule menaçante qui se précipitait sur lui,
et on n'apaisa les cris qui demandaient sa tête
qu'en promettant au nom du roi que la justice pro-
noncerait sur son sort. Le prince des Asturies, en-
voyé par son père afin de pourvoir à la sûreté de
Godoy, contribua en effet à le soustraire aux fureurs
de la multitude. Si l'on en croit l'ambassadeur
Beauharnais, Ferdinand, généreux dans ses paroles
comme dans sa conduite, aurait dit au prisonnier :
« Vous m'avez fait beaucoup de mal ; je suis heu-
« reux de pouvoir vous sauver. » Le récit de la
reine est plus simple, et nous sommes portés à y
croire. Suivant elle, les seules paroles adressées
par son fils au prince de la Paix auraient été : « *Je*
« *te pardonne la vie.* » « Êtes-vous déjà roi ? » lui
aurait demandé celui-ci : « Non, pas encore, mais
« je le serai bien vite. » Ce langage moins sentimen-
tal nous paraît beaucoup plus dans le caractère et

dans le style de la famille que la phrase composée
de l'ambassadeur.

En montant sur le trône par suite d'une sédi-
tion, le prince des Asturies comprit aisément que
ce trône serait bien peu assuré, s'il n'était soutenu
par l'assentiment de l'empereur Napoléon. Le 20
mars il écrivit à l'Empereur : « La santé de mon
« auguste père dépérissait... la divine Providence
« m'ayant donc appelé au gouvernement de mes
« peuples, mon premier soin est d'en informer
« Votre Majesté... » C'est toujours la divine Provi-
dence qui, dans le style du plus fort, couronne les
usurpateurs. « Les sentiments d'estime et d'admi-
« ration que je nourris pour V. M. I. et R. seront
« un sûr garant de l'inviolabilité avec laquelle je
« tâcherai de resserrer l'alliance intime qui subsiste
« si heureusement entre les deux empires, en fai-
« sant tous les efforts qui seront en mon pouvoir
« pour coopérer aux vastes plans que V. M. aura
« conçus contre l'ennemi commun. »

Trois grands d'Espagne furent nommés pour
porter à l'empereur Napoléon cette notification de
l'avènement de Ferdinand VII ; ce furent le duc de
Frias, le duc de Medina-Celi et le comte de Fernand
Nunez.

Les abdications faites sous l'influence des tem-
pêtes politiques sont généralement suivies de re-
grets, dès que la tempête a cessé. Le 21 mars,
Charles IV protesta contre son abdication, mais
la force avait passé dans les mains de son fils, et la
protestation ne reçut que plus tard de la publicité.
Dans la lettre par laquelle Charles IV communique
cette protestation à l'Empereur, ce n'était ni la
santé du roi, ni la Providence qui l'avait porté à
déposer la couronne. « Je n'ai déclaré, disait ce
« prince, m'en démettre en faveur de mon fils que
« par la force des circonstances, et lorsque le bruit
« des armes et les clameurs d'une garde insurgée
« me faisaient assez connaître qu'il fallait choisir
« entre la vie et la mort, qui aurait été suivie de
« celle de la reine. J'ai été forcé d'abdiquer ; mais,
« rassuré aujourd'hui, et plein de confiance dans
« la magnanimité et le génie du grand homme qui
« s'est toujours montré mon ami, j'ai pris la ré-
« solution de me remettre en tout ce qu'il voudra
« bien disposer de nous, de mon sort, de celui de
« la reine et du prince de la Paix. »

Les événements étaient déjà au point où nous
les voyons en Espagne, lorsqu'à Paris on délibérait
encore sur des données qui n'existaient plus. Dix à
douze jours après ces événements, il arriva au gou-
vernement espagnol une lettre d'Ysquierdo, datée
du 24 mars, lettre qui ne parvint pas aux mains
de celui auquel elle était adressée. Cette lettre fait
connaître la situation embarrassée des rapports des

deux pays. Parti de Madrid le 11 mars, Ysquierdo, à son arrivée à Paris, était aussitôt entré dans de nouvelles conférences avec le général Duroc et le prince de Bénévent¹. Le but de ces conférences était de régler et de terminer à l'amiable les différends existants entre les deux puissances. Voici quelles étaient les bases proposées par le gouvernement français. En les faisant connaître au prince de la Paix, Ysquierdo y joignait les observations qu'il avait faites sur chacune de ces propositions.

La première base était la liberté de commerce pour les Français et pour les Espagnols dans leurs colonies respectives. Cette prérogative devait être exclusivement accordée à la France. Sur cette demande, Ysquierdo avait objecté que l'ouverture des colonies espagnoles au commerce français équivalait à un partage de territoire. Il y voyait d'ailleurs l'inconvénient d'apporter de nouveaux obstacles à la conclusion de la paix avec l'Angleterre.

L'objet de la seconde proposition était plus sensible encore, c'était une cession de territoire. Dans l'hypothèse de la possession du Portugal par la France, il faudrait une route militaire à travers l'Espagne, ce qui amènerait de nombreuses difficultés. On préviendrait ces difficultés par la remise du Portugal à la cour de Madrid qui, en échange, donnerait un équivalent dans les provinces espagnoles contiguës à l'empire français. C'est ici que le dissentiment éclate avec le plus de vivacité. Ysquierdo rappelle, au sujet du Portugal, les précédentes conventions qu'à Paris on semble oublier. Il repousse l'acquisition de ce pays par l'Espagne comme lui offrant peu d'avantage, et insinue qu'on pourrait l'ériger en un royaume d'Ihérie pour le donner soit au jeune roi d'Étrurie, soit à tout autre infant d'Espagne. Quant à la cession de provinces espagnoles à la France, il en rejette l'idée comme inadmissible : « Pour moi, a-t-il dit, jamais je ne signerai la cession de la Navarre²; je ne veux pas être en exécution à mes compatriotes. »

La troisième base mise en avant est d'une haute et large signification; elle est ainsi conçue : « On devra régler définitivement la succession au trône d'Espagne. » Ici les éclaircissements sont incomplets. Comment y a-t-il lieu à régler cette succession ? Le prince des Asturies n'est-il pas, de droit, l'héritier de la totalité de la monarchie espa-

gnole ? S'agirait-il, par hasard, de transférer au prince de la Paix une portion de cette monarchie ? on doit le supposer d'après quelques paroles du négociateur espagnol un peu obscures pour nous, mais qui, pour le prince de la Paix, n'eussent pas dû l'être. « Sur le fait de la succession, j'ai exposé, » écrit le négociateur, tout ce que le roi m'avait ordonné de dire de sa part, et je crois être parvenu à détruire toutes les calomnies inventées par des malintentionnés de ce pays qui sont parvenus à corrompre l'opinion publique. » Il est évident que ces calomnies dont il est question concernent le prince de la Paix ; car, s'il s'agissait du prince des Asturies, ce n'est pas Ysquierdo qui eût mis un grand soin à les combattre. Au reste, une foule de circonstances constatent que le prince de la Paix aspirait à une autre souveraineté que celle qui lui avait été promise dans les Algarves. C'était un ambitieux dont le caractère était loin d'avoir une portée égale à ses prétentions, et qui, par degrés, s'était placé entre le trône et l'échafaud. Le premier lui échappera, et il sera heureux d'échapper à l'autre.

Les articles suivants mis en discussion sont d'une nature beaucoup moins grave. Ils portent sur l'alliance à conclure, sur le titre d'empereur que doit prendre notre roi, dit Ysquierdo, et qui ne fera pas difficulté, comme aussi sur le mariage, affaire entendue, mais qui devra être l'objet d'un arrangement particulier.

Ce qu'il y a de plus facile et de plus saillant à saisir dans ces négociations, c'est que, sans prendre d'engagements très-précis avec le prince de la Paix, les agents impériaux le nourrissaient d'illusions que probablement on tiendrait peu à réaliser, si les circonstances ne l'exigeaient pas ; mais ce qu'il importe de remarquer surtout, c'est l'intention déjà manifestée par l'Empereur, de réunir à la France les provinces espagnoles situées au nord de l'Èbre.

Tandis qu'à Paris on posait, comme texte d'un règlement ultérieur, la succession à la couronne d'Espagne, le prince des Asturies se hâtait de prendre possession de cette couronne, grâce aux mouvements qui l'avaient délivré de tout obstacle et de toute concurrence. Cependant, à la première nouvelle de l'émeute d'Aranjuez, le grand-duc de Berg s'était mis en marche avec un corps d'armée pour

¹ Dans un temps où il était de mode d'exagérer les torts et les fautes de l'Empereur, sous la restauration, on a dit et répété dans une foule d'ouvrages que, si M. de Talleyrand était tombé dans la disgrâce de Napoléon, c'était pour avoir désapprouvé l'expédition d'Espagne. Quoi qu'il en soit, en 1808, M. de Talleyrand ne fut plus ministre des

affaires étrangères, on voit qu'il continuait à être initié aux questions les plus délicates et qu'il n'avait nullement renoncé à prendre part à ce qui occupait l'Empereur.

² Apparemment, jusqu'alors on n'avait parlé que de la Navarre; mais ce n'était pas la Navarre seule que se bornaient les prétentions de l'Empereur.

Madrid. Il y était arrivé le 25 mars¹ ; le premier accueil fait à nos troupes avait été favorable et amical. D'après les sentiments personnels de l'ambassadeur Beauharnais, dont on connaissait le penchant pour le prince des Asturies, on se persuadait que tels étaient aussi ceux de l'Empereur et de ses généraux. On ne tarda pas à être démenti.

Le lendemain 24, le nouveau roi fit son entrée dans sa capitale, au milieu des acclamations de la joie publique ; mais les Français restèrent étrangers à ces démonstrations. Sans y comprendre Charles IV, qui était encore à Aranjuez, il y avait en quelque sorte dans Madrid deux souverains, Ferdinand VII et le grand-duc de Berg. Les ministres de Russie et d'Autriche se firent présenter à tous deux. Les agents diplomatiques accrédités à Madrid voyaient avec plaisir le changement de règne, dans la persuasion que la chute du prince de la Paix affecterait sensiblement, dans un temps plus ou moins éloigné, l'influence française sur le cabinet espagnol. Les soumissions actuelles de Ferdinand envers la France étaient généralement regardées comme une concession à la nécessité des temps. Le grand-duc de Berg, lorsque M. de Strogouf, ministre de Russie, lui fut présenté, lui ayant demandé par quel hasard il s'était rendu la veille à la cour : « Pour complimenter le nouveau roi, » lui répondit ce ministre. « Vous aviez donc déjà de nouvelles lettres de créance ? » répliqua en souriant le grand-duc. Ce langage du général en chef français à M. de Strogouf explique la conduite que lui-même il crut devoir tenir. Ses instructions lui avaient éventuellement tracé sa marche à l'égard du roi Charles IV, du prince des Asturies et du prince de la Paix. Arrivé à Madrid, il ne trouve plus ni prince des Asturies ni prince de la Paix, et Charles IV n'est plus roi. Que doit-il faire ? Attendre de nouveaux ordres ; mais en attendant, c'est un devoir pour lui de veiller à la sûreté d'un prince allié de Napoléon. Il juge avec raison qu'il répondra aux intentions de l'Empereur en protégeant ce prince détrôné par une révolte, en le protégeant contre les malheurs auxquels peuvent l'exposer ou les agitations du peuple ou les calculs de la nouvelle cour. Le grand-duc de Berg s'est donc empressé de placer le roi Charles et la

reine sous la garde des troupes françaises, et par là il empêche l'exécution du projet que leur a annoncé leur fils Ferdinand de les reléguer à Badajoz, projet auquel les supplications de sa mère n'ont pu le faire renoncer.

L'ambassadeur Beauharnais imita la réserve du grand-duc, et, malgré ses bons rapports avec Ferdinand, il ne le vit que comme homme privé. Il lui donna le conseil, qu'il croyait le plus sage pour lui, d'aller présenter le prince des Asturies à l'Empereur. « C'est aussi mon projet, » fut la réponse du prince. La réserve du grand-duc de Berg et de l'ambassadeur avait été bien entendue. Une autre conduite leur eût attiré un blâme inévitable. Le ministre des relations extérieures témoignait à l'ambassadeur qu'on avait trop bonne opinion de lui pour croire qu'il eût pris aucune détermination sur un événement amené par une émeute. « L'Empereur, ajoutait-il, désire qu'on n'attende pas aux jours du prince de la Paix... Il abhorre le sang et les vengeances populaires. Un trône ensanglanté serait celui qu'il voudrait le moins reconnaître. »

Tandis que l'Empereur était encore de Paris ses ordres à ses agents en Espagne, la nouvelle de son arrivée immédiate à Madrid y occupait tous les esprits et dans toutes les classes. Dès le 25 mars, Cevallos, au nom de Ferdinand, avait prié le grand-duc de lui en faire connaître l'instant, afin que le roi pût complimenter Sa Majesté à son entrée dans sa capitale. La population tout entière aurait voulu en hâter le moment, dans l'espoir que l'Empereur prendrait le jeune roi sous sa protection, qu'il l'éclairerait de ses conseils et l'entourerait de sages ministres. Telle était l'impatience générale qu'un jour, sur un bruit vague que Napoléon approchait, une foule immense se porta hors des murs de la ville. A cette époque, l'Espagne ne demandait qu'à lui devoir son bonheur. C'est une calamité pour lui-même qu'il n'ait pas entendu et bien interprété ce vœu de la nation espagnole. La situation était imprévue. Ses idées avaient porté sur d'autres bases.

Tout ce qui pouvait être agréable aux Français était alors saisi avec empressement à Madrid. C'est par suite de cette disposition générale que le gou-

¹ Des écrivains, qui ne tiennent compte ni des dates ni des distances, disent que l'Empereur, ayant appris les événements d'Aranjuez, ordonna au grand-duc de Berg de marcher rapidement sur Madrid. Or les événements d'Aranjuez sont du 17, et le grand-duc était à Madrid le 25 ; si donc le grand-duc de Berg, en marchant sur Madrid, obéissait à un ordre de l'Empereur, cet ordre était nécessairement antérieur aux événements d'Aranjuez. Il ne restait plus qu'à dire que ces événements

étaient l'ouvrage de la France. C'est ce qu'ont fait certains auteurs de mémoires, sans remarquer qu'ils se contredisent en avançant, d'une part, que c'est l'Empereur qui a voulu faire émigrer la maison d'Espagne, et, d'autre part, que c'est lui qui a soulevé le peuple pour empêcher l'émigration !

² Lettre de M. de Champagny à M. de Beauharnais, du 29 mars 1808.

vernement espagnol fit remettre au grand-duc de Berg l'épée de François I^{er}. Le règne si court de Napoléon rendait ainsi à la France tous les trophées enlevés sur elle dans une longue suite de siècles. Cette remise eut lieu avec une certaine pompe, dans le double but, pour les conseillers de Ferdinand, de manifester avec éclat l'affection de ce prince pour la France, et de faire croire à l'intime accord des deux cabinets. Cet accord était loin d'exister en effet. Le grand-duc de Berg, lié dès longtemps par des rapports particuliers avec le prince de la Paix, n'était nullement favorable à la cause de Ferdinand. D'ailleurs Napoléon lui avait ordonné d'user de bons procédés envers le roi Charles IV, la reine et le prince de la Paix, et de leur rendre les mêmes honneurs qu'autrefois. Cet ordre était trop conforme aux sentiments personnels du grand-duc pour qu'il ne le remplît pas avec exactitude.

Le prince de la Paix, détenu d'abord au bourg de Pinto, sous la surveillance d'un fort détachement de gardes du corps et de troupes de ligne, avait été ensuite conduit au château de Villa-Viciosa. Le danger de sa position occupait exclusivement le roi Charles IV et la reine, et formait l'objet de leurs réclamations journalières auprès du grand-duc de Berg. L'intermédiaire de leurs communications avec lui était la reine d'Étrurie leur fille, que le grand-duc voyait chaque jour à Madrid. Cette princesse, dépossédée de la Toscane en vertu du traité du 27 octobre, attendait en Espagne le dédommagement promis à son fils en Portugal, dédommagement qu'on ne songeait plus guère à lui donner. Au milieu des troubles de sa famille, seule elle était restée attachée à ses parents. Les deux jeunes princes frères de Ferdinand, don Carlos et don Francisco, ainsi que l'enfant don Antonio, son oncle, avaient, en haine du favori dont le joug leur pesait depuis si longtemps, pris parti pour la royauté nouvelle. S'il était naturel que les vieux souverains, expression par laquelle on désignait le roi Charles IV et la reine, s'inquiétassent des dangers que pouvait courir un homme qui avait été vingt ans leur ami et leur premier ministre, la correspondance à laquelle sa détention donna lieu n'en est pas moins un déplorable témoignage de la faiblesse d'esprit du roi et du peu d'élévation du caractère de la reine. Rien de plus affligeant que cette correspondance dans laquelle le malheur se montre sans dignité et la royauté sans aucun respect pour elle-même. Assurément

on ne saurait blâmer la reine de s'effrayer à l'idée de la possibilité du jugement et du supplice d'un homme pour qui toujours elle doit conserver une ancienne affection; on conçoit que, pour l'arracher des mains de ses ennemis, elle demande comme une grâce que l'Empereur permette au roi Charles, à elle-même et au pauvre prince de la Paix, d'aller finir tranquillement leurs jours dans quelque lieu retiré, convenable à la santé du roi; on conçoit que, pour intéresser le grand-duc et l'Empereur au salut du pauvre prince, elle vante sans cesse le dévouement de celui-ci à l'Empereur et au grand-duc; mais ce qu'on ne saurait excuser, c'est que, pour sauver un ancien amant, elle se fasse la délatrice de son fils, et non pas seulement dans un premier accès d'effroi, mais dans dix lettres différentes. Tantôt elle dit : « Mon fils est d'un très-mauvais cœur; son caractère est sauglant; il n'a jamais aimé son père ni moi; » tantôt, parlant de pistolets chargés pour tuer le prince de la Paix dans sa prison, elle ajoute : « C'est un ordre donné sûrement par mon fils... ils vont lui couper la tête et ensuite à moi; ils le disent.... » Ici elle accuse Ferdinand d'avoir « tramé la conspiration d'Aranjuez pour détrôner son père. » Là elle demande que l'Empereur les envoie tous trois hors de l'Espagne, le roi, elle et le pauvre prince de la Paix, « car en Espagne ils ne sont nullement en sûreté. » Mais c'est peu de présenter Ferdinand comme un fils coupable et rebelle, ces torts domestiques ne regardent en quelque sorte que sa famille; elle a soin aussi de lui imputer des dispositions auxquelles la France ne puisse être indifférente : « Mon fils est ennemi des Français ², dit-elle; je crains qu'il ne fasse quelque attentat contre eux. » Dans une autre lettre : « Mon fils Ferdinand, quand il est venu ici, a parlé avec mépris ³ des troupes françaises, ce qui prouve qu'il ne les aime pas. » Ailleurs : « Le crime du prince de la Paix est d'être dévoué à l'Empereur, car mon fils ne l'est pas.... malgré ce qu'il a mis dans la gazette d'hier. C'est la crainte de l'Empereur qui le fait parler ainsi. » Dans cette étrange correspondance, la reine qualifie assez durement les amis du nouveau roi, tels que le chanoine Escóquiza qu'elle appelle « un méchant hypocrite de prêtre, » et l'enfant don Antonio, oncle de Ferdinand, qui, dit-elle, est « très-limé en talent et en esprit, et de plus très-cruel ⁴. » Nous n'examinerons point ce qu'il peut y avoir de fondé dans les paroles de la reine en ce qui concerne le prince

¹ C'est là le style de la reine Louise, fille et femme d'un Bourbon.

² Lettre du 26 mars.

³ Lettre du 8 avril.

⁴ À l'égard de l'esprit et du talent, le prince espagnol, selon M. de Torrénio, portait, dès 1808, sur cet enfant

des Asturies, mais la plus fâcheuse vérité qui résulte de tous les faits, c'est que, si Ferdinand n'était pas un bon fils, la reine n'était pas une meilleure mère.

A la première nouvelle des événements d'Aranjuez, l'Empereur avait envoyé en Espagne un de ses aides de camp, le général Savary, pour visiter le vieux roi, prendre connaissance de la famille royale et en rendre un compte détaillé. Peu de

jours après, dans la crainte trop fondée que les affaires de la France en Espagne ne reçussent une mauvaise direction, l'Empereur avait aussi fait partir, pour servir de conseiller et, en quelque sorte, de tuteur au grand-duc, M. Delaforêt, ancien agent diplomatique, qui avait été plusieurs années ministre de France à Berlin. Presque en même temps M. de Beauharnais fut rappelé.

le même jugement que la reine. Quant à la cruauté de ce prince, qui alors n'était pas connue, tout le monde, en 1814, a pensé comme cette princesse, en voyant l'a-

charnement barbare qu'il a montré contre les patriotes proscrits.

CHAPITRE V.

AFFAIRES EXTÉRIEURES.

Départ de Ferdinand pour aller au-devant de Napoléon. — Mise en liberté du prince de la Paix. — Départ des vieux souverains pour aller aussi au-devant de l'Empereur. — Conseil tenu par l'Empereur avant son départ pour le Midi. — Arrivée de Napoléon à Bayonne. — Lettre de Ferdinand à l'Empereur. — Réponse de l'Empereur à Ferdinand. — Délibération des conseillers de Ferdinand à Vittoria. — Disposition des conseillers de Ferdinand à se rendre l'Empereur favorable par quelque cession de territoire. — Opposition du peuple de Vittoria au départ de Ferdinand. — Arrivée de Ferdinand à Bayonne. — Notification faite à ce prince des intentions de l'Empereur. — Conversations de l'Empereur avec les conseillers de Ferdinand. — Lettres interceptées de Ferdinand. — Arrivée à Bayonne de Charles IV et du prince de la Paix. — Intimation faite par Charles IV à son fils de lui remettre sa couronne. — Abdicaton conditionnelle de Ferdinand et lettre à son père. — Réponse de Charles IV à Ferdinand. — Réplique de Ferdinand à la lettre de son père. — Nomination du grand-duc de Berg comme lieutenant général du royaume. — Insurrection du 2 mai à Madrid. — Somination impérative faite par Charles IV à Ferdinand de renoncer à la couronne. — Renonciation de Ferdinand. — Traité par lequel Charles IV cède ses droits à Napoléon. — Signature par Ferdinand d'un traité semblable. — Reconnaissance à Madrid des cessions de Bayonne. — Prévisions du grand-duc de Berg à la couronne d'Espagne. — Convocation d'une junta extraordinaire à Bayonne. — Proclamation de l'Empereur à la nation espagnole. — Commencement d'insurrection en Espagne. — Ouverture de la junta. — Serment du roi et de la junta à la constitution. — Bases de la constitution. — Composition du ministère. — Caractère affligeant des événements de Bayonne.

Dans les premiers jours du mois d'avril, le général Savary, étant arrivé à Madrid, s'était empressé d'aller voir le vieux roi et de lui exprimer l'intérêt que l'Empereur prenait à sa position. Sur les instances du chanoine Escobiquiz et du duc de l'Infantado, il vit aussi Ferdinand VII. Le nouveau roi, dont on avait déjà annoncé le départ pour aller au-devant de l'Empereur, résolut, à la suite de cette conversation, de se rendre immédiatement à Burgos. Il dit, le même jour, à M. de Beauharnais, qu'il partirait, le 10, avec le général Savary « qui » s'était offert à lui donner cette marque de respect. » Pour s'assurer un bon accueil, Ferdinand pria son père de le charger d'une lettre pour l'Empereur. Dans cette lettre, disait-il au roi Charles, « vous félicitez l'Empereur de son arrivée et vous » lui témoignerez que j'ai pour lui les mêmes » sentiments que vous lui avez démontrés. » Charles IV ne crut pas devoir se porter garant des sen-

timents de son fils. Le 10 au matin, celui-ci partit en effet pour Burgos. Arrivé en cette ville, son désir était de s'y arrêter; mais le général Savary, assurant toujours que l'Empereur ne pouvait pas être bien éloigné, Ferdinand¹ continua sa marche pour Vittoria. Parmi les personnages distingués qui le suivirent, se trouvaient le duc de l'Infantado, président du conseil de Castille, le duc de San Carlos, premier majordome, et don Pedro Cevallos, secrétaire d'État des affaires étrangères. Avant son départ, Ferdinand avait ordonné que les ministres formeraient, sous la présidence de l'infant don Antonio, son oncle, une *junta*² *suprême de gouvernement*, chargée d'administrer en son nom, et autorisée à prendre toutes les mesures d'urgence. Parmi les membres de la junta, se trouvaient deux hommes de bien, qui étaient en même temps des hommes d'un vrai mérite, excellents Espagnols, appartenant à cette minorité peu nombreuse qui

¹ Ille, ignarus doli, vel, si intelligere crederetur, metuens, in urbem properat. Tacite, livre II.

² Plus tard, les ministres, vu la gravité des circonstances, crurent devoir fortifier la junta du gouverne-

ment en y appelant les gouverneurs et doyens des conseils suprêmes, et en s'adjoignant de plus deux membres de chacun de ces conseils, pour prendre part à ses délibérations.

voulait la réforme des vieux abus de la monarchie. C'était le ministre des finances Azanza, et le ministre de la guerre, le général O-Farill¹. Nous les signalons dès ce moment, parce que tous deux, étrangers aux intrigues antérieures, ils n'ont été appelés au ministère qu'après l'élévation de Ferdinand, et que plus tard, lorsqu'ils auront prêté serment à un autre prince, ils seront fidèles à ce serment.

Durant son séjour à Madrid, le général Savary avait fait quelques tentatives pour obtenir la mise en liberté du prince de la Paix. Ses insinuations n'ayant pas été accueillies avec faveur, il s'en était désisté, ne se sentant pas autorisé suffisamment pour donner à ses démarches un caractère plus significatif. Le grand-duc de Berg avait ensuite, mais en vain, fait demander à l'infant don Antonio, par l'ambassadeur Beaubarnais, la remise amicale du prisonnier. La junte voulait auparavant en référer au roi, qui alors devait être à Burgos; mais, dans l'intervalle, l'Empereur ayant écrit au grand-duc de Berg que Ferdinand avait mis à sa disposition le prince de la Paix, et le grand-duc ayant donné plus de force à ses instances devenues officielles, la junte du gouvernement, qui d'ailleurs avait reçu² du ministre Cevallos un avis semblable à celui que l'Empereur avait donné au grand-duc, se crut obligée de condescendre à une volonté aussi prononcée, d'autant plus que chaque jour à Madrid, les circonstances devenaient plus graves. Le prince de la Paix fut remis à l'autorité française pour être envoyé en France.

Là ne se bornaient plus les demandes du grand-duc; il voulait en outre le rétablissement du roi Charles IV. Le 17 avril, le vieux roi avait adressé à l'infant don Antonio, président de la junte, une déclaration portant qu'ayant abdiqué sous les menaces de la révolte, il avait, aussitôt après, protesté contre cette abdication que la violence seule lui avait arrachée. « Aujourd'hui, disait ce prince, que ma protestation se trouve entre les mains de mon auguste ami et fidèle allié l'Empereur des Français, qu'il est notoire que mon fils n'a pu obtenir d'être reconnu comme roi par S. M. I., je déclare solennellement que l'acte d'abdication signé par moi le 19 mars, est nul en toutes ses

parties. » Il annonçait en conséquence qu'il reprenait la couronne, et ordonnait à la junte d'en donner connaissance à ses peuples. Cette lettre du roi Charles IV fut l'objet d'une conférence entre le grand-duc et deux commissaires délégués par la junte du gouvernement. Dans cette conférence, à laquelle assista M. Delaforêt, nouvel ambassadeur³ en Espagne, il fut convenu que la junte allait rendre compte au roi Ferdinand de la déclaration de Charles IV et de la demande du grand-duc à l'appui de cette déclaration; que provisoirement l'une et l'autre seraient tenues secrètes; et que Charles IV, qui s'abstiendrait pour le moment d'exercer en Espagne aucun acte de l'autorité royale, serait prié de se mettre en route avec la reine pour la frontière, où tout serait réglé de concert entre le vieux roi, son fils et l'Empereur. Il est vraisemblable que c'était là, en effet, tout ce que désirait le grand-duc de Berg.

Cependant l'empereur Napoléon s'était décidé à se mettre en route pour le midi de la France. La veille de son départ, le 1^{er} avril, il appela dans son cabinet M. le prince de Bénévent, son ancien ministre des relations extérieures, et M. de Champagny⁴, son ministre actuel. Dans une conversation qui dura plusieurs heures, on examina sous toutes ses faces la question espagnole; on rechercha quel était le parti le plus convenable, ou de recommencer l'ouvrage de Louis XIV en changeant la dynastie d'Espagne, ou de maintenir sur le trône les rejetons usés de cette dynastie, en se contentant de leur faire acheter ce maintien par une cession de territoire. Les raisons pour et contre chacune de ces hypothèses furent longuement débattues et balancées. Nulle opinion ne fut exclusivement soutenue par aucun des trois interlocuteurs. Chacun présenta tour à tour sur chaque combinaison les dangers et les avantages. On se sépara sans qu'aucune détermination eût été définitivement adoptée⁵. Celle que l'Empereur manifesta bientôt va se former d'après les rapports successifs qu'il recevra dans sa route et à Bayonne même. Les trois ambassadeurs que lui avait envoyés Ferdinand VII pour lui notifier son avènement au trône, le rencontrèrent entre Tours et Poitiers. Sous divers prétextes, il évita de leur donner au-

¹ J'ai vécu plusieurs années à Berlin avec le général O-Farill, ministre d'Espagne en cette résidence, de 1800 à 1805. Plein d'honneur et de loyauté comme l'était cet excellent homme, s'il s'est attaché au système de la France, c'est qu'il était persuadé qu'il n'y avait pas d'autre moyen de salut pour son pays.

² La junte ne pouvait pas dissimuler qu'elle avait reçu un avis semblable du ministre Cevallos. *Mémoire de Azanza et O-Farill*.

³ Il ne devait pas déployer ce caractère *avant que le gouvernement fût réglé*.

⁴ Ces détails m'ont été donnés par M. de Champagny, duc de Cadore.

⁵ Nous parlerons ailleurs d'une lettre du 27 mars 1808, qui constate que Napoléon, dans l'hypothèse de l'élévation d'un de ses frères sur le trône d'Espagne, avait d'abord songé à placer sur ce trône le roi Louis qui régnait en Hollande.

dience, et les fit inviter à se trouver à Bayonne, où il s'empreserait de les recevoir. Il est évident qu'il ne voulait ni s'expliquer, ni s'engager sur rien avant de tout connaître à fond. L'Empereur passa dans la ville de Bordeaux quelques jours, qui ne furent pas perdus pour le bien-être de cette contrée. Il était à Bayonne dans la nuit du 14 au 15 avril.

À son arrivée, il trouva le général Savary qui lui remit une lettre de Ferdinand VII datée de Vittoria. Ferdinand s'était arrêté dans cette ville le 13. Là s'étaient augmentées les hésitations et les craintes de son conseil. On avait cru rencontrer l'Empereur sur le territoire espagnol, et on n'apprenait pas même qu'il fût encore à la frontière du territoire français. On jugea que le roi devait d'abord lui écrire et attendre sa réponse pour décider s'il irait plus loin.

Après avoir témoigné qu'élevé au trône par l'abdication libre et spontanée de son auguste père, il n'avait pu voir, sans un véritable regret, que l'ambassadeur Beaularnais et le grand-duc de Berg n'eussent pas cru devoir le féliciter comme souverain d'Espagne, il exposait tout ce qu'il avait fait, depuis son avènement, pour convaincre S. M. I. de son vif désir de resserrer les liens d'amitié et d'alliance qui existaient entre les deux pays. Il avait accédé volontiers à l'invitation que lui avait faite le général Savary de venir au-devant de l'Empereur, d'autant plus qu'il avait déjà manifesté à Sa Majesté ses intentions à cet égard. En conséquence, je me suis rendu, ajoutait-il, dans ma ville de Vittoria, sans égard aux soins indispensables d'un nouveau règne, qui auraient exigé ma résidence au centre de mes États. Il pria ensuite l'Empereur de faire cesser la situation pénible à laquelle il l'avait réduit par son silence. La réponse de l'Empereur fut prompte. Le 16, le général Savary fut envoyé auprès de Ferdinand avec une lettre dont nous citons quelques traits assez remarquables, parce que ce sont tous ces actes antérieurs à la réunion de la famille d'Espagne à Bayonne, qui expliquent d'avance l'issue des événements auxquels nous allons assister. D'ailleurs, si cette lettre cache une arrière-pensée généreuse, elle n'en renferme pas moins des observations si pleines de justice et de sens.

L'Empereur commença par dire qu'ayant eu l'intention de se rendre à Madrid, il espérait porter son auguste ami, le roi Charles IV, à donner, par le renvoi du prince de la Paix, satisfaction à l'opinion publique; mais que les affaires du Nord

avaient retardé son voyage. « Les événements d'Aranjuez, continue-t-il, ont eu lieu. Je ne suis point juge de ce qui s'est passé et de la conduite du prince de la Paix; mais ce que je sais bien, c'est qu'il est dangereux pour les rois d'accoutumer les peuples à répandre du sang et à se faire justice eux-mêmes. Je prie Dieu que V. A. R. n'en fasse pas elle-même un jour l'expérience. Il n'est pas de l'intérêt de l'Espagne de faire du mal à un prince qui a épousé une princesse du sang royal et qui a si longtemps régi le royaume. Il n'a plus d'amis; Votre Altesse n'en aura plus, si jamais elle est malheureuse. Les peuples se vengent volontiers des hommages qu'ils nous rendent. Comment d'ailleurs pourrait-on faire le procès au prince de la Paix, sans le faire à la reine et au roi votre père? Ce procès alimentera les haines et les passions factieuses; le résultat en sera funeste pour votre couronne; V. A. R. déchire par là ses droits. Qu'elle ferme l'oreille à des conseils faibles et perfides. Elle n'a pas le droit de juger le prince de la Paix. Ses crimes, si on lui en reproche, se perdent dans les droits du trône. J'ai souvent exprimé le désir que le prince de la Paix fût éloigné des affaires. Mon amitié pour le roi Charles m'a porté souvent à me taire et à détourner les yeux des faiblesses de son attachement. Misérables hommes que nous sommes! faiblesse et erreur, voilà notre lot! Mais tout peut se concilier. Que le prince de la Paix soit exilé d'Espagne, et je lui offre un refuge en France. » Tout ce passage est un mélange de tristes vérités et de réflexions très-saines. Ce serait un langage tout à fait digne d'éloge, s'il était désintéressé.

« Quant à l'abdication de Charles IV, poursuit l'Empereur, elle a eu lieu dans un moment où mes armées couvraient les Espagnes; et, aux yeux de l'Europe et de la postérité, je paraîtrais n'avoir envoyé tant de troupes que pour précipiter du trône mon allié et mon ami. Comme souverain voisin, il m'est permis de vouloir connaître tout, avant de reconnaître cette abdication. Je le dis à V. A. R., aux Espagnols, au monde entier: si l'abdication du roi Charles est de pur mouvement, s'il n'y a pas été forcé par l'émeute d'Aranjuez, je ne fais aucune difficulté de l'admettre, et je reconnais V. A. R. comme roi d'Espagne. Je désire donc causer avec elle sur cet objet. La circonspection que je porte depuis un mois dans ces affaires doit lui être un sûr garant de l'appui qu'elle trouvera en moi, si, à son tour, des factions, de quelque nature qu'elles soient, venaient à l'inquiéter sur son trône.

¹ Cevallos dit que les expressions de cette lettre ne sont ni flatteuses, ni décentes. Le lecteur peut en juger.

« Lorsque le roi Charles IV me fit part de l'événement du mois d'octobre dernier, j'en fus doucement affecté, et je pense avoir contribué, par les insinuations que j'ai faites, à la bonne issue de l'affaire de l'Escurial. V. A. R. avait bien des torts; je n'en veux pour preuve que la lettre qu'elle m'a écrite, et que j'ai constamment voulu oublier. Roi à son tour, elle saura combien les droits du trône sont sacrés. Tout recours près d'un souverain étranger, de la part d'un prince héréditaire, est criminel. »

Ici Cevallos relève l'omission d'un paragraphe de la lettre dans la publication du Moniteur. Ce passage se rapporte au mariage de Ferdinand avec une princesse de la famille de Napoléon, mariage sollicité par Ferdinand lui-même, et ensuite par le prince de la Paix, au nom de Charles IV. Le voici : « Le mariage d'une princesse française avec V. A. R. s'accorde, dans mon opinion, avec les intérêts de mon peuple, et je le regarde plus spécialement comme une circonstance qui m'unirait par de nouveaux nœuds à une maison dont j'ai à me louer de toute manière, pour la conduite qu'elle a tenue depuis l'époque de mon avènement au trône. » Nous blâmons, sans hésiter, la suppression de ce passage. Pour être sincère, toute publication doit être complète. Mais ensuite j'ai peine à trouver dans ce paragraphe une véritable importance, d'autant plus qu'il va encore être question de ce mariage dans les propositions qui seront faites à Ferdinand.

Le reste de la lettre renfermait des plaintes sur la conduite du capitaine général de la Catalogne, et un avertissement sur les suites fâcheuses que pourrait avoir l'assassinat de militaires français isolés. L'Empereur finissait en disant qu'il flottait entre des idées diverses qui avaient besoin d'être fixées.

Telle était la réponse de l'Empereur, sur laquelle eurent à délibérer les principaux personnages qui environnaient le roi Ferdinand à Vittoria. De tous les hommes qui, dans ce moment, se trouvaient auprès de ce prince, celui dont les événements ont attesté le mieux la profonde sagesse, fut l'ex-ministre Urquijo, retiré dans la Biscaye, sa patrie, mais qui était accouru pour voir Ferdinand à son passage. Soit que l'Empereur ait été réellement irrésolu jusqu'à la dernière heure, soit qu'une feinte indécision cachât en lui une détermination bien prise, Urquijo a prédit ce qui s'est réalisé. Selon lui, il ne s'agit de rien moins pour Napoléon que d'abolir la dynastie des Bourbons en Espagne

pour y établir la sienne. Se rendre à Bayonne, c'est aller l'inviter à le faire. Si on allègue que l'Empereur ne peut pas se souiller d'une action semblable, Urquijo répond : « Lises Plutarque et vous verrez que tous ces héros de la Grèce et de Rome n'acquirent tant de renommée qu'en montant sur des milliers de cadavres. » Il cite Charles-Quint détrônant des princes devenus ses prisonniers par perfidie, et qui n'en n'est pas moins compté parmi les héros. L'histoire d'Espagne lui fournit encore d'autres exemples d'usurpateurs qui, par des assassinats de rois, se sont assis sur le trône, et sont devenus des monarques très-légitimes. Il rappelle diverses abdications de souverains espagnols, et conclut que, si Charles IV réclame contre la violence de la sienne, ni lui ni Ferdinand ne régnera en Espagne. Sur l'objection que l'Empereur craindrait de blesser l'opinion en France par une si criante injustice, Urquijo faisait remarquer que la nation française est toujours enchantée de ce qui l'étonne; que d'ailleurs elle gagnerait beaucoup dans l'intérêt de son commerce, si les souverains des deux peuples étaient d'une même famille; que, si Napoléon consolidait son empire par de bonnes institutions morales, la France l'adorerait, comme l'ayant sauvée des orages de sa terrible révolution, qu'elle bénirait sa dynastie, et regarderait comme une gloire l'occupation de plusieurs trônes de l'Europe par des membres de la famille de son souverain. A la suite de ces raisonnements et de plusieurs autres non moins sensés, Urquijo exprimait l'avis qu'il n'y avait qu'un seul parti à prendre, c'était de faire partir le roi dans la nuit, incognito, et de le conduire dans l'Aragon. Là, il serait en position de traiter de puissance à puissance avec l'Empereur, et celui-ci serait obligé de changer ses plans.

Une autre personne, avant le départ même du Madrid, avait fait donner au roi le conseil secret d'éviter de se rendre en France : c'était Joseph Martinez Hervás, beau-frère du général Duroc, et dont le père est devenu marquis d'Almenara. A Vittoria, Hervás fit porter une seconde fois les mêmes avertissements au roi, et il semble qu'on n'eût pas dû les négliger, puisque ce jeune homme, qui avait accompagné le général Savary en Espagne, était alors censé plutôt Français qu'Espagnol, et qu'un avis pareil, venant de lui, ne pouvait partir que d'un fond sincère d'affection pour son pays natal. Ni Urquijo ni Hervás ne furent écoutés. La principale considération qui déterminait les con-

* Dans une conférence avec l'Empereur, le chanoine Escoiquiza parla de cette idée de faire échapper le roi, en se gardant bien d'avouer qu'il était un de ceux qui fa-

vaient combattre. « C'était là, répondit l'Empereur, ce que vous auriez eu à faire de mieux. »

* J'avais vu à Berlin, en 1801 et 1802, le jeune Hervás,

seillers de Ferdinand à lui faire poursuivre son voyage jusqu'à Bayonne, c'est qu'ils espéraient contenter l'ambition de l'Empereur par quelques cessions de territoire. « Le conseil, dit le chanoine » Escoiquiz, se persuada que le roi n'aurait tout » au plus à craindre qu'une cession des provinces » de l'Èbre, ou même que tout se réduirait à la » perte de la Navarre. » Ce chanoine et ses compagnons fout ici bon marché d'une portion du territoire espagnol. L'agent du prince de la Paix, Ysquierdo, avait frémé à l'idée d'une semblable cession. Il est malheureux que l'Empereur ne devine pas toute la complaisance qu'il pourrait trouver aujourd'hui dans le conseil de Ferdinand. Au fond, c'est là ce qu'il désire le plus, puisqu'il le voudra ultérieurement, même avec un roi de sa famille. En ce moment on serait prêt à le lui accorder, et il ne le demande pas ! Il ne le demande pas, parce qu'il veut davantage. En voyant de près les princes de la maison d'Espagne, il va croire qu'il peut se dispenser d'en tenir compte, et il aurait raison s'il n'y avait que des princes en Espagne, ou si l'Espagne ressemblait à ses princes.

Pour se disculper de n'avoir pas empêché le roi de continuer son voyage, Escoiquiz et Cevallos assurent, dans leurs écrits, qu'ils ont dû ajouter foi aux protestations du général Savary, qui déclarait qu'à la vérité l'Empereur pourrait d'abord traiter Ferdinand comme allée royale, mais que certainement il ne tarderait pas à le reconnaître comme roi. L'excuse est bien peu solide. C'était par la lettre de l'Empereur qu'il fallait juger ses dispositions, et non par le langage d'un aide de camp qui n'avait d'autre titre que d'être le porteur de la dépêche impériale. Le menu peuple, dont souvent l'instinct est plus éclairé que la raison des conseillers des princes, voulut empêcher le roi de quitter la ville. Un attroupement considérable se forma devant la maison qu'il occupait ; on coupa les attelages des voitures, en sorte que le départ fut un moment suspendu. On n'en persista pas moins à partir. Il parait que dans Vittoria même, on se croyait déjà entouré de troupes françaises, au point de n'être pas maître de prendre une autre détermination. Plus Ferdinand approchait de la frontière, plus il lui était effectivement difficile de retourner sur ses pas.

attaché à la légation d'Espagne auprès du général O-Farrill. Le secrétaire de cette légation, comte de Casa-Valencia, va se trouver bientôt à Madrid conseiller d'État sous le roi Joseph. Tous deux ayant été mes camarades de jeunesse, j'ai dû être frappé de la singularité de leur mort. Herras tombe par mégarde dans une pièce d'eau à Saint-Idelfonso et y périt. Plus tard, Casa-Valencia, obligé de quitter l'Espagne, va combattre en Amérique pour la

Le 20 avril, Ferdinand VII est entré à Bayonne². Il n'est plus là que le prince des Asturies. Aussitôt l'Empereur lui fait sa visite, et le même jour le jeune prince va, au château de Marrac, dîner chez l'Empereur. Dès ce premier jour, tous les doutes s'évanouissent. La volonté de Napoléon se manifeste sans détour, et le lendemain la négociation commence pour la renonciation de Ferdinand au trône d'Espagne. La discussion d'office se suit par M. de Champagny avec don Pedro Cevallos, et ensuite avec M. de Labrador. A bout de quelques jours, la question se trouvait posée dans les termes suivants :

1° L'Empereur a irrévocablement résolu que la dynastie des Bourbons ne régnera plus en Espagne.

2° Le prince Ferdinand cédera ses droits à la couronne, tant en son nom qu'en celui de ses fils ou autres héritiers.

3° Si ce point est adopté, la couronne d'Étrurie lui sera transmise et à ses descendants, conformément aux statuts de la loi salique.

4° L'infant don Carlos fera une pareille renonciation, et il aura droit à la couronne d'Étrurie, à défaut d'héritier direct du roi.

5° Le royaume d'Espagne appartiendra désormais à l'un des frères de l'Empereur.

6° L'Empereur en garantit l'intégralité entière et celle de ses colonies, et il ne souffrira pas que le moindre village en soit démembré.

7° Il garantit de la même manière la religion, les propriétés, etc., etc.

8° Si le prince Ferdinand se refusait à ces propositions, il ne recevrait aucune compensation, tandis que S. M. I. les fera exécuter de gré ou de force.

9° Si le prince Ferdinand demande et accepte la nièce de l'Empereur en mariage, cette alliance sera immédiatement suivie de l'exécution du traité.

Tandis que ces propositions se débattaient entre les plénipotentiaires officiels, l'Empereur prend lui-même une part active à la négociation. Il entretient tour à tour, et quelquefois ensemble, les principaux conseillers de Ferdinand. C'est dans ses conversations avec le chanoine Escoiquiz qu'il révèle avec le plus de franchise toute sa pensée.

Une longue controverse s'élève d'abord entre eux sur l'abdication de Charles IV. A-t-elle été

cause de l'indépendance : il est fait prisonnier et fusillé comme rebelle. Étrange siècle !

« Tribuni et centuriones, monendo, suntenlo, et, » quanto longius abcedebatur, apertiore custodiâ, pos- » tremo gnarum necessitatibus in urbem traxerunt. » Tacite.

« Cevallos prétend que la maison où il fut logé » était » bien peu convenable à l'hôte auguste qui devait l'oc- »cuper. » C'était la plus belle de la ville.



libre? A-t-elle été forcée? Ou comprend tout ce qui peut être allégué pour prouver ou pour nier la violence. C'est un texte infini qui donne lieu à revenir sur un détail immense de faits. On peut, sur de telles matières, se livrer à d'interminables discours, sans avancer d'un seul pas. Là, pour l'Empereur, est seulement le prétexte; voici la vérité telle qu'il la fait connaître lui-même au chanoine Escotiz : « Les intérêts de mon empire » veulent que la maison de Bourbon, ennemie implacable de la mienne, perde le trône d'Espagne, » et c'est dans l'intérêt de votre nation que ses derniers rois ont irritée. La nouvelle dynastie que je proposerai donnera une bonne constitution, et, par son étroite alliance avec la France, » garantira l'Espagne de ce que pourrait tenter le seul ennemi qui puisse lui nuire par son voisinage et par sa puissance. Charles IV est prêt à me céder¹ ses droits et ceux de sa famille, persuadé que les infants ne peuvent gouverner, dans ces temps difficiles, de façon à sauver son peuple des malheurs qui le menacent.

« Voilà ce qui m'a décidé à empêcher que la dynastie des Bourbons régnât encore en Espagne; mais j'estime Ferdinand, qui est venu me voir à Bayonne avec confiance; je veux traiter avec lui de cette affaire, et le dédommager autant que possible, ainsi que ses frères, de ce que sa politique m'oblige à leur ôter en Espagne. »

Même après que l'Empereur a établi la question d'une manière aussi précise, le chanoine Escotiz retombe encore dans un historique sans fin des événements antérieurs pour prouver la validité, la légalité de l'abdication du roi Charles IV, et la légitimité du gouvernement de Ferdinand VII. L'Empereur tantôt approuve, tantôt conteste les faits particuliers de la narration. Lui-même il s'abandonne largement à une causerie agréable avec un homme d'esprit qu'il voudrait gagner, mais de temps en temps il revient à ce qui forme pour lui le point essentiel de la question. Selon la relation du chanoine Escotiz, au milieu de ce dialogue tout à fait amical, l'Empereur, qui déjà le traitait avec une grande familiarité, se livra un moment à une légère plaisanterie²; mais bientôt, s'attachant de nouveau à son idée principale, il reprit : « Il est impossible, chanoine, que vous ne voyiez pas comme moi que, tant qu'il existera des Bourbons sur le trône d'Espagne, je n'aurai avec

« cette puissance aucune alliance sûre; ils sauront feindre tant qu'ils seront seuls et dans l'impuissance de me nuire; mais, lorsqu'ils me verront occupé dans une guerre du Nord, ce qui ne peut manquer d'avoir lieu, ils se réuniront à mes ennemis. Rappelez-vous la perfidie de Charles IV lui-même, qui, au mépris de notre alliance, voulut me faire la guerre, lorsqu'il me crut tout occupé de celle de Prusse peu avant la bataille d'Iéna. Il profita de mon prétendu danger pour faire circuler dans son royaume une proclamation afin d'armer tous ses sujets contre moi. Jamais, je le répète, je ne compterais sur l'Espagne, tant que les Bourbons y régneront. » Les forces de cette puissance, considérables en tout temps, peuvent augmenter encore sous un homme de mérite qui serait à la tête du gouvernement, et s'élever au point de nuire à mon repos. » Pour rassurer l'Empereur contre ce danger, deux moyens furent présentés par Escotiz : l'union de Ferdinand avec une princesse impériale, et le choix heureux des personnes qui entoureraient la jeune princesse, toutes également disposées à le maintenir dans la plus étroite liaison avec la France. Ces raisons parurent peu solides à l'Empereur. Sur la première, il répondit : « Vous me faites des contes, chanoine; vous êtes trop instruit pour ignorer qu'une femme est un lien trop faible pour déterminer la conduite politique d'un prince, et qu'on ne peut comparer ce lien aux sentiments qu'inspire une origine commune³. » Il répondit sur la seconde : « Qui me garantira que la jeunesse du roi ne le portera pas à vous renvoyer dans six mois? Ne vous laissez pas ainsi éblouir, chanoine. Vous êtes vraiment trop honnête homme. Le premier courtisan adroit s'emparera de sa confiance, le trompera, vous éloignera des affaires, et bientôt, agent de l'Angleterre, il lui fera suivre un système opposé au vôtre. Non, je le répète, je ne puis avoir confiance en tout cela. » L'Empereur jugeait bien Ferdinand. Le crédit des hommes qui se dévouaient à ce prince n'aurait pas longtemps duré. Un jour, lorsqu'il redeviendra roi, il récompensera l'attachement du chanoine Escotiz en l'envoyant au château de Murcie. Cependant, en 1808 et dans les années suivantes, il vaudrait cent fois mieux pour Napoléon avoir à combattre en Espagne un roi Bourbon, allié des Anglais, que d'avoir à y main-

¹ Peut-être ici l'Empereur exprime-t-il une confiance un peu prématurée; peut-être aussi sait-il déjà que, dans l'irritation produite par les événements d'Arenjox, Charles IV est disposé à une renonciation absolue pour lui et pour ses enfants.

² Il lui tirait l'oreille en disant : « Oh! je vois bien, chanoine, que vous ne savez rien. »

³ Le principe de l'origine commune ne forme pas lui-même un lien beaucoup plus puissant. De tous les rois créés par Napoléon, et ces rois sont ses frères, il n'en est

tenir un de ses frères. Cette conférence entre l'Empereur et le chanoine Escoiquiz ne fut point décisive. L'Empereur la termina en remettant à l'instruire le lendemain de sa résolution définitive.

Le lendemain, en effet, l'Empereur lui dit : « Je me suis décidé irrévocablement à changer la dynastie qui règne en Espagne. Vous pouvez en instruire le prince Ferdinand. Dites-lui de se décider avant l'arrivée du roi Charles, son père, relativement à l'échange de ses droits contre la Toscane. S'il accepte, le traité sera fait avec la plus grande solennité. Dans le cas contraire, son refus deviendra toujours inutile, *car j'obtiendrai de son père la cession que je désire*. La Toscane restera alors à la France, et S. A. R. ne recevra aucune indemnité. » A la suite de cette déclaration de l'Empereur, le chanoine Escoiquiz déplora vivement le malheur de sa position et de celle des autres conseillers de Ferdinand, qui ayant appuyé l'avis du voyage de Bayonne, seraient considérés comme les auteurs de sa perte. « Rassurez-vous, chanoine, lui répondit l'Empereur; ni vous ni les autres n'auriez raison de vous affliger. *Vous ne pouviez deviner mes intentions, que personne ne connaissait.* »

Ce que l'Empereur a déclaré au chanoine Escoiquiz est, en quelque sorte, un arrêt du destin. Les faits s'accompliront comme il les a annoncés. Jusqu'à l'arrivée du roi Charles, les jours vont se consumer en paroles perdues. Ferdinand n'ayant pas transigé avant l'arrivée de son père, la cession du trône d'Espagne n'en aura pas moins lieu, et sans indemnité pour le jeune prince.

On sait qu'il était dans l'usage de l'Empereur de faire précéder d'un rapport de son ministre des relations extérieures toutes les grandes déterminations qu'il voulait prendre. En conséquence, le 24 avril, M. de Champagny lui fit un rapport ayant pour objet d'établir que c'était l'ouvrage de Louis XIV qu'il fallait recommencer, et qui, pour justifier l'adoption de cette importante mesure, se terminait par ces mots : « La politique la conseille, la justice l'autorise, les troubles de l'Espagne en imposent la nécessité. »

Le 5 avril, le même ministre écrivait à M. De-la-forêt à Madrid : « Les regards qu'on a cru devoir au prince des Asturies, comme exerçant, à un titre quelconque, les pouvoirs de la royauté, ont cessé. Charles IV arrive ce soir, il sera reçu

comme roi d'Espagne. Tout acte d'autorité fait par son fils sera regardé comme une usurpation. » Dans le même moment, on rompit avec Ferdinand toute négociation directe, et le chanoine Escoiquiz fut chargé de lui faire connaître qu'on ne traiterait plus qu'avec son père.

C'était seulement dans les derniers jours du mois d'avril que l'autorité française avait cru devoir intercepter la correspondance du prince des Asturies avec l'Espagne. Il était déjà tard, et ce prince avait eu tout le loisir d'expédier des ordres contrairement aux intérêts de l'Empereur. Dans une lettre datée du 28 et adressée à l'infant don Antonio, Ferdinand disait : « Je te prévienne que l'Empereur a entre les mains une lettre de Marie-Louise (la reine d'Étrurie, sa sœur), qui porte que l'abdication de mon père a été forcée. Fais comme si tu l'ignorais; mais conduis-toi en conséquence et tâche que ces maudits Français ne te fassent aucun trait de leur méchanceté. » Cette lettre et d'autres, dans un style moins ménagé encore, n'étaient pas propres à ranimer l'Empereur à de meilleures dispositions pour le prince des Asturies.

Le roi Charles IV arriva effectivement le 30 avril. On lui rendit tous les honneurs dus à un souverain régnant. Ses deux fils, Ferdinand et don Carlos, se trouvèrent sur son passage. Il dit bonjour à don Carlos et n'adressa point la parole à Ferdinand. Lorsque ensuite ils voulurent le suivre dans ses appartements, il arrêta le prince des Asturies et lui dit en langue espagnole : « N'avez-vous pas assez outragé mes cheveux blancs? »

Quelques jours auparavant était arrivé à Bayonne le prince de la Paix. Qui pourrait être, sinon le prince de la Paix, le négociateur de Charles IV? Pour ce négociateur, plus d'espoir de retourner jamais en Espagne. Vaincu et proscrit, arraché, malgré les ordres contraires de Ferdinand, au procès qu'on voulait lui faire, et peut-être au dernier supplice, libre de nouveau et par conséquent toujours maître de Charles IV et de la reine, tira-t-il, épris d'une belle passion pour le principe de l'hérédité dynastique, défende maintenant, dans le cœur du père, un fils qu'il a tant de fois accusé de conspiration et d'attentats contre le trône paternel? Ce n'est pas d'un favori à qui il n'a manqué que le titre de roi, d'un rival de puissance qui a voulu se créer des droits en opposition à ceux de l'héritier du trône, qu'il faut attendre un tel excès de ma-

pas un qui ne se détachât de lui, s'il croyait pouvoir se sauver sans lui.

* Cette phrase a été odieusement dénaturée dans plusieurs ouvrages. On a fait dire au ministre de Napoléon : *La justice autorise ce que la politique conseille*. Telle n'est

ni la pensée, ni l'expression du rapport ministériel. Il y a là une altération complète de la proposition émise par M. de Champagny, proposition que l'on pouvait d'ailleurs très-bien contester en elle-même, sans avoir recours à un ridicule travestissement du langage de ce ministre.

gualité. Si, dans sa chute, quelque chose eussait Godol de ne plus régner, c'est que Ferdinand ne régnera pas davantage, et il sera sans scrupule dans sa vengeance, car il sait bien qu'à son égard Ferdinand, s'il le pouvait, ne serait pas plus généreux que lui. Tout ce que va faire le vieux roi, il le fera sous l'inspiration du prince de la Paix.

Sans prendre le temps de se reposer de son voyage, le roi Charles IV manda le prince des Asturies et lui ordonna, en présence de la reine et de l'Empereur, de lui remettre sa couronne par une cession simple qui serait signée de lui et de ses frères. Par cette demande d'une cession que doivent signer aussi les frères de Ferdinand, on voit que le roi Charles est déjà résolu à l'abandon complet de sa monarchie pour sa famille comme pour lui-même. Cette scène entre le vieux roi et son fils a fourni à divers auteurs de mémoires la matière de tableaux plus ou moins vrais, dans lesquels ils assignent à chacun des acteurs un rôle honorable ou cruel, selon leurs affections ou leurs haines. Tel écrivain, tour à tour détracteur violent ou panégyriste outré de Napoléon, présente la reine d'Espagne comme ayant, dans ses fureurs contre son fils, engagé l'Empereur à le faire périr sur l'échafaud, et ensuite nous fait voir l'Empereur s'intéressant presque au fils par horreur pour la barbarie de la mère. Tel autre laisse, dit-il, à juger si on a pu porter un père, sans employer la violence¹ contre sa personne, à se montrer aussi rigoureux envers son fils. La vérité n'est ni dans le récit pittoresque de l'un de ces écrivains, ni dans les basses insinuations de l'autre. Sans doute la conduite de Charles IV et de la reine doit paraître extraordinaire; mais pour tous les hommes de bonne foi elle s'explique par l'ascendant sans bornes du prince de la Paix qui gouverne leurs sentiments comme leurs volontés. A la suite de l'intimation adressée par Charles IV au prince des Asturies, Charles IV, dit le danois Escotiz, le menaça de le faire traître, lui et sa suite, comme des *émigrés rebelles*. Ferdinand essaya de parler, mais le vieux roi « s'élança de son siège en le menaçant et » en l'accusant d'avoir voulu lui arracher la vie » avec la couronne. » Ferdinand alors garda le silence sur ces reproches de son père, silence d'étonnement et de respect, selon ses partisans, de confusion et de honte, selon ses ennemis.

Le 1^{er} mai, Ferdinand signa une renonciation conditionnelle en faveur de son père. Pour condition principale, il demandait, ou supposait que son père retournerait en Espagne, de l'y accompagner

pour l'y servir comme le fils le plus soumis. Les cortès seraient assemblées, et ce serait en leur présence que sa résignation aurait lieu d'une manière légale. Dans le cas où le roi Charles ne voudrait pas régner en personne ni retourner en Espagne, il demandait à prendre le gouvernement ou son nom comme son lieutenant.

Dès le lendemain 2 mai, Charles IV fit à la lettre de son fils une longue réponse que l'empereur Napoléon avait évidemment dictée; mais il est constant aussi que, dans cette circonstance, les sentiments exprimés par la lettre du vieux roi étaient ceux qui l'animaient en effet. L'Empereur, qui avait plaint la *faiblesse des attachements* de ce prince, n'hésitait pas à se servir de toute la puissance de ses attachements pour le faire entrer dans ses vues. Malgré l'origine, ou plutôt à cause de l'origine incontestable de cette lettre, nous en citerons les derniers passages, où l'on reconnaît particulièrement la main de l'Empereur. Après un long exposé de la politique de son gouvernement, de ses rapports avec la France, de l'affaire de l'Escurial et des événements qui l'avaient amené à Bayonne, Charles IV disait : « Mon cœur » s'est ouvert tout entier à l'Empereur; il connaît » tous les outrages que j'ai reçus et les violences » qu'on m'a faites; il m'a déclaré qu'il ne vous » reconnaîtrait jamais pour roi, et que l'ennemi » de son père ne pouvait inspirer aucune confiance aux étrangers; d'ailleurs il m'a montré » des lettres de vous qui attestent votre haine » pour la France... En m'arrachant la couronne, » c'est la vôtre que vous avez brisée; votre conduite envers moi, vos lettres interceptées ont » mis une barrière d'airain entre vous et le trône » d'Espagne. Il n'est ni de votre intérêt ni de celui des Espagnes que vous y prétendiez. Gardez- » vous d'allumer un feu dont votre ruine totale et » le malheur de l'Espagne seraient la suite inévitable. Je suis roi du droit de mes pères. Mon abdication a été le résultat de la force et de la violence. Je n'ai donc rien à recevoir de vous; je ne puis adhérer à aucune réunion de députés » de la nation. C'est encore là une faute des hommes sans expérience qui vous entourent.

« J'ai régné pour le bonheur de mes sujets; je ne veux point leur léguer la guerre civile, les émeutes, les assemblées populaires et les révolutions. Tout doit être fait pour le peuple et rien par lui. Oublier cette maxime, c'est se rendre coupable de tous les crimes qui dérivent de cet oubli. Toute ma vie je me suis sacrifié pour mes

¹ Paroles de Cevallos.

² L'Empereur qui, en faisant porter le roi Charles IV,

ne veut point d'assemblée des cortès pour le prince des Asturies, en voudra une bientôt pour son frère Joseph.

« peuples... J'agirai constamment pour eux. Tous
 « mes sacrifices seront oubliés, et lorsque je serai
 « assuré que la religion de l'Espagne, l'intégrité
 « de ses provinces, leur indépendance et leurs
 « privilèges seront maintenus, je descendrai dans
 « le tombeau en vous pardonnant l'amertume de
 « mes dernières années. »

Cette lettre de Charles IV a tout dit. Les droits dont il demande la cession à son fils ne sont pas seulement ceux que celui-ci peut avoir, comme roi d'un jour, par suite d'une insurrection; ce sont ceux aussi qu'il aurait comme héritier du trône à la mort de son père. Le prince des Asturies répliqua, le 4 mai, à la lettre du roi Charles. Le plus solide des arguments qu'il fit-valoir était, à coup sûr, celui de tous auquel il tenait le moins; mais enfin ses conseillers eurent le bon esprit d'invoquer au moins une fois le grand principe de la souveraineté des nations. Ferdinand, après avoir dit, ce qui était vrai, qu'il était le seul qui eût pour lui le vœu de la loi et la volonté du peuple, ajoutait qu'une renonciation comme celle qu'on lui demandait, ne pouvait avoir lieu sans le consentement formel de tous les individus qui avaient ou pouvaient avoir un droit à la couronne, « et en-
 « core moins sans l'adhésion également formelle
 « de la nation espagnole, représentée par ses cor-
 « tès réunies dans un lieu de sûreté. » Si ce prin-
 « cipe eût été pour Ferdinand autre chose qu'une
 « allégation vaine, jetée sans y attacher d'importance
 « réelle, ce prince eût été digne du dévouement que
 « lui montrera sa nation; mais il est dans sa destinée
 « d'être, au commencement du dix-neuvième siècle,
 « le premier modèle, trop promptement imité, de
 « l'ingratitude des rois envers les peuples qui les au-
 « ront sauvés.

Ce même jour 4 mai, le roi Charles IV nommait le grand-duc de Berg lieutenant général du royaume d'Espagne, et ordonnait à toutes les autorités civiles, aussi qu'aux capitaines généraux et aux gouverneurs de places, d'obéir à ses ordres. A Bayonne, le général Duroc, choisi par l'Empereur pour traiter avec les agents du vieux roi, entra en discussion avec le prince de la Paix, plénipotentiaire de ce souverain. La négociation ne fut pas longue. Une nouvelle grave, arrivée de Madrid le jour suivant, vint abrégier les lenteurs et précipiter le dénoûment. Le 2 mai avait vu, dans cette capitale, le premier combat de l'horrible guerre qui ne finira qu'avec le règne de Napoléon. Était-ce l'effet d'une conspiration ourdie par les ennemis de la France? Était-ce l'explosion soudaine d'un sentiment qui cherchait à éclater? Les deux causes peuvent avoir existé à la fois. La soudaineté y eut sa part; mais d'avance aussi des maïnostés avaient assemblé les éléments d'un

incendio qui n'attendait qu'une étincelle. On faisait sentir au peuple le danger de la réunion de tous ses princes en France. C'était donc un grand intérêt du retenu à Madrid ceux qui s'y trouvaient encore. Des préparatifs ayant lieu pour le départ du jeune prince don Francisque, troisième fils de Charles IV, un attroupement considérable, dans lequel on répandait que les Français voulaient enlever même l'infant don Antonio, président de la junte du gouvernement, annonçait l'intention de s'opposer au départ de tous les membres de la famille royale. Dans cette disposition des esprits, un aide de camp du grand-duc de Berg, que l'on eut envoyé pour l'exécution de leur enlèvement, ayant par hasard traversé la foule, fut insulté et maltraité par elle, et, dans le même moment, un poste français venant au secours de cet officier, la lutte s'engagea; le peuple, qui n'avait d'abord que ses poignards, eut bientôt trouvé d'autres armes; dans toute la ville les Français isolés, officiers ou soldats, furent assassinés ou par les bandes meurtrières qui parcouraient les rues, ou par des coups de fusil tirés de l'intérieur des maisons. Dès le premier choc, la guerre eut tout le caractère d'atrocité que désormais elle ne cessera d'offrir. Des prêtres et des moines y prirent part. La presque totalité des troupes françaises était dans des camps hors de Madrid, mais aux portes de Madrid. Il n'y avait dans la ville que quelques milliers d'hommes; cependant bientôt des masses s'étaient formées; bientôt elles avaient été maitresses du terrain, et, aidées d'une bonne artillerie, elles avaient balayé les rues de tous les rassemblements. Pour frapper les esprits d'une prompte terreur, on fit fusiller sur le Prado un certain nombre de bandits pris les armes à la main. La bataille de la place publique n'avait duré que quelques heures. Les ministres espagnols O-Farill et Azanza, puissamment secondés par le général français Harispe, contribuèrent beaucoup, par leurs paroles de paix, à calmer les esprits et à faire cesser le désordre. Le soir de ce funeste jour, comme s'il y avait eu dans Madrid deux peuples différents, une population paisible se promenant, sans aucune apparence d'inquiétude, dans ces mêmes lieux où l'on venait de combattre, au milieu des détachements de troupes françaises qui arrivaient de toutes parts, et parmi ces canons dirigés, quelques heures auparavant, contre eux ou contre leurs frères. Il semble que la réconciliation soit déjà consommée; mais l'apparence est trompeuse; de part et d'autre le sang a coulé, la paix est rompue, la guerre déclarée; il n'y aura plus que des trêves partielles. Le nouveau trône que veut fonder l'Empereur n'existe plus encore et les bases en sont minées d'avance. Dans les premiers moments on parlait de plusieurs

milliers de victimes. Les publications officielles du conseil de Castille en ont réduit le nombre à quelques centaines¹. Ferdinand est mandé aussitôt. La colère paternelle se déborde contre lui en expressions plus que sévères. Le vieux roi représente vivement à son fils tous les maux que va souffrir l'Espagne, maux dont son ambition est la seule cause, et il le somme avec les plus terribles menaces de faire sur-le-champ une renonciation absolue à tout droit sur la couronne. Ferdinand, dans l'attitude d'un criminel devant son juge, n'osait répondre ou répondait mal aux reproches de son père², mais il hésitait à donner la renonciation demandée. Selon M. Cevallos, l'Empereur aurait, dans cette circonstance, dit au prince des Asturies : « Prince, il faut opter entre la cession ou la mort. » Quoique l'on puisse révoquer en doute cette assertion d'une bouche justement suspecte, nous admettons que ce mot ait été prononcé par Napoléon; mais on sait ce que peut signifier un tel langage en une telle conjoncture, et adressé à un tel homme. Nous ne sommes plus aux siècles où, pour usurper un trône, on exterminait toute une race de princes, et, si Napoléon avait voulu éteindre la prétention héréditaire des Bourbons au trône d'Espagne, ce n'est pas à Ferdinand seul qu'il eût dû borner ses attentats. Une seule fois Napoléon a été cruel. Nous ne l'avons pas excusé. S'il l'était en ce moment, nous ne l'excuserions pas davantage. Le lendemain 6, le prince des Asturies envoya une renonciation sans réserve, qui fut aussitôt transmise à la junte du gouvernement à Madrid. Cette renonciation était accompagnée d'un autre acte de Ferdinand, également daté de Bayonne, le 6 mai, par lequel il retirait les pouvoirs qu'il avait, avant son départ de Madrid, accordés à la junte du gouvernement. Il recommandait à la junte, ainsi qu'aux autres autorités, de se réunir, d'efforts et de cœur, au roi Charles et à l'empereur Napoléon, dont la puissance et l'amitié pouvaient, disait-il, plus que toute autre chose, garantir les premiers biens des Espagnes, leur indépendance et l'intégrité du territoire. Cevallos cite une lettre par laquelle le prince des Asturies,

en adressant sa renonciation à son père, la donnait comme lui ayant été *commandée*; mais le texte de la renonciation même ne renfermait rien de semblable. A la vérité, le même ministre raconte qu'il avait envoyé à la junte du gouvernement un décret royal portant : « La junte exécutera tout ce qu'elle jugera nécessaire pour le service du roi et du royaume, et, pour cet effet, elle a tous les pouvoirs dont Sa Majesté elle-même serait investie, si elle était résidante dans le royaume. » Comme le premier envoi fut intercepté, il fallut, pour le second, recourir à des voies détournées. Le messager porteur de ce décret, voyageant à pied et ayant dû prendre la route de l'Aragon, ne parvint à Madrid qu'après la consommation du changement de dynastie.

Dès le 8 mai, sans attendre la renonciation de son fils, le roi Charles, par un traité signé entre le prince de la Paix et le général Duroc, céda à l'Empereur tous ses droits sur le trône des Espagnes et des Indes, comme au seul prince qui, au point où les choses étaient arrivées, pût rétablir l'ordre. Les deux seules conditions de ce traité, qui eussent un objet général, portaient, la première, que « l'intérêt » grité du royaume serait maintenue; la seconde que « la religion catholique, apostolique et romaine, » serait la seule en Espagne. Tous les autres articles n'avaient pour objet qu'un règlement d'intérêts personnels.

Le palais de Compiègne avec ses dépendances était mis à la disposition du roi Charles IV. L'Empereur garantissait à ce prince une liste civile de trente millions de réaux, sept à huit millions de francs. Un donaire de deux millions était assuré à la reine. À la mort du roi. Chambord, avec ses parcs, fermes et bois, devenait la propriété du roi Charles, en échange de ses domaines particuliers. Chaque infant devait recevoir une rente annuelle de quatre cent mille francs, réversible d'une branche à l'autre.

De la part du prince des Asturies, le traité ne fut signé que le 10 mai. Les conditions en furent réglées entre le général Duroc et le chanoine Escalquiv. Ferdinand, par ce traité, adhérait à la cession faite par son père, et renonçait, *autant que de besoin*,

¹ Suivant la correspondance du ministre de Prusse à Madrid, il aurait péri dans cette journée près de deux cents Français, et environ douze cents Espagnols. Des moines ayan, des fenêtres de leur couvent, tiré sur les mamelouks, ceux-ci forcèrent les portes du cloître et tuèrent une douzaine de ces religieux. Deux autres moines, qu'on avait saisis armés de sabres et de pistolets, furent fusillés au Prado. Le récit de cet agent nous paraît devoir être exact. Témoin désintéressé, il n'a aucune raison pour augmenter ou pour restreindre le chiffre des pertes dans aucun des deux partis.

² Comme si, dans les faits avérés et constants, on ne

trouvait pas assez de bassesse et de lâcheté à la honte des Bourbons d'Espagne, on a prétendu que, dans cette dernière conférence, la reine, pour détruire les droits de Ferdinand, avait proclamé elle-même, avec sa propre infamie, la bâtardise de ce prince, et lui avait dit, sans ménagement pour la présence de Charles IV : « Vous êtes mon fils, mais vous n'êtes pas le fils du roi. » Pour expliquer un langage si peu vraisemblable, un écrivain anglais ne trouve rien de mieux que de supposer à cet égard un concert préalable entre la reine et l'Empereur. C'est être trop exigeant en fait de scandale. La triste vérité devrait bien suffire.

aux droits qui lui étaient acquis comme prince des Asturies à la couronne d'Espagne et des Indes. L'Empereur lui cédait les palais, parcs, fermes et bois de Navarre, avec une rente apanagère pour lui et ses héritiers de quatre cent mille francs, et de plus une rente viagère de six cent mille francs sur le trésor public. Nous abrégions tous ces détails d'arrangements pécuniaires. Quo sont en effet quelques centaines de mille francs de plus ou de moins en échange de la couronne de Charles-Quint et de Philippe II ?

Les infants don Antonio et don Carlos donnèrent leur adhésion à la renonciation du prince des Asturies, et tous trois, par une proclamation datée de Bordeaux le 12 mai, en exposant les motifs de leur renonciation au trône, ils déclarèrent les Espagnols de toutes obligations à leur égard, et les exhortèrent à avoir en vue les intérêts communs de la patrie, « en se tenant paisibles, en espérant » leur bonheur des sages dispositions et de la « puissance de l'empereur Napoléon. » Don Antonio, l'un des signataires de ces actes, avait quitté Madrid le 5 mai, malgré les efforts qu'avait faits la junte pour le retenir; et, prévoyant que la séparation serait longue, il lui avait écrit en partant : « Adieu, Messieurs, jusqu'à la vallée de Josaphat. »

Tant que Ferdinand VII a été entouré de ministres ou de conseillers qui ont eu pour lui le sentiment de sa position, il a montré, s'il en est de la grandeur, du moins une certaine fermeté de résistance à la force qui pesait sur lui. Abandonné à son propre génie, il semble oublier qu'il est fils de roi et qu'il a été roi un moment. L'abaissement gratuit auquel il se plaira bientôt à descendre, sera, pour l'empereur des Français, une sorte de justification au moins à ses propres yeux. Pourrait-il éprouver un grand remords de la spoliation d'un prince si peu digne du trône, d'un prince qui lui écrira pour féliciter son successeur, qui lui enverra une lettre pour le roi Joseph, afin de réclamer son amitié, et qui le priera de présenter cette lettre à Sa Majesté Catholique ? Dans ce siècle où tant de grandeurs ont été humiliées, qu'il en est peu qui aient honoré leur malheur !

Cependant les traités de Bayonne et les divers documents qui s'y rapportaient avaient été transmis à Madrid avec une grande rapidité. La junte de gouvernement n'avait plus guère qu'une existence nominale, depuis que le roi Charles IV avait déclaré reprendre sa couronne et avait nommé le grand-duc de Berg lieutenant général du royaume. Celui-ci aussitôt après, en vertu des traités de cession, était devenu lieutenant de l'Empereur. Que pouvaient faire la junte et les autres autorités ? Les hommes les plus dévoués à l'ancienne dynastie, comparant les forces de l'Espagne et celles de la

France, jugèrent que, pour le moment du moins, le parti de la soumission était le plus sage et le plus conforme à l'intérêt du pays. Il n'y eut pas à Madrid une seule autorité, pas une seule corporation qui se refusât ouvertement à admettre le nouvel ordre de choses.

Le trône d'Espagne est vacant. Qui va l'occuper ? Le grand-duc de Berg y aspire : c'est à son frère Joseph, au roi de Naples, que l'Empereur le destine. En donnant au grand-duc de Berg le commandement de ses troupes en Espagne, l'Empereur, qui croyait en lui comme guerrier, n'avait pas la même confiance dans l'homme politique. C'était pour prêter à ses qualités brillantes l'appui des lumières et de l'expérience, que M. Delaforest, nommé éventuellement ambassadeur en Espagne, avait été placé auprès de lui. La mission réelle de cet agent était de modérer la fougue du grand-duc, et de réprimer, au besoin, ses velléités ambitieuses. Cet ambassadeur, qui apparemment jugeait le grand-duc digne de monter sur le trône d'Espagne, avait donné à entendre qu'il existait un parti en sa faveur, et dans sa correspondance il avait lui-même fait quelques insinuations dans le même sens. L'Empereur trouva que M. Delaforest n'avait nullement compris le rôle auquel il l'avait appelé, et il le lui fit témoigner par M. de Champigny en des termes un peu sévères. « Sa majesté vous reproche, disait le ministre, d'avoir été conduit là où vous deviez conduire. L'opinion de l'Empereur est qu'il n'y a pas une » voix en faveur du grand-duc, qu'il ne peut pas y » en avoir ; que la nation espagnole étant toujours » dans cette situation de haine et d'humiliation où » les divers événements l'ont mise, doit, par amour- » propre, désirer moins que tout autre le grand-duc, » qui, dans un jour, a confondu son orgueil et ren- » versé ses espérances. » Rien de plus juste que cette remarque, qui n'eût pas dû échapper à un homme éclairé comme M. Delaforest. « L'Empereur, » ajoutait le ministre, juge que vous avez été dupe » de la junte... Il regarde comme souverainement » impolitique le décret qui a autorisé les Catalans » à s'armer, et il attribue l'insurrection à un parti » dont vous n'avez pas su démêler les traces. Il y avait dans la junte en général des dispositions secrètement hostiles ; mais elle renfermait aussi des hommes de très-bonne foi, convaincus que, dans l'état où se trouvait l'Espagne, elle ne pouvait être sauvée que par la franchise de son union avec la France.

Tout en décidant l'élévation de son frère Joseph au trône d'Espagne, l'Empereur voulait ne l'y placer que sur la demande de l'Espagne elle-même. En

conséquence, le grand-duc de Berg fut chargé d'informer les autorités espagnoles que, la couronne devant passer à l'un des frères de l'Empereur, Sa Majesté désirait qu'elles fissent connaître quel était celui à qui elles donnaient la préférence. On avait soin en même temps de leur faire comprendre qu'elles devaient exprimer le désir que le choix de l'Empereur tombât sur son frère aîné, le roi de Naples. Ce fut donc le roi Joseph qui fut demandé par la junte du gouvernement¹ et par la municipalité de Madrid. La lettre qu'écrivit la junte à ce sujet fut signée par les ministres, par le doyen du conseil de Castille, et par les présidents et gouverneurs des autres conseils. Une députation de deux membres fut nommée pour porter ce vœu à l'Empereur.

Dans ce même temps, une lettre de l'Empereur invitait le roi Joseph à se rendre à Bayonne. Tout en prévoyant, dans le nouveau royaume où il était appelé, des difficultés que celui de Naples ne lui offrait pas, Joseph ne fut point insensible à l'idée de devenir roi d'Espagne et des Indes. Il se mit en route le 25 mai pour se rendre à l'invitation de son frère.

L'Empereur, qui avait fait blâmer, dans le prince des Asturies, l'intention de recourir aux cortès, crut devoir donner, à la royauté de son frère Joseph, l'appui qu'il avait refusé à celle de Ferdinand. Une assemblée des notables espagnols fut convoquée à Bayonne pour le 13 juin. Un grand nombre de personnages de la première distinction, venus à la suite des deux rois Charles et Ferdinand, étaient déjà réunis dans cette ville. D'autres furent invités à s'y rendre. Le nombre des personnes convoquées s'élevait à cent cinquante.

Afin de préparer l'instruction du nouveau roi, et jaloux de bien connaître lui-même la situation financière de l'Espagne, l'Empereur avait mandé à Bayonne le ministre des finances, Azanza. Ayant reconnu dans ce ministre un homme d'honneur et de talent, il ne négligea rien pour se l'attacher, par une véritable conviction, dans l'intérêt même de l'Espagne, et il le retint auprès de lui pour le nommer président de la junte extraordinaire. Ce fut alors que l'Empereur s'adressa pour la première fois à la nation espagnole. Les brillantes paroles ne lui ont jamais manqué, mais ici les belles paroles n'exprimaient que de généreux sentiments. « Espagnols, après une longue agonie, votre nation périssait. J'ai vu vos maux; je vais y porter remède. Votre grandeur fait partie de la mienne.

« Vos princes m'ont cédé tous leurs droits à la couronne des Espagnes. Je ne veux point régner sur vos provinces, mais je veux acquérir des droits éternels à l'amour et à la reconnaissance de votre postérité. Votre monarchie est vieille, ma mission est de la rejuvenir. J'améliorerai toutes vos institutions, et je vous ferai jouir, si vous me secondiez, de bienfaits d'une réforme, sans froissements, sans désordres, sans convulsions.

« Espagnols, j'ai fait convoquer une assemblée générale de députations des provinces et des villes. Je veux m'assurer par moi-même de vos desirs et de vos besoins; je déposerai alors tous mes droits, et je poserai votre glorieuse couronne sur la tête d'un autre moi-même, en vous garantissant une constitution qui concilie la facilité et salutaire autorité du souverain avec la liberté et les privilèges du peuple.

« Espagnols, souvenez-vous de ce qu'ont été vos pères; voyez ce que vous êtes devenus. La faule n'en est pas à vous, mais à la mauvaise administration qui vous a régis. Soyez pleins d'espérance et de confiance dans les circonstances actuelles, car je veux que vos derniers neveux conservent mon souvenir et disent : Il est le régénérateur de notre patrie. »

Ce langage était noble. Faut-il croire qu'il n'était pas sincère? Autant que personne, l'Empereur sentait ce que la spoliation d'une famille royale pouvait répandre de fâcheux sur sa renommée. Il n'y avait pour lui qu'un moyen de s'en faire absoudre : c'était, comme il en montre la volonté, de rallumer la vicille monarchie d'Espagne, de la relever de l'état d'abaissement où la faisait languir la décrépitude de sa dynastie. Telle devait être la pensée de Napoléon. Par malheur, sa voix ne fut guère entendue; nulle nation n'était moins préparée à une résurrection morale; nulle ne renfermait aussi peu d'éléments d'amélioration et de progrès, et déjà, lorsque l'Empereur faisait cet appel à l'Espagne, il était trop tard. Déjà l'insurrection avait commencé dans quelques provinces; déjà les collisions de Madrid et de quelques autres villes avaient jeté dans les cœurs des germes d'une haine qui ne saurait s'éteindre. Des voix espagnoles parlèrent et ne furent pas mieux écoutées. Avant l'ouverture même de la junte de Bayonne, ceux de ses membres qui s'y trouvaient rassemblés invitèrent aussi, par une proclamation, leurs compatriotes à repousser

¹ M. de Torrénio, dont nous apprécions la justice et même la bienveillance envers le roi Joseph, s'est plu à offrir le contraste d'un roi arraché du trône par la violence et d'un autre roi n'y montant qu'à regret et malgré lui. Il représente Joseph comme devenant roi par

séduction et par surprise. Ce tableau n'est qu'une fable; en partant de Naples pour Bayonne, Joseph, suivant les Mémoires de Sanzolas Girardin, son ami, savait très-bien la destination à laquelle il était appelé, et il y avait donné son libre consentement.

les efforts de la malveillance, et à se mettre en garde contre les maux de la guerre civile et de l'anarchie. De Madrid, la junte du gouvernement adressait de même, mais vainement, à la nation, des conseils de prudence et de sagesse.

Cependant Charles IV et sa famille étaient partis pour l'intérieur de la France. Le nouveau roi attendu à Bayonne y arriva le 7 juin. Il reçut aussitôt les hommages et les protestations de dévouement de tous les corps qui avaient des représentants dans cette ville, les grands d'Espagne, les conseils de l'inquisition, des ludes, des finances et de l'armée. Le 13 juin, la junte nationale extraordinaire ouvrit les séances et commença ses travaux. Nous supprimerons ici tous les discours de représentation et de forme. Un projet de constitution fut livré à la libre discussion de la junte. Douze séances furent consacrées à son examen. Tous les membres de la junte croyaient alors sincèrement travailler à une œuvre durable, car ils y portèrent une attention consciencieuse, et chacun s'occupa surtout avec un vif intérêt de ce qui concernait la classe dont il faisait partie. Les grands d'Espagne, en particulier, débattirent avec beaucoup de vivacité la question des majorats. Le 7 juillet, le roi se rendit au sein de la junte. Le nombre des membres présents était de quatre-vingt-dix. Le roi remit au président l'acte constitutionnel. Lecture en fut faite par un secrétaire, et, la lecture achevée, le président demanda à la junte si elle l'acceptait. L'acceptation fut unanime. Alors l'archevêque de Burgos, en habits pontificaux, présenta au roi le livre des saints Évangiles, et le roi prêta serment dans les termes suivants :

« Je jure sur les saints Évangiles de respecter et
 » faire respecter notre sainte religion ; d'observer
 » et de faire observer la constitution ; de maintenir
 » l'intégrité et l'indépendance de l'Espagne et de
 » ses possessions ; de respecter et de faire respecter
 » la liberté individuelle et la propriété, et de gouverner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur
 » et de la gloire de la nation espagnole. » A leur tour, les membres de la junte prêtèrent serment de fidélité et d'obéissance au roi, à la constitution et aux lois, serment qui bientôt sera suivi de beaucoup de parjures, mais qui, nous en sommes convaincus, fut prêté, à peu d'exceptions près, avec la volonté sincère de l'accomplir.

Tout ce qu'on a écrit contre l'esprit de despotisme, de tyrannie même de l'Empereur en France, peut être plus ou moins fondé, mais il n'en faut pas moins reconnaître qu'au dehors, dans les nouvelles institutions qu'il donna aux peuples, il était pour eux un bienfaiteur. Le comte de Torréno, partant des idées qu'on s'est faites depuis 1814 par l'application du gouvernement repré-

sentatif en France, s'attache à relever les défauts que la constitution espagnole pouvait offrir. Nous admettons la justesse de ses remarques ; mais cependant, quoique les nouvelles institutions données à l'Espagne pussent être défectueuses, quoiqu'elles ne dusse pas même obtenir immédiatement une entière exécution, n'est-ce donc rien de les avoir proclamées ? N'est-ce rien que de rappeler aux nations des droits qu'elles oubliaient, et de les porter à en reprendre possession ? Dans un pays d'inégalité, n'est-ce rien que de rendre les emplois civils, ecclésiastiques et militaires, accessibles à tous, sans aucune condition de noblesse ? En conservant la noblesse, n'est-ce rien que de la soumettre aux mêmes obligations et aux mêmes charges que le reste de la population espagnole ? N'est-ce rien enfin que de donner à une nation des assemblées délibérantes ? Nous signalerons ici particulièrement l'organisation des cortès. A côté d'un banc du clergé composé de vingt-cinq archevêques ou évêques, d'un banc de la noblesse composé de vingt-cinq nobles, se trouve un banc du peuple composé de soixante-deux députés des provinces, de trente députés des villes, de quinze députés du commerce et de quinze députés des universités, savants ou hommes distingués par leur mérite personnel, soit dans les sciences, soit dans les arts. Ainsi, dans la constitution de l'Espagne, comme dans celles de la Westphalie et du royaume d'Italie, un accès est ouvert à tous les genres de talents dans la représentation nationale, sans la condition, actuellement exigée par nos constitutions plus récentes, du paiement de telle ou telle quotité d'impôts.

Pour prouver, s'il en était besoin, que l'Empereur, abstraction faite du crime d'usurpation, voulait contribuer au bien-être de cette contrée, il suffirait de citer la composition seule du ministère espagnol. Le choix s'était porté sur les hommes que l'opinion désignait comme les plus honorables et les plus habiles. Aux ministres O-Farill, Cevallos et don Sébastien Pinhucla, qui conservaient leurs départements, et Azanza, qui prit celui des ludes, Joseph joignit l'amiral Massarède pour la marine, Cabarrus pour les finances, Jovellanos¹ pour l'intérieur, et Urquijo comme ministre secrétaire d'État. Urquijo est le même que nous avons signalé comme ayant, à Vittoria, vivement dissuadé Ferdinand VII de se rendre sur le territoire français. L'Empereur, qui l'avait promptement approuvé, l'avait fait nommer secrétaire de la junte de Bayonne.

Quant à la maison du nouveau roi, elle se com-

¹ Article 140 de la constitution.

² Jovellanos refusa le ministère sous prétexte de maladie. Bientôt après il se joignit à l'insurrection.

pose de tous les hommes qui avaient occupé les grandes charges de celle de Ferdinand VII, les ducs de l'Infantado, de Frias, de Híjar, del Parque, le prince de Castel Franco, le comte de Fernand Nunez et autres personnages des premières maisons d'Espagne. Il n'y avait de changé que le roi. Pour excuser ces nobles Espagnols d'avoir accepté des emplois auprès d'un souverain que plusieurs d'entre eux devaient bientôt abandonner, on les a représentés comme ayant cédé à une sorte de contrainte, par cela seul qu'ils étaient dans les États du tyran de leur pays. La tyrannie impériale n'avait eu aucun effort à faire auprès d'eux. Leurs sentiments changèrent plus tard; mais à Bayonne, nous devons du moins le croire pour leur honneur, tous, ministres et dignitaires, étaient de bonne foi dans ceux qu'ils manifestaient. Je n'en excepte pas même Cevallos, quoique peut-être on ne dût pas beaucoup compter sur lui, puisque déjà il avait été une fois infidèle, en quittant son parent et son bienfaiteur, le prince de la Paix, pour Ferdinand VII.

Là se terminent les événements de Bayonne, mais là s'ouvre l'ère des contrariétés, des chagrins et des malheurs pour Napoléon. C'est quand l'Espagne est déjà envahie de toutes parts, quand elle devrait se regarder déjà comme vaincue, qu'elle commence, comme on l'a dit d'elle dans un autre temps, à connaître et à comprendre toutes ses forces. Le roi Joseph entra dans son nouveau royaume sous les plus fâcheux auspices. Plus heureux encore jusqu'à présent, l'Empereur, en retournant à Paris, traversa la France sous des arcs de triomphe. Jamais enthousiasme pareil n'accompagna la marche d'un souverain. Que les rois bien-faisants se contentent des bénédictions calmes des peuples. Il n'est au pouvoir de personne de faire éclater pour eux les transports frénétiques qui saluèrent le passage de l'Empereur, et surtout dans les départements de l'ouest, parce qu'en lui ce n'était pas seulement le prince, le restaurateur du pays qu'on honorait, c'était l'homme extraordinaire, le guerrier de l'Italie et des pyramides, le vainqueur d'Austerlitz et de Friedland. Quel autre prince aura jamais un pareil cortège?

La France avait vu d'un œil assez indifférent la chute des Bourbons d'Espagne. Nul intérêt ne s'attachait plus à cette famille, et l'esprit français de l'époque, égaré par l'enivrement de victoires con-

tinuelles, s'accoutumait à penser que la volonté peut entreprendre tout ce que comporte la puissance. L'histoire ne peut pas être aussi indulgente. Sans contredit les annales des anciens temps présentent de trop nombreux exemples d'usurpations sur lesquelles le jugement des hommes s'est montré peu rigoureux, mais ces usurpations avaient eu la sanction du succès, et ici cette sanction a manqué. Vainement alléguerait-on que la nouvelle forme de gouvernement, introduite par l'Empereur, avait pour but de faire avancer la civilisation en Espagne et d'améliorer l'existence d'une population plongée dans les turpitudes de l'ignorance et de la superstition. L'Espagnol répondra que sa liberté consiste à vouloir rester ce qu'il est, sa science à être ignorant², sa religion à être superstitieux. Nul homme n'a le droit de vouloir rendre un autre homme heureux malgré lui, de lui imposer un mode de honneur qui n'est ni dans ses mœurs ni dans ses goûts, et moins encore, par conséquent, de l'y contraindre par la force des armes. L'Empereur a beau répéter au prince des Asturies: «Ceci n'est point un guet-apens.» La réunion de Bayonne sera toujours réputée une espèce d'embuscade où les princes d'Espagne ont été conduits, par des manœuvres diverses, pour s'y dépoiller les uns les autres à son profit. Des procédés de cette nature n'appartiennent guère qu'à des souverains dont la mémoire est peu en honneur dans la postérité. Je ne veux pas faire à l'Empereur l'injure de présenter ici de tristes rapprochements puisés dans le moyen âge, et particulièrement dans ces siècles de corruption barbare où les princes d'Italie se tendaient réciproquement des pièges pour s'y faire égorger. La moisson serait trop riche et trop honteuse. Même dans Rome républicaine les exemples ne manqueraient pas; ils abondent dans Rome impériale. Au premier coup d'œil, trois me frappent dans un seul règne. Je vois trois³ rois, le Germain Maroboduus, le Cappadocien Archélaus et le Thrace Rhescuporis⁴, attirés, par séduction et par de trompeuses promesses, sur le territoire de l'empire, emprisonnés et dépouillés de leurs États, qui deviennent des provinces romaines. L'empereur Napoléon est assez puni: en cherchant dans l'histoire ancienne des points de ressemblance aux événements de Bayonne, nous les trouvons aussitôt dans la vie de Tibère.

¹ «Sola omnium provinciarum vires suas, postquam vieta est, intellexit.» Florus, p. 62.

² On comprend sans peine que c'est des masses que nous entendons parler, et qu'en Espagne, comme ailleurs, il y avait beaucoup d'honorables exceptions.

³ «Quosdam reges, per blanditias atque promissa ex tractos ad se non remisit; ni Maroboduum Germanum.

⁴ Rhescuporis Thracem, Archelaum Cappadocem, ejus etiam regnum in formam provincie redegit.» Suétone.

⁴ C'est aussi une querelle de famille qui sert de prétexte à la perte de ce prince. Ferdinand VII est accusé par ses parents; Rhescuporis, par la veuve de Cotys, son neveu: «Accusatus in senatu ab uxore Cotys, dam-natur.» Tacite.

CHAPITRE VI.

POLITIQUE EXTÉRIEURE.

FRANCE ET NAPLES. — FRANCE ET AUTRICHE. — FRANCE ET ESPAGNE. — AUTRICHE.

Décret qui nomme roi de Naples le grand-duc de Berg. — Convention entre l'Empereur et le nouveau roi de Naples.

— Constitution donnée aux Napolitains par le roi Joseph, au moment de son départ. — Renaissance des pensées de guerre en Autriche. — Violence des haines aristocratiques contre la France nouvelle. — Influence des étrangers dans les salons de Vienne, et puissance des salons sur le gouvernement. — Rappel de l'ambassadeur d'Autriche en Russie par égard pour la France. — Innovations à la cour de Vienne, par suite d'un nouveau mariage de l'Empereur. — Démarches de l'Autriche pour se concilier l'empereur Alexandre. — Connaissance de l'Autriche à la contrebande anglaise. — Armements en Autriche. — Insurrection en Espagne. — Détails sur l'Espagne puisés dans la correspondance d'un agent prussien à Madrid. — Massacre de gouverneurs et autres hauts personnages dans les provinces d'Espagne. — Perte pour la France de cinq vaisseaux bloqués à Cadix. — Proclamation contre les Français. — Fanatisme religieux chez la multitude. — Fanatisme politique dans les universités. — Habileté de la jume de Séville. — Organisation militaire de l'insurrection. — Premiers succès des troupes françaises. — Marche imprudente du général Dupont dans l'Andalousie. — Maladie du grand-duc de Berg et son remplacement par le général Savary. — Reconnaissance des juntes espagnoles par l'Angleterre. — Entrée du roi Joseph en Espagne. — Victoire remportée à Medina de Rio Seco par le maréchal Bessières. — Capitulation de Baylen. — Affliction profonde de l'Empereur. — Châtiment juste injustement appliqué. — Paroles remarquables de Napoléon en 1808, applicables à Napoléon en 1813. — Reprochement de la conduite de Dupont avec celle d'un lieutenant de César. — Evacuation de Madrid. — Préparatifs militaires en Autriche. — Correspondance du ministre français avec M. de Metternich. — Allocution de l'Empereur à cet ambassadeur d'Autriche.

Avant de quitter Bayonne, l'Empereur, par un décret en date du 13 juillet, avait cédé au grand-duc de Berg le royaume de Naples. Voici l'article 1^{er} de ce décret : « Notre cher et bien-aimé cousin, » le prince Joachim Napoléon, grand-duc de Berg » et de Clèves, *est roi de Naples et de Sicile, du* » 1^{er} août 1808. » Les articles 2, 3 et 4 réglaient l'ordre de succession à la couronne. Le 3^e portait : « Le prince Joachim Napoléon, devenu roi » des Deux-Siciles, conservera la dignité de grand » amiral de France, qui restera à la couronne tant » que subsistera l'ordre de succession établi par » le présent statut. » Par cette disposition, le but implicite de l'Empereur est de consacrer la dépendance du royaume de Naples envers l'empire français, ou, en d'autres termes, la suzeraineté de l'empire français sur le royaume de Naples. Maitre, comme l'était l'Empereur, de faire la loi à son feudataire, il y aurait eu de sa part plus de franchise à déterminer nettement les conditions aux-

quelles le don de la couronne était attaché. Il est par là prévenu les contestations qui éclateront plus tard entre le suzerain et le vassal.

Une convention du même jour réglait les forces de terro et de nier que le roi de Naples devait, au besoin, mettre à la disposition de la France. Par le statut du 30 mars 1806, qui avait donné le trône de Naples à son frère Joseph, l'Empereur s'était réservé un revenu d'un million en fonds de terre dans ce royaume ; mais cette réserve était restée sans exécution. Sur le million réservé il consent aujourd'hui à faire l'abandon de cinq cent mille francs, mais il impose au roi l'obligation de lui remettre la valeur des cinq cents autres mille francs en terres qui devront être désignées avant le 1^{er} janvier 1809. Ces terres sont destinées à former six fiefs, chacun de soixante mille francs de revenu, pour être accordés en récompense de grands services rendus à l'empire.

Malgré l'éclat de sa bravoure, ses avantages

extérieurs et de très-estimables qualités, le choix de Murat est un choix fatal; mais pour donner des trônes à ses sœurs, il faut bien que, de leurs maris, l'Empereur fasse des rois. Murat est l'un des hommes qui ont beaucoup nui à la fortune impériale en Espagne et en Italie. En Espagne, l'éclatante manifestation de sa partialité en faveur du prince de la Paix, son désir d'une couronne, et de la couronne même de ce royaume, l'ont porté à présenter le maintien de Ferdinand VII comme incompatible avec les intérêts de la France. A Naples, il ne sera pas plus utile à Napoléon. Roi, il oubliera qu'il est un délégué de l'Empereur, et prétendra se placer envers lui dans la position où était envers la monarchie française la branche des Bourbons à laquelle il succède. Il poussera la présomption jusqu'à s'imaginer qu'il est possible qu'une dynastie de Joachim règne sur les Deux-Siciles sans l'existence d'une dynastie de Napoléon en France. En 1815, en se séparant de l'Empereur, il contribuera à sa première catastrophe; en 1815, son ambition trop pressée consommera sa propre ruine et rendra plus inévitable celle de l'Empereur. Les fautes des hommes que Napoléon a choisis sont les siennes; ce sont surtout les siennes que les fautes de ses propres frères. A la vérité, ce n'est pas pour eux, c'est pour lui-même et pour la France qu'il croit leur distribuer des couronnes; mais son intention est trompée, et leur prétention à l'indépendance les conduit tous à une longue lutte contre l'intérêt français dont ils sont une création et dont ils devraient être les auxiliaires. L'une des causes des calamités de l'Empereur est dans l'aveuglement de son esprit de famille.

Quoique, sous le règne de Joseph, l'administration du royaume de Naples eût reçu une organisation fondée sur les principes français, et que diverses institutions, imitées de notre gouvernement, eussent amélioré le sort de la population napolitaine, il manquait à ce pays une constitution régulière qui devint un lien pour ses futurs souverains. Avant de partir pour Bayonne, Joseph, qui depuis longtemps avait, de concert avec l'Empereur, préparé un projet de pacte constitutionnel, voulut, en l'établissant pour son successeur, laisser un honorable souvenir de son passage dans ce royaume. Cette constitution fut reçue à Naples avec beaucoup de joie. On était flatté de l'idée d'avoir une représentation nationale, et surtout on aimait à voir dans cette constitution un gage du maintien de la nationalité napolitaine, d'autant plus qu'en apprenant la destination de Joseph pour l'Espagne, on avait craint un moment qu'il ne fût formé de toute la

péninsule un grand royaume d'Italie, dont Rome aurait été la capitale. Lorsque le nouveau roi se rendit à Naples, la satisfaction fut générale et sincère. De Bayonne même, à son avènement au trône, Murat s'était empressé de reconnaître la constitution donnée par le roi Joseph. Par une proclamation datée du 20 juillet, il avait dit : « La constitution proclamée par notre prédécesseur » et garantie par l'Empereur ayant été solennellement acceptée par nous, sera inviolablement observée et formera la base de notre gouvernement. » Quoique cette promesse ne doive pas être fidèlement remplie, il est cependant essentiel d'observer que c'est toujours sur la reconnaissance formelle des droits des peuples que Napoléon fonde l'intronisation des rois qu'il leur donne. Si depuis on l'a accusé d'avoir partout établi le despotisme, les cabinets absolus ne s'y trompaient pas alors. Ils étaient plus justes envers lui que ne l'ont été une foule d'écrivains en France. Aussi le comte de Stadion, ministre des affaires étrangères en Autriche, pour irriter les esprits contre l'Empereur, ne cessait-il de répéter, que, malgré son titre impérial, « le gouvernement français n'en était pas moins en opposition avec tous les anciens gouvernements. »

Pendant son séjour à Bayonne, tous les moments de l'Empereur n'ont pas été remplis par la question d'Espagne. Outre les soins constants qu'il donnait aux affaires intérieures, de Bayonne il continuait à se débattre contre les instances de l'empereur Alexandre, impatient de procéder au partage de l'empire ottoman; de Bayonne il commençait une discussion assez vive avec l'Autriche, dont les mouvements appelaient une surveillance chaque jour plus nécessaire, et, dans tous les États amis ou neutres, il poursuivait la sévère exécution des mesures relatives au blocus des îles britanniques. Ces objets divers, à la fois présents à sa pensée, réclamaient à leur tour notre attention qui s'en est éloignée trop longtemps.

S'il est dans le caractère de l'Empereur de puiser dans chaque succès qu'il obtient un encouragement à des entreprises nouvelles, il existe un autre gouvernement que les revers endurcissent aux revers, qui semble vivre de défaites comme la France de victoires, qui toujours battu ne songe qu'à renouveler le combat, persuadé qu'à la fin la fortune, lassée par sa persévérance, lui rendra en un jour tout ce qu'elle lui aura enlevé en une longue suite d'années. Ce gouvernement, c'est celui de l'Autriche. Avec ces dispositions différentes, l'un en effet finira par tout perdre, l'autre par tout

* Septembre.

* Dépêche du général Andrassy, de Vienne, le 20 mai 1808.

recouvrer, et par recevoir même un considérable aggrandissement.

Pour le gouvernement autrichien, la prise même de sa capitale n'est qu'un accident qui ne le décide point à poser les armes. Pour l'y contraindre, il faut que le salut de la monarchie tout entière lui en fasse la loi; et même alors les traités de paix ne sont pour lui qu'une suspension d'armes. Campo-Formio, Lunéville, Presbourg, sont des points de repos où il s'est arrêté afin de reprendre haleine; mais, dès qu'il a refait son matériel détruit, recomposé ses armées dissoutes, il cherche et saisit le premier moment où son ennemi se trouve occupé ailleurs, pour le rappeler sur son ancien champ de bataille. Si, pendant la campagne de Prusse, l'Autriche est restée immobile, c'est qu'elle n'était pas encore assez rétablie du désastre d'Austerlitz. L'union formée à Tilsitt entre Napoléon et Alexandre lui imposera quelque temps une certaine réserve; mais les chances hasardeuses où Napoléon se précipite sur un autre terrain, lui offriront une voie favorable d'attaque contre un adversaire dont les forces vont être partagées.

A Vicence, ce que l'on déteste dans Napoléon, c'est peut-être moins sa puissance en elle-même que l'origine révolutionnaire de sa puissance. C'est à l'homme nouveau que l'envie et l'animadversion s'attachent. Pour la vieille aristocratie rassemblée de tous les points de l'Allemagne dans cette capitale, le fier empereur n'est qu'un aventurier illustre, un parvenu de la gloire; et ses compagnons d'armes, ces guerriers accoutumés à vaincre sous lui, sont des usurpateurs qui viennent traîtreusement éclipser les anciens noms germaniques, et détrôner toutes les illustrations du saint empire. Cette colère de l'oligarchie humiliée éclate dans toute la haute société, et là presque toujours la haute société domine le gouvernement. A Vienne, les salons sont une puissance; pour y obtenir quelque faveur, il faut se faire remarquer par le sarcasme, quand on a de l'esprit, par l'injure, quand on n'en a pas, contre tout ce qui appartient au gouvernement français. Soit indifférence des familles très-riches pour les fonctions du gouverne-

ment, soit incapacité de la première noblesse en général, par suite d'une éducation négligée ou mal faite, les hommes qui ont le pouvoir et l'influence en Autriche sont rarement des Autrichiens. Pour le moment, les personnages influents, les propagateurs de sentiments haineux contre la France, sont des étrangers, tels que MM. de Bellegarde, Vincent, Stutterheim et Winzingerode. Le comte de Stadion lui-même est étranger. Parmi eux se distingue un agent de politique officieuse, diplomate nomade, pensionné tantôt par l'Angleterre, tantôt par la Russie, et les servant toutes deux, lorsqu'elles sont réunies contre la France. En Autriche comme en Vendée, l'aristocratie fraternise avec quiconque partage ses passions, et leur prête son appui. En réalité, pour elle, M. Pozzo di Borgo n'est qu'un gentilhomme corse comme l'insolent Bonaparte, et, hors de son pays, tout Corse est gentilhomme; mais, s'il n'est grand seigneur, il est digne de l'être, car personne ne nourrit une plus violente haine contre Napoléon¹. Cet esprit des salons en Autriche, c'est l'esprit du ministère, c'est surtout l'esprit du comte de Stadion. On juge que ses choix devaient être en ce sens. L'un des agents de la cour de Vienne, qui dissimulait le moins cette disposition antipathique contre la France impériale, était l'ambassadeur en Russie, le comte de Meerfeldt. Napoléon en fit porter des plaintes. Les premières insinuations pour le rappel de cet ambassadeur furent froidement accueillies. Madame de Meerfeldt, restée à Vienne, tenait aux familles les plus puissantes, et le comte de Stadion montrait beaucoup d'égards pour elle. Un incident² survenu à Pétersbourg porta le gouvernement français à prendre un langage plus ferme. Le rappel fut prononcé, et l'ambassadeur remplacé par un chargé d'affaires.

Cependant, au commencement de cette année 1808, il y avait eu à la cour de Vienne un commencement d'innovations, qui, s'il avait eu quelque suite, aurait pu changer la marche du gouvernement. Ces innovations momentanées furent produites par le second mariage de l'empereur François II. Les goûts solitaires de la dernière im-

¹ En 1855, M. Pozzo di Borgo a souscrit, pour une somme de mille francs, au monument à élever en Corse au l'honneur de Napoléon.

Ah! qu'il est doux de plaindre
Le sort d'un ennemi, quand il n'est plus à craindre!
GODEFROY.

² Voici cet incident, qui prouve les dispositions de l'ambassadeur et de sa cour. Au sortir d'un dîner chez le comte de Meerfeldt, l'ambassadeur de France, M. de Caulaincourt, s'aperçut qu'un nombre des convives s'était trouvé un émigré français portant la croix de Saint-

Louis et la cocarde blanche. C'était M. de Blacas, agent de Louis XVIII. M. de Caulaincourt affecta de ne l'avoir pas remarqué; mais plusieurs fois il refusa la visite de M. de Meerfeldt; et enfin un jour, pressé d'invitations nouvelles par cet ambassadeur, il lui fit connaître la cause de son refus et n'admit pas ses explications. L'un des deux ambassadeurs devait nécessairement céder le terrain à l'autre. De là le rappel de M. de Meerfeldt, qui eut lieu dans le mois de mars. Il fut défendu à M. de Blacas de paraître nulle part avec la cocarde d'un prince que la Russie ne reconnaissait pas comme souverain.

pératrice avaient concentré, dans son intérieur, toute l'existence de la maison impériale. Le souverain avait été éloigné des sujets, et les sujets du souverain. La nouvelle épouse de l'empereur, quoique très-jeune, annonçait des dispositions toutes différentes. L'archiduchesse Béatrix, sa mère, conservant le goût héréditaire de la maison d'Est pour les lettres et pour les arts, avait fait donner à sa fille une éducation dirigée en ce sens. Pour plaire à sa jeune épouse, l'empereur consentit à prendre quelques nouvelles habitudes, et ces habitudes nouvelles étaient des imitations des mœurs françaises. La maison de l'empereur fut établie sur un pied de dignité qu'elle n'avait pas eu jusqu'alors. Une fête fut donnée aux invalides. Ce fut la première fois que ces vieux soldats virent leur souverain. On créa, sous le nom de Léopold, un ordre qui, comme la Légion d'honneur, pourrait être donné aux hommes de toutes les classes¹, en récompense de services rendus ou de travaux utiles. La noblesse autrichienne eut quelque peine à se plier aux nouvelles formes de la cour. Cette noblesse, qui a une physionomie particulière, est presque en rivalité avec le chef de l'empire. Livrée à des goûts casaniers, elle régnait dans ses terres, et se montre peu empressée à rendre des hommages ailleurs. Il fallut plus que négocier avec elle pour l'attirer et la retenir² aux bals donnés à la jeune impératrice.

Il n'y avait assurément rien de bien grave dans ces changements apportés particulièrement aux usages de la cour, mais enfin, c'étaient des innovations, et, à Vienne, toute innovation fait peur. Le système novateur pouvait s'étendre; il importait de l'arrêter à son début. Aussi se forma-t-il bientôt un parti d'opposition dont le triomphe ne fut pas difficile. On fit entrer dans cette opposition l'homme le plus estimable de la famille impériale, l'archiduc Charles. Le comte de Stadion s'était assuré un appui auprès de ce prince dans la personne du général Grunno, réputé alors la pensée et la plume de l'archiduc, qui, vu son état de souffrance,

était incapable d'une longue application. La volonté de réforme et d'amélioration dont nous venons de parler, ne fut qu'un éclair, et bientôt on rentra dans les voies ordinaires.

Autant le cabinet autrichien paraissait peu jaloux de plaire au gouvernement français, autant il faisait d'efforts pour se concilier l'empereur Alexandre. Alors, comme aujourd'hui, toutes les aristocraties européennes étaient liées entre elles, même en opposition avec la politique des souverains. Il y avait en quelque sorte deux légations russes à Vienne, la légation du système français et la légation du système anglo-autrichien. Le prince Kurakin y représentait l'opinion de l'empereur Alexandre et de M. de Romasov. Le comte Rasmowski, ambassadeur rappelé, mais en quelque sorte naturalisé dans cette capitale, y représentait l'opinion de la noblesse de Russie, aussi hostile à la France que celle de l'Autriche. Tantôt on disait que l'engagement de l'empereur Alexandre pour Napoléon touchait à son terme; tantôt que, si ce prince persistait dans son aveuglement, il faudrait bien en finir par une révolution de sérail. On sait qu'à cet égard les Russes sont aussi peu scrupuleux dans leur langage que dans leurs actes. Au milieu des scandaleuses sorties qu'on se permettait contre ce monarque, tel était le désir qu'avait le cabinet autrichien de le séparer de l'empereur Napoléon, qu'avant de quitter Pétersbourg, M. de Meerfeldt avait fait connaître que son gouvernement était prêt à s'entendre avec le cabinet russe sur la question turque, et à lui faciliter l'acquisition des principautés de Moldavie et de Valachie. Un voyage que fit en Russie M. Pozzo di Borgo³, parut avoir pour objet d'en suivre la proposition, et de faire comprendre à cette puissance qu'il y aurait beaucoup plus d'avantage pour elle à traiter cette affaire avec l'Autriche qu'avec l'empereur des Français. Le fait de la proposition est constant; l'empereur Alexandre en est lui-même convenu.

A tout événement, la cour de Vienne songeait, eu cas de partage, à obtenir au moins un lambeau

peu intéressants, suffisant à peindre une cour et un pays.

¹ Au lieu d'envoyer, selon l'usage, des billets d'invitation, on fit paraître une ordonnance portant qu'il y aurait bal à la cour et *derrière* (auf-wartung). Cette ordonnance portait en outre qu'on devait y paraître après six heures et ne pas se retirer avant la cour.

² Lorsque, peu de temps après, M. Pozzo di Borgo partit de Pétersbourg pour retourner à Vienne, M. de Caulaincourt représenta le danger de la présence d'un homme si remuant dans cette capitale, où il allait certainement tout tenter pour rallumer la guerre. L'empereur Alexandre lui répondit en riant : « Nous l'aimons encore mieux là qu'ici. »

¹ Par les soins du grand chambellan, comte de Wrba, homme estimable et instruit, cette décoration fut donnée à M. Burg, mathématicien habile, en correspondance avec le bureau des longitudes de Paris, qui en faisait très-grand cas. Le jour où ce savant parut à la cour pour la première fois, on se demandait de tous côtés : « Quel est ce M. Burg? d'où vient cet homme-là? » et il fallut qu'un agent diplomatique, qui avait résidé en France, apprît aux questionneurs que M. Burg était un homme fort distingué dont il avait entendu faire l'éloge à Paris par des membres de l'Institut. L'Autriche avait ainsi des savants très-connus en Europe, mais inconnus à leurs compatriotes, à Vienne même. Ces faits minutieux, qui semblent

de la Turquie. Pour s'assurer la possession de la Serbie, elle fit porter, par un agent ¹ en sous-ordre, des propositions secrètes à l'homme qui était alors maître de cette province, à Cerny Georges. Celui-ci ayant témoigné qu'il ne comprenait pas pourquoi l'Autriche, si elle voulait s'arranger avec lui, ne s'expliquait pas par des personnes accréditées, reçut bientôt une lettre formelle du général Simbschen, qui commandait sur cette frontière. La lettre fut communiquée à un agent russe à Belgrade. Lorsque, bientôt après, le prince Kurakin en parla au comte de Stadion, ce ministre désavoua le général Simbschen comme ayant été le jouet d'une intrigue subalterne. Personne ne fut dupe de ce désaveu.

Quoique, dès les premiers mois de 1808, l'ambassadeur de France n'eût pas lieu d'être satisfait de la physionomie de la cour de Vienne, aucun acte extérieur ne trahissait encore les pensées secrètes de cette cour. On remarquait bien que, malgré sa réunion ostensible au système continental et le rappel du prince de Stahrenberg, ambassadeur à Londres, le ministre d'Angleterre, M. Adair ², sous prétexte d'un défaut de forme dans ses lettres de rappel, prolongeait son séjour à Vienne. Il n'en partit que dans le mois de mars.

C'était le 18 février qu'avait paru la déclaration relative à l'adhésion du cabinet autrichien au système continental. Les bâtiments anglais avaient cessé d'être reçus dans les ports de cette puissance, mais ils avaient été remplacés par les bâtiments américains qui couvraient de leur pavillon le commerce britannique. Dans le mois de mai, il était arrivé, sous ce pavillon, à Trieste, plusieurs bâtiments chargés de marchandises coloniales dont la valeur était estimée neuf millions. L'un de ces bâtiments, *l'Amélite*, était sorti du même port de Trieste, le 18 janvier, et il y était rentré dans le mois de mai. Avait-il en ce temps, en trois mois, de faire la double traversée de Trieste aux États-Unis pour y prendre un chargement et revenir dans un si court délai? Il est manifeste que, dans la Méditerranée comme dans la Baltique et l'Océan, il y avait des bâtiments sous pavillon américain,

qui prenaient des marchandises anglaises dans les grands entrepôts où elles étaient accumulées, et qui allaient ensuite les verser sur les divers points du continent. C'était un fait de notoriété publique qu'un certain nombre de ces bâtiments allaient ainsi de Trieste à Malte et de Malte à Trieste, avec pavillon américain ³, et, pour plus de sûreté, sous l'escorte de bâtiments anglais. D'ailleurs, d'après l'embargo mis en Amérique sur les bâtiments nationaux, il était impossible que des navires de ce pays fussent arrivés à Trieste en ce moment. La fraude était évidente, les connaissements faux, et il y avait là un indigne trafic de pavillon. C'est ce que l'Empereur avait supposé de lui-même, avant d'avoir reçu le rapport de son ambassadeur, le général Andréossy, sur les faits que nous venons de rapporter. « Écrives à mon ambassadeur à Vienne, » disait-il ⁴ au ministre des affaires étrangères, de « demander la répulsion de tout bâtiment américain qui se présenterait chargé de denrées coloniales. Ces bâtiments ne peuvent être que les cour-tiers des Anglais, les Américains ayant mis un embargo sur leurs propres bâtiments. » Sur les représentations du général Andréossy, le cabinet autrichien, pour faire parade d'un zèle peu sincère, défendit l'entrée de ses ports à tous les bâtiments américains sans distinction, et renouvela pour les bâtiments anglais la même défense. C'était aller au delà de ce qu'on lui demandait. Aussi, peu de temps après, dès qu'on eut reçu l'avis que le gouvernement fédéral avait levé l'embargo sur un certain nombre de ses navires, l'Empereur fut-il le premier à faire témoigner à la cour de Vienne, qu'il serait injuste de contrarier le commerce américain, « lorsqu'il ne voiturerait ⁵ pas des denrées coloniales ou des marchandises anglaises. »

Ce fut dans les mois d'avril et de mai que la cour de Vienne prit une attitude prononcée et de jour en jour moins favorable à la France. Tout paraissait y produire une vive sensation. L'occupation de Rome par les troupes françaises, la réunion de trois provinces des États romains au royaume d'Italie, le départ de Napoléon pour Bayonne, tout l'étonne, tout agite et inquiète le cabinet autrichien; mais

portaient ces marchandises dans ses ports, les Américains n'auraient perdu que le corps des navires qui leur appartenait, c'est-à-dire, une valeur de quelques centaines de mille francs, d'un million peut-être; mais d'après le mode de négociation adopté en 1850 entre la France et les États-Unis, les Américains auraient aussi pu réclamer de l'Autriche vingt-cinq à trente millions pour des confiscations de marchandises qui étaient une propriété anglaise.

¹ Bayonne, le 26 mai.

² Lettre de Bayonne du 18 juillet.

¹ Cet agent était Milosch, maintenant prince de Serbie.

² M. Adair, envoyé à Vienne sous le ministère de M. Fox, son ami, était un homme estimable, servant son pays avec honneur, sans y mettre la violence du fanatisme qui voulait contre la France des guerres d'extermination. Il n'avait pas obtenu en Autriche toute la considération qu'il méritait. Son crime était grave; il avait épousé une Française qui conservait un cœur français.

³ Si l'Autriche, procédant à la saisie des marchandises anglaises, eût confisqué les bâtiments américains qui im-

ce n'est ni l'occupation des trois provinces romaines, ni les abdications des rois et princes d'Espagne, qui détermineront la conduite ultérieure de ce cabinet. Si l'Espagne tranquille et soumise eût accueilli avec faveur son nouveau roi, l'Autriche n'aurait eu pour la nouvelle royauté napoléonienne que des félicitations et des hommages. A tout événement et pour être en mesure d'agir selon les circonstances, le cabinet de Vienne a fait des armements extraordinaires; il les a faits en portant ses regards sur l'Espagne et sur l'Angleterre. L'insurrection espagnole étant surtout le nouveau point d'appui sur lequel il compte en se disposant à une guerre prochaine, nous devons jeter un coup d'œil sur ce qui s'est passé dans cette péninsule, pendant et depuis le séjour de Napoléon à Bayonne.

La guerre d'Espagne a fait naître un trop grand nombre de descriptions géographiques et morales de cette contrée, pour que nous ayons besoin de nous livrer ici à des détails étendus sur la variété des institutions qui régissent ses divers royaumes, et sur l'esprit particulier de ses différentes populations. Nous ne devons nous arrêter qu'aux traits communs à toute la Péninsule. On vient de voir réunis à Bayonne tout ce qu'il y a en Espagne d'hommes les plus distingués par la naissance et par la fortune. Entre ces hommes qui appartiennent aux plus hautes classes de la société, on en remarque quelques-uns qui, par leur instruction et leurs lumières, sont au niveau de la civilisation des plus grandes capitales, et qui ont particulièrement suivi ses progrès à Londres et à Paris. Ce sont ceux-là qui formeront le parti français parce qu'ils croiront, d'une part, ne pouvoir soustraire leur pays à l'ascendant de Napoléon, et, d'autre part, avoir besoin de son appui pour opérer, dans l'administration du royaume, les réformes que l'intérêt du peuple exige; mais cet intérêt, le peuple ne le comprend pas. Une partie de la noblesse, quoique plus éclairée que les classes inférieures, repoussera des améliorations qui porteraient atteinte à ses privilèges; et le clergé, celui surtout du second ordre, accoutumé dès longtemps à maudire dans les Français, une nation impie qui a dépouillé l'Eglise de tous ses biens, peu touché de ce que l'empereur Napoléon a fait depuis pour le rétablissement du culte, affectera de ne voir en lui que le continuateur des saturnales antireligieuses de la Convention nationale. L'ignorance et la superstition formant le trait principal du caractère espagnol considéré dans les masses, rien n'y est plus ordinaire que l'association sacrilège de la religion à tous les crimes. En ce genre, ce sont les actes qui parlent le mieux à l'esprit et qui offrent l'expression la plus fidèle des mœurs d'une nation.

Comme tout jugement français à cet égard pourrait paraître empreint de partialité, j'emprunterai, à un étranger qui n'écrivait pas pour le public, le court récit d'un fait qui s'était passé à Madrid quelques mois avant les événements de Bayonne. A l'occasion de la malheureuse journée du 2 mai, le ministre de Prusse en Espagne écrivait à son gouvernement : « L'homme du peuple, dans ce royaume, est hardi, cruel, vindicatif : il a l'habitude de manier le couteau, et il le manie avec beaucoup d'adresse. Un coup habilement porté lui fait honneur lors même que celui qui l'a porté est puni par la loi comme assassin. » Après ce portrait abrégé de l'Espagnol des classes inférieures, l'envoyé prussien raconte un fait caractéristique dont il a été témoin. « Il y a quelques mois, dit-il, nous avons vu enterrer ici avec les cérémonies les plus honorables, et d'abord exposer, au pied des autels, à la vénération des fidèles, les restes d'un brigand de grand chemin, qui avait été écartelé. Des dévots avaient fait célébrer des messes pour le repos de son âme. Le ciel avait cédé aux prières, et l'âme du bandit était sortie du purgatoire pour entrer dans le séjour des bienheureux. » Il serait inutile de rien ajouter à cette narration. Avec de tels hommes et de telles croyances, on juge ce que va devenir, dans cette contrée, une guerre prêchée par les prêtres. Car, cette guerre, qui va la faire? qui va opposer aux Français une opiniâtre résistance? Ce ne sera ni la haute noblesse en général, ni même le clergé supérieur, ni la bourgeoisie riche, ayant quelque instruction : ces diverses classes seront entraînées; ce ne seront pas elles qui se précipiteront en avant, ce sera le peuple grossier et superstitieux, guidé par des prêtres superstitieux comme lui, qui lui promettent les bénédictions du ciel pour prix du meurtre et de l'assassinat.

Il est en Espagne une portion de peuple qui n'appartient ni à la classe des habitants paisibles, ni à celle des malfaiteurs déterminés, troupe intermédiaire, ayant une existence qui lui est propre, obéissant à des chefs, et qui, malgré sa dispersion, ne laisse pas d'avoir des points de rapport et de correspondance; ce sont les contrebandiers. Dans les moments de troubles ils deviennent un noyau de rassemblement, et ne manquent pas de faire de nombreuses recrues parmi tous les hommes qui veulent le pillage et le désordre. Le moment est propice pour eux : le trône est vacant; Ferdinand ne règne plus; Joseph ne règne pas encore; les autorités sont incertaines et flottantes. Quel moment pour le triomphe de l'anarchie! Le patriotisme même, l'amour de l'indépendance du pays, ces sentiments si nobles et si purs, acceptent les

secours d'une honteuse alliance; mais en Espagne, et surtout dans les premiers temps de l'insurrection, le patriotisme est aveugle: féroce, sanguinaire: patriotes et brigands crient ensemble: «*Morment les Français et vive Ferdinand!*» Tel est le mot d'ordre qui se fait entendre à la fois dans toutes les provinces. C'est à ce cri que l'en renverse et que l'en change les pouvoirs établis. Les gouverneurs, les corregidores veulent maintenir la tranquillité; ils périssent victimes de leur dévouement à l'ordre public.

A Oviède, des membres du conseil de Castille, qui s'efforcent de calmer la multitude, n'échappent qu'avec beaucoup de peine à sa fureur. Le comte d'Aguilar est indignement égorgé à Séville. A Valence, le capitaine général, don Miguel Saavedra, est mis en pièces; sa tête est portée au bout d'une pique, promenée dans les rues et exposée sur une place publique. Un chanoine, Balthazar Calve, entouré d'assassins, commande au maître dans cette ville. Il prend le titre de représentant du peuple, donne des ordres aux autorités civiles et militaires, et fait massacrer deux cents Français, ou quelque sorte naturalisés dans ce pays, où sont depuis longtemps établies leurs fortunes et leurs familles. A Cuença, le corregidor et l'intendant sont chargés de chaînes et enlevés par des paysans. Le général Truxillo, gouverneur de Malaga, est tué à Grenade, son corps traîné dans les rues, déchiré et brûlé. Ainsi tombent également assassinés le comte de Torre Fresno, gouverneur de Badajoz, don Santiago de Gusman et Villoria, gouverneur de Tortose, le maréchal de camp Miguel de Cevellos, le lieutenant général Antonio Filangieri, don Juan de Toda, gouverneur de Villa-Franca de Pandés, le gouverneur de Carthagène et celui de San-Lucar de Barameda. Presque partout le meurtre est suivi de pillage. Des villes entières sont saccagées par les habitants des campagnes voisines. A Jaén, le corregidor est tué, en voulant s'opposer à de pareils excès. A Cadix même, le général Solane, qui, à la tête d'un corps de dix mille hommes rappelés de Portugal, était entré dans cette ville dont il avait pris le gouvernement, tombe sous les coups d'une populace féroce, excitée par des prêtres et dirigée surtout par un jeune homme qui sortait d'un couvent de chartroux. Les misérables ne se bornent pas à tuer: la mer seule serait trop douce; ils torturent les infortunés que poursuit leur aveugle rage, et les font expirer dans une lente agonie. La plupart des officiers généraux ou des magistrats qui succombent ainsi, sont des hommes jusqu'alors révérents en Espagne. Aguilar et Solane étaient surtout considérés comme les plus vertueux de ses citoyens.

Tel est le début de la grande insurrection qui, dans son ensemble, formera un fait héroïque, mais qui, dans ses actes de détail, sera souvent atroce et fera frémir l'humanité.

La suite immédiate du meurtre de Solane fut pour la France la perte de cinq vaisseaux de ligne et d'une frégate bloqués dans Cadix par une escadre anglaise. Vainement le centre-amiral Rosily, après avoir pris une position défensive dans le canal des Carraques, hors la portée des batteries de terre, voulut gagner du temps par la négociation. Les conditions qu'il proposait furent refusées. On éleva des batteries sur des points plus rapprochés, en arma contre lui des chaloupes canonnières et des galiotes à bombes. Après un feu de trois jours, il fut obligé de se rendre.

Cependant la commettre meurtière des premiers jours avait fait place à une organisation régulière. Dans toutes les provinces, des juntas s'étaient formées pour diriger le mouvement de la population. L'une de ces juntas, celle de Séville, qui s'était elle-même proclamée junta suprême, s'en attribua les prérogatives. Au nom de Ferdinand VII et de la nation espagnole, elle déclara solennellement la guerre à l'empereur Napoléon, et, s'étant mise en rapport avec l'amiral Collingswood, qui croisait devant Cadix, envoya en Angleterre des commissaires pour traiter avec la cour de Londres. Une autre junta, celle d'Oviède, l'avait devancée, et des agents étaient déjà partis de Santander pour réclamer l'appui du gouvernement anglais dans la guerre *légitime et sainte* de l'Espagne contre la France.

Les proclamations publiées par les juntas donnent une juste idée de l'esprit qui anime la nation espagnole. C'est le mélange de nobles sentiments avec des préjugés absurdes et de honteuses superstitions; mais les superstitions s'épourent, les préjugés s'ennoblissent, quand ils servent à augmenter l'énergie des sentiments généreux, l'amour de l'indépendance et le haine de la domination étrangère. «*Aux armes! aux armes!* criaient les juntas, «*si vous ne voulez pas que vos femmes et vos filles soient violées par les barbares, que vos champs soient ravagés et vos maisons brûlées;* » «*si vous ne voulez pas être gouvernés par le code de Napoléon, par un code sanguinaire, calculé sur la guerre éternelle, dont la conscription et la révolution sont l'essence...* Armens-nous contre un tyran exécration, contre celui qui n'a ni foi ni loi. Quels droits a donc sur nous cet étranger? » «*Quels biens avons-nous à attendre de l'ami, du protecteur de Godol? S'il n'était pas son centuple, aurait-il arraché cet infâme à l'échafaud?...* » «*Celui que vous combattez est un impie. Il a*

« relevé le temple des juifs, dépouillé le pape de ses domaines; il ébranlerait l'Église si les portes de l'enfer pouvaient prévaloir contre elle. Vous combattez pour votre terre natale, vos propriétés, vos lois, votre roi, votre religion et pour la vie à venir. Armez vos esprits de la crainte de Dieu, implorez le secours de l'immaculée Conception; la sainte Mère de Dieu ne vous abandonnera pas dans une si juste cause. » Que ce langage soit en non sens de la part des chefs, il est parfaitement adapté aux intelligences auxquelles il s'adresse; mais il en est un autre, encore mieux approprié, peut-être, à l'ignorance populaire, c'est un catéchisme trivial et grossier, ouvrage d'un évêque, qui, parodiant le mystère de la Trinité, fait procéder Napoléon, du péché; Murat, de Napoléon, et Godef, de l'intrigue de tous deux; qui présente les Français comme d'anciens chrétiens et de modernes hérétiques; qui déclare enfin qu'assassiner un Français est une œuvre méritoire. Pour des hommes auxquels on parle ainsi, il faut des miracles. Les miracles se multiplient de toutes parts. Chaque ville a les siens. Tous les saints célèbres s'agitent sur leurs autels; on voit pleurer¹ ou frémir leurs images. Au fond du tombeau de saint Jacques², un cliquetis d'armes se fait entendre. La foudre frappe une église³ consacré à la Vierge; les cierges qui brûlent devant la Mère de Dieu sont éteints, mais elle est respectée. Ce sont les Notre-Dame surtout qui, dans toutes les provinces, appellent le peuple à leur défense et lui prédisent la victoire.

Au fanatisme religieux se mêle aussi un fanatisme politique, et c'est surtout parmi les jeunes gens des universités que ce dernier genre d'exaltation éclate avec le plus d'énergie. Pleine encore des grands souvenirs de l'étude des langues anciennes nourrit les enfants de nos monarchies modernes, cette jeunesse ardente s'organise en compagnies séparées, sous des désignations célèbres. Les noms de Brutus, de Caton et autres personnages fameux deviennent les mots de ralliement de ces compagnies diverses, et, d'après un exemple plus récent pris dans la révolution française elle-même, leurs drapeaux portent pour inscription : La liberté ou la mort.

Dans toutes les provinces les juntas rivalisent d'enthousiasme et d'ardeur. Les mesures adoptées par la junta de Séville sont celles qui annoncent le plus d'habileté, et légitiment jusqu'à un certain

point la suprématie qu'elle s'arrogé sur les autres. Reconnaissant la difficulté de lutter avec avantage en rase campagne contre des armées aguerries, elle recommande aux insurgés d'éviter toute action générale, de se borner à une guerre de partisans, d'enlever ou détruire les subsistances, de couper les ponts, de mettre à profit tous les accidents de terrain nombreux en Espagne, les montagnes, les défilés, les rivières et les torrents, pour opposer partout des résistances partielles, mais perpétuelles, à l'ennemi.

Plus prudente que les juntas de quelques autres provinces relativement à la succession au trône, la junta de Séville déclare que, sur cette question, il faut s'en tenir aux lois fondamentales de la monarchie, blâmant ainsi d'une manière indirecte la junta d'Aragon, et particulièrement le général Palafox, qui, considérant le trône comme vacant, y avait, par une proclamation⁴, appelé éventuellement l'archiduc Charles.

L'insurrection populaire était partout; l'insurrection militaire, organisée, avait plusieurs foyers principaux et des chefs renommés ou confirmés par les juntas. Les chefs étaient, dans l'Andalousie, Costanes; Blake, dans la Galice; Cuesta, dans la vieille Castille; Carr, dans le royaume de Valence; Palafox, dans l'Aragon, et quelques autres moins distingués dans les autres provinces.

Le premier des généraux français qui eut à combattre des rassemblements armés, fut le maréchal Bessières. L'un de ces rassemblements, à Logrono, était dirigé par un tailleur de pierres; un autre par l'évêque de Santander; presque tous par des chefs que leur audace seule investissait du commandement. Tandis que l'évêque de Santander, en appelant les fidèles aux armes, attirait les Français dans cette ville d'où il était obligé de s'enfuir, c'étaient les évêques de Palencia et de Valladolid qui obtenaient des généraux français pardon et indulgence pour la révolte de leurs concitoyens.

Dans le royaume de Valence, le général Caro a réuni près de quarante mille hommes. Le maréchal Mency marche contre lui, bat ce corps d'armée, le disperse, et s'avance contre la ville; mais là il rencontre des obstacles qu'il est impossible de vaincre sans une grande réunion d'artillerie.

Lefebvre-Desnoettes a commencé, dans l'Aragon, une lutte que l'inflexible fermeté de Palafox rendra opiniâtre et sanglante.

¹ « Marmora sudavit. » Virgile.

² « Hissam Martis sub sponte pronotum. » Tit-Live.

³ « Adem Spei fulmine ictum. » Tit-Live.

⁴ Cette proclamation portait que, dans le cas d'un attentat contre la vie précieuse de Ferdinand et ses frères, la nation aurait de son droit d'élection en faveur de l'archiduc Charles, petit fils de Charles III.

Des places sont prises et reprises dans la Catalogne.

Dupont est déjà imprudemment lancé dans l'Audalousie où toute la population est insurgée. Les troupes espagnoles qui avaient formé le camp de Saint-Roch devant Gibraltar, le corps d'armée du général Solano, assassiné à Cadix, et les régiments de milice des provinces méridionales ont été, par les ordres de la junte de Séville, réunis en une armée régulière de plus de quarante-cinq mille hommes, sous les ordres du général en chef Castanos. Après avoir traversé la province de la Manche et la Sierra-Morena, le général Dupont s'était trouvé en présence du général espagnol Etchevery, devant le pont d'Alcoléa sur le Guadalquivir. Le corps que commandait le général espagnol était de vingt-cinq mille hommes, parmi lesquels il y en avait six mille de troupes réglées. La tête de pont, les retranchements espagnols, quoique vaillamment défendus, furent emportés par les Français, et le village d'Alcoléa resta en leur pouvoir. De là le général Dupont se porta sur Cordoue qu'il somma vainement de se rendre. Il fallut briser à coups de canon les portes de cette ville, et livrer dans chaque rue des combats aux habitants, qui, plutôt que de se soumettre au vainqueur, abandonnèrent le terrain, et se jetèrent, partie dans les montagnes, partie sur la rive gauche du Guadalquivir. Les ordres donnés pour empêcher le pillage furent peu respectés, et de là bientôt, triste effet de cette indiscipline, survint, à la suite de nos troupes, un embarras de fourgons et de voitures, que le général Dupont ne saura pas sacrifier à propos au salut de son corps d'armée.

Pour diriger, dans un esprit d'ensemble, les mouvements des divers corps de l'armée française, le grand-duc de Berg eût suffi à peine. La direction manque au moment où elle eût été le plus nécessaire. Une maladie grave du grand-duc l'a rendu incapable de tout travail et a mis ses jours en danger. Il était la seule autorité centrale en Espagne, et pour l'instant il n'existe pas. Le général Savary arrive et le remplace; mais ce général, mal vu d'ailleurs par les Espagnols, eût-il eu toute l'habileté désirable, ne pouvait pas y joindre la puissance de commandement dont elle aurait eu besoin d'être accompagnée.

Jusqu'à ce jour les rassemblements d'insurgés ont partout éprouvé des échecs; mais, dissipés et battus la veille, ils se recomposent et recommencent le combat le lendemain. Déjà un immense secours est venu accroître leur ardeur et justifier leurs espérances. S'il existe un gouvernement qui ait dû sourire à l'aspect de ce nouvel incendie, c'est le gouvernement anglais. Au lieu de continuer à

être un instrument de Napoléon contre l'Angleterre, l'Espagne va devenir, dans les mains de l'Angleterre, un redoutable instrument contre Napoléon. Les premiers agents des jupes parvenus à Londres sont ceux de la province des Asturies. Les envoyés de plusieurs autres provinces les ont suivis de près. Dès le 12 juin, M. Canning leur annonce que S. M. B. s'empresse d'accéder à leurs demandes. Des envois de munitions et d'armes sont dirigés vers différents ports. Les prisonniers espagnols sortent des pontons où ils languissent depuis plusieurs années; ils sont habillés, armés et renvoyés dans leur patrie pour y combattre les Français. Les arsenaux de la Grande-Bretagne, ses escadres, ses flottes, ses trésors, tout est à la disposition de l'insurrection espagnole. Les actes ont précédé les déclarations officielles. C'est le 4 juillet que parait la déclaration qui proclame la cessation de toute hostilité contre les provinces d'Espagne non soumises à l'autorité française, qui ouvre les ports d'Angleterre à leurs bâtiments et assure la liberté de leur navigation. Le même jour 4, le roi d'Angleterre, en annonçant au parlement les efforts qu'il va faire pour l'indépendance de l'Espagne, exprime la confiance que ces mêmes efforts auront pour résultat, « le rétablissement des libertés et » de la paix de l'Europe. » Cette confiance, ainsi que l'entend le gouvernement anglais en 1808, se réalisera six ans plus tard, et la guerre d'Espagne, cette grande faute de Napoléon, sera sans contredit celle qui contribuera le plus à rendre ses autres fautes irréparables. Jamais, sur aucune question, accord plus parfait ne régna dans toutes les classes de la nation anglaise. La cité de Londres, la banque, les corporations fêtent à l'envi les députés des jupes. La noblesse et le peuple, le parti de l'opposition et le parti du ministère, offrent, pour la première fois, une identité absolue de vœux et d'actions comme de paroles. L'enthousiasme est universel, et il doit l'être; la cause des insurgés espagnols est en réalité la cause de l'Angleterre.

Telle est, aux premiers jours de juillet, la situation civile et militaire de l'Espagne. Le roi Joseph n'a pas encore quitté le sol français et déjà l'Angleterre a reconnu comme puissance les jupes qui sont armées contre lui et qui vont lui disputer son royaume. Ce prince partit de Bayonne, le 7 juillet, pour se rendre à Madrid. Son cortège était nombreux; la plupart des grands personnages, qui avaient formé la junte de Bayonne, marchaient à sa suite; il s'avancait entouré des mêmes courtisans que Ferdinand VII, mais au milieu d'une population silencieuse dont le froid accueil dut lui faire pressentir les difficultés qui l'attendaient. L'accès même de sa capitale lui eût été fermé, si

le maréchal Bessières, avec douze à quinze mille hommes, n'eût remporté, à Médina de Rio Seco, une éclatante victoire sur les armées réunies de Galice et de Castille, commandées par les généraux Blake et Cuesta. L'armée de Cuesta, composée en grande partie de nouvelles levées, fut détruite ou dispersée presque tout entière; celle de Blake, formée de régiments revenus de Portugal, alla se rallier en Galice¹. Bessières ne sut pas profiter de la victoire. L'empereur Napoléon, mal informé sans doute, s'exagéra l'importance de cette journée et parut croire qu'elle allait affermir son frère sur le trône. « C'est, dit-il, une seconde bataille de » Villa-Viciosa. » Napoléon se trompait; il n'y aura pas de bataille de Villa-Viciosa pour sa dynastie. La bataille de Médina de Rio Seco n'eût d'autre avantage que d'ouvrir au roi Joseph la route de Madrid, où il arriva le 30 juillet. Son entrée n'y fut pas saluée par de vives acclamations; cependant cette capitale n'offrait pas un aspect aussi sombre qu'on eût pu le craindre. Aucune des cérémonies qui accompagnent les réceptions royales ne fut négligée en cette circonstance. Le conseil de Castille seul, qui jusqu'alors avait exécuté tous les ordres de la royauté nouvelle, crut devoir s'abstenir de lui prêter serment. Pour le plus grand nombre de personnes², c'était le moment du doute. Tout dépendait du sort des armes. Un grand événement militaire pouvait ou affermir la foi dans le nouveau gouvernement, ou la détruire. Chez un peuple dont la religion ne consiste qu'en pratiques extérieures, le serment même n'est pas un lien sur lequel on doit compter. Déjà quelques-uns des députés de Bayonne, quelques-uns des dignitaires de la cour, les ducs de l'Infantado et de Frias, le comte de Fernand Nunez et autres, semblent incertains. Le roi Joseph laisse connaître qu'il n'entend retenir personne contre son gré; qu'il est prêt au contraire à favoriser le départ de ceux qui veulent suivre une autre chance que la sienne. La permission ne déplaît pas, mais on n'en profite point à l'instant même. Le cercle de la cour est brillant; les grands appartements sont remplis. On rend au roi Joseph les mêmes hommages qu'on rendait à Charles IV et à Ferdinand VII. Le 26 juillet, la proclamation de la royauté napoléonienne se fait avec toute la pompe et la solennité d'usage. Vingt-quatre heures après, le roi doit songer à quitter cette capitale où il est à peine reconnu. Les fidélités indécises n'ont plus rien qui les arrête; la fortune de Napoléon vient de subir

sa première éclipse, le général Dupont a capitulé à Baylen! Il a capitulé, non pour la division seule qui est avec lui, mais encore pour celle qui, loin d'avoir éprouvé le moindre échec, a battu l'ennemi toutes les fois qu'elle l'a rencontré! Il a retenu cette division qui pouvait s'ouvrir un passage à travers les rangs ennemis; il l'a enchaînée, il lui a défendu de vaincre, il l'a empêchée d'achever sa victoire! Quelle nouveauté pour la France et pour l'Europe! Une capitulation de soldats français en pleine campagne, et une capitulation signée par un homme que semblait attendre le bâton de maréchal! Elle sera unique dans nos fastes, cette capitulation, et même dans le temps de nos revers; mais, quoique seule, elle a défloré les armes françaises; le drapeau tricolore a perdu sa pureté, l'aigle de Napoléon a cessé d'être invincible. L'Angleterre en a poussé un cri de joie; l'Autriche y a répondu ouvertement, des alliés même de Napoléon y répondent en secret; l'envie, qui fatiguait la gloire française, a enflé un aliment. Il n'est pas dans la nature de notre travail de nous arrêter sur cet événement déplorable, encore mal éclairci malgré les nombreux détails avec lesquels il est rapporté dans une foule d'ouvrages. Le rôle d'accusateur nous est pénible; mais dans cette circonstance, si le général Dupont n'a pas mérité d'autres reproches, il faut avouer qu'il a été beaucoup au-dessous de lui-même. Rien ne saurait le disculper de la triple faute d'avoir laissé couper ses communications avec Madrid, de s'être laissé séparer des deux tiers de son corps d'armée, et d'avoir, avec l'autre tiers, combattu dans une position désavantageuse, au lieu d'avoir, auparavant, rallié la totalité de ses forces. Tout notre intérêt, toute notre douleur ici, sont pour les vaillants soldats trahis ou par la malhabileté ou par l'avarice de leurs chefs, et, relativement à la division du général Wedel, trahis par l'excès même de cette obéissance passive, si nécessaire dans le cours ordinaire de la guerre, si fatale dans les moments de crises extraordinaires. Mieux inspirés que leurs généraux, ces braves soldats auraient voulu périr tous plutôt que de capituler; on ne négocie même qu'en les trompant, qu'en leur laissant ignorer les humiliantes conditions auxquelles on va consentir. Quelle qu'ait été jusqu'alors la vie militaire du général Dupont qui traite sur de telles bases, et du général Marescot³ qui, par faiblesse, prend part à une telle négociation, honte, honte à tous deux d'avoir demandé et souscrit l'article XI de cette

¹ Les soldats français, essouffés, haletants, baignés de sueur, se précipitèrent vers le ruisseau; n'y trouvant pas une goutte d'eau, ils s'écrièrent : « Les Espa-

gnols ont emmené la rivière. » *Histoire du général Foy.*

² « Animus ex eventu sumpturi. » Tacite.

³ Officier distingué par de brillants services, il avait été

capitulation, l'article qui permet aux officiers généraux de conserver chacun une voiture et un fourgon, aux officiers supérieurs et d'état-major, une voiture seulement, *sans être soumis à aucun examen* ! Être vaincu après un noble combat n'exclut pas la gloire ; en succombant on peut sauver l'honneur ; capituler même, pour arracher des braves à une destruction certaine, peut encore être une nécessité digne d'excuse ; mais stipuler la conservation d'un exécrable butin, là est le crime, là est l'opprobre. Cet opprobre, l'Empereur l'a senti jusqu'au fond de son âme déchirée ; c'est pour lui la plus grande angoisse de sa vie. Sa relégation sur le roc où il doit finir ses jours, lui sera moins douloureuse que la tache imprimée à nos armes par cette capitulation. La justice, son intérêt bien entendu lui commandent une enquête militaire pour mettre à jour les faiblesses, les fautes et la bassesse même qui ont amené un si affligeant résultat. Par un faux système de réticence, il se refuse à ce mode salulaire de publicité ; il condamne avec justice peut-être, mais il condamne sans entendre. Dupont, Marescot, Wedel, furent arrêtés à leur retour en France ; ils restèrent en prison ou dans l'exil jusqu'en 1814. C'est surtout à ceux qui l'emploient que l'arbitraire est funeste. On plaint les hommes qu'il frappe, lors même qu'ils sont coupables. Par cela seul que les signataires de la capitulation de Baylen, Dupont et Marescot, sont punis sans jugement, l'honneur français n'a pas été vengé.

C'est à Rochefort, dans son retour de Bayonne à Paris, que l'Empereur reçut la fatale nouvelle. Il ne connaissait encore que le texte de la capitulation, lorsqu'il prédit *qu'elle ne serait pas même respectée*. Plus tard, il rappela cette triste prophétie, quand il eut appris l'ignominieuse visite à laquelle, malgré la capitulation, avaient été soumis les bagages de l'armée. Arrivé à Paris, tout en affectant l'impassibilité d'un pouvoir supérieur aux événements, il était poursuivi, prédominé par cette affligeante pensée ; dans les conseils, dans les entretiens, il y revenait sans cesse ; il semblait vouloir encore exalter sa colère et associer toutes les âmes à son ressentiment. Si on représentait que Dupont n'avait avec lui que de jeunes soldats : « Valaient-ils moins, répondait-il, que ceux que j'ai commandés, et qu'il a si bien commandés » lui-même en Italie et en Allemagne ? C'est tous les jours le général qui fait l'armée. » Dans un autre moment, ramené à des sentiments plus calmes, il lui arrivait de dire : « Et pourtant il était un des » braves de notre famille ! O misère de l'épée

chargé par l'Empereur d'aller inspecter les fortifications de Cadix, et ne se trouvait au quartier général de Dupont

« humain ! toute une vie perdue pour un instant » de faiblesse ! peut-être pour une surprise des » sens, pour un caprice de nerfs !... Mais il ne faut » pas que le sort des empires dépende de ces » hasards..... Le salut de l'État demande une sé- » vérité inexorable. A la guerre, un grand désastre » désigne toujours un grand coupable ! » Quel terrible arrêt prononcé par l'Empereur en 1808 contre l'Empereur revenant de Moscou en 1812 !

Dans le compte officiel du *Moniteur*¹, le général Dupont est accusé de n'avoir pas montré plus de courage civil et d'habileté dans la négociation, qu'il n'avait montré de talent dans la direction de ses mouvements militaires. En effet, des ouvertures trop hâtives pour une suspension d'armes ayant été faites au général Réding, commandant un des corps de l'armée espagnole, celui-ci avait traité les pourparlers en longueur, afin de se donner le temps de faire envelopper de toutes parts le général Dupont et de le séparer de la division Wedel. Pressé ensuite de conclure un arrangement, Réding s'en excusa en alléguant que c'était le commandant en chef Castanos qui seul avait, à cet égard, les pouvoirs nécessaires. Chaque moment perdu aggravait la position des Français, et leur correspondance interceptée, en faisant connaître l'embarras de leur situation, mettait les Espagnols dans le cas de se montrer, d'heure en heure, plus impérieux et plus exigeants. Il est trop vrai, Dupont n'avait pas su mieux négocier qu'il n'avait su combattre. Après avoir été joué par Réding, il l'avait été aussi par Castanos. L'Empereur, dans l'article officiel que nous avons cité, comparait la conduite de Dupont à celle de Sabinus Titurius, trompé et attiré dans un piège par Ambiorix, et le rapprochement ne manquait pas de vérité. On dirait que, par cette comparaison, l'Empereur veuille atténuer, aux yeux des autres, et peut-être à ses propres yeux, la gravité du malheur survenu, en, quelque sorte, s'en absoudre lui-même, en rappelant que César aussi avait eu un lieutenant maladroît, qui, par de fausses dispositions militaires et par sa crédulité imprudente dans la négociation, avait causé la perte d'une légion et de cinq cohortes romaines. Napoléon semblait ainsi mettre sa gloire à l'abri de la gloire de César. « Plus heureux que » les nôtres, disait-il, les soldats romains moururent tous les armes à la main. » Sa remarque était juste. Le sort réservé à nos infortunés soldats sera pire que la mort. Tout affligeant qu'elle était, la capitulation devait au moins conserver des Français à la France. Elle fut ouvertement violée ; ni les

que pour attendre la possibilité d'accomplir sa mission.

¹ Le 5 septembre.

joutes¹ espagnoles ni les Anglais devenus leurs alliés n'en permettent l'accomplissement. Près de dix-sept mille hommes ont déposé les armes. Au lieu de les faire embarquer sur des vaisseaux espagnols, conformément à l'article VI, et de les conduire à Rochefort, on les dépouille, on les maltraite², on les livre en spectacle au peuple de l'Andalousie, on les disperse dans des cachots espagnols ou sur des pontons anglais à Cadix; puis on en relègue les malheureux débris dans la petite île de Cabrera, auprès de Majorque. Enfin, déclarés plus tard prisonniers de S. M. B., ceux qui ont échappé à ces premières souffrances vont en Angleterre subir une autre agonie sur ces pontons, d'une invention barbare, dont la nation anglaise, revenue de meilleurs sentiments, a dû se reprocher l'affreuse et inexorable atrocité.

Dupont a capitulé! La France peut donc être vaincue? L'Espagne peut donc reconquérir son indépendance? Jusque dans le palais du roi Joseph, ce cri fait éclater les déflections. C'est à la voix de la patrie que prétendent obéir tous ceux qui vont se séparer du prince anhelé, la veille, ils juraient fidélité. À leur tête sont le ministre Cevallos³, le duc de l'Infantado et le duc del Parque. Pour les Espagnols des classes élevées, la question est celle-ci : De quel côté sont les chances les plus favorables? L'Espagne peut-elle, sans se dévouer à une ruine assurée, lutter contre l'empereur Napoléon? Les hommes éclairés, et c'est le petit nombre, jugent la résistance impossible; ils voient les immenses forces dont l'Empereur dispose, ils tremblent devant son génie, ils ne prévoient pas toutes ses fautes. Ce sont les masses ignorantes qui ont jugé le mieux.

Pour Joseph aussi, une grave question est posée : Madrid peut-il être conservé? S'il peut l'être, est-il militairement avantageux de s'y maintenir? L'évacuation est résolue; on se dit qu'il n'y a qu'un grand déploiement de la puissance impériale qui soit capable de produire un résultat complet. Il faut aller au-devant de l'Empereur et l'attendre. Le maréchal Bessières s'établira sur le haut Ebre; Moncey va abandonner ses préparatifs contre Valence et se diriger sur Burgos, où se rendra aussi le roi Joseph. L'ordre est expédié au général Verdier, qui, après les combats les plus sanglants, a pénétré dans l'intérieur de Saragosse, de lever le siège de

cette ville, si elle n'est pas prise, et de se replier sur la Navarre. Cet ébranlement général de l'armée française, qui, du fond de l'Andalousie, ramène les divers corps sur la rive droite de l'Ebre, est la conséquence forcée des fautes d'un seul homme. Jusque là le nom du peuple français était une redoutable puissance; la fortune de Napoléon, un irrésistible talisman. Le talisman est brisé; le grand nom du peuple français, de Napoléon, a perdu sa magie. Toute force morale est détruite, il ne reste plus que la force matérielle, la force de l'homme contre l'homme, et, quand le glaive ou le poignard est dans toutes les mains, la moins nombreuse nation est plus forte que les plus nombreuses armées.

C'est sur l'influence de ce qui se passe en Espagne que se règle la politique de la cour de Vienne. Cette cour observe et suit le progrès de l'insurrection espagnole. Elle commence sa levée de boucliers dans le mois de mai; elle continue ses préparatifs en juin et juillet; elle les portera au point le plus avancé dans le mois d'août. A cette époque, toute la monarchie sera sous les armes.

Un édit du 12 mai ordonne l'organisation d'une milice nationale. Tous les fils de bourgeois et de paysans devaient, les dimanches et fêtes, se livrer à des exercices militaires. Une patente impériale déterminait la composition de la réserve de l'armée. Les divers ordres émanés du département de la guerre produisaient une masse extraordinaire de forces. Outre l'armée proprement dite, évaluée à trois cent mille hommes, il y avait quatre-vingt mille hommes de réserve; outre cette réserve, la milice nationale et séparément la landwehr, comprenant tous les hommes ayant passé l'âge de la conscription, mais étant au-dessous de quarante-cinq ans; de plus, une levée considérable en Hongrie.

Lorsqu'on apprit à Vienne le dénoûment de la réunion de Bayonne, les marques d'étonnement furent vives encore. « On s'attendait bien », disait M. de Stadion, que l'Espagne continuerait à être une préfecture de la France; mais qui pouvait penser que Charles IV, que ses fils, venaient à Bayonne, et y viendraient abdiquer en faveur de Napoléon? Si l'Espagne en a été réduite à cela, c'est qu'elle n'avait point d'armée. Le raisonnement était spécieux, il n'était pas exact, et

¹ Castanos voulait le même accomplissement de la convention; Morla, gouverneur de Cadix, était d'un avis contraire. Ce fut à ce dernier avis, quoique injuste et illicite, qu'obéira la junte. Terréno.

² Ingerant probra, instantiam ictus... positi omni ferocità, euncta victi patiebantur. Tacite.

³ Voici ce que ce même Cevallos écrivait de Bayonne, le 8 juin, à D. Eusebio Bardaxi : « J'ai eu l'honneur d'être présenté au roi qui hier est arrivé de Naples. Je pense que sa présence, sa bonté et la noblesse de son caractère, que l'on découvre au premier abord, suffiront pour calmer ces provinces, sans le secours des armées. »

l'application était fautive. On était bien assuré alors que l'Empereur n'avait aucune pensée qui se rapportât à l'Autriche; on voyait clairement que bientôt il serait assez occupé sur un autre terrain pour ne pas songer à elle, et d'ailleurs deux fois il avait été maître de cette monarchie sans avoir pris de partis extrêmes à son égard. Cette puissance n'avait donc véritablement rien à craindre, mais il lui convenait d'affecter la crainte, et, comme si on avait eu des inquiétudes à l'occasion de camps formés par les troupes françaises en Silésie, on faisait de grands mouvements en Bohême¹. Dans le reste de la monarchie, tout présente également un aspect guerrier. L'archiduc Jean et d'autres gouverneurs de provinces font un appel à ceux même des habitants que les lois n'obligent pas à se présenter pour la milice. On leur dit que c'est un devoir de tous les sujets fidèles de répondre à la voix du souverain lorsque la tranquillité des États héréditaires l'exige. En général, dans les diverses proclamations, on parle de l'indépendance du pays, de l'honneur public, enfin de la totalité de l'existence civile. A Trieste, la nouvelle milice, animée par ce langage, parcourt la ville, maltraite les Français et les Italiens, et va insulter le consul de France dans sa demeure, comme, en 1798, on avait à Vienne insulté l'ambassadeur Bernadotte. La noblesse fait tout ce qui est en son pouvoir pour accroître l'agitation populaire. Elle prend le titre de *parti patriote*, faisant, comme en 1798 et en 1803, consister son patriotisme à souffler la guerre contre la France république ou empire, c'est-à-dire contre les principes de la révolution française. Elle ne se borne pas, au reste, à des paroles. Les hommes riches offrent des sommes assez considérables. C'est une véritable levée en masse.

Dans le même temps, ou à peu près, quinze à vingt bâtiments autrichiens sortent de Trieste à la vue de vaisseaux de guerre anglais, qui, loin de les inquiéter, les prennent sous leur protection. Ces bâtiments vont à Malte chercher des marchandises anglaises pour les répandre dans le Levant. Un parlementaire anglais, arrivé à Trieste, apporte pour l'archiduc Charles², avec les proclamations des insurgés qui l'appellent au trône d'Espagne, une lettre par laquelle l'amiral anglais

Collingswood offre à ce prince une frégate pour le transporter à Cadix. La gazette de Vienne s'empresse de publier la déclaration du gouvernement anglais relative aux insurgés espagnols. Tout annonce entre l'Angleterre et l'Autriche la plus complète connivence. Cet ensemble de circonstances ne permet pas à la France de douter sur les intentions de la cour de Vienne. Indépendamment des observations verbales faites à cette cour par l'ambassadeur Androsy, des explications ont eu lieu par écrit entre M. de Champagny, qui était alors à Bayonne, et l'ambassadeur d'Autriche à Paris, le comte de Metternich. Confidentielles d'abord, ces explications prennent bientôt un caractère officiel. « Que penser, écrivait³ M. de Champagny, du cri de guerre qui, de Vienne, a retenti dans toute l'Allemagne, de ces préparatifs dont sont remplies toutes les gazettes, de ces mouvements de troupes en Gallicie, qui se sont concentrées en corps d'armée, de pareils mouvements que l'on annonce en Bohême, et enfin de cette levée d'une garde nationale, derrière laquelle on organise une milice, comme si la monarchie d'Autriche voulait épuiser toutes ses ressources pour frapper un grand coup ou se sauver d'un grand danger?..... » « Que veut votre gouvernement? dit-il le même ministre dans une autre lettre⁴. » « Non-seulement il arme, mais il prend de ces mesures extrêmes qu'un extrême danger peut seul justifier. Vos princes pareourent vos provinces; ils appellent le peuple à la défense de la patrie, tout est en mouvement dans la monarchie autrichienne..... Et vous savez que, loin de menacer l'Autriche, nous ne lui demandons que d'être en paix avec nous; que nous ne prétendons à rien de ce qu'elle possède; que nous mettons du prix à vivre avec elle dans une parfaite harmonie. » Le ministre ajoute que jusqu'à présent l'Empereur peut vouloir ignorer les préparatifs de la cour de Vienne, mais il ne pourra pas se les dissimuler longtemps. « Chargé de veiller à la sûreté de la confédération du Rhin, il l'avertira de se tenir sur ses gardes; il appellera son contingent; lui-même il fera marcher des troupes de l'intérieur vers le Rhin. De toutes parts on sera sous les armes. Dans un tel état de choses, une étincelle suffit pour produire un

¹ De Berlin, où je remplissais alors les fonctions d'administrateur général, j'envoyai à Toplitz et à Carlsbad des voyageurs qui constatèrent les grandes mesures d'armement prises par le gouvernement autrichien, comme pour une guerre prête à éclater.

² La reine de Naples avait d'abord demandé l'appui de l'Autriche, en faveur de son fils Léopold, pour le faire

reconnaître roi d'Espagne; mais elle écrivit ensuite à l'empereur François qu'elle était toujours bonne Autrichienne, et qu'elle se désistait volontiers de toute prétention pour son fils en faveur de l'archiduc Charles.

³ Lettre de Bayonne du 16 juillet.

⁴ Lettre de Toulouse du 27 du même mois.

« incendie. Quel avantage l'Autriche espère-t-elle
« de la guerre? Nous sommes sûrs qu'elle n'a aucun
« secours à attendre de la Russie. L'Angleterre ne
« peut lui être que bien médiocrement utile. Elle
« n'aura pas un allié sur le continent. »

Aux plaintes du ministre français, M. de Metternich oppose des dénégations, non sur les faits en eux-mêmes qui ne peuvent être contestés, mais sur la nature de ces faits et sur les intentions qu'on prête à son gouvernement. Toutes les mesures que l'on signale sont des mesures de défense et non d'attaque. C'est précisément en temps de paix qu'elles ont dû être adoptées. Cet ambassadeur représente que depuis vingt ans les institutions sociales ont changé dans la plus grande partie de l'Europe; qu'en France et dans tous les pays qui dépendent d'elle, la conscription militaire a été établie, conscription qui englobe la population tout entière et bien perfectionnée comparativement à celle qui existe dans les provinces allemandes de l'Autriche où les classes privilégiées en sont exemptes. La milice qu'on organise n'est qu'une espèce de garde nationale sédentaire. La formation des réserves dont on s'occupe est elle-même une imitation des institutions françaises. Parmi les autres motifs allégués par M. de Metternich, se trouve ce mot remarquable : « La Bavière se donne une « constitution ¹. » Humaine involontaire rendu à l'augmentation d'importance et de force que produisent, pour les États, les constitutions accordées aux peuples sous les auspices français. L'argument principal de l'ambassadeur autrichien, c'est que rien ne se fait pour un but du moment, qu'on ne doit voir dans les dispositions organiques de sa cour que la refonte de ses vieilles institutions, et qu'enfin toute institution permanente ne saurait porter un caractère offensif. Le principe est vrai, mais l'application porte à faux, et M. de Champagny se hâte de le faire remarquer. « Sans doute, répond ² ce « ministre, l'Autriche a le droit de faire dans son « état militaire les modifications qu'elle juge nécessaires, mais s'en-on jamais vu opérer de tels « changements en temps de paix avec cette précipitation? Exiger en avril que tout soit fini avant le

« 1^{er} juillet, comme si, à cette époque, la guerre
« doit éclater? Mettre dans un moment ³, quatre
« cent-mille hommes sur pied, indépendamment
« de la force dont on accroissait l'armée active,
« les armer, les exercer, leur présenter le danger
« comme imminent, et par conséquent la guerre
« comme inévitable? Peut-on voir cela et ne sup-
« poser aucun projet à l'Autriche? » M. de Metternich ayant parlé de camps français ou Silésie comme devant inspirer de justes soupçons à sa cour, le ministre français ajoute : « Voulez-vous que les
« camps ⁴ français en Silésie soient levés? Ils le
« seront. Voulez-vous que l'armement des places
« de cette province, qui vient d'être ordonné, soit
« contremandé? Il le sera; que les approvisionne-
« ments de Palms-Nova cessent? Ils cesseront. Des
« déclarations publiques vous seront données, si
« vous le désirez. Elles seront telles que la supposi-
« tion d'une attaque de la part de la France sera
« évidemment absurde. » En définitive, disait M. de Champagny, l'Empereur a besoin d'être rassuré. Depuis longtemps il a pour principe de ne pas rejeter ce qui est invraisemblable, et, à ce propos, le ministre citait diverses circonstances où c'était surtout l'invraisemblable qu'on avait vu se réaliser.

Ainsi parlait le ministre français à l'ambassadeur de la cour de Vienne; mais ce n'était pas assez des communications ministérielles. L'Empereur, de retour à Paris le 14 août, voulut, à la face de l'Europe, mettre cette cour dans la nécessité de s'expliquer catégoriquement sur ses intentions. Le lendemain 15, jour de sa fête, en présence de toutes les grandes autorités de l'État et du corps diplomatique étranger, il adressa au comte de Metternich une de ces allocutions qui rarement changent des résolutions prises, mais qui tantôt en retardent, tantôt en accélèrent l'accomplissement. Cette allocution ne peut guère rouler que sur les idées qui ont déjà formé le texte des lettres de M. de Champagny, et les réponses de M. de Metternich furent nécessairement aussi les mêmes. Cependant nous en citerons des traits détachés, parce que la conversation prend une autre forme que la correspondance, et que le

¹ Nous parlerons ailleurs de cette constitution.

² Lettre de Bordeaux, le 30 juillet.

³ Voici quel était, au commencement du mois d'août, l'état des forces dont disposait la cour de Vienne :

Troupes réglées, ...	316,705
Dispositions nouvelles pour la réserve, ...	59,800
Milice provinciale, un homme sur 70, ...	185,714
Contingent de la Hongrie, ...	100,000
Total, ...	662,219

⁴ Le 21 mai, l'Empereur écrivait de Bayonne à M. Duru :

« J'ai déjà fait connaître que mon intention n'était point
« que les corps d'armée campassent ensemble, mais par
« divisions. Je voulais que cela fût ainsi pour ne point
« alarmer l'Europe. » Dans une autre lettre, il dit qu'il
« ne veut point de réunion de plus de huit mille hommes,
« et il se montra mécontent que le maréchal Victor en ait
« réuni vingt-cinq mille auprès de Berlin. Si les camps
« français en Prusse furent pour l'Autriche autre chose
« qu'un prétexte, s'ils causèrent à cette puissance une
« inquiétude réelle, ce fut incontestablement contre le gré
« de l'Empereur Napoléon.

langage de l'Empereur a toujours une couleur qui lui appartient. « Qui vous attaque pour songer ainsi à vous défendre ? dit l'Empereur à M. de Metternich. Qui vous menace pour vous faire penser que vous serez bientôt attaqués ? Depuis la paix de Presbourg, y a-t-il entre vous et moi le plus léger différend ? et cependant vos proclamations appellent le peuple à la défense de la patrie ! Vos mesures sont celles que vous avez employées lorsque j'étais à Léoben. » Ici l'Empereur énumère en détail les diverses sortes d'armements auxquels s'est livrée la cour de Vienne, en relevant la dépense qui en résulte, l'interruption du commerce et la baisse du change qu'en éprouve l'Autriche, inconvénients auxquels un gouvernement sage ne s'expose pas gratuitement. Après quelques explications avec M. de Metternich sur la nature de ces armements que cet ambassadeur soutient être purement défensifs, l'Empereur ajoute : « Croyez-vous la circonstance favorable pour vous ? vous vous trompez. Ma politique est à découvert, parce qu'elle est loyale et que j'ai le sentiment de mes forces. Je vais tirer cent mille hommes de mes troupes d'Allemagne pour les envoyer en Espagne, et je serai encore en mesure envers vous. Vous armez, j'armerai. Vous n'aurez pour vous aucune puissance du continent. L'empereur de Russie, j'oserais presque vous le déclarer en son nom, vous engagera à rester tranquilles. Déjà il est peu satisfait de vos relations avec les Serviens, et, comme moi aussi, il peut se croire menacé par vos préparatifs ; il sait que vous avez des vues sur la Turquie ; vous m'en prêtez aussi ; je vous déclare que cela est faux et que je ne veux rien de la Turquie ni rien de l'Autriche. » L'empereur Napoléon dit vrai, il ne veut rien de la Turquie ; mais comme nous le verrons bientôt, son désintéressement à cet égard n'est pas ce qui convient le mieux à l'empereur Alexandre. Ce langage de son discours s'adresse autant au cabinet de Pétersbourg qu'à celui de Vienne, et, par ces paroles jetées non sans dessein, il se prépare un moyen de défense contre l'exécès des prétentions russes sur l'empire ottoman.

« Cependant, continua-t-il, votre empereur ne veut pas la guerre, je le erois ; je compte sur la parole qu'il m'a donnée lors de notre entrevue. J'ai occupé sa capitale, la plus grande partie de ses provinces ; presque tout lui a été rendu. Croyez-

vous que le vainqueur des armées françaises, qui aurait été maître de Paris, en eût agi avec cette modération ? Non, votre empereur ne veut point la guerre, votre ministère ne la veut pas, et cependant le mouvement que vous avez imprimé est tel, que la guerre aura lieu malgré vous et malgré moi. Vous avez fait une proclamation pour défendre de parler de guerre. On a cru à vos mesures et non à votre proclamation. » Là vient une énonciation des griefs dont la France est fondée à se plaindre, le rassemblement injurieux de la nouvelle milice devant la maison du consul de France à Trieste, avec des circonstances qui rappellent l'outrage fait à Bernadotte, les insultes qu'essuient les voyageurs français en Bohême, et l'assassinat de trois courriers en Dalmatie. L'Empereur attribue ces proclamations aux partisans de l'Angleterre. « Je vous le répète ; vous êtes enragés, et malgré vous. La fermentation de votre peuple imprudemment excitée, et les intrigues des partisans des Anglais et de quelques membres de l'ordre équestre, qui ont porté chez vous l'amertume de leurs regrets, vous mèneront à la guerre. L'empereur de Russie peut-être l'empêchera ; mais, si ce n'est qu'à son intervention que l'Europe doit la continuation de la paix, ni l'Europe ni moi ne vous en aurons l'obligation... En attendant qu'arrivera-t-il ? Vous avez levé 400 mille hommes, je vais en lever 200 mille. La confédération, qui avait renvoyé ses troupes, va les réunir et faire des levées. L'Allemagne, qui commençait à respirer après tant de guerres ruineuses, va voir de nouveau rouvrir toutes ses blessures... À suivre votre exemple, bientôt il faudra armer jusqu'aux femmes. Dans un tel état de choses, lorsque tous les ressorts seront ainsi tendus, la guerre deviendra désirable pour amener un dénouement. C'est ainsi que, dans le monde physique, l'état de souffrance où est la nature à l'approche d'un orage, fait désirer que l'orage érève pour détendre les fibres crispées et rendre au ciel et à la terre une douce sérénité. Un mal vif, mais court, vaut mieux qu'une souffrance prolongée.

« Cependant toutes les espérances de paix maritime s'évanouissent ; les mesures fortes prises pour l'obtenir demeurent sans effet. Les Anglais sourient à la pensée de la discorde ranimée de nouveau sur le continent, et se reposent sur elle

¹ L'ordre en avait été expédié, le 25 août, de Rochefort, où l'Empereur apprit la capitulation de Baylen. Deux corps d'armée devaient se mettre en route immédiatement ; le premier, commandé par le maréchal Victor, partait de Berlin ; le deuxième, commandé par le gé-

néral Marchand, partait de la Silésie. Ces deux corps, disait l'Empereur, doivent voyager en poste. « Il faut payer tout comptant, et faire trois journées d'étape dans un jour, car j'ai grand besoin de mes troupes. »

» de la défense de leurs intérêts. Voilà les maux que
» vous avez produits, et, je le crois, sans en avoir
» l'intention ; mais, si vos dispositions sont aussi
» pacifiques que vous le dites, il faut vous pronon-
» cer ; il faut que toute l'Europe soit convaincue que
» vous voulez la paix ; il faut que toutes les bou-
» ches proclament ces sentiments, justifiés par vos
» actes comme par vos discours. De mon côté, je
» vous donnerai toutes les sécurités que vous pour-
» rez désirer. » Ce langage de l'Empereur était
sincère. N'ayant nul projet d'hostilité contre l'Autriche, la franchise lui était facile. En annonçant qu'il allait tirer cent mille hommes de Prusse pour les envoyer en Espagne, ce qu'il lui convenait d'ailleurs de faire lui-même connaître d'avance, il donnait une preuve de plus de sa bonne foi, et il avait soigné aussi de préparer le cabioet autrichien à l'armement de la confédération du Rhin. La confiance

de l'Empereur dans la Russie reposait sur des faits non équivoques. A cette époque, l'empereur Alexandre, occupé de la conquête de la Finlande, et rêvant le partage de l'empire ottoman, regardait l'assentiment et le concours de Napoléon comme indispensables au succès de l'une et de l'autre entreprise. De concert avec la France, le ministère russe faisait à la cour de Vienne des représentations sur l'exagération de ses mesures militaires ; mais, avant de considérer la situation de la Russie à la date où nous sommes arrivés, nous avons à prendre connaissance des communications échangées depuis le commencement de 1808, entre Paris et Pétersbourg, et des actes qui ont été la conséquence de ces communications. Ce retour vers la Russie va nous conduire naturellement à porter aussi nos regards sur les deux autres cours du Nord, le Danemark et la Suède.

CHAPITRE VII.

POLITIQUE EXTÉRIEURE.

DANEMARK. — RUSSIE. — GUERRE DE FINLANDE. — ÉVACUATION DU PORTUGAL. — ÉVACUATION DE LA PRUSSE.

Sinécrité des rapports de la France et du Danemark. — Traité de Fontainebleau. — Mesures de la Russie contre l'Angleterre. — Somation faite à la Suède par la Russie, d'accéder à l'alliance continentale. — Proclamation des Russes à leur entrée en Finlande. — Succès des Russes suivis de revers. — Fautes du roi de Suède. — Arrestation du ministre de Russie à Stockholm. — Protestation du corps diplomatique contre cette arrestation. — Déclaration portant réunion de la Finlande à la Russie. — Reproches de Gustave IV à l'empereur Alexandre. — Déclaration de guerre du Danemark à la Suède. — Démêlés de Gustave IV avec le général anglais Moore. — Départ des troupes et de la flotte anglaises. — Lenteur de la France à seconder la Russie contre la Suède. — Défection des troupes espagnoles en Danemark. — Imprévoyance du maréchal prince de Ponte Corvo. — Embarquement des troupes espagnoles sur une escadre anglaise. — Succès des Suédois contre les Russes. — Défaites des Suédois et armistice. — Reddition aux Anglais de la flotte russe à Lisbonne. — Gouvernement paisible de Junot en Portugal. — Défection des troupes espagnoles à Porto. — Insurrection de cette ville. — Miracles portugais surpassés par la chimie française. — Envoi d'un corps anglais à la Corogne. — Direction de ce corps sur les côtes de Portugal. — Débarquement des Anglais à l'embouchure du Mondégo. — Bataille de Vimieiro entre Junot et sir Arthur Wellesley. — Négociation. — Convention de Cintra. — Mécontentement des Anglais sur cette convention. — Évacuation du Portugal par les Français. — Situation de la Prusse. — Habile administration du baron de Stein à l'intérieur. — Discussion sur la contribution due par la Prusse. — Mauvais esprit de la politique du baron de Stein envers la France. — Création d'une diète factice à Berlin. — Imprudences de la cour de Kœnigsberg. — Lettres interceptées du baron de Stein. — Convention qui fixe la dette de la Prusse à 140 millions. — Occupation des forteresses prussiennes jusqu'à l'acquittement de la dette. — Articles secrets. — Démission du baron de Stein. — Convention signée à Bayonne entre l'Empereur et le roi de Saxe. — Rigueur de l'occupation française pour la Prusse.

De tous les gouvernements européens, celui qui, durant le cours de la révolution française, a montré le plus de bonne foi et de droiture, est le gouvernement danois. Matériellement faible, ce gouvernement a toujours eu le sentiment de son indépendance et de sa dignité. A la honte de la politique, sa loyauté lui a coûté cher. Fidèle à une noble cause, à la défense des principes de la neutralité maritime, sa capitale, déjà une fois bombardée sans être prise, en 1801, a été bombardée, prise et dépouillée en 1807; et les souverains, réunis en 1813, qui se prétendent les vengeurs de la justice, la violeront eux-mêmes envers le Danemark, en lui enlevant la Norvège.

Lorsque l'Angleterre, en 1807, est venue sur-

prendre ce gouvernement inoffensif, loin d'être l'allié de Napoléon, c'était contre Napoléon qu'il montrait de la défiance, et il n'a été si facilement vaincu dans ses files dépourvues de toute force défensive, que pour avoir tenu son armée en observation sur le continent. L'agression a été odieuse, la victoire cruelle; et alors le Danemark a conclu une alliance¹ avec Napoléon. Elle était naturelle, commandée par le devoir et l'honneur; elle sera sincère².

Dans les communications qui eurent lieu entre les cabinets de Paris et de Copenhague, relativement aux mesures à prendre contre le commerce anglais, le ministre danois, M. de Bernstorff, énonça une opinion fort juste, dont il eût été à désirer que

¹ Traité de Fontainebleau du 31 août.

² Les agents danois étaient animés de l'esprit de leur gouvernement. Aussi l'Empereur disait-il, en parlant du

ministre accrédité auprès de lui : « Pour M. de Dreyer, » il peut impunément me tromper. Je ne le croirai » pas. »

l'application fût immédiatement possible. Il pensait que toute disposition partielle à cet égard avait quelque chose de mensonger et de faux ; qu'il valait mieux que les puissances s'entendissent pour déclarer qu'elles ne reconnaîtraient plus de neutres. Au fond c'était le vœu de l'Empereur, et tel avait été le but du décret de Milan. En déclarant dénationalisés les bâtiments qui se soumettaient aux exigences anglaises contraires au droit des gens, son intention était d'amener par là le gouvernement des États-Unis à prendre un parti contre l'Angleterre.

Dès le mois de janvier et de février, la France et le Danemark étaient convenus d'agir de concert pour secourir la Russie dans son attaque contre la Suède. Par suite de ce concert, le prince de Ponte Corvo, qui commandait une armée française dans le nord de l'Allemagne, envoya dans les îles danoises les troupes espagnoles, sous les ordres du marquis de la Romana, dont nous aurons bientôt à rapporter la défection.

Un autre arrangement d'intérêt commun fut fait aussi entre les deux gouvernements. L'enlèvement de la flotte du Danemark par l'Angleterre avait laissé les marins de ce pays sans occupation. La France, au contraire, avait des vaisseaux de ligne auxquels manquaient des marins exercés. L'Empereur proposa au cabinet de Copenhague de fournir un nombre suffisant d'officiers de tout grade et de matelots pour armer trois vaisseaux de ligne qui étaient dans le port de Flessingue. L'offre fut acceptée, et elle devait l'être. Quoiqu'ils moulassent des vaisseaux français, c'était toujours leur pays qui servaient les marins danois, car ces vaisseaux étaient destinés à croiser dans la Baltique pour y protéger le commerce de leur nation. Depuis le jour de l'alliance du Danemark avec l'empereur Napoléon, jusqu'aux jours de leurs communs revers, les deux gouvernements seront constamment dans un parfait accord, et se donneront, de part et d'autre, des témoignages d'une rare fidélité. Longtemps aussi la même fidélité subsistera entre Napoléon et Alexandre.

Pour ce qui le concerne, l'empereur Alexandre, dans le cours de 1808, en donna des preuves aussi éclatantes que pouvait le désirer l'empereur Napoléon, et des preuves de la nature qui convenait le mieux à la France. C'était l'adoption d'une série de mesures toutes dirigées contre le commerce britannique.

Dès la fin de novembre 1807, les propriétés an-

glaises en Russie étaient placées sous le séquestre. Dans les ports de la mer Noire et de la Crimée comme dans ceux du nord de l'empire, l'embargo avait été mis sur les bâtiments anglais.

Les Anglais ayant capturé un bâtiment russe à bord duquel se trouvaient les membres du gouvernement ¹ ionien, et l'ayant conduit à Malte, l'empereur Alexandre déclara qu'il considérerait comme olages ² de ces prisonniers, tous les négociants anglais qui résidaient dans ses États.

Un ukase communiqué ³ au sénat dirigeant lui notifia la défense faite par l'empereur, d'importer en Russie aucune marchandise anglaise, et l'ordre donné aux bâtiments russes en Angleterre de revenir sans aucune cargaison.

Par une disposition ultérieure, la défense d'introduire des marchandises anglaises fut étendue à toutes les denrées coloniales venant d'Angleterre, et, pour rompre toute communication avec ce pays, aucun bâtiment venant d'un port anglais ne fut plus admis dans un port russe, lors même que ce bâtiment appartiendrait à une nation amie, et quequ'il ne fut chargé d'aucune marchandise.

Les négociants russes furent contraints à l'engagement de ne pas envoyer en Angleterre des bâtiments d'une nation amie, qui, en raison de ce qu'ils n'auraient pas été en Angleterre, auraient été reçus dans les ports russes ; et toute expédition de marchandises russes devait être consignée dans des ports amis. Ces divers ordres furent expliqués par un autre ukase ⁴, portant que tout produit anglais, de quelque espèce qu'il fût, qu'il appartenait à l'Angleterre proprement dite, ou à ses possessions coloniales, était compris dans la prohibition.

Enfin, il fut déclaré ⁵ que les bâtiments venant de l'étranger et destinés pour des ports russes, devaient être munis de certificats d'origine constatant que leur cargaison ne comprenait aucun produit de l'Angleterre, ni de la Suède, ni des colonies des deux États. La même précaution fut adoptée pour les importations par la voie de terre.

Pour prix de l'activité de son concours contre l'Angleterre, l'empereur Alexandre réclamait une compensation aux dépens des Turcs. Depuis l'entrevue de Tilsitt, un sentiment unique, exclusif, paraît dominer à Pétersbourg, le désir du partage de l'empire ottoman. Pour faire diversion à cet impatient désir, Napoléon propose une expédition contre la Suède. Il se résigne à sacrifier la Suède dans l'espoir de frapper puissamment le moral des

¹ Les îles Ionniennes avaient été remises par la Russie à la France, en vertu du traité de Tilsitt.

² Février 1808.

³ Le 1^{er} avril.

⁴ 17 juin.

⁵ Ukase du 31 juillet.

Anglais par la clôture immédiate de la mer Baltique. Malgré la satisfaction que la cour de Russie éprouve de se voir encouragée à une guerre qui doit lui procurer une augmentation de territoire, cette cour affecte d'y mettre peu d'empressement, et semble, en se livrant à cette expédition, ne faire qu'accomplir un des devoirs de l'alliance. Chaque fois que l'ambassadeur de France prononce le nom de la Suède, on lui répond par le nom de la Turquie.

Cependant l'expédition contre la Suède se prépare, et les déclarations officielles ont précédé les mouvements militaires. Le 24 septembre 1807, l'empereur Alexandre avait fait part au roi de Suède des sentiments de douleur et d'indignation que lui avaient inspirés les violences exercées par l'Angleterre contre le roi de Danemark. Il lui avait rappelé les traités antérieurs, notamment ceux de 1780 et de 1800, qui portaient, pour les trois puissances du Nord, l'engagement de soutenir le principe que la mer Baltique est une mer fermée, et de garantir cette mer de toute hostilité. Sur cette première notification, la réponse de Gustave IV avait été une invitation à l'empereur Alexandre de s'unir à lui pour éloigner de la Baltique les troupes françaises et rouvrir aux bâtiments anglais les ports de l'Allemagne. Une seconde communication avait annoncé au roi de Suède la rupture de la Russie avec l'Angleterre, et lui avait renouvelé les mêmes instances. Le roi, loin d'en tenir compte, s'était uni par un nouveau traité¹ avec le gouvernement anglais. Une dernière sommation de la Russie pressa le cabinet de Stockholm de prendre un parti qui pouvait conserver l'harmonie entre les deux États, mais en lui déclarant qu'il fallait que ce parti fût adopté à l'instant même. Cette démarche n'eut pas plus de succès que les précédentes. Le roi de Suède prétendait que ce n'était pas lui qui s'était séparé de l'empereur Alexandre, mais l'empereur Alexandre qui s'était séparé de lui. La question alors dut être remise au sort des armes.

Le général russe Buxhowden franchit, le 21 février, la frontière des deux États, et entra en Finlande par trois points différents. Deux proclamations d'une nature assez étrange furent adressées par ce général, l'une, sous la date de Friederichsham, aux habitants du pays; l'autre, sous la date de Lovisa, à l'armée suédoise. La proclamation aux habitants, après un exposé des griefs de la Russie contre la Suède, leur annonçait que S. M. I. se trouvait obli-

gée « de placer sous sa protection cette province et » d'en prendre possession, » afin de se procurer une garantie suffisante pour le cas où S. M. S. persisterait à rejeter les équitables conditions de paix qui lui avaient été proposées par la France sous la médiation de la Russie. Par la seconde proclamation, les soldats suédois étaient ouvertement provoqués à la désobéissance. « Soldats, disait le général » russe, mon gracieux maître m'a ordonné de pro- » mettre, à chacun de vous qui posera les armes, » qu'il aura la liberté de retourner chez lui, et que » de plus, on lui payera deux roubles par fusil, un » rouble par sabre et dix roubles par cheval. » Ces proclamations ne furent entendues ni par l'armée ni par les habitants. Cependant les armées russes furent d'abord heureuses. Les places de Tawastus, Helsingfors et la capitale du duché, Åbo, furent bientôt prises. Dans cette dernière ville, la grande flotte des galères fut livrée aux flammes. La forteresse de Sweaborg, confiée à la garde de l'amiral Cronstedt², qui avait jusqu'alors joui de la plus honorable réputation, capitale de Gavril, quoiqu'elle eût une garnison de six mille hommes, et des approvisionnements qui lui permettaient une longue résistance. Avec cette place fut perdue la flottille finnoise, consistant en soixante voiles de toute espèce. L'île de Gothland et les îles d'Åland furent prises dans le mois d'avril; mais, si les succès des Russes furent rapides, il y eut un prompt retour de fortune en faveur des Suédois. Ces mêmes îles de Gothland et d'Åland furent reprises dans le mois de mai, et l'amiral Bodiskow fut fait prisonnier. Le général suédois Klingspor, qui commandait l'armée de terre et s'était replié en bon ordre devant l'armée russe jusqu'à Uléaborg, prit à son tour l'offensive, et, renforcé par des paysans qui, en se joignant à lui, portèrent son corps à dix-sept mille hommes, il força les Russes à évacuer la Bothnie orientale dont il resta maître pendant les mois de juillet et d'août. La conquête de la Finlande, vivement disputée par un corps si peu considérable, aurait coûté extrêmement cher à la Russie, pour peu que Gustave IV eût su faire un habile emploi de sa vaillante armée, qui ne montait pas à moins de cinquante mille hommes, et des généreux sentiments de la population suédoise. Au lieu d'appliquer des forces suffisantes à la défense d'une province fidèle qui l'eût vaillamment secondé, ce prince songeait lui-même à conquérir et il occupait vingt mille hommes, sous les ordres des généraux Armfeldt et Wégésack, à une vaine entreprise contre la Norvège.

défendre la forteresse à toute extrémité, et de faire brûler la flottille plutôt que de la laisser tomber au pouvoir de l'ennemi.

¹ Le 8 février 1808.

² Gustave IV, dans un écrit publié en 1814, dit que les instructions données à cet amiral lui prescrivaient de

Sous le rapport politique, sa conduite n'était pas moins imprudente que sous le rapport militaire. Le 3 mars, il avait, au mépris du droit des gens, fait arrêter le ministre de Russie, M. d'Alopéus; le 11 du même mois, il publiait un long manifeste contre la Russie; enfin il consumait, en ridicules discussions avec l'Angleterre, les mois de mars, de mai et de juin, sans tirer ensuite aucun parti d'un corps de dix mille hommes, que lui avait envoyé cette puissance.

L'arrestation de M. d'Alopéus était motivée par ce prince sur l'invasion de la Finlande sans déclaration préalable de guerre. Gustave étant alors à Gripsholm, son ministre des affaires étrangères, M. d'Ehrenheim, n'avait eu aucune possibilité de prévenir cette mesure, dont l'exécution avait été confiée à l'autorité militaire. Un procédé de cette nature devait exciter les justes réclamations du corps diplomatique. Le ministre de Danemark, comte de Moltke, qui était encore à Stockholm, protesta de la manière la plus solennelle contre l'atteinte portée à l'inviolabilité du caractère dont M. d'Alopéus était revêtu. La réponse du roi fut que la perfidie¹ du cabinet de Pétersbourg avait dépouillé l'agent russe de tous les privilèges attachés à son caractère public. Après cette allégation de Gustave IV, les ministres de Prusse et d'Autriche, MM. de Tarrach et de Binder, qui s'étaient borués d'abord à des protestations verbales, remirent aussi des protestations écrites, conformes à celle du ministre de Danemark.

Cette mesure, d'une violence sans utilité, était une faute dont profita la Russie. Une déclaration du 21 mars, après avoir exprimé les plaintes de l'empereur sur l'attentat commis contre la dignité de sa couronne, portait qu'au lieu d'user de représailles, Sa Majesté avait prescrit à son ministère de redoubler de soins et de prévenances à l'égard de l'ambassadeur de Suède. La vengeance était de bon goût, mais ce n'était pas la seule. Sans autre transition, la déclaration ajoutait : « L'empereur in- » forme maintenant toutes les puissances que, dès » ce moment, il regarde la partie de la Finlande, jus- » qu'à ce jour réputée suédoise, et que ses troupes » n'ont pu occuper qu'à la suite de divers combats, » comme une province conquise par ses armes,

» et qu'il la réunit pour toujours à son empire. » L'argument était faible et la conséquence un peu large. Il n'est pas démontré qu'une boutade d'un roi indiscret, qui retient un agent diplomatique sous garde militaire, soit un crime qu'il faille punir par la confiscation du tiers de ses États; mais la force a une logique qui lui appartient, et elle n'est pas difficile dans le choix des raisons. Ce langage d'ailleurs était prématuré, car la Finlande n'était rien moins que conquise; mais, bonne ou mauvaise, une occasion s'était offerte à la Russie pour faire connaître sa résolution. L'empereur se hâta de la saisir, afin d'enoncer d'avance et d'assurer son titre, bien certain qu'il parviendrait, dans un délai plus ou moins long, à la possession matérielle du pays.

De son côté, le roi de Suède, par le manifeste qu'il avait publié peu auparavant contre la Russie, reprochait à l'empereur Alexandre de le combattre déloyalement, le général en chef de l'armée impériale ayant, pour conseil, un traître, le général Sprengporten, et, pour armes principales, des moyens de corruption. L'appelait que précédemment sa propre conduite avait été bien différente; qu'il avait repoussé l'offre², qui lui était parvenue par divers agents français, de lui faire recouvrer toutes les provinces perdues par la Suède du temps de Charles XII, et que même il s'était empressé d'informer la Russie de ces immorales propositions; que c'était par suite de ses liaisons avec cette dernière puissance qu'il avait perdu ses provinces allemandes, et que, s'il était aujourd'hui attaqué par l'empereur Alexandre, c'était pour avoir été son allié. Le fond de ces reproches n'était pas dénué de justice; mais la témérité du roi n'en était pas moins impardonnable. Elle n'eût été digne de quelque excuse qu'autant que ce prince, profitant du noble caractère de sa nation, au lieu de se livrer si mal à propos à des projets insensés d'envahissement, eût réuni toutes ses forces pour la défense de son propre territoire.

Tandis que cette lutte, dont les chances variaient un moment, était engagée dans la Finlande, le roi de Suède projetait tout à la fois d'envahir la Suède et de s'emparer de la Norvège. Le gouvernement danois, qui connaissait ses intentions, le

¹ On a prétendu qu'une dépêche interceptée, du cabinet russe à M. d'Alopéus, donnait à cet agent des instructions sur des tentatives de corruption à faire auprès de certains généraux suédois. Si le fait était vrai, on avait tort de ne pas le faire connaître formellement; mais même, dans ce cas, il eût été plus sage de renvoyer M. d'Alopéus et de ne pas se donner l'odieux d'une arrestation contraire aux règles du droit des gens.

² Cette offre préjudiciale consistait, selon le roi lui-même,

dans des propositions qui auraient été faites, par le maréchal Bernadotte, à un officier suédois, par M. Bourcier et le général Grandjean à d'autres personnes. Rien de moins officiel que de pareilles insinuations. Il n'y avait pas de Français qui, s'entretenant avec un Suédois pendant la guerre de 1806 et 1807, ne fit sentir l'avantage que la Suède aurait eu à s'unir à la France contre la Russie, au lieu de se sacrifier pour la Russie contre la France.

prévin en lui déclarant la guerre le 29 février. Cette déclaration, qui fut remise par le comte de Moltke au cabinet de Stockholm, portait que S. M. le roi de Danemark, voyant à regret dans S. M. suédoise un ennemi masqué, adoptait en entier les résolutions de la Russie à l'égard de la Suède, et qu'il ne séparerait point sa cause de celle de l'empereur Alexandre.

Le roi de Suède, en se dévouant aux intérêts de l'Angleterre, avait demandé que le corps d'armée qui serait mis à sa disposition par cette puissance, fût pourvu de son artillerie de siège. Le projet de ce prince était d'aller attaquer le roi de Danemark dans sa capitale; mais probablement le cabinet de Londres était peu jaloux de montrer, pour la troisième fois, des troupes anglaises devant Copenhague, où d'ailleurs il n'y avait plus de flotte à enlever ni à détruire. En accordant à Gustave IV un corps de douze mille hommes seulement, ce cabinet y mit la condition que ce corps ne serait point employé à une expédition en Suède, et qu'il serait loisible à S. M. B. de le rappeler, si elle le jugeait à propos.

Lorsque la flotte qui portait ces troupes arriva devant Gothembourg, le roi, dont l'intention était de les employer par mer, avait défendu qu'elles fussent reçues à terre. Il fit proposer au général Moore qui les commandait, deux plans, celui d'une expédition dans la Finlande russe ou celui d'une expédition en Norwège. L'un et l'autre furent, sous divers prétextes, rejetés par le général anglais. Pour se mettre d'accord avec le roi sur la destination à donner à ses troupes, ce général se rendit à Stockholm. Comme on ne parvenait point à s'entendre, il déclara, le 22 juin, qu'il les ramènerait en Angleterre, si l'ordre n'était pas à l'instant expédié de permettre leur débarquement. L'ordre ne fut point donné, et le général Moore se vit retenu à peu près comme prisonnier par le roi qu'il venait secourir; mais le prisonnier s'échappa; il regagna Gothembourg, et, le 3 juillet, la flotte faisait voile pour retourner en Angleterre.

Il y avait, de la part du gouvernement anglais, peu de générosité à envoyer seulement un corps de douze mille hommes au secours d'un prince qui seul n'avait point déserté son alliance, et que son impolitesse fidélité pouvait conduire à sa perte. Encore ce gouvernement prenait-il d'extrêmes précautions pour que le corps auxiliaire ne fût point compromis. Cependant, avec plus de prudence, Gustave IV eût pu tirer de ce renfort, tout

faible qu'il était, un parti avantageux pour sa sûreté contre le Danemark, qui d'ailleurs n'était point prêt à l'attaquer, et, en faisant passer dans la Finlande une bonne partie des vingt mille hommes inutilement employés à une fausse entreprise contre la Norwège, il pouvait, aidé du dévouement des Finnois, soutenir une glorieuse lutte contre la Russie. Probablement il eût fini par succomber, mais du moins il eût illustré sa résistance, il l'eût prolongée; il aurait en pour lui les chances du temps, et enfin il n'eût traité qu'à d'honorables conditions, respecté dans ses revers par ses sujets, et estimé par les étrangers.

La France, quoique invitée par le cabinet de Pétersbourg à porter une armée en Scanie, ne se pressait point de prendre une part active à la guerre du Nord. Cette guerre ne devant plus produire, par un prompt résultat, une forte impression sur l'Angleterre, Napoléon n'y attachait qu'un médiocre intérêt, et n'eût pas demandé mieux que de la voir traîner en longueur. Son ambassadeur en Russie, M. de Caulaincourt, ne fit pas à temps cette réflexion; il continuait à exciter le gouvernement russe, et même par écrit, à un grand déploiement de forces contre la Suède. L'Empereur, qui peut-être eût laissé passer sans remarque un encouragement verbal, n'approuva pas des excitations érites, et manifesta nettement sa pensée sur cette question. « Je n'ai rien à gagner », dit-il, à « voir les Russes à Stockholm. »

Au reste, dans le moment où le général suédois Klingspor obtenait en Finlande de notables avantages, dans les mois de juillet et d'août, non-seulement la France ne menaçait point la Suède d'une invasion présente, mais un incident survenu à l'avant-garde de l'armée française eût apporté du retard à cette invasion, si le projet en avait été sérieux. L'avant-garde de l'armée française du Nord, c'était le corps espagnol commandé par le marquis de la Romana; l'incident qui survint aux premiers jours du mois d'août, ce fut la défection de ce corps.

Dès que l'opposition d'une grande partie de l'Espagne à l'intronisation d'un prince français s'était manifestée par un soulèvement presque général, des ouvertures avaient été faites au marquis de la Romana, de Cadix et de Galice, comme de Londres¹, pour le rallier à la cause de l'insurrection. Le contre-amiral anglais Keats en avait été l'intermédiaire. Soit ambition, soit patriotisme, le marquis de la Romana avait les qualités ou les dé-

¹ Lettre de Bayonne du 22 mai.

² Les agents subalternes de cette négociation étaient un prêtre catholique, envoyé par le ministère anglais, et

don Rafeel Lobo, envoyé par les députés de la Galice et des Asturies qui se trouvaient en Angleterre. *Torreno.*

fauts que voulait la circonstance. Homme d'esprit, éclairé, adroit plus qu'il n'appartient peut-être à un noble caractère, il portait au plus haut point le désir de la célébrité. Il est permis de croire que le rôle de Xénophon tentait son imagination aventureuse, et que l'idée de ramener ¹ son corps de troupes en Espagne l'occupait depuis le moment où la querelle s'était envenimée entre le parti français et le parti de Ferdinand VII. Pour mieux déguiser sa véritable intention, il avait paru embrasser le parti français ² avec chaleur, comme étant celui de la gloire, de la philosophie et de la civilisation, et s'était emparé ainsi de l'esprit du prince de Ponte Corvo, commandant français. Le moyen en avait été facile. Il avait consisté à flatter l'ambour-propre du se maréchal, très-jaloux de plaire aux troupes qu'il commandait, et surtout aux troupes étrangères. Les intrigues du marquis de la Romana n'avaient pas échappé à tous les yeux comme à ceux du prince de Ponte Corvo. Le commissaire du gouvernement danois auprès de l'armée française avait prévenu le prince, huit jours avant l'événement, des relations du général espagnol avec les Anglais, et des dispositions qu'il prenait pour leur livrer son armée. De Copenhague même, le ministre de France avertissait son gouvernement du mauvais esprit dont les troupes espagnoles étaient animées. Seul, le prince de Ponte Corvo ne voulait pas s'en apercevoir. Dans son orgueilleuse confiance, il avait rejeté avec dédain l'avis qui lui avait été donné, persuadé que les Espagnols et surtout le marquis de la Romana, loin de vouloir l'abandonner, étaient entièrement dévoués à sa personne et à sa gloire. Grâce à cette inexplicable infatuation, le général espagnol avait réparti ses troupes de manière à favoriser leur embarquement. Il y avait 6,000 hommes en Fionie; 4,000 hommes dans l'île de Langeland; 2 ou 3,000 dans le Jutland ou en Scélande. Dans l'île de Fionie où il se trouvait lui-même, la Romana avait prêté et fait prêter, à ses troupes, serment de fidélité au roi Joseph. Celles qui étaient cantonnées dans le Jutland n'usèrent pas de la même dissimulation; elles refusèrent ³ avec éclat le serment qui leur était demandé, et le général Fririon, délégué pour le recevoir par le prince de Ponte Corvo, eut beaucoup de peine à se soustraire à leurs violences: un de ses aides de camp y périt; un autre fut grièvement blessé. Ce ne fut qu'à l'apparition de l'escadre du

vice-amiral Hood devant Nyborg que le marquis de la Romana leva le masque. Quelques bâtiments danois voulant s'opposer à l'approche des Anglais, ce général déclara qu'il prenait possession de l'île jusqu'au départ de la totalité de ses troupes. Une partie de celles qui étaient dans le Jutland vinrent le rejoindre en Fionie et s'y embarquer. Des vaisseaux anglais reçurent de même les corps qui étaient dans l'île de Langeland. Le prince de Ponte Corvo, arrivé trop tard, ne put retirer que des détachements assez faibles dans le Jutland et la Scélande. On désarma et on déclara prisonniers de guerre ce qui restait d'Espagnols dans ces deux îles. Dix mille hommes de plus ou de moins sous les drapeaux français étaient une circonstance peu importante en elle-même; mais la défection d'un corps de troupes régulières, placé sous les ordres d'un général français, annonçait, dans la cause pour laquelle ce corps se déclarait, une grande puissance de nationalité, puisqu'elle rompait le lien du serment et le lien peut-être plus sacré de la fraternité d'armes. Ce fut pour les insurgés et pour l'opinion ennemie de la France un renfort moral qu'il ne faut pas apprécier d'après le nombre des troupes défectionnaires. Les imprudences ou les témérités du prince de Ponte Corvo, quelquefois heureuses pour son intérêt personnel, ont souvent été funestes à la France.

Dans le courant du mois d'août, la fortune était favorable à la Suède sur mer comme sur terre. L'amiral Kanickoff, avec une flotte de vingt-quatre vaisseaux, avait essayé de bloquer, dans la passe des Virrges, la flotte suédoise; mais l'apparition d'une flotte anglaise, sous les ordres de sir James Saumarez, ayant décidé l'amiral russe à la retraite, la flotte suédoise, à laquelle se réunirent deux vaisseaux commandés par le contre-amiral Hood, poursuivit et atteignit la flotte russe le 26 août. Celle-ci abandonna aux Suédois un vaisseau de 74 canons et se réfugia dans Bahisch-Port où elle resta bloquée, par les flottes réunies de Suède et d'Angleterre, jusqu'au 17 octobre. Alors seulement, profitant d'un vent favorable, elle put s'échapper et entrer à Cronstadt.

Après quelque temps d'inaction, l'armée russe, grossie par de considérables renforts, reprit dans le mois de septembre la supériorité qu'elle avait perdue dans les deux mois précédents. Deux affaires très-vives et très-saughantes à Kartauna et à Ori-

¹ Dans une lettre du marquis de la Romana au colonel du régiment de Gendarmes, qui était en Scélande, on lit ces mots: « Soy Español y esto resuelto a tomar parte en los gloriosos designios de la patria. »

² Dès le 17 juin, le marquis de la Romana s'était em-

pressé de témoigner qu'il était prêt « à reconnaître le nouveau roi, à lui obéir... convaincu des avantages que l'Espagne devait retirer de sa nouvelle constitution... »

Lettre du maréchal Bernadotte.

³ 1^{er} août.

mais obligeaient l'armée suédoise à demander une suspension d'armes, qui fut accordée par le général Buxhowden, mais qui ne fut pas ratifiée par l'empereur. Forcés de se résigner à de plus dures conditions, les Suédois consentirent à remettre aux Russes toute la province d'Uleåborg. Un armistice sur cette base fut signé, à Oskio, le 19 novembre, et cette fois la ratification impériale ne fut pas refusée. Sur l'invitation de l'empereur Alexandre, des députations de la noblesse, du clergé et de l'ordre des paysans, se rendirent auprès de ce prince pour être entendues sur la constitution à donner au pays. Là se terminent, avec l'année 1808, les événements de la Finlande.

Le mois d'août qui avait vu, dans le Danemark, la défection du corps espagnol de la Romana ; dans la Finlande, l'armée de terre russe reculant devant les Suédois ; dans le golfe de Bothnie, la flotte impériale obligée à chercher un asile dans Baltisch-Port, d'où elle ne sortit ensuite qu'avec peine ; ce même mois avait offert, outre la retraite de l'armée d'Espagne sur l'Èbre, l'armée française en Portugal traitant avec les Anglais pour l'évacuation de ce royaume. Ce mois avait été fatal partant pour la France et pour la Russie. Il l'était, pour la Russie, à Lisbonne même, où s'était retirée la flotte russe de l'amiral Sininwin, qui fut aussi obligée de se rendre.

Cette flotte qui, durant la dernière guerre, menaçait la Turquie dans la Méditerranée, avait, aussitôt après la paix de Tilsit, reçu l'ordre de retourner en Russie. Informé, pendant sa marche, de la rupture de son gouvernement avec l'Angleterre, et supposant que le Portugal conservait sa neutralité, l'amiral Sininwin avait cherché un refuge à Lisbonne. Il y était arrivé presque en même temps que l'armée française, en sorte que les Portugais purent croire qu'il y avait en accord entre les deux puissances. Au lieu d'un État neutre, c'était une puissance alliée qu'il rencontrait ; mais cet amiral et les officiers de la flotte, comme ceux des troupes de terre qu'elle portait, accoutumés depuis longtemps à l'alliance anglaise, avaient peu de penchant pour la France. Ils regardaient la liaison d'Alexandre avec Napoléon comme l'écart d'une imagination exaltée, et ils supposaient que cette exaltation ne tarderait pas à s'évanouir. D'après cette disposition, leur présence à Lisbonne fut pour le général français plutôt un embarras qu'un secours.

Depuis que le général Junot avait, dans les derniers jours de novembre 1807, arboré le drapeau français à Lisbonne, son autorité s'était assez facilement établie en Portugal, et le pays attendait avec calme que l'empereur Napoléon décidât de son sort. Devenu duc d'Abrantès pour récompense de son audace heureuse, le général Junot gouvernait ce

royaume au nom de l'empereur, ayant pour instrument administratif un ministère mixte composé de Portugais et de Français. Un pouvoir étranger ne peut guère se défendre d'être plus ou moins oppresseur ; mais la discipline régnait dans l'armée, et l'esprit du gouvernement tendait à alléger, autant qu'il dépendait de lui, les charges inhérentes à l'occupation militaire. Le clergé, dont l'influence est si puissante en cette contrée, avait le premier donné l'exemple de l'obéissance. Depuis trente ans, c'est un malheur attaché à la dignité de patriarche de Lisbonne, d'avoir souvent à préconiser des pouvoirs différents, et tous les patriarches n'ont pas eu, comme l'archevêque Mendoza, en 1807, l'excuse d'avoir du moins réclamé la soumission pour un homme extraordinaire, « pour l'homme » des prodiges¹, que les siècles passés n'avaient pu deviner. Cet archevêque et l'évêque de Coimbra firent partie de la grande députation envoyée en France afin de demander à l'empereur le maintien de l'existence nationale du Portugal et de l'intégralité de son territoire. Cette députation avait devancé l'empereur à Bayonne. À peine arrivé en cette ville, il la reçut, lui donna des paroles d'espérance, mais ne s'expliqua point sur le doute qu'elle avait le plus à cœur d'éclaircir, celui de l'avenir de ce royaume. S'en expliquer eût été difficile pour lui, car la solution de ce qui concernait le Portugal devait se lier plus ou moins directement à ce qui regardait l'Espagne, il était encore incertain sur l'une et l'autre question.

L'incendie, allumé quelque temps après en Espagne, devait inévitablement jeter des étincelles en Portugal. Ce furent les troupes espagnoles qui, dans le Portugal même, donnèrent le signal de la désobéissance. Les dix mille Espagnols qui occupaient Porto et le voisinage de cette ville, ayant été rappelés en Galice par leurs compatriotes, arrêtèrent le général français qui les commandait, et voulurent, avant de se retirer, rétablir les autorités portugaises. Telle était en ce moment la force de l'opinion en faveur de la France, que l'ancien gouverneur et les autres autorités repoussèrent le pouvoir qui leur était rendu, et travaillèrent elles-mêmes à le maintenir dans les mains du général français, dont elles exigèrent la délivrance. Ce succès moral ne pouvait pas être de longue durée. Un nouveau mouvement éclata peu de jours après et eut un tout autre caractère. Des prêtres en étaient les principaux instigateurs ; l'évêque de Porto, qui les dirigeait, fut déclaré gouverneur de la province et président de la junte. Alors se fit entendre le cri d'indépendance pour le pays et le rappel de la

¹ Paroles d'un mandement de ce patriarche.

maison de Bragance. La junte de Porto fut pour le Portugal ce qu'était celle de Séville pour l'Espagne. Presque partout ce furent des moines qui fomentèrent les troubles, et on en vit plusieurs marcher à la tête des rassemblements. Vainement le chapitre de l'église patriarcale de Lisbonne, placé sous la main du général en chef français, anathématisa la sédition et menaça d'excommunication majeure quiconque combattrait contre le grand Napoléon. Les paroles de paix, les menaces demeurèrent également sans effet.

A la nouvelle de la défection et du départ des troupes espagnoles qui occupaient le nord du royaume, Junot comprit le danger de sa position. Dans Lisbonne même et autour de la ville se trouvait une autre division espagnole, celle du général Carafa. Elle était composée de six bataillons d'infanterie, d'un régiment de cavalerie et de quelques troupes d'artillerie. Toute hésitation eût pu être funeste. En vingt-quatre heures, ces divers corps, que l'on sut avec adresse séparer les uns des autres, furent cernés, désarmés et disséminés sur des bâtiments dans le Tage, sous la garde de vaisseaux français. Cette mesure avait été commandée par la prudence la plus légitime. En ce moment, le général Junot n'avait auprès de lui qu'une force peu considérable. Outre qu'il était obligé de mettre des détachements dans un grand nombre de places pour tenir le pays en respect, il avait reçu de l'Empereur l'ordre d'envoyer quatre mille hommes vers Ciudad-Rodrigo pour appuyer le maréchal Bessières, et quatre autres mille hommes vers Badajoz pour concourir, avec le général Dupont, à la conquête de l'Andalousie. Ces deux corps étaient en marche pour leur destination respective, et trouvaient devant eux des difficultés auxquelles ils ne s'étaient pas attendus, lorsque le progrès des insurrections dans le Portugal même obligea le général Junot de les rappeler. Ce ne fut pas sans peine et sans combats qu'ils opérèrent cette marche rétrograde. Le mois de juillet se consuma tout entier en affaires de détails où l'avantage restait toujours à la force disciplinée agissant par masses, mais où la fureur populaire poursuivait les hommes isolés, et, suivant l'exemple de l'Espagne, opposait à une guerre régulière la guerre des assassinats. Le châtimement de quelques villes, tel que la prise et le sac d'Evora, ne faisait qu'irriter la haine sans la contenir.

Comme en Espagne aussi, l'insurrection eut ses miracles. Sur l'autel de la cathédrale de Lisbonne, on trouva un œuf portant l'inscription : « *Mora os Francos.* » En ce genre, les Portugais s'adressaient à leurs mères. La chimie française ne fut pas en défaut. Dès le même jour, sur tous les maître-

autels des diverses églises, on vit des œufs qui offraient l'inscription bien plus habilement imprimée : « *Vive l'Empereur.* » Les révoltés en armes étaient moins faciles à vaincre que les faiseurs de miracles ; mais la révolte elle-même n'eût pas été longtemps invincible, si une force étrangère n'eût puissamment accru ses moyens de résistance.

Les juntes espagnoles qui avaient, les premières, invoqué l'appui de l'Angleterre, étaient celles de la Galice et des Asturies. Cette puissance avait aussitôt répondu à leur appel par l'envoi à la Corogne d'un corps de dix mille hommes sous les ordres de sir Arthur Wellesley. Cet officier général, qui sera un jour le duc de Wellington, était alors tout à fait inconnu, quoiqu'il eût fait avec honneur ses premières armes dans l'Inde et devant Copenhague. A son arrivée sur les côtes d'Espagne, la junte de Galice, en lui témoignant que ce n'était point d'hommes qu'elle manquait, mais d'argent, de munitions et d'armes, lui avait donné le conseil de faire voile vers le Portugal, où la présence du corps de troupes anglaises serait plus utile à la cause commune. Sur cet avis, sir Arthur Wellesley, s'étant dirigé sur Porto, y avait trouvé la population maîtresse de la ville et soulevée contre les Français. Après quelques conférences avec l'évêque président de la junte, sur les renforts qu'elle pourrait lui fournir, et voulant s'assurer s'il convenait de se présenter devant le Tage, il se rendit personnellement auprès de l'amiral sir James Cotton, qui eroisait à la hauteur de Lisbonne. Là il apprit qu'il pouvait disposer d'un corps de six mille hommes sous les ordres du général Spencer, offert à la junte de Séville par sir Hew Dalrymple, gouverneur de Gibraltar, mais dont cette junte avait, depuis la capitulation de Baylen, déclaré n'avoir pas besoin. L'embouchure du Mondégo fut le point indiqué par l'amiral Cotton, comme le plus favorable au débarquement des troupes anglaises, et ce fut là effectivement que, le 30 juillet, sir Arthur Wellesley mit ses troupes à terre. Presque aussitôt arrivèrent sur ce même point, de Cadix, les six mille hommes commandés par le général Spencer, et d'Angleterre, un peu plus tard, le brigadier général Anstruther, avec un corps de cinq mille hommes. De plus on recevait l'avis que les forces anglaises dans la Péninsule seraient incessamment augmentées par un corps de 12,000 hommes, sous les ordres de sir John Moore, revenant de la mer Baltique. C'est un fait digne d'attention et tout nouveau, que cette activité inouïe de l'Angleterre à mettre en mouvement toutes ses forces disponibles vers l'Espagne et le Portugal, elle qui, dans les guerres précédentes, avait montré si peu d'empressement à faire passer ses troupes dans le Nord, et qui tout récemment

vient de marchander, avec si peu de bienveillance, l'envoi d'un secours de douze mille hommes au roi de Suède prêt à périr pour sa cause. L'explication de cette conduite n'est pas difficile. Dans la querelle de Gustave IV avec la Russie il n'y a qu'un intérêt plus ou moins éloigné pour l'Angleterre. Le Portugal, l'Espagne lui offrent un intérêt présent, direct, illimité. Dès le premier instant, elle a compris que là où s'allume une guerre nationale, là est le plus redoutable adversaire pour Napoléon. Ailleurs, il n'a eu à combattre que des gouvernements et des rois. Les armées ici, ce sont des nations. C'est là seulement qu'il peut être vaincu, et l'Angleterre n'hésite pas à s'y porter tout entière. Ce ne sont plus seulement ses trésors qu'elle va prodiguer. Cette fois, elle n'épargnera pas plus son sang que son or, et ce gouvernement, qui n'a été jusqu'à présent que le banquier des coalitions, va en devenir à son tour le meilleur soldat. On serait tenté de croire qu'en venant montrer son corps d'armée sur les côtes de Suède, sir John Moore avait eu l'ordre secret de trouver, dans les susceptibilités ou les folles prétentions de Gustave IV, un prétexte pour abandonner ce prince sans paraître le trahir. Si l'ordre n'en avait pas été donné d'avance, l'occasion qui se présentait d'agir ainsi, ne fut pas manquée. Sous ce rapport, le caractère du roi servait à merveille les intérêts de l'Angleterre.

Le débarquement des troupes à l'embouchure du Mondego avait été long et difficile. L'opération terminée, sir Arthur Wellesley s'était abouché avec le général portugais Freire, commandant les troupes régulières, réorganisées par les soins de la junte de Porto. Ces troupes ne présentaient que sept mille hommes d'infanterie et six cents de cavalerie, mais des masses nombreuses de population s'ébranlaient à leur suite. Les deux généraux convinrent de se porter sur Lisbonne. Le 9 août, sir Arthur Wellesley commença son mouvement; le 11, il était à Leiria; le 13, à Caldas. La marche des événements dans les deux derniers mois ayant été très-rapide, l'armée française se trouvait, en quelque sorte, décomposée. Le général Loison, qu'il avait fallu rappeler de sa direction sur Badajoz, n'était arrivé que le 9 août à Abrantès. Avant de pouvoir agir en personne, Junot avait envoyé le général Delaborde, avec quelques mille hommes seulement, à la rencontre de l'ennemi, moins pour le combattre que pour l'observer et pour gagner du temps. Le général Delaborde, attaqué le 17 à Roliça où il fut blessé, dut, après une vive résis-

tance, céder à la puissance du nombre, et se retira sur Runa, à la hauteur de Torres-Vedras. Sir Arthur Wellesley prit position à Vimieiro, le 19, afin de couvrir le débarquement des brigades des généraux Anstruther et Acland qui étaient en vue de cette côte. A peine ce débarquement effectué, on apprit que sir John Moore, avec douze mille hommes, s'était présenté à l'embouchure du Mondego, et l'ordre lui fut aussitôt envoyé de faire voile vers Maccira pour y mettre ses troupes à terre, et rejoindre sir Arthur Wellesley dans sa position de Vimieiro. Ce corps de sir John Moore n'arriva pas assez promptement pour prendre part à l'affaire qui va avoir lieu.

Depuis l'occupation du Portugal, Junot ne s'était pas éloigné de Lisbonne. Il craignait que son absence n'offrit des chances à l'insurrection, et que l'entrée du Tage ne fut forcée par l'amiral anglais. Cependant le moment était venu d'adopter une résolution décisive. Après avoir, le 13 août, célébré la fête de l'Empereur, il partit dans la nuit du 16. Le 18, le général Loison arrivait de son côté à Torres-Vedras. Les forces qui s'y trouvaient réunies le 20 août, ne s'élevaient, y compris les non combattants, qu'à onze ¹ mille cinq cents hommes, le reste de l'armée étant réparti dans les places d'Almeida, d'Elvas, Pamela, Peniche et Santarem, ainsi qu'à Lisbonne et dans les forts sur les deux rives du Tage. C'était une faute grave de n'avoir pas abandonné la plus grande partie de ces places pour se borner à la défense de la capitale. Junot le sentit vivement; il était trop tard. Une ressource existait, le corps de troupes qui était à bord de l'escadre russe; mais l'amiral Siniawin se refusa même à la demande de les employer uniquement à la garde de Lisbonne. Malgré son extrême infériorité, il n'y avait plus, pour l'armée française, de délai possible, chaque heure de retard pouvant ajouter à la supériorité numérique des Anglais. Il fallait livrer bataille, dût-on la perdre. Elle fut perdue en effet; l'armée eut 1800 hommes tués ou blessés, ce qui était considérable pour le total dont elle se composait. Les généraux Delaborde, Kellermann, Loison et Margaron, ne purent que déployer leur vaillance ordinaire contre un ennemi dont les forces étaient doubles des leurs et occupaient un terrain extrêmement avantageux. Il y eut un moment où les Français eussent pu être poursuivis et écrasés. Ce moment ne fut pas saisi. Une heure après, le renfort d'un bataillon et de quelques compagnies d'élite arrivés de Lisbonne

¹ Le rapport de sir Arthur Wellesley porte à 14,000 hommes la force de l'armée française. Cette légère exagération est naturelle. Le chiffre que je donne est celui du

général Foy, qui servait alors dans l'armée de Portugal comme colonel d'artillerie, et qui fut blessé à l'affaire de Vimieiro.

avait suffi pour disposer l'armée à une seconde bataille, si les Anglais eussent voulu l'engager. Des pièces de canon françaises, démontées dès le commencement de l'attaque, gisaient entre les deux armées et semblaient appeler le vainqueur. Celui-ci resta immobile sur le plateau où il se trouvait placé, s'applaudissant du succès qu'il avait obtenu et ne voulant pas le hasarder dans une affaire nouvelle. Après avoir attendu quelque temps, l'armée française rentra le soir à Terres-Vedras. Pent-être l'extrême circonspection de sir Arthur Wellesley tenait-elle à la singularité de sa position. C'était à lui qu'appartenait l'honneur de la journée, mais ce n'était plus en ses mains que résidait le commandement. Par une suite d'ordres inexplicables du ministère anglais, les généraux en chef se succédaient, en quelques heures, à cette armée. Dans un même jour, sir Arthur Wellesley avait été remplacé par sir Harry Burrard, et ce dernier par sir Hew Dalrymple. Sir Harry Burrard était arrivé avant la bataille; mais, ayant trouvé très-bien entendues les dispositions faites par sir Arthur Wellesley, il n'avait pas voulu lui en ravir la gloire. Dans une telle situation, aux yeux de sir Arthur Wellesley qui, dans son début, quoique heureux contre les Français, avait jugé à quels ennemis il avait affaire, l'avantage d'avoir remporté une première victoire était trop grand pour vouloir, sans une pressante nécessité, tenter une seconde fois la fortune. Peut-être la même considération eut-elle quelque influence sur la nature de l'arrangement qui fut conclu pour l'évacuation du Portugal par l'armée française. Le 22 août, dans un conseil de guerre tenu par le général Junot, à Terres-Vedras, il fut résolu d'envoyer un parlementaire pour traiter de cette évacuation. La conduite de Junot, comme directeur de l'action militaire, n'a pas été réputée exempte de reproches. Sa fermeté, dans le revers, n'a mérité que des éloges. Le parlementaire envoyé vers les Anglais fut le général Kellermann. Homme d'une grande réputation à la guerre, il se montra négociateur habile. Dès sa première conférence avec sir Arthur Wellesley, il reconnut sans peine que les Anglais n'avaient pas en eux-mêmes la confiance à laquelle les autorisaient le succès de la veille, l'énorme supériorité de leurs forces et l'insurrection générale du pays. Les propositions françaises étaient simples. L'armée, en consentant à évacuer le Portugal, entendait céder le terrain, mais rien de plus. A aucun titre, elle ne serait prisonnière de guerre. Elle serait conduite en France aux dépens de l'Angleterre et dé-

barquée entre Rochefort et Lorient. Son artillerie et ses bagages seraient transportés avec elle. Les généraux, officiers et soldats, conserveraient leurs propriétés. Rentrée en France, l'armée pourrait porter les armes et recommencer la guerre le lendemain. C'était demander beaucoup. Kellermann ne fléchit sur rien, et les négociations furent un moment sur le point d'être rompues. L'énergie de Junot seconda merveilleusement son plénipotentiaire. L'armée anglaise, disait-il, était bien maîtresse de rejeter ses propositions. Elle verrait ce qu'il pourrait lui en coûter pour conquérir des ruines. Toutes les conditions proposées furent admises, et la convention fut signée, à Cintra, le 30 du mois d'août. Dans le cours de la discussion, une stipulation relative à la flotte russe avait offert quelque difficulté. Là était intervenu sir James Cotten en vertu d'instructions particulières de son gouvernement. Ce croisement d'instructions différentes, données par le gouvernement anglais, a quelquefois été, comme à l'égard de notre armée en Égypte, un moyen de prêter un voile à la mauvaise foi. Le résultat lui n'eut rien de fâcheux. L'amiral Siniawin ayant déclaré qu'il était disposé à traiter séparément, la difficulté s'était évanouie. Il paraît qu'il y avait déjà eu un accord préalable entre cet amiral et sir James Cotten. Par un arrangement spécial, les vaisseaux russes devaient rester en dépôt dans les ports britanniques jusqu'à la paix. Les troupes et les équipages étaient renvoyés en Russie.

Si les dispositions honorables de la convention de Cintra consolidaient la France de l'évacuation du Portugal, cette convention fit éclater en Angleterre une indignation universelle; indignation assurément mal fondée, mais à laquelle avait peut-être donné lieu l'exagération des récits de la victoire. A Londres, on supposait que c'était sans condition aucune que les Français devaient se rendre. On s'attendait à les voir arriver dépouillés, nus, humiliés, pour être relégués sur des pontons; il semblait que désormais on dût retrouver partout la capitulation de Baylen. S'il n'y avait pas trahison de la part des généraux anglais, il devait y avoir au moins excès de faiblesse et complète incapacité. De tentes partis on demandait une enquête. Le gouvernement l'ordonna. Sous le rapport militaire, la conduite des généraux et des troupes eût une approbation unanime. Il y eut dissidence dans les avis sur ce qui concernait la convention et l'armistice. Ce blâme indirect n'était rien moins que mérité. Déplacer aussi promptement une armée française d'un royaume qu'elle occupait, et entrer en pos-

* L'empereur l'a blâmé, mais sans amertume. Ses observations sur ce que Junot aurait dû faire, ont été

jugées, par les hommes de l'art, pleines de justesse et de vérité.

sion de ce royaume, était un résultat immense dont l'Angleterre devait être satisfaite; et qui sait quels risques son armée aurait courus si, par trop d'exigence, elle eût réduit les Français à une défense passionnée, qui aurait mis à leur disposition toutes les ressources du désespoir? C'est sans doute ce que sir Arthur Wellesley avait parfaitement compris. Mais il n'en est pas moins vrai que son premier succès ne fut pas d'abord apprécié comme il eût dû l'être par la nation anglaise. En dépit des ordres ministériels qui lui avaient donné deux chefs en un jour, les événements ultérieurs prouveront que c'était à lui que le commandement supérieur devait appartenir.

Junot était entré en Portugal avec vingt-quatre mille hommes; quatre à cinq mille autres l'avaient ensuite rejoint. Les fatigues, les marches forcées lui avaient fait perdre autant de monde que la guerre. De cette armée, après la réunion de ses détachements épars, vingt-deux mille rentrèrent en France. Deux mois après leur retour sur nos côtes, ils combattaient à l'armée d'Espagne.

L'invasion du Portugal, ayant dû avoir un tel dénouement, avait toujours été un malheur pour la France. Après que l'insurrection de la Péninsule avait coupé toutes les communications par terre comme elles l'étaient par mer, on ne pouvait demander à la victoire que de sauver l'armée aux dépens de la possession du royaume. En ce sens, la convention de Cintra valait une victoire.

Il est une puissance qui, dépouillée par la paix de Tilsitt de la moitié de ses États, n'offre plus qu'un corps tronqué, presque sans vie, torturé même après la paix dans les membres qui lui restent, et dévoué peut-être encore à un nouveau morcellement; cette puissance, c'est la Prusse. L'empereur Napoléon a combattu tous les autres gouvernements, tous les autres rois de l'Europe, et il n'éprouve de haine contre aucun d'eux. Pourquoi la Prusse forme-t-elle une exception? Nous devons la rappeler en peu de mots; c'est qu'en Prusse il y a eu contre lui ce qu'il n'y a point eu ailleurs, guerre de passion, guerre d'envie contre l'homme plus que contre la France, guerre de femmes et de jeunes gens exaltés, projet d'attaque directe contre sa personne, menace impuissante qui semble avoir survécu aux leçons sévères de la fortune. Dans le cercle de la cour vaincue règne encore, mal dissimulé, le même acharnement. Aigrie par ses malheurs au lieu d'être corrigée, la cour conserve et laisse paraître au dehors les sentiments qui, à Berlin, précéderent l'explosion de 1806. De fréquentes maladresses décèlent la réalité de ces dispositions.

L'homme qui avait alors la principale direction des affaires à Kœnigsberg était le ministre des finan-

ces, baron de Stein. Sous beaucoup de rapports, il méritait cette préférence. La Prusse lui doit l'adoption de mesures pleines de sagesse, conformes aux intérêts du roi comme à ceux du pays, surtout dans l'état de détresse où se trouvaient l'un et l'autre. Ces mesures, et il ne faut pas l'oublier, étaient elles-mêmes une conséquence de la révolution française, dont les gouvernements absolus ont été et seront longtemps obligés d'imiter les exemples, tout en la combattant dans ses gouvernements divers. La royauté malheureuse avait besoin de popularité. La nation prussienne accusait, non sans raison, la noblesse de la cour, et surtout la noblesse militaire, d'avoir provoqué la guerre qui avait attiré sur elle tant de calamités. C'était une idée bien entendue de rallier la nation au trône, moyennant le sacrifice d'une partie des privilèges de l'ordre nobiliaire. Peut-être un noble prussien n'eût pas voulu ou n'eût pas osé l'entreprendre. Né dans le pays de Nassau, dégagé en Prusse de tout intérêt personnel, M. de Stein prêta au roi l'énergie de sa volonté et la fermeté de son caractère. Un édit autorisa les bourgeois à acquérir des biens-fonds dont, par un privilège exclusif, les nobles seuls avaient pu jusqu'alors être propriétaires. D'autre part, la noblesse put désormais, sans déroger, se livrer aux spéculations de l'industrie et du commerce. Une époque fut fixée où toute servitude, telle que la curvée et le rachat de la glèbe, devrait entièrement disparaître. Une autre ordonnance pour détruire, dans la bourgeoisie, l'esprit de corruption nuisible à l'intérêt général, conféra aux communes le droit de nommer un certain nombre de conseillers municipaux, et donna même aux administrations municipales une étendue d'attributions qu'elles n'avaient déjà plus en France. Plusieurs autres innovations, également louables, avaient été préparées par M. de Stein. Elles reçurent leur exécution sous le nom de ses successeurs. S'il n'eût été passionné et violent comme homme politique, M. de Stein aurait pu rendre les plus grands services au roi comme financier et comme administrateur.

D'après le traité de Tilsitt, l'évacuation de la Prusse étant subordonnée à l'acquiescement des contributions dues par le pays, il était urgent de s'entendre avant tout sur la quotité de ces contributions. L'Empereur l'évaluait à cent cinquante-quatre millions de francs tandis que les commissaires prussiens la réduisaient à dix-neuf millions. Le rapprochement de ces deux chiffres si éloignés était bien difficile. Pour obtenir quelque adoucissement aux exigences françaises, on envoya d'abord en France M. de Knobelsdorf, que l'on jugea devoir être mieux accueilli que tout autre, comme n'ayant

pas été partisan de la guerre; on invoqua l'intervention de l'empereur Alexandre, peut-être plaça-t-on trop d'espoir dans l'effet de cette intervention; enfin le prince Guillaume, frère du roi, se rendit à Paris à la fin de novembre 1807. Personnellement, ce prince fut traité avec beaucoup de distinction; mais il passa plus de six mois en France sans que la question financière eût fait aucun progrès. Dans cet intervalle, M. de Stein était venu de Königsberg à Berlin pour traiter avec l'intendant général de l'armée française et des pays conquis, M. Daru¹. Le ministre prussien comprit qu'il fallait renoncer aux puériles discussions des commissaires liquidateurs et se résoudre à un grand sacrifice. En conséquence, un projet de convention fut établi, projet qui fixait à cent quarante-sept millions la dette prussienne; mais cette dette serait réduite à cent douze millions, dans le cas où l'Empereur admettrait, en déduction, trente-cinq millions perçus par l'autorité française. Cet arrangement ne se conclut pas. Suivant un rapport du prince Guillaume, l'Empereur lui avait laissé entendre que « l'évacuation de la » Prusse tenait à d'autres combinaisons politiques. » Nous aurons bientôt occasion de juger quelles pouvaient être ces autres combinaisons.

Pendant son séjour à Berlin, M. de Stein commença l'essai d'un fatal système qui le perdra lui-même et qui nuira beaucoup au roi qu'il voulait servir; ce système était d'irriter, par tous les moyens possibles, l'esprit des Prussiens et des Allemands en général contre la France, et surtout contre l'Empereur. Chaque jour, il suscitait des difficultés à l'autorité française. Quand elle faisait une demande à l'administration prussienne, un ordre secret donné, non par ce ministre lui-même, mais par un autre des commissaires du roi sous son influence, empêchait cette administration d'y satisfaire. L'autorité française s'en plaignait. On lui répondit par une dénégation. A cette dénégation, elle opposa une de ces défenses² signée par le principal commissaire, le conseiller Sack. Pris en

flagrant délit, ce dernier comprit sa situation. Il quitta Berlin sur le champ.

La seule voie naturelle et efficace pour l'acquittement de la dette prussienne était dans les ressources du crédit, et M. de Stein le savait aussi bien que personne; mais au lieu de chercher là ses moyens de paiement, il annonçait la vente des diamants de la couronne; il voulait de même faire vendre à Hambourg un service de vaisselle en vermeil qui venait de Frédéric II. Le choix de parcelles expédients, qui d'ailleurs ne pouvaient donner qu'un produit bien faible relativement aux besoins, avait pour but évident de jeter de l'odieux sur l'Empereur, qui apparaissait ainsi comme réduisant le roi à ces rigoureuses extrémités.

Une proposition bizarre fut faite dans le même temps par M. de Stein : c'était que l'Empereur acceptât, comme partie de paiement, la flotte russe de l'amiral Siniawin, qui se trouvait dans le port de Lisbonne. L'empereur Alexandre étant débiteur du roi, on s'entendrait avec lui pour la valeur des vaisseaux cédés à la France. Peut-être cette proposition était-elle innocente; mais l'Empereur s'en indigna³, croyant y voir la pensée de le brouiller avec l'empereur Alexandre.

Le principal des moyens d'hostilité employés à Berlin même par M. de Stein, fut de créer dans cette ville une fausse factice. Pendant plusieurs jours le pain manqua chez les boulangers. Une foule nombreuse assiégeait leurs portes et remplissait les rucs. C'était la répétition des scènes de Paris à diverses époques de la révolution. Dans ces rassemblements le murmure public accusait naturellement les oppresseurs du pays qui dévoraient ses subsistances. La fraude était facile à deviner. L'administration française ne fut pas en défaut⁴; elle eut bientôt découvert des approvisionnements cachés, et l'agitation de la place publique n'eut qu'une durée de quelques jours. Dès le premier moment, l'Empereur, informé de notre situation, fit donner des ordres⁵ en Westphalie et en Pologne

¹ La dureté de l'Empereur à l'égard de la Prusse retombait en reproches contre ses agents. Les mêmes personnes qui accusaient le plus vivement l'insensibilité de M. Daru, s'étonnaient de retrouver en lui un tout autre homme, lorsque, dans la société, dépourvu de son caractère officiel, il ne leur offrait plus que le Français poli sans affectation, ou le littérateur spirituel sans pédanterie.

² Cette pièce étant tombée entre mes mains, je l'avais remise à M. Daru. Tandis que ce dernier avait mandé chez lui le conseiller Sack, je m'étais rendu à la régence où l'on nia aussi l'existence d'une défense semblable.

Il est difficile de juger bien sévèrement le mensonge d'un pays opprimé envers les agents étrangers qui sont les instruments de cette oppression.

³ « Je ne sais ce que veut dire M. de Stein, en me » proposant d'acheter la flotte russe. Je ne regarde » cela que comme un langage injurieux pour la Russie, qu'on voudrait ensuite présenter comme venant de » nous. »

Lettre de l'Empereur à M. Daru, en date du 27 mars 1808.

⁴ Une note, qui se trouve dans le premier volume de cet ouvrage, a expliqué comment l'administration française déjoua cette manœuvre du baron de Stein.

⁵ Lettres de l'Empereur, datées de Bayonne le 1^{er} juillet. Dans une autre lettre, l'Empereur disait qu'il ne voulait point que le pain manquât dans aucun des pays occupés par ses troupes. Il ne demandait pas mieux que

pour presser les arrivages sur Berlin. En même temps, l'intendant général de l'armée, M. Daru, était autorisé à prendre quinze mille quintaux de grains et de farine dans les magasins militaires, pour les délivrer, à des prix modérés, aux boulangers de cette ville. Ces secours ne furent point nécessaires. Après quelques mois de résidence à Berlin, sans autre fruit que de nous avoir causé d'assez graves embarras, M. de Stein repartit¹ pour Königsberg.

Que le roi de Prusse conserve un profond ressentiment de ses défaites, de ses humiliations et de ses pertes; que la reine, sans être innocente de toute provocation, ne pardonne à l'Empereur ni la cruelle injustice du langage de ses bulletins, ni la résistance qu'il a récemment opposée à ses supplications; que les ministres du roi nourrissent le désir de ressaisir un jour les lambeaux épars de la monarchie, et soient prêts à profiter de toutes les occasions qui peuvent les seconder dans ce dessein; ce sont là des sentiments naturels, justes en eux-mêmes, quoique la manifestation actuelle en puisse être impolitique. Peut-être voudrait-il mieux, en cédant à la nécessité, chercher, dans une courageuse résignation, un allègement aux souffrances présentes; mais, à défaut d'un si grand effort, la prudence au moins eût dû interdire les vaines démonstrations d'une animosité impuissante, offense gratuite contre l'homme dont on est, dans le moment même, réduit à invoquer l'indulgence. C'est surtout pour les princes malheureux qu'il y a de malheureuses fatalités. Presque toujours leurs amis, par un zèle mal entendu, se livrent à des imprudences dont le tort retombe sur eux. Dans les revers, ou les flatte encore par l'espoir d'un autre avenir, et ces flatteries, mêlées à des insinuations injurieuses pour un ennemi puissant, aggravent leur infortune en blessant celui qui seul peut y mettre un terme. Ces fautes sont partout presque inévitables. La cour de Königsberg était loin d'en être exempte. Des discours intempestifs, des publications maladroites dans une gazette censurée,

des allusions dans des pièces de théâtre, ou autres faits peu graves en eux-mêmes, mais grossis et exagérés avec ou sans mauvaise intention, produisirent quelquefois de vives plaintes, que l'autorité française exprima par ordre de l'Empereur. Lorsque diverses particularités de ce genre ne lui prouvaient que trop les dispositions toujours ennemies dont on continuait à être animé à Königsberg, il ne restait plus qu'à mettre entre ses mains la preuve écrite des projets violents formés contre lui pour le cas où les événements viendraient à en permettre l'exécution. Cette preuve, ce fut M. de Stein qui se chargea de la lui fournir. Elle se trouva consignée dans une correspondance de ce ministre avec le prince de Sayn-Wittgenstein qui était alors aux bains de Dobberan dans le Mecklembourg. Voici comment s'exprimait M. de Stein dans une lettre datée du 15 août et saisie sur le messager qui la portait : « L'exaspération augmente » tous les jours en Allemagne; il faut la nourrir et » chercher à travailler les hommes. Je voudrais » bien que l'on pût entretenir des relations dans la » Hesse² et dans la Westphalie, et qu'on se pré- » parât à de certains événements; qu'on cherchât » à maintenir des rapports avec des hommes d'é- » nergie et bien intentionnés, et que l'on pût met- » tre ces gens-là en contact³ avec d'autres.... Les » affaires de l'Espagne font une impression très- » vive. Elles prouvent ce que depuis longtemps on » aurait dû entrevoir. Il serait très-utile d'en ré- » pandre les nouvelles d'une manière prudente.

» On considère ici la guerre avec l'Autriche » comme inévitable. Cette guerre décidera du sort » de l'Europe et par conséquent du nôtre. Quel est » le succès que Votre Altesse en attend? Les pro- » jets que l'on avait au commencement de 1867 » pourraient maintenant se réaliser. » Toute re- » marque sur cette lettre serait superflue. Il était impossible à l'Empereur de n'y pas voir ce qui s'y trouvait énoncé de la manière la plus explicite, l'intention du cabinet prussien de se tenir prêt pour de certains événements; le désir d'aiguiser contre

de faire opérer, par les magasins militaires, des versements sur les marchés pour y maintenir l'abondance. « Tout gouvernement, ajoutait-il, doit cela au peuple, et » mon intention est d'y tenir la main. »

¹ Dès l'arrivée de M. de Stein à Berlin, on avait dit qu'il n'y avait pas possibilité d'arrangement entre ce ministre et M. Daru; que, de part et d'autre, leurs caractères étaient trop absolus, trop tranchés, pour que la conciliation fût possible, et on ajoutait, en jouant sur les mots, que ce serait *Stein gegen Stein*, pierre contre pierre. S'il ne fut rien conclu entre eux, l'obstacle tenu au fond des choses et non à la personne des négociateurs, dont les relations furent parfaitement convenables, l'é-

taie particulièrement à même d'en juger. M. Daru aimant beaucoup que je fusse auprès de lui comme une espèce de calmant dans toutes les discussions qu'il souhaitait pouvoir devenir un peu vives entre lui et les autorités prussiennes.

² Le prince de Sayn-Wittgenstein avait longtemps résidé comme ministre de Prusse auprès de l'électeur de Hesse. Nous nous y sommes trouvés ensemble depuis 1863 jusqu'à la fin de 1866. C'étaient surtout ses conseils qui, en empêchant l'électeur de se tenir, ainsi que je le lui demandais alors, dans une stricte neutralité, avaient contribué à la perte de ce prince.

³ Procédé à l'usage des sociétés secrètes.

lui l'arme des associations secrètes; celui de répandre, avec plus de succès, les plans d'insurrection générale qui avaient échoué au commencement de 1807; enfin, la volonté de faire la guerre à la France à la manière des insurgés espagnols. Armé d'une telle lettre, l'Empereur la fit imprimer avec cette courte observation: « On plaindra le roi de Prusse d'avoir des ministres aussi malhabiles que pervers. » Là se bornent les paroles; les actes ont un autre caractère. Dans les premiers jours du mois d'août, M. de Champagny déclara au prince Guillaume que l'Empereur voulait mettre un terme à des discussions trop longtemps prolongées, et, cette fois, on ne parla plus d'accepter, en déduction, le trente-cinq millions perçus par la France, on insista sur la première somme demandée de cent cinquante-quatre millions. Un délai très-court fut assigné au prince pour l'acceptation ou le rejet du projet proposé. Le prince crut devoir y souscrire. Après quelques jours de débat, il fut signé une convention qui réglait à cent quarante millions la somme due par le gouvernement prussien. La lettre de M. de Stein explique seule cette soumission du prince Guillaume dans un moment où les affaires d'Espagne allaient vivement occuper l'Empereur; où il venait lui-même d'annoncer sa résolution de retirer cent mille hommes de la Prusse pour les envoyer en Espagne; où la prochaine entrevue des deux empereurs de France et de Russie eût dû faire espérer au roi quelque utile effet de l'ancienne amitié d'Alexandre. Ce fut le 8 septembre, jour où la convention fut signée, que parut dans le *Moniteur* la lettre de M. de Stein. Sur la somme de cent quarante millions, l'empereur Alexandre obtiendra une remise de vingt millions dans son entrevue avec Napoléon à Erfurth.

Indépendamment de la fixation de la dette prussienne, la convention du 8 septembre stipulait l'occupation des places² de Stettin, Custrin et Glogau par des troupes françaises jusqu'à l'entier acquittement de la dette; l'entretien, aux dépens de la Prusse, des dix mille hommes destinés à former la garnison de ces places, avec un approvisionnement

de siège pour six mois; la cession de deux mille toises de terrain autour de la citadelle de Magdebourg sur la rive droite de l'Elbe; enfin, l'établissement de diverses routes militaires à travers la Prusse, pour les communications de Varsovie, la Saxe, Dantzic et Magdebourg.

A ces stipulations du traité patent, il fut ajouté des articles secrets d'une autre nature. L'un de ces articles portait que, pour éviter de donner de l'ombrage à la France, le roi de Prusse s'engageait à n'entretenir pendant dix ans, en infanterie, cavalerie et artillerie, que des forces spécifiées, dont l'ensemble ne devait pas excéder quarante-deux mille hommes. Les dix ans expirés, S. M. P. rentrerait dans le droit commun. Par le cinquième des articles secrets, le roi, en retour de la garantie de ses États par l'Empereur, et, comme condition de son alliance, promettait de faire cause commune avec Napoléon, si la guerre venait à éclater entre lui et l'Autriche. Il devait, dans ce cas, mettre à sa disposition seize mille hommes, tant en infanterie qu'en cavalerie et artillerie. L'état militaire de S. M. P. n'étant pas encore formé, ce prince serait dispensé de tout contingent, dans l'hypothèse d'une guerre qui aurait lieu durant la présente année 1808. Dans la supposition d'une guerre en 1809, il ne serait tenu qu'à un contingent de douze mille hommes.

Après la publication de la lettre de M. de Stein, le roi ne pouvait plus conserver ce ministre sans donner une sorte de démenti aux engagements qu'il prenait à l'instant même avec l'Empereur. M. de Stein donna en conséquence sa démission le 26 novembre. Malgré l'interception de son message du 15 août, qui n'avait pu lui rester inconnue, ce ministre obstiné n'avait point cessé d'écrire au prince de Wittgenstein. Seulement ses lettres ne portaient ni date ni signature, ni son propre cachet. Dans la crainte de se voir compromis avec le gouvernement français, le prince de Wittgenstein protesta publiquement contre cette correspondance qui le poursuivait, et à laquelle il ne voulait pas répondre. Cette activité d'intrigue de la part de M. de Stein, comparée à la sagesse des mesures d'ordre

¹ Dans son allocution à M. de Metternich, le 15 août.

² Dès l'ouverture des négociations, en 1807, l'intention de l'Empereur avait été de garder les places de Stettin, Custrin et Glogau, jusqu'à ce que la Prusse fût totalement libérée. M. Daru, ayant eu devoir demander plus pour obtenir moins, avait ajouté, à ces places, celles de Colberg et de Graudentz. Tout en rendant justice à son habileté, l'Empereur n'approuva pas cette demande. « Cette proposition de votre part, écrivit à M. Daru le

« ministre des affaires étrangères, avait l'inconvénient
« de donner à la négociation une couleur trop odieuse.
« Elle pouvait faire penser que, loin de vouloir faire
« exécuter le traité, l'Empereur ne cherchait que des
« prétextes à de nouveaux envahissements, et il ne veut
« pas obtenir, par une transaction, ce que la guerre n'a
« pas mis entre ses mains. Plus il est obligé de mettre
« de rigueur dans ses demandes, plus aussi il doit mon-
« trer de franchise dans ses procédés, et une demande
« qui pourrait paraître odieuse, ne doit point être faite
« en son nom. »

intérieur adoptées d'après ses conseils, nous offre en lui deux hommes, l'un aussi digne d'éloge que l'autre est digne de blâme, l'un aussi funeste au roi que l'autre pouvait lui être utile. On regrette que des talents aussi distingués n'aient pas été accompagnés de plus de modération et de prudence. Son imagination trop hâtive l'égarait¹. L'Allemagne alors n'était pas mûre pour un soulèvement général. Ce qu'il tentait prématurément en 1808, il l'exécuta en 1813 et 1814.

Tandis que le gouvernement prussien possédait les provinces polonaises qui depuis ont formé le noyau du duché de Varsovie, ce gouvernement, pour les mettre en valeur, y avait porté des capitaux qu'on évaluait à quarante ou cinquante millions de francs. Ces capitaux avaient été séquestrés par les Français. Pour en tirer parti, l'Empereur les avait, moyennant une somme de vingt-cinq millions, cédés au roi de Saxe par une convention signée le 10 mai à Bayonne. Comme parmi ces capitaux, provenant en grande partie de la banque royale ou de la société du commerce maritime, il s'en trouvait qui appartenaient à des caisses d'hôpitaux, de veuves, de pupilles et autres, ce fut une source de fâcheuses discussions entre la Prusse et le roi de Saxe, en sa qualité de duc de Varsovie.

Les articles de la convention du 8 septembre, concernant la retraite des troupes françaises, reçurent leur exécution aux époques convenues. L'administration du pays fut, le 15 novembre, remise aux autorités prussiennes. Le 5 décembre, l'évacuation était terminée.

Jamais occupation étrangère n'avait jusqu'alors pesé aussi cruellement sur aucun État que celle de la France sur la Prusse². Aux raisons morales que j'en ai indiquées, il faut joindre encore une autre cause, la rapidité et la plénitude de la conquête. Le

lendemain de la bataille de Jéna, toute la monarchie prussienne était à la merci de la France. C'était pour l'Empereur lui-même un malheur que cette étendue de résultats qu'il obtint en Prusse. Il voudra plus tard les obtenir ailleurs, et il n'y parviendra pas, parce que nulle part la conquête ne sera aussi prompte, aussi peu disputée et aussi complète.

D'après un rapport du prince Guillaume de Prusse dont nous avons récemment fait mention, l'évacuation des États prussiens n'avait pas été retardée par les seules difficultés financières : « elle était liée à » d'autres combinaisons politiques. » Déjà on a pu pressentir et nous allons retrouver, dans les communications de la France et de la Russie entre elles, l'explication de ces paroles de l'Empereur.

Pour mettre des entraves aux prétentions du cabinet de Pétersbourg sur la Turquie, l'empereur Napoléon, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, désireux avant tout de maintenir intact le traité de Tilsitt, a fait connaître que, dans le cas de la violation de ce traité au profit de la Russie, il faudrait un équivalent à la France, et, cet équivalent, il l'a demandé en Prusse, il le voudrait même en Silésie. Aussi longtemps que la discussion a roulé sur ce texte, le sort de la Prusse a dû rester incertain, et l'Empereur ne s'est déterminé à une transaction avec cette puissance qu'au moment où, d'une part, il a eu besoin de ses troupes pour en envoyer une partie en Espagne, et où, d'un autre côté, il s'est mentalement résolu, afin d'affermir la Russie dans son alliance, à lui présenter une grande concession; mais, pour avoir une connaissance exacte des faits, il convient de les saisir dans leur germe et de les suivre dans leur développement. Nous allons donc reprendre l'examen des rapports des cabinets de Paris et de Pétersbourg à dater du commencement de la présente année 1808.

¹ M. de Stein a été pour la Prusse ce qu'on a été en France les proscriptions de la restauration. Nous pourrions dire aussi de lui qu'il faisait feu avant l'heure.

² Voici un résumé approximatif des recettes faites par l'autorité française depuis le 1^{er} octobre 1806 jusqu'au 15 octobre 1808. Les contributions extraordinaires de guerre, les impositions ordinaires, les saisis, les ventes, avaient produit environ. 474,000,000 fr.

On pouvait évaluer les fournitures régulièrement faites par le pays, à. 90,000,000

La convention du 8 septembre, modifiée à Erfurt, constituait une dette de. . . 120,000,000

Total. 684,000,000

Sur ce total, il avait été, au 15 octobre 1808, versé

220,000,000 fr. à la caisse d'amortissement. Le reste avait été, en grande partie, employé à la dépense de l'armée.

La guerre ne s'était pas bornée à nourrir la guerre; elle avait ouvert encore plus d'une année de paix. Chose étrange! sous un certain rapport, la consommation même produisait une recette. Ainsi les parties de bestiaux non consacrées à la nourriture du soldat, la peau, le suif, les cornes, étaient l'objet d'une vente faite par les commissaires des guerres. La réunion du produit de ces ventes, dans les deux années, donna un total de 805,504 fr. Que l'on juge par là de l'énorme quantité de bestiaux consommés par les armées d'occupation, car, combien ne s'en consomme-t-il pas dont il n'est point dressé procès-verbal!

CHAPITRE VIII.

AFFAIRES EXTÉRIEURES.

France et Russie. — Franchise des vœux de l'empereur Alexandre. — Concessions de la Russie à l'ambition française.

— Vagars projets d'expédition dans l'Inde. — Instance du cabinet russe pour l'acquisition de la Moldavie et de la Valachie. — Situation morale de la Russie. — Ménagements de la France pour le duc d'Oldenbourg. — Premières paroles sur une entrevue des deux empereurs. — Projets de Napoléon pour l'affranchissement d'Alger. — Satisfaction produite en Russie par l'acquisition de la Finlande. — Révolutions à Constantinople. — Continuation des instances de la Russie pour la spoliation des Turcs. — Démonstration de dévouement de la Russie à l'empereur Napoléon. — Prétention de la Russie à la possession de Constantinople et des Dardanelles. — Fixation de l'entrevue des deux empereurs au 27 septembre. — Offres de l'Autriche à la Russie. — Abandon du projet de mariage d'une sœur d'Alexandre, par déférence pour Napoléon. — Déclaration de la Russie à l'Autriche. — Levée de recrues en Russie. — Message de Napoléon au sénat pour une levée de conscription. — Contraste du gouvernement français et du gouvernement britannique. — Proclamation de l'Empereur à l'armée d'Espagne.

L'assentiment conditionnel de Napoléon à l'acquisition de la Moldavie et de la Valachie par le cabinet russe, moyennant un équivalent pour la France aux dépens de la Prusse, avait mis à une rude épreuve la délicatesse de l'empereur Alexandre. Cependant la délicatesse cède, le scrupule s'évanouit. Ce n'est presque plus une objection morale que la Russie oppose : c'est une considération politique qu'elle fait valoir. Maître de la Silésie, l'empereur Napoléon toucherait à la frontière russe. Le voisinage aurait des dangers pour une intimité qu'on veut rendre perpétuelle. Si Napoléon laisse entendre qu'en demandant la Silésie, il n'a pas l'intention de la garder pour lui-même, on réplique aussitôt que le prince auquel il la donnera dépendra de lui, qu'il faudra des troupes françaises pour le protéger, et que l'inconvénient subsiste. Cette acquisition peut d'ailleurs devenir le moyen de renforcer le nœud dont on voudrait empêcher le développement, le duché de Varsovie.

Au risque de tomber dans des répétitions, je crois devoir citer un peu largement les paroles de l'empereur Alexandre et de son ministre des affaires étrangères, moins sur la situation embarrassante en Napoléon les place à l'égard de la Prusse, que sur la nécessité, suivant eux, impérieuse et pressante de se décider au partage de la Turquie. Ce que la Russie veut en 1808, elle le voudra probablement encore dans vingt, dans trente ans ;

mais, en 1808, elle ne s'en cache pas, Alexandre le dit, lo déclare sans détour, dans le tête-à-tête, à l'empereur des Français. Plus tard, le cabinet russe ne l'avouera pas ainsi ; il lo niera peut-être ; il fera des protestations contraires ; peut-être même il accusera de calomnie quiconque lui supposerait une telle intention ; mais, soit que les successeurs de l'empereur Alexandre nourrissent les mêmes projets quo lui, soit qu'ils y renoncent, il est toujours intéressant, autant que rare, de voir l'ambition sans voile et dans toute sa nudité. Le temps de la liaison de l'empereur Alexandre et de l'empereur Napoléon est le temps des vœux les plus complets, on pourrait dire, de la plus grande bonté politique. Toute hypocrisie a disparu. C'est au vice de moins dans la diplomatie.

Comme en Russie, on a de vastes desirs, on est disposé à faire de larges concessions ¹ à la France. Lorsqu'on reçoit à Pétersbourg des détails sur l'occupation de Lisbonne, loin de montrer un sentiment d'humour ou d'envie, on pardonne à nos troupes l'invasion de cette capitale, » parce qu'elles les pourront y protéger la flotte de l'amiral Sitia- » win. » « Faites quelque chose pour l'empereur, » dit M. de Romansoff à M. de Caulaincourt, et tout » le monde ici sera Français. Vous ne pouvez pas » avoir de plus fidèles alliés que nous. Vous voyez

¹ « Veniam primusque domusque vicissim. » Horace.

« le peu d'importance que nous attachons à ce qui se passe en Italie, en Portugal et sur les frontières d'Espagne. » Ainsi déjà, même à l'égard de l'Espagne, on donne carte blanche à Napoléon. Cette fâcheuse certitude de l'acquiescement de la Russie n'est pas un médiocre encouragement pour une ambition que les obstacles arrêteraient à peine, et dont l'essor doit devenir bien plus audacieux quand elle les voit fuir devant elle; mais la difficulté véritable est presque toujours là où elle est le moins soupçonnée.

Dès 1808, quelques débats ont lieu entre la France et la Russie relativement au duché d'Oldenbourg où sont entrées les troupes françaises. Nous en faisons la remarque, parce que c'est ce même duché qui, en 1811, fournira matière au premier éclat de mésintelligence entre les deux empereurs. D'après les explications qui furent données par M. de Caulaincourt, les troupes françaises n'avaient pas occupé l'intérieur du pays, mais seulement les ports du duché, ce qui, disait-il, était conforme à l'article xu du traité de Tilsitt et au grand système adopté contre l'Angleterre. Au reste on ne devait pas douter des égards de Napoléon pour un prince proche parent de l'empereur Alexandre.

De temps en temps la conversation se porte, entre ce dernier et l'ambassadeur de France, sur une expédition dans l'Inde. L'empereur Alexandre en parle avec plaisir; mais les déserts! les vivres! les distances! « Les distances? répond l'ambassadeur; les troupes venues de Irkoutch pour se battre contre nous, avaient fait autant de chemin. » On ne renonce pas à l'entreprise; mais elle a besoin d'être préparée. Il faut d'abord en reconnaître les voies.

Il est inutile de rapporter que tout ce qui peut constater l'amitié la plus intime entre les deux empereurs éclate, à Pétersbourg comme à Paris, dans les procédés suivis à l'égard des ambassadeurs respectifs. L'empereur Alexandre surtout éprouve ce que la courtoisie a de plus délicat avec M. de Caulaincourt.

Jusqu'à présent les entretiens relatifs à la Moldavie et à la Valachie n'ont point encore amené, de la part de l'empereur Napoléon, une réponse précise. Sans cesse on en demande une, et on l'attend toujours. Provisoirement on se débat contre l'intention exprimée par la France de prendre un

équivalent en Prusse, et, pour équivalent, la Silésie. « C'est trop loin de vous et trop près de nous. » L'Empereur dit que c'est pour la donner, mais vous y aurez des troupes. Il peut en résulter des discussions dans l'avenir... C'est pour vous plus que pour nous que nous faisons la guerre; il nous faut donc notre part d'avantages. Si nous devons évacuer les provinces turques, comment justifierons-nous l'alliance française aux yeux des Russes? L'empereur paraît avoir été pris pour dupe. Vous avez déjà tant de pays entre les mains. Cherchez-en d'autres, si vous voulez... Les mêmes agaceries que nous a faites précédemment l'Angleterre nous sont renouvelées aujourd'hui par le canal de la Suède, nous les méprisons. L'empereur n'est ni allié ni ami à demi. Il tient à vous par sentiment autant que par honneur. Ne nous éloignez pas malgré nous. » A ce langage de M. de Romansof, l'ambassadeur de France répondait que la Silésie, vu la distance de la métropole, ne serait qu'une colonie; que ce n'était tout au plus qu'une position défensive; que la Moldavie et la Valachie étaient d'une tout autre importance, puisqu'elles donneraient à la Russie la frontière du Danube. Ensuite, reprenant en elle-même la question du partage de l'empire ottoman, il mettait en doute si, dans l'état de guerre existant avec l'Angleterre, ce partage était véritablement dans l'intérêt de la Russie. Enlever aux Turcs, d'un côté, la Moldavie et la Valachie, de l'autre, la Bosnie² et la Morée, ce serait livrer le reste de cet empire aux Anglais.

Ce raisonnement ne persuade pas plus l'empereur Alexandre que M. de Romansof. On veut à tout prix les deux principautés, et, comme les conversations ne produisent point de résultat, la demande en a été faite par une lettre formelle de l'empereur Alexandre. En attendant, il repousse toujours l'établissement d'un point de contact entre lui et la France. « Davoust est à Varsovie, dit-il: cela et la Silésie menacent trop notre tranquillité. Je veux que notre alliance dure, et ne point laisser de prétexte à changer de système. La ligne de l'Oder serait pour la France une position offensive. Puisque l'Empereur veut un équivalent, qu'il le prenne en Italie et en Portugal. » L'équivalent était déjà pris, mais Napoléon n'entendait pas en tenir compte. Relativement à l'Italie, M. de Caulaincourt élude l'objection: ce n'est pas

¹ Se donne-t-il quelque fête de famille à laquelle on ne croie pas devoir inviter tout le corps diplomatique? il y a exception pour l'ambassadeur de France. Celui-ci est-il engagé à dîner chez l'empereur? le service se fait en porcelaine de Sèvres, présent de Napoléon. Une querelle

d'étiquette vient-elle à s'élever? c'est à l'ambassadeur français qu'on assure la préséance. L'empereur Alexandre passe-t-il une grande revue? le grand-duc Constantin vient lui-même prendre l'ambassadeur à son hôtel.

² Ici supposé de la France.

le royaume d'Italie¹, mais la France qui a traité à Tilsit. Quant au Portugal, qui sait ce que devient l'occupation de ce royaume? Au reste, comme c'est tout récemment que la demande des principautés a été exprimée d'une manière décisive et par écrit, l'affaire, selon M. de Caulaincourt, ne fait en quelque sorte que commencer, et sans doute on pourra parvenir à s'entendre.

Chaque fois qu'un courrier arrive à l'ambassade de France, le premier mot de l'empereur Alexandre est pour demander si ce courrier apporte des nouvelles de l'Empereur sur la Turquie, et aussitôt il retombe sur la question des équivalents; mais outre le Portugal, ne sont-ce pas des équivalents que le Hanovre, les Sept-Îles, Cattaro? On lui répond que les Sept-Îles, le Hanovre étaient à la France, sans qu'il eût été question de la Moldavie et de la Valachie. Quant à Cattaro, Braunsau nous en répondait. « Et l'Autriche? dit Alexandre. Ne pourrait-on pas s'arranger avec elle? lui prendre la Bohême² pour quelque cession en Italie? » Sur les observations qui lui sont faites, il reconnaît la difficulté d'arrangements semblables. Cependant, au lieu de le décourager, la difficulté même d'un démembrement partiel de la Turquie le reporte à son texte favori d'un partage général ou presque général. Si on lui représente que pour lui la conquête serait aisée, tandis qu'elle demanderait de grands efforts de la part de la France, il proteste qu'il est disposé à coopérer, de tous ses moyens, à la prise de possession des territoires que l'empereur Napoléon voudrait s'approprier. Il ne tient nullement à faire intervenir l'Autriche dans cette opération. Elle n'y serait appelée qu'autant que son concours entrerait dans les vues de la France. « Si nous nous entendons, l'Empereur et moi, il faut bien que tout le monde s'entende. »

Les mêmes instances que faisaient à Pétersbourg Alexandre et le comte de Romanoff, l'ambassadeur russe en France, le général comte de Tolstoï, les faisaient auprès de M. de Champagny et auprès de l'Empereur. Selon toute apparence, cet ambassadeur portait dans ses démarches une vivacité qui ne plaisait pas. Il voulait des réponses catégoriques et ne se contentait point des paroles évasives par lesquelles on cherchait à différer la concession sans paraître s'y refuser entièrement. Aussi l'Empereur fit-il parvenir à Pétersbourg, non par M. de Caulaincourt, mais par une voie particulière, quelques remarques sur la roideur du comte de Tolstoï.

¹ Il ne pouvait supposer alors que c'était à ce royaume que serait réunie la Toscane.

² Par ce mot de l'empereur Alexandre sur la Bohême, on voit qu'aux yeux de ce prince, aussi bien qu'aux yeux

« On ne peut pas traiter, disait-il, avec les militaires; » et, pour atténuer ce que cette observation avait de personnel, il nommait aussi l'ambassadeur d'Autriche en Russie, le général comte de Meerfeldt, et son propre ambassadeur à Vienne, le général Andréossy. Informé par la correspondance de M. de Caulaincourt que les rapports de M. de Tolstoï n'étaient pas dans un esprit très-conciliant, Napoléon lui parla un jour de manière à faire croire que c'était lui, ambassadeur, qui ne le comprenait pas. « Qui est-ce qui vous presse d'évacuer les provinces turques? qui est-ce qui vous dit que je ne veux pas évacuer la Prusse? que je ne l'évacuerai pas un jour? » Ces simples mots firent à Pétersbourg une très-agréable sensation.

Nous ne sommes encore qu'à la fin du mois de février. C'est dans les deux premiers mois de 1808 qu'ont eu lieu tous les entretiens dont nous venons de donner un rapide sommaire. M. de Caulaincourt présentait, à cette époque, le tableau suivant de la situation de la Russie : Tout le monde se plaint à cause de l'interruption du commerce; mais personne n'est assez mécontent pour qu'on puisse craindre une catastrophe. Le souvenir de Paul et la cruauté du grand-duc Constantin décident mieux l'empereur Alexandre que les principes et l'honneur des premiers personnages de la cour et de l'armée. On est frondeur ici plus peut-être que dans les autres capitales. On se croit libre, parce qu'on parle de tout sans gêne ni réserve. Quant à l'empereur, il a compté sur un agrandissement du côté de la Turquie. Il sera humilié s'il ne l'obtient pas. C'est une affaire dans laquelle son amour-propre est vivement intéressé. Pour peu que ce prince reprenne les anciens penchants du pays, tout serait ici contre la France.

Sur toute autre question que la question turque, l'accord le plus parfait règne entre les deux puissances. La Russie avait dit un mot sur l'occupation du duché d'Oldenbourg; elle avait eu presque aussitôt à remercier l'Empereur du rappel des troupes françaises. Les escadres russes à Lisbonne, à Porto-Ferrajo, à Trieste, ont reçu ordre d'obéir à ce qui leur sera prescrit par Napoléon. De jeunes Russes sont envoyés à Paris pour y perfectionner et étendre leurs connaissances. Un comité de négociants français et russes s'occupe à rechercher les moyens d'établir le plus d'échanges possibles entre les deux pays. On compte tellement sur la durée de l'union actuelle, qu'il est question de construire

de Napoléon, l'Europe tout entière était un composé de matériaux disponibles, dont chacun d'eux pouvait choisir, avec ou sans compensation, ce qui était à sa convenance.

à Pétersbourg des vaisseaux pour le compte de la France.

Les deux premiers mois de 1808 ont été pour le cabinet russe un temps d'inquiétude et d'une sorte d'impatience qui avait peine à se contenir. Les mois suivants vont être un temps d'espérance. Après l'invasion ouverte du Portugal, Napoléon avait commencé à porter ses troupes en Espagne. Il ignorait encore quelle détermination il aurait à prendre à l'égard de ce royaume; mais il existait pour lui une alternative probable, ou faire passer la couronne d'Espagne dans sa famille, ou réunir une portion du territoire espagnol à l'empire français. Dans l'une et l'autre hypothèse, la tolérance et même l'adhésion de la Russie seraient, sinon indispensables, du moins très-avantageuses pour lui. Il est donc sage de se les assurer d'avance.

Vers le 20 mars, M. de Czernichef arrive en courrier de Paris à Pétersbourg. Il apporte à l'empereur Alexandre une lettre qui lui fait grand plaisir. C'est ce prince lui-même qui le témoigne à M. de Caulaincourt, et qui lui fait part des nouvelles qu'il a reçues. Le comte de Tolstoï annonce que l'empereur Napoléon est disposé à évacuer Berlin et même le duché de Varsovie. Pour rassurer la Russie à l'égard de l'avenir de ce duché, l'empereur Napoléon a déclaré à la députation polonaise qu'il fallait renoncer à toute idée du rétablissement de la Pologne et à tout envoi d'émissaires pour inquiéter la Galicie¹ ou les provinces russes. Le langage tenu par M. de Champagny au comte de Tolstoï n'est pas moins satisfaisant. Il a protesté que l'Empereur ne voulait rien faire de concert avec la Russie. Il a parlé « d'une *entrevue*² prochaine dans laquelle les affaires du monde se régleront de manière qu'on puisse être, quatre ans, tranquille sans même une explication. » C'est l'empereur Alexandre qui raconte ces détails à M. de Caulaincourt, et il s'en montre très-satisfait. Napoléon, dans ses épanchements avec M. de Tolstoï, l'a entretenu de projets sur l'Afrique, « de son intention d'y établir des colonies militaires en suivant les côtes de la Méditerranée, et de punir l'insolence du dey d'Alger³, » qui prétend le soumettre aussi au paiement d'un tribut. » En rapportant cette confidence faite au comte de Tolstoï, l'empereur Alexandre ajoutait que son ambassadeur avait parfaitement exprimé sa

pensée en promettant en son nom qu'il garantirait la paix du continent, « tandis que l'Empereur travaillerait à garantir la paix du monde. »

Ces nouvelles de Paris ne sont pas la seule cause de la satisfaction qu'on éprouve. L'empereur ayant prononcé la réunion de la Finlande à son empire, ou se félicite qu'une telle acquisition ait pu se faire avec le consentement de Napoléon. Quoique la conquête ne soit pas achevée, quoique des obstacles existent encore, du moment qu'il n'y a pas d'opposition de la part de la France, on est bien assuré de les vaincre. Voilà enfin un des rêves de Catherine qui se trouve réalisé, et l'accomplissement de ce rêve ambitieux est le premier fruit de l'amitié des deux empereurs. L'alliance de l'Angleterre a-t-elle jamais procuré un pareil avantage à la Russie? Ce n'est pas avec M. de Caulaincourt, c'est avec Napoléon que l'empereur s'explique sur les motifs qui l'ont déterminé à prendre ce parti sans retard; il en fait le sujet d'une lettre particulière, et, pour plus grande démonstration d'égards, il la fait porter par un de ses aides de camp. Les affaires de Rome et d'Espagne occupaient beaucoup les salons de Pétersbourg. Il fallait la contre-partie de la Finlande pour imposer silence aux ennemis du système français. L'importance de cette acquisition est généralement appréciée. Toutes les opinions sont d'accord qu'elle était nécessaire à la sûreté de la capitale. Précieuse pour la marine, la Finlande fournira des bois et des matelots. Militairement, elle peut rendre disponible une grande partie des forces qu'il fallait tenir sur cette frontière. Pour le moment la situation de l'ambassadeur de France à Pétersbourg est extrêmement favorable. M. de Romansoff seul, aussi bon juge assurément que personne de la valeur de la nouvelle possession acquise à l'empire, par un de ces jeux d'esprit peu dignes d'un homme de son mérite, affecte d'en parler avec indifférence, comme s'il ne s'agissait que d'un désert sur les bords de la mer Caspienne. L'empereur Alexandre ne se croit pas obligé à la même dissimulation. Heureux que la limite de la Russie et de la Suède soit désormais la rivière qui se jette, auprès de Tornéo, dans le golfe de Bothnie, il en rapporte le bienfait à l'empereur Napoléon, dont il a, dit-il, suivi les conseils *en se défaisant de l'ennemi géographique*. Peut-être en donnant à Tilsitt

¹ L'empereur Napoléon ne pouvait pas agir autrement alors sans manquer à ses engagements avec la Russie, et sans justifier les armements de l'Autriche.

² C'est le premier mot prononcé sur l'entrevue qui aura lieu effectivement. On se rappelle que, relativement à la Turquie, les deux empereurs se sont réservé de s'entendre verbalement. Annoncer une entrevue est ainsi an-

noncer une satisfaction plus ou moins complète, mais toujours une satisfaction aux désirs de la Russie.

³ Par une lettre du 29 mai datée de Bayonne, l'Empereur parle aussi « de l'affranchissement d'Alger. » C'est, dit-il, une raison pour le roi de Naples de concourir à la restauration de la marine française; et il fait à ce prince la demande de deux mille matelots.

de pareils conseils, Napoléon ne croyait-il pas avoir affaire à un élève qui dut sitôt et si bien en profiter. Cependant si l'empereur Alexandre est satisfait d'un côté, il lui tarde encore de l'être ailleurs. Toutes ses idées se portent sur la Turquie, la Prusse, et par conséquent sur l'entrevue dont le premier mot a été jeté à M. de Tolstol.

Par le traité de Tilsitt, l'empereur Napoléon étant devenu médiateur entre la Russie et la Porte ottomane, un essai de négociation avait été fait à Paris; quelques pourparlers avaient eu lieu; les pleins pouvoirs avaient été échangés entre les ambassadeurs des deux puissances; mais, la Russie voulant acquiescer, et la Porte ottomane ne voulant rien céder, toute solution était impossible. Le général Sébastiani, avant de quitter Constantinople, ayant demandé ce qu'on ferait si la Russie refusait d'évacuer la Moldavie et la Valachie, en avait répondu : La guerre. D'autres ouvertures tentées auprès du divan par l'intermédiaire de M. Häbsch, ministre du Danemark, n'avaient produit que des assurances vagues d'un désir de rapprochement, sans aucun résultat. D'ailleurs les révolutions qui se succédaient à Constantinople ne laissaient guère place à une négociation suivie.

De tous les princes qui depuis longtemps eussent régné en Turquie, Sélim, déposé en 1807, avait été assurément le plus généreux et le plus éclairé. Dans sa ruine il avait conservé des amis dévoués et fidèles. Entre ceux-ci, il en était un que distinguait son habileté, ses lumières et son courage. Le pacha de Rutchuck, Mustapha Bairactar, n'avait d'autre pensée que de replacer sur le trône son maître et son bienfaiteur. Tout a réussi; il est tout-puissant dans Constantinople, il proclame Sélim, et, pénétrant dans le sérail, il demande que ce prince lui soit remis. La porte s'ouvre; on lui livre un cadavre. Le nouveau sultan, frivole et cruel tout ensemble, avait fait étrangler Sélim, oubliant que, dans une autre circonstance, ce prince son parent lui avait conservé la vie. Profondément affligé et furieux tout ensemble, Mustapha Bairactar ordonne d'arrêter Mustapha, fait punir à l'instant les bourreaux de Sélim, et proclame sultan le jeune Mahmoud, échappé par miracle à la cruauté de Mustapha son frère. Devenu grand vizir sous le règne du nouveau prince, Mustapha Bairactar poursuivait les réformes commencées par Sélim, mais avec une rigueur et une violence qui soulevèrent de nouveaux les janissaires et les eulémas. Les partis opposés en vinrent aux mains; on se battit avec acharnement dans les rues de Constantinople; un incendie prolongé pendant plusieurs jours dévora

une partie de cette capitale. Les cris de la révolte ayant été jusqu'à demander la déposition de Mahmoud, ce prince n'eut d'autre parti à prendre, pour sa propre sûreté, que de traiter son frère comme celui-ci avait traité Sélim. Resté seul de la famille des Ottomans, Mahmoud n'avait plus rien à craindre; Mustapha Bairactar ayant péri dans une tour où il s'était retiré, la vengeance des janissaires était satisfaite. Alors furent abandonnés tous les projets qui avaient en pour but d'introduire dans l'empire turc les institutions militaires des Français. Tout accès fut fermé aux idées de réforme. Ce fut le triomphe absolu des anciennes lois, c'est-à-dire, le triomphe de l'ignorance et de la barbarie sur la civilisation. Un jour Mahmoud reprit l'ouvrage de Sélim et détruira les janissaires; mais il le fera en compromettant son empire, que ne soutiendra plus sa vieille organisation, que soutiendra mal son organisation nouvelle.

Tandis que Constantinople était le théâtre de pareils événements, le divan ne pouvait pas donner une grande attention aux affaires extérieures. Cependant il persévérât dans l'état de guerre contre les Anglais, comptant toujours sur la France pour faire la paix avec la Russie, sans être obligé de l'acheter par le sacrifice d'aucune partie de territoire. On était loin de soupçonner l'étendue des projets formés par l'empereur Alexandre et les efforts que Napoléon avait à faire pour empêcher ce prince de renouveler la guerre dans la Moldavie et la Valachie et de proclamer la réunion de ces deux provinces à son empire.

Sans cesse, à Pétersbourg, les conversations de l'empereur et de son ministre roulent sur le désavantage qu'il y a pour la Russie à rester immobile dans les principautés, quand elle aurait pu agir avec succès; mais on ne veut point contrarier l'empereur Napoléon; on ne veut point prendre de parti sérieux avant d'avoir de ses nouvelles; on espère que, dans son voyage¹ en Espagne, il n'oubliera point la Russie. Il doit savoir que *cela presse*; il est instant qu'il s'explique et fasse connaître ses intentions définitives². M. de Remansof a soin de donner à entendre que, si l'empereur Alexandre montre tant de modération et de retenue, c'est uniquement par amitié pour l'empereur Napoléon, sans le concevoir duquel il ne veut rien entreprendre; que, si on n'était pas arrêté par ce sentiment, on eût pu s'assurer des deux provinces, les Turcs en ayant fourni l'occasion par la violation de l'armistice et leur attaque contre les Serviens. Quant aux difficultés du côté de la Turquie, ce ministre n'en tient nul compte. C'est un empire en dissolu-

¹ 25 avril. On croyait alors qu'il allait entrer en Espagne.

² 6 mai.

tion dont il faudra inévitablement recueillir les lambeaux; c'est une succession qui ne peut manquer d'échoir principalement à la Russie, faute d'héritiers. M. de Caulaincourt tâche de calmer cet excès d'impatience russe, en faisant sentir que la position est assez belle pour attendre avec quelque tranquillité, quand on a un pied à Tornéo et un autre sur le Danube.

La prochaine entrevue des deux empereurs étant devenue un texte d'entretien habituel avec l'ambassadeur de France, le ministre russe exprime le vœu qu'elle soit précédée par l'adoption de quelques bases principales. L'empereur Alexandre pense aussi, comme son ministre, que si quelques points principaux étaient préalablement établis, l'entrevue serait plus agréable et plus fructueuse. A cet égard, l'opinion de l'ambassadeur de France n'est pas la même. Si l'entrevue doit avoir lieu, tout doit rester entier pour cette époque. D'ailleurs trente courriers ne suffiraient pas pour accomplir ce que les deux empereurs réunis peuvent résoudre en trois jours. Du reste, l'empereur Alexandre n'insiste pas. Pour le moment il ne peut quitter Pétersbourg à cause de la menace des Anglais dans la Baltique. Il propose le mois de juillet parce qu'alors les vues militaires de l'Angleterre seraient mieux connues. « S'il ne consultait que son désir personnel, il partirait dès le lendemain. »

Ces dispositions de l'empereur Alexandre ne sont et ne seront nullement modifiées par les nouvelles du midi de l'Europe. Déjà il a reçu avis des traités par lesquels Charles IV et Ferdinand VII ont cédé leurs droits à l'Empereur. Les révélations qui mettaient au jour l'avidité de la maison d'Espagne, ont fait évanouir tout sentiment d'intérêt pour cette famille. L'empereur Alexandre trouve que l'établissement d'un frère de Napoléon à Madrid peut devenir un moyen de forcer l'Angleterre à faire la guerre sur le continent. Lorsque plus tard ce prince connaîtra la constitution qui sera adoptée à Bayonne pour ce royaume, il applaudira aux idées libérales introduites dans cette constitution. Si l'on s'occupe ainsi des affaires d'Espagne, c'est surtout par la crainte qu'on a qu'elles ne retiennent trop longtemps l'Empereur ou en Espagne même ou sur cette frontière. Vainement l'Autriche fait des démarches pour se rapprocher de la Russie. On ne se prête à aucun arrangement avec une puissance qui « s'obstine à voir les choses comme elles étaient il y a vingt ans, et qui ne veut pas les voir comme elles sont aujourd'hui. » Lorsqu'il arrivera des nouvelles fâcheuses pour la France à propos des insurrections d'Espagne et de Portugal, comme aussi de la défection du marquis de la Romana, le cabinet de Pétersbourg ne s'en montrera que plus

attaché à l'alliance française. « Fût-ce sur la brèche, nous sommes à vous. C'est dans les circonstances difficiles que l'Empereur nous trouvera. » L'empereur Alexandre veut que je le répète : l'empereur Napoléon l'a conquis à Tilsitt. L'entrevue des deux souverains donnera à tout la couleur que ce siècle doit imprimer aux événements qu'il produit. Nous y allons avec des intentions trop droites pour que la paix du monde ne soit pas le résultat de notre accord. » Tel est le langage constant du ministre russe dans les mois de juin, de juillet et d'août. C'était beaucoup promettre, mais aussi on demandait beaucoup. Les demandes et les promesses marchaient du même pas. Elles étaient nettes et précises. Les réponses de l'ambassadeur de France l'étaient également. Quoique cet ambassadeur eût déclaré que nulle condition ne serait admise par l'empereur Napoléon avant l'entrevue, M. de Romansoff n'en avait pas moins préparé un projet de partage de l'empire ottoman. Ce projet ne fut pas réputé admissible par M. de Caulaincourt. Celui-ci trouvait que les bases proposées étaient loin de concilier l'intérêt des deux parties; que tout, dans ce projet, étant subordonné à l'intérêt russe, il serait impossible de l'accepter; que l'empereur Napoléon, malgré son désir de satisfaire l'empereur Alexandre, ne pourrait sacrifier, à son affection pour ce prince, le commerce de la France et du monde; qu'il fallait de l'équilibre dans les parts, de l'égalité dans les avantages; qu'au reste, c'était seulement dans l'entrevue que pourrait s'opérer cette juste conciliation. Par quelques passages que nous allons extraire d'une dépêche de M. de Caulaincourt, on jugera tout à la fois jusqu'où s'étendaient les vues de la Russie, et si la résistance du gouvernement français était fondée. Dans une conversation avec l'empereur Alexandre, M. de Caulaincourt ayant dit que le projet de M. de Romansoff présentait de graves difficultés qui ne pouvaient se résoudre qu'à Erfurt, et l'empereur Alexandre lui ayant demandé en quoi consistaient ces difficultés, l'ambassadeur, et je cite ses propres paroles, s'efforça « de lui faire comprendre l'impossibilité de donner à la Russie Constantinople et les Dardanelles. Il représentait que la Russie deviendrait par là maîtresse du commerce du Levant et même de l'Inde, et qu'elle serait, quand elle le voudrait, aux portes de Corfou, de Toulon, etc., tandis que, dans les mains de la France on de tout autre État, ces mêmes possessions ne nuiraient à personne, étant si éloignées qu'on pourrait les regarder plutôt comme des colonies. » Ainsi, en 1808, Constan-

tinople et même aussi les Dardanelles ont été considérées par la Russie comme une possession à laquelle il lui était permis d'aspirer, qui était pour elle une dépendance nécessaire! Aux objections de l'ambassadeur de France, qu'oppose l'empereur Alexandre? Il répond « que Constantinople ne » serait pour la Russie qu'une ville de province, » à l'extrémité de l'empire; que la géographie la » lui donnait; qu'il fallait qu'il eût *la clef de la » porte de sa maison*; que, si un autre l'avait, il » ne serait pas maître *chez lui* ¹. » Au reste, il ajoute que, « pour assurer le commerce de toutes » les puissances, on pourrait faire un arrangement » qui garantirait que cette route ne serait jamais » fermée en quelque temps que ce fût. » Il est aisé de sentir ce qu'il y aurait eu de peu solide même dans un pareil arrangement. M. de Caulincourt, par courtoisie, voulait bien admettre qu'un tel ordre de choses pourrait exister sous le règne de l'empereur Alexandre, mais « sous son successeur, » que deviendrait cette garantie? » Nous laissons au lecteur, aux gouvernements, à l'Europe, le soin de méditer ce dialogue de l'empereur de Russie et de l'ambassadeur de France. Nous avons peine à concevoir que jamais, à aucune autre époque, les vœux, les épanchements de l'ambition entre deux princes, aient été poussés aussi loin. L'avenir fera connaître si les prétentions de l'empereur Alexandre à la possession de Constantinople et des Dardanelles étaient une velléité accidentelle résultant du caractère personnel de ce prince, une espèce d'acte excentrique appartenant à l'imagination de l'homme, ou si c'était, de sa part, l'expression franche, naïve, d'une pensée permanente de cabinet.

Les pourparlers dont nous venons de rendre compte ont conduit la question de la Turquie à une telle maturité, qu'il n'y a plus que les empereurs eux-mêmes qui puissent trouver une issue à une affaire ainsi engagée. De part et d'autre on commence à sentir que le moment ne doit pas en être reculé davantage. Les forces des Turcs s'augmentant sans cesse, ainsi du moins que le prétend M. de Romansof, il est à craindre que le général prince Prozorowski ne soit obligé de combattre. C'est une raison pour que l'entrevue ne soit pas différée. D'autres motifs inspirent le même désir en France. Ainsi, sur la provocation du ministre russe, M. de Caulincourt répondit qu'il ne tenait

qu'à l'empereur Alexandre de fixer le jour de la réunion. La proposition fut acceptée sur-le-champ. L'empereur Alexandre annonça qu'il partirait sans faute le 31 août, style russe, 12 septembre, et qu'il serait à Erfurt le 13-27 de ce dernier mois.

Sur toutes les questions qui alors occupaient l'Europe, l'intelligence la plus parfaite régnait entre les deux cabinets. A la vérité, une puissance étrangère à l'Europe, la Perse, ayant réclamé la médiation de la France entre elle et la Russie, le cabinet de Pétersbourg avait décliné cette médiation; mais encore protestait-il que c'était celle qu'il eût lui-même choisie, si elle eût été possible; il objectait que la position géographique ² des trois puissances y mettait un invincible obstacle. En revanche on donnait, relativement aux questions européennes, un assentiment sans réserve aux projets de l'empereur Napoléon, dans l'espoir d'une prochaine réciprocité. A l'égard de l'Espagne, l'empereur Alexandre trouvait que le changement de dynastie dans ce royaume avait été une mesure indispensable à la stabilité de l'empire français, et la seule capable de faire disparaître toute inquiétude pour l'avenir. M. de Stroganof, précédemment ministre auprès de Charles IV, restait accrédité auprès du roi Joseph à Madrid. Un ministre était parti pour se rendre auprès de ce même prince à Naples. On lui donnait ordre de continuer sa route pour résider auprès du roi Joachim; et, ce qui n'était pas moins important, le cabinet de Pétersbourg non-seulement ne répondait pas aux avances de la cour de Vienne, mais il blâmait hautement l'imprudence de cette cour, il applaudissait à la sagesse et à la modération des lettres écrites à M. de Metternich. Bientôt il louera encore plus les loyaux avertissements adressés par l'empereur Napoléon à ce même ambassadeur.

M. de Romansof ne veut laisser ignorer à la France aucune des communications faites à la Russie par la cour de Vienne. Cette cour, selon lui, a témoigné formellement qu'elle ne verrait pas avec peine que l'empereur Alexandre obtint la Moldavie et la Valachie, qu'elle y contribuerait même volontiers, et, pour déterminer ³ le consentement des Turcs, elle a offert sa médiation à Constantinople. L'offre n'a point été admise. On l'en a remerciée en alléguant qu'on avait accepté l'empereur Napoléon pour médiateur de la paix avec la Turquie, et qu'on n'en voulait point d'autre. L'em-

¹ En s'appropriant la Finlande, l'empereur Alexandre a dit qu'il se défaisait de l'ennemi géographique. Voilà que maintenant la géographie doit lui donner les Dardanelles comme la clef de sa maison. Si c'est l'empereur Napoléon qui lui a enseigné à faire ainsi, de la géographie, un

instrument de conquête, la leçon n'a pas été perdue. L'élève était digne du maître.

² Encore la géographie!

³ Par l'indifférence que l'Autriche, en d'autres occasions, a montrée pour les Turcs, il ne nous semble pas

pereur Alexandre ne s'explique pas en termes moins précis. L'Autriche, à son avis, ne peut avoir pour alliés dans ses rêves de guerre que les Turcs et les Anglais. Les Turcs ne lui seront bons à rien; les Anglais la sacrifieront. On ne se contente pas d'improver à Pétersbourg la conduite de cette puissance; on le lui déclare à Vienne. Le prince Kurakin est chargé d'y appuyer les représentations de la France; il doit faire connaître que, si le cabinet autrichien continue à menacer l'Europe par ses armements, la Russie, fidèle à l'alliance française, est disposée à la soutenir. « Peut-être, ajoutait dans un autre moment l'empereur Alexandre, les affaires de l'Espagne persuadent-elles à l'Autriche que les circonstances actuelles sont favorables. Elle se trompe et elle se perdra. Je lui fais connaître que *j'ai des engagements avec vous*. Le traité étant resté secret ¹, ce mot d'engagement sera prononcé par le prince Kurakin, afin qu'on ne l'ignore pas. Je ne veux point qu'il y ait en Europe aucun doute sur mes intentions, et qu'on s'en fasse un motif pour troubler la paix. Si la cour de Vienne n'est qu'alarmée, le traité qui sera fait pour la Prusse ² la tranquillisera; si elle a des projets hostiles, peut-être l'entrevue la tiendra en respect. Tout augmente le plaisir que j'aurai à m'y rendre. Les contrariétés même que peut éprouver l'Empereur lui fourniront une occasion de plus d'apprécier la sincérité de mes sentiments. Je serai à lui encore plus dans les revers que dans la prospérité. » Nous n'avons pas le moindre doute sur la bonne foi de l'empereur Alexandre. Il y a dans ce prince de l'ambition et de l'âme. Son imagination a été exaltée par le contact d'un homme de génie, et, s'il trouvait dans l'empereur Napoléon une expansion morale qui répondît complètement à la sienne, ma conviction est qu'il serait capable des plus grands sacrifices pour lui prouver son dévouement. En ce moment même une généreuse disposition de l'empereur Alexandre se manifeste par la facilité de sa renonciation à un intérêt de famille, dans le seul but de complaire à l'empereur Napoléon.

Quelle puissance que soit un empereur de Russie, il ne lui est pas toujours aisé de trouver des établissements pour ses filles et pour ses sœurs. Deux sœurs de l'empereur Alexandre ont été ma-

riées, l'une au prince héréditaire de Mecklembourg-Schwérin, l'autre au prince de Saxe-Weimar. C'est presque une chance heureuse pour une grande-duchesse de devenir femme d'un roi. Depuis plusieurs années, le prince royal de Bavière désirait ardemment épouser la grande-duchesse Catherine. Le roi Maximilien ayant voulu auparavant avoir l'agrément de l'empereur Napoléon, celui-ci, par une politique toute naturelle, s'était montré peu favorable à un mariage qui pouvait rendre un jour la Bavière dépendante de la Russie, ou du moins plus indépendante de la France. Cette opposition contrariait vivement le prince royal, et, soit à l'insu de son père, soit avec sa tolérance, il avait fait renouer la négociation par des agents bavares. Pour l'en excuser aux yeux de la France, le chevalier de Bray, ministre de Bavière à Pétersbourg, dit à l'ambassadeur Caulaincourt que c'était la Russie qui avait fait à ce sujet de nouvelles ouvertures. A l'en croire, le prince Kurakin aurait témoigné au ministre bavares à Vienne, le baron de Rechberg, qu'on attendait que la cour de Munich fit les instances requises pour terminer cette affaire qui avait été antérieurement convenue. Suivant M. de Romansof, l'assertion du chevalier de Bray n'était pas exacte. Au moins il n'en avait aucune connaissance, et la seule chose possible était que le prince Kurakin eût été, sans son concours, autorisé à quelque démarche par l'impératrice mère; mais il ne le croyait pas. Le fait ayant été approfondi, il se trouva qu'effectivement ce n'était pas le prince Kurakin qui avait pris l'initiative envers M. de Rechberg, mais M. de Rechberg envers le prince Kurakin. Comme l'empereur Napoléon, en refusant son approbation à ce mariage, avait allégué, pour motif, le caractère ambitieux ³ de la grande-duchesse Catherine, le prince royal de Bavière, qui tenait à épouser une princesse de la famille impériale, et non telle ou telle princesse, avait porté ses vœux vers la grande-duchesse Anne. Sur le compte rendu par le prince Kurakin de ses dernières communications avec M. de Rechberg, il lui fut répondu que cette alliance, qui avait paru convenable autrefois, ne le paraissait plus aujourd'hui, surtout en considération de l'union des deux empereurs. Tout ce qui jusque-là s'était

qu'on puisse avoir le moindre doute sur la véracité de M. de Romansof.

¹ Tout ce qui avait été publié sur l'alliance de Tilsitt n'était qu'un tissu de conjectures mêlées de vérité et de mensonge. La seule publication vraie est celle que nous en avons donnée dans le tome 1^{er} de *l'Histoire de France*.

² On ne savait pas encore que l'empereur Napoléon allait faire conclure ce traité à Paris avant de partir pour Erfurt.

³ Madame la margrave douairière de Bade, mère de l'impératrice Elisabeth, épouse d'Alexandre, me disait en riant que cette jeune princesse était un petit Bonaparte en jupon.

passé entre les cabinets de Pétersbourg et de Munich fut regardé comme non avenu.

Cependant on a reçu à Pétersbourg la nouvelle du traité signé à Paris pour l'évacuation de la Prusse. On en trouve les conditions un peu rigoureuses, mais, ce qui frappe le plus, ce n'est pas la question financière, c'est la conservation des trois places de sûreté, Custrin, Stettin et Glogau, jusqu'à l'entier acquittement de la somme convenue. On trouve qu'il ne manquera pas d'esprits soupçonneux qui regarderont la conservation de ces places par la France comme dirigée, non contre la Prusse qui ne peut plus être à craindre, mais bien plutôt contre la Russie; et on s'en afflige, parce que cette interprétation peut servir à entretenir des inquiétudes. L'ambassadeur Caulaincourt combat ce soupçon comme se détruisant de lui-même. Le peu de troupes qui doivent rester dans ces places atteste assez qu'on n'a eu vue qu'une garantie d'argent, et en effet la place la plus avancée, Glogau, est celle qui sera évacuée la première.

M. de Romansof est parti pour Erfurt. M. de Caulaincourt accompagnera l'Empereur. Peu de jours avant de se mettre en route, on parle de nouveau de l'Autriche, de la nécessité d'obtenir de cette puissance la reconnaissance du roi Joseph. Déjà l'empereur Alexandre a écrit dans ce sens à son ambassadeur. Le prince Kurakin sait que, si l'Autriche attaquait la France, il devrait se retirer sur-le-champ. C'est à merveille; mais, selon M. de Caulaincourt, ce serait mieux encore si le prince Kurakin disait que, le cas échéant, il se retirerait. « Eh bien, il le dira, » répond l'empereur Alexandre, et l'ordre en est aussitôt expédié.

Tout prêt pour le départ, l'empereur Alexandre éprouva, dans la guerre relative à la Finlande, une assez vive contrariété. La flotte russe était alors bloquée par les Anglais et les Suédois dans Baltisch-Port. Sir James Saumarez avait proposé à l'amiral Kanickof de laisser sortir la moitié de sa flotte, pourvu qu'il livrât l'autre moitié. Sur son refus, il avait commencé le bombardement. La flotte russe, comme nous l'avons dit, parvint plus tard à s'échapper sans perdre aucun de ses vaisseaux.

Comme, à tout événement, il est important

¹ Voici quelle était alors approximativement la force des armées russes :

Frontières de Turquie.	110,000 hom.
Finlande.	80,000
Géorgie.	50,000
Bords de la Baltique.	50,000
Ukraine.	50,000
Pologne.	60,000
TOTAL.	560,000

d'être fort ¹, l'empereur Alexandre ordonna ², en partant, une levée de cinq recrues sur cinq cents hommes.

Dans le même temps, l'empereur Napoléon, jeté au milieu d'affaires beaucoup plus difficiles, s'occupait aussi à augmenter ses forces. Le 4 septembre, il avait adressé au sénat un message par lequel il lui communiquait les différents traités relatifs à l'Espagne et à la constitution acceptée par la junte espagnole. « Je suis résolu, portait le message, à pousser les affaires d'Espagne avec la plus grande activité... Mon alliance avec l'empereur de Russie ne laisse à l'Angleterre aucun espoir dans ses projets; je crois à la paix du continent, mais je ne dois ni ne veux dépendre des faux calculs ni des erreurs des autres cours, et, puisque mes voisins augmentent leurs armées, il est de mon devoir d'augmenter les miennes... Français, je n'ai qu'un but, votre bonheur et la sécurité de vos enfants... Vous m'avez dit si souvent que vous m'aimiez ! Je reconnaitrai la vérité de vos sentiments à l'empressement que vous mettrez à seconder des projets si intimement liés à vos plus chers intérêts, à l'honneur de l'empire et à ma gloire. » Le bonheur, la grandeur de la France ne sont plus la seule pensée que l'Empereur produise au grand jour. Il faut que la France veuille à la gloire de celui qui la gouverne. Au lieu de s'associer aux sentiments de la France, l'Empereur entend que la France adopte les siens. C'est surtout depuis la paix de Tilsitt qu'il marche ouvertement dans cette nouvelle voie. Il ne lui sera plus donné d'en sortir.

Au message de l'Empereur étaient joints deux rapports du ministre des affaires étrangères, l'un en date de Bayonne, le 24 avril, l'autre en date de Paris, le 1^{er} septembre. Le premier concernait uniquement l'Espagne. Nous en avons fait mention en nous occupant des événements de Bayonne; le second avait un objet plus général et présentait un tableau de situation de l'Europe, troublée seulement par l'Angleterre qui souffre l'insurrection en Espagne et la guerre en Autriche. En voici quelques traits :

« La France et la Russie font cause commune contre l'Angleterre.

« Le Danemark soutient avec honneur une lutte qu'il n'a pas provoquée.

en troupes bien organisées et disponibles. Il existe des états qui portent cette force à 667,000 hommes; mais, sur ce nombre, il faut déduire plus d'un tiers composé de troupes de garnison, invalides ou autres qui ne peuvent pas être mis en campagne.

² L'ase du 12 septembre.

« La Suède, trahie et abandonnée par l'Allié »
 « auquel un cabinet insensé l'a sacrifiée, a déjà »
 « perdu ses plus importantes provinces et marche »
 « à cette ruine, effet inévitable de l'alliance et de »
 « l'amitié de l'Angleterre.

« Votre Majesté, s'écriait le ministre, permet- »
 « trait-elle que l'Angleterre pût dire : *l'Espagne* »
 « est une de mes provinces; mon pavillon, chassé »
 « de la Baltique, des mers du Nord, du Levant et »
 « même des rivages de la Perse, domine aux portes »
 « de la France...? Non jamais. »

A l'égard de la cour de Vienne, le ministre se borne à énoncer que les armements outre mesure de cette cour imposent à la France l'obligation « de conserver la supériorité relative qui existe » entre la puissance et la population des deux « empires.

« Une nouvelle révolution a éclaté à Constanti- »
 « nople. Mustapha a été déposé.

« Les Américains ont donné l'exemple d'un »
 « grand et courageux sacrifice; ils se sont interdit, »
 « par un embargo général, tout commerce, toute »
 « navigation, plutôt que de se soumettre honteu- »
 « sement au tribut que les Anglais veulent imposer »
 « à toutes les nations.

« L'Allemagne, l'Italie, la Suisse, la Hollande, »
 « sont paisibles et n'attendent que la paix mari- »
 « time pour se livrer à toute leur industrie.

« Cette paix est le vœu du monde, mais l'Angle- »
 « terre s'y oppose, et l'Angleterre est l'ennemie »
 « du monde. »

Ce que Napoléon disait de l'Angleterre, l'Angleterre le disait de Napoléon. De part et d'autre, le reproche n'était injuste qu'à moitié. L'un et l'autre avaient tort à quelques égards; sous certains rapports, l'un et l'autre avaient raison.

A la suite du ministre des affaires étrangères apparaissait le ministre de la guerre qui, après avoir exposé l'état des armées françaises en Pologne, en Prusse, en Danemark, en Dalmatie, en Albanie, en Italie et à Naples, avançait que les événements de la péninsule espagnole « avaient produit une perte » assez considérable, résultat de l'opération aussi « inconcevable que pénible pour l'honneur français, » du corps du général Dupont. En conséquence de l'intention où était l'Empereur d'avoir deux cent mille hommes en Espagne sans affaiblir ses autres armées, le ministre proposait de lever quatre-vingt mille hommes sur les classes de 1806, 7, 8 et 9, et conditionnellement quatre-vingt mille hommes sur la classe de 1810. L'orateur du gouvernement, chargé de présenter les motifs du sénatus-consulte proposé, déclarait que « le nouveau développement » donné à notre système militaire s'opérerait sans » augmentation dans les impositions publiques, les

« subsides votés par la dernière loi de finances »
 « devant suffire pour pourvoir à tous les besoins. »
 Sans contredit, une partie du continent défrayait alors nos armées, mais cependant quelle puissance de ressources un gouvernement ne doit-il pas avoir en lui-même pour lever cent soixante mille hommes sans accroissement d'impôts! Le vote des 100,000 hommes eut lieu à l'unanimité.

En Russie, un simple ukase suffit pour des levées pareilles. En France, il faut des communications au sénat, des rapports de ministres, un exposé de raisons justificatives, et enfin un sénatus-consulte. Cependant l'effet est le même. Le despotisme impérial obtient le même résultat dans les deux pays. Est-il juste d'en conclure, comme on l'a fait trop souvent, que le pire des despotismes est celui qui se couvre de quelques formes constitutionnelles? Nous ne le pensons pas. Ce vote déconsidéré, le premier qu'il occasiona la guerre d'Espagne, a plus qu'aucun autre fourni matière à de violentes sorties sur la faiblesse et même sur la servilité du sénat. Autant que personne, j'ai sincèrement improuvé le calcul qui a conduit l'Empereur à vouloir des trônes pour tous ses frères, parce que ce calcul m'a paru fondé plus sur un sentiment d'amour-propre que sur un principe de véritable utilité; mais lorsqu'un fait a été accompli sans qu'on pût le prévenir; lorsque, par suite de ce fait, les armées françaises en Espagne, après s'être approchées de Cadix, ont été obligées de se replier sur l'Èbre; lorsque l'armée de Portugal a été forcée d'évacuer ce royaume, lorsque l'Autriche tout entière est sous les armes, Napoléon devait demander des levées au sénat; le sénat devait-il les lui refuser? Si ce vote eut encore appartenu au corps législatif, auquel il a été arbitrairement enlevé, le corps législatif lui-même, en prenant les choses dans l'état où elles étaient, aurait-il dû refuser les levées demandées par l'Empereur? Nous sommes persuadé qu'il ne l'eût pas fait, et, à notre avis, il n'eût pas dû le faire. Nous ne découvrons pas qu'il y eût dans le sénat beaucoup de voix acquiescentes d'avance au pouvoir; il n'y a pas de gouvernement où il n'en soit ainsi, mais beaucoup de voix aussi se livraient à l'Empereur par des considérations diverses, et, sur la question d'Espagne, ces raisons n'étaient pas sans valeur.

Pour les hommes qui conservaient un vieux levain d'esprit révolutionnaire, la chute d'une branche de plus de la maison de Bourbon n'était pas un événement désagréable. Aux yeux des amis de l'humanité qui, sans faire la guerre aux rois, s'inté-

¹ Obtrectatio et livor promiss auribus accipiantur... malignitatis falsa species libertatis inest. TACITE.

ressent plus aux nations qu'aux dynasties, la constitution donnée à l'Espagne, peut-être trop libérale pour ce pays, était un grand progrès de civilisation. Quant aux spéculateurs politiques, il existait, pour eux, une raison d'État vraie ou fausse, mais longtemps proclamée comme vraie. « Point de » sûreté pour la France, disait le rapporteur du » sénat, tant que l'Espagne ne sera pas son alliée » fidèle et qu'elle pourra livrer ses ports et ses rives » à l'ennemi de la France et du continent. » La maxime était juste. Seulement, pour s'assurer de la fidélité de l'Espagne, était-il indispensable d'en changer la dynastie ? Là était la question. Louis XIV s'était déclaré pour l'affirmative, et le but avait été atteint. Quoiqu'il en eût coûté dix ans de guerre et de malheurs, la France et l'histoire le lui avaient pardonné. Après les campagnes de 1803, 1806 et 1807, devait-on éradiquer pour Napoléon des obstacles dont Louis XIV avait triomphé ? La confiance était telle qu'on s'applaudissait de pouvoir bientôt se mesurer, corps à corps, avec les Anglais sur le continent. Enfin une autre considération agissait sur beaucoup d'esprits. Quelle qu'eût été l'origine de la guerre d'Espagne, qu'elle eût été juste ou injuste, l'œuvre d'une politique d'État ou d'une ambition de famille, ou l'œuvre combinée de l'une et de l'autre, l'armée française avait essuyé une grave échec ; Napoléon, dit le maréchal Saint-Cyr dans ses mémoires, était singulièrement affecté, presqu'entière la partageait ; l'honneur était blessé, la patrie outragée ; il fallait satisfaction à la patrie outragée, vengeance à l'honneur national. Ne soyons pas trop sévères envers le passé ; on a pu, sans honte, prendre part à un vote qui avait de pareilles excuses.

Je dois revenir ici sur le premier mot par lequel j'ai commencé cette digression. J'ai dit qu'il s'agissait pour le sénat d'un fait accompli, sans qu'on eût pu l'empêcher. Si on demande pourquoi ce fait n'a pas pu être prévenu, c'est demander pourquoi Napoléon était Napoléon. Avec lui, il est douteux que jamais aucune entrave constitutionnelle eût pu être une suffisante sauve-garde ; mais, dans le simulacre de gouvernement représentatif qui nous restait, c'était encore un bien que le chef de l'État fût obligé de donner à la France des explications plus ou moins satisfaisantes sur les motifs des efforts et des sacrifices qu'il avait à lui demander. Les témérités que se permet un homme de génie, un prince ordinaire ne peut pas se les permettre, et, comme les Napoléon sont rares, l'existence d'une constitution même peu restrictive pour le pouvoir est toujours une chaîne utile dans l'intérêt des peuples. Ce qui importe véritablement pour les

peuples, c'est que des déterminations, qu'il faut forcément accepter et poursuivre, quand une fois elles ont été prises, ne puissent jamais dépendre de la volonté d'un personnage irresponsable. Rien ne le prouve mieux que les résolutions de Bayonne. Si, à Bayonne, un ministère responsable avait eu à délibérer sur le maintien ou le renversement des Bourbons d'Espagne, il est peu probable qu'il eût adopté le dernier parti. Dans le cas où il aurait osé en courir la chance et que cette tentative eût amené de grands revers, la chute de ce ministère en eût été la suite inévitable, et une administration nouvelle eût pu, sans déshonneur pour le pays, embrasser un système différent. Sous le règne d'un prince comme Napoléon, qui était lui-même son ministère, le mal étant possible, le remède n'existait pas. Le bon sens disait, aux hommes mêmes qui tenaient le moins à sa personne, qu'il fallait marcher avec lui, vaincre et succomber avec lui, parce que autrement il eût fallu succomber sans lui ou par lui.

Quelquefois à la vérité, même en Angleterre, le ministère forme des entreprises aussi hasardeuses que l'usurpation de la couronne d'Espagne par la France ; mais dans de telles conjonctures, c'est au ministère à prendre des précautions pour avoir un appui, soit dans les intérêts nationaux vrais, soit dans les préjugés et les passions populaires. Ainsi, de 1793 à 1801, M. Pitt s'était senti soutenu par la nation anglaise. En 1801, quand il voit que ce soutien va lui manquer, il se retire et un autre ministère fait la paix. Ainsi encore, quand on est une seconde fois revenu à une guerre d'extermination contre la France, après le second ministère de M. Pitt, qui meurt en apprenant la nouvelle de la bataille d'Austerlitz, un changement de système a rendu la paix possible sous le ministère de Fox et Grenville ; elle l'était encore sous celui de lord Grenville et de lord Howick (aujourd'hui lord Grey), et elle eût probablement eu lieu, si ce dernier ministère se fût maintenu ; mais l'aristocratie, aussi habile que puissante, ayant su faire entrer les passions populaires dans ses vues, l'école de M. Pitt, devenue de nouveau maîtresse du terrain, a poursuivi la lutte obstinée où il fallait que l'un des deux combattants restât sur le champ de bataille. Pour l'empereur Napoléon, comme pour le ministère britannique, c'était une condition d'existence de tenir la nation indissolublement unie à son sort. L'empereur assumant sur sa propre tête une responsabilité qu'il eût dû déposer dans son ministère, la nation qui, dans les revers, se serait séparée seulement du ministère responsable, a dû se séparer du prince qui avait tout fait par lui-même, et dont les actions n'avaient appartenu à aucun conseil national. Le

jour où la France s'est séparée de lui et bien à regret, il a péri, et c'était lui qui l'avait voulu. Personne ne peut se faire honneur de sa ruine; il a fini par un véritable suicide. Cependant nous ne dirons pas : Que le ciel nous préserve du retour de pareils hommes ! L'ébranlement qu'ils produisent dans le monde est longtemps encore, après eux, utile au genre humain. Si le triomphe des principes de la révolution française doit un jour être un bien pour l'humanité, c'est Napoléon qui en a été le plus puissant propagateur sur toute la surface de l'Europe. Ce sont surtout les aristocraties qui ont droit de le mandirer.

L'Empereur avait parlé au sénat ; il parla aussi à l'armée. Son langage avec elle fut bref et de ce style qu'elle savait si bien comprendre : « Soldats, » après avoir triomphé sur les bords du Danube, » vous avez traversé l'Allemagne à marches forcées ; je vous fais aujourd'hui traverser la France » sans vous donner un moment de repos.

« Soldats, j'ai besoin de vous. La présence hideuse du léopard souille les continents d'Espagne

» et du Portugal. Qu'à votre aspect il fuie épouvanté ! Portons nos aigles triomphantes jusqu'aux colonnes d'Hercule; là aussi nous avons des obligations à venger.

« Soldats, vous avez surpassé la renommée des armées modernes; mais avez-vous égalé la gloire des armées de Rome, qui, dans une même campagne, triomphèrent sur le Rhin et sur l'Euphrate, en Illyrie et sur le Tage ?

« Une longue paix, une prospérité durable, seront le prix de vos travaux. Un vrai Français ne peut, ne doit pas prendre de repos jusqu'à ce que les mers soient ouvertes et affranchies.

« Soldats, tout ce que vous avez fait, tout ce que vous ferez encore pour le bonheur du peuple français et pour ma gloire, sera éternellement dans mon cœur. »

C'était le 19 septembre que Napoléon s'adressait ainsi à son armée. Déjà, depuis plusieurs jours, l'empereur Alexandre avait quitté sa capitale, pour se rendre à Erfurt, où ils étaient convenus de se réunir.

CHAPITRE IX.

ENTREVUE D'ERFURT.

Arrivée des deux empereurs à Erfurt. — Motifs de la concorde pour la Russie. — Convention signée à Erfurt, le 12 octobre. — Lettre importante d'Alexandre à Napoléon. — Concession de la Russie aux dépens de la Prusse. — Lettre de l'empereur d'Autriche à Napoléon. — Réponse de Napoléon à l'empereur d'Autriche. — Anecdotes. — Visite du champ de bataille d'Éna. — Séparation des deux empereurs. — Récapitulation faite par Napoléon des pays disponibles en Allemagne. — Travaux divers de Napoléon à Erfurt.

L'empereur Alexandre était parti de Pétersbourg le 12 septembre. Dans sa route par Kœnigsberg, il visita, le 18, le roi et la reine de Prusse. Avec lui voyageaient son frère le grand-duc Constantin et l'ambassadeur de France, Caulaincourt. Le maréchal Lannes, duc de Montebello, avait été envoyé au-devant de lui par Napoléon à Bromberg, frontrière du territoire occupé par nos troupes. A Custrin¹ il fut reçu par le maréchal Soult, assista à une revue, et continua sa route pour Weimar où il arriva le 23 au soir.

De son côté, l'empereur Napoléon, qui avait passé à Metz le 24 et à Francfort le 25, étoit rendu le 27 à Erfurt vers neuf heures du matin. A deux heures, il monta à cheval et alla au-devant de l'empereur Alexandre, à deux lieues de cette place. Ils y entrèrent ensemble au milieu d'une longue haie de troupes, au bruit des cloches, de l'artillerie et des acclamations de la joie générale. Peu de jours après, la ville offroit une assemblée² de rois, grands-ducs et autres princes souverains, assemblée modèle que depuis on a voulu reproduire, mais dont l'imitation n'a été qu'imparfaite, parce qu'il y a toujours manqué ce qui, à Erfurt, en avait fait la décoration principale, la présence d'un grand homme.

Soit que l'empereur Napoléon eût conçu réellement le projet d'un nouvel empiétement aux dépens de la Prusse, lorsqu'en opposition à la demande

faite, par le cabinet de Pétersbourg, des provinces de Moldavie et de Valachie, il vouloit prendre la Silésie comme équivalent; soit, ce qui est plus vraisemblable, qu'il n'eût d'autre objet que d'entraver l'usurpation russe par sa prétention à une usurpation correspondante, le cours des événements avait été tel que, sérieuse ou non, c'étoit une pensée dont force lui étoit de faire le sacrifice. Il s'agissait pour lui, d'un côté, de soumettre l'Espagne et, d'autre part, d'arrêter l'Autriche dans ses armements, ou bien d'avoir contre cette puissance, en cas de guerre, la Russie pour alliée. Afin d'être assuré de la Russie, il y avait nécessité de la satisfaire aux dépens des Turcs. C'étoit une vieille alliance qu'il falloit immoler à une alliance nouvelle; mais la vieille alliance, en raison des révolutions de Constantinople qui affaiblissoient cet empire, n'offroit, dans les circonstances présentes, aucun secours à l'empereur Napoléon. A la vérité, ses réflexions l'avaient conduit à décliner l'accomplissement des rêves de Tilsitt, parce que tout l'avantage eût été pour la Russie; mais cependant il falloit à cette puissance une satisfaction suffisante pour le retenir dans le système français, et pour donner à l'empereur Alexandre lui-même un gage de sûreté contre le mécontentement de ses peuples, auxquels la rupture avec l'Angleterre causoit de graves préjudices. Ce gage de sûreté pour le prince,

¹ Comme administrateur général des provinces prussiennes, je m'étois rendu, avec l'intendant général de l'armée, M. Baro, à Custrin, où nous fûmes invités à dîner avec l'empereur.

² C'est alors que, pour la première fois, nous avons

vu des rois attendre dans une antichambre; que, pour la première fois, nous avons entendu des soldats dire, à l'occasion de la différence des honneurs qu'il falloit rendre : « Ce n'est qu'un roi. »

cette compensation des maux produits par l'interruption du commerce pour les propriétaires, se trouveraient, jusqu'à un certain degré, dans l'acquisition des deux principautés qui donneraient à l'empire la belle frontière du Danube. La concession en était faite dans l'esprit de Napoléon lorsqu'il se rendit à Erfurt. De son côté l'empereur Alexandre, persuadé que, pour faire des conquêtes sûres et faciles, il lui importait de les faire de concert avec l'empereur des Français, était franchement résolu à le seconder contre l'Autriche comme contre l'Angleterre. La négociation entre eux ne fut donc ni longue ni difficile. Une convention fut signée, le 12 octobre, par les ministres des affaires étrangères des deux empires, MM. de Champagny et de Romasov. Les dispositions particulières de cette convention, que nous allons donner ici, n'ont jamais été publiées¹.

L'article premier confirme et, au besoin, renouvelle l'alliance de Tilsitt et l'engagement mutuel des deux empereurs, non seulement de ne faire aucune paix séparée, mais encore de n'entrer avec l'ennemi dans aucune négociation et de n'éconter par aucune proposition que d'un commun accord.

Par l'article 2, les parties contractantes, unies pour la paix comme pour la guerre, conviennent de nommer des plénipotentiaires pour traiter avec l'Angleterre, et de les envoyer, à cet effet, dans telle ville du continent que l'Angleterre désignera.

L'article 3 concerne l'union qu'il importe d'établir entre les plénipotentiaires des deux puissances et le mode à suivre pour maintenir cette union dans la négociation avec le gouvernement anglais.

D'après l'article 4, la base qui sera proposée à l'Angleterre sera l'*uti possidetis*.

Les articles 5 et 6 indiquent jusqu'où s'étend l'état de possession pour la Russie et pour la France.

Par l'article 5, les deux puissances s'engagent à regarder comme condition absolue de la paix avec l'Angleterre « qu'elle reconnaisse la Finlande, la Valachie et la Moldavie, comme faisant partie de l'empire de Russie. »

Elles s'engagent, par l'article 6, à regarder également comme condition absolue de la paix « que l'Angleterre reconnaisse le nouvel ordre de choses établi par la France en Espagne. »

L'article 7, comme l'article 5 qu'il développe, est relatif à la franchise des communications qui doit régner entre les plénipotentiaires respectifs,

précaution deux fois reproduite, qui a quelque chose d'injurieux pour la bonne foi des deux parties entre elles.

Quoique l'article 3 ait stipulé l'engagement de faire reconnaître, par l'Angleterre, la Moldavie et la Valachie comme provinces russes, ce qui importe, à plus forte raison, la même reconnaissance par l'empereur des Français, l'article 8a encore pour objet de déterminer cette reconnaissance d'une manière explicite et spéciale; il est ainsi conçu : « Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, d'après les révolutions et changements qui agitent l'empire ottoman et qui ne laissent aucune possibilité de donner, et par conséquent aucune espérance d'obtenir des garanties suffisantes pour les personnes et les biens des habitants de la Moldavie et de la Valachie, ayant déjà porté les limites de son empire jusqu'au Danube et réuni la Valachie et la Moldavie à son empire, ne pouvant qu'à cette condition reconnaître l'intégrité de l'empire ottoman, Sa Majesté l'empereur Napoléon reconnaît ladite réunion et les limites russes de ce côté portées jusqu'au Danube. » Deux motifs sont, comme on voit, allégués pour justifier cette reconnaissance, un motif d'humanité à l'égard des habitants des deux provinces, et le fait de l'occupation actuelle. Avec de pareilles justifications, quelle usurpation serait impossible ?

Il est bien entendu qu'un tel article doit être tenu secret; aussi le secret est-il recommandé par l'article 9. Ce même article 9 porte de plus que la Russie entamera, soit à Constantinople, soit partout ailleurs, une négociation afin d'obtenir, à l'amiable, si cela se peut, la cession des deux provinces; que la France renonce à sa médiation; que les plénipotentiaires des deux nations s'entendront sur le langage à tenir, afin de ne pas compromettre l'amitié existante entre la France et la Porte, ainsi que la sûreté des Français résidant dans les échelles, et pour empêcher la Porte de se jeter dans les bras de l'Angleterre.

L'article 10 règle les obligations réciproques des deux parties. Il est d'une telle importance que nous devons le citer textuellement. Art. 10 : « Dans le cas où la Porte ottomane se refusant à la cession des deux provinces, la guerre viendrait à se rallumer, l'empereur Napoléon n'y prendra aucune part et se bornera à employer ses bons offices auprès de la Porte ottomane; mais s'il arrivait que l'Autriche ou quelque autre puissance fit cause commune avec l'empire ottoman dans ladite guerre, Sa Majesté l'empereur Napoléon ferait immédiatement

¹ « Napoléon et Alexandre, dit M. Thibaudon, traient eux-mêmes leurs affaires. On ne connaît point d'in-

strument écrit de leurs conventions. On n'a pas même allégué de stipulations secrètes, comme à Tilsitt. »

« ment *cause commune avec la Russie*, devant
« regarder ce cas comme un de ceux de l'alliance
« qui unit les deux empires.

« Dans le cas où l'Autriche se mettrait en guerre
« contre la France, l'empereur de Russie s'engage
« à se déclarer contre l'Autriche, ce cas étant égale-
« ment de ceux auxquels s'applique l'alliance qui
« unit les deux empires. » La dernière clause de cet
article a été évidemment, pour l'empereur Napo-
léon, l'un des motifs principaux de l'entrevue.

Par l'article 11, les deux puissances s'engagent à maintenir l'intégrité des autres possessions de l'empire ottoman, ne voulant ni faire elles-mêmes ni souffrir qu'il soit fait aucune entreprise contre aucune partie de cet empire, « *sans qu'elles en soient préalablement convenues.* » Il nous semble qu'il y a, dans cet article, tout à la fois une concession et une précaution : une concession, car l'empereur Napoléon, après ce coup porté à l'empire turc, n'admet certainement la possibilité d'arrangements ultérieurs que par égard pour la Russie qui en conserve toujours le dessein; une précaution, car si l'hypothèse qu'il redoute doit se réaliser, il ne veut pas qu'elle puisse avoir lieu sans un concert préalable avec lui.

Comme il était naturel de prévoir que les démarches pour rétablir la paix avec l'Angleterre pourraient être infructueuses, les deux puissances convenaient, par l'article 12, de se réunir de nouveau dans le délai d'un an, pour s'entendre sur les opérations de la guerre commune et sur les moyens de la poursuivre avec toutes les forces et toutes les ressources des deux empires. Les nobles alliés eurent tous deux le bon esprit de ne pas se souvenir de cette clause. Il est douteux que les congrès des rois leur soient utiles à eux-mêmes. Ce qui est certain, c'est qu'il viendra un temps où ces congrès seront une calamité pour le genre humain.

De tous les articles de la convention, le plus juste est sans contredit l'article 13. Il porte que les deux empereurs, voulant reconnaître la loyauté et la persévérance avec laquelle le roi de Danemark a soutenu la cause commune, s'engagent à lui procurer un dédommagement pour ses sacrifices, et à reconnaître les acquisitions qu'il aura eues dans le cas de faire durant la présente guerre. Napoléon sera fidèle à ses engagements envers la cour de Copenhague. En 1812, il dépendra de lui d'acheter l'alliance de la Suède moyennant la promesse de lui procurer l'acquisition de la Norvège. Il s'y refusera. L'empereur Alexandre sera moins scrupuleux. Le roi de Suède, qui aurait joint son drapeau au drapeau

français, si Napoléon eût voulu lui faire obtenir la possession qu'il désire, se joindra aux Russes, qui n'hésiteront pas à payer son secours par la dépouille du Danemark. Ce sera la troisième fois que l'empereur Alexandre sacrifiera l'allié de la veille à l'allié du jour.

Le dernier article de la convention porte qu'elle sera tenue secrète pendant l'espace de dix années.

Sur quelques stipulations, le secret absolu est impossible; mais il en est d'autres que même dans trente ans peut-être, le cabinet de Pétersbourg envelopperait volontiers d'un profond mystère. Au reste, le projet d'agrandissement qui ne serait pas supportable à une époque, aurait pu être presque légitime dans une autre. Quand, à l'occident de l'Europe, la France, entraînée de la défense à la conquête, avait fondé un empire qui ne connaissait plus de limites; quand cet empire, sous Napoléon, comprenait non-seulement le territoire enclous entre le Rhin, les Alpes et les Pyrénées, mais le Piémont, la Lombardie et la Toscane; quand il embrassait Naples, la Hollande, l'Espagne et une partie des nations germaniques par la dépendance de rois qui n'étaient que les lieutenants de Napoléon; quand, d'autre part, l'Angleterre envahissait toutes les colonies de la France et de ses alliés, on conçoit que l'empereur de Russie voulût, de son côté, donner à ses possessions une extension outre mesure; c'était, jusqu'à un certain point, un contre-poids nécessaire à l'exagération des forces de l'Angleterre et de la France; mais lorsque la France sera rentrée dans des limites plus étroites que celles de son ancienne monarchie, devra-t-il lui convenir, devra-t-il convenir à l'Angleterre, à l'Allemagne tout entière que la Russie, forte de son isolement, forte de son climat, aille indéfiniment étendre ses domaines vers le Midi, commencer à Constantinople l'invasion par le protectorat, et déployer, sinon son drapeau, au moins ses volontés au passage des Dardanelles? C'est une question qui sera posée un jour. Ce sera aux gouvernements d'alors à la résoudre. Nous ferons une seule remarque : c'est que les successeurs de l'empereur Alexandre ne feront plus tard que ce qu'il a lui-même demandé formellement à faire en 1808.

On aura remarqué peut-être que si, dans la convention qui vient d'être rapportée, l'empereur Napoléon a reconnu toutes les acquisitions de la Russie, les deux principautés et la Finlande, la même reconnaissance n'a pas eu lieu de la part de la Russie pour toutes les acquisitions faites par la France depuis le traité de Tilsit. Il y a bien, à la

* A Tilsit, il a même accepté une partie de la dépouille du roi de Prusse, Byatyslock et son territoire. Nous

venons de le voir, en 1808, enlever la Finlande à la Suède.

vérité, un article qui concerne l'Espagne; mais il n'y en a aucun qui fasse mention de l'Italie. Cette reconnaissance, exprimée sous une autre forme, n'en eut que plus d'intensité et de latitude.

Nous avons aussi déjà fait connaître que, grâce à l'intervention de l'empereur Alexandre pour faire adoucir les conditions imposées à la Prusse, l'empereur Napoléon avait consenti à une remise de vingt millions de francs sur la somme convenue de cent quarante millions. Ce qu'on ignore, c'est que cette remise ne fut pas gratuite.

Soit que, relativement à l'Italie, l'empereur Napoléon n'ait songé qu'après coup à en demander la reconnaissance, qu'il avait pu regarder d'abord comme inutile, soit que la forme dans laquelle il voulait cette reconnaissance parût peu susceptible de trouver place dans un article de traité, une lettre de l'empereur Alexandre, écrite le 14 octobre, par conséquent deux jours après la signature de la convention, répara cette lacune, et, en même temps, révéla de sa part un trait de condescendance de plus aux dépens de S. M. P. Un article du traité de Tilsitt portait que, dans le cas où le Hanovre serait réuni au royaume de Westphalie, il serait cédé en retour une population de quatre cent mille âmes au roi de Prusse. C'est de cet article que l'empereur Alexandre fit l'abandon. Voici sa lettre, que sa brièveté permet de citer tout entière : « Monsieur mon frère, touché de toute l'amitié que Votre Majesté ne cesse de me témoigner en toute occasion, pour lui donner une marque évidente de toute celle que je lui porte, je m'empresse de déclarer à Votre Majesté que *je ne prends aucun intérêt à l'exécution de l'article éventuel du traité de Tilsitt, relatif au Hanovre, et que je veux reconnaître tout ce qu'elle aura décidé sur le sort du royaume d'Étrurie et celui des autres États d'Italie. J'espère qu'elle y reconnaîtra une nouvelle preuve de mes sentiments pour elle.* » Les expressions de cette lettre sont dignes d'attention. L'empereur Alexandre ne se borne pas à reconnaître ce qui, pour le moment, est consommé en Italie; il veut reconnaître, il reconnaît d'avance ce que l'empereur aura ultérieurement décidé; mais ce n'est pas sous ce rapport que la lettre impériale produit l'impression la plus pénible. Que l'empereur Napoléon, pour qui le roi de Prusse n'est qu'un ennemi mal réconcilié, se montre sans bienveillance pour ce prince, et veuille, à son préjudice, agrandir les États du roi de Westphalie son frère, rien de plus simple, et, jusqu'à un certain point, de plus naturel; mais que l'ancien ami de Frédéric-Guillaume, que l'empereur Alexandre invoqué par lui dans le malheur, comme sa dernière espérance, renonce au bénéfice

d'une réserve qui assurait à la Prusse un retour de quatre cent mille âmes dans une hypothèse prête à se réaliser¹; qu'il déclare *qu'il ne prend aucun intérêt à l'exécution de cette réserve*, il y a là une indifférence cruelle, difficile à expliquer dans un caractère que l'on se représente comme ouvert aux sentiments les plus généreux et les plus délicats. L'égoïsme de l'ambition heureuse étouffe la voix de l'amitié, la voix de la pitié même. Peut-être un jour, lorsque l'ambition mal satisfaite sera fatiguée de l'alliance française, ces actes de faiblesse, qu'alors Alexandre se reprochera vivement, seront-ils ce qu'il pardonnera le moins à Napoléon.

Le but que l'empereur des Français se proposait dans l'entrevue d'Erfurt a été atteint; mais atteindre ce but était une obligation qu'il s'était volontairement créée à lui-même, et qu'une ambition moins étendue lui eût épargnée. Dans la politique, tout se tient et s'enchaîne. En plaçant son frère Joseph sur le trône d'Espagne, Napoléon a fait naître la guerre civile dans la Péninsule. L'insurrection espagnole, soutenue, nourrie par l'Angleterre, a encouragé les armements de l'Autriche. De là, pour contenir l'Autriche, tandis qu'il va marcher en Espagne, nécessité pour lui de concours de l'alliance russe et de l'application du cas de guerre exprimé dans cette alliance contre la cour de Vienne; de là ensuite, pour s'assurer de l'activité de la Russie, nécessité de faire à cette puissance une grande concession aux dépens des Turcs. Ainsi c'est l'élévation de Joseph au trône d'Espagne qui coûte à la Porte ottomane la perte des principautés de Moldavie et de Valachie, ou du moins le consentement de Napoléon à l'acquisition de ces principautés par le cabinet de Pétersbourg. Cependant il n'est pas exact de dire, comme l'ont fait plusieurs écrivains, que la proposition de l'entrevue d'Erfurt ait eu pour cause le début malheureux de la guerre d'Espagne, la première parole en avait été prononcée par l'empereur Napoléon avant son départ pour Bayonne, et alors ce qui devait arriver était entièrement inconnu. Soit que l'empereur dût se décider à détrôner les Bourbons, soit qu'il dût se borner à la demande des provinces de l'Èbre, sa raison prévoyait de longues difficultés dans les deux hypothèses, et, à tout événement, devant avoir besoin d'une adhésion au moins passive de la Russie, sa résolution était prise de consentir à l'acquisition des deux principautés par cette puissance, car, dans le cas contraire, il se fût abstenu de se mettre en contact avec l'empereur Alexandre. De toute manière, la

¹ La réunion du Hanovre au royaume de Westphalie eut lieu peu de temps après. Elle était facile à prévoir.

concession devait donc avoir lieu. Seulement, dans le principe, elle était de la part de Napoléon un calcul d'utilité. Par l'effet des circonstances, l'obligation en était devenue impérieuse et presque indispensable.

C'était un événement grave, une nouveauté presque sans exemple ¹ qu'une réunion de deux empereurs. Trois empereurs existent ; un seul est absent, et l'empereur absent est celui qui, depuis dix siècles, était investi de la dignité impériale, quand les souverains de France et de Russie n'étaient que des rois et des czars. D'empereur d'Allemagne devenu empereur d'Autriche, celui qui fut longtemps, et seul empereur, et ensuite le premier, n'est plus, par ordre de date, que le troisième. Son ambassadeur à Paris, M. de Metternich, avait demandé que ce prince pût aussi se rendre à Erfurt, et il l'avait demandé en vain ². Cet ambassadeur aurait désiré pouvoir au moins s'y rendre lui-même, et il n'en avait pas obtenu l'agrément du gouvernement français. En peu de jours la politique autrichienne s'était vue réduite à se modifier singulièrement elle-même. La vive allocution adressée, le 13 août, par Napoléon à M. de Metternich n'avait produit à Vienne qu'une impression peu profonde. Les armements ne s'étaient pas ralentis, mais il en avait été autrement le jour où l'on avait eu connaissance du projet de rencontre des deux empereurs à Erfurt. L'Autriche, qui depuis plusieurs mois n'était occupée qu'à se mettre en état d'attaquer la France dès que le moment en serait favorable, se trouvait à son tour dans le cas de craindre que les empereurs de France et de Russie n'adoptassent, dans leur réunion, des résolutions immédiates contre elle. Il lui importait même de prévenir tout concert éventuel entre eux, et dès lors il n'y avait plus à hésiter ; il fallait changer de mesures et de langage. Ce fut le parti qu'elle se hâta de prendre. La cour de Vienne a un arsenal d'instruments propres chacun à un usage particulier. Accoutumée à menacer quand elle croit pouvoir le faire impunément, à se préparer à la guerre pour l'heure qui deviendra opportune, cette cour tient en réserve des moyens de défense tout prêts, si l'opportunité ne se présente

pas. Elle a même des hommes spéciaux pour ces sortes de circonstances. Tel est M. le baron de Vincent que nous avons déjà vu chargé d'une mission de cette nature à Paris et à Varsovie, et qui est, ainsi que nous l'avons qualifié, l'ambassadeur des explications. Ce fut lui qui reçut ordre de se rendre à Erfurt avec une lettre de l'empereur François II pour Napoléon, lettre datée de Presbourg, le 18 septembre.

L'empereur François écrivait qu'ayant appris la prochaine rencontre des deux empereurs, il saisissait avec empressement l'occasion qui rapprochait l'empereur Napoléon de sa frontière pour lui renouveler le témoignage de l'amitié et de la haute estime qu'il lui avait vouée ; il envoyait auprès de lui son lieutenant général baron de Vincent, pour lui porter l'assurance de ces sentiments invariables. « Je ne flatte, ajoutait ce prince, que V. M. n'a jamais cessé d'en être convaincu, et que, si de fausses interprétations qu'on avait répandues sur des institutions intérieures organiques, que j'ai établies dans ma monarchie, lui ont laissé pendant un moment des doutes sur la persévérance de mes intentions, les explications que le comte de Metternich a présentées à ce sujet à son ministre, les auront entièrement dissipées. Le baron de Vincent se trouve à même de confirmer à V. M. ces détails, et d'y ajouter tous les éclaircissements qu'elle pourra désirer. Je la prie de lui accorder la même bienveillance avec laquelle elle a bien voulu le recevoir à Paris et à Varsovie. Les nouvelles marques qu'elle lui en donnera me seront un gage non équivoque de l'entière réciprocité de ses sentiments, et elles mettront le sceau à cette entière confiance qui ne laissera rien à ajouter à la satisfaction mutuelle. » Cette lettre fut remise à Napoléon par M. le baron de Vincent ³, le 29 septembre. Il n'y répondit que le 14 octobre, c'est-à-dire après la signature de la convention avec l'empereur Alexandre. Deux jours auparavant, le 12, il avait fait connaître aux princes de la confédération du Rhin la lettre même de l'empereur d'Autriche, ainsi que les assurances pacifiques de la cour de Vienne, dont M. de Vincent avait été l'or-

¹ Je ne connais en ce genre que deux faits ayant quelque rapport avec celui-ci, et encore ce rapport est-il éloigné comme l'objet différent : c'est Joseph II voyageant en Crimée avec l'impératrice Catherine, et François II au bivouac de Napoléon.

² « Non giudicando forse i propri eserciti per anche tanto d'ogni cosa in punto da incominciare con bene augurate speranze la guerra, dissimulo l'offesa. » (Marquis de Lucchesini.)

³ Si la patience est une vertu en diplomatie, M. de Vincent peut se vanter d'avoir porté cette vertu plus loin

que qui que ce soit. Dans les soirées libres, il arrivait chez M. de Talleyrand entre neuf et dix heures, moment où celui-ci était dans l'usage de rentrer. M. de Talleyrand arrivait, disait quelques mots, s'asseyait, et, tout en causant, commençait à sommeiller. Nous étions là quelques personnes appartenant au ministère, et nous causions tout bas entre nous. M. de Vincent restait immobile, tenant ferme pour trouver, au réveil, occasion de parler un peu, ou plutôt d'arracher à M. de Talleyrand quelques paroles. Nous nous disions que c'était une rude corvée que celle d'ambassadeur des explications.

gane. En conséquence des promesses faites par cette cour que les milices allaient être renvoyées chez elles, et ne seraient plus rassemblées, qu'aucun armement ne donnerait plus d'inquiétude aux frontières de la confédération; en conséquence surtout du commencement d'exécution de quelques-unes de ces promesses, l'empereur Napoléon témoignait aux princes confédérés que, la tranquillité de leurs États ne paraissant plus devoir être troublée, chacun d'eux pouvait lever ses camps, et replacer ses troupes dans leurs cantonnements ordinaires; mais il leur recommandait en même temps de bien faire comprendre à l'Autriche que, toutes les fois qu'elle ferait des armements inusités, les troupes de la confédération et du Protecteur seraient aussitôt remises en situation hostile.

La réponse de Napoléon à l'empereur François commençait par remercier ce prince de la lettre qu'il lui avait envoyée par le baron de Vincent. « Je n'ai jamais douté, disait-il, des intentions droites de Votre Majesté, mais je n'en ai pas moins craint un moment de voir les hostilités se renouveler entre nous. Il est à Vienne une faction qui affecte la peur pour précipiter votre cabinet dans des mesures violentes qui seraient l'origine de malheurs plus grands que ceux qui ont précédé. J'ai été le maître de démembrer la monarchie de Votre Majesté, ou du moins de la laisser moins puissante. Je ne l'ai pas voulu. Ce qu'elle est, elle l'est de mon aveu. C'est la plus évidente preuve que nos comptes sont soldés et que je ne veux rien d'elle. Je suis toujours prêt à garantir l'intégrité de sa monarchie. Je ne ferai jamais rien contre les principaux intérêts de ses États, mais Votre Majesté ne doit pas remettre en discussion ce que quinze ans de guerre ont terminé; elle doit défendre toute proclamation ou démarche provoquant la guerre. La dernière levée en masse aurait produit la guerre, si j'avais pu craindre que cette levée et ces préparatifs fussent combinés avec la Russie. Je viens de licencier les camps de la confédération. Cent mille hommes de mes troupes vont à Boulogne pour renouveler mes projets sur l'Angleterre. Que Votre Majesté s'abstienne de tout armement qui puisse me donner de l'inquiétude et faire une diversion en faveur de l'Angleterre. J'ai dû croire, lorsque j'ai eu le bonheur de voir Votre Majesté et que j'ai conclu le traité de Presbourg, que nos affaires étaient terminées pour toujours et que je pourrais me livrer à la guerre maritime sans être inquiété ni distrait. Que Votre Majesté se méfie de ceux qui lui parlent des dangers de sa monarchie, troubler ainsi son bonheur, celui de sa famille et celui de ses peuples. Ceux-là seuls sont dangereux :

« ceux-là seuls appellent les dangers qu'ils feignent de craindre. Avec une conduite droite, franche et simple, Votre Majesté rendra ses peuples heureux, jouira elle-même du repos dont elle doit sentir le besoin après tant de troubles et sera sûre d'avoir en soi un homme décidé à ne jamais rien faire contre ses principaux intérêts. Que ses démarches montrent de la confiance, elles en inspireront. La meilleure politique aujourd'hui, c'est la simplicité et la vérité. Qu'elle me confie ses inquiétudes, lorsqu'on parviendra à lui en donner; je les dissiperai sur-le-champ. Que Votre Majesté me permette un dernier mot; qu'elle écoute son opinion, son sentiment : il est bien supérieur à celui de ses conseils. Je prie Votre Majesté de lire ma lettre dans un bon sens, et de ne y voir rien qui ne soit pour le bien et la tranquillité de l'Europe et de Votre Majesté. » Selon quelques écrivains, pointilleux observateurs de la circulerie diplomatique, Napoléon aurait manqué de délicatesse en rappelant à l'empereur François un bienfait déjà ancien, et montré un insolent orgueil dans les avertissements qu'il lui donne pour l'avenir. Il y a là, selon ce qu'il nous semble, une trop chatouilleuse susceptibilité. En général, nous n'apprenons pas plus les correspondances directes des princes entre eux que leurs conférences personnelles, mais dès que Napoléon, d'après un usage qu'il a lui-même rendu plus fréquent, a dû écrire à l'empereur d'Autriche, nous ne trouvons pas que sa lettre, si elle est sévère, ait rien d'offensant ni d'injurieux pour ce prince. Elle est, à notre avis, ce qu'elle doit être de la part de l'homme à qui François II, après la bataille d'Austerlitz, est venu, à son hivar, demander la paix.

Indépendamment des affaires conclues à Erfurt, plusieurs projets furent encore mis on avant qui alors n'eurent point de suite, mais dont quelques-uns furent reproduits plus tard. Telle était la pensée d'affermir l'union des deux empereurs par le mariage de Napoléon avec une grande-duchesse. De qui vint cette pensée? Par qui en fut portée la première parole? Napoléon dira, en 1810, que ce fut par Alexandre. Le fait est douteux, mais qu'importe, puisque entre une grande-duchesse de Russie et une archiduchesse d'Autriche, c'est de Napoléon que dépendra le choix?

Pendant la réunion des deux empereurs, les affaires et les plaisirs marchèrent ensemble. La ville d'Erfurt étant réputée française, l'empereur Napoléon faisait les honneurs de cette résidence à l'empereur Alexandre. Le matin, des revues de troupes, des parties de chasse et, entre autres excursions, une visite aux champs d'Iéna. Tous les jours les deux empereurs dînaient ensemble et tout

jours chez Napoléon. Les autres souverains y étaient invités ¹ tour à tour. Le soir, quelquefois des fêtes à Weimar, et assez fréquemment à Erfurt, spectacle français ², ce qui avait un grand charme pour l'empereur Alexandre et pour tous les autres princes.

Les anecdotes du congrès ne sont pas de notre domaine. Cependant nous ne devons pas taire ce qui est d'ailleurs universellement connu, la courtoisie de l'empereur Alexandre à saisir, au théâtre, une allusion gracieuse sur l'amitié ³ qui l'unissait à l'empereur Napoléon. Je rapporterais une circonstance qui est restée présente à mon esprit, et dont le souvenir mérite d'être conservé. A Weimar, dans un bal donné par le duc, tout était animé, bruyant, tumultueux même, comme s'il n'y avait eu là que des sujets ou tout au plus le souverain de cette petite principauté; et cependant toutes les grandeurs, hors Napoléon, y étaient déjà réunies. Lorsqu'il parut, sa présence s'annonça, d'une extrémité des salons à l'autre, par un moment d'un silence respectueux. Ses pre-

miers égards furent naturellement pour l'empereur Alexandre; mais, ce devoir rempli, au lieu de se rendre là où les rois et les grands-ducs, courtois à leur tour, s'étaient placés pour l'attendre, Napoléon ayant aperçu plus près de lui Wieland et Goethe, s'entretint assez longtemps avec ces maîtres de la littérature allemande avant d'arriver au bataillon ⁴ de souverains. Le talent, ce jour-là, eut le pas sur la royauté. Napoléon seul au monde a pu régler ainsi l'ordre ⁵ des présences. Je remarquai avec plaisir cet hommage rendu au mérite ⁶ personnel. Parmi les princes présents, peut-être y en avait-il plus d'un auquel la leçon n'était pas inutile.

Des historiens allemands et anglais ont vivement reproché à l'empereur Alexandre d'avoir visité, avec Napoléon, le champ de bataille d'Iéna, tombeau de la monarchie d'un prince auquel il avait, deux ans auparavant, juré sur le cercueil de Frédéric une amitié éternelle. Ce reproche nous paraît tenir à une vaine affectation de fausse sensibilité. Quand la guerre a fait place à la paix, la visite d'un champ

taut peu de chose à Erfurt, si c'était quelque chose, que cette princesse et son salon.

¹ Il y avait à Erfurt quatorze rois et trente à quarante princes souverains ou membres de maisons souveraines, vingt-quatre ministres ou ambassadeurs, et environ trente généraux de différents pays. Un jour, le prince de Neufchâtel disait en riant à M. Daru : « Dans toutes les prières ces qui sont ici, il y en a deux que vos réquisitions n'ont pas atteints. — Et quels sont donc, répliqua M. Daru, ces deux princes assez habiles ou assez imprévoyables pour m'avoir échappé? — La princesse de Neufchâtel et le prince de Bénévent. »

² Un jour Charles-Quint, ayant à recevoir beaucoup de grands seigneurs, admit avant eux à son audience l'historien Guicciardini. Le principe est le même; mais Charles-Quint n'avait pas, comme Napoléon, à deux pas de lui, un cercle de rois attendant qu'il vint recevoir leurs hommages.

³ J'ai vu Goethe et Wieland dans l'antichambre de Napoléon, à l'heure de son déjeuner. C'était le moment où l'empereur les recevait, faisant diversion à la politique par la conversation littéraire. Ce fut en quelque sorte au congrès d'Erfurt que commença la querelle des classiques et des romantiques. La tragédie française, dont on donnait des représentations assez fréquentes, fournissait un texte de discussions souvent renouvelées. Wieland et Goethe trouvaient qu'il y avait trop de conventionnel dans notre manière de jouer la tragédie; mais peut-être, de leur côté, allaient-ils un peu trop loin. Talma lui-même, à leurs avis, n'était pas assez près de la nature. L'empereur, appartenant à une génération élevée dans le culte des écrivains des siècles d'Auguste et de Louis XIV, était classique au premier degré. Au reste, en littérature comme en politique, il supportait à merveille la contradiction. MM. Wieland et Goethe reçurent de Napoléon la décoration de la Légion d'honneur.

¹ Ce fut dans un de ces dîners que l'empereur Napoléon dit un de ces mots, piquants par un grand contraste, qui plaisent et qu'on retient parce qu'ils sont naturels. Le prince primat, archevêque de saint-empire romain, homme très-instruit, ayant, dans une conversation sur la bulle d'or, donné une fautive date à son origine, Napoléon releva l'inexactitude et indiqua la date précise. Le prince prit de s'étonner que, sur une question germanique, ce fût l'empereur des Français qui lui donnât une leçon de chronologie. « Rien de si simple, » dit Napoléon, qui commença par convenir qu'il avait, à un haut degré, la mémoire des chiffres; « et d'ailleurs, continua-t-il, quand j'étais lieutenant d'artillerie en second à Valence... » un se regarda, on sourit; l'empereur répéta sa phrase, et raconta comment, jeune officier, isolé, dans une petite ville, il avait deviné tous les livres de la bibliothèque qui s'y trouvaient, ce qui lui avait formé un fonds de connaissances historiques dont le hasard a depuis voulu qu'il se fût bien trouvé.

² Un soir, les tragédiens français donnèrent, à Weimar, la représentation d'une pièce dont le choix nous causa quelque surprise; c'était la *Mort de César*. Malgré ce, sans être injuste envers l'empereur Alexandre, on se rappelait la mort de Paul I^{er}.

³ L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux.

« Le soir, dit M. Thibaudon, chez la princesse de la Tour-Taxis, où se réunissaient les ennemis de la France, Alexandre fit des gorges chaudes de sa courtoisie. « Assurément il se trouvait à Erfurt des ennemis de la France, mais c'étaient des ennemis déguisés et surtout très-discrets. Aucun ne se fit avis de faire des gorges chaudes aux dépens de Napoléon, et ce n'était pas surtout l'empereur Alexandre qui pouvait être assez ingénieux pour commettre la plus porelle imprudence. M. Thibaudon parle encore ailleurs du salon de la princesse de la Tour-Taxis. Il n'imaginait pas combien c'é-

de bataille n'est qu'une étude et une œuvre de science. Si près du théâtre d'une grande action de guerre, il est naturel d'en aller reconnaître le terrain. Les démonstrations ne manquaient pas. Lannes, Berthier¹ et quelques autres militaires du cortège impérial avaient été acteurs dans cette journée. Ici des masses de cavalerie prussienne vinrent se briser contre des carrés d'infanterie française; là des charges de cavalerie française rompirent des carrés prussiens. Là encore rivalisaient d'ardeur et d'habileté. Soult, Lannes, Ney et Murat; ici l'inaction envieuse de Bernadotte laissait à Davoust, réduit à ses propres forces, une immense moisson de gloire. Tels étaient les souvenirs que chaque accident du sol rappelait à Napoléon et à ses compagnons d'armes. Pour l'empereur Alexandre, il y avait là un intérêt d'instruction ou même de simple curiosité, dont il est ridicule de lui faire un crime. Le crime de ce prince à Erfurt n'est nullement d'avoir parcouru les champs où avait été battue l'armée prussienne; c'est d'avoir fait, à sa propre ambition, le sacrifice d'un article de traité qui devait rendre à la Prusse une population de quatre cent mille âmes, avantage considérable pour cette puissance, dans la déplorable situation où elle était descendue.

Avant de quitter Erfurt, les deux empereurs, pour remplir l'objet de l'article 2 de la convention qu'ils venaient de conclure le 12 octobre, signèrent ensemble, ce même jour, une lettre au roi d'Angleterre, par laquelle ils exprimaient à ce prince leur vœu pour le rétablissement de la paix maritime. Cette lettre, que nous ferons connaître plus tard avec le sommaire de la correspondance qu'elle occasionna, fut envoyée au cabinet britannique par les deux ministres des affaires étrangères de France et de Russie. Au lieu de retourner à Pétersbourg avec l'empereur Alexandre, M. de Romanson se rendit à Paris pour suivre, de concert avec le gouvernement français, les communications auxquelles pourraient donner lieu les ouvertures faites à l'Angleterre. Au moment où l'on se préparait à quitter Erfurt il y eut, selon l'usage en de telles occurrences, échange de cordons et de présents², distri-

bués, les uns par l'empereur Napoléon aux principaux personnages de la suite d'Alexandre, les autres par Alexandre à quelques maréchaux et ministres de Napoléon.

Le 14 octobre, l'entrevue fut close par la pièce complémentaire, que nous avons rapportée, relative à la Prusse et aux États d'Italie. L'œuvre était consommée; l'objet de la réunion accompli. De pressants intérêts rappelaient les deux princes dans leurs États. Ils se séparèrent, ce jour même 14 octobre, en se donnant, au départ, les mêmes marques d'affection qu'à leur arrivée. L'affection était-elle en effet aussi vive, aussi sincère? On en a douté. Napoléon, en ce qui le concerne, pouvait être satisfait. Il avait accordé seulement ce qu'il était dans l'intention d'accorder. Ce qu'il désirait obtenir, il l'avait obtenu. Il n'en était pas absolument de même pour l'empereur Alexandre. Sans contredit, ce prince devait s'applaudir que Napoléon eût reconnu, comme provinces russes, la Finlande et les deux principautés; mais sa rêverie dominante était l'entier partage de l'empire ottoman. Sur ce point, les idées de Napoléon étaient loin d'être aussi prononcées que les siennes. Alexandre avait pu même comprendre qu'en adhérent à l'acquisition de deux provinces turques par la Russie, Napoléon croyait lui avoir donné une assez grande preuve de condescendance. Peut-être aussi l'abandon que ce prince avait fait d'une stipulation favorable à la Prusse ne le laissait-il pas sans remords, ou du moins sans quelque regret. On peut donc supposer qu'il n'était content tout à fait ni de Napoléon ni de lui-même. Cependant, si des yeux pénétrants ont cru découvrir que telle était la situation intérieure de son âme, les apparences n'annonçaient au dehors que joie, satisfaction et bonheur. Longtemps il paraîtra vivre des souvenirs d'Erfurt comme auparavant de ceux de Tilsitt. En réalité ce n'était pas pour lui que l'entrevue avait été le moins avantageuse. Les résultats pour son empire seront, en partie du moins, permanents et durables. Tout disparaîtra, pour la France, avec Napoléon.

¹ Aderont Valens et Cecina, monstrabimus pugnae locos : hinc irrupisse legimus agmen; hinc equites curtos; inde circumfusa auxiliorum manus. Tacite.

² Les présents les plus riches étaient ceux de l'empereur Alexandre, Napoléon, piqué peut-être de la différence, dit à l'un de ses ministres : « Donner convenablement, c'est honorer; donner beaucoup, c'est corrompre. » La vérité est que Napoléon cherchait surtout à séduire par ses procédés et par son langage, non à corrompre par des présents. Pendant le séjour que M. de Romanson fit à Paris à la suite de l'entrevue d'Erfurt, comme il désirait voir ce que cette espiale

renferme de plus curieux, M. Daru, en sa qualité d'intendant de la liste civile, lui proposa de le conduire aux Gobelins. L'empereur, dont M. Daru prit les ordres, lui dit de remarquer ce qui frapperait le plus le ministre russe, afin de le lui envoyer le lendemain; mais, modéré dans ses largesses, il fixa une valeur qu'il ne fallait pas dépasser. Deux cette visite aux Gobelins, m'accompagnai M. Daru, le comte de Romanson s'extasia sur la beauté d'une pièce de tapisserie, extrêmement remarquable en effet, et s'y arrêta quelque temps. M. Daru me dit tout bas :

« Tâchez de le faire passer à une autre; cette admiration-là est trop chère. »

Ni la politique ni les plaisirs, ni les préparatifs de la guerre d'Espagne, ni une foule d'objets relatifs à des intérêts privés, ne remplissaient tous les moments de Napoléon à Erfurt. Semblable à un propriétaire qui passe en revue ses richesses, afin de déterminer ce qu'il veut retenir et d'assigner au reste une destination, l'Empereur s'occupe à faire un recensement des valeurs territoriales dont il peut disposer en Allemagne, à examiner la dispensation la plus utile qu'il peut en faire, et le produit qui doit en résulter à son avantage. Nous croyons devoir présenter ici un sommaire de cette espèce de compte¹ qu'il se rend à lui-même, d'abord parce qu'une partie des idées qu'il exprime se réalisera, ensuite parce qu'il n'est pas sans intérêt de savoir ce qu'il y a de principautés disponibles en Europe, et enfin parce que c'est une position inouïe que celle d'un homme, maître de distribuer des provinces par le fait seul de sa volonté, sans concours et même sans consultation amiable avec aucun gouvernement étranger. Je ne présente ici qu'un rapide extrait de la pensée de l'Empereur.

Principauté de Bayreuth. Je la céderai volontiers à la Bavière. En échange des biens domaniaux que renferme cette principauté et qui sont réservés à la France, le roi payerait une somme de quinze millions en quinze séries. La première série commencerait dans l'année qui suivra la paix maritime. De plus, le roi augmentera son armée de deux régiments d'infanterie.

Principauté de Hanau. Elle sera donnée au prince primat. De son côté, il céderait à la France son droit sur l'octroi du Rhin, évalué à 700,000 fr., et la France recevrait en outre une valeur annuelle de 500,000 fr. sur les domaines. Cet arrangement doit procurer au prince primat une augmentation de 500,000 fr. de revenu. Quant aux enclaves détachées de Hanau, il serait juste de les donner au grand-duc de Hesse-Darmstadt.

Ratisbonne. Cette ville avec son territoire passerait à la Bavière, sous la condition, pour le roi, de former une dotation de 5 à 400,000 fr. en domaines, à titre de fief, en faveur du baron de Dalberg, neveu du prince primat. La Bavière céderait de plus une population de 40,000 âmes au roi de Wurtemberg.

Principauté de Fuld. Elle convient au roi de Westphalie, qui augmenterait proportionnellement son armée. La valeur des domaines est de 900,000 fr. Il devrait en revenir 500,000 à la France.

Principauté d'Erfurt. En partant du principe

que les domaines m'appartiennent, elle en renferme pour un revenu de 400,000 fr., ce qui représente six millions de capital. Les enclaves appartenant à cette principauté seraient données aux princes dont le territoire les enveloppe, au duc de Gotha, au duc de Weimar et au roi de Westphalie.

Il y aurait ainsi pour la France à retirer, comme produits de domaines réservés dans les territoires dont elle disposerait, savoir :

Bavière.	15,000,000
Westphalie.	10,000,000
Saxe.	6,000,000
Prinee primat. . . .	6,000,000
	57,000,000

Ce qui ferait à peu près deux millions de rente à distribuer en France ou à garder jusqu'à nouvel ordre pour le cas de besoins pressants de l'État.

Après la distribution des provinces ou villes qui viennent d'être désignées, il ne resterait à la France de disponible en Allemagne que le Hanovre et la Poméranie suédoise.

La ville de Dantzig doit seize millions. Elle propose de payer 5,000,000 par an. Il faut accepter sa proposition.

Sur les 26,000,000 liquidés² comme somme due par la Westphalie, il reste encore 20,000,000 à recevoir. Des arrangements doivent être pris pour que la totalité de la somme soit acquittée en 1812. Quelle situation que celle de l'Empereur se rendant ainsi à lui-même compte des immenses domaines dont il peut disposer au gré de son seul caprice! Quel autre que lui a jamais été en position de se livrer à un pareil monologue!

Parmi les recouvrements qu'il faisait opérer en Allemagne, il faut placer encore celui des créances appartenant à l'ancien Électeur de Hesse. Ce prince avait été longtemps le banquier de presque tous les États germaniques. Ainsi le prince de Waldeck, qui devait à l'Électeur 1,200,000 thalers, ayant consenti à en payer 600,000, son offre fut acceptée. Au nombre des débiteurs de ce prince étaient aussi la Bavière, la Hollande, le Wurtemberg, Bade, Darmstadt, Nassau, les ducs de Mecklenbourg-Schwérin et Strélitz, le prince de Lowenstein et divers autres.

Dans les notes où l'Empereur consignait ainsi ses volontés, on trouve encore que son intention était de faire repasser l'Elbe à la plus grande partie des troupes françaises, de démolir Stralsund et Dantzig. Un jour, en 1811, le rétablissement des fortifications de Dantzig deviendra l'un des pre-

¹ 3 et 5 octobre.

² Convention du 22 avril 1808.

niers textes de ses discussions avec l'empereur Alexandre.

Le séjour de l'Empereur à Erfurt fut aussi marqué par des actes administratifs de diverses espèces. La ville d'Iéna reçut des marques d'une bienveillance particulière. Un décret accorda une dotation à son église catholique ¹, et un autre décret, la possession d'un domaine à son université. Une somme de 500,000 francs fut mise à la disposition du bourgmestre pour être affectée à des objets d'utilité publique.

C'est un décret daté d'Erfurt, le 12 octobre, qui prononça la dissolution de la grande armée.

Deux ² corps de troupes seulement devaient rester en Allemagne, l'un avec le titre d'armée du Rhin, sous les ordres du maréchal Davoust, duc d'Auerstaedt, l'autre avec le titre d'armée du gouvernement des villes anstéatiques, sous les ordres du prince de Ponte-Corvo.

Indépendamment du travail que l'Empereur fait pour lui-même sur l'ensemble de sa situation, il dresse encore les modèles d'après lesquels ses ministres ou ses autres principaux agents doivent lui présenter les comptes de leurs administrations diverses. Ainsi, relativement aux dettes de l'Allemagne envers lui, il charge M. Daru de lui faire connaître, de la manière la plus précise, ce qui lui est dû, notamment par la Saxe, par la Prusse et par la Westphalie; ce qu'on a dû recevoir, ce qui

a été reçu en effet, ce qui doit rentrer plus tard, et à quels termes. Les tableaux dont le projet est donné par l'Empereur, tel qu'il l'a fait préparer à Erfurt, sont admirables de justesse et de clarté. L'homme de la politique et de la guerre le dispute, pour le mécanisme des états de situation, aux calculateurs les plus experts de la banque et de la finance. Par le moyen des tableaux qu'il se fait présenter, et qui tous doivent concorder ensemble, il établit le contrôle de ses ministères les uns sur les autres. Personne n'a jamais dû toucher de plus près que lui à la connaissance rigoureuse de la vérité.

Ce que nous venons d'exposer sur la vie laborieuse de Napoléon à Erfurt doit paraître d'autant plus surprenant, que tous les instants qu'il ne passait pas avec l'empereur Alexandre semblaient avoir dû être envahis par la réception successive des rois, princes et autres personnages de tout rang ³ dont son antichambre était constamment remplie. On ne se lasse point d'admirer combien cet esprit, tout à la fois vaste et mobile, pouvait recevoir d'applications diverses, non-seulement le même jour, mais à la même heure et presque à la même minute. Et cependant cette rare puissance de facultés ne l'a conduit qu'à se perdre lui-même! Éclatant et terrible exemple de l'inévitable instabilité d'un pouvoir irresponsable et sans limites!

¹ Cette église prit le nom de Sainte-Marie des Victoires. Tous les ans, il devait être célébré un service en l'honneur des braves qui avaient péri dans la bataille.

² Décret du 12 octobre.

³ Étant moi-même venu de Berlin à Erfurt, par permission de l'Empereur, je lui demandai une audience, qu'il m'accorda. Il me garda une heure dans son cabinet, m'adressant tour à tour des questions sur des affaires générales et sur mes intérêts personnels. J'ai eu plus tard la preuve que rien de ce que je lui avais dit ne lui avait échappé. Mes fonctions d'administrateur général allant cesser par l'évacuation de la Prusse, l'Empereur me donna le choix d'une préfecture ou de la mission de Carlsruhe, la seule qui fût disponible alors : pour ne

point changer de carrière, je pris cette mission. Comme je me récriais sur son peu d'importance, l'Empereur me dit en riant que j'aurais là beaucoup plus de besogne que je ne pensais, et, entre autres choses, à concilier le grand-duc et la grande-duchesse héréditaires, ce qui ne serait pas facile. Je parvins en effet, grâce au concours de quelques personnes bien intentionnées, à opérer ce rapprochement. Plusieurs enfants sont nés de ce mariage; les filles seules ont vécu. Dans les dernières années de sa vie, le grand-duc, devenu prince régnant, a été dans le cas de rendre justice aux vertus et aux admirables qualités de la grande-duchesse, la princesse Stéphanie, aujourd'hui grande-duchesse douairière de Bade.

CHAPITRE X.

Discours de l'Empereur au corps législatif. — Départ de l'Empereur pour l'armée d'Espagne. — Position des Français et des Espagnols. — Combat de Gamonal et entrée à Burgos. — Défaite des Espagnols à Espinosa et à Tudela. — Retraite de Palafox sur Saragosse. — Passage du défilé de la Somo-Sierra. — Massacre de généraux espagnols par leurs soldats. — Préparatifs de défense à Madrid. — Arrivée de l'Empereur aux portes de cette capitale. — Capitulation de Madrid. — Décret de l'Empereur qui abolit l'inquisition. — Réduction du nombre des couvents. — Suppression des droits féodaux et des douanes intérieures. — Réponse de l'Empereur à la municipalité de Madrid. — Remarque sur cette réponse de l'Empereur. — Fausse direction du ministère de roi Joseph. — Rejet silencieux d'un projet de loi par le corps législatif français. — Mécontentement de l'Empereur sur ce procédé du corps législatif. — Réponse de l'impératrice Joséphine au corps législatif. — Démenti donné par l'Empereur aux paroles de l'impératrice. — Observations sur le langage de l'Empereur. — Acte de clémence de l'Empereur. — Serment du maréchal Saint-Cyr en Catalogne. — Marche du général anglais Moore en Espagne. — Marche de l'Empereur contre l'armée anglaise. — Retraite de l'armée anglaise sur la Corogne. — Bataille devant la Corogne, gagnée par le maréchal Soult. — Embarquement de l'armée anglaise. — Prise de Vigo et du Ferrol. — Siège et prise de Saragosse. — Retour de l'Empereur en France. — Sévérité de l'Empereur envers M. de Talleyrand et Fouché. — Communications faites au gouvernement anglais. — Réponse de l'Angleterre. — Réplique de la France et de la Russie. — Notes de M. Canning à M. de Champagny et à M. de Romanoff. — Conclusion de la paix entre l'Angleterre et la Turquie.

Pour quelque temps la paix continentale est assurée. Napoléon est maître de se livrer tout entier à la guerre d'Espagne. De retour à Paris, il ouvre, le 25 octobre, la session du corps législatif. Dans le discours qu'il prononce à cette occasion, il félicite ce corps de l'assentiment donné par l'opinion de l'Europe aux codes qui ont fixé les principes de la propriété et de la liberté civile, et il s'applaudit, pour la France, des bases du système de finance posées par les dernières lois. « Nous pouvons désormais, dit-il, subvenir aux dépenses que nécessiterait même une coalition générale de l'Europe par nos seules recettes annuelles. Nous ne serons jamais contraints d'avoir recours aux ressources désastreuses du papier monnaie, des emprunts et des arriérés.

« J'ai fait, cette année, plus de mille lieues dans l'intérieur de mon empire. La vue de cette grande famille française, naguère déchirée par les haines intestines, aujourd'hui prospère, tranquille et unie, a sensiblement ému mon âme.... » Après une courte excursion sur l'état des diverses puissances et sur le débarquement des troupes anglaises en Espagne, l'Empereur se réjouit de ce débarquement. « C'est un bienfait particulier de cette providence qui a constamment protégé nos armes, que les passions aient assez aveuglé les conseils

anglais, pour qu'ils renncent à la protection des suers et présentent enfin leur armée sur le terrain.

« Je pars dans peu de jours pour me mettre moi-même à la tête de mon armée, et, avec l'aide de Dieu, couronner dans Madrid le roi d'Espagne et planter mes aigles sur les forts de Lisbonne. » La moitié seulement de sa prédiction s'accomplira. C'est en 1808 que ses prophéties ont cessé d'être infallibles.

« L'empereur de Russie et moi nous sommes venus à Erfurt. Notre première pensée a été une pensée de paix. Nous avons même résolu de faire quelques sacrifices pour faire jouir plus tôt, s'il se peut, les cent millions d'hommes que nous représentons, de tous les bienfaits du commerce maritime. Nous sommes d'accord et invariablement unis pour la paix comme pour la guerre. » L'Empereur, en finissant, annonçait au corps législatif la présentation de différents projets de loi, et entre autres tous ceux qui concernaient le code criminel; il l'informait avec satisfaction que, d'après les comptes des recettes et des dépenses de l'année qui seraient mis sous ses yeux, il ne serait point nécessaire de hausser le tarif d'aucun impôt; que la France n'éprouverait aucune nouvelle charge.

Cette possibilité si essentielle pour l'Empereur de faire la guerre au loin sans augmenter les impôts du pays, est une des circonstances qui, pendant plusieurs années, ont rendu l'état de guerre beaucoup plus tolérable en France qu'il n'eût dû l'être. La guerre portait avec elle ses compensations, la gloire et souvent la richesse. Il est des époques, et celle-là en était une, où les peuples sont moins avarés de leur sang que de leur argent.

On sait d'avance comment le corps législatif répondra au discours de Napoléon; M. de Fontanes continue à être le président de ce corps. Il est heureux pour la flatterie d'avoir un interprète si habile et si délicat. Aussi l'Empereur, qui sent la difficulté de remplacer M. de Fontanes dans cette importante fonction, l'y maintient-il, au mépris des règles, quoiqu'il l'ait déjà nommé grand maître de l'Université impériale.

Après avoir reçu, le 27 octobre, l'adresse du corps législatif, l'Empereur quitta Paris le 29. Le 5 novembre, il était à Bayonne; le 7, à Vittoria. Durant les trois derniers mois, les corps français et espagnols étaient restés en présence sans en venir à aucune action importante. De part et d'autre on avait reçu des renforts. Les Espagnols, au nombre de cent quatre-vingt mille hommes, ainsi du moins qu'ils le prétendaient eux-mêmes, étaient partagés en trois corps qui, depuis les côtes de Biscaye jusqu'à Saragosse, décrivaient un grand cercle, comme s'il ne s'était agi pour eux que d'envelopper les Français et de leur faire mettre bas les armes. La droite était sous les ordres de Palafox; le centre, sous les ordres de Castanos; la gauche, sous les ordres de Blake. Le corps de Palafox se composait surtout d'Aragonais; celui de Castanos, des armées d'Andalousie et de Valence; celui de Blake, de l'armée de Galice et du corps du marquis de la Romana, échappé du Danemark et ramené en Espagne par une escadre anglaise. A ces corps, il faut ajouter l'armée d'Estramadure, armée de réserve, qui, sous les ordres du comte de Belvédère, était venue prendre position à Burgos. L'armée anglaise alors n'était pas encore en état d'agir; elle était disséminée depuis la Corogne jusqu'à Talavera de la Reyna. Arrivé à Vittoria le 8, l'Empereur, dont les dispositions avaient été faites d'avance, commença aussitôt son mouvement. Sa droite était formée des corps des maréchaux Lefebvre et Victor; le centre, du 2^e corps que le maréchal Soult reçut, le 9, des mains du maréchal Bessières, de la réserve de cavalerie commandée par ce dernier maréchal, et de la garde impériale; l'aile gauche, des corps des maréchaux Ney et Moncey. Le 10, le maréchal Soult marcha sur Bur-

gos. En avant de cette ville, au village de Gamonal, il fut accueilli par une décharge de trente pièces de canon; l'infanterie se précipita sur l'ennemi, la cavalerie le chargea vigoureusement et déborda ses ailes; nos troupes entrèrent dans Burgos pélemêle avec les fuyards. L'armée d'Estramadure était détruite en partie et tout entière dispersée; elle laissait entre nos mains son artillerie, ses munitions et un grand nombre de prisonniers. L'Empereur établit son quartier général à Burgos. Le même jour 10, le maréchal Victor poussait vivement devant lui le corps de Blake déjà maltraité par le maréchal Lefebvre; il le battit complètement le 11 à Espinosa. Artillerie, bagages, munitions, tout tomba au pouvoir des Français. Blake atteignit Reynosa le 11, et y rallia sept mille fugitifs découragés et sans armes.

Tranquille sur ces deux points, l'Empereur s'occupa de Palafox et de Castanos, et chargea de la principale direction de cette attaque le maréchal Lannes. Les deux généraux espagnols, divisés dans leurs projets, n'étaient d'accord que dans leur présomption et leur aveugle confiance. Castanos ayant appris l'arrivée de l'armée d'Estramadure à Burgos, avait expédié des ordres au comte de Belvédère pour le faire agir de concert avec lui. Cette armée n'existait déjà plus quand Castanos lui envoyait ses ordres. Cependant ce général ayant, quoique bien tard, reconnu les mouvements opérés par l'armée française, s'était replié sur Tudéla. Son armée, forte de quarante-cinq à cinquante mille hommes, s'étendait de Tudéla à Tarazona. Quarante pièces de canon étaient distribuées sur le front de l'armée espagnole, qui elle-même était répartie sur un trop grand espace de terrain. Cette faute n'échappa point au maréchal Lannes. L'attaque fut en conséquence dirigée contre le centre; la ligne fut bientôt rompue, et le désordre se mit dans tous les rangs. Palafox, qui ne songeait qu'à couvrir Saragosse, se retira précipitamment avec quinze mille hommes et rentra dans cette place. Castanos, avec les débris de son armée, se porta sur Calatayud et passa le Tage peu de jours après. Par suite d'un malentendu entre les maréchaux Ney et Lannes, la bataille de Tudéla ne produisit pas tous les avantages que l'Empereur eut pu en attendre. Un bulletin du 27 novembre résume avec précision les événements que nous venons de raconter. « Le combat de Burgos avait frappé le centre de l'ennemi; la bataille d'Espinosa, la droite; la bataille de Tudéla, la gauche. La victoire a ainsi foudroyé et dispersé toute la ligne ennemie. » Les faits étaient exacts, et tous ces faits étaient l'ouvrage d'une douzaine de jours.

Après avoir porté ces grands coups, l'Empereur

n'avait plus devant lui d'armée qui pût mettre obstacle à sa marche sur Madrid; mais il avait à franchir une barrière posée par la nature, et qui, défendue par une poignée d'hommes intrépides, eût pu être inexpugnable, le passage de la Somo-Sierra. Ce passage était gardé par le général Saint-Jean qui avait douze mille hommes sous ses ordres. Ses dispositions étaient bien faites. Seize pièces d'artillerie, rangées dans le cul du défilé, balayaient tout l'escarpement de la montagne; son infanterie, avantageusement placée sur la droite et sur la gauche, était couverte par des retranchements dans les parties les plus ouvertes de la position. Ce n'était pas le général qui manquait aux soldats; ce furent les soldats qui manquèrent au général. Le 30 novembre, l'avant-garde française arriva au pied de la montagne. Le lendemain à la pointe du jour, quelques bataillons d'infanterie attaquèrent simultanément la droite et la gauche de l'ennemi, tandis que d'autres bataillons s'avancèrent sur la chaussée vers le centre. Sur tous les points le feu était très-vif. Un épais brouillard, mêlé à la fumée de l'artillerie, voilait le théâtre de l'action et l'action même. L'Empereur s'était porté sur le terrain; des boulets tombaient auprès de lui ou passaient sur sa tête. Voyant que l'attaque faisait peu de progrès, et impatient d'un succès disputé, il ordonna aux lanciers polonais de monter la chaussée et d'enlever les batteries espagnoles. Les lanciers s'élançant à sa voix, le premier escadron éprouva quelque désordre, mais ceux qui le suivent l'ayant aussitôt soutenu, ils arrivent au galop sur les batteries et s'en emparent; les Espagnols fuient, abandonnant leurs munitions, leurs bagages et beaucoup de prisonniers. Cette charge des lanciers polonais est un des plus beaux faits d'armes dont jamais la cavalerie ait donné l'exemple. Les restes du corps espagnol, entraînés par la peur jusqu'à Talavera de la Reyna, comblèrent leur honte par le massacre de leur malheureux général. Peu de temps auparavant, le général Pignatelli, du corps de Castanos, avait été égorgé par ses propres soldats, qui, selon l'habitude des lâches, attribuaient leur défaite à la trahison de celui qui les commandait. Castanos lui-même courut un pareil danger. Arrivé à Alcazar del Rey, il remit son commandement au général Lapena, et se rendit à Truxillo avec une escorte qui eut beaucoup de peine à le protéger contre la fureur du peuple que les déserteurs avaient excités contre lui. Bientôt le général Lapena, suspect à ses troupes, sera obligé à son tour de remettre son commandement au duc de l'Infantado. L'anarchie était partout, dans l'armée comme dans le gouvernement. Toutes les junteles étaient divisées entre elles et méconnaissaient l'autorité de

la junte centrale qui s'était réunie à Aranjuez sous la présidence du vieux comte de Florida-Blanca. Cette junte s'était décréditée elle-même en s'occupant bien plus des titres et des traitements de ses membres que de la direction des affaires et des intérêts généraux de l'insurrection. Elle avait décidé que chacun de ceux qui la composaient aurait le titre d'*excellence*, son président le titre d'*altesses*, et le corps en masse celui de *majesté*. Dans les moments de crise, les hommes les plus violents sont ceux qui exercent le plus d'empire. Deux hommes de cette trempe, avides et féroces à la fois, Calvo et Tilly, subjuguèrent leurs collègues et faisaient seuls la loi. Florida-Blanca et Jovellanos tremblaient devant eux. A la nouvelle des désastres des armées espagnoles, la junte s'enfuit d'Aranjuez pour se réfugier à Badajoz. Le 2 décembre, l'empereur Napoléon était devant Madrid.

Même avant l'approche des Français, le plus grand confusion régnait dans cette capitale. Les massacres y avaient commencé, et sur les soupçons les plus absurdes. C'était le règne de la canaille et des moines. Quarante mille paysans qui s'étaient jetés dans la ville, les prêtres et la multitude qui n'a rien à perdre, comprimaient, par la terreur, les propriétaires et les paisibles habitants. Nuit et jour les cloches des couvents et des églises appelaient le peuple à une guerre d'extermination. On dévotait les rues, on élevait des barricades, on crénelait les maisons, on mâtelaient les fenêtres; tout semblait annoncer que, si les Français devaient pénétrer dans Madrid, ils n'y entreraient qu'au milieu de flots de sang et sur des monceaux de cadavres. A son arrivée sur les hauteurs qui dominent la ville, le duc d'Altrie avait, par ordre de l'Empereur, envoyé un officier la sommer de se rendre. Ce parlementaire eut été égorgé sans le dévouement de quelques soldats qui révoquaient les fureurs populaires. Vers minuit, un major espagnol prisonnier fut adressé, avec une seconde sommation, au capitaine général, marquis de Castellar, commandant un corps de six mille hommes, les seules troupes régulières qui fussent dans la place. Castellar, pour gagner du temps, ayant fait une réponse équivoque, l'Empereur comprit qu'il fallait montrer la force pour avoir droit de commander la soumission. Tandis qu'une fausse attaque eut lieu sur un autre point pour partager la défense des assiégés, une batterie de trente pièces de canon fut dirigée contre le palais du Retiro, demeure royale à laquelle se liaient plusieurs autres grands édifices, l'observatoire, un caserno, la manufacture du porcelaine et l'immense palais de Médina-Céli, qui est lui-même une des clefs de la ville. En peu d'instants, la brèche fut praticable.

des voltigeurs s'y précipitèrent, des bataillons d'infanterie les suivirent en bon ordre. Tout fut emporté, occupé en quelques heures. Maîtres du Retiro et de ses dépendances, il était au pouvoir des Français de foudroyer la place. Telle n'était point l'intention de l'Empereur; il ne voulait ni régner lui-même sur des ruines, ni donner une capitale en cendres à son frère. Le 5, à onze heures du matin, le feu cessa sur tous les points à la fois. Une troisième sommation fut faite, et celle-là enfin fut entendue. Vers cinq heures de l'après-midi, le général Morla, membre de la junte militaire, et Bernardo Yriarte, député de la ville, arrivèrent au quartier général de l'Empereur. Morla était ce même général qui, à Cadix, avait livré cinq vaisseaux français à l'Angleterre; qui avait écrit une insolente lettre au général Dupont, et qui, au mépris des engagements contractés, avait retenu les Français comme prisonniers, pour les traiter ensuite avec une cruauté inouïe. Les deux parlementaires demandaient une suspension d'armes pour disposer le peuple à se rendre. « Vous employez en vain le nom du peuple, répondit l'Empereur. Si vous ne pouvez maintenant parvenir à le calmer, c'est parce que vous-mêmes vous l'avez égaré par des mensonges. Rassemblez les curés, les chefs des couvents, les alcades, les principaux propriétaires et que d'ici à six heures du matin la ville se rende, ou elle aura cessé d'exister... Et vous, M. Morla, comment osez-vous demander une capitulation, vous qui avez violé celle de Baylen? Voyez quelle a été la conduite des Anglais, qui pourtant ne se piquent pas d'être de rigides observateurs des droits des nations : ils se sont plaints de la convention du Portugal, mais ils l'ont exécutée. Violer un traité militaire, c'est se mettre sur la même ligne que les Bédouins du désert... Retournez à Madrid. Je vous donne jusqu'à demain six heures du matin. Revenez alors, si vous n'avez à me parler du peuple que pour m'annoncer qu'il est soumis. Sinon, vous serez tous, vous et vos troupes, passés par les armes. C'était le langage de la menace, mais d'une menace que l'Empereur ne pouvait pas vouloir accomplir. Il fallait effrayer,

et il y réussit. Pendant quelques heures encore, l'agitation fut extraordinaire dans la ville; mais le capitaine général Castellar ayant profité de la nuit pour faire partir le corps de troupes qu'il commandait avec son artillerie, la multitude la plus animée et les paysans s'échappèrent à sa suite. A six heures du matin, le général Morla¹ et don Fernando de la Vera vinrent annoncer au prince de Neufchâtel que les habitants paisibles acceptaient avec reconnaissance les propositions de l'Empereur. Le général Belliard, nommé gouverneur de Madrid, en prit possession à dix heures, et fit proclamer un pardon général. La plus sévère discipline fut observée par les Français. Heureux d'avoir évité les maux d'une opiniâtre défense, les habitants se hâtèrent d'en faire disparaître les préparatifs.

Pendant son séjour à Burgos, l'Empereur avait, par un décret du 12 novembre, déclaré ennemis de la France et traitres aux deux couronnes, dix² des principaux personnages du royaume, qui, après avoir prêté serment au roi Joseph, s'étaient joints aux insurgés.

Le 4 décembre, en son quartier général de Madrid, il déclara destitués, comme lâches et comme indignes d'être les magistrats d'une nation généreuse, les membres du conseil de Castille³, pour avoir eu, selon l'expression du décret, la bassesse de proclamer, à la face de l'Europe, qu'ils n'avaient souscrit aux divers actes de renouciation et d'abdication de Charles IV et des divers princes de la famille royale, qu'avec des restrictions intérieures et perfides. Là se bornèrent les rigueurs qui suivirent la victoire. Les autres mesures de l'Empereur étaient dictées par des intentions bienveillantes, mais qui n'étaient pas bien appréciées. Le souvenir n'en doit pas moins être conservé, parce que, si elles n'obtinrent qu'une exécution incomplète et temporaire, la sentence jetée alors, quoique momentanément étouffée, a germé en dépit de tous les efforts contraires, et doit, dans un temps donné, porter infailliblement ses fruits. Là comme ailleurs, par suite de son caractère, de sa position et de son intérêt, l'Empereur, objet de tant d'accusations contraires, était l'apôtre du progrès social et l'instrument de la civilisation.

¹ Ce général ayant ensuite passé au service du roi Joseph, les écrivains anglais ont prétendu qu'il était un traître et un poltron. Nous n'avons nul intérêt à défendre ni son honneur ni son courage; mais, lorsqu'il grossissait les forces espagnoles et invitait les Anglais à venir au secours de cette capitale, nous ne croyons nullement qu'il fût un traître. Castanos, la Romana et autres promettaient aussi aux Anglais l'appui de nombreuses armées qu'ils n'avaient pas. Morla était comme eux; il avait, comme eux, le défaut espagnol de l'exagération.

² Les ducs de l'Infantado, de Híjar, de Médina-Céli, de Ossuna; le marquis de Santa-Cruz, les comtes de Fernand Nunez et d'Alamira; le prince de Castel-Franco; Cevallos, ex-ministre d'Etat, et l'évêque de Santander.

³ Les membres du conseil de Castille, soumis aux ordres du grand-duc de Berg, et ensuite à ceux du roi Joseph pendant la première occupation de Madrid, avaient, après la retraite de l'armée française sur l'Èbre, déclaré nuls et de nul effet les actes d'abdication de Charles IV et de Ferdinand VII.

L'un des décrets rendus le 4 décembre abolissait l'inquisition comme attentatoire à la souveraineté et à l'autorité civile.

Un second réduisait le nombre des couvents, assurait une existence honorable aux religieux qui voudraient renoncer à la vie commune, et faisait servir une partie des biens des cloîtres supprimés à augmenter la portion congrue des curés de campagne.

Un troisième décret supprimait les droits féodaux, toute redevance personnelle, tous droits exclusifs de pêche et autres, toutes banalités de fours, moulins et hôtelleries.

Un quatrième abattait les barrières existantes de provinces à provinces, et transportait les douanes aux frontières.

Enfin, par deux décrets du 12 décembre, l'aliénation de certaines impositions civiles et ecclésiastiques, faite par donation ou toute autre cause, était révoquée, et toute justice seigneuriale était abolie.

Nous passons sous silence une proclamation adressée par l'Empereur aux Espagnols, parce que les sentiments qu'elle exprime se trouvent reproduits dans une réponse qu'il eut occasion de faire quelques jours plus tard à la municipalité de Madrid. L'une des inquiétudes des hommes les plus éclairés fut, en cette circonstance, que l'Empereur, usant du droit de conquête, ne fit de l'Espagne une vice-royauté dépendante de l'empire français. En conséquence, la ville de Madrid, représentée par sa municipalité, par le clergé séculier et régulier, par la noblesse et les diverses corporations, vint supplier Napoléon de leur accorder la faveur « de voir » dans Madrid Sa Majesté le roi Joseph, afin que, » sous ses lois, Madrid, ainsi que tous les lieux de sa » juridiction immédiate, et enfin l'Espagne entière, » jouissent de la tranquillité et du bonheur qu'ils » attendent de la douceur du caractère de Sa Ma- » jesté.

« Enfin Madrid se flatte que la puissance de V. » M. I. le protégera en même temps que votre clé- » mence assurera son bonheur. »

La réponse de l'Empereur n'est pas brève ; mais elle embrasse beaucoup d'objets ; et comme l'émancipation de la nation espagnole est une question qui, avant d'être résolue, doit plus d'une fois agiter l'Europe, nous citerons cette réponse dans toute son étendue. Il est intéressant de connaître ce que l'Empereur offrait à cette nation en 1808, et ce qu'elle a refusé alors ; refus qui ne peut être expliqué que par un seul motif, c'était le don d'une main étrangère et regardée comme ennemie.

« J'agréé, répondit l'Empereur, les sentiments » de la ville de Madrid. Je regrette le mal qu'elle » a essuyé, et je tiens à bonheur particulier d'avoir

» pu dans ces circonstances la sauver, et lui épar- » gner de plus grands maux.

« Je me suis empressé de prendre des mesures » qui tranquillisent toutes les classes de citoyens, » sachant combien l'incertitude est pénible pour » tous les peuples et pour tous les hommes.

« J'ai conservé les ordres religieux en restrei- » gnant le nombre des moines : il n'est pas un » homme sensé qui ne jugeât qu'ils étaient trop » nombreux. Ceux qui sont appelés par une vocation » qui vient de Dieu resteront dans leurs couvents ; » quant à ceux dont la vocation était peu solide et » déterminée par des considérations mondaines, » j'ai assuré leur existence dans l'ordre ecclésiasti- » que séculier. Du surplus des biens des couvents, » j'ai pourvu au besoin des curés, de cette classe la » plus intéressante et la plus utile du clergé.

« J'ai aboli ce tribunal contre lequel le siècle et » l'Europe réclamaient. Les prêtres doivent guider » les consciences, mais ne doivent exercer aucune » juridiction extérieure et corporelle sur les ci- » toyens.

« J'ai satisfait à ce que je me devais à moi et à » ma nation ; la part de la vengeance est faite : elle » est tombée sur dix des principaux coupables ; le » pardon est offert et absolu pour tous les autres.

« J'ai supprimé des droits usurpés par les sei- » gneurs dans le temps des guerres civiles, où les » rois ont trop souvent été obligés d'abandonner » leurs droits pour acheter la tranquillité et le repos » des peuples.

« J'ai supprimé les droits féodaux, et chacun » pourra établir des hôtelleries, des fours, des mou- » lins, des madragues, des pêcheries, et donner un » libre essor à son industrie, en observant les lois » et les règlements de la police. L'égoïsme, la ri- » chesse et la prospérité d'un petit nombre d'hom- » mes nuisaient plus à votre agriculture que les » chaleurs de la canicule.

« Comme il n'y a qu'un Dieu, il ne doit y avoir » dans un État qu'une justice. Toutes les justices » particulières avaient été usurpées et étaient con- » traires aux droits de la nation ; je les ai détruites.

« J'ai aussi fait connaître à chacun ce qu'il pou- » vait avoir à craindre, ce qu'il avait à espérer.

« Les armées anglaises, je les chasserai de la » Péninsule.

« Saragosse, Valence, Séville, seront soumises » ou par la persuasion ou par la force des armes.

« Il n'est aucun obstacle capable de retarder » longtemps l'exécution de mes volontés.

« Mais ce qui est au-dessus de mon pouvoir, c'est » de constituer les Espagnols en nation sous les » ordres du roi, s'ils continuent à être imbus des » principes de scission et de haine envers la France,

» que les partisans des Anglais et les ennemis du
» contigent ont répandus au sein de l'Espagne : je
» ne puis établir une nation, un roi et l'indépen-
» dence des Espagnols, si ce n'est pas sûr de leur
» affection et de leur fidélité.

» Les Bourbons ne peuvent plus régner en Eu-
» rope. Les divisions dans la famille royale avaient
» été tramées par les Anglais. Ce n'était pas le roi
» Charles et le favori que le duc de l'Infantado, in-
» strument de l'Angleterre, comme le prouvent les
» papiers récemment trouvés dans sa maison, vou-
» lait renverser du trône ; c'était la prépondérance
» de l'Angleterre qu'on voulait établir en Espagne :
» projet insensé, dont le résultat aurait été une
» guerre de terre sans fin, et qui aurait fait couler
» des flots de sang. Aucune puissance ne peut exis-
» ter sur le contingent, influencée par l'Angleterre.
» S'il en est qui le désirent, leur désir est insensé,
» et produira tôt ou tard leur ruine.

» Il me serait facile, et je serais obligé de gou-
» verner l'Espagne en y établissant autant de vice-
» rois qu'il y a de provinces. Cependant je ne me
» refuse point à céder mes droits de conquête au
» roi et à l'établir dans Madrid, lorsque les trente
» mille principaux citoyens que renferme cette ca-
» pitale, ecclésiastiques, nobles, négociants, hom-
» mes de loi, auront manifesté leurs sentiments et
» leur fidélité, donné l'exemple aux provinces,
» éclairé le peuple, et fait connaître à la nation que
» son existence et son bonheur dépendent d'un
» roi et d'une constitution libérale, favorable au
» peuple, et contraire seulement à l'égoïsme et
» aux passions orgueilleuses des grands.

» Si tels sont les sentiments des habitants de la
» ville de Madrid, que ces trente mille citoyens se
» rassemblent dans les églises ; qu'ils prêtent de-
» vant le saint sacrement un serment qui sorte
» non-seulement de la bouche, mais du cœur, et
» qui soit sans restriction jésuitique ; qu'ils jurent
» appui, amour et fidélité au roi ; que les prêtres
» au confessionnal et dans la chaire, les négociants
» dans leur correspondance, les hommes de loi
» dans leurs écrits et dans leurs discours, incul-
» quent ces sentiments au peuple. Alors je me des-
» saisirai du droit de conquête ; je placerai le roi
» sur le trône, et je ne ferai une douce tâche de
» me conduire envers les Espagnols en ami fidèle.
» La génération présente pourra varier dans ses
» opinions ; trop de passions ont été mises en jeu ;
» mais vos neveux ne béniront-ils comme votre ré-
» gérateur ; ils placeront au nombre des jours
» mémorables ceux où j'ai paru parmi vous, et
» de ces jours datera la prospérité de l'Espagne.

» Voilà, monsieur le corregidor, ma pensée tout
» entière. Consultez vos concitoyens, et voyez le

» parti que vous avez à prendre ; mais, quel qu'il
» soit, prenez-le franchement, et ne me montrez
» que des dispositions vraies.

Sans doute il y a quelque chose d'élevé dans un
patriotisme, même ignorant et sauvage, qui rejette
un bienfait, parce qu'il vient d'un ennemi victo-
rieux ; mais tel n'est pas tout à fait le motif qui
prédomine en Espagne. Ce qui serait réellement
un bienfait pour le pays tout entier blesse ici tous
les intérêts des nobles et des prêtres, et leur oppo-
sition est facile à comprendre. Quant à la masse de
la population, vassale et esclave plus encore des
prêtres que des nobles, elle n'est pas en état d'ap-
précier le bien qui lui est offert. Pour l'Espagne,
eu fait de liberté, l'Empereur devance le temps ;
il est venu trop tôt.

Nous croyons devoir signaler, dans l'allocution
impériale, deux passages, qui, jusqu'à un certain
point, tiennent l'un à l'autre. Après avoir dit qu'il
ne peut exister sur le continent aucune puissance
qui soit soumise à l'influence de l'Angleterre, l'Em-
pereur parle de la facilité qu'il aurait à établir en
Espagne autant de vice-royautés qu'il y a de pro-
vinces. Auparavant il avait dit : « Ce qui est au-
dessus de mon pouvoir, c'est de constituer les
» Espagnols en nation sous le gouvernement du
» roi, s'ils continuent d'être imbus de prin-
» cipes de scissions et de haine envers la France. »
Ces réflexions ne s'adressaient pas seulement à la
nation espagnole ; elles s'adressaient aussi au roi
Joseph et à ses ministres. Les ministres de ce
prince étaient des hommes de bien et de mérite,
mais ils croyaient pouvoir concilier ce qui était
inconciliable. Ils acceptaient un roi français et pré-
tendaient ne s'occuper que d'un intérêt espagnol,
même quand cet intérêt de l'Espagne ne s'accor-
dait pas avec celui de la France. C'était vouloir
l'impossible. Ce sentiment chez eux s'était mani-
festé dès les premiers moments de l'élévation du
roi ; il avait continué à éclater même après son
expulsion de Madrid, et lorsqu'il ne pouvait y ren-
trer que par le secours des armées françaises.
» La différence entre les ministres du roi et le
» bord éclairé de l'insurrection, écrivait l'ambas-
» sadeur Delaforêt, n'est que dans le choix du mo-
» narque. Je les crois attachés au roi Joseph par
» honneur, par conviction, par patriotisme même ;
» c'est bien sur sa tête qu'ils veulent la couronne,
» mais ils la veulent à des conditions qui séparent
» complètement les intérêts de l'Espagne de ceux
» de la France. » La remarque était vraie. Cette
prétention impolitique du ministère espagnol est
une des causes qui nuiront le plus à la marche gé-

* Lettre de Vittoria, le 29 août.

nérale des affaires. L'erreur n'était pas particulière au cabinet de Madrid; elle était commune à ceux de Hollande et de Naples. Les frères et le beau-frère de Napoléon ont la simplicité de croire qu'une fois intronisés ils peuvent avoir une existence indépendante de la sienne. En suivant ce fatal système, les imprudents contribueront à sa perte et ne se sauveront pas.

L'autorité du roi Joseph était comme suspendue. L'empereur ne se pressait point d'expliquer s'il confirmerait la cession qu'il lui avait faite de la couronne d'Espagne. La partie éclairée de la nation craignait une réunion à l'empire français. L'effet de cette crainte n'était point défavorable. L'Empereur la laissa subsister quelque temps. Ce n'est que le 22 janvier 1809 que le roi Joseph, qui résidait au Prado, à trois lieues de Madrid, fera son entrée dans cette capitale.

Nous aurons à citer plus tard quelques-unes des nombreuses lettres que l'Empereur écrivit sur les affaires intérieures de la France pendant sa courte résidence à Madrid¹. Mais nous croyons devoir rapporter à présent, et placer à sa véritable date, un trait remarquable d'irritation de sa part contre le corps législatif.

Tandis qu'en Espagne il offre à une nation ignorante et superstitieuse une extension de liberté trop forte pour elle, et qu'elle n'accepte pas, en France il comprime les élans même accidentels d'une liberté entravée qui fait effort pour se dégager de quelques-uns de ses liens, et dont le réveil, loin d'être dangereux pour lui, ne pourrait que lui être utile. Après le combat de Burgos, premier succès de la campagne, l'Empereur écrivit au corps législatif, le 12 décembre, qu'il lui envoyait douze drapeaux² enlevés à l'ennemi dans la même quinzaine pendant laquelle il avait présidé à l'ouverture de la session. Il ne se doutait pas que, dans le moment même, ce corps, jusqu'alors si soumis, faisait un léger essai d'indépendance. Depuis plusieurs années, l'union entre tous les pouvoirs de l'État était parfaitement affirmée, en ce sens que tous marchaient à la voix d'un seul. Grâce à la bonne administration des finances, le budget offrait peu de prise à la censure. Après ou avant le budget, la question la plus importante, le vote des hommes, ayant été, comme nous l'avons exposé précédemment, transportée au sénat, c'était presque uniquement de pure législation que les députés des départements avaient à s'occuper, et les projets de

loi, ne leur arrivant qu'après avoir passé au creuset d'un conseil d'État aussi éclairé qu'habile, étaient presque toujours adoptés sans aucun signe de dissidence. Les projets soumis dans cette session au corps législatif étaient pour la plupart relatifs au code criminel. Soit désapprobation réelle de l'un de ces projets, soit, de la part d'un certain nombre de députés, désir de montrer au gouvernement qu'il existait dans ce corps un noyau d'opposition avec lequel il devait compter, un des projets présentés, quoique accueilli par la majorité dans le vote public, fut repoussé au scrutin par cent vingt-cinq boules noires. Ce fait, qui eût été peu digne d'attention dans un bon système représentatif, avait un véritable caractère de gravité dans l'ordre de choses existant. L'Empereur en fut vivement frappé. Il témoigna son mécontentement à l'archichancelier Cambacérès, par une lettre datée d'Aranda de Duero, le 27 novembre. Comme nous aurons dans un instant à improuver un autre acte de l'Empereur, nous devons, pour être justes, citer ici cette lettre qui, la première phrase exceptée, nous paraît plutôt digne d'éloge que de blâme. « Le corps législatif, » écrivait l'Empereur, est composé de beaucoup » d'individus qui voudraient se rendre importants, » et qui, ayant essayé la révolution, se supposent » encore en assemblée nationale. » Nous pensons que les membres qui formaient le corps législatif méritaient peu ce reproche, et l'Empereur eût pu le leur épargner. Il continuait ainsi : « Aucune loi » n'est parfaite. Le Code Napoléon lui-même, qui » cependant produit tant de bien, est loin de l'être. » Pourquoi, au lieu de donner leur voix par scrutin contre la loi, ne demandent-ils pas un comité secret dans lequel chacun donnerait son opinion ? » On saurait, par le procès-verbal, s'ils ont tort ou raison ; mais rejeter une loi sans donner de motifs, c'est montrer peu de zèle, peu d'amour du bien et peu de considération pour moi. Trouvent-ils à cette loi de grands inconvénients ? Ils doivent demander à la discuter, dans un comité secret, » comme le permettent les constitutions, et faire connaître ce qu'ils lui reprochent. » Sur ce point il serait difficile de ne pas de l'avis de l'Empereur. Lorsqu'un projet de loi rencontre une opposition qui doit aller jusqu'à cent vingt-cinq voix, pourquoi en effet le corps législatif, toujours maître de se former en comité secret, ne s'y livre-t-il pas à une libre discussion de ce projet ? Serait-ce qu'on craint d'être signalé comme ayant une autre

¹ L'Empereur n'habitait pas Madrid même. Il s'était établi, dès le 2 décembre, au château de Chamartin, à que lieue de cette capitale. Il ne faisait à Madrid que des apparitions.

² M. Philippe de Ségur, qui avait été grièvement blessé en prenant part à la charge des lanciers polonais au passage de la Somo-Sierra, reçut l'honorable mission de présenter ces drapeaux au corps législatif.

opinion que celle du gouvernement ? Nous sommes honteux d'être réduits à une telle supposition. Il y aurait donc eu encore de la lâcheté même dans une fausse démonstration d'indépendance ! Ou n'aurait été brave qu'au scrutin !

Cependant le corps législatif, à la réception de la lettre de l'Empereur qui lui annonçait l'envoi de douze drapeaux, lui avait voté une adresse de remerciement. En même temps, une députation était chargée de porter à l'impératrice Joséphine ses félicitations sur les victoires remportées en Espagne. L'impératrice répondit à cette députation qu'elle « était très-satisfaite que le premier sentiment de » l'Empereur, après la victoire, eût été pour le corps » qui représente la nation. » Cette réponse fut publiée par tous les journaux, le Moniteur excepté ; apparemment le conseil des ministres, présidé par l'archichancelier, ou n'avait pas lui-même approuvé cette réponse, ou avait prévu qu'elle ne plairait pas à l'Empereur. Ce silence du Moniteur servit de prétexte à Napoléon pour démentir la réponse attribuée par les autres journaux à l'impératrice ; et, à cette occasion, voulant punir dans le corps législatif, en le rabaisant, une velléité maladroitement d'indiscipline, il développa une étrange théorie sur la nature de son propre gouvernement. « Sa Majesté » l'impératrice n'a point dit cela, portait un article inséré au Moniteur le 13 décembre ; elle connaît trop bien nos constitutions, elle sait trop bien que le premier représentant de la nation » c'est l'Empereur, car tout pouvoir vient de Dieu » et de la nation.

« Dans l'ordre de nos constitutions, après l'Empereur est le sénat ; après le sénat, le conseil d'État ; après le conseil d'État, le corps législatif. » S'il y avait, dans nos constitutions, un corps représentant la nation, ce corps serait souverain, les autres corps ne seraient rien, et ses volontés seraient tout....

« La convention, même le corps législatif, étaient représentants ; telles étaient nos constitutions alors. Aussi le président disputa-t-il le fauteuil au roi. Nos malheurs sont venus en partie de cette exagération d'idées.... Ce serait une prétention chimérique et même criminelle de vouloir représenter la nation avant l'Empereur.

« Le corps législatif, improprement appelé de ce nom, devrait être appelé conseil législatif, puisqu'il n'a pas la faculté de faire des lois, n'en ayant pas la proposition....

« Dans l'ordre de notre hiérarchie constitutionnelle, le premier représentant de la nation est l'Empereur, et ses ministres, organes de ses décisions, la seconde autorité représentante est le sénat ; la troisième est le conseil d'État, qui a de

» véritables attributions législatives ; le conseil législatif à la quatrième rang.

« Tout rentrerait dans le désordre, si d'autres idées constitutionnelles venaient pervertir les idées de nos constitutions monarchiques. »

Dans ce langage de l'Empereur, il y a une doctrine de pouvoir dont tous les gouvernements qui l'ont suivi ont plus ou moins fait usage, les uns en la proclamant sans détour, les autres, en tâchant de la mettre en pratique sans la professer ouvertement. Ainsi, sous la restauration, on n'a pas dissimulé que c'était au rôle de conseil législatif qu'on eût voulu réduire la chambre des députés ; ainsi, depuis que les chambres ont été associées à l'initiative des lois, ne pouvant leur contester le droit de proposition, on cherche à le rendre nul. C'est là un esprit, à tort ou à raison, commun à presque tous les gouvernements ; mais, quant au fond des questions soulevées par l'Empereur, ses définitions n'étaient rien moins qu'exactes, même avec l'organisation qui existait alors. Le sénat ne représentait la nation que par un droit usurpé, le vote de la conscription. Le conseil d'État ne faisait que préparer des projets. L'Empereur avait beau dire, le corps qui représentait de plus près la nation était celui qui votait la loi, surtout l'impôt, et ce vote appartenait au corps législatif.

Malgré l'amnistie accordée aux Espagnols à l'entrée de nos troupes dans Madrid, l'Empereur fut sur le point de faire un acte de sévérité qui n'eût pas été une violation de cette amnistie. Lorsque les Français occupaient déjà le palais du Retiro, les jardins d'Atocha, le Prado, la porte d'Alcala et plusieurs autres ; lorsque le feu des Espagnols avait cessé partout, un seul poste continuait à tirer sur nos soldats ; ce poste était celui de la porte de Fuencarral, et le commandant de ce poste était un émigré français, le marquis de Saint-Simon¹. Livré à une commission militaire, M. de Saint-Simon avait été condamné à être fusillé. Ces mesures de rigueur, hors le cas d'une nécessité absolue, étaient peu dans le caractère de l'Empereur. La fille du marquis de Saint-Simon vint implorer la grâce de son père, et la grâce fut accordée.

En même temps que l'Empereur avait fait passer l'Ébre à son armée, le général Gouvion Saint-Cyr était entré en Catalogne à la tête du 7^e corps. Cet habile guerrier, qui a écrit ses campagnes comme il savait les faire, offre des leçons instructives aux hommes qui veulent étudier la science de la guerre. Nous n'avons qu'à énoncer des résultats. Le premier fut la prise de Roses, prise importante,

¹ Le marquis de Saint-Simon, grand d'Espagne, était entré au service de cette puissance depuis l'insurrection.

attendu qu'elle privait les Anglais d'un entrepôt facile pour fournir des secours aux insurgés. Après la reddition de cette place, le général Saint-Cyr battit, à Cardadeu, l'armée espagnole commandée par le marquis de Vivès; il débloqua Barcelonne où était enfermé le général Duhesme par qui il fut habilement secondé; ensuite il attaqua de nouveau la même armée espagnole ralliée au pont de Molino del Rey, sur la rive droite du Llobregat, position formidable qu'elle fut forcée d'abandonner pour se retirer en désordre dans les montagnes. Dans ces diverses affaires, les troupes italiennes avaient rivalisé d'audace et d'intrépidité avec les Français. Actif à poursuivre ses avantages, Saint-Cyr, après sa double victoire, s'avança jusque sous les murs de Tarragone; mais le grand nombre de postes qu'il avait à garder ne lui laissait pas assez de forces disponibles pour entreprendre le siège de cette place. Le marquis de Vivès, coupable d'avoir été vaincu, fut destitué du commandement et jeté dans un cachot. En entrant à Tarragone, il avait failli être massacré par la populace qui l'accusait de trahison ou d'impéritie. C'était le sort qui attendait alors tous les généraux espagnols.

Cependant l'Empereur, maître de Madrid, maître du nord de l'Espagne et d'une partie du centre de ce royaume, ne voyant plus d'armée espagnole devant lui, n'avait pour le moment que deux objets qui appelaient son attention immédiate, le siège de Saragosse et l'armée anglaise. Le siège de Saragosse était, selon lui, une affaire de calcul d'artillerie. C'était donc de l'armée anglaise qu'il fallait d'abord s'occuper.

L'armée anglaise en Portugal aurait pu, aussitôt après la convention de Cintra, marcher au secours de l'Espagne. Le cabinet de Londres ne connut pas le prix du temps : il perdit deux mois; Napoléon n'avait pas perdu un jour. Le gouvernement anglais avait cassé les trois généraux qui avaient tour à tour, et en vingt-quatre heures, commandé son armée; il en confia enfin le commandement à sir John Moore. Ce fut le 6 octobre seulement qu'il fit connaître ses intentions à ce général. Il lui laissait la liberté de porter son armée en Espagne, soit par mer, soit par terre, et le prévenait qu'un corps de dix mille hommes, sous les ordres de sir David Baird, était envoyé directement d'Angleterre à la Corogne. Sir John Moore, pour faciliter sa marche, divisa son armée en plu-

sieurs colonnes. Il franchissait la frontière du Portugal le 11 novembre, c'est-à-dire, au moment où l'armée française qui, la veille, avait battu une armée espagnole à Burgos, en battait une autre à Espinosa. Le 13, l'armée anglaise était à Salamanque. Une tête de division s'avança jusqu'à l'Escorial. De son côté, le corps de sir David Baird, débarqué à la Corogne, s'était porté à Astorga. Sir John Moore, informé de la déroute des armées d'Estramadure et de Galice, ne pouvait plus prétendre qu'à secourir Castanos. Il se hâta de faire quelques dispositions dans ce dessein; mais bientôt la perte de la bataille de Tudela l'obligea à les changer. Alors c'est à Madrid qu'on l'appelle pour couvrir cette capitale qui doit faire une longue et vigoureuse résistance. A peine a-t-il commencé quelques mouvements dans cette direction nouvelle, que la prise de Madrid vient l'obliger à des mouvements contraires. Déjà, augurant mal de l'issue de la campagne, il avait songé à préparer sa retraite, et, bien convaincu qu'il n'était plus en son pouvoir de vaincre, il songeait du moins à conserver son armée; mais il existait en Espagne des commissaires¹ anglais dont quelques uns, partageant les rêveries espagnoles, provoquaient sir John Moore aux entreprises les plus téméraires. Malgré sa prudence, ce général crut devoir prouver que ce n'était pas l'audace qui lui manquait; il résolut de se porter sur Burgos, pour couper les communications des armées françaises avec la France. S'étant mis en marche sur Valladolid, il surprit à Ruéda un poste de cinquante Français, et intercepta une lettre du prince de Neuchâtel au maréchal Soult. En prenant lui-même la direction de Madrid, l'Empereur avait détaché le maréchal Soult avec le 2^e corps pour surveiller l'armée anglaise. Sir John Moore, quoiqu'éclairé par la lettre interceptée sur l'impossibilité d'accomplir son projet, s'imagina qu'il pourrait du moins battre le 2^e corps avant que l'Empereur fut à portée de le secourir. Le 30 novembre, il réunit presque toutes ses forces au nombre de vingt-cinq mille hommes, avec l'intention d'attaquer le maréchal Soult à Saldaña. Le maréchal, qui n'avait que quinze ou seize mille hommes sous la main, prit sur lui de changer la direction des troupes qui allaient être compromises, et avertit l'Empereur de sa position. L'Empereur reçut cet avis le 21; il était le 22, avec cinquante mille hommes, au pied de la Guadarama. La grêle, la pluie, la neige se joignaient aux autres difficul-

employées par les jantes à l'armement et à l'équipement des insurgés. Plusieurs écrivains anglais prétendent que ces foudres n'ont pas toujours été fidèlement appliqués à cette destination.

¹ Ces commissaires étaient M. Frère, ancien ambassadeur à Madrid, dont nous avons eu précédemment à parler. M. Stuart et lord Bentinck. M. Frère était arrivé d'Angleterre avec des sommes considérables, destinées à être

tés naturelles pour rendre ce passage impraticable. Il ordonna de vaincre l'obstacle, et l'obstacle fut vaincu. Dès que sir John Moore apprit que l'Empereur avait quitté Madrid, il renouça aussitôt à son projet d'agression contre le maréchal Soult, et commença son mouvement de retraite sur la Corogne. L'Empereur, précipitant sa marche, espérait trouver encore les Anglais à Valdéras. Il arriva douze heures trop tard. L'Ezla était passé.

A partir de ce moment, il devenait difficile d'atteindre les Anglais, qui, portant la dévastation sur leur passage, brûlant les magasins, rompant les ponts sur les rivières, créaient pour l'armée française, outre les embarras et les contrariétés qu'ils rencontraient eux-mêmes, d'autres embarras qui n'existaient pas pour eux. Les écrivains de cette nation ont pris soin de peindre des plus noires couleurs le désordre et l'insubordination de l'armée, les excès de tout genre, pillage, incendie, commis par les soldats anglais contre les habitants, et les vengeances cruelles exercées par les habitants contre les soldats anglais, les brutalités de l'ivrognerie, vice national, dit Walter Scott, l'abandon des bagages, des hôpitaux, des blessés, et enfin tous les maux causés par les troupes anglaises ou éprouvés par elles. Nous ne pourrions rien ajouter à leurs récits. Toutefois cette retraite fut funeste à deux de nos généraux. Le général Le-fevre Desnoettes, qui, pour faire une reconnaissance, s'était aventuré au delà d'une rivière avec quelques cavaliers, s'étant trouvé en présence d'un corps considérable, eut son cheval tué sous lui, et, ne pouvant repasser la rivière, fut obligé de se rendre. Un autre fut frappé mortellement d'une balle en chargeant l'ennemi avec une ardeur peut-être imprudente, et sa perte fut sentie par toute l'armée : c'était le général Auguste Colbert¹, brillant officier, remarquable encore parmi ceux que l'on distinguait le plus, l'un de ces hommes auxquels la guerre doit nécessairement ou la mort des héros ou les premiers grades militaires.

L'Empereur ne jugea pas à propos d'aller plus loin qu'Astorga. Il chargea le maréchal Soult, auquel il donna vingt-cinq mille hommes, de poursuivre les Anglais jusqu'au lieu de leur embarquement, et, pour parler son langage, « de les jeter » dans la mer l'épée dans les reins. Lui-même il revint à Valladolid. L'ordre était en bonne main et fut dignement exécuté. Nous ne nous arrêterons pas sur les détails de la marche des deux corps. Les historiens anglais ont prétendu qu'à Lago, sir John

Moore s'était arrêté et avait présenté la bataille au maréchal Soult, qui ne l'avait pas acceptée. Le maréchal Soult ne pouvait pas livrer bataille avec sa seule avant-garde; mais lorsque le lendemain, son corps d'armée étant arrivé en partie, il se disposait à combattre, les Anglais avaient disparu. Il ne lui fut possible de les joindre que devant la Corogne. Là, sir John Moore ayant pris une position forte en avant de la ville, le maréchal Soult n'hésita pas à engager une action qui fut vive et meurtrière, et que termina seule l'obscurité de la nuit. Les deux principaux chefs de l'armée anglaise furent frappés. Sir David Baird eut un bras emporté par un boulet. Atteint aussi d'un boulet, sir John Moore honora le terme de sa retraite par une mort glorieuse. Dans la nuit, le général Hope, trompant l'armée française par des feux allumés sur sa ligne, quitta la position où l'armée venait de combattre, et la fit rentrer dans la Corogne, pour monter aussitôt sur les bâtiments qui l'attendaient. Le jour venu, le maréchal Soult cherchait en vain l'ennemi; il fit jeter aussitôt quelques bataillons dans les faubourgs de la ville; une batterie avantageusement placée maltraita plusieurs bâtiments qui furent obligés de rentrer dans le port. Le 17 janvier au soir, le convoi anglais était hors de la vue de la rade. Un détachement, resté dans la citadelle, ne fit voile que le 18. On trouva dans la place plusieurs milliers de fusils, et des munitions que les Anglais n'avaient pas eu le temps de détruire. Ne pouvant emmener leurs chevaux, ils leur avaient coupé les jarrets. Douze à quinze cents encombraient les rues et infectaient la ville. Tel fut le triste dénouement d'une expédition dont le gouvernement britannique avait dû attendre un autre résultat. Suivant les écrivains anglais, il ne s'embarqua pas à la Corogne plus de quinze à seize mille hommes. A la vérité ils prétendent que sir John Moore n'avait amené que vingt mille hommes de Portugal, ce qui formait un total de trente mille hommes, en y comprenant le corps de sir David Baird. La fortune poursuivit même sur mer cette malheureuse armée; l'escadre anglaise et les bâtiments de transport furent dispersés par la tempête. Une partie fit naufrage. Ceux qui résistèrent furent éparés sur une grande étendue de côte, depuis Landsend jusqu'à Douvres. Une épidémie meurtrière régnait sur les vaisseaux. A peine débarqués, officiers et soldats se rendaient à l'hôpital. Le spectacle qu'offrirent à l'Angleterre ces tristes débris, fit éclater contre l'infortuné sir John Moore une foule d'accusations portées jusqu'à

¹ Deux généraux Colbert existent encore. Auguste était le plus jeune des trois frères; mais les deux autres, trop

estimables eux-mêmes pour être jaloux, voyaient volontiers en lui leur aîné.

l'injustice et à la calomnie. Les Français l'avaient jugé avec plus d'indulgence. Quelques-uns de ses compatriotes ont depuis fait beaucoup d'efforts pour le justifier des torts qu'on lui avait imputés; mais peut-être à leur tour se sont-ils, pour l'exécuter, montrés trop rigoureux dans leur opinion sur les Espagnols. Ils ont présenté et la junte générale et presque toutes les autres juntas comme corrompues, avides, vénales¹ et souvent aussi lâches qu'elles étaient présomptueuses, n'ayant d'autre patriotisme qu'une haine brutale contre les Français, haine qui n'avait pas même le mérite de la durée, mais qui s'éteignait et se rallumait avec la même promptitude; ils ont présenté la nation tout entière, chefs et soldats, comme exagérant sans cesse leurs forces au delà de toute mesure, et déprimant dans la même proportion celles de leurs adversaires, comptant souvent les défaites pour des victoires, et promettant chaque jour l'appui assuré d'armées de vingt ou trente mille hommes, là où il n'en existait pas six mille. Un historien français serait accusé d'une partialité odieuse; s'il portait, dans ses jugements sur les diverses classes de la nation espagnole, une partie seulement de la sévérité que montrent sans scrupule les écrivains anglais, et qu'ils justifient par d'innombrables preuves.

Outre la Corogne, le Ferrol et Vigo se rendirent au maréchal Soult. Le Ferrol renfermait huit vaisseaux de ligne, plusieurs frégates et corvettes, une artillerie immense et des munitions de toute espèce. Dans ces villes, c'était le menu peuple qui faisait la loi aux autorités civiles et militaires. Pour le plus grand nombre des habitants, les Français étaient des libérateurs.

Il n'en était pas de même dans une autre ville d'Espagne, devenue célèbre par l'admirable opiniâtreté de sa résistance. A Saragosse, tout était peuplé; toutes les classes, bon gré, mal gré, étaient devenues peuple, toutes combattaient avec la fureur du désespoir. Parler de se rendre eût été un crime puni de mort à l'instant même. Le siège de cette place, renouvelé aussitôt après la bataille de Tudela, suivait son cours pour se terminer par une reddition plus ou moins prompte. Afin d'en accélérer le moment, l'Empereur en confia la di-

rection au maréchal Lannes. Dans les temps anciens on ne combattait que pour la liberté et pour la patrie. A ces deux sentiments il faut ajouter toute la puissance du fanatisme religieux, si l'on veut se former une idée de l'acharnement avec lequel les assiégés disputaient chaque pouce de terrain, faisant tour à tour de chaque maison une forteresse nouvelle. Le triomphe de la force, ou plutôt de la science et de l'art, ne peut pas être éternellement contesté. Le moment vint où il fallut se soumettre². Le maréchal Lannes n'accorda point de capitulation; il imposa la loi. Dix-sept mille hommes de troupes régulières posèrent les armes, mais plus de soixante mille hommes avaient pris part à la défense. Les moines ailleurs ne faisaient guère que prêcher l'assassinat; à Saragosse, ils étaient braves, on les voyait aux premiers rangs; ils savaient mourir. Cependant il se trouva un évêque et des prêtres pour remercier le ciel du succès des armes françaises. C'était une victoire, il est vrai, mais de ces victoires qui sont fatales aux vainqueurs.

Cependant l'Empereur qui, le 6 janvier, s'était rendu d'Astorga à Valladolid, avait, durant son séjour dans cette dernière ville, reçu des députations de la municipalité de Madrid et de tous les conseils ou autres autorités qui le suppliaient de rendre le roi Joseph à cette capitale et à l'Espagne. La demande en avait été signée par environ vingt-huit mille pères de famille ou autres principaux habitants. L'Empereur avait accueilli ces députations avec bienveillance, il avait consenti à leur demande, et n'avait rien négligé pour rendre l'opinion publique favorable à la royauté nouvelle.

Après dix jours de résidence à Valladolid, l'Empereur était parti³ brusquement, et c'était pour rentrer en France. La précipitation de son départ fut un sujet de surprise, et on lui a cherché une cause imprévue, comme si un éclair soudain était venu briller à ses yeux et lui révéler un grand mystère. Ce prétendu miracle d'une illumination soudaine est une pure réverie. En Espagne pour le moment, vu la rigueur de la saison et l'éparpillement des divers corps d'armée, il n'y avait pour l'Empereur ni un grand coup à porter, ni

est loin d'indiquer une pareille inquiétude. A Valladolid, il supprima un couvent de dominicains, parce qu'on avait trouvé dans ce couvent le corps d'un Français assassiné. Ensuite il fit venir tous les moines des autres couvents, et leur adressa un discours très-vif sur les devoirs que la religion leur imposait. MM. de Beausset et Bédouville étaient seuls auprès de lui; les moines étaient au nombre de quarante: supposez au milieu d'eux un seul fanatique; l'Empereur était à sa discrétion.

¹ Un tel jugement, qui pouvait être vrai à l'égard de certains individus, est évidemment injuste en ce qui concerne des corps nombreux plus ou moins inhabiles dans leurs actes, mais dont les intentions étaient patriotiques et pures.

² Le 21 février.

³ L'Empereur partit à franc étrier, et fit près de vingt-cinq lieues de poste en six heures. On n'a pas manqué de dire qu'il ne voyageait avec tant de rapidité que dans la crainte de quelque attentat contre sa vie. Sa conduite

une grande érise qui dut le retenir. D'autres intérêts, qui, même au milieu de cette guerre, ne cessaient de l'occuper, pouvaient souffrir de son éloignement de la France. Rien de plus simple et de plus naturel que son retour.

Depuis le jour où, à Erfurt, l'Empereur avait reçu les protestations pacifiques de la cour de Vienne, il n'avait pas cessé, tout en affectant de croire à ces hypocrites assurances, d'avoir les yeux attachés sur cette cour dont les armements étaient devenus moins ostensibles, mais n'avaient pas été un seul moment interrompus. Plus que jamais la capitale de l'Autriche était le point central de toutes les haines réunies contre la France, haines envieuses de cabinet contre la puissance française, haines de dynasties séculaires contre la dynastie d'un jour, haines de toutes les médiocrités contre le génie, haines de la noblesse immédiate qui regrettaient ses ridicules souverainetés et de la noblesse féodale que Napoléon frappait chaque jour dans quelque partie de l'Europe. Par ses décrets de Madrid, l'Empereur ne s'était pas borné à l'affranchissement de la nation espagnole, il avait aussi, par des décrets pareils, datés de cette même ville, le 12 décembre, aboli les sergents et tous les droits qui en dérivent dans le grand-duché de Berg et de Clèves, dans les principautés d'Erfurt, de Fulde et de Beyreuth. Ainsi, au fond même de la Péninsule, il poursuivait encore l'oligarchie allemande. Indépendamment des haines germaniques, c'était aussi à Vienne que se rassemblaient les pensionnaires les plus actifs de l'Angleterre sur le continent. Battue en Espagne par Napoléon, l'Angleterre, par son or et ses intrigues, lui faisait à Vienne une guerre plus heureuse. C'était là aussi que tous les Russes antifrancs venaient donner libre cours à une animosité qui, jusqu'à un certain point, était obligée de se contraindre à Pétersbourg. « Il faut, disait-on hautement dans les salons autrichiens, que tout ambassadeur de France soit accablé sous le poids de la haine vouée au nom français. » L'expression était juste. C'était effectivement l'éclat du nom français qui blessait les yeux jaloux de toutes les aristocraties européennes; c'était la grandeur piébéenne d'un peuple de braves qui irritait ces fausses grandeurs reçues par héritage, et forcées de pâlir devant la noblesse du mérite réel; c'était enfin le combat, destiné à durer si longtemps, des deux principes qui divisent le monde, le privilège et l'égalité. On conçoit combien les premiers revers des armes

françaises en Espagne, les seuls qui eussent encore terni les aigles de Napoléon, avaient dû enflammer toutes ces passions ennemies et contre sa personne et contre la France elle-même. On avait compté sur les succès de l'insurrection; cette confiance étant trompée, on n'en était que plus exaspéré contre le vainqueur; on n'en proclamait qu'avec plus d'insolence la nécessité d'arrêter ce torrent¹ qui dévastait le monde entier. Enfin à Vienne en 1808, c'était la même exaltation, la même frénésie qu'à Berlin en 1806. L'Empereur avait jugé la guerre inévitable; le moment de l'explosion ne pouvait même pas être bien éloigné. La plupart de ses vieilles troupes étant dans la Péninsule, il lui fallait, pour d'autres chances, rassembler, disposer une autre armée. Sa présence alors était donc plus nécessaire à Paris qu'en Espagne. Le 25 janvier, il recevait aux Tuileries tous les grands corps de l'État, et reprenait le cours de ses travaux, unissant de nouveau, selon son usage, les soins de la paix et les préparatifs de la guerre.

De toutes les entreprises de Napoléon, celle qui, avec raison, avait trouvé le moins de sympathie en France, était l'établissement de l'un de ses frères sur le trône d'Espagne. Quelque brillants, quelque rapides qu'eussent été, dans sa courte campagne, les triomphes de l'Empereur, des signes d'improbation sur les causes de la guerre et sur ses dangers futurs s'étaient laissés remarquer, non-seulement dans des salons essentiellement ennemis, mais même dans des salons amis ou neutres. Deux hommes, cher lesquels jusqu'alors il n'avait guère existé de points de contacts, s'étaient rapprochés par cette identité de sentiments, MM. de Talleyrand et Fouché. Le premier avait cessé d'être ministre, mais il était encore grand dignitaire; le second continuait à être ministre de la police générale. On citait de M. de Talleyrand quelques mots que peut-être il n'avait pas dit tous; de Fouché, des indiscrétions plus fortes, dont il était très-capable. Le rapprochement seul de deux hommes, que séparaient tant de disparates essentielles, eût pu, jusqu'à un certain point, en étendant un peu la limite des interprétations fâcheuses, paraître une sorte de conspiration. L'Empereur n'en porta pas un jugement aussi défavorable. Toutefois il était très-mécontent, et son humeur avait besoin de s'épancher. Peu de jours après son arrivée, il fit appeler dans son cabinet l'archichancelier Cambacérès, l'architrésorier Lebrun, M. de Talleyrand,

¹ Au milieu de ce déchaînement de colère, un homme d'un esprit plus calme disait à un adversaire de Napoléon : « Prenez garde ! si vous voulez l'empêcher d'être

si torrent, il deviendra volcan; si vous voulez comprimer le volcan, il se fera tremblement de terre. »

Fouché et le ministre de la marine, Decker. Il semble que ce dernier eût été admis à cette réunion secrète, afin que les détails n'en fussent pas ignorés des autres membres du ministère. L'Empereur, après des réflexions générales sur les devoirs de tout grand dignitaire d'un État, de tout fonctionnaire qui prend part à la haute direction des affaires d'un gouvernement, sur l'obligation qui leur est imposée de mettre la plus grande réserve dans leur conduite, la plus grande mesure dans leur langage, laissa bientôt éclater son ressentiment contre les deux personnes dont il croyait avoir à se plaindre. Il reprochait à M. de Talleyrand d'avoir, devant lui, gardé le silence sur des mesures qu'ensuite il aurait improuvées hors de sa présence; il reprochait à Fouché de sacrifier la popularité du chef de l'État à la sienne, de caresser tous les partis pour se faire partout des partisans. Il disait à tous deux : « Vos honneurs, vos biens, à qui les devez-vous ? à moi seul. Comment pouvez-vous les conserver ? par moi seul. Regardez en arrière, examinez votre vie passée.... Et vous tramez des complots ! Il faut que vous soyez aussi insensés qu'ingrats pour croire que tout autre que moi fut assez fort pour vous soutenir. S'il survenait une révolution nouvelle, quelque part que vous y eussiez prise, elle vous écraserait ! des premiers. » Chez l'Empereur, la colère était éloquent. Quelquefois elle était prolixe et à dessein. Il semblait vouloir épuiser toutes les formes du blâme, comme pour bien constater qu'à ses reproches il n'y avait pas de réponse possible. Pendant que l'Empereur parlait, les trois témoins de cette scène et les deux personnages intéressés demeurèrent également silencieux; il les congédia sans s'expliquer sur ses intentions définitives, après avoir appuyé, à plusieurs reprises, sur la nécessité de faire des exemples pour contenir les intrigants et les factieux. Le soir, Cambacérès et Lebrun retrouvèrent l'Empereur aussi calme qu'ils l'avaient vu le matin emporté et violent. Fouché resta ministre, M. de Talleyrand grand dignitaire; mais ce dernier était en outre grand chambellan; il perdit cette place. C'était peut-être trop ou trop peu. Cependant il sortait de là une assez forte leçon. M. de Talleyrand frappé, personne ne pouvait plus se croire invulnérable.

Tandis que l'Empereur Napoléon combattait en Espagne, son ministre des affaires étrangères, M. de Champagny, de concert avec le ministre des affaires étrangères de Russie, qui s'était rendu en France, avait eu avec le gouvernement anglais des communications dont le résultat ne servit qu'à faire con-

naître combien les puissances en guerre étaient loin de pouvoir s'entendre. Voici la lettre que les deux empereurs avaient écrite d'Erfurt, le 12 octobre, à S. M. B. :

« Les circonstances actuelles de l'Europe nous ont réunis à Erfurt. Notre première pensée est de céder au vœu et aux besoins de tous les peuples, et de chercher, par une prompte pacification avec Votre Majesté, le remède le plus efficace aux malheurs qui pèsent sur toutes les nations. Nous en faisons connaître notre désir à Votre Majesté par cette présente lettre.

« La guerre longue et sanglante qui a déchiré le continent, est terminée sans qu'elle puisse se renouveler. Beaucoup d'échanges ont eu lieu en Europe; beaucoup d'États ont été bouleversés. La cause est dans l'état d'agitations et de malheurs où la cessation du commerce maritime a placé les grands peuples. De plus grands changements encore peuvent avoir lieu, et tout contraire à la politique de la nation anglaise. La paix est donc à la fois dans l'intérêt des peuples du continent, comme dans l'intérêt des peuples de la Grande-Bretagne.

« Nous nous réunissons pour prier Votre Majesté d'écouter la voix de l'humanité en faisant taire celle des passions, de chercher, avec l'intention d'y parvenir, à concilier tous les intérêts, et par là garantir toutes les puissances qui existent et assurer le bonheur de l'Europe et de cette génération à la tête de laquelle la Providence nous a placés.

» NAPOLEON, ALEXANDRE. »

En transmettant cette lettre au ministère anglais, M. de Champagny et M. de Romanson avaient ajouté que L.L. MM. II. étaient disposées à adopter la base de l'*uti possidetis* précédemment proposée par l'Angleterre elle-même, ou toute autre base fondée sur la justice, la réciprocité et l'égalité qui doivent régner entre toutes les grandes nations.

Le ministre des affaires étrangères à Londres en 1808, M. Canning, n'était pas alors l'homme qui depuis a menacé tous les pouvoirs absolus du déchaînement des intérêts et des passions populaires; c'était l'homme de la guerre à mort contre la France, l'instrument de l'orgueil aristocratique contre les innovations françaises, et surtout contre la grandeur acquise à la France par l'énergie de sa révolution.

À la première communication des ministres de Russie et de France, M. Canning répondit par des lettres du 28 octobre, à chacune desquelles était jointe une note uniforme renfermant l'expression

¹ La prédiction ne s'est réalisée que pour l'un des deux.

officielle des intentions du gouvernement anglais. Après un préambule d'une nature peu conciliante sur les malheurs des nations continentales, malheurs que S. M. B. se félicitait de n'avoir pas à se reprocher, cette note portait que les intérêts de la couronne de Portugal et ceux de S. M. Sicilienne étaient confiés à la protection de S. M. B.; que Sa Majesté était aussi engagée avec le roi de Suède par des stipulations qui unissaient leurs conseils pour la guerre et pour la paix; qu'à la vérité S. M. B. n'était encore liée avec l'Espagne par aucun acte formel, mais qu'elle avait contracté avec cette nation, à la face de l'univers, des engagements non moins sacrés et qui, dans l'opinion de Sa Majesté, la liaient autant que les traités les plus solennels.

« Sa Majesté suppose donc, disait en finissant M. Canning, qu'en lui proposant des négociations pour la paix générale, les relations subsistant entre elle et la nation espagnole ont été clairement prises en considération, et que l'on a entendu que ce gouvernement agissant au nom de Ferdinand VII serait partie dans les négociations dans lesquelles Sa Majesté est invitée à entrer. »

Indépendamment de cette note, commune aux ministres des deux empires, M. Canning, dans sa lettre particulière à M. de Romasof, expliquait l'impossibilité où se trouvait S. M. B. de répondre personnellement à la lettre de l'empereur de Russie, puisque c'eût été reconnaître des titres qu'elle n'avait pas reconnus. »

Les lettres et la note de M. Canning arrivèrent à Paris le 31 octobre, deux jours après le départ de l'Empereur pour l'armée d'Espagne. La réplique dut nécessairement être retardée¹; elle ne fut expédiée que le 25 novembre.

M. de Champigny relevait légèrement le début peu ménagé de la note anglaise. « S'il était vrai, répondait ce ministre, que les maux de la guerre ne se fissent sentir que sur le continent, il y aurait sans doute peu d'espérance d'arriver à la paix. »

« Les deux empires s'étaient flattés qu'on ne se serait pas mépris à Londres sur le but de leur

« démarche. Le ministère anglais l'aurait-il attribué à faiblesse ou besoin, lorsque tout homme d'état impartial reconnaitra, dans l'esprit de modération qui l'a dictée, le caractère de la puissance et de la véritable grandeur?... Comment le gouvernement français peut-il considérer la proposition qui lui est faite d'admettre à la négociation les insurgés espagnols? Qu'aurait dit le gouvernement anglais, si on lui avait proposé d'admettre les catholiques insurgés d'Irlande? La France, sans avoir traité avec eux, a eu aussi avec eux des rapports, leur a fait souvent des promesses, et souvent leur a envoyé des secours. Une telle proposition devait-elle trouver place dans une note où l'on devait avoir pour but, non d'irriter, mais de chercher à se concilier et à s'entendre? Du reste, le ministère français déclarait que l'Empereur était prêt à admettre dans la négociation les alliés de l'Angleterre, soit le roi qui règne au Brésil, soit le roi qui règne en Suède, soit le roi qui règne en Sicile, et il rappelait qu'entre grandes puissances il n'y a de paix solide que celle qui est en même temps égale et honorable pour toutes. »

La réponse de M. de Romasof n'était pas moins précise que celle du ministère français. Après avoir répété que l'admission des rois alliés de l'Angleterre ne pouvait être l'objet d'aucune difficulté, ce ministre y joignait la même réserve dans les termes suivants : « Ce principe ne s'étend pas du tout à ce qu'il faille y admettre les plénipotentiaires des insurgés espagnols. L'empereur ne le peut pas. Son empire, dans des circonstances analogues, et l'Angleterre peut s'en rappeler une particulière, a été fidèle au même principe. De plus, il a déjà reconnu le roi Joseph Napoléon. Il a annoncé à S. M. B. qu'il était uni avec l'empereur des Français pour la paix comme pour la guerre, et S. M. I. le répète ici. Elle est résolue de ne pas séparer ses intérêts de ceux de ce monarque; mais tous les deux ils sont prêts à conclure la paix, pourvu qu'elle soit juste et égale pour toutes les parties. »

Au moment où ces réponses parvenaient à Londres, le ministère anglais pouvait encore compter

jet de réponse : « Vous pouvez, disait-il à son ministre, passer deux ou trois jours à vous consulter avec M. de Romasof. Vous ferez paroir ensuite un courrier intelligent, qui répandra que l'Espagne est soumise ou près de l'être. »

¹ Apparemment le ministre de Russie avait fait un premier projet de réponse, qui ne fut pas remis, car nous lisons dans une lettre de l'Empereur, datée de Madrid du 7 décembre : « J'approuve la note de M. Romasof; je trouve les changements qu'il a faits très-avantageux. »

¹ Le traité de paix et d'alliance, entre l'Angleterre et le gouvernement agissant au nom de Ferdinand VII, ne fut signé que le 14 janvier 1809.

² L'Empereur reçut, le 5 novembre, à Tolosa, la note de M. Canning. Il écrivit, ce même jour, à M. de Champigny : « Ce soir, je coucherai à Vittoria; demain ou après-demain, je vous enverrai ma réponse au ministre anglais. » Il paraît qu'il eut devoir différer un peu sa réponse, afin de laisser parler les événements. Ce fut seulement le 18 qu'il adressa, de Burgos, un pro-

sur les succès de son armée en Espagne; mais il avait surtout une grande confiance dans la levée de boucliers qui se préparait en Autriche. Sans contredit, la cour de Londres était fondée à vouloir faire entrer, dans les négociations, la question espagnole; mais demander, pour préalable à l'ouverture même des négociations, l'admission des plénipotentiaires des insurgés, c'était vouloir emporter la question avant son examen, et rendre la négociation impossible. Tel était effectivement le but du ministre britannique, et il se hâta de la faire connaître.

Une nouvelle note de M. Canning à M. de Champagny révéla sans délai cette intention. Ce ministre, dont le langage avait été au moins inconvenant, affecta de trouver, dans celui du ministre de France, le prétexte d'un reproche qu'il avait lui-même beaucoup mieux mérité. « Il lui était ordonné », disait-il, de ne pas relever les choses et les expressions insultantes pour Sa Majesté, pour ses alliés et pour la nation espagnole, dont abondait la note de M. de Champagny. » Cette simulation de susceptibilité était ridicule; mais ces querelles du fornio ont peu d'importance. Le passage décisif de la seconde note de M. Canning était celui-ci : « Sa Majesté est déterminée à ne pas abandonner la cause de la nation espagnole » et de la royauté légitime d'Espagne; et la prétention de la France d'exclure de la négociation le gouvernement central et suprême, agissant au nom de S. M. C. Ferdinand VII, est telle que Sa Majesté ne pourrait l'admettre sans acquiescer à une usurpation qui n'a rien de comparable dans l'histoire du monde. »

La substance de la note adressée à M. de Romasoff était la même; en voici le paragraphe le plus remarquable : « S. M. B. ne peut concevoir » par quelle obligation de devoir ou d'intérêt, ou par quel principe de politique russe, S. M. I. » peut s'être trouvée forcée de reconnaître le droit que s'est arrogé la France de déposer et d'empêcher les souverains ses amis, et de s'attribuer à elle-même la souveraineté sur des nations loyales et indépendantes. Si tels sont les principes auxquels l'empereur est attaché, poursuivait le ministre britannique, Sa Majesté voit avec regret une détermination qui doit aggraver et prolonger les maux de l'Europe. » Il était évident que les communications entre les deux empereurs et le gouvernement anglais ne pouvaient aller plus loin. Ce dernier gouvernement se hâta lui-même d'annoncer, par une déclaration du 13 décembre, que les ouvertures qui lui avaient été faites n'avaient pu aboutir à aucune négociation, et il ne dissimulait pas qu'il faisait cette publication afin que les puissances qui pourraient être disposées à la

guerre fussent bien assurées qu'elles pouvaient compter sur son concours. « Si, parmi les nations qui préservent contre la France une indépendance douteuse et précaire, il s'en trouve qui, même en ce moment, balancent entre la ruine certaine qui résultera d'une inaction prolongée et les dangers incertains d'un effort pour échapper à cette ruine, la perspective trompeuse d'une paix entre la Grande-Bretagne et la France ne manquera pas d'être singulièrement funeste à ces nations. Le vain espoir du retour de la tranquillité publique que pourraient ébranler leurs résolutions. » Ce danger n'existait pas pour l'Autriche, qui, d'avance, connaissait suffisamment les vues du cabinet britannique; mais c'était un engagement public du plus pris par l'Angleterre, et cette déclaration ne laissa pas de donner une nouvelle force aux excitations de ses partisans à Vienne.

Depuis la paix de Tilsitt, le parti anglais à Constantinople n'avait cessé d'employer tous ses efforts pour indisposer le divan contre la France, en assurant que Napoléon avait, par des engagements formels, sacrifié les intérêts de la Porte ottomane à sa nouvelle liaison avec la Russie; on citait même de prétendus articles qui exprimaient ces engagements. Malgré ces insinuations, l'empereur, dans l'année qui vient de s'écouler, était parvenu à empêcher la reprise des hostilités entre les deux puissances, et, jusqu'à l'entrevue d'Erfurt, il avait pu, avec vérité, démentir les imputations élevées contre lui. L'entrevue et la convention d'Erfurt avaient changé cette situation. Si les Turcs n'en eurent pas une exacte connaissance, l'intimité seule des deux empereurs était pour eux de mauvais augure, et leur avait rendu l'alliance française justement suspecte. Cependant un agent britannique envoyé auprès du divan, M. Paget, avait échoué dans ses démarches. Ce n'est pas que, de son côté, la Sublime Porte se piquât de fidélité envers la France. La difficulté roulait sur les conditions du rapprochement. Les Turcs prétendaient à des indemnités, et ils se montraient exigeants dans leurs demandes. M. Paget s'était retiré sans rien conclure. Le mérite de cet arrangement était réservé à un autre ministre, que le hasard seul y fit intervenir.

L'envoyé britannique à Vienne, M. Adair, que nous avons vu partir de cette capitale dans les premiers jours du mois de mars, avait pris sa route par Trieste, d'où il s'était rendu à Malte. Peu de jours après son arrivée, le pacha des Dardanelles fit connaître à l'amiral Collingswood, qui se trouvait dans ces parages, que le cabinet ottoman n'était pas éloigné de rétablir ses rapports avec l'Angleterre. L'amiral eût pu dès lors profiter de la circonstance pour conclure un armistice. M. Adair

lui en donna l'idée, et lui proposa de traiter en son nom. Celui-ci ne crut pas devoir accéder à sa proposition. C'était un devoir pour M. Adair d'informer son cabinet des bonnes dispositions que l'on devait supposer aux Turcs d'après l'ouverture faite par le pacha des Dardanelles; il le fit; mais, ayant bientôt après trouvé l'occasion d'un bâtiment qui retournait en Angleterre, il s'embarqua lui-même pour Londres. Dans l'intervalle, le ministère avait reçu ses lettres, et lui avait envoyé à Malte des pleins pouvoirs. M. Canning lui proposa de repartir et d'aller travailler à la réconciliation de son gouvernement avec la Turquie. M. Adair ne partageait point les opinions politiques de M. Canning. Ami

* Dans le mois d'octobre.

de M. Fox et de lord Howick, c'était par eux qu'il avait été employé à Vienne. Cependant il ne crut point devoir rejeter la mission qui lui était offerte. Il retourna dans la Méditerranée et se présenta aux Dardanelles; mais on refusa de le recevoir. Sur ce refus, il alla ¹ s'établir dans l'île de Ténédos, et là se mit, quoiqu'avec assez de peine, en communication avec les ministres du Grand Seigneur. Les Turcs voulaient de l'argent, beaucoup d'argent ². On se débattit quelque temps sur la quotité, mais on finit par s'entendre. La paix fut signée le 3 janvier 1809. Ce n'était pas un allié de plus pour l'Angleterre; c'était un allié de moins pour la France.

² Ce sont les mots mêmes que m'a dits M. Adair, en me parlant de cette négociation.

CHAPITRE XI.

AFFAIRES INTÉRIEURES.

Complément de l'organisation de l'université impériale. — Nomination de M. de Fontanes comme grand maître de l'université. — Idées de Napoléon sur la dignité des fonctions de professeur. — Sagesse de certaines vues de l'Empereur. — Réflexions de l'Empereur sur l'école de Compiègne. — Encouragement à la fondation de bourses dans les lycées. — Opinion actuelle sur les inconvénients d'une haute instruction dans les rangs inférieurs du peuple. — Compte présenté par l'Institut du progrès des connaissances dans les vingt dernières années. — Efforts de l'Empereur pour la destruction de la mendicité. — Opinion de l'Empereur sur la compétence des conseils généraux de département. — Attention soutenue de l'Empereur à presser les travaux publics de tout genre. — Sollicitude de l'Empereur pour le commerce. — Encouragement pour la culture de l'indigo et du coton. — Fêtes données à l'armée dans sa marche pour l'Espagne. — Honneurs rendus aux rédacteurs du code civil. — Madame de Staël et madame de Chevreuse. — Bons procédés de l'Empereur envers la première femme de Jérôme Bonaparte. — Questions de finances. — Charges produites pour le trésor par la création de royaumes nouvelles. — Marine française. — Lutte du trésor contre l'agiotage. Pari hasardeux gagné par le trésor contre l'agiotage. — Raisons de l'Empereur pour ne pas adopter le système financier de l'Angleterre. — Situation financière de la France et de l'Angleterre en 1808.

Suivant un usage honorable et bien entendu, le ministre de l'intérieur présentait au corps législatif, le 2 novembre, un exposé de la situation de l'empire. Ces exposés réunis formeraient seuls, en quelque sorte, un résumé de l'histoire du gouvernement impérial. Ce sont sans contredit des documents instructifs et utiles à consulter, mais leur forme oratoire atteste trop qu'ils sont moins un récit qu'un panégyrique. Nous serons plus près de l'exacte vérité en considérant l'Empereur dans les mesures qu'il discute et dans les ordres qu'il donne sur chacune des parties diverses dont se compose le tableau annuel présenté au corps législatif. L'Empereur ne perdra pas à cet examen.

L'une des œuvres les plus graves de 1808 est l'organisation de l'université impériale. Nous avons, en 1803, fait connaître¹ les idées et les projets de l'Empereur relativement à l'instruction publique. En 1806, l'établissement d'un corps enseignant a été ordonné par une loi. C'est en 1808 que le gouvernement achève son ouvrage. Par un décret du 17 mars, « l'enseignement public dans tout » l'empire est confié *exclusivement* à l'université ; « aucune école ne peut être formée sans l'autori-

» sation du chef de l'université impériale. » L'institution subsiste encore; seulement elle vient de perdre le droit exclusif dont elle avait été investie. Ce droit exclusif, suivant le gouvernement impérial, se fondait sur l'importance de l'*unité*. « L'instruction publique, disait ce gouvernement, est » destinée à indiquer le bien et à signaler le mal ; » elle triomphera d'autant plus sûrement que ses » forces seront concentrées dans l'unité de but et » de moyens... L'université aura la force de l'unité, sans partager avec elle des inconvénients des » anciennes institutions... Libre dans l'usage de » tous les bons moyens de transmettre les connaissances humaines et de les étendre, elle ne s'apercevra de sa dépendance de l'autorité publique » que dans le cas où elle s'égarerait en exerçant » une action contraire à l'intérêt public et au bon » ordre de la société. » Le décret qui établissait l'université impériale créait, en même temps, une magistrature élevée, un ministère d'une haute influence : c'était la fonction du chef de cette institution, sous le titre de grand maître. Cette place nouvelle était un appât offert non-seulement à l'ambition des individus, mais à celle des opinions rivales qui se trouvaient en présence à la cour de l'Empereur. Deux partis surtout s'y disputaient la

¹ Histoire de France, tome 1^{er}.

prédominance, le parti philosophique auquel restaient attachés tous les amis éclairés de la révolution, et le parti anti-philosophique ou religieux, composé d'hommes qui, malgré leur préférence pour la monarchie ancienne, ne demandaient pas mieux que de prendre rang dans la monarchie nouvelle, en favorisant le retour aux formes du passé et l'extension indéfinie du pouvoir. Le héros du parti religieux était M. de Chateaubriand; son métaphysicien, M. de Bonald; son metteur en œuvre, le courtisan, poète, orateur adroit, M. de Fontanes. Chacun des deux partis avait son candidat. Celui du parti philosophique était le chimiste Fourcroy, homme d'un mérite éminent, qui déjà, par ses travaux, avait rendu de grands services à l'instruction publique. Les titres ne furent pas pesés. Ce fut M. de Fontanes qui l'emporta. On se tromperait cependant si on jugeait, d'après ce choix, les sentiments de l'Empereur. Sa pensée n'était ni rétrograde ni même stationnaire. Nous en trouvons la preuve dans les notes particulières qu'il dicta pour faire connaître quel était son but dans la fondation de l'université. Après s'être occupé de la partie, pour ainsi dire, matérielle de l'institution, l'Empereur ajoutait : « Dans la situation ¹ présente des choses, un homme de talent et de bonnes mœurs établit-il une école, cette école a la vogue et la mérite. Survient-il quelque malheur à ce particulier, l'instruction se trouve arrêtée sur-le-champ... A sa mort, l'entreprise passera dans d'autres mains et dans un autre système. Ce serait une inconséquence funeste de laisser, pour ainsi dire, à fonds perdu, l'un des plus précieux intérêts de l'État... Des directeurs, des professeurs de lycée sont des magistrats importants. Ils ne sont point, comme les entrepreneurs de pensions, des maîtres d'hôtel et des stipendiés. Ils marchent, le front levé, avec les parents dont ils sont les égaux; ils n'ont point devant eux une contenance de salariés; ils n'assument point leurs principes au caprice et à la mode. Ils peuvent faire tout le bien qu'ils sont appelés à produire. Enfin l'Empereur veut réaliser, dans un État de quarante millions d'individus, ce qu'avaient fait Sparte et Athènes. Sa Majesté veut un corps dont la doctrine soit à l'abri des petites fièvres de la mode, qui marche toujours quand le gouvernement sommeille, dont l'administration et les statuts deviennent tellement nationaux, qu'on ne puisse jamais se déterminer légèrement à y porter la main. Si ses espérances se réalisent, l'Empereur veut trouver dans ce corps même une garantie contre les théories

pernicieuses et subversives de l'ordre social dans un sens ou dans un autre. » Tel est, selon l'Empereur, le but que tous les gouvernements ont dû se proposer, et qu'ils ont plus ou moins atteint. A cette occasion, il cite avec leurs bons et mauvais résultats, l'université de Paris en France; en Allemagne, celles de Göttingue et d'Iéna; celle d'Oxford en Angleterre; en Italie, celles de Pavie, de Pise et de Padoue; en Espagne, celle de Salamanque; et, en Turquie, le corps des oulémas. L'Empereur ordonne que ses notes soient communiquées au grand maître, afin que celui-ci sache bien dans quel sens il entend que l'université s'organise.

Les vues énoncées par l'Empereur nous paraissent saines et pures. Loin d'être l'ennemi du progrès, il veut saisir le progrès là où il existe et se l'approprier; les perfectionnements, les améliorations qu'un homme de talent a su introduire, et qui mourraient avec cet homme de talent, l'Empereur cherche à les placer dans un corps qui ne meure pas. Il désire, et il a raison, que la doctrine du corps enseignant soit à l'abri des petites fièvres de la mode; mais il désire aussi que ce corps marche quand le gouvernement sommeille; enfin il veut que ce corps devienne, par ses statuts et par ses procédés, véritablement national, et trouve, dans ce caractère, la certitude de sa durée. Ces intentions de l'Empereur sont précises et formelles. Si l'université impériale suit une autre direction, elle sera rebelle à la volonté de son fondateur.

Nous remarquons, par une lettre du 15 mars, que l'Empereur semble entrevoir, quoiqu'un peu vague, un inconvénient auquel, depuis la restauration, on a mis beaucoup d'importance : c'est celui d'une grande surabondance d'hommes nés dans une situation médiocre de fortune, mais ayant reçu une éducation complète, auxquels ne suffisent plus les occupations libérales que comporte l'état de la société, en sorte qu'il existe comme un *trop plein* d'aptitudes de divers genres qui, faute d'une application utile, peuvent fatiguer l'ordre social des mouvements d'une activité difficile à satisfaire.

« J'ai vu avec peine, écrit l'Empereur, que l'école du Compagnon coûte plus de quatre cent cinquante francs par homme. Il faut que chaque élève ne coûte pas de vingt sous par jour. Ces élèves sont fils de soldats et d'artisans peu aisés. Il est contre mon intention qu'on leur donne des habitudes de vie qui ne leur seraient que nuisibles. » La réflexion de l'Em-

¹ 21 mars 1808.

² Lettre du 12 mars 1808.

perdre est juste; mais il semble qu'il la perde bientôt de vue. Dans le cours de 1808, huit nouveaux lycées sont mis en activité, et douze cents nouveaux élèves sont appelés à une éducation gratuite. Pour assurer la prospérité des lycées, sans augmenter encore les charges de l'État, l'Empereur imagine une création de bourses communales. « Les budgets des communes qui ont plus de » vingt mille francs de revenu montent à peu près, » dit-il¹, à soixante millions. En leur demandant » deux millions, ce ne sera pas demander un » vingt-cinquième... Vous pouvez ajouter à votre » projet de décret que tout individu qui voudra » fonder une bourse ou une demi-bourse dans un » lycée, sera maître de le faire, et pourra s'en » conserver la nomination. » Par cet encouragement donné à la fondation de bourses et demi-bourses, l'Empereur se livre tout entier au bonheur de venir au secours d'une foule d'honorables familles, sans ennuier, comme on le craint aujourd'hui, de former par une éducation savante un nombre disproportionné de jeunes gens pour le nombre, relativement inférieur, de fonctions, de professions et d'emplois auxquels ce genre d'éducation paraît les appeler. Si le danger ne devait pas se faire sentir dans les années de guerre de son règne, où l'armée recevait chaque jour une partie de cette jeunesse lettrée, le mal aurait pu se montrer plus tard, dans des années de repos. À tort ou à raison, ce mal a été réputé depuis très-sérieux, en sorte qu'on regarde comme une sorte de nécessité de varier davantage les degrés de l'instruction, d'en propager les éléments partout, mais en même temps de rendre plus rare l'accès à ses degrés supérieurs, ou du moins de s'abstenir de le faciliter outre mesure, surtout aux dépens de l'État. Certes, nous avons un vif désir de voir l'instruction primaire aussi répandue en France qu'elle puisse l'être en aucun autre pays; mais il ne faut pas qu'une bonne pensée mène à une autre qui a aussi ses avantages. On ne saurait se dissimuler que la généralisation de l'instruction primaire, et nous en avons plus d'un exemple sous les yeux, n'est nullement incompatible avec le pouvoir absolu, tandis qu'il y a une espèce d'impossibilité que le pouvoir absolu se maintienne toujours là où il y a beaucoup de lycées, de gymnases ou autres grands établissements de haute instruction.

Une autre circonstance, qui a encore quelque analogie avec le sujet qui nous occupe, frappa plus tard l'Empereur. Ayant visité la maison d'orphe-

lins rassemblés sous le nom d'Enfants de la patrie, il ne fut point satisfait de la nature de cette fondation. Selon son usage, il réclama, pour l'éclaircissement de ses doutes, les avis de ses conseillers. « Est-il dans la justice générale² qu'un enfant » trouvé de trois ans, ou le fils d'un mendiant, coûte » quatre cents francs à la ville de Paris, tandis » qu'un secours de quatre cents francs arracherait » à la misère un père, une mère et trois autres enfants? Il y a dans l'instruction des Enfants de la » patrie quelque chose que la raison n'approuve » pas et à quoi il faut remédier. » Cette réflexion de l'Empereur est encore de celles qu'un homme d'un sens droit ne saurait manquer de faire. C'est une science difficile que celle du bien en économie politique, et on doit savoir gré au prince d'y avoir donné l'attention qu'elle mérite. Sans préjuger la question, l'Empereur ajoute que, dans toutes les hypothèses, la première idée qui se présente, c'est que, si un tel établissement est indispensable, il doit être placé hors de Paris et dans un lieu où les vivres soient à meilleur marché. Au reste, nous trouverons ici une pensée qui explique parfaitement la conduite de l'Empereur : « Lorsque » les établissements de cette espèce, dit l'Empereur³, ont pour objet de récompenser les services » rendus, on doit les juger sur d'autres principes. » Ainsi, pour les services rendus, la liberté est justice, et l'éducation des enfants, même à un degré élevé, est à ses yeux une dette de l'État. De là son système de bourses nombreuses dans les lycées, système qui depuis, dans le temps où la guerre n'offre plus une large carrière à l'ardeur de la jeunesse, peut avoir le fâcheux résultat de surcharger le pays d'une masse considérable d'hommes propres à une certaine nature d'action qu'il n'est plus en son pouvoir de leur fournir, et qui peuvent devenir dangereux pour sa tranquillité, le jour où ils cessent d'être nécessaires à sa grandeur et à sa gloire.

Ce genre si nouveau d'inquiétude, qui, de nos jours, a saisi beaucoup de bons esprits, même en France, qui occupe surtout les gouvernements absolus et leur fait porter une si active surveillance sur les universités, cette peur d'une trop grande diffusion de lumières qui ait pour résultat de multiplier, dans les rangs inférieurs, les ambitions pour les postes élevés, ce mal de la peur, provenant d'une telle cause, l'Empereur ne le connaissait pas. C'était en toute sécurité qu'il faisait servir les moyens dont il disposait à une propagation illimitée des sciences et des lettres. Il y met-

¹ Lettre du 36 mars.

² Octobre 1808.

³ Lettre du mois d'octobre 1808.

tail son bonheur, et cette huanage était une de celles qu'il lui était le plus agréable de recevoir. Aussi son ministère ne la lui épargna-t-il pas, en parlant¹ du compte, présenté par l'Institut, du progrès des connaissances dans les vingt dernières années.

« Combien, disait le ministre de l'intérieur au corps législatif, elles furent intéressantes ces séances où les quatre classes du corps illustre qui honore la France vinrent, au pied du trône, mêler leurs paisibles troupes aux nobles triomphes de la victoire!

« Je crois encore entendre ces députés des lettres, des sciences et des arts, payer l'éloquent tribut de leurs hommages, et, dans les transports d'une respectueuse gratitude, prendre d'honorables engagements qu'ils tiendront, n'en doutons pas, eux et leurs successeurs.

« Ils ont dévoué sous les yeux de Sa Majesté le vaste et curieux tableau des connaissances humaines et des productions qui ont distingué les vingt années qui viennent de s'écouler.

« Vous les avez parcourus ces tableaux; vous avez vu, avec une satisfaction mêlée de surprise, que dans cet intervalle de temps, malgré le malheur des discordes civiles, les sciences physiques et mathématiques ont fait des pas immenses; et l'industrie, de grands progrès; que les arts, et particulièrement la peinture, ont brillé parmi nous d'un nouvel éclat; que la littérature ancienne et moderne a été cultivée avec succès; qu'enfin nous nous sommes soutenus dans tous les genres dans lesquels nous n'avons pas acquis de nouveaux titres de gloire. » La pensée de ce compte rendu était belle, et la tâche avait été dignement remplie. Cuvier, Dacier, Delambre, Chénier et Lebreton, en avaient été les organes au nom des diverses classes de l'Institut. Le tort du ministre de l'intérieur était d'attribuer à Napoléon des succès que la révolution seule avait produits. Son langage eût été juste et vrai, s'il s'était contenté de dire que, légataire de la révolution, l'Empereur continuait noblement son ouvrage.

La destruction de la mendicité ne cesse pas d'occuper l'esprit de Napoléon. C'est de Bayonne qu'est daté le décret portant qu'elle est défendue dans tout l'empire. Pour répondre à son impatience, le ministre de l'intérieur avait cru devoir présenter un projet qui embrassait tous les départements à la fois. Cette marche n'obtint point son approbation. Il veut une formation successive et non une création simultanée de dépôts sur tout le territoire.

« Avec des règles générales, dit-il², on n'arrive à rien. Il faut agir comme les siècles. » Il charge en conséquence le ministre de s'entretenir avec les préfets de quelques départements, ceux de Paris, de Versailles, de Melun et de Beauvais, afin que ces quatre départements, qui sont sous la main du ministre, prennent l'initiative et donnent un exemple qui puisse être imité par les autres. L'Empereur calcule que chaque dépôt coûtera, terme moyen, environ cent mille francs; ce qui exigera un capital de dix millions. La dépense ne l'effraye pas. Ce sera, selon lui, un argent admirablement placé.

On s'est plaint, et sous beaucoup de rapports, avec raison, des limites trop étroites posées par l'Empereur à l'action des conseils généraux de département. En voici un exemple. Le conseil général de la Haute-Garonne avait cru devoir discuter le mérite de quelques lois ou décrets. Aux yeux de l'Empereur, ce conseil était par là sorti de ses attributions. « Les devoirs des conseils généraux, » écrivait-il³, se bornent à faire connaître comment les lois sont exécutées... Ils sont autorisés à représenter les abus qui les frappent, soit dans les détails de l'administration, soit dans la conduite des administrateurs; mais ils ne doivent le faire qu'en considérant ce qui est ordonné par les lois et par les décrets comme étant la mesure possible... Lorsqu'ils s'érigent en petits législateurs, ils font une chose aussi déplacée qu'une cour d'appel qui, au lieu d'appliquer la loi, perdrait son temps à la discuter et à en proposer une autre. » La comparaison n'est pas exacte. L'empereur oublie que, si les cours d'appel ne doivent pas se livrer à la discussion des lois, au lieu de les appliquer, il a lui-même non-seulement reconnu le droit, mais imposé le devoir à la cour de cassation de lui faire connaître les rectifications qu'elle pourrait juger utiles dans la législation existante. Sans doute un conseil général de département ne doit pas non plus être un corps législatif au petit pied, mais il doit avoir la liberté d'appeler l'attention du gouvernement sur les vices des lois, et d'exprimer des vœux pour leur suppression ou leur perfectionnement.

Parmi les soins variables qui occupent l'Empereur, il en est un de tous les jours qui le suit partout, c'est celui de l'accélération des travaux publics, travaux qu'il presse en vain, et dont l'exécution, à son gré, n'est jamais assez rapide, quoique, au moment où il ordonne un ouvrage, il commence toujours par accorder les fonds que son

¹ Exposé de la situation de l'empire.

² Le 5 juillet.

³ Lettre du 9 janvier 1808.

accomplissement doit exiger. Rien ne peint mieux la sollicitude de l'Empereur à cet égard, que sa vive et pressante correspondance avec le ministre de l'intérieur. Une même lettre portant souvent sur des objets divers, nous suivrons l'ordre des dates plutôt que l'ordre des matières qui s'y trouvent traitées. Il ne sera pas sans intérêt de remarquer parfois de quel point de territoire et au milieu de quels mouvements de politique ou de guerre l'Empereur reportait toute sa liberté d'esprit sur les travaux commencés ou à commencer dans l'intérieur de l'empire. A la suite d'une grande distribution de fonds pour diverses entreprises, l'Empereur écrivait, le 12 mars : « Mon intention est que les dépenses soient faites avec la plus grande activité, surtout pour la route de Paris à Mayence, et de Cherbourg au mont Cenis. La route du mont Cenis est d'une si grande importance qu'on ne doit rien négliger pour la rendre commode et sûre, non-seulement en réalité, mais pour l'imagination. » Cette attention à rassurer le voyageur n'est rien moins que superflue. La route la plus sûre sera peu fréquentée, si, en la suivant, l'imagination n'est pas tranquille.

« Il n'a été rien fait, continue l'Empereur, au quai Napoléon en 1807. Il faut qu'en 1808 il soit achevé. J'ai ordonné la construction d'un quai qui irait du Corps législatif au pont d'Iéna. C'est un ouvrage qui doit être poussé avec vigueur... Faites-moi connaître ce qu'il peut y avoir à dire contre l'idée de faire le pont d'Iéna en fer comme le pont des Arts. Pourrait-il être fait par une compagnie ? » Ce n'est pas, comme on voit, la faute de l'Empereur si l'exécution de ponts en fer, et par association, ainsi qu'elle a lieu aujourd'hui, n'a pas commencé plus tôt. Ici l'Empereur rappelle au ministre qu'il lui a accordé un million pour la construction de la Bourse. Il lui recommande de poser sans délai les fondations de cet édifice, et d'en faire l'occasion d'une fête pour la banque, les agents de change et le commerce.

« J'ai signé le décret relatif à la vente des canaux. J'attache une grande importance à ce que les canaux Napoléon, de Bourgogne et du Nord soient poussés avec la plus grande activité. Ces canaux ont leurs ressources que j'estime à cinq ou six cent mille francs par an. J'ai affecté deux millions par année aux dépenses de chacun d'eux.

« J'ai destiné pour les travaux de Paris, un fonds de dix millions, dont deux millions doivent être dépensés cette année.

« Parmi les travaux de Paris, je désirerais faire construire un pont devant les Invalides, puisqu'il ne nuirait point à la navigation. Un pont qui, comme celui des Arts, coûterait six cent mille francs, rendrait bien son argent. On en ferait vendre les actions... » A ce sujet, l'Empereur revient sur l'idée qu'il a déjà plus d'une fois émise, de faire vendre toutes les créations achevées produisant quelque revenu, comme les canaux, les terrains desséchés et autres valeurs récentes, pour en employer les capitaux à des créations nouvelles.

Le 22 mars, l'Empereur ordonne des mesures de salubrité pour la ville de Boulogne, d'autres mesures pour l'assèchement du territoire de Calais, pour l'achèvement de la route de Maldeghem à Breskens, route nécessaire à la communication de Flessingue.

De Bayonne le 26 mai, il exprime sa satisfaction que le pont de Strasbourg à Kehl soit fini et livré au commerce.

Un port d'Italie fixe à un haut degré l'attention de l'Empereur, celui de la Spezzia. « Je prévois ² que j'y établirai la préfecture des Apennins. Faites-moi connaître s'il y a une communication de la Spezzia à Lucques, et de la Spezzia à Livourne. Il faut s'occuper sérieusement de la communication de la Spezzia avec Parme. Envoyez-moi, ayant le 1^{er} juillet, les projets de communication de la Spezzia à Sarzaue et à Pise, en côtoyant la mer; de la Spezzia à Plaisance ou à Parme, de la Spezzia à Gènes. Mon projet est d'établir à la Spezzia un autre Toulon. Des communications par terre deviennent donc indispensables. » Quinze jours après, il revient encore sur ce même projet, auquel il veut faire concourir à la fois ses ministres de l'intérieur, de la guerre et de la marine. « Les établissements ³ maritimes et ceux de la guerre doivent marcher de front avec la construction de la nouvelle ville... La Spezzia sera le chef-lieu du département des Apennins. Il lui faut donc une église, un hôtel pour le préfet, une halle, des prisons, et tout ce qu'entraîne le siège d'une préfecture. » L'Empereur prescrit au ministre d'envoyer sur les lieux un ingénieur habile, et donne des instructions sur tout ce qu'on doit faire pour accélérer l'accomplissement de ses desseins. Si Napoléon réunissait à son empire beaucoup de pays étrangers, ce n'était point pour s'en approprier les dépouilles. Dès le lendemain, les pays réunis jouissaient de tous les avantages de l'incorporation. Il n'est pas un territoire ayant appartenu à la France, qui ne conserve encore quel-

¹ Lettre du 21 mars.

² Lettre de Bayonne, du 28 mai.

³ Lettre de Bayonne, du 10 juin.

ques ouvrages du gouvernement impérial, dont le bienfait n'eût jamais exilé pour aucun d'eux sous leurs anciens maîtres.

Plusieurs autres lettres de Bayonne attestent combien l'Empereur craint de laisser perdre un jour pour les travaux qui peuvent être exécutés ; il veut savoir à quel point on en est à l'égard des canaux, à l'égard des maisons pour l'extinction de la mendicité : « Dépense-t-on tout l'argent que » j'ai accordé ? Les travaux de Paris ne vont pas ; » on n'a point encore pris de fonds à la caisse d'a- » mortissement. Les prêts que j'ai autorisés ¹ sur » les vins de Bordeaux ne marchent pas davan- » tage, puisque l'argent est toujours là. Où en est » la Bourse ? Qu'a-t-on fait à l'are de triomphe ? et » la gare aux vins ? et les magasins d'abondance ? » et la Madeleine ? Passerai-je sur le pont d'Iéna à » mou retour ? Voilà pour Paris. Dépensera-t-on, » cette année, trois millions au canal de l'Escaut » au Rhin, trois millions au canal de Bourgogne, » trois millions au canal de Napoléon ? Les travaux » ordonnés à Paris sur l'emprunt de huit millions » marchent-ils ? Je pensais que tout cela était en » mouvement. Lorsque j'y repasserai, rien n'aura » commencé. »

La lenteur des travaux excite ses plaintes journalières. « Je voulais ² dépenser trois millions à » chacun des grands canaux, et on n'y aura pas » dépensé six cent mille francs. J'ai accordé un » million pour la route des Landes, et on n'y » travaille pas. » L'Empereur ne veut point qu'on parte il reste des bras oisifs ; il ordonne que le canal de Troyes soit commencé sans délai, et il y affecte ³, pour le début, une somme de quatre cent mille francs. Il est mécontent que rien n'avance dans le Piémont, où les fonds ne peuvent pas manquer, attendu qu'il y a fondé une caisse pour des travaux extraordinaires. Enfin, las d'être obligé de renouveler sans cesse des injonctions qui ne produisent que peu d'effet, il demande que, chaque mois, il lui soit remis un tableau contenant : 1° le nombre des ouvriers employés, dans le mois, à chaque espèce de travaux ; 2° l'argent dépensé dans le mois ; 3° l'argent affecté pour l'année ; 4° ce qui reste à dépenser, avec des observations sur ce qu'il faudrait faire en plus ou en moins. C'est de Bayonne encore, le 12 juillet, que l'Empereur prescrit ces mesures. Dans le mois de septembre, le 24, il écrit de Kaiserslautern : « Dans » la Sarre et la Moselle, on a travaillé pour avan- » cer la route : dans le département du Mont-Ton-

» nerre, on n'a rien fait. On a commencé la cam- » pagne au mois d'août. Les beaux mois de l'été » ont été perdus en procès-verbaux, on chicanes, » en paperasserie : cette manière de faire est par » trop ridicule. J'ai accordé deux millions pour » cette route ; on ne fait point ce que je veux. » Soit faute de l'administration, soit faute du co- » mité, on perd trois ou quatre mois à résoudre » les difficultés qui se présentent... Il faut pourtant » trouver moyen d'arriver à un résultat. » De re- » tour à Paris dans le mois d'octobre, l'Empereur arrête la construction de deux ponts de plus, un pont à Choisy sur la Seine, et un pont sur le Rhône, près de l'arsenal de Lyon. Il trouve qu'à Paris aucun marché n'est couvert ; que l'entrepôt du sel n'a point été rétabli ; que rien n'a été fait pour la halle aux vins ; que les abords du pont d'Austerlitz, que la construction de la Bourse n'avancent pas. Déjà, l'au dernier, deux cent mille francs ont été accordés pour le palais des Arts, et le projet ne lui a pas encore été présenté. Autrefois les artistes avaient des ateliers au Louvre, il faut les leur rendre. L'émulation qu'ils ont manifestée est digne d'encouragement ; « il importe de » ne pas la laisser se refroidir. »

Déjà l'Empereur s'est occupé d'un projet de promenade couverte d'hiver pour Paris. Il veut qu'on lui soumette un rapport sur l'emplacement le plus convenable, sur le genre des bâtiments à construire ; il le demande à Paris en octobre ; il le rappelle de Madrid dans le mois de décembre. Par la même lettre de Madrid, le 16, il exprime son regret de ne pas recevoir des notions détaillées sur la marche des travaux qu'il a ordonnés. « Vous » ne m'avez pas rendu compte si l'eau du canal de » l'Ourcq est arrivée à Paris et si elle jaillit dans la » fontaine des Innocents. Vous ne m'avez pas fait » connaître si ce que j'ai désiré, pour conduire » l'eau de l'Ourcq sur les Tuileries, peut s'entre- » prendre cette année. » Une autre lettre de l'Empereur, également datée de Madrid, explique le parti qu'il veut tirer de l'eau de cette petite rivière. « Mon intention, écrit-il, est de m'en servir » pour embellir le jardin des Tuileries par des » cours d'eau et des cascades, et les Champs- » Élysées et leurs environs par d'immenses pièces » d'eau sur lesquelles il puisse y avoir des ba- » teaux de toute espèce. » Non content de donner à Paris une fontaine colossale sur la place de la Bastille, dont le ministre de l'intérieur a récem- » ment posé la première pierre, l'Empereur veut

¹ Un décret daté de Bayonne, le 25 avril, porte : « Une » somme de 5,000,000 sera employée à faire des prêts aux » propriétaires de vignobles du dept. de la Gironde. »

² Lettre de Bayonne, du 25 juin.

³ Lettre du 7 juillet.

encore, pour la capitale, une seconde fontaine dans des proportions pareillement gigantesques, et il charge le ministre d'en faire préparer le projet d'après les indications qu'il lui envoie. Il entend que cette fontaine « représente une belle galère tri-
» rème, celle de Démétrius par exemple, et qu'elle
» ait la même dimension que la trirème des an-
» ciens. L'eau jaillirait tout autour. Vous sentez
» qu'il faut que non-seulement les architectes fas-
» sent des recherches pour la construction de ces
» deux fontaines, mais qu'ils se mettent d'accord
» avec les antiquaires et les savants, afin que l'é-
» léphant et la trirème offrent une représentation
» exacte de l'usage qu'en faisaient les anciens. »
Peut-être un goût sévère n'approuvera-t-il pas ce
projet de fontaines monumentales, dont la masse
est destinée à frapper les yeux et à étonner les ima-
ginations de la multitude; peut-être y trouvera-
t-il plus de bizarrerie que de grandeur; mais ce
qu'il y a surtout de remarquable ici, c'est le lieu
d'où l'Empereur exprime cette volonté. C'est à
Madrid, au milieu d'une nation insurgée, au mi-
lieu des soins que réclame la direction de son
armée répandue sur un vaste territoire, c'est la
veille du jour¹ où il va se mettre à la poursuite
de l'armée anglaise, que Napoléon s'occupe de
pièces d'eau et de cascades pour l'embellissement
des Tuileries et des Champs-Élysées; qu'il veut
savoir quel a été l'usage exact de l'éléphant et de
la trirème chez les anciens, et qu'il donne en France
ces questions à éclaircir aux architectes et aux an-
tiquaires. Telle est sa puissance sur lui-même, qu'il
se sépare, s'isole à volonté de tout ce qui l'entoure,
de toutes les pensées qui le préoccupaient une
minute auparavant, pour se livrer également tout
entier à un objet nouveau, à un objet éloigné. Sans
rien dérober à ce que la guerre exige, il peut
ainsi être tour à tour administrateur, financier ou
éducatif, la veille et même le jour d'une bataille.

La dernière lettre que l'Empereur ait écrite de
Madrid, et toujours le 21 décembre, annonce au
ministre de l'intérieur qu'il fait réunir à Bayonne
trois cents quinquaux de quinquina, dont il or-
donne la distribution entre les quarante-deux
bonnes villes de l'Empire. Ce spécifique précieux
était alors très-rare en France. C'est un fruit de
la conquête que l'on peut avouer, attendu que ce
n'est pas un butin enlevé à la propriété particu-
lière.

Nous procéderons, à l'égard du commerce et de
l'industrie, comme nous l'avons fait relativement
aux travaux publics. Nous laisserons presque tou-

jours parler l'Empereur. Depuis la paix de Tilsitt,
l'Empereur désire beaucoup établir des relations
commerciales avec la Russie. De son côté, l'em-
pereur Alexandre ne demandait pas mieux que de
voir une colonie française entrer en concurrence
avec la colonie anglaise à Pétersbourg. Le 13 jan-
vier, Napoléon écrivait au ministre de l'intérieur :
« Il serait bon que le commerce créât à Péters-
» bourg des maisons qui recevraient des marchan-
» dises françaises et feraient passer en France des
» marchandises russes..... Beaucoup de maisons
» françaises ont des créances en Russie. Iluit ou
» dix de ces maisons pourraient se réunir et ache-
» ter en Russie, avec leurs créances, des bois de
» mâture que je leur payerais. » Pour faciliter ces
opérations, il charge MM. Cretet et Mollien de
s'entendre avec les négociants de Paris et de Lyon
dont ils croient que les conseils pourront leur être
utiles.

Dans les mois suivants, et surtout pendant son
séjour à Bayonne, il s'occupe spécialement du com-
merce avec les colonies françaises et espagnoles.
Il voudrait rendre de l'activité à nos ports, faire
arriver en France des denrées coloniales, et aux
colonies les deux objets de première nécessité, le
pain et le vin. Parmi les entreprises qui se présen-
tent à son esprit, il en est une dont il croit l'exé-
cution facile; ce serait qu'il se formât dans les vil-
les de Bordeaux, la Rochelle, Nantes, Saint-Malo,
Granville et le Havre, des compagnies dont les ac-
tions seraient de 5, 10 ou 15,000 fr., pour faire
des expéditions avec des navires, bons marcheurs,
de 150 à 500 tonneaux. Pour établir de telles com-
pagnies, l'autorité du gouvernement n'est pas né-
cessaire; mais voici, dit l'Empereur², les enco-
uragements que je pourrais donner : 1° Je prendrais,
pour chaque armement, le tiers des actions. 2° La
marine payera, sur chaque bâtiment, le passage
de dix à vingt conscrits qui iront renforcer nos
garnisons. 3° La marine prendra de 20 à 30 ton-
neaux de chaque chargement. La chambre de
commerce de Bordeaux, à qui j'ai parlé, va créer
des actions pour deux millions. » Les négociants
les plus accrédités des autres grandes places de com-
merce pourraient opérer de la même manière, sui-
vant les forces proportionnelles de chacune. L'Em-
pereur estime que l'on arriverait ainsi à mettre
en mer jusqu'à soixante bâtiments, portant à pen
près 12,000 tonneaux, ce qui serait un grand bien-
fait et pour les colonies et pour la métropole.

Par une autre lettre du mois suivant³, l'Empe-
reur revient sur ce projet, et en même temps il

¹ La lettre est du 21 décembre; l'Empereur quitta Ma-
drid le 22.

² Lettre de Bayonne, le 15 avril.

³ Lettre de Bayonne, le 12 mai.

fait connaître au ministre un système d'assurance adopté à Bayonne et à Bordeaux. A Bayonne, par exemple, le commerce expédie quatre bâtiments où tous les risques sont en commun. S'il en arrive un en retour, il n'y aura ni gain ni perte. S'il en revient deux, il y aura un bénéfice de quarante pour cent. L'Empereur pense que la banque à Paris pourrait assurer d'après ce système, et il engage le ministre à en conférer avec les chefs de cet établissement.

Des renseignements parvenus à l'Empereur apprennent¹ que, dans le Midi, le cabotage se fait presque exclusivement par les Espagnols. Dans le Nord, il est presque entièrement entre les mains des Hollandais. Pourquoi donc les Français en sont-ils ainsi déshérités ? Un tel état de choses appelle une enquête et des explications.

Dans le mois de mai, sur quelques réclamations du commerce, le ministre des finances défendit l'exportation des cotons filés. L'Empereur approuva² cette défense, et, à cette occasion, demanda au ministre « s'il ne faudrait pas même » défendre d'exporter les toiles de coton, afin de » s'opposer, autant que possible, à leur excès » enclercissement. » Il serait difficile de prononcer aujourd'hui sur l'opportunité ou l'inopportunité de ces mesures. Ce n'est pas d'après des principes généraux d'économie politique qu'il faut juger ce qui a pu être plus ou moins applicable dans des conjonctures tout à fait extraordinaires, comme celles où l'Europe se trouvait alors.

Entre les villes de France, Lyon est une de celles qui ont le plus éprouvé les soins bienveillants de l'Empereur. Le 27 mai³, il avertit le ministre de surveiller avec soin les teintures de ses fabriques. « Vous savez que c'est une grande partie de nos » richesses ; je voudrais établir à Lyon une école » de chimie. Le chimiste qui s'y trouve actuellement est médiocre. Occupez-vous d'y en envoyer » un très-habile. Présentez-moi un projet pour former là un établissement de chimie qui ait quelque valeur. » Le 1^{er} juin, encore de Bayonne, l'Empereur écrit : « Il m'est revenu des foires de » Leipsick et de Francfort, que Lyon ne fabrique » pas assez, et que les négociants de ces pays, étrangers de fournir à la Saxe, à la Pologne, à la Russie et au Danemark, se plaignent que les commandes qu'ils font ne se remplissent pas, quoique » cependant ils fassent les avances. » Enfin, de Madrid même, le 10 décembre, il envoie au ministre copie des ordres qu'il a donnés à l'intendant

général de sa maison pour des dépenses d'ameublement : « Tâchez, lui dit-il, d'en tirer bon parti » pour perfectionner nos manufactures. » Les fonds appartenant à la liste civile des princes ne peuvent pas recevoir une meilleure destination.

Au début de l'insurrection d'Espagne, les Français établis dans ce royaume avaient été en butte à tous les genres de violence, de spoliation et de barbarie. Les premiers soins de l'Empereur victorieux furent pour ces infortunés. Il nomma une commission de négociants, qui devait se réunir à Bayonne, pour recevoir leurs réclamations, les examiner et vérifier les pertes qu'avait essayées chacun d'eux par la confiscation ou le pillage. Il informa aussitôt le ministre de l'intérieur des mesures qu'il se proposait de prendre pour leur assurer des dédommagements. « Indépendamment⁴ de la » confiscation des laines que j'ai ordonnée pour » cet objet, j'ai les moyens de le faire moi-même. » L'Empereur explique quels sont ces moyens. Il les trouve dans les immenses propriétés que le duc de l'Infantado et autres grands d'Espagne possèdent dans le royaume de Naples, en Piémont, dans la Belgique et ailleurs. « Ce n'est, ajoute-t-il, qu'une » première idée. » Il invite le ministre à faire rédiger, sur cette donnée, un projet de règlement, à le faire passer au conseil d'Etat et à tout prévoir, de manière que « les Français qui ont éprouvé des » pertes soient tous indemnisés. » Le même jour, il chargeait son ministre des affaires étrangères de faire opérer la confiscation des propriétés espagnoles dans le royaume de Naples, dont « la moitié, dit-il, » appartient aux grands d'Espagne. »

De Burgos, l'Empereur fait transporter à Bayonne vingt mille balles de laine, valant, selon lui, quinze à vingt millions. Il ordonne⁵ qu'elles soient vendues à l'enchère. La ville de Santander renfermait de grands dépôts de coton : l'Empereur les fait aussi transporter en France pour y être vendus. « Le prix en sera restitué aux propriétaires qui reviennent ; le reste appartenant aux Anglais ou » aux individus, qui les auront suivis, sera séquestré et confisqué. »

Huit jours après, un nouvel envoi de laines est fait d'Aranda⁶ sur Bayonne ; l'Empereur l'évalue à trente mille quintaux, et compte, par de nouvelles expéditions, en porter le nombre jusqu'à cent mille. Il demande au ministre de préposer à la conservation de ces laines un homme de haute probité. Le ministre lui ayant désigné pour cette fonction M. Jo Rod, ancien consul général, l'Empereur adhère à ce

¹ Lettre de Bayonne, du 17 avril.

² Lettre de Bayonne, du 26 mai.

³ Lettre de Bayonne.

⁴ Lettre de Burgos, le 19 novembre.

⁵ Autre lettre de Burgos, le 20 novembre.

⁶ Lettre d'Aranda, le 27 novembre.

choix, ayant en effet pleine confiance dans l'intégrité de M. le Roi; mais « je ne sais, dit-il, s'il a les » connaissances nécessaires. Cocquebert-Montbret¹ » en eût été préférable. »

Nous avons parlé ailleurs de plusieurs essais tentés pour acclimater en France des produits que nous avions jusqu'alors reçus du nouveau monde. Dans le cours de 1808, on fit une plantation d'indigo dans le département de Vaucluse, et il fut recueilli une certaine quantité de coton dans plusieurs départements méridionaux. Quoique ces essais aient depuis été abandonnés, il n'est pas inutile de les rappeler comme preuve des constants efforts de l'Empereur pour mettre la France en état de se suffire à elle-même.

Depuis plusieurs années, des fêtes avaient été promises à l'armée pour l'époque de son retour en France. C'était une promesse qui ne pouvait pas être oubliée au moment où cent mille hommes tirés de la Prusse et des autres États allemands passaient rapidement sur le sol de la patrie, pour aller chercher en Espagne des combats sanglants, qui promettaient moins de gloire. Les sentiments de la France envers l'armée s'accordaient avec les vues de l'Empereur. Tous les cœurs français accueillaient avec orgueil ces vaillants soldats, couverts de tant de lauriers. L'armée traversa, pour ainsi dire, la France sous des arcs de triomphe. Le concours du gouvernement n'était pas nécessaire, et cependant l'Empereur ne négligea rien de ce qui pouvait donner de l'éclat à ces solennités. Toutes les fêtes devaient avoir lieu au nom des villes; mais, là où les fonds manquaient, un supplément était accordé par le ministère. Plusieurs lettres de l'Empereur attestent l'intérêt qu'il mettait à ces réceptions. « Les troupes, écrivait-il² au ministre de » l'intérieur, ont été fêtées à Metz, à Nancy, à Reims. » Je désire qu'elles le soient à Paris, à Melun, à » Sens, à Saumur, à Tours, à Bourges et à Bor- » deaux. » La direction donnée aux divers corps avait été calculée pour que tous fussent fêtés trois fois. Ces détails étaient prescrits par l'Empereur. L'homme aux vastes pensées, aux grandes conceptions, ne dédaignait pas un seul de ces moyens, puerils en apparence, qui sont cependant si efficaces sur l'esprit des soldats. Outre les banquets, les spectacles, les inscriptions, les harangues, recommandées aux préfets et aux maires, l'Empereur n'oublia pas que, si les Français marchent au combat en chantant, il leur faut aussi des chants après la victoire. Il savait encore que nos soldats sont rail-

leurs, et que de méchants vers, qui leur seraient débités sur leur route, pourraient exciter leurs sarcasmes plutôt que les animer d'une généreuse ardeur. L'inconvénient ne lui a pas échappé; il prévint. « Faites composer des chansons³ que vous » enverrez dans les différentes villes. Ces chansons » doivent parler de la gloire que l'armée a acquise, » de celle qu'elle va acquérir encore, et de la liberté » des mers qui sera le résultat de ses exploits... Il » faut trois sortes de chansons, afin que les soldats » n'entendent pas deux fois la même. » Nous montrons ici le héros en déshabillé; mais, même en cet état, perd-il de son caractère? C'est au moral des guerriers qu'il s'adresse, c'est de passions élevées qu'il les enflamme, et, il faut bien le reconnaître, dans nos sociétés modernes, c'est avec le secours de ces prestiges qu'on fait de l'héroïsme et de la gloire.

Si l'Empereur sait la langue qu'il faut parler aux soldats, il ne connaît pas moins bien celle qui convient à leurs chefs. Dès le début de son gouvernement, il a fait transférer aux Invalides les cendres de Turenne. Cette année, en face du mausolée de Turenne, il en fait élever un autre où sera déposé le cœur de Vauhan, de ce guerrier citoyen qui aima son pays et le servit avec un dévouement si noble et si pur. L'hommage rendu au passé est une récompense pour le présent. La cérémonie de cette translation est fixée au 26 mai, anniversaire de la prise de Dantzig. L'Empereur, en honorant l'homme de génie qui créa l'art des sièges, associe à sa gloire les guerriers qui viennent de s'illustrer en mettant ses leçons en pratique.

Les services militaires ne sont pas seuls appréciés par l'Empereur. Les bustes de Tronchet et de Portalis, rédacteurs du premier projet du code Napoléon, sont placés dans la salle du conseil d'État. L'ordre en est donné par une lettre datée de Burgos⁴.

Plus d'une fois déjà nous avons fait remarquer avec quels ménagements l'Empereur procède avant de se décider à la destitution d'un fonctionnaire. Sa correspondance de 1808 nous en fournit de nouvelles preuves. Toujours il demande des explications; il veut qu'il lui soit soumis des rapports détaillés, et, quand la rigueur n'est pas indispensable, il fait, selon la nature des griefs, donner des avertissements plus ou moins sévères. Des éloges sont aussi distribués en son nom à ceux des agents qui exécutent le mieux ses ordres, et surtout à ceux qui, en les exécutant, blessent le moins les intérêts que ces ordres peuvent contrarier.

¹ Ce dernier avait effectivement des connaissances commerciales très-étendues.

² Lettre de Saint-Cloud, le 17 septembre.

³ Lettre au ministre de l'intérieur.

⁴ Le 18 novembre.

Il est rare de voir l'Empereur exercer une action quelconque à l'égard d'individus autres que des fonctionnaires publics. Cependant nous devons signaler, en 1808, deux faits qui ont été d'autant plus justement blâmés, qu'ils s'adressent à deux femmes, madame de Staël et madame de Chevreuse. Tout le monde s'est affligé des persécutions dont madame de Staël a été l'objet, même dans les pays étrangers, par suite de l'inimitié de l'Empereur. Voici l'ordre qui la concerne : « Madame de Staël » ayant une correspondance¹ suivie avec l'écrivain » Geutz², et cette liaison ne pouvant qu'être ré- » préhensible, mon intention est que vous fassiez » connaître à mes agents en Allemagne, que cette » dame venant à passer dans les villes où ils rési- » dent, ils s'abstiennent de la voir et la fassent sur- » veiller. » Si l'Empereur s'était contenté de faire défendre à ses agents de voir madame de Staël, on n'aurait point de reproche à lui faire. Du moment en effet que cette femme distinguée, qui par son esprit était une puissance, s'était constituée en état de guerre contre lui, il avait raison d'empêcher ses agents de se rencontrer avec elle, puisque autrement elle eût été, comme eux, dans une position fautive et embarrassante. Au reste, cette défense seule était déjà un acte assez rigoureux, puisque, les agents français appartenant de droit à la plus haute société dans les cours où ils résidaient, c'était, à peu près, interdire ces sociétés à madame de Staël, et ne lui laisser ouvertes que celles de ces maisons qui se signalaient par leur hostilité contre le chef du gouvernement français. Le tort de l'Empereur était de commander la surveillance. Non commandée, elle n'eût pas probablement été moins active. Au reste, cette inquiétude de l'Empereur n'a rien d'injurieux pour madame de Staël. C'est un aveu de l'influence qu'il la croit capable d'exercer sur les esprits dans un sens contraire aux intérêts de sa politique.

Ce qui regarde madame de Chevreuse n'a pas la même importance en raison de la personne, mais mérite plus de blâme, parce qu'il y a là un acte tout à fait arbitraire. Madame de Chevreuse était une de ces femmes qui avaient fait vivement solli- citer, par leur famille, le titre de dames du palais, et qui ensuite méritaient de l'amour-propre à faire croire qu'elles avaient été *forcées*³ d'accepter cette

place. Jeune, brillante et légère, comme il est permis à une jolie femme de l'être, madame de Chevreuse ayant, par quelques mots impertinents à l'égard de la nouvelle cour, excité le mécontentement de l'Empereur, reçut ordre de se retirer à quarante lieues de Paris. Qu'il lui eût fait défendre de paraître à la cour, rien de plus juste ; mais un exil ! C'était la volonté du maître à la place de la loi. Le lendemain, l'Empereur demanda à l'un de ses ministres ce que l'on en pensait. Ce ministre, M. Daru, ne lui dissimula pas que cette mesure produisait une fâcheuse impression, et il parla de liberté individuelle. Mais que veut-on de plus ? répliqua l'Empereur. — On veut de la liberté, de l'égalité. — Pour de l'égalité, j'espère qu'on n'en manque pas. Il n'y a pas, et je m'en félicite, de village de France où il ne rentre quelque fils de laboureur avec des épaulettes et souvent avec une baronnie. Quant à la liberté, est-ce donc qu'on n'est pas libre aussi ? — Sire, on ne l'est plus quand on peut être ainsi exilé. On trouve qu'un pareil ordre ressemble beaucoup à une lettre de cachet. — Oui, vous avez raison, *pour d'autres* ; mais à la cour, dans le service de la cour, de la liberté ! *Est-ce que la liberté est faite pour les chambellans* ? Le mot n'est pas sans un fond de vérité ; mais pourquoi des chambellans, si la liberté doit en souffrir ? L'Empereur, malgré sa bienveillance, et quelquefois malgré son affection pour les hommes attachés à sa personne, savait, en temps opportun, mettre une grande différence entre eux et les hommes indépendants qui, en le servant, ne servaient que l'État.

L'Empereur fut mieux inspiré à l'égard d'une autre femme, ou du moins, après s'être montré rigoureux envers elle par suite d'idées fausses en elles-mêmes peut-être, mais qu'une certaine politique excuse, il sut redevenir juste et surveillant à son égard. Le plus jeune de ses frères, Jérôme, avait, dans un voyage aux États-Unis à l'époque du consulat, contracté un mariage d'ailleurs très-honorable, mais qui fut réputé ne pas convenir à sa position, lorsque Napoléon empereur lui destina une couronne. Le pape ayant refusé de rompre cette union pour cause religieuse, la volonté impériale avait fini par se passer de son concours. Le mariage américain n'avait point empêché le roi de

¹ Lettre au ministre des affaires étrangères, de Bayonne le 28 juin.

² Geutz, qui avait écrit contre la France, ce qui lui avait valu une pension de l'Angleterre, et qui eût écrit pour la France, si l'Empereur l'eût voulu, après avoir végété quelque temps à Berlin, était passé au service de l'Autriche. Depuis la chute de Napoléon, M. de Metter-

nich l'a fait secrétaire en titre des congrès de la sainte alliance.

³ C'est singulier, disait un ancien ministre de l'Empereur, combien il y a de ces dames du faubourg Saint-Germain qui veulent qu'on les force d'être dames du palais !

⁴ L'exil, même d'un chambellan, est un attentat à la

Wurtemberg de donner sa fille pour épouse à Jérôme Bonaparte, roi de Westphalie. Cependant la première femme de Jérôme, mademoiselle-Élisa Paterson, après quelque temps d'une résistance bien naturelle, s'était résignée à une séparation devenue nécessaire. Elle avait un fils; elle s'oublia elle-même pour songer à son fils. Elle fit connaître cette disposition à l'Empereur par l'entremise du ministre de France aux États-Unis, le général Turreau. Le 9 juillet, après avoir eu un entretien avec ce ministre, elle lui déclara que, revenue de ses premières illusions, elle cédait à l'empire des convenances sociales, qui lui imposaient le sacrifice le plus pénible, le plus douloureux et le plus humiliant. « J'obéis, écrivait-elle ¹, à la nécessité qui me sépare et pour toujours d'un homme que j'aimais dans la plus grande innocence de mon cœur. » Ensuite, occupée tout entière de son fils, elle ajoutait : « Bientôt viendra l'âge où les impressions sont le plus durables. Que devrai-je faire alors? Il me semble que, pour lui préparer des jours heureux, il faudrait lui donner des idées, des opinions, des desirs conformes à sa future situation dans le monde.... Je ne sais ce que je dois espérer pour lui et pour moi. Veux-tu bien porter aux pieds de l'Empereur l'hommage de ma résignation à sa volonté suprême... Je remets en ses mains mon sort et celui de mon fils. » C'est en Espagne que cette lettre parvint à l'Empereur. Il répondit aussitôt, de Burgos, au ministre des affaires étrangères : « J'ai lu ² la lettre de mademoiselle Paterson. Répondez à Turreau qu'il lui fasse connaître que je recevrai avec plaisir son enfant et que je m'en chargerai, si elle veut l'envoyer en France; que, quant à elle, tout ce qu'elle peut désirer lui sera accordé; qu'elle peut compter sur mon estime et sur mon désir de lui être agréable; que, lorsque je me suis refusé à la reconnaître, j'ai été conduit par des considérations de haute politique; qu'à cela près je suis résolu à assurer à son fils un sort tel qu'elle peut le désirer. Il faut du reste traiter cette affaire doucement et secrètement. » Ce fut un tribut fâcheux payé par l'Empereur aux préjugés des anciennes dynasties, de ne pas oser faire asseoir sur le trône de Westphalie, l'épouse américaine de son frère Jérôme. Il eut tort de ne pas compter davantage sur sa puissance. Comme il avait fait adopter les rois plébiens, il eût aussi fait adopter les reines. La morale y eût gagné, et

la politique n'y eût rien perdu. En agissant autrement, il a cru obéir à de hautes considérations; il ne se dissimule pas qu'il blesse un intérêt sacré. Du moins cherche-t-il à adoucir la blessure.

La question financière était, pour l'Empereur, l'objet d'une perpétuelle sollicitude. Secondé par d'habiles ministres, il avait amené l'administration du trésor à un degré de régularité, d'ordre et d'abondance inconnu avant lui. Au moment où j'écris, en 1834, l'opinion soulevée se révolte contre les contributions indirectes. L'Empereur alors attribuait à l'établissement de ces contributions l'aisance qui régnait dans les diverses parties du service. Il se félicitait d'en avoir perfectionné la perception. « Deux millions de propriétaires de vignobles, disait un orateur du gouvernement, ont été délivrés du droit d'inventaire et de ceux de vente et de revente qui pesaient sur eux. » On croyait avoir, par l'adoption d'un mode de perception nouveau, assuré pour toujours le facile recouvrement de ce genre d'impôts. Cette confiance fut justifiée, tant que la quotité des taxes ne dépassa pas de certaines proportions; mais, quand cette borne fut franchie, le fardeau fut plus difficile à supporter, et, dans les départements méridionaux, le mécontentement populaire devint un des dangers de l'empire et l'un des auxiliaires de la contre-révolution.

Longtemps l'Empereur avait, par la guerre, entretenu en partie ses armées. Il appauvissait la France en créant des rois; il faisait des rois vassaux et non des rois tributaires. C'était lui qui, à leur début, était obligé de leur faire des avances. Tandis que Joseph était à Naples, l'Empereur lui avait payé cinq cent mille francs par mois. En Espagne, il fut aussi forcé de lui continuer ses secours. La cour de Joseph, loin de fournir des ressources à la France, fut quelque temps une charge pour son trésor. A la vérité, l'Empereur comptait s'en rembourser à l'aide d'un emprunt ³ de vingt-cinq millions qu'il essaya de faire à Paris, contre une garantie de diamants appartenant à la couronne d'Espagne; mais l'emprunt n'eut pas de succès. Le gage ⁴, que l'on croyait saisir, échappa aux recherches des agents français à Madrid. Il fallut en fournir un autre, et l'Empereur y pourvut avec les fonds de la caisse du domaine extraordinaire.

L'année 1808, où l'Empereur s'applaudissait, avec raison, de sa situation financière à l'intérieur, commençait ainsi pour ses finances une ère nou-

liberté. Après l'exclusion du chambellan, l'homme, le citoyen reste.

¹ Lettre au général Turreau, en date du 9 juillet.

² Lettre de Burgos, du 18 novembre.

³ C'était le banquier Baquenaud qui était chargé de cet emprunt.

⁴ L'Empereur s'occupa longtemps de la recherche de ces diamants sans pouvoir les retrouver.

velle au dehors. Malgré les six mois de la guerre de 1807, terminée à Tilsitt dans le mois de juillet, les dépenses du département de la guerre n'avaient monté qu'à trois cent quarante-quatre millions; elles menaçaient de s'élever et s'élevèrent¹ effectivement à près de trois cent quatre-vingts millions en 1808.

Après le département de la guerre, le ministère le plus dispendieux est celui de la marine. Trop souvent les créations maritimes de l'Empereur avaient été aussitôt détruites que livrées à la mer. Un nouveau système remplace ses précédentes témérités. La seule flotte qui ait quitté les ports français avait pour but d'approvisionner les îles Ioniennes. La mission a été remplie avec succès. Des frégates isolées ont fait la guerre au commerce anglais; on évalue leurs prises à quinze millions. Une seule frégate a succombé, après un glorieux combat contre des forces supérieures. Jamais les travaux dans les bassins n'ont été plus actifs. Dans l'année, douze vaisseaux de ligne ont été lancés à l'eau. Vingt autres vaisseaux et vingt frégates sont sur les chantiers. Dix vaisseaux armés à Anvers attendent une destination. En ce moment, l'Empereur sème, il prépare, il amasse et ne compromet rien. Son espérance est que l'Angleterre forcera l'Europe à former une croisade maritime; mais, pour en venir là, il faut, dans sa pensée, que la marine française soit le noyau de la réunion de toutes les autres marines, et que, le moment venant où la France appellera, *autour de cent cinquante vaisseaux armés par elle*, le contingent de la Russie, de l'Amérique septentrionale, de l'Italie, de l'Espagne, de la Hollande et du Danemark, l'Angleterre soit forcée de descendre au rang que lui avait marqué la nature parmi les puissances. L'exécution de ce plan ne demande, selon lui, qu'une campagne bien concertée, et, sans doute, il ne sera pas impossible, disait-il, de maintenir, au moins pendant une année, l'orgueil de tous les peuples contre l'orgueil d'un seul peuple. Ce qu'il espérait contre l'Angleterre s'accomplira contre lui. Cette ligue de l'orgueil de tous contre l'orgueil d'un seul, ce n'est pas l'Angleterre qu'elle atteindra; ce n'est pas l'Angleterre qui en sera la victime.

L'Empereur, cette année, tenta, en matière de finances, le jeu le plus audacieux qui jamais ait été imaginé, essai dont nul autre prince ou gouvernement n'eût été capable, parce que nul autre n'eût pu en avoir à la fois, avec la volonté, le pouvoir et les moyens. L'Angleterre prophétisait sans cesse la décadence de la rente française, et il ne s'atti-

quit pas de joueurs habiles pour concourir à cette décadence. De son côté, Napoléon avait fort à cœur de démentir ces prédictions. Après la paix de Tilsitt, le cinq pour cent avait été porté à quatre-vingt-dix francs; mais, lorsque l'affaire d'Espagne se trouva engagée sous de fâcheux auspices, la baisse fut rapide, et la rente semblait devoir bientôt descendre au-dessous de quatre-vingts. L'Empereur se résignait au cours de quatre-vingts, mais il osa dire à la rente : « Tu n'iras pas plus loin. » Il lui commanda de s'arrêter à cette limite, et cette détermination inouïe, il osa, contre toutes ses habitudes, l'adopter seul, sans discussion préalable, sans délibération ni en conseil, ni avec aucun de ses ministres. Toute rente offerte au-dessous de quatre-vingts était aussitôt achetée pour le compte du gouvernement. La caisse d'amortissements, la banque de France fournissaient les fonds. Quand elles en manquaient, la caisse de service les suppléait. Seul, l'Empereur a défié tous les porteurs de cinq pour cent, et il a soutenu, six mois, ce pari hasardeux. Plus de trente millions furent dissipés dans cette lutte entre la hausse et la baisse; mais le cours de quatre-vingts demeura vainqueur. Quoi qu'en puissent dire nos financiers actuels, c'est une question assez délicate de savoir si ce fut un sacrifice mal placé, et si la chute de la rente, à un taux qui n'admet pas le calcul, n'eût pas été pour la France, soit dans son intérieur, soit dans sa situation relative à l'égard des autres États, soit dans sa puissance morale, une calamité plus grande que celle de trente millions perdus.

La persévérance de l'Empereur avait réussi. Ce fut lui qui resta maître du terrain. Vingt-cinq à trente spéculateurs à la baisse furent ruinés. Il eut pitié d'eux, il leur donna des places ou des secours. De Madrid même, il écrivait² qu'il ne fallait pas laisser tomber le cinq pour cent au-dessous de quatre-vingts, qu'à cet égard il n'admettait pas d'excuses. « Je ne regrette pas les treute millions » que j'ai employés à cet usage. Dat-il encore en » coûtent autant, vous devez tenir la main à ce que » ce cours soit maintenu. » Sans approuver cette mesure de l'Empereur, le ministre du trésor en était l'instrument. Il eut du moins pouvoir profiter de l'occasion pour amener l'Empereur à un système d'amortissement plus étendu. Il représentait que la caisse d'amortissement rendrait de bien plus grands services si, au lieu d'intervenir accidentellement au milieu des acheteurs de fonds publics, on snivait à Paris, comme à Londres, un système régulier destiné à donner la même garantie à tous

¹ A cette époque, la dépense, terme moyen, de chaque combattant sous les drapeaux, depuis le premier jus-

qu'au dernier grade, ne dépassait guère six cents francs.

² Le 15 décembre.

les étrangers de la dette publique. L'Empereur ne laissait pas ces représentations sans réponse. « Je » connais bien, disait-il, le système anglais; je sais » que c'est là qu'on veut arriver, mais cette com- » binaison ne convient point à notre situation ac- » tuelle..... Il n'arrive jamais aux demi-savants » d'avoir tout vu, tout comparé; ils présentent » avec confiance des copies, sans songer que l'imi- » tation ne produit pas toujours la ressemblance. » Dans les faits contemporains, comme dans les faits » historiques, on peut trouver des leçons, rarement » des modèles. Où en serais-je vis-à-vis de l'Europe » entière avec un gouvernement que je bâtis au » milieu des décombres, dont les fondements ne » sont pas encore assis, et dont à tout instant je » dois combiner les formes avec les circonstances » nouvelles qui naissent des variations même de la » politique extérieure, si je soumettais quelques- » unes de ces combinaisons à des méthodes absolues » qui n'admettent pas de modification, et qui ne » sont efficaces que parce qu'elles sont immu- » bles?... On dit qu'une caisse d'amortissement ne » doit être qu'une machine à emprunt; cela peut » être vrai, mais le temps n'est pas venu pour la » France de fonder ses finances sur des emprunts. » La France paye exactement les intérêts de sa » dette sans en accroître le capital. Le cours de » cette dette ne doit donc pas souffrir de grandes » variations, et, dans des temps ordinaires, notre » caisse d'amortissement suffit pour réparer les » écarts de quelques faux calculs... Survient-il des » tempêtes? il faut que je me charge de soutenir » la peur contre la cupidité. Je me suis persuadé » qu'il suffira de résister au premier choc. On m'op- » pose des calculs, j'ai fait aussi les miens; l'évène- » ment jugera les uns et les autres. » L'événement » se prononça pour lui. Mais, eût-il fallu dépenser » dix fois plus, il ne se serait pas arrêté. On recon- » naît là un des traits essentiels de son caractère. A » toute résistance prolongée, il opposait une perma- » nence d'irritation froide, qui ne cessait qu'avec » la résistance. Au reste, les réflexions de l'Empereur » que nous venons d'exposer, offrent incontestable- » ment un fond de pensées vraies sous beaucoup de » rapports. Ses raisonnements sur la situation d'un » gouvernement qu'il bâtit au milieu des décombres, » sur la difficulté d'allier des méthodes absolues, des » combinaisons immuables avec des circonstances » fondamentales qui varient chaque jour, ne man- » quent sans contredit ni de justesse ni de profon- » deur. Il y a dix ans, nos grands faiseurs d'affaires » eussent peut-être trouvé l'Empereur bien » peu avancé dans la science du crédit; maintenant » qu'une expérience qui ne s'est pas fait longtemps » attendre nous a enseigné combien il y a peu de

distance entre l'abus et l'usage, avec quelle facilité » et quelle promptitude on passe de l'un à l'autre, et » quel espace on dévore en peu de temps, peut-être » devons-nous rendre grâce à l'Empereur de s'être » refusé à l'emploi d'une arme si dangereuse, qui, » maniée par lui, eût pu faire à la France le mal in- » curable qu'elle a fait à l'Angleterre dans les mains » de M. Pitt et des hommes de son école.

Voici l'état des recettes et des dépenses de la » France et de l'Angleterre en 1808. Pour la France, » il ne faut pas oublier qu'elle comptait alors cent » vingt-deux départements, qui offraient une popu- » lation de trente-six millions d'âmes.

Les recettes se composèrent ainsi qu'il suit :	
Excédant de recettes de 1808 et	
antérieures.	8,000,000 fr.
Contributions directes.	293,212,000
Enregistrement et forêts.	181,318,000
Douanes.	73,971,000
Droits réunis.	82,773,000
Loteries.	12,804,000
Postes.	8,321,000
Sels et tabacs au delà des Alpes.	3,104,000
Salines de l'Est.	3,000,000
Monnaies.	1,378,000
Poudres et salpêtres.	800,000
Recettes extérieures.	36,705,000
Fonds de la conscription.	1,350,000
Ventes de domaines et décomptes.	43,000,000
Recettes diverses.	14,128,000
Fonds spéciaux.	39,278,000
Total.	811,418,000 fr.

Les dépenses furent réparties de la manière sui- » vante :

Dette publique et pensions.	105,300,000 fr.
Liste civile, y compris la famille.	28,000,000
Ministère de la Justice.	21,968,000
Affaires étrangères.	9,000,000
Ministère de l'intérieur.	82,000,000
— des finances.	29,031,000
— du trésor public.	8,380,000
— de la guerre.	211,400,000
— de l'administration de » la guerre, matériel, etc.	166,928,000
— de la marine.	113,371,000
— des cultes.	13,852,000
— de la police générale.	1,013,000
Frais d'exemple.	8,782,000
Fonds spéciaux pour frais d'ad- » ministration locale, routes, » y compris 500,000 fr. pour » refonte des monnaies.	39,778,000
Total.	811,418,000 fr.

En Angleterre le produit des revenus publics fut
de . . . 61,524,115 liv. st., 1,838,102,825 fr.

Le produit des emprunts fut

de . . . 10,500,000 liv. st.,	262,500,000 fr.
Total . . 72,024,115 liv. st.,	1,800,602,825 fr.

Ainsi en 1808, comme en 1807, le gouvernement anglais dépensa un milliard de plus que la France. Sans contredit, la dépense anglaise était jusqu'à un certain point fictive et nominale. Avec une monnaie dépréciée, le gouvernement britannique ne se procurait pas ce qu'eût procuré à la France

une somme équivalente en espèces. Par la même raison, la charge exorbitante, en apparence, pour le pays, ne l'était pas autant en réalité. Un milliard en papier n'avait pas le poids d'un milliard en écus; mais, déduction faite de la perte qu'éprouvait alors le papier-monnaie, il restait toujours pour la nation anglaise un fardeau beaucoup plus lourd que celui qu'avait à supporter le peuple français. Quelque élevées que fussent les taxes en Angleterre, le revenu ne suffisait pas aux besoins; il fallut encore, pour 1808, demander au crédit une somme de 262,000,000 de francs. En France le mot emprunt ne figure pas au budget.

CHAPITRE XII.

POLITIQUE EXTÉRIEURE.

Position nouvelle de l'Empereur. — Anxiété de Joseph, roi d'Espagne. — Dispositions peu françaises de la cour de Joseph. — Fermentation en Suède. — Arrestation de Gustave IV. — Abolition de ce prince. — Déchéance de Gustave, prononcée par la diète. — Élection du duc de Sudermanie au trône de Suède. — Recours du nouveau roi à l'empereur Napoléon. — Intimité de Napoléon et d'Alexandre, nuisible à la Suède. — Séjour du comte de Romanoff à Paris. — Agitation du parti de la guerre à Vienne. — Vains efforts de l'Autriche pour gagner la Russie. — Fermeté de l'empereur Alexandre envers l'Autriche. — Nouveau mécompte de l'Autriche sur l'activité de Napoléon. — Obligation de faire la guerre, après en avoir fait les préparatifs. — Voyage inutile de M. de Metternich à Vienne. — Concentration des troupes françaises en Italie et en Allemagne. — France et Russie. — Procédés violents de l'Autriche. — Proclamation libérale de l'archiduc Charles. — Voyage du roi de Prusse à Pétersbourg. — Association autorisée à Königsberg. — Rassemblements formés par le duc de Brunswick-Oels. — Hostilités de l'Autriche sans déclaration de guerre. — Provocation autrichienne à la révolte de l'Allemagne. — Pareille provocation en Italie. — Révolte du Tyrol.

[1809]

La situation de la France était nettement dessinée au commencement de 1809 ; sécurité dans le Nord, domination paisible en Italie, guerre exécrable en Espagne et en Portugal, imminence d'une violente guerre en Allemagne, et partout mouvement actif d'intrigues anglaises pour soulever le continent contre la France. De cet état de choses, résultait la nécessité d'un nouveau mode d'action pour l'Empereur. Jusque-là, dans les diverses coalitions dissoutes par nos armes, si la France avait eu des ennemis nombreux à combattre, c'était sur un même terrain, ou, si elle avait dû agir à la fois sur des terrains différents, en Allemagne, par exemple, et en Italie, les opérations des diverses armées faisaient partie d'un même plan ; elles formaient un ensemble dirigé dans un seul système. Maintenant les choses sont changées. Il ne s'agit plus d'une guerre unique. Ce sont deux grandes guerres qui doivent être dirigées d'après des principes différents, et qui n'ont entre elles qu'un intérêt commun, celui de réclamer, également et au plus haut point, toutes les forces, toute l'attention de l'empire français.

Ici va commencer à se faire sentir pour Napoléon l'inconvénient attaché à son rôle de commandant en chef de ses armées. Tous ses maréchaux

ont appris à conduire de grands corps sous sa direction. Nul jusqu'à présent, Masséna excepté, n'a eu occasion de faire mouvoir, sans lui, une armée nombreuse, et de porter seul le fardeau d'une campagne. Les maréchaux sont habiles et intrépides, mais presque tous ils le sont ou croient l'être au même degré. Égaux par le titre, ils veulent l'être en pouvoir. De là l'impossibilité de les subordonner les uns aux autres, ou de les faire marcher d'accord. L'inconvénient aura beaucoup de gravité là où ne sera pas l'Empereur, et c'est en Espagne qu'il fera défaut. Ainsi, sous plus d'un rapport, le principe de sa perte future est en Espagne.

Soit calcul, soit effet de son caractère, l'Empereur était dans l'habitude de s'occuper tout entier et exclusivement d'un seul objet à la fois, afin de reporter, immédiatement après, toute la plénitude de ses facultés sur chacune des autres affaires qui attendaient de lui leur solution. Du jour où il a quitté Valladolid pour rentrer en France, la guerre d'Autriche a été sa pensée dominante. Cependant il n'abandonne pas la guerre d'Espagne ; s'il a rappelé sa garde de cette contrée, il y a laissé presque toutes ses autres troupes ; mais pour le moment il ne songe qu'à se maintenir

dans ce pays, sans y tenter des efforts extraordinaires qui pourraient compromettre la question au lieu de la résoudre à son avantage. Les dispositions qu'il ordonne sont des mouvements de concentration qui doivent tous être à peu près terminés à l'époque où il prévoit que commencera l'agression autrichienne.

Le retour du roi Joseph à Madrid avait été esmé, mais froide. Il n'existe point d'hostilité contre sa personne; mais c'est toujours une situation pénible que celle d'un prince qui ne règne que sur une partie de ses États, et seulement sur la partie de ses États qui se trouve contenue soit par la présence, soit par la crainte de troupes étrangères. Cette triste position est la sienne. Là ne se bornent point ses anxiétés; elles s'accroissent encore de ses soupçons sur les vues secrètes de l'Empereur son frère. Parmi les exhortations adressées par Napoléon aux grandes députations des diverses autorités espagnoles, conseils, ordres et corporations de Madrid, qui étaient, en 1808, venus à Valladolid lui demander le retour de Joseph dans la capitale, on avait remarqué qu'en les engageant à tout faire pour la pacification de l'Espagne, l'Empereur avait, pour l'hypothèse de l'impuissance de leurs efforts, ajouté la menace d'y pourvoir lui-même par l'établissement de *gouvernements provisoires* au sein des divers royaumes dont se compose la monarchie espagnole. D'ailleurs, dans une conversation antérieure avec le roi Joseph, il avait laissé échapper l'idée de quelques cessions qu'il aurait à lui demander plus tard, sans pourtant causer à l'Espagne un notable préjudice. C'était une semence jetée de loin; mais comment ne pas craindre ce qu'elle pourrait produire plus tard? Les soupçons et les inquiétudes du roi se laissant voir sur son visage et dans ses discours, il y eut bientôt autour de lui deux partis prononcés en sens contraire, et le parti français n'était pas le plus fort. Dans cette cour née de la veille, et qui n'existait que par l'Empereur, on mettait ouvertement en question s'il ne convenait pas de séparer les intérêts de l'Espagne de ceux de la France; on se demandait s'il ne fallait pas tâcher de faire la paix avec les insurrections et de rallier les *patriotes* autour du trône, en leur montrant un roi animé contre la France des mêmes passions que les animaient eux-mêmes. La plupart des Français et des Italiens attachés à la personne de Joseph n'étaient pas des derniers à se déclarer pour ce système antifrançais qu'auraient voulu faire prévaloir quelques membres du ministère. Ceux-ci

sont les seuls qui soient dignes d'excuse. Sans doute c'était une illusion que de rêver une Espagne gouvernée par un frère de Napoléon dans un système indépendant de la politique française, mais enfin ce penchant, ce désir étaient pardonnablement chez des Espagnols, qui, dans la séparation des intérêts des deux pays, croyaient voir la possibilité de réunir leurs concitoyens autour du nouveau prince. Cette disposition de quelques membres du ministère et du roi même devait conduire à des démarches peu réfléchies et imprudentes. De là des tentatives de rapprochement avec les rebelles, qui en elles-mêmes n'étaient pas déraisonnables, mais qui furent mal conçues et mal exécutées; de là des périodes de mollesse dans la répression des offenses faites à la royauté nouvelle, et un accroissement de désordres par suite même d'une indulgence inopportune dans laquelle l'insurrection ne voyait que de la faiblesse.

Les communications¹ du ministère de Madrid avec la junte de Séville ne servirent qu'à inspirer à cette junte plus d'orgueil et de confiance. Pour toute réponse, elle demanda le rétablissement de Ferdinand VII et l'évacuation du territoire espagnol par les Français, déclarant que toute autre négociation serait avilissante pour elle. Les lettres écrites² à quelques chefs des insurgés ne produisirent aucun effet. Ceux de ces chefs, qui, affligés des maux de la guerre civile, auraient pu pencher pour un accord avec le nouveau roi, n'auraient pas osé alors avouer ce sentiment. Ils étaient obligés d'obéir à une impulsion populaire plus forte qu'eux, et qui ne leur laissait d'autre alternative que de combattre sans relâche ou d'être accusés de trahison.

Tandis que les affaires d'Espagne offraient ainsi un aspect assez peu favorable pour Napoléon, la fortune le débarrassait ailleurs de l'un de ses ennemis les plus implacables, mais le moins dangereux, et elle l'en délivrait surtout à l'avantage de la Russie. Après quelques échecs essayés dans l'été de 1808, les troupes russes, à la fin de cette année, s'étaient trouvées maîtresses de la Finlande presque tout entière. Gustave IV, en conspirant contre lui-même, se chargea de leur en assurer la possession définitive. Ce prince qui, par haine pour Napoléon, combattait les deux alliés de la France dans le Nord, la Russie et le Danemark; qui prétendait faire des conquêtes sur le Danemark, tandis que la Russie lui enlevait la plus belle province de ses États, avait fini par épuiser la longue patience de la nation suédoise. Si une conduite aussi insensée,

¹ L'agent du ministère, Sotelo, s'était mis en correspondance avec le vice-président de la junte.

² Les ministres qui tièrent ces communications étaient MM. Urquijo et Ofarill.

triste effet de la puissance absolue, usurpée, en 1772, par Gustave III, réveillait, dans le cœur des habitants, le souvenir de leur ancienne liberté, la violence des procédés de Gustave IV envers les chefs de son armée, et son obstination dans une folle entreprise, excitaient contre lui et le corps d'armée qui avait fait de vains efforts pour défendre la Finlande, et celui dont le courage mal employé était si inopportunément dirigé contre la Norvège. Ce fut surtout dans ce dernier que la fermentation prit le caractère le plus grave. Il n'y avait nulle part, ni dans le civil ni dans l'armée, une conspiration véritable, mais partout une irritation toujours croissante, qui ne demandait que l'occasion d'éclater. Quelques patriotes, jaloux de reconquérir les droits dont la nation se voyait dépouillée, se tournaient vers l'Angleterre comme pour lui demander un de ses princes; d'autres portaient leurs regards vers la France. Mais ce n'était pas de ces mécontentements oisifs et stériles que pouvait venir l'affranchissement de la Suède. Il fallait des hommes d'action; ce fut l'armée qui les fournit.

Dans les premiers jours de mars, le colonel Adlesparre se détacha de l'armée de l'Ouest et marcha sur Stockholm. Ce fut le premier pas de la révolte. A cette nouvelle, qui lui parvint le 12, Gustave quitta le château de Ilaga, il accourut dans la capitale et s'enferma dans son palais avec l'apparente résolution de s'y défendre; mais bientôt il songe à s'éloigner, et, voulant emporter avec lui tout l'argent qu'il pourrait recueillir, il envoie, par le baron de Rosenblad, aux gouverneurs de la banque, l'ordre de lui remettre tous les fonds de l'État déposés dans leurs caisses. Un reste de vieux respect pour les anciennes institutions fut, en cette circonstance, un bienfait pour la Suède. Les gouverneurs de la banque répondent que, chargés de ce dépôt par les états, ils ne peuvent s'en dessaisir qu'avec leur autorisation. La nuit tout entière est ainsi absorbée par cette noble résistance. Cependant l'évidence des préparatifs de départ, faits par le roi, ne permettait plus d'hésitation. Le général baron d'Adlerkranz, le comte de Klingspor et le colonel Silversparre se rendirent, le 13 à huit heures du matin, dans les appartements du roi. Klingspor fut appelé par ce prince. Adlerkranz,

entendant leur conversation s'animer, jugea que le moment d'agir était venu; il entra brusquement dans l'appartement du roi et lui adressa de respectueuses représentations sur son projet de départ, en lui déclarant que ce départ serait impossible. « Trahison! trahison! » s'écria Gustave. — Non, sire, nous ne sommes point des traîtres, mais de bons Suédois qui ne voulons que le bonheur de notre patrie et celui de Votre Majesté. » Le roi tira son épée et se précipita sur lui. Le coup fut évité, et le colonel Silversparre s'empara de l'épée du roi. Aux cris de ce prince, les officiers de sa garde accourent et veulent briser la porte de l'appartement. Le général Adlerkranz la fait ouvrir, et, tenant à la main le bâton de commandement, il s'avance vers eux, en leur disant d'une voix impérieuse : « C'est moi qui suis maintenant adjudant général; c'est à moi qu'on doit obéir : » j'ordonne qu'on se retire. » Effet bizarre de l'apparence seule du pouvoir ! L'emblème du commandement est dans les mains de ce général : c'est à cet emblème que l'on obéit, et un roi est abandonné par respect pour ce signe d'une autorité qui ne vient pas de lui ! Cependant le roi, ayant saisi l'épée du général Stromfeld, qui venait d'entrer avec la foule, s'était échappé par une porte que l'on n'avait point gardée, et déjà descendu dans une cour intérieure, il approchait d'un corps de garde qu'il allait appeler aux armes, lorsque le grand veneur Gripenberg se présenta à sa rencontre et lui barra le chemin. Blessé au bras par le roi, Gripenberg saisit Gustave par le milieu du corps et le retint jusqu'à ce qu'il arrivât du secours. Le roi fut ramené dans ses appartements; il n'était plus roi, c'était un prisonnier. Dans la nuit, on le fit conduire au château de Drottningholm. La révolte, changée ainsi en révolution, se termina en un seul jour. Il n'y eut point d'inter règne. Un prince, qui avait rempli avec sagesse les fonctions de régent pendant la minorité de Gustave, le duc de Sudermanie, son oncle, prit les rênes du gouvernement comme administrateur, et les états furent aussitôt convoqués, pour le 6 mai, afin de régler les destinées de la nation.

Dans l'intervalle, Gustave IV aplanit lui-même les difficultés. Le 29 mars, au château de Gripsholm, il signa son acte d'abdication¹, convaincu, disait-il,

¹ La veille du jour de son abdication, le 28 mars, Gustave avait eu une entrevue avec la reine sa mère. On a supposé qu'une confiance importante, qui lui aurait été faite dans cette entrevue, avait amené son abdication. La reine lui aurait appris que le dernier roi n'était point véritablement son père. A l'époque de la naissance de Gustave IV, cette opinion avait été fort accréditée à la cour de Suède. Livré à d'autres passions, mais désireux

un héritier, Gustave III aurait été remplacé, dans la couche nuptiale, par l'un de ses favoris. Pour sauver l'honneur de la reine, il y aurait eu simulation de divorce et de mariage. Telle serait la révélation faite par cette princesse à son fils prisonnier, avec douloureux pour une mère, mais adoucissement réel au malheur pour un homme de la trempe de son fils ! En effet, avec un caractère dans lequel se mêlaient, quoique défigurées, la reli-

qu'il ne pouvait continuer plus longtemps sa mission royale, et conserver la tranquillité dans le royaume.

Le 6 mai, les états assemblés votèrent des remerciements aux principaux acteurs de la révolution, quel que le patriotisme avait prévenu la ruine de la Suède, et au duc de Sudermanie qui, en acceptant la régence, avait pourvu au salut de l'État dans cette crise difficile. Le 9, la déchéance de Gustave et de sa race fut prononcée dans les termes suivants : « Nous adjurons, par le présent acte, toute fidélité » et obéissance que nous devons, comme sujets, à » notre roi Gustave-Adolphe IV, jusqu'à présent » roi de Suède, et le déclarons, ainsi que ses héritiers ¹, déjà nés et à naître, pour le présent et à » jamais, déchu de la couronne et du gouvernement » de Suède. » Dans le préambule de ce grand acte de souveraineté nationale, les états rappelaient l'acte d'abdication dressé volontairement par Gustave, mais en déclarant qu'ils ne le regardaient pas comme nécessaire pour leur détermination.

Le choix d'un nouveau roi ne pouvait pas être douteux. Le prince, déjà éprouvé deux fois dans de hasardeuses circonstances, le duc de Sudermanie, eût obtenu les suffrages de la nation, lors même que la naissance ne l'eût pas placé si près du trône. Avant d'y monter, il désira quelques modifications dans les lois fondamentales pour l'intérêt de la royauté et du pays. Après que ces changements eurent été opérés d'un consentement mutuel, il fut proclamé roi, le 13 juin, sous le nom de Charles XIII, et couronné le 29 du même mois. Gustave IV et sa famille furent traités avec tous les égards dus au rang d'ancien prince venant de tomber. On lui conserva la possession de ses biens personnels, et une pension lui fut assignée par les états.

Àussitôt que le duc de Sudermanie eût été investi de la régence, sa première pensée fut de rendre la paix à sa patrie, en lâchant de ne pas payer son

rétablissement par de trop grands sacrifices. Ce fut là le sujet naturel des lettres qu'il écrivit immédiatement à l'empereur Napoléon ² et à l'empereur Alexandre ³. Auprès de Napoléon seul, quelques mois plus tôt, le succès eût été certain. Aussi le régent, qui ne connaissait pas les engagements pris à Erfurt, se plaisait à voir dans Napoléon un appui et un médiateur ⁴. C'était à Pétersbourg que se trouvaient pour lui la menace et le danger.

La Russie, quoique assurée du consentement de Napoléon, n'eût pas demandé mieux que de lui enlever toute occasion d'intervenir; elle se hâta de proposer à la Suède les conditions d'une paix séparée, en les appuyant des plus formidables démonstrations. Dès les premiers jours d'avril, son ministre, précédemment renvoyé de Stockholm, M. d'Aloup, y était de retour, et insistait sur une prompt conclusion. En échange de l'envoi de cet agent et afin de gagner du temps, la Suède, de son côté, fit partir, avec de pareils pouvoirs, le baron de Schwerin pour Pétersbourg, tandis que le premier aide de camp du roi, comte de Rosen, qui s'était rendu à Paris, conjurait l'Empereur d'obtenir de son allié qu'il se restreignît à des prétentions ⁵ plus admissibles. Le roi Charles XIII plaça les intérêts de la Suède sous la sauvegarde de la générosité de Napoléon. En Russie, c'était à l'ambassadeur de France que l'envoyé suédois, baron de Schwerin, avait recours, ne pouvant pas même être admis à l'audience de l'empereur Alexandre. Le cabinet russe se montrait inflexible, et notifiait la prochaine reprise des hostilités.

Dans la conviction que la France seule pouvait mettre une opposition efficace au démembrement de la monarchie suédoise, le nouveau roi multipliait ses démarches à Paris sous toutes les formes. Après l'envoi de son aide de camp, le comte de Rosen, il avait fait demander des passe-ports pour deux plénipotentiaires, le comte de Lagerbielke et

gion et la chevalerie, il était tout simple que Gustave IV, respectant, dans ce revers de fortune, l'arrêt de la Providence, regardât comme un devoir de conscience de renoncer à son trône auquel il pouvait avoir droit selon la loi des hommes, mais non devant Dieu. Sans garantir que ces bruits portaient sur un fait vrai, nous devons dire qu'en plusieurs occasions Gustave IV a paru en confirmer lui-même l'exactitude. Peu de temps après sa déposition, ce prince étant venu s'établir dans le grand-duché de Bade, où je résidais alors comme ministre de l'Empereur, j'ai souvent entendu citer de lui des propos bizarres, incroyables, qui ne pouvaient guère avoir d'autre explication.

¹ Quoique la nation suédoise déclare agir en vertu de sa souveraineté, et qu'en ce sens elle ait pu regretter la race de Gustave comme Gustave lui-même, les hommes

qui aiment peu à voir les nations mettre en pratique leur suprématie sur les rois ont cherché à établir que la Diète suédoise n'avait prononcé l'exclusion des enfants qu'à cause de l'illégitimité reconnue de la naissance du père, d'autant plus que le duc de Sudermanie, étant lui-même sans héritier, n'avait aucun intérêt à écarter du trône ses petits-neveux. La France en 1830, l'Espagne en 1851, ont depuis, en prononçant la déchéance des héritiers directs de la royauté, compris leurs descendants dans la même exclusion, et, ni en l'un, ni en l'autre pays, on n'avait le prétexte d'illégitimité de naissance.

² 17 mars.

³ 18 mars.

⁴ Lettre de Charles XIII à Napoléon, du 20 mars.

⁵ Instructions du comte de Rosen.

le général comte Esau, en exprimant le désir de traiter de la paix avec la Russie *sous les yeux de l'empereur Napoléon*. Pour mieux s'assurer encore la protection de l'Empereur, il chargeait un autre de ses aides de camp, qui était d'origine française, M. de Sureau, d'une mission secrète ayant pour but d'établir des rapports directs entre l'Empereur et lui. « Cette mission, écrivait Charles XIII ¹, restera totalement ignorée de mon ministère; mais, loin de contrarier nos relations publiques avec la France, je erois qu'elle les facilitera, et, en les dégageant des formes ordinaires de la diplomatie, j'y trouverai l'avantage de pouvoir me livrer franchement à tous les sentiments qui m'attachent à V. M. I., et d'obtenir d'elle des conseils utiles. » Il est affligant de voir une nation estimable comme la nation suédoise se débattre ainsi contre la fatalité qui pèse sur elle. Une seule chance pourrait s'offrir en sa faveur, ce serait un malentendu entre Napoléon et Alexandre; cette chance ne se réalisera pas.

D'après ce que nous avons rapporté de la convention signée entre les deux empereurs, les positions respectives des trois États sont connues. L'acquisition de la Finlande à la Russie est une des concessions par lesquelles Napoléon a payé celles que l'empereur Alexandre lui a faites relativement à l'Espagne et à l'Italie, et il n'eut pas à manquer à sa parole; mais, de part et d'autre, on s'est fait encore diverses promesses; et, lorsqu'une des concessions convenues est sur le point de s'effectuer au profit de l'une des puissances, il est dans l'ordre que l'autre cherche à retarder le moment de cette réalisation, afin d'assurer, dans son intérêt, l'accomplissement des clauses qui lui sont favorables. Ainsi, d'abord la France se trouvant sur le point d'être attaquée par l'Autriche, et cette attaque ayant eu lieu peu de temps après, Napoléon doit désirer que le cabinet de Pétersbourg ne puisse pas saisir, dans le Nord, une proie trop facile, de peur que l'ambition satisfaite de ce cabinet ne le rende moins prompt à porter, dans la guerre d'Autriche, la part de concours que la France a droit de lui demander. Le maintien de l'intimité entre les deux empereurs sera une calamité pour la Suède.

Depuis l'entrevue d'Erfurt, leur union n'a fait que se resserrer davantage. Le principal ministre de l'empereur Alexandre, le comte de Romansof, qui, à la suite de cette entrevue, s'était rendu à Paris, avait embrassé l'alliance avec une chaleur qui eût été condamnable, si cette alliance n'eût pas offert en effet des avantages aussi vrais et aussi étendus à la Russie. Ce ministre, homme d'un mérite fort

distingué, subissait l'enchantement que Napoléon exerçait presque toujours sur les personnes auxquelles il voulait plaire. L'Empereur, en l'entretenant avec une flatteuse familiarité, le séduisait par le charme d'une habile franchise, le subjuguait par une hauteur d'idées dans lesquelles il l'admettait comme en partage, et lui inspirait un dévouement exalté, qui subsistait encore après qu'Alexandre aura rompu tous ses liens avec Napoléon.

A peine de retour à Paris, l'Empereur s'était expliqué avec ce ministre sur la nécessité de faire cesser promptement l'attitude hostile de l'Autriche qui, selon lui, déshonorait l'alliance de la France et de la Russie. Le vrai moyen, disait l'Empereur, de mettre un terme à ces insultantes provocations, c'est d'offrir à l'Autriche toutes les garanties ² désirables de son existence et de son repos, si elle désarme, et, si elle s'y refuse, la guerre.

On venait alors de recevoir à Paris la nouvelle de la conclusion de la paix entre l'Angleterre et la Porte Ottomane, et on ne manquait pas de dire à M. de Romansof que c'était l'alliance russe qui nous faisait perdre celle de la Turquie. On savait aussi que l'internonce autrichien à Constantinople, prêtant son appui au plénipotentiaire britannique, M. Adair, pouvait être regardé comme ayant eu la plus grande part à leur succès. Le comte de Romansof, par ses communications avec l'ambassadeur d'Autriche à Paris, avait personnellement acquis la conviction que la cour de Vienne était déjà, depuis quelque temps, entrée en accord avec l'Angleterre. Ce ministre, en conséquence, écrivait à sa cour dans un sens conforme aux vues du gouvernement français, et demandait des démarches décisives tant envers l'Autriche qu'envers la Turquie. À l'égard de cette dernière puissance, le désir de Napoléon avait été prévenu. Déjà l'empereur Alexandre, qui connaissait l'arrivée d'une légation anglaise à Constantinople, sans attendre ce qui pourrait en résulter, avait envoyé un courrier dans cette capitale pour déclarer qu'il considérait le rapprochement de l'Angleterre et de la Turquie comme une déclaration de guerre, et que, si on n'expulsait pas sur-le-champ la légation anglaise, il donnerait ordre au général Prozorowski de passer le Danube. Relativement à l'Autriche, Alexandre annonçait également l'intention de parler ferme à cette puissance, et si elle renuait, de joindre les faits aux paroles. Il avait dit au duc de Vienne, dès les premiers jours de janvier, que, s'il n'y avait pas eu un concert déjà formé entre le gouvernement anglais et l'Autriche, cette dernière puissance n'aurait pas fait tant de fracas de ses armements.

¹ Lettre du 20 juillet.

² Premiers jours de février 1809.

Tandis que l'empereur Alexandre et son principal ministre se montraient dévoués au système français, il était permis à l'Autriche de mettre en doute la possibilité de la conservation de ce système. La maison de l'ancien ambassadeur Rasumowski, maintenue à Vienne sur le même pied que pendant son ambassade, continuait à rassembler tout ce qui affiliait de l'hostilité contre l'empereur Alexandre. Le parti anglo-russe, dont cette maison semblait le foyer, y appelait tous les étrangers arrivant dans cette capitale. Ainsi il s'était emparé du comte de Tolstoï, à son retour de son ambassade en France; ainsi, en ce moment encore, il se saisissait de M. de Stroganof, revenant d'Espagne. Rien de moins monarchique que les propos tenus dans ce club de l'oligarchie. Par haine pour Napoléon, on se déchaînait contre Alexandre, et l'esprit de cette société avait une telle violence, qu'on ne se fut pas fait scrupule de porter la main sur Alexandre, pour en faire retomber le contre-coup sur Napoléon. Aussi, dans une conversation particulière avec un homme sage qui alléguait, comme motif d'éviter la guerre, la liaison de ces deux princes, l'empereur François avait répondu : « Mais l'empereur Alexandre est-il bien ferme sur son trône ? »

Au reste, dans cette guerre d'Autriche de 1809, les femmes aussi jouaient un grand rôle, comme dans la guerre de Prusse en 1806. À leur tête on voyait l'impératrice, comme en Prusse on avait vu la reine. Depuis le second mariage de l'Empereur, l'archiduchesse Béatrix, mère de la jeune impératrice, s'était ouvertement prononcée contre la France. Dans un rang moins élevé figuraient d'autres femmes¹ qui formaient la société habituelle du comte de Stadion, ministre des affaires étrangères. Quel que fut le degré de leur influence sur ce ministre, ses ennemis disaient que les véritables séductions qui agissaient sur lui venaient d'Angleterre. On remarquait généralement qu'il faisait trois fois plus de dépenses qu'il n'avait de revenu². Une autre observation qui se reproduit sans cesse, c'est que les hommes qui excitaient le plus vivement l'Autriche à la guerre n'étaient pas Autrichiens. Stadion lui-même et le général Stutterheim, quoique Allemands, étaient nés hors des États de cette puissance. Les agitateurs qui, avec eux, soufflaient l'incendie, étaient les Russes Rasumowski, Oubarof, Tatichéf et le cosmopolite Pozzo di Borgo. En ce moment même s'agit-il d'une mission extraor-

динаire, c'est encore un étranger que l'on choisit, le Hanovrien comte de Walmoden.

En se décidant à la guerre contre la France, le cabinet autrichien, trompé par le langage de la colonie russe qui faisait tant de bruit à Vienne, se persuadait que, s'il ne pouvait attendre le concours de la Russie, il obtiendrait au moins que cette puissance conservât la neutralité. C'était là ce que devait tâcher d'obtenir l'ambassadeur extraordinaire envoyé à Pétersbourg, le prince de Schwarzenberg. La lettre de l'empereur François, portée par cet ambassadeur, exprimait le désir qu'avait ce prince de maintenir ses bons rapports avec la Russie « dans les circonstances difficiles où se » trouvait l'Europe. » L'ambassadeur eut bientôt reconnu la vanité de cette espérance. Le premier mot de l'empereur Alexandre fut pour lui rappeler que plus d'une fois déjà il avait fait connaître à l'Autriche ses engagements avec Napoléon. « Que » gagnerez-vous à la guerre? Que vous fait la question d'Espagne? Notre ennemi commun, c'est » l'Angleterre, et c'est votre conduite qui a éloigné » la paix que nous aurions pu faire avec elle. » Il renouvela l'offre de la garantie de la Russie et de la France pour le cas où l'Autriche désarmerait. Rien de plus net que le langage de l'empereur Napoléon à Paris, de l'empereur Alexandre à Pétersbourg. Les réponses du prince de Schwarzenberg furent insignifiantes et évasives à Pétersbourg, comme celles de M. de Metternich à Paris.

Suivant le prince de Schwarzenberg, il s'en fallait beaucoup que le résultat de la mission de M. le baron Vincent à Erfurt eût été satisfaisant; la réponse de Napoléon à l'empereur François n'était pas propre à tranquilliser ce prince, et d'ailleurs, on avait encore remarqué depuis, dans des proclamations publiées par Napoléon en Espagne, certains passages faits pour augmenter les inquiétudes de l'Autriche, car ils étaient évidemment *à son adresse*. S'il faut en croire l'opinion du duc de Vicence, qui eut aussi avec le prince de Schwarzenberg des entretiens assez étendus, ce dernier ne partageait pas l'exaltation de sa cour, mais il semblait croire qu'elle était trop engagée pour redevenir pacifique, quelque désir qu'elle pût en avoir dans le moment même. Effectivement, par la correspondance de l'ambassadeur de France à Vienne, le général Andréossy, on voit qu'il y a dans la fièvre belliqueuse de la cour et des salons une sorte d'intermittence, et que, du jour au lendemain, on

¹ La princesse russe Bagration, la princesse Lignowski, la comtesse de Kaunitz, et plusieurs autres.

² Le fait n'était pas nouveau. Dès 1802, époque où j'avais vu le comte de Stadion, envoyé d'Autriche à Berlin,

on ne comprenait rien à ses dépenses. C'était incontestablement un dissipateur; mais il ne faut pas en conclure qu'il fût vendu à l'étranger.

passé de la paix à la guerre et de la guerre à la paix.

Dans une autre conversation, l'empereur Alexandre s'expliqua d'une manière plus précise avec l'ambassadeur autrichien. Pour vous prouver, lui dit-il, que personne ne songe à vous attaquer, nous allons encore, l'empereur Napoléon et moi, faire une démarche conciliante à Vienne. « Nous vous offrons » la garantie respective de la France contre la Russie, et de la Russie contre la France. » Le prince de Schwarzenberg paraissait surpris d'entendre de pareilles déclarations. Il témoigna craindre qu'elles n'arrivassent trop tard. Selon toute apparence, cet ambassadeur n'était pas dans la confiance entière de son cabinet, pas plus que l'empereur d'Autriche lui-même. Ce prince ne se décidait à la guerre qu'en conséquence de l'opinion sans cesse répétée autour de lui que Napoléon voulait la lui faire. « Je suis bien malheureux, s'écria-t-il un jour, » cet homme-là veut détruire ma monarchie; eh bien! il vaut mieux prévenir qu'être prévenu. » Une fois son consentement ainsi prononcé, le maréchal du ministère devint plus décidé et plus franc. Pour familiariser l'esprit des habitants avec l'idée de la guerre, on fit placer¹ en plein jour deux cents bouches à feu sur les remparts de Vienne.

Le langage du prince de Schwarzenberg à Pétersbourg s'accordait parfaitement avec l'idée que se formait sa cour de l'état peu avancé des préparatifs de Napoléon. L'empereur Alexandre, voyant que les garanties offertes à l'Autriche ne la satisfaisaient pas, pressa le prince de Schwarzenberg de faire connaître sans détour par quelles mesures on pourrait contenter cette puissance. Deux mesures furent indiquées par l'ambassadeur : la première que les États de la confédération rhénane remissent leurs troupes sur le pied de paix; la seconde, que la France rappelât les siennes sur la rive gauche du Rhin. Mais dans l'intervalle, l'Autriche ne commencerait-elle pas les hostilités? — La réponse de l'ambassadeur fut qu'on avait tout loisir pour la négociation, attendu que la France ne pourrait être prête qu'en juillet. Ainsi l'Autriche se trompe encore sur le degré d'activité dont Napoléon est capable. En 1805, elle l'attaque brusquement, parce qu'elle croit avoir sur lui plus d'un mois d'avance, toute l'armée française se trouvant rassemblée à Boulogne pour l'expédition d'Angleterre, et cette armée française était aux sources du Danube aussi promptement que l'armée autrichienne. En 1809, même illusion, même mécompte. Le tort constant du cabinet autrichien

est d'oublier sans cesse quel est son adversaire; tort impardonnable après tout ce qu'a souffert la monarchie pour n'avoir pas bien apprécié Napoléon. Avec tout autre, les calculs de ce cabinet seraient justes; il possède, il a sous sa main une armée des plus redoutables, sans compter les autres forces du pays qui pourraient, au besoin, doubler presque cette armée. Ses masses sont entières, tandis que les moyens de Napoléon sont au moins partagés; on s'exagère les dangers de la France en Espagne d'après les fanfareries des juntes insurrectionnelles; les libelles espagnols, le mémoire de Cevallos et autres, se vendent publiquement à Vienne, après avoir été soumis à la censure du gouvernement. C'est déjà une sorte de guerre déclarée à Napoléon, et ce n'est pas celle dont les coups lui sont le moins sensibles. Aussi, de son côté, s'en venge-t-il par des articles de journaux, où les provocateurs à la guerre ne sont pas épargnés, où se trouvent des allusions directes aux deux archiducs frères de l'impératrice, et quelques-unes à l'impératrice elle-même.

Au milieu de tout ce qui porte et encourage le cabinet autrichien à la guerre, la circonstance qui lui semble la plus favorable est la confiance de n'avoir rien de sérieux à craindre du côté de la Russie. Si l'on n'a pas la certitude que l'empereur Alexandre doit rester tout à fait neutre, on se persuade du moins que la guerre de ce côté ne sera pas vive, que les Russes ne se battront pas ou qu'ils se battront mal, et que, du contraire de l'opinion des généreux et officiers russes avec celle de leur gouvernement, pourront sortir les chances les plus heureuses contre la France.

D'ailleurs, quand une puissance a porté ses préparatifs de guerre au point où sont arrivés ceux de l'Autriche, il lui devient presque impossible de les laisser sans emploi. Les moyens sont là; le grand effort est fait; les dépenses sont devenues telles qu'on a de la peine à y suffire. Quoique certains mouvements de la bourse de Vienne semblent annoncer la réalité de versements faits par l'Angleterre, les frais d'une si grande guerre ne sont jamais que faiblement couverts par l'or étranger. Toutes les ressources du pays même sont mises à contribution, et une fois qu'une immense consommation journalière est établie, comme on ne peut pas la continuer toujours, il lui faut une issue; la seule issue, c'est la guerre, et les financiers eux-mêmes sont les premiers à appeler la guerre comme moyen de salut. « Pour mon département, disait le chef du ministère² des finances, il y a long-

¹ 16 février.

² Le comte O'Donnell. Mêmes propos de M. Barbier, principal conseiller des finances.

« temps déjà que la guerre est commencée; l'armée dévore tout ici; il faut qu'elle aille vivre ailleurs. »

La certitude de la guerre était reconnue à Paris comme à Vienne. Dans le mois de décembre, M. de Metternich, ambassadeur en France, s'était rendu auprès de son gouvernement, et n'en rapportait aucune parole qui pût autoriser la moindre espérance du maintien de la paix. Napoléon en prenait son parti. Pendant six mois, il avait été prodigue de demandes d'explication et de notes pacifiques. Maintenant il est devenu muet avec l'ambassadeur autrichien, cessant de lui parler et de s'occuper de lui. Pour la cour de Vienne, ce silence est un grief. « L'Empereur ne dit rien à M. de Metternich. » C'est être par trop exigeant.

M. de Metternich lui-même, en annonçant au duc de Cadore que sa cour avait fait sortir ses troupes du pied de paix, ajoute : « Pourquoi ! l'Empereur ne m'a-t-il pas parlé? — L'Empereur ne vous parle plus, répondait le ministre français, parce qu'il vous a longtemps parlé en vain, parce que vous avez perdu auprès de lui, par des promesses trompeuses, le crédit qu'on accorde au titre d'ambassadeur. » Les promesses faites antérieurement par M. de Metternich, étaient que la cour de Vienne ne donnerait pas suite à ses mesures militaires, qu'elle ferait discontinuer les exercices, qu'elle reconnaîtrait le roi Joseph, et aucune de ces promesses n'avait été remplie. Le grief le plus sérieux allégué par M. de Metternich, était la non admission de l'empereur d'Autriche au congrès d'Erfurt, et les soupçons inspirés par cette exclusion. On lui répliquait que rien à Erfurt, et il le savait fort bien, n'avait été dirigé contre l'Autriche, et que, si la guerre éclatait, ce serait elle qui l'aurait voulu.

Immédiatement après cette conversation, l'Empereur ordonna qu'en Italie ses troupes se concentrasent, et qu'en Allemagne le quartier général fut transféré à Ulm. Il en fit informer son ambassadeur à Pétersbourg, laissant à l'empereur Alexandre le choix du plan d'opération qu'il lui plairait d'adopter. Dans le cas où la Russie voudrait agir séparément, elle devrait mettre en mouvement une bonne armée. Si elle ne voulait envoyer qu'un fort détachement, quarante mille hommes, par exemple, il conviendrait qu'elle le dirigeât sur Dresde. Du reste, disait le duc de Vienne, « l'Empereur Napoléon ne réclame rien de l'empereur Alexandre; il attend tout de sa loyauté. » Alexandre, de son côté, protestait que, si l'Autriche se refusait aux garanties qui lui étaient offertes, il

marcherait contre cette puissance, et que Napoléon pouvait compter sur lui.

De nombreux courriers s'échangeaient entre Paris et Pétersbourg. Si, un jour, Napoléon ne demandait rien, le lendemain il demandait beaucoup. Il se repentait de n'avoir pas, dès l'entrevue d'Erfurt, parlé à l'Autriche assez ferme pour la forcer à suspendre ses armements. Aujourd'hui encore, ce n'est que par des menaces prêtes à se réaliser qu'on peut la faire passer de l'excès de la confiance au découragement. Qu'une armée russe, disait l'Empereur, se montre sur les bords du Danube pour marcher en Transylvanie; qu'une autre soit prête à entrer dans la Galicie autrichienne; qu'enfin le cabinet russe prenne un langage et des moyens capables de conserver la paix ou d'abréger la guerre. A ces demandes on faisait toujours les plus satisfaisantes réponses. Cependant, au milieu des démonstrations les plus empressées de l'empereur Alexandre, il paraît qu'il y eut, de sa part, un moment d'hésitation; car nous lisons dans une lettre de Napoléon au duc de Vienne : « Remettez les traités sous les yeux de ceux qui les oublient. » Et la lettre citait particulièrement le paragraphe 2 de l'article 10 du traité d'Erfurt, qui effectivement assure à la France, pour le cas d'une guerre avec l'Autriche, la coopération de la Russie. L'hésitation avait été mal interprétée, ou attribuée à une cause qui n'était pas la vraie. Nous aurons incessamment occasion de signaler le point délicat qui est destiné à former un long sujet de discussion entre les deux empereurs.

Les événements marchaient vite. Résolue à la guerre, l'Autriche, même avant de la déclarer, se dispensait des devoirs de la paix. Le 17 mars, un officier français, porteur de dépêches du chargé d'affaires de France à Vienne pour le ministre français à Munich, fut arrêté à Braunau, quoique muni des passe-ports les plus réguliers. Ses malles furent ouvertes, son portefeuille forcé, les dépêches saisies, décachetées et envoyées à Vienne. Assurément, des représailles étaient permises; un courrier autrichien fut intercepté à Nancy. Les lettres du comte de Stadion à M. de Metternich révélèrent encore d'autres procédés non moins contraires aux lois de l'honneur. L'une de ces lettres chargeait M. de Metternich de remettre une déclaration de sa cour, datée du 27 mars. Cette déclaration, qui exprimait le refus des garanties offertes par la Russie et par la France, était une véritable notification de rupture, quoique le cabinet autrichien ne la regardât pas comme telle, car il n'ordonnait pas à son ambassadeur de demander ses passe-ports après l'avoir remise, et cependant les hostilités étaient commencées avant même que le courrier

¹ Le 2 mars.

qui la portait eût pu être arrivé à Paris. On a peine à s'expliquer ces violations, si familières à l'Autriche, de tous les droits de la paix et même de la guerre. Le fruit qu'on en recueille en compense rarement la honte. En cette circonstance, on ne peut les attribuer qu'à l'aveuglement qui éroyait surprendre Napoléon, sinon désarmé, du moins dans un état d'armement qui ne lui permit pas de résister aux masses soudainement lancées contre lui. Cette confiance du cabinet n'était pas commune à la population. La veille du jour où l'on allait tirer l'épée, on apercevait à Vienne, même chez les hommes les plus ardents, un mouvement d'inquiétude¹, tel qu'on n'eût pas demandé mieux que de reculer, si on eût pu le faire sans déshonneur. On avait fait une remarque semblable en Prusse, peu de jours avant la bataille d'Iéna. Retourner en arrière n'était plus possible.

Le succès définitif des puissances coalisées contre la France en 1815 ayant rendu la dissimulation moins nécessaire pour les temps antérieurs, ce n'est plus maintenant dans les déclarations et les manifestes de 1809 qu'il faut chercher le motif du refus fait alors par l'Autriche des garanties que lui offraient la Russie et la France. Ces volumes de raisonnements embarrassés ne sont qu'un long mensonge. Le défenseur officiel des ennemis de Napoléon, M. Schell, expose avec franchise le motif vrai de ce refus. Selon lui, en 1809, « il ne s'agit » sait pas², pour l'Autriche, de s'assurer la tranquillité possession des États que le dernier traité lui avait laissés; elle espérait que les conjonctures actuelles lui permettraient de briser les conditions onéreuses de ce traité, et de rentrer dans l'intégrité de ses possessions. » Le même écrivain, tout en critiquant le rapport fait à Napoléon sur la rupture par son ministre des affaires étrangères, reconnaît sans détour la vérité de l'assertion principale énoncée dans ce rapport. « Le » ministre de France prouve³ très-bien, dit-il, ce » qui, aux yeux de tout homme impartial, ne peut » pas être douteux, savoir, que l'Autriche avait, » depuis la paix de Presbourg, préparé les moyens » de se débarrasser de ce traité et de reprendre » son ancien rang dans le système politique de » l'Europe, et que, voyant Bonaparte occupé en » Espagne, elle avait pensé que le moment d'éclater était arrivé. » Après de pareils aveux, faits depuis 1815, on voit quelle croyance méritent les allégations de la cour de Vienne en 1809. Il en est une cependant que nous ne pouvons passer sous

silence. C'est celle d'une prétendue insinuation que lui aurait faite la France pour l'appeler à un partage de l'empire ottoman, proposition dont l'injustice aurait révolté la délicatesse de l'Autriche. Rien de plus évidemment faux que cette allégation. L'ensemble des faits que nous avons précédemment racontés prouve, au contraire, qu'à diverses époques l'Autriche n'eût pas demandé mieux que de prendre part à un pareil partage, qu'elle en a même laissé apercevoir le vœu; et enfin il est notoire que son grief le plus vif contre le congrès d'Erfurt est dans la pensée que les deux empereurs se sont, à cet égard, arrangés sans elle.

Le 6 avril, l'archiduc Charles adresse une proclamation à son armée. Déjà, dans la guerre de 1805, on avait, non sans surprise, aperçu le mot de *liberté* dans quelques publications autrichiennes. Aujourd'hui c'est la liberté qui forme le texte de sa belliqueuse éloquence. À l'imitation des juntes d'Espagne, l'Autriche parle « du salut de la » patrie, de la liberté de l'Europe réfugiée sous ses » bannières. » Elle ne veut que « délivrer les peuples de leur oppresseur. »

Un trait particulier distinguait la proclamation de l'archiduc Charles : « Bientôt, ajoutait-il, des » troupes étrangères, étroitement unies avec nous, » combattront avec nous l'ennemi commun. » Quelles sont ces troupes étrangères? S'agit-il de troupes anglaises? Une expédition anglaise aura lieu plus tard, mais séparée, et pour un intérêt purement anglais, dans l'île de Walcheren. L'archiduc Charles comptait-il sur le concours de la Prusse et même de la Russie? on peut le supposer. Par une correspondance du général Grunne, l'homme de confiance de l'archiduc, avec le comte de Stadion, on voit que ce dernier promettait d'avance au généralissime le secours « de toutes les » nations mécontentes, » au premier rang desquelles il plaçait la Russie et la Prusse. En ce qui concernait la Russie, l'assertion pouvait être téméraire; pour la Prusse elle ne l'était pas, quoiqu'elle doive être trompée par l'événement. Les sentiments de la cour de Königsberg n'étaient pas douteux, et, dans cette cour comme à Vienne, on se persuadait qu'il ne serait pas impossible de rallier la Russie à une commune entreprise.

Dans le mois de décembre 1808, le roi Frédéric-Guillaume avait fait connaître au gouvernement français qu'il se proposait de faire, avec la reine, un voyage à Pétersbourg. Napoléon, assuré alors de l'empereur Alexandre, n'y vit aucun inconvé-

¹ Parmi les lettres interceptées, il y en avait une dans laquelle on disait à M. de Metternich : « Je remarque » avec douleur que l'enthousiasme trépidit. »

² Tome IX, page 233.

³ Tome IX, page 259.

nient. Il fit écrire à ses agents que ce voyage ne lui déplaisait pas, et ne devait donner lieu à aucun mauvais bruit. Arrivé en Russie, le roi de Prusse ne tarda pas à se convaincre que, si l'esprit de la noblesse était en général opposé à l'alliance française, cet esprit n'était pas celui de l'empereur et de son cabinet. Dès lors il dut renoncer à une espérance qu'il se garda même de laisser entrevoir. « Je ne serais pas allé à Vienne, disait-il à l'ambassadeur de France, mais chez l'ami intime de l'empereur Napoléon, la chose est bien différente; » c'est la reconnaissance qui m'amène ici. » Quoique nous ne pensions pas qu'il y ait eu aucune conversation politique entre le roi et l'empereur Alexandre, ainsi que l'assurait ce dernier, nous croyons que le roi, ayant reconnu l'impossibilité actuelle d'amener ce prince à entrer dans les projets de la cour de Vienne, se réduisit à invoquer son assistance pour obtenir une réduction sur les sommes dont il était encore débiteur envers le gouvernement français. Lorsque, deux ou trois ans plus tard, le roi prêtera encore l'oreille aux propositions du cabinet autrichien, il ne dissimulera pas qu'il n'a aucune espérance de concours du côté de la Russie. En Prusse, le gouvernement parattra immobile, mais il favorisera sous main tout ce qui pourra agiter la population et la tenir prête à saisir les chances que la fortune viendrait à lui offrir.

Indépendamment des sociétés secrètes déjà formées dans le dessein de chasser les Français de l'Allemagne, il s'était établi à Königsberg, avec le consentement¹ du roi, une confédération qui s'intitulait Société morale et scientifique, dont le but était « de ranimer les courages, de mûrir les résolutions, et de préparer les forces nécessaires pour tirer une glorieuse vengeance de l'implacable ennemi de la monarchie prussienne. » Afin de soustraire à Napoléon la connaissance de cette confédération autorisée, on eut soin de la fonder dans les rangs et sous le voile du *Tugendbund*, société privée, dont le gouvernement a affecté quelquefois de blâmer les écarts. Ces dispositions du gouvernement prussien étaient parfaitement connues du principal auteur de la guerre prête à éclater, le comte de Stadion, et ce ministre ne négligeait rien pour porter les chefs les plus entreprenants du parti antifrançais à des résolutions extrêmes, de nature à entraîner dans le même mouvement et l'armée, et le roi lui-même, malgré son apparente résistance.

L'un des hommes sur lequel on comptait le plus pour donner l'impulsion à un ébranlement général, était le fils du dernier duc de Brunswick, tué

à Iéna. Privé des États paternels, ce prince avait reçu de son oncle, par héritage, le duché d'Oels en Silésie. C'est dans cette province prussienne qu'il rassemblait des bandes de mécontents, certain de l'assentiment tacite du roi, aussi longtemps qu'il ne s'élèverait pas de plaintes de la part de la France, aidé des subsides de l'Angleterre, et encouragé par l'Autriche, qui mettait à sa disposition un district de la Bohême pour y réunir ses hommes, ses provisions et ses armes. Cette dernière puissance lui promettait en outre de le seconder par des diversions en Franconie et en Saxe, comme il le serait dans le duché de Brunswick, où il avait beaucoup de partisans, dans la Hesse électoral et dans les autres principautés dont se composait le royaume de Westphalie. En effet, des germes d'insurrection fermentaient dans tous ces pays, comme à Berlin, comme dans l'armée prussienne, et ce n'était pas sans des données de quelque valeur que la cour de Vienne regardait la Prusse comme devant être l'un de ses infailibles auxiliaires. Une victoire éclatante de l'armée autrichienne au début de la campagne, aurait certainement fait éclater partout l'incendie; mais cette condition d'une première victoire était indispensable, et le comte de Stadion croyait bien qu'elle ne lui manquerait pas, tant il se flattait d'avoir, dans ses préparatifs, une longue avance sur ceux de Napoléon. De là l'explosion brusque de la guerre, au mépris de tous les droits et de tous les usages, sans déclaration préalable, et malgré la présence de M. de Metternich à Paris, où il négociait encore.

La proclamation de l'archiduc Charles, datée du 6 avril, en était le premier acte. Le 8, l'agression commença sur tous les points, et contre tous les pays alliés ou dépendants de la France, en Pologne comme en Italie, en Bavière, en Franconie et dans le Tyrol. Partout des proclamations accompagnaient la marche des troupes; partout ces proclamations appelaient les peuples à l'insurrection. Ce serait une guerre de propagande révolutionnaire, si les mots de *liberté* et de *patrie* ne rendaient pas un son faux dans la bouche des monarques absolus. Le 9 avril, jour même où il franchissait l'Inn, l'archiduc dénonçait la guerre au roi de Bavière et au maréchal français Lefebvre, qui se trouvait à Munich, et devait prendre le commandement des troupes de ce prince. Il engageait le roi à ne voir dans les Autrichiens que des libérateurs, armés uniquement « contre l'ennemi de l'indépendance générale de l'Europe, » et éloignés de toute idée de conquête. Les réponses de la Bavière et des autres princes de la confédération flétrirent, comme un insigne attentat au droit des gens, une invasion qui n'avait été précédée d'aucune déclaration de guerre, et

¹ Marquis de Lucchesini.

surtout ces appels aux peuples qui n'étaient qu'une provocation à la révolte contre leurs gouvernements¹.

En Pologne, l'archiduc Ferdinand, commandant un corps de 40,000 hommes, avait pour mission spéciale, après avoir soumis ou écrasé la poignée de Polonais commandée par le prince Poniatowski, de se porter sur les frontières de la Prusse, afin d'encourager le parti belliqueux qui existait à la cour de Königsberg, et de déterminer l'accession de cette puissance à la guerre.

En Italie, l'archiduc Jean, qui, par de longues intrigues dans cette contrée, croyait s'y être acquis beaucoup de partisans; qui, surtout, se trouvant à la tête de plus de 85,000 hommes, ne doutait pas d'un succès facile sur la faible armée du prince Eugène Beauharnais, comptait beaucoup sur le soulèvement des populations contre la France, et le commissaire général auprès de son armée, le comte de Goës, avait déjà un travail tout prêt pour la

formation de gouvernements insurrectionnels à Venise, à Milan, en Toscane et jusqu'en Piémont. Les listes des personnages italiens, dont devaient se composer ces gouvernements, auraient pu être des listes de proscription. Napoléon, lorsqu'elles tomberont entre ses mains, voudra beaucoup ignorer, et là où il ne pourra pas ignorer, il ne voudra pas croire.

Le pays où la révolte avait été le mieux organisée, était le Tyrol. Un vieux sentiment d'affection de ces montagnards pour leurs anciens maîtres eût pu rendre excusable leur infidélité envers le roi de Bavière, si leur ignorance et le fanatisme de leurs chefs n'eussent donné à l'insurrection le plus hideux caractère de férocité et de barbarie. C'était au moment même où l'archiduc Charles invitait le roi Maximilien à la neutralité, que les généraux Jellachich et Chateler excitaient les Tyroliens à l'expulsion des Bavares et à leur extermination.

¹ « Toutes ces pièces, dit M. Schœll, appelaient les peuples à l'insurrection, sans le concours des gouvernements. » C'était en effet les appeler à l'insurrection

contre leurs gouvernements, puisque ceux-ci étaient les alliés de la France.

CHAPITRE XIII.

GUERRE D'AUTRICHE.

Départ de l'Empereur pour l'armée. — Occupation des deux rives du Danube par les Autrichiens. — Même mesure adoptée par Napoléon. — Lenteurs de l'archiduc Charles. — Activité de l'Empereur. — Proclamation de l'Empereur à l'armée. — Campagne de cinq jours. — Allocution de l'Empereur aux troupes de Bavière et de Wurtemberg. — Bataille d'Abensberg. — Entrée des Autrichiens à Rainbonn. — Prise de Landshut. — Bataille d'Eckmühl. — Attaque et prise de Ratibonne. — Résultats de la campagne de cinq jours. — Proclamation de l'Empereur à l'armée. — Distribution de récompenses. — Ordres de l'Empereur au prince Eugène, en Italie; à Bernadotte, en Saxe; au prince Poniatowski, en Pologne. — Lettre de l'archiduc Charles à l'Empereur. — Bataille d'Ebersberg. — Marche de l'Empereur sur Vienne. — Capitulation de Vienne. — Proclamation de l'Empereur à l'armée. — Bulletins sévères pour les promoteurs de la guerre. — Batailles de Gross-Aspern et d'Essling. — Rupture des ponts du Danube. — Retraite des Français dans l'île de Lobau. — Joction de l'armée d'Italie avec la grande armée. — Retraite de l'archiduc Jean devant le prince Eugène. — Proclamation de l'Empereur à l'armée d'Italie. — Insurrection dans le Tyrol. — Insurrection dans le nord de l'Allemagne. — Tentative sur Magdebourg. — Révolte dans la Prusse. — Défection du major prussien Schill. — Schill déclaré déserteur par son gouvernement. — Défaite et mort de Schill à Stralsund. — Légion noire¹ du duc de Brunswick-Oels. — Marche brillante et embourgeoisée de la Légion noire. — Négociations entre la Prusse et l'Autriche. — Combat devant Varsovie. — Le prince Poniatowski à Praga. — Patriotisme des habitants de Vassovic. — Avantage remporté à Gora par le prince Poniatowski. — Conduite équivoque du corps auxiliaire russe. — Point délicat de controverse entre Napoléon et Alexandre. — Dispositions antifranchises des généraux russes. — Doute momentané de Napoléon sur la bonne foi d'Alexandre. — Inaction du corps d'armée russe. — Aven du prince Goltz sur les causes de l'inaction de ce corps d'armée. — Retour de confiance entre Napoléon et Alexandre. — Consentement de Napoléon au traité entre la Russie et la Suède. — Amuse respectivement menaçante des Russes et des Polonais. — Dévouement des Polonais à la France.

Si l'Autriche s'était gravement méprise en supposant que l'empereur des Français ne serait en état d'agir qu'au mois de juillet, Napoléon s'était aussi, sous le même rapport, trompé à l'égard de l'Autriche; mais, de son côté, l'erreur était moindre. Par les lettres du prince de Neuchâtel, major général, au roi de Bavière et à plusieurs maréchaux, on voit que l'Empereur ne s'attendait à être attaqué que vers la fin d'avril. Aussi était-il à Paris, et le prince de Neuchâtel seulement à Strasbourg, lorsque l'Autriche avait déjà envahi la Bavière. Le 12 au soir, le télégraphe lui apporta la nouvelle de cette invasion. Le 15, à deux heures du matin, il partait pour l'armée. Le 16¹, il était

à Louisbourg, chez le roi de Wurtemberg; il vit, le même jour, le roi de Bavière à Dillingen, et, le 17 au matin, il arrivait à Donawerth, où il établit son quartier général. Dans les huit jours d'avance que l'archiduc Charles eut sur Napoléon, du 8 au 17 avril, combien, en pareille circonstance, Napoléon aurait obtenu d'avantages sur une armée à laquelle aurait manqué son général en chef!

Instruit par sa longue étude de la guerre et par sa propre expérience en 1796, l'archiduc Charles² regardait comme un axiome incontestable, que « la possession des deux rives du Danube, de Ratibonne à Donawerth, livrait, à toute armée » belligérante dans l'Allemagne méridionale, la clef

¹ Étant alors ministre auprès du grand-duc de Bade, j'allai saluer l'Empereur à son passage à Darmstadt. Après m'avoir fait diverses questions sur ce que nous pouvions savoir des mouvements de l'armée autrichienne, se souvenant que j'avais été administrateur général de la Prusse

pendant l'occupation de 1807 et 1808, il me dit qu'il m'appellerait bientôt pour remplir les mêmes fonctions à Vienne. Il ne tint parole.

² Voir son ouvrage sur la stratégie.

« d'une victoire assurée. » En conséquence de ce principe, pour se rendre maître d'un terrain si important à ses yeux, il avait cru devoir occuper la Bavière avec son armée principale, en donnant la main par Ratisbonne au corps rassemblé en Bohême sous les ordres du comte de Bellegarde. Selon le général Stutterheim, ce dernier corps était de 49,000 hommes. L'archiduc avait, sous ses ordres immédiats, 126,000 hommes, dont 14,000 de cavalerie; ensemble 175,000 hommes.

Ainsi que l'archiduc Charles, Napoléon avait senti le besoin de s'assurer des deux rives du Danube. Aussi avait-il partagé les troupes françaises en deux grands commandements, l'un pour Davoust sur la rive gauche, l'autre pour Masséna sur la rive droite de ce fleuve. Au centre se trouvaient les troupes de la confédération du Rhin, les Bavares sous les ordres du maréchal Lefebvre, les Wurtembergeois sous les ordres du général Vandamme. Informé de cette situation de l'armée française, l'archiduc Charles s'était proposé d'écraser le centre, composé des troupes confédérées, et de se faire jour entre les deux corps de Masséna et de Davoust en même temps qu'il opérerait sa jonction avec Bellegarde auprès du Ratisbonne. Le projet était bien entendu et d'une exécution facile. Un excès de prudence de l'archiduc, ou bien l'invincible lenteur des Autrichiens, le fit échouer. L'occasion était d'autant plus favorable, que le prince de Neuchâtel, qui dut pendant quelques jours supplier Napoléon, seules prendre plaisir à mettre au grand jour combien il y a loin de l'homme d'un talent de second ordre à l'homme de génie. Au mépris des instructions plusieurs fois renouvelées de l'Empereur, qui, pour le cas d'une attaque imprévue, avait recommandé de concentrer l'armée sur l'un des points du Danube, le prince de Neuchâtel avait ordonné des mouvements qui mettaient entre les deux masses françaises une distance de trente-cinq lieues. À peine arrivé sur le terrain, l'Empereur voit le mal et se hâte de le réparer. Pour avoir l'armée entière sous sa main, il fait revenir plus près de lui Davoust, qui est à Ratisbonne; il fait avancer Masséna, qui est à Augsbourg, et qui a des divisions plus éloignées encore. Une lettre qu'il écrit à ce dernier, datée de Donawerth, le 18, expose ses vues et renferme le secret de tous les succès qu'il va obtenir. « L'archiduc Charles, dit Napoléon, a débouché à Landshut sur Ratisbonne... Davoust, partant de Ratisbonne, marche sur Neustadt. Ce maréchal agira avec les Bavares, et peut s'en tirer honorablement; mais l'ennemi est perdu si votre corps et celui d'Oudinot débouchent avant le jour sur Pfaffenhofen et tombent sur les derrières de l'archiduc... » A cette lettre, écrite sous sa dictée,

l'Empereur avait ajouté de sa main : « Activité, vitesse, je me recommande à vous. » L'excéntrique ne peut pas être aussi rapide que la pensée de l'Empereur; mais elle le fut autant que pouvaient le permettre la vivacité et l'énergie de l'armée la plus lente qui ait jamais existé. Une proclamation annonça l'arrivée de l'Empereur à l'armée :

« Soldats,

« Le territoire de la confédération a été violé,
« Le général autrichien veut que nous fuyions à
« l'aspect de ses armes, et que nous lui abandon-
« nions nos alliés. J'arrive avec la rapidité de
« l'éclair.

« Soldats, j'étais entouré de vens, lorsque l'em-
« pereur d'Autriche vint à mon bivac de Mora-
« vie; vous l'avez entendu implorer une clémence
« et me jurer une amitié éternelle. Vaincue dans
« trois guerres, l'Autriche a dû tout à notre gé-
« nérosité; trois fois elle a été parjure! Ses suc-
« cès nous sont un sûr garant de la victoire qui
« nous attend.

« Marchons donc, et qu'à notre aspect l'ennemi
« reconnaisse son vainqueur.

« Signé NAPOLEON. »

Le 19, les ordres donnés par l'Empereur s'exécutaient dans les deux corps d'armée, et chaque corps étendait, en marchant, des avantages sur l'ennemi.

Masséna, parti d'Augsbourg avec la tête des divisions d'Oudinot, et arrivé à six heures du matin à Pfaffenhofen, y rencontra 3 ou 4,000 Autrichiens qu'il dispersa, en leur faisant 300 prisonniers.

De son côté Davoust, qui se portait sur Neustadt, battit les Autrichiens à Peysing et à Tann. Il fit 7 à 800 prisonniers et causa à l'ennemi une perte de 2,000 hommes. Ce fut là le début de la campagne de cinq jours, qui va conduire Napoléon à Vienne. En vingt-quatre heures, le sort de la guerre fut, pour ainsi dire, fixé; elle changea de nature, et l'armée autrichienne, dont tous les plans étaient combinés pour l'attaque, se trouva placée sur la défensive.

Le 20, les dispositions de l'Empereur eurent pour objet de détruire les corps de l'archiduc Louis et du général Hiller, formant la gauche de l'archiduc Charles. Dans ce dessein, il profita d'une ouverture de cinq lieues environ que l'archiduc a laissée entre ses corps et celui du général Hiller. Le point où l'archiduc soupçonnait le moins la présence de Napoléon, est précisément celui où se place l'Empereur. C'est à la tête des troupes de Bavière et de Wurtemberg qu'il va

combattre. Tandis qu'on cherche à soulever ces troupes contre lui, il se plait à leur donner la plus éclatante preuve de confiance. Avant de les mener au combat, il leur adresse des paroles faites pour enflammer leur courage. Il rappelle aux Bava-rois que, de tout temps, l'Autriche a menacé leur indépendance; que, depuis plus de deux cents ans, ils luttent contre elle; mais que cette fois il veut les rendre si puissants qu'ils suffiront seuls pour lui résister. Il parle aux Wurtembergeois de leurs glorieux combats contre l'Autriche, lorsqu'à une autre époque ils servaient dans l'armée prussienne, et des derniers avantages qu'ils avaient obtenus contre les Prussiens eux-mêmes en Silésie. Ces discours étaient répétés aux troupes en langue allemande. Le prince royal de Bavière s'en faisait l'interprète pour les Bava-rois. La confiance de l'Empereur ne fut point trompée. Bava-rois et Wurtembergeois rivalisèrent de bravoure et de dévouement. Le maréchal Lannes, avec ses deux divisions françaises, força l'extrême gauche des Autrichiens, et culbuta tout ce qui était devant lui. L'ennemi déconcerté se retira en laissant aux vainqueurs huit drapeaux, douze pièces de canon et un nombre de prisonniers considérable, que les bulletins français portent jusqu'à 18,000. L'Empereur témoigna sa satisfaction aux troupes confédérées en embrassant en leur présence le prince royal de Bavière. Ce n'était pas sur un seul terrain que l'on avait combattu. Des affaires avaient eu lieu sur dix points différents, devant Abensberg, à Kirkdorf, Rohr, Rottembourg, Siegenburg et Birwang. Cette série de combats prit le nom de bataille d'Abensberg, à cause de la vivacité et de l'importance de l'action engagée devant ce bourg. Pendant ces glorieux combats, le maréchal Davoust avait contenu les masses de l'archiduc Charles en même temps que Masséna poussait sa droite vers Landshut par Freysing et Mosbourg, de manière à enlever à l'archiduc Charles « sa ligne ¹ d'opération et sa protection qui » était l'Iser. »

La journée d'Augsbourg et cette marche de Masséna préparèrent, pour le lendemain 21, le combat et la prise de Landshut. Il est un point où, ce même jour 20, l'archiduc obtint un léger avantage. En quittant Ratisbonne afin de se rapprocher de l'Empereur, le maréchal Davoust avait laissé, pour la garde du pont de cette place, mille hommes du 63^e régiment. Le colonel de ce corps pouvait trouver là une admirable occasion de gloire. Il eût suffi de fermer les portes de la ville

et de garder les remparts, de les garder quelques heures de plus. Les soldats ne demandaient pas mieux, et ils l'avaient prouvé en repoussant avec vigueur, le 19, une avant-garde autrichienne, qui s'était présentée sur le pourtour de la ville et faisait effort pour s'avancer jusqu'au pont. Un sentiment louable, la crainte de sacrifier inutilement ses soldats, avait porté le colonel à promettre de se rendre, le 20 à quatre heures, s'il n'était pas secouru auparavant. Il ne le fut pas avant l'heure fixée, et mit bas les armes à six heures du soir. Le corps du prince de Lichtenstein, à peine entré dans Ratisbonne, fut obligé de l'évacuer dans la nuit. Ainsi, une résistance de quelques heures de plus, en conservant cet important passage, eût coupé la retraite à l'archiduc Charles, et la guerre pouvait finir là où elle avait commencé, entre l'Iser et le Danube. C'était là, en effet, que l'Empereur s'attachait à enfermer l'archiduc, dans la pensée qu'il avait toujours en ses mains les clefs de Ratisbonne. Pour éloigner les Autrichiens de cette place, Davoust et Lefebvre avaient ordre d'agir de façon à les replier sur la grande Laber.

Dans ce même moment, l'Empereur, avec les confédérés et le maréchal Lannes, marchait sur Landshut. Cette ville étant le dépôt général de l'armée autrichienne, la route se trouvait encombrée de chariots et de bagages, qui jetèrent, dans la retraite des Autrichiens, un incroyable désordre. C'était un chaos, un bouleversement où la défense devenait extrêmement difficile, et où les pertes furent considérables. Cependant la place offrait un obstacle qui semblait invincible. Il fallait franchir un pont déjà embrasé et protégé par les moyens de défense les plus terribles. Un aide de camp de l'Empereur, le général Mouton ², s'y élance, à la tête d'une compagnie de grenadiers, en criant d'une voix de tonnerre : « Marchez, et ne tirez pas ! » Ils marchent, et ne tirent pas. Arrêtés devant une porte, ils l'enfoncent à coups de hache, et pénètrent dans les rues, où le combat recommence avec fureur. Le général Lannes, le général bava-rois Wrède s'étaient précipités sur les pas des grenadiers, et une horrible mêlée ensanglantait la ville. Masséna, qui arrivait devant la place, sur la rive droite de l'Iser, rendit pour les Autrichiens une plus longue résistance impossible, et le général Hiller fut contraint de se retirer en laissant derrière lui trente pièces de canon, neuf mille prisonniers, six cents caissons attelés, et trois mille voitures de bagages.

Maître de Landshut, l'Empereur en reparti, le lendemain 22, avec les corps de Lannes et de Mas-

¹ Termes d'une lettre adressée, le 19, à Masséna par Napoléon.

² Depuis comte de Lobau.

séna; mais le dernier ne put le suivre que de loin. A deux heures de l'après-midi, Napoléon arriva vis-à-vis d'Eckmühl, où l'armée autrichienne était en position sous les ordres de l'archiduc. Jusque-là Davoust s'était contenté de tenir les Autrichiens en échec. Il fit commencer le feu quand il entendit le canon de l'Empereur. « On vit alors, dit le bulletin français, l'un des plus beaux spectacles qu'ait offerts la guerre : » cent dix mille ennemis attaqués sur tous les points, tournés par la gauche, et successivement dépostés de toutes leurs positions. Quinze mille prisonniers, douze drapeaux, une grande quantité d'artillerie, furent les brillants résultats de la bataille. Le titre de prince d'Eckmühl sera la récompense des services rendus par Davoust dans cette campagne, comme l'avait été pour lui le titre de duc d'Auerstaedt dans la campagne de 1806.

L'armée de l'archiduc quitta, dans la nuit, la rive droite du Danube, par la seule route ouverte à son passage, le pont de Ratisbonne. Avant de marcher sur cette ville, l'Empereur prescrivit d'autres dispositions non moins pressantes. Il fit diriger Masséna sur Passau, point important à l'embouchure de l'Inn dans le Danube, et le maréchal Bessièrs sur Braunau. Celui-ci devait être soutenu par les corps de Lefebvre, de Vandamme, d'Oudinot, et par la division Saint-Hilaire. Ces ordres donnés, l'Empereur se mit lui-même à la poursuite de l'archiduc, avec les corps des maréchaux Lannes et Davoust. Un pont de bateaux, construit à la hâte par les Autrichiens, fournit à leur retraite une deuxième voie; qui ne fut pas immédiatement connue par notre armée. Cependant le maréchal Lannes y parvint assez à temps pour harceler le corps de réserve qui s'y entassait en désordre, et pour lui causer une grande perte. La vivacité de la poursuite fut telle, que nos troupes faillirent entrer dans Ratisbonne avec l'ennemi; mais, ce coup de main manqué, prendre la place n'était pas une œuvre facile; il fallait une attaque de vive force, une escalade. Nulle difficulté n'arrêta le maréchal Lannes; des échelles sont apportées des villages voisins, et on se prépare à l'assaut. En ce moment, une balle de carabine frappe l'Empereur au pied droit; ce n'est qu'une contusion, mais le bruit se répand vite qu'il est blessé; on accourt, on se presse. Pour dissiper l'inquiétude, le tambour rappelle le soldat dans les rangs; l'Empereur, remonté aussitôt à cheval, les parcourt au milieu des cris de joie et des témoignages de la plus vive affection.

Cependant les premiers efforts tentés contre la place ont été malheureux. Les hommes qu'on envoie pour descendre dans le fossé tombent sous le feu de la mitraille; d'autres les suivent et succom-

bent; on hésite. Lannes alors, saisissant une échelle, s'écrie : « Vous allez voir que votre maréchal est encore grenadier. » On se précipite autour de lui, avec lui; en un instant le fossé est franchi et la brèche enlevée. Une partie de la ville est en feu, on s'y bat avec fureur. Tout à coup un commandant autrichien montre aux Français un pareil caisson, en disant : « C'est de la poudre, nous allons tous sauter. » Aussitôt le combat est suspendu, Autrichiens et Français se jettent sur les caissons, et les retirent du milieu des flammes. Les six bataillons autrichiens laissés dans la place pour sa défense, mirent bas les armes. On trouva dans la ville presque tous les hommes du 65^e régiment.

La prise de Ratisbonne par les Français termina la campagne de cinq jours qui, d'une guerre d'agression, fit pour l'Autriche une guerre de défense; qui, d'une guerre qui devait soutenir l'insurrection générale de l'Allemagne et l'accession de la Prusse, fit une guerre privée où tous les périls furent pour l'Autriche seule; qui, de Munich, où la guerre avait commencé, la transportait sous les murs de Vienne, en donnant aux Français la possession de cette capitale. C'est là que maintenant va courir Napoléon.

Dans toute autre vie que celle de l'Empereur, cette œuvre de cinq jours serait un phénomène auquel nul autre ne pourrait se comparer. Avec Napoléon, on est sans cesse obligé de redire, comme Tite-Live pour Annibal, que la campagne dont on s'occupe est la plus étonnante, la plus extraordinaire de toutes.

Suivant le général Stutterheim, au moment où l'archiduc Charles quitta Ratisbonne, il ne lui restait plus que 78,000 hommes, en y comprenant le corps du général Bellegarde, dont une partie seulement, sous les ordres du comte de Kollowrath, avait pris part aux combats sur la rive droite du Danube. Ainsi, de l'aveu même des Autrichiens, en admettant qu'il restât environ 40,000 hommes au général Hiller, leur perte aurait été, du 19 avril au 24, de 30 à 60,000 hommes, en blessés, tués et prisonniers. Cette évaluation est à peu près d'accord avec les bulletins français.

Après cinq journées si prodigieuses, l'Empereur devait des éloges à l'armée; il les lui donna par une proclamation du 24 avril : « Soldats, leur dit-il, vous avez justifié mon attente. Vous avez suppléé au nombre par votre bravoure; vous avez glorieusement marqué la différence qui existe entre les soldats de César et les cohortes armées de Xercès... » Après l'énumération des résultats déjà obtenus, il

« Bellum maximè omnium memorabile quæ unquam gesta sint. »

ajoutait : « Naguère l'ennemi a traversé l'Inn et » envahi le territoire de nos alliés ; naguère il se » prononçait de porter la guerre au sein de notre » patrie. Aujourd'hui, défaut, épouvanté, il fuit en » désordre ; avant un mois nous serons à Vienne. »

La promesse n'avait rien de présomptueux. Il ne se s'écoulera pas vingt jours avant qu'elle soit remplie.

On a mis en question si, au lieu de se diriger sur Vienne, l'Empereur n'eût pas dû poursuivre en Bohême l'archiduc Charles, et y achever la ruine de cette armée. Quels que soient les obstacles qu'il rencontrera dans le parti qu'il a embrassé, et il en est qui ne peuvent pas être prévus, on doit croire que ce parti fut encore le meilleur.

Ce fut à Ratisbonne que Napoléon, ayant passé en revue les corps présents, accorda les premières baronnies avec des dotations transmissibles. Ces distinctions étaient distribuées, en quelque sorte, au concours, sur la présentation des chefs et des corps eux-mêmes qui en ratifiaient la justice par leurs acclamations.

De cette ville, et en conséquence des derniers événements, l'Empereur donna de nouvelles directions aux corps éloignés de lui. Il prescrivit à Eugène de manœuvrer pour faire sa jonction avec la grande armée, pour couper de Vienne l'archiduc Jean, et, s'il est possible, couper aussi les troupes du Tyrol. Il rappela de Dresde Bernadotte avec les troupes saxonnes, pour lui confier le soin de poursuivre l'archiduc Charles, en remplacement de Davoust qui se reporterait sur la rive droite du Danube et se joindrait au mouvement de l'armée sur Vienne. Quant au corps du duché de Varsovie, Napoléon, vu l'éloignement, s'en rapporta à la prudence du prince Poniatowski, et cependant il lui conseilla d'entrer en Galicie.

L'archiduc Charles, qui n'avait point partagé les illusions de sa cour, sentait mieux qu'elle toutes les conséquences des échecs qu'il venait d'essuyer. Persuadé qu'il convenait de tenter les voies de l'accommodement, il écrivit à l'Empereur comme pour proposer un échange de prisonniers ; ensuite il ajoutait : « Je me sens flatté, Sire, de combattre » avec le plus grand capitaine du siècle. Je serais » plus heureux, si le destin m'avait choisi pour » procurer à ma patrie le bienfait d'une paix durable. » La proposition était vague et ne pouvait interrompre en rien les mouvements de l'armée. L'empereur la reçut à Burghausen le 1^{er} mai. Il fut peu touché du style courttois¹ de l'archiduc, et ne se pressa pas de lui répondre.

Le grand mouvement était imprimé ; l'armée française, poussant devant elle le corps du général Hiller, s'était rendue maîtresse des importantes places de Passau et de Braunau ; elle avait franchi l'Isar, l'Inn et la Salza, et ne rencontra une résistance sérieuse que sur la Traun. Le général Hiller, qui jusque-là n'avait cherché qu'à ralentir la marche des Français, crut pouvoir les arrêter sur cette rivière, en mettant à profit les belles positions d'Ebersberg. Là comme à Landshut, il y avait à traverser un pont vaillamment défendu. Le général Cohorn renouvela le prodige d'impétuosité du général Mouton, et, parvenu sur la rive droite de cette rivière, il réussit, à l'aide des renforts qu'il reçut, à chasser l'ennemi du château et des hauteurs ; mais bientôt les hauteurs et le château furent repris par les Autrichiens, et ce ne fut pas sans d'extraordinaires efforts qu'on réussit à les en déposséder une seconde fois. « C'est, dit le héros français, un des plus beaux faits d'armes dont l'histoire puisse conserver le souvenir. Le voyageur s'arrêtera et dira : C'est d'ici, c'est de ces superbes positions qu'une armée de 33,000 Autrichiens a été chassée par deux divisions françaises. »

L'une des craintes de l'Empereur était que l'archiduc Charles, pour l'empêcher d'arriver à Vienne, ne fit sa jonction sur la rive droite du Danube avec le général Hiller. Cette jonction eût pu s'opérer par le pont de Mauthausen. Sur ce point la victoire d'Ebersberg l'a rendue impossible. Hiller se retira en désordre, et la rapidité de la marche des Français ne laisserait pas aux Autrichiens le temps nécessaire pour cette opération. Maintenant c'est à Saint-Pölten que l'Empereur compte rencontrer l'archiduc Charles, c'est là qu'il s'attend à livrer bataille. Saint-Pölten forme en effet une grande croisière de toutes les routes du pays, où pourraient arriver à la fois des renforts de l'Italie, de la Styrie et de plusieurs autres provinces autrichiennes. La supposition de l'Empereur ne se réalisa point. Ce ne fut point l'archiduc qui vint, de la rive gauche du Danube, rejoindre le général Hiller sur la rive droite, ce fut celui-ci qui, de la rive droite, alla rejoindre l'archiduc en Bohême par le pont de Mautern. Le 8, l'Empereur était à Saint-Pölten ; le 10, vingt-sept jours après son départ de Paris, il est devant Vienne. En 1803 on n'avait pas voulu défendre cette place. Il n'en est pas de même aujourd'hui. L'archiduc Maximilien, qui en a pris le commandement avec une forte garnison, ne craint pas, pour conserver la place, de faire feu sur les faubourgs. C'est à Napoléon que la population des faubourgs demande protection contre ses princes. Une batterie française de vingt

¹ Ces gens-là, écrivit-il au maréchal Davoust, sont aussi vils dans l'adversité qu'arrogants et hauts à la moindre leur de prospérité.

obusiers causa des incendies dans plusieurs quartiers de la ville. Cependant l'Empereur, ayant reconnu qu'on avait laissé le *Prater* sans aucune défense, avait fait jeter un pont sur le petit bras du Danube qui sépare, de l'un des faubourgs, cette belle promenade. Le pont ayant été établi malgré l'opposition des Autrichiens, l'archiduc ne songea plus qu'à évacuer la capitale. Il sortit en effet avec les bataillons de ligne, et laissa dans la ville le général Orcilly, sans autre force qu'une poignée de mauvais soldats. Le 12 mai, la capitulation fut signée. Une députation des hommes les plus distingués de la ville était venue demander grâce pour les personnes et les propriétés. Napoléon répondit avec bienveillance pour la ville, avec sévérité pour le prince qui avait exposé sa capitale à tous les maux de la guerre. Cette colère de l'Empereur éclata dans la proclamation qu'il adressa le lendemain à l'armée, et datée de son quartier général de Schönbrunn.

« Soldats,

« Un mois après que l'ennemi a passé l'Inn, au même jour, à la même heure, nous sommes entrés dans Vienne.

« Ses landwehrs, ses levées en masse, ses remparts créés par la rage impuissante des princes de la maison de Lorraine, n'ont point soutenu vos regards. Les principes de cette maison ont abandonné leur capitale, non comme des soldats d'hommeur qui cèdent aux circonstances et aux revers de la guerre, mais comme des parjures qui poursuivent leurs propres remords. En fuyant de Vienne, leurs adieux à ses habitants ont été le meurtre et l'incendie; comme Médée, ils ont de leurs propres mains égorgé leurs enfants.

« Soldats, le peuple de Vienne, selon l'expression de la population de ses faubourgs, délaissé, abandonné, veuf, sera l'objet de vos égards. J'en prends les bons habitants sous ma spéciale protection. Quant aux hommes turbulents et méchants, j'en ferai une justice exemplaire.

« Soldats, soyons bons pour les pauvres paysans, pour ce bon peuple qui a tant de droits à notre estime : ne conservons aucun orgueil de nos succès; voyons-y une preuve de cette justice divine qui punit l'ingrat et la parjure.

« Signé Napoléon. »

L'occupation de Vienne par Napoléon, dans une guerre qu'il n'avait pas voulue, l'autorisait à de rigoureuses réflexions sur ses promoteurs. Il ne les leur épargna pas; mais s'il caractérisait, par des expressions sanglantes, la témérité des hommes d'État et la vénalité des aventuriers allemands ou

autres payés par l'or anglais qui avaient amené cette terrible catastrophe, il se plaisait à rappeler que Manfredini, dont le nom seul, disait-il, était un éloge, que le vieux prince de Ligne, que le baron de Thugut, que le comte Louis de Cobentzl mourant, avaient tous engagé l'empereur François à s'abstenir d'une lutte non provoquée, et qui pouvait entraîner la ruine de sa maison. Il faisait ressortir, avec vérité, la prompte contradiction qui s'était manifestée dans le langage de la faction de la guerre. Avant les combats, elle ne cessait de répéter que les vieux soldats de Napoléon étaient tous en Espagne; qu'il n'avait en Allemagne que des conscrits, et en petit nombre, une cavalerie à pied, et une artillerie en mauvais état. Après ses victoires, on prétendait n'avoir succombé que sous la force du nombre; que jamais son armée n'avait été composée d'hommes aussi aguerris; que sa cavalerie était superbe, et que son artillerie marchait avec la rapidité de la foudre.

La prise de Vienne a été en quelque sorte pour Napoléon le prix de la course, et sa course cependant a été réglée par la prudence. Partout, en marchant, il affermissait ses pas. Partout, derrière lui, des précautions ont été prises sur l'Inn et la Salza, sur la Traun et l'Enns. Des travaux ont été faits à Lintz, à Moeltz, et sur tous les points où les Autrichiens auraient pu vouloir passer le Danube. Ce ne fut que plusieurs jours après l'occupation de Vienne que l'archiduc Charles, avec qui le général Hiller avait fait sa jonction, arriva au pied du Bisanberg, à trois lieues environ de cette capitale.

La pensée de l'Empereur dut être de franchir le Danube sans aucun retard; celle de l'archiduc, de l'attaquer au milieu des difficultés du passage. A peu de distance de Vienne, deux fleuves qui partagent le fleuve en trois canaux offraient à Napoléon l'un des points le plus favorables à ses vues. Le 19 mai, deux ponts, terminés sur les deux premiers bras du fleuve, conduisaient à l'île de Lobau. Le troisième pont, de l'île de Lobau à la rive gauche, fut établi dans la nuit du 19 au 20. Alors nos troupes commencèrent à passer sans rencontrer d'opposition, les Autrichiens se repliant devant elles pour leur inspirer une dangereuse confiance. Le 21, trente-cinq mille Français seulement étaient sur la rive gauche du Danube. Pour l'archiduc, qui avait près de cent mille hommes sous ses ordres, et plus de deux cents pièces d'artillerie, c'était le moment de resserrer les Français dans un cercle étroit, de les y accabler, ou au moins de les jeter au delà du Danube et de détruire leurs ponts. A deux heures après midi, son armée déboucha en cinq colonnes et se posta sur les villages de Gross-Aspern et d'Essling où les Français avaient pris

position. Gross-Aspern est attaqué par le général Hiller avec une étonnante vigueur et une grande supériorité de forces. La fermeté et les sages dispositions de Masséna le contraignent de renoncer à des tentatives aussi impuissantes que meurtrières. Essling, que défend le maréchal Lannes, courait de plus sérieux dangers, lorsque l'Empereur fit diversion à ces attaques, en dirigeant sa cavalerie et ses autres troupes disponibles contre le centre de l'ennemi. Le mouvement fut heureux, et Bessières, à la tête de sa cavalerie, jeta le désordre parmi les Autrichiens; mais la nuit qui survint mit un terme à cette journée qui, toute sanglante qu'elle fut, n'était qu'un faible prélude de la terrible bataille du lendemain.

Les moments sont précieux, les heures même comptées, car chaque heure apporte un renfort à Napoléon. Les troupes qui passent les ponts dans la nuit élèvent sa force à près de cinquante mille hommes. Cette fois l'archiduc Charles ne perd point de temps. A deux heures du matin, son canon se fait entendre. Comme la veille, ses colonnes s'avancent contre les villages de Gross-Aspern et d'Essling. Le général Hiller, comme la veille, revient à la charge contre Gross-Aspern, mais appuyé ce jour-là par le général Bellegarde. Ce village, toujours défendu par Masséna, devient le théâtre de la lutte la plus acharnée. Les Français en restent maîtres. A Essling, même résistance et même succès.

Vers sept heures du matin, Napoléon, qui a reconnu les positions de l'ennemi, forme le projet de partager l'armée autrichienne en traversant son centre. C'est au maréchal Lannes qu'il confie cette opération. Lannes, à la tête de la division Saint-Hilaire, ayant à sa gauche les troupes d'Oudinot, à sa droite la division Boulet, s'avance fièrement, précédé d'une artillerie dirigée par la Riboisière; il rompt la ligne ennemie, et arrive, au milieu des cris de *vive l'Empereur!* jusqu'àuprès du village de Breitenlee, où est le quartier général de l'archiduc Charles. L'archiduc, saisissant lui-même un drapeau du régiment de Zach, veut en vain reconduire au combat ses troupes découragées; il est entraîné avec les fuyards. Un dernier effort du maréchal Lannes eût achevé sa brillante entreprise. Tout à coup il s'arrête, il modère l'ardeur de ses braves, et, au lieu de poursuivre l'ennemi, il revient lentement se replacer entre Essling et Gross-Aspern. Un ordre de l'Empereur lui a prescrit ce mouvement rétrograde, et cet ordre, l'Empereur l'a donné en apprenant le terrible accident de la rupture des ponts. La crue rapide des eaux, les arbres, les bateaux, les moulins, emportés par la violence du courant ou lancés par les Autrichiens, ont rompu

le grand pont et suspendu la communication entre les deux rives. Le corps de Davoust, attendu pour consommer la victoire, est retenu sur le bord; nul secours ne peut plus venir de la rive droite. Les munitions manquent à nos troupes; il n'est encore que neuf à dix heures du matin, et ce ne sera guère qu'à la baïonnette qu'elles auront à combattre le reste du jour. Le fatal événement est bientôt connu des deux armées. Les Autrichiens redoublent d'audace; Gross-Aspern et Essling ont à soutenir de nouveau les plus impétueuses attaques. Chassés plusieurs fois par le nombre, les Français reviennent à leur tour en assaillants, et le nombre cède à leur fougue irrésistible. Gross-Aspern fut pris et repris quatre fois; Essling, huit. A la fin du jour, épuisés par l'attaque comme par la défense, Autrichiens et Français se retrouvèrent dans les mêmes positions qu'avant la bataille. Les pertes des deux armées étaient immenses. Celle des Français, qui avaient eu à ménager leurs munitions, dut être la plus considérable. Napoléon, tour à tour sur le champ de bataille et dans l'île de Lobau, avait réglé les mouvements des corps ou animé les travaux pour la réparation des ponts. Le spectacle de la foule des blessés, qui se pressait pour rentrer dans l'île, eût suffi à déchirer son âme, lorsque de loin il aperçut douze grenadiers portant un blessé sur leurs fusils croisés, dont, avec quelques feuillages de chêne, ils ont fait un brancard; il prévoit trop que ce doit être l'un de ses plus héroïques compagnons; c'est le maréchal Lannes, qu'un boulet a atteint aux deux genoux et frappé à mort. La douleur de Napoléon fut vive et sincère; quelles que soient les paroles qui furent dites alors, elles portaient, elles devaient partir du cœur. Lannes, l'un de ceux qui avaient suivi et partagé le cours de sa fortune depuis ses premières campagnes d'Italie, s'était, dans cette dernière guerre, montré plus grand que jamais. Davoust, Masséna avaient dignement soutenu leur haute réputation. Lannes venait de se surpasser lui-même. Au brillant début des cinq jours, il avait été, dit le général Pelet, « l'Ajaj de l'armée, son glaive exterminateur. » Il l'eût été encore à Essling, si la fortune, par un événement inattendu, ne lui eût arraché la victoire au moment où il était prêt à la saisir. A neuf heures du soir on entendait encore le canon des Autrichiens; mais ce feu mourant ne tarda pas à s'éteindre tout à fait. Au milieu de la nuit, les Français rentrèrent tous dans l'île de Lobau. Que vont-ils devenir dans cet espace étroit, sans munitions, sans vivres, si les Autrichiens les attaquent? Les Autrichiens n'attaqueront pas; ils ne l'oseront pas, ou, s'ils l'osent, la tentative serait hasardeuse contre des braves au désespoir. Napoléon a foi en lui-même; il a foi en Masséna, si grand,

si admirable dans ces deux dernières journées. C'est à lui qu'il remet le dépôt sacré de l'île et de tout de qu'elle renferme. A onze heures du soir, il se jette dans un bateau qui le porte, non sans danger, à l'autre rive, et aussitôt il pourvoit à tout ce que demandent le passage des blessés, la réparation des ponts, et les approvisionnements en tout genre que la défense de l'île exige. Le jour luit, le jour s'écoule; les Autrichiens n'ont pas attaqué. Un second jour se passe de même. Qu'ils paraissent maintenant, les Français ne redoutent plus rien. On a blâmé cette inaction de l'archiduc Charles. A moins de déclarer ce prince le plus inhabile des hommes, on doit croire que, s'il n'a pas attaqué, c'est que la gravité de ses pertes, le désordre de son armée ne le lui ont pas permis; c'est qu'il a craint qu'un retour de fortune ne lui enlevât cette apparence de succès que le hasard lui a donné. Dans cette lutte prodigieuse de moins de 50,000 hommes contre 90,000, où est la gloire? où est le triomphe? Il y a un vainqueur peut-être; mais ce vainqueur, les soldats l'ont nommé, c'est le Danube.

Si les premiers vingt jours de la campagne ont déconcerté les projets des ennemis de Napoléon, il semble que les deux journées d'Essling doivent, en prolongeant la guerre, réveiller leur ardeur et ranimer leurs espérances. L'ardeur se réveillera, mais les espérances ne s'accompliront pas. Bientôt, malgré les exagérations qui feront retentir au loin le bruit des prétendues victoires de l'archiduc, les faits seront connus, appréciés, réduits à leur exacte valeur. Dans l'intervalle, l'influence des premiers événements de la guerre se sera fait sentir sur les points les plus éloignés et aura partout assuré la supériorité des armes françaises. L'un de ces importants résultats fut la jonction¹ de l'armée d'Italie avec la grande armée.

Nulle part les Autrichiens n'avaient dû compter sur le succès autant qu'en Italie. Là encore les Français étaient moins qu'en Allemagne préparés à une si brusque rupture. Là n'était pas Napoléon pour compenser, par son génie, l'infériorité des forces. Une affaire, imprudemment engagée² à Saclé par le prince Eugène, avait procuré un premier avantage à l'archiduc Jean, mais l'archiduc ne sut pas en profiter, et le prince Eugène, prompt à reconnaître qu'il était beaucoup trop faible pour lutter contre une armée si supérieure, se hâta de se replier sur l'Adige, où il trouva des renforts. Bientôt, sans être égal à l'ennemi, il n'hésita pas à reprendre l'offensive. D'illustres généraux le secondèrent de leur expérience comme de leurs bras. Macdonald commandait son aile droite, Grenier le

centre, Baraguey d'Hilliers la gauche. Le 27 avril, les deux armées étaient en présence, lorsque le canon de Vérone proclama les victoires de Napoléon sur le Danube. La même nouvelle était parvenue à l'archiduc Jean. Dès lors, la guerre prit un caractère tout nouveau. L'archiduc ne songea plus qu'à se retirer; mais à se retirer avec honneur, en disputant tous les passages susceptibles d'être défendus, et en faisant acheter aux Français le terrain qu'il consentait à leur abandonner. C'est ainsi qu'il développa toutes ses forces sur la rive gauche de la Piave, où il attendit les Français de pied ferme. La rivière fut franchie malgré tous ses efforts, ses troupes furent mises en déroute, il y perdit près de dix mille hommes tués, blessés et prisonniers, plusieurs drapeaux, quinze pièces de canon et un grand nombre de voitures de munitions et de bagages. La bataille de la Piave affranchissait l'Italie comme celle d'Eckmühl avait affranchi la Bavière. Les Autrichiens furent encore battus à Prewald, à San-Michele, surtout à Tarwiz. Nous n'entrerons pas dans le détail de ces avantages obtenus par le prince Eugène; nous nous bornerons à citer quelques passages d'une proclamation de l'Empereur, où ces faits glorieux sont rapidement signalés. « Soldats de l'armée d'Italie, » disait l'Empereur, soyez les bien venus; je suis » content de vous. Surpris par un ennemi perfide » avant que vos colonnes fussent réunies, vous avez » dû rétrograder jusqu'à l'Adige; mais lorsque vous » reçûtes l'ordre de marcher en avant, vous étiez » sur le champ mémorable d'Areole, et là vous jurâtes, sur les mânes de nos héros, de triompher. » Vous avez tenu parole à la bataille de la Piave, » aux combats de San-Daniel, de Tarwiz, de Goritz... Vous avez pris d'assaut les forts de Malborghetto, de Pradel, et fait capituler la division » retranchée dans Prewald et dans Laybach. Vous » n'aviez pas encore dépassé la Drave, et déjà » vingt-cinq mille prisonniers, six cents pièces de » bataille, dix drapeaux, avaient signalé votre va- » leur. Depuis, la Drave, la Save, la Muhr, n'ont » pas retardé votre marche.

» La colonne autrichienne de Jellachich, qui la » première entra dans Munich, qui donna le signal » des massacres dans le Tyrol, environnée à San-Michele, est tombée sous vos baïonnettes; vous » avez fait une prompte justice de ces débris dérobés à la colère de la grande armée.

» Soldats, cette armée autrichienne d'Italie, qui » un moment souilla nos provinces, battue, dispersée, anéantie grâce à vous, sera un exemple » de la vérité de cette devise: *Dio la mi diede*,

¹ Le 31 mai.² Le 16 avril.

» *guai a chi la tocca*. Dieu me l'a donnée, malheur
» à qui la touche ! »

L'armée d'Italie est devenue l'aile droite de l'armée de Napoléon ; mais elle ne doit pas s'arrêter dans sa marche. Il importe que l'archiduc Jean ne puisse pas aller rejoindre l'archiduc Charles. Pour empêcher cette réunion, le prince Eugène est chargé de le poursuivre en Hongrie.

Tandis que l'armée d'Italie faisait sa jonction avec la grande armée, le général Marmont, parti de la Dalmatie avec les divisions Clausel et Montrichard, faisait sa jonction avec l'armée d'Italie.

Aux détails de la guerre régulière entre les grandes armées, nous devons ajouter quelques traits rapides sur les guerres d'insurrection dont l'Autriche attendait de si grands résultats. Si les insurgés avaient eu pour mobile un sentiment généreux, l'amour de l'indépendance ou même une vieille affection pour leurs anciens maîtres, après les avoir combattus il faudrait les respecter. Tel n'était nulle part le principe des insurrections. Dans le Tyrol, les moines s'inquiétaient des suppressions de cloîtres opérées en Bavière ; ils craignent d'être soumis à de pareilles réformes. Ce sont les moines qui prêchent la croisade. L'aubergiste Hofer est le chef nominal des insurgés ; le chef véritable est le capucin ¹ Gossinger, et les prêtres, dans les révoltes, donnent rarement des exemples d'humanité. Plus de mille Bavares et une centaine de Français furent indignement égorgés après avoir mis bas les armes. Le général comte de Chatelier, Belge au service d'Autriche, se trouvant, peut-être malgré lui, associé aux cruautés de ces fanatiques et féroces montagnards ², fut désigné et flétri par un décret de Napoléon, comme en étant, non-seulement le complice, mais le principal auteur.

A la première nouvelle de la révolte du Tyrol, l'Empereur avait, le 10 mai, détaché le maréchal Lefebvre avec les divisions bavares des généraux de Wrede et Deroi, pour rétablir dans ce pays l'autorité du roi de Bavière. Lefebvre, avec la division du général de Wrede, battit le général de Chatelier à Wörgel le 15 ; il prit Schwatz d'assaut le 15, et il entra, le 19, dans Innsbruck. Dans le même temps, le général Deroi avait débloqué Kufstein. La jointe insurrectionnelle ayant déclaré qu'elle se livrait à la discrétion du roi, le maréchal Lefebvre, trompé par cette feinte soumission, accorda un pardon général. Sa bonne foi sera mal récompensée.

¹ « Onorevolmente ribelli. » *Zurcheimer*.

² Ce décret, daté du 5 mai, présentait M. de Chatelier comme prévenu d'être l'auteur des massacres commis sur les prisonniers bavares et français, ordonnant qu'il fût fait prisonnier, et fût traduit à une commis-

sion militaire, et passé par les armes, s'il y avait lieu.

Dans le nord de l'Allemagne, l'esprit d'insurrection avait un but plus vaste et embrassait une plus grande étendue de terrain. Il s'agissait d'entraîner la Prusse à la guerre. L'humiliation de la défaite, les souffrances d'une longue occupation militaire, autorisaient de justes mécontentements ; mais le mobile le plus actif était, pour l'aristocratie allemande, la haine des principes français, tels même que les appliquait Napoléon, et, de plus, la haine d'une gloire qui faisait pâlir toutes les gloires. Les sociétés secrètes, si puissantes pour soulever les peuples, sont rarement soumises à une exacte discipline. Presque toujours des hommes impatientes, dans le désir de se signaler eux-mêmes, rompent les plans les mieux conçus par l'inopportunité de l'entreprise. Ainsi même avant que l'archiduc Charles eût passé l'Inn, dès le 3 avril, un ancien officier prussien, le lieutenant de Katt, s'imaginait pouvoir, à l'aide de quelques aventuriers, surprendre Magdebourg. Repoussé, poursuivi, il n'a d'autre ressource que d'aller en Bohême chercher un refuge auprès du duc de Brunswick-Oels.

Dans la Hesse électorale, au centre du royaume de Westphalie, des intrigues bien dirigées ont amené devant Cassel, le 20 avril, quinze à vingt mille paysans auxquels on a promis que la garde du roi de Westphalie se joindrait à eux. Un transfuge en effet, le colonel Doernberg, va se mettre à leur tête. Jérôme Bonaparte, en cette circonstance, n'est point indigne de son nom. Il réunit les trois ou quatre mille hommes de troupes qui composent toute sa force, il fait un appel à leur loyauté, s'abandonne à leur foi, et déclare que ceux qui veulent le quitter sont libres de le faire. Un cri général de dévouement répond à ce témoignage de confiance. Le 21 au matin, le général français Éblé, ministre de la guerre, fit attaquer les masses irrégulières des insurgés ; il y jeta la terreur par quelques coups de canon, et une charge de cavalerie acheva de les disperser. Ces paysans, qu'aucun enthousiasme n'animait, se hâtèrent de rentrer dans leurs villages. Vingt-quatre heures plus tard, rien n'annonçait qu'il eût existé la moindre agitation dans le pays. Doernberg ³, comme Katt, alla rejoindre le duc de Brunswick en Bohême.

Peu de jours après, le 28 avril, Bertin voyait

tion militaire, et passé par les armes, s'il y avait lieu.

³ Doernberg, Hanovrien, colonel des chasseurs de la garde du roi de Westphalie, avait trahi son bienfaiteur pour contribuer à une révolution qui aurait rasé l'électeur de Hesse à Cassel. Fugitif, il se rendit d'abord à

éclater une tentative qui pouvait avoir de bien autres résultats. Un officier supérieur des hussards de Brandebourg, le major Schill, sortait à la tête de cinq cents hommes de son régiment, comme pour aller faire des manœuvres hors de la ville. Bientôt il fut rejoint par trois cents hommes d'un régiment d'infanterie légère. A peine est-il à quelque distance, que son projet, connu dans Berlin, est le sujet de toutes les conversations; on l'approuve, on le loue. Peut-être aura-t-il des imitateurs; peut-être n'est-ce là que la première étincelle d'un grand incendie; on peut le croire, mais l'incendie va être étouffé, amorti du moins pour le moment. Le jour où Schill tentait son aventureuse entreprise, on connaissait l'invasion de la Bavière par l'archiduc Charles, l'infériorité de l'armée française, l'absence de Napoléon. On rêvait pour l'Autriche des succès extraordinaires. Le lendemain, des nouvelles toutes différentes viennent détruire ces illusions. On apprend tout à la fois la présence de Napoléon à son armée, ses premières victoires, et la retraite de l'archiduc Charles en Bohême. L'exaltation se calme, l'enthousiasme se refroidit, la prudence commande la dissimulation. Schill est désavoué et déclaré déserteur. Il a beau prendre le titre de général prussien, proclamer qu'il est autorisé par son gouvernement; il n'est plus qu'un proscrit que les événements ont condamné.

De Berlin, Schill, après avoir passé l'Elbe à Wittenberg, s'était porté sur Magdebourg. Repoussé de cette place, il avait, après des courses sans résultat, fini par gagner Stralsund. Maître de ce dernier poste, il voulait, disait-il, en faire une Saragossa nouvelle. Là se termine sa carrière. Quoique son corps, grossi de vagabonds et de déserteurs, soit de quelques milliers d'hommes, il ne fera qu'une faible résistance. Le général hollandais Gentien attaque Stralsund avec vigueur et l'emporte. Schill est tué; les débris de sa bande sont faits prisonniers, jugés et envoyés aux bagnes en France. Le rétablissement était sévère; il a donné lieu à des déclamations brillantes sans doute, mais qui ne contentent pas la froide raison. En prétendant faire la guerre à la France avec des soldats prussiens, lorsque la Prusse était en paix avec la France, Schill s'était mis dans la position d'un pirate qui, contre la volonté de son gouvernement, attaque les navires d'une nation amie. Les hommes qui se jettent dans de telles entreprises savent d'avance le sort qui les attend; le succès seul peut les absoudre. Si, aussitôt après le mouvement de Schill

et de ses compagnons, la Prusse s'était décidée à la guerre, on aurait vu en eux les précurseurs de la libération de la patrie. Seuls, abandonnés par leur gouvernement, ils ne sont plus que des aventuriers. Or des aventuriers qui se font passage le sabre à la main, qui tuent des sentinelles chargées de la défense d'une ville, de la garde d'une caisse, sont des brigands et doivent être traités comme tels. Sans doute le caractère politique de leur entreprise n'inspire pas l'horreur qui s'attache aux crimes contre les personnes privées; on peut même, comme homme, éprouver de l'intérêt pour des témérités guerrières dont le principe a quelque chose de patriotique et de généreux, mais les gouvernements attaqués ne sont pas tenus à l'indulgence, et une répression sévère est dans leur droit comme dans leur intérêt. En d'autres siècles que le nôtre, cette répression eût été la prime capitale.

Ce qui manqua surtout aux projets d'insurrection dans le nord de l'Allemagne, ce fut l'accord dans leurs mouvements. Katt, Doernberg et Schill se sont levés successivement; ils ont succubé tour à tour. Le due de Brunswick-Oels entra lui-même trop tard en campagne pour se réunir à Schill. C'était particulièrement sur ce prince que les sociétés secrètes avaient compté le plus. Chef d'ordre lui-même, il était en relation avec les directeurs de ces sociétés, auxquelles étaient affiliés les jeunes gens des familles les plus distinguées du nord de l'Allemagne. Pour imprimer à sa troupe un caractère plus terrible, il lui donnait le nom de *Légion noire*. Des têtes de mort décoraient la coiffure de ses soldats; espèce de fantasmagorie qui plait à l'imagination des illuminés, mais qui produit peu d'effet sur le champ de bataille. Entré en Lusace le 14 mai, il fut chassé de Zittau, le 22, par le général saxon Thielman, qui était resté, avec quelques milliers d'hommes, pour la garde de Dresde. Le 11 juin, la légion noire, fermant l'avant-garde d'un corps autrichien assez considérable, entra dans cette ville, d'où se sera retiré le général Thielman. Du moment jusqu'au 21 juillet, elle restera associée aux opérations assez insignifiantes du corps autrichien; mais, lorsque, plus tard, un armistice sera conclu entre Napoléon et l'archiduc Charles, le due de Brunswick-Oels, ne voulant pas se soumettre aux conditions qui lui seraient applicables, prendra une détermination hardie, qu'il saura exécuter avec courage. Informé de la présence d'une croisière anglaise à l'embouchure de l'Elbe, c'est à l'Angleterre qu'il ira de-

viser auprès de ce prince. L'Électeur lui donna un billet de mille florins de la banque de Vienne, c'est-à-dire, suivant le cours d'alors, une valeur d'environ

treize-cinq louis de France. Digne salaire de sa perfidie! Puis acceptes le nom de traitres pour servir de tels princes.

mander un asile. Vainement poursuivi ou rencontré dans sa marche par des troupes westphaliennes, qu'il battit dans plusieurs rencontres, il traversa Leipzig, Halle, Halberstadt et Blanovre; il bivouaqua, dans sa course, sous les murs de Brunswick, siège antique de la principauté de sa famille, et, pressé par des forces trop nombreuses pour se flatter de leur échapper plus longtemps, il finira par s'embarquer¹ sur des bâtiments anglais, à l'embouchure du Weser, avec les dix-huit cents hommes qui forment sa petite mais valeureuse armée. Ainsi, faute de liaison et d'ensemble, échouent, les uns après les autres, les tentatives d'insurrection qui doivent leur origine aux sociétés secrètes. La fortune, qui de ces hommes exaltés pouvait faire des héros, n'en a fait que des criminels. Schill, pour avoir mal choisi l'heure, a été désavoué par la Prusse, et déclaré rebelle par les batailles d'Abensberg et d'Eckmühl. La bataille de Wagram prononcera de même la condamnation du duc de Brunswick; le duché d'Oldes, que ce prince possède en Silésie, sera mis sous le séquestre par ordre du gouvernement prussien. Cependant d'autres pensées avaient occupé ce gouvernement dans le mois qui précéda la dernière de ces batailles.

Si la défaite inattendue et la retraite de l'archiduc Charles dès le début de la campagne avaient réduit à un silence momentané les partisans de la guerre, les dispositions belliqueuses étaient assoupies, elles n'étaient pas éteintes. A la nouvelle des deux journées d'Essling, que la passion transforma en événements décisifs, elles se réveillèrent avec plus de force que jamais. Le gouvernement de la Prusse se partageait alors entre ses deux capitales. Le ministère résidait à Berlin; le roi, à Königsberg. De Königsberg, comme de Berlin, d'actives communications avaient lieu avec l'Autriche. Le prince d'Orange, depuis roi de Hollande, qui naturellement alors figurait parmi les plus ardents fomentateurs de la guerre, n'était rendu, de Königsberg, au quartier général de l'empereur François II, et avait donné à ce prince, sur les sentiments véritables du roi, des notions qui autorisaient à compter sur sa coopération prochaine. A Berlin, un langage à peu près pareil avait été tenu par le comte de Goltz, ministre des affaires étrangères, au ministre autrichien, baron de Westellen. Dans les deux résidences, on se montrait persuadé que le sort de la Prusse était lié à celui de l'Autriche; on exprimait l'intention de se réunir à elle, mais sans en déterminer l'époque, et l'on n'alléguait, pour motif actuel d'inaction, que l'impuissance réelle où l'on se trouvait, le petit nombre de troupes en état d'agir,

le manque d'artillerie, et le risque de consommer irrévocablement, dans une entreprise prématurée, la ruine de la monarchie.

Pour vaincre les hésitations du roi et de son ministre, un officier autrichien, le colonel de Steigentesch, fut envoyé à Königsberg, avec une lettre² de François II pour Frédéric-Guillaume. Par cette lettre, on voit quelles informations avait données à l'empereur le prince d'Orange. L'empereur, s'appuyant sur le témoignage de celui-ci, disait au roi : « Votre Majesté ne lui a pas laissé ignorer » l'entière conviction où elle est que ce n'est que » par une réunion énergique des volontés et des » efforts que l'existence des États de Votre Majesté » et des miens peut être solidement garantie contre les envahissements et le système de spoliation » de Napoléon. » D'après ces déclarations du prince d'Orange, François II annonçait que le colonel Steigentesch s'empreserait de donner, aux personnes que le roi honorerait de sa confiance, les renseignements nécessaires » pour la disposition » immédiate et l'emploi efficace des ressources et » des moyens récioproques que le moment réclamait. » L'empereur finissait en disant qu'il faisait aussi expédier à son ministre à Berlin les instructions requises » pour le mettre à même de » s'expliquer et conclure en suite des ouvertures » que le comte de Goltz avait annoncé naguère avoir » à lui faire à ce sujet. » Ainsi le cabinet prussien avait été lui-même au-devant de l'Autriche. Si l'on en croit une lettre du comte de Stadion au baron de Wessenberg, le prince d'Orange aurait assuré que des ordres éventuels avaient été déjà donnés aux troupes prussiennes pour les mettre en état de commencer les opérations au jour du besoin. Cependant, au moment de prendre parti, le cabinet prussien met en avant des questions préalables sur l'organisation à donner ultérieurement à l'Allemagne. Il craint que l'Autriche ne fasse une paix séparée, et ne s'occupe exclusivement de ses intérêts. Pour le tranquilliser, l'Autriche proteste que « son système est un système de restitution, et » que ce système s'applique préférentiellement à la » Prusse. » Dans cette négociation, le gouvernement prussien procède comme il l'a fait en 1805. S'il ne va pas, comme alors, jusqu'à la signature d'un traité, il n'en montre pas une hostilité moins vive contre la France, et il est évident qu'il n'est retenu que par la peur de se perdre sans retour. Il se résoudrait à la guerre si l'Autriche « frappait » un coup décisif. Comme ce coup ne sera pas frappé, il restera spectateur oisif des désastres de cette puissance.

¹ Le 7 août.

² En date du 8 juin.

Le colonel Steigentesch et le baron de Wessemberg n'étaient pas les seuls négociateurs que l'Autriche mit en mouvement pour arracher la Prusse à son inaction. C'était aussi dans le but de la déterminer à la guerre, en lui offrant un secours à sa portée, que l'archiduc Ferdinand, qui avait été chargé d'envahir le duché de Varsovie, s'était avancé jusqu'à Thorn. Ce prince eût dû même, dans le cas où cette puissance se serait déclarée, mettre une certaine quantité d'artillerie à sa disposition. Mais ici nous avons d'abord à faire connaître ce qui s'était passé sur cette partie du théâtre de la guerre. Les faits qui se rapportent à ce pays, s'ils ne sont pas les plus graves sous le rapport militaire, sont ceux qui ont le plus d'importance dans les relations particulières de l'empereur Napoléon et de l'empereur Alexandre.

L'archiduc Ferdinand, destiné à l'invasion du duché de Varsovie, avait fait annoncer au prince Poniatowski son intention d'entrer, le 13, sur le territoire du duché. Les troupes polonaises qui s'y trouvaient alors s'élevaient à dix-neuf mille hommes; mais elles n'étaient pas toutes réunies sur le même point. Le prince Poniatowski, n'en ayant guère que douze mille sous ses ordres, se voyait peu en état de tenir tête à l'archiduc. Cependant il ne voulut pas lui laisser ouvert l'accès de Varsovie, sans avoir honoré les armes polonaises par toute la résistance que permettaient l'infériorité du nombre et l'inexpérience de jeunes soldats qui allaient au feu pour la première fois. Il prit position au village de Raszyn, à deux lieues de la ville, où il fut attaqué le 19. Pendant huit heures, il soutint le combat contre des forces plus que doubles. Les soldats furent dignes de leur capitaine. Le bois de Falenty, enlevé par les Autrichiens, fut repris par les Polonais. Fantassins, cavaliers, artilleurs, tous montrèrent l'intrépidité de vieux soldats, et firent beaucoup plus de mal aux Autrichiens qu'ils n'en essayèrent eux-mêmes. Dans la nuit cependant, le prince Poniatowski crut devoir rentrer à Varsovie avec l'intention de s'y défendre, quoique la défense offrit de grands risques et pour la ville et pour l'armée. Le 20, les Autrichiens avancèrent lentement et ne parurent devant Varsovie qu'à quatre

heures du soir. L'archiduc Ferdinand fit inviter le prince Poniatowski à se rendre aux avant-postes, et lui proposa l'évacuation de Varsovie. Le mot de capitulation ayant été prononcé, le prince le repoussa avec indignation. Rien ne fut arrêté ce jour-là. Le lendemain 21, une convention fut conclue, portant que Varsovie serait déclarée neutre, qu'il ne pourrait y être levé aucune contribution de guerre, et que l'armée polonaise l'évacuerait dans l'espace de deux jours. A Varsovie, le même patriotisme qui enflammait l'armée, animait les habitants. Les ministres, le sénat, le conseil d'État, tous les personnages distingués s'éloignèrent. L'archiduc Ferdinand entra dans la ville, mais les troupes polonaises continuaient d'occuper le faubourg de Praga. Ce fut une singulière inadverance de la part des Autrichiens. Peut-être le prince ¹ Poniatowski eût-il fait difficulté de leur remettre ce faubourg; mais il est constant qu'ils ne le demandèrent ² pas. L'aspect lugubre ³ de Varsovie put convaincre l'archiduc Ferdinand que toutes les proclamations de sa cour auraient peu d'effet sur une telle population; mais bientôt cette population, qui offensait les Autrichiens par son deuil, les blessa plus encore, peut-être, par les éclats de sa joie. Elle se livra aux plus vifs transports en apprenant les brillants succès par lesquels Napoléon avait ouvert la campagne. Ce fut l'armée retirée à Praga qui lui en transmit les premières nouvelles. Le mode même de la transmission leur prêtait un intérêt de plus. Un transparent placé près du pont, annonçait, avec leurs dates, les victoires d'Eckmühl et de Ratisbonne. Des deux côtés de la Vistule, les sentiments étaient les mêmes. Toute la nuit, ses bords furent couverts d'une foule nombreuse, qui, dans ces heureux événements, voyait d'avance le triomphe de la patrie. D'une rive à l'autre, on se parlait, on se répondait par le cri de *vive l'Empereur*. Au mépris des rigueurs des Autrichiens, dans Varsovie même, beaucoup de maisons furent illuminées.

Pendant que l'archiduc Ferdinand s'avancait vers Thorn, qu'il espérait surprendre, et où il aurait donné la main à la Prusse, le prince Poniatowski faisait attaquer un corps autrichien à Gura, détruisait une tête de pont que ce corps avait commencé

¹ Le prince m'a dit qu'il aurait probablement été, quoique bien à regret, obligé d'y consentir.

² Dans la pénible mission qui nous fut donnée, en 1815, à M. le général Guilleminot, à M. de Bondy, préfet de la Seine, et à moi, de conclure avec les Anglais et les Prussiens une convention qui devait leur ouvrir les portes de Paris, je parlai à mes deux collègues de ce fait qui était resté présent à ma mémoire. Nous convinmes entre nous de prendre garde que le nom de Vincennes ne fût prononcé. Il ne le fut pas.

³ L'archiduc Ferdinand, dans le désir de se rendre agréable aux Polonais, fit annoncer à la comtesse Stanislas Potocka, née princesse Lubomirska, qu'il irait passer la soirée chez elle. Il s'attendait à trouver réunie chez cette dame toute la haute société du pays. La comtesse Stanislas l'attendit seule dans ses salons déserts. Elle se serait bien gardée elle-même d'inviter personne; mais, si elle avait eu cette faiblesse, on n'y aurait pas répondu.

à y établir, et faisait plus de deux mille prisonniers. La campagne diplomatique de l'archiduc Ferdinand ne fut pas plus heureuse que sa campagne militaire. Une lettre probablement peu mesurée qu'il adressa au roi de Prusse, lui valut, de la part de ce prince, une ferme et sévère réponse. Dans le même temps, les généraux Dowbrowski et Zayonscheck, rivaux du prince Poniatowski en temps de paix, mais ses braves émules en temps de guerre, agissant sur des points divers avec de faibles détachements de troupes régulières renforcées de généreuses milices, inquiétaient vivement l'archiduc et lui causaient des pertes sensibles. Bientôt Dowbrowski, avec ses levées nouvelles, chassera les Autrichiens de Plock, de Lowicz, et les obligera d'accélérer leur retraite. Dès le 2 juin, Zayonscheck, avec ses milices, rentrera dans Varsovie. Ces mouvements d'une poignée de Polonais rendaient un service essentiel à Napoléon, en occupant sur ce terrain une armée dont la présence ailleurs aurait accru les difficultés qu'il avait à vaincre. La correspondance de l'Empereur avait annoncé au prince Poniatowski l'appui d'un corps d'armée russe. Ce secours, d'abord, se fit assez attendre. Ensuite, lorsque les Russes entrèrent en action, on put presque douter s'ils avaient pour but de seconder la France, ou de servir, plus ou moins directement, les Autrichiens. Un de leurs généraux, Korsakow, avait été jusqu'à écrire à l'archiduc Ferdinand qu'il verrait avec plaisir arriver le moment où les troupes des deux empires agiraient ensemble. On tâchait de justifier cette démarche en alléguant qu'elle avait eu lieu avant la déclaration de guerre entre l'Autriche et la Russie. Il est facile de juger ce que vaut une pareille excuse.

D'après les apparences qu'a présentées, en 1809, la manière de procéder du corps auxiliaire russe, tous les écrivains qui se sont occupés de cette époque ont supposé qu'à Pétersbourg, comme à Königsberg, on avait flotté entre la guerre et la paix; qu'il y avait eu dans les deux cabinets égale incertitude, et que, malgré le maintien de la paix, la volonté de la guerre avait été la même chez ces deux puissances. Cette supposition est erronée. En Russie, sans doute, la noblesse, et même celle qui occupait les places de cour ou de gouvernement, partageait, contre la France, les haines et les vœux de toutes les aristocraties allemandes, sans en excepter celle des pays alliés de Napoléon; mais pour le moment, le cabinet, comme nous l'avons déjà dit plus d'une fois, c'était l'empereur Alexandre et M. de Romansof. Dans le cabinet, l'idée de se déclarer contre Napoléon n'a pas existé un seul instant. La sincérité dans l'alliance a été complète.

Jusqu'au jour où la guerre a éclaté, on a été ferme en actions et en paroles; mais, la guerre même a fait aussitôt éclore de nouvelles circonstances. On n'avait pas voulu les prévoir; il a bien fallu cependant composer avec elles.

L'empereur Alexandre est d'avis que l'Autriche a mérité et doit recevoir *une leçon* ¹ : il n'est pas d'avis que la leçon aille jusqu'à détruire cette monarchie. Ce prince se propose bien de remplir les devoirs de l'alliance; mais là où il doit agir, il voit du danger pour l'intérêt russe, pour un intérêt délicat destiné à être un long sujet de controverse entre lui et Napoléon. Ici les rapports diplomatiques de la Russie avec la France doivent expliquer sa conduite militaire.

Le désir de l'empereur Napoléon eût été qu'un corps russe se portât vers Dresde. La proposition en fut renouvelée, le 16 avril, par le duc de Vicence. Ce plan ne convenait point à l'empereur Alexandre. « C'eût été, dit-il, affaiblir l'armée de Galicie. » A partir de ce moment, la Galicie est le point sur lequel va se porter l'attention du cabinet russe. Toute la politique russe est là. L'empereur Alexandre en convient de la manière la plus formelle. Dans le cas où l'Autriche devrait éprouver un démembrement, « la Russie, en aucun cas, ne pourrait souffrir que la Galicie, en tout ou en partie, *passât sous une autre domination que la sienne.* » Selon ce prince, en joindre une partie au duché de Varsovie, ce serait s'acheminer au rétablissement de la Pologne, ce qu'à aucun prix la Russie ne saurait admettre. Il serait plus convenable d'agrandir la Saxe aux dépens de la Bohême. La déclaration était nette. Le duc de Vicence y répondit avec une égale franchise. Il rejeta bien loin l'idée de voir passer la Galicie sous la domination russe. Une pareille acquisition menacerait l'indépendance de l'Europe, qui devrait bien plus craindre le rétablissement de la Pologne dans les mains de la Russie que dans les mains de la Saxe.

Tandis que ces conversations ont lieu à Pétersbourg, les proclamations de l'archiduc Charles y parviennent. Elles sont regardées comme une véritable déclaration de guerre. En conséquence le duc de Vicence insiste pour que les troupes russes accélèrent leurs mouvements. Il doute de la bonne volonté des généraux qui les commandent. L'empereur répond qu'il saura bien se faire obéir. A cet égard il se trompe. Quoique, par suite des dispositions de sa cour, il ne se propose pas de se livrer à de grands efforts en faveur de la France, ses généraux feront moins encore qu'il ne voudrait faire. De là des retards, du temps perdu, des entraves

¹ 16 avril.

mises par l'indifférence ou l'esprit d'opposition. Le duc de Vicence avoue dans plusieurs de ses lettres, qu'il serait tenté de croire à la mauvaise foi du cabinet même, s'il ne voyait combien il fallait de force à l'empereur et au ministre pour résister à l'opinion de tout ce qui les entoure. Deux garanties le rassurent. D'une part, le ministre ne peut se sauver qu'en affirmant le système qu'il a contribué à établir; d'autre part, pour l'empereur même, tout changement paraîtrait une faiblesse, « et de là » à une catastrophe il n'y aurait qu'un pas. » Tous deux sont donc sincères, mais en même temps il est vrai qu'il répugne généralement d'envoyer une armée dans le duché de Varsovie. On craint tout rapport avec ce pays. Ce sera une chose inouïe de voir des troupes russes marcher avec ce qu'on appelle à regret des Polonais. Le prince Galitzin n'est pas un bon choix, et cependant c'est encore l'un des moins mauvais que l'on ait pu faire. Dans une telle position, l'empereur Alexandre, pour excuser jusqu'à un certain point le peu d'activité qu'il va mettre dans son concours, croit devoir aussi faire entendre quelques plaintes sur la tiédeur que la France a mise à le secourir en des circonstances antérieures. Si, l'an dernier, dit-il, on se fut joint à lui en Danemark, les affaires de Suède seraient terminées. Si on n'avait pas traîné en longueur celles de Turquie, il aurait une armée de plus à offrir à l'empereur Napoléon. Ces récriminations, quelque exprimées d'un ton amical, venaient dans une singulière circonstance. Jointes aux lenteurs du prince Galitzin, elles inspirèrent quelques doutes à l'empereur sur la sincérité d'Alexandre, ou peut-être il affecta ces doutes sans les concevoir en effet. « Le cœur de l'Empereur est blessé, disait M. de Champagny au duc de Vicence, dans une dépêche du 2 juin : il n'écrit pas à cause de cela à l'empereur Alexandre. Il ne peut pas témoigner une confiance qu'il n'éprouve plus ; il ne dit rien, il ne se plaint pas... 40,000 hommes dans le duché de Varsovie auraient rendu un véritable service... Regardez comme annulées vos anciennes instructions... Paraissent satisfait, mais ne prenez aucun engagement... Par cela même que l'Empereur ne croit plus à l'alliance de la Russie, il lui importe davantage que cette erreur, dont il est désabusé, soit partagée par toute l'Europe. » Le ministre ordonnait au duc de Vicence de brûler cette lettre après l'avoir lue. L'Empereur pensait-il ce qu'il faisait écrire à son ambassadeur ? Nous ne le croyons pas. Il nous semble plutôt que c'était un coup d'aiguillon qu'il voulait donner à la susceptibilité de l'empereur Alexandre. Sans contredit Napoléon aurait eu droit d'être mécontent de la longue inaction du prince Galitzin, si la cause réelle de cette

inaction na lui eût pas été connue. Six semaines après l'ouverture de la campagne, ce général ne croyait pas son armée encore assez réunie pour se porter en avant. Il laissait les Autrichiens maîtres du duché de Varsovie, jusqu'à ce que les Polonais seuls parvinssent à les en chasser. Heureusement ceux-ci se suffirent à eux-mêmes. Il fut cependant une circonstance où le secours des Russes leur eût été très-utile. Le prince Poniatowski avait fait occuper Sandomir par le général Sokolnicki, mais bientôt cette place fut vivement pressée par les Autrichiens. Sokolnicki leur opposa une courageuse résistance, et même leur causa une perte de plus de deux mille hommes, dont cinq cents prisonniers ; avantage rare pour un assiégé qui se défend ; mais, au bout de quelques jours, les munitions lui manquant, il fut obligé d'évacuer la ville. Il en sortait sous les yeux des Russes, qui étaient à peu de distance de là, sur le San, au nombre de 24,000 hommes. Vainement le prince Poniatowski, occupé ailleurs, s'adressa au prince Galitzin, et lui reprocha son immobilité. Celui-ci répondit qu'il était assuré que les Autrichiens allaient repasser sur la rive gauche de la Vistule ; que, d'après ses instructions, il devait se contenter de ce résultat, et se tenir sur la rive droite du fleuve.

Cet aveu du prince Galitzin constate la nature du principe qui règle la marche de son armée. Que l'empereur Napoléon atteigne l'Autriche partout où il le jugera convenable, on ne s'y oppose pas ; on n'y met qu'une exception ; il peut la frapper partout, mais non en Galicie ; or, par suite du cours de la guerre, c'est en Galicie que l'empereur des Français appelle la coopération de l'armée russe, en Galicie où les proclamations du prince Poniatowski ont excité une fermentation générale. Comment demander aux Russes d'allumer un feu qu'ils désirent éteindre, un feu qu'ils craignent de voir s'étendre aux provinces polonaises réunies à leur empire ? Les Russes, lorsqu'ils entreront en Galicie, donneront lieu aux plaintes des Polonais ; ils réprimeront le mouvement révolutionnaire, ils rétabliront les autorités autrichiennes, rien de plus naturel. Pour les hommes qui ne vont pas au fond des choses, cette conduite pourra paraître hostile envers la France ; elle ne doit pas être telle aux yeux de Napoléon ; il a été prévenu, il sait que la Russie défend un intérêt qu'à Erfurt et ailleurs il a plus d'une fois promis de ménager ; elle est dans son droit, il n'y a de sa part ni trahison ni perfidie. Seulement la circonstance est fâcheuse en ce qu'elle l'empêche de recueillir de l'alliance russe autant d'avantage qu'il avait dû en attendre. Le rappel du chargé d'affaires de Russie à Vienne, le renvoi de l'ambassadeur autrichien prince de Schwarzen-

berg, de Pétersbourg, la proclamation publiée par le prince Galitzin, tout annonce l'intime union de Napoléon et d'Alexandre. La Galicie seule s'élève comme une barrière fatale entre les deux empires.

Cependant, peu de jours après avoir fait écrire à son ambassadeur en Russie les étranges paroles que nous avons rapportées plus haut, Napoléon, calmé par des lettres plus récentes, se montrait de nouveau confiant envers l'empereur Alexandre, et cette confiance, malheureusement il la témoignait aux dépens de la Suède. Ce n'était pas sans regret qu'il avait vu arriver le moment où un traité allait consacrer la possession de la Finlande pour la Russie. Le sacrifice, il est vrai, avait été décidé à Erfurt; mais, après les événements survenus en Suède, Napoléon voudrait pouvoir ou l'empêcher tout à fait, ce qui n'est plus guère possible, ou du moins en retarder l'accomplissement. Dans son séjour à Munich, le 10 mai, il avait pesé de nouveau les inconvénients d'une cession si considérable. La Finlande contient un million d'habitants; elle fournissait 25,000 hommes; elle pourrait en fournir 80,000. Les impôts qu'elle paye forment le tiers des revenus de la Suède. Par cette acquisition, la Russie va dominer dans la Baltique; et cependant la France doit prévoir un temps où la Russie pourra s'unir à l'Angleterre..... Si du moins on pouvait conserver à la Suède Abo et les îles d'Aland!... Telles étaient les réflexions qui, à Munich, avaient occupé une des heures que Napoléon dérobaux affaires de la guerre. Déjà, de Donawert, il avait écrit au roi que la paix ne pourrait pas se négocier *sous ses yeux* à Paris, comme le roi l'aurait désiré; mais cependant il avait autorisé le plénipotentiaire suédois à se rendre en France.

A Vienne, après les journées d'Essling, la position de l'Empereur lui commande beaucoup de ménagements avec la Russie. Quoique le corps auxiliaire russe rende peu de service, quoiqu'il soit même quelquefois un embarras plutôt qu'un renfort, une déclaration de guerre de la Russie à l'Autriche est un fait d'un grand poids dans le cours général des événements. C'est un avantage précieux pour Napoléon que la Russie soit réputée avec lui et non contre lui. L'abandon de la Suède est le prix qu'en reçoit le cabinet de Pétersbourg. Napoléon fait écrire à M. de Romansoff¹ qu'il a toujours été dans son intention que ce fût l'empereur Alexandre qui fit la paix de la Suède, qui la fit seul, qui fût seul,

sur ce point, le véritable arbitre de la paix et de la guerre. L'unique condition qu'il exprime est l'obligation pour la Suède d'entrer dans l'alliance contre l'Angleterre.

En même temps, à l'égard de la Galicie, l'Empereur cherchait à dissiper ou à éloigner du moins les inquiétudes du cabinet russe. Il se disculpait légèrement² d'avoir provoqué l'insurrection de cette province, quoiqu'il y fût autorisé par l'exemple des Autrichiens qui avaient voulu partout soulever les populations, dans le duché de Varsovie comme en Allemagne. S'il y avait eu des ordres du jour, des proclamations qui parussent avoir ce même but, c'est qu'il avait bien fallu répondre à l'Autriche dans sa propre langue. Au reste, des proclamations ne sont pas des traités. Provisoirement Napoléon ne voit qu'un moyen de tranquilliser la Russie. Il fera prendre possession de la Galicie au nom de la France; elle sera la conquête de la France et non celle du duché, expédient dont on sera peu satisfait à Pétersbourg.

L'état des rapports entre les deux empereurs étant bien connu, la marche de l'armée russe, ses lenteurs habituelles et son activité d'un moment se trouvent expliquées. Ainsi, lorsque plus tard, après avoir en trois jours enlevé la forteresse de Zamosc et fait sa garnison prisonnière, le prince Poniatowski marchera sur Cracovie, les Russes, très-alertes en cette circonstance, s'y précipiteront avant lui, bien assurés que les Autrichiens seront plus empressés à leur en faire la remise qu'aux Polonais. En effet, les Russes arrivèrent les premiers, et placèrent devant la ville une brigade pour en fermer l'entrée au corps du prince Poniatowski. Cet appareil d'opposition l'inquiète peu. Il fait sommer le général russe Sievers de lui ouvrir le passage, et sur son refus, il lui annonce qu'il va ordonner la charge. Les Polonais s'avancent, les Russes ouvrent leurs rangs, et la ville est occupée en commun. Pendant plusieurs jours, Russes et Polonais se menacent des yeux et semblent prêts à en venir aux mains. Les aigles françaises, plantées sur les murs de Cracovie, imposent silence aux passions, et ramènent une harmonie au moins apparente entre les deux armées. Par la retraite des Autrichiens elles n'eurent plus qu'à s'entendre sur leurs cantonnements respectifs, ce qui ne se fit pas encore sans quelques difficultés. Nous ne disconviendrons pas que les craintes de la Russie à l'égard des insurrections polonaises ne fussent fondées sur de justes

¹ 10 juin.

² Une dénégation absolue eût été mensongère. Le prince de Neuchâtel avait, au commencement du mois de mai, écrit au prince Poniatowski : « Excitez l'insurrection de

« la Galicie, cela fournira des bataillons utiles. Augmentez votre armée par tous les moyens possibles.... Nous faisons cause commune avec les Russes. »

motifs. De toutes les parties de l'ancienne Pologne, il accourait de généreux patriotes qui compromettaient leur fortune et celle de leur famille en se rangeant sous les drapeaux du duché, leur espé-

rance d'avenir. A la fin de la guerre, l'armée polonaise comptera plus de quarante mille hommes sous les armes.



CHAPITRE XIV.

POLITIQUE ET GUERRE.

Suppression de l'ordre Teutonique. — Séquestre des biens de la noblesse médiatisée. — Réunion de trois provinces des États romains au royaume d'Italie. — Projet d'évasion du pape. — Défense faite par le pape de prêter serment à Napoléon. — Danger des demi-mesures. — Gols du pape pour l'emphase et la violence du style. — Plaintes du pape sur l'abolition du tribunal de l'inquisition. — Réclamations sur les principes proclamés en France. — Bulles offensantes pour l'Empereur. — Triomphe de l'autorité pontificale sur l'autorité française. — Inflexibilité du saint-père. — Espoir du pape trompé par les revers de l'Autriche. — Décret pour l'incorporation des États romains à l'Empire, daté de Schœnbrunn. — Bulle d'excommunication contre l'Empereur. — Fixité de la politique du saint-siège. — Enlèvement du pape. — Guerre d'Autriche. — Bataille de Raab, gagnée par le prince Eugène. — Préparatifs d'une grande bataille. — Bataille de Wagram. — Nomination de Mœdona à la dignité de maréchal de France, sur le champ de bataille. — Ordre du jour du prince de Ponte-Corvo.

La rupture des ponts du Danube a suspendu pour un temps les combats devant Vienne. Les chefs des deux armées se sont retirés sous leur tente ; ils aiguïent le fer pour le croiser plus tard. Dans ce moment le canon est muet ; le silence va régner six semaines sur ces terrains qui ont été et qui redeviendront bientôt des champs de bataille. Nous allons profiter de cet intervalle pour reprendre des faits et des questions que les événements de la guerre nous ont fait négliger jusqu'ici. Napoléon a dans la main un double glaive. Tandis que ses armées battent les Autrichiens, ses décrets prononcent des abolitions de corps politiques et des déchéances de princes.

Chemin faisant, le 24 avril, il avait, de son camp de Ratisbonne, déclaré l'ordre Teutonique supprimé dans tous les États de la confédération du Rhin, et donné au roi de Wurtemberg la principauté de Mergentheim, chef-lieu de l'ordre. Cette possession, enclavée dans les États de ce souverain, était depuis plusieurs années l'objet de son ambition. L'Empereur, par là, satisfaisait un allié zélé pour sa cause, et frappait la maison d'Autriche dans un de ses princes, grand maître de l'ordre Teutonique, l'archiduc Antoine. Les biens de l'ordre étaient réunis au domaine des souverains dans les États desquels ils se trouvaient enclavés, à la condition, pour ces souverains, de faire des pensions aux membres de l'ordre, en exceptant toutefois ceux de ces membres qui, dans la guerre

actuelle, avaient porté les armes contre la France et les États de la confédération.

Lorsque après les journées d'Essling, des comités d'insurrection, encouragés par la présence d'un corps d'armée autrichien que commandait le général Radivojevich, se formèrent à Nuremberg et sur quelques autres points de la Franconie, la principauté de Mergentheim ne dut pas échapper à la contagion ; mais, grâce à la vigueur du roi de Wurtemberg, le triomphe des partisans de l'Autriche n'y fut pas d'une longue durée. Le canon eufonça les portes de la ville qui refusait de se rendre, et de sévères châtimens firent une prompte justice de la rébellion.

Un décret, également daté de Ratisbonne et du 24 avril, avait aussi frappé d'autres ennemis de la France ; c'étaient les princes et comtes de l'Empire, qui, ayant par l'acte de la confédération du Rhin, cessé d'être princes et comtes immédiats, ne s'étaient pas conformés aux dispositions des articles 7 et 31 de cet acte. Le décret ordonnait que le séquestre fût apposé spécialement sur les biens de ceux qui, au mépris de ces articles, avaient continué à occuper des emplois, soit civils, soit militaires, au service de l'Autriche. Leurs biens devaient être confisqués, une moitié au profit des rois ou grands-ducs dans les possessions desquels ils étaient situés ; l'autre moitié au profit du trésor français pour récompenser les officiers et soldats qui rendraient le plus de services dans la campagne.

Le préambule du décret impérial portait que c'était principalement à ces comtes et princes que le continent devait le renouvellement des hostilités. En effet, ils n'avaient pas même à se plaindre de n'avoir pas été suffisamment prévenus du danger auquel ils s'exposaient. Plusieurs fois, et notamment par deux lettres de février 1809, l'Empereur avait engagé les souverains confédérés à rappeler dans leurs États ces princes et comtes qui en étaient les plus riches propriétaires, et qui habituellement résidaient à Vienne, où ils excitaient l'Autriche contre la France. Cette noblesse médiatisée, ne pouvant oublier que naguère elle dépendait uniquement du chef de l'empire germanique, avait prêté peu d'attention à la voix de princes dont il lui répugnait d'être réputée sujette, surtout à l'approche d'une guerre où tout promettait à l'Autriche un infaillible triomphe. La mesure prise par l'empereur Napoléon était rigoureuse, mais méritée. Elle fut proclamée de nouveau par un décret daté de Schœnbrunn le 14 mai, qui consacrait la confiscation ordonnée par celui du 24 avril. Ce second décret, dicté par la colère de la guerre, restera sans application après la conclusion ¹ de la paix.

De toutes les déterminations adoptées en 1809 par l'Empereur contre les princes étrangers, la plus grave sans contredit fut l'incorporation ² de la totalité des États de l'Église à l'empire français. Le caractère du pape Pie VII rendait cet événement facile à prévoir. L'enlèvement d'une partie de son territoire en 1808 n'avait changé en rien ses sentiments; la perte du reste ne devait pas l'ébranler davantage en 1809.

Avant que le décret du 2 avril 1808, qui réunissait au royaume d'Italie les provinces d'Urbain, Ancône, Macerata et Camerino, reçût son exécution, le chargé d'affaires de France à Rome, M. Lefebvre, avait demandé au saint-père ses résolutions définitives. Une note de M. de Champagny, en date du 3, laissait encore la porte ouverte à un accommodement. « La proposition dont l'Empereur ne se départira pas, disait ce ministre, est que toute l'Italie, Rome, Naples, Milan, fasse une ligue offensive et défensive, afin d'éloigner de l'Italie le désordre et la guerre. Si le saint-père adhère à cette proposition, tout est terminé. S'il s'y refuse, il annonce par cette détermination qu'il ne veut aucune paix avec l'Empereur et

qu'il lui déclare la guerre. Le premier résultat de la guerre c'est la conquête, et le premier résultat de la conquête c'est le changement de gouvernement; car si l'Empereur est forcé d'entrer en guerre avec Rome, ne l'est-il pas d'en changer le gouvernement, d'en établir un autre qui fasse cause commune avec les rois d'Italie et de Naples contre les ennemis communs? Ces changements ne feront perdre au pape aucun de ses droits spirituels; il continuera d'être évêque de Rome, comme l'ont été ses prédécesseurs dans les huit premiers siècles et sous Charlemagne. Néanmoins ce sera un motif de douleur pour Sa Majesté de voir l'imprudence, l'aveuglement détruire l'œuvre du génie, de la politique et des lumières... » A cette nouvelle démarche du gouvernement français, le cardinal Gabrielli répondit, le 19 du même mois, que le saint-père ne connaissait d'autre règle que son devoir et sa conscience; que, comme son devoir et sa conscience l'avaient empêché, à une époque antérieure, d'accéder à la confédération qui lui était proposée, ils ne lui permettaient pas davantage aujourd'hui d'accepter la proposition d'une ligue offensive et défensive qui, à la vérité, paraissait différente de la première, mais qui n'exceptait, par sa nature, aucun prince avec lequel les circonstances ne pussent mettre Sa Sainteté en état de guerre. Quant à la menace faite au saint-père par l'Empereur de lui enlever son temporel, « S. S. », répondait le cardinal Gabrielli, se consolera par les paroles de son divin maître : Heureux ceux qui souffrent pour la juste cause... » Il ajoutait : « Le renversement du gouvernement ne sera pas une suite de la conquête, mais un acte d'usurpation. Par un tel acte, on détruira, non l'ouvrage du génie et des lumières, mais l'ouvrage de Dieu de qui provient toute domination, et surtout celle qui a été accordée au chef de l'Église pour le plus grand bien de la religion. » Cette réponse du ministère pontifical ne laissant plus aucune voie à un arrangement, le chargé d'affaires de France demanda ses passe-ports et quitta Rome. Alors commença l'exécution du décret du 2 avril. A la première nouvelle qu'on en reçut à Rome, on se séria ³ sur la date de ce décret, qui semblait rendre dérisoire la note du 3 adressée par le ministre de l'Empereur. Le reproche était injuste. Si le pape eût cédé à la dernière instance du 3 avril, le décret du 2 n'eût point été exécuté. Cette plainte d'ail-

¹ Parmi les personnages atteints par le décret impérial se trouvaient les comtes de Stadion, Metternich, Zinzendorf, ainsi que les princes de Lichtenstein, de Furstenberg et autres.

² Le décret de l'Empereur, daté de Schœnbrunn, le 17

mai 1809, sera confirmé par un sénatus-consulte du 17 février 1810.

³ Note remise au chevalier Alberti, chargé d'affaires du royaume d'Italie.

leurs est surtout étrange de la part d'une cour qui depuis est convenue que, dès 1806, plusieurs bulles d'excommunication contre l'Empereur avaient été rédigées¹ d'avance, signées ensuite par le saint-père, et scellées du sceau pontifical, bulles conçues dans des termes divers sur quelques points, pour être mises en usage selon la diversité des circonstances.

L'une des considérations énoncées dans le décret du 2 avril était le refus constant du saint-siège de faire la guerre aux Anglais, et de s'allier aux royaumes d'Italie et de Naples. La cour de Rome opposait à ce grief que le pape ne pouvait pas déclarer la guerre à un gouvernement dont il n'avait reçu aucune offense; que d'ailleurs il avait offert de garantir, par ses forces, tout le littoral d'une agression hostile. Le pape, sans doute, croyait que ce genre de garantie devait avoir quelque valeur; mais lui seul pouvait le croire. Il prétendait que toutes les puissances respecteraient sa neutralité; mais d'abord serait-il resté neutre? Le cardinal Pacca raconte que son prédécesseur, le cardinal Gabrielli, avait fait des arrangements avec le gouvernement sicilien pour enlever le saint-père. Dans ce but, une frégate anglaise vint croiser, pendant quelques jours, à peu de distance de Civita Vecchia pour recevoir Sa Sainteté. Comme il n'arrivait pas, un émissaire, c'était un franciscain, en habit laïque, se rendit à Rome pour presser son voyage. Pie VII dit alors au cardinal Pacca que ce projet n'avait jamais eu son entier assentiment; et, après en avoir pesé de nouveau les inconvénients et les avantages, il fut décidé que le saint-père ne partirait pas. La défiance de l'Empereur sur la conduite que pourrait tenir le gouvernement romain abandonné à lui-même était-elle injuste et mal fondée?

Celui des motifs exprimés par le décret impérial qui blessait le plus vivement le saint-père était l'assertion que la donation faite par Charlemagne du pays composant les États du pape avait en lieu au profit de la chrétienté et non en faveur des ennemis de notre sainte religion. Il est intéressant de voir quels frais d'éloquence fait le ministère romain pour démontrer que ce n'est point Charlemagne qui a fait don de ces provinces au saint-siège. « Il » est notoire, dit le cardinal Gabrielli, que les » papes, à une époque plus reculée, en ont obtenu » la possession par la soumission volontaire des » peuples abandonnés par les empereurs d'Orient; » qu'enfin, lorsque l'exarcat de Ravenne et la Pen- » tapole avaient été occupés par les Lombards, » Pepin, le père pieux et magnanime de Charle- » magne, les leur arracha, et les remit au pape » Étienne. » Ce débat de Napoléon et du saint-siège

sur un point de fait historique, objet de tant de controverses, débat où l'on s'opposait réciproquement la *notoriété*, était également déplacé de part et d'autre. Pepin et Charlemagne n'avaient rien à démêler dans un pareil procès, et, lorsque le pape Pie VII, pour s'abstenir de faire cause commune avec le reste de l'Italie, n'alléguait d'autre raison que sa crainte sans cesse répétée d'être entraîné à la guerre « contre une puissance catholique, » l'empereur Napoléon pouvait se dispenser d'invoquer la donation de Charlemagne pour avoir droit de punir un prince qui, par son obstination à ne pas vouloir être son allié, restait ainsi un véritable auxiliaire pour ses ennemis.

A la suite de cette publication, le pape adressa un bref dans le même esprit à l'empereur Napoléon. En même temps il fit envoyer dans les provinces qui lui étaient enlevées des instructions portant défense de prêter serment au gouvernement usurpateur, attendu que ce serment serait « illégitime, » « blasphématoire et sacrilège. » Ces instructions défendaient en général aux habitants d'accepter des fonctions du gouvernement nouveau, et aux évêques et prêtres de chanter des *Te Deum* pour la fondation de ce gouvernement.

Les évêques, d'après l'ordre du saint-père, refusèrent d'abord le serment qu'on leur demandait, mais ils n'eurent pas tous sa sublime abnégation. D'ailleurs un pape, même opprimé, est toujours dans une importante position. Le monde a les yeux sur lui, et le combat seul rehausse sa grandeur. Il n'en est pas tout à fait ainsi d'un évêque, sans le temporel de son évêché. Vainement ceux-ci conjurent S. S. de révoquer ses défenses. L'inflexible vieillard y persiste; il entend que tout le clergé sache souffrir pour la religion. « Ce qui était illicite » hier, ne peut pas être licite aujourd'hui..... » Plusieurs ne se crurent pas obligés de se soumettre à la volonté du saint-père.

Si jamais le danger d'une demi-mesure se fit sentir avec éclat par des inconvénients de chaque jour et de chaque heure, c'est, comme nous l'avons déjà remarqué, celle qu'avait adoptée Napoléon, en laissant le pape à Rome sous l'oppression d'une force française, sans l'avoir formellement dépouillé de ses États. Chaque jour des notes adressées aux ministres étrangers, au nom du saint-père, les entretenaient des contestations survenues entre le général français et le gouvernement pontifical. De l'aven même du cardinal Pacca, ces agents encourageaient les dispositions hostiles du pape contre la France, en lui prodiguant les éloges « pour sa fermeté et son énergie. » Le général français a beau éloigner un cardinal; un autre le remplace, et l'esprit ne change pas. A son entrée en fonction,

¹ Mémoires du cardinal Pacca.

le cardinal Pacca, et c'est lui-même qui le raconte, annonça le désir de rétablir le bon accord entre les deux autorités. Le général Miollis s'en montra très-satisfait, et y porta toute sa bonne volonté, mais le nouveau secrétaire d'État ne put pas persister longtemps dans ce système de douceur et de modération. « Seigneur Cardinal, lui dit un jour le saint-père, on croit que nous sommes endormis; il faut faire voir que nous sommes éveillés, et adresser au général français de vigoureuses réclamations. » Pacca convint qu'il n'approuvait pas le style exagéré et violent des proclamations de son prédécesseur. Elles lui paraissaient sortir des convenances ministérielles, surtout d'un ministère ecclésiastique; mais sa raison et son bon goût furent obligés de fléchir. « Je dois ajouter, dit-il, que tels étaient les désirs du saint-père. Ces expressions mémo, les plus emphatiques et les plus rudes, que je n'aurais pas voulu employer, étaient précisément celles qui étaient le plus applaudies et le plus goûtées par les habitants et les étrangers. » Par ces explications du cardinal Pacca sur le langage qu'il regrette d'avoir été obligé de tenir, on peut juger les influences qui agissaient sur le saint-père. Lorsque le cardinal, qui se présente lui-même comme l'un des conseillers les plus modérés de Pie VII, transforme en inexcusables atténuations la prétendue extension donnée par l'Empereur au concordat, la suppression des ordres réguliers dans tous les pays dépendants de la France, et enfin l'abolition en Espagne du tribunal de l'inquisition, de ce tribunal si indigne de calomnie, et si utile à l'Église, il est manifeste que tout rapprochement est impossible entre des opinions si antipathiques les unes aux autres.

Dans une séance du corps législatif français, le 2 novembre 1808, le ministre de l'intérieur, en rendant compte de la situation de l'empire, avait annoncé la création de six mille succursales nouvelles, ce qui en élevait le nombre à trente mille, comme aussi la création de huit cents nouvelles bourses et seize cents demi-bourses réparties entre les divers séminaires de France. « Ainsi, continuait le ministre, se complète l'établissement religieux dans l'empire. Le concordat a rétabli une

paix inaltérable entre le trône et l'autel. La source des débats, qui furent si dangereux tant que l'on supposa deux puissances, est désormais tarie; l'autorité du souverain n'est plus menacée par des maximes étrangères. Le concordat, cet acte de paix si célèbre, a fixé pour toujours le respect et la fidélité envers le culte le plus généralement établi, et consacré la tolérance des autres cultes. » Il semble que l'ouverture de six mille églises nouvelles du culte catholique en France, et la dotation qui fournit, chaque année, à 2,400 jeunes gens de plus les moyens d'instruction ecclésiastique, devraient être accueillies par les bénédictions du saint-siège. Loin qu'il en soit ainsi, les paroles relatives à la munificence de l'Empereur envers l'Église sont des hérésies qui lui enlèvent tout le mérite du bienfait. C'est de l'indignation qui éclate à Rome, et non de la reconnaissance. Le pape se hâte de faire adresser aux agents étrangers une longue note², où sont combattues avec véhémence les assertions du gouvernement français. Il se plaint qu'on lui attribue les principes et les effets qui dérivent des lois organiques publiées avec le concordat, mais auxquelles il n'a pas eu la moindre part. Sa Sainteté, au contraire, lorsqu'elle en eut la douloureuse connaissance, s'empressa de faire entendre ses justes réclamations, dont elle ne s'est jamais désistée. Le passage relatif à la cessation des débats qu'avait suscités la supposition de deux puissances avant l'existence du concordat, renferme un dogme condamnable que repousse le saint-père. Ces deux puissances, « on ne les a pas supposées; elles existaient réellement, comme elles existent encore. Si le concordat ni les lois organiques ne pouvaient faire disparaître la distinction marquée par Dieu même entre les deux puissances, spirituelle et temporelle.... Il est faux aussi que le concordat ait reconnu et consolidé l'indépendance de l'État et de l'Église de France. Si cette indépendance existait, il y aurait un schisme.... Il est également faux et calomnieux que le concordat ait consacré la tolérance des autres cultes.... Si, dans les articles organiques, on mettait en avant une telle tolérance, ces articles ont toujours été réprouvés par le saint-père. » La déclaration pontificale ne se bornait pas à ré-

¹ Napoléon avait à combattre, dans le conseil d'État, des hommes fort agiles, qui n'osaient pas approuver les créations de séminaires. « Nous avons, leur disait-il, des milliers de prêtres dangereux par leur fanatisme et leur ignorance. Il faut leur préparer des successeurs plus éclairés, en les élevant dans des écoles spéciales qui seront sous la main de l'autorité. » Cette surveillance de l'autorité déplaçait extrêmement à la cour de Rome et formait un de ses griefs contre l'Empereur.

² Le 30 novembre.

³ C'était par l'impossibilité de concilier l'existence simultanée de ces deux puissances, que l'Empereur voulait les réduire à une seule. « Je cherche en vain, disait-il dans une séance du conseil d'État, où placer la limite entre l'autorité civile et l'autorité religieuse. J'ai bien regardé, je ne vois que des nuages.... Le gouvernement civil condamne à mort un criminel; le pape lui donne l'absolution et lui promet le paradis. »

futer le discours du ministre de l'intérieur de France; elle relevait aussi des discours adressés à l'Empereur par des députés des nouvelles provinces italiennes et les réponses de l'Empereur. Dans l'une de ces réponses, l'Empereur avait dit que la théologie pouvait donner aux ecclésiastiques des règles sûres pour le gouvernement spirituel, mais non pour le gouvernement des armées et de l'administration; qu'ils devaient en conséquence se renfermer dans le gouvernement des affaires du ciel. Cette espèce de sentence, du nombre de celles qui, vraies en général, peuvent avoir des exceptions accidentelles, piqua vivement l'amour-propre de la cour de Rome. Peu s'en faut qu'elle ne veuille établir la thèse contraire. Pour prouver l'aptitude des prêtres à la direction des affaires de ce monde, elle appelle à son secours les témoignages de l'histoire; elle cite Ximénès en Espagne, et les Suger, Richelieu, Mazarin, Fleury en France. Il restait peut-être à examiner si ces personnages ont été de grands hommes d'État parce qu'ils avaient étudié la théologie, ou parce qu'ils l'avaient oubliée.

A ces dissertations souvent véhémentes sur des points de doctrine, le saint-siège, dans ses rapports obligés avec la France, joignait des procédés qui n'étaient rien moins que conciliants et pacifiques. Ainsi des bulles expédiées par le saint-père pour l'institution d'un évêque nommé à Montauban renfermaient des expressions offensantes pour l'Empereur. Repoussées par le conseil d'État, elles furent renvoyées à Rome pour être rédigées dans les formes d'usage. Le saint-père répondit qu'il ne voulait rien changer, et qu'il n'entendait plus appeler son cher fils un prince qui était devenu le spoliateur du patrimoine de Saint-Pierre. L'homme avait raison, mais le pape! C'était là précisément encore le renouvellement de ce combat des deux puissances dont l'Empereur se prétendait affranchi par le concordat. Ainsi le chef de l'Église continue à se porter vengeur des outrages que prétend avoir reçus le souverain de Rome! Le suprême pontife, que doit principalement occuper l'intérêt des consciences, refuse de donner un pasteur aux chrétiens du diocèse de Montauban, parce que le souverain de Rome répugne à contracter telle ou telle alliance! Nous avons déjà présenté ailleurs ces réflexions; le retour des mêmes faits nous oblige, malgré nous, à y revenir.

Dans les luttes trop fréquentes qui s'élevaient entre l'autorité militaire française et l'autorité pontificale, il en est une où la première reçut l'échec le plus complet, et où tout l'honneur fut pour la seconde. Le carnaval sera-t-il ou ne sera-t-il pas fêté en 1809? Le général français désire que les fêtes aient lieu, et il en ordonne les préparatifs.

Le saint-père les défend, et la voix du saint-père est écoutée. C'est au commandement désarmé que le peuple obéit. Il y a là une leçon pour tous les pouvoirs temporels. L'obéissance n'est assurée nulle part qu'à celui qui règne sur les esprits. L'autorité française avait fait une grande maladresse en établissant, sur une pareille question, une querelle où tous les avantages étaient pour le saint-siège. Depuis le pape jusqu'au dernier des moines, le sacerdoce romain est dans un état permanent de conspiration contre la France. Dans toutes les tribunes secrètes et mêmes publiques, le clergé prêchant la soumission exclusive au vicaire de Jésus-Christ, quelle imprudence de commander à une population superstitieuse les plaisirs et la joie, quand le pape, au nom du ciel, lui ordonne de ne pas outrager par des fêtes son souverain prisonnier! Toujours c'est comme prisonnier qu'il affecte de se considérer; c'est lui qui, pour rendre odieuse l'autorité française, s'est condamné à cette séquestration volontaire, et il s'attache à faire croire qu'elle est forcée. Le temps où elle le sera en effet viendra trop tôt.

Dès ce même mois de février 1809, le département des affaires étrangères en France établissait, dans des rapports à l'Empereur, la nécessité de mettre un terme à la souveraineté temporelle du saint-siège. L'impossibilité de maintenir plus longtemps l'état présent des choses était démontrée. Cet état de choses, par sa durée, tournait au désavantage de la France; car, dans une lutte prolongée entre le fort et le faible, chaque jour qui s'écoulo ajoute à l'illustration de la faiblesse courageuse et à la déconsidération de la puissance qui opprime. Plus le temps marche, plus le pape s'affermir dans sa résistance, et inspire de l'intérêt même à ceux qui l'avaient d'abord condamné. Le caractère de Pie VII se soutient admirablement dans cette difficile épreuve, avec sa double nature d'orgueil humain et d'enthousiasme religieux. Le contraste de ce qu'il peut et de ce qu'il prétend à quelque chose qui frappe et qui étonne. Privé du libre développement du pouvoir temporel, il ne reconnaît à son pouvoir spirituel aucune sorte de limite. Ce prince qui, dans sa capitale, est sous la main d'un général français, veut que son action s'étende sur toutes les parties de l'ordre social en France. Il trouve offensant pour le saint-siège et contraire à ses droits, qu'en France l'autorité des évêques soit soumise à un ministre laïque; que l'université, nouvellement instituée, se soit arrogé toute direction sur l'instruction de la jeunesse, et qu'elle prescrive la choix des études dans les sciences sacrées¹. Lorsque le

¹ L'enseignement des principes de l'Église gallicane.

saint-père condamné de tels actes comme des crimes, la France et la raison se chargeant d'en absoudre l'Empereur; mais l'excès de la prétention, tout insensée qu'elle est, a une sorte de grandeur dans un homme sans armes. Il y a, en Pie VII, du prêtre ambitieux; il y a en lui du pontife inspiré; tantôt c'est la colombe timide et plaintive: il gémit *entre le vestibule et l'autel*. Convaincu que la barque de saint Pierre, quoique agitée par la tempête, ne peut pas périr, il se repose tranquillement dans le sein de Dieu, dont il est le premier ministre. Tantôt c'est l'aigle du commandement et de la foudre. Il s'adresse au Tout-Puissant, et le prie d'apparaître dans toute sa majesté et toute sa force, au-dessus de son sanctuaire désert, et il ordonne aux rois de s'abaisser devant celui qui est le souverain des souverains. Son langage est emprunté des deux nuances dont son caractère se compose. Dans sa bouche, la menace est tour à tour sublime et vulgaire. Aujourd'hui il déclare d'un ton solennel qu'après avoir vécu en agneau, il saura mourir en lion; demain il dit en style trivial: « Les Français veulent qu'on » leur parle latin; eh bien, nous leur parlerons » latin. » Voilà le pontife et voilà l'homme.

Les espérances que le saint-siège avait fondées sur le prochain succès de l'armée autrichienne commandée par l'archiduc Jean, s'étaient promptement évanouies; les soulèvements, préparés en Italie par les émissaires de l'Autriche, de l'Angleterre et de la cour de Rome, n'avaient pu se développer comme on s'y était attendu, et prendre le caractère au moins apparent d'un mouvement général; mais, quoique partiel, l'esprit d'insurrection, fomenté surtout par les prêtres, s'étendait du Tyrol jusqu'à Ferrare, à Bologne et en Toscane. C'était un moment de crise pour Napoléon; quoique vainqueur à Eckmühl, il avait encore devant lui des chances douteuses en Allemagne; la prudence lui prescrivait de prendre ses sûretés en Italie. Il lui était démontré que, comme prince temporel, le pape était un ennemi irréconciliable, puisque, en refusant de s'allier avec lui, Sa Sainteté se réservait la faculté de se déclarer contre lui le jour où les armées françaises éprouveraient des revers. L'autorité française à Rome ne pouvait plus se soutenir sous sa forme actuelle; il fallait ou rendre au saint-père toute la plénitude de son indépendance, ou le détrôner. L'Empereur n'avait pas à hésiter; il prit le dernier parti. Puisqu'il devait en venir là, c'était une grande faute de ne

s'y être pas décidé plus tôt. Le 17 mai, un décret, daté de Schönbrunn, fit cesser toutes les incertitudes. Un acte si important dans son objet, si remarquable par les considérations sur lesquelles l'Empereur s'appuie, mérite une citation entière et littérale. Le voici :

« ¹ Considérant que lorsque Charlemagne, empereur des Français, et notre auguste prédécesseur, fit donation de plusieurs comtés aux évêques de Rome, il ne les leur donna qu'à titre de fiefs et pour le bien de ses États, et que, par cette donation, Rome ne cessa point de faire partie de son empire;

« Que depuis, ce mélange d'une autorité spirituelle avec une autorité temporelle a été, edumme il l'est encore, une source de discussions, et a porté trop souvent les pontifes à employer l'influence de l'une pour soutenir les prétentions de l'autre; qu'ainsi les intérêts spirituels et les affaires du ciel, qui sont immuables, se sont trouvés mêlés aux affaires terrestres qui, par leur nature, changent selon les circonstances et la politique des temps;

« Que tout ce que nous avons proposé pour concilier la sûreté de nos armées, la tranquillité et le bien-être de nos peuples, la dignité et l'intégrité de notre empire, avec les prétentions temporelles des papes, n'a pu se réaliser, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

» Article 1^{er}. Les États du pape sont réunis à l'empire français.

» Article 2. La ville de Rome, si célèbre par les souvenirs dont elle est remplie, et premier siège de la chrétienté, est déclarée ville ² impériale et libre.

» Article 3. Les restes des monuments élevés par les Romains seront entretenus aux frais de notre trésor.

» Article 4. La dette publique est constituée dette impériale.

» Article 5. Les terres et domaines du pape seront augmentés jusqu'à concurrence d'un revenu net et annuel de deux millions.

» Article 6. Les terres et domaines du pape, ainsi que ses palais, seront exempts de toutes impositions, juridictions et visites, et ils jouiront d'immunités particulières.

» Article 7. Le 1^{er} juin de la présente année, une consulte ³ extraordinaire prendra, en notre nom, possession des États du pape, et fera les disposi-

¹ 17 mai.

² Bientôt elle sera déclarée la seconde ville de l'Empire.

³ Un autre décret du même jour composa la consulte

de la manière suivante : le général Miollis, gouverneur général; Salicruti, ministre du roi de Naples; Degerando, Janet, del Pozzo, maîtres des requêtes; de Balbe, auditeur au conseil d'État, secrétaires.

» tions nécessaires pour que le régime constitu-
» tionnel soit organisé et puisse être mis en vigueur
» au 1^{er} janvier 1810. »

Tandis que l'Empereur adoptait ces mesures en Autriche, l'agitation était extrême dans le conseil du saint-père. Plus de vingt jours après sa date, le décret n'était pas encore connu du gouvernement pontifical ; mais déjà auparavant, sur le soupçon d'un dénouement prochain, on déshérait dans le conseil intime si l'on ne devait pas le prévenir par un coup d'éclat, s'il ne fallait pas illustrer les derniers moments de la puissance temporelle du saint-père par des actes d'une grande énergie. A l'époque de la signature des décrets de Schœnbrunn, « il ne » s'agissait ¹ à Rome, de la part du saint-père, de » rien moins que de se montrer en habits ponti- » ficaux le cruel à la main, de fulminer une ex- » communication contre l'empereur des Français, » et de le déclarer le persécuteur de l'Eglise et des » souverains catholiques. » La prudence l'emporta. On résolut d'attendre l'événement : l'attente ne fut pas longue. Ce fut le 20 juin que le pape et Rome connurent les décrets de l'Empereur. Ils leur furent annoncés par les salves d'artillerie du château Saint-Ange et par le déploiment du drapeau tricolore à la place du drapeau pontifical. *Consummatus est*, se dirent presque ensemble le pape et le cardinal Pacca. Ce dernier est consterné, le pape reste impassible. Un exemplaire du décret impérial est apporté. Le cardinal en fait lecture ; quelque altération paraît un moment dans les traits du saint-père ; mais presque aussitôt il a repris son calme et sa sérénité. Des protestations italiennes étaient prêtes ; le pape les signa. Quant aux bulles d'excommunication, elles étaient, comme nous l'avons dit, signées et scellées d'avance. Le cardinal demanda s'il fallait aussi les faire afficher. Il y eut un instant d'hésitation. « Que ferait Votre » Éminence ? » demanda le saint-père. « La de- » mande de Votre Sainteté, répondit celui-ci, me » cause quelque trouble. Qu'elle lève les yeux au » ciel, qu'elle me donne ses ordres, et qu'elle soit » sûre que ce qui sortira de sa bouche sera la vo- » lonté ² du ciel. » Le saint-père leva les yeux au ciel ; après une courte pause, il dit : « Advienne » que pourra ! » et les bulles furent affichées. Admirable effet des croyances religieuses ou de l'application politique de ces croyances ! en présence

l'un de l'autre, le pape et le cardinal Pacca ap- pellent sérieusement l'intervention d'un miracle. Pie VII ne s'arrête point à méditer, à réfléchir, à calculer ce que, dans l'intérêt même de la religion, il doit espérer ou craindre de la mesure qu'il est question de prendre. Les conseils humains ne sont plus de saison ; ce n'est plus sa raison qu'il consulte ; il demande au ciel une inspiration, il la lui demande en levant les yeux, et il croit répondre à la volonté divine en donnant l'ordre de lancer contre l'Empereur l'excommunication des long-temps préparée et jusque-là retenue dans ses archives. Pour les personnes qui n'auraient pas une foi forte dans ce genre d'inspiration, il semblerait que c'est au jeu de *croix ou pile* que le souverain pontife joue ses propres destinées et les destinées d'un grand empire telles que celles de Napoléon.

C'est un privilège de la cour de Rome d'être aujourd'hui ce qu'elle était hier. Les siècles s'écou- lent ; tout, dans le monde entier, prend une forme nouvelle ; rien ne change pour le saint-siège ; ses prétentions, son langage sont toujours les mêmes. L'excommunication de 1809 ressemble à toutes les excommunications antérieures : c'est toujours Na- poléon qui doit défendre sa vigne au prix de son sang ; c'est toujours l'obligation de suivre le précepte de l'Évangile : « Celui qui n'écoute pas l'Eglise doit » être pour vous comme un païen et un publi- » cain ; » c'est toujours la prétention à une su- prématie absolue sur toutes les puissances de ce monde. « Qu'ils comprennent enfin (les auteurs de » nos maux) qu'ils sont soumis à notre empire et » à notre trône ; car, nous aussi, nous exerçons » une souveraineté beaucoup plus noble, à moins » que l'on ne prétende que la chair ³ est égale » à l'esprit et les choses de la terre à celles du » ciel... A ces esuses, par l'autorité de Dieu » tout-puissant, par celle des saints apôtres Pierre » et Paul, et par la nôtre, nous déclarons que tous » ceux qui, après l'invasion de Rome et du domaine » ecclésiastique et la violation sacrilège du patri- » moine de saint Pierre, prince des apôtres, com- » mise par les troupes françaises, ont, dans ladite » ville et dans les États de l'Eglise, attenté aux im- » munités ecclésiastiques et aux droits temporels » du saint-siège, tous leurs fauteurs, conseillers et » adhérents, tous ceux enfin qui ont pris part di- » rectement ou indirectement à ces violences, ont

¹ Lettres de M. Roefelin, évêque de Chersonèse, et de M. Ortolé, dépositaire des papiers de la légation de France à Rome, en date du 20 mai.

² Le cardinal Pacca donne ces détails dans une note. C'est ce qu'il y a de plus intéressant dans ses mémoires.

³ A propos de cette prétention du pape, l'Empereur

disait un jour dans son conseil d'État : « Voyez l'insolence » des prêtres, qui, dans le partage de l'autorité avec ce » qu'ils appellent le pouvoir temporel, se réservent l'ac- » tion sur l'intelligence, la partie noble de l'homme, et » prétendent me réduire à n'avoir d'action que sur les » corps. Ils gardent l'âme et me jettent le cadavre. »

encouru l'excommunication majeure et les autres censures et peines infligées par les sacrés canons et les constitutions apostoliques, par les décrets des conciles généraux, et spécialement par le concile de Trente, et au besoin nous les excommunions et anathématisons de nouveau !... »

La sentence est rendue; malgré la surveillance des Français, elle reçoit dans Rome la même publicité que si le pape en était toujours le seul et unique maître. L'effet de cette bulle dut être très-vif sur une population comme celle de Rome. Il fallait la bonne contenance que firent les Français, pour tenir en respect une multitude si docile à la voix des prêtres, et que d'ailleurs une foule d'agents secrets cherchaient à soulever. Tous les fonctionnaires publics étaient maintenus dans leurs emplois par la consulte extraordinaire; mais beaucoup d'entre eux n'osèrent les conserver, dans la crainte d'être atteints par les censures de l'Église. Une fermentation générale agita l'Italie. Le prestige de la campagne des cinq jours avait été détruit par les journées d'Essling. On prédisait hautement la perte de Napoléon, et ce n'était pas à quarante jours, comme pour Ninive, qu'on en remettait l'accomplissement. Le bras de Dieu était levé et allait frapper sans retard le destructeur de la religion.

Tandis que les prêtres soufflaient ainsi la guerre et la révolte, une flotte anglo-sicilienne parut à la hauteur de Rome, et y louvoyait pendant trois jours. Cette flotte était la même qui, ayant à son bord douze à quinze mille hommes de débarquement, sous les ordres du général Stuart, avait d'abord fait contre Naples même, vers le 12 juin, une tentative sans succès. Quelques jours après, elle s'était emparée des îles d'Ischia et de Procida, et y avait mis garnison. Ensuite elle continua de croiser sur les côtes des États romains et du royaume de Naples, jusqu'au 12 juillet, où, dans l'impuissance de faire nulle part un débarquement heureux, elle évacua les deux îles, et s'éloigna, ayant ainsi manqué le but de l'expédition. Son apparition sur le littoral des États romains n'en avait pas moins dû causer une vive inquiétude. Les troupes françaises s'étaient naturellement portées sur les côtes. Leur départ encouragea la brigandage dans Rome et dans ses environs. À Rome même, il ne restait pas plus de cinq cents hommes d'infanterie et cent gendarmes à cheval. Une si faible garnison aurait difficilement suffi à la répression d'un mouvement populaire. La sûreté des Français était gravement

compromise. Un moment la consulte délibéra de se retirer à Spolète. Le général Miollis en décida autrement. Il avait épuisé tous les moyens de sévérité que comportait sa situation; il n'y en avait plus qu'un seul qui pût être efficace et décisif, c'était d'éloigner de Rome le saint-père. La résolution en fut prise le 4 juillet: le 6 elle était exécutée.

L'enlèvement du saint-père est un fait d'une telle nature qu'on a peine à croire qu'il ait eu lieu sans un ordre direct de Napoléon. Pour en disculper l'Empereur, quelques écrivains ont supposé que cet ordre était parti du roi de Naples. Nous sommes persuadés qu'il n'y a eu d'ordre spécial donné ni par l'un ni par l'autre. La prise de possession des États romains était une mesure délicate. Aussi l'Empereur avait-il appelé l'un des ministres du roi de Naples, Salicetti, à faire partie de la consulte extraordinaire. Le roi lui-même avait été sur le point de se rendre à Rome, son voyage annoncé, et tout, à la cour, préparé pour le départ. De là sans doute l'opinion assez accréditée que l'ordre du l'enlèvement venait de lui. Cette opinion nous paraît sans fondement. Le gouverneur, chef de la consulte extraordinaire, le général Miollis, avait, et devait avoir, dans ses instructions, une grande latitude pour toutes les hypothèses possibles. Le moment d'user de cette latitude était certainement arrivé; il en fit usage. Nous trouvons la preuve de l'exactitude du fait dans le compte même rendu de l'événement par ce général. Voici la première phrase de sa lettre à l'Empereur, en date du 7 juillet: « Le pape a prononcé l'oui-même son éloignement de Rome !... » Un récit justificatif, publié en 1813, par le général Radet, sur les circonstances qui précédèrent et suivirent l'arrestation du pape Pie VII, nous confirme encore que là est la vérité. S'il eût existé un ordre spécial de l'Empereur, le général gouverneur n'en eût point fait un mystère au général Radet. Un pareil ordre eût levé tous les doutes, et n'eût permis, ni à l'un ni à l'autre, cette hésitation qui se fait sentir même dans les rapports des deux généraux entre eux. En une seule journée, le 3 juillet, tous les préparatifs ont été faits, toutes les dispositions prises. Au moment d'agir, le général Radet demande un commandement écrit. Miollis lui en remet un, mais conditionnel. Ce commandement lui prescrit d'arrêter le cardinal Pacca; et, en cas d'opposition de la part du pape, d'arrêter aussi Sa Sainteté, et de les conduire à Florence. À la lecture de cet ordre, le

¹ Cette explication si naturelle est confirmée par le Mémoires de Sainte-Hélène: « Quand on crut que la fortune m'abandonnait à Essling, on fut prêt aussitôt à Rome pour soulever la population de cette grande capitale.

« L'officier qui y commandait ne crut pouvoir échapper ni au danger qu'en mettant le pape en route pour la France; cet événement s'était opéré sans ordre, et même il me contrariait fort... » Tome V, page 337.

général Radet voulut faire des observations : il n'était plus temps.

Les détails relatifs à l'arrestation du saint-père sont à peu près les mêmes dans les récits italiens et dans les récits français. Le général Radet, après l'escalade du Quirinal, étant parvenu près du saint-père, et n'y trouvant pas le cardinal Pacca, fit connaître à Sa Sainteté la pénible mission dont il était chargé ; il lui dit qu'il fallait qu'elle renouât à la souveraineté de Rome et de l'État, et qu'en cas de refus, il avait ordre de la conduire auprès du général Miollis qui lui indiquerait le lieu de sa destination. « Nous ne pouvons renoncer à ce qui ne nous appartient pas, répondit le saint-père ; le domaine temporel appartient à l'Église romaine, et nous n'en sommes que les administrateurs. » L'Empereur pourra nous mettre en pièces, il n'obtiendra jamais de nous ce qu'il demande. » Miollis, dans sa lettre à l'Empereur, raconte pareillement qu'à l'égard de son autorité temporelle, le pape avait déclaré qu'il la soutiendrait en lui jusqu'à la dernière goutte de son sang. Le cardinal Pacca s'abstint de rapporter (ce que nous voyons dans la lettre de Miollis) qu'au premier bruit des efforts des Français pour pénétrer dans le Quirinal, la cloche qui devait donner le signal à toutes celles de la ville, avait été vivement agitée, mais que la promptitude des Français à se dégager de tous les obstacles, avait fait cesser ce tocsin séditieux, dont les sons d'ailleurs se confondaient avec ceux de l'angelus. Il était à peu près quatre heures du matin. Le pape s'appuya sur le bras du général Radet, traversa la grande cour du Quirinal, donna sa bénédiction aux troupes, qui lui rendirent les honneurs dus au chef de l'Église, et arriva à la porte de Monte Cavallo, il s'arrêta et bénit Rome. Une voiture l'attendait ; il y monta ; le cardinal Pacca, qui l'avait rejoint, y prit place avec lui, et ils furent conduits en Toscane.

Une sœur de Napoléon, la princesse Élixa, administrait alors ce pays avec le titre de grande-duchesse. N'ayant aucun ordre de son frère, elle vit, dans le pape, un hôte embarrassant pour la Toscane même, et toujours à craindre pour l'Empereur au centre de l'Italie. La princesse jugea plus convenable que le saint-père fut transporté en France. Le pape partit donc pour Grenoble, mais il ne resta dans cette ville que onze jours, et dut se remettre en route pour Savone, où il résidera pendant plusieurs années. Ces variations sur le lieu que Pio VII devait habiter, causes malheureuses de fatigues et de contrariétés pour ce vénérable vieillard, attestent elles-mêmes que son éloignement de Rome ne résultait point d'un plan prémédité, mais que c'était un accident de guerre produit par

la position difficile des Français dans cette capitale. S'il en eût été autrement, la prudence de Napoléon aurait déterminé d'avance le pays et le lieu où devait séjourner le saint-père. La fortune, un moment contraire à Napoléon, avait de nouveau favorisé ses armes. Dans des temps ordinaires, l'arrestation du pape, sa translation loin du chef-lieu de la chrétienté, aurait scandalisé, ému tous les peuples catholiques et agité les gouvernements. Aujourd'hui cet événement se trouve rapetissé par la grandeur et l'importance de ce qui se passe ailleurs. Le jour même où le pape était emmené de Rome, le 6 juillet, Napoléon battait les Autrichiens à Wagram. Le bruit d'un grand scandale s'évanouissait sous le caisson de la victoire.

Depuis six semaines, l'Empereur, tranquille en apparence dans le château de Schönbrunn, dirigeait, avec son activité accoutumée, les travaux de divers genres qu'il avait rendus nécessaires le terrible accident de la rupture des ponts, et l'obligation où il se trouvait d'aller chercher l'ennemi au delà du Danube. Dans la première quinzaine qui suivit les journées d'Essling, quoique l'île de Lobau, sur une superficie de deux lieues, fût tout entière un immense atelier, l'Empereur s'abstint d'y paraître, afin de faire croire à l'archiduc Charles que les mouvements qui avaient lieu dans cette île n'étaient qu'une démonstration, et qu'il songeait à s'ouvrir une voie plus facile ailleurs. La distribution de ses corps d'armée, échelonnés de Linz à Presbourg, autorisait un large doute sur le lieu de passage qu'il pourrait choisir. Trois points assez rapprochés offraient surtout des chances à l'audace d'une tentative brusque et imprévue, Nussdorf, Spitz et Fischamend. D'un autre côté, on laissait aussi circuler le bruit que, dans le cas où l'Empereur passerait le Danube devant Vienne, il prendrait absolument la même direction qu'au 21 mai, sa gloire étant intéressée à triompher d'obstacles devant lesquels il avait été une fois contraint de reculer. Ce bruit fut celui qui trouva croyance chez l'archiduc Charles, et c'est dans cette pensée que furent conduits ses préparatifs d'attaque et de défense. En partageant ainsi l'attention du généralissime, l'Empereur rendait plus difficile la jonction de ce prince et de l'archiduc Jean. L'armée d'Italie, chargée de poursuivre en Styrie ce dernier archiduc, avait parfaitement répondu aux intentions de l'Empereur. Afin de renforcer cette armée, affaiblie par l'absence de Macdonald, resté un moment en arrière pour compléter la soumission de la Styrie, l'Empereur avait envoyé au prince Eugène un corps détaché sous les ordres du général Lauriston. L'archiduc Jean, qui, de sa belle armée d'Italie, n'avait ramené que vingt à vingt-cinq mille hommes, se trouvait

de nouveau en avoir plus de cinquante mille sous ses ordres, par la réunion de troupes tirées des places de Hongrie, ou que l'archiduc palatin Joseph venait d'organiser dans ce royaume. Cette force imposante s'était établie sur les hauteurs qui masquent la ville de Raab. Quoique cette position des Autrichiens, protégée par des retranchements naturels et hérissée d'artillerie, dut rendre l'attaque très-hasardeuse, le prince Eugène n'hésita pas à la tenter. Il n'avait pas pour le moment sous sa main plus de trente-six mille hommes, mais trente-six mille hommes accoutumés à vaincre, et qui ne respiraient que des combats nouveaux. C'était d'ailleurs le 14 juin, jour consacré par les batailles de Marengo et de Friedland, anniversaire heureux où la fortune ne pouvait être infidèle aux armes françaises, et cette confiance était déjà elle-même un gage assuré de la victoire. Les soldats de 1809 furent dignes de leurs aînés de 1800 et de 1807. Partout on combattit avec vigueur; mais une ferme, une maison carrée, admirablement défendue par les Autrichiens, fut surtout le théâtre d'une lutte prolongée et sanglante. À la fin, les murs furent escaladés, les portes enfoncées à coups de hache, les bâtiments incendiés, et ceux des Autrichiens défenseurs de ce poste que le fer avait épargnés, périrent par les flammes. Sur les autres points, la résistance avait été également opiniâtre; pressés partout, les Autrichiens furent heureux de pouvoir faire leur retraite sur Comorn. Leur perte, de leur aveu, fut de six mille deux cents hommes, dont plus de trois mille prisonniers. Les Français eurent six à sept cents tués et quinze cents blessés. L'Empereur écrivit au prince Eugène : « Votre victoire est une petite-Illé de Marengo. » Le général Macdonald, malgré la rapidité de sa marche, ne put arriver qu'à quatre heures après midi; mais la bataille était gagnée. Il prendra bientôt ailleurs une glorieuse revanche.

Tout en poursuivant l'archiduc Jean, le prince Eugène fit commencer l'investissement de la place de Raab par le général Baraguy d'Ilhiers. Un ordre de l'Empereur chargea le général Lauriston de continuer ce siège avec la division qu'il avait sous ses ordres et quelques autres troupes que lui envoyait le maréchal Davoust. La place avait été mise dans un bon état de défense, mais sa garnison était faible. Elle capitula, le 25 juin, avec promesse d'ouvrir ses portes le 24, si elle n'était pas secou-

ruée. Elle ne le fut pas. Les deux mille hommes qui en sortirent furent remis aux avant-postes de l'archiduc Jean, sous l'engagement de ne pas porter les armes dans cette campagne. La victoire de Raab, si importante par son résultat, puisqu'elle nous avait livré cette place, pouvait avoir aussi ses dangers, en forçant l'archiduc Jean de se porter sur la rive gauche du Danube, ce qui rendrait plus facile sa jonction avec l'archiduc Charles. C'était une chance fâcheuse que devait détourner l'Empereur; pour y parvenir, il avait de bonne heure envoyé sur Presbourg le maréchal Davoust qui, de là, appuyait les opérations du prince Eugène, et tenait en respect les Autrichiens rassemblés à cette hauteur du Danube. Ceux-ci ayant réuni, sur les quais de Presbourg, des matériaux considérables pour l'établissement d'un pont, Davoust donna le commandant de la place de faire cesser ces ouvrages, en le rendant responsable des malheurs qu'entraînerait son refus. Sur la réponse peu satisfaisante de ce commandant, le maréchal fit lancer quelques obus sur la ville, où l'Empereur François II venait justement d'arriver. Cette manière de fêter la présence de ce prince abrégé le séjour qu'il voulait y faire, et il en repartit aussitôt pour Walkersdorf. Le feu continua pendant quelques jours, et incendia une cinquantaine de maisons. Le généralissime en ayant porté des plaintes au major général de l'armée française, l'Empereur lui fit écrire que c'est à ceux qui choisissent leurs points d'opération près des villes qu'il faut imputer les dommages qu'elles ont à en souffrir, mais que cependant « l'attaque » de Presbourg cesserait, puisque cela lui était « agréable ». On était arrivé ainsi aux derniers jours du mois de juin. Le 20, les grands ponts, qui communiquaient de la rive droite à l'île de Lobau, étaient terminés, et, de ce moment, on eut pu opérer le passage. L'Empereur multiplia au plus haut point les précautions. Ces trois ponts parallèles avaient chacun à peu près six cents toises de longueur; ils étaient protégés par des estacades établies dans diverses directions, de manière à rendre sans effet le renouvellement des moyens précédemment employés, et même les moyens plus puissants de destruction que l'on pourrait tenter encore, tels que des brûlots ou autres machines incendiaires. Ces admirables constructions, exécutées dans un si court espace de temps, auraient seules illustré le nom du

* Le prince de Neuchâtel saisit cet à-propos pour relever légèrement le langage que le généralissime avait tenu dans ses proclamations, ajoutant : « Qu'on avait fait peu d'attention à celles de jeunes princes sans expérience, » donnant à entendre qu'il n'en était pas ainsi des siennes. La plainte était presque un compliment.

* Le pont de Trajan était un pont en pierre, fait en plusieurs années. Le pont de César, sur le Rhin, fut jeté, il est vrai, en huit jours, mais aucune voiture chargée n'y pouvait passer. « Les ouvrages sur le Danube sont les plus beaux ouvrages de campagne qui aient jamais été construits. » 2^e bulletin.

général Bertrand¹, aide de camp de l'Empereur, si, depuis, il ne l'eût honoré davantage encore par une fidélité à toute épreuve dans les jours du malheur comme dans ceux de la gloire. L'île de Lobau était devenue elle-même une véritable forteresse qui eût pu, au besoin, offrir une retraite à l'armée. Dans les dix derniers jours de juin, l'Empereur passait dans cette île ses journées presque entières. De là il observait les ouvrages de l'archiduc Charles et présidait aux siens. Il n'avait pas tardé à reconnaître que c'était devant les villages d'Aspern et d'Essling que l'archiduc établissait sa plus forte ligne de défense. En effet, depuis le village de Gross-Aspern jusqu'à la petite ville d'Enzersdorf, en traversant Essling, l'archiduc avait fait exécuter d'immenses ouvrages, liés entre eux, palissadés et armés de plus de cent cinquante pièces d'artillerie de position. Pour l'encourager dans ce système, l'Empereur fit construire, de ce côté, un pont sur pilonis; il envoya occuper l'île appelée île du Moulin, et de là un second pont fut jeté dans la même direction. L'occupation de cette île, d'où il fallait chasser les Autrichiens, sous le feu de leurs batteries de terre, ne pouvait être l'œuvre que d'un coup² de main audacieux et difficile. C'était pour l'archiduc une raison de plus de croire la possession de l'île nécessaire aux Français, et de la regarder comme le lieu où devait s'effectuer le passage. Ainsi ces deux ponts apparaissaient aux Autrichiens comme les deux routes où ils auraient à recevoir, à soutenir l'attaque de Napoléon; mais en même temps, dans l'île de Lobau, des pontons étaient rassemblés en assez grand nombre pour former à la fois quatre autres ponts vers l'autre extrémité de l'île, et tout était disposé de telle sorte que, pour placer ces ponts, deux heures devaient suffire. La distance de l'île de Lobau à la terre variait de soixante à cent toises. Un cinquième pont, d'une invention nouvelle et de quatre-vingts toises de longueur, n'avait besoin que d'être accroché, d'un bout à l'île, de l'autre à la terre. Au moment où on en fera usage, il sera établi en dix minutes. Rien n'était omis de ce que la prévoyance la plus étendue pouvait prescrire. L'Empereur avait tout vu, tout reconnu, tout vérifié. Batteries, pontons, munitions, vivres, hôpitaux, tout dans l'île et à Vienne était prêt pour une journée décisive. Déjà, le 29 juin, il avait fait connaître ses intentions au maréchal Davoust et au prince Eugène. Tous deux devaient quitter la Hongrie

en masquant leur départ, de manière à venir combattre devant Vienne, sans que l'archiduc Jean, qui en était plus près qu'eux, les y devançât, ou même les y suivit aussitôt. Des corps français et confédérés avaient été également appelés de Linz, de Moelk et de Saint-Polten. Cent cinquante mille hommes allaient se trouver sous la main de Napoléon, pour en attaquer cent soixante-quinze mille dans des retranchements défendus par une immense artillerie.

Dans la journée du 4 juillet, l'armée de Napoléon était réunie soit dans l'île de Lobau, soit à Ebersdorf, en face de cette île sur la rive droite du Danube. Indépendamment des ponts où défilaient, comme en pleine campagne, les corps d'armée avec leurs canons et leurs bagages, des barques sans nombre, manœuvrées par des marins de la garde et protégées par des chaloupes canonnières, offraient, à volonté, des ponts nouveaux, selon que le besoin du moment le demandait : des milliers d'hommes passèrent ainsi d'une rive à l'autre, et ce furent même les premiers qui prirent terre sur la rive droite. A onze heures du soir, une violente canonnade s'engagea entre l'île de Lobau et une partie des retranchements autrichiens. Ce fut particulièrement sur Enzersdorf, où s'appuyait la gauche des retranchements ennemis, que fut dirigé le feu des batteries françaises. Cette nuit fut une grande scène d'horreur, où l'air et la terre unirent leurs tempêtes. Il semblait que les éléments voulussent lutter de fureur et de bruit avec le tonnerre des deux armées. Un orage effroyable, les vents déchainés, des torrents de pluie menaçaient de tout bouleverser, et cependant rien n'arrêtait ni les foudres de l'artillerie, ni les mouvements des troupes françaises exécutés avec prestesse, dans l'ordre le plus parfait et comme sous le plus beau ciel. A trois heures du matin, et grâce à la promptitude de l'établissement des ponts, l'armée française avait débouché en partie sous Enzersdorf, en partie vers Wittau. A cinq heures, elle était formée. Masséna tenait la gauche, Oudinot et Bernadotte le centre, Davoust la droite. L'armée d'Italie, le corps du général Marmont, la garde et la grosse cavalerie, à mesure de leur arrivée successive, composèrent la seconde ligne et les réserves. Une horrible nuit avait fait place au jour le plus serein. L'état du soleil montra au généralissime autrichien l'armée française loin du point où il l'avait vainement attendue. Quarante jours de

¹ Un homme d'esprit l'appelait en riant *summus pontifex*.

² L'exécution en fut confiée au chef de bataillon Pelet, alors aide de camp de Masséna, depuis lieutenant général, qui a publié une excellente histoire de la campagne

de 1809. Je me fais un devoir de reconnaître que c'est dans cet ouvrage que j'ai puisé, pour la reproduire dans le mien, l'appréciation des événements de cette guerre, qui, selon moi, n'ont été nulle part exposés avec plus de lucidité et de justesse.

travaux étaient devenus complètement inutiles. L'armée autrichienne se voyait tournée; il fallut faire un changement de front et détacher une partie des forces appuyées au Danube pour aller tenir tête aux Français sur un autre terrain. La petite ville d'Enzersdorf, brûlée en partie par les obus qu'on y avait jetés, ne put opposer une longue défense : à huit heures du matin elle était prise. Quatre bataillons que l'ennemi y avait laissés, en se retirant, furent faits prisonniers. Alors commença une suite d'actions partielles qui, sans avoir l'ensemble d'une bataille, produisirent cependant d'importants résultats. Tandis que le maréchal Davoust menaçait la gauche des Autrichiens, Oudinot enlevait le village de Rutzendorf. Celui de Rasdorf, quoique plus disputé, fut emporté par Bernadotte. Masséna faisait mieux encore, il triomphait là où l'ennemi était le plus fortement retranché; il s'empara des ouvrages de Gross-Aspern et d'Eusling. Tout le système de l'archiduc Charles avait disparu. Une attaque qui pouvait être plus décisive fut tentée sur le centre de l'armée ennemie. Macdonald, à la tête de trois divisions, marcha contre le village du Wagram, se rendit maître de cette position et fit trois mille prisonniers. Le danger était grave pour les Autrichiens. Aussi, des forces nombreuses furent envoyées aussitôt sur ce point, et Macdonald, pressé à la fois en tête et sur ses flancs, dut faire sa retraite qu'il opéra en bon ordre. Tout à coup une méprise déplorable faillit compromettre l'armée. Les Saxons, commandés par Bernadotte, firent feu sur les divisions de Macdonald, qu'ils prenaient pour des corps autrichiens, et y jetèrent une grande confusion. La retraite alors ressemblait presque à une déroute. L'obscurité, qui avait causé l'erreur, en fut le remède. Les Autrichiens, ignorant ce qui se passait, ne purent pas en profiter; mais à la faveur du désordre jeté dans nos rangs, les trois mille prisonniers s'échappèrent. Ainsi se termina la journée du 5 juillet, qui a été nommée par les Autrichiens bataille d'Enzersdorf : pour les Français elle n'est que le prélude de la bataille de Wagram.

Dans la nuit du 5 au 6 juillet, les généraux des deux armées avaient fait des mouvements en sens inverse. Tandis que l'Empereur réunissait ses troupes et rassemblait de fortes masses en face de Wa-

gram, centre de l'armée ennemie, l'archiduc Charles étendait et fortifiait ses ailes, comme s'il n'avait eu qu'à nous envelopper et à recueillir le fruit d'une victoire. Aux premiers rayons du jour, l'armée française était rangée en bataille : à la gauche, Masséna et Bernadotte; au centre, le prince Eugène, Oudinot et Marmont; à la droite, le maréchal Davoust. La garde impériale, la grosse cavalerie étaient distribuées en arrière sur plusieurs lignes. Au moment où l'Empereur se disposait à renouveler le combat, il fut prévenu par l'archiduc Charles. Le prince de Rosenberg, qui commandait la gauche des Autrichiens, manœuvrait pour tourner la droite de l'armée française. Ce fut par le choc de ces deux corps que commença la bataille. L'Empereur se porta aussitôt sur le point menacé, il renforça Davoust d'une division de cuirassiers, et fit prendre en flanc le corps autrichien de Rosenberg par une batterie de douze pièces d'artillerie légère. La mission du maréchal Davoust, secondé par ces renforts, était d'emporter le village fortifié de Neusiedel, et lorsqu'il en serait maître, son feu servirait de signal à une charge générale. Dès ce moment, il était manifeste pour Napoléon que l'archiduc Charles, qui, d'une part, voulait déborder notre droite, allait, d'un autre côté, avancer en grande force sur notre gauche, pour la séparer de ses ponts et l'éloigner du Danube. Faire échouer ce plan dans une de ses parties, c'était en détruire l'ensemble, et l'apparence d'un succès momentané sur notre gauche, où s'entassaient les masses autrichiennes, ne serait qu'un leurre perfide qui rendrait leur défaite plus étendue et plus désastreuse. Le sort de la journée allait en grande partie dépendre du succès du maréchal Davoust. L'affaire entre ce maréchal et le prince de Rosenberg étant bien engagée, l'Empereur était revenu se placer sur un point intermédiaire d'où il observait l'ennemi. Tandis que les deux corps de Rosenberg et de Davoust étaient aux prises, l'archiduc Charles avait effectivement porté des forces immenses sur la gauche de l'armée française. Déjà il s'est emparé de Gross-Aspern, d'où il a chassé la division Boudet; déjà il a débordé notre gauche de plus de trois mille toises. Du haut des maisons de Vienne¹, les habitants, qui voyaient de si près flotter leurs drapeaux, crurent un moment l'archiduc vainqueur.

¹ Agité des sentiments divers que devait inspirer à tout cœur français la lutte gigantesque engagée dans cette journée mémorable, je m'étais établi à l'observatoire de Vienne, d'où je suivais, quoique confusément, les variations de la bataille. Malgré ma confiance superstitieuse dans l'espèce d'inséparabilité militaire de l'Empereur, ce ne fut pas sans un vif effroi que je vis les couleurs autri-

chiennes interposées sur une si longue ligne, et presque jusqu'à l'île de Lobau, entre l'armée française et le Danube. Quelle joie, lorsque tout à coup le mouvement rétrograde de cette aile de l'armée ennemie nous fit supposer, avec raison, qu'elle était entraînée dans une retraite générale!

Le maréchal Masséna, qu'une chute de cheval obligeait de parcourir les lignes en calèche, n'était ni moins actif ni moins ferme que dans les autres combats ; mais il était, malgré lui, moins prompt à réparer un échec, moins prompt à profiter d'un avantage. Bernadotte, destiné depuis l'éna à être toujours un obstacle au milieu même des victoires de Napoléon, ne prêtait à Masséna qu'un médiocre appui. Au milieu de la plaine, des masses d'infanterie et de cavalerie se heurtèrent plusieurs fois dans la direction de Wagram, qui, aux yeux de l'Empereur, était la clef de la bataille ; mais il attendait du succès de sa droite le dénoûment de cette lutte sanglante, où l'artillerie causait de part et d'autre d'effroyables ravages. Des officiers arrivaient au galop pour lui annoncer le progrès que les Autrichiens faisaient contre notre gauche. L'île de Lobau elle-même est menacée ! L'Empereur ne répondait pas. Ces canons qui sont derrière nous, ce sont les canons des Autrichiens ! Il continuait à se taire. Autour de lui on s'étonnait de ce silence. Mais tout à coup il aperçoit le feu de Davoust sur les hauteurs entre Neusiedel et Wagram ; alors il se tourne vers l'aide de camp qui attend ses ordres. « Courez vite dire à Masséna qu'il tienne ferme » dans ses positions, et que la bataille est gagnée. » Au même instant des ordres nouveaux donnaient au combat une face nouvelle. Cent pièces d'artillerie sous les ordres de Lauriston tombent à la fois sur la redoutable droite des Autrichiens, y jettent la confusion et réduisent au silence son artillerie. Trois divisions de l'armée d'Italie, Lamarque, Seras et Broussier, sous le commandement de Macdonald, marchent contre le centre de l'ennemi ; elles sont soutenues par la division bavaroise de Wrede et par deux régiments de la garde, les chasseurs à cheval et les lanciers polonais. Ainsi appuyé, et flanqué en outre par les divisions Durutte et Puthod, Macdonald enleva le village de Sussenbrunn, malgré les charges impuissantes de la cavalerie autrichienne. Il attaqua ensuite le village de Gerarsdorf, et, malgré une résistance opiniâtre, le village fut enfin emporté, coup décisif de la journée. Dans le même moment, la division Puthod occupait Wagram. Dépossédé de ses plus fortes positions, le centre ennemi ne pouvait plus songer qu'à sa retraite. Davoust, que soutenait Marmont, continuait de pousser devant lui le corps du prince de Rosenberg. De son côté, Masséna, aidé de Bernadotte, qui avait rallié les Saxons, reprenait le terrain qu'il avait un moment cédé à l'ennemi, l'aile droite de l'archiduc se trouvait malgré elle entraînée dans le mouvement de retraite du centre et de l'aile gauche. Il n'était que midi, la victoire était fixée. Les destinées de la maison d'Autriche

allaient une troisième fois dépendre de Napoléon.

Tout le talent de l'archiduc avait pour but de se retirer en bon ordre et de dissimuler la route principale que son armée allait suivre ; celui de Napoléon, de presser les Autrichiens dans leur marche, sans hasarder des pas téméraires qui pussent ou découvrir ses ponts, ou compromettre sur aucun point ses troupes victorieuses. Alors parut, quand il n'était plus temps, l'avant-garde de l'archiduc Jean, qui, en arrivant plus tôt, eût pu seconder l'action de Rosenberg contre l'aile droite des Français, et leur enlever, ou du moins leur faire payer chèrement la victoire. Était-ce lenteur naturelle de toute armée autrichienne ? Était-ce l'insubordination de ce prince envers l'archiduc Charles ? Ou a supposé l'une et l'autre cause.

Tous les corps français qui avaient pris part au combat s'étaient couverts de gloire. L'Empereur leur en témoigna sa satisfaction. Des récompenses nombreuses furent distribuées sur le champ de bataille. La justice les décernait ; les soldats étaient là pour démentir celles que la faveur aurait enlevées aux véritables services. Macdonald avait droit à une haute distinction. Réduit un moment à n'avoir que quinze cents hommes avec lui, il était resté avec cette poignée de braves, presque entouré par des masses ennemies, ferme et inébranlable jusqu'à ce que des renforts, survenus à propos, le missent en état de vaincre les derniers obstacles. Macdonald, Oudinot, Marmont, furent nommés maréchaux. Depuis le procès de Moreau jusqu'en 1809, Macdonald avait été condamné à rester spectateur inactif de la gloire de ses armées. La vengeance était longue. En y mettant un terme, la confiance de l'Empereur ne lui revint pas à demi. Napoléon l'envoya en Italie, où la jennesse du prince Eugène demandait d'habiles coopérateurs. C'était, en le rappelant sous le drapeau, lui montrer le bâton de maréchal. Ce bâton fut noblement acquis. Il fut donné aussi d'une manière honorable pour tous deux ; l'Empereur embrassa Macdonald en présence de l'armée. Le nouveau maréchal, touché jusqu'aux larmes, lui dit avec attendrissement : « Ah ! Sire, désormais c'est entre nous à la vie, à la mort ! »

Un seul corps d'armée avait fléchi dans la bataille de Wagram, celui qui commandait le prince de Ponte Corvo, et dont les Saxons faisaient partie. Ce qui serait inexplicable de la part de tout autre que ce prince, c'est qu'il eut le singulier courage d'attribuer aux Saxons l'honneur d'avoir, le 5, au nombre de sept à huit mille hommes, percé le centre de l'armée ennemie, et pris le village de Wagram, malgré la vive résistance de quarante mille Autrichiens, soutenus de cinquante pièces de

canon ; d'avoir, le 6, opposé à tous les efforts de l'ennemi leurs colonnes vivantes, *immobiles comme l'airain*. Cette proclamation, envoyée par le prince de Ponte Corvo aux journaux français et étrangers, semble être une protestation calculée à l'avance contre le juste ressentiment de l'Empereur, auquel il sentait bien qu'il devait s'attendre. En effet, l'Empereur ayant refusé de le voir, il quitta l'armée, et partit pour Paris. Le corps qu'il commandait fut dissous. Les Saxons passèrent sous les ordres du prince Eugène. Un ordre du jour de l'Empereur, qui ne fut adressé qu'aux maréchaux, leur fit connaître son mécontentement de la conduite du prince de Ponte Corvo, dont il relevait les assertions évidemment fausses et ridicules aux yeux de toute l'armée. Depuis 1800, Bernadotte est assurément l'homme auquel l'Empereur a le plus pardonné.

La bataille avait été meurtrière. Les Autrichiens ont avoué une perte de vingt-quatre mille hommes ou tués ou blessés. Le bulletin français parle de trois ou quatre mille blessés et de quinze cents hommes tués, évaluation assurément inexacte ; mais, en admettant que, de part et d'autre, la perte dans le combat eût été presque égale, les résultats étaient bien différents. La retraite des Autrichiens avait été forcée dès le milieu du jour, et cette retraite devint une déroute. Ce fut une de ces journées qui doivent terminer une guerre, lorsqu'on ne veut pas mettre en jeu le sort d'un empire tout entier. Un nombre prodigieux de blessés tomba entre les mains des Français, et ils furent traités comme les nôtres.

Cependant les débris d'une armée immense sont encore de vastes débris. Les corps autrichiens se retirant par grandes masses, la poursuite exigeait de la circonspection et de la réserve. D'ailleurs Napoléon avait, derrière lui, à tenir en respect l'archi-

due Jean, et à veiller sur ses ponts. Une partie seulement des forces françaises suivit de près l'armée autrichienne, Masséna par Stoekerau et Hollabrunn, Marmont par la route de Znaim. Les autres corps avançaient plus lentement. Le 7 juillet, le quartier général de Napoléon était à Wolkersdorf. Les trois jours suivants se passèrent en marches dans lesquelles les corps français attaquaient et poussaient devant eux l'ennemi toutes les fois qu'ils pouvaient l'atteindre. Le 11 à midi, l'Empereur était devant Znaim, où le combat se trouvait engagé. Les chances paraissaient belles pour un grand succès, lorsqu'un parlementaire autrichien vint demander une suspension d'armes. C'était le prince de Liechtenstein, déjà favorablement connu de Napoléon en 1805. L'Empereur fit cesser le feu. Cependant il ne se décida pas à la signature d'un armistice sans une délibération préalable avec ceux de ses ministres et des maréchaux qui étaient à son quartier général. Les avis furent partagés : on pensait, d'une part, qu'il fallait saisir l'avantage du moment pour porter à la puissance autrichienne un coup dont elle ne pût se relever, et qui la mit hors d'état de tenter une troisième fois une pareille levée de boucliers contre la France ; d'autre part, on entrevoyait qu'il pourrait exister un jour des dangers ailleurs qu'à Vienne, et on en concluait que, malgré les torts de l'Autriche, il fallait la conserver sur un pied assez imposant pour servir de barrière contre la Russie. L'Empereur termina la discussion par ces mots : « Il y a eu assez de sang versé. » L'armistice fut signé le 12 juillet. Sa conclusion, selon l'usage, ajoutait encore à l'heureuse position du vainqueur, en lui donnant des terrains qu'il n'occupait pas. Les stipulations les plus importantes étaient la remise des citadelles de Brunn et de Gratz, ainsi que l'évacuation du Vorarlberg et du Tyrol.

« Le surlendemain de la victoire de Wagram, curieux de visiter le champ de bataille, je m'étais rendu sur le terrain, accompagné de M. Finot, aujourd'hui membre de la Chambre des députés, alors l'un des auditeurs au conseil d'État, employés sous mes ordres. Comme je m'étais proposé de consacrer tout le jour à cette espèce d'étude, nous avions emporté des vivres avec nous. À peine avions-nous fait trois quarts de lieue que nous rencontrâmes des blessés, et même quelques blessés français, qui n'étaient pas recueillis encore. Après avoir distribué nos provisions aux premiers qui s'étaient trouvés sur notre passage, et leur avoir promis un prompt secours, nous galopâmes vers une ambulance pour demander des voitures. Toutes étaient employées, et, par malheur, dans le moment on venait de recevoir l'ordre d'envoyer une division d'officiers de santé à la suite de l'armée. Ce n'était pas le moment d'achever notre course d'amateurs. Je retournai bien vite à Vienne. Logé dans le palais impérial auprès de l'intendant général, M. Daru, et du

général Andréossi, gouverneur de cette capitale, je leur exposai le triste tableau que je venais d'avoir sous les yeux. M. Daru était occupé à faire partir pour l'ambulance ce qui lui restait d'hommes disponibles appartenant au service de santé. Il m'autorisa à user moi-même, comme administrateur, de toutes les ressources locales. Les faïences de Vienne furent mis en réquisition ; M. Finot et les autres auditeurs ses collègues, notamment M. Delaborde, partirent avec des voitures chargées de pain, de vin et d'eau, et commencèrent par satisfaire avec prudence aux premiers besoins des blessés ; ils présidèrent eux-mêmes à leur enlèvement, et en amenèrent un grand nombre à Vienne. Dans les journaux du temps comme dans les ouvrages publiés depuis, on a fait honneur de cette bonne action à diverses personnes qui n'y ont en que peu ou point de part. À peine le nom de M. Finot a-t-il été prononcé. Le fait vrai est que, le hasard nous ayant mis sur la voie d'une œuvre d'humanité, ce fut cet auditeur qui joua le rôle le plus actif dans son accomplissement.

CHAPITRE XV.

Causes diverses d'inquiétudes pour l'Empereur. — Guerre d'Espagne. — Expédition du maréchal Soult en Portugal. — Bataille et prise de Porto. — Bataille de Medellín. — Adresses présentées au maréchal Soult par les Portugais. — Faux bruits de conspirations. — Marche des Anglais contre Porto. — Retraite du maréchal Soult. — Projet de sir Arthur Wellesley de s'emparer de Madrid. — Ordres donnés par Napoléon pour déjouer ce projet qu'il a deviné. — Bataille de Talavera de la Reyna. — Retraite de l'armée anglo-espagnole. — Dispositions ordonnées par l'Empereur. — Bataille d'Almonacid. — Expédition anglaise dans l'île de Walcheren. — Capitulation de Flushing. — Proclamation de Fouché à propos de l'expédition anglaise. — Nomination de Bernadotte au commandement de l'armée du Nord. — Prédiction de l'Empereur sur l'issue de l'expédition anglaise. — Destruction de l'armée anglaise par les maladies. — Punition de l'égoïsme de l'Angleterre. — Dangers de l'absence de l'Empereur. — Le roi Louis, Bernadotte et Fouché. — Plaintes sur la conduite du corps auxiliaire russe. — Plaintes de l'empereur Alexandre sur la conduite des Polonais en Galicie. — Note de M. de Romasoff sur la Galicie. — Effroi de l'empereur Alexandre sur tout ce qui tient à la Pologne. — Controverse sur la Galicie entre Napoléon et Alexandre.

La signature d'une suspension d'armes, lorsque la conclusion de la paix doivent être le terme, produit ordinairement un intervalle de repos où la négociation seule occupe les parties belligérantes. Tel ne fut point le caractère de l'armistice de Wolkersdorf. L'intervalle du 12 juillet au 14 octobre, date de la paix de Vienne, fut pour l'Empereur, malgré toute sa force d'âme, un temps d'anxiétés produites par des causes trop réelles. La situation peu satisfaisante des affaires militaires en Espagne, l'arrivée d'une expédition anglaise à l'embouchure de l'Escaut, la mauvaise direction ou l'esprit équivoque de la direction donnée aux mesures prises pour sauver Anvers, la vivacité croissante de la correspondance de l'empereur Alexandre, et la difficulté de concilier les vues de ce prince avec les intérêts importants de la France, enfin la connaissance de l'exaltation d'une partie de la population allemande, constatée par le sang-froid d'un jeune fanatique à Schœnbrunn.

Aurélien des opérations de nos armées en Espagne, nous avons, pour ne point rompre l'ordre des objets principaux que l'année 1808 nous offrait à traiter, ajouté quelques faits accomplis en 1809, comme la déroute et l'embarquement de l'armée anglaise en Espagne, la prise de la Corogne et du Ferrol, et la capitulation de Saragosse. Cependant, à cette même époque, il s'était, en d'autres provinces, passé des événements qui doivent aussi être rapidement indiqués.

Après les grands coups portés aux armées espagnoles par Napoléon, les débris de ces armées

s'étaient repliés vers le midi de la Péninsule, où quelques chefs tentèrent de les rallier. L'un de ces généraux, Galuzo, à la tête d'un rassemblement assez considérable, avait, dans les derniers jours de décembre 1808, essayé d'empêcher le quatrième corps français, commandé par le maréchal Lefebvre, de passer le Tage. Ce maréchal avait forcé le passage du pont d'Alménaraz, dissipé les troupes espagnoles, et était resté pour quelque temps maître de l'Estramadure. En ce moment la junte suprême, qui avait eu l'intention de se retirer à Badajoz, fut obligée d'aller s'établir à Séville. Pour cette junte, comme pour le menu peuple, tout général malheureux était coupable : Galuzo fut destitué et mis en prison. Castanos, Cuesta et plusieurs autres déjà prisonniers demandaient en vain leur jugement. Cuesta, rentré le premier en grâce auprès de la junte, fut chargé de recueillir les restes du corps de Galuzo, auquel de nouvelles levées viendraient se joindre.

Dans les premiers jours de janvier, le duc de l'Infantado, qui avait réuni à Cuença vingt mille hommes d'infanterie et deux à trois mille de cavalerie, envoya Vénegas, avec toute sa cavalerie et huit mille fantassins, pour nettoyer le pays des incursions des Français. De son côté, le maréchal Victor, inquiet des mouvements des Espagnols, ayant quitté Tolède, marchait à leur rencontre. Vénegas avait pris position à Uclés. Le 13 janvier, la division Villatte, trouvant cette troupe en son chemin, se précipita sur elle à la baïonnette et la mit

en déroute. Les fuyards tombèrent dans la division Ruffin, qui en força plusieurs milliers à mettre bas les armes. Informé de cette défaite, le duc de l'Infantado fit, par de grands détours, sa retraite sur la frontière de Murcie. Dans sa marche, ses troupes se dispersèrent, son artillerie fut perdue, et il ne lui resta que quelques bataillons épuisés de fatigue et de misère. Son armée n'existant plus, il s'occupa, en se joignant à Palacios, d'en recomposer une autre sous le nom d'*armée de Caroline*. Ainsi se dissolvaient et se reformaient les armées espagnoles.

En Catalogne, le septième corps conservait tous ses avantages. Après avoir, dans le mois de janvier, défait à Igualada un corps de troupes commandé par Castro, Gouvion Saint-Cyr luttait à Valls, le 25 février, Réding qui avait pris le commandement principal de cette contrée et qui avait particulièrement quelques bons régiments suisses sous ses ordres. Réding alla mourir de ses blessures à Taragone.

Quelques changements s'opérèrent dans le commandement des corps français en Espagne. Après la prise de Saragosse, le maréchal Lannes, appelé en France par l'Empereur pour la campagne d'Autriche, avait remis le cinquième corps au maréchal Mortier. Junot fut remplacé par Suchet dans le commandement du troisième. Gouvion Saint-Cyr aura bientôt Augereau pour successeur.

Au moment où l'Empereur avait quitté l'Espagne, la situation de son armée semblait promettre, pour un temps prochain, la soumission entière de ce royaume. Les corps français étaient répartis de telle manière qu'il semblait que chacun d'eux pouvait aisément comprimer tout mouvement ennemi dans le cercle de ses positions. On voyait d'habiles chefs à la tête de troupes brillantes et nombreuses; seulement Napoléon n'y était plus. Pour conserver l'unité de commandement, le roi Joseph avait été nommé lieutenant de l'Empereur; mais l'Empereur pouvait-il avoir un lieutenant? Le titre de roi imprimait peu de respect à des maréchaux d'empire, et ne suppléait pas, dans Joseph, l'avantage que chacun d'eux avait sur lui sous le rapport des talents militaires. Il restait donc toujours en Espagne de belles armées françaises, mais non une armée obéissant à un seul chef, dirigée dans un seul esprit, et où toutes les volontés partielles fussent subordonnées à une intelligence unique par l'effet d'une foi commune dans la supériorité de cette intelligence. Les instructions de l'Empereur, incomplètement ou lentement exécutées, ne produiraient point les fruits qu'il en avait attendus, et malgré une foule d'actions séparément glorieuses pour nos armes, le but essentiel sera manqué.

Avant de rentrer en France, l'Empereur, dès le 1^{er} janvier, calculait dans quel délai l'armée anglaise de sir John Moore serait forcée d'évacuer l'Espagne, avait fait ordonner au maréchal Soult d'entrer, aussitôt après, en Portugal, et de marcher par Braga sur Porto, où il pourrait être rendu le 5 janvier, de manière à se trouver vers le 16 à Lisbonne. Peut-être l'Empereur, en assignant ainsi ces dates précises à l'accomplissement de l'invasion, ne s'en dissimulait-il pas à lui-même la trop sévère brièveté; mais demander beaucoup, témoigner qu'il désirait beaucoup, était pour lui un moyen de piquer l'amour-propre et de stimuler le dévouement. La lettre du prince de Neufchâteau au maréchal Soult se terminait par ces mots : « L'Empereur a une confiance illimitée dans vos talents pour la belle expédition dont il vous charge. » Le maréchal Ney, qui commandait le sixième corps, devait occuper la Galice et conserver les communications avec le deuxième; mais c'était surtout le maréchal Victor qui devait seconder les opérations en Portugal, et, de Mérida, porter des forces vers Lisbonne pour y favoriser l'entrée du maréchal Soult. Cette expédition terminée, Soult et Victor auraient tourné toutes leurs forces disponibles contre l'Andalousie, pour soumettre Séville et Cadix, les deux principaux sièges de l'insurrection. Tels étaient les plans de l'Empereur, et, lorsqu'il les formait, il ne devait pas en croire l'exécution impossible.

Les mouvements du deuxième corps ne furent pas aussi prompts que l'Empereur l'avait imaginé. Lorsque ce corps fut remplacé à la Corogne, au Ferrol et dans les autres principales positions de la Galice, par celui du maréchal Ney, Soult ayant réuni ses forces actives à Saint-Jacques de Compostelle, se dirigea par Tuy; mais, trouvant là des difficultés à passer le Minho, il remonta jusqu'à Orense. Les deux premiers adversaires qu'il rencontra sur sa route furent le général espagnol la Romana et le général portugais Sylveira. La Romana fut attaqué à Monterrey et obligé à la retraite, laissant aux Français dix pièces de canon et deux mille cinq cents prisonniers. Sylveira, battu à Villasa, alla prendre position en arrière de Chaves, que défendait une garnison de quatre à cinq mille hommes. Le 13 mars, les Français entraient dans cette ville. Ici commença, de la part du maréchal Soult, à l'égard des Portugais, un système de ménagements qui formera plus tard le texte d'une accusation contre lui. Pour éviter l'embarras de la garde des prisonniers, il renvoya les milices sous promesse de ne plus servir contre les Français, et enrôla sous ses drapeaux le peu de troupes réglées qui s'étaient trouvées dans cette place.

De Chaves, le deuxième corps poursuivait sa mar-

che sur Braga. Il paraît que le général portugais Freyre, ayant peu de confiance dans les troupes nombreuses, mais très-indisciplinées, réunies sous ses ordres, voulait se retirer au dehors de la ville. Ce projet de retraite fut regardé comme une trahison. En Portugal comme en Espagne, les troupes assassinaient leurs généraux sur les moindres soupçons. Freyre et l'un des officiers de son état-major, Villaboa, furent massacrés de la manière la plus cruelle. Le général Ehen, qui lui succéda, soutint avec assez de vigueur la première attaque des Français; mais bientôt le désordre se mit dans ses troupes, qui furent dispersées avec une perte de plus de quatre mille hommes et de toute leur artillerie. Dans un des combats particuliers qui suivirent cette bataille, un autre général portugais, Vallonga, subit le même sort que Freyre; il fut tué par ses propres soldats.

Ces diverses affaires n'étaient que le prélude d'un plus grand événement, la prise de Porto. L'évêque de cette ville était le grand excitateur des insurrections, et la terreur de tous les hommes qui ne se soumettaient pas en aveugles à tous ses caprices, ou qui seulement méconnaissaient sa suprématie. Flatteur et maître de la populace, il la dirigeait contre ses adversaires, et les faisait périr dans des émeutes qu'il fomentait contre eux. Tel fut le sort du comte Oliveyra et de quatorze autres personnes les plus considérables et les plus estimées de cette province. Le 27 mars, Soult arriva devant Porto. La place était défendue par plus de quarante mille hommes; mais les mesures de défense étaient mal prises, la ligne trop étendue, et les ouvrages peu susceptibles de résistance. Le maréchal ayant vainement engagé l'évêque à épargner aux habitants les horreurs et les suites d'un siège, prépara, le 28 au soir, une fausse attaque contre la gauche, ce qui appela, sur ce point effectivement le plus faible, les principales masses de l'ennemi. Le 29, l'armée française, formée en trois colonnes, enfonça partout les Portugais, franchit les retranchements, sépara leurs corps les uns des autres, emporta les barrières, et, forcée de combattre dans les rues, y porta une affreuse destruction. Un spectacle effroyable ranima tout à coup la fureur des troupes, lasses de érauâtés; ce fut l'aspect de plusieurs de nos guerriers, exposés sur une place publique et mutilés avec des raffinements de barbarie dont l'idée seule fait frémir. Rien alors ne put retenir nos soldats. Tous les efforts des officiers et des généraux furent sans effet. Durant plusieurs heures, cette malheureuse ville fut livrée à tous les genres d'atrocités et de violences que peuvent inventer la victoire dans son délire le plus brutal, et la vengeance dans ses plus foux écarts. Dix mille Portugais y périrent; les

Français n'avaient pas perdu plus de cinq cents hommes.

La première partie de l'ordre de l'Empereur était exécutée; le reste n'eût pu l'être qu'avec le concours du maréchal Victor, qui avait été chargé de diriger d'abord sur Abrantès le général Lapisse avec dix mille hommes, et d'appuyer lui-même avec toutes ses forces le deuxième corps. Sans ce concours, les opérations du maréchal Soult ne pouvaient avoir et n'eurent en effet qu'un succès passager et stérile. Marcher seul sur Lisbonne eût été, de sa part, une témérité inexcusable. A la vérité, tout dans cette ville, depuis les revers de John Moore en Espagne, n'avait été que confusion et anarchie. Le peu de troupes anglaises qui se trouvaient en Portugal, s'y étaient réfugiées comme pour y chercher des moyens d'embarquement. Au milieu de la terreur générale, sir Robert Wilson avait conservé seul sa fermeté, et continuait à lever une légion lusitanienne qui rendit d'assez importants services. Cependant l'alarme n'avait pas été de longue durée. Le départ de Napoléon pour la France, le bruit de la guerre prochaine d'Autriche, avaient ranimé les espérances, presque éteintes. Les troupes anglaises, réorganisées par les soins du général Cradock, offraient une masse de sept à huit mille hommes. Un autre général anglais, Beresford, avait, sous le titre de maréchal, avec l'autorisation de son gouvernement, pris le commandement en chef des troupes portugaises. Ces troupes réunies eussent offert aux entreprises du maréchal Soult des difficultés sérieuses. N'étant pas soutenu par le maréchal Victor, dont la coopération lui avait été promise, Soult dut s'abstenir de toute tentative hasardeuse, et, à peine maître de Porto, il put prévoir que le moment n'était pas loin où il serait contraint de l'abandonner.

Dans le moment où le deuxième corps s'emparait de Porto, le premier et le quatrième venaient d'obtenir, dans la Manche et dans l'Estramadure, des avantages toujours glorieux, mais sans utilité pour l'objet principal de la campagne. Dans la Manche, Cartoajal, que la junte de Séville avait donné pour successeur au duc de l'Infantado, se faisait battre à Ciudad-Réal, le 27 mars, par le quatrième corps, que commandait le général Sébastiani. Dans l'Estramadure, le maréchal Victor avait, le 28, remporté sur l'armée de Cuesta, refoulée et écrasée dans Medellín, une victoire beaucoup plus éclatante, mais qui n'avait aussi d'autres résultats que de laisser les Français plus tranquilles dans les positions qu'ils occupaient. Vainement le roi Joseph avait, conformément aux instructions de l'Empereur, renouvelé plusieurs fois au maréchal Victor l'ordre de faire appuyer le deuxième corps par la division du général Lapisse, et d'agir lui-même dans cette direc-

tion. L'ordre était, sous divers prétextes, étudé par ce maréchal.

L'occupation de Porto ne produisait pas une possession paisible du pays pour l'armée. Chaque jour il fallait combattre sur des points divers. L'insurrection ne fut guère étouffée, et encore avec beaucoup de peine, que dans la portion de territoire entre le Duero et le Minho. Là régnaient un esprit différent de celui de Lisbonne et des autres provinces. Fatiguées de leurs divisions intestines, conservant peu d'espoir du retour de l'ancienne dynastie, et gagnées peut-être par les procédés du maréchal Soult, qui cherchait à tempérer les rigueurs de la domination française, certaines classes d'habitants, ou du moins des fractions de ces classes appelaient, par leurs vœux, un gouvernement fort, quel qu'il fût, qui les délivrât du despotisme des juntes insurrectionnelles. Ces vœux furent exprimés au maréchal par des adresses couvertes de plus de trente mille signatures, en tête desquelles figuraient celles de personnages considérables de la noblesse et du clergé. Ces signataires demandaient pour gouverner le royaume, ou un prince français, ou le maréchal Soult lui-même. De là le bruit répandu que Soult voulait se faire roi de Portugal, bruit qui parvint jusqu'à l'Empereur, et à la suite duquel l'Empereur écrivit au maréchal : « Je ne me souviens que d'Austerlitz. »

Les historiens anglais, qui souvent mettent un intérêt très-vif à des faits dont on s'est peu occupé en France, supposent qu'alors il existait contre l'Empereur une chaîne de conspirations dans divers corps de l'armée d'Espagne, conspirations au fond desquelles prédominaient des principes républicains. Les conspirateurs, disent-ils, avaient, pour se donner un chef illustre, jeté d'abord les yeux sur le maréchal Ney, et s'étaient arrêtés ensuite sur Gouvion Saint-Cyr. Ces désignations s'expliquent parfaitement, sans que l'on en puisse induire qu'il ait existé de conspiration réelle. Ney, loyal, mais léger et indiscret, pouvait très-bien, dans un moment d'humeur, laisser échapper quelques imprudentes paroles ; mais que, dans le même instant, l'Empereur l'eût appelé à monter à la brèche, il se fut élancé sur la brèche pour la France et pour l'Empereur. Plus réservé dans son langage, Gou-

vion Saint-Cyr était froideur, et toujours disposé à devenir ou à paraître mécontent. A en juger par quelques passages de ses Mémoires, on dirait que Napoléon ne l'eût envoyé en Catalogne que pour le mettre dans le cas d'essayer des revers¹. Ce maréchal raisonne, comme si, en Espagne, l'Empereur eût dû voir la Catalogne avant tout, mais en même temps il justifie la confiance de Napoléon, puisqu'avec les forces, selon lui, insuffisantes, dont il dispose, il a obtenu les résultats qu'on attendait de son habileté. C'est ainsi que Kléber, au Caire, déclarait hautement qu'il était impossible de conserver l'Égypte, et le lendemain Kléber, à Héliopolis, prouvait que la conservation de l'Égypte était possible, surtout qu'elle était possible par lui. S'il a existé en effet des conspirateurs qui aient compté sur l'appui du maréchal Ney ou du maréchal Saint-Cyr, ni l'un ni l'autre de ces guerriers ne méritait l'affront d'une si injurieuse préférence. Le seul fait qui semble certain, c'est que, dans le 2^e corps, il se trouva quelques misérables qui entrèrent en rapport avec les Anglais, alléguant pour atténuer leur crime, les projets ambitieux qu'ils attribuaient au maréchal Soult, comme si la réalité même de pareils projets eût pu autoriser de coupables intelligences avec l'ennemi le plus acharné de leur pays. Le seul officier, véritablement convaincu de cette infamie², fut un adjudant-major, dont les révélations apprirent au maréchal Soult qu'il avait des ennemis ailleurs que dans l'armée anglaise. Cet officier s'échappa dans le désordre de la retraite, et passa en Angleterre.

Tandis que Soult, abandonné à ses seules forces, entrevoyait qu'il devrait songer bientôt à évacuer le Portugal, mais avec l'espérance d'opérer librement sa retraite, la situation relative des deux partis était singulièrement changée à son désavantage. Un renfort de troupes anglaises était arrivé à Lisbonne. A la tête des anciens et des nouvelles troupes se trouvait un nouveau général avec des pouvoirs nouveaux. A l'autorité étendue que ce général a reçue de son gouvernement, la régence de Lisbonne a joint le commandement absolu sur toutes les troupes nationales. Ainsi, de ce moment, Anglais et Portugais n'ont qu'un seul chef, et ce chef est sir Arthur Wellesley. Les forces

¹ Dans le début de ses Mémoires, Saint-Cyr raconte qu'à son départ de Paris il a vu Napoléon *singulièrement affecté et presque abattu* des échecs essayés en Espagne, les premiers qu'eussent éprouvés ses armes. Napoléon, ainsi affecté d'un revers, voudrait-il donc en chercher d'autres par une inimitié sans motif pour l'un de ses maréchaux ? Saint-Cyr a d'avance réfuté Saint-Cyr.

² Le comte de Torreno admet, à l'exemple de quelques

écrivains anglais, l'existence d'une prétendue société de philadelphes, qui aurait eu des ramifications dans plusieurs corps de l'armée d'Espagne. Cette soi-disant conspiration n'a pas plus de réalité pour l'Espagne que celle du même genre qu'une fable plus ou moins ingénieuse a placée au milieu de l'armée d'Aulriche en 1809. Ce sont là des inventions que des hommes sensés en France ne peuvent pas prendre au sérieux.

dont il dispose sont considérables. En peu de jours, par les mesures qu'il prend pour couvrir Abrantès et les autres points intermédiaires, il a mis Lisbonne en sûreté. Le 30 avril, il part de Leiria avec seize mille Anglais, neuf mille Portugais et trois mille chevaux, et marche directement contre Porto, tandis que le maréchal Beresford, avec une force au moins égale, s'avance sur sa droite pour couper la retraite au maréchal Soult, par la province de Traos-Montes. Le 11 mai, sir Arthur Wellesley était devant Porto. Il exécutait le passage du Duero avec une témérité heureuse, et commençait à tourner les deux flanes de l'armée française, dont la surveillance paraît avoir été en défaut. Toute hésitation devenait périlleuse. L'évacuation de Porto, résolue aussitôt, fut opérée avec tout l'ordre que comportait une détermination si rapide. L'arrière-garde se battit dans les rues avec les troupes anglaises. La première pensée du maréchal Soult était de se retirer par Amarante, place située sur la Taméga, que le général Loison avait récemment occupée; mais Loison n'ayant que faiblement défendu cette place contre le maréchal Beresford, il fallut suivre une autre direction. Pour rendre sa retraite plus facile, Soult prit un parti extrême, mais nécessaire; il fit détruire son artillerie et ses gros équipages, et marcha sur Guimaraens où il fut rejoint, d'un côté, par Loison, et de l'autre, par le général Lorge, qui revenait de Braga. Cette concentration fut un événement heureux; l'armée reprit confiance en elle-même. Le reste de la retraite fut difficile, mais les difficultés furent vaincues par l'habileté des chefs et l'intrépidité des troupes. Le 17 mai, elles étaient réunies à Montalegre, dernière ville du Portugal sur la frontière d'Espagne; elles arrivèrent le 18 à Orensée. Rentrer dans une province espagnole occupée par des Français, c'était presque rentrer en France. Plusieurs milliers de malades laissés dans les hôpitaux de Porto, de Thuy et de Braga, tombèrent au pouvoir de l'ennemi, mais toute la force active était sauvée. Le deuxième corps comptait encore dix-neuf mille cinq cents hommes, et la perte de l'artillerie n'était qu'un accident sans gravité réelle. Ainsi échoua la seconde expédition de Portugal, seul projet important de l'Empereur pour cette campagne dans la Péninsule, projet dont le succès eût été certain sans l'esprit de rivalité et d'indépendance qui empêchait les maréchaux de s'appuyer activement entre eux, comme ils l'eussent fait sous la main immédiate de Napoléon. Cet avantage d'unité qui n'existait plus pour les Français, les alliés l'avaient à leur tour par la réunion de tous les pouvoirs dans les mains de sir Arthur Wellesley.

Le maréchal Soult, dont le corps avait besoin

d'être réarmé et équipé, le conduisit à Zamora, où il devait, en outre, trouver les moyens de réparer la perte de son artillerie. Peu de temps après, le maréchal Ney, fatigué d'une guerre de défilés et de montagnes contre la Romana et d'autres bandes insurgées, se vit forcé d'évacuer la Galice. Ce double succès des Portugais et des Espagnols exalta leur audace au plus haut degré. Après avoir rejeté le maréchal Soult hors du Portugal, sir Arthur Wellesley s'était hâté de se replier sur le Tage. Ce général, qui dans la suite se distinguera par une excessive prudence, conçut alors la pensée d'une entreprise hardie, c'était de marcher sur Madrid. Commandant des troupes anglo-portugaises, il eût importé au succès de ses desseins qu'il eût aussi le commandement supérieur des troupes espagnoles. La prétention était naturelle, juste, nécessaire même sous le rapport militaire. L'orgueil national des Espagnols s'y refusa, et on ne peut pas non plus l'en blâmer. Le Portugal pouvait consentir à n'être qu'une partie secondaire dans la guerre; l'Espagne devait en rester partie principale, afin de se réserver le droit de traiter pour elle-même. Sir Arthur Wellesley fut donc réduit à entrer en concert avec la junte suprême de Séville. Son projet de marcher sur Madrid fut vivement applaudi par la junte, et toutes les ressources du pays lui furent promises. Les armées de Cuesta et de Vénégas reçurent ordre de s'associer à ses vues et de le seconder de tous leurs moyens. L'armée de Cuesta était de 38,000 hommes; celle de Vénégas de 35,000 hommes; sir Arthur amenait avec lui 25,000 Anglais. C'était ainsi près de cent mille hommes favorisés d'ailleurs par les dispositions des habitants, contre une force de cinquante mille Français environ que formaient les corps commandés par Victor et Sébastiani. Le 20 juillet, sir Arthur Wellesley opérait à Placencia sa jonction avec l'armée de Cuesta. Comme on pouvait prévoir que Sébastiani allait arriver au secours de Victor, trop faible contre ces armées réunies, Vénégas, qui était dans la Manche, devait profiter de ce mouvement pour se porter sur Madrid, que Joseph serait contraint d'abandonner. Les calculs du général anglais se fondaient sur la supposition qu'il n'avait rien à craindre ni de la part du 2^e corps épuisé par sa retraite du Portugal, ni de la part du maréchal Ney livré à une lutte pénible contre les insurrections de la Galice. Cette supposition raisonnable était pourtant un erreur. Le plan de sir Arthur Wellesley avait été pressenti, deviné par Napoléon. Au brillant début de sa campagne contre l'Autriche, dans ces jours si pleins, où l'importance des objets présents semblait devoir absorber toutes ses pensées, au milieu des ordres qu'il avait à donner à Davoust, à Masséna, à Lannes, pour la poursuite des

Autrichiens sur les deux rives du Danube; à Ratisbonne, l'Empereur avait trouvé des loisirs pour s'occuper des affaires d'Espagne, et de loin il voyait plus juste que ceux qui étaient sur les lieux : « Wellesley, » écrivait-il au maréchal Soult, avancera probablement par le Tage contre Madrid; dans ce cas, passez les montagnes, tombez sur ses flancs et sur ses derrières, et écrasez-le. » Pour mettre Soult en état de répondre à ses intentions, l'Empereur, indépendamment du 5^e corps dirigé par ce maréchal, plaça aussi sous son suprême commandement les 3^e et 6^e corps aux ordres de Ney et de Mortier. La lettre de Napoléon parvint au maréchal Soult à la fin du mois de juin. Celui-ci prit aussitôt toutes les mesures que réclamait l'exécution de l'ordre de l'Empereur, mais sans rencontrer des difficultés et des retards, soit de la part du maréchal Ney, soit de la part du roi Joseph. Le 18 juillet, ayant réuni son armée autour de Salamanque, il avait envoyé auprès de Joseph le général Foy, pour lui proposer un système d'action commune contre l'ennemi. Le roi, qui venait d'apprendre que les alliés étaient arrivés à Talavera de la Reyna, quittait Madrid le 22 juillet, pour marcher contre eux avec le 1^{er} et le 4^e corps. Il fit commander au maréchal Soult de se porter rapidement sur Placencia. La prudence eût dû interdire au roi toute entreprise hasardeuse avant l'arrivée des puissants renforts que Soult allait amener. C'était l'avis du maréchal Jourdan qui accompagnait Joseph; ce ne fut point celui du maréchal Victor, et la bataille fut décidée. La position de Talavera de la Reyna, occupée par l'armée anglaise, était admirablement défendue, j'ai par un ravin profond, là par les restes de fortifications d'un vieux château, ailleurs par des champs d'oliviers. Du haut de cette position qui dominait le pays, sir Arthur Wellesley découvrait les moindres déplacements des troupes françaises, en sorte qu'il pouvait porter des forces sur les points où il voyait se préparer un mouvement contre lui. Sur la droite, sur la gauche, au centre, des attaques successives furent tentées avec une grande vigueur; mais, partout repoussées, elles restèrent sans effet. Il fallut bien mettre un terme à une lutte sanglante qui n'amenait aucune solution. Sir Arthur Wellesley avoue une perte de 6,000 hommes tués ou blessés; il évalue la perte des Français à 10,000 hommes; celle des Espagnols ne fut pas considérable, car ils avaient pris peu de part au combat. « Quoique les » Espagnols n'aient presque pas donné, dit le général » anglais dans un de ses rapports, des corps entiers » ont jeté bas leurs armes et ont pris la fuite. » La bataille de Talavera est une victoire pour les Anglais, en ce sens qu'ils n'avaient pu être déposés de la forte position qu'ils avaient prise, mais une

victoire sans résultat, si l'on considère qu'après cette journée il n'était plus en leur pouvoir de poursuivre le but de leur expédition. Non-seulement les alliés ne pouvaient plus songer à marcher sur Madrid, mais ils durent, au bout de quelques jours, abandonner d'eux-mêmes cette position si forte, où ils avaient triomphé, en laissant quatre mille blessés à la générosité française. Sous ce rapport leur confiance ne fut point déçue. Le maréchal Mortier pourvut au besoin des hôpitaux, avant de faire distribuer des vivres à ses propres troupes. Lorsque, au commencement de 1810, le ministère britannique proposa au parlement de voter des remerciements à l'armée et des récompenses à son chef, un membre de l'opposition, lord Grey, demanda en quoi consistait une victoire qui avait eu toutes les conséquences d'une défaite. La remarque était juste : une défaite n'eût pas eu des suites plus fâcheuses. L'armée anglaise eut beaucoup à souffrir dans sa retraite, et, s'il faut en croire sir Arthur Wellesley, ce fut surtout par suite des mauvaises dispositions des Espagnols qui ne faisaient rien pour elle, qu'il y eût souvent, au contraire, agissant de manière à lui causer les plus grands embarras.

La cause soudaine qui, peu de jours après la bataille de Talavera, forçait le vainqueur à fuir devant l'ennemi qu'il croyait avoir dompté, était dans la prévoyance de Napoléon, qui, devinant, comme nous l'avons dit, le plan du général anglais, avait, en réunissant plusieurs corps sous les ordres du maréchal Soult, mis ainsi ce maréchal en mesure d'arriver sur le flanc des armées alliées avec des forces beaucoup plus considérables qu'elles n'eussent pu l'imaginer. Alors éclata la gravité de la faute qu'avait commise le maréchal Victor, en précipitant, sans nécessité, une attaque dont, quelques jours plus tard, le succès eût été infaillible. La circonspection inquiète du général anglais, les difficultés que Soult éprouva de la part de quelques-uns de ses coopérateurs, et les vues différentes du roi Joseph, rendirent presque inutile la formidable concentration de forces ordonnée par l'Empereur, et sauvèrent les alliés d'une destruction qui, sans ces diverses circonstances, eût été inévitable. Cependant sir Arthur Wellesley, qui avait reconnu, quoique un peu tard, le danger où le plaçait la direction suivie par l'armée du maréchal Soult, persévérait dans son mouvement de retraite. En vain la junte centrale de Séville lui prodiguait les hommages et lui décernait le titre de capitaine général, en vain elle lui représentait le moment comme propice pour rejeter les Français au delà des Pyrénées, ce général, qui avait apprécié la présomption de la junte, la vanité de ses promesses et les forces réelles des Français, refusa formel-

lement de continuer ses opérations en Espagne, et, après une campagne de deux mois, fit rentrer son armée dans les frontières du Portugal.

Le roi Joseph, pour se dédommager de l'échec qu'il avait reçu avec Victor contre l'armée anglaise, prit sa revanche avec Sébastiani contre l'armée de Vénégas. Ce dernier général avait résolu d'attaquer, le 12, l'armée française; il fut lui-même attaqué et battu¹, le 11. L'armée espagnole eut trois mille hommes tués, laissa quatre mille prisonniers, et perdit toute son artillerie avec ses munitions et ses bagages. Les débris de cette armée se réfugièrent dans la Sierra-Moréna. Sébastiani porta son quartier général à Aranjuez; Victor établissait le sien à Tolède, et le roi entra dans sa capitale. Ce fut là un de ces moments où Joseph put se croire affermi sur le trône, ou se flatter du moins de n'avoir plus à craindre que des résistances dont il finirait par triompher. Sa situation, à la vérité, n'était pas ce qu'une main habile eût pu la faire. Le désaccord des maréchaux trompait les vues de l'Empereur; mais si le maréchal Soult n'avait pas réussi dans son expédition en Portugal, l'armée anglaise, appuyée des Portugais et des Espagnols, n'avait pas été plus heureuse dans son expédition contre Madrid. La royauté nouvelle venait de conquérir quelques mois de sécurité; on se contentait d'avantages incomplets là où l'Empereur ne se trouvait pas. Sur ces entrefaites d'ailleurs, un ordre arriva de Vienne, qui prescrivait de renoncer à l'offensive. L'armistice de Wolkersdorf, autorisant l'espoir d'une paix prochaine, l'Empereur jugeait prudent de suspendre toute entreprise hasardeuse. Le maréchal Jourdan, qui remplissait auprès du roi Joseph les fonctions de major général, étant alors rentré en France, l'Empereur, pour faire cesser le défaut d'ensemble qui avait causé tant de mal, confia ces importantes fonctions au maréchal Soult.

Au moment où venait d'échouer l'un des projets les plus hardis de la politique anglaise, une autre tentative d'une nature plus menaçante commençait à s'exécuter au nord même de la France. L'Autriche et tous les ennemis de Napoléon avaient en vain sollicité l'Angleterre d'effectuer sur quelques points de l'Allemagne septentrionale un débarquement qui pût appuyer les insurrections et entraîner la Prusse, fût-elle malgré elle, dans la guerre. Cette coopération aurait épargné à l'Autriche de grands revers, et causé à Napoléon de sérieux embarras. Comme elle n'offrait au cabinet britannique qu'un avantage incertain et éoigné, elle avait été étudiée;

c'est à un intérêt direct, prochain, immédiat, que ce cabinet s'attache exclusivement; c'est à l'embouchure de l'Escaut, à Flessingue, à Anvers, le grand chantier de la marine française, que cet intérêt l'appelle. Entreprise plus tôt, cette diversion eût pu rendre encore un important service à la monarchie autrichienne; elle ne s'opère qu'après la défaite de ses armées, retard funeste qui la rend inutile pour cette puissance, qui la rendra désastreuse pour l'Angleterre elle-même.

Depuis plusieurs mois, de grands préparatifs se faisaient dans les ports britanniques. À la fin de juillet, trente vaisseaux de ligne et plus de cent autres bâtiments de guerre, avec cinq cents transports, ont fait voile des Dunes et de la Tanise pour les côtes de la partie de la Hollande récemment incorporée à l'empire français. L'amiral Sirraham commandait la flotte; lord Chatam, l'un des ministres, commandait l'armée. Depuis, le 29 juillet, la flotte a été signalée; c'est le 2 août seulement que le débarquement commença; il a lieu dans l'île de Sud-Béveland. Un général hollandais, Bruee, abandonne le fort de Bath sans avoir même vu l'ennemi. Cet abandon compromet tout à la fois la sûreté de la flotte française, en livrant aux Anglais la communication avec la branche occidentale de l'Escaut, où se trouvait cette flotte, et la sûreté d'Anvers, en permettant à l'ennemi d'arriver par terre en peu d'heures sous les murs de la place, alors peu préparée à une grande résistance. Ces chances heureuses ne furent point saisies par le général anglais, qui porta toute son attention et tous ses efforts sur Flessingue. Cette place capitula le 13 août. La garnison, composée de quatre mille hommes, fut faite prisonnière. Les soldats, en apprenant cette condition, voulaient continuer de combattre; mais bientôt ils furent pressés de toutes parts et obligés de se soumettre. L'Empereur, indigné, fera traduire le gouverneur de la ville à un conseil de guerre, qui le déclarera coupable. Ce jugement sévère sera-t-il juste? Le général Monnet, peu digne d'estime sous quelques rapports, occupé à s'enrichir par des monopoles, ne s'était montré, au jour du péril, ni intelligent ni habile; mais il n'est nullement certain qu'il fut un traître.

Quoique la capitulation de Flessingue parût être un succès pour l'Angleterre, le danger pour la France n'était pas là, et quand Flessingue se rendit, le véritable danger n'existait plus. À la nouvelle de l'entrée des Anglais dans l'Escaut, le roi de Hollande accourait, l'un des premiers, à Anvers, pour présider à la distribution des troupes et des gardes nationales qui s'y rendaient de toutes parts, et à la direction des travaux que pouvait exiger la défense. Les marins et les militaires l'avaient merveilleuse-

¹ Bataille d'Almonacid, à trois lieues de Tolède, le 11 août.

ment secondé. Sur l'Escaut, l'amiral Missiessy avait rendu la ligne française inattaquable. Les forts de Lillo et de Liefkenshoek étaient armés de formidables batteries, et l'amiral britannique, après un échange de quelques coups de canon, eut bientôt reconnu que toute tentative contre Anvers serait aussi dangereuse qu'inutile.

Cependant à Paris le débarquement d'une armée anglaise sur un sol maintenant français avait produit une profonde sensation. En l'absence de l'Empereur, le chef du gouvernement était l'archevêque-évoque Cambacérès, et, de concert avec lui, Clarke, ministre de la guerre, avait fait toutes les dispositions réclamées par les circonstances; mais c'est toujours un beau moment pour le jeu de l'intrigue ou de la vanité, que celui qui donne à des hommes de second rang la faculté de se produire en première ligne, et d'adopter, en leur propre nom, des mesures qui, par leur importance, semblent requérir l'assentiment du chef de l'État. Fouché ne laissa point échapper une pareille occasion sans chercher à saisir un rôle qui le distinguât entre les autres ministres. « Prouvons, disait-il dans une circulaire à quelques préfets, prouvons à l'Europe que si le génie de Napoléon peut donner de l'état à la France, sa présence n'est pas nécessaire pour repousser l'ennemi. » Alors, comme en plusieurs autres circonstances, la marche équivoque de ce ministre laissa mettre en doute s'il ne cherchait pas à augmenter l'alarme plutôt qu'à la faire cesser.

Bernadotte, qui de Vienne était venu à Paris, se hâta de s'offrir à l'archevêque-évoque pour aller prendre le commandement d'Anvers. Clarke, ministre de la guerre, qui savait pour quel motif il avait quitté l'armée, hésita un moment à lui confier une mission aussi importante; mais les protestations, répétées par le maréchal, de son dévouement à l'Empereur, portèrent le ministre à se désister d'un refus qui eût été injurieux. Bernadotte arriva le 15 à Anvers, et le commandement lui fut remis par le roi de Hollande. Le zèle des départements avait été admirable. Les gardes nationales et les troupes réunies présentaient une masse de plus de cent mille hommes. Du 15 au 25 août, le général anglais ne fit que des mouvements sans but comme sans résultat; et, le 25, un conseil de guerre qu'il avait assemblé ayant jugé l'attaque d'Anvers impossible, il déclara que, selon ses instructions, le moment était arrivé où il devait rentrer dans les ports d'Angleterre. Peu de jours après, le 2 septembre, il en reçut l'ordre de son gouvernement.

À peine débarqués sur le sol de Walckeren, les Anglais avaient ressenti l'influence du climat.

Lorsque l'Empereur apprit qu'au lieu d'avancer contre Anvers, ils s'occupaient à prendre Flessingue, il écrivit au général Clarke: « Nous sommes heureux de voir les Anglais s'entasser dans les marais de la Zélande; qu'on les tienne seulement en échec, et bientôt le mauvais air, les fièvres particulières à cette contrée auront détruit leur armée. » Sa prévoyance ne fut point trompée. L'armée anglaise eut près de trente mille morts ou malades. L'île de Walckeren devint pour elle un vaste cimetière. On fut réduit à n'enterrer les morts que dans la nuit, comme dans les villes désolées par la peste. Cependant le cabinet britannique s'obstinait à maintenir dans Flessingue une garnison de dix mille hommes, probablement dans l'intention d'exercer quelque influence sur les négociations qui se suivaient entre la France et l'Autriche, et peut-être de ranimer cette dernière puissance à la reprise des hostilités. Ce ne fut qu'après la signature de la paix qu'eut lieu l'évacuation, et, avant de l'effectuer, les Anglais eurent soin de détruire dans l'île tous les travaux maritimes. Les plaintes des mourants étaient parvenues en Angleterre. Un long cri d'indignation et de colère s'éleva dans toute la nation et dans le parlement contre l'imprévoyance et l'inhabilité des hommes qui avaient préparé et conduit cette expédition. On reprochait surtout au gouvernement d'avoir, malgré l'impossibilité reconnue d'une tentative sur Anvers, prolongé, mal à propos, une occupation où quelques milliers d'hommes de plus venaient de périr sans aucune ombre d'avantage. Sur ce fait, le ministre fut blâmé par la chambre des communes à une majorité de deux cent soixante-quinze voix contre deux cent vingt-quatre. Le nom de lord Chatam, si justement célèbre dans l'administration et la politique, fut flétri, dans le frère aîné de M. Pitt, comme le type de l'incapacité militaire.

Dans cette campagne, l'égoïsme étroit de l'Angleterre lui fit perdre le fruit de tous ses sacrifices. C'est parce qu'elle ne songeait qu'à elle seule que ses entreprises tournaient contre elle; et, cette fois, ses sacrifices étaient immenses. Non contente de payer le combat, elle avait combattu elle-même et prodigué les hommes aussi bien que l'argent. Un double choix avait été en son pouvoir. Au lieu d'ensevelir cette belle armée dans l'île de Walckeren, si elle l'eût portée au nord de l'Allemagne, elle aurait décidé la Prusse à la guerre, et donné un autre cours aux destinées de l'Autriche. Si elle en avait seulement envoyé vingt-cinq ou trente mille hommes en Espagne, et c'était là surtout ce que craignait Napoléon, sir Arthur Wellesley, avec trente mille Anglais de plus, serait entré à Madrid. Quelle que fut l'habileté de l'Empereur, il avait toujours

un puissant auxiliaire dans la mauvaise politique des ennemis.

L'expédition de Walckeren, malgré la prise et la dévastation de Flessingue, ne fut une véritable calamité que pour l'Angleterre. Cependant elle aurait dû être aussi une leçon pour l'Empereur. La situation de Paris, à propos de cet événement, aurait dû lui faire comprendre qu'une absence qui le tenait à trois ou quatre cents lieues de sa capitale n'était jamais sans quelque danger pour lui. Dès 1806, il semble que cette réflexion eût dû le frapper, lorsque après la bataille d'Eylau il eut la courageuse patience de prendre ses quartiers d'hiver dans un village entre Varsovie et Königsberg. En ces diverses circonstances, le général d'armée faisait son devoir; l'Empereur en avait d'autres. Il n'était pas bon pour le chef d'un État, dans une position comme la sienne, de laisser un champ trop libre à des passions ennemies. C'était dans les jours douteux, où un combat incertain interrompait une série de victoires, que se réveillaient les souvenirs de l'ancienne dynastie et de la république, ou du moins les ambitions qui croyaient avoir quelque avantage à recueillir du retour de l'une ou de l'autre. Les partisans des Bourbons, comme les républicains, ne levaient la tête qu'autant qu'ils croyaient l'Empereur dans l'embarras, et quelques serviteurs du gouvernement les caressaient alors plus ou moins, selon qu'ils jugeaient pouvoir le faire avec plus ou moins de certitude d'impunité. D'ailleurs, à une époque où la presque universalité de la population française se soumettait sans réserve à l'ascendant d'un génie qui ne cessait de l'étonner et de l'éblouir, c'était un rôle à part, c'était presque une illustration de paraître étranger à l'admiration commune, d'affecter une sorte de froideur et d'indépendance, de s'afficher même comme mécontent ou froudeur. Cette singularité tentait quelques esprits dans des positions très-diverses, comme par exemple, trois des personnages que nous avons nommés à l'occasion de l'expédition anglaise, le roi de Hollande, Bernadotte et le ministre de la police Fouché.

Le roi Louis, comme s'il eût été fait roi pour devenir Hollandais sans la France ou même contre la France, tantôt contrariait ouvertement l'Empereur dans ses mesures contre le commerce anglais, tantôt ne s'y associant qu'incomplètement et de mauvaise grâce. Blessé d'avoir été remplacé à Anvers par Bernadotte, il faisait insérer dans son journal officiel un pompeux éloge des efforts extraordinaires de la Hollande pour couvrir Anvers, annonçant la création d'une nouvelle armée, plus forte que celle dont l'absence avait procuré aux ennemis l'occasion de se rendre maîtres de l'île de Walckeren et de Sud-Bévéland, malheur que

« tout le monde avait prévu depuis l'éloignement » de l'armée nationale. » Nous avons vu naguère Gouvion Saint-Cyr se plaindre de l'insuffisance des forces mises à sa disposition en Catalogne; voilà, d'un autre côté, le roi Louis se plaignant de l'absence des troupes hollandaises qui laissent ses côtes à découvert; l'un et l'autre accusent l'Empereur de malveillance. Toute sa malveillance est de voir ailleurs des intérêts plus pressants qu'en Catalogne et en Hollande.

Bernadotte aussi, malgré l'indulgence dont plus d'une fois il a eu besoin, aimait à laisser croire qu'il était, pour l'Empereur, l'objet d'une inimitié ou même d'une jalousie personnelle. Flateur des républicains à l'intérieur de la France, il ne négligeait rien pour plaire aux cours et aux aristocraties étrangères. Cette tactique ne lui avait pas constamment réussi. Avec les Espagnols, elle n'avait servi qu'à le rendre leur dupe, ce qui offre toujours un côté ridicule. C'était encore le même esprit qui, après la bataille de Wagram, avait dicté son ordre du jour emphatique et faux en l'honneur des Saxons. Au reste, il n'a pas eu à se repentir de ce genre de calcul, puisque c'est à ses soins délicats pour les Suédois, en 1806, qu'en 1810 il a dû sa couronne.

Quant à Fouché, sa passion était de n'être pas simplement un ministre comme les autres ministres. Il voulait faire autrement, il voulait faire plus. Pour agir, il n'attendait pas toujours les confidences de l'Empereur; il voulait avoir eu le mérite de le deviner et de l'avoir servi sans ordre. Ainsi il faisait répandre le bruit du divorce prochain de Napoléon, avant que Napoléon eût parlé du divorce, ou bien il tentait des ouvertures de négociation avec l'Angleterre, par quelques-uns de ces intrigants qui se pressent toujours sous la main d'un ministre de la police; il cherchait enfin à se créer, auprès de l'Empereur, un degré de valeur, un genre d'importance qui ne lui fût commun avec aucun de ses collègues. Dans ces actes et d'autres encore, nous n'imaginons pas qu'il y ait eu, de la part de Fouché, d'intention véritablement digne de blâme; mais il est des hommes d'une réputation malheureuse auxquels on suppose des torts dont en effet ils ne sont pas coupables, et Fouché n'a toujours paru être de ce nombre.

Nous avons déjà précédemment expliqué pour quelle cause l'armée russe, auxiliaire de Napoléon dans la guerre contre l'Autriche, au lieu de secondar activement la politique et l'action militaire de la France, avait paru au contraire les entraver, d'une part en éludant de prêter aux troupes du duc de Varsovie une assistance qui leur eût été très-utile, de l'autre, en rétablissant dans la Galicie les autorités autrichiennes que le prince Poniatowski

avait fait remplacer par des autorités nationales. On sait que le fantôme de la Pologne, que le nom seul de Pologne épouvante la Russie, et que l'empereur Alexandre ne pourrait, sans compromettre son existence, cesser d'être Russe sur ce point. La controverse qui en est résultée entre les deux empereurs est loin d'être à son terme. Nous devons continuer à en suivre les variations, car il y a là un grand intérêt d'avenir. Quelquefois l'empereur Napoléon ferme les yeux sur ce qu'il remarque de louche et d'équivoque dans la conduite du prince Galitzin ; quelquefois, offensé de l'espèce de concert qu'il aperçoit entre les mouvements du corps russe et les Autrichiens, il charge son ministre des affaires étrangères de faire à Pétersbourg de vives représentations sur cette *fraîchesse*¹ conduite. La jonction des Russes à l'armée polonaise, disait-il, ne devait-elle donc être marquée que par des revers² et par la perte d'une conquête que les Polonais³ avaient seuls su faire et conserver ? Ce n'est pas là l'intention⁴ de l'empereur Alexandre ; ce sera lui rendre service que de le mettre dans le cas de se faire obéir. Tel était, le 10 juillet, le langage de Napoléon. Quoique la fortune eût déjà prononcé un grand arrêt à Wagram, le sort de la guerre ne paraissait pas encore fixé. Le lendemain seulement, arriva au quartier général français le prince de Lichtenstein. Après la signature de l'armistice, le ton change, les plaintes cessent : Napoléon témoigne plus vivement que jamais le prix⁴ qu'il met à son alliance avec la Russie.

Dans le même moment, l'empereur Alexandre articulait ses griefs sur ce qui se passait dans la Galicie. « Comment se fait-il, disait ce prince⁵, que Poniatowski prene possession de cette contrée au nom de l'empereur Napoléon ? Il est impossible à la Russie de laisser s'établir une frontière française sur sa propre frontière. » Durant ces légères contestations, M. de Czernichev arrivait à Pétersbourg avec la nouvelle de la bataille de Wagram, et les débats étaient suspendus par des félicitations⁶.

Le prince de Lichtenstein, qui, après la signature de l'armistice, était retourné à Comorn auprès de l'empereur François, étant venu, peu de jours après, apporter une lettre de ce prince à l'empereur Napo-

léon, celui-ci se hâta de communiquer à l'empereur Alexandre et cette lettre et sa réponse. L'empereur d'Autriche avait aussi écrit à l'empereur Alexandre, pour lui exprimer ses dispositions à la paix et sa conviction que « les intérêts de l'Autriche ne sauraient jamais être étrangers à ceux de la Russie. » Alexandre s'empressait, de son côté, de faire connaître et cette lettre et sa réponse à l'empereur Napoléon. La simultanéité de ces communications respectives atteste que la confiance entre eux était portée aussi loin qu'elle a jamais pu l'être entre les chefs de deux si grands empires.

Relativement à la négociation qui allait s'ouvrir, Napoléon proposait à Alexandre, ou d'y prendre une part directe par l'envoi de plénipotentiaires, ou d'y être compris comme allié de la France. Le choix lui en était formellement offert ; c'est le dernier de ces deux partis qu'il adopta. La Russie ne se borna pas à l'énonciation verbale de ses inquiétudes sur les chances d'un rétablissement de la Pologne ; elle le consigna dans une note remise par M. de Romanzof au duc de Vicence. Le ministre russe représentait que les troupes du duché de Varsovie ne se considéraient pas du tout comme des troupes saxonnes : « Elles se qualifiaient, disait-il, de Polonais ; elles font des proclamations au nom de la patrie. L'idée de rétablir la Pologne germe dans leur tête ; elle n'y repose pas comme un vœu secret, elle se préche comme une croisade ; mais cette idée ne peut, dans l'imagination même, chercher son accomplissement que dans la supposition que l'on parviendrait à désunir les deux empereurs..... » M. de Romanzof rappelait qu'à l'ouverture de la campagne il avait déjà été question de s'entendre sur le sort de la Galicie, dans l'hypothèse que les armées des alliés viussent à l'arracher à l'Autriche, et il proposait d'entrer en arrangement sur ce point, l'empereur son maître étant convaincu « qu'une pareille convention, une fois arrêtée entre les deux monarques, ferait seule évanouir cette foule d'entraves qui allaient se présenter sur la route de l'alliance. » La question est posée ; il s'agit d'arriver à une convention ayant pour objet d'empêcher la Pologne de renaitre. Quel que temps après, l'empereur Alexandre lui-même fit entendre le même vœu dans une lettre à Napo-

lant les instructions qui lui défendaient de passer la Vistule.

⁴ Lettre portée à Pétersbourg, quelques jours plus tard, par M. de Gorgoli.

⁵ Lettre du duc de Vicence, du 27 juillet.

⁶ Czernichev était arrivé à Pétersbourg dans la nuit du 25 au 24 juillet ; Alexandre écrivit aussitôt au duc de Vicence : « Je vous fais bien mes compliments, général,

¹ Lettre à M. de Champagny, 10 juillet.

² Le général Sokolniki avait pris Sendomirz, mais, faute de munitions, il fut contraint de l'évacuer, tandis qu'à peu de distance de là, sur le San, se trouvaient deux divisions russes fortes de 24,000 hommes qui restèrent immobiles.

³ C'était l'intention de l'empereur Alexandre. Le prince Galitzin le prouva au prince Poniatowski, en lui mon-

l'éon. » Mes intérêts, lui écrivait-il ¹, sont dans les
 « mains de Votre Majesté. J'aime à placer ma con-
 « fiance entière dans son amitié pour moi. Elle peut
 « m'en donner un gage certain en se rappelant ce
 « que je lui ai bien souvent répété, à Tilsitt et à
 « Erfurt, sur les intérêts de la Russie par rapport
 « aux affaires de la ci-devant Pologne, et ce que
 « j'ai chargé depuis son ambassadeur de lui expri-
 « mer... Mon plus grand désir est que tout ce qui
 « peut nuire à l'alliance soit écarté, afin qu'elle
 « puisse se consolider de plus en plus... » Napoléon
 d'abord aurait bien voulu éviter de prendre des
 engagements trop rigoureux. Il avait dit à M. de
 Gergoli, au moment où cet officier partait avec ses
 dépêches pour Pétersbourg : « La Pologne va don-
 « ner lieu à quelques contestations; mais le monde
 « est assez grand pour que nous puissions nous
 « arranger. » Lorsque M. de Gergoli rapporta ce
 propos à Alexandre, celui-ci répondit sur-le-champ :
 « S'il s'agit du rétablissement de la Pologne, l'em-
 « pereur Napoléon se trompe; dans ce cas-là, pour
 « nous arranger le monde n'est pas assez grand,
 « car pour moi je ne veux rien. » En cette circon-
 stance, l'empereur Alexandre n'eût-il pas obéi à un
 calcul de cabinet, eût-il dû se conduire de la même
 manière par ménagement pour l'effervescence de
 l'opinion russe, qui se manifestait avec un éclat
 extraordinaire. « Il vaudrait cent fois mieux mou-
 « rir les armées à la main, disait-on, que de souffrir
 « la réunion de la Galicie au duché. » On parlait
 hautement d'assassiner Alexandre si, toujours en-
 sorcelé par Napoléon, il était capable de consentir
 à une pareille infamie. Alexandre connaissait tous
 ces propos, et n'en était nullement ébranlé. Napo-
 léon lui-même, qui appréciait les embarras de ce
 prince, aurait bien voulu en tenir compte. Cepen-
 dant il lui faisait représenter que, la Galicie s'étant
 déclarée pour la France, l'honneur de la France
 serait compromis si elle abandonnait au ressentiment
 des Autrichiens une population qui s'était
 dévouée à sa cause. Dans le cas où on obtiendrait
 la Galicie entière, on en donnerait quatre cin-
 quièmes au duché et un cinquième à la Russie. Si
 la Russie et la France étaient voisins, on ferait un

partage égal. Aujourd'hui, Napoléon ne s'approprie
 rien; il donne à la Saxe, qui un jour peut changer
 de politique et s'unir à la Russie. Ce que la Russie
 acquiert, elle se l'incorpore, elle en reçoit une
 augmentation réelle, assurée et durable. « Du reste,
 « toutes les mesures propres à tranquilliser la Russie
 « sur l'agrandissement du duché seraient prises. La
 « France garantirait à la Russie ses nouvelles pos-
 « sessions. Enfin la dénomination de Pologne et de
 « Polonais serait écartée. » Ces dernières proposi-
 tions convenaient fort à la Russie, qui les avait for-
 mellement réclamées; mais elle ne tombait pas d'ac-
 cord sur le mode de partage indiqué par l'Empereur.
 « Si l'on doit enlever la Galicie à l'Autriche, disait
 « l'empereur Alexandre, qu'on la donne à un do-
 « tes archiducs; je ne m'y oppose pas. Si on veut
 « faire un partage entre moi et le duché, il faut
 « qu'il ait la petite portion et moi la grande. »
 Cette prétention n'était pas difficile à combattre.
 Le duc de Vicence répliquait naturellement que la
 petite portion donnée à la Russie serait tou-
 jours un immense avantage, tandis que le duché,
 quelle que fut la portion dont on le dotait, ne for-
 merait jamais qu'un État faible, qui, en aucun cas,
 ne serait redoutable. Dans la moindre concession à
 faire au duché, l'empereur Alexandre voyait une
 arrière-pensée de Pologne, et il ne le dissimulait
 pas à l'ambassadeur. « Ces Polonais, lui disait-il,
 « ne seront jamais pour vous ce qu'est la Russie.
 « Tot ou tard ce seront des ingrats. Déjà ils disent
 « qu'ils se moqueront du code Napoléon, dès qu'ils
 « auront une armée de cent mille hommes. Le bien
 « de l'humanité veut que nous nous entendions sur
 « tout cela et sans délai... Il me tarde, plus que
 « vous ne pensez, que nous n'ayons plus aucun sujet
 « de discussion. Je voudrais aller à Paris le plus tôt
 « possible. » En se montrant, de son côté, si jaloux
 de se mettre en tout d'accord avec Napoléon, il s'é-
 tonnait qu'il n'eût pas été fait une réponse à la note
 de M. de Romantzof. Ces pourparlers entre la Russie
 et la France avaient lieu dans le cours du mois
 d'août et au commencement de septembre, c'est-à-
 dire, pendant la durée du congrès d'Alten-
 bourg.

¹ sur vos brillants succès. J'ai reçu une très-aimable
 lettre de l'Empereur. Demain, venez dîner chez moi.
 En attendant, je vous salue. » On voit par ce billet sur

quel pied étaient établis les rapports de l'empereur de
 Russie avec l'ambassadeur de France.

² Le 21 août.

CHAPITRE XVI.

Négociations pour la paix entre l'Autriche et la France. — Réunion des plénipotentiaires à Allenbourg. — Conférences des plénipotentiaires. — Motif des exigences de Napoléon. — Offre de tout restituer à l'Autriche, si la couronne passait au grand-duc de Wurtemberg. — Penchant de l'empereur François à une abdication. — Adoucissement des demandes de la France. — Dispositions favorables de la France pour l'hypothèse d'une abdication. — Correspondance entre les deux empereurs. — Ultimatum de Napoléon. — Tentative d'assassinat contre Napoléon. — Sang-froid de l'assassin. — Signature de la paix. — Destruction des fortifications de Vienne. — Cession par l'Autriche d'une population de trois millions et demi d'habitants. — Articles secrets joints au traité de Vienne. — Distribution de récompenses à l'armée française. — Projet d'un ordre des Trois-Troisies d'or. — Discussion à propos de la Galicie, entre Napoléon et Alexandre. — Mécoulement d'Alexandre sur les conditions de la paix de Vienne. — Désir de Napoléon de donner à la Russie toutes les sûretés convenables. — Débats sur les noms de Pologne et de Polonnie. — Bases d'une convention à conclure entre la France et la Russie. — Conclusion de la paix entre la Russie et la Suède. — Complément du système continental.

« Aucune négociation, dit M. Schœll, dans son *Histoire des Traités*, n'est moins connue que celle qui précéda la paix de Schoenbrunn. » Jusqu'à ce jour, au effet, malgré le haut intérêt qui s'y attache, il n'a été publié sur cette négociation que des détails insignifiants ou peu exacts, lorsqu'ils ne sont pas entièrement faux. Nous allons en exposer, aussi brièvement que possible, la marche et les difficultés, le progrès et le dénouement.

Les plénipotentiaires étaient, du côté de la France, le ministre des affaires étrangères, M. de Champagny; du côté de l'Autriche, le comte de Metternich et le général comte de Nugent. Avant leur réunion, quelques explications avaient eu lieu entre les deux cabinets. Le 22 juillet, une note de M. de Champagny au comte de Stadion, ministre des affaires étrangères d'Autriche, avait posé trois conditions préliminaires :

- 1^o La suppression de la landwehr;
- 2^o La réduction de l'armée de ligne à la moitié de ses cadres actuels;
- 3^o L'expulsion du service de l'Autriche de tous les Français, soit de l'ancienne France, soit des pays qui depuis ont été réunis, ces hommes s'étant métrés de tout temps les plus enclins à semer la division entre les deux États.

Quant aux autres conditions, soit que l'on voulait adopter la base de *l'uti possidetis*, soit que l'on préférât un système de compensation, l'Empereur en agissait avec la même modération qu'il avait montrée à la paix de Presbourg.

Une réponse, qui ne contenait rien de précis sur

l'attitude militaire que voulait conserver l'Autriche, avait amené une seconde note du ministre français sur la nécessité de réparer, dans un traité prochain, par une fixation nette de l'état militaire de cette puissance, l'omission des trois traités de Campo-Formio, Lunéville et Presbourg, de manière à donner enfin, à cette quatrième paix, un caractère de stabilité qui permit de croire à une longue durée. La seconde réponse du cabinet autrichien n'avait pas été plus explicite que la première, mais elle annonçait que les plénipotentiaires autrichiens partiraient, le 13, pour Allenbourg. M. de Champagny s'y était rendu de son côté. Les conférences s'ouvrirent le 17.

Les premières séances furent en grande partie consacrées à des plaintes sur l'exagération des contributions imposées aux provinces autrichiennes, plaintes que le plénipotentiaire français ne manqua pas d'écarter comme un objet étranger à la négociation, et sur lequel il n'avait aucun ordre de l'Empereur. Quant aux propositions préliminaires de la France, les plénipotentiaires autrichiens répondirent sur le premier et le deuxième article, quo la réduction de l'armée entraînait dans les vœux de leur souverain; ils voulaient, relativement à l'article 3, des distinctions entre les hommes qui devaient être considérés comme étant toujours Français, et ceux qui avaient cessé de l'être. À l'égard de la base de *l'uti possidetis*, ils engageaient le plénipotentiaire de Napoléon à développer son idée tout entière, afin de les mettre en état d'établir une juste évaluation entre les pertes à supporter,

les risques à courir et les avantages du rétablissement immédiat de la paix. Que fallait-il entendre par cette base d'*uti possidetis*, présentée ainsi d'une manière générale? Les Autrichiens prétendaient que l'on ne peut considérer comme provinces conquises¹ des provinces occupées militairement, tant qu'il n'existe aucune renonciation de la part du premier possesseur. Le plénipotentiaire français était loin d'admettre cette définition. Selon lui, la conquête était le résultat de l'occupation militaire, et n'avait nullement besoin d'être consacrée par des transactions diplomatiques. La conquête seule conférait tous les droits de la souveraineté, et par conséquent le droit de garder les pays conquis, ou d'en faire la cession et l'échange : c'était aux Autrichiens de voir quelles provinces ils entendaient conserver, quelles provinces ils voulaient céder. L'Empereur pourrait entrer en accord, moyennant de justes compensations.

A ces pourparlers se mêlaient sans cesse, de la part des Autrichiens, de vives remontrances sur les procédés violents des Français envers le pays ; de la part du négociateur français, des reproches non moins vifs sur les entraves apportées par le gouvernement autrichien à l'action de l'autorité française dans les provinces occupées, entraves qui forceraient l'empereur Napoléon d'en faire prendre possession² au nom de la France, d'y abolir les droits féodaux, d'y introduire son code civil, et surtout d'y annuler le papier-monnaie dont les planches étaient encore entre les mains de l'empereur d'Autriche. A l'appui de cette menace ; le plénipotentiaire français alléguait que l'expérience de trois guerres, toutes commentées par l'empereur Français, avait appris à la France ce qu'elle devait attendre de lui ; qu'elle ne pouvait renoncer à la position avantageuse où elle se trouvait, sans avoir la certitude de n'être pas contrainte de livrer de nouveaux combats pour revenir au même point. Sans cela, mieux vaudrait y rester.

Des instructions très-détaillées de l'Empereur chargèrent M. de Champagny d'insister fortement sur l'intention où il était, si les négociations d'Altenbourg restaient sans issue, de prendre, à l'égard de la maison d'Autriche, les mesures les plus rigoureuses, et notamment de *séparer ses trois couronnes*. Comme il prévoyait que l'on chercherait, dans la négociation, des moyens de jeter des semences de soupçons entre l'empereur Alexandre et lui, il avertissait son ministre de se tenir sur ses gardes. « Remarques bien qu'on vous parlera beaucoup de

« la Galicie, pour savoir ce que nous voulons faire » de cette province. » Il recommandait de faire rédiger un protocole des conférences, pour qu'on ne prêtât point à son négociateur un langage qu'il n'aurait pas tenu, et, à ce propos, il rappelait la mau-
vaise foi avec laquelle l'Autriche avait annoncé dans son manifeste que nous lui avions proposé le partage de l'empire ottoman, ce qui³ n'était pas vrai.

Les plénipotentiaires autrichiens persistaient à presser le négociateur français de prendre l'initiative des propositions, celui-ci, sans s'écarter de la base de l'*uti possidetis*, demandait d'abord la province de Salzbourg et la Haute-Autriche, jusqu'au Thalweg de l'Enns, l'intention de l'Empereur étant de donner ces pays à la Bavière. Cette déclaration partielle ne convint pas encore aux Autrichiens. Les conditions de la paix ne pouvant, à leur avis, être bien jugées que dans leur ensemble, ils désiraient connaître dans toute leur plénitude les vues de l'empereur Napoléon. Du reste, à la base du *uti possidetis*, ils opposaient la base également générale du *status quo ante bellum*. Cette dernière était facilement repoussée comme dérisoire. On part du point où l'on est ; on ne part pas du point où l'on a été.

Relativement aux frontières du côté de l'Italie⁴, les cessions à faire par l'Autriche devaient comprendre la Carinthie, la Carniole et les pays situés au midi d'une ligne qui, de la Carole, suivrait le cours de la Save jusqu'à la Borne.

Enfin, du côté de la Saxo, l'Autriche céderait quelques districts de Bohême, comme les cercles de Leutmeritz, de Saatz et d'Ellenbogen, à l'exception de la forteresse de Theresienstadt.

M. de Champagny ajoutait qu'à l'égard des pays occupés par l'armée russe et les troupes du duc de Varsovie, on pourrait traiter séparément ; il annonçait d'ailleurs qu'il n'était pas question du rétablissement de la Pologne.

Des demandes aussi étendues équivalaient, selon les ministres autrichiens, à la destruction de la monarchie. Afin de faire de leur côté un pas en avant, ils offrirent la cession de la principauté de Salzbourg et de Berchtoldsgaden, et celle d'une partie de la Galicie. Une autre portion de la Galicie pourrait être cédée en échange du Vorarlberg et du Tyrol, que l'on désirait recouvrer, à cause de l'attachement de ces pays à la maison d'Autriche. Cette puissance ayant aussi à cœur de conserver l'Istrie vénitienne entièrement enclavée dans ses États, c'était pareillement dans la Galicie qu'elle en proposait la compensation. Les plénipotentiaires au-

¹ Protocole de la quatrième séance.

² Lettre de l'Empereur à M. de Champagny, en date du 19 août.

³ Même lettre de l'Empereur, en date du 19 août.

⁴ Protocole de la deuxième séance.

trichiens suivent précisément la marche que Napoléon a prévue. C'est dans la Galicie qu'ils se montrent prêts à faire leurs cessions principales, parce que c'est là que la destination à donner au territoire cédé peut amener des débats entre Napoléon et Alexandre.

« Tandis que douze à treize séances des plénipotentiaires ne produisaient ainsi que de très-insignifiants résultats, l'empereur Napoléon avait cherché à donner aux esprits une impulsion plus vive, en jetant, à travers la négociation, des idées nouvelles, et en articulant avec netteté ses intentions véritables. C'est dans sa correspondance avec son ministre que sa politique éclate sans aucun voile. Cette correspondance explique la dureté des conditions qu'il propose. Le principe de sa rigueur est dans la faiblesse de l'empereur François; il l'a dit à un aide de camp de ce prince, et il raconte cette conversation à son ministre; en voici quelques traits : « S'il y avait un empereur ¹ à la bonne foi duquel je pusse me fier, comme le grand-duc de Wurtzbourg ou l'archiduc Charles, je rendrais toute la monarchie autrichienne, et n'en retrancherais rien... Je veux avoir affaire à un homme qui ait assez de reconnaissance pour me laisser tranquille ma vie durant. Les lions et les éléphants ont souvent, dit-on, montré des preuves frappantes de ce sentiment sur leurs cœurs, il n'y a que votre maître qui n'en soit pas susceptible. » L'aide de camp de l'empereur d'Autriche ayant répondu à cette sortie, en exprimant le désir d'une alliance, Napoléon lui avait répliqué qu'ils étaient, l'empereur François et lui, deux *taureaux qui coulaient coucher avec l'Italie et la Germanie*; qu'ainsi l'alliance était difficile, et que l'empereur François ne l'avait jamais voulue. Napoléon terminait sa lettre à son ministre, en lui disant qu'il exigeait, de la part de l'Autriche, non les neuf ou dix millions d'âmes qu'emportait la base de l'*uti possidetis*, mais un sacrifice à peu près pareil à celui qu'elle avait fait par la paix de Presbourg, la position de la France étant maintenant bien meilleure qu'en 1806.

L'un des points que l'empereur Napoléon recommandait le plus à son plénipotentiaire, c'était la régularisation de la frontière du royaume d'Italie, pour lier la Dalmatie à ce royaume. « Faites comprendre ² à M. de Metternich que cet intérêt est pour nous le premier; que nous n'en avons aucun sur la Baltique, aucun en Pologne, mais que nous avons l'*ambition de la Méditerranée*; que l'assertion du manifeste autrichien qui nous accuse de vouloir partager l'empire ottoman est

« une imposture; qu'il n'y a aucune puissance qui ait autant à cœur que nous de le défendre. » Les communications données aux plénipotentiaires autrichiens en conséquence de ces ordres de Napoléon, amenèrent quelques concessions nouvelles de leur part; mais que sont de vaines controverses sur la cession de quelques lieues carrées de plus ou de moins, en comparaison de l'audacieuse pensée qui allait jusqu'à déplacer la couronne et à la porter sur une autre tête, toujours dans la même famille, en assurant par là l'intégrité de la monarchie autrichienne? Ce ne fut pas chez l'empereur Napoléon une pensée fugitive et sans consistance; il y revint plusieurs fois, et notamment dans une lettre du 13 septembre, où il rendait compte à son ministre des particularités d'une de ses conversations avec l'aide de camp de l'empereur François, M. de Bubna, particularités dont quelques-unes sont assez gaies, comme lorsqu'il dit que M. de Bellegarde *ne voit pas clair*, que le prince de Lichtenstein est *une tête d'alouette*, mais qui deviennent très-graves quand il ajoute : « Je ne désire rien de l'Autriche; » la Galicie est hors ma position; Trieste n'est bon que pour être détruit, puisque j'ai Venise; il m'est indifférent que la Bavière ait un million de population de plus ou de moins; mon véritable intérêt, c'est de séparer les trois couronnes ou de faire une alliance intime avec la maison régnante. La séparation des trois couronnes n'est proposable qu'en se battant encore; l'intime alliance avec l'empereur actuel est difficile, parce qu'il ne peut plus m'inspirer une confiance entière; j'ai dit au prince de Lichtenstein : *Que l'empereur cède le trône au grand-duc de Wurtzbourg; je restitue tout à l'Autriche sans rien exiger*. M. de Bubna m'a arrêté là, en me disant que l'empereur n'était pas éloigné de faire ce sacrifice. Je lui ai répondu que *je l'accepterais*; que la base mise en avant aux négociations d'Altenbourg n'était pas de rigueur.... Insistez à M. de Metternich que si l'empereur François voulait céder le trône au grand-duc de Wurtzbourg par une raison quelconque (on dit qu'il en est dégoûté), je laisserais entière la monarchie.

Pour accélérer la marche des négociations qui languissaient à Altenbourg, Napoléon, en réponse à une lettre de l'empereur d'Autriche, réduisit singulièrement ses demandes, et les énonça en termes très-précis. Il consentait à faire la paix moyennant une cession sur la frontière de l'Inn et de l'Italie, équivalant à un million six cent mille âmes, et la cession de moins de moitié de la Galicie au roi de

¹ Lettre de Napoléon à M. de Champagny, en date du 7 septembre.

² Lettre du 13 septembre.

Saxe et au cabinet de Pétersbourg. Il avait soin de faire observer que, dans ce sacrifice de trois millions et quelques centaines de mille âmes, il ne se réservait à lui-même que ce qui était nécessaire pour lier la Dalmatie à ses autres États italiens. C'était un besoin pour lui d'empêcher qu'il se fit rien à Constantinople contre l'intérêt de ses peuples, et dans l'état de faiblesse de sa marine, faiblesse qui résultait de ses quatre guerres contre l'Autriche, il n'avait pas d'autre moyen d'influer sur l'équilibre dans la Méditerranée. Cette lettre se terminait par une offre d'alliance. « Une fois la paix » rétablie entre nous, poursuivait Napoléon, il ne » tiendra qu'à Votre Majesté de resserrer les liens » entre nos deux États. Ce résultat aurait déjà pu » être obtenu après la paix de Lunéville, ce qui » aurait épargné à mes sujets bien des malheurs, » et à vous, monsieur mon frère, bien des mauvais » moments; mais les manèges de ces politiques, » qui feignent sans cesse des craintes pour l'ave- » nir, afin de ménager la tyrannie et le monopole » présent du gouvernement anglais, ont toujours » triomphé à la cour de Votre Majesté. Veuillez le » bon génie du continent que ce soit pour la der- » nière fois! »

Malgré l'importante réduction des demandes françaises, l'empereur d'Autriche ne manqua pas de se récrier sur des cessions qui, selon lui, laisseraient sa monarchie sans frontières et ses États sans débouchés. A l'égard de l'alliance, il montrait un empressément qui pouvait très-bien être sincère. Cependant, disait M. de Metternich, l'idée de céder la couronne ne répugnait point à ce prince, pourvu que la monarchie autrichienne restât indépendante. Mais en quoi cette indépendance devait-elle consister? Ne faudra-t-il pas que l'Autriche entre dans la confédération du Rhin? La réponse de Napoléon sur ce point, contenue dans une lettre à M. de Champagny, fut franche et prompte. « Si » l'empereur abdique en faveur du grand-duc de » Wurtzbourg, je laisserai le pays tel qu'il est, » avec son indépendance actuelle, et je ferai avec » lui une alliance qui nous mettra à même de finir » les affaires du continent. Comme j'ai confiance » dans le caractère et le bon esprit du grand-duc, » je regarderai le repos du monde comme assuré » par cet événement. Vous direz que j'ai foi dans » la moralité de l'empereur, mais qu'il est toujours » de l'opinion du dernier qui lui parle, et que les » hommes qui continueront à exercer de l'influence » sur lui seront Bahlaczi et Stadion... *Il est certain » que cette manière de s'arranger me conviendrait » assez.* Si elle ne peut pas avoir lieu, il est toujours » hon d'en parler, comme preuve du peu d'intérêt » que nous avons à affaiblir la monarchie. »

Nous n'affirmerions pas que Napoléon, s'il eût été pris au mot par l'empereur François, fût lui-même résolu à restituer la totalité des possessions autrichiennes; mais ce qui nous paraît démontré, c'est que cette restitution eût été pour lui un excellent calcul. Chacun des grands sacrifices exigés de cette puissance à la fin d'une guerre, a toujours renfermé le germe d'une guerre nouvelle. Condamnée à des pertes considérables en 1797, elle avait recommencé la guerre en 1799; pour recouvrer des pertes de Campo-Formio; elle l'avait recommencée en 1805, pour recouvrer celle de Lunéville; en 1806, pour recouvrer celles de Presbourg; elle la recommencera en 1813, pour recouvrer celles de Vienne. Avec un autre prince que l'empereur François, avec un prince qui, après la guerre de 1809, eût reçu, de la main du vainqueur, la monarchie autrichienne, telle qu'elle était avant cette guerre, Napoléon n'eût pas eu probablement de défiance à craindre. La guerre de Russie, en 1812, s'il eût fallu la faire, se fût faite autrement, et eût produit d'autres résultats. C'est un malheur pour Napoléon, pour la France, pour l'humanité peut-être, qu'il n'ait pas insisté sur une abdication pour laquelle l'empereur François ne montrait pas un éloignement bien difficile à vaincre.

La correspondance directe entre les deux souverains, les voyages fréquents du prince de Lichtenstein et de M. de Bubna à Vienne, leurs fréquentes communications avec M. de Bassano, et même avec l'Empereur, avaient ôté aux négociations d'Altenbourg une grande partie de leur importance. Dirigés par le comte de Stadion, qui avait les yeux fixés sur l'expédition anglaise dans l'île de Walcheren, les plénipotentiaires autrichiens disputaient le terrain pied à pied, et, sur chacune des prétentions françaises, ils avaient besoin d'ordres nouveaux. Au milieu de ce débat sans progrès, M. de Metternich ayant cru devoir se rendre à Dotis auprès de l'empereur François, pour obtenir une plus grande latitude de pouvoirs, M. de Champagny fut, de son côté, rappelé par Napoléon. Le siège de la négociation se trouva ainsi transporté d'Altenbourg à Vienne, et le nouveau plénipotentiaire autrichien fut le prince Jean de Lichtenstein, intermédiaire de la correspondance des deux empereurs, auquel M. de Bubna fut adjoint comme conseil.

Le 30 septembre, l'empereur Napoléon, après le spectacle qui avait eu lieu au théâtre de Schenbrunn, fit appeler ces deux plénipotentiaires, les informa de quelques réductions nouvelles auxquelles il venait de se décider, et il fut convenu que M. de Bubna partirait sur-le-champ pour Dotis, d'où il reviendrait sous quarante-huit heures. A

dater de ce moment, le prince de Lichtenstein eut chaque jour, soit avec M. le duc de Bassano, soit avec M. de Champagny, des conférences qui ne furent plus stériles. Les prétentions des deux parties se rapprochèrent graduellement. Napoléon déclara, le 6 octobre, son *ultimatum*, en faisant encore une concession importante; il consentait que les mines de Wiliska, dont il avait jusqu'alors réclaté la possession entière pour le roi de Saxe, duc de Varsovie, appartenissent en commun à ce prince et à l'empereur d'Autriche. Ce dernier acte de concédence était présenté comme un témoignage d'égard particulier pour le plénipotentiaire autrichien; mais en même temps Napoléon exigeait une détermination immédiate. « Je vais aujourd'hui », écrivait-il ¹ à son ministre, jusqu'aux frontières de Styrie, pour voir le pays et le débouché des montagnes. A mon retour, je veux avoir un résultat. *Voulant faire ma campagne avant l'hiver*, je ne puis pas attendre plus longtemps. »

Toutes les difficultés sérieuses furent effectivement bientôt aplanies, et, le 10 octobre, les discussions relatives à des cessions de territoire étaient arrivées à leur terme. Il ne restait plus de dissentiment que sur la quotité de la contribution de guerre. Napoléon demandait cent millions de francs; l'Autriche n'en offrait que cinquante. Ce n'est pas une question d'argent qui, dans aucun cas, eût empêché la signature de la paix; mais elle pouvait la retarder quelques jours de plus. Un incident inattendu vint faire abréger les lenteurs et accélérer la conclusion.

Les revues de l'Empereur attiraient tous les jours à Schönbrunn un grand nombre de spectateurs. Le 15 octobre, tandis qu'il passait devant le front des troupes, un jeune homme cherchait à s'approcher de lui comme pour lui présenter une pétition. Malgré les efforts des aides de camp pour tenir le public à quelques pas de distance, ce jeune homme s'obstinant à sortir de la foule, le général Rapp, frappé de sa persistance, le saisit pour l'éloigner; mais, en même temps, il sentit sous son vêtement une arme qui lui révéla un assassin. Il le fit arrêter sur-le-champ. L'empereur Napoléon étant rentré dans ses appartements, interrogea le jeune fanatique dont les aveux furent aussi précis que sin-

cères. Après diverses questions auxquelles il répondit avec beaucoup de sang-froid, l'Empereur lui dit : « Pourquoi vouliez-vous m'assassiner ? — Parce qu'il n'y aura jamais de paix pour l'Allemagne tant que vous serez au monde. — Croyez-vous que le ciel approuve l'assassinat ? — Je suis dans le doute, mais j'espère qu'il m'absoudrait en faveur du grand service que j'aurais rendu à mon pays. — Si je vous pardonnais, que feriez-vous ? — Je vous assassinerai encore. » Le contraste du calme de ce jeune homme, de la douceur de sa physionomie et de sa voix, avec la froide atrocité de ses paroles, attestait, de sa part, l'action d'une conscience égarée, mais une action de conscience. Déjà plusieurs fois on avait offert au gouvernement autrichien de le débarrasser de l'empereur des Français, et le prince de Lichtenstein en avait informé M. de Champagny. On avait fait peu d'attention à ces confidences, car en ce genre le meurtrier dangereux n'est pas celui qui cherche à trafiquer du crime; le meurtrier vraiment à craindre est celui qui obéit à un fanatisme quelconque, soit à un fanatisme religieux, soit à un fanatisme politique. Staps était le Jacques Clément, le Ravailiac de la liberté de l'Allemagne. Quoique Napoléon ne fût pas plus accessible à la peur d'un coup de poignard qu'à celle d'un boulet sur le champ de bataille, il y avait dans la barbare ingénuité de cet étrange assassin une grande révélation ² sur l'esprit hostile et l'exaltation d'une partie de la population allemande. L'Empereur en fut vivement frappé; il devait l'être. La paix ne tenait qu'à une dissidence de chiffre sur la contribution de guerre. Pour trancher le différend de cent millions, il réduisit sa demande à soixante-quinze. Le jour même, M. de Champagny ayant appelé les plénipotentiaires autrichiens à une nouvelle conférence, et insistant d'abord sur sa prétention première, ceux-ci allèrent jusqu'à l'offre de quatre-vingt-cinq millions qui fut acceptée. Dès le 10 octobre, le ministre français leur avait communiqué, relativement aux autres articles, une ébauche de rédaction sur laquelle on était à peu près d'accord. Dans cette séance on y mit la dernière main, et, le 14, la paix fut signée. Napoléon la ratifia aussitôt. Le 17, il partit pour Munich, se

¹ Lettre du 6 octobre à M. de Champagny, en lui envoyant une nouvelle note qu'il le chargeait de remettre au prince de Lichtenstein.

² Dans la préface du second volume de mon ouvrage sur les proscriptions, j'ai publié le texte de la lettre curieuse que Staps écrivit à ses parents au moment de son départ d'Erfurt pour aller en Autriche accomplir son coupable dessein. Cette lettre fut interceptée par le bureau français de décambrément à Erfurt. Après l'évacuation

de la Prusse en 1808, l'administration française avait transporté dans cette ville le bureau établi à Berlin pendant l'occupation militaire. Toute l'Allemagne eût dû soupçonner l'existence d'un bureau de ce genre à Berlin d'abord, et à Erfurt plus tard. Il semble que personne ne s'en doutât, tant il circulait par cette voie de naïvetés étranges et d'indiscrétions qui, chaque jour, saisies au passage, étaient portées par extrait à la connaissance de l'Empereur.

proposant d'y attendre la ratification de l'empereur d'Autriche, sur laquelle il était permis d'avoir quelque incertitude. La cour de ce prince se partageait en deux factions contraires. C'était du comte Stadion, ministre des affaires étrangères, que les plénipotentiaires d'Altenbourg avaient reçu leurs très-peu conciliantes instructions, tandis que le prince de Lichtenstein et M. de Bubna, fréquemment envoyés à Vienne, avaient eu, soit avec M. le duc de Bassano, soit avec l'Empereur même, des conversations dont ils rendaient un compte direct à leur souverain, ce qui préparait dans cette ville un arrangement définitif; mais, comme les conditions en étaient assez rigoureuses, on pouvait craindre que le parti contraire ne les fît rejeter. Aussi, l'empereur des Français avait-il combiné toutes ses dispositions de manière à pouvoir reprendre les hostilités à l'instant où le refus de ratification viendrait à lui être notifié. A tout événement, et pour prévenir, en d'autres guerres, le risque de se voir de nouveau arrêté vingt-quatre heures devant Vienne, l'Empereur en fit sauter les fortifications ¹. Dans un temps où les Turcs ne menaçaient plus cette capitale, où les Russes ne la menaçaient pas encore, où Napoléon seul avait pu l'occuper, et l'occuper deux fois, la mesure n'avait rien qui, à l'égard des habitants, fut matériellement hostile. De la part de leur souverain, l'affranchissement d'une ébauche funeste, celle d'un siège, eût été même un bienfait pour eux; le bienfait était une mortelle injure de la part d'une main ennemie. L'ordre ne fut exécuté qu'après le départ de Napoléon; mais c'étaient là cependant d'étranges adieux. Qu'il eût adopté cette détermination le jour de sa seconde entrée à Vienne, ou même plus tard, mais avant l'armistice de Wolkersdorf, et surtout avant la signature de la paix, on eût pu ne la considérer que comme un acte de guerre ou de politique. L'adopter, la faire exécuter dans l'intervalle de la signature du traité de paix par les plénipo-

tentiaires autrichiens et de la ratification de ce traité par l'empereur leur maître, s'il y avait là de la culèbre et de la monnaie, le sentiment qui s'y montrait le plus était le dédain et le mépris. On pardonnait à l'oppression qui frappe la propriété et même les personnes. L'humiliation ne se pardonne pas. Au reste, si la pensée de Napoléon était de faire sentir à l'empereur François le danger d'une plus longue lutte contre un homme résolu désormais à s'affranchir de tout ménagement, l'intention fut remplie. Deux jours après, le 19, les ratifications de l'empereur d'Autriche arrivèrent à Vienne. M. de Champagny les porta lui-même à Munich. Napoléon, dès qu'il les eut reçues, partit pour la France. Le 27 octobre, il était à Fontainebleau.

Par la paix de Vienne, l'Autriche perdait trois millions et demi ² d'habitants. La plus grande partie des territoires cédés passa dans les mains des alliés de Napoléon. L'Inn-Viertel et le Hausruck-Viertel, ainsi que Salzburg avec Berchtesgaden, furent incorporés aux États du roi de Bavière. Sur les cessions faites en Galicie, la Russie obtenait une population de quatre cent mille âmes, et le duché de Varsovie une population de quinze cent mille environ. Le territoire renfermant quatre cent mille âmes, destiné à la Russie, devait être pris dans la partie la plus orientale de la Galicie autrichienne. Outre toute la Galicie occidentale ou Galicie nouvelle, le duché acquérait, dans la partie orientale, le cercle de Zamosc, avec la place de ce nom, et le district de Podgorze, sur la rive droite de la Vistule, pour former le rayon de Cracovie. Le roi de Wurtemberg et le grand-duc de Bade étaient aussi récompensés de leur participation à la guerre, mais par un autre moyen. Le traité de paix confirma le premier dans la possession de la principauté de Mergentheim et des autres biens de l'ordre Teutonique, dont il s'était emparé au commencement de la guerre. Ces biens ne dépendaient pas de la monarchie autrichienne, mais ils étaient possédés

¹ Du haut du château impérial, je contempnis l'action de la mine et ses redoutables effets. Les remparts, soulevés en l'air et gonflés comme des montagnes, s'ouvraient en volcan, d'où jaillissaient des masses de feu et des torrents de pierres. La marche et le progrès de cette explosion, sur une ligne extrêmement étendue, formaient le plus terrible, mais peut-être le plus magnifique des spectacles.

Les jours suivants, toute la population de Vienne vivait ces vastes ruines. Si là, comme partout, il y avait une portion de peuple, peu soignée de l'honneur national, qui se montrait satisfaite de ce que Vienne cessait d'être non place de guerre, on pouvait aussi remarquer sur le visage d'un grand nombre d'habitants l'empreinte de la douleur et d'un vif ressentiment.

On fit entendre alors une de ces plaisanteries, assez justes sur elles-mêmes, sur la forbanterie de la veille qui se dément le lendemain. On disait qu'une vieille femme, occupée à fouiller les ruines, et interrogée sur les motifs de sa sollicitude, avait répondu : « Je cherche ce pauvre archiduc Breyer, qui avait juré de s'enserrer sous les remparts. »

² Voici l'état de ces pertes :

1° Sur les États allemands.	1,127,689 hab.
2° En Galicie.	1,004,219
3° En Hongrie.	503,703

Total. 3,537,612 hab.

par un prince autrichien, en sa qualité de grand maître de l'ordre, l'archiduc Antoine. En revanche de l'acquisition importante qu'il avait faite, le roi de Wurtemberg céda, plus tard, au grand-duc de Bade, le comté de Nellenbourg. Ainsi, tous les alliés de la France recueillaient le fruit de ses victoires¹. Napoléon réunissait au royaume d'Italie quelques portions de territoire nécessaires pour les communications de ce royaume, et il ne garda pour la France que les provinces Illyriennes, dont il ne considérait même la possession que comme temporaire, se réservant d'en disposer plus tard pour un grand intérêt européen.

Au traité patent signé le 14 octobre, on avait joint, selon l'usage presque général alors, des articles secrets², qui avaient la même force et la même valeur.

Le premier article déclarait le traité patent commun à la Russie.

Par l'article 2, sans contredit le plus important de tous, l'empereur d'Autriche « s'engageait à réduire les cadres de son armée, de manière que le nombre total des troupes de toute arme et de tout genre ne s'élevât pas au-dessus de cent cinquante mille hommes pendant la durée de la guerre maritime. »

Ce prince promettait (article 3) de renvoyer de son service tous les officiers, agents politiques et civils, nés en France, en Belgique, en Piémont ou dans les États vénitiens.

Il ratifiait (article 4) tous les engagements pris par les régentes autrichiennes.

Enfin, le cinquième et dernier article réduisait à quatre-vingt-cinq millions³ les deux cents millions de francs imposés aux provinces de la monarchie occupées par les troupes françaises. Trente millions devaient être payés avant l'évacuation de Vienne; pour le reste, il serait donné des lettres de change à des époques plus ou moins prochaines.

L'esprit d'ordre que Napoléon portait dans les

affaires intérieures de la France, ne l'abandonnait point dans ses expéditions guerrières. « Je ne veux pas, écrivait-il le 7 août⁴, que l'armée ait, depuis le 1^{er} avril, coûté un sou au trésor de la France ni à la caisse de l'extraordinaire. A partir de cette date jusqu'au 1^{er} octobre, l'armée sera soldée sur les fonds de la cinquième coalition. Les fonds de la cinquième coalition se composent de tous les revenus des pays occupés en Allemagne et des contributions des pays conquis depuis la nouvelle guerre. Toutes les avances faites sur cette époque, depuis le 1^{er} avril jusqu'au 1^{er} octobre, seront restituées au trésor public. » Non content de libérer la France des charges que la guerre avait occasionnées à son début, l'empereur trouvait, dans les ressources fournies par la conquête, le moyen d'accorder de magnifiques récompenses à ses compagnons d'armes, et ces récompenses s'étendaient à tous les rangs de l'armée. Tel fut particulièrement le caractère de la distribution qui eut lieu le 13 août, fête de Napoléon. Si des décrets impériaux érigeaient des principautés avec des revenus considérables pour Berthier, Davoust et Masséna, d'autres accordaient à des services moins éclatants des titres et des dotations plus modestes. D'autres aussi assignaient, particulièrement à tous les militaires amputés, des pensions proportionnées à leurs grades. La pension du soldat amputé était de cinq cents francs. Le même jour 13 août, l'empereur ajoutait de nouveaux avantages⁵ à ceux qu'il avait déjà précédemment assurés aux enfants adoptifs de la France, élevés dans les maisons d'économie, de Saint-Denis ou autres, fondées pour cette patriotique destination. Ces actes de munificence du Napoléon sont à peu près les derniers dont la victoire ait fait les frais. Depuis ses premières campagnes en Italie, jusqu'à celle d'Allemagne en 1809, général, consul ou empereur, il avait ainsi trouvé dans la guerre l'armement et le prix de la guerre; il n'en sera plus ainsi dans

¹ Le ainst était une partie du domaine du peuple viennois pour le donner aux alliés; en quoi il faisait deux choses: il attachait à Rome des rois dont elle avait peu à craindre et beaucoup à espérer; et il en affaiblissait d'autres dont elle n'avait rien à espérer et tout à craindre. (Montesquieu.)

² Tous les ouvrages qui ont fait mention de ces articles secrets n'en ont donné jusqu'à présent que des indications très-inexactes.

³ Après avoir détruit les armées d'un prince, les Romains ruinaient ses finances par des taxes excessives ou un tribut, sous prétexte de lui faire payer les frais de la guerre. (Montesquieu.)

⁴ Lettre à M. Duro, intendant général de l'armée et des pays conquis.

⁵ J'ai rendu aujourd'hui un décret pour accorder

une dotation de 500 francs à mes enfants adoptifs, garçons et filles, et 2,000 francs aux enfants d'officiers. Prenez les mesures nécessaires pour faire toucher cette rente en leur nom, et, comme ils doivent être entretenus à mes frais jusqu'à leur majorité, vous en ferez verser le montant à la caisse d'amortissement, et on le placera sur le grand-livre pour faire, avec le temps, un bien-être à ces enfants. Lettre à M. Duro, intendant général, en date du 15 août.

On cite souvent des lettres de l'empereur de l'énergie de la pensée et de l'originalité du style. Bien de simple comme celle que nous venons de rapporter, mais l'objet en est tranchant, et on aime à voir Napoléon livré à de pareils soins à un milieu de tant de grands intérêts qui l'occupent.

ses entreprises ultérieures, et déjà même ce mode économique de guerre d'invasion a éprouvé un échec sensible en Espagne.

Parmi les recherches auxquelles se livrait l'Empereur pour inventer, en faveur de son armée, des rémunérations qui ne pussent exister nulle part ailleurs, il eut une ambitieuse pensée, qui sourit quelque temps à son imagination, et qu'il transforma en décret : ce fut la création de l'ordre des *Trois-Toisons d'or*. Les trois pays où il avait existé un ordre de la Toison d'or, se trouvant ou en sa possession ou sous sa dépendance actuelle, son amour-propre se complaisait à former, de ces trois ordres si recommandables en Europe, un ordre unique, qui éclipserait tous les emblèmes de chevalerie anciens ou nouveaux. La réflexion corrigea les écarts de l'orgueil. L'Empereur ne larda pas à comprendre quelle grave atteinte l'introduction de cet ordre nouveau porterait à la belle institution de la Légion d'honneur, et le décret relatif aux *Trois-Toisons d'or* resta sans exécution.

Dans l'élan de sa reconnaissance non-seulement pour l'armée, mais pour la France entière, Napoléon décida, par un décret daté aussi du 13 août, qu'il serait élevé, sur le terre-plein du Pont-Neuf, un obélisque en granit de Cherbourg, de cent quatre-vingts pieds de hauteur, avec l'inscription : *L'Empereur Napoléon au peuple français*. En 1803, il avait consacré à l'armée la colonne d'Austerlitz. Ces dernières mesures, et en général tous les actes de sa vie, attestent en lui un désir constant de flatter la nation française et de lui plaire. Doit-on s'étonner que, même au milieu de ses malheurs et de ses fautes, il ait trouvé tant de sympathies dans la nation et dans l'armée ?

La guerre d'Allemagne, en 1809, si ruineuse pour l'Autriche, a coûté cher aussi à l'Angleterre. Le sang anglais a été prodigué dans l'expédition de Waleheren, expédition sans fruit, conquête d'un jour et sans gloire ; mais cependant, c'est encore pour l'Angleterre qu'en définitive cette guerre a produit les plus utiles résultats. Si l'armée anglaise, après la brillante journée de Talavera, a été obligée de se retirer en Portugal, la soumission de l'Espagne n'a pu cependant être consommée par les armées

françaises, et elle l'eût été sans la guerre d'Autriche. Un autre effet de cette guerre, non moins avantageux pour le gouvernement britannique, c'est le commencement de mésintelligence¹ qu'a fait naître, entre Napoléon et Alexandre, la guerre d'abord, et ensuite la paix. Au lieu d'une coopération active, comme il l'attendait de la Russie, Napoléon n'avait vu, dans le mode de concours de cette puissance, qu'une marche équivoque et presque suspecte, dont il eût été fondé à se plaindre, si la fortune eût été moins fidèle à ses armes. D'abord, la Russie n'avait fourni qu'un corps auxiliaire peu considérable, et nous avons vu quel genre d'appui ce corps avait prêté à l'armée du duché de Varsovie. Peu de temps après, il fut question à Pétersbourg d'envoyer au prince Galitzin quatre divisions de plus, deux précédemment employées sur les côtes, et deux tirées de l'intérieur. On avait d'abord fait trop peu, c'était tout d'un coup faire trop pour inspirer une pleine confiance. Lorsque l'empereur Alexandre annonça cette intention à l'ambassadeur français, celui-ci n'hésita pas à répondre : « Ce sont » là de grandes dispositions : si ce n'est que contre » les Autrichiens, Votre Majesté leur fait trop d'hon- » neur. » Singulière situation des deux grands alliés entre eux, et qui cependant s'explique à merveille par l'extrême inquiétude que toute chance relative au rétablissement de la Pologne entretenait dans l'âme de l'empereur Alexandre et de son cabinet ! On s'obstinait à croire que les mouvements des Galiciens avaient été fomentés par des instigations françaises, ou du moins avec une connivence française, et on continuait à se plaindre que l'empereur Napoléon n'eût pas, en conséquence de la note de M. de Romanzof sur la question de la Pologne, donné des explications formelles et catégoriques, ni même aucune sorte d'explication qui se rapportât à cette grave difficulté². « Le silence » seul blesse, écrivait le duc de Vicence à M. de » Champigny ; l'empereur Alexandre, malgré ses » dehors chevaleresques, est assez politique pour » tout entendre. » Suivant cet ambassadeur, il eût mieux valu parler que se taire ; la moins défavorable des interprétations auxquelles on se livrait, c'était que l'empereur Napoléon attendait l'évène-

¹ Il est réservé, dit M. Schœll, *Histoire des Traités*, tome X, page 87, à l'historien muni de la correspondance diplomatique qui a eu lieu entre la Russie et Bonaparte depuis la paix de Schœnbrunn, de faire connaître la suite des événements qui ont retenu le lien qui unissait les deux cabinets depuis la paix de Tilsitt et l'entrevue d'Erfurt. Nous commençons ici et nous continuerons à produire cette précieuse correspondance que M. Schœll regrette, avec raison, de ne pas connaître.

tre, et dans laquelle, en effet, se développent graduellement les germes d'où sortira la guerre de 1812.

² « Moi-même, disait M. de Romanzof, plutôt que de me » consentir au rétablissement de la Pologne, je conseil- » lerais à l'empereur de tout risquer, de tout sacrifier. » On se trompe en Europe sur ce pays-ci. On croit qu'un » czar peut tout faire. Un czar doit ménager toutes les » opinions. Catherine elle-même les enjolait toutes, même » celles des vieilles femmes ; c'est elle qui me l'a dit. »

ment pour répondre, et on devisait juste. Aussitôt que les bases de la paix avaient été convenues, mais avant la signature du traité, Napoléon avait écrit à l'empereur Alexandre pour le préparer à voir sans trop d'humour les arrangements relatifs à la Galicie. « La plus grande partie du royaume, lui » disait-il ¹, ne changera point de maître, et j'ai » ménagé vos intérêts comme vous l'eussiez fait » vous-même; la prospérité et le bien-être du duché de Varsovie demandent que Votre Majesté le » voie d'un œil favorable... »

L'empereur Alexandre n'était nullement disposé à le voir ainsi, et la lettre de Napoléon ne le fit pas revenir à d'autres sentiments. Ce fut dans cette situation peu satisfaisante des esprits que parvint à Pétersbourg la communication du traité de Vienne. Le 27 octobre, aussitôt après l'arrivée du courrier qui le lui apportait, le duc de Vienne se rendit chez l'empereur. Ce prince lut le traité sans dire un seul mot, mais non sans laisser paraître des signes marqués de mécontentement. La lecture terminée, il prit sur sa table le jugement du général Gortschakof, le montra au duc de Vienne et lui en fit remarquer la date ², comme preuve de la sincérité de la Russie et de sa fidélité à l'alliance; puis, témoignant qu'il se trouvait mal récompensé d'avoir remis ses intérêts aux mains de l'empereur Napoléon, il interrompit les explications que voulait lui donner l'ambassadeur et le congédia.

Le mécontentement de l'empereur de Russie était réel; mais peut-être ce prince en exagérait-il un peu la démonstration. Une acquisition de quatre cent mille habitants en Galicie était, après tout, une assez belle récompense pour l'équivoque secours que la France avait reçu de lui. Un envoyé d'Autriche, M. de Saint-Julien, chargé de porter à Pétersbourg une lettre de son maître sur la conclusion de la paix, cherchera vainement à piquer l'orgueil russe, en insinuant que sans doute la générosité de l'empereur Alexandre, jointe à son dédain pour un si éphémère intérêt, ne lui permettrait pas de s'enrichir des dépouilles d'un prince avec lequel il n'avait eu directement aucun démêlé; le cabinet russe fermera l'oreille à ces caressantes paroles, et n'affectera point le stérile honneur du désintéressement.

De son côté Napoléon, tout en désirant accroître

la consistance du duché de Varsovie, avait vivement à cœur de ne point blesser d'une manière trop sensible l'empereur Alexandre. Ce sentiment éclata dans toute sa correspondance. Sans cesse il y répète que, dans aucun cas, il ne veut se brouiller avec la Russie; mais il veut que l'on tâche d'annuler cette puissance à ne point prendre en mauvaise part des arrangements qui, selon lui, n'ont rien d'inquiétant pour elle. Il se montre disposé à toutes les mesures propres à faire entièrement disparaître les inconvénients remarqués depuis la paix de Tilsitt. « Vous êtes autorisé, dit-il à son ambassadeur, à donner toutes les sûretés convenables. » Il indique quelques-uns des moyens que l'on pourrait adopter dans ce but. Il explique d'ailleurs l'ensemble du traité de manière à établir que la Russie n'est pas fondée à se plaindre. La France s'est principalement occupée de ses alliés, la Russie et les princes de la confédération du Rhin; elle s'est peu occupée d'elle-même. La part de la Russie est dans le rapport d'un à quatre; une population de quatre cent mille âmes, sur un territoire parfaitement à sa convenance, n'est pas un si mauvais partage. C'est la disposition seule où était l'Autriche de se défaire de la Galicie occidentale, qui a valu le gros ³ lot au roi de Saxe.

Indépendamment de ces justifications auxquelles il se livrait lui-même, Napoléon recommandait à M. de Champagny de ne rien négliger pour convaincre l'empereur Alexandre, d'une part, que la paix n'avait pas été possible à des conditions différentes, et, d'autre part, qu'on était prêt à donner à la Russie toute sécurité contre les périls éventuels qui causaient ses terreurs. En conséquence, sur ces entrefaites, ce ministre ayant reçu de M. de Romanzof une lettre qui lui annonçait la signature de la paix entre la Russie et la Suède, profita de la réponse qu'il devait à cette notification pour donner, à la déference de l'empereur Napoléon sur les desirs de la Russie, des développements très-étendus et même d'une telle nature qu'il semble douteux que Napoléon eût pu, s'ils lui eussent été soumis, en approuver dans toute sa plénitude, sinon l'esprit, du moins l'expression. Après avoir rappelé que l'empereur n'avait pu abandonner aux vengeances de l'Autriche des hommes qui s'étaient sacrifiés pour lui, M. de Champagny reproduisait les autres considérations qui avaient fait, en ce qui

¹ Lettre de Napoléon à Alexandre, en date du 10 octobre.

² Le lieutenant général prince Gortschakof avait, dans une lettre à l'archiduc Jean, lettre qui fut interceptée, exprimé le vœu de la réunion des troupes russes aux troupes autrichiennes. Un ordre du jour du ministre de la

guerre Aratscheief, en date du 29 septembre (11 octobre), avait annoncé à l'armée russe que ce général était tenu de quitter le service, qu'il ne pouvait plus être employé à l'avenir, et qu'il lui était défendu de résider dans l'une ni dans l'autre des deux capitales.

³ Expression d'une lettre de l'empereur.

concernait la Galicie, accepter les offres de cette puissance. Là elle offrait deux hommes pour un qu'il lui eût fallu donner ailleurs. C'est au roi de Saxe que la Galicie occidentale va appartenir, et « assurément les principes de ce prince ne sont « rien moins que révolutionnaires. » Au reste, tout ce qui pourra tranquilliser la Russie aura l'assentiment de l'empereur Napoléon. Il est disposé à concourir avec l'empereur Alexandre à effacer tous les anciens souvenirs. Enfin « Sa Majesté ap- » prouve que le nom de Pologne et de Polonais dis- » paraisse non-seulement de toute transaction poli- » tique, mais même de l'histoire. » Ces dernières paroles seront précieusement recueillies par l'empereur Alexandre et par son ministère. La lettre de M. de Champagny, portant la date du 20 octobre, a dû être écrite au moment où ce ministre parlait de Vienne pour rejoindre à Munich l'empereur Napoléon. Nous ignorons si l'Empereur, dans l'énergie de ses entretiens précédents, avait tenu un langage pareil, ce qui est possible, mais nous croyons que, dans ce cas même, son ministre, en rendant sa pensée, aurait dû adoucir les termes dont il pouvait avoir fait usage. C'était un art qu'avait eu M. de Talleyrand, et dont l'Empereur lui avait su gré.

Les déclarations de M. de Champagny produisirent un effet très-satisfaisant à Pétersbourg. Il s'éleva bien encore quelques plaintes au sujet d'un arrangement militaire conclu par le prince de Neuchâtel avec le gouvernement autrichien, et dans lequel se retrouvèrent les mots de *Pologne* et de *Polonais*, mais il ne fut pas très-difficile de faire comprendre que le prince de Neuchâtel, qui n'était pas dans la confidence de ce qui se passait entre les deux empereurs, s'était fort innocemment servi de cette dénomination vulgaire, dont il ignorait que l'on voulait supprimer l'emploi. On reconnaissait à Pétersbourg que la dernière lettre de M. de Champagny était bien dans l'esprit de l'alliance, et on s'occupa aussitôt à préparer les bases de la convention à conclure pour dissiper toutes les craintes de la Russie, convention demandée par l'empereur Alexandre, et à laquelle il tenait toujours invariablement¹.

Les premières bases mises en avant par la Russie étaient :

L'engagement à prendre qu'il ne serait jamais question du rétablissement de la Pologne, et le maintien de l'état actuel du partage ;

La suppression des noms de Pologne et de Polonais dans tous les actes publics et privés ;

La suppression des anciens ordres de Pologne ; L'engagement qu'aucun sujet russe ne serait reçu au service du roi de Saxe, et *vice versa* ;

La suppression de tout ce qui pourrait classer le duché de Varsovie autrement que comme une province du royaume de Saxe.

Tel fut le premier texte d'une discussion dont nous aurons à suivre plus tard les progrès, les variations et le fâcheux dénouement.

La conclusion de la paix avec la Suède, dont M. de Romanzof a donné connaissance au ministère français, avait eu lieu à Friederichsham, le 17 septembre. Napoléon, malgré ses dispositions amicales pour le nouveau roi, avait abandonné cette question à la merci de l'empereur Alexandre, en se bornant à exiger, aux termes de leurs anciennes conventions², la rupture du cabinet de Stockholm avec l'Angleterre. L'empereur de Russie demanda effectivement à ce cabinet d'adhérer au système continental, mais il se contenta d'une adhésion incomplète, portant réserve de quelques modifications qui seraient plus particulièrement stipulées dans les négociations à ouvrir entre la Suède, la France et le Danemark. En d'autres termes, l'empereur Alexandre, ayant assuré ses intérêts directs par l'acquisition de la Finlande, des îles d'Aland et d'une partie de la Westro-Bothnie, laissait à la France le rôle désagréable d'enlever à la Suède quelques avantages qu'il paraissait lui accorder. Ces avantages, mentionnés dans l'article 3 du traité, consistaient dans la faculté d'importer en Suède du sel et les denrées coloniales nécessaires aux habitants. On conçoit que, pour l'importation du sel, l'empereur des Français admettra volontiers une exception ; il n'en sera pas de même pour les denrées coloniales. Pendant l'absence de Napoléon et de M. de Champagny, les plénipotentiaires suédois qui attendaient en France leur retour, avaient eu préalablement quelques conférences avec M. d'Hauterive, l'un des principaux employés du département des affaires étrangères. A l'arrivée de l'Empereur, la négociation prit une marche plus décidée. Il fit déclarer aux plénipotentiaires suédois qu'on ne pourrait admettre les bâtiments de leur nation ni dans le Mecklenbourg ni dans la Poméranie, ni, en général, dans aucun autre port européen, si des marchandises anglaises étaient portées en Suède, même sur des bâtiments suédois. « La Suède, disait le ministère français, en- » tend-elle soumettre son pavillon à des recher- » ches, à des visites, à des taxes, véritables signes » de dépendance, véritables tributs payés par des

¹ Lettre du duc de Vicence, en date du 7 novembre.

² Lettre de M. de Champagny au duc de Vicence, en date du 16 août.

» nations soumises à une nation souveraine? Si la
» Suède reconnaissait des prétentions d'après les-
» quelles la mer appartiendrait à l'Angleterre,
» comme la Tamise, tout arrangement entre elle
» et la France serait impossible. » En conséquence
de son traité avec la Russie, Charles XIII s'em-
pressa d'ordonner qu'à partir du 15 du mois de
novembre, il serait interdit à tout vaisseau de
guerre et à tout bâtiment marchand de la Grande-
Bretagne d'entrer dans aucun port de la Suède;
mais, à Paris, les plénipotentiaires de ce prince se
débattirent pendant plusieurs mois pour obtenir
le consentement de l'Empereur aux modifications
énoncées en l'article 5 du traité de Friederichs-
ham. Sur ce point Napoléon resta inflexible, toute
concession de la nature dont il s'agissait ne pou-
vant manquer de produire de véritables abus. La
Suède fut obligée d'adopter pleinement et entière-
ment le système continental, et elle renonça à la
faculté que lui laissait son traité avec la Russie au
sujet des denrées coloniales, se réservant unique-
ment celle de recevoir le sel nécessaire à la con-
sommation du pays. Du reste, l'Empereur se mon-
tra généreux sous les autres rapports. Par le traité
qui fut signé à Paris, le 21 janvier 1810, entre les

deux gouvernements, il rendit à la Suède la Pomé-
ranie, la principauté de Rugen et leurs dépendan-
ces. Il restitua de même tous les bâtiments capturés
depuis l'avènement au trône de Charles XIII, ainsi
que les marchandises trouvées à bord de ces bâti-
ments, et qui ne provenaient ni du sol de l'Angle-
terre ni de ses colonies; il garantit à la Suède toutes
ses possessions telles qu'elles étaient reconnues par
le traité.

Le système continental se complétait par les
transactions successives du gouvernement fran-
çais. L'Autriche, qui, par la paix du 14 octobre,
avait cédé à la France Trieste, Fiume et le littoral
hongrois, se trouvait, par sa situation nouvelle,
hors d'état de contrarier en rien ce système, et
l'empereur Napoléon, en s'engageant à ne mettre
aucun empêchement au commerce d'importation
et d'exportation de cette puissance par le port de
Fiume, avait eu soin de stipuler « que cela ne pou-
» vait s'entendre ¹ des marchandises anglaises ou
» provenant du commerce anglais. » Par l'accession
de la Suède au système français, tout le continent,
moins le Portugal, était fermé à l'Angleterre.

¹ Article vu.

CHAPITRE XVII.

FRANCE ET ÉTATS-UNIS. — ANGLETERRE ET ÉTATS-UNIS. — FRANCE ET PRUSSE. — FRANCE ET DANEMARK.
— FRANCE ET HOLLANDE.

Débats entre la France et les États-Unis, au sujet du système continental. — Prétentions des États-Unis sur les Florides. — Levée de l'embargo en France sur les bâtiments américains. — Contrebande faite par les Américains au profit de l'Angleterre. — Variations de l'Angleterre envers les États-Unis. — Mécompte des Américains. — Désaveu du ministre d'Angleterre aux États-Unis par son gouvernement. — Fausse joie des États-Unis. — Rappel du ministre d'Angleterre. — Envoi d'un nouveau ministre. — Insolence du nouveau ministre d'Angleterre, M. Jackson. — Rupture de tout rapport entre les États-Unis et cet agent. — Contradictions dans la conduite du gouvernement anglais. — Langage de Napoléon sur la neutralité maritime. — Empressement de l'Empereur à révoquer ses décrets. — Nouvelles explications de l'Empereur. — Discussions entre la France et la Prusse. — Birnveillance de Napoléon pour le Danemark. — Discussions entre la France et la Hollande. — Opposition du roi Louis au système continental. — Idée de Napoléon de transplanter le roi Louis en Espagne. — Propositions d'un échange de territoire faite au roi de Hollande. — Cession du grand-duché de Berg au fils aîné de Louis. — Reproches adressés au roi Louis par l'Empereur. — Paroles sévères de Napoléon sur le roi Louis. — Invitation à ce prince de se rendre à Paris. — Jugement de Napoléon sur la position de la Hollande. — Longue lettre de Napoléon au roi. — Conditions imposées au roi par l'Empereur.

Dans le compte que nous avons précédemment rendu des ordres du conseil britannique en date du 11 novembre 1807, et du décret impérial daté de Milan le 17 décembre de la même année, nous avons fait connaître les discussions que l'exécution de ces mesures avait élevées entre la France et les États-Unis. Ces débats avaient continué en 1808 et 1809. Le continent presque tout entier étant fermé à l'Angleterre, il ne restait à cette puissance, pour y faire parvenir ses marchandises, que la voie de la fraude, et le pavillon américain en était le plus actif instrument. De là des captures fréquentes de bâtiments américains par les Français; de là des réclamations perpétuelles du ministre américain à Paris. En réponse aux plaintes de ce ministre, le gouvernement impérial ne cessait de répéter que, tous les États étant solidaires de leur souveraineté et de leur indépendance, celui qui en souffrait la violation par un gouvernement était mal fondé à prétendre qu'elles dussent être respectées par les autres.

En 1807, le ministre américain avait fait, relativement aux Florides, des insinuations qui furent assez mal accueillies par l'Empereur. Ce ministre les renouvela d'une manière plus explicite en 1808:

il demandait si, dans le cas où les Florides seraient attaquées par l'Angleterre, l'Empereur trouverait mauvais que le gouvernement fédéral envoyât des troupes pour les défendre, et si, dans l'hypothèse d'une alliance, il ne consentirait pas à intervenir auprès de l'Espagne pour faire obtenir la cession des Florides aux États-Unis. Cette fois la proposition ne fut point rejetée. Sans prendre d'engagements précis, le ministère français autorisait les Américains à compter, selon la marche qu'ils suivraient eux-mêmes, sur des concessions proportionnelles. Cette espérance satisfaisait le président Jefferson, et il persistait à exprimer la pensée que l'Empereur agirait sagement, dans l'intérêt commun des deux pays, en déclarant qu'il rapporterait ses décrets, si l'embargo américain était révoqué à l'égard de la France. Ce conseil sera suivi plus tard. Déjà les procédés de l'Empereur annonçaient des intentions marquées de rapprochement. Dans les premiers mois de 1808, il avait levé partiellement l'embargo sur un certain nombre de bâtiments américains; le 1^{er} mars, il en prononça la levée générale; mais, dans ce même moment, ce même jour 1^{er} mars, un acte du congrès ordonnait des mesures qui durent modifier l'exécution

du décret français. Cet acte du congrès déclarait les ports et havres des États-Unis fermés à tout vaisseau armé appartenant à l'Angleterre ou à la France. Il ne pouvait être importé d'aucun port, anglais ou français, ou tout autre, aucune marchandise ou denrée, produit du sol ou de l'industrie, soit de la France, soit de l'Angleterre. Cette loi supplémentaire, qui renforçait l'embargo, ayant excité un vif mécontentement dans les États du nord, le congrès, pour calmer l'irritation, eut devoir non-seulement l'annuler sur-le-champ, mais aussi révoquer l'embargo même. En conséquence, à dater du 15 mars, l'embargo fut levé pour tous les pays, hors l'Angleterre et la France. La loi de *non intercourse*, adoptée alors, permit aux bâtiments américains d'aller dans tous les ports, excepté dans ceux de la France, de l'Angleterre et de leurs colonies. L'article XI de cette loi autorisait le Président, en cas que l'Angleterre ou la France rapportât ses édits, à déclarer le fait dans une proclamation, de manière que le commerce entre cette nation et les États-Unis pût être aussitôt renouvelé. Ce fut la menace de scission faite par les cinq États du nord, formant la Nouvelle-Angleterre, qui força le congrès à ce changement subit de système. La menace était sérieuse; elle sera dans l'avenir un sujet perpétuel d'inquiétude pour le gouvernement fédéral. Au reste, si la nouvelle loi eût dû être fidèlement exécutée, ce n'est pas la France qui eût eu à en souffrir le plus de dommage; on ne pourra pas et peut-être on ne voudra pas l'exécuter. Malgré les défenses du congrès et les cautions à fournir aux termes de la loi, des expéditions se faisaient aux États-Unis, notamment pour l'Angleterre, mais avec direction ostensible sur Lisbonne, Madrid et Gothenbourg. Les bâtiments expédiés pour ces destinations fictives se faisaient prendre en mer et conduire dans les ports de la Grande-Bretagne. Comme le commerce américain se fait en partie par des capitaux anglais, quelques-uns de ces bâtiments prouvaient qu'ils étaient propriété anglaise, et ils étaient relâchés avec un procès-verbal de capture qui les dégageait en Amérique de la peine encourue; d'autres payaient en Angleterre les taxes fixées par les ordres du conseil, et allaient ensuite se jeter dans les ports du continent où ils pouvaient trouver acheteurs. Un autre moyen de fraude était pour les bâtiments américains, au sortir d'un des ports des États-Unis, de se rendre dans l'île de Madère, où ils déposaient leurs marchandises; les Anglais, de leur côté, y apportaient les leurs; il se faisait là un échange immense de produits et de denrées des deux mondes. Le même procédé se suivait à Saint-Barthélemy et dans tous les ports neutres ou soi-disant neutres. De ces points intermédiaires,

le pavillon américain allait inonder de productions anglaises les diverses contrées de l'Amérique, et il en remplissait pareillement tous les ports d'Europe où il lui était possible de pénétrer. Ainsi la loi de *non intercourse*, rendue nominellement contre l'Angleterre et la France, n'avait réellement d'efficacité que contre la France seule; l'Angleterre reportait, par la levée de l'embargo américain, la plus fructueuse des victoires. Aussi, ce cabinet perdit-il un moment vouloir mettre un terme à ses contestations avec les États-Unis. Les journaux anglais annoncèrent que, le 26 avril, les ordres relatifs à la navigation et au commerce des États-Unis avaient été annulés; qu'un nouvel ordre du conseil déterminait sous quelles conditions les Américains pouvaient commercer avec les puissances européennes, et que le commerce leur était permis spécialement, au nord, avec le Danemark, la Russie et la Suède; au midi, avec les États du sud de l'Italie et les ports d'Espagne non occupés par les troupes françaises. En réalité, cette publication des gazettes anglaises ne changea en rien l'état de choses existant, et les ordres du conseil du 11 novembre continuèrent à recevoir leur exécution; ce qui semble constater, de la part du gouvernement anglais, une velléité d'un jour, sur laquelle il était revenu le lendemain. Un grand fait confirme jusqu'à l'évidence cette versatilité du cabinet britannique. Presque dans le même temps, le ministre de ce cabinet à Washington, M. Erskine, faisait avec le gouvernement fédéral un arrangement qui rétablissait les bons rapports antérieurs entre les deux nations. Ce ministre, par une lettre du 17 avril, avait annoncé l'ordre reçu par lui d'offrir, de la part de Sa Majesté Britannique, une réparation honorable pour l'agression commise par un officier de sa marine dans l'attaque de la frégate des États-Unis la *Chesapeake*. A ce désaveu de Sa Majesté, qui, comme marque de son déplaisir, avait privé cet officier des honneurs du commandement, M. Erskine ajoutait que son gouvernement était prêt à remettre les hommes enlevés de force sur la frégate américaine et à leur donner une indemnité convenable. Le ministère américain ayant accueilli avec empressement cette ouverture de l'agent britannique, celui-ci exprima l'intention de Sa Majesté le roi d'envoyer aux États-Unis un ministre extraordinaire pour conclure un traité sur tous les points qui avaient été un sujet de discussion entre les deux États, comme aussi la résolution de Sa Majesté de rapporter, à l'égard des États-Unis, les ordres du conseil de janvier et novembre 1807, aussitôt qu'une proclamation du Président notifierait le renouvellement des relations commerciales avec l'Angleterre. Un langage aussi

précis ayant amené, du côté du gouvernement américain, la démonstration de sentiments non moins favorables à un complet rapprochement, M. Erskine se présenta comme autorisé¹ à déclarer « que » les ordres du conseil susdits seraient révoqués, » à l'égard des États-Unis, le 10 juin suivant. » En conséquence d'une déclaration aussi formelle, M. Madison, qui avait succédé² à Jefferson dans la présidence, publia, le même jour 19 avril, une proclamation portant que le 10 juin, malgré tous les actes antérieurs du congrès, le commerce avec l'Angleterre pourrait reprendre son cours. Le nouveau Président se félicitait beaucoup de ce brillant début de son administration, et il s'efforça de porter cet événement, qui flattait son orgueil, à la connaissance du congrès dans une session extraordinaire³. La confiance de M. Madison était naturelle. Comment imaginer en effet que jamais un agent officiel puisse prendre, de sa propre autorité, des engagements aussi graves, et déclarer d'une manière solennelle qu'il agit en vertu d'une autorisation dont il n'aurait pas été réellement investi? Le mécompte ici est inexplicable. C'était le 22 mai que le président Madison célébrait l'heureux dénouement des querelles des États-Unis avec le gouvernement anglais, et à la même date, à deux jours de distance, M. Erskine était désavoué, dans le parlement d'Angleterre, par le cabinet au nom duquel il avait traité. Des explications ayant été demandées, le 24 mai, au ministère sur l'accord qui paraissait avoir été conclu avec les Américains, M. Canning répondait que les termes auxquels avait accédé M. Erskine n'étaient pas garantis par ses instructions; que déjà Sa Majesté avait reçu le conseil de ne ratifier ni exécuter l'arrangement conclu sans autorisation par M. Erskine, et même en opposition directe à la teneur des instructions données à ce ministre. Dans ces assertions contradictoires, où trouver la vérité? M. Canning a beau vouloir disculper le gouvernement aux dépens de son envoyé, il a beau accuser celui-ci d'avoir mal interprété les ordres qu'il a reçus, on aura toujours beaucoup de peine à imaginer qu'un agent diplomatique ait pu, de lui-même, s'engager aussi loin, et se porter à une telle usurpation de pouvoir. Sans vouloir admettre dans le gouvernement anglais les intentions odieuses que lui ont supposées les Américains, nous regardons comme vraisemblable qu'il y a eu mobilité, variation dans les vues du cabinet; qu'après avoir momentanément

adopté un parti, on s'était ensuite décidé à un parti tout différent, et que, pour sortir d'un mauvais pas, on a sacrifié l'instrument de la pensée première dont on n'a pas voulu poursuivre l'accomplissement.

Comme il était manifeste que le gouvernement américain avait agi avec loyauté dans cette transaction, le ministère britannique comprit qu'il y aurait trop de honte à paraître lui avoir tendu un piège. En conséquence il fut publié, en date du jour même où la discussion sur cet objet avait eu lieu dans le parlement, un ordre du conseil, portant que les bâtiments américains qui partiraient des ports des États-Unis entre le 9 juin et le 9 août 1809, sur la foi de l'accord fait avec M. Erskine, pourraient, quoique cet accord fût nul, se rendre librement dans certains ports européens. Ce délai de deux mois fut abrégé ensuite, sur la réclamation de négociants anglais, qui prétendirent qu'un intervalle aussi long offrirait au commerce américain la possibilité de faire des expéditions en assez grand nombre pour causer à leur propre commerce un notable préjudice.

Cependant, aux États-Unis, la population marchande s'abandonnait à une fausse joie; partout on préparait des fêtes pour célébrer le rétablissement de l'*intercourse* avec l'Angleterre. Le ministre de France s'éloignait de Washington pour ne pas assister au triomphe des partisans de cette puissance. Tout à coup une communication équivoque de l'agent anglais vint inquiéter le gouvernement fédéral, quoique cet agent continuât d'assurer que les termes de l'arrangement qu'il avait conclu seraient fidèlement observés. Le président Madison se montra circonspect : les fêtes furent différées; mais le commerce américain, toujours aventureux, n'ajourna point ses entreprises. Sur la foi des engagements de M. Erskine, il y eut bientôt en mer deux mille bâtiments, vingt-cinq mille matelots et une valeur de cent millions de dollars. Ces expéditions téméraires ne firent que multiplier les difficultés avec l'Angleterre et la France. L'erreur ne pouvait pas être longue; le désenchantement fut douloureux pour le gouvernement fédéral : on apprit tout à la fois que M. Erskine était rappelé, et qu'un envoyé extraordinaire, M. Jackson, se rendait aux États-Unis pour y reprendre les négociations et tâcher de les conduire à un meilleur résultat. Provisoirement, M. Madison annonça, par une proclamation datée du 10 août, que, l'Angle-

¹ Le 4 mars.

² « I am authorised to declare that his majesty's orders » in councils of January and November 1807, will have » been withdrawn as respects the united states on the

» tenth day of june next. » (Lettre de M. Erskine à M. Smith, du 19 avril 1809.)

³ Extra-session.

terre ayant rejeté les engagements pris par son ministre, le commerce qui aurait pu recommencer avec ce pays, si les ordres du conseil eussent été retirés, devait être assujéti de nouveau aux divers actes par lesquels il avait déjà été suspendu.

Le choix de M. Jackson, connu peu avantageusement par le rôle¹ qu'il avait joué à Copenhague en 1807, ne parut pas aux Américains d'un bon augure pour le succès de sa mission. Ce pressentiment n'était que trop fondé. Pour justifier la conduite du cabinet de Londres, cet envoyé communiqua au secrétaire d'État américain, M. Smith, une lettre du 25 janvier, adressée par M. Canning à M. Erskine, et protesta que cette lettre contenait les seules instructions qui eussent été données à cet agent. Une pareille assertion eût difficilement trouvé créance auprès du gouvernement fédéral. En effet, M. Erskine avait, comme nous l'avons vu, fait connaître de la manière la plus catégorique qu'il était chargé d'offrir une honorable réparation pour l'insulte faite aux Américains par l'attaque de la frégate la *Chesapeake*, et dans la lettre de M. Canning, du 25 janvier, on ne lisait pas un seul mot qui se rapportât à cette importante affaire. On devait donc en conclure que M. Erskine avait eu d'autres ordres que ceux qui étaient énoncés dans cette lettre. S'il en eût été autrement, si l'on devait croire que M. Erskine se fût écrié à lui-même des pouvoirs pour traiter, tant sur l'affaire de la *Chesapeake* que sur la question de l'intercourse, il faudrait supposer, comme le faisaient observer avec justice les journaux américains, que ce ministre eût été ou un traître ou un fou, et notoirement il n'était ni l'un ni l'autre. Le plénipotentiaire Jackson ne se contenta pas d'affirmer que la lettre du 25 janvier était la seule instruction dont M. Erskine fut muni; il alla jusqu'à insinuer que le gouvernement américain n'ignorait pas cette circonstance, en sorte que, s'il avait été trompé, il avait voulu l'être. Le secrétaire d'État Smith nia formellement le fait, et déclara qu'une telle assertion était d'une *indécence intolérable*. Il semble que là eût dû s'arrêter l'outrageante insinuation de l'envoyé anglais. Celui-ci alla plus loin: il eut l'audace de la répéter une troisième fois, et par écriit, dans les termes les plus offensants. La patience américaine était épuisée; l'indignation comprimée se donna un libre cours. M. Smith notifia au plénipotentiaire Jackson qu'il n'aurait plus occasion d'insulter en face le gouvernement fédéral, que l'on ne recevrait plus

aucune communication de lui, et que l'on allait instruire, sans délai, de son injurieuse conduite le cabinet de Londres, qui enverrait, s'il le jugeait à propos, un autre ministre pour le remplacer, ou qui se préparerait à tous les événements que pourrait produire une insolence si inouïe et que rien n'avait provoquée. Il paraît que le seul but de l'envoyé Jackson était d'entendre les propositions du gouvernement fédéral sans en faire lui-même aucune. Les Américains, encore piqués d'avoir été récemment pris pour dupes, s'étaient, de leur côté, abstenus de toute initiative. De là, selon toute apparence, l'irritation de M. Jackson, qui, ne sachant pas se contenir, avait aggravé la querelle qu'il eût dû travailler à éteindre.

Quelque disposé que l'on puisse être à voir sous un jour favorable la politique d'un cabinet, c'est cependant un spectacle étrange que celui d'un gouvernement réduit, pour se justifier lui-même du reproche de mauvaise foi, à plaider, pour ainsi dire, contre ses propres envoyés, et à les accuser ou de peu de fidélité, ou de peu d'intelligence. Il est véritablement impossible de ne être pas frappé de l'incroyable contraste que présentent, en des temps si rapprochés, les deux derniers agents anglais aux États-Unis, l'un offrant une réparation honorable pour une ancienne insulte, et mettant un zèle empresté à la réconciliation des deux pays, l'autre au contraire, loin de laisser entendre un seul mot de rapprochement, se livrant tout d'abord à une insinuation blessante, puis appuyant sur l'injure, et ensuite l'aggravant jusqu'à rendre impossibles toutes communications ultérieures entre lui et le gouvernement américain. S'il n'y a pas eu là un changement brusque de système dans le cabinet, le hasard a bien mal servi le ministère anglais, en le portant à choisir, pour une mission censée la même, deux caractères si opposés, tous deux extrêmes en sens contraire.

Tandis que le cabinet britannique traitait avec tant de légèreté le gouvernement fédéral, les relations de la France avec ce gouvernement étaient, du moins quant aux formes et au langage, tout amicales et pacifiques. Si la levée de l'embargo mis dans les ports français sur les bâtiments américains n'avait pas reçu une entière exécution, la cause en était dans l'adoption postérieure de la loi de *non intercourse*, qui frappait la France comme l'Angleterre, et qui, éludée pour l'Angleterre, n'était onéreuse que pour la France. Au milieu des soins de la guerre d'Autriche, l'empereur Napoléon ne cessait de songer à renouer ses relations avec les Américains, et il cherchait à leur faire embrasser ses principes sur les questions maritimes. Le 18 mai, peu de jours avant les sanglantes batailles de

¹ M. Jackson avait été chargé d'un simulacre de négociation destiné à tromper le Danemark, tandis qu'on se préparait à bombarder Copenhague.

Gross-Aspern et d'Essling, il dictait à Schönbrunn ¹ une note destinée à être remise à Paris au ministre des États-Unis, M. Armstrong. En voici quelques passages : « Les mers appartiennent aux nations. » Tout bâtiment naviguant sous le pavillon d'une nation quelconque doit être, au milieu des mers, comme s'il était dans ses propres ports. Le pavillon arboré au haut d'un vaisseau doit être respecté comme s'il était au haut du clocher d'un village. En cas de guerre entre deux puissances maritimes, les neutres ne doivent suivre la législation ni de l'une ni de l'autre.... Insulter un vaisseau marchand, c'est faire une incursion dans un village ou dans une colonie appartenant à cette puissance.... Si un citoyen français était insulté dans un port ou dans une colonie américaine, le gouvernement des États-Unis ne nierait pas qu'il en est responsable. De même le gouvernement des États-Unis doit être responsable de la violation d'une propriété française à bord d'un bâtiment ou colonie flottante américaine, ou, ce gouvernement ne pouvant garantir l'indépendance de son pavillon, Sa Majesté ne peut plus considérer des bâtiments américains violés par des visites ou autres actes arbitraires, que comme n'appartenant plus aux États-Unis et *dénationalisés*... » L'Empereur terminait cette déclaration sévère par l'expression du désir qu'il avait d'adopter des mesures plus douces, si le gouvernement des États-Unis voulait lui-même, en échangeant de conduite, lui en offrir la possibilité.

Au commencement du mois de juin, ayant eu connaissance du rapprochement impositeur, mais alors présumé réel, de l'Angleterre et des États-Unis, il s'empessa de dicter les bases d'une décision par laquelle il révoquait toutes les dispositions de ses décrets contraires à la liberté de navigation, dispositions qu'il n'avait prises qu'à regret et à l'imitation de l'Angleterre. Il envoyait ce projet à Paris, et chargeait le conseiller d'État d'Hauterive de s'entendre à ce sujet avec M. Armstrong.

Dans la correspondance avec le ministre français à Washington, l'Empereur recommandait à ce ministre de s'attacher à ramener l'esprit des Américains à la France *sans employer de récriminations*, et surtout par le sentiment de leur propre intérêt, qui naturellement doit les unir à tous ceux que blesse la tyrannie maritime de l'Angleterre. Enfin, M. Armstrong ayant dû quitter la France, et désirant emporter avec lui des paroles qui pussent annoncer un accord prochain, l'Empereur exposa dans une longue lettre les principes qui avaient réglé et

continueraient de régler sa conduite sur la question des neutres. Quoique dans ces explications justificatives du système français les mêmes idées se reproduisent souvent, l'expression en offre toujours quelque chose de remarquable, lorsqu'on y sent, comme ici, la main de l'Empereur.

« La France admet ² le principe que le pavillon couvre la marchandise. Un navire marchand naviguant avec les expéditions de son gouvernement est une colonie flottante; violer ce bâtiment par des visites ou par d'autres actes d'une autorité arbitraire, c'est violer le territoire d'une colonie, c'est attenter à l'indépendance d'un gouvernement. Les mers n'appartiennent à aucune nation, elles sont le bien commun des peuples et le domaine de tous.

« Les bâtiments de commerce ennemis appartenant à des particuliers doivent être respectés. Les individus qui ne combattent ³ pas ne devaient pas être prisonniers de guerre. Dans toutes ses conquêtes, la France a respecté les propriétés particulières. Les magasins, les honnêtes sont restés à leurs propriétaires; ils ont pu disposer, à leur gré, de leurs marchandises, et, dans ce moment, des convois de voitures, chargés principalement de coton, traversent les armées françaises, l'Autriche et l'Allemagne, pour se rendre là où le commerce les envoie. Si la France avait adopté *les usages de la guerre de mer*, toutes les marchandises de l'Europe eussent été accumulées en France, et seraient devenues la source d'une immense richesse. Telles eussent été sans doute les prétentions des Anglais, s'ils avaient eu sur terre la supériorité qu'ils ont obtenue sur les mers. Comme aux temps de barbarie, on aurait vu les vaincus vendus comme esclaves, et leurs terres partagées entre les vainqueurs. Ce gouvernement ne méconnaît pas l'injustice de son code; mais que lui importe ce qui est juste? Il ne considère que ce qui est utile.

« La prétention de bloquer, par une proclamation, des rivières et des côtes, est aussi révolutionnaire qu'elle est absurde...

« L'Angleterre a mis la France en état de blocus; l'Empereur, par son décret de Berlin, a déclaré en état de blocus les îles britanniques. La première mesure éloignait les bâtiments neutres de la France; la seconde leur interdisait l'Angleterre....

¹ Dépêche dictée par Napoléon et envoyée à M. Armstrong par M. de Champagny, sous la date d'Altenbourg, le 22 août.

² Les Anglais qui se trouvaient en France n'avaient été déclarés prisonniers que par représailles.

³ M. de Champagny n'était pas encore arrivé auprès de l'Empereur.

« Parsez ordres du conseil du 11 novembre 1807, l'Angleterre a mis un octroi sur les bâtiments neutres, et les a assujettis à passer dans ses ports avant de se rendre à leur destination. Par son décret du 17 décembre de la même année, l'Empereur a déclaré *dénationalisés* les bâtiments dont le pavillon avait été violé, dégradé, foulé aux pieds.

« L'Amérique a mis un embargo sur ses ports pour se dérober à ces outrages; l'Empereur y a applaudi.

« L'embargo a été levé; on y a substitué un système d'exclusion.

« En principe, l'Empereur respecte la liberté du commerce maritime et l'indépendance du pavillon. Que l'Angleterre rapporte sa déclaration du blocus de la France, l'Empereur rapportera son blocus de l'Angleterre. Que l'Angleterre rap-
« porte ses ordres du conseil du 11 novembre 1807, le décret de Milan tombera de lui-même... C'est
« aux États-Unis à amener, par leur fermeté, cet heureux résultat. » Ainsi s'expliquait l'Empereur avec les Américains; mais, pour donner plus de force à ses représentations, il avait besoin d'être soutenu par le concours sincère de toutes les puissances européennes dans l'application rigoureuse des mesures adoptées contre eux. Ce n'est pas toujours dans les États gouvernés par des princes de sa famille qu'il trouvera la plus franche coopération. Nous aurons l'occasion d'en faire la remarque, en nous occupant des relations de l'Empereur avec ces princes.

Le rétablissement de la paix ¹ avec la Suède ne laisse plus, au nord de l'Europe, aucune puissance en dehors du système français contre l'Angleterre. La Russie et la Prusse sont entrées dans ce système, dès 1807, par la paix de Tilsitt. Le bombardement de Copenhague a dû y rallier, à plus juste titre encore, le gouvernement danois. Depuis le commencement de cette année 1809, et surtout de la guerre que vient de terminer le traité de Vienne, notre attention s'est portée presque exclusivement sur l'Autriche et la Russie. Nous devons maintenant jeter un coup d'œil sur la situation des autres États envers la France. Celui dont les relations avec l'Empereur sont sur le pied le moins favorable, est la Prusse.

Napoléon n'a pas ignoré les communications du cabinet de Berlin avec celui de Vienne, pendant les journées difficiles de la campagne d'Autriche;

il sait jusqu'où sont allées les velléités belliqueuses des hommes qui entouraient le roi à Königsberg, les hésitations du roi et les véritables causes de ces hésitations. Cette direction ennemie ne lui avait pas échappé, et il avait épanché sa colère dans des lettres ² à son ministre à Berlin, M. de Saint-Marsan. « Ces imbéciles s'imaginent que mon armée n'est que de soixante-dix mille hommes, » tandis qu'elle est de trois cent mille; avant la bataille de Iéna, ils croyaient aussi qu'il n'y avait plus d'armée française. » Cependant, si le cabinet prussien avait des torts envers la France, ces torts n'étaient pas ostensibles, surtout après les efforts faits pour sauver les apparences. Le major Schill, qui avait levé l'étendard d'une insurrection partielle contre la France, non-seulement avait été désavoué par le roi, mais, de plus, condamné à mort par un conseil extraordinaire de guerre. A l'occasion de l'audacieuse tentative de cet officier, le roi avait fait examiner la conduite des généraux Lestocq et Tauenzien, pour s'assurer s'il existait de leur part, non une complicité dont on ne les soupçonnait pas, mais une répréhensible négligence. Plus tard, pour punir le duc de Brunswick-Oels d'avoir osé, dans ses proclamations, abuser du nom du roi, le séquestre avait été mis sur la principauté d'Oels, en Silésie, appartenant à ce prince. En général, les procédés extérieurs du cabinet prussien, quoique justement suspects à la France, ne fournissaient point de motifs à des reproches fondés en fait, à moins de changer en crime des vœux non accomplis et des projets non exécutés. Le roi pouvait donc, jusqu'à un certain point, se faire un mérite de la constance de ses sentiments, et il le fit dans une lettre ³ par laquelle il exprimait à l'Empereur ses félicitations sur la paix. Après avoir représenté la triste situation de ses peuples, qui le mettaient dans l'impossibilité d'acquitter les contributions encore dues à la France, il invoquait la magnanimité de l'Empereur envers ses malheureux États. Cette lettre, qui était un long mémoire, fut apportée à Paris par le colonel Krusemark, aide de camp de S. M. P. Avant d'y répondre, l'Empereur ordonna au département des affaires étrangères de lui présenter un tableau de l'attitude qu'avait eue la Prusse durant la dernière guerre, des circonstances relatives à l'affaire de Schill, ainsi qu'au voyage fait en Autriche par le prince d'Orange, enfin de tous les éléments qui pouvaient l'aider à régler sa manière d'agir envers cette puissance. Sa réponse au roi fut conçue en termes généraux; elle portait que, comme M. de Krusemark n'avait point

¹ En fait, la paix a été établie, entre la France et la Suède, le jour de l'abdication de Gustave-Adolphe, mais le traité qui en règle les conditions ne fut signé que le 6 janvier 1810.

² Lettre de Schenbrium, le 20 août.

³ Lettre en date du 28 octobre.

de pouvoirs ni même de commission spéciale, l'Empereur n'avait pu autoriser ses ministres à entrer en arrangement avec lui; mais, ajoutait ¹ Napoléon, « après lui avoir exprimé mes sujets de plainte, » j'ai chargé ce colonel de réitérer à Votre Majesté « les assurances de mon amitié, de mon estime » et de ma résolution constante d'être utile à la « Prusse, et de persévérer dans le système d'alliance établi par le dernier traité. » Ce langage prouve que tout en voulant montrer au roi des dispositions amicales, l'Empereur croyait toujours avoir à se plaindre de lui. L'un des points auxquels il tenait le plus, c'était que la Prusse, qui, par un article secret, avait pris l'engagement de ne pas entretenir sur pied plus de quarante-deux mille hommes, s'abstint de porter son armée au delà de ce nombre; mais il doutait fort que toute la surveillance de son ministre pût arrêter la tendance contraire du cabinet prussien, et il le témoignait en toute occasion, quelquefois d'une manière très-expressive. Peu de temps après la mission de M. de Krusemark, le ministre ordinaire de Prusse à Paris, M. de Broekausen, demandant toujours des délais pour l'acquiescement des sommes dont la Prusse était encore redevable, l'Empereur lui fit répondre ² que, « quand on avait de l'argent pour » lever dix ou douze mille chevaux, on devait en » avoir pour payer ses dettes. » Ce ton est loin d'annoncer que l'Empereur soit revenu de ses anciennes préventions, et jamais en effet elles ne s'effacèrent entièrement de son esprit.

Le pays pour lequel l'Empereur montrait et éprouvait la bienveillance la plus sincère était le Danemark. Là, le ressentiment contre l'Angleterre n'était pas douteux. L'attachement de la nation danoise aux principes de la neutralité maritime, l'éclatante iniquité des violences anglaises contre elle, et la loyauté de ses rapports avec la France, inspiroient à Napoléon une confiance ³ presque sans réserve, et il ne négligeait aucune occasion de le lui témoigner. A plusieurs reprises ⁴, il lui fait remettre des centaines de milliers de poudre pour l'aider à recomposer son approvisionnement. Trois cents canons en fer existaient dans la Poméranie suédoise; il les livre au gouvernement danois. Des fers coulés se trouvaient en grande quantité dans cette province, il en donne la moitié au même gouvernement. Si les entraves des douanes françaises nuisent à l'expédition des produits du Danemark, il

s'empresse de prescrire que, tout en réprimant la contrebande, on veille à ce que la nation danoise n'en souffre aucun dommage dans ses exportations. En même temps il réclame avec franchise et énergie toute la sévérité du gouvernement danois contre la fraude exercée par les bâtiments américains. Altona et Tonningen étaient les deux ports où ces bâtiments arrivaient en plus grand nombre, et il est évident que le commerce anglais était le principal intéressé dans cette navigation. Les représentations de la France sont aussitôt accueillies. Une résolution du roi prononce le séquestre ⁵ des denrées et marchandises dont l'évacuation est donnée par le gouvernement français, et une commission spéciale est chargée de vérifier la nature et l'origine des objets importés sous le pavillon soi-disant neutre, complice et agent du commerce anglais. Une circonstance particulière constate surtout le bon accord des cabinets de Paris et de Copenhague. La France n'ayant pas un nombre suffisant de marins pour le nombre de bâtiments qu'elle peut armer, le Danemark lui envoie des officiers et des matelots pour former l'équipage de trois vaisseaux à Flessingue. La destination donnée à ces vaisseaux concilie les intérêts réciproques. Cette destination est de croiser dans la Baltique où ils protégeront particulièrement le commerce danois.

Il paraît que, dans la négociation du traité de paix signé le 17 septembre entre la Suède et la Russie, et portant cession de la Finlande, il avait été fait une ouverture tendant à indemniser la Suède de cette cession par l'acquisition de la Norvège. Rien ne prouve que cette proposition, qui d'ailleurs ne fut pas admise, ait même un moment obtenu quelque faveur en Russie, mais elle révolta Napoléon. Lorsque la nouvelle lui en parvint, il fit aussitôt écrire ⁶ à son ambassadeur à Pétersbourg de rappeler qu'il prenait le plus grand intérêt au Danemark : « Il n'est, disait-il, ni de la dignité de » l'empereur Alexandre ni de la mienne que le » Danemark perde rien dans l'engagement qu'il » soutient avec nous. L'idée de lui faire perdre la » Norvège me paraît un roman. » Malheureusement un jour ce roman sera de l'histoire; mais cette odieuse spoliation n'aura lieu qu'après la chute de Napoléon.

La Hollande, gouvernée par un frère de l'Empereur, était loin d'offrir à la France la même sincérité de concours contre l'Angleterre. Le roi Louis,

¹ Lettre du 6 novembre.

² Lettre du 15 décembre, à M. de Champagny.

³ Surtout depuis le traité d'alliance du 31 octobre 1807.

⁴ Le 9 mars 1809, pour la seconde fois. D'autres livraisons eurent lieu plus tard.

⁵ Novembre 1809.

⁶ Lettre de Scheubrunn, le 25 septembre. La paix était signée depuis quelques jours, mais l'Empereur n'en avait pas encore connaissance.

comme pour justifier d'avance les futures déterminations de son frère, a eu soin de nous faire connaître, par ses Mémoires, avec quelle mauvaise grâce il se prêtait à l'exclusion du commerce britannique. Il semble que Napoléon, pour être appuyé dans sa lutte contre l'Angleterre par des princes qui lui doivent leur existence de souverains, lutte dont dépendait le maintien de ces souverainetés nouvelles, eût dû d'abord leur demander humblement l'assistance de leur bonne volonté. Cette prétention est formellement exprimée¹ par le roi Louis, et toute sa conduite ne répondra que trop aux mauvaises dispositions qu'il avait montrées dès 1806. Il expose lui-même, avec une sorte d'orgueil, la résistance qu'il opposait aux actes de sévérité de Napoléon contre les propriétés anglaises, et il fait parade des reproches que lui avait attirés ce genre de tolérance.

La principauté d'Ost-Frise, le pays de Jever et les seigneuries de Varel et Knipphausen ayant été cédées à la France par la paix de Tilsitt, l'Empereur, en les réunissant à la Hollande, s'était fait céder en échange le port de Flessingue² et son territoire. C'était un moyen d'action de plus contre les Anglais, un poste avancé pour la défense d'Anvers. La Hollande au fond ne perdait pas à cet arrangement; mais le regret de voir réunir à un autre État une ville si importante était naturel. Le corps législatif hollandais ne dissimula pas le déplaisir qu'il en éprouvait. On supposa en France que cette manifestation eût pu être évitée, si le roi n'eût pas jugé à propos de lui laisser un libre cours. Dès cette époque, ce prince affectait de tenir peu de compte des désirs de l'Empereur. Les Hollandais qui se montraient attachés³ à la France étaient précisément ceux qui obtenaient le moins de faveur auprès de lui. Napoléon, dont la faute capitale est d'avoir trop fait pour sa famille, avait pour Louis une prédilection particulière. Quoique mécontent de ce prince, lorsqu'au commencement de 1808, à la nouvelle de la première abdication du roi Charles IV d'Espagne, il lui vint dans l'esprit que peut-être il y aurait lieu à disposer de cette couronne, sa pensée première, pensée rapide, éventuelle, fut de la placer sur la tête de Louis. Il lui fit part de cette idée par une lettre du 27 mars, et lui demanda une réponse catégorique. « Vous sentez, lui disait-il, que ceci n'est qu'un projet. » Après lui avoir recommandé un secret ab-

solu, il ajoutait : « Il faut qu'une chose de cette nature soit faite, pour qu'on avoue d'y avoir pensé... » Cette intention de la part de l'Empereur, dut-elle n'avoir aucune suite, aurait pu, à ce qu'il semble, exciter dans l'âme de Louis un sentiment de reconnaissance. A l'en croire, son austère vertu s'effraya du danger qui menaçait la maison d'Espagne, et le seul sentiment qu'il éprouva fut celui de l'indignation; « il répondit en conséquence, et refusa vertement⁴. » Ce qui surtout l'avait profondément blessé, c'est que l'Empereur lui disait : « Le climat de Hollande ne vous convient pas. d'ailleurs elle ne saurait sortir de ses ruines. » Louis concluait de ces paroles que Napoléon « l'avait poussé sur le trône pour le perdre » et pour perdre aussi la Hollande. Avec une opinion pareille des dispositions de son frère, on ne sera pas surpris du peu d'empressement qu'il mettait à seconder ses vœux.

Napoléon, qui, toujours préoccupé du désir de se créer les plus puissantes armes contre l'Angleterre, eût voulu envahir alors tout le littoral de l'Europe, avait fait mettre en avant, d'une manière indirecte, l'idée d'un échange du Brabant et de la Zélande contre les villes anstéatiques et quelques autres possessions allemandes. Cette insinuation offensa singulièrement le roi, qui, dit-il lui-même, la repoussa par des plaintes amères. La réponse de Napoléon⁵ n'atteste nullement le prétendu despotisme contre lequel Louis se récrie avec tant de vivacité : « Puisque cet échange ne vous plaît pas, il n'y faut plus penser. Il était inutile de me faire un étalage de principes, puisque je n'ai jamais dit que vous ne deviez pas consulter la nation. Des Hollandais instruits avaient fait connaître qu'il serait indifférent à la Hollande de perdre le Brabant, sené de places fortes qui coûtent beaucoup, en l'échangeant avec des provinces du Nord, riches et à votre convenance. Encore une fois, puisque cet arrangement ne vous convient pas, c'est une affaire finie. » Elle fut finie pour le moment; mais on y reviendra plus tard. C'est un malheur que le roi Louis n'ait pas accédé alors à cette proposition qui lui était faite; bientôt il sera contraint de céder, à titre gratuit, ce qu'il n'eût cédé d'abord que moyennant une belle compensation.

Par l'élévation de Murat au trône de Naples, le grand-duché de Berg et de Clèves étant revenu à la disposition de la France, un décret du 3 mars 1809

¹ Mémoires du roi de Hollande, tome I^{er}, page 264.

² Traité du 11 novembre 1807, entre la France et la Hollande.

³ L'amiral Verhuell lui étant suspect à ce titre, il lui infligea un honorable exil en le nommant ambassadeur à

Petersbourg. Napoléon le réclama pour être ambassadeur de Hollande à Paris.

⁴ Paroles textuelles des Mémoires, tome II, page 293.

⁵ Lettre datée de Saint-Cloud, le 17 août, au roi de Hollande.

annonça que la cession en était faite au prince Napoléon-Louis, fils aîné du roi de Hollande. Quoique le roi s'affligéât encore de n'avoir pas été informé d'avance d'une disposition qui intéressait essentiellement son fils, il se montra satisfait de cette donation.

Cependant les communications entre l'Angleterre et la Hollande avaient toujours plus d'activité que ne l'eût voulu l'Empereur. Le roi lui-même en convenait en disant : « Voulez-vous empêcher la peau de transpirer ? » La difficulté était grande ; mais il n'est pas démontré que le gouvernement hollandais opposât à la tendance des habitants une sérieuse répression. Le mécontentement de l'Empereur se révélant quelquefois par des articles de journaux, et le roi Louis lui ayant écrit au sujet d'un article de ce genre, Napoléon lui répondit : « Vous vous plaignez ¹ d'un article du journal N... ; c'est la France qui a droit de se plaindre du mauvais esprit qui règne chez vous. Si vous voulez que je vous cite les maisons hollandaises qui sont les trompettes ² de l'Angleterre, ce sera fort aisé. Vos règlements de douanes sont si mal exécutés, que toute la correspondance de l'Angleterre se fait par la Hollande. Cela est si vrai que M. de Stahremberg, envoyé d'Autriche, a passé par ce pays pour se rendre à Londres..... La Hollande est une province anglaise. » En même temps que l'Empereur s'exprimait ainsi directement avec le roi, il chargeait son ambassadeur en Hollande, M. de la Rochefoucauld, de demander la révocation formelle d'un décret royal tendant à détruire ou du moins à atténuer l'effet des décrets impériaux : « Dites ³ au roi que la Hollande doit partager le sort de la France, sa bonne ou sa mauvaise fortune ; si elle sépare sa cause de celle du continent, je ne séparerai d'elle. » L'ambassadeur devait en outre déclarer que l'Empereur ne pouvait pas garantir le maintien de la paix, si la Hollande ne se replaçait pas sur le même pied que la France et ne rentrait pas dans son système. Le roi s'obstinant à vouloir, par divers moyens, se former pour lui seul une sorte de neutralité impossible, l'Empereur rejeta ses propositions d'arrangement, et insista pour que tout bâtiment américain, pris en contravention à ses décrets, fût déclaré de bonne prise. « Si ⁴ l'on ne prend pas des mesures efficaces pour réprimer la contrebande, non-seu-

lement je ferai occuper les passes par mes troupes, mais j'enverrai des colonnes mobiles saisir les marchandises anglaises jusque dans Amsterdam. Ce n'est pas là une plaisanterie. La Hollande trahit la cause commune ; il serait préférable de la voir l'alliée de l'Angleterre, que favorisant sourdement son commerce et la guerre qu'elle fait contre nous. Le résultat des menées des ministres hollandais sera de perdre leur existence.... Le roi de Hollande n'a marché avec franchise qu'un moment. » L'Empereur jugeait avec sévérité le roi Louis. Celui-ci nous apprend que l'Empereur le jugeait bien.

Après le retour de Napoléon en France, la plupart des souverains allemands ⁵ et italiens, qui avaient déjà reçu ou allaient recevoir le fruit de leur fidélité à l'alliance française, se rendant à Paris, l'ambassadeur Verhuell, dans un voyage qu'il fit en Hollande, donna au roi le conseil de s'y rendre comme eux. Le roi s'y refusait ; mais, sur ces entrefaites, une lettre de l'Empereur lui en apporta l'invitation. Ce prince convint qu'il hésita beaucoup : « Il fallait, avoue-t-il lui-même, jouer en désespéré et s'allier avec l'Angleterre. » D'après les sentiments qu'il laisse entrevoir, on peut juger que cette résolution extrême ne lui eût pas déplu, si elle eût été goûtée par les membres de son conseil ; mais tous ses ministres se réunirent dans l'opinion que le parti le plus prudent était de conjurer l'orage. Le roi accepta en conséquence l'invitation de l'Empereur.

Les événements que nous aurons à raconter bientôt, le divorce et le nouveau mariage de Napoléon, ne l'empêchaient pas de donner aux questions de blocus une attention soutenue. À peine le roi Louis était-il arrivé à Paris, qu'il y eut entre les deux frères une vive contestation ⁶ sur les affaires de la Hollande. La descente des Anglais dans l'île de Walcheren avait porté l'Empereur à faire entrer en Brabant des troupes considérables, et ces mouvements causaient une juste inquiétude au roi. L'Empereur ne le laissa pas longtemps dans l'incertitude. L'ouverture de la session du corps législatif, qui eut lieu deux jours après ⁷, lui fournit l'occasion d'exposer ses vues nouvelles à l'égard d'un État dont il avait voulu faire l'avant-garde de la France contre l'Angleterre, et qui, selon lui, était devenu l'avant-garde de l'Angleterre contre

¹ Lettre datée de Schenbrunn, le 17 juillet.

² C'était de la Hollande que partaient toutes les mauvaises nouvelles débitées en Europe contre l'Empereur.

³ Schenbrunn, le 17 juillet.

⁴ Notes du 11 octobre, pour M. de Champagny.

⁵ Les rois de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg, de Westphalie, de Naples, le vice-roi d'Italie et plusieurs grands-ducs.

⁶ Le 1^{er} décembre 1809.

⁷ Le 3 décembre.

la France. Déjà précédemment, c'est le roi Louis qui le rapporte ¹. Napoléon, dans la mauvaise humeur que lui causaient les relations notoires de l'Angleterre et de la Hollande, aurait dit de lui « qu'il n'était plus son frère, qu'il était plutôt le » frère et l'allié du roi Georges. » Voici comment s'exprimait l'Empereur au sujet de la Hollande, dans son discours au corps législatif : « La Hollande, placée entre l'Angleterre et la France, en » est également froissée ; elle est le débouché des » principales artères de mon empire. Des changements deviendront nécessaires ; la sûreté de mes » frontières et l'intérêt bien entendu des deux pays » l'exigent impérieusement. » L'arrêt d'un changement prochain était déjà porté dans ces seules paroles ; il le fut encore avec plus de développement dans un discours du ministre de l'intérieur. « La Hollande n'est réellement ² qu'une portion de » la France. Ce pays peut se définir en disant qu'il » est l'alluvion du Rhin, de la Moselle et de l'Escaut, c'est-à-dire des grandes artères de l'empire ; » la nullité de ses douanes, les dispositions de ses » agents et l'esprit de ses habitants, qui tend sans » cesse à un commerce frauduleux avec l'Angleterre, tout a fait un devoir de lui interdire le » commerce du Rhin et du Weser. Froissée ainsi » entre la France et l'Angleterre, la Hollande est » privée et des avantages contraires à notre système » général, et de ceux dont elle pourrait jouir en » s'y associant ; il est temps que tout cela rentre » dans l'ordre naturel. » Cet ordre naturel, tel que l'entendait l'Empereur, devait être l'établissement du Thal-Weg du Rhin pour limite entre la Hollande et la France. A la suite d'explications entre les deux frères, Louis souscrivit à cette limite ; il promit de se conformer, à l'avenir, aux conventions politiques de l'empire français ; mais, pour lever toute possibilité de malentendu, Napoléon lui signifia ses intentions par écrit ³, et de la manière la plus précise. Après avoir dit que la Hollande, faible, sans alliance, sans armée, pouvait et devait être conquise le jour où elle se mettrait en opposition directe avec la France, l'Empereur rappelait qu'en plaçant sur le trône de Hollande un prince de sa famille, il avait cru concilier les intérêts des deux États, et les réunir dans une haine commune contre l'Angleterre ; mais, ajoutait-il, ses espé-

rances avaient été trompées. « Votre Majesté, en » montant sur le trône, a oublié qu'elle était Française, et a même tendu tous les ressorts de sa raison, tourmenté la délicatesse de sa conscience » pour se persuader qu'elle était Hollandaise. Les » Hollandais qui inclinaient pour la France ont été » négligés et persécutés ; ceux qui ont servi l'Angleterre ont été mis en avant. Les Français, depuis l'officier jusqu'au soldat, ont été chassés ⁴, » déconsidérés, et j'ai eu la douleur de voir en » Hollande, sous un prince de mon sang, le nom » français exposé à la honte. » Ici l'Empereur se livre à un mouvement d'indignation sur l'indépendance d'une telle conduite de la part du chef d'un État qui ne doit qu'à la générosité française son existence nationale et son indépendance ; il se plaint du mauvais esprit qui règne dans les discours adressés par le roi à sa nation, et déclare que toute allusion injurieuse pour la France est injurieuse pour lui. « Vous devez comprendre que je ne me » sépare pas de mes prédécesseurs, et que, depuis » Clovis jusqu'au comte de salut public, je me » tiens solidaire ⁵ de tout, et que le mal qu'on dit, » de gaieté de cœur, contre les gouvernements qui » m'ont précédé, je le tiens comme dit dans l'intention de m'offenser. Je sais qu'il est venu de » mode parmi certaines gens de faire mon éloge et de décrier la France ; mais ceux qui n'aiment » pas la France ne m'aiment pas. Ceux qui disent » du mal de mes peuples, je les tiens pour mes » plus grands ennemis. » L'Empereur fait sentir au roi que cette seule raison de mécontentement l'eût autorisé à lui déclarer la guerre. Cependant il ne lui a montré sa colère que d'une manière indirecte, en fermant aux Hollandais le Rhin, le Weser, l'Escaut et la Meuse. Ce coup a retenti en Hollande ; aussitôt on a imploré la générosité française ; le roi en a appelé aux sentiments de frère en s'engageant à changer de conduite ; mais on n'a pas tenu parole, et on est revenu au premier système. « Il » est vrai, poursuit Napoléon, qu'alors j'étais à » Vienne, et que j'avais une pesante guerre sur » les bras. Tous les bâtiments américains qui se » présentaient en Hollande, tandis qu'ils étaient » repoussés de France, Votre Majesté les a reçus. » J'ai été obligé une seconde fois de fermer mes » douanes au commerce hollandais..... Je ne vous

¹ Tome III des Mémoires, page 175.

² Discours du ministre de l'intérieur au corps législatif.

³ Lettre de dix pages datée de Trianon, le 21 décembre.

⁴ Les rois de Naples, de Hollande et de Westphalie avaient voulu que les Français à leur service leur prêtassent serment. L'Empereur permettait que des Français servissent ses frères, mais, s'ils prêtaient serment,

ils cessaient d'être Français. Il y en eut très-peu qui consentirent à cette renonciation.

⁵ Prise à la lettre, une pareille solidarité serait absurde ; mais interprétée dans un esprit plus large, cette pensée offre un sens qui plaît à l'esprit national, et c'est là un côté de notre caractère que nous aimons à retrouver sans cesse dans l'empereur Napoléon.

« cacherais pas que mon intention est de réunir la
 « Hollande à la France, comme complément de
 « mon territoire, comme le coup le plus funeste
 « que je puisse porter à l'Angleterre, et comme
 « me délivrant des perpétuelles insultes que les
 « chefs de votre cabinet ne cessent de me faire. En
 « effet, l'embouchure du Rhin et celle de la Meuse
 « doivent m'appartenir. Le principe, en France,
 « que le Thal-Weg du Rhin est notre limite, est un
 « principe fondamental. » Sur les déclarations de
 ce genre, qui déjà lui avaient été faites, le roi
 avait protesté qu'il romprait tout commerce avec
 l'Angleterre, et qu'il donnerait satisfaction à l'Em-
 pereur sur tous ses griefs. Quelques-uns de ces
 griefs sont dignes de remarque. Les nouveaux rois
 de la dynastie napoléonienne avaient des penchants
 beaucoup plus aristocratiques que le fondateur
 même de cette dynastie. L'un des reproches que
 Napoléon faisait au roi Louis, était d'avoir, au mé-
 pris de la constitution, donné des privilèges à sa
 noblesse. L'Empereur se plaignait aussi que ce
 prince eût créé des maréchaux, grade qui, en Hol-
 lande, « n'est qu'une caricature, et incompatible
 « avec une puissance de second ordre. » Ce qui,
 dans les demandes de l'Empereur, était pour le roi
 d'une exécution difficile, c'était de faire cesser
 toute communication entre la Hollande et l'Angle-
 terre, de saisir les entrepôts de marchandises colo-
 niales et tout ce qui était arrivé sur des bâtiments
 américains qui n'auraient pas dû être reçus dans
 ses ports. Aussi, malgré les assurances données par
 le roi, l'Empereur ajoutait-il : « Mon opinion est
 « que Votre Majesté prend des engagements qu'elle
 « ne peut pas tenir, et que la réunion de la Hol-
 « lande à la France n'est que différée. J'avoue que
 « je n'ai pas plus d'intérêt de réunir à la France le
 « pays hollandais de la rive droite du Rhin, que je
 « n'en ai à y réunir le grand-duché de Berg et les
 « villes anstétiques. Je puis donc laisser à la Hol-
 « lande la rive droite du Rhin, et je lèverai les
 « prohibitions ordonnées à mes douanes, dès que
 « les traités existants seront exécutés.

« Voici mes intentions :

- « 1^o Interdiction de tout commerce et de toute
 communication avec l'Angleterre ;
- « 2^o Une flotte de quatorze vaisseaux de ligne,
 de sept frégates, de sept bricks ou corvettes
 armés et équipés ;
- « 3^o Une armée de terre de vingt-cinq mille
 hommes ;
- « 4^o Suppression des maréchaux ;

« 5^o Destruction de tous les privilèges de la no-
 « blesse, contraires à la constitution que j'ai don-
 « née et que j'ai garantie. »

Après cette signification de ses volontés, l'Em-
 pereur laissait au roi la voie de la négociation ouverte
 sur les bases indiquées, mais en y joignant la me-
 nace que sur le seul fait d'un paquebot, d'un bâti-
 ment prohibé qui serait introduit en Hollande, il
 rétablirait la défense de ses douanes ; qu'à la pre-
 mière insulte faite à son pavillon, il ferait pendre
 au grand mât l'officier hollandais qui se permet-
 trait d'insulter son aigle, et il lui faisait cette lettre
 extraordinaire dans les termes suivants : « Votre
 « Majesté trouvera en moi un frère, si je trouve en
 « elle un Français ; mais si elle oublie les sentiments
 « qui l'attachent à la commune patrie, elle ne trou-
 « vera pas mauvais que j'oublie ceux que la mienne
 « a placés entre nous. En résumé, la réunion de
 « la Hollande à la France est ce qu'il y a de plus
 « utile à la France, à la Hollande et au continent,
 « car c'est ce qu'il y a de plus nuisible à l'Angle-
 « terre. Cette réunion peut s'opérer de gré ou de
 « force. J'ai assez de griefs contre la Hollande pour
 « lui déclarer la guerre. Toutefois je ne ferai pas
 « de difficulté de me prêter à un arrangement qui
 « me cédera la limite du Rhin, et par lequel la
 « Hollande s'engagera à remplir les conditions sti-
 « pulées ci-dessus. » La résolution de l'Empereur
 est évidemment arrêtée. Au fond, ce qui lui con-
 viendrait le mieux dans son conflit avec l'Angle-
 terre, serait la réunion entière et actuelle de la Hol-
 lande à la France. Dans tous les cas, le Thal-Weg
 du Rhin étant, à ses yeux, la limite vraie de la
 France, il se contenterait de la rive gauche, sous
 la condition que le gouvernement hollandais, relé-
 gué sur la rive droite, y appliquerait, avec fidélité,
 toutes les mesures en vigueur tant dans la France
 même que dans les villes anstétiques et sur les côtes
 d'Allemagne occupées par les troupes françaises.
 L'Empereur croit peu à cette fidélité, mais enfin il
 en accepte l'épreuve. Il fera encore un autre essai :
 il vendra s'assurer si la menace de la réunion de la
 Hollande à la France, réunion si contraire aux in-
 térêts de l'Angleterre, ne déterminera pas cette
 puissance à prêter l'oreille aux ouvertures de négo-
 ciation qu'il cherche, par tous les moyens, à en-
 tamer avec elle. Cette tentative n'aura point de
 succès ; les engagements pris par le roi Louis ne
 s'exécuteront pas, et le drame de la royauté hol-
 landaise se dénouera en 1810.

CHAPITRE XVIII.

POLITIQUE EXTÉRIEURE.

France et Espagne. — Mauvais esprit de la cour du roi Joseph. — Justes inquiétudes du roi d'Espagne. — Insubordination des maréchaux français envers ce prince. — Bataille d'Ocana, gagnée par le maréchal Soult. — Discours de l'Empereur au corps législatif. — Démêlés du roi de Naples avec la France. — Prise de l'île de Caprée. — Reproche fait par l'Empereur au roi de Naples de violer la constitution de ce royaume. — Rappel du roi de Naples à l'exécution du système continental. — Prétention de Joachim à une indépendance absolue. — Voyage du roi de Naples à Paris. — France et Westphalie. — Rappel du roi Jérôme au respect de la constitution. — Sévérité de Napoléon contre les hommes sans probité. — Situation respective de la France et de l'Angleterre. — Conquêtes de l'Angleterre. — Pertes de la France. — Rapprochement plus étroit de l'Angleterre et de la Turquie. — Réunion à Paris de souverains étrangers. — Égard particuliers de Napoléon pour le roi de Saxe. — Discours de l'Empereur au corps législatif. — Concession grave faite à la Russie. — Réponse de l'Empereur au corps législatif. — Remarque sur le mot de sujet. — Exposé de la situation de l'Empire. — Travaux publics. — Extinction de la mendicité. — Instruction publique. — Sciences, lettres et arts. — Agriculture, industrie, commerce. — Finances. — Pensions payées à plusieurs rois. — Répugnance de l'Empereur pour le système des emprunts. — Mesures extrajudiciaires. — Désintéressement personnel de Napoléon. — Budget français de 1809 comparé à celui de l'Angleterre.

Les relations de l'Empereur avec les rois d'Espagne, de Naples et de Westphalie, ne furent pas non plus exemptes de nuages, là aussi une exigence peu mesurée, d'une part, amenant, de l'autre, une résistance exagérée et mal entendue, également funeste à toutes les parties. Le jour où, rappelé en France par les préparatifs menaçants de l'Autriche, l'empereur Napoléon était revenu à Paris, le roi Joseph avait aussi fait sa rentrée dans sa capitale. Les sentiments de la population n'étaient pas changés, mais les intérêts avaient cessé d'être les mêmes, et, pour le moment, la présence du roi semblait être un gage de sûreté. Nous avons déjà signalé le mauvais esprit qui s'était manifesté à la cour de Joseph, et nous devons le rappeler ici. A peine cette royauté d'un jour avait obtenu quelques acclamations dans les rues ou dans un théâtre, que des courtisans insensés mettaient en doute si elle ne devrait pas, dans un temps très-prochain, abandonner l'alliance de la France pour celle de l'Angleterre. On se récriait contre les saisies opérées par les troupes françaises, et dont il était pris possession pour le compte de l'Empereur. On se plaignait que le produit n'en fût pas versé dans les caisses du roi, comme si c'eût été à la France seule à faire

les frais de l'établissement d'un trône qui, mal assis encore sur un sol tremblant, conspirait déjà contre elle. Assurément le roi Joseph ne se permet pas lui-même de si étranges témérités, mais quelquefois ses indiscretions les encourageant. Au reste, le ton de la cour et du ministère varie selon les vicissitudes de leur situation. L'ingratitude se accroît de ce qui devrait augmenter la reconnaissance. On a été modeste dans les mauvais jours, parce qu'il n'y avait d'espoir de salut que dans l'Empereur; on s'embardit d'autant plus contre lui que ses armes sont plus heureuses. Quant à la population de Madrid, ses dispositions à la révolte ou à l'obéissance dépendent du sort des armes françaises, et la tranquillité en certaines provinces a paru affermie, lorsqu'aux succès, obtenus en Espagne même, est venue se joindre la nouvelle des victoires remportées par Napoléon en Allemagne. Ce moment favorable a été saisi par le roi pour prononcer la suppression des couvents, celle de la grandesse, et celle de quelques impôts qui pesaient sur les campagnes, par exemple, la taxe connue sous le nom de redevance du vœu de saint Jacques. En ce qui concerne cette taxe, sujet de plaintes perpétuelles pour les cultivateurs, le bienfait est réel; mais peuvent-ils en tenir compte à un prince qu'ils ne reconnaissent pas, ou ne reconnaissent que par

* Le 25 janvier 1809.

force? Quant aux moines, le temps de leur suppression n'était pas venu. Les efforts faits contre eux ne servent qu'à fortifier leur puissance et à les transformer en héros. Vingt-cinq années d'épreuves sont encore nécessaires pour que l'Espagne, livrée à d'autres passions, et tombant dans un autre excès, brise ses anciennes idoles, et fasse, de ses héros, des martyrs.

Si la cour de Joseph était inexcusable de rêver d'autres alliances que l'alliance française, l'inquiétude de ce prince n'était pas sans motif. Dès la fin de 1808, l'Empereur, tout en évitant de s'expliquer sur ses vues définitives, avait donné à entendre que plus tard il pourrait être question « de quelques cessions qui seraient utiles à la France, » sans être onéreuses à l'Espagne. » La susceptibilité du roi Joseph est facile à comprendre. Au moment où Ferdinand VII se rendait à Bayonne, plusieurs de ses conseillers s'étaient résignés d'avance à une perte de territoire, si, par là, on pouvait assurer la conservation de sa couronne. Cette résignation se conçoit. Une nation peut permettre, à une dynastie consacrée par le temps, des sacrifices qui la révolteraient de la part d'une dynastie nouvelle. C'est pour un prince nouveau, étranger, imposé à un pays, une triste destinée de ne pouvoir au moins lui apporter, en dot, le maintien de l'intégralité de sa monarchie. Cette pensée était le tourment de Joseph, et de là contre l'Empereur des propos imprudents que recueillaient ses courtisans et ses ministres, ce qui donnait à son ministère et à sa cour une couleur d'hostilité avec la France.

La position du roi, comme généralissime des armées françaises en Espagne, n'avait pas été non plus à l'abri de tout désagrément, la plupart des maréchaux n'ayant pas montré pour ses ordres transmis par le maréchal Jourdan, son major général, toute la déférence que le roi avait droit d'attendre comme lieutenant de l'Empereur. Le défaut d'ensemble dans l'action avait empêché d'obtenir tous les avantages sur lesquels l'Empereur avait dû compter, et de profiter de ceux qu'on avait obtenus. « Il paraît », disait Napoléon à l'occasion de la bataille de Talavera, que les Anglais ont beaucoup souffert; mais on est bien malhabile en Espagne dans la direction des armées. » C'était cette pensée qui l'avait conduit à ordonner qu'on suspendît toute mesure offensive dans la Péninsule.

Cependant, au commencement du mois de novembre, le maréchal de Dalmatie, nouveau major général, s'étant rendu auprès du roi à Ma-

drid, tous deux en partirent bientôt pour aller combattre à Océana une armée d'insurgés au nombre de cinquante-cinq mille hommes. La bataille fut courte et la victoire éclatante. Le deuxième et le cinquième corps s'y distinguèrent également. Les insurgés échappèrent en partie par la fuite; mais le nombre des prisonniers fut très-considérable. On prit cinquante pièces de canon et près de quarante mille fusils. Ce fut la dernière grande bataille livrée en 1809 dans ce royaume. Par cette nouvelle défaite de l'insurrection, comme par la retraite des Anglais en Portugal, les provinces centrales de la monarchie étaient ramenées à l'obéissance, et s'il y eut une circonstance où l'on put croire que le trône de Joseph dut se consolider, ce fut le moment où Napoléon, vainqueur de l'Autriche, semblait pouvoir disposer de forces immenses pour consommer la soumission des provinces plus obstinées dans la révolte. Malgré ces heureuses apparences, Joseph n'était rien moins que tranquille sur l'avenir. La royauté elle-même, dans ce temps de grandes vicissitudes, ne semblait guère inamovible, et un bruit s'était accrédité que l'Empereur voulait créer pour Joseph un royaume en Italie. Les esprits s'exerçaient sur cette supposition. En général, autour du roi on ne regardait pas cette chance de translation comme un malheur. Elle aurait même pour lui un côté avantageux, par cela seul qu'elle lui épargnerait le désagrément d'avoir à céder une partie quelconque du territoire espagnol; et d'ailleurs un rôle, qui exigeait une surveillance et une sévérité soutenues, était si peu dans son caractère, qu'il devrait se féliciter d'être placé à la tête d'un peuple plus facile à conduire. Si l'on pensait ainsi auprès de Joseph, ce n'était pas ainsi qu'il pensait lui-même. La perspective d'un meilleur avenir en Espagne souriait à son imagination, et l'affermissement du trône qu'il possédait déjà lui semblait préférable à l'essai d'un trône de création nouvelle. L'incertitude du moment fut dissipée pour Joseph par le discours de l'Empereur à l'ouverture de la session du corps législatif. Ce même discours, qui avait jeté l'effroi en Hollande, porta des consolations en Espagne. « J'ai soumis l'Aragon et la Castille, disait l'Empereur, et chassé de Madrid le gouvernement fallacieux formé par l'Angleterre. Je marchais sur Cadix et Lisbonne, lorsque j'ai dû revenir sur mes pas et planter mes aigles sur les remparts de Vienne.... » Plus loin il ajoutait : « Lorsque je me montrerai au delà des Pyrénées, le léopard épouvanté cherchera l'Océan pour éviter la honte, la défaite ou la mort. Le triomphe de mes armes sera le triomphe du génie du bien sur le génie du mal; de l'ordre, de la morale, sur la guerre

¹ Lettre du 17 août.

« civile, l'anarchie et les passions malfaisantes. Mon amitié et ma protection rendront, je l'espère, la tranquillité et le bonheur aux peuples des Espagnes. » Ce langage de l'Empereur, qui ne laissait entrevoir de sa part aucune intention de changement pour ce royaume, fit tomber aussitôt tous les bruits contraires, et Joseph en éprouva une vive satisfaction, d'autant plus que dans ce même temps on reçut des réponses favorables de quelques généraux et chefs d'insurrection, qui, moyennant certains arrangements, se montraient disposés à se rapprocher du nouveau roi. Dans le cours de cette année, il y avait eu constamment sinon une négociation ouverte, du moins un échange de paroles de conciliation entre plusieurs de ces chefs et quelques généraux ¹ français.

Un fonds d'inquiétude restait toujours au cabinet espagnol, c'était celle qui se rapportait à la demande de cession à laquelle on s'attendait de la part de l'Empereur, et l'on prévoyait trop bien que la cession demandée serait celle de la rive gauche de l'Èbre. L'imagination de quelques ministres était fortement exaltée contre l'admission d'une telle demande. Toute transaction leur paraissait impossible, parce que rien, suivant eux, ne pouvait remplacer une perte semblable; l'acquisition de tout le Portugal ² n'en serait pas une suffisante indemnité.

Comme les rois d'Espagne et de Hollande, le roi de Naples, Joachim, avait aussi des démêlés assez vifs avec l'Empereur Napoléon; mais le sujet était moins grave et les conséquences moins dangereuses; il ne s'agissait pas pour lui de provinces à échanger ou à perdre. Quoique l'Empereur, en l'appelant à remplacer Joseph sur le trône des Deux-Siciles, l'eût suffisamment averti que, toujours lié à la France par le titre de grand amiral ³ inhérent à sa couronne, il ne devait se considérer, même dans ses fonctions royales, que comme un grand officier de l'empire, ce nouveau roi ne fut pas moins que les rois ses beaux-frères tourmenté du besoin d'affecter l'indépendance à l'égard de celui auquel ils devaient tous leur nouvelle et inespérée grandeur. De mauvais exemples avaient été donnés; il les imita trop bien. Non contents de se faire eux-mêmes Hollandais, Espagnols ou Westphaliens, les frères de Napoléon voulaient de plus que les Français qui étaient à leur service leur prêtassent serment en leur nouvelle qualité. L'Empereur, blessé d'une pareille prétention, avait, par

un décret du 12 mars 1808, déclaré que tout Français, qui avait prêté serment à l'un de ses frères depuis qu'il était roi, cessait d'être Français. Ceux qui étaient à leur service, sans avoir prêté serment, continuaient à être considérés comme Français, mais ils devaient recevoir une permission signée de l'Empereur. Ce décret n'étant pas fidèlement exécuté à Naples, son inobservation attira de rudes injonctions au roi Joachim.

Un autre sujet de débat était la dotation de fiefs créés dans le royaume de Naples par le statut du 30 mars 1806, qui conférait à Joseph la couronne de ce royaume. Ce prince avait dû fournir pour cette dotation un million de revenu foncier. N'ayant ni désigné les terres qui devaient produire le million imposé par l'Empereur, ni payé annuellement cette somme, il avait légué à son successeur une dette assez considérable envers la France. À la vérité l'Empereur, en donnant à celui-ci le trône laissé vacant par Joseph, réduisit, pour l'avenir, la somme d'un million à cinq cent mille francs; mais il exigeait le payement de l'arriéré, ce qui donnait lieu à une correspondance très-animée, sinon entre les deux beaux-frères, du moins entre les ministres des deux pays.

On juge bien que l'exécution des mesures dirigées contre le commerce anglais avait dû être fortement recommandée à un royaume d'un littoral très-étendu et voisin d'un grand entrepôt de marchandises anglaises, l'île de Malte. Voici ce que l'Empereur écrivait, de Varsovie, à son frère Joseph, dès le 28 janvier 1807 : « Vos destins, mes succès ont mis entre nous de vastes pays. Vous touchez au midi de la Méditerranée, je touche à la Baltique... Veillez sur vos côtes; écarter-les en les Anglais et leur commerce. » C'était surtout un auxiliaire maritime que Napoléon avait entendu se donner dans ce royaume. Aussi pressait-il constamment Joseph, comme plus tard il pressera Joachim, de faire construire des vaisseaux et des frégates, et provisoirement d'envoyer à Toulon des matelots napolitains. Joachim ne mettra pas plus d'activité que Joseph à remplir ces vœux de l'Empereur.

Joachim Murat était arrivé à Naples au commencement du mois de septembre. Brillant général de cavalerie, distingué par sa taille élevée, sa belle figure et sa contenance militaire, frappant les yeux par l'éclat d'un costume théâtral qui partout ailleurs eût eu quelque chose de bizarre et d'exagéré,

¹ M. de Torrénio cite, comme des modèles de patriotisme et de dignité, les réponses de Jovellanos au général Sebastiani.

² L'un des ministres disait : « Nous enlever la rive gau-

» che de l'Èbre, c'est nous couper un bras. Nous donner » le Portugal, c'est attacher à l'autre bras un poids qu'il » ne pourra supporter. »

³ L'article 5 du décret daté de Bayonne, le 15 juillet.

il réunissait tous les avantages extérieurs propres à charmer la population de cette capitale. C'était, pour la multitude napolitaine, un autre due de Beaufort. Lorsqu'il se montrait, les jazziaroni le saluaient de leurs acclamations et l'entouraient avec empressement. Pour justifier et fortifier la faveur publique, il avait à cœur de signaler, par une entreprise éclatante, le commencement de son règne. Cette bonne fortune ne lui manqua pas. L'île de Caprée était occupée par une garnison de deux mille Anglais. Des bâtiments de guerre anglais stationnaient constamment dans l'île de Penza, voisine de Caprée. Deux tentatives de Joseph contre cette dernière île avaient échoué. Joachim fut plus heureux. Une expédition composée de seize cents hommes, sous les ordres du général Lamarque, triompha de tous les obstacles de la nature et de l'art. Il fallut, pour atteindre des cimes escarpées par un talus rapide et découvert, en hissant des échelles les unes au bout des autres, des prodiges d'audace, de sang-froid et de patience; mais, après s'être emparé de la partie supérieure de l'île et y avoir fait onze cents prisonniers, on n'avait encore accompli que la moitié de l'ouvrage. Il ne fallut pas moins d'intrépidité et de téméraire confiance pour descendre à la partie inférieure, encore fortement défendue, sans avoir d'autre voie de passage qu'un escalier de cinq cent quatre-vingts marches suspendu sur un abîme. Ce beau fait d'armes eût suffi à l'illustration du général Lamarque, quand même il n'eût pas dû, comme le général Foy, jouir, dans les dernières années de sa vie, les lauriers de la tribune aux lauriers de la guerre. Le commandant anglais, qui eut la honte de n'avoir pas su conserver un rocher si facile à défendre, est ce même Hudson-Loe, qui un jour obtiendra, sur un autre rocher, une célébrité digne de lui, comme geôlier du prisonnier de Sainte-Hélène.

Le début administratif du roi ne fut pas aussi satisfaisant que son début militaire. Dans tous les pays et dans tous les temps, une réduction de l'intérêt des rentes est une opération hardie et dangereuse; elle l'est naturellement bien plus encore aux premiers jours d'un règne, de la part d'un roi que la nation n'a pas choisi, mais qu'elle a reçu d'une main étrangère. La faute était d'autant plus grave qu'il fallut reculer après l'avoir commise. Elle était de plus une violation du statut constitutionnel. L'Empereur, qui ne s'est pas toujours piqué d'un respect religieux pour les clauses du pacte social en France, n'entendait point que ses frères se permissent de parcs écarts dans leurs États. Cette

infraction n'était pas d'ailleurs la seule dont le roi Joachim se fut rendu coupable. Napoléon lui en fit témoigner un vif mécontentement par son ambassadeur. Le ministre des affaires étrangères, M. de Champagny, écrivit à ce dernier : « L'Empereur apprend avec peine que le roi a réduit la dette publique de cinq à trois pour cent. Sa Majesté regarde cette réduction comme contraire aux intérêts du royaume de Naples et aux engagements pris par le roi. En lui donnant la couronne, l'Empereur y a mis trois conditions : l'inviolabilité de la constitution, la garantie de la dette publique, l'entretien des troupes françaises. » L'ambassadeur était chargé de remettre des notes séparées sur chacun de ces trois objets, et, de plus, il lui était prescrit de demander, par une quatrième, que la constitution fût mise en activité dans tout le royaume, et que le Code Napoléon y fût exécuté sans aucune restriction, « notamment en ce qui concerne le divorce. » Tous les sentiments exprimés ici au nom de Napoléon sont en eux-mêmes dignes d'éloge; mais, relativement au dernier article de ces additions impériales, il n'échappera pas que c'est dans le moment où il s'occupe de son divorce en France, qu'il recommande l'exécution de la disposition relative au divorce dans les États qui dépendent de son empire. Au reste, l'Empereur avait aussi, comme nous l'avons vu, rappelé le roi Louis au respect de la constitution hollandaise. Il avait procédé de même avec le roi de Westphalie.

Les réclamations du trésor français sur le roi Joachim l'obligèrent, pour sa justification personnelle, à imputer la gêne de sa situation au prince son prédécesseur. L'excuse de ses retards était que, sous le règne d'ailleurs si court de Joseph, les finances, détournées de leur légitime destination, au lieu de pourvoir au paiement de la solde des troupes et à celui du million annuel, réservé pour dettes par l'Empereur, avaient été, en partie du moins, dissipées en dépenses d'agrément et en deux énormes de rentes sur le grand-livre, à des femmes et à des favoris. Ces allégations, exagérées peut-être, offraient cependant un fond de vérité, et l'Empereur ne l'ignorait pas; mais soit indulgence, suite de l'attachement sincère de Joseph à sa personne, soit vicieuse habitude de respect pour son aîné, il ne s'abandonnait point envers lui aux boutades de mauvaise humeur dont il se faisait peu de scrupule, tant avec ses jeunes frères, Louis et Jérôme, qu'avec son beau-frère Joachim.

Outre que celui-ci continuait de recevoir à son

était ainsi tenu : « Le prince Joachim Napoléon, devenu roi des Deux-Siciles, conservera la dignité de grand

ambassadeur de France qui sera attachée à sa couronne. »

Le 25 décembre 1809.

service des Français, sans qu'ils en eussent obtenu l'autorisation de l'Empereur, il se permettait aussi d'envoyer à ses amis, en France, des décorations napolitaines. Cette prodigalité déplut à l'Empereur, et il fit notifier au roi qu'il ne devait en donner aucune à des Français sans son consentement ¹. Pour satisfaire aux intentions de l'Empereur relativement aux Français qui étaient au service de Naples, le roi ordonna que tous ceux qui n'avaient pas reçu l'autorisation impériale cessassent leurs fonctions. Cette mesure plut beaucoup aux Napolitains. En tout pays, et presque toujours, on déteste les hommes qu'un roi étranger amène avec lui; on voit en eux des concurrents, des rivaux, et on les hait en cette qualité, quand même quelques-uns, par leur caractère personnel, mériteraient d'inspirer de meilleurs sentiments.

De temps en temps, l'Empereur faisait rappeler au cabinet de Naples combien il était essentiel, pour écarter le commerce anglais, de repousser le pavillon américain, qui en était le porteur principal. « L'intention de Sa Majesté, écrivait ² M. de » Champagny, est que l'admission des bâtiments » américains ne soit prononcée à Naples que lorsqu'elle aura été décrétée en France, les mesures » adoptées contre l'Angleterre ne pouvant avoir » un important résultat que par l'uniformité de » leur application. » On avertissait le roi de Naples que les témérités du roi de Hollande n'étaient pas bonnes à suivre comme modèle, et que, si ce prince avait pris sur lui d'autoriser les bâtiments américains à entrer dans ses ports, la révocation de cet acte d'autorité, si contraire au système français, lui avait été demandée avec une énergie qui ne comportait pas de refus. En conséquence de cette communication, le roi donna des ordres conformes aux demandes de la France; mais qui ne furent pas mieux observés à Naples qu'ailleurs. Le ministère du roi mettait peu d'obstacles à la fraude, si même il ne la tolérât sciemment. L'Empereur écrivait, quelques mois après : « On fait la contrebande à » Naples, et Salicetti ³ la favorise. »

La vie privée des rois de la dynastie napoléonienne est sans doute de très-peu d'intérêt pour l'histoire. Aussi, nous n'en parlerons qu'autant qu'il s'y rencontrera des circonstances où l'Empereur ait intervenu. Dans son extrême désir de paraître indépendant de l'Empereur et de tout le monde, Joachim cherchait à établir comme un fait notoire que la reine était entièrement étrangère

à tout acte de gouvernement et d'administration. Cette intention du roi était portée jusqu'à une affectation capricieuse et bizarre. La reine Caroline, sœur de Napoléon, remarquable par sa beauté, ne l'était pas moins par son esprit. Peut-être était-ce la conscience de la supériorité qu'elle avait sur lui, qui conduisait le roi à cette puérile démonstration. L'ambassadeur de France à Naples crut devoir donner, dans plusieurs dépêches successives, des détails assez étendus à ce sujet. Il le faisait, et il dit plus tard, avec l'autorisation et même sur la demande de la reine, qui ne voulait pas en écrire directement à l'Empereur. Pour toute réponse à ces officieuses informations, le ministre des affaires étrangères écrivit à cet agent que l'Empereur lui accordait un congé pour revenir en France; il lui disait : « Les circonstances ⁴ étant devenues plus » favorables à la demande de congé que vous lui » avez faite plusieurs fois, Sa Majesté a daigné » l'accueillir. » L'ambassadeur, qui n'avait pas demandé de congé, ne comprit pas, ou feignit de ne pas comprendre ce que ce congé signifiait. Il fallut que le ministre lui parlât avec plus de clarté, ce qu'il fit dans les termes suivants : « L'Empereur » vous croit en France, et son intention est que » vous y soyez. » Cette fois l'ambassadeur voulut bien deviner que son congé était un rappel.

Parmi les décrets rémunérateurs que l'Empereur avait rendus à Vienne, le 15 août, il en était un qui portait création de quatre duchés dans le royaume de Naples. Les titres de ces duchés reposaient sur des villes de ce royaume, Reggio, Tarente, Otrante et Gaète, et leur dotation devait être prise sur les sommes dues à la France. Ces titres ne furent pas tous accordés comme récompense militaire. Deux seulement eurent cette destination. Le titre de duc de Reggio donné à Oudinot, celui de duc de Tarente donné à Macdonald. Les deux autres furent conférés comme récompense de services civils : à Fouché, le titre de duc d'Otrante; à Gaudin, ministre des finances, celui de duc de Gaète.

Malgré tout le charme du rôle de roi pour un homme nouveau, le roi de Naples, pendant la campagne d'Autriche, avait beaucoup regretté de n'être point appelé à y prendre part. Plus d'une fois il s'était plaint d'être relégué au fond de l'Italie, tandis qu'on livrait de si grands combats en Allemagne, et il avait craint que, dans sa condamnation au repos, il n'y eût eu ou dédain de ses ser-

¹ Le roi de Naples envoie des décorations à tout le monde sans sa permission. Cela est souverainement ridicule.

Lettre à M. de Champagny, du 24 janvier 1809.

² Schenbrunn, 25 juillet.

³ Ministre de la police de Joachim.

⁴ Lettre de Vienne, le 21 juin.

⁵ Le 24 juillet.

vices, ou refroidissement de l'Empereur envers lui. Pour se rendre à Paris, il n'eut pas besoin d'en être pressé comme le roi de Hollande. Dès qu'il sut que sa présence n'y serait pas désagréable, il s'empressa de se mettre en route pour aller prendre place dans cette réunion de courtisans couronnés.

Le royaume de Westphalie offrait moins de motifs à des contestations avec la France que ceux d'Espagne, de Hollande et de Naples. Cependant l'Empereur avait aussi les yeux ouverts sur tout ce qui se passait dans ce royaume. Il désirait particulièrement connaître les circonstances de la vie intérieure du roi, et, comme ces détails domestiques eussent mal figuré dans des dépêches officielles, il fit ordonner à son envoyé en cette cour, M. Reinhard, de joindre des bulletins à ses dépêches. Cette obligation fut bientôt étendue à tous les autres agents. L'Empereur avait ainsi régulièrement la chronique des cours de l'Europe, ce qui formait au moins la partie la plus amusante de la correspondance, quand elle n'en était pas la plus intéressante. M. Reinhard n'avait pas dû laisser ignorer que le roi dépensait au delà de sa liste civile, et l'Empereur en exprima son mécontentement à ce prince. Malgré les justifications de celui-ci, l'Empereur recommandait toujours à son envoyé de tâcher « d'inspirer, autant qu'il pourrait, l'économie au roi. » Quelques mois plus tard, ces conseils paraissent avoir été peu écoutés, il les renouvelait dans des termes plus sévères : « Écrivez¹ » à Reinhard que je suis garant de la constitution » de Westphalie, et que, si le roi emploie pour sa » liste civile plus qu'il ne lui appartient, j'en rendrai responsables les ministres des finances et du » trésor. » L'Empereur avait droit d'exiger que la liste civile des rois qu'il avait créés suffît à leurs dépenses. A cet égard, il parlait d'exemple. On sait que jamais, en presque jamais, il ne dépensait plus que la moitié de la sienne, et l'exécédant était ou destiné à former un fonds de réserve, ou consacré à des travaux d'utilité publique.

Quoique le roi Jérôme protestât de sa bonne administration, bientôt il fut réduit aux expédients, et il eut l'idée de faire un emprunt de trois millions de francs à Hambourg. L'emprunt ne réussit pas; mais, au lieu de trois millions qu'il demanda en vain aux capitalistes de cette ville, le sénat lui prêta une somme de trois cent mille francs, et le fit d'autant plus volontiers, dit M. Bourienne, ministre de France auprès des villes anseatiques, que, par là, il éloignait du Harbourg, point contigu à son terri-

toire, un corps de troupes qu'y avait envoyé le gouvernement westphalien. Jérôme, en chargeant un banquier de Cassel d'aller à Hambourg faire une tentative d'emprunt, l'avait adressé² au ministre de France. Celui-ci, n'ayant pas eu le temps de prendre les ordres de l'Empereur qui était à Schenbrunn, eut cependant devoir employer ses bons offices pour lui faire obtenir le léger prêt du sénat. C'est M. Bourienne qui expose lui-même ainsi sa petite coopération dans cette affaire. Il paraît que le roi Jérôme lui en sut beaucoup de gré, car il lui fit don de son portrait entouré de diamants. L'Empereur, qui ne fut informé que plus tard et de l'emprunt et du présent, récompense de l'emprunt, fit donner ordre à M. Bourienne de renvoyer au roi de Westphalie son portrait, et le réprimanda de ne lui avoir pas donné connaissance de la négociation d'argent tentée à Hambourg par le roi Jérôme. « Faites sentir³ à Bourienne que je veux tout » savoir, et qu'il deviendra responsable de tout ce » qu'il ne me dira pas. » Dans cette même lettre à M. de Champagny, l'Empereur ajoutait, à l'occasion d'un homme peu digne d'estime, qui était en faveur auprès du roi de Westphalie : « Dites à Rein- » hard que je ne souffrirai pas qu'un pareil fripon » reste auprès du roi. »

L'Empereur ne dissimulait point ses soupçons sur la conduite de son ministre à Hambourg, et il les lui faisait voir à lui-même. Ayant à déterminer la situation des villes anseatiques à l'égard de la France, c'était à ce ministre qu'il eût dû naturellement en confier le soin. Il donna la préférence à M. Reinhard, ministre à Cassel. L'opinion de l'Empereur, à cette époque, sur les villes anseatiques, était qu'il n'y avait rien de plus avantageux que de les laisser subsister comme villes impériales. Seulement il voulait que les relations qu'elles avaient eues avec l'empire germanique eussent lieu à l'avenir avec l'empire français. Il entendait que les fonctions supérieures, celles de bourgmestres, par exemple, fussent à sa nomination, sur une liste triple formée par les états. Un projet de constitution devait être rédigé pour ces villes, et énoncer en outre les moyens d'exécution. « Je charge⁴ Rein- » hard de cette mission, écrivait-il, parce que je » ne veux point de ces tripotages d'argent qui dés- » honorent les gouvernements. » Ce langage de l'Empereur est empreint d'un double sentiment que l'on aime dans le chef d'un État, l'estime de la probité⁵ en elle-même, et l'amour de la probité pour l'honneur de la France.

¹ Schenbrunn, 20 août, à M. de Champagny.

² 1^{er} septembre 1609.

³ Lettre du 8 octobre, à M. de Champagny.

⁴ 26 septembre.

⁵ On connaît de grands exemples de restitutions imposées par l'Empereur à des hommes de premier rang. Pour

En exposant les relations de la France avec les divers États européens, nous avons, d'une manière indirecte, fait connaître l'état de sa lutte avec le gouvernement anglais, car elle a rencontré ce gouvernement dans tous les pays où il croyait pouvoir la combattre et lui susciter des ennemis. Nous devons cependant encore ajouter ici quelques faits qui compléteront le tableau de la situation des deux puissances. La fortune continuait à se montrer peu favorable aux alliances anglaises.

Lorsque, dans le parlement, on reprocha¹ au ministère de causer la perte des États qu'il entraînait à la guerre, sa justification² fut que ce n'était pas sur lui qui devait peser la responsabilité de leurs déterminations. Relativement au roi de Suède, Gustave-Adolphe, le ministère avait bien pressenti que la guerre serait funeste à ce prince; mais du moment qu'il s'obstinait à la faire, on n'avait pas dû l'abandonner. Il en était de même de l'Autriche. Assurément on n'a pas pu s'affliger de voir une puissante monarchie se soulever pour mettre un terme aux envahissements de l'ambition française, mais le ministère n'a pas désiré que la cour de Vienne s'engageât dans une si grande guerre autrement que pour un intérêt autrichien; seulement, au cas où cette cour croirait faire un généreux effort dans sa propre cause, il lui a promis toute l'assistance qu'il aurait le moyen de lui donner. L'Autriche a trop présumé de ces promesses, car elle a tiré sur le trésor britannique des lettres de change dont on a dû rejeter le paiement. Cependant le ministère était d'avis qu'il convenait de lui accorder tel subside que pourrait exiger la lutte qu'elle soutenait contre l'ennemi commun. Le roi en fit la demande par un message³, en annonçant que ses anciennes relations de bonne intelligence et d'amitié avaient été heureusement rétablies avec cette puissance.

Si les grandes expéditions de l'Angleterre sur les côtes du royaume de Naples, en Espagne sur Madrid, au nord dans l'île de Walchern, n'avaient produit qu'une grande et inutile consommation d'argent et d'hommes, ces contrariétés ne restaient passans compensation. La mer donnait au gouvernement anglais les avantages qu'il demandait en vain au continent. La France, dans le domaine des mers, n'éprouvait que des échecs et des pertes.

les agents civils, à peu d'exceptions près, il se montrait très-sévère. Aussi l'administration, sous son règne, a-t-elle été généralement plus pure qu'à toute autre époque antérieure. A l'égard des militaires, on le voyait plus indulgent; mais quelquefois cette indulgence était presque une nécessité. J'ai lu dans une de ses lettres les mois suivants : « J'envoie tel général à... je sais qu'il est un

En 1800, l'Angleterre lui enleva, aux Antilles, la Martinique et Santo-Domingo; dans la Méditerranée, les îles Ioniennes; sur le continent américain, Cayenne, et, en Afrique, le Sénégal.

Quoique l'Empereur eût pris le sage parti d'éviter tout grand choc maritime, trop souvent encore des rencontres avaient lieu; et presque toujours elles étaient malheureuses pour nos armées. De sept vaisseaux attaqués⁴ devant la Rochelle par l'amiral Gambier et lord Cochrane, l'un fut obligé d'amener son pavillon, et trois se jetèrent à la côte. Ces derniers tombèrent ensuite au pouvoir des Anglais, et furent brûlés par eux.

Un convoi d'une vingtaine de voiles destiné pour l'Espagne, à peine sorti de Toulon, fut dissipé⁵ par l'amiral Collingswood. Deux vaisseaux français ayant fait côte, leurs équipages y firent eux-mêmes le feu. Quelques affaires brillantes, comme la prise de la frégate anglaise la *Proserpine* par le capitaine Dubourdieu, et le retour de la frégate la *Sémillante*, qui avait soutenu cinq combats et causé à l'Angleterre des pertes immenses dans l'Inde, ne balançaient pas le dommage constant que recevait la France dans presque toutes les affaires engagées avec les Anglais. Cependant ces succès faibles et partiels n'étaient pas sans importance, car ils sauvaient l'honneur.

Il est une puissance avec laquelle l'Angleterre resserrait d'autant plus ses rapports que la France paraissait s'éloigner d'elle par son propre choix; c'était la Turquie. L'entrevue d'Erfurt, où le Grand Seigneur devait croire qu'il avait été pris des résolutions contraires à ses intérêts, les démonstrations toujours croissantes de l'intimité de Napoléon et d'Alexandre, ne permettaient pas au cabinet ottoman d'ajouter foi aux protestations amicales que l'Empereur lui faisait répéter par son chargé d'affaires à Constantinople. Les paroles de cet agent ne pouvaient pas obtenir une grande croyance, démenties, comme elles le seront bientôt, par une déclaration publique de l'Empereur dans une circonstance aussi solennelle que l'ouverture de la session du corps législatif.

Napoléon qui, à son retour d'Autriche, s'était rendu à Fontainebleau, y prolongea son séjour jusqu'au 15 novembre. Sur la nouvelle de l'arrivée du roi de Saxe à Paris, il y revint de son côté, et

¹ peu pillard, mais il est actif, intelligent, et convient parfaitement à ce poste.

² Le 12 mai 1800.

³ Discours de M. Canning.

⁴ Le 24 mai.

⁵ 11 avril 1800.

⁶ 25 octobre.

alla immédiatement faire visite à ce prince, auquel il aimait à donner des preuves de sa sincère vénération.

Pendant la durée des négociations d'Altenbourg et de Vienne, des bruits inquiétants ayant été répandus à Dresde sur la destination future du duché de Varsovie, l'Empereur avait fait écrire à son ministre en cette résidence, M. Bourgoing, qu'une pareille crainte lui semblait un outrage; que le duché de Varsovie ne sortirait point de la maison de Saxe; que concevoir à ce sujet un doute, « c'était mal connaître son caractère et mal apprécier l'estime qu'il faisait du roi. »

Aussitôt que, parmi les principales bases de la paix, et même avant sa signature, la cession de la Galicie occidentale avait été convenue, on s'était empressé d'en informer le roi de Saxe. En échange de cette acquisition assurée au duché de Varsovie, l'Empereur, selon son usage, avait fait une réserve de domaines pour être employés en récompenses, et demandé une augmentation de l'armée du duché, proportionnée à l'augmentation de son territoire. La réserve de biens à désigner en Galicie consistait en dix millions de francs. L'armée du duché de Varsovie devait être portée à soixante mille hommes.

La réunion à Paris des rois et grands-ducs alliés de Napoléon, qui eut lieu à cette époque, n'était pas précisément l'effet d'un mouvement spontané de ces princes; il est bien probable que tous eussent préféré recevoir, sans sortir de leurs résidences, la distribution de territoires que chacun d'eux espérait obtenir dans le partage des possessions cédées par l'Autriche; mais il avait suffi, pour les décider à ce voyage, de leur laisser entrevoir l'intérêt qu'ils pouvaient trouver à venir eux-mêmes faire valoir leurs prétentions respectives. Pour le roi de Saxe, la position n'était pas la même. Le lot qu'il devait recevoir avait été déterminé d'avance et consacré par le traité de paix. Cependant l'Empereur n'était pas fâché qu'il vint aussi augmenter le groupe royal, et peut-être avait-il à son égard un motif particulier qui n'existait pas pour les autres souverains. L'insinuation en fut donc faite au roi, mais avec tous les ménagements convenables. Le ministre des affaires étrangères écrivit au ministre de Franco à Dresde que l'Empereur aurait eu beaucoup de choses à arranger avec ce prince, et qu'il regrettait de n'avoir pu passer par Dresde; mais que, si le roi manifestait le désir direct de venir à Paris, l'Empereur le verrait avec plaisir. « Dites bien au sieur Bour-

going qu'il ne doit pas presser un voyage qui pourrait déranger ce monarque, qui en a déjà tant fait ¹ cette année. » Ainsi s'était exprimé l'Empereur; mais, de quelque forme de langage que son agent pût se servir, c'était toujours, en réalité, une invitation; et de son côté le roi, jaloux de se montrer reconnaissant envers l'Empereur, n'avait pas dû s'y refuser.

Les rois de Bavière et de Wurtemberg, princes souverains de race ancienne comme le roi de Saxe, mais, comme lui, rois nouveaux et de création napoléonienne, arrivèrent successivement à Paris, ainsi que les rois de Hollande, de Westphalie et de Naples, pour assister aux fêtes de la paix.

L'ouverture de la session du corps législatif était alors, non-seulement pour la France, mais pour l'Europe, une solennité toujours attendue avec une curiosité impatiente, et quelquefois avec inquiétude, à cause de l'importance des révélations que l'Empereur était dans l'usage de faire ou de laisser pressentir sur ses vues, soit actuelles, soit prochaines, à l'égard des États étrangers. Cette cérémonie eut lieu le 3 décembre.

Nous avons d'avance cité deux passages du discours de l'Empereur, l'un concernant la Hollande, dont il peignait la situation comme très-pénible entre la France et l'Angleterre, l'autre relatif à l'Espagne, où il avait soumis l'Aragon et la Castille, prêt à marcher sur Cadix et Lisbonne, s'il n'eût dû revenir sur ses pas pour planter ses aigles sur les remparts de Vienne. « Trois mois, continuait l'Empereur, ont vu naître et terminer cette quatrième guerre punique. »

Tous les faits essentiels de l'année étaient peints en traits fermes et rapides. Après des remerciements aux départements du nord de la France pour leur belle conduite contre l'invasion anglaise, l'Empereur disait : « Français, votre grandeur s'accroît de toute la haine de vos ennemis... Vous avez la force et l'énergie de l'Hercule des anciens. »

Voici dans quels termes il annonçait la réunion de la Toscane et des États romains à la France :

« J'ai réuni la Toscane à l'empire. Ces peuples en sont dignes par la douceur de leur caractère, par l'attachement que nous ont toujours montré leurs ancêtres ², et par les services qu'ils ont rendus à la civilisation européenne. »

« L'histoire m'a indiqué la conduite que je devais leur avec Rome. Les papes, devenus souverains d'une partie de l'Italie, se sont constamment montrés les ennemis de toute puissance prépondé-

¹ Pendant la campagne d'Autriche, l'irruption d'un corps ennemi en Saxe avait forcé le roi à s'éloigner de sa capitale.

² On retrouve là l'esprit de solidarité avec l'ancienne France, dont l'Empereur aime à renouveler l'expression toutes les fois que l'occasion s'en présente.

« rante dans la Péninsule, et ils ont employé leur
 « influence spirituelle pour lui nuire. Il m'a donc
 « été démontré que l'influence spirituelle exercée
 « dans mes États par un souverain étranger, était
 « contraire à l'indépendance de la France, à la di-
 « gnité et à la sûreté de mon trône. Cependant,
 « comme je reconnais la nécessité de l'influence
 « spirituelle du premier des pasteurs, je n'ai pu
 « concilier ces grands intérêts qu'en annulant la
 « donation des empereurs français mes prédéces-
 « seurs, et en réunissant les États romains à la
 « France. »

L'Empereur n'avait pas vaincu pour lui seul.
 Le fruit de ses victoires devait être commun à ses
 alliés.

« Par le traité de Vienne, tous les rois et souve-
 « rains, mes alliés, qui m'ont donné tant de témoi-
 « gnages de la constance de leur amitié, ont acquis
 « et acquerront un nouvel accroissement de terri-
 « toire. »

La possession des provinces Illyriennes pouvait
 paraître, même à la France, une acquisition peu
 nécessaire. L'Empereur prenait soin d'en expliquer
 les motifs.

« Les provinces Illyriennes portent sur la Save
 « les frontières de mon grand empire. Contigu avec
 « l'empire de Constantinople, je me trouverai en
 « situation naturelle de surveiller les intérêts de
 « mon commerce dans la Méditerranée, l'Adria-
 « tique et le Levant. Je protégerai la Porte, si la
 « Porte s'arrache à la funeste influence de l'Angle-
 « terre; je saurai la punir, si elle se laisse dominer
 « par des conseils astucieux et perfides. »

En parlant de la perte de la Finlande par la Suède,
 l'Empereur se plaisait à manifester son estime pour
 le nouveau roi Charles XIII. « Heureuse cette na-
 « tion, si le prince sage, qui la gouverne aujour-
 « d'hui, eût pu monter sur le trône quelques an-
 « nées plus tôt! Cet exemple prouve de nouveau
 « aux rois que l'alliance de l'Angleterre est le pré-
 « sage le plus certain de leur ruine. »

Un paragraphe, en apparence peu important,
 renfermait une immense concession :

« Mon ami et allié l'empereur de Russie a réuni
 « à son vaste empire la Finlande, la Moldavie, la
 « Valachie et un district de la Galicie. Je ne suis
 « jaloux de rien de ce qui peut arriver de bien à
 « cet empire; mes sentiments pour son illustre
 « souverain sont d'accord avec ma politique. »

La reconnaissance de la possession de la Mol-
 davie et de la Valachie par l'empereur Alexandre
 n'avait jusqu'alors existé que dans la convention
 secrète d'Erfurt. Aujourd'hui, c'est à la face de
 l'Europe que la proclame Napoléon.

Une idée se présente ici, c'est que le choix de ce

moment pour une telle manifestation, tient peut-
 être à un calcul d'intérêt personnel. Ce soupçon
 méritera d'être apprécié plus tard. Du reste, c'é-
 taient de glorieux jours, dans la vie de l'Empereur,
 que ceux où les paroles qu'il prononçait en France
 portaient l'inquiétude ou la joie jusque dans les
 plus grandes capitales, et ce n'était pas non plus
 sans une profonde satisfaction que le peuple fran-
 çais entendait l'Empereur, malgré ses dispen-
 dieuses guerres, terminer ses allocutions par ces
 mots : « Je ne demande à mes peuples aucun nou-
 « veau sacrifice. »

Les discours de l'Empereur étaient, on le sait,
 toujours suivis d'une adresse du corps législatif, et
 dire que cette fois l'adresse fut encore présentée
 par M. de Fontanes, c'est rappeler que l'éloge s'y
 produisait sous les formes les plus habilement mén-
 agées. Nous la passerons sous silence; mais dans
 la réponse qu'y fit l'Empereur, il est quelques pen-
 sées qui nous paraissent dignes de remarque. « La
 « France, répondit-il, a hésité d'une monarchie
 « modérée, mais forte. L'époque actuelle doit être
 « distinguée non-seulement par la gloire des armes
 « françaises, mais aussi par la prospérité de son
 « commerce, par l'état des sciences, des arts et
 « des lettres... Je désire vivre trente ans encore,
 « afin de pouvoir trente ans servir mes sujets, con-
 « solider ce grand empire, et voir toutes les pros-
 « pérités que j'ai conçues embellir cette chère
 « France. » L'Empereur, ce langage l'atteste, ne
 se dissimule pas ce qui manque à son règne; il
 sent bien qu'il est loin de donner à la France ce
 qu'elle a droit d'attendre de lui; il cherche du
 moins à la convaincre que, ce qu'il ne fait pas au-
 jourd'hui, il est dans son intention de le faire un
 jour, et il semble que l'on peut croire à sa sincé-
 rité; mais d'autres passions, d'autres circonstances
 l'entraîneront dans une voie différente, et ses vœux
 pour le repos, pour la prospérité intérieure de la
 France, tels que pourrait les produire une longue
 paix, sont précisément ceux qui ne s'accompliront
 pas.

Nous sommes bien loin, en 1809, des premières
 années du gouvernement consulaire, où le mot de
sujets, placé d'une manière indirecte dans un traité,
 suscitait d'orangeuses discussions dans le tribunal.
 Au reste, si l'Empereur emploie les mêmes termes
 que les autres rois, il y a, dans le sens qu'il leur
 donne, une nuance différente, et, quand il parle
 de ses *sujets*, c'est pour exprimer le vœu de pouvoir
 longtemps les servir. Cette expression n'est point
 dans sa bouche une vaine formule, une hypocrisie
 démonstration. Chez lui, la réalité répond à la pa-
 role. Malgré la présence de tant de princes étran-
 gers et les fêtes données, soit pour eux, soit à l'oc-

casion de la paix, nul changement ne se fait remarquer dans ses laborieuses habitudes. Toujours même activité dans sa correspondance, même réunion de conseils d'administration, de finances et autres, pour les diverses branches du service public. Satisfait de lui-même et fort de la conscience du devoir rempli, il disait en riant à un de ses ministres : « Mes alliés n'auront pas perdu leur temps » à Paris, s'ils profitent des leçons qu'on y donne. « Ils auront pu apprendre qu'en ce siècle, le métier de roi n'est plus un jeu d'enfant, et que, pour avoir le droit de se servir des peuples, il faut commencer par les servir soi-même. » C'est cette manière d'entendre le gouvernement que la France aime dans l'Empereur, et c'est pour cette raison qu'on lui pardonne ce qu'on ne supporterait pas dans tout autre.

Comme les diverses questions de politique extérieure trouvaient place dans le discours de Napoléon, tout ce qui concernait l'administration de la France était énuméré dans le rapport que présentait au corps législatif le ministre de l'intérieur. Ce rapport annuel était pour l'Empereur l'objet d'une attention spéciale. Celui dont nous allons citer quelques passages fut trois fois mis sous ses yeux, et trois fois modifié par lui. Le ministre avait d'abord établi un parallèle entre ce que la France était dix années auparavant, et ce qu'elle était à la fin de 1809. Cette forme trop apologétique ne plut point à l'Empereur. « Il vaut mieux, écrit-il¹, faire simplement l'exposé des travaux d'utilité publique, de l'état de la législation, des événements militaires et politiques de l'année. »

Le ministre, commençant par annoncer que le tableau déjà tracé par ses prédécesseurs était encore ce qui formait l'histoire de l'année actuelle, développait cette pensée dans les termes suivants : « Le retour de cette énumération de prospérités acquiert chaque jour un caractère plus glorieux : les faits mémorables d'une année peuvent appartenir à la fortune, à ce qu'on nomme le hasard ; à une volonté dont rien ne fait connaître encore la force ou la constance, la faiblesse ou la versatilité ; mais ceux qui se renouvellent toujours les mêmes sont nécessairement l'œuvre d'un génie et d'un bras également puissants. »

Parmi les travaux publics signalés par le ministre, les plus importants étaient ceux qui se rapportaient au canal de Saint-Quentin, au canal du Nord et au canal Napoléon, aux ports de Dunkerque, du Havre, de Marseille, de Cette et d'Anvers ; aux routes du Simplon, du mont Cenis et autres qui

traversent dans tous les sens les Alpes, les Apennins et les Pyrénées.

Les travaux de Paris formaient seuls un brillant tableau d'embellissements et d'améliorations de tout genre.

Une belle entreprise se poursuivait par tout l'empire, et déjà nous avons fait connaître combien l'Empereur attachait de prix à sa réussite, c'était l'extinction de la mendicité. Quarante-deux dépôts étaient établis, et les fonds assurés pour leur entretien. Cette tentative restera infructueuse, et peut-être les moyens employés par l'Empereur n'étaient-ils pas ceux qui pouvaient en garantir le succès ; mais la pensée est grande, généreuse. Nous aimons à espérer qu'il existera un jour des administrations qui, éclairées par l'expérience déjà faite, trouveront des procédés plus sûrs pour arriver à son accomplissement.

Relativement à l'instruction publique, le ministre se bornait à dire que l'université impériale était entrée en fonctions. Nous ferons ici une remarque que la justice nous commande. On a souvent reproché à l'Empereur de n'avoir choisi M. de Fontanes pour grand maître qu'affin d'imprimer un mouvement rétrograde aux idées du pays. Beaucoup de faits prouvent que ce reproche n'est pas fondé. Souvent l'Empereur a blâmé certains procédés du grand maître, comme, par exemple, l'obligation que celui-ci voulait imposer aux agents de l'université impériale d'obtenir de leurs curés les certificats de moralité qu'ils avaient à fournir. L'Empereur trouve qu'on a tort de faire ainsi revivre mal à propos d'anciens usages, et qu'une telle exigence est un contre-sens dans un pays où tous les cultes sont libres. C'est par ses propres agents que le grand maître doit se procurer les renseignements dont il a besoin, et non par des agents étrangers à son administration².

Les encouragements n'ont pas manqué en France aux sciences, aux lettres et aux arts depuis l'avènement de Napoléon ; mais il juge possible de leur donner encore une plus vive impulsion en érigeant un plus grand nombre de prix, et des prix d'une valeur qui puisse offrir un juste attrait à l'émulation, à l'ambition même des hommes qui les cultivent. Aucune branche de la science, de la littérature ou des arts n'est oubliée dans ce noble appel fait au génie et à tous les talents.

L'agriculture, l'industrie, le commerce sont tour à tour l'objet de détails intéressants sur les efforts faits par l'Empereur pour leur donner les développements que comporte la situation de la France à l'égard des pays étrangers. Parmi les hom-

¹ Lettre du 25 novembre.

² Lettre du 25 novembre.

mes qui avaient donné à l'industrie française l'essor le plus étendu, l'Empereur nommait avec distinction les chefs de maisons fameuses, dont quelques-unes ont plus ou moins échui depuis sous le poids d'événements imprévus ; MM. Ternaux, Richard le Noir, Oberkampf et Neufville. La fortune a pu déserter les entreprises si bien commencées par ces hommes estimables, mais l'honneur est resté attaché à leurs noms, et nous aimons à les consacrer ici comme récompense de l'union des talents industriels et de la probité.

Les articles du rapport ministériel sur les cultes, la guerre et la politique, reproduisent, en résumé, les discussions de l'Empereur avec le saint-siège, les événements de la guerre et la situation nouvelle qu'avait amenée la conclusion de la paix. Dans le dernier de ces articles, nous remarquons une déclaration à laquelle on doit regretter que l'Empereur n'ait pas toujours été fidèle. « Il est sans doute, dit le ministre, été facile à la France d'étendre ses limites au delà du Rhin ; mais ce fluve est la borne invariable des États immédiats de son empire. »

L'ardeur qu'avaient particulièrement montrée pour la défense du territoire, au moment de l'expédition anglaise à Walcheren, les départements du Nord et du Pas-de-Calais dans l'ancienne France, et le département de la Lys parmi les départements nouveaux, avait obtenu les justes éloges de l'Empereur ; il avait même ordonné qu'il lui fut présenté des rapports pour éterniser, à Arras et à Lille, le souvenir de sa satisfaction ; mais, s'il aimait à récompenser, il savait aussi punir à propos. Dans le département de la Marne, quelques contrées, cédant à des intrigues ennemies, avaient profité de ce moment pour tenter une insurrection. Après le rétablissement de l'ordre, un conseiller d'État, envoyé sur les lieux, avait été chargé de faire une enquête pour découvrir les individus et les communes vraiment coupables. Les hommes qui se seraient mal conduits devaient être, pendant vingt-cinq ans, privés des droits de citoyen. Pour les communes, on inscrivait sur leurs portes ces mots : « Cette commune n'est pas française. » Ce mode de châtiement semble bien entendu, il est moral, mais il est arbitraire. L'arbitraire peut bien être permis dans les récompenses, jamais dans les peines. Il n'y a de peines que celles qui sont prononcées par la loi, et, s'il se présente des circonstances qui appellent un genre de punition nouveau, ce doit être, non l'effet de la volonté d'un homme, même du chef de l'État, mais l'objet d'un acte législatif.

Le discours de l'Empereur avait fait connaître que, malgré le doublement de l'état militaire de la

France, aucune augmentation d'impôt ne serait demandée au pays. Ce n'était pas le moins curieux des problèmes résolus par l'Empereur, au milieu de deux grandes guerres qui exigeaient d'innombrables armées, que l'exactitude de tous les paiements à la charge du trésor français sans contributions nouvelles, sans anticipation et sans emprunts. Assurément, pour suffire à tant de besoins, le trésor avait été utilement assisté par les suppléments que fournissait la victoire, mais en ce genre le plus précieux auxiliaire était l'ordre admirable qui présidait à toutes les parties du service, qui appliquait à propos tous les fonds, et réduisait à leurs plus justes termes toutes les dépenses.

Quoique aussitôt après son retour d'Espagne, les préparatifs de l'Empereur annonçaient assez qu'il s'attendait à une guerre nouvelle, le mot d'Autriche n'avait pas été prononcé par lui dans ses entretiens avec les ministres des finances et du trésor. Ses actes seuls indiquaient ce que n'énonçaient pas ses paroles. Par suite de ses armements, la dépense s'était accrue de trente millions par mois. Aux observations qu'ils lui adressaient sur cet accroissement, il répondait « qu'on ordonnancerait en moins dans les huit derniers mois de l'année » ce qu'on aurait ordonnancé en plus dans les quatre premiers mois. « A la fin de mars, il demanda un envoi de plusieurs millions à Strasbourg et, sur Augsburg même, des lettres de change. Comme il faisait des dépenses qui, au moindre échec, semblaient devoir être compromises, il se justifiait en disant : « Je laisse les gens peureux » calculer les chances des revers ; moi, je ne m'occupe qu'à rendre les revers impossibles. » Économiste au plus haut point des deniers publics dans les temps ordinaires, il faisait, au moment de la guerre, assigner aux régiments des fonds supérieurs à leurs besoins probables, afin que, dans aucun cas, rien ne pût manquer au soldat. La garde impériale, qui seule valait une armée, fut portée à trente mille hommes.

Indépendamment des fonds appliqués à un intérêt direct de la France, l'Empereur avait encore à faire d'autres affectations, qui étaient loin d'avoir un pareil caractère, comme les pensions à payer au roi Charles IV d'Espagne et aux autres membres de cette dynastie. En même temps, telle était à Madrid la situation du nouveau roi, que celui-ci ne pouvait pourvoir à l'entretien de sa famille en France. Pour le tirer d'embarras, Napoléon réta-

* Ce corps de choix, traité avec tant de magnificence, qui se regardait comme un corps d'officiers, ne coûtait pas plus de vingt-deux millions par an.

blit en sa faveur la pension d'un million, dont Joseph jouissait auparavant, comme prince français. Ainsi la France payait l'ancienne royauté d'Espagne, la royauté nouvelle et l'armée destinée à conquérir ce royaume. Pour se faire illusion à lui-même sur les maux d'une guerre ruineuse qu'il eût pu éviter, l'Empereur cherche à la faire considérer comme un résultat naturel et obligé de sa position. « C'est un legs, disait-il, que j'ai dû accepter avec la monarchie française, puisque » Louis XIV a fait verser tant de sang pour que la » même famille occupât les deux trônes. » Ce raisonnement est celui d'un homme qui, sentant sa faute, imagine des prétextes pour l'atténuer. Napoléon n'est pas plus justifié par Louis XIV, que Louis XIV par Napoléon.

Dans les grandes expéditions où l'Empereur commandait en personne, il eût été nuisible à la prompt exécution de ses ordres que les paiements pour dépenses militaires eussent dû être ordonnés par les ministres de la guerre et de l'administration de la guerre. Il créait en conséquence, pour cette circonstance particulière, deux ordonnateurs nouveaux, qui n'agissaient d'ailleurs que sous sa direction, le prince de Neufchâtel, major général, et l'intendant général de l'armée, M. Daru; mais c'était sous la réserve que les dépenses faites par eux seraient ensuite régularisées par les ministres compétents. « En matière d'argent, disait-il, » les rois sont toujours mineurs. S'ils peuvent quelquefois se dispenser des formes, ils ne peuvent » pas transmettre cette prérogative ¹. Des ministres ne doivent, en aucun cas, obéir à un ordre » irrégulier, sans se rendre responsables de sa régularisation ultérieure. »

Le principal moyen employé par l'Empereur pour rétablir dans les finances l'équilibre rompu par les dépenses extraordinaires des premiers mois, fut de distinguer les dépenses en deux parts, à dater du 1^{er} avril, celles qui s'étaient faites en France et celles qui avaient eu lieu hors de France. Ces dernières furent mises à la charge d'une caisse extérieure qui devait se composer des recettes formées par le produit de la cinquième coalition ². Ainsi l'Autriche rendait au gouvernement français, sinon la totalité, du moins une bonne partie des sommes qu'elle lui avait coûté en le forçant de lui faire la guerre.

Nous avons déjà précédemment signalé la répugnance de l'Empereur pour des idées financières

qui depuis sont devenues, en théorie, une sorte de dogme, et, dans la pratique, un procédé général à l'usage de tous les gouvernements; nous voulons parler du système d'amortissement établi en Angleterre depuis 1786. Soit prévention, soit sagesse, l'Empereur ne voyait dans ce système, ainsi qu'il était appliqué en Angleterre, qu'un remède à un grand mal; et ce grand mal, une dette disproportionnée aux revenus, n'existant pas en France, la véritable habileté consistait, selon lui, en prévenant le danger, à rendre le remède inutile. Il répondait aux raisonnements qu'on lui faisait sur cette matière, que la prudence commandait d'éviter, autant qu'il serait possible, l'adoption d'un pareil système, et qu'il ne faudrait s'y résigner que dans le cas où la France serait, comme l'Angleterre, réduite à des emprunts annuels. Cette nécessité ne devait venir que trop tôt. Comme en Angleterre aussi, l'abus n'a pas tardé à naître de l'usage.

Si l'on ne peut pas blâmer l'Empereur de s'être abstenu de l'emploi d'une arme toujours dangereuse et qui surtout eût pu l'être dans ses mains, il est impossible de ne pas réprover des doctrines fausses ou plutôt des habitudes funestes, devenues chez lui systématiques, par lesquelles il nuisait, sans vouloir se le persuader, au véritable intérêt de l'État. Comme il avait été souvent témoin des gains exagérés que faisaient les entrepreneurs militaires sur leurs fournitures, il se croyait permis d'élever des chicanes sur les paiements qui étaient à leur faire, quand il ne leur restait plus que trois ou quatre pour cent à recevoir pour complément du prix de leur marché. Selon lui, on pouvait sans scrupule leur refuser ce dernier solde, attendu que déjà ils avaient obtenu un bénéfice supérieur au bénéfice légitime du commerce. Cette pratique, qui eût à peine été excusable dans un général en chef agissant en dehors des principes rigoureux de la loi, l'Empereur voulait la consacrer comme une attribution naturelle du chef du gouvernement. Il prétendait que, placé à ce titre dans une sphère à part, il était appelé à juger non-seulement la lettre, mais le moral du contrat, et que, si le fournisseur pouvait, à l'égard de tout autre, échapper par les formes aux peines de son infidélité, il ne pouvait pas avoir ce privilège devant lui, dont la mission supérieure était de redresser tous les torts faits à l'intérêt public. On avait beau lui représenter que l'administration de la justice n'était que l'application des lois, que les contrats étaient sacrés devant la loi, que d'ailleurs, dans un échange de mauvaise foi, ce serait toujours l'État qui serait dupe, il trouvait, dans le personnel des entrepreneurs et dans la nature des entreprises, une foule de raisons, bonnes ou mauvaises, pour soutenir

¹ Elle ne peut pas exister pour eux-mêmes; elle est une usurpation, là où le prince a une liste civile, et Napoléon en avait une.

² Le décret qui fonda cette caisse a été déjà cité.

son opinion. Cet arbitraire, fondé sur un prétendu droit de redressement, l'Empereur l'appliquera un jour plus mal encore, mais une seule fois, à une affaire jugée.

Une pareille usurpation de pouvoir est un abus grave, et le serait plus encore si elle ne trouvait une sorte d'atténuation dans le sentiment qui la produit, l'extrême désir d'empêcher la plus légère dilapidation des deniers de l'État. Ce qui peut rendre plus digne d'excuse ce genre particulier d'avarice, c'est que l'Empereur est avare pour l'État, non pour lui-même, et que souvent il a disposé au profit de l'État de ce qu'il pouvait considérer comme étant son domaine personnel. En voici une preuve que je trouve dans une longue instruction donnée à l'intendant général¹ de sa maison, M. Daru ; j'y lis ces mots : « Vous me présenterez un projet pour réunir à mon domaine privé tout ce que j'ai déjà racheté des anciennes dépendances de la liste civile, et, pour ce qui me regarde, j'apporte si peu d'esprit de propriété dans tout ceci, que je ne ferai ensuite aucune difficulté de réunir à la couronne cette portion de mon domaine privé. » Le résultat de cela sera donc d'augmenter de sept à huit millions le domaine de la couronne... » L'Empereur, dira-t-on, avait peu de mérite à se montrer généreux ; il se croyait solidement affermi et à l'abri des tempêtes. Je l'admets sans difficulté ; mais, en ce cas même, son désintéressement n'est pas moins digne d'éloges. Prince nouveau, chef de dynastie, il est beau à lui de ne pas songer à son domaine privé, quand on voit cet égoïsme de famille dominer si puissamment des races royales consacrées par une longue suite de siècles, et qui n'ont nul motif de craindre des révolutions.

Rien ne prouve mieux combien l'Empereur avait raison de repousser toute imitation du système financier de l'Angleterre, que le résultat satisfaisant du système suivi en France. En 1809, les recettes furent de 836,763,000 francs, les dépenses de 837,371,000 francs. Quand on peut ainsi couvrir ses dépenses par ses recettes, ne serait-il pas insensé d'aller demander à des méthodes nouvelles des ressources dont on n'a pas besoin ?

Voici le détail des recettes de 1809 :

¹ Lettre du 29 décembre 1809.

ORIGINE ET NATURE DES RECETTES.

Contributions directes.	502,774,000 fr.
Enregistrement, domaines et bois.	186,863,000
Douanes, sels et droits extraordinaires.	99,104,000
Droits réunis, contributions indirectes, tabacs.	103,901,000
Loterie.	13,027,000
Postes.	7,868,000
Sels et tabacs au delà des Alpes.	4,435,000
Salines de l'Est.	3,000,000
Monnaies.	1,159,000
Poudres et salpêtres.	300,000
Recettes diverses et accidentelles.	3,000
Recettes extérieures.	30,000,000
Recettes extraordinaires.	30,000,000
Fonds spéciaux.	72,151,000
Total.	836,763,000 fr.

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.

Dettes publiques, perpétuelle, viagère, et pensions.	109,190,000 fr.
Liste civile, y compris les princes.	96,085,000
Ministère de la justice.	22,816,000
— des relations extérieures.	8,300,000
— de l'intérieur.	82,922,000
— des finances.	23,528,000
— du trésor public.	8,820,000
— de la guerre.	216,873,000
— de l'administration de la guerre.	181,411,000
— de la marine.	110,473,000
— des cultes.	14,920,000
— de la police générale.	1,200,000
Frais de négociations.	8,700,000
Fonds spéciaux.	72,151,000
Total.	837,371,000 fr.

Dans cette même année, le gouvernement anglais avait perçu par voie d'impôt et d'emprunt :
 Impôt, 63,042,746 liv. st., 1,376,068,630 fr.
 Emprunt, 14,600,000 liv. st., 563,000,000 fr.
Total. 77,642,746 liv. st., 1,941,068,630 fr.

CHAPITRE XIX.

AFFAIRES INTÉRIEURES.

Divorce de Napoléon. — Motifs de l'attachement que portait la France à l'impératrice Joséphine. — Cérémonie du divorce. — Discours de l'Empereur. — Discours de l'impératrice. — Discours du prince Eugène. — Sénatus-consulte qui prononce le divorce. — Approbation donnée au divorce par le clergé français. — Chances offertes à Napoléon pour un second mariage. — Première pensée de l'Empereur pour un mariage russe. — Consentement de l'empereur Alexandre. — Pouvoir exclusif de l'impératrice mère sur ses filles. — Demande d'une réponse dans un délai de dix jours. — Résistances de l'impératrice mère. — Inconvénients de ce mariage selon M. de Romanzof. — Facilités pour un mariage autrichien. — Réserve de la part de Napoléon. — Conseil tenu aux Tuileries sur la question du mariage. — Langage de l'Empereur sur la mort de Marie-Antoinette. — Motifs de renonciation à un mariage russe. — Signature du contrat de mariage entre Napoléon et l'archiduchesse Marie-Louise. — Ambassade extraordinaire du prince de Wagram. — Emploi de la langue française dans les actes du mariage. — Arrivée de Marie-Louise à Compiègne. — Mariage et fêtes. — Sensation produite par cette nouvelle à Pétersbourg. — Affectation d'indifférence de la part de l'empereur Alexandre. — Humeur de l'impératrice mère. — Observations sur le mariage de l'Empereur avec une archiduchesse. — Exemples de pareils mariages.

[1810]

Après tous les étonnements qu'avait produits l'année 1809, il ne restait plus, pour la terminer dignement, et pour ouvrir de même l'année 1810, que le spectacle inattendu d'un grand divorce, et celui d'un mariage plus inattendu encore. Dès longtemps les frères et beaux-frères de l'Empereur, impatients de tout partage, et envieux de ses bontés pour les enfants de Joséphine, avaient conseillé et sollicité la rupture de leur union. Il semblait qu'au sang des Bonaparte seuls dussent être attachées des destinées royales. Malgré sa faiblesse pour sa famille, ce n'est point à ce penchant que Napoléon obéira le jour où le mari, l'ami de la meilleure des femmes, s'effacera pour l'Empereur. Peut-être le projet d'une séparation que l'orgueil pouvait, à ses yeux, rendre nécessaire, projet que le cours des événements avait dû plus d'une fois ramener à sa pensée, était-il, depuis plusieurs années, arrêté au fond de son âme; mais ne voulant, sur un point aussi grave, agir que par lui-même, il se réservait d'en déterminer seul la convenance et l'opportunité.

En 1807, un ministre qui croyait se montrer zélé et habile, Fouché, s'étant persuadé que l'heure en était venue, avait, pendant un voyage de l'Em-

pereur en Italie, fait semer le bruit de son divorce comme prochain, et s'était permis avec Joséphine un langage qui semblait annoncer l'intention de la préparer à ce grand sacrifice. L'Empereur n'aimait pas à être deviné. Sa volonté éventuelle, lorsqu'il en avait une bien prononcée, était un secret qui n'appartenait qu'à lui; il trouvait d'ailleurs très-déplacé qu'un de ses ministres entendit lui imposer une résolution, et lui assigner, pour ainsi dire, le jour où il devait la prendre. Ce fut à Venise que lui parvint la nouvelle de cette indiscrète tentative. Sa colère contre Fouché éclata en paroles sévères. Celui-ci reçut une dure réprimande, et l'ordre immédiat d'employer tous ses moyens pour faire démentir le bruit de divorce, comme n'ayant aucune ombre de fondement. Plusieurs fois depuis, la même supposition s'était renouvelée, et notamment à l'époque de l'entrevue d'Erfurt, mais elle n'avait pas pris de consistance.

La France, en général, portait de l'attachement à l'impératrice Joséphine. L'ascendant peu sensible, mais toujours bienfaisant, qu'elle exerçait sur l'Empereur, lui avait conquis l'affection publique, et leur bon accord intéressait en faveur de Napoléon même, eu qui on aimait le mari plein d'égards

et d'attachement pour sa femme. A peine parvenu au consulat, il avait eu à cœur en effet de donner, au pouvoir nouveau établi en sa personne, le caractère et les formes d'une décence polie, aussi éloignée de l'austérité républicaine de certains membres du directoire que du relâchement affiché par celui d'entre eux qui s'était principalement chargé des devoirs de la représentation. Le premier de ses principes avait été d'honorer le mariage, et il en donnait l'exemple. Sa conduite avec Joséphine, empreinte de tendresse et de dignité, était restée constamment la même dans toutes les phases de sa destinée.

Ce n'était pas une tâche facile pour une femme, même d'une origine distinguée, mais sans être du premier rang, que d'avoir eu à suivre, dans sa progression rapide, la fortune d'un homme tel que Napoléon. Ce rôle, Joséphine l'avait soutenu avec un succès admirable. A quelque hauteur qu'elle eût été portée, jamais elle n'avait été au-dessous de sa position. Il n'y a que deux qualités qui puissent opérer un pareil prodige, et ces deux qualités constituaient tout son être, la bonté et la grâce. La bonté seule pouvait faire pardonner une si merveilleuse élévation; la grâce seule avait pu la faire aimer.

Joséphine ne s'était jamais complètement dissimulé que, dans un temps plus ou moins prochain, la pensée dynastique d'une hérédité directe pourrait jeter l'Empereur dans les bras d'une plus jeune épouse; mais peut-être le moment où il s'y arrêta fut-il celui où elle le craignait le moins. L'incertitude ne fut pas longue pour elle; à peine Napoléon, au retour de la campagne d'Autriche, était arrivé à Fontainebleau, qu'elle s'empressa de l'y rejoindre. Bientôt, à l'embarras de ses manières, elle put pressentir quel changement se préparait, et les quinze jours qu'ils passèrent dans cette résidence furent également pénibles pour tous deux. Ce fut à Paris, et le 30 novembre seulement, que l'Empereur rompit le silence, et fit connaître à Joséphine sa résolution. Quoique non imprévu, le coup fut accablant, l'émotion vive, les larmes amères; Napoléon n'était pas moins ému, et peut-être la douleur n'était ni moins sincère ni moins profonde là où elle n'avait pas le soulagement des sanglots et des pleurs.

Un cruel devoir était imposé aux enfants de Joséphine; ils eurent le courage de le remplir. Eugène et Hortense ne pouvaient douter ni de l'attachement vrai de Napoléon pour leur mère ni de sa tendresse pour eux. Ils payèrent, ce jour-là, tous les bienfaits qu'ils avaient reçus de lui; ils les

payèrent chèrement, mais ils rendaient justice à l'Empereur, et ils n'ont pas cessé d'être ses enfants.

Quoique les discours prononcés dans ces grandes conjonctures soient des œuvres d'apparat, et, en quelque sorte, conventionnelles, nous en ferons ici connaître la substance, parce qu'ils nous semblent rendre avec exactitude la véritable situation des parties intéressées. Le 13 décembre, tous les rois, princes et princesses de la famille impériale étant assemblés aux Tuileries, et l'archichancelier de l'empire, Cambacérès, duc de Parme, étant présent, comme exerçant les fonctions qui lui sont attribuées par le statut de la famille impériale, l'Empereur s'exprima dans les termes suivants :

« La politique de ma monarchie, l'intérêt et le besoin de mes peuples, qui ont constamment guidé toutes mes actions, veulent qu'après moi je laisse à des enfants, héritiers de mon amour pour mes peuples, ce trône où la Providence m'a placé. Cependant, depuis plusieurs années, j'ai perdu l'espérance d'avoir des enfants de mon mariage avec ma bien-aimée épouse l'impératrice Joséphine; c'est ce qui me porte à sacrifier les plus douces affections de mon cœur, à ne compter que le bien de l'État, et à vouloir la dissolution de notre mariage.

« Parvenu à l'âge de quarante ans, je puis espérer de vivre assez pour élever dans mon esprit et dans ma pensée les enfants¹ qu'il plaira à la Providence de me donner. Dieu sait combien une pareille résolution a coûté à mon cœur! mais il n'est aucun sacrifice qui soit au-dessus de mon courage, lorsqu'il m'est démontré qu'il est utile au bien de la France.

« J'ai besoin d'ajouter que, loin d'avoir jamais eu à me plaindre, je n'ai au contraire qu'à me louer de l'attachement et de la tendresse de ma bien-aimée épouse. Elle a embelli quinze ans de ma vie; le souvenir en restera toujours gravé dans mon cœur. Elle a été couronnée de ma main : je veux qu'elle conserve le rang et le titre d'impératrice, mais surtout qu'elle ne doute jamais de mes sentiments, et qu'elle me tienne toujours pour son meilleur et son plus cher ami. »

Joséphine à son tour, après quelques mots sur les bontés de l'Empereur à son égard, et sur les témoignages d'affection qu'elle avait reçus du peuple français, continua ainsi : « Je crois reconnaître tous ces sentiments en consentant à la dissolution d'un mariage qui désormais est un obstacle au bien de la France, qui la prive du bonheur d'être un jour gouvernée par les descendants d'un

¹ Le motif du divorce de Henri IV fut qu'il ne prévoyait pas sans chagrin qu'autrement « les ordres, for-

mes et ménages, établis par lui, seraient renversés. »

« grand homme, si évidemment suscité par la Providence pour effacer les maux d'une terrible révolution et rétablir l'autel, le trône et l'ordre social. Mais la dissolution de mon mariage ne nuira rien aux sentiments de mon cœur; l'Empereur aura toujours en moi sa meilleure amie. Je sais combien cet acte, commandé par la politique et par de si grands intérêts, a froissé son cœur; mais l'un et l'autre nous sommes glorieux du sacrifice que nous faisons au bien de la patrie. » Ce peu de mots ne fut pas prononcé par Joséphine sans être interrompu par ses larmes.

Le procès-verbal de ces déclarations de l'Empereur et de l'impératrice ayant été, le lendemain 16, porté au sénat par l'archichancelier de l'empire, un orateur du gouvernement exposa brièvement les motifs du sénatus-consulte dont il présentait le projet. Une commission fut immédiatement nommée, et, dans la même séance, un rapport fait par cette commission. L'exposé de motifs et le rapport de la commission étaient conçus dans un esprit que l'on apprécia sans peine. Nous ne citerons ici que quelques paroles du prince Eugène, dont la position excita naturellement un intérêt particulier : « Ma mère, ma sœur et moi, nous devons tout à l'Empereur; il a été pour nous un véritable père : il trouvera en nous dans tous les temps des enfants dévoués et des sujets soumis.

« Il importe au bonheur de la France que le fondement de cette quatrième dynastie vieillisse en nous d'une descendance directe qui soit notre garantie à tous, comme le gage de la gloire de la patrie.

« Lorsque ma mère fut couronnée devant toute la nation par les mains de son auguste époux, elle contracta l'obligation de sacrifier toutes ses affections aux intérêts de la France; elle a rempli avec courage, noblesse et dignité, ce premier des devoirs. Son âme a été souvent attendrie en voyant en butte à de pénibles combats l'âme d'un homme accoutumé à maîtriser la fortune et à marcher toujours d'un pas ferme à l'accomplissement de ses grands desseins. Les larmes qu'a coûtées cette résolution à l'Empereur suffisent à la gloire de ma mère. » Le projet de sénatus-consulte fut aussitôt adopté; il portait :

Que le mariage contracté entre l'empereur Napoléon et l'impératrice Joséphine était dissous;

Que l'impératrice Joséphine conservait le titre et le rang d'impératrice-reine couronnée;

Que son douaire était fixé à une rente annuelle de deux millions de francs sur le trésor de l'État.

Le sénat ne pouvait annuler que le contrat civil. Pour prévenir toute objection à un nouveau mariage, il restait à rompre le lien religieux.

Dans les temps antérieurs, jusqu'au roi d'Angleterre Henri VIII, le divorce d'un prince souverain avait toujours exigé le consentement du saint-siège. Ce prince lui-même ne prit le parti de se passer de cette permission qu'après l'avoir vainement sollicitée. Quoique durement punie en cette conjoncture, la cour de Rome n'avait pas renoncé à faire payer ses complaisances. On sait à quel prix Louis XII avait acheté celle d'Alexandre VI. Si le pape Clément VIII se montra moins difficile pour le divorce de Henri IV, sa condescendance s'explique par l'espoir qui lui fut donné que ce prince épouserait une de ses parentes. Peut-être Pie VII eût-il pu, quoique prisonnier à Savone, ne pas se montrer contraire au désir de Napoléon; mais le prince qui l'avait détrôné ne devait mettre ni sa bonne ni sa mauvaise volonté à l'épreuve. C'était d'ailleurs une innovation importante et digne de l'Empereur, que d'affranchir la royauté d'une dépendance étrangère qui avait si souvent troublé la paix intérieure des États. Jaloux de donner ce grand exemple, tout en montrant son respect pour les convenances sociales et religieuses, il fit apposer à la dissolution de son mariage le sceau de l'approbation du clergé national. L'officialité diocésaine de Paris, à laquelle il eut recours, parut d'abord, vu la haute position des parties, douter de sa compétence. Il en fut référé à une commission d'évêques alors assemblée dans la capitale. L'officialité diocésaine ayant été déclarée compétente, prononça la nullité du mariage, et sa sentence fut confirmée par l'officialité métropolitaine.

Le divorce est consommé. Sans doute Napoléon a une résolution prise, un choix fait et accepté. On doit le croire ainsi, et comme, par l'événement, c'est une archiduchesse d'Autriche qu'il épousera, on se persuadera que cette union avait été convenue par un article secret du traité de Vienne. La supposition est fautive. Nulle part, rien n'est arrêté encore. Peut-être seulement a-t-il été dit au respectable roi de Saxe quelques mots indirects sur une de ses nièces, pour le cas où l'on rencontrerait ailleurs des difficultés qu'il parût difficile de vaincre, ou des conditions auxquelles il ne convint pas à l'Empereur de se soumettre. Aux yeux de beaucoup d'hommes sensés, le mariage, auquel Napoléon ne se déciderait qu'à défaut des deux autres, est celui qu'il eût fallu préférer à tous.

Certaines données autorisaient Napoléon à penser que l'offre de sa main ne serait refusée ni à Pétersbourg ni à Vienne. Pour la Russie, on en jugera par le langage que nous aurons bientôt à citer de l'empereur Alexandre. Relativement à l'Autriche, les indices étaient d'un ordre différent.

En 1803, lorsqu'il avait été question de marier le prince Eugène avec une princesse de Bavière, le baron de Thugut avait fait dire à M. Maret, depuis duc de Bassano, que, s'il entrait dans les vues de l'Empereur de donner à sa famille le relief d'alliances avec d'anciennes dynasties, « c'était sur un autre terrain que celui-là qu'il fallait prendre racine. » En 1809, le même baron de Thugut était venu voir Napoléon à Schœnbrunn. Avait-il été, dans leur conversation, jeté quelques propos sur un mariage autrichien ? Tout le monde l'ignore. Ce qui est certain pour nous, c'est que ce ne fut point vers l'Autriche qu'au moment du divorce se portèrent d'abord les vues de Napoléon, mais vers la Russie. Le 24 novembre, M. de Champagny, devenu duc de Cadore, adressa au duc de Vicence une dépêche qu'il avait lui-même chiffrée, et qui devait être déchiffrée par l'ambassadeur seul. Il rappelait, dans cette lettre, qu'à l'époque de l'entrevue d'Erfurt, des bruits de divorce ayant couru, l'empereur Alexandre devait avoir dit à l'Empereur que sa sœur la princesse Anne était à sa disposition. Le ministre avertissait le duc de Vicence que c'était uniquement avec l'empereur Alexandre qu'il devait s'ouvrir sur cette affaire, et il lui en prescrivait même les termes : « Sire, devait dire l'ambassadeur, j'ai lieu de penser que l'empereur Napoléon, pressé par toute la France, se dispose au divorce. Puis-je me demander qu'on peut compter sur votre sœur ? Que Votre Majesté y pense deux jours et une donne franchement sa réponse, non comme à l'ambassadeur de France, mais comme à une personne passionnée pour les deux familles. Ce n'est point une demande formelle que je vous fais, c'est un épanchement de vos intentions que je sollicite. » Le ministre recommandait ensuite au duc de Vicence de lui faire connaître les qualités de la jeune grande-duchesse, et surtout l'époque où elle pourrait être en état de devenir mère ; « car, ajoutait-il, dans les calculs actuels, six mois de différence sont un objet. »

Cette lettre à l'ambassadeur de France en Russie avait précédé non-seulement le divorce, mais même la communication du projet de divorce à Joséphine. L'épouse de Napoléon ignorait encore la séparation prochaine dont elle était menacée,

et déjà on cherchait au dehors une princesse pour la remplacer sur le trône où la fortune de son mari l'avait fait monter. Le 13 décembre, l'œuvre de la séparation étant près de s'accomplir, le ministre des affaires étrangères en informa l'ambassadeur à Pétersbourg, et lui fit savoir que, tout en se maintenant dans la position où il s'était placé, il pouvait mettre plus de précision dans son langage. Pour sa direction, le ministre énonçait trois points principaux : « L'Empereur préfère, si vous n'avez point de données qui doivent faire changer son opinion, la sœur de l'empereur Alexandre d'abord. » En second lieu, on calcule ici tous les moments, cela étant une affaire politique. L'Empereur a hâte d'assurer ses grands intérêts par des enfants. Le troisième point consistait dans la déclaration que l'Empereur attachait peu d'importance aux conditions accessoires, même à celle de la différence de religion ou autres, mais en même temps qu'il désirait, « avant la fin de janvier, savoir à quoi s'en tenir. » Cette lettre renferme la pensée réelle de Napoléon. La vérité est là : c'est avant tout une sœur de l'empereur Alexandre qu'il préfère.

Le consentement personnel de ce prince n'était pas douteux. Il le témoigna sans détour au duc de Vicence sur la première communication que lui fit cet ambassadeur. Le 28 décembre, il lui disait en termes formels : « Pour moi, cela me convient ! » fort, cette idée me sourit même, et, dans mon opinion, ma sœur ne peut rien faire de mieux pour elle et pour les affaires en général ; mais un ukase, ainsi que la dernière volonté de mon père, donne à ma mère la libre disposition de ses filles. Ses idées ne sont pas toujours d'accord avec mes vœux, ni avec la politique, pas même avec la raison. Quand je parlai à l'Empereur à Erfurt du désir qu'avaient ses véritables amis comme ses plus fidèles serviteurs de voir sa dynastie établie par des enfants, il ne me répondit que vaguement. Je crus qu'il ne partageait pas vos idées¹. Je ne fis donc rien. Depuis, n'ayant rien préparé, je ne puis pas vous répondre aujourd'hui. Si cela dépendait de moi, vous auriez ma parole avant de sortir de mon cabinet. » La position de l'empereur Alexandre n'était pas effective-

¹ Dépêche du duc de Vicence, du 5 janvier.

² Ces paroles de l'empereur Alexandre jettent quelque lumière sur la question d'initiative que se renvoient les deux empereurs. On voit que le duc de Vicence, soit à Pétersbourg, soit à Erfurt, s'était entretenu avec l'empereur Alexandre d'une possibilité d'alliance de famille ; que l'empereur Alexandre, comme il le rappelle lui-même, en parla à Napoléon, et que celui-ci, pour qui le

moment n'en était pas encore venu, ne lui fit qu'une vague réponse. Probablement ce n'était pas sans ordre que le duc de Vicence avait en auparavant un entretien de ce genre avec l'empereur de Russie. En fait, dans ce cas, la réalité de l'initiative appartenait à Napoléon ; par les formes et les apparences, elle était du côté de l'empereur Alexandre.

ment exempt d'embarras. Indépendamment de son affection pour sa mère, dont il n'eût voulu, en aucun cas, contrarier les intentions, cette princesse avait des droits qu'il devait respecter. L'acte qui lui donnait la disposition de ses filles avait été, lors du couronnement de l'empereur Paul, déposé sur l'autel de la cathédrale de Moscou. Alexandre avait ainsi les mains liées. Le préjugé religieux assurait sur ce point la plénitude de l'autorité à l'impératrice, et il devait user ainsi des plus grands ménagements avec elle.

Le duc de Vicence, à qui il était prescrit de ne traiter cette affaire qu'avec l'empereur Alexandre seul, fut un peu surpris de reconnaître, peu de jours après¹, que ce prince avait mis M. de Romanzof dans sa confidence. Alexandre s'en excusa sur les difficultés de sa situation : « C'est notre ami commun, dit-il à l'ambassadeur ; il fallait bien m'en ouvrir à quelqu'un, et personne ne mérite autant » notre confiance à tous. » Dans ce nouvel entretien, le duc de Vicence, qui venait de recevoir la lettre du 15 décembre que nous avons précédemment rapportée, crut devoir se montrer un peu plus pressant. L'empereur Alexandre, protestant toujours du bonheur qu'il aurait de tenir à *Napoléon par un lien de plus*, exprima le regret qu'il ne se fût pas déclaré deux ans plus tôt et de préférence pour sa sœur la grande-duchesse Catherine², qui eût beaucoup mieux convenu. Pour cette dernière, il n'y eût eu aucun genre d'obstacle, et particulièrement de la part de cette princesse ; car elle était la première à dire « qu'il faudrait bien » que cela fût, si on le demandait. Son esprit, son caractère, son âge, tout cela, continuait Alexandre, était bien plus sortable pour vous. »

D'après la connaissance que ce prince avait de la mobilité des dispositions de sa mère, craignant ses indiscretions, il pensa qu'il devait négocier avec elle, non sur le principe d'une proposition déjà faite du côté de la France, mais dans l'hypothèse d'une demande éventuelle que l'on était foudé à prévoir. « Je ne veux point, disait-il au duc de Vicence, compromettre le nom de l'empereur Napoléon ; je le sers en ami : je ménage sa délicatesse, comme je voudrais qu'on menégeât la mienne. »

Le 10 janvier, d'après un nouvel ordre de son cabinet, l'ambassadeur demandait une réponse catégorique dans un délai de dix jours. Cet intervalle se consuma en pourparlers inutiles de l'em-

pereur Alexandre avec sa mère, et en conversations de ce prince avec le duc de Vicence, à qui il en racontait les détails.

Quelques-unes des objections de l'impératrice douairière étaient naturelles et raisonnables. Deux de ses filles étaient mortes pour avoir été mariées trop jeunes³ : elle avait à cœur de ne pas marier la princesse Anne avant qu'elle eût atteint l'âge de dix-huit ans. (Elle n'en avait encore que seize.)

A ces raisons dignes d'égards elle en joignait d'autres visiblement insignifiantes et évasives. « Napoléon, dit-elle un jour, peut-il avoir des enfants ? » On prétend qu'il n'en a pas même avec ses maîtresses. » Sur une réponse assurante d'Alexandre, l'impératrice passait à d'autres allégations, elle rappelait que le rite grec ne permet pas de mariage avec un homme divorcé ; que, d'ailleurs, il y avait déjà eu une promesse faite au duc de Cobourg pour un temps ultérieur ; et, comme elle sentait bien qu'une pareille promesse⁴ ne pouvait pas être d'un grand poids en une telle circonstance, elle s'armait contre son fils de la réticence dont il usait avec elle, et disait qu'après tout il n'y avait pas urgence de se décider ; que, pour avoir à prendre un parti, il fallait une demande préalable, qui n'existait pas. « Mais que dirai-je, si cette proposition m'arrive ? objectait Alexandre. — Qu'on est sensible à ce choix, répliquait l'impératrice, qu'on en est même flatté, mais que l'on a besoin de quelques jours pour répondre. »

En de certains moments cette princesse semblait disposée à entrer dans les vues de son fils, et elle s'exprimait sur l'empereur Napoléon avec éloges : « On se trompe, disait-elle à M. de Romanzof, sur mon opinion à son égard. Je suis mère ; je voudrais que mes fils lui ressemblaient, non seulement comme grand capitaine, mais comme homme d'État. On ne gouverne pas mieux. »

Un autre jour, son langage était loin d'être aussi favorable : « Les mariages de souverains ne se font pas en vingt-quatre heures. Si Napoléon voulait sincèrement celui-ci, il eût dû le préparer d'avance. Peut-être, de sa part, cette pensée, si elle existe, n'est-elle qu'une fantaisie, une affaire de circonstance, qu'un piège même. Peut-être, s'il n'a point d'enfants, ce sera pour lui un prétexte de renvoyer ma fille, qui, avec ses principes, ne consentirait jamais à ce qui s'est passé en Suède pour la naissance de Gustave IV^e. » Telles étaient

¹ Le 1^{er} janvier.

² Mariée depuis au duc d'Oldenbourg.

³ L'archiduchesse palatine de Hongrie et la duchesse de Mecklenbourg-Schwerin.

⁴ La grande-duchesse Catherine avait été aussi pro-

mise au prince royal de Bavière. Ce mariage avait été rompu, parce qu'il ne plaisait pas à l'empereur Napoléon.

⁵ Voir ce qui a été dit à cet égard à l'époque de la disposition de ce prince.

les réflexions contradictoires auxquelles se livrait tour à tour l'esprit flottant de l'impératrice. Il était évident que ce mariage flatterait ses sentiments ambitieux; on voyait même qu'elle serait piquée qu'une autre que sa fille pût monter sur le trône de France, et cependant elle semblait se complaire dans son indécision. Elle avait l'air de vouloir que l'empereur Alexandre dît : « Je le veux. » En y consentant, en le désirant peut-être, elle se serait ménagé le plaisir de prétendre qu'elle avait été contrainte. L'empereur Alexandre, de son côté, ne voulait point lui donner sur lui-même cet avantage dont elle eût pu abuser plus tard.

Ce prince, on n'en peut douter, faisait de bonne foi tous ses efforts pour vaincre les hésitations de sa mère. « Je ne me décourage pas », répéta-t-il plusieurs fois, parce que je crois l'union avantageuse pour tous, parce qu'elle sera un uzul de plus pour l'alliance. Je n'en ai pas besoin pour moi; mais je serai heureux de penser que mes successeurs respecteront notre ouvrage, et qu'ils seront les alliés de votre dynastie, comme je suis celui de son grand fondateur. » Il n'est peut-être pas inutile de faire remarquer que le comte de Romanoff, tout en faisant d'ailleurs des vœux pour le succès de la négociation, parce que les deux empereurs le souhaitaient, ne partageait pas leur manière de voir sur l'utilité de l'établissement d'un rapport de famille entre eux. Les mariages, selon ce ministre, ne font pas les amis; souvent, au contraire, ils troubleraient de vieilles amitiés et amèneraient une foule d'embarras. Dans celui de la princesse Anne avec Napoléon, il pressentait des difficultés de diverses sortes, comme devant être la suite inévitable du caractère de l'impératrice. Si le mariage avait lieu, cette princesse s'en ferait un moyen de puissance; elle mettrait un prix à tout. Maintenant elle est souvent unie; elle pèse à tout le monde, et à l'empereur plus qu'à personne, parce qu'il ne voudrait pas la heurter sur des choses qui lui soient personnelles. Elle exerce sur ses filles un empire absolu; leur mariage en pays étranger ne les en affranchit pas. Elle les a élevées dans une telle dépendance, que celles même qui sont mariées ne doivent pas laisser passer un seul jour sans lui écrire. Combien de telles habitudes ne pourraient-elles pas faire naître de contradictions!

A travers les irrésolutions de l'impératrice mère, qui avait pour but de se faire prier longtemps, ou de forcer son fils à la manifestation d'une volonté

fortement exprimée, sous laquelle eût dû fléchir la sienne, on était, à Pétersbourg, arrivé au 20 janvier, sans que l'ambassadeur français eût pu transmettre une réponse précise à Paris; mais sa correspondance y avait été suffisamment entendue. Ses dépêches du mois de décembre et de la première quinzaine de janvier avaient mis l'Empereur en état de comprendre que, si le consentement de l'impératrice devait finir par être accordé, il avait du moins la prétention de se faire attendre.

Deux grands orgueils se trouvent en présence; ils sont aux prises, se mesurent fièrement, et se donnent de part et d'autre un libre essor. Si la fierté dynastique de l'impératrice douairière s'est imaginé que son acquiescement au mariage d'un de ses filles avec le chef de l'empire français soit, pour celui-ci, une faveur dont elle puisse lui faire sentir le prix par des retards plus ou moins prolongés, la fierté autocratique du prince, fils de ses propres œuvres, n'admet pas que l'on puisse balancer ainsi devant une proposition qui, dans son opinion de lui-même, doit être partout acceptée avec empressement. Suivant l'impératrice de Russie, l'honneur d'épouser une des grandes-duchesses ses filles peut bien imposer à Napoléon une attente d'une ou deux années; Napoléon ne se croit pas fait pour se résigner à une attente de deux mois.

Comme les premières lettres du duc de Vicoce n'avaient pas donné l'espoir d'une prompt solution, et qu'il ne pouvait pas convenir à l'empereur des Français qu'à Pétersbourg on se permit de *refuser* un *refus*, ou même un ajournement, ses regards s'étaient portés ailleurs, avant l'expiration du délai de dix jours, fixé le 10 janvier, par son ambassadeur en Russie. L'amour-propre de Napoléon doit être sauvé avant le moment où il pourrait être compromis. Il sera sauvé, si dans le cours de ce même mois de janvier, tandis que la Russie temporise, une autre maison, non moins puissante et plus antique, accourt au-devant de cet engagement de famille, sur lequel on délibère si longtemps à Pétersbourg. Ici la réserve est naturellement indispensable. L'intention de l'Empereur est de rester entièrement libre, et jusqu'au dernier moment. « Il faut, dit-il alors au duc de Bassano, engager le prince de Schwarzenberg, sans m'engager. » Pour répondre à ses vœux, M. de Bassano se garda bien de faire des ouvertures à l'Autriche, mais il chercha les moyens d'amener l'Autriche à devancer toute démarche de la part de la France. Un agent intermédiaire, M. Delaborde², fut, en cette

¹ Dépêche du duc de Vicoce, du 15 janvier.

² Expression employée par l'Empereur dans une conversation avec un de ses ministres.

³ M. Delaborde, actuellement membre de la chambre des députés, ayant, pendant les premières années de la révolution, servi en Autriche, avait été attaché à

circonstance, mis en jeu avec un plein succès. Tous les salons diplomatiques se préoccupant, à cette époque, du mariage de Napoléon, un soir que, dans celui du prince de Schwarzenberg, chacun faisait ses conjectures, M. Delaborde fit la sienne. Celle-ci fut relevée par l'ambassadeur avec un empressement qui, tout ensemble, indiquait son désir personnel, et laissait apercevoir que déjà lui-même il avait des données sur les dispositions favorables de sa cour. Quelques jours après, il fut convenu avec lui qu'il prendrait des mesures pour qu'à l'instant où la demande viendrait à lui être adressée, il pût répondre *oui* sur-le-champ. Cette assurance était complètement acquise, lorsque, par une dépêche du duc de Vicence, on apprit à Paris, le 6 février, que le délai de dix jours, qu'il avait, le 10 janvier, assigné à l'empereur Alexandre, s'était écoulé sans aucun résultat. De ce moment, la résolution de l'empereur Napoléon fut prise. Sa préférence originellement avait été pour la Russie, sa décision fut pour l'Autriche. Avant d'y donner suite, il assembla les grands dignitaires et les ministres, mais cette réunion ne fut que purement consultative. Toutes les opinions s'y produisirent avec une grande liberté. La diversité des vues qui furent exposées et le langage même de l'Empereur n'étant pas sans intérêt, nous en donnerons un court résumé. « Je n'ai pas, dit l'Empereur, renoncé sans effort, sans regret, à mon ancienne union, qui répandait du moins quelque douceur sur ma vie antérieure. Si, dans l'espérance que l'empire attache à une autre union, je pouvais ne consulter que mon sentiment personnel, c'est au milieu des jeunes élèves de la Légion d'honneur, parmi les filles des braves de la France, que j'irais choisir une nouvelle compagne, et je donnerais à la France pour impératrice celle que ses qualités et ses vertus rendraient la plus digne du trône; mais il faut s'accommoder aux mœurs de son siècle, aux habitudes des autres États, aux convenances dont la politique a fait des devoirs. Des souverains ont désiré l'alliance de mes proches, et je crois qu'il n'en est maintenant aucun auquel je ne puisse offrir avec confiance une alliance personnelle. Trois familles régnantes pourraient donner une impératrice à la France; celle de Russie, celle d'Autriche, celle de Saxe. Je vous ai réunis pour examiner avec vous quelle est celle de ces trois alliances à laquelle la préférence peut être due. » Il y eut ici un moment de silence. Ensuite plusieurs personnes parlèrent tour à tour. On fit valoir, pour chaque parti, des raisons

l'état-major sous les ordres du prince de Schwarzenberg.

plus ou moins solides, comme aussi on signala, dans chacun, des inconvénients et des dangers. Un penchant très-marqué se montra d'abord en faveur de la maison de Saxe; mais la Saxe est enclavée entre trois grandes puissances, et elle pourrait devenir une occasion de guerre.

Une alliance de famille avec la Russie offrait l'avantage de contribuer au maintien de la paix universelle par l'ascendant commun des deux empires sur les États intermédiaires. Toutefois, de ce côté aussi, il s'élevait plusieurs obstacles. La grande-duchesse était bien jeune, et d'ailleurs la différence de religion n'était pas une circonstance indifférente.

En ce qui concerne l'Autriche, la difficulté semble plus grande encore. L'héritier de la révolution française épouser la nièce de Marie-Antoinette!... L'objection fut aussitôt rétorquée comme argument; c'était la plus belle expiation du passé, c'était absoudre la France, aux yeux de l'Europe, d'un crime qui n'était pas le sien; c'était prouver au monde que l'Autriche elle-même, en déplorant toujours la mort de cette princesse, n'en regardait point la nation française comme complice. L'Empereur ne s'était point expliqué, mais les personnes qu'il écoutait avec le plus d'intérêt étaient celles qui parlaient dans ce sens. Il mit fin au conseil sans prendre les suffrages.

Le souvenir de Marie-Antoinette se réveillait naturellement ici dans toutes les imaginations, il n'est pas hors de propos de rapporter le jugement que l'Empereur avait plus d'une fois exprimé, dans des conversations particulières, sur la mort de cette princesse. Suivant la croyance commune, l'existence d'une reine n'étant pas, comme celle d'un roi, liée au sort de l'État tout entier, le crime de sa mort est moindre que celui de la mort d'un roi. C'est précisément l'opinion contraire que professe Napoléon. « Il y a, disait-il, une grande différence entre la mort de Marie-Antoinette et celle de Louis XVI. Quoique ce prince ne méritât pas son malheur, telle est la condition des rois. Leur vie appartient à tout le monde. Il n'y a qu'eux qui ne puissent pas en disposer. Un assassinat, une conspiration, un coup de canon, telles sont leurs chances; César et Henri IV ont été assassinés. L'Alexandre des Grecs l'eût été, s'il eût vécu plus longtemps; mais une femme qui n'avait que des honneurs sans pouvoir, une princesse étrangère, le plus sacré des otages, la traîner du trône à l'échafaud, à travers tous les outrages, il y a là plus que parricide. » Cette appréciation du sort de la reine peut n'être pas rigoureusement exacte, mais elle a un caractère ingénieux et élevé qui plait dans l'empereur Napoléon.

D'après les nouvelles du Pétersbourg, reçues le 6 février, la situation des choses était telle que l'orgueil le plus exigeant eût pu le désirer. Napoléon est à peu près maître du terrain, et c'est lui qui se retire. Sa pensée tout entière se révèle dans la lettre qu'il écrivit, le même jour, au ministre des affaires étrangères, pour former le texte d'une dépêche ministérielle à son ambassadeur en Russie.

« Faites connaître ¹ au duc de Vienne qu'un conseil a eu lieu il y a peu de jours, et que les opinions ont été partagées entre les princesses russe et autrichienne; qu'elles sont partagées en France particulièrement à cause de la religion; que les personnes qui attachent le moins d'importance à la religion, ne peuvent s'accoutumer à l'idée de ne pas voir l'impératrice suivre les cérémonies de l'Eglise à côté de l'Empereur; que la présence d'un pape paraît un plus grand inconvénient encore, et que ce serait montrer une grande infériorité que de constater, par une convention, la présence d'un pape aux Tuileries.

« Vous ajoutez que ces lignes étaient écrites lorsque le courrier du 21 est arrivé, et que vous avez interrompu votre lettre pour déchiffrer les dépêches dont il était porteur; que l'Empereur y a remarqué que la princesse Anne n'était pas encore nubile; que quelquefois les filles restent deux années entre les premiers signes de nubilité et la maturité; que rester trois ans sans espérance d'avoir des enfants contrariait les intentions de l'Empereur; que, d'un autre côté, le terme de dix jours était expiré et que, le 21, il n'y avait aucune réponse; que Sa Majesté ne peut concevoir comment, quand l'impératrice mère a donné son consentement ², quand l'opinion de la princesse Catherine est favorable, on ne donne pas de réponse positive; que ces délais contrastent avec le dévouement et l'empressement de l'Au-

triche; que Sa Majesté compte tenir demain un conseil pour fixer cette incertitude, n'ayant plus de temps à perdre; qu'il avait été question à Erfurt de la princesse Anne, mais que Sa Majesté serait suffisamment libre, non d'un engagement, puisqu'il n'y en a jamais eu, mais d'une obligation de tacite honnêteté, que lui imposait son amitié pour l'empereur Alexandre, par le délai d'un mois qu'il a mis à répondre... »

Il faut ici presque deviner la pensée de l'Empereur; car, dans cette dernière phrase, l'expression est assez obscure; mais, d'après l'ensemble de la lettre, tout le monde comprend que Napoléon, qui d'ailleurs jusque-là n'était lié en aucune manière, se regarde aujourd'hui comme tout à fait dégagé par la temporisation de la Russie. Cette lettre indique clairement sa renonciation au projet d'un mariage russe. C'est dans ce but qu'il l'a rédigée ainsi. Le soir du même jour, il recommande au duc de Cadore de l'expédier sur-le-champ. Un billet du même soir, adressé à ce ministre, porte : « Demain, quand vous aurez signé avec le prince Schwarzenberg, vous expédiez un second courrier en Russie pour faire connaître que je me suis décidé pour l'Autrichienne ³. » Il ajoutait : « Apportez-moi le contrat de Louis XVI et l'historique. Écrivez ce soir au prince Schwarzenberg, pour lui donner rendez-vous demain à midi. »

Le prince Eugène se rendit chez l'ambassadeur et fit la demande, qui fut agréée. Le 8, le duc de Cadore et le prince de Schwarzenberg signèrent le contrat de mariage de Napoléon et de Marie-Louise.

Un message de l'Empereur, en date du 27, annonça au sénat que le prince de Wagram ⁴ se rendait à Vienne, en qualité d'ambassadeur extraordinaire, pour demander à l'empereur François la main de sa fille. La demande solennelle fut faite le 7 mars; le mariage eut lieu ⁵ le 11. Ce fut l'ar-

¹ Lettre du 6 février au duc de Cadore.

² Nous ne voyons nulle part qu'il y ait eu un consentement formel de l'impératrice.

³ L'expression est familière; elle pourra même être taxée de mauvais goût de la part de l'homme nouveau. Elle paraîtrait naturelle chez un petit-fils de Louis XIV.

⁴ Des puritains de convenances ont trouvé malséant que ce fût à un personnage, décoré d'un nom fondé sur une grande défiance de l'Autriche, que l'Empereur confiât cette mission. Dans de si grands intérêts une telle remarque est bien puérile. On n'est point une pareille susceptibilité à Vienne. Le maréchal Berthier, quel que soit son titre, prince de Wagram ou de Neufchâtel, est l'homme que l'on a toujours vu le plus avant dans l'intimité de Napoléon. Si le titre de prince de Wagram lui a été décerné dans la campagne de 1809, c'est que l'Empereur ne

pouvait pas le prendre pour lui-même. Il ne l'eût conféré à nul autre. De tous les grands personnages du nouvel empire, Berthier est donc le plus élevé que Napoléon pût choisir pour cette ambassade extraordinaire.

⁵ Un incident faillit le retarder. Quelques jours auparavant, l'ambassadeur de France ayant annoncé à M. de Metternich qu'il avait reçu les serments de l'officialité diocésaine et de l'officialité métropolitaine, qui déclaraient nul le mariage de Napoléon avec Joséphine, ce ministre, dans la disposition où était au cœur d'être facile sur toutes les formalités religieuses, avait répondu, un peu légèrement, que ces pièces n'étaient nullement nécessaires. Sur ce mot de M. de Metternich, M. Otto, un peu légèrement aussi, au lieu de garder ces pièces, les avait renvoyés en France. Tant à coup l'archevêque de Vienne en demanda la production. Il y eut un moment d'em-

chiduc Charles ¹ qui, en vertu de la procuration de Napoléon, épousa l'archiduchesse. Nous supprimons ici tous les détails qui n'ont pas un intérêt historique ; mais il est un fait que nous croyons ne pas devoir omettre, parce que, sans avoir en lui-même une grande importance, il prouve combien Napoléon mettait de soin à faire prédominer en tout la nationalité française. La supériorité qu'il voulait pour son empire, il la voulait aussi pour notre langue. C'était en Autriche une vieille coutume d'employer la langue latine pour la rédaction de tous les actes qui concernaient la famille impériale. On sait combien étaient opiniâtres ces habitudes de chancellerie ; elles durent céder devant une volonté plus puissante qu'elles. Napoléon insista pour que les actes relatifs à son mariage, qui durent être signés à Vienne, fussent rédigés dans la langue de la maison impériale où la jeune archiduchesse allait entrer, dans la langue de la nation au milieu de laquelle elle était destinée à vivre. L'empereur François y consentit, mais sous la réserve que ce serait une exception *qui ne tirerait pas à conséquence*.

Le surlendemain du jour de son mariage, le 13 mars, la nouvelle impératrice quitta Vienne. A Braunau, elle fut reçue par une sœur de Napoléon, la reine de Naples, et là elle se sépara de son cortège autrichien. Elle continua ensuite son voyage à travers l'Allemagne et la France, entourée de toutes les pompes et soumise à toutes les fatigues de l'étiquette. Napoléon, pour lui en épargner les derniers ennuis, empressé lui-même de voir et d'embrasser sa nouvelle épouse, n'attendit pas son arrivée ; il alla au-devant d'elle. Au moment d'un relais, il courut à sa voiture, l'ouvrit lui-même, y monta lestement, abrégant ainsi les formalités de l'entrevue, et se fit conduire au grand galop à Compiègne. Toutes les précautions prescrites pour la séparation provisoire des époux étaient devenues inutiles, et l'ou-

ne songea plus aux vaines règles du programme ².

Le mariage civil fut célébré, le 1^{er} avril, à Saint-Cloud. L'empereur et l'impératrice firent le lendemain leur entrée solennelle à Paris, et ils reçurent aux Tuileries la bénédiction nuptiale. Quatre reines de la famille de Napoléon portaient le manteau de la jeune impératrice. Les détails, on le conçoit aisément, seraient ici superflus. Tout ce que le goût, joint à la richesse, peut imaginer d'ingénieux et de magnifique, fut déployé dans les cérémonies du mariage et dans les fêtes qui le suivirent. La France était éblouie ; elle voyait, dans une union si imprévue, de l'éclat et de la grandeur ; les hommes politiques croyaient y voir de la durée ; les classes inférieures admiraient ; mais l'admiration était sans enthousiasme, et, en réalité, ce mariage n'était point populaire. Il n'aura ce caractère qu'un seul jour ; ce sera celui où Marie-Louise donnera un fils à Napoléon.

Cependant la nouvelle du prochain mariage de l'empereur était parvenue à Pétersbourg. Conformément à son ordre, le ministre des affaires étrangères, duc de Cadore, en avait donné une connaissance directe au chancelier comte de Romanzof ³. L'impression qu'on en éprouva en Russie fut une blessure plus ou moins vive à l'amour-propre, et un mouvement plus ou moins marqué d'humeur, qui se cachèrent, sous des formes diverses, dans le langage du ministère, de l'empereur et de la cour. « Nous sommes satisfaits de cet événement, disait M. de Romanzof à l'ambassadeur duc de Vicence. » Nous n'envisons rien à l'Autriche, nous n'avons aucun sujet de mécontentement contre elle ; ainsi, tout ce qui assurera sa tranquillité et celle de l'Europe ne peut que nous être agréable. » Le même jour, à la parade, l'empereur s'étant approché de l'ambassadeur, lui parla d'abord à peu près dans le même sens : « Félicitez l'empereur sur le choix qu'il a fait ; il veut des enfants ; toute la

barra. On pensa que c'était une intrigue du clergé autrichien, bien aise d'avoir à soumettre à sa juridiction des actes du clergé français, d'autant plus que le cardinal Fesch, en sa double qualité de grand aumônier et d'archevêque de Paris, avait fait parvenir le dispense de bans et fait la remise d'autorisation pour le prêtre qui serait chargé de bénir le mariage. L'abbé n'alla pas plus loin. L'archevêque de Vienne ne fut pas inflexible. Il se contenta d'une déclaration de l'ambassadeur, attestant que les sentences d'officialité existaient et qu'il les avait eues.

¹ La gazette de Francfort publia une prétendue lettre de l'empereur Napoléon à ce prince. Napoléon fit témoigner à Vienne qu'il avait vu avec peine cette lettre ridicule.

² Lorsqu'en 1600, Marie de Médicis arriva en France,

Henri IV alla à sa rencontre jusqu'à Lyon. Désirant la voir sans être vu d'elle, il entra dans la salle où elle se trouvait ; mais, s'apercevant qu'il était reconnu, il se retira aussitôt. « Pendant le souper, dit le sieur de l'Étoile, le roi fit servir madame de Nemours qu'elle dit à la reine qu'il était venu sans lui, espérant qu'elle lui ferait part du sien. La reine répondit à madame de Nemours qu'elle n'était venue que pour complaire et obéir aux ordres de Sa Majesté, comme sa très-humble servante. Sur cela le roi se fit déshabiller et entra dans la chambre de la reine. » La manière de Napoléon est plus dans nos mœurs actuelles.

³ Après la conclusion de la paix avec la Suède, qui avait valu à la Russie l'acquisition de la Finlande, le comte de Romanzof avait été nommé chancelier de l'empire.

⁴ Dépêche du duc de Vicence, en date du 20 février.

« France lui en désire. Ce lien est pour l'Autriche » et pour l'Europe le gage de la paix, et, sous ce » rapport aussi, je suis enchanté de ce qui arrive. » La conversation ne fluit pas là : l'empereur Alexandre ayant repris un moment après, ajouta : « Il » est cependant heureux que l'âge nous ait arrêtés » ici. Si je ne m'étais pas borné à parler de cela en » mon nom, comme d'une chose où vous n'entriez » pour rien, quel effet cela aurait-il produit ? Où » en serions-nous, si j'eusse eu moins de circon- » spection vis-à-vis de ma mère, si j'eusse moins » respecté ses droits ? Quels reproches n'aurais-je » pas aussi à vous adresser ? Les retards dont vous » vous plaigniez n'étaient donc que de la sagesse ? » En s'applaudissant de sa propre réserve, l'empereur Alexandre insinuait ainsi légèrement que, du côté de la France, on n'avait pas gardé la même mesure, et qu'on s'était conduit de manière à le mettre dans un grave embarras. Bientôt l'explication devint plus nette et plus précise. Il était évident, selon ce prince, que l'empereur Napoléon avait traité de deux¹ côtés à la fois ; il eût été impossible que le mariage fût conclu et le prince de Wagram désigné dès le 9 février pour aller chercher l'archiduchesse, si l'on ne s'était pas entendu avec l'Autriche avant d'avoir eu connaissance à Paris des conférences² que l'ambassadeur avait eues avec lui sur cet objet. Le duc de Vicence avait peu de bonnes raisons à opposer à ces remarques. La meilleure eût été la vraie, c'était que l'empereur Napoléon avait voulu être prévenu contre la possibilité d'une chance défavorable en Russie, et qu'ayant d'avance pris ses sûretés pour cette hypothèse, il avait abandonné la famille où l'on hésitait, pour celle où l'on n'hésitait pas. Cette raison toute simple n'était point celle que l'on alléguait à Paris. On y mettait en avant l'article de la religion. Le duc de Cadore ayant donné à entendre au prince Kurakin que c'était cette différence de religion qui avait fait obstacle à une alliance avec la Russie, l'empereur Alexandre répondait : « Si cette diffé- » rence a pour un obstacle insurmontable, on n'au- » rait pas dû m'assurer d'abord, à moi, qu'elle ne » ferait point de difficulté, » et il revenait toujours à la conclusion qu'il était bien heureux « que l'âge » eût arrêté. » Jusqu'alors, l'empereur Alexandre

avait laissé indécis la question de savoir si c'était de lui ou de Napoléon qu'étaient venues les premières paroles de mariage qui avaient été dites à Erfurt. Dans la nouvelle situation des choses, comme si son honneur eût pu être blessé par la supposition que ce fut lui qui en eût pris l'initiative, il avait soin de dire, ce qu'il ne disait pas auparavant, « qu'ici comme à Erfurt, c'était Napo- » léon qui avait parlé le premier ; que pour lui, il » ne s'en était mêlé que comme son aïeul ; qu'au- » jourd'hui, quoique personnellement il eût un peu » droit de se plaindre, il ne se plaignait pas ; qu'en » fond il se réjouissait d'un mariage utile à la France, » et qu'il en félicitait bien sincèrement l'Empe- » reur. » La position de l'ambassadeur était fort embarrassée ; il ne pouvait pas insister sur la différence de religion, lui qui avait déclaré qu'on n'y mettait aucune importance ; il n'avait d'autre ressource que d'appuyer sur les retards de la Russie, qui avaient dû être regardés en France comme une espèce de refus. Cet ambassadeur, dans sa correspondance, semble croire que l'empereur Alexandre ne conserve aucun ressentiment ; que même la satisfaction qu'il témoigne à ce caractère de la vérité ; mais il n'en est pas ainsi, écrit-il, de l'impératrice douairière, qui a éprouvé un désappointement véritable, qui même ne peut pas le cacher, « et qui » n'en est pas à son dernier regret. » A la cour, dans le corps diplomatique et la haute société, un seul objet fait l'entretien de tous les salons. Les Autrichiens sont dans la joie et laissent éclater ; les Russes sont mécontents³ et murmurent contre l'impératrice douairière ; on parle du mariage inconvenant de la grande-duchesse Catherine avec un petit duc d'Oldenbourg, comme si ce mariage n'eût été fait que de la veille, et que l'on eût pu l'empêcher. « C'était, dit-on, cette princesse-là qu'il eût » fallu donner à l'empereur Napoléon. » L'orgueil de Napoléon doit être satisfait : l'offre de sa main a été acceptée avec empressement à Vienne, et on regrette à Pétersbourg de n'avoir pas devancé l'acceptation de l'Autriche.

Le mariage de Napoléon avec une archiduchesse a-t-il été l'œuvre de la vanité, ou un calcul de politique ? Je crois qu'on peut l'attribuer à ces deux causes tout ensemble. Le mot de vanité n'est point

¹ Il est incontestable que dans le mois de janvier, il y a eu double négociation ; mais il nous paraît certain qu'à la fin de novembre et dans tout le mois de décembre, le vœu de Napoléon était pour un mariage russe.

² En vertu de la dépêche du 24 novembre et de celle du 15 décembre. Nous avons plus haut cité l'une et l'autre.

³ L'effet était le même à Vienne. Suivant une dépêche

de M. Otto du 10 février, la nouvelle de la signature du mariage fut reçue dans les salons autrichiens avec les plus grandes manifestations de joie ; la bourse le papier monta de trente pour cent. Les sociétés russes étaient très-mécontentes. L'ambassadeur, M. de Schuvaloff, qui d'ailleurs vivait avec M. Otto dans les relations les plus amicales, s'abstint lui-même de lui offrir les compliments d'usage en pareille circonstance.

ici l'expression convenable. Pour un soldat couronné, le désir de mêler son sang à celui d'une ancienne race de rois n'est point une vanité puérile et frivole, c'est une ambition légitime; c'est aussi un calcul d'intérêt bien entendu. Quoiqu'en une foule de circonstances l'Empereur aime à s'affranchir des entraves de l'imitation, il attache, sous d'autres rapports, une grande valeur à des exemples qui ont pour eux l'autorité d'une grande pratique, et, comme ici, d'une pratique de tous les temps. Dans les divers pays et les divers siècles, toujours un prince nouveau a cherché dans un mariage royal, un moyen d'affermissement ¹ de plus pour sa puissance. Il semble que l'illustration de la famille à laquelle il s'allie fasse resjaillir, sur la nouveauté de la sienne, une partie du respect attaché à l'antiquité des noms; il semble qu'une telle alliance vieillisse ses droits, qu'elle reporte dans le passé la date de ses titres, et qu'elle étende une rouille vénérable sur les jeunes fondements de sa grandeur. Sans remonter bien loin, l'histoire moderne est pleine de faits où l'on voit ces principes en application.

Ainsi un aventurier italien, enrichi par le pillage, Gaias Visconti, aspire à la main d'Isabelle, princesse du sang de France, et il l'obtient ². Un second mariage avec les Visconti, celui du duc d'Orléans avec la célèbre Valentine, fonda les malheureuses prétentions de la France sur le duché de Milan.

La race du bûcheron Attendolo s'unit de même par de doubles nœuds avec les plus illustres dynasties. Le bâtard François Sforce épouse une princesse de Savoie, sœur de la femme de Louis XI. Blanche Sforce devient femme de l'aïeul de Charles-Quint, l'empereur Maximilien I^{er} ³. Charles-Quint

lui-même donne sa nièce Christine ⁴ à un autre Sforce, François II.

Les Médicis, à peine élevés au rang de princes souverains, donnent des reines à la France, et un Côme de Médicis épouse une sœur de Maximilien II.

Aucun de ces personnages, dans sa grandeur récente, n'approchait de Napoléon Bonaparte, ni par l'éclat de ses succès guerriers, ni par l'étendue de sa domination, ni par la splendeur du trône dont il pouvait offrir le partage. Napoléon est dans une position à part. Il marchait au moins de pair avec tout ce qu'il y avait de plus élevé au monde. Lorsque, cinq années auparavant, il avait pris le titre d'empereur, l'Autriche avait dit : « On ne peut que s'honorer d'un tel collègue. » Quand il épouse une archiduchesse, le mariage n'a rien d'inégal, et la fille des Césars ne déroge pas. C'est par cette raison même, il est vrai, que dans l'opinion de beaucoup de personnes, l'Empereur eût dû dédaigner les routes vulgaires, et ne pas demander à sa femme la dot d'une haute origine, dot dont il n'a pas besoin, et qui non-seulement lui est inutile, mais qui lui sera funeste. Telle doit être en effet sa destinée. Après avoir créé toutes les chances en sa faveur, il aura le prodigieux talent de les tourner toutes contre lui; mais ce talent fatal ne change pas la nature des choses. Lorsque Napoléon contracte ce mariage, l'effet qu'il en attend se réalise. A Vienne, on s'en félicite; à Pétersbourg, on en est jaloux; à Londres, on s'en afflige; à la cour de Louis XVIII, on perd presque toutes les espérances qu'on avait jusqu'alors conservées. Le résultat a été produit; il a été immense. Quoi qu'il arrive plus tard, Napoléon, en 1810, a eu raison d'épouser une archiduchesse d'Autriche.

¹ « Regalibus nuptiis regnum firmaturus. »

² Gaias, en épousant Isabelle, lui fit un présent de six cent mille florins. Le roi Jean était prisonnier. Le présent fait à la princesse servit à la rançon de son père. Les amateurs de longues généalogies n'ont pas manqué de reprocher à ce prince d'avoir vendu sa propre chair à l'encan. La raison seule l'en absou-

draît, s'il n'en était pas absous par la raison d'État.

³ Il y avait en Allemagne des chapitres nobles où n'entraient pas ou n'entraient que des empereurs.

⁴ Christine était fille d'Isabelle, sœur de Charles-Quint, et de Christine II, roi de Danemark.

⁵ Catherine de Médicis, femme de Henri II.

CHAPITRE XX.

POLITIQUE EXTÉRIEURE.

Fermeté de Napoléon envers la Russie et l'Autriche au milieu des négociations de mariage. — Plaintes de Napoléon sur la publicité donnée à une lettre adressée par lui à l'empereur Alexandre. — Explications courtoises de l'empereur Alexandre. — Point délicat de discussion entre les deux empereurs. — Convention relative à la Pologne, signée par le duc de Vicence. — Improbation de l'empereur sur cette convention. — Remarques de l'empereur sur quelques-uns de ses articles. — Envoi d'une autre rédaction, signée par l'empereur. — Indifférence affectée de M. de Romanzof. — Contre-projet proposé par l'empereur Alexandre. — Tentative de négociation de la part de la France à Londres. — Réponse de Napoléon sur le contre-projet d'Alexandre. — Paroles remarquables de Napoléon à propos de ce contre-projet. — Remarques sur le langage de l'empereur. — Création du grand-duché de Francfort. — Sénatus-consulte pour la réunion des États romains à l'Empire. — Discussions entre l'empereur et le roi de Hollande. — Large augmentation de territoire accordée par l'empereur à la Bavière. — Seges conseils donnés par l'empereur à la Bavière relativement au Tyrol. — Continuation de bons rapports entre la Russie et la France. — Langage du ministère anglais sur la situation de l'Angleterre et celle de la France. — Négociation de Fouché avec l'Angleterre sans autorisation. — Diagrâce de Fouché. — Situation comparée de l'Angleterre et de la France. — Insinuations anglaises auprès du cabinet de Pétersbourg. — Envoi d'un commissaire anglais en France pour l'échange des prisonniers. — Conférences entre ce commissaire et un commissaire français. — Rupture des conférences.

Les projets de Napoléon pour une alliance de famille avec la Russie d'abord, et, à défaut de la Russie, avec l'Autriche, projets évidemment arrêtés dans son esprit aussitôt après la conclusion de la paix, n'avaient point empêché que, dans ce même temps, ses communications avec les cabinets de Pétersbourg et de Vienne n'eussent, sur divers objets, beaucoup du vivacité, et parfois même, un peu d'aigreur. Plus d'une fois déjà l'empereur avait eu des démêlés avec la Russie, à l'occasion de Français employés dans les ambassades de cette puissance, et qui ordinairement étaient plus sebarnés contre leur propre pays, que les Russes les plus hostiles. Cette querelle se renouvela au sujet d'un sieur Cassini, placé sous la protection de l'ambassade russe à Paris. « Comme je n'entends point tégér aucun Russe en Russie, disait Napoléon, je ne veux point reconnaître à la Russie le droit de protéger des Français en France... Je me suis brouillé pour cela avec M. de Markof !... Tant qu'on n'aura pas trouvé le secret de la transfusion du sang, un Français reste Français, et ce caractère est indélébile. »

En rapportant le discours adressé par l'empereur au corps législatif, nous avons fait remarquer que la concession qui s'y trouve proclamée en faveur de la Russie pouvait bien n'être pas exempte d'un certain calcul qui se liait à l'idée d'un mariage. Le 9 décembre, l'empereur avait chargé son ministre des affaires étrangères de faire connaître au duc de Vicence la véritable étendue des défaites des Russes dans la guerre des Turcs, attendu que probablement à Pétersbourg on ne disait pas à cet égard toute la vérité. « C'est précisément à cause de ces défaites ² que j'ai cru nécessaire de parler de la réunion de la Moldavie et de la Valachie à l'empire russo. Ainsi l'empereur Alexandre doit voir que je ne baise pas, et que je fais même plus que je ne promets ³. »

L'ambassadeur devait donner à entendre qu'on ne s'était pas montré animé d'un pareil esprit à Pétersbourg; que l'on eût pu faire beaucoup mieux dans la dernière guerre; que, pour l'empereur Napoléon, quand il s'agirait d'une coopération de sa part, ce ne serait pas une poignée d'hommes qu'il enverrait, mais qu'il marcherait avec deux

¹ Voyez tome I^{er}.

² Lettre de Napoléon au duc de Cadore, le 9 décembre.

³ Effectivement, d'après la convention d'Erfurt, cette stipulation devait rester secrète.

cent mille hommes. L'Empereur prescrivait une phrase que l'ambassadeur devait faire entrer textuellement dans sa conversation avec M. de Romanzof : « Vous jugez qu'il n'y a rien dans la conduite passée que l'Empereur n'ait saisie : dans les affaires d'Autriche, vous avez été *sans couleur* ; comment l'Empereur a-t-il agi ? Il vous a donné une province qui paye plus que les frais de la guerre, et il déclare tout haut que vous avez réuni la Moldavie et la Valachie à votre empire. » La date de cette lettre est digne de remarque. Elle est du 9 décembre, c'est-à-dire, intermédiaire entre celle du 24 novembre où ont été jetés les premiers mots de mariage, et celle du 13 décembre, qui autorise l'ambassadeur à faire connaître, d'une manière plus précise, la préférence de l'Empereur pour un mariage avec une princesse de Russie.

L'empereur Napoléon avait en ce moment un juste grief contre l'empereur Alexandre ; une de ses lettres à ce prince, après avoir circulé par son indiscretion, venait d'être publiée dans les journaux anglais. Le duc de Cadore reçut ordre de témoigner au ministère russe l'étonnement qu'avait éprouvé l'Empereur d'un tel procédé, qui n'est pas même en usage en temps de guerre. Il est sensible qu'ici Napoléon se plaint parce qu'il doit se plaindre, et qu'il est toujours bon d'avoir à pardonner ; mais la plainte est sans amertume.

A cette même époque, il parlait à l'Autriche avec plus de rudesse. La coterie antifrançaise du Russe Rasumowski, où figurait l'émigré français Roger de Damas, ayant repris à Vienne une certaine consistance, Napoléon fit déclarer¹ au cabinet autrichien que, si l'on ne prenait pas des mesures pour empêcher les intrigues et prévenir l'influence de ce parti, « il pourrait arriver de grands malheurs. » Ainsi, à l'instant même où Napoléon songeait à s'allier à l'une des deux familles impériales, il ne laissait pas de manifester du mécontentement à Pétersbourg et à Vienne ; mais, dans le mois de décembre, les ménagements étaient pour la Russie.

Comme, à l'égard de cette dernière puissance, les reproches s'exprimaient en termes mesurés et adoucis, la justification fut pareillement courtoise et gracieuse : elle présentait l'insurrection de la Galicie et l'inquiétude produite par cette effervescence de l'esprit polonais, comme les seules causes qui eussent jeté de l'incertitude dans la coopé-

ration du prince Galitzin. L'empereur Alexandre disait que, s'il voulait récriminer, il rappellerait l'inaction de Bernadotte, faisant échouer la première campagne de Finlande, tandis qu'après tout, dans les dernières circonstances, l'attitude ferme de la Russie envers l'Autriche n'avait pas été inutile à la conclusion de la paix. Enfin, ajoutait-il, « je suis satisfait², mais on doit l'être aussi. Il ne faut pas dire qu'on est mécontent de moi, quand on est content et très-content. Le temps prouvera à l'Empereur que je suis de ces gens que rien ne change. » Quant à l'indiscrétion par suite de laquelle une lettre de Napoléon avait paru dans les journaux anglais, on la confesse ; c'est la première, ce sera la dernière ; mais elle a eu un but louable, et on l'explique : « Cette publicité a servi l'alliance » autant que mes intérêts, dit Alexandre : voilà mes motifs ; l'Empereur les comprendra. » Ils étaient en effet faciles à comprendre. La lettre rendue publique était une de celles par lesquelles Napoléon donnait à l'empereur de Russie des preuves de déférence pour ses desirs. La publication s'adressait moins à l'Angleterre qu'à la Russie elle-même. C'était en faisant connaître, par une voie détournée, à ses sujets, la nature de ses rapports avec Napoléon, qu'Alexandre s'excusait auprès d'eux de ses complaisances pour lui.

Nous voici arrivés au point délicat qui doit altérer la bonne harmonie entre les deux empereurs. L'amour-propre, l'orgueil joueront, de part et d'autre, un grand rôle dans le débat. L'influence de la passion y dominera beaucoup plus que la volonté réelle des deux princes. Longtemps la querelle roulera sur des mots, et le malentendu sur les mots amènera, par degrés, le malentendu sur les choses. Par la correspondance précédemment citée, on a vu que les cabinets de Paris et de Pétersbourg étaient d'accord sur les bases d'une convention à conclure pour tranquilliser la Russie à l'égard de la Pologne. Sur le principe, pas de difficulté ; c'est sur la rédaction qu'on ne pourra s'entendre. Ici une distinction est nécessaire. L'ambassadeur de France à Pétersbourg, et le chancelier comte de Romanzof, s'entendront à merveille, et trop bien même³ au gré de Napoléon ; mais celui-ci n'approuvera pas dans sa plénitude l'œuvre de son ambassadeur.

Une dépêche du duc de Cadore, en date du 7 novembre, avait autorisé le duc de Vienne à

¹ Le 13 décembre.

² Lettre du duc de Vienne, en date du 4 janvier.

³ Le duc de Vienne était un homme dont la loyauté n'admettait point de soupçons. Lorsque plus tard Napoléon lui dira : « Vous êtes Russe, » il répondra : « J'ai été

» Russe, parce que l'empereur Alexandre a été Français. » Je pense aussi que l'empereur Alexandre a été longtemps de bonne foi ; mais le duc de Vienne croyait encore ce prince dans les mêmes sentiments, lorsque déjà il en avait changé.

entrer en négociation sur des bases indiquées, et même à conclure une convention sur ces bases. En conséquence de cette autorisation, une convention fut signée le 4 janvier 1810 (23 décembre 1809). Pour être en état de suivre l'importante controverse qui va s'ouvrir, il est nécessaire de bien connaître le texte de la convention; le voici :

« Article 1^{er}. Le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli.

« Article 2. Les hautes parties s'engagent à veiller à ce que les dénominations de Pologne et de Polonais ne s'appliquent jamais à aucune des parties qui ont précédemment constitué ce royaume, et disparaissent pour toujours de tout acte officiel et public.

« Article 3. Les ordres de chevalerie qui appartiennent à l'ancienne Pologne seront abolis, sans pouvoir être jamais rétablis.

« Article 4. Les Polonais sujets de la Russie ne pourront être admis au service du roi de Saxe (et réciproquement).

« Article 5. Il est établi, comme principe fixe et inaltérable, que le duché de Varsovie ne pourra, à l'avenir, obtenir aucune extension territoriale prise sur l'une des parties qui composaient l'ancien royaume de Pologne.

« Article 6. Il ne sera plus reconnu de sujets mixtes. » Il leur était accordé un délai de douze mois pour déclarer sous quelle souveraineté ils pourraient vivre.

« Article 7. La France obtiendra l'accession du roi de Saxe.

« Article 8. La présente convention sera ratifiée dans l'espace de cinquante jours. »

L'ardcur avec laquelle la Russie avait pressé la signature de cette convention annonce assez quel prix elle attache à emporter, dans un moment favorable, cette large et décisive garantie. On ne peut, en effet, qu'admirer l'étendue et l'énergie des engagements demandés à Napoléon, et l'ingénieuse sagacité qui n'a laissé aucune chance contraire en dehors de sa prévoyance. Aussi l'empereur Alexandre montra-t-il une extrême joie de la conclusion de cet acte, et il l'exprimait de la manière la plus chaleureuse : « Ce n'est pas seulement, » répétait-il, vers votre nation que me portent mes goûts, mes opinions et mes vœux, c'est vers le grand homme... Comme tout le monde, j'admire sa gloire et son génie. Comme souverain et son ami, je forme d'autres vœux, qui doivent lui prouver ma volonté, et mes vœux sont pour tout ce qui peut asseoir et perpétuer sa dynastie. » Le sens de ces derniers mots ne pouvait pas être douteux.

Le duc de Vicence, persuadé qu'il n'avait pas

dépassé la limite de ses instructions, croyait même avoir bien mérité de son gouvernement, en écartant diverses autres clauses que la Russie avait voulu insérer dans la convention, et qui auraient eu pour objet de consacrer la dépendance absolue du duché de Varsovie à l'égard de la Saxe, de manière à ne faire de ce duché qu'une province saxonne. En adressant cette convention à Paris, il semblait en attendre l'immédiate ratification. Ce fut vers le 20 janvier que cet envoi parvint à Napoléon, époque où, relativement à son mariage, il commençait à trouver longs les délais de la Russie et se préparait une réserve ailleurs. Cette remarque est de celles qui se présentent à tous les esprits; je n'ai donc pas dû la négliger. Cependant, je ne pense pas qu'il y ait eu ici liaison entre ces deux idées dans l'esprit de Napoléon; je ne pense pas que sa conduite sur la question de politique générale ait été influencée par la question relative à l'alliance de famille. Quoi qu'il en soit, lorsqu'il prit connaissance de la convention signée par son ambassadeur, cette pièce ne le satisfait pas, non qu'il n'en approuvât la substance, mais sa forme le blessait sous plusieurs rapports. Ses premières observations furent que l'on aurait pu arriver au même but en ménageant un peu plus sa dignité. Certaines stipulations étaient conçues de manière à le rendre responsable d'événements qui ne dépendaient pas de lui; enfin, on ne s'était pas conformé au principe général de la diplomatie, qui veut qu'il n'y ait point d'engagement sans réciprocité. Il indiqua au ministre des affaires étrangères les articles qu'il jugeait susceptibles de modification, et lui demanda un rapport sur les changements qu'il conviendrait d'adopter. Les articles sur lesquels portaient les plus vives remarques de l'Empereur étaient le premier et le cinquième.

Selon lui, le caractère de l'article premier était trop tranchant, trop absolu; le fond en avait bien été autorisé, mais la rédaction en était inadmissible.

Quant au cinquième, c'était une disposition nouvelle, non prévue, et que n'avaient, en aucune manière, autorisée les instructions données à son ambassadeur.

Aux yeux de Napoléon, le grand inconvénient de la rédaction actuelle était de décourager à jamais les habitants du duché et de la Galicie; ce qui ne permettrait plus d'attendre d'eux des efforts dans une nouvelle guerre contre l'Autriche. Pour prouver, au reste, à l'empereur Alexandre que, s'il n'acceptait pas tous les termes de la convention, il en adoptait cependant l'esprit et le but, Napoléon, en refusant de ratifier le traité actuel, fut d'avis d'en rédiger un autre avec des modifica-

tions conformes à ses vues, et d'envoyer cet acte tout ratifié en Russie. Quoique le ministre des affaires étrangères lui représentât qu'il pourrait y avoir de l'inconvénient à mettre la signature impériale au bas d'un acte qui, en réalité, ne serait qu'un projet, puisque l'acceptation en était incertaine, l'Empereur persista dans cette idée, et elle reçut son exécution.

Le principal changement apporté à la rédaction était dans l'article 1^{er}.

Au lieu de cet article si expressif dans sa brièveté : Le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli ; l'article de la convention nouvelle était ainsi conçu : « L'empereur des Français s'engage à ne » favoriser aucune entreprise tendant à rétablir le » royaume de Pologne, à ne donner aucune assistance à toute puissance qui aurait cette vue, ni » aucun appui ni encouragement soit direct, soit » indirect, à toute insurrection ou soulèvement des » provinces qui composaient ce royaume. »

L'article 2 de la rédaction de Pétersbourg imposait, comme le faisait remarquer Napoléon, une responsabilité qu'il n'était pas possible de prendre : c'était d'empêcher que les dénominations de Polonois et de Polonais fussent jamais employées. Il admettait bien cette obligation pour lui et le roi de Saxe ; mais il ne voulait pas, ainsi que l'exigeait la Russie, se charger de poursuivre ailleurs la proscription générale de ces dénominations.

Napoléon consentait à l'abolition des ordres polonais stipulée en l'article 3 de la convention russe ; mais, selon lui, cette abolition ne pouvait avoir son effet que pour l'avenir, et il devait être permis, à ceux qui avaient reçu les décorations de ces ordres, de les porter.

Au reste, ces différences sur les articles 2 et 3 n'étaient pas celles qui entraînaient une difficulté essentielle. Le plus grave dissentiment était, après l'article 1^{er}, sur l'article 5.

Dans la rédaction russe de celui-ci, le principe de la réciprocité n'existait pas. On y déclarait, comme *principe fixe et intolérable*, que le duché de Varsovie ne pourrait jamais s'accroître de territoires enlevés à l'un des parties qui composaient l'ancienne Pologne ; mais l'interdiction eût dû être la même pour la Russie. Pour qu'il y eût égalité entre les deux contractants, cette puissance aurait dû, de son côté, prendre l'engagement de ne pas s'étendre en Pologne, et surtout aux dépens du duché. Cette réciprocité se trouvait dans la rédaction française.

Article 5. « Il est établi en principe qu'à l'avenir, » ni la Russie ni le duché de Varsovie ne pourront » accroître leur territoire aux dépens des provin- » ces qui faisaient partie de l'ancien royaume de

» Polonois, ou que, si le cas arrivait, ce ne serait » qu'après un concert préalable entre les deux » hautes parties contractantes. »

La rédaction du Paris, je l'avoue, me semble renfermer tout ce que peut raisonnablement désirer le cabinet de Pétersbourg. Le fond des demandes de ce cabinet est accordé ; et dans des termes satisfaisants, tandis que, dans la rédaction russe, il y a une extension recherchée d'exigence, un despotisme d'expressions impérieuses qui ne sont ni dans les conventions, ni dans les formes habituelles de la diplomatie. Au reste, nous devons suspendre ici toute réflexion personnelle ; car les divers points de dissidence que nous avons indiqués, vont être tour à tour attaqués et défendus par les deux cabinets, ou plutôt par les deux empereurs eux-mêmes.

On avait montré à Pétersbourg une grande impatience de recevoir la ratification française, et l'on n'était pas sans défiance sur l'assentiment de l'Empereur. On comptait les jours déjà écoulés sans réponse, et le duc de Vicence avait soin de rappeler dans ses lettres que le délai convenu allait bientôt expirer. C'était le 10 février que la rédaction nouvelle fut adressée de Paris à cet ambassadeur. La date devait être remarquée ; par une suite naturelle de cette date, on en reçut la notification en Russie presque en même temps que la nouvelle de la résolution prise pour un mariage avec une princesse d'Autriche. Cette dernière nouvelle était cependant arrivée la première, et l'empereur Alexandre, à la suite de sa conversation avec le duc de Vicence sur le mariage autrichien, avait dit, à l'égard de la convention dont l'ambassadeur ne parlait pas : « Que l'on ratifie ou non, il fallait » répondre dans le délai convenu. » C'était une espèce de représaille contre Napoléon, qui, lui aussi, ayant fixé un délai, n'avait pas attendu au delà, si même il avait attendu jusqu'à sa fin. Deux jours après, arriva le courrier porteur de la convention nouvelle. Le moment n'était pas favorable. On ne s'expliqua point d'abord d'une manière précise. Le duc de Vicence eut beau employer tous les ménagements qui lui étaient recommandés pour faire accueillir les changements désirés par l'Empereur, les objections qu'on lui faisait, si elles ne renfermaient pas un refus, en étaient l'équivalent. M. de Romanzof et l'empereur Alexandre lui-même virent, ou du moins affectèrent de voir, dans les modifications proposées, un effet de la circonstance qui plaçait l'empereur Napoléon dans des rapports nouveaux avec la maison d'Autriche. « Pour- » quoi, disait le comte de Romanzof, l'Empereur » ne veut-il plus nous donner les garanties que » nous lui demandons, et aussi positives qu'il les

» avait promises? S'il veut réellement la paix du monde, il reviendra bientôt entièrement à nous. » Mécontent de l'Autriche il y a un mois, il épouse aujourd'hui une de ses princesses. Nous le concevons : il doit vouloir tout ce qui peut consolider. » A l'appui de cette réflexion, M. de Romanzof disait au duc de Vicence, que parfois, durant son séjour à Paris, on lui avait fait entendre qu'une alliance politique de la France avec l'Autriche pourrait avoir un grand avantage, comme étant la plus propre à favoriser la conclusion de la paix avec l'Angleterre. Ce ministre laissait entendre qu'il ne croyait pas impossible que ce fut cette idée qui pour le moment dominait aux Tuileries. Quant au cabinet russe, quoique la nouvelle convention ne répondît pas à ses vues, il n'entendait pas pour cela changer de système. Souvent M. de Romanzof ajoutait à ses observations cette espèce de refrain : « Si l'Empereur s'éloigne un moment, il nous reviendra. » Le rôle de ce ministre consistait ainsi dans une sorte d'indifférence.

L'empereur Alexandre prenait les choses plus vivement, et il discutait en détail, avec l'ambassadeur, les articles rédigés par Napoléon. Le premier, selon ce prince, n'est pas assez significatif; il offre même une certaine ambiguïté qui peut ouvrir la porte à de mauvaises interprétations. Relativement au cinquième, il s'offense de la parité qui s'y trouve établie entre le duché de Varsovie et l'empire russe. L'orgueil, sur ce point, ne vaut pas un bon raisonnement; mais la véritable difficulté n'est pas dans l'article 5, elle est dans l'article 1^{er}. L'empereur Alexandre s'occupa d'un contre-projet, et il l'adressa au prince Kurakin, son ambassadeur à Paris.

Quoique l'empereur de Russie, comme M. de Romanzof, assurât qu'il tenait toujours invariablement à l'alliance, il lui échappait, au milieu de ces protestations, de singulières paroles que rien ne semblait devoir autoriser. « Si les choses changent », disait-il, ce ne sera pas ma faute. Ce n'est pas moi qui troublerai la paix de l'Europe, qui attaquerais personne. Si on vient me chercher, je me défendrai. » Malheureusement plus tard on ira le chercher; mais assurément cette pensée n'était pas dans l'esprit du Napoléon au commencement de 1810, et cette supposition anticipée paraissait moins, en ce moment-là, l'effet d'une crainte qui eût quelque fondement, qu'une espèce de menace déguisée.

Sans rompre le fil de ces débats sur les formes d'une convention dont on admettait, de part et

d'autre, le principe, nous devons faire connaître ici quelques circonstances qui, survenues à travers ces dissentiments, n'étaient pas propres à en faciliter la conciliation.

Des lettres reçues soit de Paris, soit de Vienne, donnaient à entendre que la détermination de l'empereur des Français pour un mariage autrichien, ne datait pas seulement du jour où elle venait de se manifester. L'empereur Alexandre en concluait que l'ouverture pour un mariage russe n'avait pas été sérieuse. Suivant cette interprétation, ce n'était point par la crainte d'un refus à Pétersbourg que Napoléon avait songé à se tourner vers Vienne; mais, pour le cas d'un refus ou d'un arrangement difficile à Vienne, il s'était ménagé une ressource à Pétersbourg.

D'autres faits, que nous exposerons plus tard en détail, et qui se succèdent, à de courts intervalles, dans diverses parties du continent, tenaient en Russie l'attention éveillée et indécise.

Le Hanovre avait été incorporé au royaume de Westphalie;

Le Brabant hollandais, ainsi que la Zélande, cédés à la France.

Un nouvel État, sous le titre de grand-duché de Francfort, était organisé pour le prince primat, ancien archevêque de l'empire germanique, et ce grand-duché était déclaré héréditaire en la personne du prince Eugène Beauharnais, vice-roi d'Italie.

Des ouvertures de négociation avec l'Angleterre avaient été tentées, du côté de la France, par différentes voies. D'autre part, le ministre britannique près la Porte ottomane, M. Adair, faisait, de Constantinople, parvenir à l'empereur Alexandre des insinuations pour son rapprochement de la Russie avec l'Angleterre.

Tous ces faits avaient leur genre d'importance, et nous les reprendrons dans leur ordre naturel; mais nous avons dû indiquer leur simultanéité avec la négociation qui se suivait entre Napoléon et Alexandre. Seulement un de ces faits demande dès à présent quelques explications préalables.

La seule tentative de négociation avec l'Angleterre qui vint en effet de Napoléon, fut celle qui eut lieu par l'intermédiaire du ministre hollandais. L'empereur supposait que, s'il était une considération politique qui pût décider le gouvernement britannique à la paix, ce devait être la crainte de la réunion de la Hollande à la France. Le roi Louis, se trouvant à Paris, autorisa deux de ses ministres, Van der Heim et Molléus, à envoyer à

* Lettre du duc de Vicence, du 31 mars.

* L'empereur ayant pris connaissance de la lettre que

le roi Louis écrivait à ses ministres, n'en fut point satisfait. Il trouva qu'elle ne présentait pas d'une manière

Londres un agent qui, en présentant comme imminent le danger de cette réunion, s'en fit une arme pour amener le cabinet anglais à des dispositions pacifiques, comme seul moyen de sauver la Hollande. L'agent choisit pour cette communication, M. Labouchère, chef de la maison Hope, eut plusieurs conférences avec le marquis de Wellesley, alors ministre des affaires étrangères; mais il ne rapporta qu'une réponse négative. Peut-être l'Angleterre n'ajouta-t-elle que peu de foi à la menace de la réunion, ou peut-être aussi ne mit-elle pas, au maintien de la Hollande dans son état présent, assez d'importance pour renoncer aux chances avantageuses qu'elle croyait apercevoir dans la continuation de la guerre. Nous dirons bientôt en quoi consistent les autres démarches faites dans des vues de paix auprès du ministère britannique.

Le contre-projet de convention, rédigé par l'empereur Alexandre, et dont nous avons annoncé l'envoi à Paris, avait été communiqué, le 6 avril, au ministère français, par l'ambassadeur prince Kurakin. Ce projet laissait subsister tout entière la difficulté qui divisait les deux empereurs. Le point principal, ou plutôt le seul point qui soulevait la résistance de Napoléon, est celui auquel l'empereur Alexandre s'attache avec une opiniâtreté incompréhensible. Il tient à une expression déterminée, et, à aucun prix, il ne veut en accepter d'autre. Il est vrai que cette expression peut avoir un sens extraordinairement significatif; mais, pour Napoléon, l'expression avec ce sens est inadmissible. Voici le nouvel article proposé par l'empereur de Russie :

Article 1^{er}. « L'empereur Napoléon, pour ôter aux ennemis de la paix tout prétexte de la trahison, s'engage, ainsi que l'empereur de Russie, à ce que le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli. »

C'est, comme on voit, toujours un oracle, toujours un arrêt du destin que la Russie entend prononcer; c'est toujours un engagement d'action qu'elle exige, et d'un genre d'action que Napoléon, selon nous, a souverainement raison de repousser comme indigne de lui et de la France. Soit qu'il jugeât convenable de laisser s'atténuer un peu la vivacité de sa controverse avec l'empereur Alexandre, soit que, comme la dit le duc de Cadore à

l'ambassadeur de Russie, Napoléon se fût, depuis son mariage, moins activement occupé des affaires extérieures, la communication du contre-projet ne fut point suivie d'une réponse immédiate. Seulement, le 24 avril, Napoléon chargea son ministre des affaires étrangères de remettre au prince Kurakin une note qui expliquait bien clairement ses intentions. Il ne demandait pas mieux que de tranquilliser la Russie; mais il savait mauvais gré à son ambassadeur, le duc de Vicence, de n'avoir pas pesé les mots; « car les mots constituent l'honneur entre les nations comme entre les particuliers; l'exigence de la Russie lui paraissait déraisonnable, et il ne savait à quoi l'attribuer. » L'Empereur faisait en même temps témoigner à son ambassadeur qu'il avait mal saisi ses instructions et mal connu la limite de ses pouvoirs. « Il n'aurait dû seulement, écrivait-il, rassurer la Russie pour ce qui était de moi et des événements de mon fait. » Le 27 avril, l'Empereur s'étant mis en route avec la nouvelle impératrice pour parcourir les départements du nord et de la Belgique, ne cessa point, même dans son voyage, de porter son attention, et une vive attention, sur le projet de convention avec la Russie; il dicta, le 30 avril, quatorze pages d'observations sur les causes qui l'empêchaient de donner son adhésion à la rédaction exigée par cette puissance.

Comme l'empereur Alexandre semblait toujours supposer à Napoléon l'intention de rétablir la Pologne, celui-ci répondait que, s'il avait eu cette volonté à Tilsitt², il n'eût pas fait la paix de Tilsitt; que s'il avait eu cette volonté à Vienne, au lieu de se faire céder par l'Autriche des provinces qui tenaient au cœur de cette monarchie, il aurait accepté la Galicie tout entière qu'elle lui offrait, et l'aurait tout entière incorporée au duché de Varsovie. Loin de mettre à profit ces occasions, il avait, par égard pour les désirs de l'empereur Alexandre, consenti que la plus grande portion de la Galicie ne changât point de maître, et les intérêts de la Russie avaient été ménagés par lui comme elle eût pu le faire elle-même. Maintenant, ajoutait-il, on veut que je signe une convention où rien n'est établi d'égal à égal, et qui d'ailleurs est conçue dans les termes les plus étranges. On veut que je dise : « Le royaume de Pologne ne sera jamais

assez vive les inconvénients que la réunion de la Hollande à la France aurait pour l'Angleterre. Il voulait qu'on fit bien comprendre au ministère britannique qu'il pourrait éviter ces inconvénients, en faisant une démarche quelconque et en demandant en même temps que tout fût suspendu à l'égard de cette réunion. Par ces paroles d'un billet de l'Empereur à son ministre des affaires

étrangères, on voit qu'au milieu du mois de janvier la réunion n'était point une affaire résolue, et que l'Empereur souhaitait au contraire qu'on commençât de négocier avec l'Angleterre l'empêchât d'en venir à cette extrémité.

¹ Dans la première quinzaine de février 1810.

² Observations dictées par Napoléon le 30 avril.

« rétabli : » mais, en ce cas, il faudrait donc dire pareillement : Le royaume de Piémont ne sera jamais rétabli. Pour moi, je n'ai jamais exigé de pareils arrangements. C'est là un style dogmatique contraire à l'usage comme à la prudence humaine. Ou bien on veut seulement que la France s'engage à ne rien faire pour rétablir la Pologne ; telle demande est juste, et le projet que j'ai ratifié y satisfait de la manière la plus formelle ; ou bien on veut que la France fasse la guerre à la puissance qui chercherait à rétablir la Pologne, et c'est là le sens qu'emporte la rédaction russe. C'est à quoi je ne saurais consentir¹. Si on admettait une telle base, pour traiter d'égal à égal, il faudrait une compensation, et en n'en propose aucune. En transmettant ces observations au duc de Vienne, le ministre des affaires étrangères les terminait en disant : A Tilsitt, à Presbourg, à Vienne, l'empereur Napoléon a usé de ses avantages, mais jamais il n'a imposé de conditions humiliantes à personne.

Les observations de l'Empereur et les lettres de son ministre restaient sans aucun effet sur l'esprit de l'empereur Alexandre. Ce prince se refusait à toute conviction. « On lui avait, disait-il, promis » de le rassurer, et il attendait l'effet de cette promesse. Veut-on rétablir la Pologne ? qu'on le dise ; que du moins je sache ce que l'en veut. » M. de Romantzoff ajoutait quelques commentaires à ces paroles de l'empereur Alexandre. Au fond, selon ce ministre, il s'agissait de la Lituanie. Soit que la France voulût faire remonter ce pays incessamment, soit qu'elle ne voulût que préparer les esprits pour le faire remonter un jour, de toutes manières on ne saurait le souffrir, et il citait des gazettes allemandes qui parlaient de la résurrection de la Pologne. Une brochure publiée par un Polonais, Kolontay², servait surtout de texte à de fâcheuses interprétations. Sur ces entrefaites, l'empereur Alexandre recevait de Napoléon une lettre qui lui causait, de son propre aveu, une véritable joie, et qui renfermait tous les principes de la convention qu'il désirait. Eh bien ! par cela même, lui dit le duc de Vienne, un autre acte est inutile. « Non, répliquait Alexandre, je demande une chose qui m'a été promise, et elle est devenue » nécessaire. »

Les plaintes de l'empereur Alexandre étaient fort sensibles à Napoléon. Il s'irritait des suppositions relatives à la Pologne, qui alors n'avaient aucun fondement. « Si l'Empereur avait en de pareilles vues, écrivait³ le duc de Cadore, il les » aurait remplies par des moyens plus dignes de » lui ; il n'aurait pas prononcé ces paroles si décisives qui, de la tribune du corps législatif, ont » retenti dans toute l'Europe. » Le ministre relevait la frivolité des reproches de la Russie. Des articles de gazettes, et de gazettes étrangères, une brochure⁴ d'un Polonais, brochure dont la publication et le titre ne sont pas même connus en France, comment peut-on faire remonter des choses si insignifiantes jusqu'à l'Empereur !

Presque dans le même temps où le duc de Cadore s'expliquait ainsi avec l'ambassadeur de France à Pétersbourg, le prince Kurakin lui faisait connaître⁵, à Paris, une lettre du comte de Romantzoff, qui le chargeait de faire des démarches pressantes pour obtenir de la France des explications sur les bruits dont la Pologne était le sujet, bruits, portait cette lettre, qui « sembleraient être confirmés par » le silence gardé sur la convention. » Ce langage de M. de Romantzoff blessa profondément l'Empereur, et amena, de sa part, une explosion de sentiments nobles, mais impétueusement exprimés, qui forma le fond d'une énergique réponse de son ministre à la communication russe. « Que prétend⁶ la Russie, a dit l'Empereur, par un pareil » langage ? Veut-elle la guerre ? Pourquoi ces plaintes, ces soupçons injurieux ? Si j'avais voulu rétablir la Pologne, je l'aurais dit, et je n'aurais point retiré mes troupes d'Allemagne. Veut-elle me préparer à sa défection ? Je serai en guerre avec elle le jour où elle fera la paix avec l'Angleterre. N'est-ce pas la Russie qui a recueilli tous les fruits de l'alliance ?... La Finlande, dont Catherine II n'osait pas même ambitionner quelque démembrement, n'est-elle pas devenue tout entière une province russe ? Sans l'alliance, la Moldavie et la Valachie resteraient-elles à la Russie ? Et à quoi l'alliance m'a-t-elle servi ? Lui dois-je mes succès dans la guerre d'Autriche ? J'étais à Vienne avant que l'armée russe fût rassemblée. Je ne me suis pas plaint, mais certes on ne doit

¹ Dans une note de Napoléon au duc de Cadore sur le même objet, il est dit : « Si les Lithuaniens, ou quelque autre circonstance, venaient à rétablir la Pologne, je » serais donc obligé de faire la guerre pour m'y opposer !... »

² Le chanoine Kolontay était un de ces patriotes ardents qui avaient joué un rôle actif dans l'insurrection de 1794. Après la défaite de Kosciuszko, Kolontay avait

été, avec Zajonczeck, jeté dans les cachots de l'Autriche.

³ Le 30 juin.

⁴ Dans un billet du 24 juin au duc de Cadore, Napoléon disait : « Je ne connais ni Kolontay ni sa brochure ; on » me parle là de choses qui tombent des nues. »

⁵ Le 1^{er} juillet.

⁶ Lettre du duc de Cadore, du même jour 1^{er} juillet.

» pas se plaindre de moi. Je ne veux pas rétablir
 » la Pologne; je ne veux pas aller finir mes desti-
 » nées dans les sables de ses déserts; je me dois à
 » la France et à ses intérêts, et je ne prendrai pas
 » les armes, à moins qu'on ne m'y force, pour des
 » intérêts étrangers à mes peuples; mais je ne
 » veux point me déshonorer en déclarant que le
 » royaume de Pologne ne sera jamais rétabli; me
 » rendre ridicule en parlant le langage de la Dis-
 » nité; flétrir ma mémoire en mettant le sceau à
 » cet acte d'une politique machiavélique, car c'est
 » plus qu'avouer le partage de la Pologne que de
 » déclarer qu'elle ne sera jamais rétablie. Non, je
 » ne puis prendre l'engagement de m'armer con-
 » tre des gens qui ne m'ont rien fait, qui m'ont
 » au contraire bien servi, qui m'ont témoigné une
 » bonne volonté constante et un grand dévouement.
 » Non, je ne me déclarerai pas leur ennemi, et je
 » ne dirai pas aux Français: Il faut que votre sang
 » coule pour mettre la Pologne sous le joug de la
 » Russie. Si je signais que le royaume de Pologne
 » ne sera jamais rétabli, c'est que je voudrais lo
 » rétablir, et l'infamie d'une telle déclaration serait
 » effacée par le fait qui la démentirait.

» J'ai montré de l'empressement à satisfaire l'em-
 » pereur de Russie en lui envoyant une convention
 » toute ratifiée... On insiste sur une autre rédac-
 » tion par des motifs que je ne puis m'expliquer.
 » Il semble que ce soit une lutte d'amour-propre.
 » Au fond, le sens des diverses rédactions est le
 » même; les Russes en conviennent. Quand on
 » voudrait m'humilier, on ne pourrait pas le faire
 » davantage qu'en me pressant ainsi sur les termes
 » d'un acte auquel je ne me prête que par défé-
 » rence et sans nécessité....»

Ce langage de l'Empereur nous paraît aussi beau
 d'expression que généreux dans la pensée. Il respire
 une indignation éloquente et chaleureuse qui plait,
 qui touche même, parce qu'elle est vraie et qu'elle
 part d'un cœur français. Que la France s'abstienne
 de rien faire pour rétablir la Pologne, ce peut être
 une loi de sa politique; mais qu'elle s'engage à em-
 pêcher que la Pologne soit rétablie, il n'est pas de
 considération qui puisse la conduire à un tel enga-
 gement, ou ce serait une politique honteuse, avi-
 lisante pour son gouvernement, quel qu'il fût, et
 surtout pour Napoléon.

Après avoir ainsi exhalé sa vive répugnance pour
 l'engagement exigé par la Russie dans la forme vou-
 lue par cette puissance, l'empereur Napoléon reven-
 nait à des moyens conciliatoires; il désirait que les
 termes contraires à l'usage diplomatique, qui so-

trouvaient dans le projet russe, fussent remplacés
 par des expressions qui rendissent cet acte con-
 forme à la dignité de la France, en satisfaisant à
 tous les intérêts de la Russie. Une note dans ce but
 fut remise au prince Kurakin; mais cet ambassa-
 deur répondit ¹ que ses instructions ne lui don-
 naient d'autre pouvoir que de signer la convention
 telle qu'il l'avait reçue. La fermeté des réponses
 de Napoléon avait fini par convaincre l'empereur
 Alexandre qu'il insisterait en vain sur l'adoption
 de l'expression sacramentale à laquelle il ne voulait
 pas renoncer. Il cessa en conséquence d'en parler;
 et, au commencement du mois de septembre, le
 duc de Vicence écrivait que, comme on n'avait pu
 obtenir une convention telle qu'on la voulait, il pa-
 raissait qu'on abandonnait cette idée. Effectivement
 il n'en fut plus question depuis.

Peut-être sommes-nous entrés, sur cette affaire,
 dans des détails un peu étendus; mais ils nous ont
 paru nécessaires pour faire apprécier la situation
 respective de Napoléon et d'Alexandre. D'ailleurs,
 presque toujours les deux empereurs ont été en
 scène, et le drame ne saurait manquer d'intérêt
 quand le théâtre est occupé par de si grands per-
 sonnages.

En définitive, l'amour-propre de l'empereur de
 Russie nous paraît avoir joué le principal rôle en
 cette circonstance. Peut-être l'ambassadeur fran-
 çais était-il entré un peu avant dans les vues de ce
 prince; il croyait n'avoir pas dépassé l'autorisation
 qu'il avait reçue, et naturellement il cherchait à
 défendre ou du moins à justifier son ouvrage.
 Nous ne l'accusons pas, mais nous ne saurions
 blâmer l'empereur Napoléon. La distinction que
 l'Empereur tenait à établir était, selon nous, im-
 périusement dictée par le devoir et par l'honneur.

Malheureusement il convient de reprendre les événe-
 ments intermédiaires dont nous avons donné une
 courte indication, et qui ont rempli les sept à huit
 mois durant lesquels le débat sur les termes d'une
 convention a été l'affaire capitale et dominante des
 cabinets de Pétersbourg et de Paris. De grands chan-
 gements s'étaient opérés et avaient passé comme
 inaperçus dans cet intervalle.

Telle avait été l'incorporation du Hanovre au
 royaume de Westphalie. La rédaction première du
 traité de cession ² portait que l'Empereur cédait à
 son frère la *souveraineté du Hanovre*. L'Empereur
 se montra plus scrupuleux dans le choix des mots
 que son ministère; il voulut que cette rédaction
 fût modifiée. « Je ne puis pas, disait-il, céder une
 » souveraineté ³ que je ne n'ai pas; je cède mes

¹ Le 13 juillet.

² Traité du 14 janvier 1810.

³ Lettre du 8 janvier au duc de Cadore.

» droits sur cette province, c'est tout ce que je puis » faire. »

Ainsi pareillement un nouvel État avait, comme nous l'avons dit, été formé pour le prince primat, sous le titre ¹ de grand-duché de Francfort. Cet État se composait du duché d'Aschaffembourg, des villes de Francfort et de Wetzlar, d'une grande partie des principautés de Hanau et de Fuld. Un message² de Napoléon au sénat, en lui faisant connaître la création de ce duché, l'avait instruit en même temps que, comme les actes de la confédération et les traités existants autorisaient l'Empereur à disposer, pour l'avenir, de cet nouvel État, il jugeait utile de le déclarer héréditaire, et qu'il désignait pour successeur du prince primat, le prince Eugène-Napoléon, vice-roi d'Italie. Pour le cas où le prince Eugène serait appelé à la couronne d'Italie, le grand-duché serait réversible à la France.

L'Empereur alléguait, comme motif d'une désignation immédiate à la succession du prince primat, « qu'il ne voulait laisser aucun doute sur » l'intention où il était que ses États directs ne » dépassassent pas le Rhin.

La famille du prince primat, baron de Dalberg, ne fut pas oubliée dans cette transaction. La principauté de Ratisbonne cédée à la France par ce prince, ayant été rétrocédée aussitôt à la Bavière, un article secret mit à la charge de cette dernière puissance l'assignation d'un revenu de 400,000 fr., qui fut partagé ainsi qu'il suit : 200,000 fr. au duc de Dalberg, 100,000 fr. au prince de La Leyen, et 100,000 fr. au comte Tascher, neveu de l'impératrice Joséphine, qui avait épousé une princesse de La Leyen.

La disposition faite en faveur du prince Eugène était une nouvelle preuve de l'affection que lui portait l'Empereur. Pour l'hypothèse où, venant à avoir plusieurs fils, il ne pourrait donner la couronne d'Italie à Eugène, Napoléon avait voulu du moins lui assurer ailleurs une existence de prince souverain. Par ces arrangements nouveaux, un grand

personnage se trouvait dépossédé d'une belle expectative, le cardinal Fesch. En 1806, la succession du prince primat lui avait été promise, et celui-ci l'avait nommé son coadjuteur³. Le message de Napoléon au sénat portait que ce cardinal-archevêque avait témoigné de la répugnance à être distrait de l'administration de ses diocèses.

Une réunion déjà consommée par le fait⁴, celle des États romains, fut confirmée par un sénatus-consulte du 17 février 1810. En adoptant cette grande mesure, l'Empereur désirait beaucoup la justifier, autant qu'il était possible, aux yeux des autres gouvernements. Il avait en conséquence recommandé au ministre des affaires étrangères de lui faire un rapport où il serait bien établi qu'on avait été réduit à cette pénible extrémité par l'invincible obstination du pape. Depuis plusieurs années, le saint-père refusait de fermer ses ports aux Anglais, et surtout d'entrer dans la ligue pour la défense de l'Italie. C'était lui qui, le premier, avait rappelé son ambassadeur et rompu les communications : de là l'état de la guerre et la conquête, conséquence de la guerre.

L'Empereur voulait qu'ensuite en démontrât l'incompatibilité de la souveraineté des papes avec la dignité de l'empire et la sécurité des États italiens, les papes se créant une existence à part et prétendant s'affranchir des obligations auxquelles se soumettent les autres souverains, mode particulier de principauté, qui ne pouvait se concilier ni avec les intérêts de la France, ni avec ceux de l'Italie. Plusieurs fois le projet de rapport fut mis sous les yeux de l'Empereur, et chaque fois il le renvoya pour être retouché ; il blâmait tantôt le plan, tantôt la faiblesse et le décousu de l'argumentation ; moins hardi que son ministre, il y relevait des choses *hasardées* : « Par exemple, disait-il⁵, prétendre que l'entrée des troupes françaises » dans Ancône n'était pas un acte d'hostilité, c'est » se donner tort et annoncer des prétentions qui » effrayeraient toute l'Europe. » Ainsi du moins,

¹ 16 février.

² En date du 1^{er} mars.

³ En 1806, au moment de cette nomination, on l'avait regardée comme un empiètement audacieux auquel on supposait que l'empereur Napoléon mettait beaucoup d'importance. La vérité est qu'il n'y avait pas même songé. Cet événement était, comme tant d'autres, le résultat d'une circonstance tout à fait fortuite. Le comte d'Hédouville, antérieurement secrétaire d'ambassade auprès du cardinal Fesch, lorsque celui-ci occupait le poste d'ambassadeur à Rome, était ensuite devenu ministre de France auprès du prince archichancelier. Soit par attachement pour le cardinal, soit dans le désir de plaire à l'Empereur, en procurant une souveraineté à un allié de

la famille Bonaparte, il inspira au prince primat cette pensée qui venait de lui seul, et qu'il n'avait pas même auparavant communiquée au gouvernement français. Le prince primat, supposant que M. d'Hédouville agissait sous l'inspiration de l'Empereur, était entré facilement dans ses vues. Lorsque cet agent fit connaître au ministre français le point où cette affaire était parvenue, il y eut un moment d'hésitation. Enfin l'offre fut acceptée. C'est, il faut l'avouer, un singulier règne que celui où un petit ministre auprès d'une cour étrangère peut, de sa seule fantaisie, faire un prince souverain.

⁴ En vertu d'un décret daté de Schenbrunn, le 17 mai 1809.

⁵ Billet du 17 janvier.

en so permettant des entreprises irrégulières, l'Empereur ne se les dissimulait pas à lui-même, et il n'entendait pas les faire approuver par les autres en dénigraient leur véritable nature. Aussi, s'apercevant que l'on joignait au rapport une note de son ambassadeur, il voulut qu'on y joignît également la réponse faite à cette note par le pape ou son légat : « Ne présenter que les pièces d'une partie, c'est ôter au public la faculté de juger, et faire naître le doute à la place de la conviction. »

Ce ne fut qu'après divers remaniements et de nombreuses corrections qu'il adopta enfin le rapport qui servit de base à la délibération du sénat.

Les précédentes discussions de l'Empereur avec son frère le roi Louis ont fait assez clairement pressentir que leur situation, chaque jour moins amicale, devait amener sous peu de mois, à l'égard de la Hollande, des changements plus ou moins décisifs. La réunion de ce pays à la France n'a été, on quelque sorte, ajournée que pour reconnaître si la menace de cette réunion ne serait pas un épouvantail capable d'amener l'Angleterre à une négociation de paix. L'agent envoyé par le ministère hollandais à Londres, M. Labouchère, était entré, le 6 ou 7 février, en rapport avec le marquis de Wellesley. L'Empereur, impatient de connaître la réponse du gouvernement britannique, était, dès le 13 du même mois, résolu de réunir à la France une nouvelle portion du territoire de la Hollande, et il dictait à son ministre les conditions auxquelles il laisserait subsister cet État sur la rive droite du Rhin.

1° La Hollande devait céder à la France son territoire sur la rive gauche de ce fleuve.

2° Elle cesserait toute communication avec l'Angleterre, et ne permettrait la navigation que moyennant les licences françaises.

3° Pour garantie de ces engagements, la Hollande donnerait à la France la garde de ses rivières et de ses côtes.

Le 17 février, l'Empereur insistait sur l'exécution de cet ordre. « La réponse de l'Angleterre à la Hollande, disait-il, devrait être arrivée. Cependant je n'entends parler de rien. Remettez-moi le projet de traité avec la Hollande; si on refuse de le signer, je déclarerai la réunion. » La discussion se prolongea encore quelques semaines, mais il survint des incidents qui forcèrent le roi d'y souscrire.

¹ Billet du 2 février.

² Le sénatus-consulte fut voté par 82 voix contre 14. Cette opposition de 14 voix est une des plus fortes qui ait eu lieu dans le sénat.

³ Le 27 janvier.

Louis était encore à Paris. Plusieurs fois il avait montré l'intention de partir, et l'Empereur s'était opposé à son départ; mais, de Paris même, sa correspondance avec ses ministres n'était nullement propre à détruire les défiances de l'Empereur. Un corps de troupes françaises ayant en ordre d'entrer à Breda et à Berg-op-Zoom, les autorités hollandaises se montrèrent disposées à les mal accueillir. « Il parait, écrivit l'Empereur à son ministre des affaires étrangères, que les troupes hollandaises veulent prendre une position hostile. Faites connaître au roi que j'ai créé une armée de Brabant, et mis les troupes hollandaises sous les ordres du duc de Reggio; que, s'il veut éviter l'effusion du sang, il doit sur-le-champ envoyer contre-ordre à ses troupes; que le roi sera responsable du sang répandu et des malheurs que par suite éprouvera la Hollande. » Il était trop vrai que Louis, méconnaissant la position forcée des deux États, donnait à ses ministres des instructions qui les excitaient à une imprudente résistance. La preuve en fut acquise au gouvernement français par des lettres interceptées. L'Empereur dit après les avoir lues : « Si le roi veut se conduire ainsi, à quoi sert un traité qui ne durera pas vingt-neuf heures ? à la première impertinence de ce genre, je m'emparerai de la Hollande, puisqu'il vaut mieux en finir tout de suite. » Le moment d'en finir n'était pas venu : le 16 mars, un traité fut encore conclu entre les deux frères. Ce sera le dernier. En ordonnant, quelques jours auparavant, au duc de Cadore de le signer, l'Empereur lui prescrivait de faire insérer dans le protocole que le roi Louis éloignerait de sa personne les ministres qui avaient voulu provoquer la colère de la France; qu'il s'abstiendrait dans ses actes publics et privés de tout ce qui tendrait à ranimer les haines et à favoriser les passions de la faction anglaise. Le roi fit toutes les promesses qui lui furent demandées. Nous croyons bien que, dans le moment même, il avait la volonté de les tenir; mais son caractère en rendait l'accomplissement impossible. Pour suivre jusqu'à un certain point l'ordre des dates, nous remettons à parler plus tard de la circonstance qui amena finalement la réunion de la Hollande.

Celui de tous les princes de la confédération du Rhin, qui recueillit le plus de fruits de la paix avec l'Autriche fut le roi de Bavière¹. Le roi Maximilien

⁴ Le 8 mars.

⁵ Traité du 28 février. Dans un billet du 25 février au duc de Cadore, l'Empereur disait : « Le roi veut partir, voyez son ministre et finissez. » Dans un autre, du 20, il mettait le duc de Cadore à l'aise sur les conditions :

acquit la principauté de Ratisbonne, cédée par le prince primat; la principauté de Bayreuth, démembrement de la Prusse, restée au pouvoir de la France depuis la paix de Tilsitt; le duché de Salzbourg, la principauté de Berchtolsgrad, l'Innviertel et une partie de l'Hausruckviertel, ces quatre dernières possessions provenant des cessions faites par l'Autriche. L'acquisition de l'Innviertel et de l'Hausruckviertel avait l'avantage de rendre la Bavière maîtresse du cours de l'Inn et d'une grande étendue du cours du Danube. En échange, le roi de Bavière cédait à Napoléon, en sa qualité de roi d'Italie, une population de trois cent mille âmes, à prendre dans le Tyrol, selon sa convenance, pour être unie soit au royaume d'Italie, soit aux provinces Illyriennes.

Dans plusieurs guerres,* et surtout dans la dernière, l'Empereur avait reconnu combien les esprits des Tyroliens demandaient de ménagements, et combien il importait de les gagner. Un homme d'un grand mérite, M. de Montgélas, en apportant d'utiles améliorations dans les États bavarois, avait peut-être quelquefois précipité le mouvement, et montré trop peu d'indulgence pour les préjugés populaires. L'Empereur pensa que cette marche trop hâtive était surtout dangereuse à l'égard de la population tyrolienne, et il fit donner à la cour de Munich des conseils dont on ne saurait méconnaître la sagesse. « Écrivez » au ministre de Bavière que « la constitution qu'on veut donner au Tyrol ne » peut convenir; que ce pays a été brisé dans ses » habitudes et dans ses institutions; qu'il se serait » révolté contre la maison d'Autriche, si elle eût » agi comme la Bavière; que c'est en y laissant des » États et des institutions sanctifiés par le temps » que la maison d'Autriche s'est attaché les habi- » tants; que, *si je me mêle des affaires de la Bavière* » *dans ce pays, c'est que cela importe à la sûreté* » *de toute la confédération*; qu'il est indispensable » que la Bavière lui donne une constitution qui se » rapproche des habitudes et des coutumes de ces » montagnards, et un gouvernement central qui » parle à leur imagination, les attache, et leur re- » trace la forme de gouvernement que leur avait » donné l'Autriche, en mettant à leur tête un » prince de son sang..... » La lettre se terminait ainsi: « Cette affaire est importante: je désire retirer mes troupes du Tyrol. » Ces avis de Napoléon avaient sans doute, avant tout, son intérêt pour principe, mais son intérêt ici était d'accord avec les droits des peuples, et rappelait

le respect dû à ces droits par les gouvernements.

Malgré la correspondance, de temps en temps un peu animée, de Napoléon et de l'empereur Alexandre, sur la question que nous avons longuement exposée, les autres communications entre eux étaient essentiellement bienveillantes. Le prince Alexis Kurakin, frère de l'ambassadeur en France, avait été envoyé en mission extraordinaire pour complimenter Napoléon sur son mariage. En Russie, l'empereur et la famille impériale assistèrent aux fêtes données par le duc de Vicence. Ce genre de démonstrations était, il est vrai, en quelque sorte obligé; mais sur beaucoup d'autres points on cherchait à se plaire de part et d'autre.

Nous avons précédemment indiqué en peu de mots quelques faits sur lesquels il importe de revenir pour en compléter l'exposition. De ce nombre est l'ouverture faite par la France à l'Angleterre pour un rapprochement, par l'entremise du ministère hollandais; là, comme nous l'avons dit, s'était bornée l'action de l'Empereur. Comme, à l'égard de cette ouverture et de quelques autres démarches du même temps, le gouvernement anglais n'avait aucun motif pour se croire tenu à la discrétion, la nouvelle s'en était aussitôt répandue dans les principales capitales de l'Europe. C'était un bruit accrédité à Pétersbourg, qu'il y avait eu trois sortes de communications faites à Londres par la France: l'une par le ministère de Hollande, l'autre par des individus isolés, la troisième par l'Autriche. Ces nouvelles, mêlées du vrai et de faux, étaient parvenues en Russie par la Suède, qui les tenait de son chargé d'affaires à Londres, M. Brückman. Cet agent avait mandé à sa cour, d'après une conversation avec le marquis de Wellesley, que, selon ce ministre, la situation de l'Europe et les bénéfices dont la guerre était la source pour la nation anglaise ne permettaient pas au gouvernement britannique de justifier la conclusion de la paix, à moins que cette conclusion n'offrît des avantages immenses. Suivant l'expression du même ministre, l'étoile de Napoléon pâlissait, et avait passé à l'Angleterre depuis les affaires d'Espagne; la puissance de la Grande-Bretagne s'accroissait chaque jour, celle de la France décroissait au contraire; et, quand même la France fermerait toute l'Europe au commerce anglais, ne lui avait-elle pas ouvert, dans l'Amérique espagnole, un vaste débouché que le temps ne ferait qu'accroître? A en croire l'agent suédois Brückman, Napoléon aurait écrit personnellement au marquis

* Je donne à la Bavière tout ce que j'ai reçu, excepté la terre dont j'ai déjà disposé en faveur du général de Wrède. Ce Bavarois est un de ces généraux étrangers

dont l'Empereur avait fait la réputation et qui ne se sont pas distingués par leur reconnaissance.

* Lettre au duc de Cadore, du 9 janvier.

de Wellesley. A l'exception de ce dernier fait, complètement faux, les autres nouvelles venues d'Angleterre ne manquaient pas toutes d'exactitude. Il était vrai que le cabinet autrichien avait offert ses bons offices à la France, mais sans que cette offre eût aucune suite; il était vrai aussi qu'il y avait eu une tentative faite, auprès du cabinet de Londres, par des individus autres que M. Labouchère, agent avoué du ministère hollandais; mais celle-ci paraît de moins haut, et se recommandait moins par le caractère des personnages. Elle avait eu lieu à l'insu de Napoléon.

Dans sa manie de se créer une importance particulière, et, peut-être au fond, dans le but excusable d'obtenir plus de crédit auprès de l'Empereur, par des services réels de propre mouvement, Fouché avait pris sur lui d'envoyer un agent secret auprès du marquis de Wellesley. Ses auxiliaires étaient un Irlandais nommé Fagan et le célèbre fournisseur Ouvrard. Cependant l'Empereur vient à savoir qu'à côté de la démarche faite par le ministère de Hollande, il en existe une seconde qui a une autre origine. Ses soupçons aussitôt se portent sur Fouché; dérogation de celui-ci et doute de quelques jours. Tout à coup on apprend qu'un Irlandais domicilié en France vient d'arriver d'Angleterre. On l'arrête, on l'interroge. Il avoue que c'est de Fouché qu'il a tenu sa mission, et proteste qu'il a cru servir l'Empereur. Du reste, il remit une note sans signature, renfermant, dit-il, les propositions de lord Wellesley.

Le ministère français ne montra pas, sur cette affaire, une complète franchise avec la Russie. Il ne présenta pas, comme venant de l'Empereur, la démarche faite par le ministère hollandais, dont M. Labouchère avait été l'instrument, et laissa croire que c'était l'œuvre personnelle du roi de Hollande. Pour le reste, il le rejeta sur le duc d'Otrante, et c'était la vérité, car l'Empereur n'aurait pas été assez maladroit pour contrarier, par la mise en jeu d'agents subalternes sans considération, une ouverture commencée par des hommes honorables et dignes d'y concourir.

Les propos attribués à lord Wellesley sur la prétendue décroissance de la puissance française et la soi-disant prospérité de l'Angleterre piquèrent vivement Napoléon; il les repoussait avec colère, opposant aux embarras du gouvernement anglais, dont le papier perdait vingt pour cent, le bon état des finances françaises; au dépeuplement d'un grand nombre de fabriques en Angleterre, l'activité des travaux de tout genre qui couvraient et animaient la surface de la France. C'était à Pétersbourg surtout que Napoléon avait à cœur de détruire les fâcheuses impressions produites par le

langage de ses ennemis. En transmettant au duc de Vicence ces observations de l'Empereur, on l'informa que le duc d'Otrante était appelé à d'autres fonctions et que le sieur Ouvrard était à Vincennes.

Ce dernier, dans des mémoires qu'il a publiés depuis, cherche à faire croire qu'il avait agi par ordre de Napoléon, et que son emprisonnement momentané n'avait été qu'une comédie. Un billet de l'Empereur, daté de Saint-Cloud le 2 juin, ne permet pas d'ajouter foi à cette assertion. L'Empereur écrit au ministre des affaires étrangères, en lui adressant des pièces relatives aux ouvertures indirectes faites au ministère anglais : « Je désire » que vous envoyiez le conseiller d'État d'Hauterive » auprès du sieur Ouvrard pour l'interroger sur » ces dernières pièces, sans lui laisser soupçonner » qu'on a ces pièces; lui demander copie de tout ce » qu'il a envoyé; savoir par qui il a été autorisé, » et ce qui s'est passé. » Il résulte de l'interrogatoire ¹ et de l'enquête qu'entre autres propositions faites au marquis de Wellesley, il s'en trouvait une ayant pour objet de s'entendre sur les États-Unis. Il ne s'agissait de rien moins que de l'expédition d'une armée française sur des vaisseaux anglais pour s'emparer de ce pays, qui serait partagé entre les deux puissances, et réduit à l'état de colonie, le sud pour la France, le nord pour l'Angleterre. J'avoue qu'ayant entendu énoncer ce fait bizarre, et l'ayant vu même affirmé dans quelques ouvrages, j'avais refusé d'y croire; mais le doute m'a été rendu impossible par une note ² de Napoléon, qui le constate. En recherchant comment cette idée infâme serait venue au duc d'Otrante, l'Empereur supposa qu'elle aurait pu lui être suggérée par un aventurier, le colonel Burr, mauvais citoyen et audacieux conspirateur, qui, après avoir échappé à une condamnation capitale aux États-Unis, s'était réfugié en France. Dans sa colère, il dit à Fouché qu'il mériterait de porter sa tête sur l'échafaud, et telle était effectivement la peine établie par la loi. Une pareille rigueur n'était pas dans le caractère de Napoléon. Fouché le servait depuis longtemps, et, malgré quelques écarts, l'avait souvent bien servi. L'Empereur ne voulait pas même donner d'éclat à sa disgrâce; il le nomma gouverneur général des États romains. Peu de jours après, l'Empereur ayant fait demander à Fouché sa correspondance, celui-ci répondit qu'il l'avait brûlée.

¹ Ouvrard fut gardé quelque temps en prison comme rétionnaire de deniers publics, et en effet il était encore solidairement débiteur de plus de douze millions envers le trésor.

² En date de Saint-Cloud, le 8 juillet.

A la suite de ce refus, craignant le ressentiment de Napoléon, il quitta la France en fugitif, et se rendit en Toscane. On l'y laissa tranquille; seulement sa nomination au gouvernement général de Rome fut révoquée. Bientôt, fatigué de sa situation indécise, humilié peut-être de se voir mis en oubli et de n'avoir pas même l'honneur d'une persécution, il revint à résipiscence; la correspondance *brûlée* se retrouva, et il la fit remettre à l'Empereur, qui lui permit de se rendre à Aix, chef-lieu de la sénatorerie dont il était titulaire. Fouché reparaitra un jour sur la scène politique; sous Napoléon même, des fonctions importantes en apparence lui seront encore confiées; mais, pour un certain temps, son rôle est à peu près fini. Le titre le plus innocent que l'on puisse donner à un essai de négociation commencé avec l'ennemi, à l'insu du chef d'un État, est certainement celui de trame, d'intrigue; et le mot d'intrigue n'a rien qui n'aïlle merveilleusement ¹ à cette téméraire tentative.

Quoi qu'il ait pu dire lord Wellesley sur la prospérité de l'Angleterre comparativement à la France, ce langage n'était que de la forfanterie calculée. La situation intérieure des trois royaumes était beaucoup plus malheureuse que celle de la France. Les rigueurs du blocus continental avaient causé un notable dommage aux manufactures anglaises, et surtout aux fabriques de coton, jusqu'alors si actives et si multipliées. De là des banqueroutes nombreuses, de violentes catastrophes, un grand bouleversement dans les fortunes, et beaucoup de malaise dans les esprits. En France, à la vérité, les ports de mer et les côtes étaient en souffrance; mais les départements de l'intérieur se livraient à une création abondante de produits de tous genres, qui trouvaient de vastes débouchés dans tous les pays où avaient pénétré nos armes. Aussi plusieurs États étrangers, la Russie, le Danemark, la Prusse faisaient leurs emprunts en France.

L'emprunt russe eut d'abord quelque succès; mais bientôt ce succès se ralentit. Le cabinet de Pétersbourg aurait désiré que le gouvernement français garantît cet emprunt, mais garantir un emprunt, c'est emprunter, et on objectait, de la part de la France, que la forme du gouvernement ne permettait pas d'emprunter sans un assentiment préalable du corps législatif. En retour de la garantie demandée, la Russie offrait de livrer une certaine quantité de bois pour la marine; l'Empereur aurait préféré traiter direc-

tement de ces bois. Cette affaire sera reprise plus tard.

L'Angleterre, qui montrait si peu de disposition à se prêter aux ouvertures de la France, ne négligeait, de son côté, aucun moyen de faire des insinuations du même genre auprès de la Russie. Les propositions que le ministre britannique à Constantinople, M. Adair, avait fait parvenir directement à l'empereur Alexandre par les commandants russes en Moldavie, étaient tout à fait modestes et réservées. On demandait peu d'abord, dans l'espoir que, le premier pas fait, on aurait bientôt obtenu davantage. Il ne s'agissait pas, pour la Russie, de changer de situation à l'égard de la France, mais seulement de convenir avec l'Angleterre de se faire, des deux côtés, le moins de mal possible. Tandis que, d'une part, on s'adressait à l'empereur même, de pareilles offres de conciliation arrivaient, par d'autres voies, au comte de Romanzof. L'empereur Alexandre ne manquait pas de saisir ces occasions pour faire valoir auprès de la France sa droiture et sa loyauté. Un prince moins sincère serait tenté, peut-être, d'accepter le service presque gratuit, objet des communications anglaises; pour lui, disait-il, fidèle à son allié, fidèle à la cause du continent, il ne veut rien qui puisse l'en détacher et nuire à cette cause. Quoique le cabinet de Londres n'eût ni des intentions pacifiques, ni même la volonté d'entrer dans aucune sorte d'engagement avec le gouvernement français, il crut devoir envoyer un commissaire pour traiter d'un échange de prisonniers. C'était une espèce de satisfaction donnée à l'opinion qui invoquait la fin de la guerre, les missions pour échange de prisonniers étant assez souvent les intermédiaires ² de la paix. Le commissaire britannique, M. Makensie, se rendit à Morlaix au commencement du mois d'avril. Au milieu des discussions qui s'ouvrirent sur les conditions de l'échange, le gouvernement français, se plaisant à penser que là ne se bornaient pas les pouvoirs de cet agent, n'hésita pas à faire jeter en avant des paroles de pacification, qui, d'abord accueillies avec une apparence d'empressement, finirent par rester sans résultat. La question de l'échange même ne put faire aucun progrès. Il serait oiseux de rapporter ici les projets et contre-projets présentés de part et d'autre. Tous se résument en deux mots : la France voulait un échange général, dans lequel tous les prisonniers, espagnols, italiens, hanovriens, portugais et autres, seraient

¹ On se souvient que, dès 1807, deux ans avant que Napoléon fût décidé au divorce, Fouché en avait fait répandre le bruit. L'Empereur dit en rappelant ce fait : « Ce n'est pas assez pour lui de s'être mêlé de mes affaires

« de famille sans mon autorisation, il faut encore qu'il gouverne et fasse la paix sans moi. »

² M. Otto n'avait pas d'autre titre, lorsqu'il signa les préliminaires de Londres en 1801.

placés sur la même ligne que les prisonniers de la puissance principale dont ils étaient les alliés. Après avoir longtemps contesté ce principe, l'Angleterre avait consenti à l'admettre ; mais elle voulait en combiner l'application de telle manière qu'il lui restât loisible, une fois qu'elle aurait retiré de France tous les Anglais, d'élever des incidents à l'égard des prisonniers des autres nations. La France, au contraire, procédant avec pleine franchise, voulait faire marcher l'échange dans une proportion égale pour tous, par exemple, échanger, de part et d'autre, trois mille hommes contre trois mille hommes, lesquels trois mille hommes se fus-

sent respectivement composés de mille Anglais et de mille Français, avec deux mille hommes des alliés de chacune des deux puissances. Les écrivains les plus hostiles à la France n'ont pas osé, sur cette question, méconnaître la justice de sa demande. L'Angleterre n'ayant pas voulu y accéder, la négociation fut rompue, et M. Makensie se rembarqua le 6 novembre.

Pendant la durée et à la fin de cette négociation, le ministère français eut soin de tenir le cabinet russe exactement informé, d'abord de ses espérances, puis de ses mécomptes, et enfin du triste dénouement de tant d'inutiles conférences.

CHAPITRE XXI.

Mécontentement de la Russie et ses véritables motifs. — Voyage du comte de Metternich à Paris. — Ouvertures pour une alliance faites à l'ambassadeur de France à Vienne. — Conduite réservée du gouvernement français. — Franchise de Napoléon envers la Russie. — Fête pour le mariage de Napoléon troublée par un incendie. — Bons procédés de Napoléon envers l'empereur d'Autriche. — Situation intérieure de la monarchie autrichienne. — Penchant des Russes pour l'espionnage politique. — Situation de la Prusse. — Retour du roi à Berlin. — Conseils donnés à la Prusse par Napoléon. — Nomination du baron d'Hardenberg au poste de premier ministre, avec le titre de chancelier d'État. — Mesures sages adoptées par le baron d'Hardenberg. — Dette de la Prusse envers la France. — Mauvais esprit à la cour de Berlin. — Système continental. — Sévérité de Napoléon provoquée par le roi de Hollande. — Traité entre l'Empereur et le roi Louis. — Actes du roi de Hollande favorables à l'ancienne aristocratie. — Blâme de l'Empereur sur ces actes. — Avertissements donnés au roi Louis par Napoléon. — Procédés du roi Louis propres à blesser l'Empereur. — Abdication du roi de Hollande. — Jugement sur l'Empereur par le roi Louis. — Envoi de M. Decazes auprès du roi fugitif. — Allocution de l'Empereur au fils de Louis.

Comme la grande question du continent, depuis 1807, est le maintien de l'union que la paix de Tilsitt a établie entre Napoléon et Alexandre, union qui, malgré quelques intermittences de légères plaintes de part et d'autre, n'a pas, jusqu'à la fin de 1809, souffert d'atteinte sensible, nous sommes presque conduits à ne considérer, pour 1810, les événements relatifs aux autres États, que sous le rapport de l'influence qu'ils ont pu avoir sur l'intimité de ces deux grands arbitres des destinées européennes.

Et d'abord est-il vrai, comme le fait entendre l'empereur de Russie, comme le dit nettement le chancelier de Romazof, que le mariage de Napoléon avec une archiduchesse ait diminué le prix qu'il attache à l'alliance russe? Nous ne le pensons pas. Le vrai grief d'Alexandre et de son ministre contre l'empereur des Français se trouve tout entier dans le refus fait par celui-ci d'adopter, pour la convention projetée à l'égard de la Pologne, l'incroyable rédaction voulue par le cabinet de Pétersbourg. Eh bien! c'est notre conviction profonde qu'abstraction faite de toute relation nouvelle avec une autre grande puissance, jamais l'Empereur n'aurait admis une rédaction semblable. Je conçois que l'empereur Alexandre se soit de bonne foi mis en tête que, pour lier Napoléon d'une manière irrévocable, il fallait lui imposer une formule qui portât en elle un grand caractère d'ineffabilité; je conçois même que le duc de Vicence, dans le louable désir de rendre indissoluble l'amitié des deux empereurs, se soit mépris sur la portée et la

convenance de l'engagement qu'il a souscrit. Je ne concevrais pas Napoléon ratifiant un acte conçu dans de pareils termes; il n'eût pu le faire à aucune époque, pas plus en 1809 qu'en 1810. Époux de Joséphine, il l'eût rejeté, comme il l'a rejeté, époux d'une archiduchesse. Le fait du nouveau mariage n'a été pour rien dans sa détermination. Maintenant, que le cabinet russe affecte de croire le contraire, qu'au lieu de reconnaître la justesse des raisons alléguées par l'empereur des Français, il veuille trouver, dans sa juste résistance, une conséquence des rapports de famille récemment formés par lui avec la maison d'Autriche, c'est là un jeu de politique assez naturel, c'est en même temps aussi un moyen de déguiser, sous un prétexte mal fondé de mécontentement, le dépit que l'on a pu éprouver de voir Napoléon trop promptement dédommagé à Vienne de l'orgueilleuse temporisation de Pétersbourg. La conduite de la Russie, en cette circonstance, est toute simple. L'humeur existe, mais la cause à laquelle on l'attribue n'est pas la vraie, ou du moins la seule vraie.

Sans contredit, l'empereur Alexandre a pu penser avec quelque apparence de raison que, du côté de l'Autriche, il y aurait un certain penchant à profiter de l'alliance de famille pour arriver à une alliance politique avec la France, ou du moins pour gagner du terrain auprès de Napoléon. Cette tendance s'est manifestée en effet, mais n'a rien produit et ne produira, dans un temps prochain, rien dont la Russie puisse avoir à se plaindre. Suivons le cours des faits.

A peine le mariage de Napoléon et de Marie-Louise venait d'être décidé, que le ministre des affaires étrangères, comte de Metternich, exprima le désir de se rendre à Paris. Sur l'avis qui en fut donné en France par l'ambassadeur, M. Otto, l'Empereur fit répondre ¹ qu'il verrait ce ministre avec satisfaction; seulement il devait être entendu qu'il ferait ce voyage ou pour son agrément, ou dans un but d'affaires, mais nullement *pour accompagner l'impératrice*. Dans un rapport ² à ce sujet, le duc de Cadore disait à l'Empereur : « Si M. de Metternich vient, ce doit être sans caractère diplomatique. S'il avait une mission, elle ne pourrait être que *confidentielle*. Du reste, il serait traité comme l'avait été M. de Romanzof ³. »

Le comte de Metternich arriva, le 1^{er} avril, à Compiègne; il fut présenté le même jour à Napoléon, et lui remit une lettre de l'empereur François. Pendant son absence, il était remplacé à Vienne par le prince de Metternich son père. Ce dernier, aussitôt qu'il fut entré en fonction, montra le désir d'un étroit rapprochement avec la France, et il en fondait la nécessité sur le danger prochain des succès des Russes, qui déjà cernaient l'Autriche sur ses points les plus vulnérables. Selon lui, il était urgent qu'un concert immédiat entre la France et l'Autriche mit un terme aux empiètements d'une puissance moitié barbare qui pesait sur toute l'Europe, et réprimât un esprit de conquête qui, depuis la *Laponie jusqu'à la mer Égée et au delà du Caucase, menaçait de tout engloutir*. Peut-être M. Otto, d'après la disposition qui porte tout ambassadeur à se persuader que là où il réside, là se trouve le plus grand intérêt du pays qu'il représente, fut-il un peu ardent à saisir ces communications et à les présenter sous un jour favorable. A l'en croire, tout ce qu'il y avait d'hommes sensés à Vienne était d'accord dans ce vœu; mais les hommes sensés, il en convenait, formaient le petit nombre. Le parti Metternich, si c'était un parti, n'offrait qu'une faible majorité. « Tout ceci, disait le prince ministre par *interim*, ne tient qu'à un fil; il faudrait bien peu de chose pour le rompre. » En effet, beaucoup de personnes attachées au système de l'Angleterre avaient encore la confiance de l'empereur, comme le comte de Zichy et autres. L'ambassadeur, voyant de grandes influences s'agiter contre la famille Metternich, en concluait que c'était une raison pour la France de le soutenir. Un grand engagement politique lui

paraissait le seul moyen de fixer les principes toujours variables de cette cour, et d'amener la conclusion de la paix maritime. Deux fois seulement la paix continentale avait eu une longue durée, c'était par l'accord du cardinal de Fleury et de Robert Walpole, du duc de Choiseul et du prince de Kaunitz. L'empereur François lui-même entraînait alors vivement dans ces vues. Les lettres de sa fille comblaient de joie son cœur paternel : « Je suis, lui » écrivait-elle, aussi heureuse qu'il est possible de » l'être : l'Empereur et moi, nous nous convenons » parfaitement. » Cette situation semblait si douce au monarque autrichien, qu'il eût voulu la rendre éternelle. Se défiant de sa propre faiblesse, et persuadé qu'il y avait des intrigues pour le compromettre avec la France, il disait à M. Otto : « Ces » intrigues ⁴ n'auront un terme que par la signature d'un traité d'alliance. » Voilà quelles idées occupaient à Vienne l'ambassadeur Otto et les amis très-peu nombreux du gouvernement français.

A Paris, on était plus calme et plus mesuré. Le comte de Metternich, mieux placé que le prince son père pour juger la situation et la convenance des temps, ne montrait pas des alarmes aussi vives sur les concessions de la France à la Russie. On ne lui cachait point que ces concessions ne dataient pas de la veille; que, dès l'entrevue d'Erfurt ⁵, l'Empereur avait consenti que la Russie acquit, d'une part, la Finlande, de l'autre, les principautés turques. Si maintenant l'effet de ce consentement devenait désavantageux pour l'Autriche, cette puissance ne devait s'en prendre qu'à elle-même. Il avait bien fallu le donner pour s'assurer de la Russie contre elle. *L'empereur Napoléon sera fidèle à sa parole*. Dans le cas où la Russie voudrait aller au delà, et que l'Autriche en prit de l'ombrage, celle-ci pourrait confier à l'Empereur ses inquiétudes et ses déterminations, *sans crainte de l'y trouver indifférent*. Ce dernier mot est le seul trait un peu significatif échappé au ministre français; mais ce mot, l'ambassadeur ne devait ni l'écrire, ni même le dire, tout au plus pouvait-il le laisser soupçonner; de manière que, s'il faisait naître des espérances, on ne pût pas prétendre avec justice que nous les eussions autorisées. Du reste, l'empereur Napoléon ne croit nullement probable la chance que l'on paraît redouter. Il est persuadé qu'un mot de lui empêcherait les Russes de porter leurs demandes plus loin. Il n'est nullement disposé à leur permettre de s'établir sur la rive droite

¹ Lettre du duc de Cadore à M. Otto, du 25 février.

² Rapport fait à l'Empereur, à Compiègne, le 21 mars.

³ M. de Romanzof, après l'entrevue d'Erfurt, s'était

rendu à Paris et y avait fait un séjour de plusieurs mois.

⁴ Dépêches du 12 et du 18 juillet.

⁵ Lettre du duc de Cadore à M. Otto, en date du 25 juillet.

du Danube, ce fleuve étant, à ses yeux, la seule frontière qui puisse garantir l'existence de l'empire ottoman, dont, comme l'Autriche, il veut la conservation. Ainsi la seule parole qui admette pour le gouvernement français la possibilité d'entendre des ouvertures relatives à l'extension de la Russie, porte sur l'hypothèse que la Russie elle-même violerait ses traités avec la France, et voudrait envahir plus que les traités ne lui accordent. Ce langage, que Napoléon tenait à Vienne, était loyal, car il le tenait en même temps à Pétersbourg. Dans la crainte que les progrès des Russes, le passage du Danube, la prise de Silésie, ne conduisissent ce cabinet à étendre ses vues d'agrandissement, Napoléon fit connaître toute sa pensée à son ambassadeur. « Sa Majesté ne peut ¹, écrivait le duc de Cadore, souffrir, à aucun prix, que le Danube cesse d'être la barrière qui sépare l'empire ottoman de la Russie; il s'opposera à toute transaction qui donnerait aux Russes la possession d'une seule place sur la rive droite du Danube. Vous n'êtes point chargé de faire cette déclaration. » L'Empereur la croit inutile; mais il vous recommande de rappeler au ministère russe, sans témoigner de défiance, la nature de ses engagements avec nous. L'Empereur tient à ce qu'il a promis à la Russie; la Russie ne doit pas être moins scrupuleuse à observer les promesses qu'elle lui a faites. » Assurément rien n'obligerait l'Empereur à une dissimulation honteuse, et, s'il annonce persister dans le système établi, c'est que telle est sa volonté franche et sinistre. Dès le mois de mai, il en avait fait donner en Russie les plus expresses assurances. « Le mariage a produit ² ce qu'il devait produire, un échange de procédés et de démonstrations bienveillantes; mais là se borne l'effet de la relation de famille avec l'Autriche. Il n'y a, de ce côté, aucun lien politique, aucune intention d'en former. »

Le ministre ajoute : « En ce moment, il est question de remettre la France en possession de la Croatie autrichienne qui nous a été cédée à la dernière paix, et dont les Bosniaques se sont emparés pendant la guerre. Des firmans du Grand-Seigneur en ont ordonné la restitution. Cette circonstance nous change rien à nos rapports avec la Porte ottomane : ils sont tels que la Russie a désiré qu'ils fussent. » Deux mois plus tard, l'Empereur répétait ³ : « Je verrai avec plaisir que la Turquie fasse sa paix en cédant la rive gauche du Danube; mais la Russie violerait ses engagements

avec moi, si elle gardait quelque chose sur la rive droite.... » Touchant cette question de la Turquie, M. de Romanzof paraissait ajouter peu de foi aux protestations françaises, et il laissait entendre que l'obstination de la Porte à refuser la cession des principautés tenait à quelque encouragement secret donné par la France. L'Empereur s'indignait de ces suppositions. S'il avait voulu s'opposer à la cession des provinces turques, ce ne serait point par de misérables intrigues ⁴; ce serait avec quatre cent mille hommes qu'il appuierait les refus du Grand-Seigneur. Les propos amers ou piquants de M. de Romanzof avaient blessé Napoléon. Nous avons vu précédemment que plusieurs fois ce ministre avait dit : « L'Empereur s'éloigne de nous; mais il nous reviendra. » — « Je ne sais, » répondit Napoléon, ce que M. de Romanzof entend par notre éloignement et notre retour. Il paraît qu'il a entièrement désappris ce pays-ci. » En réalité, il ne s'est opéré aucun changement dans la politique de Napoléon. Jusqu'à présent nous ne pensons pas non plus qu'il y ait encore volonté de changement en Russie, mais il y a moins de courtoisie, et même, comme on le voit, un peu d'aigreur dans les formes de part et d'autre. Avec l'Autriche, au contraire, les formes sont devenues plus gracieuses, et les circonstances domestiques, qui rapprochent les personnes, font éprouver à des innovations de cabinet, qui n'existent pas.

L'Europe retentissait encore du bruit des solennités et des réjouissances qui avaient célébré le mariage de l'Empereur, lorsque, trois mois après, elle fut effrayée par l'occident terrible qui marqua la dernière de ces fêtes. L'art, qui construisait à la hâte des salles immenses pour les plaisirs d'un jour, improvisait à merveille l'éclatance et l'éclat, mais non la solidité. Un incendie changea en scènes de deuil le bal donné ⁵ à l'Empereur par l'ambassadeur d'Autriche. Napoléon, après avoir fait retirer l'impératrice, revint présider lui-même aux mesures nécessaires pour diminuer le désordre et éviter de plus grands malheurs. Beaucoup de personnes furent grièvement blessées, et, entre autres, l'ambassadeur de Russie, prince Kurakin. Une femme périt; ce fut une mère, qui, échappée elle-même au danger, retourna au milieu des flammes pour chercher sa fille, que la Providence avait sauvée par d'autres mains. Cette généreuse femme était la princesse Pauline de Schwarzenberg, épouse du frère de l'ambassadeur. Ce cruel évé-

¹ Lettre du 30 juillet au duc de Vienne.

² Lettre du 18 mai au duc de Vienne.

³ Lettre de Napoléon au duc de Cadore, 10 juillet.

⁴ Lettre du duc de Cadore au duc de Vienne, du 25 juillet.

⁵ 1^{er} juillet.

nement fit naître des rapprochements¹ superstitieux, que justifia trop bien l'aveur. L'impression fut vive et profonde. À Vienne comme à Paris, de tristes pressentiments frappèrent toutes les imaginations; mais bientôt une heureuse nouvelle fit, à Paris comme à Vienne, oublier ces mauvais présages. La grossesse de Marie-Louise répandit la joie dans les deux pays. « Le fils de Napoléon, dit-il l'empereur François au comte de Sickingen, sera mon petit-fils : il trouvera en moi les sentiments² d'un père. » Les lettres de Marie-Louise charmaient ce prince, et le bonheur de sa fille faisait le sien.

Quoique Napoléon n'eût pas modifié son système d'alliance, le séjour du comte de Metternich à Paris n'était pas sans quelques résultats. Ce ministre en avait obtenu deux, dont l'un tenait aux intérêts matériels, l'autre à l'honneur de sa cour. Douze millions de francs restaient dus sur la contribution de guerre stipulée dans le traité de Vienne. C'était une dette envers la France, dont Napoléon ne se croyait pas autorisé à faire la remise; mais il accorda des délais³ pour le paiement. Cette condescendance fut d'un grand prix pour un gouvernement dont les finances étaient dans la plus déplorable situation; mais, à côté de cette faveur purement pécuniaire, une autre concession d'un caractère plus grave fut annoncée à l'empereur François par Napoléon lui-même, dans une lettre⁴ qu'il lui adressa au retour du comte de Metternich à Vienne. Après quelques mots obligeants pour Sa Majesté Impériale, Napoléon ajoutait : « Je n'ai tâche plus de prix à l'exécution des articles secrets du traité de Vienne relatifs à son armée. » Je désire qu'elle vole, dans ce désistement, mon désir de lui plaire... » Au fond, ce désintéressement était un témoignage d'amitié plus qu'un bienfait véritable. D'un côté, l'Empereur ne devait pas craindre que les armements de l'Autriche, si elle en faisait, fussent, de quelque temps du moins, dirigés contre lui; de l'autre, il savait que la situation financière de cette puissance ne devait pas, avant quelques années, lui permettre de grands efforts. D'ailleurs, l'obligation imposée à l'Autriche de n'avoir que cent cinquante mille hommes sous les armes, appartenait à cette classe de me-

sures qui souffrent dans l'exécution d'énormes difficultés, l'abandon de cette classe n'était en effet qu'un hommage, mais un hommage toujours précieux, rendu à l'indépendance d'un grand empire. Dans le cas où la cour de Vienne n'aurait pas été dénuée de toutes ressources, elle eût pu aisément, malgré la surveillance de Napoléon, élever son état militaire à un degré de force beaucoup plus considérable. Dans la gêne de sa situation, l'effectif de l'armée autrichienne n'atteignait pas même la limite fixée.

Si la bonne administration d'un pays, si l'habile gestion et l'ordre de ses finances sont les éléments sur lesquels doit s'évaluer son importance politique, il faut convenir que l'Autriche n'offrait, en 1810, aucune des conditions propres à faire attacher un grand intérêt à son alliance. Son administration n'était qu'un chaos. Les Metternich n'exerçaient d'action que sur la politique extérieure. Au dedans, nul ministre n'avait la haute main sur l'ensemble des affaires de l'État. Chacun d'eux faisait des rapports partiels; les comptes étaient rendus individuellement à l'empereur, qui souvent les approuvait sans les lire. Le mal tenait à des causes fondées sur la situation morale du pays. Les hommes manquaient au gouvernement pour les fonctions publiques de premier ordre. Les classes supérieures n'ayant point l'ambition du pouvoir, les emplois tombaient ou entre les mains d'étrangers qui venaient chercher fortune à Vienne, ou de subalternes, sans instruction solide, sans autre science que celle d'habitudes étroites et mesquines. Si quelques grands⁵ seigneurs, ou mal élevés, ou élevés dans un autre but que le service de l'État, avaient parfois la fantaisie de prendre part au gouvernement, ils y devenaient bientôt des embarras plutôt que des auxiliaires ou des instruments utiles.

La différence des États dont se composait la monarchie, enfantait aussi un autre genre d'inconvénients. Les intérêts des divers pays n'étaient pas les mêmes. C'était un Hongrois, le comte Zichy, qui dirigeait le département des finances. La Hongrie était prospère; les charges pesaient presque sans réserve sur les États allemands.

Peu de temps après la hausse passagère des fonds

¹ Tout le monde se rappela le désastreux événement de la place Louis XV lors du mariage de Louis XVI avec Marie-Antoinette.

² Ce sont là de ces paroles dont l'avenir est le seul juge.

³ Il fut convenu plus tard que cette somme, qui aurait dû être acquittée au 1^{er} janvier 1811, serait payée dans les six premiers mois de 1812, à raison de deux millions par mois.

⁴ En date du 30 septembre.

⁵ Je lis dans un bulletin du temps : « Les grands seigneurs autrichiens se livrent presque tous à de vaines gâteries, distractions. L'un fait chanter des messes; un autre des opéras; celui-ci bâtit des tournelles sur des rocs escarpés, celui-là un temple de la Nuit. Ce sont là les plus sages; les autres se ruinent au jeu. »

publics, produite par le mariage de Napoléon avec une archiduchesse, la baisse avait recommencé pour se prolonger sans terme. Le papier-monnaie était tombé au point qu'il se vendit, en certains moments, à raison de *cent dix florins* pour un *louis* de France.

Les métalliques ¹, dont la valeur décroissait chaque jour, avaient été accaparés par les spéculateurs de toute religion, juifs, grecs et chrétiens. Il fallait toute la patience du bon peuple d'Autriche pour supporter la misère qui résultait d'un tel état de choses. L'empereur François était fort occupé de ses fleurs, et très-gêné des embarras de l'État, et ou ne l'eût aimé guère moins. Cependant des essais d'émeute avaient lieu; des cris se faisaient entendre sur les places publiques; on arrêtait ² les hommes les plus mutins, et, quelques jours après, on les mettait en liberté. La cour fut un moment inquiète; ses équipages étaient prêts pour se mettre en sûreté à la première apparence d'un mouvement plus grave; on tenait les troupes de la garnison sous les armes, et on leur distribuait des cartouches; mais, tout à coup, quelque manœuvre de banque ou quelque circonstance particulière amenait le moindre échauffement favorable dans le cours des fonds, le calme se rétablissait partout. A la fin de décembre, la valeur nominale du papier était à huit cents pour cent de la valeur réelle. C'était presque de la prospérité. Un mois plus tôt, il avait perdu jusqu'à douze cents pour cent. La monarchie autrichienne a véritablement un caractère tout particulier. On est étonné des immenses moyens que lui fournit pendant la guerre le dévouement de sa population. La guerre cessant, toute cette force disparaît avec elle. C'est la guerre qui tue les autres gouvernements; celui de l'Autriche se meurt surtout par la paix; mais, même dans cette maladie de langueur, il a encore un principe de vitalité plus fort que les autres États; il résiste à des crises sous lesquelles tout autre gouvernement eût succombé.

Cette situation de l'Autriche était parfaitement connue de Napoléon. Sans doute son mariage lui offrait, pour des circonstances différentes, l'éven-

tualité d'une alliance plus facile avec cette puissance, mais ce n'était là qu'une chance éloignée, qui ne présentait pas un intérêt actuel, et, après tout, dans sa lutte contre l'Angleterre, la Russie était toujours pour lui le plus puissant et le plus indispensable de ses auxiliaires. D'ailleurs, il y avait en Russie une volonté qui savait être forte au besoin. En Autriche, on voyait l'empereur François exposé à des entraînements dont il était incapable de se défendre. Si, dans ce dernier pays, les ennemis de Napoléon avaient été quelque temps obligés de se taire, l'hostilité, loin de s'éteindre, vivait et se fortifiait dans des esprits incurables, qui ne manqueraient pas de revenir bientôt à leurs précédentes habitudes.

L'intrigant Baldacci, stigmatisé par les bulletins de Napoléon dans la guerre de 1800, avait déjà repris faveur auprès de l'empereur François; et des articles de journaux, dirigés contre ce misérable personnage, ne faisaient qu'accroître son crédit auprès de ce prince, auquel il se montrait comme une victime de dévouement à sa personne.

Le comte de Stadion, absent de Vienne depuis la paix, y ayant reparu sous prétexte d'affaires personnelles, y fut l'objet de caresses et de démonstrations dont la signification n'était pas douteuse.

Si l'aristocratie russe ressemblait à l'aristocratie autrichienne par son opposition au système français, du moins Alexandre savait-il la maîtriser, et principalement à Pétersbourg. C'était seulement loin de ce prince qu'elle manifestait avec éclat des tendances contraires aux siennes. Tandis que, depuis la paix de Tilsit, Alexandre avait professé un attachement public à l'alliance de Napoléon, le parti anglais, qui s'agitait constamment à Vienne contre cette alliance, se composait en partie de Russes, et même de Russes en activité de service. Dans ce nombre figuraient, en 1810, le général prince Bagration et le plus jeune des deux frères Atupéus, employé par Alexandre dans sa diplomatie. Ce dernier était destiné à se rendre à Naples, comme ministre auprès du roi Joachim. Je ne parle pas en ce moment de Pozzo di Borgo ³,

¹ La monnaie de cuivre était un véritable papier-monnaie, dont la valeur réelle s'éloignait aussi chaque jour de sa valeur nominale; mais cette dépréciation allait moins vite que celle des billets de banque. Avant la guerre de 1809, le gouvernement avait fait, dans une année, un bénéfice de huit millions de florins sur cette fabrication. J'ai vu sous les yeux la preuve de ce fait dans mes fonctions d'administrateur général des provinces autrichiennes conquises en 1809.

² Au milieu de décembre.

³ Voici dans quels termes le duc de Cadore s'expliquait

sur celui-ci dans une lettre du 27 juillet à l'ambassadeur M. Ott : « Le sieur Pozzo di Borgo, qui a été au service de Russie, est revenu à Vienne pour y continuer ses sales intrigues. De quelque titre qu'il soit décoré, il est né Français, et par conséquent il est sujet de l'Empereur. Il a été condamné à mort par contumace comme ayant trahi la France en faveur des Anglais. L'Empereur pourrait dénoncer son extradition; il a demandé ardemment son expulsion des États de la monarchie autrichienne. »

quo la Russie désavouait alors, comme ne lui appartenant plus par aucun lien ni par aucun titre, et que Napoléon faisait renvoyer de Vienne.

L'intimité des rapports établis entre deux pays par de longues alliances se maintient longtemps encore entre les agents, après que les alliances des cabinets ont cessé. Ainsi, comme certains agents russes, les envoyés autrichiens entretenaient-ils presque partout de plus étroites relations avec les agents de l'Angleterre qu'avec ceux de la France. Napoléon se plaignait surtout à cet égard de l'internonce autrichien à Constantinople.

Le mariage, avait dit Napoléon en réponse aux suppositions de M. de Romantoff, a produit ce qu'il devait produire, un échange de procédés. Ces procédés, c'était un envoi réciproque de grandes décorations¹; c'était l'offre d'un hôtel faite à l'ambassadeur de France en Autriche, et à l'ambassadeur d'Autriche en France; c'était, grâce à l'influence française, la levée des séquestres mis dans les États de la confédération, sur les biens des princes de Netterich et de Schwarzenberg; c'était, dans un sens plus large, une amnistie accordée aux Français qui avaient porté les armes contre la France, amnistie vivement désirée par l'empereur François, attendu que c'était sous le drapeau autrichien que la plupart de ces Français avaient combattu.

Ces démonstrations respectivement amicales n'empêchaient pas que quelquefois la plainte ne trouvât lieu. Il avait paru, dans un journal imprimé à Altona, de prétendues lettres adressées par le comte de Grunne² au prince de Ligne, dans le mois de septembre 1800. La publication de ces lettres, vraies ou supposées, déplut beaucoup à Napoléon. Il jugea qu'elle tenait à un esprit d'intrigue qui tendait à semer la méintelligence entre les cabinets de Paris et de Vienne, ce que celui-ci n'eût pas dû tolérer. L'ambassadeur Otto fut chargé de s'en expliquer dans ce sens. Toutefois l'Empereur ne voulait pas qu'on en fit une affaire sérieuse³.

Dans ce même temps⁴, le prince russe Bagration, que nous avons cité comme figurant dans la partie ennemi de la France à Vienne, s'y livrait à des manœuvres également peu conformes à la

bonne harmonie des cabinets de Paris et de Pétersbourg. Il corrompait un interprète français pour livrer à la Russie les documents relatifs aux communications de la France avec la Perse. Cet interprète était un jeune de langue⁵, nommé Jhary, chargé d'accompagner et de reconduire à sa cour l'ambassadeur Askerkan, qui avait résidé plusieurs années auprès de Napoléon. L'agent infidèle s'échappa de Vienne, y laissant l'ambassadeur sans appui et sans guide; mais la trahison fut déconcertée, Jhary ayant été arrêté à Bucharest et assigné dans la maison du consul de France, on fit la visite de ses papiers, et la première pièce que l'on y trouva fut une lettre du prince Bagration pour le général comte Kamenskai, à qui Jhary devait remettre « la correspondance très-intéressante » de Napoléon avec le shah de Perse. » On saisit en effet sur lui toutes les copies et traductions qui composaient cette correspondance.

Nous ferons observer, à cette occasion, que la Russie est peut-être le pays où ce genre de corruption, tenté spontanément ou par ordre, répugne le moins aux personnes d'un rang élevé. Il semble que l'espionnage et l'embauche politique soient, à leurs yeux, une fonction honorable, parce qu'ils se rapportent à des intérêts d'État. On a depuis remarqué plus d'une fois qu'au service de cette puissance les hommes n'avaient pas le monopole de ce genre d'industrie, et que les femmes y remplissaient aussi leur rôle, qui souvent n'était pas le plus mal joué.

Ce rapprochement des intrigues de la noblesse russe et autrichienne, également dirigées contre Napoléon, constate un fait malheureusement trop vrai, c'est que, malgré son alliance politique avec la Russie, malgré son alliance de famille avec l'Autriche, il n'avait pour lui, dans la capitale de ces deux empires, que les empereurs et seulement une partie de leur ministère. Ce fut là une de ses plus nuisibles erreurs. En s'attachant les empereurs et les rois par leur intérêt ou par la crainte, il croyait s'assurer le concours de toutes les forces des États de ces princes. L'événement prouva trop combien il s'abusait. D'abord, dans aucun pays ni à aucune époque, il n'a conquis l'aristocratie

¹ Relativement à cet envoi, Napoléon était allé au-devant de quelques difficultés. Pour l'hygiène d'un échange d'ordres, le duc de Cadore avait fait connaître à l'ambassadeur Otto que l'Empereur ne croirait pas pouvoir accepter celui de la Toison d'or, parce qu'il est d'origine française; il accepterait tout autre indistinctement.

L'archiduc Charles, en répondant à l'envoi particulier qu'il avait reçu, écrivait le 14 avril : « L'estime d'un grand homme est la plus belle maison du champ d'honneur, et j'ai toujours, Sire, désiré la vôtre. »

² Le général comte de Grunne était fort en faveur auprès de l'archiduc Charles.

³ Lettre du duc de Cadore à M. Otto, du 17 juillet.

⁴ Juillet.

⁵ Cette désignation s'applique à des jeunes gens français, et même quelquefois étrangers, que notre gouvernement entretenait à Constantinople et ailleurs, pour y apprendre les langues orientales, et être ensuite employés comme interprètes dans les résidences où leur intervention est nécessaire.

tie à la cause française; il séduisait par l'ascendant de sa supériorité, par des bienfaits, ou seulement par des égards, quelques individualités choisies. Nullo part il n'avait gagné la caste tout entière. Cependant, à la rigueur, il eût pu braver l'hostilité de ces aristocraties, s'il eût fait quelques sacrifices pour se concilier les masses populaires, qui, dans la France impériale, vyaient encore, sinon la liberté promise par la république, du moins un esprit d'égalité dont les effets rejaillissaient quelquefois jusque sur elles; mais, en fatiguant les populations par le poids trop prolongé de l'occupation militaire, ou bien en les épuisant par les contributions qu'il demandait aux princes ses alliés pour prix des acquisitions de territoire dont il les gratifiait, il irritait le menu peuple comme les grands, les pauvres comme les riches, en sorte qu'il n'aura pour lui que les amitiés royales, dont il finira par reconnaître la stérilité et l'impuissance.

Le pays qui, jusqu'à 1807, figurait au premier rang après la Russie et l'Autriche, la Prusse, était en 1810, celle de toutes les puissances qui comptait le moins en Europe. Ses ressentiments contre la France, et surtout l'exaspération violente des restes épars de son ancienne armée, lui avaient rendu, pendant la guerre de 1809, une sorte d'importance politique, en ce sens que l'Autriche et l'Angleterre avaient fait de grands efforts pour engager dans leur alliance un peuple et un cabinet également humiliés de leur commun abaissement. La rapidité des événements et l'épuisement du pays n'avaient pas permis au roi de répondre à cet appel, et, plus prudent que la plupart de ses conseillers, retenu surtout par la considération de la liaison de la Russie avec la France, non-seulement il s'était refusé à toutes leurs insinuations, mais il lui avait fallu punir avec éclat des hommes dont tout le crime était d'avoir témérairement entrepris ce qu'il eût voulu pouvoir lui-même exécuter. Il se voyait pareillement réduit à prononcer la dissolution d'une société, le *Tugend Bund*, dont il avait, par un édit antérieur, mais sous un nom déguisé, autorisé l'existence et encouragé l'extension.

Après trois années d'absence, le roi était rentré à Berlin le 23 décembre 1809, au milieu des acclamations de la joie publique. Les premiers actes de

ce prince, au grand étonnement de ses sujets, furent des ordonnances pour augmenter le faste¹ de sa cour, et pour créer de nouvelles classes dans l'ordre de l'Aigle rouge. Cette aberration d'un moment fut bientôt placée à des mesures d'un intérêt mieux entendu. Ces diverses mesures, plus ou moins bien choisies, avaient toutes pour objet le bien général, car elles tendaient à relever le crédit public. Un grand principe fut proclamé, c'était l'aliénation des domaines de la couronne, et l'application de leur produit à l'amortissement de la dette du trésor.

La Prusse ayant, par ses cessions de territoire, perdu quelques-uns de ses établissements scientifiques², le roi avait, en 1809, ordonné la fondation d'une université à Berlin même. Tout pauvre qu'était alors le gouvernement prussien, il pourvut, avec une certaine magnificence, à cette création; il y appela des savants de toutes les parties de l'Allemagne, et dota généreusement les professeurs. Ce nouveau sanctuaire, ouvert aux sciences et aux lettres, fut inauguré dans le cours de 1810.

Depuis que le baron de Stein, par les imprudents écarts de son animosité contre la France, avait été, à la fin de 1808, contraint de quitter la direction des affaires intérieures de la Prusse, les successeurs de ce ministre, véritablement digne de regrets comme administrateur, s'étaient débattus sans succès contre les difficultés de la situation où se trouvait ce gouvernement. Les regards du peuple et de la cour se reportèrent alors sur le baron d'Hardenberg³, congédié après la paix de Tilsitt, comme peu agréable à la France, en raison de la part qu'il avait eue à la guerre de 1806. Le roi, dans la crainte que le retour de ce ministre ne blessât l'empereur Napoléon, qu'avait si justement offensé la conduite de M. de Stein, crut devoir lui donner auparavant connaissance de ses intentions, et s'assurer que ce choix ne lui déplairait pas. L'Empereur n'avait point de préventions invincibles. Peut-être se reprochait-il l'espèce de calomnie politique qu'il s'était permise dans ses bulletins contre un homme que, pour mon compte, je regarde comme bien au-dessus des soupçons⁴ élevés contre lui. Napoléon fit écrire à M. de Saint-Marsan, son envoyé à Berlin, qu'il ne s'opposait⁵ point

¹ 20 décembre 1809.

² La ville de Halle avait été cédée au royaume de Westphalie.

³ En 1806, durant ses fonctions d'administrateur général de la Prusse, le baron d'Hardenberg avait écrit à Napoléon pour expliquer et justifier sa conduite. Cette lettre n'ayant été remise par un de ses amis, M. Jordan, je l'adressai au général Duroc, avec qui M. d'Hardenberg

avait eu de fréquents rapports dans les trois mois qui avaient précédé la guerre.

⁴ Le baron d'Hardenberg étant Hanovrien d'origine, les bulletins de Napoléon l'avaient présenté comme plus dévoué à l'Angleterre qu'à la Prusse même, dont il était ministre.

⁵ Lettre de Napoléon au duc de Cadore, datée du palais de Laeken, le 19 mai.

à la rentrée de M. d'Hardeberg au ministère, si toutefois les circonstances du pays étaient telles que le retour de cet homme d'État ne dût point être nuisible aux intérêts de la France. Après ces premiers mots, l'Empereur ajoutait que son ministre devait parler clair au baron d'Hardeberg, et il entrait dans de longs développements sur le langage que M. de Saint-Marsan devait tenir. « La guerre d'Autriche, disait l'Empereur, était une belle occasion pour la Prusse de se réconcilier avec nous. Au lieu de la saisir, qu'a-t-elle fait ? elle a armé, formé des camps, montré de mauvaises dispositions ; elle a eu les yeux sur la Russie, elle a tout fait pour fomentier des troubles en Allemagne, et une partie de ses troupes a même porté les armes contre nous... De là mon peu d'estime pour la conduite vacillante de ce gouvernement... Quand la Prusse voudra rétablir son crédit, être une puissance, obtenir de la considération et jouir de quelque bien-être, on s'en apercevra à sa contenance, à sa loyauté... Pour cela, il ne faut pas qu'elle nage entre deux eaux, mais qu'elle marche d'un pas ferme et droit. » Les reproches étaient vrais ; le baron d'Hardeberg, homme de sens, comprit à merveille que le salut de cette monarchie dépendait alors de sa réconciliation avec l'Empereur. Le titre de chancelier d'État, sous lequel il entra¹ en fonction, n'offrait rien de défini ; mais, par ce vague même, il embrassait dans ses attributions toutes les affaires de l'intérieur et du dehors. C'était une innovation grave dans un pays où jusqu'alors toutes les affaires avaient été singulièrement divisées² et réparties dans un grand nombre de mains.

Les embarras où des guerres malheureuses jettent les gouvernements absolus, deviennent souvent un principe d'amélioration dans les destinées des peuples. Déjà en 1808, pour disposer favorablement les esprits d'une population à laquelle on allait beaucoup demander, M. de Stein avait, comme nous l'avons vu, atténué les distinctions humiliantes qui séparaient les diverses classes d'habitants. Des édits royaux permettaient aux bourgeois et

aux paysans d'acquérir des propriétés foudières, et aux nobles d'entreprendre, sans déranger, des spéculations commerciales ou industrielles. D'autres édits supprimaient diverses servitudes et organisaient des administrations municipales où l'élection jouait un certain rôle. Le baron d'Hardeberg, qui trouvait encore l'État soumis à d'autres coutumes non moins abusives, entra dans les voies ouvertes par M. de Stein. Les biens des cloîtres, chapitres et prévôtés, furent saisis pour être appliqués au secours de l'État, à l'exception toutefois de ceux qui étaient consacrés soit à l'instruction publique, soit à l'entretien des hospices ou à d'autres établissements d'humanité. En annonçant que, pour libérer le pays de sa dette, on serait obligé de recourir à de nouvelles charges, le chancelier déclarait qu'on chercherait à en adoucir le poids par une égale répartition sur toutes les propriétés, même sur celles qui, jusqu'alors, avaient été exemptes d'impôt. Certaines taxes, entièrement partielles, devinrent générales et atteignirent tous les biens comme toutes les personnes. Les maîtrises et privilèges de corporation furent remplacés par un droit commun de libre exercice, moyennant le paiement d'une taxation spéciale, dont la quotité se proportionnait à l'étendue de l'industrie exercée. On promettait au peuple une représentation convenable pour porter aux pieds du trône ses remontrances et ses vœux. C'est ainsi que, dans le cours des temps, le mal même devient la source du bien, et l'on pourrait presque établir, en règle générale, que ce sont les besoins des gouvernements qui les ont forcés, presque toujours, à concéder aux peuples les libertés dont ils jouissent aujourd'hui.

La lettre de l'empereur Napoléon, relative au rappel du baron d'Hardeberg, a fait suffisamment connaître ses dispositions à l'égard de la Prusse. Il voit en elle un ennemi impuissant, mais toujours un ennemi. De là son peu de bienveillance pour ce gouvernement. Toutes ses communications avec le cabinet de Berlin ne roulent guère que sur deux objets, le paiement de la portion de contribution

ment. Nous sommes plus justes à l'égard du chancelier.

¹ Le 10 juin 1810.

² Au commencement du règne du roi actuel, il y avait pour le département seul des affaires étrangères, trois ministres, un vieux comte de Flakemarin, un comte d'Alvensleben, et le comte d'Haugwitz. En 1806, lorsque j'arrivai à Berlin, ces deux derniers s'étaient encore égarés par le titre, mais intégraux de fait, le comte d'Haugwitz étant parvenu à s'approprier exclusivement la direction politique, non sans éprouver de fréquentes entraves de la part de son collègue.

¹ En Prusse comme en France, des amis maladroits ont calomnié des gens de bien, en leur faisant un mérite de torts qu'ils n'avaient pas eus. Au moment de sa nomination, M. d'Hardeberg dut renouveler le ministère, et prendre pour coopérateurs des hommes disposés à marcher dans le système français. Au nombre des missionnaires était le ministre de la guerre, général Scharnhorst, l'un des chefs des sociétés secrètes et passionné contre Napoléon. L'auteur prussien d'une histoire contemporaine, écrivant avec l'esprit qui a prévalu depuis, traitait l'éloge de M. d'Hardeberg, en disant que Scharnhorst continuait à travailler avec lui, mais secrète-

de guerre dont ce cabinet est encore redevable, et l'application en Prusse de toutes les mesures adoptées en France contre le commerce anglais.

Déjà depuis longtemps l'Empereur insistait pour la conclusion d'un arrangement qui réglât le paiement de la dette prussienne envers lui d'une manière précise et définitive. En 1810, il ne cesse d'exprimer la même intention, « afin, dit-il, de » n'être pas obligé de garder une si grande quantité de troupes à Magdebourg et sur la frontière » de la Prusse. » Peu de temps après, il y revient encore avec plus d'humeur. Il prétend que la Prusse, au lieu de songer à sa libération, ne s'est occupée, *tandis qu'il était engagé avec l'Autriche*, qu'à lever des écheaux, à établir des camps.... « Si maintenant elle ne peut pas ou ne veut pas nous payer, » elle n'a qu'à nous céder une province. »

Une discussion s'ouvrit entre le ministre français et l'envoyé prussien, baron de Krusemark, pour parvenir à l'arrangement voulu par Napoléon. Le comte de Goltz, ministre des affaires étrangères du roi, reconnaissait que la dette était encore de quatre-vingt-six millions cinq cent mille francs. Sur cette somme on se proposait de faire un emprunt de trente-huit millions en Hollande. L'Empereur autorisa son ministre à traiter, moyennant l'obligation pour la Prusse d'un paiement de cinq millions par mois, et il eut soin d'ajouter : « Je » ne me déferai d'aucune forteresse que lorsque, » sur quatre-vingt-six millions, j'en aurai eu » quante dans les mains. » De longues négociations eurent encore lieu avant qu'on pût se mettre d'accord.

Sans prétendre justifier les rigueurs de Napoléon envers la cour de Prusse, on est forcé de reconnaître que, chaque jour, des circonstances particulières révélaient les mauvais motifs de cette cour contre la France et tout ce qui se rapportait à la France. On se rappelle la position délicate où s'était trouvé, au commencement de la guerre, le prince d'Hatzfeld, et le danger qu'il avait couru, danger auquel l'arracha la princesse son épouse, en obtenant sa grâce de Napoléon. Depuis ce moment jusqu'à la paix de Tilsit, le prince étant resté à Berlin y avait vécu dans des relations amicales avec les autorités françaises, profitant de cette situation pour obtenir, autant qu'il était possible, des adoucissements en faveur de ses compatriotes. Eh bien, trois ans après, quand le roi veut de rentrer dans sa capitale, au lieu de savoir gré à cet homme honorable de ses efforts pour le bien du

pays, on lui impute à crime cette conduite qui eût dû lui valoir des éloges, et on va jusqu'à lui faire son procès. Épargné par Napoléon, il court risque d'être frappé par le roi, et c'est Napoléon maintenant qui est réduit à le défendre. Le bruit de ce procès étrange parvint à l'Empereur lorsqu'il était à Berg-op-Zoom, dans un voyage qu'il faisait avec l'impératrice Marie-Louise, peu de temps après son mariage. Aussitôt il déclara qu'il prenait le prince d'Hatzfeld sous sa protection, et ordonna qu'une note fut remise à l'envoyé prussien, pour lui faire sentir vivement le scandale d'une telle procédure. Il voulut aussi que son ministre à Berlin y fit entendre l'expression de son mécontentement. « Écrivez » à M. de Saint-Marsan que les ennemis du prince d'Hatzfeld sont les miens, que » ceux qui l'attaquent m'attaquent, et que je reconnais la influence de la cabale qui a causé » tous les maux de ce pays. » Le procès n'alla pas loin ; mais n'était-ce pas de la part de cette cour un acte insensé et un esprit aveugle de basse vengeance que de vouloir punir, dans le prince d'Hatzfeld, sa reconnaissance pour Napoléon, et le pardon même de l'Empereur ? Cet incident, quoi qu'il n'eût pas de suite, ne servit qu'à montrer la Prusse sous un jour constamment défavorable, aux yeux de Napoléon, ce qui ne devait pas le disposer à l'indulgence.

Après la dette prussienne, l'objet qui produisait les communications les plus fréquentes du cabinet des Tuileries avec celui de Berlin portait sur l'application à faire en Prusse des mesures répressives adoptées en France contre le commerce anglais. Nous reviendrons plus tard sur ce sujet, lorsque nous nous occuperons particulièrement des efforts faits par l'Empereur pour rompre toute espèce de rapport entre l'Angleterre et les pays qui leurs alliances ou la nécessité ont, de gré ou de force, rangés dans son système.

Quoique, dans la guerre de 1800, la Russie n'eût été pour la France qu'un allié très-peu actif, elle avait toujours du moins été un allié pour elle. Dès lors la Prusse qui, pour se soustraire à l'oppression française, n'eût pu fonder d'espoir sur le cabinet de Pétersbourg que dans le cas où ce cabinet se serait joint à ceux de Londres et de Vienne, n'avait plus, après la paix, que peu d'avantages à espérer de l'amitié de la Russie, surtout dans la nouvelle position de la France avec l'Autriche. Aussi la direction donnée au gouvernement prussien par le baron d'Hardeberg tendra-t-elle à ra-

¹ Lettre de Napoléon au duc de Cadore, du 9 janvier 1810.

² Lettre du 12 février.

³ Lettre de Napoléon au duc de Cadore, datée de Berg-op-Zoom le 9 mai 1810.

mener ce gouvernement vers la France, à mesure même qu'il croira voir une apparence de refroidissement s'élever entre Alexandre et Napoléon.

Deux faits, qui eussent été des événements graves dans un autre siècle, marquèrent les mois de juillet et août de cette année. L'un est l'abdication de Louis, roi de Hollande; l'autre l'élévation de Bernadotte, prince de Ponte Corvo, à l'expectative du trône de Suède. Ainsi un frère de Napoléon renonce volontairement à une royauté qu'il voudrait rendre plus indépendante de la France, et la Suède vient demander à la France un de ses hommes nouveaux pour porter la couronne de Gustave Wasa et de Charles XII.

La situation du roi Louis, telle que nous l'avons précédemment présentée, ne pouvait guère que se gâter encore par l'opiniâtreté du caractère de ce prince, et devait nécessairement avoir pour issue ou son abdication par lui-même ou son détronement par Napoléon. Louis nous apprend que, pendant son séjour à Paris, où il était venu assister au mariage de l'Empereur, il avait toujours eu le désir de s'échapper, pour aller en Hollande agir dans un sens tout opposé aux vues de son frère. Ne pouvant réussir dans ce dessein, il faisait passer à ses ministres l'ordre de résister aux troupes françaises. Napoléon indigné lui dit : « Choisissez; » ou contremandez la défense d'Amsterdam, ou » voiei le décret de réunion que je fais partir à l'instant même. » Le roi parut se soumettre, mais ses intentions ne changèrent pas. L'Empereur ne pouvait pas être dupe de cette feinte condescendance. Par un décret du 20 janvier, il forma une armée du Brabant, dont le territoire comprenait tous les pays situés entre la Meuse, l'Escaut et l'Océan. Le général en chef de cette armée prit aussitôt possession de ces pays.

Des mesures diplomatiques accompagnaient les mesures militaires. Une longue note¹ du duc de Cadore fit connaître au roi les résolutions de l'Empereur, résolutions extrêmes auxquelles le réduisait le gouvernement anglais. « L'Angleterre, disait le » ministre impérial, en s'arrogeant, par ses ordres » de novembre 1807, la souveraineté universelle, » et en adoptant le principe d'une guerre perpétuelle, a tout brisé et rendu légitimes tous les » moyens de repousser ses prétentions. »

La conséquence de cet état de choses était que l'Empereur avait décidé :

1° De rappeler auprès de lui le prince de son sang qu'il avait élevé sur le trône de Hollande.

Le premier devoir d'un prince français, placé dans la ligne d'hérédité du trône impérial, est,

suivant la note du ministre, envers ce trône. Tous les autres devoirs doivent se taire quand ils sont en opposition avec celui-là.

2° De faire occuper tous les débouchés de la Hollande et tous ses ports par les troupes françaises.

3° D'employer tous les moyens pour faire rentrer la Hollande dans le système du continent.

Cette déclaration et les discussions qui la suivirent amenèrent, le 16 mars, la signature d'un traité établi sur plusieurs des bases énoncées. Il fut convenu que, pour en assurer l'exécution, un corps de 18,000 hommes, savoir, 6,000 Français et 12,000 Hollandais, surveilleraient toutes les embouchures des rivières, avec des employés des douanes françaises.

L'article le plus important² du traité était celui par lequel la Hollande cédait à la France le Brabant hollandais, la totalité de la Hollande, y compris l'île de Schowen et la partie de la Gueldre qui est sur la rive gauche du Wahal. L'un des motifs sur lesquels se fondait cette cession était que les échantiers d'Anvers se trouvaient découverts et exposés par la limite actuelle des deux États. Cette considération n'est pas sans force, puisqu'elle repose sur un calcul raisonnable d'intérêt; mais elle est précédée d'une autre qui n'a pas la même valeur, savoir : « Qu'il est de principe constitutionnel » en France que le Thalweg du Rhin est la limite » de l'empire français. » On conçoit les conséquences d'un raisonnement qui permettrait à un État de se créer à lui-même des principes constitutionnels par lesquels il justifierait ensuite ses empiétements sur les États voisins.

Pour prix des sacrifices faits par la Hollande, l'Empereur révoquait le décret qui avait fermé les barrières des frontières entre ce royaume et la France; c'était le seul avantage qu'il consentit à lui accorder. Précédemment il eût donné au roi, pour les mêmes cessions, une belle et large indemnité.

Le roi Louis regarda, dit-il, ce traité comme une capitulation; il ne le ratifia que conditionnellement, et en ajoutant à la promesse de l'exécuter les mots : « autant que possible. » Il manifesta ainsi assez ouvertement dans quel esprit il va retourner en Hollande. Bientôt sa conduite ne laisse plus aucun doute sur ses vrais sentiments. Jaloux de paraître plus Hollandais que les Hollandais eux-mêmes, il se montre moins résigné qu'aucun d'eux à ce qui lui est demandé par son frère dans le grand intérêt de la France contre l'Angleterre. Cependant, doile sur quelques points aux volontés de l'Empereur, il avait supprimé les titres de maré-

¹ En date du 24 janvier.

² Article vi.

chaux dont une vanité puérile avait décoré les chefs de sa petite armée; il avait aussi *contremandé*, pour employer ses propres expressions, le *rétablissement de l'ancienne noblesse en Hollande*. Qu'un prince nouveau se fasse, dans un calcul plus ou moins bien entendu, une noblesse nouvelle et sous une nouvelle forme, comme Napoléon, on le comprend jusqu'à un certain point; mais qu'il rétablisse, dans toute sa pureté, une noblesse détruite avec le gouvernement auquel il a succédé, c'est un contre-sens que rien n'explique. Il faut que ce soit Napoléon qui se fasse l'homme populaire en Hollande, et qui aille y défendre les droits de l'égalité, seule conquête qui lui reste de notre révolution et de la sienne.

Napoléon ne cessa d'avertir le roi Louis de son erreur, de lui représenter l'imprudence d'un État faible qui croit pouvoir braver impunément une puissance formidable, sous la main de laquelle il est placé. « Je puis me passer ¹ de la Hollande, lui » écrivait l'Empereur, la Hollande ne peut se passer de ma protection. Voulez-vous être dans la voie de la bonne politique? aimez la France..... » Sous un roi, les Hollandais ont perdu les avantages d'un gouvernement libre. Vous étiez pour eux un port: savez-vous pourquoi? c'est que vous étiez le pacte d'une union éternelle avec la France, le lien d'une communauté d'intérêts avec moi; et la Hollande, devenue par vous *partie de mon empire*, m'était aussi chère province, puis-que je lui avais donné un prince qui était pres-que mon fils. Si vous eussiez été ce que vous deviez être, j'aurais considéré le trône de Hollande comme un piédestal sur lequel j'aurais étendu Hambourg, Osnabrück et une partie du nord de l'Allemagne, puisque c'eût été un noyau de peuple qui eût dépaycé davantage l'esprit allemand, ce qui est le premier but de ma politique. Bien loin de cela.... » L'Empereur continuait à lui faire sentir que c'est lui seul qui est la cause des maux de la Hollande, et que l'éloignement insensé contre la France, dont il semble tirer vanité, a fait perdre à ce pays ce qu'il n'eût perdu ni sous Schimmelpenninck, ni sous un prince d'Orange. « Soyez d'abord Français et frère de l'Empereur; vous serez dans le chemin des vrais intérêts de votre royaume. Mais pourquoi tout ceci? Le sort en est jeté; vous êtes incorrigible. Déjà vous voulez chasser le peu de Français qui

vous restent..... Qu'est-ce que ces prières et ces jeunes mystérieux que vous ordonnez? Louis, vous ne voulez pas régner longtemps. Vos actions décèlent mieux que vos lettres intimes les sentiments de votre âme. Écoutez un homme qui en sait plus que vous. Revenez de votre fausse route. Soyez bien Français de cœur, ou votre peuple vous chassera, et vous serez l'objet de la risée et de la pitié des Hollandais. C'est avec de la raison et la politique que l'on gouverne les États, non avec une lympe aère et vicieuse. »

Le roi Louis, après avoir lui-même rapporté cette lettre, dont nous ne citons que les traits principaux, s'écrie avec un air de triomphe: « Enfin, on avoue franchement ce qu'il avait été si pénible de soupçonner pendant cinq années. » Nous nous demandons quel est l'aveu si remarquable dont ce prince semble frappé, et nous trouvons que l'un des mots qui l'ont blessé le plus, c'est que Napoléon aurait voulu voir dans la Hollande *une partie de son empire*: comme si les États donnés par lui à ses frères devaient et pouvaient même être autre chose à ses yeux! On aperçoit dans l'opposition de Louis aux vues de Napoléon un incroyable fonds d'orgueil qui se révolte contre l'idée de n'être rien que par l'Empereur. Lorsque son frère lui dit: « En vous mettant sur le trône de la Hollande, j'avais cru y placer un citoyen français » aussi dévoué à la grandeur de la France et aussi jaloux que moi de ce qui intéresse la *mère-patrie*, le roi Louis n'entend point, ne veut point entendre ce langage. Dans sa manière de penser, il n'y a point de mère-patrie pour un homme devenu roi. Sa seule patrie à lui c'est la Hollande; et, par ce genre de fanatisme aveugle, il aggrave des souffrances qu'il eût pu alléger s'il eût été de bonne foi les intérêts de la Hollande aux intérêts français. Cette erreur ne lui est point particulière; elle est aussi, comme déjà nous l'avons fait observer, celle de tous les rois de la famille de Napoléon. Tous créés par l'Empereur, ils voudraient avoir de la consistance par eux-mêmes, indépendamment de lui, et, selon l'occasion, contre lui.

Un incident peu grave en lui-même, une espèce d'insulte faite à la légation française dans la personne de gens attachés au service de l'ambassadeur, vint former un grief ² qui prit un caractère sérieux, parce que le gouvernement hollandais ne se prêta point de bonne grâce à donner une

¹ Lettre de l'Empereur au roi Louis, datée d'Ostende, le 20 mai.

² L'Empereur, en faisant ordonner à l'amiral Verhuel, ambassadeur du roi, de quitter Paris, écrivait au duc de Cadore: « Si l'on n'eût pas renvoyé l'ancien bourgmestre d'Amsterdam, qui était un homme sage, cela ne serait pas arrivé. Il semble qu'on ait pour principe en Hollande de maltraiter tout ce qui tient à la France. » Lettre de Lille, le 25 mai.

tre d'Amsterdam, qui était un homme sage, cela ne serait pas arrivé. Il semble qu'on ait pour principe en Hollande de maltraiter tout ce qui tient à la France. » Lettre de Lille, le 25 mai.

satisfaction qui eût été simple et facile. La conduite de ce gouvernement avait sa cause dans l'esprit défiant et soupçonneux de Louis, qui alla s'imaginer qu'il y avait là une querelle suscitée à dessein, comme si l'empereur Napoléon avait eu besoin de recourir avec lui à de si vaines et si ridicules manœuvres. Le roi sembla prendre plaisir à envenimer cette affaire. Napoléon lui écrivit¹ qu'il rappelait son ambassadeur, et lui exprima en termes fort vifs son mécontentement. Il déclara, par cette même lettre, qu'il ne voulait point que le roi envoyât du ministre en Autriche. Cette défense, jetée au milieu d'une contestation où l'Autriche n'avait rien à démêler, semblerait fort étrange, si un autre passage de la lettre ne venait en développer le sens. « Comme c'est le ministre de Russie dont le maître vous a placé sur le trône, il est naturel que vous suiviez ses conseils. » Le motif de l'Empereur n'est plus une énigme : une seule grande puissance, la Russie, a un envoyé en Hollande, et c'est auprès de cet agent que Louis, au lieu de s'appuyer sur l'ambassadeur de son frère, va porter les démonstrations de sa confiance et son intimité.

L'un des premiers actes du roi, à son retour de Paris en Hollande, avait été de destituer le bourgmestre d'Amsterdam, dont tout le crime, selon le propre aveu de ce prince, était d'avoir montré une complaisance extrême pour l'ambassadeur la Rochefoucauld, et exprimé l'opinion que, dans aucun cas, on ne devrait défendre Amsterdam. Lorsque Louis avoue batement que tel a été le motif de la destitution de ce bourgmestre, doit-on s'étonner que l'Empereur lui demande de rétablir ce magistrat, et ce fait seul ne constate-t-il pas la justice des reproches adressés au roi par Napoléon ? Non content de vouloir renvoyer de Hollande tous les Français qui étaient au service de ce pays, il persécute même tout Hollandais qui montre du penchant pour la France. Une telle situation ne pouvait plus se soutenir, et c'est ce que le roi avoue lui-même, en disant : « Il n'était plus possible² » d'y tenir davantage. » Les trompes françaises continuant à s'étendre pour occuper tous les points importants de la Hollande, Louis songea sérieusement à une levée de boucliers contre l'Empereur. Il était sûr, disait-il, des troupes hollandaises et du peuple. Aussi s'indigna-t-il que ses maréchaux³, Dumonceau et de Winter, lui fissent de respectueuses représentations sur l'inutilité et le peu de durée de la défense d'Amsterdam. Il espéra du moins trouver dans son ministère un courage qui

répondit au sien ; il convoqua ses ministres, et, « à son grand étonnement, » tous furent d'un avis contraire à la défense. Abandonné à lui-même, il se dispose à descendre du trône en faveur de ses enfants, et il soumet cette question à ses ministres, en leur disant encore, pour qu'ils en délibèrent de nouveau : « Un seul parti va ut mieux⁴, c'est celui de se défendre jusqu'à l'extrémité. » Les ministres ne pensèrent pas ainsi ; ils préférèrent l'abdication. Le roi en signa l'acte le 1^{er} juillet ; il rédigea un long message au corps législatif, ainsi qu'une proclamation aux Hollandais, et, dans la nuit du 1^{er} au 2 de ce mois, il partit pour l'Autriche et se rendit à Toplitz en Bohême. Dans sa route, le 3, il fut rejoint à Osnabruck par un conseiller de l'ambassade russe, auquel il remit une lettre pour l'empereur Alexandre.

Napoléon, dans sa colère, avait écrit à Louis : « C'est avec de la raison, et non avec une lympe » déré et vicieuse, que l'on gouverne les États. » Il jugeait parfaitement la situation de ce prince. Les souffrances physiques exerçaient incontestablement une grande influence sur ses affections morales, et faisaient naître l'irritation là où il eût fallu du calme et de la prudence. On doit le plaindre plutôt que le condamner. Des intentions pures et des sentiments droits, en le conduisant, par une exagération peu éclairée, à des fautes qui devaient le perdre, lui donnaient l'honorable satisfaction de se croire la victime de son dévouement à un pays qui l'avait adopté, et auquel il eût voulu, lui, création de la France et son délégué royal, faire obtenir une plénitude d'indépendance que n'eût pu lui procurer un ancien roi, souverain à titre héréditaire. Il est trop vrai, Louis, en montant sur le trône, avait pris sa nouvelle dignité d'aussi haut que s'il en avait eu l'acquisition à lui seul, ou à une possession successive de plusieurs siècles. Jaloux de gouverner par sa volonté propre, comme cet esprit d'opposition aux vues de l'Empereur s'accordait avec les intérêts des spéculateurs hollandais, il s'était cru fort de l'opinion de toute la Hollande, et avait bravé les conséquences que cette conduite devait avoir pour la Hollande et pour lui. Son amour-propre était flatté des éloges donnés par les étrangers à sa résistance envers son frère. Les journaux anglais surtout ne les lui épargnaient pas ; ils célébraient en lui l'héroïsme du patriotisme royal, louanges perdues qui l'avaient entraîné dans la voie où il avait dû périr.

Dans les mémoires qu'il a publiés en 1820, Louis Bonaparte èvère souvent des accusations mal

¹ Lettre de Napoléon au roi, datée de Lille, le 25 mai.

² Page 278, tome III.

³ Ce sont ses termes.

⁴ Page 292, tome III.

fondées contre l'Empereur; mais il finit pourtant par lui rendre un hommage que nous citons, parce qu'il est juste, quoique présenté en forme de blâme. « On peut, dit-il, lui faire des reproches (à Napoléon), mais non pas celui de n'avoir pas été bon Français, au contraire, *il l'était trop*. Il ne voyait que les intérêts de la France, l'honneur de la France, le bien-être de la France, et non-seulement il voulait que tout autre intérêt disparût devant celui-là; mais il exigeait *que les peuples alliés pensassent de même, et que leurs princes partageassent son patriotisme exagéré, ce qui était à la fois injuste et impossible à obtenir.* » Nous aussi, nous trouvons souvent, comme le roi Louis, que l'Empereur portera trop loin, dans un intérêt purement français, les exigences envers ses alliés; mais il nous est impossible de considérer comme des alliés, comme de simples alliés à l'égard de Napoléon, les princes que, par affection et par politique, il a établis sur les trônes de Hollande, de Naples, de Westphalie et d'Espagne. La prétention de ces princes à vouloir se placer envers la France dans les mêmes rapports que les familles auxquelles ils avaient succédé, était un travers d'esprit, enfant de l'orgueil, que la flatterie et la malveillance se plaisaient également à entretenir pour le malheur commun du fondateur de la dynastie et de ses éphémères rejetons.

Au moment où Louis Bonaparte arriva aux bains de Toplitz, l'impératrice d'Autriche se trouvant dans cette résidence, il lui fit exprimer le désir de la voir. L'impératrice s'en excusa sur sa position d'incognito et son état de maladie. La demande de Louis éveilla l'attention du cabinet autrichien, qui montra quelque inquiétude que la présence de ce prince fugitif ne devint une occasion d'intrigue.

A la nouvelle de l'évasion de Louis et de l'asile où il s'était retiré, l'empereur Napoléon lui fit notifier par l'ambassadeur français à Vienne l'intention où il était que l'ex-roi, redevenu prince français, vint résider auprès du chef de sa famille. Louis n'était nullement disposé à obéir à cette invitation. Un agent, qui préluait alors à de hautes destinées que la fortune réservait à son ambition sous d'autres règnes, M. de Cazes, dont le modeste début avait été l'emploi de secrétaire des commandements de Louis Bonaparte, fut envoyé auprès de lui pour tâcher de vaincre sa résistance. D'après les rapports de M. de Cazes, Napoléon, à qui d'ailleurs Louis donnait des assurances propres à le tranquilliser sur sa conduite ultérieure, fit témoigner à la cour de Vienne qu'il voyait avec plaisir que son frère eût choisi le lieu de sa retraite dans les États autrichiens.

L'abdication de Louis devait inévitablement em-

porter la réunion de la Hollande à l'empire français. Quel que dût être, dans l'avenir, le parti à prendre relativement à ce pays, et quelque bienveillantes que fussent les dispositions de l'Empereur pour les enfants de son frère, celui-ci seul pouvait s'imaginer que la générosité impériale irait se donner en Hollande les embarras d'une minorité et d'une régence. Le 9 juillet, un décret prononça la réunion. Les motifs allégués pour justifier cette mesure, et qui furent exposés dans un rapport¹ du ministre des affaires étrangères, se fondaient sur l'intérêt réciproque des deux États. Pour la Hollande, la situation présente était la pire de toutes. « Obligée de faire cause commune avec la France, elle supportait les charges de l'association, sans en recueillir les bienfaits. » La dette de ce royaume, réduite à un si modique territoire, était plus élevée d'un quart que celle de tout l'empire réuni. En impôts, il payait le triple de ce que payait la France. De cet état de choses, le ministre français tirait la conséquence que la réunion était indispensable « pour le salut de la Hollande. » Quant à l'intérêt de la France, l'évidence, selon le ministre, n'était pas moins sensible. « Laisser en des mains étrangères les embouchures du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut, ce serait rendre tributaires du possesseur de ces embouchures le commerce français, les manufactures françaises. La réunion, au contraire, complétait l'empire de Napoléon et l'exécution de son système de guerre, de politique et de commerce. C'était un pas nécessaire à la restauration de sa marine; enfin, c'était le coup le plus sensible que l'Empereur pût porter à l'Angleterre. »

Afin de donner à la Hollande une marque d'égards, comme on l'avait fait pour les États romains, Amsterdam fut déclarée la troisième ville de l'empire.

En perdant l'hérédité d'un royaume singulièrement rétréci par les fautes de son père, le fils aîné de Louis, que Napoléon avait nommé en 1809 grand-duc de Berg, conservait cet établissement comme prince souverain, et, ce qui valait mieux, la tendre affection de l'Empereur. On a vivement critiqué l'allocation adressée par Napoléon à ce jeune prince :

« Venez, mon fils, je serai votre père, vous n'y perdrez rien.

» La conduite de votre père afflige mon cœur.
 » Sa maladie seule peut me l'expliquer. Quand vous serez grand, vous payerez sa dette et la vôtre.
 » N'oubliez jamais, dans quelque position que vous placera ma politique et l'intérêt de mon empire,

¹ En date du 9 juillet.

» que vos premiers devoirs sont *envers moi*, vos
» seconds envers la France; tous vos autres de-
» voirs, même envers les peuples que je pourrais
» vous confier, ne viennent qu'après. »

Il y a, dans ce langage, un mot, un seul que
nous ne concevons pas de la part de l'Empereur.
Comment lui, qui mettait sa gloire à s'identifier
sans cesse avec la France, a-t-il pu admettre des
devoirs distincts entre la France et lui? *Le moi im-*

périal est ici de trop et sans nulle utilité. Quant au
principe que les devoirs des rois nouveaux envers
leurs peuples, de ces rois créés par la *politique*
et pour l'*intérêt* de l'empire, ne devaient venir
qu'après ceux qu'ils avaient à remplir envers la
France, la leçon était bien moins pour un enfant
sans royaume que pour les autres princes trop dis-
posés à penser comme Louis, et que son exemple
ne corrigera pas.

CHAPITRE XXII.

Inémination de la Suède pour une alliance de famille avec Napoléon. — Refus de l'Empereur. — Situation fâcheuse de la Suède. — Plaintes de la France sur les rapports de la Suède avec l'Angleterre. — Caractère du prince royal, duc d'Augustembourg. — Mari de ce prince. — Émeute à Stockholm. — Assassinat du comte de Ferseu. — Recours de Charles XIII à Napoléon. — Penchant de Charles XIII sur le choix d'un nouveau prince royal. — Prétention du roi de Danemark. — Adhésion de l'Empereur aux desirs de ce prince. — Position du chargé d'affaires de France en Suède. — Incertitude sur le choix d'un prince royal. — Premier vote du comité électoral en faveur du prince d'Augustembourg. — Élection du prince de Ponte Corvo. — Réponse de l'Empereur au roi Charles XIII. — Influence d'un éventurier sur cette élection. — Communication à la Russie sur ce sujet. — Bons rapports entre la France et le Danemark. — Projet d'alliance entre le Danemark, la Suède et le duché de Varsovie. — Plaintes de l'Empereur sur l'insubordination de la loi constitutionnelle en Westphalie. — Nomination de Jean Müller, secrétaire d'État du royaume de Westphalie. — Prétences saisis par Napoléon pour se réserver des droits sur le Hanovre. — Création de régiments dispendieux en Westphalie. — Royaume de Naples. — Expédition du roi de Naples en Sicile. — Mauvais succès de cette expédition. — Séjour de Pie VII à Savonne. — Motifs de la réunion des États romains à l'empire. — Griens de la France envers le pape. — Association théocratique dirigée contre Napoléon. — Dérèglement du clergé français auprès de Pie VII. — Offre de bons offices de l'Autriche auprès du pape. — Mission d'un agent autrichien à Savonne. — Anathèmes du pape contre les fauteurs de l'usurpation de ses États. — Municipalité de Rome. — Suppression des corporations religieuses à Rome. — Réserve de quatre couvents pour les femmes. — Encouragements donnés, à Rome, aux arts et à l'industrie. — Invention du concile de Trente par l'Église de France. — Mesures rigoureuses envers le saint-père.

L'abdication de Louis a délivré Napoléon d'un gouvernement qui entravait ses mesures contre l'Angleterre. Le mal n'est que déplacé. Disparu sur un point, il se reproduit sur un autre. L'élévation de Bernadotte au trône de Suède n'a pas donné à l'Empereur un ami plus dévoué à sa cause ni plus ardent à secondar ses vues. Il est dans les destinées de la France de ne trouver, chez les hommes sortis de son sein pour aller régner ailleurs, qu'un égoïsme mal entendu dont tous, Bernadotte seul excepté, ils seront les premières victimes; mais, avant de nous occuper du changement qui surviendra en Suède au milieu de 1810, nous avons à reprendre le cours des rapports de ce pays avec la France, depuis la signature de la paix, conclue le 6 janvier, entre les deux États.

La politique qui avait prévalu à Stockholm sous le nouveau gouvernement, avait été de chercher auprès de la France un appui contre la Russie; mais Napoléon, lié par des engagements antérieurs avec cette puissance, n'avait pu préserver le cabinet suédois de la perte de la Finlande. Cependant c'était sur la protection de la France que Charles XIII continuait à fonder d'établir sa propre sécurité et la garantie de l'avenir pour son successeur.

¹ Février 1810.

Dans cette pensée, le prince royal, duc d'Augustembourg, avait fait au ministère français des insinuations ¹ sur le désir qu'il avait de s'allier, par un mariage, avec la famille de l'Empereur. Napoléon ne vit pas, dans l'alliance proposée, un avantage qui balançât l'inconvénient de l'ombrage qu'elle pourrait en prendre la Russie; il déclina cette ouverture, et chargea son ambassadeur à Pétersbourg d'annoncer, on la faisant connaître, qu'il n'y avait été donné aucune suite.

La conduite de l'Empereur, en cette circonstance, était franche et loyale. Il paraît que la Suède, en faisant cette demande, y attachait des vues plus larges, et que, dans des communications précédentes, elle avait laissé entrevoir des espérances assez étendues. Elle aurait, d'une part, ambitionné l'acquisition de la Norvège, et, d'un autre côté, pour prix de la faveur de Napoléon, elle se fût liée avec lui, même, au besoin, contre la Russie. La réponse de l'Empereur fut prompte et telle qu'elle exigeait la bonne foi de ses rapports avec les cabinets de Pétersbourg et de Copenhague. Relativement à celui-ci, l'Empereur fit déclarer à la Suède que, « le Danemark ² étant son allié, la France, » tant que cette alliance subsisterait, ne pourrait

² Lettre de Napoléon en due de Cadore, du 25 février.

» pas souffrir qu'on touchât à la Norvège. » En ce qui concerne la Russie, il ordonnait à son ministre des affaires étrangères « de repousser toute idée d'hostilité contre cette puissance, et de blâmer tout armement que voudrait faire la Suède. » L'Empereur recommandait au duc de Cadore « de désarmer au lieu d'armer; de montrer de la confiance au Danemark, de la confiance à la Russie, et de se tenir sur la réserve avec le gouvernement suédois. »

Ce dernier gouvernement aurait bien voulu revenir aux anciennes liaisons avec la France. Il semblait ne pas voir combien les temps étaient changés. Cette différence n'échappait pas à l'Empereur. Celui-ci comprenait à merveille que la Suède, au XVIII^e siècle, eût été pour nous une alliée utile, lorsqu'elle occupait le premier rang parmi les puissances du Nord, et même plus tard, lorsque, maîtresse encore de la Finlande, elle menaçait la capitale du grand empire qui s'élevait auprès d'elle; mais, depuis l'immense accroissement de la Russie et l'affaiblissement de la Suède, si Napoléon jugeait toujours avantageux d'entretenir, avec cette dernière puissance, une amitié solide et durable, il n'apercevait, pour une alliance, aucune raison grave, aucun intérêt décisif. Tel fut le sens des instructions données à M. Alquier, destiné à se rendre comme ministre à Stockholm.

La situation intérieure de la Suède était très-flecheuse, et l'obligation où elle se trouvait de rompre avec l'Angleterre ne pouvait que l'aggraver encore. On avait beau invoquer auprès de la France les mots d'indulgence et de ménagement, qui avaient été prononcés dans la négociation de la paix, il était difficile que ces mots, en ce qui touchait les communications avec l'Angleterre, trouvasent une interprétation bien satisfaisante auprès de l'Empereur. Aussi, comme la rupture, promise par la Suède, n'était pas aussi complète qu'il l'entendait; comme le cabinet suédois cherchait à se former une sorte de neutralité qui lui permit d'exporter ses productions tout à la fois chez les deux grandes nations en guerre, et comme il n'avait encore ni rappelé de Londres son agent diplomatique ni renvoyé de Stockholm l'agent anglais, l'Empereur suspendit le départ de M. Alquier, et fit remettre, par son chargé d'affaires, une note extrêmement pressante qui, en exprimant catégoriquement ses demandes, annonçait que la France préférerait une guerre ouverte à une paix qui n'existerait que de nom. Les reproches adressés à la Suède ne manquaient pas de fondement. On savait que le port de Gothenbourg avait remplacé, pour l'Angleterre, celui de Cuxhaven. C'était là que se rendaient les bâtiments anglais sous pavillon américain; là que

se débarquaient souvent leurs marchandises, et qu'arrivaient une foule d'aventuriers et d'émissaires, dont les uns y prenaient des lettres de bourgeoisie, et d'autres allaient parcourir le continent pour y souffler des haines contre la France. De ce nombre était l'intrigant Faube-Borel, dont le ministère français demanda nominativement l'expulsion. Les plaintes françaises éclataient avec trop d'énergie pour que la Suède pût se dispenser d'y avoir égard.

Le nouveau gouvernement, loin de reposer encore sur des fondements bien solides, devait craindre les chances d'un renouvellement de règne. La seule circonstance qui eût donné quelque crédit au duc d'Augustembourg, était l'espoir que, fort de l'affection des Norvégiens, il aurait pu les entraîner à se donner à la Suède. Ce prince aussi ne so dissimulait pas combien il lui eût été avantageux d'apporter une espèce de dot au pays qui l'avait adopté. De là ses démarches pour un mariage napoléonien, et ses insinuations relativement à la Norvège. A part ce calcul d'agrandissement, la noblesse suédoise avait peu de bienveillance pour le prince royal; elle ne voyait en lui qu'un Danois, c'est-à-dire, un ennemi naturel que le basard avait placé sur les marches du trône, et qui ne rachetait nullement, par l'amabilité de ses manières, la tache de son origine. Animé de meilleurs sentiments, ce prince consacrait sa vie à l'étude, et, quand il sortait de son cabinet, c'était pour visiter des établissements publics et particuliers, des ateliers, des manufactures; pour s'occuper des intérêts de la Suède, pour les connaître à fond; enfin il voulait se rendre véritablement Suédois, et par là se créer des droits à l'affection du pays; mais une partie de la population lui tenait peu de compte de ses intentions les plus louables. La classe dont se composait la haute société ne sentait ni penchant pour un prince sérieux qui ne disait rien aux femmes, s'ouvrait peu avec les hommes, et qui, au lieu des grâces extérieures propres à charmer les cours, n'avait que des qualités solides dont, en général, elles font peu de cas. Charles XIII était peut-être le seul Suédois qui lui fût sincèrement attaché. D'après cette mauvaise disposition des esprits, et l'existence d'un certain nombre de mécontents, qui révélaient le retour du fils du dernier roi, on pouvait prévoir que l'époque où la mort de Charles XIII appellerait le prince royal au trône, ne serait pas exempte de difficultés et d'agitations. Un événement inattendu épargna cette épreuve et à ce prince et à la Suède.

Le 23 mai, le duc d'Augustembourg, assistant aux manœuvres d'un régiment de hussards à Quidinge en Scanie, tomba de cheval, et, malgré les

prompts secours qui lui furent donnés, mourut peu de temps après. Sa mort était naturelle, ce fut l'effet d'une attaque d'apoplexie; mais le peuple voulut y voir une autre cause : il l'attribua aux partisans de la famille déchue, à la tête de laquelle l'opinion plaçait la reine même, épouse de Charles XIII, que l'on supposait en correspondance avec la mère du jeune Gustave. La clameur publique s'éleva surtout contre le grand maréchal Axel Fersen et la comtesse Piper sa sœur. Déjà précédemment on avait accusé celle-ci de tentatives d'empoisonnement contre le duc d'Augustembourg. Ce bruit se réveilla aussitôt, et le rapport, mal rédigé, des médecins, sur la cause de la mort du prince, vint fortifier les soupçons populaires. La reine, de son côté, semblait prendre plaisir à les justifier par sa liaison ouverte avec la comtesse Piper, chez laquelle on la vit se rendre au moment même où l'on venait de recevoir la nouvelle de la mort du prince royal. La fermentation, qui s'accroissait d'heure en heure à Stockholm, produisit un horrible attentat le jour¹ où le corps du prince fut porté dans cette capitale. Le grand maréchal, comte Axel Fersen, précédait le cercueil dans une voiture de cérémonie. Vers le centre de la ville, il fut assailli d'une grêle de pierres lancées de toutes parts, et resta quelque temps exposé ainsi aux outrages de la populace, sans que la garde du roi, appelée à son aide par le comte Fabian, son frère, fit aucun effort pour le secourir. Fatigué de ces attaques, dont il ne prévoyait que trop le dénoûment, le grand maréchal s'élança de sa voiture, et entra dans une maison dont la porte était ouverte. A sa suite se précipita le général Silversparre pour le protéger et le défendre; mais bientôt des mutins ont pénétré dans cette maison par une autre voie; ils dépouillèrent le grand maréchal de son manteau, de ses ordres, de son bâton de commandement, et les jetèrent par les fenêtres. La foule ameutée demandant à grands cris sa victime, le comte de Silversparre la harangua pour l'apaiser, et lui offrit de conduire lui-même le comte Fersen en prison si on voulait lui ouvrir un passage. On le lui promit; en effet, malgré les insultes et les brutalités qui accompagnèrent sa marche, il arriva jusqu'à la prison; mais là, au moment où sa proie va lui échapper, la populace le ressaisit et l'arrache des mains de son unique défenseur. On emmène le comte, on le maltraite, on le terrasse, on le déchire, et c'est en dansant sur son corps qu'on met un terme à sa longue agonie. Il est affligé de penser que l'esprit de parti ait pu, dans une telle circonstance, enchaîner l'action de la force publique. Au reste,

cet atroce assassinat, pour lequel il ne peut y avoir d'excuse, atteste la différence des sentiments des classes inférieures et de ceux de la noblesse à l'égard du prince royal; il révèle même des haines qui ne s'altaient pas uniquement à une famille, car il fut affiché des proclamations qui exaltaient le peuple au massacre des nobles. Le roi était absent et malade; cependant il revint aussitôt à Stockholm, destitua le gouverneur de la ville, fit arrêter un certain nombre d'individus, et réprima le désordre par la punition éclatante de quelques-uns de ses principaux auteurs. La comtesse Piper s'était dérobée par la fuite à la fureur qui avait frappé son frère, et qui ne l'eût pas épargnée, car l'animosité était portée au plus haut point contre elle.

La mort du duc d'Augustembourg venait d'ouvrir une seconde fois la succession au trône. Comment la place vacante va-t-elle être remplie? Comment un soldat français va-t-il être appelé à fonder une dynastie nouvelle? Tous les écrivains qui jusqu'à présent ont parlé de cette époque, disent très-bien que Napoléon n'eut point de part à la nomination du nouveau prince royal, que même il appuyait un autre concurrent; mais ils donnent à croire que l'élection du prince de Ponte Corvo fut le produit d'un bel élan de la nation suédoise en sa faveur. C'est là une de ces suppositions qui sont bonnes pour le panégyrique. L'histoire réclame un exposé simple des faits dans toute leur exactitude.

Après la perte de son fils adoptif, le roi Charles XIII, dont la santé était peu assurée, sentait l'importance de se donner promptement un autre successeur. Il convoqua en conséquence les états généraux pour le milieu de juillet, afin de leur soumettre cette importante question. Dans une si délicate conjoncture, il s'empressa aussi de recourir à l'amitié de l'Empereur. « La Suède², lui écrivait-il, » sauvée comme par miracle, se voit tout à coup » replacée dans une situation où le présent n'offre » d'autre garantie que la durée incertaine de mes » jours, et où l'avenir ne présente au patriote et au » bon citoyen aucun objet déterminé pour ses affec- » tions et ses vœux. A qui puis-je mieux confier ma » douleur qu'à Votre Majesté Impériale? C'est de » vous, monsieur mon frère, que je réclame un » appui et des conseils... » Le roi informe ensuite l'Empereur de la convocation qu'il a faite des états généraux, et il désire connaître son avis pour le temps où ils s'assembleront. Persuadé que l'union intime de la Suède avec le Danemark s'accorde avec les vues de l'Empereur, il lui expose que ce but pourrait être atteint de la manière la plus con-

¹ 20 juin.

² Lettre de Charles XIII à Napoléon, du 2 juin.

forme à la position géographique et à l'esprit national des deux peuples par l'élection du prince de Holstein Augustembourg, beau-frère du roi de Danemark et frère du prince que la Suède vient de perdre. Le prince désigné ayant trois fils, dont l'aîné est dans sa douzième année, la Suède verrait dans ces enfants un gage de sa tranquillité pour l'avenir.

Napoléon donna un entier assentiment aux convenances du roi ; lui lui témoigna qu'il prenait une part sincère à ses chagrins, et, sur le point essentiel de sa lettre, il répondit : « Le projet de resserrer les liens de la Suède avec le Danemark me paraît avoir des avantages spéciaux pour la Suède. »

Le prince d'Augustembourg eût accepté avec empressement la proposition du roi Charles XIII ; mais une haute concurrence, la candidature du roi même de Danemark, dut l'y faire renoncer. En exprimant à Charles XIII sa reconnaissance pour l'adoption que ce prince voulait continuer dans la même branche de sa famille, il l'instruisit du motif qui lui en interdisait l'acceptation. « J'apprends¹, sire, que le grand et salutaire plan de la réunion des trois couronnes des trois royaumes du Nord s'oppose à mon choix pour successeur à la couronne de Suède, et que ce plan est appuyé et favorisé par l'empereur des Français. » Le roi de Danemark, Frédéric VI, aspirait effectivement à la réunion des trois couronnes, et l'Empereur ne montrait point d'opposition à ce projet. Sa Majesté Danoise s'en ouvrit en conséquence directement avec le roi de Suède. S'adressant à Charles XIII comme à un prince issu de la même souche que lui, Frédéric VI lui représentait qu'il ne voyait de salut pour leurs deux nations que dans la plus étroite réunion entre elles. « Votre Majesté connaît trop bien, lui disait-il, l'histoire du Nord pour ne pas être persuadée que la désunion entre des peuples qui ont tant d'affinité, même religion, même langue originellement, des mœurs et des habitudes qui sont les mêmes, a été la cause de leurs malheurs, de leur faiblesse..... » Ici le roi de Danemark exprimait à Charles XIII ses vœux pour la prolongation de la durée de son règne, ajoutant que ce prince, « en lui assurant les suffrages de la nation suédoise, établirait la base du bonheur des peuples du Nord. »

La préférence personnelle du roi de Suède était pour le prince d'Augustembourg. Il répondit à Frédéric VI qu'il ne manquerait pas de communiquer aux états généraux son importante proposition, le

choix d'un successeur au trône appartenant uniquement aux représentants du peuple suédois. Sur ces entrefaites, un article du journal des Débats avait laissé entrevoir que l'élection du roi de Danemark ne déplairait pas à la France. L'article disait vrai, en ce sens que tout ce qui pourrait resserrer l'union des peuples du Nord entre eux était assuré d'avance de l'adhésion du gouvernement français. Or, cette union pouvait être fortifiée de deux manières, par le choix de Frédéric VI ou par celui du duc d'Augustembourg. Tous deux eussent été agréables à Paris ; mais l'Empereur ne voulait pas qu'on pût lui supposer l'intention d'imposer l'un plutôt que l'autre. Tel est l'état des esprits dans le domaine élevé des cabinets ; tels sont les desirs et les penchants dans le cœur des deux rois et d'un puissant empereur. Il importe ici de constater cette situation, afin de mettre mieux en évidence un fait dont l'histoire offre de nombreux exemples ; c'est que, dans les questions qui intéressent le plus les destinées des États, c'est souvent une intrigue subalterne, un agent obscur, une rumeur fautive qui détermine le cours des événements bien plus que la volonté des souverains réputés les maîtres du monde.

L'Empereur n'a point actuellement de ministre au poste de Stockholm. Il en a destiné un pour cette résidence, mais il s'abstient de l'y envoyer avant le temps de l'élection, afin qu'on ne puisse pas l'accuser d'avoir voulu y faire prévaloir l'influence française. A la vérité, il se trouve en Suède un secrétaire de la légation de France, faisant les fonctions de chargé d'affaires, M. Désaugiers ; mais le ministère français ne lui adresse aucune instruction, aucun ordre, et on le considère comme n'existant pas. On avait tort. Il est dans la nature de tout agent, quelle que soit l'infériorité de son grade, de vouloir se donner et à lui-même et à son emploi une certaine importance. En pareil cas, des sentiments même très-louables, l'amour du pays, le désir d'être utile et de se distinguer par un service propre à fixer l'attention, ne permettent guère une immobilité absolue. Il était donc bien difficile que le chargé d'affaires de France à Stockholm restât témoin passif, spectateur muet de ce qui se passait sous ses yeux, et que, s'il ne parlait pas, il ne fût pas du moins forcé d'entendre ce qu'on viendrait lui dire. Dès lors il serait censé parler par son silence même. M. Désaugiers ne fut pas assez heureux pour échapper au danger de cette position. Il rendit compte à son gouvernement de toutes les communications qui lui étaient faites ; mais il en est

¹ Lettre du prince de Holstein Augustembourg à Charles XIII, en date du 17 juillet.

² Lettre du roi de Danemark au roi de Suède, du 18 juillet.

qu'on le blâma d'avoir accueillies, parce qu'elles venaient de personnes avec lesquelles, dans des temps ordinaires, il ne lui appartenait pas d'avoir des rapports.

M. Désaugiers remplissait un devoir lorsqu'il informait son gouvernement de tout ce qui lui parvenait par des voies régulières. Ainsi, le 22 juin, il écrivait : « Le colonel Suremain¹ est venu me » dire, de la part du roi, que je pourrais m'adresser » directement à Sa Majesté toutes les fois que jo lo » jugerais convenable. Charles XIII recevra avec » reconnaissance le roi, quel qu'il soit, que l'Em- » pereur lui présentera..... Quo l'Empereur, m'a » dit le colonel, nous donne un de ses rois, et la » Suède se croira sauvée; qu'il écrive au roi : *Votre » constitution ne vaut rien*, et ce seul mot suffira » au roi pour la modifier, sans crainte d'opposi- » tion de la part de la Diète. » Ces expressions du colonel Suremain, autorisées par le roi, attestent qu'il dépendait de l'Empereur de décider seul l'élection; mais ce genre d'empêchement n'entraînait pas dans ses idées, et il lui eût répugné de porter atteinte au libre arbitre du roi et de la nation suédoise.

Une autre circonstance, à la vérité d'un intérêt bien secondaire, prouva encore son respect pour l'indépendance domestique des États amis. Comme on s'était proposé d'abord de convoquer la Diète à Stockholm, et que les ministres étrangers ne peuvent pas, d'après la loi fondamentale, se trouver dans le lieu où se fait l'élection d'un roi, le corps diplomatique ayant mis en question s'il devait s'éloigner de cette capitale, sa résidence habituelle, l'Empereur leva sur-le-champ tout obstacle du côté de la France. Le duc de Cadore fit connaître à M. Désaugiers que l'intention de l'Empereur était » qu'il se conformât² aux lois du pays. » Ce ministre revint encore, quelques jours après, sur cette question d'une manière plus tranchée : « Non-seu- » lement³, écrivait-il à M. Désaugiers, Sa Majesté » veut que vous vous conformiez aux lois du pays, » mais elle vous ordonne de vous prononcer en fa- » veur de la mesure prise par le gouvernement de » la Suède, en déclarant que, comme elle n'a rien » de contraire aux intérêts et à la dignité des puis- » sances, on ne doit faire aucune difficulté d'y

» souscrire. » Le gouvernement suédois, afin de mettre à l'aise toutes les susceptibilités, indiqua Orébro pour lieu de réunion de la Diète.

A l'occasion de l'article du journal des Débats dont nous avons fait mention, article favorable aux prétentions du roi de Danemark, le chargé d'affaires français mandait à Paris que cet article avait produit en Suède la sensation la plus pénible. Selon lui, ce prince était celui de tous que les sujets suédois auraient principalement exclu⁴ du concours. L'idée de placer sur sa tête la triple couronne révélait presque tous les esprits, et la réunion en elle-même des États du Nord ne les effarouchait pas moins, le souvenir des anciens temps, où les trois royaumes n'avaient formé qu'une seule monarchie, rappelant à la Suède tous les genres de souffrances et de calamités. « Un député notable, disait M. Désaugiers, est venu m'entretenir des dangers de » cette réunion. » Ces relations de M. Désaugiers avec un membre de la Diète, dont il semblait partager l'opinion relativement à la candidature de Frédéric VI, déplurent beaucoup à l'Empereur, qui ordonna au duc de Cadore de le rappeler⁵.

Ce chargé d'affaires, ignorant tout à fait ce qui se méditait dans les régions supérieures, impatient avec quelque raison de la nullité où on le laissait, et dont on aurait du au moins lui faire connaître les motifs, ne cessait d'écrire qu'un seul mot de l'Empereur déciderait le choix d'un roi, et même le choix de Frédéric VI. « Il serait possible⁶ à » S. M. f., mais à Sa Majesté seule, de réunir les » trois couronnes sur la tête du roi de Danemark. » Dix jours après, il répétait encore que si on lui eût seulement transmis ces seuls mots : « Il entre dans » les vues de l'Empereur que la couronne soit don- » née à tel prince, » l'intention⁷ de l'Empereur eût été remplie dès la première séance.

À un moment où l'on avait connu à Stockholm la candidature de Frédéric VI, le colonel Suremain avait dit à M. Désaugiers : « Le moindre général » français serait mieux reçu ici que le roi de Da- » nemark. » L'idée de choisir un roi parmi les gé- » néraux français avait eu d'abord peu de consis- » tance. Mais bientôt elle se fortifia par un certain concours d'intérêts privés et de passions militaires. Ce sont les bons rapports⁸ que Bernadotte avait

¹ Le colonel Suremain, Français d'origine, mais depuis longtemps aide de camp du roi Charles XIII, a été précédemment chargé d'une mission confidentielle auprès de l'Empereur.

² Lettre du 2 juillet.

³ Lettre du 11 du même mois.

⁴ Lettre au duc de Cadore, du 6 juillet.

⁵ Lettre du duc de Cadore à M. Désaugiers, du 26 juillet.

⁶ Lettre de M. Désaugiers, du 17 juillet.

⁷ Lettre du même, du 27 juillet.

⁸ Dans la guerre de Prusse en 1806, après la prise de Lubeck, un corps suédois de quinze cents hommes tomba entre les mains du prince de Ponte Corvo, qui, en les traitant avec beaucoup d'égards, ne faisait que se conformer aux vues de l'Empereur, mais qui, dans sa conduite personnelle envers les généraux et les principaux

eus avec quelques Suédois, et particulièrement sa liaison avec un comte de Morner, qui firent naître dans la famille de celui-ci la pensée d'appeler sur ce maréchal étranger les suffrages de ses compatriotes. Un neveu du comte de Morner fut envoyé à Paris pour s'entendre à cet égard avec le prince de Ponte Corvo, et sonder les dispositions du gouvernement français. Cette mission ne servit qu'à constater un fait qui ne pouvait guère être douteux, la disposition empressée du prince à répondre, s'il y avait lieu, par une acception, au vœu qui serait exprimé en sa faveur.

À la fin du mois de juillet et dans les premiers jours du mois d'août, il régnait à Stockholm une extrême incertitude. Tous les choix étaient possibles; nul n'avait des chances décisives. Pour faire pencher la balance, il ne fallait qu'un signe de l'Empereur. Ce signe, s'il l'eût fait en faveur du roi de Danemark, eût été le salut de la France quelques années plus tard. Chaque candidat avait un certain nombre de partisans. Le roi de Danemark lui-même, qui avait paru repoussé d'abord, en avait quelques-uns dans les ordres du clergé, de la noblesse et de la bourgeoisie; mais il répugnait à l'ordre des paysans. Des hommes de poids, de notables personnages approuvaient la réunion des trois couronnes sur une seule tête; mais, pour ne point heurter les préjugés, ils auraient mieux aimé élire le prince Christian, héritier présomptif du trône de Danemark, que le roi lui-même. Le prince de Ponte Corvo avait pour lui l'esprit militaire, qui le soutenait ouvertement et avec une assez grande activité. Une bonne partie de la noblesse penchait, comme Charles XIII, pour le prince d'Augustembourg. L'ordre des paysans se serait volontiers rallié au fils de Gustave.

Le parti qui portait le prince de Ponte Corvo aurait voulu pouvoir s'appuyer sur la légation française, et il ne demandait qu'un simple indice d'approbation au chargé d'affaires de France. Celui-ci évitait de se prononcer¹, attendu qu'il n'avait reçu aucune instruction de son gouvernement.

La Suède était ainsi bien véritablement abandonnée à elle-même, et laissée à toute la plénitude de sa liberté d'élection. Elle fit usage de cette liberté. Conformément aux règles prescrites par la loi, la Diète générale forma un comité électoral de douze membres. Le roi présenta au comité trois compétiteurs, le roi de Danemark, le prince de

Ponte Corvo et le duc d'Augustembourg. Ce dernier obtint onze voix²; la douzième fut donnée au prince de Ponte Corvo. Il n'y avait nul doute que cette presque unanimité du comité secret n'emportât aussi un vote unanime de la Diète. Voilà donc bien quelle est, au 14 août, la volonté franche, réelle de la nation suédoise. Le choix qui a été fait, est celui que préfère Charles XIII, celui qui, en conservant à la Suède son existence à part et sa nationalité indépendante, forme toutefois un lien de plus entre les peuples du Nord. Le roi Frédéric VI, n'étant pas nommé lui-même, doit se réjouir de l'élection du duc d'Augustembourg, et l'on sait d'avance que ce choix a l'assentiment de l'empereur Napoléon. La Diète, Charles XIII, Frédéric VI, Napoléon sont d'accord. Eh bien! cet accord sera nul, il sera impuissant, il disparaîtra devant le mensonge d'une volonté que, sur la foi d'un intrigant, on supposera être celle de l'Empereur.

Un Français qui avait été établi comme négociant à Gothenbourg, où il avait fait banqueroute, s'est rendu en Suède sous prétexte d'aller y arranger ses affaires. Cet individu sans aucun titre, sans mandat du gouvernement, sans considération personnelle, arrive à Orébro. Il s'attribue ou se laisse attribuer un rôle politique qu'il n'a pas, et c'est lui qui fait un roi. Le ministère suédois se laisse surprendre; il croit obéir à la pensée secrète de Napoléon, et il est dupe d'une imposture. En un instant, un complet bouleversement s'opère dans les dispositions de la Diète; les propositions du comité électoral sont annulées, et le roi présente le prince de Ponte Corvo avec un langage et dans une forme qui rendent son élection infaillible. Il annonce à la Diète qu'il a écouté avec intérêt la voix de son peuple qui se prononce en faveur de ce prince, et, pour titres aux suffrages de la Suède, il fait valoir ses exploits militaires si éclatants, ses qualités distinguées comme homme d'État, sa modération et sa probité, et particulièrement aussi sa conduite généreuse envers les militaires suédois durant les malheurs de la guerre. Tous les doutes ont cessé; toutes les hésitations sont évanouies. Le 17 août, sur les douze voix du comité électoral, dix sont données au prince de Ponte Corvo, et sa nomination est confirmée³ quelques jours après par la Diète en assemblée générale. Ce prince, évidemment, n'a pas été élu par la volonté de l'em-

officiers, déploya un grand luxe de procédés et de courtoisie.

¹ Lettre de M. Désaugiers, en date du 7 août.

² Lettre de M. Désaugiers, du 14 août.

³ Mon malheureux ami, le roi de Suède, est vengé

« de la criminelle ingratitude de ses sujets par l'élection
« de Bernadotte, et, en se proposant lui-même un pareil
« successeur, le duc de Sudermanie a mis le dernier sceau
« à son infamie. » Lettre de Louis XVIII, datée d'Hartwell le 11 septembre 1810.

peur Napoléon, mais sur la seule présomption, et sur la présomption fautive, que telle était la volonté de l'Empereur. Il ne doit donc pas en effet de reconnaissance à sa personne, car c'est l'intention seule qui constitue le bienfait; il n'en doit qu'à sa puissance et à cette grandeur de l'empire français qui fait, de ses premiers soldats, des candidats naturels pour les royautés en désérence¹.

A Paris, bien qu'on n'eût pas jugé l'élection du prince de Ponte Corvo impossible, la surprise fut grande lorsqu'on apprit par quel moyen elle s'était opérée. Le ministre des affaires étrangères se hâta d'écrire à M. Désaugiers, en lui envoyant une note peu flatteuse sur le compte du négociant qui avait joué dans l'élection un si incroyablement personnage, « qu'il ne pouvait croire que cet individu eût eu l'impudence de se dire investi d'une mission quelconque, ou chargé de faire la moindre insinuation de la part du gouvernement. Le gouvernement, qui a voulu laisser la nation suédoise à toute la liberté de son choix, et qui n'a réellement pris aucun parti dans une délibération qu'il a regardé comme devant être déterminée par des intérêts nationaux, dont il n'est pas le juge, n'aurait, dans aucun cas, descendu à prendre un pareil individu pour organe de ses intentions. » Quelque misérable qu'ait été le principe du revirement soudain qui a conduit le prince de Ponte Corvo au trône, le fait, une fois accompli, ne doit plus s'envisager que par ses côtés honorables. Le roi Charles XIII s'empressa d'annoncer à l'Empereur l'élection qui venait d'avoir lieu, en lui la présentant comme ayant pour but de rapprocher les intérêts de la Suède de ceux de la France. « Cet hommage rendu à la gloire militaire, aux qualités estimables, aux talents distingués de ce prince, deviendra un nouveau monument du règne de Votre Majesté. L'amitié que Votre Majesté Impériale lui porte, les liens de parenté qui l'attachent au roi d'Espagne, et la déclaration que

« Votre Majesté a daigné faire, par son ministre des relations extérieures, qu'elle reconnaît tout choix auquel je m'arrêteraï de concert avec les états généraux, me sont des garants assurés que Votre Majesté apprendra avec plaisir l'élection du prince de Ponte Corvo. » Le roi fait connaître ensuite à l'Empereur que, d'après les lois organiques du royaume, le prince de Ponte Corvo est tenu d'adopter la religion luthérienne avant de passer la frontière, et qu'en arrivant en Suède, il devra en signer une assurance pareille à celle qui avait été dressée par les états pour le dernier prince royal. Le roi Charles XIII fit porter sa lettre à l'Empereur Napoléon par le comte de Rosen, son capitaine des gardes. L'Empereur lui répondit avec franchise. « J'étais peu préparé à cette nouvelle, puisque Votre Majesté m'avait montré l'intention de proposer à la Diète le choix d'un frère du prince royal. J'ai cependant apprécié les sentiments qui ont porté la nation suédoise à donner cette preuve d'estime à mon peuple et à mon armée. J'autorise le prince de Ponte Corvo à accepter le trône où l'appelle le vœu réuni de Votre Majesté et des Suédois. »

L'empereur Napoléon était si loin de vouloir s'arroger l'honneur ou prendre la responsabilité de l'élection du prince de Ponte Corvo, qu'il saisissait tous les moyens de faire savoir qu'il n'y avait eu aucune part. Une lettre écrite par son ministre des relations extérieures au successeur de M. Désaugiers semble surtout destinée à bien établir la vérité de sa situation à cet égard. En prévoyant que l'élevation d'un Français au trône de Suède pourrait faire attribuer cet événement à l'influence de l'Empereur, le ministre désavouait toute intervention de cette nature. « A la vérité, disait-il, s'il s'agit de cette influence qu'exerce le nom d'un grand homme investi d'une grande puissance, et de la gloire dont un héros couvre ses compagnons d'armes, il est possible que la Diète ait obéi à

¹ On conçoit sans peine qu'une élection qui met une couronne sur le front d'un soldat révèle des princes détronés réduits à l'impuissante revendication du droit héréditaire. Il est tout simple que Gustave IV, en apprenant l'élection de Bernadotte, écrivit à sa mère, le 17 septembre 1810 (de Pologne) : « La nation a fait choix d'un successeur au trône qui déshonore le nom suédois; » qu'il écrivit, le même jour, à son oncle le roi Charles XIII : « Je ne vous importunerai plus, mon oncle, de mes affaires particulières, ne voulez plus avoir de relation avec un malheureux pays qui est maintenant l'objet de mon mépris et de ma pitié. » Comparativement à Louis XVIII, Gustave IV est un démagogue. Louis XVIII s'indigne que Gustave reconnaisse la souveraineté du peuple. « Croiriez-vous, mon ami, que non-seulement le

« roi de Suède défend les sentiments et la conduite de son oncle, mais qu'il le regarde comme roi légitime ? » Ce que Louis XVIII dit de Gustave IV est exact. Ce dernier prince, qui a habité le grand-duché de Bade lorsque j'y étais ministre de l'Empereur, parlait publiquement et avec égard du roi son oncle. Défenseur opiniâtre de la cause des Bourbons, il faisait bon marché de la sienne et de celle de ses enfants. On est tenté de croire qu'il admettait comme vrai ce qui s'est répandu sur sa naissance, c'est-à-dire qu'il n'était pas réellement fils de Gustave III.

² Lettre de l'Empereur au roi de Suède, en date du 6 septembre.

³ Lettre du duc de Cadore à M. Caillard, chargé d'affaires en Suède, en date du 11 septembre.

» cette influence... L'Empereur n'a pas voulu se
 » mêler d'un choix qui intéressait faiblement sa
 » politique. Nul motif ne lui faisait désirer celui du
 » prince de Ponte Corvo. » Cette espèce de déclaration que l'Empereur faisait à ses propres agents, il l'adressait aussi aux gouvernements étrangers, et il tenait le même langage au prince de Ponte Corvo lui-même. Quoique celui-ci eût souvent donné de justes sujets de plainte, l'Empereur parut ne pas s'en souvenir; il lui fit un accueil amical, et y joignit l'offre, qui fut acceptée, d'une avance¹ de fonds dont le nouveau prince royal devait naturellement avoir besoin.

L'Empereur porta plus loin la franchise de ses communications avec l'empereur Alexandre. Il fit mettre sous les yeux de ce monarque la lettre que lui avait écrite le roi Charles XIII, et sa réponse à cette lettre. Le duc de Vicence eut ordre de déclarer à Pétersbourg que l'empereur Napoléon eût désiré voir être soit le prince d'Augustembourg, soit le roi de Danemark; qu'il n'était absolument pour rien dans l'élection du prince de Ponte-Corvo, mais qu'il n'avait pas cru devoir empêcher ce maréchal d'accepter le poste honorable et difficile que lui offrait la nation suédoise. L'ambassadeur devait ajouter que le prince de Ponte Corvo n'était plus jeune, qu'il avait éprouvé toutes les fatigues de la guerre qui font aimer le repos; que son vœu serait de vivre tranquille et de comprimer l'anarchie qui désolait la Suède, enfin que l'Empereur ne pensait pas qu'il y eût dans ce choix rien de contraire aux intérêts de la Russie. L'empereur Napoléon eut pu s'abstenir d'employer tant de ménagements pour faire agréer au cabinet russe l'élection du prince de Ponte Corvo au trône de Suède. L'empereur Alexandre ne sera pas longtemps sans être parfaitement rassuré sur les conséquences de cette élection. Ce n'est pas à la Russie qu'elle sera fatale.

Les événements amenés en Suède par la mort du prince royal avaient, jusqu'à un certain point, suspendu ou du moins amoindri entre Paris et Stockholm les discussions relatives à la continuation des rapports commerciaux que la Suède, au mépris de ses engagements, entretenait avec l'Angleterre. Ces discussions, assez animées dès le principe, prirent, dans les derniers mois de 1810, une vivacité qui alla jusqu'à l'irritation et à l'aigreur. Nous y reviendrons plus tard.

Les détails dans lesquels nous sommes entrés à l'égard de la Suède ont suffisamment indiqué la situation de la France envers le Danemark. Lors-

qu'au commencement de cette année le prince royal de Suède, duc d'Augustembourg, avait fait des ouvertures au ministère français pour un mariage avec une princesse de la famille de Napoléon, on avait su à Copenhague que la Suède, en cherchant à se lier plus étroitement avec la France, nourrissait l'espoir d'acquiescer la Norvège. L'Empereur, en ôtant cette illusion au cabinet de Stockholm pour aussi longtemps que durerait l'alliance du Danemark avec lui, avait pris soin de tranquilliser ce dernier gouvernement, dans lequel il mettait d'ailleurs une juste confiance. Le Danemark, qui se faisait une loi d'appliquer sévèrement les mesures hostiles au commerce anglais, s'étant plaint que la France montrait sur ce point plus de tolérance et de facilité pour la Suède, l'Empereur avait fait répondre que, « ce qu'il ne ferait pas » pour le Danemark, il ne le ferait pour aucun autre » État. » Aussi ne cessait-il d'insister auprès de la Suède pour la pleine et rigide exécution des mêmes mesures.

Les insinuations faites par le cabinet de Stockholm pour un étroit rapprochement avec la France aient jusqu'à prévoir le cas d'une action commune contre la Russie. Tout en repoussant cette hypothèse, le ministère français n'aurait pas été fâché de savoir quelles seraient aussi, en une telle circonstance, les dispositions du gouvernement danois. « La Suède, écrivait² le duc de Cadore au » ministre de France à Copenhague, paraît crain- » dre la Russie. Le Danemark a-t-il de semblables » craintes? En envisageant sa position et celle de » l'Europe, a-t-il pensé que, pour être à l'abri de » tout événement, il avait besoin de l'appui d'une » grande puissance? Un intérêt commun peut dé- » terminer la Suède, le Danemark et le duché de » Varsovie à s'unir par un lien secret, entière- » ment éventuel, qui pourrait être garanti par la » France. » Après ces mots jetés comme au hasard, le ministre se hâta d'ajouter : « Cette vue » n'est pas un projet. » L'envoyé français ne devait qu'ouvrir la voie aux communications, en sorte que ce fût le gouvernement danois qui semblât l'avoir prévenu. Du reste, on lui disait qu'il n'y avait là rien de pressant, et qu'il pouvait, avec vérité, appuyer beaucoup sur les liens qui unissaient les deux empereurs de France et de Russie; mais sans dissimuler « que cette alliance avait pour » base principale les sentiments personnels de l'em- » pereur Alexandre. »

L'idée émise par le ministère français pour la formation d'une alliance secrète entre la Suède, le

¹ L'Empereur fit avancer au prince de Ponte Corvo un million par la caisse de service. Peu de temps

après, il prit cette somme à la charge de sa liste civile.

² Lettre du duc de Cadore à M. Dilelot, 2 mai.

Danemark et le duché de Varsovie, ne pouvait guère avoir de suite, à moins que l'on n'eût offert, aux deux premiers de ces États, de très-grands avantages; car il est évident qu'il n'y avait pas entre les trois gouvernements parité de dangers, le duché de Varsovie étant placé dans une situation beaucoup plus hasardeuse que le Danemark et la Suède.

Lorsque Charles XIII avait consulté Napoléon sur le choix d'un successeur au prince royal, en lui indiquant, pour le remplacer, le duc d'Augustembourg, frère de ce prince, l'Empereur fit témoigner à Copenhague qu'il voyait avec plaisir ce qu'un tel choix avait d'utile pour le Danemark. La lettre du duc de Cadore au ministre de France portait qu'attendu la difficulté de réunir¹ les deux couronnes, la chose la plus désirable était du moins d'établir entre les deux États la plus durable intimité. Peut-être cette connaissance des sentiments de l'Empereur avait-elle contribué, sinon à éveiller, du moins à encourager les desirs du roi Frédéric VI. Le comte de Bernstorff, ministre des affaires étrangères, s'était rendu chez le ministre de France, et lui avait dit que, si la réunion² des deux couronnes avait pu être l'objet d'une noble ambition pour son souverain, il y attachait un bien plus grand prix aujourd'hui qu'il savait qu'elle couvrirait aux intérêts de la France. Le roi ne se dissimulait pas les difficultés de ce projet; mais ce ne serait pour lui qu'un motif de plus pour l'entreprendre, « si son auguste et puissant allié daignait l'appuyer, ne fût-ce que d'une manière indirecte. » Comme les autres communications de la France avec le Danemark avaient pour objet principal les dispositions agressives dirigées en commun contre le commerce de l'Angleterre, nous grouperons ensemble, pour ce pays, comme pour la Prusse et la Suède, toutes les discussions et tous les faits qui se rapportent au blocus continental.

Cette grande question étant commune à tous les États placés plus ou moins dans la dépendance de l'Empereur, nous suivrons naturellement la même méthode pour ceux qui doivent lui être plus particulièrement attachés, les royaumes de Westphalie et de Naples. Sous les autres rapports, ces deux derniers États ne nous offrent que peu de faits qui méritent quelque attention.

Le roi de Westphalie, pendant son séjour en

France à l'occasion du mariage de l'Empereur, au lieu d'irriter son frère par un esprit d'opposition aussi impuissant qu'inopportun, comme l'avait fait le roi de Hollande, avait profité de cet heureux rapprochement pour arriver à la conclusion d'un traité qui lui faisait obtenir la possession du Hanovre. En 1809, l'Empereur avait fait, sous un point de vue particulier, un même reproche aux rois de Hollande, de Westphalie et de Naples, celui de violer, tous trois, les constitutions données à leurs États, dont il était l'auteur et le garant. Quoique, relativement aux royaumes de Westphalie et de Naples, l'Empereur n'eût guère signalé et blâmé cette violation qu'à l'égard des finances de ces deux États, c'était toujours un bien pour les deux pays que l'existence d'un pouvoir supérieur qui rappelât à l'un de ces rois (Joachim) qu'il n'avait pas le droit de réduire, de sa propre autorité, l'intérêt de la dette publique; à l'autre (Jérôme), qu'il ne pouvait pas toucher aux fonds de l'État pour ajouter à sa liste civile. Mais quelles constitutions que celles qui pouvaient être impunément foulées aux pieds par les princes, sans autre garantie pour les défendre que la surveillance de l'Empereur!

Cependant, quoique imparfaites et mal observées, ces constitutions étaient encore un bienfait pour les peuples, et surtout pour les classes inférieures. En Westphalie, les États généraux du royaume s'assemblèrent au commencement de l'année 1810, et leur réunion ne fut point stérile. Ils développèrent, par des lois sages, quelques-uns des principes qu'avait seulement posés la constitution. Les fiefs furent déclarés propriétés libres, en conservant à la couronne la réversibilité en cas de déshérence. Des dispositions prévoyantes furent adoptées pour empêcher les procès que pourrait faire naître l'abolition du servage. On régla le rachat des rentes et de toutes les redevances féodales. Le Code Napoléon fut définitivement introduit. Tous les cultes jouirent d'une égale liberté. L'égalité fut absolue, même pour le culte israélite³, qui eut aussi son consistoire.

Une loi bien entendue supprima les universités, peu suivies et faiblement organisées, de Hehnstadt et de Rinteln, pour les réunir aux universités de Göttingen et de Marbourg, glorieuse richesse de ce petit royaume. L'Empereur qui, en 1807, avait connu à Berlin l'historien Muller, avait nommé ce

¹ Lettre du duc de Cadore à M. Didelet, du 25 juin.

² Lettre de M. Didelet au duc de Cadore, du 30 juin.

³ Pendant mon séjour à Cassel, comme ministre auprès de l'Électeur, de 1803 à 1806, j'avais en plus d'une fois à me débattre avec l'autorité bessoine en faveur des Fran-

çais de la religion juive qu'elle prétendait assujettir, ainsi qu'elle le faisait pour les Juifs de tous les autres pays, à un droit de pied fourchu, établi sur les Israélites comme sur les bestiaux. Il ne suffisait d'en mot pour faire cesser cette prétention lorsqu'on venait m'en porter plainte.

célèbre écrivain ministre ¹ secrétaire d'État du roi de Westphalie. Les sciences et les lettres avaient auprès de ce prince un juge éclairé et un honorable protecteur.

Un jour, lorsque, dans une autre direction des esprits, les nations germaniques voudront se donner des gouvernements représentatifs, la Hesse électorale sera un des États où le peuple saura le mieux faire valoir ses droits, évidemment parce que l'existence même passagère d'un royaume de Westphalie dans cette contrée y avait jeté un germe des idées françaises, restées, sous beaucoup de rapports, libérales, malgré Napoléon ou par Napoléon.

Au moment ² où l'Empereur avait cédé au roi de Westphalie la possession du Hanovre, le projet de traité qui lui fut soumis, portant cession de la souveraineté de ce pays, l'Empereur, comme nous en avons fait précédemment la remarque, modifia cette rédaction, attendu, disait-il, « qu'il ne pouvait donner ce qu'il n'avait pas, mais seulement » céder les droits qu'il avait lui-même sur cet État. » En d'autres circonstances, l'Empereur prétendait que la conquête seule constituait la souveraineté ³. Ici il semble prévoir qu'un jour il pourrait lui être utile d'avoir conservé la libre disposition du Hanovre, et il profitera en effet de la première occasion qui lui sera offerte pour se ressaisir d'un droit supérieur sur ce pays, quoiqu'il l'ait cédé au royaume de Westphalie.

La remise du Hanovre ayant été faite par un agent français le 11 mars, le ministre westphalien désira que l'acte qui en avait été dressé fût confirmé et approuvé par l'Empereur. Deux griefs contre le roi Jérôme servirent de prétexte au rejet de cette demande.

Dans presque toutes les cessions de territoire que faisait l'Empereur, son usage était de prélever une part de domaines, qu'il répartissait, à titre de récompenses, entre les hommes qui le servaient le mieux, et particulièrement dans l'armée. En prescrivant une retenue de ce genre dans le Hanovre, il avait fait stipuler que les domaines réservés à la France resteraient, pendant dix années, exempts de toutes charges. Le traité obligeait aussi le roi de Westphalie à pourvoir aux masses et à la solde

des troupes françaises laissées dans ses États. Au mépris de ce double engagement, les domaines réservés avaient été soumis à des taxes anciennes ou nouvelles, et la solde des troupes n'avait pas été payée exactement. Informé de l'inexécution des conditions imposées au roi de Westphalie sur ces deux points essentiels, l'Empereur fit déclarer, par une note ⁴ adressée au ministre westphalien à Paris, que, d'après ces deux circonstances, il se voyait à regret dans la nécessité, non de reprendre et de retirer au roi l'administration du Hanovre, mais « de regarder le traité comme rompu par la Westphalie elle-même. » Il écrivit de sa main, et fit ajouter à la note les mots suivants : « En conséquence, l'Empereur se croit en droit de disposer » à l'avenir du Hanovre comme le voudra la politique de la France. » En faisant connaître au ministre de France à Cassel la note remise à Paris, le duc de Cadore chargeait cet agent, M. Reinhard, de répéter au ministre westphalien que le roi pouvait toujours administrer le Hanovre, « mais que » l'Empereur ne se tenait pas pour engagé. » Ce langage est celui d'une prévoyance bien entendue; mais n'eût-il pas valu beaucoup mieux garder le Hanovre en état de disponibilité, comme objet éventuel d'échange, que de se condamner, par une cession prématurée, à employer ensuite de vains prétextes pour recouvrer la libre disposition de ce pays dont on s'était dessaisi sans nécessité?

Le roi de Westphalie, comme tous les jeunes princes, aurait désiré avoir, non pas une armée nombreuse, ce que ses finances ne lui permettaient pas, mais du moins quelques corps brillants, tels, par exemple, qu'un régiment de cuirassiers. Dès que l'Empereur fut instruit de ce projet du roi, il s'empressa de l'en faire détourner, et par d'excellentes raisons : « C'est une arme trop dispendieuse ⁵, disait l'Empereur; il est plus convenable » d'avoir de la cavalerie légère. D'ailleurs, de toutes » les parties de l'Allemagne, ce sont les soldats » westphaliens sur lesquels on peut le moins compter. Si j'ai enviyé en Westphalie dix-huit mille » hommes, mon but a été en partie de dispenser » le roi d'avoir un trop grand nombre de troupes » et tant d'officiers qui, au premier vent, se tour-

¹ Voici dans quels termes Jean Muller, que j'avais beaucoup vu pendant quelques années, m'annonça sa nomination : « Enlevé, au milieu de ma course en Wur-

temberg, par un courrier qui me surprit, autant que » l'aigle de Jupiter le jeune prince troyen, je fus transporté de Francfort à Fontainebleau, comme lui des » portages du mont Ida au séjour des dieux. C'était » bien pour être ministre d'un des dieux, non pour lui » verser le nectar, mais pour signer des décrets. » On

peut être un grand historien sans posséder le style épistolaire tel que nous l'entendons en France.

² 14 juillet 1810.

³ Notamment dans les négociations pour la paix de Vienne, en 1809.

⁴ Note remise par le duc de Cadore à M. de Wintzingerode, ministre de Westphalie à Paris, le 25 octobre 1810.

⁵ Lettre du duc de Cadore, du 9 novembre.

« neront contre moi. » L'Empereur ajoutait encore une réflexion très-sage : « La Bavière, la Saxe, étant « de vieux pays, sont sûres de la fidélité de leurs « troupes, et encore les princes de ces États ne « s'amuseront point à créer de nouveaux corps. » La prévoyance de l'Empereur était juste ; seulement elle n'allait pas assez loin. Des circonstances surviendront où les vieux pays, les anciens États eux-mêmes, ne pourront pas plus que les nouveaux rois répondre de l'obéissance de leurs peuples et de la fidélité de leurs soldats.

Le roi de Naples, dans son voyage à Paris, n'avait pas même été aussi heureux que le roi de Westphalie ; sa situation ne s'était nullement améliorée. Le trésor français continuait à réclamer de lui les sommes dont il était débiteur, et, sur d'autres points encore, l'Empereur ne lui montrait pas plus d'indulgence.

Presque tous les nouveaux rois de la famille de l'Empereur mettaient un grand prix à accréditer des ministres auprès des cabinets de premier ordre, et ils traitaient chez eux, avec une distinction marquée, les envoyés de ces cabinets. L'Empereur, comme nous l'avons vu, avait été dans le cas de reprocher au roi de Hollande ses préférences pour un ministre de Russie. Afin d'éviter de retrouver ailleurs les mêmes inconvénients, il fit connaître au roi Joachim qu'il n'était pas d'avis¹ que ce prince envoyât de légation à Vienne ni à Pétersbourg. Tout envoi d'agents de la part du roi avait été jusque-là seulement suspendu d'après les lusingations françaises. Le duc de Cadore, en exprimant au ministère napolitain l'intention plus précise de l'Empereur, ajoutait que d'ailleurs, en ce qui concernait la cour de Vienne, il pourrait y avoir des difficultés, cette cour n'ayant reconnu le roi que comme roi de Naples.

Quelque temps après, l'Empereur fit annoncer qu'il n'aurait² plus d'ambassadeur auprès du roi, mais seulement un chargé d'affaires. La Russie rappela de même son ambassadeur. Cependant, plus tard, la mauvaise humeur de Napoléon contre Joachim se calma, et il accrédita près de lui un envoyé extraordinaire.

Le désir de devenir roi effectif des Deux-Siciles, en rennaissant le royaume insulaire au royaume de terre ferme, avait été l'un des principaux motifs du voyage de Joachim à Paris, et l'objet habituel de ses entretiens avec l'Empereur, à qui il ne cessait de demander le concours d'une flotte française pour l'aider dans la conquête de la Sicile. Rentré dans ses États³ avec la persuasion, fondée ou chi-

mérique, qu'il pouvait compter sur ce concours, il s'occupa activement des préparatifs de l'expédition ; il arma une flottille, réunit, aux points d'embarquement, quinze mille Français et deux mille Napolitains, mais il attendit vainement la flotte française qu'il prétendait lui avoir été promise. Tenter l'entreprise sans cet appui contre un littoral bien fortifié, défendu par un corps nombreux de troupes anglaises et protégé par une escadre de la même nation qui croisait dans ces parages, c'était là une évidente témérité. Le roi en avait été suffisamment averti par un échec arrivé à sa flottille dans les premiers jours du mois d'août. La croisière anglaise avait coulé une de ses chaloupes canonnières, maltraité les autres, et enlevé un convoi important. L'augure n'était pas heureux. Cependant Joachim, que ne distinguait pas une saine prudence, ne recula point devant le péril, soit fausse honte d'abandonner tout à fait un dessein médité avec éclat et qui lui avait occasionné de grandes dépenses, soit espoir d'une chance de succès qui n'appartiendrait qu'à lui.

Le mois d'octobre étant arrivé sans que l'en vît paraître la flotte française, une partie des troupes napolitaines, avec la seule flottille du roi, passa le détroit, et se trouva sans obstacle sur les côtes de la Scaglia ; mais, le lendemain, le général Cavagnae qui les commandait, voyant que le reste de l'armée ne le suivait pas, fit rembarquer sa troupe, et revint au point d'où il était parti. La promptitude du retour fut telle qu'il laissa en arrière quelques compagnies qui, s'étant engagées dans des montagnes, furent coupées et faites prisonnières. Le gouvernement napolitain a supposé que l'Empereur, en autorisant une espérance qu'il ne se proposait pas de réaliser, n'avait eu en vue que d'occuper, dans la Méditerranée, des forces anglaises considérables de terre et de mer, afin d'empêcher qu'elles se portassent soit vers Corfou soit vers le Portugal. Quoi qu'il en soit, ce n'était pas une raison pour le roi Joachim, du moment que l'assistance française lui manquait, d'aller commencer, sans avoir le moyen d'y donner suite, une opération dont il devait sentir que, pour ses seules seules, l'exécution serait impossible.

Si, de Naples, nous remontons au nord de l'Italie, ce n'est plus le pape que nous trouvons à Rome. Le drapeau pontifical a fait place au drapeau tricolore. Naples est devenue limitrophe de la France, et ce voisinage éveille par moments, chez le roi Joachim, des inquiétudes sur la durée même de l'existence de son royaume, inquiétudes

¹ Lettre du duc de Cadore, du 30 avril 1810.

² Lettre du duc de Cadore, du 29 mai.

³ 1^{er} mai.

mal fondées qui, en influant sur sa conduite, affaibliront la confiance entre lui et l'Empereur.

Après son enlèvement du palais Quirinal, le pape, transporté d'abord à Grenoble, avait été, sur un ordre de l'Empereur, daté de Schœnbrunn, conduit à Savone, que ce même ordre désignait pour la résidence de Sa Sainteté. Séparé de tous les hommes qui antérieurement avaient pris part aux affaires politiques, Pie VII ne montra, dans cet isolement, que plus de fermeté et une résistance plus énergique aux desirs du gouvernement français. Il se plaignit vivement qu'on eût éloigné de lui les personnes dont les conseils lui étaient le plus nécessaires, et particulièrement le cardinal Paëca, détenu à Fénestrelle. Des cardinaux et des évêques français et italiens, désirant amener un rapprochement entre le saint-père et l'Empereur, du moins sous les rapports ecclésiastiques, prièrent vainement Sa Sainteté de confirmer l'institution canonique aux évêques que l'Empereur avait nommés aux différents sièges vacants en France et dans le royaume d'Italie. Pour rendre plus facile le consentement du pape, le cardinal Caprara, son dernier légat en France, et qui lui écrivit comme archevêque de Milan, lui annonça que « l'Empereur n'exigeait pas que Sa Sainteté fit mention de lui dans les bulles apostoliques, pourvu » cependant qu'elles ne contiennent rien qui fit » supposer que la nomination fut faite par le pape » de sa propre mouvance. Cette condescendance ne satisfait pas le saint-père. Dans sa réponse au cardinal Caprara, tout en regrettant de laisser les églises sans pasteurs, le pape demandait une satisfaction préalable sur une foule de griefs dont il faisait une longue énumération. Il témoignait en outre qu'il ne pouvait délibérer sur des questions aussi graves sans avoir auprès de lui les conseillers de son choix. Comme le cardinal Caprara, dans sa lettre à Pie VII, avait donné à entendre qu'il ne manquerait pas de gens qui lui reprocheraient de ne pas vouloir mettre de distinction entre le spirituel et le temporel, Sa Sainteté lui disait qu'il connaissait assez la vérité pour démentir cette calomnie. « D'ailleurs, ajoutait le saint-père, vous savez bien que nous ne pouvons laisser sans défense le » patrimoine de l'Église, sans manquer essentiellement à nos devoirs et sans nous rendre parjure. » Ainsi, dans la justification même de sa conduite, le pape avouait la confusion des pouvoirs dont il cherchait à se défendre, et convenait que c'était la question du domaine temporel qui l'empêchait de faire cesser le vœu de ces sièges épiscopaux.

Le décret impérial du 17 mai 1809, qui avait prononcé la réunion des États romains à l'empire, fut confirmé par un sénatus-consulte du 17 février 1810. Ce sénatus-consulte, qui portait que la ville de Rome serait la seconde ville de l'empire, que le prince royal prendrait le titre et recevrait les honneurs de roi de Rome, établissait, d'une part, l'indépendance du trône impérial à l'égard de toute autorité sur la terre, et, d'autre part, l'incompatibilité de toute souveraineté étrangère avec l'exercice de l'autorité spirituelle dans l'intérieur de l'empire français. Les quatre propositions de l'Église gallicane, arrêtées dans l'assemblée du clergé en 1682, étaient déclarées communes à toutes les églises catholiques de l'empire. Les papes devaient, lors de leur exaltation, prêter serment de ne jamais rien faire contre ces quatre propositions.

Quant à l'existence personnelle des papes, il devait leur être préparé un palais dans les départements de l'empire où ils voudraient résider. Ils en auraient un nécessairement à Rome et à Paris, et il leur serait assuré un revenu de deux millions en biens-fonds exempts de tout impôt.

Ce sont guère les raisonnements qui manquent quand il s'agit d'expliquer un envahissement plus ou moins légitime. Les motifs sur lesquels on appuyait la réunion des États romains à l'empire avaient été de nouveau exposés dans un rapport fait à l'Empereur par son ministre des affaires étrangères. Ces motifs étaient de deux espèces : les uns concernaient le pape comme chef de l'Église ; les autres le concernaient comme souverain temporel. Les torts du chef de l'Église étaient de se refuser également à l'exécution du concordat français et à celle du concordat italien ; de laisser dans le royaume d'Italie et en France une foule de sièges vacants, à défaut de l'institution canonique qu'il refusait aux évêques nommés. Le pape avait en outre repoussé toutes les instances faites auprès de lui par l'Empereur pour obtenir un concordat à l'Église d'Allemagne. Inflexible dans le dessein d'élever la suprématie pontificale aux dépens de l'indépendance de l'empire et des droits de l'Église gallicane, dès 1804 il avait demandé directement à l'Empereur l'abrogation des quatre propositions de Bossuet qui consacrent ces droits.

À l'égard de la puissance temporelle du pape, l'obstination de Sa Sainteté à vouloir rester en dehors de tout concert propre à garantir la sûreté de l'Italie, avait rendu indispensable la destruction de cette puissance. Cependant l'Empereur désirait vivement maintenir l'unité de l'Église romaine ; mais, disait le ministre des affaires étrangères, « l'unité » et la sainteté du culte n'exigent pas que le chef

¹ Lettre de Pie VII au cardinal Caprara, du 20 août 1809.

» de l'Église soit souverain... Les papes n'ont acquis
 » une puissance temporelle que par des moyens
 » temporels ; ils peuvent la perdre de la même
 » manière.

» En faisant cesser cette souveraineté abusive,
 » Votre Majesté n'apportera aucun ébangement
 » dans les choses spirituelles. Sa ferme volonté est
 » que le pouvoir religieux soit respecté dans toutes
 » ses attributions, et le concordat sera toujours la
 » règle des rapports nécessaires de ce pouvoir avec
 » l'autorité civile. L'évêque de Rome continuera
 » d'être le chef de l'Église. Quelque part qu'il soit,
 » son pouvoir est le même. L'Église est toujours
 » gouvernée par son chef, quoique ce chef soit
 » absent de Rome....

» L'empire de Votre Majesté contient mainte-
 » nant les deux tiers des États catholiques de l'Eu-
 » rope. L'intérêt de la religion exigerait donc que
 » Paris fût, comme l'ont été Arles et Avignon, la
 » résidence du pape, ou au moins le siège du gou-
 » vernement de l'Église. »

L'Empereur tenait beaucoup à ce que Paris fût le séjour habituel du pape. Il ne songait point à se faire, comme les czars de Russie et le roi d'Angleterre, le chef extérieur de l'Église ; il préférait l'exemple de Constantin, et pensait que l'intérêt du culte voulait que les deux grands pouvoirs de la catholicité résidassent dans une même capitale.

En citant quelques passages du manifeste impérial comme exposition des doctrines de l'Empereur sur la question ecclésiastique, nous nous sommes abstenu de reproduire tous ses autres sujets de plainte contre le saint-siège ; mais était-ce bien un État en paix avec la France que ce gouvernement romain dont les agents attisaient, dans l'Italie tout entière et dans le Tyrol, le feu de la révolte contre elle, dont les satellites les plus dévoués, les jésuites, avaient formé une confédération souterraine qui, sans les victoires de l'Empereur, eût pu mener en Italie un massacre général des Français ? Et n'était-ce pas la plus violente des déclarations de guerre, le plus passionné des manifestes, que cette bulle d'excommunication lancée contre l'Empereur, précisément au milieu des plus grands dangers de la guerre, sur l'espérance trompeuse du triomphe des Autrichiens, bulle incendiaire qui, dans l'hypothèse de revers de Napoléon en Autriche, eût fourni l'arme la plus terrible à ses ennemis, puisqu'elle tendait à rompre tous les liens entre

ses peuples et lui ? L'Empereur, dans les reproches qu'il adresse à la cour de Rome, se dispense même de citer des faits¹ spéciaux qui prouvaient l'intention où était cette cour de prendre une part active à la guerre, le jour où elle aurait pu le faire avec quelque espoir d'impunité.

La conspiration ourdie, dès 1809, par les jésuites contre les Français, fut découverte et déjouée en 1810. Elle consistait en une grande association formée sous le nom de société théocratique antinapoléonienne, dont les deux sièges principaux étaient à Lugo et à Bellone. Là résidaient les deux comités qui mettaient en mouvement toute l'organisation, et donnaient des instructions aux deux classes de ses membres, les adeptes et les néophytes. Les ramifications de cette société étaient immenses, et lorsque l'on put jurer jusqu'où elles s'étendaient, on fut effrayé du grand nombre et de la qualité des hommes qu'il y aurait à punir. La politique parut ordonner de jeter un voile d'indulgence sur la masse des coupables. Trente des chefs principaux furent arrêtés², livrés à la cour de justice de Bologne et condamnés à diverses peines. Cet acte, empreint tout à la fois de sévérité et d'indulgence, rompit les trames, découragea les conspirateurs et tint en respect pour quelques années tous les genres de malveillants, sans en excepter les jésuites eux-mêmes. Ce n'est qu'en 1814, au moment de nos désastres, que nous les verrons reparaitre.

Préservé, en 1809, par la fortune, de l'effet des intrigues auxquelles s'était livrée la cour de Rome, l'Empereur, pour éclaircir les difficultés de sa situation avec le saint-père comme souverain spirituel, avait, le 16 novembre, formé, sous la présidence du cardinal Feseli, un conseil composé³ des hommes les plus éclairés du clergé français. Ce conseil s'étant réuni dans le mois de janvier 1810, l'Empereur lui soumit plusieurs questions fort importantes, et particulièrement celles qui suivent : Le gouvernement français n'ayant point manqué à l'exécution du concordat, tandis que le pape s'est refusé à remplir les obligations qui le concernent, que convient-il de faire pour le bien de la religion ? Les circonstances n'exigent-elles pas la convocation d'un concile national ? Le conseil fut d'avis qu'il y avait lieu à convoquer un concile. Quant au refus fait par le saint-père de donner l'institution canonique aux évêques, le conseil décida que cette

¹ Lorsque l'armée française s'empara de Trieste, elle y trouva 22,000 fusils et un grand magasin d'équipement apportés dans cette ville par les Anglais, et destinés à l'armement des États romains.

² 1^{er} juin 1810.

³ Les membres de ce conseil étaient l'archevêque de Tours, le cardinal Maury, les évêques de Nantes, de Trèves, d'Évreux et de Verceil, le supérieur du séminaire Saint-Sulpice, M. Emery, et le père Fontane, général des barnabites.

institution devrait être donnée par le métropolitain aux évêques ses suffragants, et au métropolitain lui-même par le plus ancien de la province, jusqu'à ce que le pape ou ses successeurs exécutassent le concordat.

L'Empereur, après avoir reçu ces réponses des évêques, s'abstint de toute résolution immédiate, et laissa le clergé agir auprès du saint-père pour tâcher d'obtenir de lui la confirmation des nominations faites aux églises épiscopales. Le 23 mars, dix-neuf évêques de l'empire adressèrent à Sa Sainteté une lettre commune, par laquelle ils la conjuraient de ne pas persister plus longtemps dans ses refus, et lui déclaraient que l'Église gallicane, abandonnée par le saint-père, se trouverait, quoique à regret, dans la nécessité de pourvoir elle-même à sa propre conservation.

Les événements de 1809 avaient amené à Paris, soit de bon gré, soit par ordre, un grand nombre de cardinaux et de prélats italiens. Douze¹ de ces cardinaux italiens, pour se créer une sorte d'importance par un certain esprit d'opposition, après avoir assisté à la cérémonie civile du mariage de l'Empereur, eurent devoir se faire remarquer par leur absence au moment de la cérémonie religieuse. Cette conduite eût pu être respectable, si elle eût été véritablement inspirée par un scrupule religieux bien ou mal entendu; mais elle n'était, et ils le prouvèrent eux-mêmes, qu'un mauvais procédé irréfléchi. Ces prétendus rigoristes expliquèrent leur manque d'égards par de futiles raisons. Après avoir commis la faute d'une offense gratuite, ils firent celle de ne la réparer que par de ridicules excuses.

Au moment où le clergé italien se montrait ainsi pointilleux sans raison et malveillant sans courage, l'Empereur, toujours généreux envers l'Église, malgré les dispositions ennemies de quelques-uns de ses principaux membres, venait d'accorder à la cathédrale de Milan deux millions en biens domaniaux pour le complet achèvement de ce bel édifice. Toute voie de conciliation avec le saint-père, offerte à l'Empereur, était acceptée par lui avec empressement. La cour de Vienne, dans son désir de lui être agréable, lui ayant proposé ses bons offices auprès de Sa Sainteté, un agent qui déjà avait résidé plusieurs années à Rome, M. de Lebzelter,

fut envoyé à Savone par M. de Metternich comme pour y arranger les affaires de l'Église d'Autriche, sur lesquelles cette cour n'était pas non plus d'accord avec le pape. Cette démarche ne produisit, de la part de Pie VII, que quelques paroles de bienveillance pour l'Empereur, sans amener aucun résultat. Au sujet du mariage de Napoléon avec Marie-Louise, le pape, moins susceptible que les douze cardinaux dont il a été question, disait à M. de Lebzelter : « Veuille le ciel² que cet événement important prévu consolide la paix continentale! Je désire plus que personne que l'empereur Napoléon soit heureux; je le désire de tout mon cœur; c'est un prince qui réunit tant d'éminentes qualités: plutôt au ciel qu'il reconnût ses véritables intérêts! Il est en ses mains, en se rapprochant de l'Église, de faire tant de bien à la religion, et d'attirer sur lui et sur toute sa race les bénédictions des peuples! » Après ces élan d'une vieille affection, qui revenaient de temps en temps, le saint-père passait à la plainte et aux reproches. Ce qui le blessait le plus était de n'avoir pas auprès de lui ses conseillers les plus intimes. Il accusait surtout l'injustice qui retenait le cardinal Pacca prisonnier à Fénestrelle. « Vous savez, disait-il à M. de Lebzelter, que j'écrivais moi-même mes protestations; il fallait bien que quelqu'un y prêtât son nom. » Du reste, il supportait sa situation avec une extrême patience : « Je suis vieux, disait-il, je n'ai plus rien à perdre. Je ne veux pas de pensions, pas d'honneurs. Les aumônes³ des fidèles me suffiront; mais je désire ardemment que mes communications soient libres avec les évêques et les fidèles. » Lorsque M. de Lebzelter venait, dans ses conversations avec Pie VII, le conduire à séparer la question spirituelle de la question terrestre, le saint-père étudiait cette distinction; il se refusait à toute discussion suivie où le raisonnement eût dû dominer, se bornant à répondre en termes généraux que là « où les opinions sont fondées sur la voix de la conscience, il n'y a pas de force physique qui puisse lutter contre une force morale de cette nature. » Les dispositions qu'il montrait à se rapprocher de l'Empereur étaient toujours accompagnées de conditions restrictives, et offraient sans cesse, comme barrière insurmontable, des principes de conscience « avec lesquels

¹ Ces cardinaux étaient : Mattei, Pignatelli, di Pietro, Brancadoro, Saluzzo, Galeffi, Oppizzoni, Litta, Scotti, Gabrielli, Gonsalvi, Ruffo.

² Rapport fait à M. de Metternich par M. de Lebzelter, à son retour de Savone à Paris, le 31 mai 1810.

³ Le général César Berthier, frère du prince de Neuchâtel, avait été envoyé à Savone comme grand maître

du palais du pape. Un préfet des palais impériaux au delà des Alpes, le comte Salmatoris, était chargé de former la maison du souverain pontife et de pourvoir à ses dépenses. Cent mille francs par mois étaient destinés à cet usage. Le saint-père avait auprès de lui l'archevêque d'Édesse, son annuaire, son médecin, un prélat Doria et quelques autres serviteurs.

« il ne pouvait transiger. » Les affaires de l'Église d'Autriche restèrent également sans solution. Le pape se défendit de donner l'institution canonique aux évêques autrichiens, affectant de ne pas vouloir faire plus pour l'Autriche que pour la France.

Le temps, qui marche vite pour les peuples, avait, dès 1810, rendu la population de Rome moins sensible à l'envahissement et à la captivité du saint-père. Les anciennes habitudes reprenaient leur cours. On avait pu en 1809, pour obéir à la voix du pape encore présent sur les lieux, renoncer une fois aux plaisirs du carnaval. Un second sacrifice de ce genre eût été un trop grand effort. A cet anniversaire de folies, Rome, en 1810, présenta le joyeux aspect qu'elle avait offert dans les temps antérieurs, et ne songeait guère, au milieu de ses amusements, qu'elle avait changé de maîtres.

Malgré son isolement et l'absence de ses confidents habituels, le pape ou quelques-uns de ses serviteurs placés soit près de lui, soit loin de lui, continuaient à faire parvenir dans les États romains ses insinuations et ses anathèmes contre tous ceux qui se rendraient les complices de l'usurpation française. Il se trouvait bien encore un certain nombre de prêtres obstinés à refuser l'absolution aux personnes qui avaient prêté serment de fidélité à l'Empereur, « le pape, disaient-ils, leur ayant retiré, » pour ce cas, tous les pouvoirs canoniques ; » il s'en trouvait d'autres qui ne voulaient pas bénir des mariages, à moins que, conformément aux résolutions du saint-père, on n'eût préalablement promis qu'il n'y aurait point d'acte civil¹, et lorsque le saint-père accordait des dispenses, cette clause y était toujours insérée; mais cette peur des menaces pontificales, qui avait encore quelque puissance dans les rangs inférieurs, n'atteignait plus les classes élevées. Elle n'empêchait point les hommes les plus distingués de cette capitale d'accepter des fonctions administratives sous le gouvernement français. Rome eut sa municipalité comme toutes les communes de France. Son maire, le duc de Braschi, était un neveu du pape Pie VII. Il avait les princes de Buoncompagni et Gabrielli pour adjoints. Le mariage de l'Empereur fut célébré à Rome par les fêtes les plus brillantes et par une illumination générale.

Pour affaiblir, dans ses moyens d'action, la puissance du souverain pontificat, l'Empereur eut soin de licencier la plus redoutable armée de cette puissance, les couvents de moines de toutes les règles et de toutes les couleurs. La consulte qui administrerait provisoirement les États romains donna,

en vertu d'un décret du 17 avril, ordre à tous les prêtres et religieux, qui n'étaient pas nés dans les départements de Rome et du Trasimène, d'en sortir sous un délai de quinze jours, et de retourner dans le lieu de leur naissance. La mesure causa quelque rumeur, car elle avait une large portée. Dans le seul couvent d'Aracoli, situé sur le sol où fut jadis le temple de Jupiter Capitolin, de trois cents religieux, dix à peine étaient nés dans les États du saint-père. Le couvent des dominicains n'en comptait que deux qui eussent cette origine, et l'on en pouvait dire autant de beaucoup d'autres cloîtres.

Le décret du 17 mai n'était que le prélude de mesures plus étendues qui furent ordonnées par un décret du 28 du même mois. Ce dernier supprima les corporations religieuses, prescrivit la liquidation des pensions que devaient recevoir les individus des deux sexes rendus à la vie séculière, régla le mode à suivre pour la prise de possession des biens de toute espèce appartenant aux corporations supprimées, et pour le paiement des dettes dont pouvaient être chargées ces corporations. Les lois de l'empire sur cette matière devaient leur être applicables le 15 juillet suivant.

Quoique la suppression fût prononcée en masse pour les couvents de femmes comme pour les couvents d'hommes, l'article 2 du décret portait une exception pour quatre des plus beaux couvents de femmes, de quatre ordres différents, qui devaient être maintenus et réorganisés comme pouvant être utiles au service public.

L'activité de l'Empereur, à laquelle n'échappait aucune des parties de son empire, ne tarda pas à donner aux États romains une face nouvelle. Aux changements actuels, qui furent accueillis avec assez de faveur, il joignit des espérances pour l'avenir. Un décret du 5 août annonça que la consulte cesserait ses fonctions au 1^{er} janvier 1811, et qu'alors il serait nommé un grand dignitaire de l'empire gouverneur général des deux départements de Rome et du Trasimène. C'était une démonstration d'égards pour cette contrée que de mettre à sa tête un personnage élevé qui, tenant une espèce de cour, lui conserverait les formes d'une existence à part et un simulacre de gouvernement séparé. Cette marche était celle que l'Empereur avait suivie à l'égard de Gènes et de la Hollande, en les réunissant à l'empire.

L'un de ses premiers soins à Rome, comme en Hollande, fut de faire liquider la dette existante à la charge du gouvernement. Il nomma un conseil pour cette liquidation, préposa un agent spécial à l'administration des finances, sous le nom d'intendant du trésor public, et affecta au remboursement

¹ « Dummodo non accedat actus civilis. »

de la dette une somme de cinquante millions en biens domaniaux.

La générosité de l'Empereur pourvut même à des charges qui ne le regardaient pas. L'ancienne cour de Madrid avait à Rome un certain nombre de pensionnaires ecclésiastiques et laïques. Le nouveau gouvernement espagnol étant peu en état de subvenir à cette dépense, l'Empereur fit accorder des secours mensuels aux uns et aux autres.

Rome, devenue française, offrait le curieux contraste des mœurs modernes et des antiques souvenirs. A l'instar de la France, il y eut à Rome une exposition des objets d'art et des productions de l'industrie; les prix étaient distribués au Capitole. Le local choisi pour célébrer la fête de l'Empereur était celui qui conservait la dénomination de Mausolée d'Auguste. Les vieux noms semblaient reprendre leur ancien éclat sous l'influence d'un homme qui reportait la vie en ces lieux où depuis longtemps elle était éteinte. Cette influence agissait sur le clergé lui-même. Beaucoup de prêtres se ralliaient au gouvernement impérial, et lui prétaient serment. Presque tous auraient été disposés à se soumettre, s'ils n'eussent été retenus par les défenses du saint-père. Ces défenses leur étaient souvent renouvelées, et on avait soin de les tenir bien avertis que le saint-père persévérerait toujours dans les mêmes sentiments et demeurerait inflexible.

Jamais peut-être l'opiniâtreté d'un pape n'avait été poussée si loin. Cependant le refus de donner l'institution canonique à des évêques nommés par le pouvoir séculier n'offrait pas une nouveauté sans exemple. En d'autres pays, comme en France, on avait eu à combattre ce genre de résistance dans la cour de Rome, et c'était un canon du concile de Trente qui en avait fourni le moyen. L'expédient consistait à engager les chapitres des cathédrales à choisir, pour leurs vicaires, les sujets nommés évêques par les princes. De cette manière, les évêques entraient en possession du gouvernement de leurs diocèses avant d'avoir reçu la confirmation pontificale. « Ce fut le cardinal Maury¹ qui conseilla à l'Empereur de rétablir ce canon du concile de Trente sur les vicaires capitulaires. » Le conseil fut suivi, et eut un plein succès. Le saint-père qui, en plusieurs occasions, n'avait pas dédaigné d'invoquer le concile de Trente, le frappa, en cette cir-

constance, de sa réprobation, et, « dans son zèle » pour le salut des âmes², il composa plusieurs brefs pour réprimer un pareil attentat. L'un de ces brefs était adressé au cardinal Maury, nommé à l'archevêché de Paris par l'Empereur, pour lui défendre d'accepter cette nomination, et de prendre l'administration³ de ce diocèse. Les deux autres brefs étaient envoyés, l'un à l'archidiacre, qui faisait les fonctions de vicaire capitulaire à Florence, l'autre à l'abbé d'Astroz, vicaire capitulaire à Paris, tous deux ayant pour objet de détourner ces ecclésiastiques de se démettre de leurs fonctions de vicaires capitulaires, afin que le cardinal Maury et l'évêque de Nancy, nommés à ces archevêchés, ne pussent pas en prendre l'administration.

Les brefs du pape, la publicité qu'ils reçurent, le concours de diverses personnes, que l'on soupçonna d'avoir favorisé leur diffusion en France et en Italie, amenèrent d'assez nombreuses arrestations. Les cardinaux Gabrielli, di Pietro, Oppizoni et quelques prélats furent enfermés au château de Vincennes. Nous parlerons plus tard de l'étrange décret de l'Empereur, relatif aux prisons d'État.

Comme le pape ne s'adressait plus au clergé et aux fidèles que pour leur prêcher la désobéissance aux ordres de l'Empereur, Napoléon lui fit interdire toute communication avec ses sujets de France et d'Italie. On sépara le saint-père d'une partie des ecclésiastiques et des serviteurs qui avaient été jusque-là laissés auprès de lui. Plusieurs de ces derniers furent envoyés au fort de Fenestrelle. Le prélat Doria fut relégué à Naples.

Précédemment c'était l'autorité française qui engageait Pie VII à sortir de l'étroite enceinte de sa demeure, et à chercher quelques distractions dans des promenades au dehors; c'était lui qui ne le voulait pas. Il préférerait, en restant confiné dans son habitation, sans dépasser le petit jardin qui en dépendait, se donner, aux yeux du monde, l'apparence de la captivité la plus absolue. Par l'éloignement des personnes qui formaient encore pour lui, sinon une cour, du moins une société, un délassement dans sa solitude, sa captivité prit trop bien le caractère de rigueur qu'il avait voulu faire supposer dès auparavant. Ce n'était point, de la part de l'Empereur, l'effet d'un ressentiment d'ailleurs assez naturel contre des attaques sans cesse renouvelées, et de la nature la plus difficile à combattre.

¹ Mémoires du cardinal Pacca, tome II, page 55 : « Le cardinal Maury, ajoute l'auteur des Mémoires, se vanta à plusieurs personnes, et à moi-même à Fontainebleau, d'avoir donné ce bon conseil. »

² Mémoires du cardinal Pacca.

³ Est-ce donc ainsi qu'après avoir plaidé si éloquent-

ment la cause de l'Eglise catholique dans les temps les plus orageux, vous abandonnez cette même Eglise, aujourd'hui que vous êtes comblé de ses dignités et de ses bienfaits? Vous ne rougissez pas de prendre parti contre nous dans le procès que nous soutenons pour défendre la dignité de l'Eglise! » *Bref du pape.*

C'était une de ces précautions sévères que commande quelquefois la prudence. Fatigué des tracasseries flagrantés que lui suscitait sans cesse le saint-père, l'Empereur n'eut recours à une telle mesure que comme à une arme défensive contre un courage acharné et indomptable, qui lui faisait la plus dangereuse des guerres, celle qui passionne les esprits, soulève les âmes, et mêle le dogme religieux aux affaires les plus matérielles de ce monde.

De toutes les querelles de l'Empereur avec des États étrangers, celle où la justice et la raison ont été le plus souvent de son côté, c'est sa querelle avec le pape. Comme souverain temporel, le pape avait mérité son sort. Tout autre prince, tout prince laïque, placé dans une situation semblable, et qui, méconnaissant l'empire de la nécessité, n'eût pas voulu entrer dans la confédération italienne, eût été renversé comme lui, et bien plus tôt que lui. Après sa chute, il n'a pas cessé, comme chef de l'Église, de confondre encore, dans son exaltation superstitieuse, les intérêts du ciel et ceux de la terre. Il a beau dire, c'est pour Rome, c'est pour ses États, c'est particulièrement pour la supré-

matie de la tiare sur les couronnes, qu'il lance des anathèmes, qu'il porte la division dans le clergé, le trouble dans des consciences faibles, la haine dans les cœurs contre le pouvoir auquel tous doivent obéissance. L'abnégation passagère, le calme dans l'exil, la résignation dans les fers, toutes ces vertus sont dignes d'admiration, et le pape Pie VII les réunit à un haut degré; mais leur principe, on ne peut en disconvenir, est dans un fanatisme aveugle qui cherche le schisme au lieu de le craindre; qui semble se plaisir à en constater l'existence, et à provoquer la persécution dans une double espérance, dans l'espérance mondaine de finir par triompher, à force de persévérance et d'adresse, de toute la puissance de la terre; dans l'espérance religieuse que la foi se retrempera par l'épreuve des combats, des souffrances et de l'adversité. Pie VII, comme l'Empereur, et quelquefois il l'a dit avec naïveté, veut une place dans l'histoire, et il l'obtiendra, mais moins belle qu'il l'a rêvée. Le temps ne sera point défavorable à Napoléon. Si le rôle d'un pontife opprimé ne manque jamais d'éclat, le bon droit peut n'en être pas moins pour son adversaire que l'on appelle oppresseur.

CHAPITRE XXIII.

Guerre d'Espagne. — Proclamation du roi Joseph. — Séjour de ce prince à Séville. — Organisation de quatre provinces espagnoles en gouvernements généraux par Napoléon. — Projet de réunion de plusieurs provinces d'Espagne à la France. — Avertissements donnés au roi Joseph par l'Empereur. — Esprit d'indépendance du cabinet espagnol. — Mission de M. d'Azanza à Paris. — Décret de Joseph qui divise l'Espagne en trente-huit préfectures. — Extension nouvelle des vues ambitieuses de l'Empereur sur l'Espagne. — Vœux de l'Empereur de rétablir Ferdinand VII. — Envoi du marquis d'Alencara à Paris. — Rapport du duc de Cadore à l'Empereur. — Notes dictées par l'Empereur sur l'Espagne. — Réunion d'une assemblée des cortès à Cadix. — Ouverture des séances des cortès. — Déclaration des cortès portant qu'en elles réside la souveraineté. — Proclamation de la liberté de la presse par les cortès. — Monument érigé par les cortès en l'honneur du roi d'Angleterre. — Esprit démocratique des cortès. — Le duc d'Orléans à Cadix. — Instances des Anglais pour l'éloignement de ce prince. — Applaudissements donnés aux actes des cortès par les gouvernements absolus. — Influence des actes des cortès sur l'Espagne et même sur la France. — Vues éventuelles de Napoléon à l'égard de l'Espagne. — Disposition de Joseph à une prochaine abdication. — Situation prospère des Français en Espagne à la fin de 1810. — Masséna et Wellington. — Position des deux armées.

Quoique nous ne balancions pas à prendre parti pour l'Empereur contre le pape, soit dans les contestations nées de questions ecclésiastiques, soit même dans la lutte qui entraînera la ruine du saint-père comme prince temporel, nous sommes loin de donner une égale approbation aux exigences territoriales de Napoléon envers d'autres États, exigences auxquelles malheureusement on fournit presque partout des prétextes plus ou moins légitimes. Telle a été, par exemple, en ce dernier sens, la conduite malavisée du roi de Hollande, membre réfractaire de la ligue continentale contre l'Angleterre, qu'après l'avoir vu conduit, par une résistance déplacée, à la cession d'une partie de son royaume, personne n'a pu être surpris le jour où il a dû renoncer à la couronne. Il n'en sera pas tout à fait ainsi du roi d'Espagne, et les demandes de l'Empereur ne seront pas fondées sur d'aussi justes motifs; mais cependant ce prince ne sera pas non plus tout à fait exempt de reproche, Joseph a pressenti les vœux de son frère; sa triste prévoyance ne sera que trop tôt justifiée.

La bataille d'Ocana¹ avait brillamment terminé la campagne de 1809. Presque dans le même temps où le duc de Dalmatie, avec trente mille Français, détruisait ainsi les armées espagnoles de l'Estramadure et de la Manche, formant ensemble plus

de cinquante mille hommes, le général Kellerman avait battu² et dispersé, à Alba de Tormes auprès de Salamanque, les armées de Galice et des Asturies, que commandait le duc del Parque. Ces succès devaient inspirer d'autant plus de confiance que l'armée anglaise, cantonnée aux environs de Bailajoz, semblait indifférente à la déroute de ses alliés. L'année 1810 s'ouvrait militairement sous les auspices les plus heureux. Au milieu du mois de janvier, le maréchal Soult franchissait la Sierra-Moréna et envahissait l'Andalousie. Un mouvement rapide eût pu le porter dans Cadix même, qui alors se trouvait presque sans défense. C'était le plan de ce maréchal; le roi en autorisa trop tard l'exécution. Il paraît que Joseph voulait connaître auparavant l'issue de l'expédition du général Sébastiani dans le royaume de Grenade, expédition qui fut heureuse, ce général ayant occupé Malaga en forçant à la retraite les troupes qui voulaient lui en fermer le passage. Lorsque le maréchal Victor, qui reçut enfin l'ordre de marcher sur Cadix, arrivait à Châteauneuf, le duc d'Albuquerque entra³ dans cette place avec un corps de huit à neuf mille hommes; un jour plus tôt, elle pouvait tomber en notre pouvoir. Cette faute du roi a peut-être décidé du sort de sa monarchie. L'occasion manquée ne se représentera plus. Le roi Joseph, influencé par

¹ 16 novembre 1809.

² 26 novembre.

³ Le 4 février.

quelques-uns de ses ministres, persistait à suivre des négociations avec des chefs insurgés, ou plutôt à faire des tentatives qui restaient sans résultat. Il fallut bien à la fin se convaincre qu'il n'y avait rien à espérer de ces démarches, au moins pour le moment; mais on eut beaucoup de peine à s'y résigner. Le roi, toujours persuadé que des paroles pouvaient avoir quelque puissance, multipliait les proclamations. Il avait affaire à des masses fanatisées, qu'entraînaient et maltraitaient leurs chefs, et il parlait comme s'il eût dû être entendu par des patriotes éclairés, par des hommes politiques, jaloux de la grandeur de l'Espagne, et capables de sacrifier leurs autres passions au maintien de cette grandeur. On ne peut expliquer que de cette manière l'étrange proclamation publiée par ce prince aussitôt après son entrée à Cordoue : « Espagnols, » le moment est arrivé où vous pouvez entendre la » vérité que je vous dois..... Il est de l'intérêt de la » France de conserver à l'Espagne son indépen- » dance et son intégrité, si l'Espagne redevient son » amie et son alliée. Si elle est ennemie, l'intérêt » de la France est de l'affaiblir, de la démembrer, » de la détruire. Dieu, qui lit dans le cœur des » hommes, sait quel intérêt m'aime en parlant » ainsi..... » Ce langage part sans contredit d'un cœur généreux et loyal; mais il est également impolitique à l'égard des Espagnols et à l'égard de Napoléon. Relativement aux Espagnols, il montre combien Joseph apprécie mal le caractère de l'insurrection et les principaux mobiles qui la rendent si redoutable. D'un autre côté, en disant aux insurgés que, du moment qu'ils persévèrent dans leur révolte, l'intérêt de la France est d'affaiblir l'Espagne, de la démembrer et de la détruire, outre qu'il ne fait qu'exalter leurs ressentiments, il fournit, sans le vouloir, des arguments aux prétentions de l'Empereur. Des apparences particielles de soumission trompaient ce prince et l'engageaient dans des voies imprudentes. On mit, dans la sommation de Séville, des ménagements qui laissèrent aux membres de la junte centrale le temps d'en sortir pour aller se rassembler dans l'île de Léon.

Arrivé à Séville, le roi y trouva, sinon l'affection populaire, du moins ces respects des corps ecclésiastiques et civils, qui toujours éblouissent les princes et leur font prendre les hommages rendus à la force pour des gages de dévouement à leur personne. L'archevêque et le chapitre de la cathédrale lui remirent les aigles et les étendards perdus à

Baylen. On lui forma une garde d'honneur. La garde civique, qu'il passa en revue, le salua de bruyantes acclamations. Le roi parcourut cette province et visita jusqu'aux rives de la baie de Cadix, au milieu des démonstrations de l'allégresse publique. Ces démonstrations n'étaient pas toutes fausses et mensongères; une bonne partie de la population, fatiguée de la guerre, était prête à accepter tout gouvernement qui lui donnerait la paix et le repos. L'illusion tourna la tête du roi et de presque tous ses ministres. Ce fut un enivrement général. Joseph se crut cette fois roi d'Espagne pour toujours, et il pensa même avoir une Espagne à lui contre la France. Jamais le temps de la confiance et de l'orgueil ne pouvait être plus mal choisi. Préparément à cette époque, un décret impérial¹ préparait le démembrement que Joseph avait lui-même annoncé aux Espagnols pour leur faire de ce danger un épouvantail qui les ramènerait à lui. Ce décret organisait en quatre gouvernements les quatre provinces de Catalogne, d'Aragon, de Biscaye et de Navarre. Dans chacune de ces provinces, le commandant en chef devait réunir les pouvoirs civils et militaires. Il était chargé de l'administration de la justice, de la police et des finances, et de la nomination à tous les emplois. Les revenus ordinaires et extraordinaires devaient être versés dans la caisse de l'armée, afin de subvenir aux dépenses de sa solde et de son entretien.

Pour le moment, les commandants en chef étaient Augereau en Catalogne, Suchet en l'Aragon, le général Dufour pour la Navarre, et le général Thonvenot pour la Biscaye. Le but de ce décret n'est pas équivoque, et l'explication d'ailleurs n'en sera pas éloignée.

En même temps que l'Empereur enlevait au roi la perception des revenus de l'État dans une partie de son royaume, il voulait en outre que le génie, l'artillerie, les administrations et la solde de l'armée fussent payées par le trésor royal. Seulement il consentait à donner un supplément de deux millions² par mois pour la solde. Une note de son ambassadeur, M. Delaforêt, remise³ au duc de Campo Alange, ministre des affaires étrangères du roi, exprimait cette intention de l'Empereur, et la motivait sur l'énormité des dépenses que lui avait déjà causées la guerre d'Espagne, sur celles qu'avait entraînées la guerre d'Autriche, et enfin sur l'impossibilité d'imposer à la France des sacrifices nouveaux. Il faut avouer qu'il nous est difficile, à

¹ Le 8 février.

² « Si cette proposition n'est pas agréée, il ne me restera qu'à faire administrer pour mon compte les provinces d'Espagne. Voir les ressources de ce pays per-

« dues par une administration fautive, est impossible. »

Lettre de Napoléon au duc de Cadore, du 28 janvier 1810.

³ Le 15 février 1810.

nous Français, d'être bien sévères pour ces procédés de l'Empereur, ambitieux ou même violents à l'égard des étrangers, lorsque leur objet évident est de dédommager la France de ses efforts ou de ses pertes, de lui assurer, en général, les avantages, et de faire peser les charges ailleurs. Au reste, l'allégation était vraie; la guerre d'Espagne surtout avait déjà absorbé des sommes considérables.

Un autre motif, présenté aussi comme ayant concouru à dieter le décret du 8 février, était que l'administration espagnole, manquant de force et d'énergie, non-seulement ne tirait point parti des ressources du pays pour le compte du gouvernement, mais les laissait au contraire tourner au profit des insurgés.

Le vrai sens du décret impérial, s'il avait pu être douteux, fut avoué sans réserve dans une lettre du duc de Cadore à l'ambassadeur Delaforêt. Cette lettre portait en termes formels : « L'intention de » l'Empereur est de réunir à la France *la rive » gauche ¹ de l'Èbre*, et peut-être même *le pays » jusqu'au Duero*. L'un des objets du décret est de » préparer cette réunion, et vous devez, sans rien » dévoir des desseins de l'Empereur, régler ce » pendant vos démarches sur la communication » que je vous fais, et faciliter, par votre influence, » l'adoption de toutes les mesures que prendra Sa » Majesté. » A la suite de cette information donnée à l'ambassadeur, le ministre, par ordre de l'Empereur, faisait entendre des plaintes trop fondées, et peut-être la justice même de ces plaintes ajoutait-elle à la rigueur des prétentions impériales. Les frères de Napoléon, Louis excepté, ne portaient pas, comme lui, dans l'administration soit des revenus de l'État, soit de leurs propres domaines, la sage économie qu'il savait allier à une louable munificence. L'Empereur, qui n'était pas avare de récompenses, mais qui savait les placer avec discernement, reprochait à Joseph d'excessives largesses, notamment en faveur de quelques Français dont tout le mérite était de l'avoir suivi. « C'est la » France, écrivait le duc de Cadore, qu'il faut in- » demniser, au lieu de prodiguer les ressources du » royaume à des favoris. » Le mécontentement de l'Empereur semblait juste : il n'était pas tolérable de voir des rois nés de la veille, et qui auraient dû conserver au moins quelques-unes des qualités de leur origine, prendre les mauvaises habitudes et imiter les dissipations des vieilles races royales.

L'Empereur apercevait aussi, dans le roi Joseph, une disposition analogue à celle qu'il avait chaque

jour à combattre en Hollande dans le roi Louis, une fatale disposition à se faire Espagnol, et plus qu'Espagnol, de manière à élever un prétendu intérêt espagnol au-dessus des intérêts français. Pour faire bien comprendre à ce prince dans quelle ligne il devait marcher, il fit envoyer à M. Delaforêt copie d'une lettre écrite par son ordre au ministre des relations extérieures du roi de Hollande. « Les » principes de cette lettre, mandait le duc ² de » Cadore à cet ambassadeur, vous feront connaître » quels sont *les devoirs* des frères de l'Empereur, » qu'il a élevés sur des trônes, envers le chef de » l'empire et de la dynastie, et quels sont *les dan- » gers* auxquels ils s'exposent lorsqu'ils s'en écar- » tent. C'est ce que vous pourrez rappeler au be- » soin. »

On était moins que jamais, à la cour de Joseph, disposé à entrer dans les vues de l'Empereur. Le séjour à Séville, les empressements de la noblesse de Grenade, les députations de villes et même de provinces qui venaient complimenter le roi, mais ce se plaignant des troupes françaises, formaient autour de lui, et même parmi ses ministres, un esprit d'opposition contre la France qui prenait chaque jour un caractère plus prononcé. Le conseil du roi avait été jusque-là divisé en un parti espagnol pur et un parti français. Ce conseil renfermait quatre personnalités dont nous aurons à parler plus d'une fois, et que nous devons citer ici, parce qu'ils ne manquaient ni de talent ni de caractère. Deux de ces personnalités, Azanza et Ofaril, hommes sans contredit très-honorables, en poursuivant un intérêt espagnol indépendant de la France, rendaient difficile l'accord du roi et de l'Empereur. Les deux autres, Urquijo et Alencara ³, assurément très-dévoués à leur patrie, comprenaient mieux qu'elle ne pouvait rien être que par Napoléon; qu'il fallait, pour ne point lui nuire, user de ménagements avec lui, et même lui montrer quelque condescendance. A Séville, ces deux derniers, éblouis, comme leurs collègues, du retour d'une population nombreuse vers le roi, s'associaient par degrés à leur confiance. Urquijo écrivait de cette ville à l'un des membres du conseil resté à Madrid : « Le roi est reçu ici sous des » arcs de triomphe, mais *avec la prière qu'il soit » roi* : c'est-à-dire, avec la prière qu'il s'affranchisse de l'ascendant français, et même de la présence des troupes françaises, ce qui était demander l'impossible. Il y avait ainsi dans la Péninsule, comme le faisait remarquer avec justesse M. Delaforêt, deux Espagnes, dont ni l'une ni l'autre n'était pour

¹ 19 février.

² Lettre en date du 24 février.

³ M. Hervas, marquis d'Alencara, qui avait vécu dans la haute banque à Paris, était beau-père du général Duroc.

la France. L'une restait fidèle à Ferdinand VII et voulait empêcher le roi napoléonien de s'affermir sur le trône. L'autre reconnaissait Joseph, mais elle le circonvenait, s'emparait de lui, et, pour prix de son dévouement, elle voulait le séparer du système fédératif français. C'est l'Empereur qui fournit des armes à l'une pour dompter l'autre, et celle-ci, victorieuse par notre seul secours, profite du succès pour éloigner le roi de l'Empereur en raison du progrès de la soumission du pays. Une pareille situation n'était pas supportable. Si l'Empereur, pressant les chances de l'avenir, et devenant peut-être en partie ce que nous voyons se développer, n'eût pas d'avance résolu de s'approprier une portion du territoire espagnol, il semble que l'état présent des choses eût pu lui inspirer cette pensée. Après avoir engagé la France dans une guerre cruelle et dispendieuse, autant et plus peut-être par un sentiment d'orgueil dynastique que par un calcul d'intérêt national, on conçoit qu'il vaille aujourd'hui expier ses torts envers la France en la dédommageant, par une grande acquisition, de ce qui lui coûte une guerre causée surtout par son ambition de famille. Plus il rencontre d'obstacles à la soumission de l'Espagne, moins le stérile honneur d'avoir fait régner à Madrid un de ses frères lui paraît une compensation suffisante pour la France de ses efforts et de ses sacrifices.

Pour détourner le coup qui le menace, le roi, à l'occasion du mariage de l'Empereur, au lieu d'envoyer à Paris un de ses généraux ou un homme de cour, chargé de cette mission, de pure forme en apparence, l'un de ses ministres en qui il se confie le plus, M. Azanza. Le choix est sage. Azanza, que le roi a fait duc de Santa-Fé, est un homme habile et loyal qui a inspiré beaucoup d'estime à l'Empereur; mais il y a eu lui, écrit M. Delaforté, « une sorte de fanatisme, quand il s'agit de l'indépendance et de l'intégralité de la patrie. D'ailleurs » il est Navarrais, et c'est une cause personnelle » qu'il défend. » L'ambassadeur voyait avec satisfaction Azanza séparé du roi Joseph. Il cédait également que, sous un prétexte quelconque, on eût pu éloigner le général Ofarill. « Ce sont eux, » selon lui, qui ont arraché du roi promesses sur promesses, et qui multiplient habilement les liens » et les résistances. » Tandis que l'Empereur, par la transformation de plusieurs provinces espagnoles en gouvernements particuliers, avait trop visi-

blement indiqué ses intentions ultérieures, le roi, pour ne point avoir l'air de les comprendre ou pour détruire cette vraisemblance, divisait le territoire entier du royaume en trente-huit préfectures. C'était une protestation indirecte contre toute idée de démembrement; et telle était la confiance qu'avait inspirée à la cour sa résidence dans l'Andalousie, qu'à son retour à Madrid elle paraissait être dans la plus complète sécurité. Les ministres Almenara et Urquijo s'étaient eux-mêmes ralliés aux grands mots de patriotisme espagnol, et témoignaient qu'ayant reconnu les influences prédominantes dans le pays, ils étaient obligés de s'y soumettre. Tout prenait une même couleur, un même langage. Les Français au service du roi, pour atténuer la jalousie qu'ils inspiraient, portaient l'esprit d'opposition plus loin que les Espagnols eux-mêmes. C'était alors sur la mission de M. Azanza que s'attachaient les regards du roi. Ce prince n'eût pas les prémisses de la correspondance de son ministre : les premières lettres furent interceptées par des bandes ennemies, et publiées par la régence ² de Cadix.

Dans une ³ de ces lettres, Azanza rendait compte de ses conversations avec le duc de Cadore. Le ministre français lui avait dit que la guerre d'Espagne avait déjà coûté à la France plus de deux cent millions, et que le roi ne faisait rien pour alléger ces dépenses. On eût pu confisquer les marchandises anglaises en Andalousie, et on ne l'a pas fait. Au lieu d'économiser même ses autres ressources, le roi les dissipe en prodigalités et en un vain luxe d'état-major. Relativement à la question de territoire ⁴, quoique le désir de réunir à la France les provinces en deçà de l'Èbre soit indubitable, il n'y a pas encore de résolution irrévocablement prise, et la décision peut dépendre des événements futurs. La régence de Cadix, en publiant ces lettres, ne manqua pas de les accompagner de commentaires propres à ranimer le courage de ses partisans. Des aveux qu'elles contenaient et des faits qui s'y trouvaient révélés, la régence tirait la conclusion qu'en persévérant dans la lutte elle finirait par triompher. La prédiction s'accomplira; mais ce n'est pas à elle seule que la régence devra son triomphe.

On aura remarqué que le duc de Cadore, en faisant connaître à M. Delaforté l'intention où était l'Empereur de réunir à la France la rive gauche de l'Èbre, avait ajouté que la réunion irait *peut-être jusqu'au Duero*. Les paroles jetées en avant par l'Empereur restaient rarement sans recevoir une signification. Aux quatre gouvernements par-

¹ Décret du roi daté de Séville, le 17 avril.

² La régence alors établie à Cadix se composait de Castanos, président, l'évêque d'Orense, don Antonio Escano, Saavedra et Lardizabal.

³ Et date du 19 juin.

⁴ Lettre en date du 20 juin.

ticuliers établis en Espagne, un nouveau décret¹ vint tout à coup en joindre deux de plus. Le cinquième était formé de la province de Burgos; le sixième, de Valladolid, Palencia et Tero. Les inquiétudes à Madrid s'étaient assoupies; cette nouvelle les réveilla d'une manière pénible. Depuis son retour de l'Andalousie, Joseph paraissait plongé dans une sorte de langueur; sa résignation comme homme atténuait en lui le rôle de roi. Si on lui laissait la couronne d'Espagne, cette couronne, selon lui, devait être portée sans humiliation. Apparemment, quand la volonté de l'Empereur lui serait connue, on le laisserait bien libre d'opter entre l'adhésion et la retraite. Cette disposition du roi l'avait conduit à écrire en ce sens plusieurs lettres à l'Empereur, qui ne lui répondit pas. « L'Empereur, dit le duc de Cadore² à M. Azanza, veut du bien à ses frères, mais il doit avant tout aimer la France, à qui il doit, et non à eux, d'être sur le trône.... Il a été blessé du plusieurs lettres dans lesquelles le roi le menace d'abandonner sa couronne. » Soit que l'Empereur eût en effet conçu un moment l'idée de changer de système à l'égard de l'Espagne, et de terminer la guerre par une grande mesure, soit qu'en présentant cette supposition on voulût seulement rendre Joseph plus traitable, le duc de Cadore ajoutait : « L'Empereur a eu un plan qu'il a été tenté de suivre. Il lui serait facile d'envoyer en Espagne le prince des Asturies Ferdinand, qui se prêterait, sans difficulté, à lui céder les provinces à sa convenance, et accepterait toutes les conditions qu'on voudrait lui imposer. » Pourquoi l'Empereur, si cette pensée lui était réellement venue, n'a-t-il pas eu le courage de s'y abandonner et de braver la fausse honte d'un pas rétrograde? Reculer à cet égard eût été au contraire faire en avant un pas immense. La guerre de Russie, avec tous ses désastres, n'eût pas causé sa perte, si la guerre d'Espagne n'eût pas existé, ou plutôt, dans ce cas, la guerre de Russie n'eût pas eu lieu.

L'Empereur ne s'expliquant point avec M. Azanza, et le duc de Cadore lui-même n'exprimant aucune demande formelle, la mission de cet envoyé devenait sans résultat. Outre ce silence inquiétant, il arrivait de Paris diverses nouvelles peu agréables au roi. Un jour, il apprenait l'abdication³ du roi de Hollande; un autre jour⁴, une lettre du prince de Wagram l'informait que l'Empereur avait donné au duc de Dalmanitz le commandement supérieur

sur toute l'armée du Midi. Comme en annonçant au roi cette détermination qui devait lui être sensible, le prince de Wagram avait tâché d'en adoucir l'amertume par l'expression des sentiments d'amitié de l'Empereur pour ce prince, celui-ci en prit occasion de faire une nouvelle tentative auprès de son frère. Il lui écrivit une lettre pleine d'abandon, par laquelle il remettait son bonheur entre ses mains, le priait de tout peser, de tout examiner, et, quelles que fussent ses mesures à l'égard de l'Espagne, de sauver les apparences dans l'intérêt de la dynastie. Il fit porter cette lettre à Paris par le marquis d'Almenara. Avant son départ, ce second envoyé vit l'ambassadeur Delessert, et le pria de disposer l'Empereur « à faire connaître ses volontés, quelles qu'elles fussent. » Pour lui, il ne se présenterait pas à Paris comme négociateur, « puisque ce serait présager l'inconnu, » mais éventuellement il serait muni de pleins pouvoirs. Ce fut seulement à l'arrivée du marquis d'Almenara que l'Empereur s'occupa de l'arrangement territorial à faire avec le gouvernement espagnol. Suivant sa manière habituelle de procéder, Napoléon fit rédiger, par son ministre des affaires étrangères, un rapport propre à expliquer ses prétentions et à les justifier. « La guerre terminée, il importait à la France, pour garantir la durée de la paix, de rester maîtresse des Pyrénées, et de multiplier les points de communication avec la Péninsule. » Le ministre présentait deux hypothèses, celle d'un traité à conclure sur la base de l'état présent, et celle d'un traité qui supposerait la conquête préalable du Portugal. Dans cette seconde hypothèse, dont l'effet serait de mettre à la disposition de l'Empereur une population de trois millions deux cent soixante-six mille âmes qu'il pourrait céder à l'Espagne, le ministre examinait quels seraient, avec les quatre gouvernements de Catalogne, de Biscaye, d'Aragon et de Navarre, les pays qui offriraient une compensation équivalente pour la France. Dans ce système que développe le ministre, le Ducro eût formé la frontière française jusqu'au point où il entre en Portugal. En écartant cette hypothèse pour celle d'un traité sur la base de l'état présent, ce qui entrerait dans les intentions actuelles de l'Empereur, le rapport établissait que la France était fondée à demander la cession des provinces situées sur la rive gauche de l'Èbre, comme juste dédommagement des dépenses et des sacrifices de

qui invitaient Joseph à imiter ses frères Lucien et Louis : *Jeae, Azanza como Luciano y Luis, y seras feliz.*

² Rapport du duc de Cadore à l'Empereur, du 3 septembre 1810.

¹ En date du Havre, le 29 mai.

² Lettre de M. Azanza, du 20 juillet.

³ Le 6 août.

⁴ Il fut affiché à Madrid, pendant la nuit, des placards

tout genre occasionnés par la question espagnole.

Les vues exposées dans ce rapport devinrent le texte de la négociation entre le duc de Cadore et les plénipotentiaires du roi Joseph. Ces plénipotentiaires, en partant du principe de l'acquisition du Portugal par l'Espagne, admettaient en échange la possibilité de céder une portion de la rive gauche de l'Èbre, en tirant une ligne qui laissât Bilbao au roi. Dans un mémoire qu'ils remirent au ministre français, ils se livrèrent, suivant l'usage des faibles, à de très-longs détails; ils dissertaient sur les colonies espagnoles, sur la nécessité de donner au roi la direction suprême des armées françaises, et ils finissaient par invoquer l'exécution du traité de Bayonne.

Quoique la négociation dont il s'agit ne doive pas avoir de résultat, rien de ce qui met à nu le caractère de l'Empereur n'étant sans intérêt, nous citerons quelques notes dictées par lui sur le mémoire de ces plénipotentiaires.

« 1^o Il n'y a plus de convention de Bayonne.

« L'Assemblée qui était dans cette ville a passé toute aux insurgés. Je regarde donc ce qui s'y était fait comme non avenu.

« 2^o Je ne puis disposer du Portugal; il ne m'appartient pas. Il faudrait que j'en fusse maître, et que j'en eusse consulté les habitants avant d'en disposer. »

L'Empereur sait très-bien que, si on consultait les habitants, ils ne voudraient pas être réunis à l'Espagne.

« 3^o L'Espagne me doit l'indemnité de ce qu'elle me coûte en hommes et en argent. »

Là viennent des évaluations plus ou moins exactes de ses dépenses.

« 4^o Pour compensation de ces sommes que l'Espagne ne me payera jamais, je veux réunir la rive gauche de l'Èbre jusqu'à *Frias*, y compris Santander.

« 5^o Ces pays seront réunis à la France pour dix ans, et surtout la Catalogne. »

Cet article est important. Quoique des réunions temporaires finissent trop souvent par devenir perpétuelles, c'est cependant un grand point que la non stipulation de perpétuité. Avec une telle clause, rien n'est définitif; il reste toujours une chance d'espoir, et peut-être l'Empereur admit-il lui-même avec sincérité que plus tard il peut convenir à la France de ne pas conserver, au delà des Pyrénées, des possessions qui seraient devenues gênantes ou onéreuses, et d'en fortifier une monarchie qui serait franchement associée aux intérêts français.

Tandis que les plénipotentiaires du roi nominal de l'Espagne se débattaient pour sauver l'intégralité

du territoire de ce royaume, ou du moins pour n'en céder une partie que moyennant une ample compensation, un pouvoir s'élève dans un coin de la Péninsule qui brave également et Joseph et Napoléon, qui leur déclare fièrement à tous deux une implacable guerre, et qui, par son audace persévérante, devenu le plus puissant auxiliaire des coalitions antifrançaises, n'en sera, quelques années après et aux jours du triomphe, récompensé que par l'injustice et l'ingratitude des rois. Ce pouvoir, ce sont les cortès; c'est l'assemblée extraordinaire réunie dans l'île de Léon, en septembre 1810. La junte centrale de Séville, qui, abusant d'une autorité contestée, avait à dessein différé la réunion des cortès, obligée elle-même de fuir à l'approche des Français, s'était vue remplacée par une régence composée de cinq personnes.

A peine un tiers de l'Espagne avait pu nommer ses députés aux cortès. Cinquante membres tout au plus étaient le produit d'élections plus ou moins régulières; mais comme il se trouvait à Cadix un grand nombre de réfugiés appartenant à toutes les provinces du royaume, la régence choisit environ cinquante d'entre eux pour faire partie des cortès, sous le titre de suppléants. Le clergé et la noblesse, qui, dans les cortès des anciens temps, en formaient la masse principale, ont à peine dans celles-ci une faible représentation. L'assemblée se composait d'une centaine de membres à peu près. Assurément ce n'est pas là un corps qui puisse se prévaloir d'un grand caractère de légalité; mais il en est des assemblées populaires comme de la puissance royale, c'est par leurs actes qu'elles légitiment ou détruisent le mandat dont elles se sont elles-mêmes investies, et quand elles savent marcher d'un pas ferme vers un grand but, on oublie aisément le mode de leur formation et le vice de leur origine.

Le 24 septembre, députés et suppléants, au nombre de cent quatre, se réunissent au cri de *Vive la nation!* Ce premier cri annonce seul l'esprit qui les anime. Ils se rendent à l'église principale de la ville; une messe est célébrée par le cardinal de Bourbon, un sermon prononcé par l'évêque d'Orense, et ensuite a lieu la prestation de serment. De là on se transporte au local destiné pour les séances. La régence prend place au-dessous d'un trône derrière lequel on voit le portrait de Ferdinand VII. L'assemblée s'organise; aussitôt après la nomination d'un président et d'un secrétaire, elle déclare *qu'en elle réside la souveraineté*. Elle reconnaît de nouveau Ferdinand pour roi, et annule la renonciation de ce prince à la couronne. Procédant à la division de l'autorité, elle se réserve le pouvoir législatif, déclare le pouvoir exécutif

responsable envers elle, et maintient provisoirement la régence, sous la condition de lui prêter un serment dont elle dicte la formule. Les tribunaux, justices et administrations inférieures sont confirmés, et dès ce premier moment, instruites par les grandes leçons de la France, les cortès prononcent l'inviolabilité de leurs membres.

Ces opérations d'un seul jour présageaient la marche que les cortès allaient suivre. Les jours suivants, elles réglèrent l'action des pouvoirs, leurs attributions respectives, et le mode de leurs communications entre eux. Bientôt il fut facile de reconnaître quel serait le caractère essentiel de cette assemblée. Le sentiment d'égalité fut un des premiers qui se manifesta par l'établissement d'une entière parité de droits¹ entre les Espagnols d'Europe et les Espagnols d'outre-mer. C'était déjà une conquête sur les préjugés anciens. Jamais antérieurement les colonies n'avaient été représentées dans les cortès. La régence avait, en fait, appliqué le principe nouveau, car, dans les nominations de suppléants, elle venait d'en désigner plusieurs comme représentant les provinces d'Amérique; mais l'acte le plus significatif des cortès fut celui qui proclama la liberté² de la presse. Un tel acte était un véritable prodige dans un pays où depuis plusieurs siècles régnait si despotiquement l'inquisition. L'Europe apprit avec étonnement la publication d'une loi espagnole qui « abolissait tous les » tribunaux de librairie et toute censure préalable » des ouvrages avant l'impression; qui accordait à » toutes corporations et personnes particulières la » liberté d'écrire, d'imprimer et de publier leurs » idées politiques, sans qu'il fut besoin de permission, révision ou approbation quelconque, sous » la seule réserve de la responsabilité dans les cas » prévus par la loi même. » Les considérations sur lesquelles se fondait le vote des cortès n'étaient pas, en égard au pays, moins extraordinaires que les dispositions du décret. Elles reposaient sur le principe que la faculté individuelle des citoyens de publier leur pensée était non-seulement le frein le plus sûr contre l'action arbitraire des gouvernements, mais aussi le meilleur moyen d'éclairer la nation, et de parvenir à connaître la véritable opinion publique.

Ce fut un sentiment d'une autre nature qui fit décréter l'érection d'un monument public en l'honneur de Georges III, roi d'Angleterre; mais là encore, cependant, il y avait un remarquable progrès. C'était une sorte de hardiesse philosophique, en Espagne, qu'un monument élevé à un prince

hérétique; à la vérité, cet hérétique était l'allié le plus puissant et le plus zélé de l'insurrection espagnole. Le gouvernement anglais était le protecteur naturel de tout peuple comme de tout roi qui combattait la France. Déjà il avait fait de grands efforts en faveur des insurgés. L'expression de leur reconnaissance était un appel à des efforts nouveaux. Le catholicisme le plus austère ne saurait les blâmer d'invoquer l'ennemi de leur ennemi.

L'esprit qui avait dicté le décret sur la liberté de la presse n'était pas assurément conforme aux anciennes opinions du clergé; mais le clergé espagnol sait, dans tous les temps, faire des concessions aux partis qui le servent sous d'autres rapports. Au reste, il s'en fallait beaucoup qu'il y eût, dans l'insurrection, accord et unité de vues; il n'y avait unité que dans un seul point, la haine contre la France et les Français. Tandis que les uns combattaient pour la monarchie absolue dans toute sa pureté, d'autres pour des intérêts de castes ou d'individus, quelques esprits plus avancés tendaient à des perfectionnements dans l'ordre politique et dans l'ordre social. Ces derniers se servaient du clergé comme d'un instrument utile. Ils s'adressaient à lui pour combattre les maximes par lesquelles le gouvernement intrus cherchait, disaient-ils, à séduire les hommes simples et crédules; ils prescrivaient, pour plaire aux prêtres, l'accomplissement des devoirs religieux dans les armées; mais en même temps ils n'hésitaient pas à demander au clergé sa part de concours pécuniaire pour les besoins pressants de l'État. Ainsi, par exemple, ils suspendirent la nomination³ aux prébendes qui étaient ou qui deviendraient vacantes, afin d'en appliquer les revenus à la grande cause de l'émancipation de la patrie.

Une assemblée politique, qui tout à coup avait eu le courage de la publicité dans un pays où jusqu'alors le gouvernement s'était renfermé dans le mystère le plus profond, fut un phénomène, cause d'étonnement et foyer d'enthousiasme. Les Espagnols se glorifiaient du talent et de l'éloquence avec lesquels se discutaient à la tribune les plus hautes questions d'État, et les acteurs de ce nouveau drame s'exaltèrent eux-mêmes par l'admiration de leurs compatriotes. Dans cette assemblée, où retentissait le cri général : *Mort à Napoléon !* l'autorité de la parole de Napoléon était invoquée comme une espèce d'oracle en faveur de la libération du pays : un député catalan, pour ranimer les espérances des insurgés, en leur promettant qu'il sortirait de leur sein un autre Viriatius qui répa-

¹ Décret du 15 octobre.

² 10 novembre.

³ Décret du 1^{er} décembre.

rerait les fautes de tous leurs généraux, ajoutait : « Rappelez-vous que Napoléon a dit qu'une nation » de dix millions d'âmes ne peut pas être conquise, » si elle ne veut pas l'être. »

La régence, qui avait installé et même en partie créé les cortès, se trouvait la première dans leur dépendance la plus absolue. Elle exerçait le pouvoir exécutif, mais avec des formes de responsabilité dont elles étaient juges. Il lui fut défendu de s'éloigner du lieu où elles siégeaient. D'après le goût national des titres extérieurs, les cortès s'attribuèrent à elles-mêmes le titre de *majesté*, et elles conférèrent le titre d'*altense* à la régence en commun avec le conseil de Castille. Ce soin qu'elles prirent de se donner la plus haute des qualifications, celle de la puissance royale, pourrait avoir une apparence de petitesse et de puérilité, s'il n'était visible que par là elles entendaient se constituer en représentation nationale supérieure au gouvernement, et dans la pensée de plusieurs de ses membres, supérieure à la royauté même. Quelques-uns de ceux-ci, tout en combattant la France, imbus des principes de la révolution française, auraient voulu sur-le-champ s'attaquer aux abus de l'ancienne monarchie, et entre autres réformes, supprimer la grandesse et les corporations religieuses; mais les plus prudents firent comprendre aux autres qu'il fallait s'abstenir de mesures qui pussent diviser l'insurrection et affaiblir ses forces. Il fut convenu de renvoyer à un autre temps les changements de cette nature.

Les juntas, la régence, Ferdinand, étaient des machines usées. Fortes des souvenirs d'un autre âge, les cortès s'élevaient, sur la scène du monde, comme un pouvoir surnaturel, exhumé des décombres de la monarchie et seul capable de la sauver; mais, pour la sauver, elles avaient elles-mêmes besoin de tout l'appui de l'Angleterre, et ce malheur de position les plaçait dans sa dépendance. Au mois de mai de cette année, la régence avait jugé avantageux d'appeler au commandement d'une de ses armées, celle de Catalogne, un jeune prince français, le duc d'Orléans, qui déjà précédemment s'était montré à Cadix avec le prince Léopold de Sicile. Elle se persuadait que la présence d'un prince français sur la frontière française pourrait

produire des insurrections dans les départements méridionaux de l'empire, et faire naître des chances heureuses pour la cause de l'Espagne. Arrivé à Tarragone, le duc d'Orléans ne trouva ni armée ni ordre donné pour lui remettre aucun commandement. La frégate qui l'avait amené de Palerme l'ayant transporté à Cadix, où il voulait demander des explications à la régence, il ne tarda pas à reconnaître quelle était l'influence qui avait changé, à son égard, les dispositions de l'autorité espagnole. Cependant, malgré les réclamations de l'envoyé britannique, qui aurait voulu qu'on le fît embarquer sur-le-champ pour être conduit à Londres, le duc refusa de s'éloigner, et resta jusqu'à l'installation de l'assemblée des cortès. Aussitôt qu'elles furent réunies, il se rendit à l'île de Léon, et insista pour être admis devant elles, mais elles n'y consentirent pas, et une députation vint lui déclarer, sans lui laisser trop ignorer la cause de leur conduite, que le salut de l'Espagne réclamait son départ. Il est assez difficile de concevoir par quel motif l'Angleterre mettait une telle opposition à l'intervention d'un prince français dans la guerre d'Espagne pour une cause commune à toutes les branches de la même maison. Il semble que tout auxiliaire utile à l'Espagne eût dû, par cette raison seule, convenir à l'Angleterre. Peut-être l'agence anglaise craignait-elle de voir un chef d'un rang élevé prendre trop d'ascendant sur les Espagnols, et lui disputer la prépondérance dans la Péninsule.

L'apparition soudaine des cortès de Cadix, avec le caractère de confiance et d'audace qu'elles déployèrent à leur début, fit une grande sensation dans le monde politique. Les cabinets absolus, et peut-être même ceux qui étaient alors amis de Napoléon, approuvaient, en Espagne, comme contribuant à développer une grande énergie nationale contre la France, des principes qui, proclamés en France, avaient soulevé l'Europe et armé ses premières coalitions. Ce n'est pas à Paris que les cortès furent le moins bien appréciées. À peine y avait-on appris qu'elles allaient s'assembler, que la certitude seule de leur existence vint jeter des idées nouvelles dans la négociation entre le gouvernement du roi Joseph et le ministère français.

¹ Louis XVIII, dans sa correspondance d'Irwinwell, raconte à sa manière, en date du 25 novembre, comment M. le duc d'Orléans avait été renvoyé en Sicile par les cortès. « La motion en fut faite, dit ce prince, le 28 septembre, à cette monstrueuse assemblée (je dis monstrueuse, car je ne crois pas que les annales d'Espagne fassent mention d'une où il se se trouve que trois personnes tirées), et passa à une simple majorité de cinq

« voix. L'exécution en fut confiée à la régence. Un membre avertit M. le duc d'Orléans d'aller aux cortès; il y courut, leur fit une peur effroyable; puis, sans être admis, fut renvoyé au pouvoir exécutif. De retour chez lui, il y trouva le gouverneur de Cadix, qui lui tint un poliment compagnie jusqu'à son embarquement. Plusieurs actes de ses mêmes cortès qui rappellent ceux de 1789. »

Azanza ayant été rappelé, le marquis d'Almenara, resté seul plénipotentiaire, ne fit plus que des offres conditionnelles.

Dans ses nouvelles propositions ¹, en demandant toujours pour compensation le Portugal, ou d'autres possessions dont on conviendrait si le Portugal devait avoir une destination différente, il n'admettait plus la cession de la rive gauche de l'Èbre que jusqu'à Miranda, laissant en dehors toute la Biscaïe. Puis, à la suite de ces dispositions, le marquis d'Almenara présentait un article ² portant en substance : « Le roi convoquera les cortès à Madrid » pour invalider celles qui se sont formées, et que « soutient l'Angleterre dans l'île de Léon. L'Empereur fera sommer Cadix de se soumettre dans le délai d'un mois. Si cette ville se soumet, l'Empereur percutra maintiendra l'intégrité du territoire espagnol, et la cession de la rive gauche de l'Èbre n'aura pas lieu. »

Par ces propositions, si éloignées des premières, on voit qu'entre la France et l'Espagne la question est singulièrement changée. Le seul fait d'une réunion de cortès plus ou moins légales à l'extrémité de la Péninsule rappelle le nouveau gouvernement à un rigorisme de devoirs plus impérieux envers la patrie. On ne croit plus à Madrid pouvoir faire à la France le même abandon de territoire, quand il existe sur le sol du royaume un pouvoir rival qui s'engage à lui reconquérir toute son indépendance et son intégralité. Quelle qu'eût été la résistance qu'avait jusqu'alors opposée le roi Joseph aux cessions demandées par la France, cette résistance dut s'accroître et devenir plus opiniâtre encore par le besoin de ne pas laisser à la puissance populaire qui s'élevait en concurrence avec lui, l'avantage de combattre pour une Espagne intacte et libre, tandis qu'il n'offrirait, lui nouveau roi, aux Espagnols attachés à sa cause, qu'une Espagne affaiblie, morcelée et esclave. C'était un grand mot dans l'histoire, ce fut un grand fait en 1810 qu'une assemblée de cortès parlant au nom de l'Espagne. L'influence de ce fait s'étendit immédiatement jusqu'à l'empereur Napoléon, et modifia aussi de sa part, du moins dans la forme, sa négociation avec le plénipotentiaire de Joseph. Pour le moment, il retira ses demandes, et résolut de renvoyer auprès

du roi le marquis d'Almenara, en faisant connaître à celui-ci ses nouvelles vues. Dans des notes dictées ³ pour faire la base d'une espèce d'instruction à donner à ce ministre espagnol, l'Empereur, après avoir répété qu'il n'avait plus à se décider par le traité ⁴ de Bayonne, attendu que ce traité n'avait pas été ratifié par la nation espagnole, consentait cependant à y revenir dans une certaine supposition. Le marquis d'Almenara devait engager le roi à s'entendre avec le conseil des insurgés, auquel il proposerait le traité de Bayonne pour base de la constitution d'Espagne. L'Empereur était prêt à reconnaître encore ce traité, si les insurgés, de leur côté, le reconnaissaient de bonne grâce, et se montraient désireux de mettre un terme aux maux de la guerre. Le roi pourrait, s'il le jugeait convenable, appuyer les insinuations secrètes, faites au conseil des insurgés, par une déclaration publique dans une réunion des cortès de la nation espagnole convoquées à Madrid.

Ces dispositions de l'Empereur étaient dignes d'éloges, mais subordonnées, et avec raison, à un événement qui ne se réalisa pas, la prise de Lisbonne. C'était en effet seulement dans l'hypothèse de nos succès ⁵ en Portugal, et de la retraite des Anglais, qu'il pouvait être permis de croire à la soumission des insurgés. Nous citerons textuellement un passage de la dictée impériale qui nous a frappé; le voici : « L'Empereur ⁶ est sincère. Si réellement la prise de Lisbonne et la démarche du cabinet de Madrid pouvaient décider les insurgés, parmi lesquels il y a beaucoup d'hommes raisonnables, à entrer en arrangement, Sa Majesté, hors une rectification de frontière qui lui donnerait quelques positions indispensables, sentirait à l'intégrité de l'Espagne, puisque cela rendrait disponible la meilleure partie de ses troupes, et finirait une guerre qui peut coûter encore beaucoup de sang. »

L'Empereur ici nous paraît désirer de bonne foi le succès de la démarche qu'il conseille; mais, pour le cas où elle ne réussirait point, il y voyait toujours l'avantage de constater, de l'aveu des Espagnols, que la convention de Bayonne n'existait plus; de rendre le tort des insurgés plus grave, et de pouvoir reprocher aux Anglais de s'être re-

¹ Sous la date du 1^{er} octobre.

² Article v.

³ 7 novembre.

⁴ Le préambule des notes porte : « L'Espagne appartient à l'Empereur par droit de conquête. Le roi d'Espagne serait peu de chose, s'il n'était le frère de l'Empereur et le général de ses armées. Il n'aurait pas à lui une bourgade de quatre mille âmes. L'Em-

pereur n'a donc plus à se décider par le traité de Bayonne. »

⁵ Au moment où l'Empereur dictait ces notes, il savait, par les journaux anglais, que les armées de Masséna et de Wellington étaient en présence à cinq lieues de Lisbonne, le 13 octobre.

⁶ Ce passage était indiqué comme devant être mis en chiffres.

fusés au maintien de l'intégrité des Espagnes; enfin, de forcer tout le monde de convenir que la vraie cause de la perte de l'Espagne était l'insurrection, et non les *affaires de Bayonne*. Il y a, dans ce dernier mot, l'indice d'un mauvais souvenir que ces affaires laissaient peser sur l'esprit de l'Empereur. Il cherche évidemment à se soulager d'un reproche dont peut-être il sent la justice, et tient beaucoup à établir que si l'Espagne perd son intégralité, ce n'est pas aux affaires de Bayonne qu'il faudra s'en prendre.

Les événements ne permirent pas que les intentions accommodantes de l'Empereur reçussent leur application. Comme elles devaient se lier à la chance de nos succès en Portugal, elles disparurent avec cette chance. Il était impossible qu'aucune tentative de négociation avec les insurgés pût réussir tant que l'Angleterre, maîtresse d'un royaume voisin, leur prêterait l'appui de ses trésors, de ses armées et de ses flottes. Les cortès étaient, entre les mains des Anglais, une véritable machine de guerre, et c'est été alors une folie d'attendre d'elles la moindre disposition à un rapprochement avec la nouvelle royauté. Joseph le comprenait à merveille. Aussi, au retour du marquis d'Almenara, prévoyant que l'Empereur ne manquerait pas de revenir à ses projets de réunion, il s'arrêta très-sérieusement à l'idée de quitter le trône plutôt que de consentir à la cession de la rive gauche de l'Èbre. D'avance il s'était ménagé un asile. Par l'entremise du général Belliard, il avait acquis un domaine auprès de Blois, et déjà même envoyé en France son neveu, le colonel Clary, pour y préparer son établissement. En s'ouvrant avec franchise sur ce point avec l'ambassadeur Delaforêt, il lui dit que l'Empereur avait tort de voir, dans son désir de retraite, un sentiment ennemi, un ton de menace; que, loin de menacer, il le priait, il le suppliait de l'autoriser à rendre par là plus facile la solution des affaires d'Espagne. Pour le moment, c'était la situation très-délicate de notre armée en Portugal qui seule l'empêchait de partir. Il avoua même à M. Delaforêt qu'en laissant précédemment négocier ses plénipotentiaires pour voir si l'Empereur ne se relâcherait pas de ses exigences, sa résolution était bien prise, et il avait écrit à la reine, qui se trouvait alors à Paris, de ne jamais signer le moindre démembrement de la monarchie espagnole. Au moment où Joseph s'exprimait ainsi, on doit en faire la remarque à son honneur, l'Espagne était presque entièrement soumise.

La fortune, dans cette contrée, avait partout favorisé les armes françaises. Presque toutes les places importantes étaient successivement tombées entre nos mains. On avait vu dans la Catalogne,

après la prise de Gironne et de Montjoui, Augereau enlever le fort d'Hostalrich; Suchet, dans l'Aragon, assiéger et prendre en peu de mois Lérida, Méquinenza, et ensuite, secondé par le duc de Tarente, successeur d'Augereau en Catalogne, entreprendre le siège de Tortose, qui capitulera dans les premiers jours de janvier 1811. Les provinces du nord et du centre étaient occupées; l'Andalousie, les royaumes de Murcie et de Grenade, conquis par la France, souffraient moins d'une soumission plus ou moins volontaire que de l'état de guerre. Si l'expédition de Masséna en Portugal ne fut pas heureuse, elle avait eu un début brillant par la prise d'Astorga et de Ciudad-Rodrigo en Espagne, et d'Almeida en Portugal. Ce fut dans le voisinage, et presque sous les yeux des armées anglo-portugaises, que furent assiégées les places de Ciudad-Rodrigo et Almeida, sans que le commandant en chef de ces armées, Arthur Wellesley, devenu lord Wellington¹, fit aucun effort pour les secourir. Un spectacle intéressant s'offre ici à l'observateur militaire. Une vieille réputation guerrière va souffrir quelques atteintes. Une jeune renommée s'avance, mais d'un pas incertain et tremblant. Des deux côtés on voit de l'habileté et des fautes. Le maréchal français s'expose à quelques échecs par l'excès de la confiance et de l'audace; son adversaire manque aux occasions qui lui sont offertes, par l'excès d'une prudence qui mériterait presque un autre nom. A l'approche des Français, ce dernier se retire, mettant tous ses soins à éviter ce que l'armée française désire le plus, un engagement général. Après une attaque téméraire sur la forte position de Busaco, Masséna, reprenant une marche plus circospecte, continua de pousser devant lui l'armée anglo-portugaise, qui, se renfermant dans la triple ligne des retranchements de Torres-Vedras devant Lisbonne, put y résister également et les opérations lentes de la science militaire et les agressions vives de l'impétuosité française.

La guerre de Portugal, en 1810, est un premier indice du caractère qu'offrira, en 1812, la guerre de Russie; une atroce dévastation forma tout le système de défense de ce royaume. Des proclamations en date des 2 et 4 août, publiées par la régence, par le général en chef, vicomte Wellington, et par le maréchal Bértesford, commandant des troupes portugaises, ordonnèrent aux habitants de la riche province de Beyra de se replier sur Lisbonne, en détruisant et brûlant tout ce qu'ils ne pourraient emporter avec eux. On fusillait, on pendait ceux des habitants qui ne se soumettaient pas assez vite à cette terrible injonction. Les cam-

¹ En récompense de la bataille de Talaveyra.

pagnes, les villes même étaient désertes. Les Français, ne rencontrant partout que la solitude et des ruines, étaient forcés à de longues et pénibles excursions pour se procurer des vivres et des fourrages. L'armée anglaise, approvisionnée par la mer, n'éprouvait pas elle-même de pareils besoins; mais les masses nombreuses rassemblées près de Lisbonne y souffraient tous les tourments de la plus affreuse disette. La faim produisait la révolte; pour apaiser la révolte, la régence avait recours aux baïonnettes anglaises. De l'aveu même des écrivains anglais, plus de quatre cent mille habitants périrent de misère.

Presque aussi souffrante et manquant de tout, l'armée française s'obstina, pendant près de deux mois, à bloquer des armées trois fois plus fortes¹ qu'elle; mais enfin le courage des privations, le plus difficile de tous, dut avoir son terme, et l'épuisement de tous les pays environnants, même à une

grande distance, fit au maréchal Masséna une loi impérieuse de chercher des ressources dans un mouvement de retraite sur Santarém. Le général anglais voulut s'assurer si la retraite était sérieuse. Ayant bientôt reconnu que les Français, avant tout, désiraient trouver occasion de combattre, il rentra dans ses positions fortifiées, et ce fut dans cet état d'observation réciproque que s'écoulèrent, pour les deux armées, les derniers jours de l'année 1810. Dans cette lutte de deux hommes qui occupent un rang distingué dans l'histoire, la témérité avait été le partage du vieux guerrier, et la circonspection, le mérite distinctif du plus jeune. L'un ne se montra pas peut-être aussi brillant qu'il l'avait été tant de fois; l'autre n'était pas encore ce qu'il sera un jour. Tandis que ce dernier se tenait opiniâtrement sur la défensive, les maladies ayant été pour lui d'actifs auxiliaires, sa timide défiance a été réputée une temporisation habile. On lui a fait honneur d'avantages qu'il n'a dus qu'à des circonstances tout à fait accidentelles; mais on peut sans crainte, en cette circonstance, s'abstenir de partager une admiration prématurée, parce que plus tard il y obtiendra de justes droits, et prouvera que, si d'abord il avait été bien servi par la fortune, il devait bientôt mériter ce que d'avance elle faisait pour lui.

¹ D'après les états soumis au parlement, lord Wellington avait sous ses ordres, en 1810 :

Troupes anglaises.	54,000 h.
Troupes portugaises régulières.	51,000
Milices.	80,000
Total.	185,000

CHAPITRE XXIV.

Question de neutralité maritime avec les États-Unis. — Déclaration d'indépendance de la Floride occidentale. — Réunion de la Floride aux États-Unis. — Question des licences. — Décret qui ordonne le brûlement des marchandises anglaises. — Question de marchandises anglaises avec la Prusse. — Même question avec le Danemark. — Même question avec la Suède. — Demande de subsides par la Suède. — Silencie de Napoléon sur cette demande. — Commencement de mésintelligence entre la France et la Suède. — Question de marchandises anglaises avec la Russie. — Réunion du Valais à la France. — Réunion à la France des embouchures de la Meuse, du Rhin, de l'Ems, du Weser et de l'Elbe. — Rapprochement des réunions opérées par Louis XIV avec celles de Napoléon. — Création d'écoles de marine. — Levée de conscription. — Travaux de fortification en Russie. — Sénatus-consulte qui consacre les réunions indiquées ci-dessus. — Ukase hostile au commerce de la France.

Les principes de l'Empereur sur la question de neutralité maritime, tant de fois proclamés par ses décrets, avaient été de nouveau exposés au gouvernement américain, dans une longue lettre du duc de Cadore, écrite de l'Autriche en 1809, pendant les négociations de la paix de Vienne. Rien, depuis cette époque, n'était changé dans la situation relative des deux pays; mais, au milieu des mesures sévères appliquées en France aux bâtiments américains, l'Empereur ne cessait de témoigner son regret d'être condamné à l'emploi de procédés aussi rigoureux, et il n'hésitait pas à répéter souvent qu'il regarderait lui-même ses décrets comme attentatoires à la justice éternelle, « s'ils » n'étaient la conséquence obligée des actes du conseil britannique. » Au commencement de 1810, le ministère impérial entra dans des explications nouvelles avec l'envoyé du gouvernement fédéral, M. Armstrong. Le duc de Cadore, en accusant la faiblesse américaine qui supportait toutes les violences anglaises, établissait une distinction¹ fort sage entre la *reconnaissance* et la *visite*. La reconnaissance n'a pour but que de s'assurer de la réalité du pavillon; est une précaution naturelle, légitime, et personne ne doit s'y soustraire; mais la visite qui a lieu, lorsque déjà on s'est assuré de la réalité du pavillon, est une enquête injurieuse qui ne peut avoir pour objet qu'une presse de matelots, une confiscation de marchandises, ou toute autre application de lois arbitraires. Une pareille prétention ne peut donc pas être tolérée par un gouvernement jaloux de son indépendance. Les

Américains doivent ou briser l'acte de leur émanicipation et redevenir sujets de l'Angleterre, ou empêcher que leur commerce et leur industrie soient *tarifés* par les Anglais. Payer le tarif, parce qu'il est léger, c'est admettre le principe; et bientôt l'Angleterre haussera le tarif. « Alors il faudra se » battre pour l'intérêt², après avoir refusé de se » battre pour l'honneur. »

Le ministre français exprimait l'étonnement qu'éprouvait l'Empereur de voir la France, dont les États-Unis n'avaient point à se plaindre, comprise dans leurs actes d'exclusion. L'ordre ayant été donné de saisir les bâtiments français dans les ports des États-Unis, l'Empereur, en revanche, a dû faire saisir les bâtiments américains, non-seulement dans les ports français, mais dans tous les États placés sous son influence, en Hollande, en Espagne comme dans les royaumes de Naples et de Portugal. Cependant il voudrait au contraire que le commerce américain pût trouver de l'avantage à venir dans ses ports, et il ne demande pas mieux que de lui en procurer les moyens. La note du duc de Cadore se terminait par la proposition suivante : « Si M. Armstrong peut prendre l'engagement que » les Américains ne se soumettront ni aux arrêts » du conseil d'Angleterre de novembre 1807, ni à » aucun décret de blocus, à moins que le blocus » ne soit réel, le soussigné est autorisé à renou- » veler le traité de commerce avec les États-Unis, » traité dans lequel on arrêtera tous les moyens » de consolider le commerce et la prospérité des » Américains. » Déjà depuis quelque temps, le

¹ Note du duc de Cadore à M. Armstrong, du 14 février 1810.

² Phrase ajoutée de la main de l'Empereur à la rédaction de son ministre.

gouvernement fédéral désirait le renouvellement du traité de commerce, et il avait, dans ce but, donné à l'avance des instructions à son envoyé. Celui-ci, très-satisfait de la proposition du ministre français, n'hésita pas à prendre l'engagement demandé. Peu de jours¹ après, il remit un projet de traité qui, sauf quelques modifications, renouvelait la convention du 30 septembre 1800. Plusieurs articles de ce projet déplurent à l'Empereur. Croyant y voir une rédaction à dessein obscure et embarrassée, pour laisser une voie ouverte à la fraude, il décida de faire partir un agent pour Washington, avec pouvoir de traiter sur les lieux, ou du moins de préparer une prompte conclusion. Les instructions données à cet agent, M. du Moutier, consistaient à rédiger en articles les principes français sur la question maritime. L'un des objets principaux du traité devait être ainsi de renfermer le droit de blocus dans de justes bornes; de déclarer l'indépendance complète du pavillon; de faire reconnaître qu'aucune puissance n'a le droit ni d'envoyer, à bord de bâtiments étrangers, des passagers ou des hommes d'équipage, ni de forcer les bâtiments neutres d'entrer dans leurs ports, ni d'imposer un tribut sur leur commerce. C'était, en un mot, la contre-partie de toutes les prétentions anglaises, la déclaration de leur illégalité et l'engagement de les combattre. La mission de cet agent n'eut point de résultat; mais le rapprochement de la France et du gouvernement fédéral s'opérait par degrés, et l'Empereur, pour l'accélérer, employait tour à tour la rigueur et l'indulgence.

Le ministre américain, dans sa réponse à la note française du 4 février, posant en fait qu'aux États-Unis il n'avait pas été saisi de bâtiments français, en concluait qu'il n'y avait pas lieu à représailles² en France. La réplique se présentait d'elle-même. L'acte américain du 1^{er} mars 1809 ayant ordonné la saisie des bâtiments français qui étaient entrés ou entreraient dans les ports de l'Union, l'Empereur avait été incontestablement dans son droit en procédant de la même manière à l'égard des bâtiments américains; mais ce qui prouvait combien était injuste, à l'égard de la France, l'ordre de saisie donné par le gouvernement fédéral, c'est qu'au moment où cet ordre paraissait, le 1^{er} mars,

l'Empereur venait, le 25 février, de lever le séquestre mis sur les bâtiments américains, et de les autoriser à retourner aux États-Unis. Quant au fait de savoir si des bâtiments français avaient été ou n'avaient pas été saisis, il n'y avait là qu'une question de circonstance; l'hostilité n'était pas dans l'exécution plus ou moins étendue de l'ordre américain, mais dans l'ordre même. En prenant une telle mesure, le gouvernement fédéral eût dû en prévoir les conséquences, mais il semblait n'y avoir pas même songé, car les dispositions de l'acte de *non intercourse* portaient que les confiscations seraient maintenues, « quand même les relations » amicales avec la France viendraient à se renouveler. »

L'Empereur n'avait pas mis de précipitation dans sa conduite. L'acte de *non intercourse* datait presque d'une année entière, lorsqu'un décret du 18 février 1810 ordonna la vente spéciale de quelques navires³ saisis sept à huit mois auparavant. Un autre décret, daté de Rambouillet le 25 mars, généralisa la mesure en confirmant la saisie et en prescrivant la vente des bâtiments entrés dans les ports de l'empire, à dater du 20 mai 1809. Toutes ces sévérités de l'Empereur n'étaient que l'exercice légitime du droit de réciprocité dont lui-même il déplorait l'usage. Aussi, dès qu'un acte du gouvernement américain, du 1^{er} mai 1810, sans annuler aucune des dispositions précédemment adoptées, exprima cependant la résolution de s'élever⁴ particulièrement contre celle des puissances qui refuserait de reconnaître les droits des neutres, l'Empereur s'empessa de considérer ce nouvel état de choses comme un premier pas vers une conciliation. Sur la communication qui fut donnée de cet acte au ministère français, il autorisa son ministre des affaires étrangères à déclarer à M. Armstrong « que les décrets de Berlin et de Milan étaient révoqués, et qu'à dater du 1^{er} novembre, ils cesseraient d'avoir leur effet, bien entendu qu'en conséquence de cette déclaration, les Anglais » révoqueraient leurs arrêts du conseil, et renonceraient aux nouveaux principes de blocus qu'ils avaient voulu établir, ou bien que les États-Unis, » conformément à l'acte du 1^{er} mai, feraient respecter leur droit par les Anglais. » Cette révo-

¹ Le 18 février.

² Lettre de M. Armstrong au duc de Cadore, du 10 mars 1810.

³ Notamment de bâtiments saisis à Saint-Sébastien qui furent conduits et vendus à Bayonne.

⁴ Texte de l'acte du 1^{er} mai 1810,.... « Il est de plus passé en acte que, dans le cas où soit la Grande-Bretagne, soit la France révoqueraient, avant le 5 mars pro-

chain, ses édits en ce qu'ils violent la neutralité du commerce des États-Unis, et si l'autre nation ne révoque ou modifie, trois mois après, ses édits de la même manière, alors resteront en vigueur les mesures prises par les États-Unis à l'égard de cette des puissances qui se refusera ou négligera de révoquer ou de modifier ses édits. »

tion conditionnelle produisit l'effet qu'on devait en attendre. Le 2 novembre suivant, M. Madison, en vertu du pouvoir que lui en avait donné l'acte du 1^{er} mai, déclara les restrictions et prohibitions de l'acte de *non-entrecours* annulées en ce qui concernait la France, et laissa au gouvernement britannique un délai de trois mois pour révoquer, de son côté, ses ordres du conseil. Comme cette révocation n'aura pas lieu de la part de l'Angleterre, la menace de gouvernement américain, différée d'un mois au delà du terme fixé, recevra son effet le 2 mars 1811.

La conduite de l'Angleterre envers les Américains était effectivement bien loin de ressembler à celle de la France. Les procédés injurieux de l'envoyé Jackson avaient forcé le Président de faire notifier au gouvernement britannique la suspension¹ de tout rapport avec cet agent, et de demander son rappel. Cependant le gouvernement fédéral exprimait toujours le désir de voir ou bien le successeur de M. Jackson muni des pouvoirs nécessaires pour concilier à l'amiable tous les différends, ou bien M. Pinkney les terminer directement à Londres. Ces avances du cabinet américain ne furent accueillies qu'avec indifférence. Au lieu de donner à M. Jackson un successeur du même rang que lui, le ministre anglais ne nomma pour les États-Unis qu'un chargé d'affaires.

Il n'est pas inutile de remarquer ici que, dans les communications entre l'Angleterre et les États-Unis, ces derniers reconnaissent la justice des principes français, et s'en portent les défenseurs. Ainsi le secrétaire d'État du gouvernement fédéral, dans une lettre du 2 juillet, destinée à servir d'instruction à M. Pinkney, posait en fait que l'initiative de la violation des droits des neutres appartenait à l'Angleterre et non à la France. « Il n'est pas possible au gouvernement anglais, écrivait ce secrétaire d'État, de soutenir qu'un blocus tel que celui du mai 1800, de l'Elbe à Brest, annoncé depuis quatre ans sans avoir été tenté ou du moins exécuté par des forces navales, soit conforme à la loi des nations et compatible avec les droits des neutres. » La reconnaissance de ce principe par le gouvernement américain était seule la justification du décret rendu à Berlin par Napoléon, puisque ce décret se fondait sur l'illégalité du blocus nominal déclaré par l'Angleterre. Le ministre américain proclamait hautement cette illégalité. Il regardait comme absurde la prétention anglaise qu'un blocus existe, parce qu'on a des forces suffi-

santes pour l'établir. « C'était, disait-il, confondre la faculté de faire une chose avec la réalité de l'action. »

Aussitôt que le gouvernement fédéral avait eu connaissance du décret de Napoléon du 5 août 1810, qui révoquait ceux de Berlin et de Milan, il s'était hâté d'en faire donner communication officielle à Londres. Informé de ce fait par un avis direct de M. Armstrong, M. Pinkney n'avait pas même attendu à cet égard les ordres de son gouvernement. Le secrétaire d'État américain recommandait à cet envoyé d'insister pour une renonciation formelle de l'Angleterre à son système de blocus *sur papier*, et de rappeler à cette puissance la définition caractéristique du blocus véritable, exprimée par elle-même dans son traité avec la Russie en 1801.

D'après ces ordres de son gouvernement, M. Pinkney, par plusieurs lettres des mois de septembre et d'octobre, représentait vivement au cabinet anglais que comme, en adoptant un système extraordinaire d'entraves maritimes, il avait prétendu avoir suivi l'exemple de la France dans la promulgation d'un tel système, on ne devait pas douter qu'il ne s'empressât de suivre aussi le même exemple dans sa révocation. Il combattait les allégations évasives ou dilatoires de ce cabinet, et il finit par laisser entendre que, s'il avait été jusqu'alors dupe de paroles peu sincères, il cessait entièrement de l'être. De son côté, le ministre britannique ne chercha plus à se contraindre, et ne dissimula guère qu'en donnant des espérances aux Américains, il n'avait jamais eu l'intention de les réaliser. La mauvaise foi était devenue si révoltante que M. Pinkney se refusa à un rendez-vous qui lui était indiqué par lord Wellesley. « ne voulant plus, » disait-il, traiter que par écrit avec ce ministre, » par qui il avait été trompé dans toutes ses conférences. » Le chargé d'affaires envoyé à Washington y avait été accueilli avec politesse, mais le gouvernement fédéral était décidé à ne point entamer de discussion avec lui, et M. Pinkney reçut de nouveau l'ordre de n'entrer dans aucune négociation avec le cabinet britannique, à moins qu'il n'eût été préalablement donné satisfaction sur l'affaire de la frégate *le Chesapeake*. Enfin le Président, considérant comme une inconvenance d'avoir un ministre plénipotentiaire en Angleterre, tandis que cette puissance n'en accréditait point aux États-Unis, fit écrire² à M. Pinkney que, dans le cas où, à la réception de cette lettre, on n'aurait point donné

¹ Lettre de l'envoyé américain à Londres, à lord Wellesley, du 2 janvier 1810.

² Compte rendu de M. Pinkney à son gouvernement.

³ Lettre de M. Smith, secrétaire d'État, à M. Pinkney, en date du 15 novembre.

de successeur à M. Jackson, il devait regarder ses fonctions comme suspendues, et demander son audience de départ. Ainsi, à la fin de 1810, toute conciliation entre l'Angleterre et les États-Unis était plus éloignée que jamais, tandis que le meilleur accord se formait entre les États-Unis et la France.

Dès 1808 et 1809, le gouvernement fédéral, dont l'ambition convoitait les dépouilles de l'Espagne dans le nouveau monde, avait fait, relativement aux Florides, quelques insinuations au ministère français. Il était évident que l'opinion de l'Empereur sur cette question dépendrait de la conduite de ce gouvernement lui-même à l'égard de l'Angleterre. Les États-Unis n'avaient pas manqué d'entretenir, dans les Florides, les troubles qu'y avaient fait naître les événements survenus en Europe dans la monarchie espagnole. Deux partis étaient en présence, particulièrement dans la Floride occidentale; l'un voulait rester attaché à l'Espagne, l'autre aspirait à se dégager de toute suprématie européenne. Ce dernier parti avait formé une assemblée sous le titre de Convention, et réduit ses adversaires au silence. La Convention, considérant le pays comme affranchi de tout devoir d'obéissance envers un gouvernement qui ne pouvait plus le protéger, déclara la Floride occidentale État libre et indépendant. Le 10 octobre, elle communiqua, par une lettre de son Président, cette déclaration d'indépendance au gouvernement fédéral, et demanda sa réunion aux États-Unis. La lettre du Président de la Floride renfermait le passage suivant : « L'empereur des Français a invité les Américains » espagnols à déclarer leur indépendance plutôt » que de rester soumis à l'ancien gouvernement » espagnol. En conséquence, il ne peut pas trouver » mauvais que les États-Unis reconnaissent notre » indépendance, ni leur susciter aucune contesta- » tion à ce sujet. » Ce langage des représentants du nouvel État indique quelle idée on se faisait, dans toutes les parties du monde, de l'ascendant de la puissance française, puisqu'en demandant leur adjonction aux États-Unis, ils prenaient soin de les rassurer contre la possibilité d'un mécontentement de la France.

Le gouvernement fédéral, en accueillant la proposition qui lui était faite, ne l'accepta point dans la forme sous laquelle elle lui était présentée. Comme les limites de la Louisiane et des Florides n'avaient jamais été bien déterminées entre l'Espagne et la France, ce gouvernement affecta de regarder la Floride occidentale comme faisant partie de la Louisiane, qui lui avait été cédée en 1803, en sorte qu'il paraissait ne point faire une acquisition nouvelle, mais entrer en possession d'un territoire qui lui appartenait et qui était jusque-là

demeuré, à tort, au pouvoir de l'Espagne. Tel fut l'esprit de la proclamation publiée à ce sujet par le Président, M. Madison, et c'est dans le même sens qu'il s'exprima sur cette réunion dans le message qu'il adressa au congrès le 3 décembre, en l'invitant à prendre les mesures nécessaires « pour » assurer les droits et les intérêts de ce peuple qui » venait ainsi d'être réuni à la grande famille améri- » caine. »

L'Empereur était tellement satisfait de la résolution animée par le gouvernement fédéral de faire respecter ses droits comme neutre, qu'il allait de lui-même au-devant des vœux de ce gouvernement. Dès le 15 décembre, c'est-à-dire, à une époque où il ne pouvait connaître ni le message du 3 du même mois, ni la proclamation du Président, du 27 octobre, pour l'occupation de la Floride occidentale, il sanctionnait cette acquisition des États-Unis par une adhésion anticipée et plus large qu'ils ne la demandaient eux-mêmes.

« Vous donnerez l'assurance, écrivait-il ¹ à son » ministre des affaires étrangères, que si le gou- » vernement américain est décidé à maintenir l'in- » dépendance de son pavillon, il trouvera toute » sorte de secours et de privilèges dans ce pays.... » Que je ne m'oppose en rien à ce que les Florides » deviennent possession américaine; que je désire » en général tout ce qui peut favoriser l'Amérique » espagnole; que je suis favorable à la cause de » l'indépendance des Amériques; que nous n'avons » eu qu'à nous louer de l'indépendance des États- » Unis, et que, ne fondant pas notre commerce sur » des prétentions exclusives, je verrai avec plai- » sir l'indépendance d'une grande nation, pourvu » qu'elle ne soit pas sous l'influence de l'Angle- » terre. » Par la date de cette communication des sentiments de l'Empereur, le gouvernement fédéral eut la preuve que son acquiescement à la réunion de la Floride occidentale avait devancé, sinon l'événement, du moins l'époque où il eût pu en avoir connaissance, et qu'il y donnait de plus une extension qui dépassait les faits consommés jusqu'alors. Toutes ces idées de l'Empereur, jetées avec rapidité, et dont le désordre atteste la franchise, sont en elles-mêmes justes et raisonnables. Il était naturel d'espérer que l'affranchissement des Amériques serait avantageux à l'Europe et au genre humain en général. Malgré les malheurs qui accompagnent aujourd'hui l'organisation des États nouveaux sortis des ruines de la monarchie espagnole, il est encore permis de se flatter qu'en définitive l'humanité n'y aura pas perdu.

¹ Lettre de Napoléon au duc de Cadore, du 15 décembre 1810.

Quoique, dès les premiers mois de 1810, une heureuse intelligence eût commencé à s'établir entre la France et les États-Unis, la tentative de négociation faite pour la signature d'un traité n'avait pu avoir de suite, parce que les principes français, fussent-ils admis seulement comme bases d'un traité de commerce, eussent fait de cet acte un véritable traité d'alliance. Diverses objections s'élevaient contre une alliance du côté des Américains. Les différends des deux nations avec le gouvernement anglais n'étaient pas les mêmes; la France pourrait faire sa paix sans que les Américains eussent fait la leur. C'est ce que le ministère britannique ne négligeait pas de leur faire entendre. Il cherchait à leur persuader que l'Empereur les abandonnerait et livrerait à la Grande-Bretagne l'empire des mers, le jour où elle voudrait lui laisser la domination du continent. Sans tenir un très-grand compte de ces insinuations, le gouvernement fédéral n'y était pas tout à fait indifférent. Du reste, dans son opinion, il valait mieux, pour la France même, être la protectrice que l'alliée des États-Unis. Comme protectrice, ils lui sauraient gré de tout ce qu'elle ferait dans l'intérêt de leur cause; comme alliée, ils lui seraient à charge et deviendraient un embarras pour elle. Au moment où l'on s'exprimait ainsi à Washington, on ne se croyait pas encore dans une situation assez avantageuse pour rompre avec l'Angleterre.

Parmi les sujets de discussion, agités en 1810 entre la France et les États-Unis, se trouve aussi la question des *licences*. Comme cette question en général prendra ultérieurement beaucoup de gravité, nous devons dès à présent rechercher quelle était sur ce point la pensée de l'Empereur. Nous la trouvons indiquée dans une très-longue lettre qu'il écrivit au ministre de l'intérieur¹, le 16 juillet 1810. Il est bon de remarquer que, dans cette lettre, il s'agit d'un projet d'ensemble, qui sera même ajourné, et qui ne s'exécutera qu'avec diverses modifications.

Le but des *licences* devait être surtout de procurer à la France les bois de construction, goudrons et autres objets nécessaires à la marine, en échange de nos blés, vins et eaux-de-vie, soieries, rouenneries, et tous autres produits du sol ou de l'indus-

trie française. Des licences pourraient aussi, suivant l'idée de l'Empereur, être accordées dans les royaumes d'Italie et de Naples; dans le royaume d'Italie, à Venise et à Ancône, pour l'exportation des blés, fromages, etc.; à la destination de Malte et même de l'Angleterre; à Naples, pour l'exportation des huiles et du coton. La rentrée des bâtiments se ferait, pour le Nord, à Dunkerque et à Nantes; pour le Midi, à Venise et à Gènes, à Toulon ou à Marseille. Comme ce commerce devrait produire de grands bénéfices, les licences se payeraient cher. « J'y gagnerai », écrivait l'Empereur, « un bon octroi² de navigation, l'exportation de mes marchandises et l'approvisionnement de ma marine... Vous voyez que ce vaste système tend à alimenter mes ports, à faire de ce commerce un commerce d'exception et à me produire un revenu très-considérable. Ce système a donc de grands avantages. C'est répondre à l'imposition que mettent les Anglais sur mer par une imposition continentale; c'est rendre *injustice pour injustice, arbitraire pour arbitraire*. Je ne me sou mets pas dès lors à une chose insensée. » Il serait superflu, comme on le voit, d'aller reprocher à l'Empereur ce qu'il y a d'arbitraire et d'injuste dans les mesures que la guerre avec le gouvernement anglais le met dans le cas d'adopter. Il les juge, et les apprécie avec autant d'impartialité que personne; mais il a pour lui le véritable droit qu'on ne saurait lui contester dans une telle guerre, le droit de réciprocité.

L'usage des licences, dans leur application aux États-Unis, devait avoir pour objet de faire arriver des quantités de coton suffisantes aux manufactures françaises. L'Empereur destina d'abord trente permissions pour ce genre de commerce, en annonçant qu'il pourrait, selon les besoins, en accorder soixante et davantage. Mais ce système de licences fut peu goûté aux États-Unis; on le trouvait plus gênant qu'utile. « Par une telle manière de procéder, disait le secrétaire d'État américain, la France s'assimile³ à l'Angleterre; nous voulons séparer sa cause. Si la France insiste, nous porterons une loi qui défendra à nos marchands de commercer par licences. »

Cependant, en Europe, des licences avaient été

¹ M. de Montalivet.

² Suivant de prétendus économistes, qui voient des traits de génie partout, hors dans leur pays, le ministère anglais, en imaginant le régime des *licences*, et en le faisant proposer à l'Empereur, ne songeait nullement à se procurer des blés dont toutefois il avait un extrême besoin. Il ne s'agissait point pour lui de parer aux maux de la disette et de donner du pain à des populations qui en manquaient; il ne s'agissait que de relever le cours

de ses changes sur le continent, et, pour y parvenir, il cherchait à verser, à pleines mains, des espèces d'or et d'argent dans les ports français. L'invention est admirable. Ce sont là de ces beautés politiques qui ressemblent beaucoup aux beautés littéraires, découvertes par certains commentateurs.

³ Lettre du ministre français, le général Turreau, du 18 décembre.

accordées par l'Empereur, non-seulement pour la France, mais aussi pour l'Allemagne, sous des conditions qui n'étaient pas très-fidèlement observées. Des remarques ayant été faites par quelques gouvernements sur l'abus de ces licences, le ministère français y répondait par des explications qui, nous devons en convenir, n'étaient nullement satisfaisantes. « L'Empereur donne des licences ¹ pour l'exportation du blé et du vin, exportation utile à ses États; mais il n'en donne point pour l'importation des denrées coloniales. Il n'approuve pas comment les Anglais laissent entrer et sortir les bâtiments porteurs de ces licences; ils les laissent ainsi entrer et sortir librement, c'est sans doute que le blé est de première nécessité pour eux. Là se borne le mécanisme de l'affaire. L'Empereur cesserait de donner des licences aussitôt qu'il serait instruit que les Anglais feraient payer des contributions aux bâtiments qui en seraient porteurs. » Au reste, l'empereur Napoléon avait déjà fait témoigner à la Russie qu'il trouverait très-juste qu'elle usât du même procédé, si elle le jugeait convenable. Quant aux autres États, il ne refusait point de leur donner des licences françaises lorsqu'ils le désiraient. Il paraît qu'un bâtiment muni d'une licence française, après avoir été en Angleterre, s'était présenté dans un port russe, où on avait fait difficulté de l'admettre malgré les instances de l'ambassadeur. L'Empereur jugea que le duc de Vienne avait trop insisté en faveur de ce bâtiment, le *Prinze-Gustave*. « Je suis porté à croire ², écrit-il à son ministre des affaires étrangères, que M. de Romanoff a raison. Mes licences n'ont pour but que de favoriser quelques importations en Angleterre, pour lesquelles les Anglais ne peuvent faire payer de taxe, parce qu'ils la payaient eux-mêmes; mais je n'ai aucun intérêt à favoriser l'arrivée de ces bâtiments dans les autres ports. » Plus tard, le cabinet de Copenhague ayant aussi exprimé quelques plaintes à l'égard des licences, l'Empereur chargea son ministre de faire connaître à ce cabinet « que les licences ³ accordées pour l'exportation des denrées de l'Allemagne et des villes anseatiques ne s'étaient qu'avec la condition que les bâtiments qui en seraient munis n'importeraient rien d'Angle-

terre, mais serviraient seulement à exporter des blés et des produits du sol de l'Allemagne, et reviendraient en France sur leur lest, pour prendre des marchandises françaises et les exporter dans le Nord. » Malgré les déclarations du ministère impérial, il est certain que des bâtiments munis de licences prenaient des marchandises en Angleterre et les portaient sur le continent. De là le reproche fait à l'Empereur de demander aux autres États un degré de vigueur soutenu et constante, dont il s'affranchissait partiellement lui-même par une exception qui n'était guère profitable qu'à lui. Ce fut en effet dans cette année que s'aggravèrent les plus les mesures imposées à l'Europe par l'Empereur contre le commerce de la Grande-Bretagne. Comme toutes les prohibitions n'avaient pu empêcher qu'il ne se trouvât sur le continent des quantités considérables de denrées coloniales, soit qu'elles eussent été importées par contrebande, soit qu'elles eussent été saisies sur des armateurs, un décret, daté de Trianon le 3 août, les soumit à un tarif qui dépassait la moitié de la valeur. Peu de temps après, un autre décret ordonna que les marchandises confisquées ne seraient plus vendues, mais qu'il serait procédé à leur brûlement ⁴ et à leur destruction. Ce dernier décret ne reçut qu'une exécution presque insignifiante, en raison des saisies immenses opérées dans toutes les parties de l'Europe; mais l'exécution du tarif du 3 août fut poursuivie avec une grande activité. L'Empereur ne se bornait pas à le faire rigoureusement appliquer en France; il en demandait l'application non-seulement aux rois de sa famille, mais à tous les gouvernements placés sous la dépendance française, à la Prusse, au Danemark, à la Suède, et à tous les États germaniques composant la confédération du Rhin. En les invitant à adopter le tarif établi en France, le ministère français avait soin de les avertir ⁵ que, si l'on avait désigné par le nom de droits d'entrée les droits à percevoir, il ne fallait pas en conclure que l'Empereur permett l'importation des denrées coloniales, mais que ces droits devaient être perçus sur toutes les marchandises précédemment introduites et existant dans le pays au moment de la publication du tarif. Les motifs allégués étaient que, dans l'intérêt de tous les peuples, il convenait que le prix des denrées coloniales

¹ Notes de l'Empereur pour une lettre à écrire au duc de Vienne, en date du 8 février 1810.

² Lettre de l'Empereur au duc de Cadore, du 14 avril.

³ Lettre du 1^{er} septembre.

⁴ Décret du 19 octobre 1810. C'était à l'Angleterre elle-même que l'Empereur, pour réprimer ses violences sur mer, empruntait des moyens de bâtiment et de ven-

geance. Sous le règne de Georges II, trois édits avaient ordonné le brûlement de marchandises prohibées. Même sous le règne de Georges III, un statut avait encore prescrit le brûlement et l'entière destruction de certains objets de fabrique française.

⁵ Circulaire du 7 septembre, adressée aux agents français par le ministre des affaires étrangères.

fut très-élevé et, autant que possible, uniforme sur tout le continent. Cette élévation de prix aurait l'avantage d'en diminuer la consommation, de favoriser le débit des produits continentaux qui tendent à les remplacer, et de faire cesser, par l'uniformité du prix de ces denrées, l'influence pernicieuse que la diversité exerce sur le change de tous les pays.

L'un des moyens de fraude le plus en usage était la production de prétendus certificats d'origine, délivrés par des consuls français. Les bâtiments américains en étaient presque tous pourvus. Le ministère français fit notifier partout qu'aucune foi ne devait être ajoutée à ces certificats, qu'il avait été défendu aux consuls d'en délivrer, à moins que la destination des marchandises ne fût pour la France même; qu'il y avait une fabrication publique de ces papiers à Londres; que toute signature, présentée comme étant d'un consul français, était essentiellement fausse, et que, loin de mériter aucun égard, la présence seule de pareilles pièces à bord d'un navire, devait en faire prononcer la confiscation.

Ce que le ministère faisait ainsi déclarer aux divers gouvernements amis après le tarif du 3 août, il le leur répétait depuis longtemps sans pouvoir les amener à se conformer à ses vues. Ainsi, à l'égard de la Prusse, par exemple, la correspondance de l'Empereur en 1810 renferme des plaintes nombreuses sur la facilité de cette puissance à recevoir dans ses ports des bâtiments qui se prétendent neutres, et qui ne sont que des colporteurs de marchandises anglaises. Ces marchandises arrivent, là¹ sous pavillon suédois, ici² sous pavillon américain, notamment à Stettin et à Memel. Stettin étant occupé par des troupes françaises, l'Empereur charge son ministre de dire que là où sont ses troupes, il n'entend pas que la contrebande anglaise puisse avoir lieu. Les réclamations de l'envoyé prussien, se fondant sur la neutralité des États-Unis, l'Empereur écrit au duc de Cadore : « Écoutez tout ce que cet envoyé vous dira, et ensuite vous lui ferez une lettre où vous lui expliquerez³ ce que c'est que les bâtiments américains. » Bientôt cette explication se traduit en une expression des plus simples : « Toutes denrées coloniales, arrivant sous pavillon américain ou autre se disant neutre, viennent⁴ d'Angleterre et doivent être confisquées. » Vers le mois d'octobre, six à sept cents bâtiments, chargés de marchandises anglaises, erraient dans la Baltique, cherchant quelque point où l'on consentit

à les recevoir. « Je veux, disait l'Empereur, qu'ils ne trouvent d'accès nulle part; » et l'on recommandait à tous les gouvernements amis de les repousser. L'Empereur invitait particulièrement la Prusse à interdire tout transit aux trois barrières de l'Elbe, de l'Oder et de la Vistule. Il demandait en outre à cette puissance d'arrêter sur le Niémen toute introduction de marchandises anglaises qui pourraient venir de la Russie. Il alla plus loin; il imagina de proposer à la Prusse une combinaison favorable sous un certain rapport à cette puissance, c'était que les confiscations eussent lieu au profit de la France, mais eu déduction de la dette prussienne. Cette proposition conduisit à un arrangement qui fut signé le 28 janvier 1811. L'Empereur ne méconnaissait pas tout ce qu'il y avait d'onéreux pour ses alliés dans ces terribles mesures; mais il leur répétait avec vérité que, contre l'Angleterre, il n'existait pas d'autre moyen de guerre puissant, efficace et capable de la forcer à la paix. Au reste, si l'on admettait le droit pour lui, ses plaintes sur la conduite de la plupart de ses alliés auraient été justes. Une histoire contemporaine, publiée à Berlin dans l'esprit du gouvernement, reconnaît, et en fait un sujet d'éloge pour le roi, que, grâce à la bonté de ce prince, les vues de l'Empereur n'avaient été qu'imparfaitement remplies.

Le gouvernement qui s'associa, de la manière la plus franche et la plus complète, aux mesures de la France, fut celui qui avait soutenu les plus nobles combats et le plus souffert pour la défense des justes droits de la neutralité. L'Empereur ayant représenté au Danemark que le port d'Altona devenait un dépôt de marchandises anglaises, d'où elles se répandaient dans le Nord, une ordonnance⁵ du roi défendit, sous peine de confiscation, qu'il en fût fait, de ce port, aucune exportation pour des villes ou places étrangères, soit par mer, soit par terre. Convaincu par les faits que le pavillon américain ne servait en Europe qu'à couvrir la contrebande anglaise, le cabinet de Copenhague, au lieu de s'arrêter à des distinctions impuissantes, adopta l'un de ces partis décisifs qui font disparaître toute difficulté, ce fut de fermer⁶ les ports de ses États à tous vaisseaux américains, et non-seulement aux Américains, mais à tous autres bâtiments, neutres ou amis, chargés de denrées coloniales.

L'Empereur fut extrêmement satisfait de cette conduite énergique et loyale du gouvernement danois. Il fit témoigner que le zèle de ce gouvernement pour la cause commune lui rendait à jamais

¹ Lettre de l'Empereur datée d'Avers, le 3 mai.

² Lettre de Saint-Cloud, le 4 juin.

³ Lettre du 31 juillet.

⁴ Lettre du 29 août.

⁵ Du 28 février 1810.

⁶ Ordonnance du 8 septembre 1810.

chers¹ les intérêts du Danemark. Ces sentiments de l'Empereur, que l'avenir ne démentira pas, étaient mérités sous plus d'un rapport. Déjà précédemment, des marins danois avaient été fournis pour monter plusieurs vaisseaux français. L'Empereur en demanda de nouveau huit à neuf cents pour former l'équipage de deux autres vaisseaux. On trouvait ainsi le moyen d'occuper les marins inactifs dans un but d'utilité mutuelle. Le gouvernement danois y consentit sans aucune difficulté. Ces marins ne seront envoyés en France qu'en 1811.

La défense d'exporter, des ports danois dans les ports étrangers, des marchandises anglaises et coloniales, produisait, surtout pour le Holstein, de graves embarras. Afin d'apporter quelque allègement à la gêne de ce pays, l'Empereur leva l'interdiction à une condition avantageuse pour lui-même. Un décret² permit que les marchandises anglaises qui se trouvaient dans le Holstein, pussent traverser la ligne des douanes françaises par Hambourg, moyennant le paiement des droits établis par le tarif du 5 août. Cette indulgence pour le Danemark était en même temps profitable au trésor français. Si cette voie n'eût pas été ouverte aux denrées coloniales, il s'en serait écoulé au moins une partie par fraude. Les frais de contrebande étant fort élevés, le commerce, du moment que l'exportation cessait d'être interdite, trouvait encore son profit à payer un droit, même considérable, mais qui assurait aux marchandises un passage autorisé, et les mettait à l'abri des confiscations ultérieures. Comme tous les genres d'expédients étaient mis en œuvre pour soustraire les denrées coloniales aux saisies des douanes françaises, tous les genres de procédés convenaient à la France pour atteindre ces denrées dans les marchés, dans les magasins et même sur les grandes routes. Dans le mois de décembre 1810, les routes du Holstein étant couvertes de convois destinés pour la foire de Kiel, où elles eussent été vendues à tout prix, le gouvernement danois fut invité à déjouer cette spéculation, en interceptant les convois et en confiscant les marchandises sur les voitures qui les transportaient. La fidélité du Danemark à seconder les mesures de la France était d'autant plus méritoire, qu'une puissance voisine, la Suède, se distinguait par sa résistance aux vues de l'Empereur, et ne finit par s'y conformer qu'en cédant à la menace et à la crainte.

L'Empereur n'avait fait la paix³ avec la Suède qu'en lui imposant l'obligation d'adhérer au système continental et de fermer ses ports à l'Angleterre, condition pénible sans doute pour un pays qui trouvait, dans le transit et le colportage des marchandises anglaises, d'immenses bénéfices. Cependant l'engagement étant pris, c'était un devoir de l'exécuter. On avait beaucoup de peine à s'y résoudre. L'exécution ne fut ni sincère ni complète. Trois mois après, le chargé d'affaires d'Angleterre résidait encore à Stockholm, et, sous prétexte de recevoir du sel, objet indispensable dont l'introduction était autorisée, les communications avec l'Angleterre conservaient leur activité antérieure. L'Empereur s'en montra fort irrité. Il fit demander le rappel immédiat de l'agent suédois en Angleterre, et le renvoi de l'agent anglais en Suède, en déclarant qu'il préférerait une guerre ouverte et franche à une paix qui n'existerait que de nom, et que, si les conditions du traité ne s'exécutaient pas dans toute leur étendue, il le considérerait comme annulé⁴. La Poméranie était une des provinces principalement ouvertes à la contrebande. Dans des notes dictées pour servir de texte aux lettres de son ministre, l'Empereur disait que s'il avait⁵ rendu cette province, c'était pour faire une chose agréable au roi Charles XIII, et non pour qu'elle devint un entrepôt du commerce anglais. Quelques jours après, il revenait sur le même reproche : « Je commence à comprendre⁶ que j'ai » fait une faute en rendant la Poméranie à la Suède. » Faites connaître que mes troupes ont ordre de » rentrer dans cette province, si le traité ne s'ac- » complit pas sans réserve. » L'entrée des troupes françaises en Poméranie, lorsqu'elle aura lieu, sera supposée avoir un but de haute politique, ou du moins on affectera de la juger ainsi. Ce ne sera, comme le constate la menace qui la précède, qu'une question de marchandises et une affaire de douanes. La mort du prince royal de Suède, duc d'Augustenbourg, les événements qui la suivirent et l'élection d'un nouveau prince héréditaire, firent temporairement une espèce de diversion aux débats concernant le commerce britannique ; mais ils reprirent ensuite une extrême vivacité. L'Empereur se plaignait que la Suède rompait seule l'accord fidèlement maintenu par les autres puissances. La Russie même était citée comme pouvant lui servir d'exemple⁷, puisque les denrées coloniales, arrivant dans ses ports sous pavillon américain, y su-

¹ Lettre du duc de Cadore à M. Didelet, en date du 5 octobre.

² Du 5 octobre.

³ 6 janvier 1810.

⁴ Lettre du duc de Cadore au chargé d'affaires à Stockholm, du 19 mai 1810.

⁵ Lettre de l'Empereur datée de Lœken, le 16 mai.

⁶ Autre, datée de Lille, le 25 mai.

⁷ Lettre du duc de Cadore à M. de Lagerbjetke, du 12 octobre.

béassent une infallible confiscation. Le même sort les attendait en Prusse et en Danemark. Ce dernier gouvernement avait fait mieux encore : il avait interdit toute navigation dans les ports du Holstein, pour prévenir, par cet embargo, toute relation illégitime avec l'ennemi. Comparativement à cette conduite, quelle était celle de la Suède ? Une correspondance régulière par la voie des paquebots continuait à exister entre ce pays et l'Angleterre. Les bâtiments anglais se portaient en grand nombre sur les côtes de Suède, et, de la Suède, il partait, non pas quelques navires, mais d'immenses convois pour l'Angleterre. Ces assertions du ministère français étaient exactes, et on en acquit, dans le temps même, une entière certitude. Des renseignements, recueillis sur les lieux par des personnes sûres, constataient qu'au commencement du mois d'octobre, il existait dans la rade de Gothenbourg, quinze à seize cents bâtiments¹, presque tous sous pavillon américain, et munis de faux documents. Sept à huit cents en partirent pour la Baltique. D'autres retournèrent en Angleterre. Celles des marchandises qui étaient déposées à Gothenbourg étaient expédiées par terre jusqu'à Helsingborg, où elles recevaient diverses destinations.

À son arrivée en Suède, le nouveau prince royal, voulant faire quelques démonstrations de bonne volonté envers la France, envoya un agent de confiance à Gothenbourg, afin de bien connaître ce qui se passait dans cette rade. Il lui fut prouvé que les plaintes de la France étaient fondées, et il fit alors des promesses qu'il ne se piqua pas de remplir.

Dans le même mois d'octobre, l'Empereur donna ordre d'appeler à Fontainebleau l'envoyé suédois en France, M. de Lagerbäck, et il eut avec lui une de ces conversations animées dans lesquelles il gardait presque toujours la parole. « La Suède souffre, dites-vous, mais croyez-vous² que je ne souffre pas, moi ? que la France, que Bordenaux, que la Hollande, l'Allemagne ne souffrent pas ? Voilà pourquoi il faut en finir ; il faut, à tout prix, la paix maritime... La Suède est la seule cause de la crise que j'éprouve ; la Suède me fait plus de mal que les cinq coalitions ensemble. » Ici l'Empereur parla de l'élection du prince de Ponte Corvo, et dit qu'en permettant au prince d'accepter la couronne, il a couru le risque de se brouiller avec la Russie. La démarche actuelle a été retardée par considération pour le prince royal. C'est pour ne point le dépopulariser en Suède

qu'elle a lieu pendant qu'il est censé en voyage.

L'Empereur fit sentir que la Suède ne pouvait rester dans un état mixte avec l'Angleterre sans faire le plus grand tort au continent. « Choisissez : des coups de canon aux Anglais qui s'approchent de vos côtes, et la confiscation de leurs marchandsises, ou la guerre avec la France. » Il avouait que, pour le moment, la France ne pouvait pas faire beaucoup de mal à la Suède, si ce n'était peut-être dans la Poméranie dont, à Stockholm, on ne se souciait guère, mais enfin il fallait un terme à l'incertitude. « Que la Suède fasse les choses comme elle l'entend. Je sais que je suis hors d'état de la forcer ; qu'elle se mette franchement du côté de l'Angleterre, contre moi et mes alliés, ou qu'elle se réunisse franchement à moi contre l'Angleterre. » M. de Lagerbäck fut prévenu que l'envoyé français à Stockholm, M. Alquier, allait demander une explication catégorique à cet égard, avec ordre de partir cinq jours après, si la réponse n'était pas satisfaisante. « Guerre ou verte ou amitié constante, ajouta encore l'Empereur, voilà mon dernier mot. »

Sur la demande d'explications faite, le 15 décembre, par M. Alquier, le ministère suédois répondit, le 18, que le roi déclarait la guerre au gouvernement anglais. Le prince royal qui, le 11 novembre, avait adressé une première lettre à l'Empereur, lui en écrivit, le 19, une seconde, dans laquelle il déplorait la fâcheuse alternative où la note de M. Alquier avait jeté la Suède, et la situation douloureuse que produisaient pour lui-même son attachement à la France et le sentiment de ses nouveaux devoirs. Ces deux premières lettres ne contenaient que des réflexions générales sur les embarras de la Suède, et sur l'insuffisance de ses moyens pour soutenir la guerre où elle venait de s'engager. Une troisième, datée du 8 décembre, laissait voir une intention plus claire que l'Empereur, malheureusement, ne voulut point comprendre. Elle renfermait les traits suivants : « Vous le savez, sire, la guerre ne se nourrit que par la guerre, et un grand état militaire, purement défensif, est une charge que la Suède ne peut supporter sans un secours étranger... Notre situation est des plus alarmantes, si la France ne vient à notre secours. Depuis la première alliance conclue entre François I^{er} et Gustave Wasa, la France a été non-seulement l'amie constante de la Suède, mais encore elle l'a appuyée et secourue dans toutes ses guerres... Il n'y a ici qu'un vœu, c'est d'être sincèrement d'accord avec la

¹ Les échanges se faisaient en pleine mer ou sur les côtes ; plusieurs petites îles suédoises servaient de magasins.

² Lettre de M. de Lagerbäck au cabinet de Stockholm, du 25 octobre 1810.

» France, et de participer à sa gloire, toutes les
 » fois que l'occasion s'en présentera, mais l'argent
 » nous manque... Forcés par Votre Majesté à dé-
 » clarer la guerre, nous nous tournons avec con-
 » fiance vers elle. Nous lui offrons des bras et du
 » fer, et nous lui demandons en retour les moyens
 » que la nature nous a refusés. » Il était difficile
 d'articuler plus clairement une demande de sub-
 sides. L'Empereur ne s'y méprit pas, mais un or-
 gueil malentendu l'empêcha d'y avoir égard. La
 France, selon lui, s'abaîsserait en payant ses alliés.
 Le calcul était faux. Napoléon eût dû se souvenir
 que Gustave IV lui-même avait, à une certaine
 époque, fait une insinuation semblable, et qu'à
 défaut des subsides français, il avait mendié ceux
 de l'Angleterre. C'était là une vieille habitude im-
 plantée à Stockholm, et peut-être d'assez modiques
 sacrifices, faits à propos, eussent formé des liens
 qui seraient devenus difficiles à rompre. Pour l'hy-
 pothèse où la Suède déclarerait la guerre à la
 Grande-Bretagne, l'Empereur, songeant à porter
 plus loin sa liaison avec le cabinet de Stockholm,
 écrivait à son ministre des affaires étrangères
 qu'aussitôt après cette déclaration, il pourrait jeter
 en avant quelques mots tendant à amener, si la
 Suède le désirait, un traité d'alliance entre les deux
 nations. Il crut aussi pouvoir faire à cette puis-
 sance une demande qui avait été accueillie en Dane-
 mark, celle de lui fournir un certain nombre de
 marins, officiers et matelots, pour l'armement de
 quelques vaisseaux français dans le port de Brest.
 L'Empereur semblait penser que, dans la gêne fi-
 nancière de la Suède, il pourrait être agréable au
 roi de diminuer les dépenses de sa marine, « sans
 » cependant ¹ laisser inactifs le talent et le courage
 » de ses marins. » À cette dernière demande, le
 roi opposa les lois constitutionnelles de son royaume
 qui ne lui permettaient pas d'y répondre. Rien de
 plus juste que cette allégation. Seulement on eut
 tort d'y joindre l'objection insignifiante et presque
 dérisoire que « le soldat suédois, attaché à son sol
 » agreste, à ses relations, à ses habitudes, ne résiste
 » point à l'influence d'un ciel méridional. » Quant
 à l'insinuation relative à une alliance, on se montra
 disposé ² à entendre les propositions du gouverne-
 ment français, mais bientôt l'Empereur jugea qu'il

n'y avait nulle raison d'y donner suite. Il ne tarda
 pas à s'apercevoir qu'il avait trop bien présumé
 des dispositions du cabinet suédois, et même de
 celles du prince royal; que celui-ci particulière-
 ment ne serait pas le dernier à s'éloigner du sys-
 tème français, et bientôt il en eut la preuve dans
 une communication faite par ce prince au Dane-
 mark, communication ayant pour objet de lier ces
 deux pays, de manière à laisser leurs sujets com-
 mercials librement dans la Baltique avec des licences ³
anglaises. L'Empereur ne pouvait pas être dupe
 longtemps; il ne le fut pas, mais il ne montra
 point d'humeur ⁴.

Les lettres écrites à l'Empereur par le prince
 royal étant restées sans réponse, on eut soin d'en
 faire connaître le motif au ministre de France en
 Suède. « L'Empereur », écrivait le duc de Cadore
 » au baron Alquier, « pour maxime de ne pas faire
 » chez les autres ce qu'il ne voudrait pas qu'on fit
 » chez lui, n'entretenant jamais de correspondance
 » avec aucun prince royal. Le vœu de Sa Majesté
 » est que les affaires se traitent toujours par le
 » canal ordinaire de ses ministres. Il en use ainsi
 » même avec ses frères qui sont sur le trône. Il ne
 » veut pas qu'aucun d'eux puisse répondre à au-
 » cune réclamation ou à une demande qui lui se-
 » rait faite par un ministre de France : *Je traiterai*
 » *directement cette affaire avec l'Empereur* : ou
 » bien, l'Empereur m'a écrit sur cet objet... D'ail-
 » leurs Sa Majesté veut que vous vous rendiez
 » agréable au roi et au prince. » Le duc de Cadore
 recommande ensuite à M. Alquier de faire sentir
 ce qu'il y a de ridicule dans l'insignifiante déclara-
 tion de guerre de la Suède, et l'inconvenance de
 la circulaire qui en a accompagné la communi-
 cation. « L'Empereur a dit en riant que c'était à
 » lui et non aux Anglais que la Suède déclarait la
 » guerre. » Le ministre français ajoutait encore
 quelques réflexions sur une conduite qui ne pou-
 vait que déconsidérer le gouvernement suédois aux
 yeux de sa nation même, et rendre sa position plus
 difficile, en soulevant l'opinion contre une guerre
 qu'il s'était engagé à soutenir. « Mieux valait, di-
 » sait le duc de Cadore en finissant, une résistance
 » franche et ouverte aux volontés de l'Empereur. »
 La situation où se trouvait déjà la France et la

¹ Lettre du duc de Cadore au baron Alquier, en date du 8 décembre.

² Note de M. d'Engestrom à M. Alquier, du 31 décembre 1810.

³ Une lettre de l'ambassade de France en Russie, sous la date du 6 avril 1811, fera connaître que le prince royal de Suède, poursuivant cette idée, tentera de faire émirer une espèce de neutralité commerciale pour les bâtiments

suédois, danois et russes, projet qui ne sera pas accueilli à Pétersbourg.

⁴ L'Empereur donna le titre de baron à un frère de Bernadotte, et lui transféra douze mille livres de rente sur le trésor public, qui dépendaient de la principauté de Ponte Corvo.

⁵ Lettre du 22 décembre 1810.

Suède un mois après la rupture de ce dernier État avec le gouvernement anglais, atteste suffisamment que cette rupture forcée n'était ni un grand mal pour la puissance dont la Suède se séparait, ni un grand avantage pour celle dont elle paraissait se rapprocher. Cette situation, si promptement caractérisée, ne présageait que trop les variations de l'avenir.

Quoique l'empereur Napoléon, pour ranimer le zèle des autres États contre l'Angleterre, leur proposât l'exemple de la Russie, l'accord entre les cabinets de Pétersbourg et de Paris n'était pas aussi complet que le dernier cherchait à le faire croire. Si Napoléon réclamait toute la sévérité du gouvernement russe contre les importations anglaises, dans le nord par des bâtiments américains, au midi, à Odessa surtout, par des bâtiments grecs, ce gouvernement, de son côté, se plaignait de n'avoir pas eu plus tôt connaissance des facilités d'exportation que le régime des licences offrait, depuis quelque temps, à diverses branches du commerce français, tandis qu'en Russie on n'avait encore permis, même sur des bâtiments neutres, que l'exportation des fils et des clauvres. La situation financière et commerciale de la Russie autorisait ces récriminations. Pour compenser les pertes qu'éprouvait le trésor, un ukase, du 2-15 février, avait doublé les droits de douane sur tous les produits venant de l'étranger. Ce triste remède aggravait le mal au lieu de le détruire. Aussi l'empereur Alexandre et M. de Romanzof soutenaient-ils qu'il n'y en avait qu'un seul qui fût véritablement efficace, la liberté du commerce. Plus que jamais au contraire, et surtout après la réunion de la Hollande, Napoléon insistait sur la confiscation des denrées coloniales. La réunion de la Hollande à la France avait effectivement été fatale aux Anglais; elle avait mis sous la main de l'Empereur une grande masse de leurs propriétés, porté un coup terrible à leurs manufactures, et multiplié les faulx dans toutes leurs villes commerçantes. Le moment était venu, selon lui, où l'alliance russo devait produire d'immenses résultats. Les allegations de neutralité ne signifiaient plus rien, parce que les Anglais n'en reconnaissaient aucune. De plus, eût-il existé des neutres, ils n'eussent pu pénétrer dans la Baltique sans l'assentiment des Anglais qui en gardaient les passages. Tout ce qui passait dans cette mer pour y porter des marchandises anglaises devait donc être frappé de confiscation. « Si l'empereur Alexandre y met un peu de vigueur, écrit Napoléon, il en aura pour plus de quarante

millions, et produira une forte secousse en Angleterre. » Une autre lettre ⁴ de l'Empereur renferme surtout une énergique expression des torts qu'il se croit fondé à reprocher au cabinet de Pétersbourg : « Si la Russie, disait-il, veut de bonne foi empêcher le commerce des denrées coloniales, la paix sera faite avant un an..... Jusqu'à présent elle a suivi des principes opposés, et la preuve, c'est que les marchandises coloniales qui ont paru à la dernière foire de Leipzig, y ont été apportées par sept cents chariots venant de Russie; c'est que les douze cents bâtiments anglais, escortés par vingt bâtiments de guerre et masqués sous pavillon suédois, portugais, espagnol ou américain, qui erraient dans la Baltique, ont en partie débarqué leurs cargaisons sur le territoire russe. Si la Russie veut la paix, elle a le moyen d'y contraindre l'Angleterre: qu'elle confisque chez elle tous les bâtiments introduits par les Anglais, et qu'elle s'unisse à la France pour obliger la Suède à confisquer de même tout ce que les Anglais ont débarqué à Gothenbourg sous divers pavillons.

Quant au principe mis en avant, qu'en faisant la guerre aux Anglais on ne veut pas la faire aux neutres, ce principe porte sur une erreur: les Anglais ne veulent et ne souffrent aucun neutre; ils ne laissent naviguer les Américains qu'autant que les Américains se chargent de leurs marchandises et naviguent pour leur compte. Tous les cercs, filets de consul français, et tous autres papiers dont sont munis ces bâtiments, sont des papiers faux. Ces vérités sont trop sensibles pour qu'on les ignore. La paix ou la guerre est entre les mains de la Russie. » Ce que disait l'Empereur, il le pensait, et, selon nous, il avait raison de le penser. Nous croyons aujourd'hui, comme il le croyait alors, qu'il était au pouvoir de la Russie de forcer l'Angleterre à la paix, si, associée sans réserve aux mesures de la France, elle eût énergiquement concouru à fermer aux Anglais tout accès sur le continent; mais ce concours franc, sincère, absolu, tel qu'il le désirait, Napoléon avait-il droit de l'attendre? Était-il, pour son compte, sans ressource envers la Russie? Ne l'avait-il pas blessée, ne la blessera-t-il pas encore par des envahissements sans terme, qui l'atteindront elle-même sur un point particulier, dans son intérêt, dans sa dignité de famille? Loïn de nous l'intention de présenter comme légitime une manie d'agrandissement qui ne connaissait plus ni règle ni mesure! Peut-être, à la rigueur, la conduite hostile du roi

¹ Lettre du duc de Vienne, de Pétersbourg le 8 mars.

² Lettre du duc de Vienne, du 27 mai.

³ Lettre au duc de Cadore, du 16 octobre.

⁴ Du 4 novembre suivant.

Louis aurait-elle permis de considérer l'incorporation de la Vallée à la France comme une mesure rendue excusable par les circonstances, surtout en l'admettant seulement comme temporaire, comme devant cesser avec la guerre; mais là ne s'étaient pas arrêtées, en 1819, les usurpations provisoires par décret, les conquêtes définitives par sénatus-consulte. Si l'extension du grand empire vers le nord était surtout dirigée contre l'Angleterre, cette extension au midi avait pour but de saisir la clef de tous les passages, de garantir la sûreté des communications. C'est sur ce dernier motif que va se fonder la réunion du Valais.

A la différence de quelques autres, celle-ci ne fut point l'effet d'une idée soudaine, d'une résolution brusque; elle avait été entrevue de vieille date, préparée de longue main, comme une sorte de complément nécessaire aux grands travaux qui avaient lié la France et l'Italie. Dès le mois de février, l'Empereur s'en occupa sérieusement. Il écrivait, le 18 de ce mois, au duc de Cadore: « Remet-
» tex-moi sous les yeux le traité que j'ai fait avec
» le Valais..... Il paraît que ce pays est mal gou-
» verné. » Assurément, être mal gouverné n'emporte pas, pour tout pays qui a ce malheur, l'obligation de changer de maître; mais le fait du mauvais gouvernement était exact. La révolution de 1798, qui, en détruisant le despotisme des aristocraties comme celui des démocraties suisses, avait généralement amélioré le sort des autres populations, n'avait point eu, pour le Valais, un résultat très-satisfaisant. La constitution que cette république s'était donnée en 1802 n'était qu'une œuvre informe, empreinte de partialité et d'injustice. En 1803, l'acte de médiation avait laissé ce pays en dehors de la confédération des autres États, de manière que son sort put être ultérieurement fixé selon les événements, sans qu'il fut besoin de toucher à l'ensemble des institutions helvétiques. La voie ainsi était ouverte, l'opération facile. Le 26 juin, le principal magistrat du Valais s'étant rendu à Paris, l'Empereur lui fit poser les questions suivantes auxquelles il fut invité à répondre :

1° Est-il du point de vue du Valais d'être réuni à la France?

2° Quelle espèce d'opposition cette réunion pourrait-elle rencontrer?

3° Si on ne réunit pas ce pays à la France, quel est le meilleur moyen d'améliorer sa constitution de manière à détruire toute influence des prêtres et du parti qui nous est contraire?

Les réponses du magistrat valaisien confirmèrent l'Empereur dans son projet de réunion; mais il crut devoir auparavant débattre la question avec la partie intéressée, et il fit en conséquence appeler

à Paris l'évêque de Sion avec six des principaux personnages du pays, dont quatre devaient être choisis parmi les habitants le plus défavorables à la France, et deux seulement parmi ceux qui lui étaient le moins opposés. Dès ce moment, la réunion était sans doute entièrement décidée, car l'Empereur, dans une lettre au duc de Cadore, se livre à quelques sorties sur la conduite équivoque du Valais dans la dernière guerre, sur les prétentions du haut Valais à l'égard du bas Valais, prétentions en effet ridicules et absurdes, qui tendaient à séparer, comme antrefois, les deux populations en maîtres et en esclaves; sur le peu de fidélité de la république à remplir ses engagements pour la construction d'une partie de la route fautive qui avait déjà coûté à la France tant de millions, et sur les obstacles apportés par l'ignorance, par les préjugés de quelques fanatiques, aux avantages que cette grande communication est due produire pour le pays. Ces griefs énoncés par l'Empereur forment évidemment la base d'un décret à rédiger pour une réunion inévitable. Attentif à procéder, en tout, avec une certaine méthode et à donner, même à des déterminations prises, les formes d'une préalable d'libération, l'Empereur nomma une commission chargée de conférer avec les députés du Valais, d'examiner avec eux les intérêts respectifs des deux pays, et d'aviser aux moyens de les concilier. Les membres de cette commission étaient MM. Bonderer et Corsini, conseillers d'État, et Helvoet, maître des requêtes, c'est-à-dire un Français, un Italien et un Hollandais. Le compte que cette commission rendit de ses conférences, les documents où étaient exposées les raisons alléguées de part et d'autre, furent mis sous les yeux de l'Empereur, qui cancela, de leur lecture, que ce petit pays, froissé sans cesse entre l'Italie, la France et la Suisse, ne pouvait pas subsister plus longtemps dans cet état, et que sa réunion était prescrite par une impérieuse nécessité. « Je ne puis pas, dit-il, sacrifier l'intérêt de l'Italie et de la France pour cette chétive population. » C'était, il est vrai, une assez chétive acquisition que celle du Valais comparée à celles qui la suivirent immédiatement, et dans lesquelles elle fut enveloppée. Prononcée le 12 novembre, par un décret impérial, elle fut sanctionnée par un sénatus-consulte du 15 décembre avec d'autres réunions beaucoup plus importantes. « La réunion du Valais, portait le message, est une conséquence prévue des immenses travaux que je fais faire depuis dix ans dans cette partie des Alpes. Lors de mon acte de médiation, je séparai la Vallée de la confédération helvétique, prévoyant dès lors une mesure si utile à la France et à l'Italie. » Le nom du Valais n'était pas même

prononcé dans le rapport du ministre des affaires étrangères joint au message de l'Empereur. Le préambule du décret impérial, qui renfermait l'exposé de cette mesure, ne la justifiait pas par des motifs d'une merveilleuse solidité. Dire que la route du Simplon formait le lien de plus de soixante millions d'hommes, reprocher au Valais de n'avoir pas rempli les engagements qu'il avait contractés, ce n'étaient pas là, en faveur de la réunion, des arguments invincibles. Le seul qui fût plausible et même vrai, consistait à dire que la réunion mettrait un terme à l'anarchie qui affligeait ce pays, et couperait court aux prétentions abusives de souveraineté d'une partie de la population sur l'autre. Si un raisonnement de ce genre n'a pas une grande valeur dans l'ordre des principes qui fondent la possession politique, il n'est pas sans quelque poids comme considération atténuante dans une question d'humanité. Au reste, de toutes les acquisitions territoriales dont se grossissait l'empire français, celle du Valais, isolée de toute autre, eût faiblement occupé l'attention publique. Le Valais devenait le département du Simplon; ce n'était pour la France qu'un département de plus; mais le même sénatus-consulte du 15 décembre renfermait des adjonctions bien autrement étendues et d'une portée bien plus significative. Destiné en apparence à consacrer seulement le décret du 9 juillet, relatif à la Hollande, ce sénatus-consulte englobait, dans son élastique application, comme un simple accessoire qui n'avait pas eu besoin d'être préparé, la réunion d'États indépendants, de territoires considérables, et appartenant à divers princes, pays que n'avait pas même atteints jusqu'alors le provisoire habituel d'un décret d'incorporation. La forme sous laquelle ce grand acte se présentait, était aussi étonnante que l'acte même. L'Empereur, partant du principe que les arrêts du conseil britannique en 1806 et 1807 « avaient déchiré le droit public de l'Europe, ajoutait : Un nouvel ordre de choses régit l'univers. De nouvelles garanties m'étant devenues nécessaires, la réunion des embouchures de l'Escaut, de la Meuse, du Rhin, de l'Emis, du Weser et de l'Elbe à l'empire, l'établissement d'une navigation intérieure avec la Baltique, m'ont paru être les premières et les plus importantes.

« J'ai fait dresser le plan d'un canal qui sera exécuté avant cinq ans, et qui joindra la Baltique à la Seine.

« Des indemnités seront données aux princes qui pourront se trouver froissés par cette grande mesure que commande la nécessité, et qui appuie sur la Baltique la droite¹ des frontières de mon empire. »

Tel est le mode de communication par lequel l'Empereur annonçait à l'Europe les nouvelles agrégations de territoire qui déplacent et portent si loin les limites de la France. On était généralement disposé à considérer comme devant être comprises dans ces limites les embouchures de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin; mais qui pouvait s'attendre à y voir également enfermer celles de l'Emis, du Weser et de l'Elbe? Les questions de places de guerre ne sont plus rien. Désormais l'Empereur fait ses conquêtes par énumération de fleuves et de rivières. Il en saisit les embouchures, bien assuré de se trouver par là maître de tout ce qui borde leur cours. Si, dans son message, il évite de faire ressortir la grandeur de ses acquisitions nouvelles, le rapport de son ministre est aussi proluxe sur la réunion déjà jugée de la Hollande, que laconique sur le reste. Pour un fait si grave, trois lignes lui suffisent : « La réunion des villes anseatiques, du Lawembourg et de toutes les côtes depuis l'Elbe jusqu'à l'Emis, est, dit le ministre, commandée par les circonstances. » Quand le mot *circonstances* à l'étrange vertu de couvrir seul de si exorbitantes invasions, est-il un État qui puisse se croire certain de son indépendance et de sa nationalité? Peut-être, toutes démesurées qu'elles sont, ces incorporations d'une vaste étendue auraient-elles été réputées tolérables, si l'Empereur n'eût entendu les établir que pour l'état de guerre; mais malheureusement le rapport de son ministre tendait à les faire envisager comme durables et permanentes. Après avoir parlé du retour nécessaire de la paix, il présentait les réunions comme pouvant être extrêmement utiles pour le cas de guerres nouvelles. L'Angleterre ne pourrait plus, avant de déclarer la guerre, comme en 1736, 1793, 1801² et 1805, commencer les hostilités, dépouiller le commerce et saisir des citoyens paisibles naviguant sur la foi de la paix; ou « si de tels exemples devaient se renouveler un jour, les voyageurs, les négociants anglais, leurs propriétés et leurs personnes, saisies dans nos ports depuis la mer Baltique jusqu'au golfe Adriatique, répondraient de ces attentats. » De telles paroles ne laissent pas de doute sur l'intention de rendre les réunions perpétuelles.

¹ Louis XVIII écrivait, à cette occasion, le 17 janvier 1811 : « De notre temps, une telle entreprise eût fait quelque petit bruit; aujourd'hui c'est un événement des plus minces. » On se demande si c'est un éloge ou

une critique de sa famille que ce prince a voulu faire. Ce n'est pas assurément avec les Bourbons de la branche aînée que la France eût jamais tenté une telle entreprise.

² À l'égard de l'Espagne.

Le sénatus-consulte du 13 décembre n'épargnait pas même les pays possédés par la famille de l'Empereur ; il enlevait plus de cinq cent mille âmes au royaume de Westphalie, et près de deux cent mille au grand-duché de Berg.

Nous ne le dissimulerons pas ; l'envahissement des villes anstétiques et autres pays enveloppés dans le même acte de réunion nous paraît le plus audacieux que se soit jamais permis l'Empereur, envahissement inattendu, que rien ne devait faire soupçonner avant sa réalisation, bizarre dans sa forme, grave dans son objet, plus grave encore par la nature des pays incorporés et par le caractère de quelques-uns des possesseurs qu'il tendait à déposséder de leurs droits héréditaires. A toutes les époques antérieures, les grandes réunions avaient été précédées de discussions préalables, de communications directes ou indirectes qui les faisaient connaître, ou du moins pressentir avant l'événement. Ici, toutes les précautions ont été négligées ; elles semblent même avoir été omises à dessein ; on aime mieux surprendre l'opinion, la frapper par le spectacle du fait accompli que parer aux obstacles, et les écarter d'avance. Une seule lettre, écrite¹ au duc de Vienne par le ministre des affaires étrangères, le chargeait de s'enquérir comment, dans l'hypothèse de l'exécution des réunions projetées, le cabinet russe considérerait la position du duc d'Oldenbourg, beau-frère de l'empereur Alexandre, et on n'avait pas même attendu, pour agir, la réponse de cet ambassadeur. Celui-ci écrivait, le 13 décembre, c'est-à-dire le jour même où était adopté le sénatus-consulte français, que, vu le silence qui lui a été prescrit sur l'intention de son gouvernement, il n'avait pu amener l'empereur Alexandre à aucune réflexion qui se rapportât à une hypothèse semblable, mais il prévoyait que la situation où allait se trouver placé le duc d'Oldenbourg ferait certainement dire qu'on n'avait en France aucun égard pour la Russie. Il ajoutait que la joie qui avait précédemment éclaté à Pétersbourg dans un moment où il s'agissait de retirer les troupes françaises de l'Allemagne, indiquait assez quel sentiment on éprouverait en nous voyant nous établir ainsi dans le Nord, non plus à titre passager d'occupation, mais à titre de possession perpétuelle ou du moins indéterminée. Le duc de Vienne faisait parfaitement juger jusqu'à quel point irait l'inquiétude en Russie, en ajoutant qu'un moyen de tranquilliser cette puissance serait d'envoyer une partie des troupes polonaises en Espagne. Si la présence seule des troupes du duché de Varsovie dans

le voisinage du territoire russe est déjà un sujet d'effroi pour le cabinet de Pétersbourg, que sera-ce lorsque les villes de Hambourg et de Lübeck, devenues des cités françaises, vont avoir rapproché les frontières des deux empires ? Les événements marchaient avec une telle rapidité que les observations qui auraient pu les prévenir devaient arriver trop tard. A la même date² aussi, et presque jour pour jour, le ministre des affaires étrangères informait le duc de Vienne de ce qui avait été fait la veille, et l'on ne saurait assez remarquer comment la grandeur des faits disparaît et s'efface dans la simplicité des paroles : « La réunion de la Hollande, écrivait ce ministre, a entraîné celle des villes anstétiques. » Il semble qu'il ne s'agisse là que d'une affaire insignifiante, qui doit passer inaperçue, et qui ne puisse offrir de difficultés que sur un seul point dont on veut bien s'occuper. « Par ces réunions, continue le ministre, le duché d'Oldenbourg se trouve enclavé dans l'empire ; nécessairement il sera soumis à nos douanes. » L'Empereur a senti ce qu'une pareille position aurait de pénible pour le duc. On a dit au grand maréchal de la cour, M. de Malzahn, que si ce prince voulait conserver ses possessions enclavées dans l'empire français, il en était le maître ; que si au contraire il désirait transporter sa souveraineté ailleurs, en conservant, dans le duché d'Oldenbourg, les biens domaniaux et tout ce dont il jouit à titre particulier, l'Empereur s'y prêterait avec empressement. M. Bacher³ se rend au près du duc pour savoir ce que ce prince désire. Le ministre ne manquait pas de faire envisager les nouvelles réunions comme devant être avantageuses à la Russie elle-même, par la création d'une navigation intérieure en Allemagne et par l'établissement d'un canal entre la Baltique et le Rhin, ce qui rendrait la Baltique libre et ouvrirait une communication facile entre la Russie et la France.

A propos de quelques mesquines réunions opérées par les chanceliers de Metz et de Brisach, l'auteur du Siècle de Louis XIV a dit : « Depuis Charlemagne, on n'avait vu aucun prince agir ainsi en maître et conquérir par des arrêts. » Qu'était-ce que les arrêts de la royauté auprès des décrets de l'empire ! Quelle distance d'une réunion de quelques milliers d'âmes comparativement à des réunions de principautés entières, comme les possessions du saint-siège, de républiques et de royaumes, comme le Valais, la Hollande et les villes anstétiques avec leurs territoires ! Dans le xvi^e siècle, à la nouvelle de l'occupation de quelque hicoque en

¹ Mois de novembre.

² Le 14 décembre.

³ Chargé d'affaires près la confédération du Rhin, dont le duc d'Oldenbourg est membre.

conséquence des arrêts rendus par les chambres de Louis XIV. le prince d'Orange s'écriait : « Il faut être aveugle pour ne pas voir que le roi de France aspire à la monarchie de l'Europe ; il vaud mieux périr les armes à la main que laisser s'accomplir de semblables usurpations. » Au moment des grandes incorporations effectuées par les décrets impériaux, de pareils cris ont pu s'élever en Angleterre ; ils sont peu entendus sur le continent. Peut-être la Russie elle-même fut-elle restée inactive et silencieuse si Napoléon, en s'agrandissant, n'eût compris dans les territoires réunis une principauté dont elle ne peut décemment permettre la disparition. L'intérêt politique eût pu tout supporter ; l'intérêt de famille, l'orgueil dynastique a reçu une profonde atteinte. On ne se battrait pas pour les cinq millions de population acquis par la France ; on se battra pour quelques milliers d'âmes enlevées au duc d'Oldenbourg.

Dans le même moment où Napoléon faisait présenter au sénat les projets de réunion qui ajoutaient tel accroissement à son empire, il montrait, pour soutenir cette œuvre de l'ambition, le développement de la force régulière dont il était en son pouvoir de disposer. Il demandait, à la conscription de 1810, quarante mille hommes pour le service de mer, et cent vingt mille pour le service de terre. C'est de cette époque que date une institution importante qui subsiste encore, la création ¹ d'une école spéciale de marine. Tandis que les marins exercés étaient appelés à monter les vaisseaux, de jeunes marins s'instruisaient sur des divisions de petits bâtiments, aux manœuvres, au timonage, au maniement des armes, et faisaient l'apprentissage de tout ce que le service de mer exige. D'autres recevaient, à l'école spéciale, une instruction plus complète. Pour y être admis, il fallait être âgé de treize ans au moins et de quinze ans au plus. Un vaisseau devait être affecté à l'école de marine dans chacun des ports de Brest et de Toulon. Les deux vaisseaux employés à cette destination reçurent le nom de deux marins célèbres : celui de Brest s'appela le *Duquesne*, celui de Toulon, le *Tourville*. Les cantons littoraux de trente départements cessèrent de concourir à la conscription pour l'armée de terre, et furent réservés pour l'armée navale.

Comme la simultanéité d'une levée de cent vingt-cinq mille hommes avec le sénatus-consulte con-

quéant, du 15 décembre, devait nécessairement frapper les esprits dans toute l'Europe, et particulièrement à Pétersbourg, l'ambassadeur français dans cette capitale fut chargé d'y donner des explications propres à prévenir les inductions que l'on eût pu en tirer. Ces levées ², devait-il dire, étaient le résultat d'un système nouveau adopté par l'Empereur qui désormais voulait appeler la conscription chaque année, sauf à renvoyer, s'il n'en avait pas besoin, un pareil nombre de soldats des conscriptions antérieures. Ainsi, sans avoir une plus grande masse d'hommes sous le drapeau, un plus grand nombre de Français seraient instruits au maniement des armes. Cette institution, qui commençait, devrait être continuée les années suivantes. A la vérité, le nombre de cent vingt mille hommes dépassait celui de la précédente conscription, mais il y avait près de deux ans qu'aucune levée n'avait été faite. Tout l'art de ces explications était impuissant à déguiser la vérité qui éclatait de toutes parts. A travers ces allégations, il était trop visible que, dès la fin de 1810, la France et la Russie, malgré l'apparente amitié des deux empereurs, étaient déjà dans un état réciproque d'observation. De part et d'autre la défiance est éveillée, et trop souvent la défiance fait naître le mal qu'elle soupçonne. Elle existe, mais elle ne s'est pas jusqu'à présent manifestée au dehors. On dirait qu'on s'est donné le mot pour en laisser paraître les premiers indices en même temps à Pétersbourg et à Paris.

Soit réalité, soit affectation de crainte, la Russie ne cessait de montrer de l'irritation toutes les fois qu'elle voyait, dans quelques journaux, les noms de Pologne et de Polonais. Le duché de Varsovie lui apparaissait comme une menace constante du rétablissement de la Pologne. Il semblait que ce fût un danger prochain contre lequel il y eût urgence à se prémunir. Depuis quelque temps déjà des ordres avaient été donnés ³ pour faire accélérer l'établissement d'une ligne défensive sur la Duna, à Riga, à Dunamund, à Revel et sur d'autres points, on élevait ou l'on réparait des fortifications. Ce n'était, disait-on, que des dispositions de prudence en raison des constructions militaires opérées aussi dans le duché de Varsovie. L'armée russe avait reçu des renforts et une organisation ⁴ nouvelle. Ce qui se passait en Russie n'échappait ⁵ pas à Napoléon. Aussi faisait-il recommander au

¹ Décret daté de Fontainebleau, le 27 septembre.

² Lettre du duc de Cadore, du 14 décembre.

³ Lettre du duc de Vicence, du 10 novembre.

⁴ Lettre du duc de Vicence, du 27 novembre.

⁵ Indépendamment de la surveillance générale exercée par ses agents diplomatiques, l'Empereur, par une

lettre du 30 juin, avait affecté une somme de 150,000 francs à des missions secrètes en Autriche et en Russie pour être bien informé des mouvements militaires de ces puissances. Les observateurs chargés de ces missions étaient des hommes d'un ordre élevé, voyageant sous prétexte de curiosité et d'art. Ils avaient un chiffre,

duc de Vienne de ne pas perdre de vue les travaux que faisaient les Russes sur la Duna et même sur le Dniester. « On ne peut pas se dissimuler », écrivait-il, que ces ouvrages, étant des ouvrages de campagne, décèlent, de la part des Russes, de mauvaises intentions. Après avoir fait la paix avec la Porte ottomane, comme ils en ont l'espérance, voudraient-ils la faire avec l'Angleterre, et violer ainsi le traité de Tilsit? Cette dernière paix les mettrait en guerre avec la France. » A ces paroles de l'Empereur, le duc de Cadore ajoutait dans une dépêche du 7, adressée au duc de Vienne : « L'Empereur ne désire pas cette guerre, mais il sera toujours prêt à la soutenir. Tous ses vœux sont pour la continuation de la paix sur le continent; mais telle est la nature des choses que, pour être en paix, le continent doit faire la guerre à l'Angleterre, tant que l'Angleterre fera la guerre à la France. » Ces derniers mots rendent parfaitement la situation de l'époque. L'alternative était forcée. Les puissances continentales étaient condamnées à choisir entre la guerre avec l'Angleterre ou la guerre avec Napoléon. Celui-ci ne pouvait pas, sans anéantir les effets de son système, admettre d'exception, même pour la Russie.

Le jour 2 où de Paris on prescrivait à l'ambassadeur français à Pétersbourg un redoublement de surveillance, l'empereur Alexandre entretenait l'ambassadeur du bruit répandu de la marche d'une division française vers le nord de l'Allemagne.

De plus, continuait ce prince, cette division est suivie du grand parc² d'artillerie de l'armée, ce qui fait dire que tous ces moyens ne sont pas dirigés uniquement pour la défense des côtes. « Je vous en parle, pour que vous le mandiez à l'Empereur, parce que cela agite toute l'Europe. » A ce propos, le duc de Vienne n'ayant pas manqué de faire allusion aux travaux de la Duna, l'empereur Alexandre alléguait que le caractère de ces travaux était purement défensif, objectant d'ailleurs que, pour lui, il ne s'offusquait pas de ceux qui s'exécutaient à Praga³, à Sierock, à Thorn, à Modlin et à Torgau. Comme le fond de toutes les questions pour la France était la guerre au commerce anglais, le monarque russe prétendait que les demandes de Napoléon sur ce point allaient au delà des stipulations des traités. Pour son compte, « il n'avait, disait-il, demandé qu'une seule chose que les traités ne stipulassent pas, la convention

sur la Pologne, et l'Empereur ne l'avait pas voulu. » On sait quelle étrange obstination d'Alexandre, sur un mot sacramental à ses yeux, a empêché que la convention n'ait été conclue.

Les derniers mois de 1810 renferment tous les germes de la guerre qui aura lieu en 1812. C'est dans ces derniers mois qu'à Paris et à Pétersbourg on s'est dit sérieusement que, dans un temps plus ou moins prochain, la guerre n'était pas impossible. De là des actes caractérisés de la part des deux cabinets. Napoléon a pu croire que beaucoup oseraient un moyen de faire reculer la Russie; et, brusquement, sans discussion, sans insinuation préalable, par le sénat-consulte du 13 décembre, il s'est approprié toutes les positions du nord de l'Allemagne. La Russie, de son côté, avait déjà, depuis quelque temps, jugé qu'elle pouvait s'affranchir de tous ménagements, et elle avait préparé sa vengeance par l'élaboration d'un règlement de douanes, qui sera daté du 31 du même mois. Ce règlement, qui détermine les droits à percevoir sur tous les objets importés du dehors, déclare prohibés tous ceux qui ne sont pas mentionnés dans la nomenclature jointe à l'ukase. Or cette nomenclature ne comprend ni les draps, ni les étoffes de soies, ni les rubans, gazes, batistes, toiles, dentelles, bronzes, porcelaines, en un mot, aucun des articles fabriqués en France. L'introduction des eaux-de-vie était formellement défendue, et les vins n'étaient admis que moyennant le paiement d'une taxe énorme. En revanche, l'ukase permettait l'entrée des denrées coloniales sous pavillon neutre, et tout le monde est d'accord que les pavillons supposés neutres ne servaient alors qu'à masquer la propriété anglaise. Aussi, de l'aveu même des écrivains les plus dévoués à la Russie, de M. Schoell par exemple, c'était, de la part de cette puissance, sous une forme déguisée, il est vrai, un abandon complet du système continental. Indépendamment de l'esprit exclusif de l'ukase à l'égard du commerce français, une de ses dispositions en indiquait l'intention évidemment politique, c'était celle qui, pour en assurer l'exécution, prescrivait la formation d'une armée de quatre-vingt-dix mille hommes sous le nom de gardes des frontières. Cette armée, que sa destination plaçait sur les frontières mêmes du territoire russe, devait être commandée par des officiers supérieurs de l'armée de ligne. Quoique Napoléon n'eût pas peut-être attendu de

n'arrivaient jamais par la poste, mais faisaient parvenir leurs rapports par les courriers des légations françaises.

² Lettre de l'Empereur au duc de Cadore, du 5 décembre.

³ Le 7 décembre. Lettre du duc de Vienne, de ce jour 7.

⁴ Ce fait sera démenti par une déclaration du gouvernement français, du 27 mars 1811.

⁵ Les quatre premiers postes indiqués étaient dans le duché de Varsovie.

La Russie une résolution aussi énergiquement hostile, il avait depuis quelque temps deviné les pensées de ce cabinet, et c'est, nous n'en doutons pas, le pressentiment ¹ instinctif de ce qui se préparait contre lui qui l'a porté à la grande invasion du nord de l'Allemagne, sans acception même du duché d'Oldenbourg. Les discussions entre Pétersbourg et Paris, pendant 1809 et 1810, ont roulé

sur la rédaction d'un accord relatif à la Pologne, qui a fini par n'être pas conclu. A partir du commencement de 1811, deux points de controverse vont apparaître sans cesse dans les communications des deux États. Chacun d'eux a son grief spécial, son mot symbolique, qu'il ne cessera de reproduire, la Russie, le duché d'Oldenbourg; la France, l'ukase du 31 décembre.

¹ C'est dans le moment où se prononcèrent les inquiétudes de l'Empereur à l'égard de la Russie qu'il me nomma son agent en Pologne. Le 5 décembre, il écrivait au duc de Cadore : « J'ai besoin à Varsovie d'un homme plus intelligent que Serra, Bigeon, qui est à Carlsruhe, me conviendrait mieux. » Il n'est personne, je pense, qui ne doive s'engourdisse d'avoir reçu des marques d'estime de l'Empereur. Je n'étais donc encore un autre billet, adressé au même ministre, le 21 janvier 1810. Après s'être plaint de la plupart de ses agents diplomatiques, il ajoutait : « Mes ministres en Russie, en Espagne et à Bade, sont les seuls dont la correspondance soit satisfaisante. » On trouvera qu'il y a de l'amour-propre dans ces citations. Je n'en découvre pas. Je m'honore d'avoir été remarqué par l'Empereur, et ici je suis d'autant plus fier

de cette distinction que le poste où j'étais placé alors était moins important. Je ferai observer à cette occasion, par mon propre exemple, combien l'Empereur sut être délicat dans ses procédés avec ses agents. Comme j'avais, depuis un certain nombre d'années, le titre de ministre plénipotentiaire et que j'étais accrédité en qualité d'envoyé extraordinaire dans le grand-duché de Bade, l'Empereur, avant de me nommer pour Varsovie, me fit demander si j'accepterais un titre inférieur au mien. Le traité de Tilsit portait que la France n'aurait qu'un résident à Varsovie. Je n'hésitai pas à accepter. L'importance d'une mission ne tient pas toujours au titre de l'agent. J'ignorais que l'Empereur m'assignerait, pour Varsovie, un traitement double de celui dont je jouissais à Carlsruhe.

CHAPITRE XXV.

Cessions de territoire faites par l'Empereur. — Attention de l'Empereur à réprimer les écarts de ses agents. — Impartialité de l'Empereur entre la France et le royaume d'Italie. — Ménagements pour les Français au service étranger, à leur rentrée en France. — Soins donnés au bien-être des pays récemment incorporés à l'Empire. — États romains. — Hollande. — Le duc de Plaisance, lieutenant de l'Empereur en Hollande. — Organisation de la Hollande. — Sévère exécution des mesures relatives aux marchandises anglaises. — Penchant du duc de Plaisance à l'atténuation des sévérités de l'Empereur. — Bui spécial des conquêtes de Napoléon. — Contraste de sa conduite et de celle des autres princes euvres les acquisitions nouvelles. — Affaires intérieures. — Décret qui proclame loi de l'Etat la déclaration du clergé de 1682. — Décret relatif aux prisons d'Etat. — Etablissement de maisons pour recevoir six cents filles de militaires. — Actes d'administration. — Travaux publics, commerce et manufactures. — Instruction publique. — Emploi d'une taxe sur les journaux. — Projet d'organisation de gardes nationales. — Administration de la liste civile de l'Empereur. — Banque de France. — Finances. — Situation respective de la France et de l'Angleterre. — Budget comparé des deux pays.

Dans les moments mêmes où la vie politique de l'Empereur attache le plus fortement l'attention, on trouve une sorte de déclinement à le voir, au milieu des plus audacieuses entreprises, descendre à des occupations moins hautes et à des intérêts moins sérieux. Après avoir beaucoup demandé aux puissances qu'il a vaincues, il se montre à son tour pressé de se dessaisir de tout ce qui ne doit pas être réuni à la France. Au commencement de 1810, ayant résolu de faire quelques cessions aux grands-ducs de Wurzburg et de Bade, ainsi qu'à la maison de Nassau, il recommande à son ministre des affaires étrangères de se hâter de conclure des traités avec ces princes, « afin de n'avoir plus rien », disait-il ¹, au 1^{er} avril, dans cette partie de l'Allemagne. »

Dans le règlement des affaires générales, il n'oublie point les familles ou les personnes qui ont des droits à sa bienveillance ou à son affection. En créant le grand-duché de Francfort, il veut que, par un article secret, on réserve quatre cent mille livres de rente ² à la famille du prince primat. Dans le grand-duché de Bade, pour prix de la cession faite à cet Etat du comté de Nellenbourg ³, il fait augmenter la pension personnelle dont jouissait la princesse Stéphanie, grande-duchesse héréditaire.

Les princes détronés ne sont point non plus mis

en oubli par l'Empereur. Le 24 avril, il demande des informations, afin de pouvoir assurer un secours fixe à l'ancien roi de Sardaigne.

Il fait un acte de politique et non de générosité lorsqu'il charge ses agents diplomatiques de faire connaître aux princes ⁴ de la confédération du Rhin qu'il leur saura gré de lever les séquestres encore existants sur les biens des princes de Metternich et de Schwarzenberg.

L'occasion de montrer quelque courtoisie pour les Anglais se présente rarement, mais il est toujours empressé à la saisir. Nous en voyons la preuve dans plusieurs lettres, et notamment dans une du 26 juin : « Faites donner des passe-ports ⁵ à cette femme anglaise qui veut venir chercher son mari sur le continent. »

M. Cauning avait écrit au duc de Cadore pour lui recommander un de ses compatriotes, M. Palmer, l'Empereur ordonna aussitôt de faire renvoyer cet individu en Angleterre, en témoignant ⁶ à M. Cauning qu'il avait été charmé de faire une chose qui lui était agréable.

Quoique l'Empereur ne cédât pas gratuitement les principautés et territoires que la guerre avait mis à sa disposition, s'il stipulait, avec les princes favorisés, ou une cession de biens domaniaux, ou le paiement de certaines sommes, il ne se montrait pas inflexible sur les conditions qu'il avait impo-

¹ Lettre au duc de Cadore, du 11 février 1810.

² Lettre du 12 février.

³ Lettre du 26 février.

⁴ Lettre du 25 mars.

⁵ Lettre du 26 juin.

⁶ Lettre du 13 octobre.

«ées, et ne fermais pas toujours l'orcille aux réclama-
tions de ses délateurs. » J'accorde, écrivait-il ¹,
« la remise de onze millions que désire la Bavière.
« Je demande seulement qu'elle remplisse l'enga-
« gement que j'ai pris de payer un million à la ville
« de Ratisbonne pour rebâtir les maisons. » Il s'agit
des maisons détruites au moment de la prise de
cette ville dans la campagne de 1809.

L'explosion d'un caisson français qui traversait
Eisenach ayant, dans cette même année, causé d'as-
sez grands dommages, l'Empereur donna sur-le-
champ ordre d'indemniser les habitants qui avaient
souffert de cette explosion.

Justement sensible à l'offense dans toutes les
questions où l'honneur pouvait être intéressé, l'Em-
pereur n'hésitait pas à reconnaître le tort de ses
agents, lorsqu'ils montraient une susceptibilité
mal entendue. Un consul à Alger ayant eu un dé-
mêlé avec le dey pour un objet sans importance
réelle, l'Empereur le blâma hautement : « Mon
« agent me paraît bien coupable ²; il ne devait pas
« compromettre mes intérêts pour des bagatelles.
« Je ne veux pas me brouiller avec le dey pour de
« pareilles sottises. » Il se présente ici un curieux
rapprochement. Qui le eût cru? la branche aînée
des Bourbons s'est montrée moins accommodante,
moins traitable que Napoléon dans toute sa puis-
sance. Probablement l'Empereur n'eût pas conquis
Alger pour un coup d'éventail, ou même seule-
ment pour un geste qui en indiquait la menace.
A la vérité, il est probable aussi que le dey n'eût
pas refusé de lui donner une raisonnable satisfac-
tion, s'il l'eût demandée.

Comme l'Empereur n'aurait pas souffert de mau-
vais procédés de la part des étrangers envers ses
agents, il n'entendait pas en permettre de la part
de ses agents envers les étrangers, et surtout en-
vers une puissance amie. Le général Rapp, qui
commandait à Danzig, à la suite d'un léger diffé-
rend avec le consul russe qui résidait dans cette
place, avait commis la faute d'écrire une lettre dé-
placée à ce consul. L'Empereur lui en fit adresser
de vifs reproches. « Quelque tort que pût avoir eu
« ce consul, selon l'Empereur, il n'appartenait ja-
« mais à un gouverneur de lui écrire ³ de cette ma-
« nière; il y avait là dedans de la folie ⁴. » Le duc
de Vicence fit connaître à Pétersbourg l'éclatante
désapprobation donnée à la conduite du général
Rapp.

¹ Lettre du 14 octobre.

² Lettre du 14 juin.

³ Lettre du 10 août.

⁴ Les éditeurs des mémoires de ce général cherchent à
le justifier, mais sans dire un mot de sa lettre au consul

de Russie, et c'est dans cette lettre que se trouve le grief
qui excita le juste mécontentement de l'Empereur.

On reproche avec raison à l'Empereur l'exten-
sion indéfinie qu'il donnait aux frontières de la
France. Cependant quelquefois encore c'était lui
qui se refusait à l'occasion offerte. Le pacha de
Bérat lui ayant proposé de le mettre en possession
des forts de Wallone, l'Empereur fit répondre qu'il
ne désirait point l'acquisition de ces forts. « Ce
« serait ⁵, disait-il, me remettre en guerre avec la
« Porte. » Du reste, il prescrivit de bien traiter ce
pacha, et de l'appuyer à Constantinople.

Une commission, nommée pour régulariser la
frontière de la France et du royaume d'Italie, avait
eu sans doute plaisir à l'Empereur en établissant
une démarcation très-extensive à l'avantage de la
France. « La commission ⁶, écrivit l'Empereur, a
« pris les choses de trop haut; elle ne propose rien
« moins que d'incorporer à la France une partie
« du Modénois, pour avoir une route qui vint
« joindre celle de Modène à l'isthme, ce qui réuni-
« rait les villes de Reggio et de Modène. Je ne puis
« ratifier de pareilles idées. » Il indiquait ensuite
une délimitation plus raisonnable et plus conforme
aux intérêts du royaume d'Italie.

Après la paix de Vienne, l'Empereur, comme
nous l'avons fait connaître, avait accordé une am-
nistie à tous les Français qui avaient jusque-là
servi dans les armées de l'Autriche contre leur
patrie, mais en leur imposant l'obligation de ren-
trer en France dans un délai déterminé. Pour ne
point jeter dans la misère des hommes qui, pour
la plupart, n'avaient d'autre fortune que leur épée,
il leur fit savoir que les officiers jusqu'au grade de
capitaine, les sous-officiers et soldats auraient, dans
l'armée française, le même grade qu'ils avaient en
Autriche. « Il y a même, ajoutait l'Empereur ⁷,
« des officiers lorrains, encore certains, auxquels je ne
« ferai point difficulté d'accorder le grade de gé-
« néral de brigade. Ayant oublié le passé, mon but
« est de faire revenir en France tout ce qui est
« Français. »

Ce qui plait, ce qui touche même dans la con-
duite de l'Empereur, c'est qu'il y a un sentiment
français au fond de tous ses actes. Souvent aussi
on y aperçoit une pensée d'humanité. Les parties
de territoire nouvellement acquises attirent son
attention comme la vieille France, et même il s'en
occupe avec un soin particulier, pour adoucir le
malaise du premier moment, et les attacher à l'em-
pire. Cette intention se montre jusque dans des

de Russie, et c'est dans cette lettre que se trouve le grief
qui excita le juste mécontentement de l'Empereur.

⁵ Lettre du 23 mai.

⁶ Lettre du 3 novembre.

⁷ Lettre du 24 novembre.

circostances tout à fait minutieuses. Le séjour de la reine d'Etrurie à Nice ne lui convenant pas, il dit : « Cette princesse serait très-bien à Rome ¹. » Je lui donnerai une maison, et comme elle jouit de quatre à cinq cent mille francs de revenu, la dépense qu'elle en ferait à Rome serait utile à cette ville. »

S'il était un homme en qui l'on pût excuser l'ambition de commander à un grand nombre de peuples, ce serait assurément celui qui, en devenant le chef de ces peuples, s'occuperait aussitôt à leur procurer tout le degré de bien-être que comporteraient la nature des temps et l'état général du monde politique. Or tel a été sans contredit le rôle de l'empereur Napoléon ; tels ont été ses sentiments et ses œuvres. On dirait, et c'est une remarque faite par des hommes qui ont beaucoup vécu à ses côtés, qu'en faisant des conquêtes, il a autant pour objet de préparer de l'exercice à son esprit que des jouissances à son amour-propre. Dès que la France s'augmente d'un État ou d'une province, l'Empereur se livre tout entier à l'étude, à la discussion de tout ce qui se rapporte à sa récente acquisition. La nouveauté même des objets donne un plus vif élan à son infatigable activité. Nous en voyons la preuve, en 1810, relativement aux États romains et à la Hollande. Ces deux contrées demandent des vues et des mesures d'un ordre différent. L'Empereur comprend à merveille ce qui convient à chacune.

L'un des premiers objets qui appelle son attention dans les États romains, c'est l'assainissement de Rome et de ses environs, c'est le dessèchement ² des marais Pontins et leur appropriation à d'utiles cultures. Sept questions sont posées par l'Empereur, et livrées à l'examen d'une commission ³ qui doit être réunie sur les lieux dans le courant du mois d'octobre.

Dès à présent, le sol des environs de Rome paraît propre à la culture du coton, et cette culture, encouragée par une prime, offre, en 1810 même, un important résultat ⁴.

Des fouls sont accordés pour la conservation et la réparation des monuments que renferment les églises, pour peu qu'ils aient de valeur sous le rapport de l'art, de l'histoire ou de l'antiquité.

Les beaux-arts formant la principale illustration de la Rome moderne, ce noble patrimoine ne périra

pas dans les mains de Napoléon. Une dotation annuelle de cent mille francs est accordée à l'académie de Saint-Luc. Les écoles qui dépendent ⁵ de cette académie reçoivent une organisation mieux entendue. Canova en est nommé le directeur perpétuel.

Ce qui existe est amélioré ; on crée ce qui n'existe pas. Le jardin botanique obtient un notable agrandissement.

En établissant une école de musique, on lui donne pour directeur Zingarelli.

L'école de mosaïque était reléguée dans des bâtiments étroits et humides ; elle est transportée dans un vaste local possédé autrefois par le saint-office. Là on enseigne gratuitement cet art intéressant de conserver les chefs-d'œuvre périssables de la peinture. Des concours sont établis et des prix assignés aux élèves les plus habiles.

L'administration ne s'occupe pas moins des intérêts matériels de cette capitale et surtout de ce qui tient à la salubrité. La distribution des eaux, organisée avec intelligence dans le gouvernement pontifical, reçut des améliorations, qui pourvurent, de la manière la plus satisfaisante, à la propriété de la ville et au service des habitants.

Des travaux bien dirigés découvrent, dans Rome même, les richesses qu'on y laissait enfouies. Les fouilles arrivent en peu de temps jusqu'à la base de la statue de Jupiter Stator, et une partie du Capitole est rendue à sa forme primitive.

La vieille France, loin d'être jalouse des progrès qui se développent dans les nouveaux départements, leur envoie des machines pour y fonder ou perfectionner des manufactures ; elle fait connaître à la population romaine une source de bien-être que celle-ci ignorait, le travail ; et cette population, fainéante sous ses souverains ecclésiastiques, s'étonne elle-même de l'activité dont elle est devenue capable. Pour la vieillesse et l'indigence, auxquelles le travail est impossible, l'administration, à la place de l'aumône des cloîtres, a ouvert des bureaux de bienfaisance et des dépôts de mendicité.

Ces soins de l'administration ne se renferment pas dans l'enceinte de la ville ; des améliorations correspondantes s'opèrent dans toute l'étendue des deux départements de Rome et du Trésimène.

Une autre situation, d'autres besoins occupent

¹ Lettre du 31 décembre.

² Lettre au ministre de l'intérieur, en date du 25 juillet.

³ Cette commission, présidée par le sénateur Fossombroni, se composait de savants du premier mérite, tels que M. Prony et quelques hommes très-distingués dans l'étude et la pratique de l'agriculture.

⁴ Dès 1810, la récolte produisit cent mille kilogrammes de coton.

⁵ Ces écoles se composèrent de seize chaires, distribuées entre les diverses espèces et les divers degrés d'instruction.

plus laborieusement l'Empereur en Hollande. A Rome, une dotation de cinquante millions en biens domaniaux avait suffi au remboursement de la dette publique; pour la Hollande, la tâche était bien plus difficile. La réunion de ce pays, qui, sous le rapport politique, avait une influence défavorable sur l'opinion, était une opération moins heureuse encore sous le rapport financier. Quoique les impôts y fussent hors de toute proportion, les dépenses annuelles excédaient les revenus, et le roi Louis n'y avait pourvu qu'à l'aide d'un emprunt.

La dette hollandaise se composait d'une foule de titres différents et d'emprunts contractés à divers taux d'intérêts. L'Empereur voulut tout voir, tout connaître; il voulut débrouiller, en détail, l'origine de cette dette monstrueuse à laquelle il était impossible que le pays eût jamais pu suffire. Il se fit remettre, sur chacune de ses parties, des mémoires, des rapports accompagnés de nombreux documents. Après les avoir parcourus, il les fit passer à son ministre du trésor : « Je vous envoie bien » des fatras; mais ces gens-là savent que nous travaillons pour eux; ils me sauront gré de ma patience. » Au total, la situation de la Hollande présentait, au moment de l'abdication de Louis, des embarras tellement graves, que la réunion de cette contrée à la France devenait pour elle un bonheur. Il lui était beaucoup plus avantageux de se fondre dans un grand empire que de rester, comme tous les États faibles, exposée aux caprices des puissances de premier ordre et à la mobilité de ces caprices. D'ailleurs, elle succombait sous le poids d'un gouvernement particulier qui ne pouvait satisfaire à ses charges. Créancière de débiteurs devenus insolvable, avec une dette dégradée de deux tiers dans son capital, et menacée d'une perte de cinquante pour cent dans le tiers qui restait, elle n'avait eu, pour ses débris, d'autre moyen de salut que sa réunion à la France.

L'Empereur estimait la nation hollandaise. Il jugea qu'avant tout il fallait obtenir sa confiance, et il y envoya, pour son lieutenant général, l'homme le plus propre à inspirer ce sentiment; c'était l'architrésorier le Brun, duc de Plaisance, personnage vénérable par son âge, et aussi distingué par son esprit que par l'urbanité de ses manières. « Mon cousin, lui dit l'Empereur, la Hollande a perdu son roi; partez sans délai, allez consoler les Hollandais en gémissant avec eux. » Le duc de Plaisance alléguant son âge pour se dispenser d'accepter la difficile mission de lieutenant de l'Empereur,

ses excuses ne furent point écoutées. Napoléon insista en lui répétant plusieurs fois : « Vous êtes l'homme qu'il me faut en Hollande. » Cette mission délicate ne pouvait être mieux remplie.

Aux yeux de l'Empereur, le plus important de tous les intérêts en Hollande est la marine. C'est donc à la marine qu'il donne ses premiers soins, en se hâtant d'assurer les dépenses de ce service essentiel, que non-seulement il veut conserver, mais auquel il se propose de donner plus d'étendue et de développement. L'administration maritime de la Hollande lui paraissant plus économique que celle de France, il annonce¹ que son intention est de la maintenir. Outre le réarmement des vaisseaux existants dans les ports, il ordonne la construction de cinq vaisseaux, de deux frégates et de deux bricks, voulant, dit-il, avoir, en 1811, dix-neuf vaisseaux de guerre en Hollande, savoir, sept à Helvoetluis et douze au Texel.

Ce qui, dès le premier moment, frappe aussi l'Empereur, c'est la disproportion des impôts qui pèsent sur la Hollande avec ceux que payent les autres départements de la France. Procédant avec ordre, il établit à Amsterdam un conseil² de liquidation pour constater la situation de la dette hollandaise, et, vu la difficulté d'assimiler brusquement l'administration des nouvelles provinces à celle des départements français, il leur donne une organisation provisoire et temporaire, propre à préparer leur fusion ultérieure dans le grand empire. Un décret impérial³, qui remplissait quinze colonnes du *Moniteur*, embrassa toutes les branches du gouvernement en général, l'administration civile, l'ordre judiciaire, l'armée, la marine et les finances. Quoique, dans ce dernier service, il ne fût pas possible d'opérer un changement complet, le décret, tout en maintenant à peu près le système antérieur, devait⁴ introduire, en 1811, des allègements tels que les impositions à payer par les nouveaux départements seraient beaucoup plus faibles⁴ que celles qu'ils avaient payées pour les années précédentes. » En effet, plusieurs des anciennes impositions étaient formellement supprimées, et cependant le niveau entre la Hollande et la France était encore loin d'être établi. La France, avec une population de plus de quarante millions d'âmes, supportait alors environ neuf cents millions de charges annuelles, tant en droits sur les consommations qu'en impositions territoriales. Avec moins de deux millions d'habitants, la Hollande devait payer encore plus de

¹ Lettre de l'Empereur au duc de Plaisance, son lieutenant général.

² Décret du 23 septembre 1810.

³ Décret du 18 octobre 1810.

⁴ Préambule du décret du 18 octobre.

soixante millions de taxes, qui portaient principalement sur les consommations.

Moins prodigue que ses frères Joseph et Jérôme, le roi Louis avait cependant distribué un assez grand nombre de dotations, plutôt à titre de faveur qu'en récompense de services réels. L'Empereur n'hésita pas à les annuler : « Ce n'est pas dans un pays obéré qu'on peut se permettre de pareilles choses.... Le roi n'a pas eu le droit de donner ce qui ne lui appartenait pas ¹, ni des domaines de la couronne, ni de ceux de l'État. »

En général, l'Empereur n'aimait point à rien détacher de ces domaines. Le gouverneur général lui ayant proposé, sur la demande des autorités hollandaises, de disposer de plusieurs propriétés du domaine royal, Napoléon refusa son consentement : « Je garderai ², lui répondit-il, le château de Loo jusqu'à nouvel ordre. Je ne suis pas non plus pressé de donner ni la maison du ministre de France, ni le palais du Bois. Lorsque vous avez écrit cette lettre, vous étiez dans un moment de générosité. »

La principale difficulté que rencontrait l'Empereur en Hollande était l'application de ses lois relatives aux marchandises anglaises. Les mesures prescrites par ses décrets, dont la rigueur avait été peu sensible sous le règne de Louis, durent recevoir, après la réunion à la France, une entière exécution. Il fut ordonné au gouverneur général de faire payer, sans retard, les cinquante pour cent dus en vertu des tarifs. L'Empereur regrettait presque de n'avoir pas fait saisir les marchandises mêmes; car, dans son opinion, « les Hollandais n'en étaient pas propriétaires ³, ils n'en étaient que les détenteurs et les gardiens pour le compte anglais. » Comme le gouverneur général, dans sa correspondance, tâchait de faire comprendre qu'il serait utile de montrer plus de ménagements envers la Hollande, l'Empereur s'étonnait qu'un homme de son expérience ⁴ se laissât toucher de la prétendue terreur des habitants. « Vous me parlez de leurs plaintes, de leurs inquiétudes, de leur mécontentement. Est-ce que les Hollandais me prendraient pour leur grand ⁵ pensionnaire Barneveldt? Je ferais ce qui convient au bien de mon empire, et les clameurs d'hommes insensés ne m'arrêteraient pas. »

Un Hollandais ayant été tué dans une affaire de

contrebande, le duc de Plaisance crut devoir faire arrêter un des agents de la douane française. Cette démonstration, qui semblait accuser un excès de sévérité dans ces agents, ne pouvait pas plaire à l'Empereur. Aussi Napoléon écrivait-il au duc de Plaisance : « À quoi bon montrer de l'intérêt pour un homme tué dans une émeute dont il n'a pas fait partie? Avez-vous bien fait de faire arrêter un de nos douaniers blessé en remplissant son devoir?..... Ce n'est pas en caressant la populace qu'on la mène..... Les bourgeois ont tort quand ils résistent à la force armée. Rassemblez les magistrats; déclarez-leur que, s'ils veulent mériter mes bonnes grâces, il faut que je sois obéi. Je le veux, entendez-vous? et qu'ils le sachent bien. »

Toute la correspondance de l'Empereur et du gouverneur général démontre que Napoléon voulait en effet une juste exécution de ses ordres, mais en même temps qu'il n'était pas très-fâché de la modération que son lieutenant général mettait dans leur accomplissement. Celui-ci, en effet, se faisait une sorte de devoir d'atténuer, aux yeux de l'Empereur, les torts accidentels de la population hollandaise, pour n'avoir pas à être l'instrument d'une répression trop rigoureuse. Ainsi, à l'occasion d'un mouvement qui avait eu lieu à Haardingen, et présenté sous un jour adouci dans les lettres du gouverneur général, Napoléon répondait : « Je ne me paye pas de ces excuses; vous êtes beaux coup trop bon ⁶. Faites juger les coupables, et faites des exemples. »

L'Empereur avait estimé que le paiement de cinquante pour cent sur les marchandises anglaises devrait, malgré les efforts faits pour s'y soustraire, produire une recette d'une cinquantaine de millions : son calcul se trouva juste. Des déclarations furent faites par les habitants eux-mêmes pour une somme de quarante-cinq millions, sur laquelle trente-huit étaient payés à la fin du mois de novembre.

En même temps que Napoléon se montrait exigeant sur tout ce qui se rapportait au système continental, il ne négligeait aucun moyen d'améliorer la situation du pays. Plusieurs lettres attestent combien il était attentif à faire procurer du travail aux ouvriers qui pouvaient en manquer. Nous retrouverons encore ailleurs la preuve de l'intérêt qu'il

prouvait de se montrer ainsi. J'ai eu la preuve de cette disposition de sa part dans des circonstances presque semblables, lorsque j'étais chargé de l'administration des provinces conquises en Prusse et en Autriche dans les guerres de 1806 et 1809. Tout en me faisant transmettre par M. Daru des ordres d'une extrême rigueur, l'Em-

¹ Lettre du 17 juillet au duc de Plaisance.

² Lettre au duc de Plaisance, du 14 août.

³ Lettre au même, du 19 septembre.

⁴ Lettre au même, du 24 septembre.

⁵ Lettre au duc de Plaisance, du 30 septembre.

⁶ Malgré ce reproche d'être trop bon, l'Empereur l'ap-

mettait à empêcher que les Hollandais eussent à regretter leur précédente existence. Tous les hommes distingués, à quelque titre que ce fut, en Hollande, ministres, magistrats, militaires et marins, grands propriétaires, trouvèrent place en France, et une large place, dans le sénat, le conseil d'État, l'armée et les divers emplois de l'administration civile.

Cette conduite de l'empereur Napoléon à l'égard des pays réunis au territoire français, donne à son ambition, à cette ambition objet de tant de reproches, un caractère particulier qui la distingue de celle de tous les autres conquérants. Certes, conquérir pour conquérir, on, en d'autres termes, pour compter un plus grand nombre de sujets, est une passion que réprouve l'humanité; mais tel n'est point le but des conquêtes de Napoléon. Ses conquêtes par les armes, ses invasions même par décret au sein de la paix, ont leur principe dans une idée qu'il poursuit, qu'il est condamné à poursuivre sans cesse, la répulsion complète des Anglais hors du continent. Le commerce anglais, il le sait, est déjà fort en souffrance par le fait du système continental, et ce n'est que l'excès de la souffrance qui peut amener la paix. Napoléon n'a donc qu'un moyen de parvenir à ce résultat, c'est de renforcer la ligne de circonvallation par laquelle il travaille à interdire tout à la terre aux Anglais comme les Anglais ont interdit la mer à tous les autres peuples. Cet intérêt lui paraît être celui de l'Europe¹ entière. De là pour lui la nécessité de s'assurer de tout le littoral du continent. Son véritable tort, nous l'avons dit, c'est de ne pas déclarer que tous ces envahissements ne sont que des moyens de guerre, temporaires comme la guerre même. Mais quelle différence entre ses procédés envers les pays qu'il incorpore à la France, et ceux des héros de l'antiquité envers les peuples vaincus, ceux même des gouvernements de nos jours qui ont réuni ou réunissent de nouvelles provinces à leurs États! La conquête, œuvre de Napoléon, étant celle du peuple le plus avancé en civilisation sur des peuples plus arriérés, porte avec elle le principe d'importantes améliorations, qui peut-être ne se produisent pas à l'instant même, mais dont le développement est inévitable. Plus tard des gouvernements rétrogrades s'efforceraient de détruire ce germe précieux; ils n'y réussirent

qu'imparfaitement. La semence, surtout celle de l'esprit d'égalité, est partout entrée dans le sol; elle fructifiera dans un temps plus ou moins prochain.

La conquête, ainsi que l'entend l'empereur des Français, ne dépouille point le peuple qu'il réunit à son empire. Elle consacre aux pays associés à l'existence commune, la presque totalité des recettes qu'ils produisent. Napoléon fait plus : ces saisies de marchandises anglaises, ces taxes sur les denrées coloniales dont la France eût pu, à la rigueur, se réserver l'avantage exclusif, il en applique les produits à construire des fortifications, à creuser des canaux, à ouvrir des routes, et à une foule d'ouvrages qui ne resteront pas à l'ancienne France. En 1810, ces saisies, ces taxes, la Hollande non comprise, produisaient plus de quarante millions. Les recettes de cette nature, employées à des travaux lointains, en signalant l'étendue géographique de la puissance, ne feront qu'ajouter à la grandeur de la chute.

Le trait distinctif de la conquête de la part de Napoléon, méconnu aux jours de la passion et de la colère, éclate déjà aujourd'hui, et éclatera plus encore aux regards de la postérité. Quel est le pays, ayant fait partie de son empire, qui ne conserve pas quelque souvenir d'abus qu'il a détruits, de réformes qu'il a entreprises, d'institutions utiles qu'il a voulu fonder? L'adoption seule et même passagère de son code civil n'a-t-elle pas profité à l'espèce humaine? Assurément, pour nous Français contemporains, les deux années de malheur qui ont anéanti douze années de succès et de puissance, nous ont fait supporter des pertes bien cruelles, de bien rudes sacrifices; et cependant tel est le prestige de la grandeur, que l'orgueil national s'épanouit encore au souvenir de ses fabuleuses victoires et de leurs prodigieux résultats. A part même toute autre considération, sa gloire, qui nous a coûté si cher, nous la réclamons comme nôtre, comme un bien qui nous appartient à tous, et il n'est aucun de nous qui ne se rappelle, avec une sorte d'amour-propre personnel, ces moments, à la vérité bien courts, où la France, crainte et respectée, avait porté si loin sa frontière, où Rome et Hambourg étaient des municipalités françaises.

Eu nous occupant d'Amsterdam, de Hambourg et de Rome, nous nous trouvons ainsi, presque

premier ne trouvait pas mauvais que cette rigueur fût affaiblie quelquefois dans les choses mêmes et surtout dans les formes de l'exécution.

¹ En général les savants contribuaient à entretenir l'Empereur dans l'espoir du succès final de son système, en démontrant que le sol européen pouvait être forcé à pro-

duire tout ce que produit l'Amérique. Les savants n'avaient pas tout à fait tort, et quelques faits ont depuis justifié leurs assertions; mais il fallut à leurs prophéties la longue coopération du temps, et l'Empereur aurait eu besoin qu'elles se réalisassent en quelques années.

sans nous en apercevoir, ramenés aux affaires intérieures de la France, à laquelle maintenant appartenait, à titre de bonnes villes, ces trois anciennes capitales.

Quoique l'année 1810 ait été, si l'on en excepte la guerre d'Espagne, une année pacifique pour le reste du continent, une politique active en a encore absorbé une grande partie, et l'attention de l'Empereur a souvent dû se porter hors de ses anciennes frontières. Cependant, à l'intérieur, il n'est pas non plus resté inactif, et toutes les branches de service, l'administration, les travaux publics, le commerce, les manufactures et les finances, ont tour à tour, et parfois en même temps, attiré ses méditations ou du moins ses regards.

Les deux actes les plus importants, relatifs au gouvernement intérieur de la France en 1810, furent le décret¹ qui proclama, comme loi générale de l'empire, l'édit de Louis XIV sur la censure de la déclaration du clergé en 1682, et le décret² destiné à établir un système régulier de prisons d'État. Nous ne reviendrons pas sur le premier de ces actes, la question ecclésiastique ayant été suffisamment traitée ailleurs. Relativement au décret concernant les prisons d'État, nous croyons devoir nous y arrêter un moment, non pour le justifier, mais pour en rechercher la nature et en déterminer le véritable caractère.

Ce qui blesse le plus dans le despotisme n'est pas toujours son action même, c'est la prétention qu'il met à s'entourer de formes légales, et à couvrir l'arbitraire de la sanction de la loi. Toutes les révolutions se font au nom de la liberté, mais, dans les révolutions anciennes comme dans les révolutions modernes, c'est souvent une forme de servitude plus ou moins adoucie qui remplace une autre forme plus détestée, parce qu'on en avait plus longtemps supporté le poids. En France, ce n'est pas la liberté seule qui a été invoquée; un double cri s'est fait entendre; deux mots ont retenti, liberté, égalité. Malheureusement l'une et l'autre ont fourni prétexte à des excès, à des crimes, jusqu'au jour où, fatiguée d'agitations meurtrières, la France accepta pour chef le plus illustre de ses guerriers, et lui livra son avenir. C'était un terrible héritage que celui de la révolution française. Ce respect absolu pour la liberté individuelle, que nous désirons aujourd'hui, était-il possible sous le consulat et sous l'empire? Entre les deux mobiles qui avaient fait la révolution, l'Empereur s'appropriait celui qui formait, dans ses plans, le levier le plus puissant, l'instrument le plus efficace et le plus utile à ses vues, l'esprit d'égalité. Malgré la création d'une

noblesse héréditaire, qu'il eût soin de rendre accessible à tous, le principe d'égalité est demeuré intact sous son règne, et peut-être le maintien de ce principe est-il ce qui a fait valoir, dans les masses, le plus vif attachement à sa personne. Quant à la liberté, il était peu en position de l'admettre comme ressort actif dans l'organisation de son gouvernement. À côté d'un corps législatif sans voix, et d'un sénat plus que docile, la liberté n'avait qu'une existence nominale. Cependant le système était préparé. Nuls peu à près sous Napoléon, ces deux corps pouvaient obtenir une grande influence sous ses successeurs. La liberté politique n'était qu'ajournée. À l'égard de la liberté individuelle, la vouloir alors telle que l'avait proclamée la Déclaration des droits, est été une chimère. La succession des gouvernements divers, qui avaient passé sur la France, avait amené un ensemble de faits que tous les dogmes nouveaux, toutes les maximes constitutionnelles ne pouvaient détruire, et les gouvernements sont obligés de composer avec les faits. C'est dans cette nécessité de s'arranger avec les faits, résultant des luttes intérieures et étrangères, que l'Empereur conçut la pensée d'une mesure qui est devenue le sujet de la plus vive réprobation, l'organisation des prisons d'État. Le blâme n'est pas injuste. La régularisation de l'arbitraire est pire que l'arbitraire même. Le rendre légal, c'est le consacrer, c'est en prolonger la durée, c'est éloigner l'époque où l'on pourra le faire disparaître. Au reste, le décret impérial ne donnait pas au pouvoir une faculté, qu'il n'eût pas, d'attenter à la liberté des citoyens; il avait pour but de restreindre dans ses mains l'usage de cette faculté et d'améliorer le sort de ceux qu'elle avait atteints; mais son vice essentiel, radical, intolérable, était d'établir que des citoyens pouvaient être indéfiniment retenus dans les fers, sans avoir été jugés. La maxime contraire est aujourd'hui fondamentale pour nous; mais la distance est grande entre la théorie et l'application. Voici comment le préambule du décret énoncé les motifs qui l'ont dicté :

« Considérant que plusieurs de nos sujets détenus ont, à différentes époques, attenté à la sûreté de l'État, qu'ils seraient condamnés à des peines capitales, mais que des considérations supérieures s'opposent à ce qu'ils soient mis en jugement; que d'autres, ayant été chefs de bandes, ont été repris en flagrant délit;... que plusieurs sont ou des voleurs, ou des diligences ou des hommes habitués aux crimes, que nos cours n'ont pu condamner, » quoiqu'elles eussent la certitude que l'élargissement serait contraire à l'intérêt de la société;

¹ Décret du 28 février 1810.

² En date du 5 mars.

« qu'un certain nombre, ayant été employé pour
 « la police en pays étranger, et lui ayant manqué
 « de fidélité, ne peut être ni élargi, ni traduit de-
 « vant les tribunaux sans compromettre le salut de
 « l'État... nous avons décrété, etc. »

Certes, tous les hommes qui viennent d'être ainsi qualifiés semblent devoir inspirer peu d'intérêt; mais, dans un gouvernement libre, il ne peut pas exister d'autre juge que la loi, d'autre pénalité que celle qui est appliquée par les tribunaux. Du moment qu'une détention n'a pas été prononcée par une sentence de magistrats compétents, elle est un abus de pouvoir, une véritable tyrannie. On a donc raison de refuser aux gouvernements le droit d'établir des prisons d'État, car ce titre seul emporte avec lui une faculté de détention indépendante du concours de la loi et de ses organes; mais, pour apprécier équitablement la conduite du gouvernement impérial, il faut se reporter aux temps où il agissait ainsi, à sa situation et aux embarras de l'héritage qu'il avait recueilli de la république. Considéré sous ce point de vue, le décret du 3 mars était plutôt une atténuation qu'une aggravation du mal existant, son principal objet étant de donner aux citoyens une garantie dans l'accomplissement de formalités préalables, propres à mettre l'innocence à l'abri des écarts du pouvoir. Ses autres dispositions avaient également pour but de réparer les injustices et de découvrir les erreurs qui auraient pu être commises. En définitive, ce décret a révélé une plaie sociale, il ne l'a pas fait naître; il a constaté que, sous le gouvernement de Napoléon, la liberté individuelle n'existait pas, car il n'y a de liberté que là où la loi règne seule, que là où tout citoyen est réputé innocent¹ tant que la loi ne l'a pas déclaré coupable.

Si le décret du 3 mars jette sur le gouvernement intérieur de Napoléon, en 1810, une ombre qui afflige, ses autres actes forment un faisceau d'intentions et d'efforts dirigés tous dans l'intérêt public.

Le talent de récompenser avec justice et à propos est un de ceux qui ont le plus contribué au dévouement des masses pour l'Empereur. C'est par un décret rémunérateur² qu'il signale le premier jour de l'année, en ordonnant de faire placer sur le pont de la Concorde les statues des généraux Saint-Hilaire, Espagne, Lasalle, Lapisse, Cervoni, Colbert, Lacour et Hervo, morts au champ d'honneur.

Par l'établissement des lycées et des prytanées, l'Empereur avait assuré l'éducation des fils des officiers ou chevaliers de la Légion d'honneur, de quelque grade qu'ils fussent, morts sur le champ de bataille ou par suite de leurs blessures. Il restait à pourvoir à l'éducation des filles de ces braves, dont la situation ne devait pas inspirer moins d'intérêt. Six maisons ou couvents furent destinées à recueillir³ ces orphelines jusqu'au nombre de six cents. Elles pouvaient y être admises depuis quatre ans jusqu'à douze, et y rester jusqu'à vingt et un ans.

L'Empereur ne se borne pas à ces moyens généraux de récompense; il ne néglige aucun des soins de détail qui peuvent faire naître de l'affection pour son gouvernement et pour sa personne. Des députations des collèges électoraux sont-elles envoyées auprès de lui? il demande au ministre de l'intérieur des notes sur chacun des membres de ces députations : « Que puis-je faire⁴ pour eux? »

De temps en temps, l'Empereur se faisait présenter des rapports sur le personnel des chefs de l'administration. Dans un travail sur les préfets, le ministre laissait entendre que l'un d'eux avait pu encourir quelques reproches; mais, pour les lui épargner, il faisait valoir l'attachement de ce préfet à l'Empereur. Ce mode de justification ne fut point admis : « L'attachement à ma personne, » dit l'Empereur⁵, doit être commun à tous les préfets, et ne peut être un titre pour couvrir des irrégularités dont un administrateur est com-
 « table. » Et il demandait des explications nettes et précises sur la conduite du préfet dont il était question.

L'Empereur ayant eu devoir établir des commissaires généraux de police dans un certain nombre des plus importantes villes de l'empire, ne tarda pas à s'apercevoir que ces commissaires cherchaient à étendre leur influence au préjudice de celle des autres autorités. Pour arrêter cet inconvénient à sa naissance, il chargea le ministre d'adresser aux préfets une circulaire qui déterminât leurs attributions respectives, comme si c'était une réponse à des demandes d'instruction qu'il aurait reçues d'eux. « Tout l'art⁶ de la rédaction doit consister en ce que vous paraissiez plutôt l'écrire en faveur des commissaires généraux que contre eux, quoi-
 « que, en réalité, vous réprimiez leurs prétentions. Il faut que ce soit là le but de votre lettre, mais
 « il ne doit pas s'apercevoir. »

¹ « Inauditi atque indefensi, tanquam innocentes, per-
 riant. »

Tacite.

² En date du 1^{er} janvier 1810.

³ Décret du 15 janvier.

⁴ Lettre du 14 janvier à M. de Montalivet.

⁵ Lettre du 1^{er} février.

⁶ Lettre du 5 février.

Au milieu des intérêts les plus élevés, on s'étonne souvent de voir l'Empereur suivre les détails les plus minutieux de l'administration, et signaler au ministère les abus qui appellent la réforme. « Dans » tel département, le préfet et son secrétaire général sont mal ¹ ensemble. — Dans tel autre, il » n'y a point d'accord entre le ministère public et » la gendarmerie;... les affaires souffrent de cette » mésintelligence. »

« On me dit du mal du maire d'Anvers ². »

« Je désire aussi des renseignements sur l'ad- » joint ³ du maire de cette ville. »

« Il se fait à Strasbourg ⁴ des recettes et des dé- » penses qui n'entrent point dans les caisses de la » mairie. Faites comprendre au maire qu'on sait » plus de choses qu'il ne croit, et que ma patience » est à bout. »

« Le sous-préfet de Turnhout ⁵ est fortement » prévenu de favoriser la contrebande. »

« Le commerce de Marseille se plaint de mon » consul ⁶ à Venise; ordonnez une sévère enquête. »

« Vous ne m'avez pas proposé la destitution du se- » crétaire général ⁷ de la préfecture du Bas-Rhin? »

« Le sous-préfet d'Oléron ⁸ est un homme décrié » dans l'opinion publique; proposez-moi sa desti- » tution. »

Des milliers de notes de ce genre étaient envoyées par l'Empereur à tous ses ministres. Lorsqu'il avait ainsi lui-même les yeux ouverts sur chaque branche de l'administration, on conçoit quelle devait être la surveillance des chefs de chaque département pour n'être pas pris en défaut, non-seulement dans leur propre conduite, mais dans celle de leurs subordonnés. Si la responsabilité ministérielle n'apparaissait pas alors dans le langage, elle était dans les choses; elle était d'autant plus assurée, d'autant plus inévitable dans la pratique, quoiqu'elle ne fût obligatoire qu'envers un seul homme, que cet homme savait se donner tout entier à chacun des objets dont il s'occupait, qu'il ne voyait rien avec distraction, ne jugeait rien avec indifférence.

Dans le Piémont, à Gènes, à Parme et dans la Toscane, l'administration n'était pas encore complètement établie sur le même pied qu'en France. L'Empereur veut que cette disparité ⁹ cesse sous le plus bref délai. Il en fait la recommandation la plus vive à son ministre de l'intérieur.

La société maternelle avait précédemment existé

sous les auspices de l'impératrice Joséphine, mais elle n'avait que très-imparfaitement atteint son but. Peu de temps après son mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise, Napoléon, voulant placer cette société sous la protection de sa nouvelle épouse, se fit rendre compte de ses statuts et de sa situation. Il trouva que les résultats étaient « bien » peu de chose, » et il exprima la volonté de lui donner une dotation sur le domaine extraordinaire. Ayant fait alors avec la jeune impératrice ¹⁰ un voyage en Belgique, ce fut d'Anvers qu'il data le décret ¹¹ qui organisa cette institution et lui donna une action plus étendue. La société devait avoir un conseil d'administration dans chacune des quarante-quatre bonnes villes de l'empire.

L'Empereur, dans les années précédentes, n'avait eu aucune inquiétude à l'égard des subsistances, l'exportation des grains ayant été fort restreinte; mais, lorsque le système des *licences* lui eut donné plus d'extension, on ne tarda pas à reconnaître que l'exportation entièrement libre n'était pas sans danger; aussi bientôt fut-elle tout à fait défendue pour les seigles, et rendue moins facile pour les blés par le doublement du droit. Non content de ces premières dispositions, l'Empereur convoqua un conseil spécial pour s'occuper de cette matière, et il chargea son ministre d'y présenter tous les éclaircissements qui étaient entre ses mains. La lettre de l'Empereur au ministre fait connaître quelle était la nature des précautions alors en usage. « Tenez la main ¹², écrivait l'Em- » pereur, à ce que ma réserve de Paris soit en- » tière.... L'existence de cet approvisionnement est » confiée à votre zèle. Voilà huit ans que je sacrifie, chaque année, un million pour cela. Il serait » malheureux que ces huit millions et ces huit ans » de soins fussent perdus au moment où il faut en » recueillir le fruit. Je ne dormirai tranquille là- » dessus que bien assuré que vous faites votre af- » faire particulière de veiller que l'approvision- » nement de Paris existe. » L'Empereur prescrivit ensuite à M. de Montalivet de prendre connaissance des approvisionnements qui dépendent du ministère de la guerre; de s'assurer que les Invalides, que les hôpitaux ont le leur, de manière à ne pas être pris à l'improviste. « S'il était vrai, con- » tinuait-il, comme on veut me le persuader, qu'on » eût exporté en Angleterre quarante millions de

¹ Lettres des mois de janvier et de février.

² Lettre du 27 mars.

³ Lettre du 9 avril.

⁴ Lettre du 9 juin.

⁵ Lettre du 9 avril.

⁶ Lettre du 9 janvier.

⁷ Lettre du 15 mai.

⁸ Lettre du 28 septembre.

⁹ Lettre du 11 mars.

¹⁰ L'Empereur était parti de Compiègne le 27 avril.

¹¹ Le 5 mai.

¹² Lettre du 15 juin.

» grains depuis le mois d'août dernier, cela serait » effrayant. » L'Empereur demande en outre au ministre de lui apporter un tableau exact et complet des exportations réelles.

Cet article délicat des subsistances occupa l'Empereur tout le reste de cette année. Les grains étant encore à bon marché sur les bords du Rhin, il en fit arriver, par le canal de Saint-Quentin, des quantités assez considérables sur Paris. Hordonna¹ aussi au ministre de l'intérieur d'en faire acheter à Hambourg, d'où ils arriveraient en Hollande, et de là en France. Ceux qu'il faisait acheter dans nos départements méridionaux étaient acheminés du la Rochelle à Nantes, et de Nantes dans l'intérieur.

Bien des genres d'hostilités attaquaient, dans l'intérieur, le gouvernement impérial. La guerre des faux bruits n'est pas celle qui fatigue le moins l'autorité. L'Empereur, qui n'avait pas fait entrer dans son système politique le principe de la liberté de la presse, craignait de donner de l'importance aux faux bruits, s'il les faisait démentir par les journaux. Pour en détruire le mauvais effet par une autre voie, il créa une sorte de gasette administrative hebdomadaire, qui devait tenir les préfets au courant des événements vrais, et les mettre à même de réfuter les rumeurs mensongères inventées par la malveillance. Il donna lui-même un modèle des circulaires que la ministre devait chaque semaine adresser aux préfets. Par exemple, le bruit ayant été répandu que le tarif du sel, du tabac et des droits réunis allait être augmenté, comme aussi qu'on allait revenir au régime des jurandes et maîtrises, l'Empereur, en déclarant tous ces bruits également faux, ajoutait, à l'égard du dernier, que « rien de ce qui était mauvais ne » serait rétabli². »

Tandis que les lois françaises accordent aux étrangers presque tous les droits dont jouissent les nationaux, il existait, dans divers États, des droits particuliers de bourgeoisie dont tous les étrangers étaient exclus. L'Empereur, en ayant fait la remarque qu'il existait la ville de Francfort, demanda³ au ministre quels étaient les autres pays où il existait des différences semblables, son intention étant d'obtenir partout la réciprocité.

Les travaux publics, quoique dépendants du ministère de l'intérieur, formaient une sorte de département, qui avait son directeur général. En 1810, ce directeur était M. Molé.

Neus avons déjà fait remarquer l'intention con-

stante de l'Empereur de se mentir juste dans les affaires qui intéressaient contradictoirement la France et le royaume d'Italie. Nous retrouvons encore une preuve de cette louable impartialité dans une contestation relative à la navigation du Pô. L'Empereur entend que les droits des deux parties soient respectés, et il ordonne à son ministre de l'intérieur de se mettre d'accord, sur les difficultés existantes, avec le ministre secrétaire d'État du royaume, M. Aldini.

A tout moment, l'Empereur était dans le cas de reconnaître qu'il ne suffisait pas de commander des travaux et même d'assurer les fonds nécessaires à leur confection, pour que ces travaux fussent exécutés. En traversant les départements de l'Ouest en 1810, il avait fondé une ville, prescrit de faire percer des chemins dans la Vendée, et indiqué le plan de diverses constructions importantes. Pour savoir ce que ses ordres ont produit, il demande⁴ au ministre de l'intérieur de faire venir l'ingénieur préposé à ces ouvrages, de se faire rendre compte de l'état des travaux, et de lui présenter sans délai les devis qui auraient besoin de son approbation.

Parmi des décrets⁵ portant plusieurs créations essentielles pour la ville de Paris, comme celles de cinq abattoirs, trois sur la rive droite et deux sur la rive gauche de la Seine, il en est un que le bon goût n'a pas sanctionné : c'est celui qui ordonnait d'élever, sur la place de la Bastille, une fontaine sous la forme d'un éléphant en bronze. En cherchant le grandiose, l'Empereur s'était fourvoyé. Cette idée, puérilement colossale, échoua dans la seule tentative d'exécution. Le mauvais effet que produisit le modèle n'aurait pas permis d'aller plus loin.

Malgré la confiance de l'Empereur dans quelques hommes auxquels il donnait des missions spéciales, il voulait toujours que ces hommes fussent subordonnés à ses ministres. Ainsi, pour les statues qu'il a ordonné de placer sur le pont de la Concorde, il désigne au ministre M. Denon⁶, qui déjà doit diriger l'exécution de la fontaine de l'Éléphant et de l'aiguille du Pont-Neuf; mais, à l'égard de ces divers objets, M. Denon doit prendre les ordres du ministre, et lui rendre compte de ses opérations.

L'Empereur, dans ses courses rapprochées eu lointaines, ne fait guère du pas qui ne profite au pays. Va-t-il visiter l'établissement des archives de l'Empire? il indique⁷, à son retour, des perfec-

¹ Lettre du 15 novembre.

² Lettre du 8 novembre.

³ Lettre du 12 novembre.

⁴ Lettre du 24 janvier.

⁵ Décrets du 5 et du 9 février.

⁶ Lettre du 15 février.

⁷ Lettre du 15 février.

tionnements à faire, des précautions à prendre contre l'incendie. Voyage -i- il dans les départements du Nord? il décide qu'un canal¹ de navigation sera ouvert entre Mons et Charleroi : ce canal joindra l'Escaut à la Meuse, par la Hesne et la Sambre. Adoptant les propositions de son ministre sur le grand canal du Nord, il fait porter les ateliers entre Rhin et Meuse, en annonçant qu'aussitôt la partie entre Rhin et Meuse achevée, il continuera celle qui se trouve entre la Meuse et l'Escaut.

Dans son ardent désir de couvrir la France d'ouvrages qui attestent ses efforts pour le bien public, l'Empereur est sans cesse réduit à combattre les obstacles qui entravent l'accomplissement de ses intentions.

« Je veux avoir un pont sur pilotis à Huniugue : » les fonds sont faibles; où en sont² les travaux? »

« Les travaux de Sèvres sont suspendus; les ouvriers se plaignent de n'être pas payés. Pourquoi³ ? »

« Trois mille ouvriers ont été congédiés au canal du Nord. Pourquoi, et surtout pourquoi pas payés⁴ ? »

Le projet présenté pour la machine de Marly coûterait plusieurs millions, et demanderait, pour l'exécution, quatre ou cinq ans. « Réunissez un conseil⁵ de gens de l'art : on peut faire cela plus économiquement et plus vite. »

Souvent une même lettre de l'Empereur réunit des intérêts dont les uns sont au nord et les autres au midi. Les travaux de l'île de Cadzand⁶ et ceux de l'île de Sud-Bereland l'occupent en même temps que ceux du canal du Midi et du canal de Loing. Pour ces derniers, il fait établir une caisse qui doit toujours être approvisionnée, de manière que les travaux ne puissent jamais souffrir d'interruption faute d'argent.

Le conseil des ponts et chaussées, en dépit de l'opinion contraire de l'Empereur, prit la résolution de ne point faire le canal du Nord, et de porter ailleurs les fonds destinés à ce canal. L'Empereur se rend à cette décision; mais, afin de se justifier à lui-même sa condescendance, il demande⁷ un rapport détaillé sur les motifs qui ont déterminé les ingénieurs.

Après avoir rendu ses décrets, l'Empereur ne néglige point d'en suivre l'exécution, et même d'en indiquer le mode. Pour l'établissement des six

maisons d'orphelines qu'il a fondées, il recommande à M. de Montalivet de s'entendre⁸ avec le ministre des cultes et le grand chancelier de la Légion d'honneur, de voir aussi la supérieure de la congrégation des orphelines à Paris, et de prendre des informations auprès de cette supérieure. Quant à l'achat des maisons, l'Empereur voudrait que le ministre confiat cette commission à une personne discrète qui serait censée agir dans son intérêt privé, afin de pouvoir acheter sans faire augmenter les prétentions des vendeurs. Relativement au local de ces maisons, pour lesquelles d'anciens couvents couvriraient à merveille, il désigne la forêt de Saint-Germain, celle de Rambouillet et celle de Fontainebleau du côté de la rivière. Paris étant trop coûteux, on ne pourrait guère songer à en établir dans cette capitale, à moins pourtant que ce ne fût au Marais⁹.

A peine la Hollande a-t-elle été réunie à la France, que l'Empereur veut savoir quels sont les travaux à faire ou à continuer dans ce pays; il tient d'abord, et avant tout, à rendre la communication prompte entre Paris et Amsterdam¹⁰.

Si beaucoup de travaux, commencés par ordre de l'Empereur, n'ont pas été achevés sous son règne, ce n'est pas de lui, comme on le voit, que sont venus les retards. Ceux qui s'exécutaient sous ses yeux n'allaient pas eux-mêmes aussi vite qu'il l'eût désiré; tels étaient ceux des ponts de Besons et de Choisy. D'après son principe, déjà exposé ailleurs, de chercher dans l'accomplissement d'un ouvrage le moyen d'en entreprendre un autre, il écrivait : « Je voudrais vendre ces ponts à une compagnie qui serait chargée de leur entretien, moyennant un droit que réglerait la loi. Avec les quatre à cinq cent mille francs que produirait cette vente, on pourrait faire un pont à Maisons ou vis-à-vis Saint-Germain. »

Des portes de Paris, d'un projet de route de Besons à Maisons, de Maisons à Pontoise, l'Empereur se jette sur la route de Wesel¹¹, dont il veut connaître les progrès; sur celle d'Aix à Nice, sur celle de Tarare à Lyon, qui appellent des améliorations urgentes.

Souvent, malgré la bonne volonté des ministres, des ordres de l'Empereur ont été oubliés ou n'ont reçu qu'une exécution imparfaite. Son inexplicable mémoire, ou les notes qu'il a gardées, le mettent

¹ Décret daté d'Anvers le 5 mai.

² Lettre du 14 juin.

³ Lettre du 24 juin.

⁴ Lettre du 10 juillet.

⁵ Lettre du 28 juin.

⁶ Lettre du 12 juillet.

⁷ Lettre du 14 juillet.

⁸ Lettre du 13 juillet.

⁹ Lettre du 31 juillet.

¹⁰ Lettre du 31 juillet.

¹¹ Lettres d'octobre, novembre et décembre.

en état de revenir sur le passé. En 1807, il a fait un fonds de cent mille francs pour conduire les eaux dans la ville et la citadelle d'Ajaccio, un fonds de cinquante mille francs pour un dessèchement de salines auprès de cette ville, et de dix mille francs pour aider à y organiser une école secondaire. « Qu'a-t-on fait à ces trois objets ? »

C'est surtout en Italie que les travaux lui paraissent marcher trop lentement. Dans le département de Montenotte, ils sont arrêtés. « Pourquoi ? l'argent y manque-t-il ? »

Après avoir recueilli des renseignements sur l'état où se trouvent les travaux dans la partie française de l'Italie, l'Empereur en conclut avec humeur, à l'égard de quelques-uns, que, par exemple, au lieu d'avoir, comme il le voulait, dépensé en 1810 un million au pont du Pô, on n'y dépensera pas trois cent mille francs ;

Qu'an lieu de dépenser à la route du littoral les six à sept cent mille francs qu'il y avait destinés, un n'en a encore dépensé que cent vingt mille ;

Que, sur les cinq cent mille francs accordés pour la route de Parme et de Plaisance, vingt et un mille seulement ont été dépensés jusqu'à ce jour.

C'est pour lui une grande contrariété de savoir qu'il a dans ses caisses des fonds dont l'emploi plus tôt put être pu déjà produire de précieux fruits. Du moins exige-t-il que les travaux reçoivent pendant l'hiver une très-grande activité, « ce qui sera un moyen de donner du pain à des malheureux qui en manquent. »

Fatigué de la longue inutilité de ses efforts, l'Empereur forme un projet nouveau d'opérations d'après lequel il doit obtenir, dans un temps donné, des succès calculés avec certitude. « En commençant tout, dit-il, on ne finit rien. Il faut que chaque dépense de cinq millions employés présente un résultat obtenu et un avantage pour Paris. » Cette pensée pour Paris, qui se mêle à tout, témoigne de sa sollicitude constante pour le bien-être de cette capitale.

La cessation du commerce maritime, résultant de la guerre avec le gouvernement anglais, finissant à l'Empereur une loi de donner, par cette raison même, une plus forte impulsion au commerce intérieur de l'empire et au commerce avec les nations amies sur le continent. L'œuvre du blocus continental s'accomplissait par degrés. La terre ferme, en fabriquant elle-même ce que l'Angleterre ne lui fournissait plus, apprenait à se passer de

cette puissance et à suffire à ses propres besoins.

Pour seconder ses vues, l'Empereur jugea utile d'avoir, auprès de son ministère, un corps réunissant, sur les questions commerciales et industrielles, toutes les lumières que donnent l'expérience et la connaissance des faits. Le décret du 96 juin créa un conseil général des fabriques et des manufactures. Tous les genres d'industrie y étaient représentés. Le conseil se composa de soixante membres. La soierie, la fabrique de laine, celle de chanvre, celle de coton, de cuir, etc., devaient y avoir chacune six députés au moins. Toujours il devait se trouver en résidence à Paris un ou plusieurs membres de chaque sorte d'industrie.

Les encouragements honorifiques et pécuniaires ne manquaient pas aux hommes qui se distinguèrent par des découvertes ou des perfectionnements. La décoration de la Légion d'honneur étant alors, surtout en dehors de l'armée, donnée avec une extrême réserve, formait seule une flatteuse récompense. Des décrets spéciaux la conférèrent à MM. Bauveus⁴ et Ternaux⁵, pour le développement donné par eux à leurs belles manufactures de draps, l'un à Gand, l'autre à Louviers ; et au chimiste Proust⁶, pour la découverte du sucre de raisin. Une somme de cent mille francs fut en outre accordée à ce ébéniste, et une de quarante mille à un sieur Fouque, sous la seule condition d'employer ces sommes à une fabrication de ce sucre dans les départements méridionales de la France. Il fut de plus destiné une somme de deux cent mille francs aux douze établissements qui porteraient le plus loin le même genre de fabrication.

Outre les récompenses données aux services rendus, l'Empereur proposait aussi des prix aux services à rendre. Ce fut une belle pensée d'assigner un prix d'un million⁷ à l'inventeur, de quelque nation qu'il pût être, de la meilleure machine propre à filer le lin. Ce prix n'a pas été obtenu sous son règne. Quoique depuis on soit parvenu à filer le lin à l'aide de machines nouvelles, peut-être le procédé dont on s'est servi jusqu'à présent n'offre-t-il pas encore tous les avantages auxquels prétendait l'Empereur.

Le même esprit, qui le portait à désirer un large emploi des matières premières produites par le sol français, devait le conduire à restreindre l'usage de celles qui n'arrivaient que difficilement en France, soit par l'Angleterre, soit malgré l'Angleterre. C'est à ce but que se rapportent tous ses efforts pour

⁴ Lettre du 1^{er} octobre.

⁵ Lettre du 31 août.

⁶ Lettre du 31 décembre.

⁷ Décret du 20 mai.

⁴ Décret du 4 juin.

⁵ 18 juin.

⁷ Décret daté de Bois-le-Duc, le 7 mai.

remplacer l'indigo ou en diminuer au moins la consommation. Des prix furent proposés pour l'un et l'autre objet : un prix de cent mille francs pour celui qui trouverait l'équivalent de l'indigo dans une plante indigène ; des prix du cinquante et du vingt-cinq mille francs pour ceux qui, en continuant d'employer l'indigo, diminueraient, à l'aide de produits de notre industrie ou de notre sol, la quantité dont ils continueraient de faire usage.

La prime d'encouragement qui avait été accordée pour la culture du coton dans les États romains, fut étendue au royaume d'Italie et aux départements de la Corse.

La guerre maritime, si ruineuse pour le littoral de la France, ne nuisait pas également à toutes les industries françaises. Les produits de la fabrique de Lyon ne suffisaient pas aux demandes des acheteurs. « Pourquoi Lyon ¹ n'a-t-il pas expédié plus » de soieries à la foire de Leipzig ? » Cette question faite par l'Empereur était la suite des plaintes de maisons de Leipzig et de Francfort, qui, tout en payant comptant, ne pouvaient obtenir de Lyon la quantité de leurs commandes.

À défaut d'un commerce maritime régulier, l'Empereur ne répugnait pas à favoriser un commerce interlope. Dans un voyage qu'il fit au Havre à la fin du mois de mai, l'idée lui vint, probablement d'après les notions recueillies sur sa route, de faire un essai de commerce par la voie des *smugglers*. « Mon but, » écrivait-il ², est de favoriser l'exportation des marchandises de France et l'importation du numéraire étranger. » L'intention de l'Empereur était que cette contrebande se fit par Dunkerque et Flessingue. Ici son impartialité ordinaire l'abandonne, car il veut, pour les deux villes, un droit inégal, le droit à payer devant être moins fort à Dunkerque, « afin, dit-il, de favoriser cette dernière ville, et » de lui procurer les moyens d'améliorer son port » et autres objets d'utilité publique. »

Le système des *licences*, que nous avons examiné ailleurs, fut, en 1810, un des sujets principaux de la correspondance de Napoléon. Ce ne fut pas sans hésiter qu'il entra dans ce système. Après avoir délivré quelques licences, il retint ³ les autres entre ses mains, attendu que la question lui paraissait mériter de mûres réflexions sous divers rapports. À cette époque, l'importation à faire de l'Angleterre était restreinte aux articles nécessaires à la marine. Celle des denrées coloniales n'était pas

permise encore ; car l'Empereur dit à son ministre : « Il ne serait pas impossible, si les Anglais reçoivent » nos vins, nos soieries, nos linons et autres produits des manufactures françaises, que je laisse entrer en France du sucre et du café. » Ainsi jusqu'alors, l'introduction du café et du sucre n'avait pas été autorisée.

Comme l'Empereur voulait être instruit de tout, les rapports lui arrivaient en foule ; mais toujours son premier soin était de procéder à la vérification des renseignements qu'ils renfermaient. « Est-il » vrai qu'il se fait à Marseille ⁴ des accaparements » de charbon de pierre, ce qui en aurait doublé » le prix ? Est-il vrai que des employés de la préfecture ne soient pas étrangers à ces accaparements ? »

En général, l'Empereur, avant de se former une opinion, veut que toutes les questions soient éclaircies par des hommes compétents. Une lettre d'Ancone parle de *toiles peintes* de lin. Un mémoire lui a été envoyé sur le commerce de Java, un autre sur la foire de Francfort, un troisième sur la consommation du thé en Hollande. Sur toutes ces matières il demande des informations qui puissent aider son jugement et diriger ses déterminations.

Bien différent de la plupart des gouvernements européens qui traitent avec douceur leurs possessions anciennes, et oppriment sans scrupule leurs possessions nouvelles, l'empereur Napoléon tenait la balance égale entre la France et le royaume d'Italie. Relativement aux *licences*, il voulait que l'Italie fût traitée comme la France même. Sa prévoyance veillait aussi à l'entretien des manufactures établies dans cette contrée ; et, dans la crainte qu'elles ne fussent réduites à l'honneur, il recommandait ⁵ d'y faire l'envoi de toutes les matières propres à leurs fabrications.

Depuis la réunion de la Hollande à la France, les colonies hollandaises n'avaient pas non plus échappé à l'attention de l'Empereur. D'après les notions fournies par le gouverneur de Batavia, cette colonie ayant besoin d'un grand nombre d'objets qui pourraient y trouver des placements très-avantageux, l'Empereur jugea que le moyen d'encourager ⁶ ces envois serait de permettre les retours en denrées coloniales, affranchies de tout droit. Cette intention fut annoncée aux chambres de commerce de Nantes, Saint-Malo, la Rochelle, Bordeaux, Bayonne, Morlaix et Brest. En même temps on leur

¹ Lettre du 14 janvier.

² Lettre du 14 août.

³ S'il est vrai, comme on l'a prétendu, que le gouvernement anglais désirât, de son côté, envoyer du numéraire sur le continent afin d'y relever ses changes, il ne

résulte nullement de cette coïncidence que Napoléon ait été dupe de l'habileté financière de ce gouvernement.

⁴ Lettre du 13 septembre.

⁵ Lettre du 13 septembre.

⁶ Lettre du 6 novembre.

fit connaître que l'Empereur était disposé à prendre un intérêt dans trente de ses expéditions aventureuses qui partiraient, savoir, cinq de Nantes, cinq de Saint-Malo, dix de Bordeaux, cinq de Bayonne et trois de Brest ou Morlaix. Suivant l'avis de l'Empereur, il convenait que les dix expéditions de Bordeaux s'assurassent entre elles, et les autres à peu près dans la même proportion. La ville d'Amsterdam et autres grandes cités hollandaises furent aussi informées de ce projet, pour qu'elles pussent y prendre part. L'Empereur leur faisait seulement observer qu'il y aurait plus de risques à enrir pour des bâtiments sortant des ports hollandais que pour ceux qui sortiraient des ports du midi de la France. Ce projet d'expéditions ayant trouvé faveur dans les perts, l'Empereur donna ordre à l'intendance du domaine de fournir les fonds qu'il voulait y mettre pour son compte.

Nous avons déjà précédemment relevé les interprétations données au choix qui avait placé M. de Fontanes à la tête de l'université impériale. Incontestablement le désir de Napoléon a été de remettre au vigneur tout ce qu'il y avait eu de classique, d'utile dans l'ancienne université de Paris, mais les faits constatent sans cesse qu'il n'entendait point ressusciter les abus du régime antérieur. Une lettre du 18 juillet de cette année en fournit une nouvelle preuve. Voici le texte de cette lettre :

« On m'assure que M. de Fontanes a nommé M. de Calonne, prêtre fanatique, principal du collège de Quimper, en déplaçant l'ancien principal de ce collège, homme généralement estimé. Faites-moi un rapport pour me proposer d'annuler cette nomination.

« Faites connaître au grand maître que c'est avec les préfets et non avec les évêques qu'il doit

« correspondre pour ce qui regarde l'instruction publique, et qu'il ne doit pas faire de cela des affaires de coterie et de religion. » Le grand maître ayant des prétentions à une sorte d'indépendance de tous les ministres, c'était pour lui une leçon assez sévère que d'annuler une nomination qu'il avait faite, et de l'annuler sur la proposition du ministre de l'intérieur, ce qui plaçait formellement l'université sous la suprématie de ce ministre.

En soumettant les journaux à la censure, et en réduisant leur nombre, l'Empereur avait voulu faire sortir, du monopole attribué aux journaux maintenus, une part de bénéfice au profit des gens de lettres. On a, depuis la restauration, fait beaucoup de bruit de cette prétendue atteinte à la propriété; mais, dans le mode de gouvernement qui existait alors, le pouvoir, en assurant à certains journaux un privilège, n'avait-il pas le droit de mettre un prix à cette concession exclusive, et pouvait-il en faire un meilleur usage que d'en employer le produit en récompenses aux lettres, aux sciences et aux arts?

Quoique en 1810 l'Empereur n'eût pas certainement un projet arrêté de faire la guerre à une puissance, pas même à la Russie, l'idée d'expéditions lointaines se présentant cependant à lui sous la forme d'une éventualité possible, son imagination s'exerça, dès le milieu de cette année, sur l'hypothèse d'une guerre qui porterait l'armée de ligne hors du territoire de l'empire. Dans ce cas, il faudrait mettre en sûreté nos frontières et nos côtes, tâche qui devrait regarder la garde nationale. Le secret à trouver était le mode d'organisation le plus favorable pour le gouvernement, comme le moins onéreux pour la population. C'est contre l'Angleterre qu'il faudrait se prémunir. Des

En 1800, l'Empereur avait fait la répartition suivante :

MM. Haüy.	6,000 fr.
Bernardin de Saint-Pierre.	2,000
Laporte du Theil, traducteur de Strabon.	2,000
Gosselin.	2,000
Cornu.	2,000
Monge.	6,000
Giampi, poète italien.	3,000
Le Brun, ex-élève du <i>Pnyx</i> , poète.	1,200
Legendre.	5,000
Barré.	4,000
Radet.	4,000
Desfontaines.	4,000
Monsigny, musicien.	2,000
Pellissot.	5,000

A reporter. . . 44,300 fr.

	Report. . . 44,300 fr.
Villevalle.	2,000
En 1807, il y ajouta :	
MM. Chénier.	6,000
Ducrost, frère de madame de Genlis.	3,000
Baour Lormian.	6,000
Picard.	6,000
Delrieux.	6,000
Luce-Lancival.	6,000
Total.	79,300 fr.

Je me souviens avec plaisir d'avoir moi-même fait obtenir un secours de ce genre à un de mes vieux parents, le naturaliste Valmont de Bomare. J'en eus l'obligation à M. de Talleyrand qui avait suivi ses cours d'histoire naturelle. Je conduisis chez lui le bon M. de Bomare, devenu presque aveugle. Celui-ci n'ayant mé-

tentatives¹ pourraient être faites par cette puissance sur Anvers, Boulogne, Cherbourg, Brest et Rochefort. Il faut que, sur tous ces points, on puisse, sans agiter toute la France, réunir, des départements voisins, un corps plus ou moins considérable, qui d'avance soit organisé. L'Empereur se pose ce problème à résoudre. Combien, en cas d'événement, peut-on faire marcher de gardes nationales sur les points menacés? Si chaque million d'habitants peut fournir vingt mille hommes, on aura un corps de soixante mille hommes pour chacun des points indiqués, en donnant à chacune de ces armées auxiliaires un arrondissement de trois millions d'âmes.

Après ce premier calcul, l'Empereur en fait un second où il réduit les chiffres de moitié. Dans celui-ci, chaque million d'habitants ne fournirait que dix mille hommes. Faisant l'application de ce dernier calcul à Anvers, il réunit huit départements pour former trois millions d'âmes, ce qui donnerait trente mille hommes. La Hollande, en raison de deux millions d'habitants, en fournirait vingt mille, ce qui serait cinquante mille hommes pour cette place. Dans le cas d'attaques sérieuses sur un point, trois arrondissements pourraient se réunir, et on aurait une armée de quatre-vingt-dix mille hommes. Toutefois, dans ces projets divers, l'Empereur entrevoyait des obstacles. Comment seraient habillées et payées les gardes nationales? Ne conviendrait-il pas de n'y admettre que des hommes en état de s'équiper eux-mêmes? Il n'y a pas de doute, observe-t-il, que cela ne revienne à un impôt, mais c'est l'impôt le plus indispensable de tous. Le développement de nos frontières et de nos côtes est si étendu. La formation de la garde nationale en armée de défense est seule capable de mettre l'empire à l'abri sur tous les points. « Il » est pourtant vrai, ajoutait-il, qu'il y a beaucoup » à méditer sur cette matière. »

Après une longue dissertation où l'Empereur balança plusieurs propositions contradictoires, il arrive à une espèce de conclusion qu'il résume ainsi : « Je pense qu'on pourrait se contenter d'un » homme sur cent. La France a quarante millions

» d'habitants; elle fournirait donc quatre cent mille » hommes; on aurait un corps d'élite de quarante » mille... Il faut organiser cette force nationale... » C'est un beau complément de notre système militaire que de s'assurer huit grandes armées intérieures, et d'avoir, au premier signal, quarante » mille hommes qui formeraient l'avant-garde de » quatre cent mille. » Cependant l'Empereur n'a point une confiance absolue en ses propres idées; il les communique au ministre de l'intérieur, pour que celui-ci les livre à l'examen d'une commission. « Ce sont seulement des matériaux que les » commissaires doivent retourner dans tous les » sens, afin de former un projet qui remplisse mon » but. » Le projet qui lui fut remis ne le satisfait pas complètement; il le renvoya² au ministre avec des observations. Dès cette époque, l'Empereur adoptait les locutions qu'il emploiera plus tard, celles de premier et de second bans de la garde nationale. L'arrière-ban était la nation. L'Empereur, avec cette large compréhension qui embrasse tant de chances d'avenir, est le plus grand exemple de la limitation des facultés humaines. Il semble qu'il ait obvié à tout, que rien n'ait échappé à sa prévoyance, et c'est l'imprévu qui le perdra.

De tous les hommes qui ont, à un haut degré, attaché sur eux les regards du monde, l'empereur Napoléon est peut-être celui qui gagnerait le plus à être étudié de près et jusque dans sa vie privée. Nous ne le suivrons pas si loin; mais nous ne pouvons passer sous silence l'administrateur dans l'emploi de sa liste civile.

Parmi les travaux publics exécutés par ordre de l'Empereur, nous avons omis ceux qui concernent le Louvre, parce que ces derniers appartiennent à une autre nature de recettes et de dépenses. Les fonds affectés aux constructions du Louvre n'avaient d'abord été fixés qu'à douze millions cinq cent mille francs. Par un décret³ nouveau, l'Empereur les porta jusqu'à trente-six millions, et il ordonna que cette somme fut versée par la caisse de l'extraordinaire dans la caisse de la couronne.

Quoique l'Empereur eût assigné ainsi d'avance trente-six millions pour le Louvre, il désirait beau-

moire que de l'abbé de Talleyrand et songeant pen au nouveau rôle du prince de Bénévent, son ancien élève, au lieu du titre d'Excellence en usage alors pour les ministres, lui donna constamment celui d'Éminence. M. de Talleyrand me regardait en souriant et n'en fut pas moins gracieux pour le respectable vieillard. Avant la révolution, M. de Bonaparte avait cédé son cabinet d'histoire naturelle au prince de Condé qui l'avait fait transporter à Chantilly. Plus tard, la pension que lui faisait le prince ayant été payée en assignats par le

gouvernement, il tomba dans une misère extrême dont il ne sortit qu'à l'époque où furent organisées les écoles centrales, dans l'une desquelles il obtint une place de censeur. Par le supplément qu'il reçut sur les journaux, j'ai eu la satisfaction de contribuer à rendre plus douces les dernières années de sa vie.

¹ Notes dictées de l'Empereur, le 21 juillet 1810.

² Le 29 septembre.

³ Lettre de l'Empereur à M. Daru, du 17 janvier 1810.

coup ne pas y employer cette somme tout entière. Trois projets lui avaient été présentés : le premier aurait coûté cinquante et un millions, le second trente-quatre, et le troisième vingt-huit. L'Empereur repousse nettement le premier projet; le second lui paraît encore bien cher; il penche pour le troisième. « Si, dit-il, des circonstances de guerre » ou toutes autres m'obligeaient ¹ à me tenir à ce » dernier, j'aurais toujours un magnifique palais. » On pourrait le perfectionner plus tard. »

L'élévation des chiffres n'est pas ce qui occupe le plus l'Empereur dans sa correspondance. C'est dans de courtes lettres qu'il parle de cinquante de millions; il en écrit une fort longue au sujet d'une maison et de deux vignes. Cette maison et ces deux vignes étaient au présent qu'il avait voulu faire à sa nourrice, la veuve Ilari, et il avait chargé de ce soin M. Ramolino par un acte qui conférait à celui-ci, dans la ville d'Ajaccio, la propriété de biens dont la valeur était de plusieurs centaines de mille francs. L'Empereur se plaint que M. Ramolino n'ait pas satisfait aux obligations qu'il lui avait imposées, « quoiqu'elles ne fussent pas dans » le rapport d'un à dix entre ce qu'il avait à donner » et ce qu'il recevait. J'apprends, écrit Napoléon ², » que ma nourrice a été maltraitée, et que le tri- » bunal d'Ajaccio a assez mal rempli son devoir » pour rendre une sentence qui paraît inique. Je » désire que vous saisiessiez de cette affaire mon » conseil du contentieux. Comme la donation que » j'ai faite est gratuite, il me semble que j'ai le » droit d'exiger que, si la maison et les deux » vignes, que M. Ramolino doit rétrocéder, ne sont » pas remises à une époque qui sera fixée, ma do- » nation soit considérée comme nulle. » Deux cir- » constances étonnent ici de la part de l'Empereur, l'une, qu'il n'ait pas déjà, depuis quelques années, assuré largement le sort de sa nourrice; l'autre, qu'il montre si peu de munificence envers M. Ramolino, frère de madame Letitia, sa mère. Une autre remarque, que l'on fait sans cesse en lisant les lettres de l'Empereur, c'est qu'il n'y a point de petites choses pour lui, et qu'il mêle souvent les petites aux grandes, comme si elles frappaient au même degré.

Dans un moment où il se propose de compléter à trente millions le revenu de la couronne, il a besoin, pour arriver à ce total, d'y faire entrer, pour un million, le revenu des domaines; et ce revenu d'un million, il ne peut le former qu'en faisant quelques achats de plus à Rambouillet, à Fontainebleau ou à Compiègne. A cette occasion,

il se récrie sur des non-valeurs qui ont lieu par la faute de l'administration de la liste civile. « Je dé- » sire que vous me fassiez connaître pourquoi, » cette année, à Rambouillet, on n'a pas semé la » ferme ³; pourquoi, à Saint-Cloud, on néglige » quantité de terres en les livrant à la stérilité, au » lieu d'y recueillir des moissons, ce qui est à la » fois un embellissement et un profit... Depuis six » ans, je demande qu'on sème les carrés de Saint- » Cloud. Aujourd'hui, on va plus loin; on ne sème » pas même la ferme de Rambouillet. Cela est d'au- » tant plus important que ce n'est qu'en réunis- » sant tous les moyens de mes domaines que je » puis être à même de les entretenir et d'en tirer » le revenu convenable. » L'attention que porte l'Empereur sur ses affaires domestiques est aussi soutenue qu'il s'agissait de graves intérêts d'État. L'expérience l'avait confirmé dans l'opinion que c'était en poursuivant l'abus dans les choses d'ordre inférieur qu'on s'habitue à le découvrir et à le détruire dans celles d'un ordre plus élevé.

Après avoir établi à trente millions les revenus de la couronne, l'intention de l'Empereur est que l'on forme un budget de dépenses qui ne dépasse pas quinze à seize millions, mais qui, en y joignant certaines autres dépenses qu'il indique, pourrait aller jusqu'à dix-huit ⁴. Ainsi les dépenses sont fixées à douze millions au-dessous du revenu. Ce n'est pas avec cette prudence qu'a été administrée la liste civile de la branche aînée des Bourbons.

C'était un usage des rois de France de délivrer, en certaines grandes occasions, les pères de famille détenus pour mois de nourrices. Il était tout simple que cet exemple fût suivi par l'Empereur à l'époque de son mariage; mais Napoléon ne se borna pas à la libération de cette espèce de détenus. Il

³ Lettre à M. Daru, du 16 juillet.

⁴ Modèle de budget donné par l'Empereur :

Pour le service du grand aumônier. . . .	240,000 fr.
du grand maréchal. . . .	3,000,000
du grand écuyer. . . .	2,000,000
du grand chambellan. . . .	2,500,000
du grand veneur. . . .	420,000
du grand maître des cérémonies.	140,000
de l'intendant et du trésorier.	600,000
Pour l'extraordinaire de tous les services. . . .	4,000,000
Pour achat de meubles, grandes réparations, etc.	2,000,000

Ce qui porterait les dépenses à 16,000,000

à peu près. 14,300,000 fr.

Plus pour les dépenses de la grande cassette, pour certains traitements, gratifications, présents, etc. 2,000,000 fr.

¹ Lettre à M. Daru, du 11 février.

² Lettre au même, du 4 février.

demanda l'état des pères de famille de la classe pauvre, emprisonnés pour tous les genres de dettes en général, « parce qu'il voudrait, disait-il ¹, au lieu de » mettre des bornes, les délivrer également tous. »

Ces actes d'une libéralité, toujours restreinte en de certaines bornes, sont à la portée de tous les princes, mais il en est un que nul n'eût pu faire avant Napoléon, que probablement nul ne pourra faire après lui. Des dotations furent accordées à *six mille* militaires à l'occasion de son mariage.

La conduite de l'Empereur dans sa vie privée, comme fils, frère et mari, ayant été respectée par ses ennemis les plus injustes, nous nous abstenons d'en parler, quoiqu'une foule de détails offrent des attentions délicates qui plaisent dans un homme dont tant de graves objets réclamaient les pensées : on aime à voir un tel homme descendre de si haut pour des soins minutieux que relève un honorable sentiment. Tels est celui qu'il prend de faire déterminer un modèle qui soit le même dans les divers palais pour l'appartement de l'impératrice. « Il est » commode de trouver ² partout les mêmes formes » et les mêmes machines pour l'usage habituel. »

Si Napoléon, comme chef de l'État, cherchait à encourager l'emploi exclusif des produits de notre sol et de notre industrie, il en donnait l'exemple comme particulier, comme grand consommateur en raison de sa liste civile. Les manufactures de Tours étant en souffrance, il mit un grand intérêt à les relever. L'intendant de sa maison fit venir à Paris les principaux manufacturiers de Tours, et leur fit des commandes considérables en étoffes de leurs fabriques. « Vous ne présenterez ³, ajoutait-il, un projet de décret pour n'employer à l'avenir, dans l'ameublement de mes palais, aucune » cotonnade, percale ou étoffe de coton, et pour » ne se servir que d'étoffes dont la matière première soit la soie, la laine et le fil. »

En mêlant à l'administration des affaires du pays celle des affaires domestiques de l'Empereur, nous n'avons presque pas changé de sujet, et nous pouvons sans effort revenir aux questions d'intérêt général; car, sur toutes les questions, c'est de sa part le même esprit qui domine, le même amour de l'ordre et du bien public.

Les circonstances extraordinaires où s'est trouvé l'Empereur formaient un véritable temps d'épreuve. La grande œuvre du système continental avait, d'année en année, demandé un redoublement de vigueur et de sévérité. A la répulsion hors du territoire, à la confiscation des marchandises,

il avait fallu substituer le brûlement. D'abord, les manufactures françaises espérèrent hériter des consommateurs que perdrait le commerce anglais; mais cette illusion ne dura pas longtemps, et ce fut le gouvernement lui-même qui contribua à la détruire, en frappant de taxes énormes plusieurs matières premières, telles, par exemple, que les cotons en laine. Ce double monopole aggravait à la fois la condition des fabricants français et celle des consommateurs de tous les pays.

Le renchérissement des matières premières causa de grands embarras aux commerçants. Obligés d'élever le prix des fabrications, ils ne trouvaient plus d'acheteurs, et, la reproduction des capitaux étant suspendue, il leur devenait impossible de renouveler leurs approvisionnements. Pour secourir leur détresse, l'Empereur laissa entrevoir la possibilité de leur procurer des escomptes à quatre pour cent, et fit connaître cette intention à son ministre du trésor, M. le comte Mollien. Il pensait que la banque pourrait émettre sans danger jusqu'à deux cents ⁴ millions de billets, de manière à faire escompter à quatre pour cent, à Valenciennes, à Cambrai, à Saint-Quentin et à Lille. L'Empereur nommait particulièrement ces villes, parce que dans ce moment-là il parcourait les départements du Nord. Du reste, il puisait ses arguments dans les statuts mêmes de la banque et dans les propositions antérieures qu'elle avait faites. Le ministre du trésor, effrayé, à tort ou à raison, de l'idée de jeter dans la circulation deux cents millions de billets et de confier à des agents en province l'opération si délicate de l'escompte, se constitua envers l'Empereur dans un état, sinon de désobéissance, du moins de temporisation et de controverse. Il différa de notifier ses intentions aux régents de la banque, et lui exposa les motifs de ce délai. Tout en témoignant que les objections du ministre lui paraissaient peu décisives, l'Empereur ne lui montra point de mécontentement, et lui répondit : « Ce que vous avez » à dire ⁵ au gouverneur de la banque et aux régents, c'est qu'ils doivent écrire, dans le lieu » de leurs assemblées, ces mots : Quel est le but de » la banque de France? C'est d'escompter le crédit » de toutes les maisons de commerce de France à » quatre pour cent. Je répète encore que, si quatre » vingt-dix millions de la banque ne suffisent pas, » je les doublerai, et je ne serai pas en peine de » trouver des preneurs. Loin de cela, la banque » garde quinze millions d'actions dans son portefeuille. Donc, elle ne remplit pas son titre. » Nous

¹ Lettre à M. Daru, du 5 mars.

² Lettre à M. Daru, du 18 février.

³ Lettre à M. Daru, du 13 novembre.

⁴ Lettre d'Anvers, le 5 mai, à M. Mollien.

⁵ Lettre datée de Laeken, le 15 mai.

ne décidons pas qui a raison ici ou de l'Empereur ou de son ministre ; mais on voit, par ce débat entre son ministre et lui, que Napoléon supportait à merveille la contradiction et la résistance même, lorsqu'elle se fondait sur des raisons plus ou moins solides.

Après avoir voulu l'établissement de succursales de la banque dans toutes les grandes villes de l'Empire, l'Empereur se réduisit ¹ à insister pour qu'il en fût établi une à Lille, où les négociants en avaient exprimé le vœu formel. En définitive, l'Empereur se rendit aux raisonnements par lesquels M. Mollien justifiait son opinion, et il lui écrivit : « Faites remettre votre mémoire ² à la banque » comme venant de moi, afin de laisser aux régents « la liberté de l'attaquer en votre présence. La France ne demande partout qu'à être éclairée. » Et il se livra ensuite à une discussion plus ou moins juste sur les banques, mais qui, par le temps donné à l'étude de cette difficile question, prouvait encore qu'il ne reculait devant aucun travail ayant un but d'utilité publique.

La réunion de la Hollande à la France et la guerre d'Espagne jetaient, en 1810, d'assez grandes difficultés dans les finances françaises, et donnaient une assez grande activité à la correspondance de Napoléon avec son ministre du trésor. Ce ministre reçut, dans le cours de l'année, plus de cent lettres de l'Empereur.

La guerre d'Espagne surtout, si désastreuse par la perte des braves qui succombaient dans des embuscades ignorées ou dans d'infructueuses victoires, n'était pas moins malheureuse pour nos finances. C'était une nouveauté pour l'Empereur qu'un pays dont les ressources n'assuraient pas l'entretien complet de l'armée qui l'avait envahi. Cependant la dépense dans ce royaume n'allait pas aussi haut qu'on pouvait le supposer. Dans ses lettres au roi Joseph, l'Empereur disait, il est vrai, que l'Espagne lui avait déjà coûté plus de trois cent millions ; mais en réalité cette dépense ne s'élevait encore qu'à deux cent vingt millions à la fin de 1810, en y comprenant même le prix des effets d'habillement et d'armement fournis par les magasins de la guerre. Sur cette somme, les fonds payés aux princes de la maison détrônée pouvaient monter à dix millions.

Quoique les pensions affectées à ces princes eussent été stipulées par les traités de Bayonne, l'Empereur, à qui la cession n'avait livré qu'un royaume à conquérir, crut pouvoir se permettre de les diminuer. Il fit entre les princes espagnols une nouvelle répartition, qui réduisit leurs dépenses su-

noelles à une somme de trois millions deux cent soixante-seize mille francs. Assurément cette réduction portait atteinte à la lettre des traités ; mais, aux yeux de l'Empereur, l'infraction ne manquait pas d'excuses. La maison déchuë lui avait cédé une couronne, mais ne lui avait pas donné un royaume. Au reste, il éprouvait une sorte de honte à modifier ainsi l'exécution de ses engagements, et il défendait à son ministre de dire « qu'il y eût rien de » échangé. » Ce n'était pas un débiteur hardi qui niait sa dette ; c'était un débiteur retardataire qui ne voulait faire que des payements incomplets et partiels.

Quelquefois, mais très-rarement, l'Empereur rencontrait en France des obstacles de légalité auxquels il était obligé de se soumettre. Un décret ayant ordonné d'inscrire sur le grand livre de la dette publique une rente de cinq cent mille francs au profit des créanciers d'une ancienne dette du Piémont, le trésor refusa d'obéir à ce décret. L'inscription n'eut lieu qu'après avoir été autorisée par un vote législatif. L'Empereur comprit sans peine combien il importait à l'intérêt de l'État que la volonté du prince ne pût pas suffire pour légitimer une telle inscription.

Sans contredit Napoléon a poussé à l'extrême la manie de tout diriger, de tout administrer en France. S'il disait souvent, comme Louis XIV : « L'État, c'est moi ; » l'État était en lui bien plus qu'en Louis XIV. Le gouvernement, c'était lui ; l'administration, c'était encore lui, et non-seulement l'administration générale, mais celle de chaque département, de chaque ville, de chaque commune. Si l'obligation de soumettre au conseil d'État toute dépense municipale supérieure à dix mille francs emportait des lenteurs souvent préjudiciables, la haute surveillance de l'Empereur n'était pas non plus sans avantages. D'ailleurs il y avait alors partout une activité dont la tradition s'est perdue. Les décisions étaient promptes et les agents expéditifs. L'Empereur ayant ordonné la vérification de toutes les caisses municipales, on s'imagina que ce travail demanderait plusieurs années ; il fut achevé en quelques mois. Cette investigation de l'Empereur sur les comptes des receveurs municipaux amena la découverte d'un déficit de plus de deux millions dans les caisses de quelques grandes villes, telles que Rouen, Marseille et Amers. En saisissant la malversation sur quelques points, l'Empereur la prévenait sur beaucoup d'autres.

Tout en cédant aux représentations du ministre du trésor relativement au système de succursales

¹ Lettre du Havre, le 28 mai.

² Lettre du Havre, le 20 mai.

de la banque, l'Empereur, toujours préoccupé du désir de fournir au commerce des capitaux à bon marché, forma le projet d'une banque universelle qui aurait uniquement la destination d'escompter à quatre pour cent. Après beaucoup de discussions, ce projet fut aussi abandonné. A défaut de ce plan, l'Empereur en imagina un autre : c'était d'établir une espèce de *Mont-de-piété* qui recevrait des marchandises en dépôt. Comme on lui objecta que, si les emprunteurs ne payaient pas, il faudrait vendre les marchandises, et qu'ensuite, en mettant en vente des masses de marchandises considérables, on ruinerait par l'abaissement des prix les autres commerçants, il lui fallut encore renoncer à cette dernière conception. Il se réduisit alors à l'idée de faire des prêts aux négociants solvables. Des sommes assez fortes furent ainsi avancées par le ministre du trésor dans les derniers mois¹ de 1810. Ce genre de prêts se multiplia beaucoup en 1811.

Quoique, dans le cours de nos récits sur les relations de divers États, nous ayons déjà fait la part de l'Angleterre, comme le monde se trouvait véritablement partagé entre cette puissance et l'empire français, nous ajouterons encore ici quelques courts éclaircissements sur la situation respective des deux pays à la fin de 1810. Cette année, si productive en apparence pour Napoléon par la réunion à son empire de la Hollande, des villes anseatiques et du Valais, avait donné à l'Angleterre, avec moins d'éclat et en excitant moins de jalousie, des acquisitions moins étendues, mais plus solides, qui ne devaient pas toutes, au moment de la conclusion de la paix, échapper au nouveau possesseur. La Guadeloupe, seule colonie qui restât à la France aux Antilles, s'était rendue aux Anglais, le 3 février. Dans l'Inde, l'île de Bourbon avait capitulé le 10 juillet; l'île de France, le 3 décembre.

Dans les premiers mois de l'année, le gouvernement britannique avait distribué avec discernement le châtiment et la récompense. En même temps que sir Arthur Wellesley était, pour la victoire de Talavera, créé pair, avec le titre de vicomte Wellington et un revenu de deux mille livres sterling, le malheureux chef de l'expédition de Walcheren, lord Chatham, malgré les efforts du ministère pour sa défense, fut obligé de renoncer à ses fonctions de grand maître de l'artillerie.

Quel que fût le dommage causé aux manufactures par l'hostilité continentale, le ministère anglais s'était obstiné à repousser les ouvertures de rapprochement qui lui avaient été faites au nom de la France, d'abord par le ministère hollandais immédiatement avant la réunion de ce pays à l'em-

pire, et, plus tard, par l'intermédiaire de M. Mackensie, son commissaire pour traiter d'un échange de prisonniers de guerre. Dans l'Europe presque tout entière soulevée contre elle, l'Angleterre voyait un point qui ne lui était pas fermé, un point où elle avait pour allié, non un roi, mais un peuple. Elle pressentait que c'était dans l'insurrection espagnole que résidait le principe de la destruction du grand empire français. Son calcul ne sera point trompé.

Ce n'était pas la faute du gouvernement britannique s'il n'avait pas rendu à l'Espagne le roi dont elle défendait si opiniâtrément la couronne; c'était ce roi qui lui-même trahissait les efforts faits pour sa délivrance. Un Irlandais, le baron de Kolli, muni d'argent et de pouvoirs², s'étant présenté à Ferdinand VII avec des lettres du roi d'Angleterre, du 1^{er} janvier, contre-signées par lord Wellesley, et, lui ayant fait connaître les mesures prises pour son enlèvement, fut dénoncé par le prince même au gouverneur de Valencey. Cette scène se passait au moment du mariage de l'Empereur avec une archiduchesse d'Autriche. Au lieu d'aller rejoindre le peuple qui se sacrifiait pour lui, le noble prisonnier portait un toast dans les termes suivants : « A nos augustes souverains le grand Napoléon et » Marie-Louise, son auguste épouse ! » Le gouvernement anglais n'eut pas à regretter le mauvais succès de cette tentative. Quand un prince captif se refuse à une pareille occasion de salut, il est bien évident qu'une nation vaut mieux pour auxiliaire qu'un tel roi.

Aux souffrances de l'industrie anglaise se joignit, dans les derniers mois de l'année, un événement qui ailleurs eût entravé tout le mécanisme du pouvoir et changé la politique d'un cabinet, mais qui, en Angleterre, déjà une fois éprouvé, avait révélé à la nation et au gouvernement lui-même tout ce que la constitution du pays offrait de garantie à son indépendance et à sa sûreté. La douleur causée au roi par la mort³ de la plus jeune de ses filles, la princesse Amélie, amena le renouvellement de la maladie mentale qui déjà antérieurement avait produit un interrègne de quelques années. Cet incident mit aux prises la famille royale et le ministère. En tout autre pays, le ministère eût succombé sous l'ascendant de la famille royale; en Angleterre, ce fut le ministère qui l'emporta.

L'exercice de l'autorité royale ayant été déclaré suspendu, un plan de régence fut soumis au prince de Galles. Le prince le rejeta, et sept ducs de sa famille, en tête desquels se plaçait le duc d'York,

¹ Quatre bâtiments étaient à la disposition du baron de Kolli sur la côte de Quiberon.

² Le 2 novembre.

¹ Lettre du 9 décembre.

protestèrent¹ contre les restrictions que l'on voulait mettre à l'autorité du régent. Les ministres ne fléchirent point devant cette protestation. Le chancelier de l'Échiquier répondit en leur nom que, quoique les moines proposés n'eussent pas le honneur d'être approuvés par les illustres personnages qui composaient les branches mâles de la famille royale, ils ne pouvaient cesser cependant de les considérer comme les seules légales et constitutionnelles. Les ministres avaient pour eux l'autorité si puissante en Angleterre d'un précédent. Ils invoquaient à l'appui de leur procédé l'exemple de ce qui s'était pratiqué en 1788 et 1789; les résolutions présentées par le ministère furent adoptées.

Si l'on devait rigoureusement apprécier la situation d'un pays par la somme d'impôts qu'il supporte, on pourrait croire que celle de l'Angleterre était alors beaucoup plus prospère que celle de la France, et assurément il n'en était pas ainsi. Une pareille méthode de jugement, surtout pour 1810, serait complètement fautive. Au reste, dans l'énormité du chiffre de dépenses et de recettes de l'Angleterre, il ne faut pas négliger de prendre en considération ce qui dans cette quantité provient de la multiplication du papier-monnaie et de sa dépréciation.

Voici l'état exact des recettes et des dépenses du gouvernement français en 1810 :

ORIGINE ET NATURE DES RECETTES.

Contributions directes.	502,380,000 fr.
Enregistrement, domines et bois.	190,438,000
Douanes, sels et droits extraordinaires.	100,632,000
Droits rénnis, contributions indirectes et tabacs.	100,734,000
Loterie.	10,123,000
Postes.	10,625,000
Sels et tabacs au delà des Alpes.	7,778,000
Salines de l'Est.	5,221,000
Monnaies.	1,000,000
Poudres et salpêtres.	0,000,000
Recettes diverses et accidentelles.	8,113,000
Recettes extérieures, royaume d'Italie.	30,000,000
Recettes des départements des Bouches-de-l'Escaut et du Rhin.	6,325,000
Fonds spéciaux.	74,094,000
Total.	860,665,000 fr.

¹ Le 19 décembre.

Au montant des contributions directes porté à 502,380,000 francs, il faut ajouter les centimes additionnels, considérés d'après leur destination comme fonds spéciaux compris dans les 74,094,000 francs qui forment le dernier article des recettes. Ces centimes s'élevaient à environ trente millions. Le total des contributions directes était donc alors, pour une population de quarante millions d'habitants, de 332,000,000 de francs.

ORIGINE ET NATURE DES DÉPENSES.

Dette publique, perpétuelle, viagère, et pensions.	111,332,000 fr.
Liste civile, y compris les princes.	27,500,000
Ministère de la justice.	23,199,000
— des relations extérieures.	8,583,000
— de l'intérieur.	87,125,000
— des finances.	22,628,000
— du trésor public.	8,300,000
— de la guerre.	241,909,000
— de l'administration de la guerre.	137,145,000
— de la marine.	190,828,000
— des cultes.	15,482,000
— de la police générale.	1,500,000
Frais de négociations.	9,907,000
Dépenses assignées sur les fonds spéciaux et travaux extraordinaires.	74,094,000
Total.	839,134,000 fr.

En Angleterre, le revenu public et l'emprunt produisaient :

Revenu, 66,029,549 liv. st.,	1,650,733,725 fr.
Emprunt, 12,000,000 liv. st.,	300,000,000
Total. . . 78,029,549 liv. st.,	1,950,733,725 fr.

Ainsi le produit d'impôts élevés à seize cent cinquante millions ne suffisait pas à l'Angleterre; il fallait y joindre un emprunt de trois cents millions, tandis que la France, qui comptait alors quatre millions d'habitants, satisfaisait à toutes ses dépenses avec un revenu de huit cent soixante millions de francs.

Dans le cours de 1810, les événements ont paru constamment favorables à la France comparativement à l'Angleterre; ces apparences sont trompeuses. Pour des yeux clairvoyants, cette année

² 20 décembre.

offre deux faits, dont les conséquences difficiles à calculer doivent toutefois être nécessairement très-graves.

Le premier, le refus de Napoléon d'adopter la formule insolite de convention, exigée impérieusement par l'empereur Alexandre comme garantie contre toute chance de rétablissement de la Pologne, refus borné à l'emploi de certains termes sans nuire au consentement vrai sur le fond de la question, avait laissé dans l'esprit d'Alexandre une inquiétude, ou réelle ou simulée, que nous verrons

plus tard se reproduire, et souvent avec éclat.

Le second, un ukase relatif à un simple règlement de douanes, semble au premier coup d'œil n'être de la part de la Russie qu'une mesure d'administration intérieure. En réalité cet acte, combiné avec un art profond, est une renonciation implicite de cette puissance au système continental et un pas décisif pour son rapprochement avec l'Angleterre.

Dans ces deux faits réside le germe de la guerre de 1812.



CHAPITRE XXVI.

POLITIQUE EXTÉRIEURE.

France et Russie. — Impression produite en Russie par les réunions françaises. — Offre de la principauté d'Erfurt en indemnité du duché d'Oldenbourg. — Mécontentement de la Russie. — Refroidissement de l'empereur Alexandre envers le duc de Vienne. — Plaintes de Napoléon sur l'ekase du décembre 1810. — Lettre remarquable de Napoléon à Alexandre. — Nouvelles observations sur l'ekase. — Désir de Napoléon de finir l'affaire d'Oldenbourg. — Armements en Russie et en France. — Rappel des troupes russes de Moldavie. — Menace russe de protestation. — Instances de Napoléon pour terminer l'affaire d'Oldenbourg. — Instructions données au nouvel ambassadeur de France en Russie. — Lettre de Napoléon à Alexandre remise par le général Lauriston.

[1811]

La possibilité de la guerre entre la Russie et la France est admise à Paris et à Pétersbourg, et cependant ni l'empereur Napoléon ni l'empereur Alexandre ne sont encore décidés à une rupture. Si en certains jours tous deux la regardent comme inévitable, le jour suivant, l'hésitation revient, et au fond l'un et l'autre ne demanderaient pas mieux que d'en éloigner le moment. Le fatal préjugé qui cherche, dans les préparatifs de la guerre, le moyen de conserver la paix, sera une des premières causes qui détruiront la paix et amèneront la guerre. Napoléon, écrasant tout dans sa marche sans aucune acception de principauté pour fermer au commerce anglais le nord de l'Allemagne, a porté un coup sensible à l'orgueil russe en comprenant le duché d'Oldenbourg dans ses dernières réunions. La Russie a saisi l'à-propos, et ses lignes de fortification, ses armements anticipés ont trouvé un prétexte. C'est bien évidemment un prétexte : car les mouvements de troupes, les travaux de fortification, les ouvrages de campagne, et surtout la rédaction du volumineux règlement de douanes publié contre la France en décembre 1810, constatent une résolution antérieurement prise et que l'on peut, sans crainte d'erreur, faire remonter jusqu'au milieu de 1810. Que le mariage de Napoléon avec une archiduchesse d'Autriche ou l'impossibilité de s'entendre sur les termes d'une convention relative à la Pologne aient été considérés par l'empereur Alexandre comme le présage d'un changement dans la politique de la France, et qu'il ait cru devoir prendre des précautions dans cette hypothèse, on le conçoit, mais la résolution a été bien prompte et les mesures portées trop loin.

L'empereur des Français n'a pas certainement dévié de l'alliance; son désir sincère est toujours de forcer l'Angleterre à la paix par le concours de la Russie, et en effet il ne peut y parvenir qu'à l'aide de ce concours. Si l'intention d'une rupture existe déjà quelque part, ce ne peut donc pas être dans l'esprit de Napoléon, qui aurait tout à y perdre, qui se verrait plus que jamais éloigné du but auquel il tend par le système continental, et qui se trouverait jeté en dehors de ce système dans le vague d'accidents incertains et de chances imprévues; mais, on ne saurait en découvrir, en s'appropriant, de sa seule autorité, sans négociation préalable, le duché d'Oldenbourg, il a donné beau jeu à la Russie.

Après avoir fait consacrer le principe des réunions par une délibération du sénat, il restait à en régler l'exécution. Les princes froissés par le sénatus-consulte étaient, avec le duc d'Oldenbourg, le roi de Westphalie, le grand-duc de Berg, le duc d'Ansbach et le prince de Salm. Les arrangements relatifs aux deux premiers princes, ainsi qu'aux deux rois de création napoléonienne, ne pouvaient pas rencontrer de grandes difficultés; la question de la principauté d'Oldenbourg présente seule un caractère de véritable importance que Napoléon parait ne pas soupçonner. « Pour ce duc, » écrivait-il ¹, je lui laisserai ses biens privés jusqu'à ce qu'un accord ait été conclu; mais la souveraineté doit lui être ôtée sur-le-champ. Vous direz au ministre du duc que non-seulement ce

¹ Lettre de l'Empereur au duc de Cadore, en date du 7 janvier 1811.

» princée ne peut pas conserver la souveraineté,
 » mais que même il ne peut avoir la jouissance de
 » ses biens patrimoniaux que pour un temps; que
 » le pays devant être gouverné par les lois françai-
 » ses, tous droits féodaux, seigneuriaux, etc., sont
 » supprimés, et qu'avant six mois ce pays aura
 » changé ¹ de face... Vous direz au duc que je lui
 » donne Erfurt..... » L'Empereur indiquait les
 compensations plus ou moins larges qu'il voulait
 offrir aux autres princes dépossédés, et ordonnait
 au ministre des relations extérieures de présenter
 à sa signature des lettres par lesquelles il leur an-
 noncerait lui-même ces dispositions. « Il faut sur-
 tout, lui recommandait-il, appuyer, dans ces let-
 tres, sur ce que les ordres du conseil britannique
 » ont nécessité ces mesures, et sur le nouveau
 » système qu'ils ont introduit dans le monde. »
 Tels sont les raisonnements plus spécieux que soli-
 des par lesquels Napoléon cherchait à justifier ses
 usurpations. On ne marchait pas en Russie aussi
 vite qu'en France. A Pétersbourg, le mécontentement
 égalait la surprise. Dans les premiers jours
 de janvier, l'empereur Alexandre avait dit au duc
 de Vienne : « Savez-vous que la France a de nou-
 » vaux départements? » Et, relativement au du-
 ché d'Oldenbourg compris dans les territoires qu'en-
 globait la France, ce prince ajoutait qu'il y avait
 là une atteinte au traité de Tilsitt. L'indépendance
 du duc avait été garantie par son accession à la
 confédération du Rhin. Le duché ne pouvait guère
 être utile à la France. « On ne pouvait donc voir,
 » dans l'occupation de ce pays, qu'un dessein mar-
 » qué de faire une chose offensante ² pour la mai-
 » son de Russie. D'ailleurs, suivant M. de Roman-
 » zof, la France ne pouvait pas ignorer que ce pays
 » avait été, dans l'origine, acquis par la Russie en
 » échange d'une partie du Holstein ³, et qu'elle
 » l'avait donné ensuite à la branche de sa maison
 » qui le possédait actuellement. » Tandis que Napo-
 léon croyait remédier à tout en proposant de don-
 ner au duc la principauté d'Erfurt et le comté de
 Blauenhaym, on était loin à Pétersbourg de trou-
 ver cette indemnité suffisante, et même on éludait
 la question d'indemnité. C'était le fait de la dépos-
 session qui formait seul le texte des plaintes. Le
 duc préférait à tout dédommagement la conserva-
 tion de ses domaines héréditaires, malgré les en-
 traves auxquelles ils pourraient être soumis par
 leur interposition au milieu de territoires devenus

français; il l'avait déclaré à l'agent Baeher, envoyé
 auprès de lui. Pourquoi promettre d'abord de lais-
 ser l'option à ce prince, lorsqu'un instant après
 on faisait prononcer la réunion par un sénatus-
 consulte? Les objections étaient fortes et la réponse
 difficile. Pour calmer l'humeur du cabinet russe,
 le duc de Vienne s'efforçait de faire entendre que
 l'on pourrait trouver des compensations aussi favo-
 rables que le désirerait la Russie. Il représentait
 que ce échange avait été indispensable pour
 prévenir des difficultés, des collisions, et que main-
 tenant, le fait étant consommé, il n'était plus au
 pouvoir de l'Empereur de revenir sur une mesure
 sanctionnée par un sénatus-consulte. Ces observa-
 tions étaient froidement accueillies, et le dernier
 mot du comte de Romanzof fut : « Nous ne pouvons
 nous dispenser de nous mettre en règle et de pro-
 tester contre cet acte. » L'empereur Alexandre te-
 nait le même langage; en reprochant à la France
 de manquer aux traités, il disait que, pour son
 compte, il y restait fidèle. « Si l'empereur Napo-
 léon, continuait-il, venait sur nos frontières, son
 » premier coup de canon me trouverait aussi éloi-
 » gné de l'Angleterre que je l'étais il y a trois ans...
 » Il aurait la preuve que le dévouement de la Rus-
 » sie à la cause du continent est le résultat du désir
 » de maintenir la tranquillité générale et non celui
 » de la faiblesse. » Le duc de Vienne, en rendant
 compte de ces propos de l'empereur Alexandre,
 informait le ministère français du échange sur-
 venu dans sa position personnelle. Jusque-là, il
 avait été en quelque sorte le vice-roi de l'empereur
 Napoléon à Pétersbourg. Alexandre lui témoignait
 une confiance sans borne, et même de l'amitié.
 Aujourd'hui, tout a pris une autre face : intimité,
 confiance, hérité, rien de tout cela n'existe plus.
 Le monarque russe est blessé; il se croit trompé,
 et c'est à lui, ambassadeur, qu'il l'impute.

Quelques jours après cependant, l'empereur
 Alexandre, reprenant avec lui des conversations
 amicales, l'avait entretenu de lettres qu'il avait
 reçues de M. de Czerniehof, qui, comme on l'a vu
 précédemment, s'était rendu à Paris par la Suède.
 Suivant ce que mandait ce colonel, Napoléon, très-
 satisfait de voir que la Russie n'élevait aucune pré-
 tention au delà du Danube, désirait sincèrement
 qu'elle terminât bientôt ses différends avec les
 Turcs. Ce ne serait pas la France, mais bien l'An-
 gleterre qui pourrait vouloir y mettre obstacle.

¹ Dire au duc d'Oldenbourg que le pays dont on le dé-
 pouille sera mieux administré par la France que par lui
 peut bien être une vérité, mais le talent de gouverner
 mieux qu'un légitime possesseur ne justifie pas sa spo-
 liation.

² Lettre du duc de Vienne, en date du 17 janvier. Le
 duc régnant était oncle de l'empereur Alexandre. Le
 prince héréditaire avait épousé sa sœur la grande-du-
 chesse Catherine.

³ Lettre du même, en date du 4 février.

Pour lui, il ne ferait qu'un vœu : c'était que l'Europe restât unie, cette union étant plus nécessaire que jamais ; il ne songeait nullement à aller provoquer la Russie ; *les armées russes pourraient certainement avoir plus d'avance du venir à Paris que lui d'aller à Pétersbourg*. Après avoir lu cette lettre au duc de Vicence, Alexandre ajouta : « Mandez à l'Empereur que je tiens toujours à lui et à l'alliance, s'il tient toujours à l'alliance et à moi. »

L'obligation où l'on prétendait être en Russie, de protester contre la réunion du duché d'Oldenbourg, ne se réduisit point à une vaine menace. Au milieu du mois de février, le prince Kurakin adressa au duc de Cadore une note, auparavant annoncée comme devant renfermer une protestation. Le duc de Cadore reporta au prince Kurakin son envoi sans l'avoir ouvert, ne voulant pas, lui dit-il, si c'était une protestation, la recevoir, « parce qu'une protestation ¹ est un acte peu agréable, et que cela, joint à l'ukase sur les douanes, ne laisserait plus de doute que la Russie ne vou-
¹ût se séparer de la France. »

Comme l'empereur Alexandre voyait une atteinte au traité de Tilsitt dans le déplacement du duc d'Oldenbourg, Napoléon de son côté en trouvait une dans l'ukase sur les douanes. Il finissait en conséquence rappeler à la Russie l'article V de ce traité qui, en attendant la conclusion d'un nouveau pacte de commerce, rétablissait les relations commerciales des deux pays sur le pied où elles étaient avant la guerre. S'il fallait admettre que l'ukase dût aussi s'appliquer à la France, ce serait le cas de remplacer, par un traité nouveau et spécial, l'ordre de choses détruit en violation de cet article. Le duc de Cadore demanda par une note ² au prince Kurakin si telle était l'intention de son gouvernement.

Le duc de Vicence, en attribuant par sa dépêche du 4 février le changement de sa situation en Russie à la mauvaise humeur produite par la réunion du duché d'Oldenbourg, oubliait que dès le 15 décembre 1810, jour même où était adopté en France le sénatus-consulte relatif aux réunions, il avait écrit : « On so fait avec moi ; la confiance que l'on m'accordait ici est usée. » Le silence gardé envers cet ambassadeur dès le commencement de décembre, le refroidissement des rapports de l'empereur Alexandre avec lui, remontaient ainsi à une époque antérieure aux actes sur lesquels s'appuient les récriminations russes : cette cour avait donc

déjà un parti pris d'avance. Ce n'est pas le sénatus-consulte français qui a causé le changement de ses dispositions ; il a été l'occasion qui a manifesté ce changement. Quoi qu'il en soit, le duc de Vicence, malade et contrarié, espérant peu faire renaitre entre les deux empereurs la même nature de relations longtemps entretenue par ses soins, demandait sérieusement son rappel : Napoléon y consentit. Jaloux de montrer encore, en cette circonstance, combien il avait à cœur de complaire à l'empereur Alexandre, Napoléon fit connaître à ce prince, par le duc de Vicence lui-même, les personnes sur lesquelles il jetait les yeux pour le remplacer, M. de la Rochefoucauld, qui avait été ambassadeur à la Haye ; M. de Narbonne, actuellement ministre à Munich, et le général Lauriston, son aide de camp. Il désirait savoir quelle était celle de ces trois personnes dont le choix serait le plus agréable à l'empereur Alexandre.

Avant que le duc de Vicence quittât la Russie, l'Empereur lui fit donner encore des instructions sur le langage qu'il devait tenir au sujet du duché d'Oldenbourg. « Les termes ³ du sénatus-consulte sont précis, j'ai fait ce qui dépendait de moi en offrant au duc une exacte et réelle indemnité. Vous chargerez le duc de Vicence d'avoir une conférence avec M. de Romanzof et avec l'empereur, de déclarer à l'un et à l'autre que je persiste dans l'alliance ; que je n'entrevois aucune circonstance possible où je fasse la guerre contre la Russie, le seul cas excepté où la Russie se mettrait avec l'Angleterre ; que je n'ai d'alliance avec aucune puissance, et que ma politique est dans la même situation. » Ces déclarations étaient vraies : nulle autre alliance n'avait été formée, nul engagement contracté ; nulle part même il n'y avait de négociation entamée, et pour quelque temps encore en se bornant, même avec l'Autriche, à de semi-ouvertures, ou plutôt à la provocation indirecte d'ouvertures, provocation déguisée, n'indiquant nulle urgence et seulement dans un but hypothétique et conditionnel ; mais nous avons mieux à faire que de mêler ici nos froides réflexions à une politique vivante qu'il est bien préférable d'entendre elle-même : c'est de laisser parler l'empereur, de le laisser parler dans cette langue qui n'est qu'à lui, avec ces formes et ces expressions qui ne peuvent être qu'à l'usage d'un puissant prince envers un prince à peu près son égal, placés l'un et l'autre hors de la ligne vulgaire des souverains. La lettre que nous allons citer presque dans toute son

¹ Lettre du duc de Cadore au duc de Vicence, en date du 26 février.

² En date du 10 février.

³ Lettre de l'empereur à son ministre des affaires étrangères, en date du 17 février.

étendue est en date du 28 février, et fut portée à l'empereur Alexandre par le comte de Czernichef¹, son aide de camp, l'un des intermédiaires les plus actifs de la correspondance des deux empereurs. Après avoir annoncé au monarque russe qu'il a nommé le général Lauriston pour succéder auprès de lui au duc de Vienne et avoir dit qu'il charge le colonel Czernichef de parler à S. M. I. de ses sentiments pour elle, Napoléon ajoute : « Ces sentiments ne changeront pas, quoique je ne puisse » me dissimuler que *Votre Majesté n'a plus d'amitié² pour moi*. Elle me fait faire des protestations et toute espèce de difficultés pour l'Oldenbourg, lorsque je ne me refuse pas à donner une indemnité équivalente et que la situation de ce pays, qui, a toujours été le centre de la contrebande avec l'Angleterre, me fait un devoir indispensable, pour l'intérêt de mon empire et pour le succès de la lutte où je suis engagé, de la réunion d'Oldenbourg à mes États.

« Le dernier ukase de Votre Majesté, dans le fond et surtout dans la forme, est spécialement dirigé contre la France. Dans d'autres temps, Votre Majesté, avant de prendre une telle mesure contre mon commerce, me l'aurait fait connaître et j'aurais peut-être pu lui suggérer des moyens qui, en remplissant son principal but, auraient cependant empêché que cela ne parût aux yeux de la France un changement de système. Toute l'Europe l'a envisagé ainsi, et déjà notre alliance n'existe plus *dans l'opinion de l'Angleterre et de l'Europe*. Fût-elle aussi entièrement dans le cœur de Votre Majesté qu'elle l'est dans le mien, cette opinion générale ne serait pas moins un grand mal.

« Que Votre Majesté me permette de le lui dire avec franchise, elle a oublié le bien qu'elle a retiré de l'alliance, et cependant qu'elle voie ce qui s'est passé depuis Tilsitt! Par le traité de Tilsitt, Votre Majesté devait restituer aux Turcs la Moldavie et la Valachie³; cependant, au lieu de les restituer, elle les a réunies à son empire. La Moldavie et la Valachie font le tiers de la

« Turquie d'Europe : c'est une conquête immense » qui, en appuyant le vaste empire de Votre Majesté sur le Danube, ôte toute force à la Turquie, » et, on peut même le dire, anéantit l'empire ottoman....; mais, sans ma confiance dans Votre » Majesté, plusieurs campagnes très-malheureuses » n'eussent pu amener la France à dépouiller ainsi » son ancien allié. En Suède, dans le temps que » je restituais les conquêtes que j'avais faites sur » cette puissance, je consentais que Votre Majesté » gardât la Finlande, qui fait le tiers des États » suédois.... Depuis cette réunion, on peut même » dire qu'il n'y a plus de Suède, puisque Stockholm est aux avant-postes du royaume, et cependant la Suède, malgré la fausse politique de son roi, était aussi un des anciens amis de la France. » Pour récompense, Votre Majesté exclut mon commerce depuis la Moldavie jusqu'à la Finlande et m'inquiète sur ce que je fais en deçà de l'Elbe. Des hommes insinuants, suscités par l'Angleterre, fatiguent les oreilles de Votre Majesté de propos calomnieux. Je veux, disent-ils, rétablir la Pologne! J'étais maître de le faire à Tilsitt; douze jours après la bataille de Friedland, je pouvais être à Wilna.

« Si j'eusse voulu rétablir la Pologne, j'aurais désintéressé l'Autriche à Vienne (en 1809).

« Je le pouvais en 1810, au moment où toutes vos troupes étaient engagées contre la Porte.

« Je le pourrais probablement encore dans ce moment sans attendre que Votre Majesté termine avec la Porte un arrangement, qui sera vraisemblablement conclu dans le cours de cet été.

« Puisque je ne l'ai pas fait dans aucun de ces moments, c'est donc que le rétablissement de la Pologne n'était pas dans mes intentions; mais, si je ne veux rien changer à l'état de la Pologne, j'ai le droit aussi d'exiger que personne ne se mêle de ce que je fais en deçà de l'Elbe. Toutefois il est vrai que nos ennemis ont réussi : les fortifications que Votre Majesté fait établir sur vingt points de la Dwina, les protestations dont a parlé le prince Kurakin pour l'Oldenbourg et

¹ Dans les derniers jours de février, étant sur le point de partir pour ma mission à Varsovie, je reçus ordre de me rendre au lever de l'Empereur. Parmi les personnes que j'y rencontrai, se trouvait le colonel Czernichef, qui venait aussi prendre congé, se disposant à se mettre en route pour porter à l'empereur Alexandre la lettre ci-dessus mentionnée. Cette rencontre ne me parut point fortuite. Après avoir parcouru en partie le cercle qui était peu nombreux, l'Empereur vint vers moi, et me parla de l'esprit ardent des Polonais comme pour me faire la leçon de les calmer. « Il ne faut pas, me dit-il, qu'ils s'abandonnent à des rêves dangereux. Ils forment un État

« de près de quatre millions d'âmes; qu'ils se livrent à des améliorations intérieures : cela vaudra mieux que de poursuivre des chimères qui pourraient compromettre leur sûreté. » Ces paroles, prononcées assez haut pour être entendues, n'étaient pas évidemment pour moi seul. La vérité est que je n'avais point d'instructions secrètes contraires à cette déclaration publique.

² Lettre de Napoléon à l'empereur Alexandre, en date du 28 février.

³ L'empereur Alexandre, moins pour faire une objection sérieuse que pour jouer sur les mots, disait au duc de Vienne : « Le Valais vaut bien la Valachie. »

« l'ukase le prouvent assez. *Moi, je suis le même pour elle*; mais je suis frappé de l'évidence des faits et contraint de penser que Votre Majesté est toute disposée, aussitôt que les circonstances le permettront, à s'arranger avec l'Angleterre, ce qui est la même chose que de mettre la guerre entre les deux empires. Votre Majesté abandonnant une fois l'alliance et brûlant les conventions de Tilsitt, il est évident que la guerre s'ensuivrait, quelques mois plus tôt ou quelques mois plus tard. Cet état de méfiance et d'incertitude a des inconvénients pour l'empire de Votre Majesté et pour le mien. Le résultat doit être, de part et d'autre, de tendre les ressorts des deux empires pour nous mettre en mesure. Tout cela est fâcheux. Si Votre Majesté n'a pas le projet de se remettre avec l'Angleterre, elle sentira la nécessité pour elle et pour moi de dissiper tous ces nuages. Elle n'a pas de sécurité, puisqu'elle a dit au duc de Vicence qu'elle ferait la guerre sur ses frontières; et la sécurité est le premier bien de deux grands États. Je prie Votre Majesté de lire cette lettre dans un bon esprit, de n'y rien voir qui ne soit conciliant et propre à faire disparaître, de part et d'autre, toute espèce de méfiance, et de rétablir les deux nations, sous tous les points de vue, dans l'intimité d'une alliance qui, depuis près de quatre ans, est si heureuse. » Peut-être le travail auquel je me livre, en m'identifiant presque à mon usage avec les idées de l'Empereur, ne me laisse-t-il pas une liberté de jugement tout à fait exempte de partialité; mais il me semble que, si les lettres de Napoléon ne présentent ni la pompe et l'éclat que prêtent au langage de leurs principaux acteurs quelques historiens de l'antiquité, ni la concision laborieuse de quelques autres, elles offrent souvent des mots et des passages extrêmement remarquables, et que surtout elles ont plus de valeur sous le rapport de l'instruction historique. La lettre que nous venons de rapporter donne sans doute matière à de justes récriminations; mais elle renferme aussi des arguments solides, parce qu'ils ont la vérité pour base.

A la vérité, lorsque Napoléon dit à l'empereur Alexandre : « Dans d'autres temps, avant de prendre de telles mesures contre mon commerce, » Votre Majesté me l'eût fait connaître, » il prête le flanc à une juste et facile rétorsion du même reproche appliqué à l'occupation du duché d'Oldenbourg; mais l'empereur Napoléon est loin d'exagérer les faits lorsqu'il rappelle les sacrifices auxquels il a consenti à l'avantage de la Russie, le sacrifice du tiers de la Turquie d'Europe et celui du tiers de la Suède, les plus anciens alliés de la France. Napoléon ne donne pas même à ces con-

cessions leur gravité réelle; car lui-même il ne la sent pas, il ne l'apprécie pas telle qu'elle est en effet; il croit à la durée des acquisitions qu'il a faites comme à celles qu'a faites la Russie, et cependant, à part même les chances de l'imprévu, il n'y avait point parité entre les acquisitions respectives : celles de la Russie étaient évidemment de nature à être conservées; celles de la France, essentiellement hasardeuses et viagères.

Napoléon était dans le vrai quand il se plaignait de n'avoir contribué à l'agrandissement de la Russie que pour donner une plus grande latitude à l'interdiction du commerce français, en étendant cette exclusion de la Moldavie à la Finlande.

Relativement aux inquiétudes russes sur la Pologne, Napoléon prouve trop bien que jamais il n'a formé un projet fixe pour le rétablissement de cet État, puisqu'il n'a profité d'aucune des occasions qui lui ont été offertes pour l'entreprendre. S'il y a eu sur ce point des toris dans sa conduite, ce n'est pas à la Russie qu'il appartient de lui en faire un crime.

En échange de ses concessions à cette puissance, l'Empereur demande à rester seul maître du terrain en *deçà de l'Elbe*. La prétention n'est pas admissible du moment qu'il existe en *deçà de l'Elbe* un intérêt plus ou moins grave auquel la Russie ne peut pas être indifférente.

Rien de plus juste que les observations de l'Empereur sur le mal que se font réciproquement les deux empires, en tendant, de part et d'autre, tous les ressorts de leur puissance; mais ici Napoléon raisonne dans l'ignorance des intentions secrètes de la Russie, et nous aurons bientôt lieu de reconnaître que les dispositions du cabinet de Pétersbourg n'avaient pas été, comme il le suppose, simplement comminatoires.

Peu de jours après être entré en communication directe avec l'empereur Alexandre, Napoléon faisait écrire à son ambassadeur pour ajouter encore à ses premiers raisonnements des raisonnements nouveaux. C'est surtout l'article de l'ukase d'après lequel des marchandises françaises pourraient être brûlées en Russie, qui cause à l'Empereur l'irritation la plus vive, et lui arrache les énergiques exclamations dont se compose la dépêche ministérielle : « Peut-on concevoir un état d'alliance ¹ pendant lequel l'une des deux nations alliées brûle les produits de l'autre? Quel effet un pareil auto-da-fé peut-il produire? Qu'on en juge par celui qu'a produit en Angleterre le brûlement de ses marchandises récemment exécuté en France.

¹ Lettre du duc de Cadore au duc de Vicence, en date du 5 mars.

» Nous prend-on pour une nation sourde à la voix
 » de l'honneur?... Ceux qui conseillent de telles
 » mesures sont des perfides. Ils savent bien que
 » brûler les étoffes de Lyon, c'est aliéner les deux
 » nations, et que la guerre ne tiendra plus qu'à
 » un souffle....»

Le ministre prévient le duc de Vienne que désormais, d'après les ordres de l'Empereur, on n'emploiera, dans ses chantiers et ses arsenaux, que des bois de Corse et des provinces illyriennes, que des charvres de France et d'Italie. Ainsi, avec la Russie, plus de relations commerciales : est-ce là un état de paix et d'alliance ? est-ce ainsi que pensait l'empereur Alexandre à Tilsit ? Que de mal peut faire son ukase ! « L'Empereur me disait, » continu le ministre, qu'il aimerait mieux recevoir un soufflet sur la joue, que de voir brûler les produits de l'industrie et du travail de ses sujets... La nation française se croira déshonorée lorsqu'on brûlera ce qui vient d'elle. La Russie ne peut pas envahir notre territoire ; elle nous insulte dans le produit de nos arts et de nos travaux ! Obtenez, monsieur, l'assurance secrète que ce brûlement ne sera point exécuté sur les marchandises françaises.... Quels ne seraient pas les sentiments de l'empereur Alexandre, s'il apprenait qu'en haine de son nom et de sa nation on a brûlé à Hambourg cinq à six cargaisons de bois et de charvres ! et voilà ce qui arrivera si on brûle un ballot d'étoffes françaises. »

Comme la difficulté survenue entre les deux États sur les termes de la convention à conclure au sujet de la Pologne paraît toujours préoccuper la Russie, le duc de Cadore prescrit à l'ambassadeur de faire entendre à M. de Romanzof « que tous les symboles de discorde qui à présent alarment l'Europe viennent de lui et de son entêtement à tenir » à une rédaction plutôt qu'à une autre, et que lui-même a manqué l'occasion de lier l'Empereur par une convention dont S. M. admettait toutes les stipulations, en se refusant seulement à une phrase qui n'était ni dans le style diplomatique ni dans le langage des convenances.

» En conversant avec l'empereur Alexandre, » parlez aussi à son cœur ; intéressez son honneur et sa sensibilité. Dites-lui que le souverain qu'il place dans une position si pénible est celui qui, de son propre aveu, l'a si bien servi, celui à qui il a dit à Tilsit, et dans ce jour qu'il regardait comme l'anniversaire de Pultava : *J'ous ares sauré l'empire russe*. Le prix de cet éminent service serait donc pour l'Empereur d'être forcé de

» faire la guerre à la Russie pour sauver son propre honneur, et pour éviter le reproche d'avoir souffert, dans ce haut point de gloire où il s'est élevé, ce que Louis XV endormi dans les bras de madame du Barry n'aurait pas supporté....

» Comment l'empereur Alexandre, si attentif précédemment à donner connaissance à l'Empereur de ce qui pouvait l'intéresser, n'a-t-il pas écrit un seul mot au moment où il prenait une mesure si propre à influencer sur les relations des deux empires ?

» Au moment de vous retirer, il faut que vous effaciez cette tache. Vous exprimerez au gouvernement russe le désir d'emporter avec vous un gage de l'union des deux États et du maintien de leur alliance. » Malgré le profond ressentiment que lui causait le règlement sur les douanes, l'Empereur cependant ne voulait pas voir, dans cette évidente agression, une cause de guerre, mais bien un motif de se mettre sur ses gardes. « Je ne ferai point la guerre, écrivait-il, pour raison de l'ukase et du tarif, mais je me tiendrai en mesure contre les effets du mauvais esprit qui a dicté cet acte.... J'ai dit moi-même à M. de Carnarache que, depuis que j'ai connu l'ukase, j'avais levé la conscription, et que cet acte me coûterait une centaine de millions cette année. J'envoie six bataillons polonais pour renforcer la garnison de Dantzig. » L'Empereur veut que le duc de Vienne soit informé de ces dispositions pour tranquilliser le cabinet de Pétersbourg : l'ambassadeur dira qu'elles ont lieu pour prémunir cette place contre les tentatives des Anglais. « Enfin, poursuit » Napoléon, quel mal d'avouer qu'une place de cette importance doit être assurée dans la circonstance actuelle ? »

Précisément le même jour où Napoléon fait transmettre ce genre d'informations au duc de Vienne, l'empereur Alexandre emploie, de son côté, le même mode de justification. Selon lui, c'est la France qui a fait les premiers armements. « L'Angleterre, dit-il, a vainement frappé ici à toutes les portes : elles lui sont toutes fermées ; s'il a fait des préparatifs intérieurs, c'est pour n'être pas pris au dépourvu. »

L'empereur Napoléon ne cessait de renouveler les mêmes avis au duc de Vienne. Celui-ci devait s'attacher à faire sentir au cabinet de Pétersbourg qu'il n'était pas possible de laisser Dantzig sans une forte garnison, « puisquo les Anglais », avec huit à dix mille hommes dans la Baltique, pourraient surprendre ce point important. » Il fera

* Lettre de Napoléon à son ministre des affaires étrangères, en date du 3 mars.

* Lettre de Napoléon, en date du 1^{er} mars.

connaître que l'Empereur aura, cette année, des camps à Toulon, à Boulogne, sur l'Escaut et au Texel. L'Empereur n'a nulle envie de chercher aucune espèce de querelle à la Russie, mais il serait forcé d'agir autrement, si elle se remettait avec l'Angleterre. Le duc de Vicence entretiendra le ministère russe de la position fâcheuse des Anglais, de leurs discussions avec les Américains, de l'espérance qu'on peut avoir d'en venir à un résultat, si l'on marche franchement en Russie; de la nécessité d'arranger les affaires relatives au commerce pour éviter toute acrimonie, et de finir également les affaires d'Oudenbourg. »

L'Empereur, considérant Dantzig comme une sauvegarde commune de ses alliés, en compose particulièrement la garnison de troupes appartenant à la confédération du Rhin. Par des lettres directes aux rois de Bavière et de Wurtemberg, il demande à chacun de ces princes deux bataillons formant quinze à seize cents hommes : déjà il se trouve à Dantzig six bataillons polonais et trois saxons; le roi de Westphalie en doit aussi envoyer trois; si l'Empereur a recours à ses alliés pour former cette garnison qui doit être de quinze mille hommes, c'est afin de ne pas alarmer l'un à propos la Russie en plaçant sur ce point quinze mille Français, quo l'agitation aurait bientôt portés à trente mille. Dans ses lettres aux deux rois, Napoléon a soin de déclarer qu'il n'a aucune raison de requérir les contingents; que sa demande actuelle est une simple mesure de précaution, soit parce que les Anglais doivent envoyer une escadre dans la Baltique, soit parce que la place de Dantzig, qui seule peut écarter la guerre, doit être à l'abri de toute inquiétude; il avoue cependant que sa situation avec l'empereur Alexandre a un peu changé. Je suis toujours bien, dit-il, avec la Russie; cependant, plus froidement. »

L'Empereur a raison de craindre que l'on ne grossisse à Pétersbourg les mouvements qu'il opère, comme les rapports qu'il reçoit grossissent les mouvements de la Russie. Pour remédier à cet inconvénient, il voudrait qu'il s'établît entre les deux cabinets une communication franche des mouvements respectifs. Par exemple, il a fait passer vingt mille fusils en Saxe à Pétersbourg, on prétend qu'il y en a envoyé soixante mille. Désormais rien ne se fait de part et d'autre, qui ne soit envoyé à l'un ou à l'autre. Le meilleur moyen d'empêcher l'effet de cette malveillance, c'est de se prévenir mutuel-

lement de tout ce qui serait susceptible de donner lieu à de mauvaises interprétations. Ces idées doivent former le fond d'une note à remettre au prince Kurakin, en l'informant de la marche des troupes destinées à renforcer la garnison de Dantzig.

Toujours occupé de la même pensée, l'Empereur veut en faire à chaque moment retentir l'expression à Pétersbourg. Hier, c'était une note qu'il faisait adresser au prince Kurakin; aujourd'hui, c'est un billet; demain, ce sera une lettre. Par le billet (l'Empereur ordonne de l'intituler ainsi), le ministre doit faire bien comprendre que les mesures prises en Russie le mettent dans le cas d'en adopter qui y répondent, mais que ce n'est pas lui qui a commencé; qu'on n'avait rien n'y a une pelle ni une pioche à Dantzig; qu'on n'y avait pas fait entrer un convoi; qu'il n'y avait pas même de garnison dans cette ville. Rappelez le désir que j'ai, comme je l'ai témoigné par la lettre que j'ai remise au comte Czernichef, qu'on en vienne à une explication, et que de part et d'autre tout cela cesse. »

A peine l'ordre pour l'expédition de ce billet a-t-il été exécuté que l'Empereur ne se borne plus à ce langage bref et presque officiel; il veut que son ministre écrive au prince Kurakin une longue lettre qu'il lui envoie : l'Empereur commente par démentir les bruits accrédités à Pétersbourg.

On a prétendu en Russie qu'un train d'artillerie était arrivé à Dantzig : cela est faux; quo les troupes de la confédération ont été requises par l'Empereur; ce fait est faux également; on a seulement demandé quelques bataillons à la Bavière et au Wurtemberg (nous avons vu pour quel usage); que la Saxe a acheté soixante mille fusils; tout ce qu'il y a de vrai, c'est qu'il lui en a cédé vingt mille. Napoléon nie formellement qu'on ait fait à Dantzig des fortifications considérables, comme on affecte de le croire à Pétersbourg, et cependant, dit-il, il est à la connaissance de tout le monde que depuis l'année dernière on travaille à la fois à vingt places de guerre sur la faible frontière du duché de Varsovie; qu'on a créé de nouveaux régiments, enfin qu'on se méfie de la France, et en cela les ennemis du continent ont raison. Tout le monde sait qu'il n'y avait en Russie de favorable à la France que l'Empereur lui-même. La création de ces nouvelles places, de ces nouveaux régiments, ces préparatifs qui ne peuvent

¹ Lettre de Napoléon au roi de Bavière, en date du 18 mars.

² Lettre de Napoléon à son ministre des affaires étrangères, en date du 19 mars.

³ Billet du 27 mars, adressé au prince Kurakin.

⁴ Ce devait être pour l'empereur Napoléon un motif de le ménager davantage et d'éviter tout ce qui pourrait nuire à ce prince dans l'esprit de ses sujets.

« que détériorer votre éango, le mouvement des troupes de Finlande¹ et de Sibérie sur la frontière du duché, la retour de deux divisions de Moldavie et de Valachie, qui ne peuvent que retarder votre paix avec les Turcs, puisque cela tend à leur donner une confiance que jusqu'à présent aucune démarche de la France n'a enervée » autorisée, tout prouve que l'empereur Alexandre n'est plus dans les sentiments de Tibérius. La faiblesse avec laquelle on fait parvenir les faux bruits à son oreille laisse assez prévoir l'exagération qu'en va donner à quelques dispositions devenant nécessaires à la sûreté de l'empire. » Ici l'Empereur donne le détail des mouvements ayant pour objet de garantir Dantzic « qui est le boulevard de la confédération. » Aucun contingent n'a été demandé; aucun mouvement extraordinaire n'a lieu dans l'intérieur de l'empire. Des escadres à Boulogne, à Utrecht et sur l'Escaut, les dépenses dans nos chantiers, qui élèvent à vingt-cinq le nombre des vaisseaux de haut bord déjà lancés, marquent suffisamment que les idées de l'Empereur sont toujours portées vers la guerre maritime. « La réunion d'Oldenbourg et des pays voisins n'a eu que pour but : les débats de la chambre des communes et la malheureuse situation du commerce de l'Angleterre prouvent qu'elle peut être atteinte. »

Tandis qu'il l'empereur Napoléon répétait chaque jour, et avec diverses formes, l'expression du désir qu'il avait d'en venir à une explication franche et de finir l'affaire de la principauté d'Oldenbourg, l'empereur Alexandre, tout en disant qu'il tenait toujours à la paix, qu'il persévérerait dans le système, au lieu de répondre aux avances françaises pour une explication, pour un arrangement, continuait à vouloir protester, comme s'il eût dû se déshonorer en ne protestant pas. « Quelle serait », disait-il², l'opinion de ma nation, si je ne réclame pas, quand l'Europe et la France elle-même ont vu, dans l'occupation de la principauté d'Oldenbourg et dans la conduite qu'on a tenue envers le duc, un soufflet donné à une puissance amie ? » Le mot était juste, le mécontentement fondé; mais ne pouvait-on réclamer que par une protestation publique, par un appel aux autres puissances ? Si on voulait rester dans des relations amicales avec la France, ne valait-il pas mieux admettre des explications, accueillir des moyens d'arrangement ou même en proposer, qu'ajouter à

l'embarras de la situation le surcroît d'un incident qui ne faisait que l'aggraver et la compliquer davantage ? Peut-être le chancelier, comte de Romanzof, qui personnellement répugnait à la guerre, s'imaginait-il de bonne foi pouvoir concilier deux choses inconciliables, la dénonciation à l'Europe de l'infidélité d'un allié, et le maintien de l'alliance. Cette idée n'est pas invraisemblable, de la part de ce chancelier qui aimait beaucoup la lutte des mots et les formalités de la science diplomatique. C'est dans cet esprit, selon toute apparence, que fut rédigée la protestation fameuse³ qui, loin d'atténuer le mal, le rendit irrémédiable.

Dans l'intervalle des communications précédentes, le colonel Caernieff était arrivé à Pétersbourg, apportant la lettre de l'empereur des Français du 28 février. Quoiqu'elle offrît la preuve manifeste de ses dispositions à un rapprochement, elle n'avait rien changé à celles du cabinet russe qui, dans ces mêmes mois de février et de mars, avaient eu, du moins momentanément, un tout autre caractère, comme on pourra bientôt en juger par le langage même de l'empereur Alexandre.

L'empereur Napoléon, qui s'était flatté que cette lettre produirait un tout autre effet à Pétersbourg, étonné de ne point recevoir de réponse, fit écrire de nouveau au duc de Vienne qu'il devenait urgent de mettre un terme à l'incertitude où le laissait le silence de la Russie; que les préparatifs étaient, des deux côtés, un malheur; que la France surtout n'avait point fait de mouvement qui pût justifier la marche des quatre divisions rappelées de la Moldavie, sur les frontières du grand-duché⁴.

Dans ce même moment, on rédigeait les instructions destinées au nouvel ambassadeur. Après avoir fixé ses chefs, l'Empereur avait aussitôt chargé le ministre des affaires étrangères de bien faire comprendre au général Lauriston les questions de neutralité, de commerce et autres que ce général, disait-il, ne devait guère connaître. Les instructions roulaient sur trois points principaux, l'Ukraine, la Pologne, la Turquie. Comme, avant d'être arrêtées, elles subirent divers changements, nous en donnons quelques variantes propres à faire juger la véritable pensée de l'Empereur.

L'Ukraine relatif aux douanes était naturellement présenté comme un fait grave, auquel en France on avait dû être extrêmement sensible. Quelques mois auparavant, la Russie promettait encore de

¹ Les mots en lettres italiques ont été ajoutés par l'Empereur.

² Lettre du duc de Vienne, en date du 31 mars.

³ Nous la citerons plus tard.

⁴ Le duché de Varsovie n'a jamais eu le titre de grand-duché; c'était une de ces inexactitudes qui échappaient souvent à l'Empereur.

donner plus d'énergie à ses mesures répulsives contre l'Angleterre, et tout d'un coup c'était le commerce français qu'on s'attachait à proscrire ! A l'égard des produits du sol de la France, l'outrage se joignait à l'exclusion : les formules de l'ukase étaient évidemment dérisoires. On excluait les vins français en bouteilles, et c'est en bouteilles que s'expédiaient les vins qui ont le plus de faveur dans le Nord ! On les admettait en tonneaux, *mais par mer*, et la mer n'était pas libre ! De plus, on quadruplait les droits qu'ils devaient payer ! Enfin, par un contraste fort significatif, l'ukase ordonnait pour les marchandises anglaises la confiscation, pour les marchandises françaises le brûlement ! Cependant l'Empereur ne fera la guerre ni pour l'ukase ni pour la Pologne ; il ne la ferait que dans deux hypothèses qu'il indique : « Je ne ferai point » la guerre pour la Pologne, quoique je ne veuille » pas souffrir qu'il soit fait d'empiètement sur le » duché, ni qu'il lui soit fait aucun tort... Je ne » ferai point la guerre pour le tarif des douanes, » quoique le dernier ukase soit contraire au traité » de Tilsitt, et que l'idée de brûler les marchan- » dises d'une puissance amie et alliée implique » contradiction avec les idées d'amitié et d'alliance ; » mais quelque graves que soient ces griefs, je ne » ferai la guerre que dans le cas où la Russie vou- » drait autre chose que la rive gauche du Danube ; » ou bien, dans le cas où cette puissance, déchi- » rant le traité de Tilsitt, ferait sa paix avec l'An- » gleterre.

« Cet ultimatum ne doit jamais être prononcé ; » mais, si cela devenait nécessaire, dans les con- » versations avec M. de Romanzof et l'Empereur, » le comte Lauriston pourrait le laisser entre- » voir. »

Après avoir dicté ce qui précède, l'Empereur juge qu'il a été trop positif, trop explicite ; il modifie lui-même ces pensées et ces expressions, et, dans tous les cas, quoi que fasse la Russie, il veut que son ambassadeur attende ses ordres. « Ferait- » on la paix avec l'Angleterre, marcherait-on sur » Constantinople, l'ambassadeur doit seulement » me prévenir, et ne faire aucune démarche qu'il » n'y soit spécialement autorisé. » Après ce cor- » rectif, l'Empereur revient aux questions de Tur- » quie et de Pologne. La continuation de la guerre » entre la Russie et les Turcs serait avantageuse à la France, sans cependant qu'on la désire..... Si la » paix se fait, la Russie ne doit rien garder sur la » rive droite. La France ne peut pas souffrir que la

Russie y fasse mettre un prince grec, même nommé par les Turcs. Ce serait, pour elle, un moyen d'étendre son influence, « d'arriver par les Monté- » grins et par la Morée sur la Méditerranée. Pour » cela, l'Empereur est décidé à s'y opposer. » La question des principautés de Moldavie et de Valachie demande beaucoup de prudence. Actuellement la politique de l'Empereur est de ne pas s'en mêler ; mais il ne faut pas faire de déclaration ; car, « si les affaires continuaient à se brouiller en- » tre les deux puissances, il serait probable que la » Russie finirait par ne pas conserver ¹ ces deux » provinces. »

A l'égard de l'Angleterre, l'ambassadeur doit, par insinuation ou par d'autres moyens, empêcher toute relation commerciale de la Russie avec cette puissance. Il est probable que la moindre apparence d'une conclusion de paix avec les Anglais sera le signal de la guerre, « à moins que des cir- » constances imprévues ne fassent penser à l'Em- » pereur qu'il soit préférable de gagner du temps ; » mais il est important que la Russie comprenne » la gravité de la démarche qu'elle ferait. »

Quant à la Pologne, il faut présenter la question sous ce point de vue, « que l'Empereur fait l'ini- » possible pour ôter tout soupçon de ce côté, et » pour empêcher que les ennemis des deux empi- » res aient aucun prétexte de troubler l'harmonie ; » il faut employer toutes les formes pour prouver » que la politique de la France n'est pas là. La » France n'a qu'une pensée : la guerre avec l'An- » gleterre ; qu'un but, la paix maritime. »

Il était recommandé à l'ambassadeur de tâcher de parvenir à la conclusion d'un traité de commerce sur la base déjà proposée par le duc de Vicence. Cette base était que les bâtiments français exporteraient de Russie une valeur égale à celle des produits de France qu'ils y auraient impor- » tés.

Ces instructions préparées pour le nouvel am- » bassadeur en Russie, les modifications même qu'y introduit l'empereur Napoléon après avoir voulu d'abord une rédaction plus vive, attestent que, s'il ne redoutait pas la guerre, du moins il ne la cherchait pas, puisqu'il n'en admettait la possibilité que pour deux hypothèses, sur lesquelles il lui eût été difficile de se montrer indifférent, la réconciliation de la Russie avec l'Angleterre et une invasion russe dans les États ottomans qui eût dépassé la limite des concessions d'Erfurt.

Quoique Napoléon n'eût pas reçu de réponse à

¹ La prédiction s'est réalisée, mais par une autre cause que l'entendait Napoléon. Si ces deux provinces n'ont pas été conservées par la Russie, c'est que, pour se for-

mer des alliances contre lui, elle a dû abandonner ce qu'elle n'aurait pu obtenir que par lui.

sa lettre du 28 février¹, au lieu de mettre un vain amour-propre à attendre cette réponse dans un orgueilleux silence, il écrivit, pour servir d'introduction à son ambassadeur, une lettre nouvelle, mêlée d'expressions affectueuses et de raisonnements, qui eût dû, à ce qu'il sembla, amener quelque chose d'analogue du la part de l'empereur Alexandre ; mais celle-ci n'aura pas plus de résultats que la première. « Je n'envoie pas à Votre Majesté, dit-il, sait Napoléon², un homme consommé dans les affaires, mais un homme vrai et droit comme les sentiments que j'ai pour vous ; et cependant je reçois chaque jour de Russie des nouvelles qui ne sont point pacifiques. Hier, j'ai appris du Stockholm que les divisions russes du la Finlande étaient parties pour s'approcher des frontières du grand-duché. Il y a peu de jours, j'ai été instruit du Bucharest, que quatre divisions ont quitté les provinces de Moldavie et de Valachie pour se rendre en Pologne, et qu'il ne reste que quatre des divisions de Votre Majesté sur le Danube. Ce qui se passe est une nouvelle preuve que la répétition est la plus puissante figure de la rhétorique. On a tant répété à Votre Majesté que je lui en voulais, que sa confiance a été ébranlée. Les Russes quittent une frontière où ils sont nécessaires, pour se rendre sur un point où elle n'a que des amis. Cependant j'ai dû penser aussi à mes affaires, et me mettre en mesure. Le contre-coup de mes préparatifs portera Votre Majesté à accroître les siens. Ce qu'elle fera, retentissant ici, me fera faire de nouvelles levées, et tout cela pour des fantômes ! Ceci est la répétition de ce que j'ai vu en 1806 en Prusse, et en 1809 en Autriche. Pour moi, je resterai l'ami de Votre Majesté, quand cette fatalité qui entraîne l'Europe devrait un jour mettre les armes à la main à nos deux nations. Je me réglerai sur ce que fera Votre Majesté. Je n'attaquerai jamais, et mes troupes ne s'avanceront que lorsque Votre Majesté aura déchiré le traité de Tilsitt. Je serai le premier à désarmer et à tout remettre dans la situation où étaient les choses il y a un an, si Votre Majesté veut revenir à la même confiance. A-t-elle jamais eu à se repentir de la confiance qu'elle m'a témoignée ? Je charge bien spécialement le comte Lauriston de lui dire combien je lui désire de bonheur, combien je suis contrarié de penser qu'elle éprouve des embarras et de la peine pour les fausses notions qu'elle s'est laissées donner de ma politique et de mes sentiments, et combien je serais heureux de la voir replacée

» dans la même route qu'à Tilsitt et à Erfurt... » Si la prudence conseillait de ne point ajouter une foi aveugle aux apparences, ce serait, d'autre part, une erreur de ne voir que fausseté dans les paroles des princes, et surtout dans celles d'un prince d'un grand caractère. Lorsque l'Empereur fait allusion à une figure de rhétorique dont il proclame la puissance, ce n'est point de sa part un simple jeu d'esprit. Cette remarque a un fond de vérité qui se reconnaît sans cesse dans les affaires ; seulement l'Empereur a tort de ne pas se comprendre lui-même dans son application. C'est aussi une citation juste que celle de ce qui s'est passé pour la Prusse en 1806, pour l'Autriche en 1809. A ces deux époques, on a fait des préparatifs sans avoir d'abord résolu la guerre, et on a fini par la guerre parce qu'on en avait fait les préparatifs.

Il nous semble encore que Napoléon, en disant qu'il sera le premier à désarmer si l'empereur Alexandre veut revenir à son ancienne confiance, met franchement ce dernier sur la voie d'une réconciliation, en cas qu'il la désire. Je ne suis pas plus injuste envers Alexandre qu'envers Napoléon. J'avoue que, dans mon opinion, ce désir de rapprochement existe chez tous deux, mais l'un et l'autre sont gênés par leurs propres actes : après les avoir légèrement hasardés, ils en sont devenus esclaves. Il faut que Napoléon recule pour l'occupation d'Oldenbourg, ou que l'empereur Alexandre renonce à son idée de protestation. Des deux côtés prédomine un sentiment d'orgueil malentendu, et les destinées du monde sont à la merci d'une susceptibilité d'amour-propre. Là est la difficulté à résoudre, et ils ne feront rien ni l'un ni l'autre pour y parvenir : silencieux sur ce point essentiel, ils parleront volontiers et beaucoup sur les faits accessoires.

En même temps que l'empereur Napoléon ouvrait la voie à son nouvel ambassadeur par une lettre à l'empereur Alexandre, il faisait recommander au duc de Vienne de mettre à profit les derniers moments de son séjour en Russie pour éclairer la situation des deux empires et les replacer l'un envers l'autre dans de meilleurs termes. L'Empereur trouvait que le duc de Vienne avait été mal informé ; qu'on lui avait fait mystère de tout à Pétersbourg ; que c'étaient bien cinq divisions, et non deux ou trois, qui se rendaient de Moldavie en Pologne ; que tout s'ébranlait dans l'empire russe ; qu'en un tel état des choses, il y avait urgence de savoir ce qu'on voulait, puisque ces grands mouvements obligeaient aussi la France à des arme-

¹ Lettre de Napoléon portée à l'empereur Alexandre par le colonel Gernich.

² Lettre de Napoléon à l'empereur Alexandre, en date du 6 avril.

ments dispendieux : « Écrivez que je ne me plains
 » en rien ¹ de la Russie, que je ne veux ² rien... Jo
 » désire qu'avant de revenir, le duc de Vicence ait
 » quelque explication et qu'il puisse savoir quels
 » moyens il y a de faire renaître la confiance. » Au
 moment où l'empereur Napoléon s'exprimait ainsi
 avec son ministre des relations extérieures, le duc
 de Cadore, celui-ci était prêt à quitter ce départe-
 ment, où il allait être remplacé par le duc de Bas-
 sano. Il se conforma auparavant aux intentions de
 l'Empereur en transmettant le 18 avril ses volontés
 au duc de Vicence. Le même jour son successeur,
 par une autre dépêche qui partit en même temps,
 allait plus loin et donnait encore à l'ambassadeur
 plus de latitude. Sur les deux questions qui for-
 maient les griefs de la Russie, le duc d'Olden-
 bourg et la Pologne, le nouveau ministre écrivait :
 « Que faut-il pour rassurer cette puissance? Si ee
 » qu'elle désire est *faisable*, j'ai l'ordre de vous le

» dire : *cela sera fait*. » Cette déclaration, répétée
 à Pétersbourg, n'amena rien de précis de la part
 de l'empereur Alexandre. A l'égard du duché d'Ol-
 denbourg, ce n'est pas à lui, répond-il, à expliquer
 ce qu'il veut. Erfurt n'est pas un équivalent ; c'est
 à la France à en proposer un. Il attend justice de
 l'empereur Napoléon, et justice telle qu'il doit l'es-
 pérer pour un de ses plus proches parents, pour
 l'oncle d'un allié tel que lui. Quant au duché de
 Varsovie, tout dans ce duché, suivant l'empereur
 Alexandre, annonce la guerre, et, si en France
 on ne veut pas la guerre, il ne faut pas promener
 sur la frontière russe le spectre de la Pologne. Tel-
 les sont les allégations par lesquelles la Russie ré-
 pond au langage précis de la France. Vainement
 on lui demande ce que l'on doit faire pour la rassu-
 rer : il semble qu'elle ne veuille pas être rassurée,
 afin de conserver toujours le droit de se plain-
 dre.

¹ Lettre de Napoléon au duc de Cadore, en date du 15
 avril.

² De son côté, l'empereur Alexandre avait dit au duc

de Vicence, dans les derniers jours de mars, « qu'il ne
 » demandait rien, que la Russie n'occupait déjà que trop
 » d'espace. »

CHAPITRE XXVII.

FRANCE ET RUSSIE. — FRANCE ET AUTRICHE. — FRANCE ET PRUSSE.

Naissance du roi de Rome. — Allocution de l'Empereur du 24 mars au conseil général du commerce. — Versions diverses de l'allocution de l'Empereur. — Protestation de la Russie sur la réunion du duché d'Oldenbourg à la France. — Parole indiscret de l'empereur Alexandre. — Projet d'agression de la Russie en 1811. — Indices de ce projet. — Intrigues russes dans le duché de Varsovie. — Fêtes à Varsovie pour la naissance du roi de Rome. — Reproches mutuels sur les armements. — Refus de Napoléon de rien céder du duché de Varsovie. — Précautions contre une invasion russe. — Inquiétudes réciproques. — Offres réitérées de négociation de la part de la France. — Temporisation de la Russie. — Insinuations russes contre l'existence du duché de Varsovie. — Allocution de Napoléon au prince Kurakin. — Double but de cette allocution. — Rapport à l'Empereur. — Mouvements de l'armée française. — Arrière-pensée en faveur de la Turquie. — Renonciation d'Alexandre à toute prétention sur le duché.

Au milieu de ces débats qui, couverts encore d'un certain mystère, ne semblaient pas devoir altérer les faveurs que la fortune depuis tant d'années prodiguait à Napoléon, un bienfait de plus venait de mettre le comble à ses prospérités. Le 20 mars, il lui était né un fils auquel il avait donné le titre de roi de Rome, roi au berceau, destiné à ne régner jamais. La Rome des Césars put accepter sans abaissement l'honneur de voir porter son nom par le fils d'un héros égal au moins à tout ce qu'elle avait produit de plus grand. D'une extrémité de l'Europe à l'autre, la naissance d'un héritier direct de l'empereur des Français fut un grand événement politique. Elle était, pour les peuples et pour les princes¹, un effet de sa merveilleuse étoile; pour les uns et pour les autres, une espérance. On pensa que le sentiment de la paternité allait du guerrier faire un prince pacifique, un homme d'avenir; qu'assuré d'un successeur à qui il pouvait léguer son immense empire, il fonderait désormais sa politique sur des idées de conservation : il était trop tard; avant cette époque, le mal était fait. Conserver ce qu'il avait acquis cessait déjà d'être au pouvoir de Napoléon. Le principe de sa mésintelligence avec l'empereur Alexandre avait pris un développement sans remède, et peut-être fut-ce l'enivrement du bonheur qui, dans les premiers

jours après la naissance de son fils, vint donner encore à ses sentiments et à son langage une exagération présomptueuse, peu propre à calmer l'irritation, et à désarmer le ressentiment. A propos des félicitations qui l'assaillirent de toutes parts, l'Empereur, en réponse à celles du conseil général du commerce et des manufactures, avait adressé à ce conseil une allocution au moins peu réfléchie, dont il est temps de parler, arrivés comme nous sommes au moment où vont s'en manifester les conséquences. Ce fait particulier, qui avait eu lieu le 24 mars, n'était pas connu à Pétersbourg le jour où le duc de Vicence remettait à l'empereur Alexandre la lettre par laquelle Napoléon lui annonçait la naissance de son fils; suivant cet ambassadeur, le monarque russe, en recevant l'importante nouvelle, avait paru éprouver un redoublement d'affection pour l'heureux père du roi de Rome, et quelques mois plus tôt la sincérité de la joie que témoignait ce prince n'eût pas été suspecte : peut-être même alors la mettre en doute était une injustice; mais, peu de jours après, des rapports plus ou moins fidèles, que l'on reçut en Russie par diverses voies sur la conversation du 24 mars, vinrent ajouter aux anciens griefs un grief nouveau, et le mal ne fit que s'accroître.

Après cette étrange conversation, l'empereur

¹ A mon passage à Dresde pour me rendre à Varsovie, la reine de Saxe me disait : « Les archiduchesses commencent toujours par une fille. Si l'impératrice accou-

che d'un prince, ce sera un miracle qui tiendra aux destinées de l'Empereur. »

Napoléon n'avait pas été le dernier à s'apercevoir des interprétations fâcheuses que ses paroles pouvaient recevoir au dehors. Dans le désir d'empêcher qu'elles ne fussent travesties et envenimées, il chargea son ministre des relations extérieures de les faire connaître en Russie comme il désirait qu'elles y fussent présentées et comprises. « J'ai » détonné les négociants, écrivait-il¹, de se lier » d'intérêt avec le commerce britannique, en leur » disant que l'Angleterre perdrait tous ceux qui » s'attacheraient à elle; qu'elle ne pouvait espérer » soutenir ses excessives dépenses qu'en usurpant » la souveraineté de tout l'univers; mais que je lui » avais ôté cette souveraineté en parvenant à l'ex- » clure du parti du monde qui consomme » davantage; que je savais le grand convoi que » les Anglais expédient en ce moment.... Que » leurs marchandises seraient arrêtées partout, en » Prusse, même en Russie, parce que, *quelque* » chose qu'on leur dit, l'empereur Alexandre avait » déclaré vouloir rester en guerre avec le gouver- » nement britannique comme seul moyen de con- » server la paix; que sans doute les Anglais cher- » cheraient de toute manière à noyer une trame » avec le continent, mais que *je la couperais avec* » mon épée. »

Cette lettre de l'Empereur, si elle offrait quelques-unes des phrases qu'il avait prononcées, n'en renfermait qu'une très-faible partie, et prouve seulement ce qu'il voulait qu'on en pensât à Pétersbourg. Ce mode de communication ne fut pas le seul que l'on mit en usage. Une gazette d'Altona, l'*Abenthe*, publia un récit détaillé de l'audience du 24 mars, et, vu l'état de dépendance où se trouvaient alors les gazettes continentales, il était manifeste que ce récit venait du gouvernement français. D'un autre côté, on colportait en Russie une relation manuscrite, pareillement fort étendue, de la même audience; mais celle-ci avait évidemment une autre origine. Le but de la première de ces versions était de déguiser les torts de Napoléon, s'il en avait eu de réels; la seconde tendait à faire ressortir ces torts et à les exagérer: quoique conçues dans un esprit différent, toutes deux offraient des traits nombreux de ressemblance. Comme ce sont les actes et les paroles de 1811 qui préparent la guerre de 1812, nous devons attacher à ces deux versions qui offrent quelque différence entre elles assez d'importance pour nous en rendre obligés de faire ici des citations, même un peu longues, de l'une et de l'autre.

Suivant la *Gazette d'Altona*, Napoléon avait dit: « Je serais allé à Wilna et plus loin, sans la pro- » messe de l'empereur Alexandre de s'unir à moi » pour conclure la paix avec l'Angleterre. » Après une sortie sur le mauvais état des finances de l'Angleterre et de plusieurs autres puissances, il avait ajouté: « J'ai deux cents millions dans mon trésor » particulier aux Tuileries. Je reçois neuf cents » millions d'impôts payés en deus... Si j'étais héritier du trône de Louis XV et de Louis XVI, je » serais forcé de demander à genoux la paix au » gouvernement anglais; mais j'ai succédé aux » empereurs de France... »

Ces mêmes idées se trouvent, mais en termes plus énergiques, dans la version russe; voici comment elles y étaient exprimées: « Si j'ai fait la paix » à Tilsitt, c'est que l'empereur Alexandre a pro- » mis de ne plus communiquer avec les Anglais. » Rien ne se serait opposé à ce que je fusse allé » à Riga, à Moscou, à Pétersbourg... »

« Mes revenus sont clairs. J'ai deux cents mil- » lions à moi² dans mes caves ici dessous. Je n'en » ai pas besoin pour prendre mon café et mon cho- » colat. Ils seront pour l'État si cela devient néces- » saire... »

« Si je n'étais que roi de France, je ferais comme » Louis XIV et Louis XV. Je suis l'Empereur du » continent. Il faut remonter à Charlemagne pour » avoir une idée de ma puissance... »

Ce sont là les passages les plus remarquables sur lesquels diffèrent les versions d'Altona et de Pétersbourg. Les autres au fond sont les mêmes, et la diversité des mots ne change rien aux pensées. Ainsi, dans l'une et l'autre se trouvent en termes presque pareils les idées suivantes: « On s'est » moqué ici, en Europe, de mes décrets de Berlin » et de Milan; en Angleterre, on n'en rit pas. Ces » décrets sont devenus les lois fondamentales de » mon empire pour la navigation neutre. Je re- » garde le pavillon comme une extension du terri- » toire. La puissance qui le laisse violer ne peut » être considérée comme neutre. Le sort du com- » merce américain sera bientôt décidé.... Les re- » lations avec l'Angleterre doivent entièrement » cesser. Je vous le dis bien haut, Messieurs les » négociants; ceux de vous qui ont des affaires à » terminer, des fonds à retirer, doivent le faire le » plus tôt possible. Le continent restera fermé aux » importations de l'Angleterre... Je resterai armé » de pied en cap pour faire exécuter mes décrets » dans la Baltique... » A la suite du passage sur

placé des contributions de guerre perçues en Prusse et en Autriche.

¹ Lettre de l'Empereur au duc de Bassano, en date du 1^{er} avril.

² Ces deux cents millions étaient la résidu non em-

la différence de sa position comparée à celle des rois de France, l'Empereur avait poursuivi : « Au-
 » trefois la France ne pouvait construire des vais-
 » seaux qu'en temps de paix. Aujourd'hui je suis
 » maître de toutes les bouches des grandes rivières,
 » de l'Adriatique jusqu'à l'Elbe. Je puis construire
 » en tout temps; rien ne peut m'empêcher d'avoir
 » une flotte de deux cents vaisseaux et de les armer.
 » Je sais que les Anglais ont de meilleurs amiraux,
 » et c'est un grand avantage; mais, à force de les
 » combattre, nous apprendrons à les vaincre. Nous
 » perdrons peut-être une première, une deuxième,
 » une troisième bataille navale; mais nous gagne-
 » rons la quatrième, et je les subjuguera, parce
 » qu'à la longue le plus fort doit finir par subju-
 » guer le plus faible.... Dans mon empire, le com-
 » merce de l'intérieur s'élève au delà de quatorze
 » milliards. Je sais que Bordeaux, Hambourg et
 » d'autres ports souffrent par l'interruption du
 » commerce maritime. Des réglemens minutieux,
 » dernièrement faits par l'empereur Alexandre,
 » porteront aussi préjudice aux manufactures de
 » Lyon; ce sont des pertes individuelles, je cher-
 » che à les soulager.... La Russie a du papier-
 » monnaie, l'Autriche de même; l'Angleterre en
 » est encombrée. La France est le pays le plus
 » riche du globe. » (Là se plaçaient les mots que
 » nous avons cités sur les finances françaises.) « Je
 » ne changerai pas de longtemps mon tarif des
 » douanes. Vous êtes fins, Messieurs les négociants!
 » plusieurs d'entre vous font la contrebande; si je
 » vous manque à la première, à la seconde, à la
 » troisième ligne de douanes, je vous saisirai à la
 » quatrième : je poursuivrai l'épée dans les reins
 » tous les fraudeurs... Dans peu je prohiberai le
 » sucre et l'indigo. La chimie a fait aujourd'hui
 » tant de progrès, qu'il est possible qu'elle opère
 » dans les relations commerciales, en sens inverse,
 » une révolution aussi extraordinaire que celle
 » qu'a produite la découverte de la boussole. »

L'Empereur avait terminé ce long entretien par une allusion à l'encombrement, ruineux pour les Anglais, de leurs marchandises sur les marchés de l'Amérique méridionale, et par des avis fort raisonnables adressés à ses auditeurs : « Ici comme en
 » Angleterre, les manufacturiers ont fait des im-
 » prudences et des folies : ce n'est pas tout de fa-
 » briquer, il faut avoir à connaître les moyens de
 » vendre, et ne point faire dix années d'étoffe quand
 » on ne peut en déboucher que quatre. Le com-
 » merce est un état honorable; mais ses bases es-

» sentielles doivent être la prudence et l'économie.
 » Il faut être sages, Messieurs; le négociant ne
 » doit pas gagner sa fortune comme on gage une
 » bataille; il doit gagner peu et constamment. »

Parmi les divers traits des deux versions dont nous avons tiré tout ce qui précède, il en est un que l'on peut admettre sans contestation, c'est celui qui concerne le trésor particulier de l'Empereur. Napoléon a pu dire qu'il avait deux cents millions à lui, puisqu'il corrige aussitôt cette énonciation ambitieuse en ajoutant qu'ils seront à l'Etat s'ils lui sont nécessaires; mais il est un autre propos qui ne nous paraît pas vraisemblable. Que l'Empereur ait dit au pape et au roi de Naples : « Je suis
 » empereur de Rome et de l'Italie; » on le conçoit; il n'a dû dire à personne : « Je suis empereur du
 » continent. » Ce mot eût été une offense gratuite non-seulement pour la Russie, mais aussi pour l'Autriche. Nous croyons qu'il y a là une altération visiblement malveillante de son véritable langage; mais, à part ce trait que nous n'admettons pas, tout le reste de l'allocution offrait une suffisante matière aux réflexions des grandes puissances et particulièrement de la Russie. Cette puissance de son côté ne travaillait pas à donner une direction plus favorable aux rapports des deux cabinets. Au lieu de se borner comme Napoléon à de fugitives paroles, elle remettait aux diverses cours une protestation sur la réunion du duché d'Oldenbourg à la France : « S. M. I. de toutes les Russies a ap-
 » pris avec surprise que S. M. l'empereur des
 » Français, roi d'Italie, son allié, donnant par un
 » sénatus-consulte de nouvelles limites à son em-
 » pire, y a compris le duché d'Oldenbourg. S. M.
 » a exposé à l'attention de l'Empereur, son allié,
 » comme elle le fait à celle de l'Europe entière, que
 » normalement le traité de Tilsitt assure la paisible
 » possession de ce duché à son légitime souverain.
 » S. M. a rappelé à ce monarque, et lo fait à
 » toutes les puissances, que la Russie, par le traité
 » provisoire de 1766 et celui de 1773, abandonna
 » au Danemark tout ce qu'elle possédait dans le
 » duché de Holstein, et reçut en échange les du-
 » chés d'Oldenbourg et de Delmenhorst, qui, par
 » des transactions connues, auxquelles plusieurs
 » puissances durent nécessairement prendre part,
 » furent érigés en un duché souverain en faveur
 » d'une branche cadette de cette même maison de
 » Holstein-Gottorp, à laquelle S. M. appartient par
 » le lien du sang le plus direct.
 » L'empereur juge que cet État, créé par la gé-

¹ C'était dans les derniers jours de mars et dans les premiers jours d'avril que les légations russes remettaient cette protestation aux diverses cours. La publicité qu'elle

reçut était ainsi antérieure au langage tenu par Napoléon le 24 mars, dont on n'avait pu avoir connaissance à Pétersbourg qu'une douzaine de jours après.

» nécessité de son empire, ne peut être annulé sans
 » blesser toute justice et ses droits. Il se voit par
 » conséquent obligé d'user du droit de réservation,
 » et de mettre à couvert, comme il le fait par le
 » présent office, en son propre nom et celui de ses
 » héritiers au troué à perpétuité, tous les droits et
 » obligations qui dérivent des traités ci-dessus
 » mentionnés.

» Quel prix pourraient conserver les alliances,
 » si les traités qui les fondent ne conservaient pas
 » le leur? Mais S. M., afin de ne point donner
 » sujet à aucune méprise, déclare ici qu'un grand
 » intérêt politique a produit son alliance avec
 » S. M. l'empereur des Français; que cet intérêt
 » subsiste, et qu'elle se propose par conséquent de
 » veiller à la conservation de cette alliance, et s'at-
 » tend à un soin pareil et réciproque de la part
 » d'un monarque à l'amitié duquel elle a des
 » droits.

» Cette union de l'intérêt des deux empires,
 » conçue par Pierre le Grand, qui dès lors et de-
 » puis rencontra tant d'obstacles, a déjà procuré
 » des avantages à l'empire de S. M., et la France
 » de même en a recueilli de son côté.

» Il paraît donc de l'utilité des deux empires de
 » s'appliquer à conserver cette alliance, et S. M. y
 » consacrer tous ses soins.

» Le soussigné, etc.... »

L'espèce de contradiction que présente cette
 pièce singulière, dont l'ensemble renferme une
 menace de guerre tandis que sa conclusion promet
 le maintien de la paix, caractérise à merveille la
 situation gênée et indécise du cabinet de Péters-
 bourg. Sans engager l'avenir en aucun sens, ce
 cabinet semble prendre plaisir à constater que si
 pour le moment il ne fait pas la guerre, il ne man-
 que pas de motifs pour la faire, puisque, suivant
 lui, son allié a blessé à son égard la justice et ses
 droits. Le caractère ambigüe de cette protestation
 ne pouvait échapper aux regards de la France.
 C'était tout à la fois la guerre et la paix, non point
 encore une déclaration de guerre actuelle, mais la
 justification anticipée d'une guerre possible.

La naissance d'un fils de Napoléon était un de
 ces événements heureux que devaient célébrer par-

tout les ambassades françaises. Avant de fixer l'é-
 poque de la fête qu'il se proposait de donner à cette
 occasion, le duc de Vicence crut devoir s'assurer
 si l'empereur Alexandre y assisterait. Ce prince ne
 demandait pas mieux; mais cependant il serait
 bien aise, disait-il, de recevoir auparavant réponse
 à une certaine lettre qu'il avait adressée à l'em-
 pereur Napoléon. Si l'ambassadeur lui faisait une
 invitation en forme, assurément il l'accepterait;
 mais si d'ici là il ne lui venait de Paris rien de
 satisfaisant, « il serait malade ¹ le jour de la fête.
 » Et quelle figure y ferais-je? ajoutait-il; que di-
 » rait-on de moi en Europe si j'allais danser chez
 » l'ambassadeur de France, pendant que les troupes
 » françaises marchent de toutes parts; pendant
 » qu'on écrit de Paris, de Vienne, de partout, que
 » l'Empereur a dit, dans une audience publique,
 » que c'était en vain qu'un Russe s'avancait pour
 » qu'il lui parlât ², et qu'il avait maintenant be-
 » soin de la Pologne plus que de la Russie... Les
 » paroles de l'Empereur au commerce ³ sont aussi
 » peu amicales pour mon empire... Ce que vous
 » me dites en particulier dans mon cabinet ne dé-
 » truit pas l'effet des choses dites publiquement....
 » Que l'Empereur me prouve qu'il tient réellement
 » à moi et à l'alliance, alors j'irai chez vous avec
 » le plus grand empressement; car je n'ai d'autre
 » désir que de donner à l'Empereur et à la France
 » des marques d'amitié. » D'après ces objections
 de l'empereur Alexandre, le duc de Vicence crut
 devoir différer la célébration de la naissance du
 roi de Rome, et comme, sur ces entrefaites, son
 successeur vint le remplacer, la fête n'eut pas lieu.

Le général Lauriston étant arrivé à Pétersbourg
 le 9 mai, le duc de Vicence eut, le 11, son audience
 de congé, et le général Lauriston, le même jour,
 sa première audience. Tous deux ne recueillirent
 de la bouche d'Alexandre que des paroles à la vérité
 très-pacifiques, mais vagues et sans valeur par leur
 généralité même. Il ne fut pas au pouvoir de l'am-
 bassadeur qui partait d'emporter avec lui, comme
 le désirait Napoléon, un gage de l'union des deux
 empires. Il ne put rien obtenir qui changeât l'état
 existant et qui dut conduire à une solution. Du
 reste, Alexandre releva, dans la lettre de Napoléon

¹ Lettre du duc de Vicence, en date du 7 mai.

² Il est peu vraisemblable que Napoléon ait tenu les
 propos qu'on lui prête, et surtout qu'il se soit exprimé
 en pareils termes. Cependant, comme à Pétersbourg,
 on s'était abstenu, pendant quelques semaines, de faire
 aucune invitation au duc de Vicence, il est possible que,
 par représailles, l'Empereur ait momentanément affecté
 de ne point parler aux Russes.

³ Il s'agit de l'allocution de l'Empereur au conseil du

commerce que nous avons rapportée. Au reste, l'empe-
 reur Napoléon a prouvé, plus que tout autre prince,
 combien c'est une fâcheuse habitude, de la part des sou-
 verains, de traiter personnellement des questions poli-
 tiques, soit dans des conversations avec les ambassadeurs
 étrangers, soit dans leurs réponses aux harangues des
 divers corps de l'État ou des députations commerciales
 et autres.

du 6 avril, des assertions, selon lui inexactes, sur certains déplacements de ses troupes au nord et au midi. Pour le nord, il y avait erreur entière; pour le midi, exagération. « L'Empereur est trompé ¹, » dit-il, je n'ai point retiré de divisions de la Finlande, » et il explique ce qui avait pu causer la méprise. On avait tiré, des divisions de cette province, quelques régiments qui appartenaient à la division de Witepsk, et en revanche d'autres régiments avaient été envoyés en Finlande. Quant au midi, ce n'étaient point quatre divisions qu'on avait rappelées de l'armée du Danube, « mais » trois ², seulement, » et ce rappel, on ne l'avait fait, suivant ce prince ³, que par suite des mouvements exécutés dans l'armée du prince d'Eckmühl.

S'il était possible de rassembler en un seul point de vue des faits divers simultanément accomplis, nous aurions à placer ici quelques communications du gouvernement français avec plusieurs puissances continentales, communications résultant du refroidissement de la Russie et de la France. Comme ce refroidissement n'avait pu échapper à l'observation diplomatique, même avant la manifestation officielle qui le révéla par la protestation relative au duché d'Oldenbourg, plusieurs cabinets s'étaient empressés de prendre acte auprès de Napoléon, en s'offrant à l'alliance de celui des deux empereurs du côté duquel ils apercevaient la probabilité de la force et de la victoire. Dès 1810, la cour de Vienne, aussitôt après le mariage, avait, comme nous l'avons vu, jeté en avant quelques paroles pour un rapprochement qui eût été dirigé contre la Russie. Au commencement de 1811, des ouvertures dans le même sens avaient été faites par la Prusse et par la Suède. En nous occupant ultérieurement de chacune de ces puissances, nous retiendrons sur ces ouvertures auxquelles l'Empereur ne crut pas devoir répondre d'une manière formelle, mais qu'il se garda bien cependant de repousser, et que même il jugea utile d'entretenir.

Dans les premières conversations de l'Empereur Alexandre avec le général Lauriston, ce prince s'efforçait de démontrer que c'était l'empereur Napoléon qui avait manqué de confiance ⁴ envers lui. Les réunions de territoire l'avaient sans contredit vivement blessé, mais elles lui étaient sensibles surtout, parce qu'aucun avis n'en avait été donné avant leur exécution. Cependant un article, publié alors par la Gazette de France sur l'union des deux

empires, fut très-agréable à l'empereur Alexandre. Il dit au général Lauriston : Si l'Empereur montrait seulement l'envie de faire un pouce de mieux au-devant de moi, j'en aurais bientôt fait une toise au-devant de lui. « J'avoue que je ne comprends pas bien ce langage d'Alexandre; car il me semble que, dans toutes les lettres de Napoléon, il y a un caractère très-marqué d'avances qu'il serait facile de saisir, si on y était véritablement disposé. Napoléon ne parlait pas d'une manière plus précise, parce qu'on affectait d'éluder même les explications, et qu'on se plaçait à son égard dans une attitude menaçante. Aussi, dans une conversation assez vive avec le prince Kurakin, avait-il dit : « Vous venez le casque en tête, au lieu d'un bâton blanc à la main. » D'après tous ces indices, on dirait que le débat entre les deux empereurs est beaucoup plus dans les formes que dans les choses mêmes. Tous deux sont sur la réserve, et chacun évite de parler le premier. » L'empereur Napoléon, » dit Alexandre, a pris ⁵ Oldenbourg; c'est à lui » de proposer quelque chose pour compensation. » Quant à moi, je ne puis pas faire une demande » qui tendrait à dépouiller qui que ce soit.... Je » prouverai à l'Empereur que je n'ai voulu ni le » duché ni Danzig, car je n'attaquerai pas. Si » j'eusse voulu attaquer, je suis prêt depuis deux » mois : qui eût pu m'en empêcher? qui m'en em- » pêche encore? »

Lorsque l'empereur Alexandre disait au nouvel ambassadeur de France : « Je suis prêt depuis deux » mois, » on le savait à Paris; on savait plus que n'avouait ce prince. On savait qu'il avait dû exister à Pétersbourg, dans les premiers mois de 1811, un projet formel de rompre brusquement avec la France. Suivant une notion réputée incontestable, la résolution aurait été prise, le plan établi, les moyens rassemblés. La guerre contre la Turquie eût été réduite à une défensive qui eût occupé peu de monde. Un faible corps d'observation eût suffi du côté de la Suède du côté où on avait peu à craindre. Une armée de cent trente à cent quarante mille hommes, qu'eût suivie de près une réserve de soixante à quatre-vingt mille, aurait envahi le duché de Varsovie. Une partie de cette armée se fut immédiatement portée sur l'Oder; elle eût entraîné la Prusse dans son mouvement, et obligé la Saxe, sinon à prendre parti contre la France, du moins à invoquer la neutralité comme

¹ Lettre du général Lauriston, en date du 12 mai.

² Le colonel russe Bonaparte est sur ce point en contradiction avec l'empereur Alexandre : « L'armée du Danube, dit ce colonel, qui, à la fin de 1810, était composée de neuf divisions, ne fut plus que de

« quatre. Les cinq autres furent portées sur le haut » Danube. »

³ Lettre du général Lauriston, en date du 18 mai.

⁴ Lettre du général Lauriston, en date du 24 mai.

⁵ Lettre du général Lauriston, en date du 1^{er} juin.

une faveur. Sans attendre une adjonction entièrement libre ¹ du roi Frédéric-Guillaume, on comptait sur des intelligences déjà pratiquées avec plusieurs des chefs militaires et évilés de ce royaume, sur l'exaltation des officiers prussiens, et sur l'ascendant non réprimé de l'armée qui eût fait marcher avec elle et le gouvernement lui-même et la population tout entière. Pour que cette entreprise réussît, il fallait promptitude et soudaineté d'exécution. Tout en Russie était parfaitement disposé dans cet esprit. Des ordres eachevés, qui devaient être ouverts sur un avis ultérieur, avaient été envoyés aux généraux; il ne restait plus qu'à donner le signal, et ce signal ne fut pas donné. « Qui n'empêche d'attaquer? » dit l'empereur Alexandre. Nous l'ignorons; peut-être n'y a-t-il là qu'une de ces péripéties inexplicables qui dissipent comme par miracle un orage prêt à éclater. Toutefois il serait curieux de savoir pourquoi l'empereur Alexandre, s'il n'a pas eu l'intention de prendre l'initiative de la rupture, se trouvait avoir une telle avance dans ses rassemblements de troupes, qu'il eût pu attaquer avec toutes ses forces dès le mois de février, tandis que pour une attaque il eût fallu encore de longs mois de mouvements et de marches à l'empereur Napoléon.

C'était dans le fort de cette erise, au commencement de mars, que j'étais arrivé à Varsovie. Avant d'y être rendu, je savais combien était grave la situation du duché, mais je n'imaginai pas l'existence d'un danger aussi imminent. En garde contre les préventions polonaises, je n'inclinai pas à trop de crédulité.

Quelques jours de rapports intimes avec le prince Poniatowski, que j'avais antérieurement connu ², me suffirent pour apprécier tout ce qu'il y avait de loyauté et d'honneur dans ce noble personnage. Sa délicatesse n'eût pas admis l'ombre d'un mensonge, même favorable à la cause de sa patrie, et, avec son enthousiasme pour cette cause, c'était bien là de sa part l'héroïsme du respect pour la vérité. Ce que je viens de dire sur les dispositions de la Russie était pour lui un de ces faits sur lesquels le doute n'est pas possible. La certitude lui en était démontrée au même point que si l'aveu lui en avait été fait par l'empereur Alexandre lui-

même. Un seul intermédiaire existait entre lui et l'empereur Alexandre, et cet intermédiaire était un homme au-dessus de tout soupçon ³. Si cet avis, que je dus transmettre aussitôt à mon gouvernement, eût pu paraître incertain et hasardé, l'empereur Alexandre ne le confirmait-il pas en déclarant qu'il était prêt depuis deux mois, c'est-à-dire, en avouant que ses ordres pour la réunion d'armées en état d'entrer en campagne avaient une date de six mois et davantage. Au reste, quelle que fût mon opinion sur les renseignements du prince Poniatowski, dans le compte que j'en rendais au gouvernement j'admettais une double hypothèse. Ou bien la Russie avait effectivement adopté un projet d'invasion dans le duché pour le printemps de 1811, ou elle cherchait à en accréditer la croyance. Je présentais ces deux suppositions, sans décider laquelle des deux était vraie, et, aujourd'hui comme en 1811, je pense qu'une des deux doit l'être. La première de ces deux suppositions n'avait rien qui fût contraire aux habitudes du cabinet de Pétersbourg. Plus d'une fois on a vu ce cabinet lever le bras par colère ou par calcul et tout à coup le retirer ⁴ par crainte ou par un calcul contraire. Voulait-il seulement, sans être déterminé à une guerre actuelle, en répandre l'opinion pour juger de l'effet qu'elle pourrait produire? Cette interprétation ne laisse pas non plus d'être plausible. Dans cette seconde supposition, il aurait eu pour objet de reconnaître jusqu'à quel point la peur d'un grand mouvement insurrectionnel, surtout en Allemagne, eût pu agir sur l'empereur Napoléon, et permettre à la Russie de se déclarer entièrement neutre entre les parties belligérantes, c'est-à-dire, de renouer ouvertement ses relations avec l'Angleterre. Il était notoire que les engagements pris envers la France pesaient beaucoup à l'empereur Alexandre. L'état d'hostilité auquel il se voyait condamné contre le gouvernement anglais, était extrêmement impopulaire en Russie, et surtout parmi la noblesse appauvrie par l'interdiction des exportations dont elle tirait son principal revenu. Les deux hypothèses que nous avons indiquées avaient donc également quelque vraisemblance. Ce qui, en mars et avril 1811, accréditait l'une plus que l'autre, ce qui, à Varsovie particu-

prince Poniatowski y était venu pour des réclamations d'intérêt particulier.

² Son nom seul est une garantie d'honneur et de loyauté, c'était le prince Adam Czartoriski. Il avait été élevé avec Alexandre; il l'avait servi comme ministre et restait toujours son ami; mais, avant tout, il était Polonais et voulait l'indépendance de son pays.

⁴ Depuis cette époque, on en a vu plus d'un exemple.

¹ L'historien de la campagne de 1812, M. le comte Philippe de Ségur, parle aussi, quoique sans rien affirmer, d'une résolution arrêtée en Russie d'attaquer au commencement de 1811, résolution, selon lui, provoquée par le roi de Prusse qui, croyant sa perte jurée par Napoléon, aurait voulu tenter un dernier effort pour s'y soustraire.

² Pendant mon séjour à Berlin de 1800 à 1804, le

lièrement, autorisait à croire que la Russie avait eu, au moins temporairement, la forte velléité d'une irruption immédiate dans le duché de Varsovie, c'était que, dans ce même moment, à la présence de corps nombreux de ses troupes sur la frontière, elle joignait, à l'intérieur de ce pays, une sorte d'action morale et diplomatique. Pour diviser les Polonais et les détacher de la France, elle faisait depuis quelque temps annoncer que l'intention de l'empereur Alexandre était de rétablir un royaume de Pologne dont il serait le roi, et où il placerait comme vice-roi l'un des frères ou son beau-frère le duc d'Oldenbourg. Des agents de différents ordres travaillaient à gagner des partisans à ces projets de la Russie. L'un des principaux était M. d'Anstedt, conseiller de légation, qui depuis a figuré comme plénipotentiaire russe au congrès de Prague. Celui-ci, marié à une Polonoise, s'étant rendu dans le duché sous le prétexte tout naturel de voir la famille de sa femme, y remplissait sa mission occulte lorsque j'arrivais à Varsovie avec le caractère public d'agent que le traité de Tilsit avait reconnu pour la France seule.

Au reste, la croyance d'une invasion prochaine des Russes dans le duché de Varsovie ne se renfermait pas dans les limites du duché même; elle était répandue partout, en Prusse, en Suède, et avait pris particulièrement une grande consistance en Autriche¹.

Si la naissance du roi de Rome ne put être célébrée en Russie à cause du doute où était l'empereur Alexandre de savoir s'il devait y prendre part, en revanche toutes les autres puissances rivalisèrent de magnificence et d'éclat dans les démonstrations de l'intérêt qu'elles prenaient à cet événement. De toutes parts et de Pétersbourg même, des ambassades extraordinaires vinrent porter à Paris, les unes la vérité, les autres le mensonge de leurs félicitations. Des portes de Cadix, du golfe de Tarraque jusqu'au Bog et au Niémen, l'artillerie pacifique du continent répéta les salves joyeuses qui avaient si vivement ému la France; mais ce fut surtout aux portes de la Russie, sur cette portion du territoire polonais, affran-

chis en 1807 et dont l'indépendance lui causait tant de crainte, que les sentiments français eurent leurs échos les plus bruyants comme les plus sincères : là c'était la France même sans aucun mélange d'hypocrisie. Les édifices du gouvernement, les jardins publics, les maisons particulières, tout fut magnifiquement illuminé; la population entière était, comme à Paris, en mouvement dans les rues, sur les places, répétant sans cesse les cris de *Vive l'Empereur!* Varsovie semblait être un faubourg² de la capitale du grand empire. Le bruit de ses canonnades retentit sur la frontière russe, et seul il en traversa la frontière. Du reste, ce ne fut pas, pour les observateurs diplomatiques, une circonstance d'une médiocre gravité que la non célébration à Pétersbourg de la naissance du roi de Rome.

À côté des faits assez significatifs qui trahissaient des germes de méintelligence entre les deux empereurs de France et de Russie, tels que l'allo-cution française du 24 mars et la protestation russe relative au duché d'Oldenbourg, une triste fatalité fit surgir encore du côté de la France un incident qui n'était pas propre à ranimer entre eux un meilleur accord. À peu près en ce même temps, il parut dans le *Journal de l'Empire* un article évidemment dirigé, quoique sans prononcer son nom, contre le colonel Czernichef, confidentiel et infatigable courrier des deux empereurs. Cette intention éclatait dans l'allusion ironique faite à un personnage d'un autre règne, aussi courrier impérial russe, chargé de perpétuels messages, et souvent pour des objets frivoles, sans aucun résultat utile. À peine cet article eut-il vu le jour, que l'empereur Napoléon s'en montra indigné; il fit suspendre le rédacteur du *Journal de l'Empire* et destituer M. Esmenard, chargé de la surveillance des journaux. Ce dernier fut en outre exilé à quarante lieues de Paris. On s'empressa de faire connaître à Pétersbourg ces sentiments de l'Empereur et la punition infligée à l'insolence des journalistes. Nous avons cherché de bonne foi l'explication de ce fait sans en trouver une qui fut bien certaine. Ce qui nous paraît probable, c'est que l'article aurait été

¹ Un général autrichien disait à un officier polonais : « Pourquoi tant vous inquiéter? ne sommes-nous pas aujourd'hui les amis de la France? Si les Russes vous attaquent, nous serons avec vous contre eux, comme ils ont été avec vous contre nous en 1809. » La prophétie ne réalisera que trop bien.

² L'agent français à Varsovie, quoiqu'il n'eût qu'un titre modeste, était pour ce pays le représentant de la France. Dans les circonstances solennelles, comme celle-ci, comme la fête de Napoléon et l'anniversaire de son

couronnement, les ministres, le sénat, le clergé, le prince Poniatowski à la tête de son état-major, venaient en corps présenter à cet agent leurs félicitations. Le duché était gouverné par un roi, mais en présence de ce loyal prince qui, pendant son séjour à Varsovie, mêlait aussi sa voix à celle de l'armée et de la population, le cri le plus chaudement exprimé était celui de *Vive l'Empereur!*

² Lettre du ministre des relations extérieures au duc de Vicence, en date du 18 avril.

rédigé à une date antérieure, dans un moment où l'on avait eu la velléité de montrer à la Russie soit de l'humeur, soit de l'indifférence. Le tort du rédacteur et du censeur n'aurait été qu'une publication hors de propos. Ainsi, dès le mois d'avril 1811, les actes, les paroles et jusqu'à l'indiscrétion des journaux, tout révéla à l'Europe la situation semi-hostile des deux monarques, dont la permanente intimité eût pu seule assurer le repos du monde.

L'arrivée du nouvel ambassadeur de France en Russie n'interrompit point le cours des plaintes et des reproches que se renvoyaient réciproquement les deux cabinets. Un fait, énoncé dans une des premières lettres écrites de Pétersbourg par le général Lauriston, porta l'Empereur à lui faire connaître immédiatement ses intentions sur le sujet indiqué et sur le langage qu'il devait tenir en son nom. Le ministère russe, en se récriant sur les armements de la Saxe, surtout dans le duché de Varsovie, avait donné à entendre que la cession d'un district de ce duché pourrait être le meilleur moyen d'arrangement pour l'affaire d'Oldenbourg.

Quelque temps après, sans rétracter ou plutôt en confirmant ce rapport, le général Lauriston exposa qu'il ne lui avait pas été fait une proposition formelle pour une cession de cette espèce, mais que seulement l'idée en avait été émise dans une dépêche expédiée au prince Kurakin, dont on lui a donné lecture. La forme lui est indifférente : directe ou indirecte, la proposition ou, si l'on veut, l'insinuation existe; la réponse du l'Empereur porte ainsi sur un fondement légitime.

D'abord, suivant Napoléon, à l'égard des armements de la Saxe, son ambassadeur a eu tort de montrer le moindre embarras : les dispositions de la France s'exécutent au grand jour; on n'en fait nul mystère au prince Kurakin. « L'empereur Alexandre ¹ ayant dit qu'il était prêt depuis deux mois, il était tout simple de répondre : Si vous êtes prêt depuis deux mois, ce qui, dans un si vaste empire, suppose que les mouvements sont ordonnés au moins depuis quatre mois, ne trouvez pas mauvais qu'à présent que vous êtes prêt, on s'apprête... La Russie a espéré qu'on ne serait pas en mesure et qu'on serait effrayé par ses armements; elle s'est trompée. Toutefois si elle veut la paix, qu'elle dise ce qu'elle veut et qu'elle fasse finir, par un arrangement quelconque, cette querelle qu'elle a ouverte par un manifeste ². Le prétexte qu'on veut rétablir la Pologne est un

prétexle banal... Le projet de convention ³ offrait toute sûreté, et la France n'est pas venue au point de faiblesse et de mépris que cette assurance ne doive pas suffire. Quant à la cession d'un district de Pologne, partez bien de ce principe qu'il faudrait que les armées russes nous eussent ramenés sur le Rhin pour nous faire connaître à un démenbrement si déshonorant.... L'Empereur n'a pas armé lorsque la Russie armait en secret; il a armé publiquement lorsque la Russie était prête.... Il n'a pas fait de manifestation, ni de querelle aux yeux des cours de l'Europe; il n'a pas même fait de réponse.... Enfin, il ne demande pas mieux que de remettre les choses dans l'état où elles étaient, il la propose; mais, au lieu d'envoyer quelqu'un pour négocier, ou se livre à des rériminations.... » Ici l'Empereur ajoute qu'il faut cesser l'état violent qui existe, non par des reproches inutiles, mais par des explications sincères et en cherchant un moyen d'arrangement, si on peut en trouver; il répète que la Russie, étant en guerre avec l'Angleterre et la Turquie, fait par son étrange conduite tout ce qu'il est possible de faire de plus avantageux pour la Turquie et pour l'Angleterre; pour lui, si on ne s'arrange pas, il armera : il a déjà dépensé cent millions, il en dépensera cent autres; il a levé une conscription, il en lèvera une seconde. « Vous devez donc conjurer l'empereur de mettre un terme à tout cela, en ne laissant cependant aucun espoir de toucher à la Pologne : cela serait déshonorant, et, pour l'Empereur, l'honneur est plus cher que la vie. »

La dépêche qui, en conséquence de cette diétée de Napoléon, fut adressée quelques jours après à Pétersbourg, renfermait encore quelques autres passages comme ceux qui suivent : « Les mouvements des troupes russes doivent avoir eu un objet, et tant que cet objet ne sera pas connu, les inquiétudes ne pourront pas être entièrement dissipées. Il est impossible de croire que la Russie n'ait pas eu des projets qu'elle n'a pas avoués et qu'elle n'avouera peut-être pas. Les circonstances qui depuis ont motivé ses plaintes n'en ont été que le prétexte; elle les a saisies pour colorer les démarches auxquelles elle s'était portée avant que ces circonstances se présentassent. Ces projets ont existé, ou bien il faudrait révoquer en doute une foule de faits, et même un fait particulièrement attesté par un homme d'un grand poids, et qui n'a entre lui et le fait lui-même, entre lui

¹ Lettre de Napoléon au duc de Bassano, en date du 21 juin.

² La protestation relative au duché d'Oldenbourg.

³ On a vu que, si ce projet ne fut pas signé, il n'y avait eu de difficulté que sur les mots. On était d'accord sur le fond.

» et l'empereur Alexandre, qu'un seul intermédiaire au-dessus de tout soupçon : je ne puis m'expliquer davantage. » Le fait dont il est ici question est celui que nous avons rapporté plus haut et dont la connaissance avait été donnée à Paris par le prince Poniatowski et par moi. Le général Lauriston, qui naturellement devait mettre tous ses soins à bien connaître les intentions présentes de la Russie, fut chargé de tâcher aussi de découvrir ses résolutions passées.

Indépendamment de cette lettre officielle, l'Empereur en fit écrire une toute confidentielle à l'ambassadeur d'après des notes qui ne sont pas sans intérêt : « Que m'importe, disait-il, que les Anglais aient trouvé accès auprès de l'empereur Alexandre et qu'on lui fasse voir des choses qui n'existent pas ? Ce qui m'importe à moi, c'est si l'on fait perdre quelque chose à la Pologne. Faites comprendre à Lauriston que je désire la paix et qu'il est bien temps que cela finisse. » (Caulaincourt croit qu'il n'y a eu tout cela que du malentendu.) « Si la Russie ne fait plus de mouvements, je n'en ferai plus ; j'avais demandé à la Bavière et à Bade de nouveaux régiments, j'ai révoqué cette demande. » Lorsque Napoléon parle ainsi à son ambassadeur, faut-il croire qu'il trompe son ambassadeur même et qu'il veuille la guerre en lui faisant croire qu'il désire la paix ? nous ne le pensons pas : ce qui est certain, c'est qu'il ne veut pas une guerre prochaine ; nous le voyons par les avis que, dans ce même moment, il fit donner en Saxe : « Les paroles de la Russie sont bonnes ; elle paraît effrayée depuis que j'ai relevé ¹ le gant. » Le but de cette puissance paraît être d'obtenir, en indemnité du duché d'Oldenbourg, des cessions en Pologne, ce que je ne veux pas faire par honneur et parce que cela anéantirait le grand-duché. »

Ce n'étaient pas les préparatifs de la Russie seule qui, dans les premiers mois de 1811, avaient appelé l'attention de l'Empereur ; la Prusse aussi était loin de lui inspirer une entière confiance. Quoique, dans les renseignements relatifs à une préméditation d'attaque soudaine par la Russie, la Prusse n'eût été présentée que comme un auxiliaire éventuel pour cette puissance et non comme un complice engagé d'avance à la seconder, ce qui se passait dans ce royaume eût pu autoriser cette dernière interprétation, et l'Empereur ne négligea pas de le

faire témoigner au cabinet de Berlin. Les mouvements des troupes prussiennes, disait-il, sont suspects, puisqu'ils sont inutiles. « Si, avant de nous être entendus ², la Prusse fait des armements, ils sont contre moi.... j'occuperai le pays.... Il est ridicule de vouloir nous persuader que ces préparatifs sont contre les Anglais de qui on n'a pas de descente à craindre. » Nous ne nous permettrons pas de rien affirmer sur la pensée que pouvait avoir au fond le gouvernement prussien : incontestablement ses affections étaient pour la Russie ; d'un autre côté l'instinct de sa conservation devait, quoique malgré lui, le porter vers la France. On peut croire que, sans avoir d'avance un plan d'action arrêté, ce gouvernement tenait à se former le noyau de forces ³ le plus considérable que comportât sa situation, dans l'espoir d'obtenir par là plus de valeur, une plus grande considération auprès de celle des deux puissances à laquelle le cours imprévu des événements pourrait le contraindre de s'associer.

Lorsque l'empereur des Français recevait de toutes parts des informations inquiétantes sur les desseins secrets de la Russie, informations que l'empereur Alexandre confirmait lui-même en déclarant, dans le mois de mai, qu'il était prêt depuis plusieurs mois ; lorsque les mouvements opérés par l'armée prussienne pouvaient faire supposer un concert établi entre les cabinets de Berlin et de Pétersbourg, ou du moins une sorte de connivence de la Russie avec les associations soi-disant patriotiques qui agitaient la Prusse, l'empereur Napoléon avait dû songer à la sûreté du duché de Varsovie. Il avait en conséquence fait écrire ⁴ à ses ministres à Varsovie et à Dresde de tenir la main à ce que, dans les vingt-quatre heures, des ordres fussent donnés pour la réunion de l'armée varsovienne ⁵ : « Que ces ministres, disait-il, se pénètrent bien du principe de ma lettre, que tout est bien, pourvu qu'on ne perde rien, quand même les Russes viendraient à Varsovie. » Les ordres de l'Empereur reçurent dans le duché une prompte exécution : on se hâta de rappeler les corps éloignés, de porter les dépôts en arrière, de répartir pour la défense ou de mettre dans les places le matériel de l'artillerie et les magasins, enfin de compléter les différentes armes par des levées de conscrits et de chevaux.

Peut-être les hommes disposés à des jugements

au nord, à Colberg, Königsberg, etc., un autre à Berlin et dans les provinces du centre, un troisième en Silésie.

⁴ Lettre de l'Empereur au duc de Bassano, en date du 17 avril.

⁵ C'est l'expression employée par l'Empereur.

¹ Lettre du 22 juin.

² Lettre de l'Empereur au duc de Bassano, ministre des affaires étrangères, en date du 30 avril.

³ Le 30 avril, le ministère français faisait partir trois agents pour observer les mouvements de la Prusse, l'un

sévères sur l'Empereur regarderont-ils l'adoption de ces mesures comme l'effet d'inquiétudes plutôt simulées que réelles; cette opinion serait fautive. L'alarme était tellement vraie, tellement vive, que l'ordre nous fut donné de faire sauter les fortifications de Zamosc, attendu que cette forteresse ne paraissait pas en état de se défendre contre une attaque prochaine. Nos réclamations parvinrent à faire révoquer cet ordre, et nous dûmes nous en féliciter. La place de Zamosc a été depuis une de celles qui ont fait la plus longue résistance.

À peine dans le duché de Varsovie avait-on commencé à porter en arrière les magasins et les dépôts qu'un mouvement semblable s'opérait dans les provinces russes contiguës au duché. Le général Lauriston ayant dit à l'empereur Alexandre que, pour l'hypothèse d'une attaque russe, les troupes du duché de Varsovie avaient ordre de se replier sur l'Oder, « en ce cas, avait répondu ce prince, nous ne nous rencontrerons ¹ pas. » On eût dit en effet qu'un même ordre était parti simultanément de Paris et de Pétersbourg. Des deux côtés, on paraissait éraïnder une agression; des deux côtés, on faisait des dispositions de défense; on fortifiait des places, on établissait des têtes de pont; de part et d'autre enfin, on se renvoyait la menace et la peur ², tout en faisant de chaque côté un mouvement rétrograde.

La position du duché était une sorte d'alerte perpétuelle. La moindre apparition d'une escouade russe sur la frontière faisait croire à l'approche d'une armée, et une invasion semblait possible à chaque heure, à chaque minute. Le trouble était alors d'autant plus sensible dans ce pays qu'il y manquait un homme important, le ministre de la guerre, le général en chef. Le prince Poniatowski était absent. À la première nouvelle de la naissance d'un fils de Napoléon, le roi de Saxe avait désigné ce prince à l'Empereur pour aller lui présenter ses félicitations, en sa qualité de duc de Varsovie. L'Empereur n'avait trouvé aucun inconvénient à ce voyage du prince. « Nous ne sommes pas, écrivait-il au ministre ³ des affaires étrangères, sur le point de nous battre. » C'était le 8 avril que l'Empereur montrait ainsi une profonde sécurité. Dix jours après, sa situation n'était plus la même; ses soupçons sur la Prusse, ses défiances à l'égard de la Russie lui avaient commandé les précautions dont nous venons de rendre compte. Comme en

Russie, les travaux de fortification se continuaient dans le duché. Les places où ils étaient poussés le plus vivement étaient celles de Zamosc et de Modlin.

Nous avons déjà fait remarquer qu'entre l'empereur Alexandre et l'empereur Napoléon il semblait qu'il y eût une sorte de défi à qui ne porterait pas la première parole sur le moyen d'arranger l'affaire d'Oldenbourg. Il est vrai que la Russie a fait une proposition indirecte, celle qui, par une dépêche adressée au prince Kurakin à Paris et communiquée à Pétersbourg au général Lauriston, consistait à prendre l'indemnité de l'Oldenbourg dans le duché ⁴ de Varsovie. L'empereur des Français, en se refusant à cette transaction, avait engagé la Russie à envoyer au prince Kurakin des pouvoirs pour trouver un autre moyen de terminer le différend, et de faire cesser l'apparence de brouillerie à laquelle avait donné lieu la protestation remise aux divers cours du continent. Il ne laissait pas ignorer à la Russie que les quatrième et sixième bataillons des régiments du corps d'armée du prince d'Eckmühl allaient rejoindre leurs régiments, ce qui prodigait une augmentation d'une trentaine de mille hommes dans la trente-deuxième division ⁵ militaire, où les vivres étaient à bon marché, mais il annonçait en même temps qu'il était prêt à diminuer la garnison de Dantzig et à suspendre ses armements, si la Russie voulait en faire autant de son côté. Déjà même, relativement à Dantzig, par égard pour le désir de l'empereur Alexandre que contrariait l'accroissement de la garnison de cette place, il avait contremandé les trois bataillons du Westphalie, ainsi que les régiments de Darmstadt et de Bade, déjà en marche pour cette destination. Il avait, par le même sentiment, fait arrêter les convois dirigés sur les places de l'Oder.

La méthode de temporisation, adoptée par l'empereur Alexandre, concernant la fête à donner par l'ambassade française pour la naissance du roi de Rome, avait eu son contre-coup à Paris. La Russie attendait; en France aussi on crut devoir attendre. Le nouvel ambassadeur à Pétersbourg ayant consulté le ministre français pour savoir s'il convenait que sa femme vint auprès de lui pour faire les honneurs de sa maison, l'Empereur avait été d'avis que madame Lauriston ne devrait se rendre en Russie qu'au moment où sa présence en cette

¹ Lettre du général Lauriston, en date du 1^{er} juin.

² « Inclinatis ad suspitionem mentibus, cum timeret » Otho, timetur. » Tacite.

³ Lettre du 8 avril.

⁴ Le général Lauriston s'excuse, auprès de son gou-

vernement, d'avoir fait mention de cette idée. S'il en a parlé, c'est parce qu'elle avait été émise dans une dépêche du comte de Romanzof au prince Kurakin, dont on lui avait donné connaissance.

⁵ Le chef-lieu de cette division était Hambourg.

capitale prouverait quelque chose. « C'est ainsi, » écrivait le ministre des relations extérieures, que « l'empereur avait différé¹ de paraître à la fête » que devait donner le duc de Vicence. Cette fête « n'a pas été donnée par votre prédécesseur, malin- » tenant elle serait tardive. » Cette remarque autorise à croire que dès lors on regarde comme très-possible que la femme de l'ambassadeur ne soit point dans le cas d'aller le rejoindre plus tard. Du reste on voit que, sur la circonstance relative à la célébration de la naissance du roi de Rome, circonstance qui ne pouvait pas être tout à fait indifférente, Napoléon avait pris franchement son parti, et qu'il se gardait bien de laisser paraître qu'il y attachât la moindre importance; mais en même temps, à l'égard du duché d'Oldenbourg, ayant fait une première proposition qui n'a point été acceptée, il s'abstenait d'en faire d'autres qui pourraient être rejetées également; il laisse à la Russie à s'expliquer sur ce qu'elle désire. « Au moins, dit » le comte de Romanzof, l'empereur Napoléon ne » peut pas ignorer ce que nous désirons au sujet » du duché de Varsovie : » et trahissant un peu le fond de la pensée de son cabinet, il ajouts « que » ce duché ne pouvait rester² dans son état actuel, » non que l'empereur Alexandre prétendit en avoir » quelque partie; mais, en faisant perdre au duché » son nom et en le réunissant à la Saxe, on dissimulerait toutes les inquiétudes, sans enlever un » pouce de terre à qui que ce fut. » Cette communication était grave; elle ne tendait à rien moins qu'à détruire une des stipulations capitales du traité de Tilsitt, et à changer, en simple province d'un autre gouvernement, un pays qui n'avait été placé sous l'administration du roi de Saxe que comme État indépendant avec sa constitution propre, son conseil de ministres, son organisation, son armée et ses lois particulières. Cette révélation des vues secrètes de la Russie est un des faits qui montrent le mieux tout ce qu'il y a de difficultés dans une conciliation complète des deux cabinets, puisque l'affaire d'Oldenbourg, qui figure presque exclusivement dans la discussion, n'est pas en réalité le principal nœud qu'il y ait à délier entre les deux puissances.

Dans ces moments où un grand intérêt se trouvait agité entre la France et une puissance étrangère, c'était chez l'empereur Napoléon une fatale habitude, un calcul peut-être, mais, selon nous, un

mauvais calcul qui lui a été plus souvent nuisible qu'utile, d'engager dans un cercle de cour, et souvent comme à dessein dans un jour solennel, une discussion publique de ses griefs avec l'ambassadeur de cette puissance. Outre qu'un homme du caractère de l'Empereur ne pouvait guère en de telles discussions s'empêcher de laisser échapper des paroles trop vives ou du moins peu mesurées, il était à peu près impossible que, même innocentes et irréprochables, ces paroles ne fussent pas dénaturées et ne donnassent lieu à de malveillantes interprétations. Aussi presque toujours fallait-il que sa diplomatie, à l'aide d'un texte fourni par le ministère, cherchât ou à restreindre la signification des paroles prêtées à l'Empereur ou même à en corriger le travestissement. Le 13 août de cette année vit le renouvellement d'une scène semblable. L'Empereur, dans une allocution au prince Kurakin, fit entendre contre la Russie des plaintes qui, pour certaines hypothèses, offraient des chances de rupture. La conversation roula d'abord sur une prétendue note rapportée par les journaux anglais, et qui, suivant eux, aurait été adressée à la Russie par le ministre des relations extérieures de France, le 30 octobre 1810. Le style et le texte de cette note³ prouvant seuls, disait l'Empereur, qu'une pareille pièce ne pouvait pas être l'œuvre du gouvernement français, il n'en faisait mention que pour la signaler comme une de ces fabrications mensongères alors si communément à l'usage de l'Angleterre; mais bientôt, ayant quitté ce sujet pour parler à l'ambassadeur de la situation des affaires de la Russie sur le Danube, l'Empereur témoigna qu'il ne concevait rien à ce qui se passait de ce côté, ajoutant : « Je suis comme l'homme de » la nature; ce que je ne conçois pas excite ma » défiance. » L'ambassadeur prince Kurakin, maladroitement engagé dans une telle question, tâcha d'expliquer le mauvais état des affaires sur ce point par la trop grande étendue de la ligne sur laquelle on agissait et par l'embarras des finances de l'empire qui nuisait aux opérations militaires. Ces raisons peu solides furent aisément relevées par Napoléon : « Si vous me parliez officiellement, lui » dit-il, je ferais semblant de vous croire; mais » comme notre conversation est confidentielle, je » vous dirai tout simplement que vous avez été » battus parce que vous manquiez de troupes; que » vous manquez de troupes parce que vous avez

dans le *Moniteur*. Le *Courrier*, en la publiant, disait qu'elle avait été communiquée par le cabinet de Pétersbourg à l'envoyé américain, M. Adams, qui l'avait transmise aux États-Unis, d'où elle était revenue en Angleterre.

¹ Lettre du duc de Bassano au général Lauriston, en date du 25 juillet.

² Lettre du général Lauriston, en date du 18 juillet.

³ Cette note, extraite du journal anglais le *Courrier*, avait été deux jours auparavant, le 13 août, répétée

» rappelé cinq divisions en Pologne, *non par em-*
» barras de finances, mais pour me menacer. » L'Empereur trouvait que les procédés inquiétants de la Russie et l'espèce d'exaltation qu'elle manifestait ressemblaient beaucoup aux sentiments passionnés qui avaient causé la perte de la monarchie prussienne; et de là, s'abandonnant à l'enivrement des souvenirs, il continua ainsi : « Soit bonheur, » soit bravoure de mes troupes, soit parce que » j'entends un peu le métier, j'ai toujours eu du » succès à la guerre. Je ne dis pas que je vous bat- » trai, mais nous nous battons. Vous savez que » j'ai de l'argent; que j'ai huit cent mille hommes; » que chaque année met deux cent cinquante mille » conscrits à ma disposition; que je puis par consé- » quent augmenter mon armée en trois ans de sept » cent mille hommes, qui me suffisent pour con- » tinuer la guerre en Espagne et pour vous la faire » en même temps. Si vous complex sur l'Autriche, » je crois que vous vous trompez; car si l'Autriche » peut réparer sur la scène et veut faire la guerre, » ce ne pourra être que pour vous reprendre ce » qu'elle a dû vous céder à la dernière. » En prononçant ces mots, l'Empereur avait les yeux sur le prince Schwarzenberg, qui l'entendit et garda le silence. Le prince Kurakin ayant renouvelé l'assurance de la fidélité de son souverain aux engagements de l'alliance, Napoléon reprit : « C'est le » même langage que vous tenez sans cesse à mes » ambassadeurs, mais que les faits démentent et » que vous démentez vous-même par la protesta- » tion contre l'incorporation du duché d'Olden- » bourg, que vous avez remise à toutes les cours, » dans laquelle vous n'accusez publiquement et » que je n'ai pas dû recevoir, parce que je n'aurais » pu la considérer que comme une déclaration de » guerre. » Ici l'ambassadeur d'Alexandre entra dans des détails assez étendus sur les droits de la Russie à l'égard du duché d'Oldenbourg et sur les transactions dont cette principauté avait été l'objet entre cette puissance et le Danemark. L'Empereur, après avoir écouté avec attention ces développements, avoua franchement que ces rapports intimes de la Russie avec le duché qui était l'occasion des débats, ne lui avaient pas été bien connus; que si cet état de choses tel qu'il venait de lui être présenté eût été mis sous ses yeux avant l'événement, « l'incorporation n'aurait pas eu lieu. » Certes ce n'est pas pour une usurpation une excuse suffisante qu'une allégation d'ignorance sur les droits des parties intéressées auxquelles on a porté préjudice. On ne peut pas s'absoudre soi-même du mal fait à un tiers, par le simple aveu d'une légèreté d'action dont on convient sans la réparer; mais, cependant de la part de l'empereur Napoléon, un pareil aveu

est déjà une sorte de satisfaction donnée à la Russie. Témoigner que l'incorporation n'aurait pas eu lieu s'il avait prévu que la Russie dût s'en trouver blessée, c'est constater qu'il a été loin de son intention de rien faire d'offensant pour elle, c'est à peu près toute la réparation possible sur un fait consommé. Aussi, après cette déclaration dont il semble qu'on eût pu tirer parti pour un rapprochement, l'Empereur témoignait qu'il ne comprenait pas de quelle importance pouvait être pour le duc la possession d'un pays entouré de troupes et de douanes françaises; pourquoi il refusait d'accepter des indemnités en territoire, ni comment un pareil sujet pourrait devenir une cause de guerre entre les deux puissances. Pour lui, il se prêterait avec empressement à tout ce qu'on désirerait de sa part dans le but d'assurer au duc une juste compensation; « mais pourtant, continuait-il, ne vous flattez » pas que je dédommage ce prince du côté de la » Pologne : plutôt la guerre. Jamais je ne céderai » un village du duché de Varsovie; j'en ai garanti » l'intégrité. » Comme l'ambassadeur n'avait pas une latitude de pouvoirs qui l'autorisât à la conclusion d'un arrangement définitif, et qu'il se bornait à promettre de faire connaître à sa cour les sentiments de l'Empereur, celui-ci répliqua : « Votre » cour sait depuis longtemps ce que je viens de » dire; j'ai dit la même chose à Czernichef, au » comte Schouvalof, et mes ambassadeurs ne ces- » sent de le répéter depuis quatre mois. » Napoléon termina l'entretien en disant qu'il ne demandait à la Russie que deux choses : « Le rappel des » troupes envoyées sur les frontières de la Pologne » et le désaveu de la protestation contre l'incorporation du pays d'Oldenbourg, mais qu'il insistait » sur ces deux points. » La dernière de ces demandes de Napoléon serait une grave exigence, s'il ne fallait pas voir dans son langage un mauvais choix d'expression. En effet l'Empereur, si justement susceptible lui-même sur les prétentions des autres gouvernements, doit bien sentir qu'on ne peut pas convenablement imposer à une puissance comme la Russie le désaveu d'un acte tel que la protestation qui forme le sujet du dénié. En pareille circonstance, entre des États du même ordre, on est dans l'usage d'accepter pour désaveu des explications plus ou moins précises, selon que l'on est soi-même plus ou moins disposé à une conciliation, et c'est en ce sens que la demande de Napoléon doit être entendue.

Sans contredire ce langage public de l'empereur Napoléon tient à une idée arrêtée d'avance, et, ici par exemple, il s'est évidemment proposé un double but, l'un d'avertir la Russie qu'il se croit assuré de la cour de Vienne, l'autre de faire con-

naître à l'Europe que, si la querelle provenait du duché d'Oldenbourg ne s'arrange pas, c'est que, pour satisfaire l'empereur Alexandre, le duché de Varsovie devrait faire les frais d'un accommodement que Napoléon ne veut point acheter à ce prix.

Un autre usage de l'empereur Napoléon, mais qui n'avait pas les mêmes inconvénients parce qu'il restait secret, était de se faire présenter de temps en temps par son ministre des affaires étrangères, sur chaque grande question en litige, des rapports qui la reprenaient à son origine, en exposaient la marche, les incidents, et constataient le point où elle était arrivée avec une indication des moyens propres à la conduire vers une heureuse issue. Le lendemain ¹ de sa conversation avec le prince Kurakin, un rapport de ce genre fut mis par M. le duc de Bassano sous les yeux de l'empereur.... La première question posée dans ce rapport était celle-ci :

« La situation de la France avec la Russie est-elle de nature à ce que l'on doive craindre une guerre ? »

L'esprit des raisonnements ministériels tendait à établir qu'une guerre dans le Nord était à éviter, surtout aussi longtemps que durerait la guerre d'Espagne. C'était un important avantage d'avoir rendu les Anglais partie principale d'une guerre sur le continent, et de donner ainsi à la France le moyen de les humilier en dirigeant ses principales forces contre eux.

Une guerre contre la Russie opérerait une diversion contraire à ce projet. Elle coûterait beaucoup d'argent et d'hommes, sans offrir de compensation à tant de sacrifices; elle entraînerait l'empereur à de grandes distances, nuirait à toutes les prospérités de l'empire et au rétablissement de la marine. La volonté de l'empereur est de maintenir la paix. Après ces sages réflexions, venait la question suivante :

« Les difficultés élevées entre la France et la Russie peuvent-elles se terminer par une transaction ? »

Ici le ministre récapitulait tout ce qui s'était passé entre les deux puissances depuis l'entrevue du Niémen. Il pesait les avantages que la Russie avait obtenus et représentait son étrange conduite durant la guerre d'Autriche en 1809, comme ayant produit les embarras actuels. Sans l'infidélité de la Russie à l'alliance, cette guerre n'aurait pas eu lieu ou eût été immédiatement arrêtée, et par conséquent le duché de Varsovie n'aurait pas reçu l'augmentation de territoire qui aujourd'hui donne

de l'inquiétude. De là le ministre arrivait aux exigences du cabinet de Pétersbourg sur une convention qu'il eût été facile de conclure sans la pointillerie de ce cabinet et son invincible opiniâtreté à vouloir l'insertion de mots inadmissibles; il insistait enfin sur le rejet de l'offre de dédommagement faite au duc d'Oldenbourg, offre à laquelle la Russie n'avait répondu que par une protestation. Le refus de la principauté d'Erfurt se fonde, disait le ministre français, sur ce que le pays n'est pas contigu à l'empire russe; mais il n'y a de contigu à cet empire que le duché de Varsovie. C'est donc là que l'on veut l'indemnité! « Tout porte à croire » que la paix pourrait être maintenue, si l'on voulait céder cinq à six cent mille âmes du duché de Varsovie... S'il existait dans le duché une nation à part de cinq à six cent mille âmes dont l'empereur put disposer, cette cession serait préférable à la guerre, mais il n'en est pas ainsi.... Toutes les parties du duché appartiennent au même peuple qui, quoique partagé, existe dans ses droits.... Ce qui tendrait à diviser le duché de Varsovie tendrait à le détruire... Si la Russie parvenait à lui faire faire un mouvement rétrograde, on n'en resterait pas là. Sa perte totale s'ensuivrait à la première occasion favorable... Le danger d'un démembrement partiel du duché qui, tôt ou tard, amènerait ou sa destruction complète ou bien cette guerre même que l'on voulait prévenir, conduisait le ministre à embrasser la question dans un sens plus large, et il la posait ainsi : « Convient-il à la France d'agrandir la Russie par l'acquisition du duché de Varsovie tout entier? Cet agrandissement porterait les frontières russes sur l'Oder et la Silésie; la Russie deviendrait une puissance du midi de l'Allemagne; elle entrerait avec l'Europe dans des rapports qu'une saine politique ne peut admettre.... Par l'acquisition de la Finlande, des principautés turques et du duché de Varsovie, il y aurait pour la Russie un accroissement de forces qui détruirait toute proportion entre elle et les plus grandes puissances.

« Ainsi se préparerait une révolution qui menacerait tous les États du nord, que l'Europe entière n'a jamais prévue sans effroi, et que la génération qui s'élève verrait peut-être accomplir. » Cette révolution, si elle n'est point encore tout à fait accomplie, n'est-elle pas bien près de l'être? Des graves inconvénients que devait entraîner la réunion entière du duché à l'empire russe, l'auteur du rapport tirait la conclusion naturelle qu'il fallait maintenir l'intégralité du duché de Varsovie. « L'intérêt de la France, celui de l'Allemagne, celui de l'Europe l'exigent. » Ce qui s'est passé

¹ Le 16 août.

depuis 1811, ce qui se passe aujourd'hui peut faire juger si le cabinet impérial était en défaut dans ses jugements sur les tendances russes et sur leurs conséquences.

Du reste, le rapport soumis à Napoléon était loin de conseiller un parti extrême. Il établissait qu'antérieurement à la difficulté relative au duché d'Oldenbourg, la France avait à reprocher à la Russie une double violation du traité de Tilsitt. L'une était l'admission depuis longtemps avérée des marchandises anglaises sous pavillon prétendu neutre; l'autre, l'exclusion du commerce français au mépris de l'article qui avait stipulé le rétablissement des relations commerciales sur le pied où elles étaient avant la guerre de 1806. Tout en appuyant sur ces griefs de la France, le ministre déclarait qu'il ne les considérait pas comme des motifs suffisants de guerre; mais, en raison des incertitudes de l'avenir, il pensait qu'il y avait lieu d'entamer des négociations éventuelles avec les cours de Vienne et de Berlin, afin que, si d'ici à six mois la Russie persistait dans son système ironique de se plaindre sans cesse et de ne s'expliquer sur rien, Sa Majesté pût établir de nouveau un système d'alliance par des traités qui ne seraient signés qu'à ce terme.

Le rapport annonçait que dès à présent les armées devaient être mises sur le pied de guerre, de manière que le mois de juin suivant, époque où la saison devient favorable dans les pays où l'Empereur aurait à porter ses armes, Sa Majesté fût en mesure, si elle était forcée à la guerre, de venger la foi des traités qu'on ne jura jamais en vain, de défendre le duché de Varsovie, et de le consolider en ajoutant à son étendue et à sa puissance.

Si le bruit des armements français faisait rentrer la Russie dans les sentiments de l'alliance, l'Empereur s'attendait à retirer du moins des sacrifices qu'il allait faire l'avantage de *revenir sur la concession qui assurait à l'empereur Alexandre la possession de la Moldavie et de la Valachie*. Cette condition est essentielle à obtenir; elle importe à l'Autriche et elle doit résulter du traité à négocier avec cette puissance. Ainsi le but des grands préparatifs de Napoléon est expliqué: ce but, c'est de détourner la guerre en effrayant la Russie par l'immensité des forces rassemblées contre elle, et de tirer parti de la terreur qu'elle aura inspirée, pour reprendre le consentement donné à Erfurt sur les principautés turques. C'est donc ici l'intérêt de la Porte ottomane qui forme le principal mobile de la politique de Napoléon, et c'est jusqu'à un certain point pour l'ancien système d'équilibre, pour l'intégrité de la

Turquie, qu'il engagera la grande lutte où il doit périr.

Presque au même instant où l'empereur des Français avait eu avec le prince Kurakin la conversation que nous avons rapportée, l'empereur Alexandre disait de son côté au général Lauriston qu'il se remettrait volontiers sur le pied de paix si Napoléon en faisait autant; mais il ne voulait donner ni au prince Kurakin ni à aucune autre personne des pouvoirs assez larges pour rien conclure à Paris. Il autorisait seulement son ambassadeur à écouter les propositions qui lui seraient faites, et à les transmettre dès qu'il les croirait admissibles. Selon toute apparence, l'empereur Alexandre avait peu de confiance dans les talents de son ambassadeur, et en cela il lui rendait justice; mais ce qui prouve qu'il n'eût pas laissé agir un ambassadeur même plus habile, c'est que dans ce moment il appelait auprès de lui le secrétaire de son ambassade en France, le comte de Nesselrode, et le ministère français ne se méprit point sur l'intention de ce rappel très-inopportun. M. de Nesselrode étant seul en état de traiter à Paris. Au 30 août, les deux cabinets avaient assez franchement marqué leur position. « La seule proposition du » prince Kurakin, écrivait le duc de Bassano au » général Lauriston, était de rétablir le duc d'Oldenbourg dans ses États. Une telle base ne saurait être admise; c'est dire qu'on ne veut pas » négocier... Il y a évidemment quelque intrigue » souterraine pour le rapprochement de la Russie » avec l'Angleterre. » La conversation de l'empereur des Français avec le prince Kurakin ayant été peu agréable à l'empereur Alexandre, ce prince expédia aussitôt un courrier à son ambassadeur pour lui prescrire de déclarer que, « lors même » qu'on lui offrirait en présent une parcelle du » duché de Varsovie, il s'en tenait¹ à Oldenbourg. » Quand, disait-il, on me ferait une telle offre ou » celle de Dantzig, je la refuserais. » L'un des objets qu'avait eus en vue l'empereur Napoléon était rempli. Il avait fait abandonner à l'empereur Alexandre toute prétention sur le duché de Varsovie; mais sa situation à l'égard de ce prince n'était pas améliorée. Ainsi, comme seul résultat de toutes les communications qui ont rempli les sept premiers mois de 1811, nous voyons que, pour remplacer les deux empires dans leurs anciens rapports, il faudrait que l'empereur Napoléon annulât le sénatus-consulte du 13 décembre, qui a réuni la principauté d'Oldenbourg à l'empire français. Ce ne sont pas là précisément les derniers mots qui seront dits; mais le degré de mécontentement et

¹ Lettre du général Lauriston, du 6 septembre.

même d'aigreur où l'on est arrivé, surtout en Russie, aura une fâcheuse influence sur l'avenir.

La nécessité de jeter un coup d'œil sur les relations de l'empire français avec les autres États

durant l'intervalle que nous venons de parcourir, nous oblige à suspendre ici le détail de ce qui continuera de se passer dans les derniers mois de 1811 entre les cabinets de Paris et de Pétersbourg.



CHAPITRE XXVIII.

France et Autriche. — France et Prusse. — Insinuations françaises à Vienne. — Situation de l'Autriche. — Ses finances. — Ses procédés financiers. — Rivalité entre l'Autriche et la Hongrie. — Société des hautes classes à Vienne. — Cour de Vienne. — Fêtes pour la naissance du roi de Rome. — Cour de Berlin. — Association de la Vertu ou *Tugendbund*. — Ouvertures de la Prusse pour une alliance. — Conditions imposées au Mecklenbourg. — Préparatifs en Prusse. — Doute sur le but de ces préparatifs. — Démarche pacifique de la Prusse à Pétersbourg. — Paroles de Napoléon rassurantes pour la Prusse.

Napoléon ne trompait pas l'empereur Alexandre lorsqu'il lui disait qu'il n'avait d'engagement, d'alliance, qu'avec la Russie; mais ce qu'il ne disait pas, c'est que le jour où il lui conviendrait de chercher de nouveaux amis, de se créer d'autres alliés, il n'aurait pas de refus à craindre. La Russie ne l'ignorait point, et son erreur peut-être était de supposer à cet égard les choses plus avancées que ne le voulait Napoléon lui-même. Celui-ci, sans mettre d'empressement à rechercher des alliances nouvelles, se contentait de jeter à tout événement des semences qu'il se réservait de faire fructifier plus tard selon l'occasion et le besoin.

Au commencement de 1811, la Porte ottomane ayant engagé la cour de Vienne à intervenir pour ramener la paix entre elle et la Russie, cette cour informa la France du désir que lui avait exprimé le Grand Seigneur, et quelques jours après, le prince Schwarzenberg, quoiqu'il n'eût rien dit de plus en donnant cette communication, demanda une réponse. L'attention du gouvernement français fut éveillée par cette demande. L'empereur chargea son ministre des relations extérieures de chercher à connaître quelles étaient, sur cette guerre des Russes et des Turcs, l'opinion et les vues du cabinet autrichien. Le ministre devait pareillement s'assurer si la Russie ne faisait pas quelques démarches pour se rapprocher de ce cabinet : « J'espère bien qu'elle n'y parviendra pas ¹. »... « D'ailleurs, dans l'état de ses finances, la politique la plus raisonnable pour le gouvernement autrichien est la paix avec tous ses voisins. » Cette lettre du Napoléon prouve que, dans les premiers

jours de février, il ne demandait encore à l'Autriche que sa neutralité; cependant, quelques jours après, cette puissance ayant communiqué à la Russie par son envoyé à Pétersbourg, le comte de Saint-Julien, la demande de médiation qu'elle avait reçue de la Porte ottomane, l'empereur Napoléon fit vers elle quelques pas de plus. « Nous sommes toujours dans les liens de l'alliance russe ² et nous ne voulons pas y renoncer, écrit-il le ministre des relations extérieures; mais il serait très-important de savoir ce que pense le gouvernement autrichien de la réunion éventuelle de la Moldavie et de la Valachie, le prix qu'il met à l'empêcher, et les efforts dont il serait capable pour y parvenir. » L'ambassadeur, comte Otto, devait chercher à inspirer à la cour de Vienne de la confiance dans le gouvernement français, qui, disait le ministre, « oublié ses anciens ressentiments, qui n'a aucun intérêt à affaiblir une puissance qu'il ne redouterait pas si elle était son ennemie, et qui peut être pour lui une amie utile. » Tel est le cours d'idées nouvelles auxquelles se laisse aller l'empereur. Nous avons sous les yeux les dépêches écrites dans cet ordre d'idées à son ambassadeur; mais nous citerons de préférence la lettre du Napoléon lui-même à son ministre, qui servait de texte à ces dépêches, parce que ses louanges s'y trouvent encore énoncées en termes plus nets et plus expressifs : « Je désire ³ que le comte Otto sonde M. de Metternich sur les circonstances possibles de la campagne prochaine entre la Russie et la Turquie, pour savoir ce que l'Autriche veut et peut faire. La France par le

¹ Lettre de Napoléon au duc de Cadore, du 3 février.

² Lettre du duc de Cadore à M. Otto, ambassadeur à Vienne.

³ Lettre de Napoléon au duc de Cadore, en date du 25 février.

« traité de Tilsitt avait stipulé la restitution de la
 « Moldavie et de la Valachie à la Porte ottomane.
 « Depuis, à Erfurt, l'empereur Alexandre obtint
 « que la France ne se mêlât ¹ point de cette
 « question. La France fit cela en haine de l'*Au-*
 « *triche*, qui faisait alors des préparatifs d'arme-
 « ments, rien ne pouvant être plus contraire aux
 « intérêts de la monarchie autrichienne que l'oc-
 « cupation de ces provinces par la Russie. Aujourd'
 « d'hui la France voit avec peine un si grand ac-
 « croissement de territoire pour l'empire russe,
 « d'autant plus que les principes du dernier ukase
 « exclurent de la Moldavie et de la Valachie les
 « soieries et les denrées françaises. Mais est-il à
 « espérer que la Porte puisse encore, l'année pro-
 « chaine, défendre ces deux provinces? N'est-il pas
 « à craindre qu'entre ces deux provinces elle ne
 « perde encore la Serbie? La France ne peut ma-
 « nifester aucune opinion contraire à la possession
 « de la Moldavie et de la Valachie par les Russes,
 « sans indisposer alors même la Russie et la pous-
 « ser à faire la paix avec l'Angleterre, paix dont le
 « résultat serait inévitablement la guerre entre les
 « deux puissances. D'ailleurs la Russie paraît trop
 « avancée pour renoncer aujourd'hui de sang-froid
 « à ces deux provinces. Enfin la Moldavie et la Va-
 « lachie n'étant pour la France que d'un intérêt
 « secondaire, tandis qu'elles sont pour l'Autriche
 « d'un intérêt du premier rang, il serait impor-
 « tant de connaître jusqu'où l'*Autriche* serait dis-
 « posée à aller, et ce qu'elle serait en état de faire
 « pour empêcher leur réunion... Le déplaisir que
 « fait au ministère autrichien la réunion de ces
 « provinces, va-t-il jusqu'à ne pas lui faire redou-
 « ter la guerre avec la Russie? Enfin quel est son
 « système sur ces affaires? quelles espérances con-
 « coit-il de la résistance des Turcs? » La pensée de
 l'Empereur est là, comme la vérité, dans sa nudité
 naturelle. Le langage du ministre et de l'ambassa-
 deur durent nécessairement prendre des formes
 moins tranchées que celui de Napoléon et tendre
 au but indiqué par de plus longs détours. Le ré-
 sultat des informations recueillies par l'ambassa-
 deur fut que l'acquisition de la Moldavie et de la
 Valachie par l'empire russe était bien pour l'Aut-
 riche un acheminement à une rupture, mais non
 une cause décisive de guerre immédiate, guerre
 d'ailleurs impossible dans l'état d'épuisement où
 se trouvait la monarchie.

Sur ces entrefaites, l'armée russe du Danube
 s'étant emparée de Belgrade, M. Otto fut autorisé,
 dans le dessein de reconnaître comment on envi-
 sageait cette occupation à Vienne, à faire entendre
 que l'empereur Napoléon n'était point disposé à
 laisser établir un hospodar ou prince grec en Ser-
 vie, attendu que l'influence d'un tel gouvernement
 s'étendrait sur tout le littoral de l'Adriatique et de
 la Méditerranée. « Une souveraineté grecque ² en
 « Serbie exalterait les espérances de vingt millions
 « de Grecs depuis l'Albanie jusqu'à Constantinople,
 « qui, à cause de leur religion, ne peuvent se ral-
 « lier qu'à la Russie. » Comme l'empereur Alexan-
 dre avait pris l'engagement de ne rien prétendre
 en Serbie, l'occupation même de Belgrade étant
 ainsi une violation de cette promesse, l'ambassa-
 deur pouvait déclarer à la cour de Vienne que la
 France serait prête à la seconder dans ce qu'elle
 voudrait faire pour écarter de cette province l'in-
 fluence russe. Sur ce point la conduite de Napoléon
 était franche et loyale; car, on ne l'aura point
 oublié, il avait fait directement une notification
 pareille à Pétersbourg. Cet incident n'eut aucune
 gravité; les explications demandées furent satisfai-
 santes: la Russie déclara que l'occupation de Bel-
 grade n'était qu'un événement de guerre qui ne
 devait entraîner aucune conséquence pour l'avenir.
 On était en outre déjà tranquilisé à Vienne sur
 les suites de la guerre du Midi par la nouvelle du
 départ de plusieurs divisions russes pour se porter
 vers le Nord et aller se placer sur la frontière du
 duché de Varsovie; on s'attendait même à voir
 bientôt la paix se conclure entre les Russes et les
 Turcs: déjà, depuis quelques mois, les communi-
 cations entre les deux quartiers généraux avaient
 été assez actives; un agent russe ³ s'était, dès le
 mois de février, rendu au camp du grand vizir, et
 le reiss-effendi s'était lui-même ensuite transporté
 au quartier général russe, où se trouvait M. Ita-
 linski, ancien ministre de Russie auprès de la
 Porte ottomane. Dans le même temps à peu près,
 M. Pozzo di Borgo, toujours secrètement attaché
 à la Russie quoique désavoué publiquement par
 elle, était arrivé à Constantinople ⁴, où il était des-
 cendu chez le ministre d'Angleterre.

Dans un pays où, comme alors en France, le
 gouvernement est tout entier dans la personne du
 chef de l'État, les changements de ministres sont
 presque indifférents. Napoléon, depuis le 18 bru-

¹ L'empereur Alexandre avait obtenu davantage. Napoléon reconnaissait ces principautés comme provinces russes.

² Lettre du duc de Cadore à M. Otto, en date du 26 mars.

³ M. Fontan, précédemment interprète de la légation russe en Turquie.

⁴ Lettre de M. de la Tour-Maubourg, chargé d'affaires à Constantinople, en date du 13 avril.

mair, n'avait eu que deux ¹ ministres des relations extérieures; le duc de Bassano, comme nous l'avons dit, avait été le troisième. L'un des premiers actes du nouveau ministre fut une lettre circulaire ² par laquelle il faisait connaître aux agents diplomatiques français, pour servir de règle à leur conduite, la situation de la Russie et de la France. Après avoir parlé des avantages que la Russie avait recueillis de l'alliance française, il annonçait que cette puissance, ne laissant que quatre divisions, à peu près trente mille hommes, sur le Danube, avait porté les cinq divisions retirées de cette armée sur la frontière du duché de Varsovie; que d'autres corps descendaient de la Finlande dans la même direction; que déjà on pouvait évaluer à cent vingt et même à près de cent cinquante mille hommes les rassemblements de troupes russes en état d'entrer en campagne; que la Russie ne convenait pas de ces mouvements, mais qu'ils étaient incontestables, et que sans doute ils cachaient des projets que le temps ne tarderait pas à dévoiler; que l'Empereur avait répondu à des préparatifs par des préparatifs, et qu'il se mettait sur le pied de guerre; que relativement au duché d'Oldenbourg, devenu pour la Russie un prétexte justificatif de ses armements, des propositions d'arrangement lui avaient été faites, mais qu'elle les avait rejetées sans exprimer ce qu'elle désirait; qu'une telle conduite inspirait des doutes sur ses intentions et des inquiétudes pour un État de la confédération du Rhin, le duché de Varsovie; que cependant l'Empereur ne demanderait aux princes de la confédération leurs contingents qu'au moment où ces doutes seraient changés en certitude. « L'Empereur, disait le duc de Bassano, ne veut point la guerre; mais si les Russes déchirent les traités » et violent le territoire de la confédération, la guerre sera déclarée et les contingents appelés » par le fait. » Les raisons alléguées pour légitimer la réunion des villes anseatiques et du duché d'Oldenbourg ne pouvaient avoir de valeur que pour les esprits qui auraient jugé, sous le même point de vue que Napoléon, la question du système continental; aussi le ministre recommandait-il, sur le fait de cette réunion, une extrême réserve.

L'objet de l'instruction ministérielle était évidemment de tâcher d'établir l'opinion que si la méintelligence venait à s'accroître entre les cabinets de Paris et de Pétersbourg, ce ne serait pas le premier de ces cabinets qui aurait à se le reprocher. C'était là aussi le but de la conversation publique

que l'Empereur avait eue le 15 août avec le prince Kurkin, et dont nous avons rendu compte en nous occupant spécialement de la Russie; mais la conversation du 15 août renfermait une intention du plus, c'était de montrer, indépendamment de ce que voulait l'Empereur, ce qu'il ne voulait pas. Cette intention se manifeste dans le commentaire qui fut envoyé aux légations françaises et notamment à l'ambassadeur en Autriche. Suivant l'explication ³ de son ministre, l'empereur Napoléon, après avoir parlé au prince Kurkin d'engagements entre les Russes et les Turcs où les premiers n'auraient pas eu l'avantage, aurait témoigné que le rappel, en de pareilles circonstances, de cinq divisions de l'armée du Danube était militairement une fausse mesure, il devait conclure de son adoption qu'elle tenait à des causes d'une nature suspecte. La défaite dont il ne pouvait se défendre était effectivement chaque jour justifiée par des mouvements dont eu vain il cherchait l'objet; car il n'imaginait pas que la question d'Oldenbourg, quoiqu'elle dût être un texte de discussion, pût devenir une cause de guerre. Malgré les bonnes dispositions qu'avait montrées l'Empereur à donner au duc une indemnité convenable, il existait cependant des conditions auxquelles il lui était impossible de souscrire: l'une de rétablir ce prince dans son duché, ce qui, au point où les choses étaient arrivées, serait un acte contraire à l'honneur; l'autre, de le dédommager par une cession de territoire prise sur le duché de Varsovie. Ce qui nous frappe dans cette manière d'exposer les vues de l'empereur Napoléon, c'est le désir de bien faire connaître à Vienne que, tout en cherchant à satisfaire l'empereur Alexandre, sa bonne volonté pourrait toutefois rencontrer sur certains points des bornes que rien ne le déciderait à franchir. Tel était l'esprit des communications données par le gouvernement français à la cour de Vienne pendant la première moitié de 1811; encore ces communications étaient-elles faites avec mesure, par voie d'insinuation, et seulement comme pour préparer le cabinet autrichien à recevoir ou à faire lui-même plus tard des propositions d'une nature plus caractérisée.

La situation financière de l'Autriche, que nous avons déjà fait connaître pour l'année 1810, était devenue tellement déplorable, que partout ailleurs on n'eût pas dû croire à la possibilité de voir ce gouvernement reprendre, de plusieurs années, une part active aux affaires générales de l'Europe; mais

¹ M. de Talleyrand, créé par Napoléon prince de Bénévent; M. de Champagny, créé duc de Cadore.

² Lettre du duc de Bassano, en date du 21 mai.

³ Lettre du ministre des relations extérieures à M. Otto, en date du 29 août.

en ce genre l'Autriche forme exception. Dans ce pays patient et docile, on vivait avec le désordre des finances, comme on vit avec la peste à Constantinople. La banqueroute de fait, la banqueroute de chaque jour était en quelque sorte acclimatée, et la politique n'en tenait compte qu'autant qu'elle y rencontra des obstacles invincibles ; or les obstacles sont rarement invincibles pour les gouvernements qui ne se gênent pas sur le choix des moyens. L'avilissement des billets de banque, qui formaient la presque totalité des valeurs circulantes, décida enfin le gouvernement à une mesure trop longtemps différée, qui n'était réellement que la déclaration d'un fait accompli et au delà : ce fut de prononcer par un acte officiel la réduction de ses billets ou cinquième de leur valeur nominale. Une patente impériale, du 20 février, en annonçant que les billets de banque ne pourraient, quoique réduits, rester en circulation que jusqu'au 1^{er} janvier 1812, portait que d'ici là ces billets seraient remplacés par des *billets d'échange* dans la proportion de 1 pour cinq, de 100 pour cinq cents.

Au 1^{er} janvier 1812, les billets d'échange deviendraient le seul papier reconnu ; les billets de banque cesseraient d'avoir cours.

Dans aucun cas, portait la patente impériale, la somme des billets d'échange à émettre ne pourrait dépasser celle ¹ de 212,150,750 florins. Les nouveaux billets étaient placés sous la garantie des États héréditaires, mise ainsi à la charge des possessions que les monarques autrichiens affectaient le plus, et assurément la meilleure qu'ils pussent donner, mais c'était encore là l'effet d'un vico intérieur d'organisation, souvent très-préjudiciable à cette monarchie, qui, possédant ses divers royaumes et principautés à des titres divers, se trouve dans l'impossibilité d'asseoir sur une base commune ses opérations et son crédit.

Pour rendre efficace la mesure de réduction et assurer la valeur du papier nouveau, le gouvernement autrichien, qui déjà depuis quelque temps avait décidé la vente d'une certaine portion de biens appartenant à des couvents et à des chapitres, fit connaître par une circulaire que les paiements de ces biens, dont la vente se ferait par adjudication publique, devraient s'effectuer en billets d'échange.

C'était par une fiction de la loi que le papier conservait une valeur d'un pour cinq. La réduction de fait eût bientôt dépassé la réduction légale.

Tout le monde avait pu prévoir quelle perturbation allait jeter dans les paiements, dans toutes les transactions des habitants entre eux, dans les marchés, dans les magasins et sur les places, une ordonnance qui annulait la valeur nominale d'une monnaie pour lui en donner une qu'elle prétendait rendre fixe et immuable. Ce qu'il eût été difficile de deviner, c'était le genre de moyens auxquels le gouvernement autrichien aurait recours pour maintenir son papier au taux qu'il lui avait plu de déterminer. Ces expédients étaient d'une nature que n'approuverait guère, assurément, la science financière de notre époque ; à Vienne, en 1811, on n'en connaissait point d'autres. Le ministre des finances, comte de Wallis, homme d'un caractère énergique, digne d'être appliqué à une meilleure cause, trouva momentanément des ressources dans sa fermeté. Il avait des expédients divers pour les diverses classes de la population ; il disait aux hommes à argent, aux banquiers et aux spéculateurs de bourse que, s'ils n'employaient pas tous leurs efforts pour relever le papier, son ressentiment tomberait impitoyablement sur eux, et qu'il avait en réserve des secrets pour les atteindre. Quant aux classes inférieures, ses procédés étaient plus expéditifs encore. Il se rendait dans les marchés, s'informait des prix de vente, surveillait les marchands qui portaient trop haut la valeur de leurs marchandises, et notamment celle des objets de première nécessité, comme la viande et le pain. S'il trouvait en défaut des bouchers et des boulangers, il les faisait conduire à la police, et là on leur administrait la bastonnade. Cette justice à la turque ne manqua point son effet, du moins pour un temps. Le public eut peur ; le baïse du papier s'arrêta, et la valeur des marchandises reprit un niveau en rapport avec la valeur légale du papier.

Outre la lutte élevée entre le vendeur et le consommateur, il en existait une autre sur le salaire des ouvriers. Ceux-ci, en raison de la hausse des denrées relativement à leurs anciens salaires, voulaient que leurs salaires s'augmentassent dans la proportion du taux de la nouvelle monnaie. Lo

¹ D'après notre lettre de M. de Metternich à M. Otto, en date du 12 mars, la total des billets de banque en circulation s'était élevé jusqu'à 1,060,706,753 florins. C'est-à-dire, à plus de deux milliards cinq cents millions de frimes. Pendant que j'étais, en 1809, chargé de l'administration des provinces conquises en Autriche, j'avais reconnu, par les mémoires et états existants dans les bureaux du département des finances, que, dès cette

époque, les émissions antérieures montaient au delà de 700,000,000 de florins, ainsi que je l'ai consigné dans l'exposé comparatif que j'ai publié, en 1814, sur la situation des principales puissances de l'Europe. Établissant, dans le même ouvrage, qu'en 1810 les émissions devaient être arrivées à un milliard de florins. Ainsi mes évaluations sont parfaitement d'accord avec la déclaration de M. de Metternich.

rejet de leurs réclamations ayant donné lieu à un rassemblement, l'autorité, sans s'occuper de leurs plaintes, fit dissiper le rassemblement à coups de sabre.

Il n'échappait pas au ministre, comte de Wallis, que les moyens violents, dont il avait fait usage pour arrêter la baisse du nouveau papier-monnaie, ne pourraient pas avoir un succès bien prolongé. Afin d'améliorer les cours par une voie plus naturelle et plus sûre, il avait décidé l'empereur à consacrer une dizaine de millions de son trésor personnel à faire des achats sur la place; c'était en germe l'idée d'une caisse d'amortissement. Une rivalité ministérielle empêcha l'adoption de ce projet. Le comte Ziehl, ministre de l'intérieur, la combattit dans le conseil, bien assuré de faire par là sa cour à l'empereur François, et l'affaire n'avança.

La rivalité entre les deux ministres n'était pas une question de personne, mais une question de province, de royaume; elle mettait aux prises la Bohême et la Hongrie. Wallis appartenait au premier de ces États, et Ziehl au second. Ce dernier avait proposé un impôt du dixième sur les propriétés, mais cet impôt eût posé seulement sur la Bohême et sur l'Autriche. Pour forcer la Hongrie à porter sa part de la dette, Wallis avait fait rejeter cet impôt et exécuter le plan de réduction que nous avons indiqué, mais sans pouvoir atteindre la Hongrie que d'une manière incomplète. Quelques Comitats admettaient le système de réduction; d'autres lo repoussaient¹, et notamment ceux où dominaient de grands propriétaires, comme les princes d'Eslerbazy et autres, qui prétendaient qu'en réduisant de quatre cinquièmes la valeur dans laquelle ils avaient emprunté, on quintuplait leurs dettes. La réduction, étant ainsi à peu près illusoire pour ce royaume, devenait pour le papier nouveau une nouvelle cause de discrédit.

Ce n'étaient pas là les seules difficultés que rencontrait le ministre des finances. L'une des plus importantes ressources sur lesquelles il avait compté était la vente d'une certaine quantité de biens ecclésiastiques. Cette dernière ressource lui était encore vivement disputée. En Hongrie comme en Bohême, et en Moravie comme en Autriche, partout on mettait des entraves à cette vente; on alléguait que les prébendes et autres biens dont le gouvernement voulait disposer étaient la légitime dotation des cadets de famille. C'était déjà bien assez

d'avoir fait perdre à la noblesse Mayence et tant d'autres propriétés ecclésiastiques en empire, sans lui enlever encore ce qui en existait dans l'intérieur même de la monarchie.

Comme les autres expédients du comte de Wallis, qui avaient réussi momentanément contre les bouchers et les boulangers, n'avaient pu empêcher le surhaussement du prix du pain et de la viande, la cour s'éloigna² de Vienne pour n'être pas témoin du mécontentement public.

Si les méthodes administratives, suivies pour les finances en Autriche, ne donnent pas une idée bien favorable de l'habileté du chef de ce département, et même du ministère autrichien tout entier, l'ensemble qui présente ce gouvernement, la famille impériale, la cour et la société de Vienne, ne forme pas non plus un tableau bien satisfaisant. Nous croyons pouvoir quitter un moment le ton grave de l'historien pour placer ici quelques détails qui sembleraient être plutôt de la compétence d'un écrivain de mémoires; mais la connaissance de ces faits secondaires est un préalable sans lequel il serait difficile d'apprécier sainement des événements d'une haute portée qui auront lieu plus tard.

Quoiqu'il en soit, pour les hommes qui prennent part au gouvernement des États, la vie individuelle et les habitudes sociales ne déterminent point forcément le caractère de la vie politique, il peut n'être pas sans intérêt de jeter un coup d'œil sur le mode d'existence de l'empereur François, de sa famille et des classes supérieures dans la capitale de l'Autriche. On ne saurait imaginer un contraste plus saillant que celui qui se remorquait entre cette capitale et celle de l'empire français. A Paris, activité infatigable du chef de l'État, surveillance sans relâche sur toutes les branches de l'administration, travail soutenu des ministres pour secondar les vues de l'Empereur, essais nombreux de perfectionnement et d'amélioration dans toutes les branches de service, magnificence de la cour impériale, mais magnificence régulière et permanente, attribution de traitements considérables aux grands emplois, mais avec obligation de dépenser ces traitements en les faisant tourner au profit du commerce, de l'industrie et des arts : tel est l'aspect qu'offre le gouvernement de Napoléon; il n'en était pas tout à fait ainsi à Vienne.

L'empereur François, on le sait, s'occupait fort peu des affaires de l'État. Des fantaisies particu-

¹ L'une des causes de l'indiscipline de la Hongrie tient à un principe religieux. Les nombreux observateurs du rite grec qui habitent ce royaume, sont beaucoup plus Russes qu'Autrichiens. Leur patriarcat est en Russie. C'est de Pétersbourg qu'on leur envoie des livres de

prières. Dans beaucoup d'églises on prie pour la famille impériale russe. Les portraits de Catherine et d'Alexandre sont répandus chez eux jusque dans les cabanes.

² Moins de mai.

lières, qui n'avaient pas toujours été les mêmes, lui servaient à remplir la longueur de ses inutiles journées. En 1811, les fleurs étaient sa passion dominante. Il avait encore d'autres goûts, mais moins élégants. L'un de ses passe-temps était de jouer des bouffonneries avec un docteur Stiff, fort en faveur auprès de lui, et, dans ces scènes d'un genre vulgaire, le rôle du personnage dupé était presque toujours celui de l'empereur. Parmi les hommes de quelque distinction, ce prince ne voyait guère que deux ou trois personnes un peu fréquemment; il recevait assez rarement ses ministres, et leur laissait tout le soin de pourvoir aux difficultés de sa situation. Les archiducs, ses frères et ses cousins, se tenaient également dans la retraite. L'impératrice, presque toujours malade, après avoir vainement tenté de faire prendre à l'empereur de plus nobles habitudes, se livrait à son penchant pour les arts et pour les sciences. Elle admettait dans son intimité des savants ou des hommes réputés tels, s'entretenait avec eux de philosophie, de métaphysique, de découvertes, et se moquait des amusements ignobles de son mari. Celui-ci de son côté disait : « Elle a trop d'esprit » pour moi. » Les deux époux d'ailleurs vivaient en bonne intelligence.

La monarchie autrichienne avait une noblesse nombreuse et riche, mais cette monarchie était un corps à plusieurs têtes. La Bohême et la Hongrie renfermaient des capitales, où séjournaient en hiver les grands propriétaires de ces royaumes, Vienne n'avait ni un Westend¹ ni un faubourg Saint-Germain; il n'y existait pas même de grandes maisons autrichiennes où se rassemblât une société choisie. Les seuls centres de réunion offerts à la noblesse du pays étaient les hôtels des ambassadeurs, ou de quelques étrangers attirés à Vienne par diverses sortes d'intérêt; en général même, c'étaient des étrangers qui vivaient ces réunions, qui en étaient l'âme, qui en formaient la partie brillante. Depuis longtemps la principale maison où affluaient les étrangers et les indigènes qui cherchaient à voir le monde, par délassement ou par calcul, était celle du comte Rasumowski, ambassadeur de Russie en cette résidence jusqu'à l'époque de la paix de Tilsitt. Plus Autrichien, et peut-être aussi plus Anglais que Russe, cet ambassadeur avait dû nécessairement être remplacé, le jour où la Russie s'était séparée de l'Angleterre pour se lier au système de la France. En cessant d'être le représentant officiel de l'empereur Alexandre, Rasumowski avait continué à représenter la portion

de la noblesse russe qui n'adoptait pas les vues de ce souverain, et cette portion, c'était la noblesse presque tout entière. Les Russes mêmes qui, par leurs fonctions, devaient vouloir ce que voulait leur maître, ne se montraient pas moins empressés à se rendre dans les salons de l'ex-ambassadeur qui affichait publiquement des opinions contraires. Lorsque, dans les premiers moments de ses relations personnellement intimes avec Napoléon, l'empereur Alexandre avait voulu lui donner des gages de sa bonne foi, tout en nommant un successeur au comte Rasumowski, il s'était abstenu de rappeler ce dernier en Russie, craignant peut-être, s'il lui eût ordonné de quitter Vienne, de n'être pas obéi. D'un autre côté, dans cette capitale, malgré tout le désir qu'on avait de se montrer complaisant pour Napoléon devenu gendre de l'empereur François, porter la condescendance jusqu'à engager Rasumowski à s'éloigner de cette capitale était un effort d'incivilité et d'énergie dont on se sentait incapable. On avait été si longtemps uni avec l'ancien ambassadeur dans la haine, les injures, les plaisanteries bonnes ou mauvaises contre la France impériale, qu'il n'était pas décemment possible de traiter en ennemi un ancien complice; et d'ailleurs, dans un pays où toutes les maisons demeuraient fermées, on trouvait commode d'en avoir une toujours ouverte, où les réceptions étaient nombreuses, les soirées brillantes et les cuisiniers excellents. De cet état de choses, il résultait que l'ex-ambassadeur d'Alexandre, quoiqu'il y eût à côté de lui un ambassadeur en titre, restait toujours le personnage le plus important de Vienne pour les Russes et pour les Autrichiens. Pour ceux-ci même, c'était presque un compatriote; il embellissait Vienne par ses jardins, l'enrichissait par sa représentation; il y avait ainsi acquis à tant de titres le droit de cité.

On demandera comment un homme qui n'était pas un des plus grands propriétaires de la Russie pouvait, après avoir cessé de recevoir les traitements qu'il joignait auparavant à sa propre fortune, continuer de faire les mêmes dépenses, et peut-être des dépenses plus grandes que celles qu'il avait faites comme ambassadeur; on demandera surtout comment, dans sa position nouvelle, il pouvait, en 1811, acheter encore en Autriche pour deux millions de propriétés : les interprétations françaises seraient peu favorables à la morale politique du comte Rasumowski; elles conduiraient à penser que c'était l'Angleterre qui faisait les frais d'un foyer d'action et d'intrigue dirigées contre son plus implacable ennemi. Suivant ces interprétations, c'était pour l'Angleterre un placement de fonds très-avantageux, qui lui tenait lieu

¹ Quartier du beau monde et de la richesse foncière à Londres.

de plusieurs ambassades et lui valait peut-être plus qu'un corps d'armée sur le continent. Les Français et les amis de la France étaient d'autant plus portés à former un tel jugement qu'ils apercevaient dans ce cercle des pensionnaires connus et avoués de l'Angleterre : c'était là qu'avait longtemps brillé M. Pozzo di Borgo, actuellement occupé ailleurs.

Au moment dont nous parlons, il se trouvait encore à Vienne un autre Russe chargé, selon toute apparence, d'une espèce de négociation secondaire que nous expliquerons plus tard : ce Russe était M. de Nowosilsoff, qui jusqu'ici n'a pris rang qu'en seconde ligne parmi les agents diplomatiques, mais qui un jour obtiendra une cruelle célébrité en se montrant, dans le royaume de Pologne, digne d'être, pour l'administration civile, le coopérateur du grand-duc Constantin.

À Vienne, comme dans toutes les grandes capitales, la société la plus élevée n'est pas toujours la plus sévère : c'est là que se font remarquer les femmes à la mode, celles qui joignent à une naissance plus ou moins distinguée, à plus ou moins d'esprit naturel, le goût le plus vif pour les distractions et pour le plaisir. Outre les dames autrichiennes qui pouvaient être dans cette classe, il se trouvait alors dans la capitale de l'Autriche une colonie galante de femmes de divers pays, belles ou gracieuses, dont quelques-unes, déjà célèbres depuis plusieurs années, passaient pour faire de la diplomatie au milieu des amusements les plus frivoles et jusque dans l'amour même. Ce prélude a pu paraître minutieux et un peu long, parce qu'on ne voit pas bien où il doit conduire : le voici. Il existait à Vienne un homme en qui reposait la politique de l'empire; un homme qui était ainsi le dépositaire, le gardien des hauts intérêts de l'État; qui avait cru devoir chercher à garantir ces intérêts en les attachant aux destinées de l'empereur Napoléon; qui, dans ce but, avait conseillé de lui donner en mariage une archiduchesse; qui enfin, rentrant dans les voies de Marie-Thérèse et du prince de Kaunitz, avait faulé de nouveau pour la monarchie autrichienne le système de l'alliance française : cet homme était le comte de Metternich, qui pourtant

n'avait d'autre société que celle de Rasumowski : là étaient ses liaisons, ses amitiés, ses amours. Des relations de tout genre approchaient le ministre et l'ex-ambassadeur. Devait-on le soir danser un ballet chez l'amphitryon russe, c'était chez M. de Metternich, c'était à la chancellerie d'État que le matin on faisait les répétitions. Dans cette société, où tout était antifranchais, M. de Metternich se trouvait chaque jour avec son prédécesseur, le comte de Stadion, avec le ministre instigateur des deux dernières guerres contre la France, que deux fois les victoires de Napoléon avaient forcé de quitter le ministère. Telle était redevenue l'intimité de leurs relations, que le comte de Stadion avait fait admettre chez M. de Metternich l'écrivain Gentz, pédant lourd et épais, assurément bien peu capable de porter de l'agrément dans un cercle, mais facilement reçu dans celui-ci en raison de sa haine contre la France qui n'avait pas voulu de lui¹.

Pour un homme de mœurs graves comme l'ambassadeur Otto, l'air que respirait M. de Metternich était un air empoisonné; la coterie d'hommes et de femmes avec lesquels il se trouvait en contact chaque jour, semblait à cet ambassadeur être un réceptacle de licence, de vénalité et de corruption; c'était à ses yeux la régence au petit pied. Par malheur, la fortune du comte de Metternich était fort délastrée; celle du prince, son père, n'était guère en meilleur état. Le goût de la dépense n'avait pas diminué, malgré le dérangement des affaires, et les lettres de change du comte perdaient vingt-quatre pour cent sur la place. Il paraissait difficile à M. Otto que M. de Metternich, perverti par les discours des hommes, attiré et retenu par les avances et les poursuites des femmes, ne succombât² point aux séductions dont il était entouré. Sans nous associer à l'austérité de ces jugements, nous avouons que tant de circonstances réunies pouvaient faire craindre de voir au premier jour le système français abandonné par la cour de Vienne : le présage reçut un démenti. L'homme léger n'était point un homme faux, l'homme prodigue un homme véral, et celui qui, pour le plaisir, était de toutes les nations, resta Français pour la politique en 1811

¹ Le Prussien Gentz, pour récompense de son ouvrage sur les finances de l'Angleterre, avait reçu une pension du gouvernement anglais; mais cette pension était peu considérable; il était endetté et fort mal à son aise. Au moment de la paix d'Amiens qui fit cesser un moment toutes les haines, Gentz se trouva admis dans quelques maisons du corps diplomatique à Berlin; il jouait avec nous, perdait souvent et ne payait presque jamais. C'était un homme tout à fait disponible qui eût volontiers livré sa plume à la France. Nous en fîmes la proposition

à Paris; on ne nous répondit pas. M. de Stadion le prit à son compte et envia l'emme à Vienne.

² On dirait que M. Otto, en présentant sous de telles couleurs la situation de M. de Metternich et les risques que courait sa politique dans le monde qui était son élément, avait pour but d'engager son gouvernement à s'attacher ce ministre par des liens solides et durables. L'empereur Napoléon répugnait à l'emploi de tels moyens, et il n'a pas eu devoir en faire l'essai.

et pendant une partie de 1812. Cependant, il faut en convenir, chez un homme jeté dans une telle position, le principe politique étant dans un combat perpétuel avec les penchants, les affections et les habitudes, doit à la longue souffrir d'une lésion semblable. Lorsque le chef d'un parti a tous ses amis dans le camp opposé, le changement est préparé d'avance, et la transition presque inévitable; il y a de plus là un autre danger : c'est que, dans le temps où s'élabore la désertion, la franchise est en défaut; l'infidélité aux engagements précède la rupture; et la guerre, sa déclaration. Ces réflexions ne sont point déplacées ici; nous pourrions un jour en reconnaître la justesse.

L'affaire dont nous avons dit que M. de Nowosiloff était occupé à Vienne eût pu sembler en elle-même d'une médiocre importance : il ne s'agissait que d'un mariage; mais ce mariage se liait à une pensée politique, et aurait pu n'être pas sans influence dans un temps donné. L'ancienne méintelligence de l'archiduc Charles avec les généraux de Paul I^{er} avait laissé dans le cœur de ce prince contre la Russie une antipathie profonde qui souvent contrariait cette puissance. Pour faire disparaître ce vieux ressentiment, des hommes qui, dans l'intérêt de l'Angleterre, auraient voulu rapprocher la Russie et l'Autriche, avaient formé le dessein de marier l'archiduc Charles à la princesse Amélie de Bade, sœur de l'impératrice Élisabeth, et qui, résidant depuis longtemps à Pétersbourg, y était en quelque sorte naturalisée. Afin de déterminer l'archiduc Charles à cette union, on avait à cœur qu'elle devint pour lui l'occasion d'un grand établissement, et en conséquence on faisait des démarches auprès du duc Albert de Saxe-Teschen pour engager ce prince à transporter à son neveu l'archiduc une partie de ses grandes propriétés, ou du moins de lui assurer un revenu de deux cent mille florins. L'ambassadeur Otto, ayant eu vent de ces menées, en entretenit M. de Metternich, qui d'abord affecta de n'en avoir aucune connaissance, mais qui peu de temps après crut devoir lui en parler à son tour, pour lui dire qu'aucune résolution n'était prise, et que, dans tous les cas, on ne conclurait rien sans l'assentiment de l'empereur Napoléon. Comme il y avait eu au sujet de ce mariage une correspondance entre les impératrices de Russie et d'Autriche, on s'appuyait de cette circonstance pour donner à entendre que l'affaire se traitait en dehors du cabinet russe : le choix de M. Nowosiloff pour en être l'intermédiaire ne s'accorde guère avec cette supposition. Ce personnage, qui n'était pas riche, avait fait récemment l'acquisition d'un hôtel à Vienne : si le mariage eût réussi, on pourrait penser que cette acquisition était le

prix de son entremise; comme il n'eut point lieu, on ne devine pas qui, hors l'Angleterre, a pu payer les frais de cette négociation sans résultat.

Cette dernière conjecture, j'en conviens, aurait bien l'air d'une de ces accusations banales que la France, sous l'empire, a prodiguées au cabinet de Londres, s'il n'eût été notoire que le comte Rasumowski agissait sur le continent comme un véritable mandataire de ce cabinet. Bien d'autres personnes que l'ambassadeur de France s'étaient formé cette opinion d'après la connaissance que l'on avait des expéditions d'agents voyageurs entretenus par lui en Allemagne, et dont il recevait les rapports. Dans la belle saison, il alla lui-même passer quelque temps à Franzensbrunn près Égra; mais il avait des émissaires à Carlsbad, à Toplitz et à Bade. Ces émissaires étaient connus; parmi eux, nous avons regret de le dire, on citait des émigrés français.

L'excursion que nous venons de faire dans le domaine de la chronique et du bulletin secret, peut en ce moment paraître un hors-d'œuvre. Plus tard, le bulletin secret et la chronique auront leur utilité pour éclaircir la vérité de l'histoire.

Tandis que nous avons donné notre attention aux communications de la France et de l'Autriche et aux affaires intérieures de cette dernière puissance, nous avons négligé de faire mention de l'effet que produisit à Vienne la naissance du roi de Rome. Là, comme en beaucoup d'autres résidences, on admirait, tout en la maudissant, l'heureuse fatalité qui servait tous les vœux de Napoléon. Si la joie fut vraie quelque part, ce fut chez l'empereur François, qui, père tendre, jouissait du bonheur de sa fille. Dès le 23 février, Napoléon, songeant aux couches prochaines de Marie-Louise, avait fait avertir M. Otto de se tenir en mesure de célébrer avec éclat l'événement qui se préparait. L'année précédente, lors du mariage, l'époque ne permettant pas à Vienne de donner un bal, mais seulement un concert, et la dépense ayant été peu considérable¹, l'Empereur avait été mécontent de la lésinerie de son ambassadeur : aussi, en 1811, il lui faisait écrire qu'il imiter ce qu'avait fait dans une circonstance semblable M. de Breteuil ne serait pas assez, qu'il fallait faire plus, que du reste on lui laissait toute liberté pour la dépense. Cette fois l'ambassadeur usa de la permission. La fête fut la plus magnifique peut-être qui eût été donnée à Vienne, et ce qui lui imprima un caractère inouï, ce fut la présence de l'empereur et de l'impératrice. Jamais on n'avait oublié l'étiquette à ce point, pas même pour la naissance d'un fils de Marie-Antoinette et de Louis XVI.

¹ 18,000 francs.

Si, à l'égard de l'Autriche, c'est le gouvernement français qui, dans les six premiers mois de 1811, fait des insinuations ¹ tendant à préparer une alliance pour un temps ultérieur, c'est au contraire, en ce qui concerne la Prusse, du cabinet de Berlin qu'arrive à Paris, non des insinuations, mais des propositions formelles pour la conclusion d'une alliance immédiate, et le gouvernement français n'est occupé qu'à se défendre contre les instances de ce cabinet. Malheureusement il existe entre la France et la Prusse deux faits qui constituent leurs gouvernements en défiance l'un de l'autre. D'un côté, le ministère français se trouve, nous ignorons par quel moyen, en possession du chiffre de correspondance de la légation prussienne avec son cabinet, et il est difficile que la franchise des communications, qui a lieu dans une telle correspondance, puisse être satisfaisante pour la puissance auprès de laquelle la légation est accréditée. D'autre part, un de ces courtiers diplomatiques ², comme il s'en rencontre auprès de toutes les ambassades, porteurs de paroles qui n'ont pas été dites, de messages qu'on ne leur a pas donnés, et trafiquant de secrets qu'ils n'ont pas, avait remis au gouvernement prussien un prétendu rapport qui, selon lui, aurait été fait à l'empereur Napoléon par son ministre des relations extérieures, rapport dont les conclusions auraient été que l'intérêt de la France commandait le renversement de la maison royale de Prusse et la destruction de cette monarchie. Ainsi le cabinet prussien croit à l'existence d'une résolution meurtrière déjà prise contre lui par Napoléon, et celui-ci est disposé à voir partout des indices de duplicité de la part de ce cabinet. Une telle réciprocité de précaution ennemie ne pouvait que beaucoup nuire à l'établissement d'un accord complet entre les deux puissances.

La cour de Berlin n'offre pas le même aspect que celle de Vienne. Le roi n'est pas aussi étranger aux affaires de son royaume que l'empereur François; mais, lorsqu'il les a remises entre les mains d'un

homme qui a obtenu sa confiance, cet homme exerce nécessairement la plus grande influence sur leur direction. En 1811, le ministre en crédit est, comme nous l'avons rapporté, le baron d'Hardenberg, appelé de nouveau à la tête du cabinet avec l'assentiment de l'empereur Napoléon. Le système du nouveau ministre consiste à placer la conservation de la Prusse sous la sauvegarde de la France. Cette intention est sincère; mais, à Berlin comme à Vienne, des partis s'agitent dont les tendances sont opposées à celles du gouvernement. En faveur de l'union avec la France, le ministère avait pour soutien le vieux prince Ferdinand ³, oncle du roi, et la princesse son épouse, le maréchal Kalkreuth, le ministre de la justice Kirkeisen, et même le grand chambellan, prince de Wittgenstein. Dans le parti contraire se trouvaient le prince ⁴ et surtout la princesse Guillaume, le prince Auguste, fils du prince Ferdinand, et la princesse Louise Radziwill, sa sœur. La princesse Louise, femme de beaucoup d'esprit ⁵, entretenait avec l'impératrice d'Autriche une correspondance qui assurément n'était pas dans un intérêt français. Le corps diplomatique prussien, qui d'ailleurs ne portait pas l'indiscipline aussi loin que celui de Russie, obéissait aux instructions du chancelier baron d'Hardenberg, mais sans partager ses vues. Les principaux de ses membres, MM. de Schladen à Pétersbourg, et de Humboldt à Vienne, auraient préféré toute autre alliance à celle du gouvernement français.

À côté du cabinet prussien s'élevait une puissance nouvelle qui lui causait de vives inquiétudes, qui entravait sa marche, lui nuisait au dehors et rendait sa bonne foi suspecte, au moment où il agissait avec le plus de sincérité. Cette puissance était celle des sociétés secrètes, surtout du *Tugendbund* ⁶, société qui n'avait pas uniquement pour objet d'affranchir l'Allemagne de la domination étrangère, mais qui se proposait aussi d'opérer des réformes dans l'administration intérieure des États. Le gouvernement prussien voyait en elle

¹ Précédemment, il est vrai, aussitôt après le mariage de Napoléon et de Marie-Louise, la cour de Vienne en avait pris l'initiative, mais alors le gouvernement français avait évié d'y répondre. Il y était revenu à son tour en 1811.

² Cet homme est mort, mais nous taisons son nom par égard pour sa famille.

³ Le dernier des frères de Frédéric II.

⁴ Frère du roi.

⁵ C'était une personne fort instruite, aimant les Français pour leur littérature, mais nullement dans le sens politique. Sa société était fort intéressante, et, dans les années de 1800 à 1804, nous y avons passé de fort agréables moments.

⁶ En 1811, il me fut remis et j'envoyai au ministère une liste des principaux membres de cette société. J'ai en lieu depuis de reconnaître qu'elle était exacte. Elle portait, en première ligne, le baron de Stein, l'ex-chancelier de Beyme, le général Blücher et le général Scharnhorst; ensuite venaient le major de Clansiewicz, le major Tiedeman, le colonel Zietzen, le colonel Gneissau, conseiller d'État, le conseiller d'État Justus Gruner, le conseiller Rammer, le conseiller et professeur Schmaltz, le président Merkel, les frères comme de Rader, le conseiller Siegemann, le conseiller privé Rudiger, le major Chazot, de Thiele, aide de camp du roi, le major de Rudolf, les capitaines de Dolna et Heidemann, etc., etc.

un embarras, un ennemi sous quelques rapports, mais il la ménageait et n'eût pas voulu la détruire, ignorant s'il n'aurait pas bientôt besoin de son appui. L'ordre avait ses chevaliers comme ses chevaliers; il avait ses poètes, ses Tyrthées, tout prêts à faire entendre des chants de guerre, bardes exaltés, rêvant des révolutions que Napoléon a pu rendre possibles, et qui sans lui n'eussent été que des chimères.

En conséquence des indices qui révélaient une froideur trop réelle entre les cabinets de Paris et de Pétersbourg, le baron d'Hardenberg et le ministre des affaires étrangères, comte de Goltz, avaient eu soin de laisser entrevoir de bonne heure qu'ils ne balanceraient pas à se déclarer pour la France, si par malheur une rupture avait lieu; bientôt ils en vinrent à une offre spontanée et positive de former avec le gouvernement français les liaisons les plus intimes. Le baron d'Hardenberg, d'après la probabilité de l'arrivée prochaine d'une flotte anglaise dans la Baltique, comme d'après les travaux de fortification faits en Russie, trouvait naturel que l'empereur Napoléon adoptât de son côté des mesures de précaution correspondantes. « Je vous ai dit » souvent, répétait ce ministre à M. de Saint-Marsan, que je ne sais pas pour les demi-mesures ¹. » Le roi ost du même avis..... son plus vif désir » est de se lier à la France irrévocablement. »

Aux bruits répandus de toutes parts sur le changement de système de la Russie se joignaient des faits qui on augmentaient la vraisemblance, quoiqu'une partie de ces faits pût être le résultat des bruits eux-mêmes. Ce n'étaient pas des symptômes sans gravité que la hausse du prix des grains dans les provinces polonoises-russes et la baisse simultanée des denrées coloniales dans ces mêmes provinces. Sans contredit, la persuasion que l'on avait de l'ouverture imminente des ports russes aux Anglais eût pu seule exercer à cet égard quelque influence, mais un effet qui n'aurait pas eu d'autre principe ne se serait pas soutenu longtemps. Il existait une autre cause plus puissante et plus décisive : cette cause était, du côté de la Russie, le relâchement réel des mesures convenues avec la France, la tolérance toujours croissante de la contrebande, l'admission des marchandises anglaises et l'admission même des bâtiments anglais qui, pour la forme, en entrant dans les ports russes changeaient leur pavillon. L'introduction des denrées coloniales dans la Lithuanie

avait pris une telle extension qu'elle devenait une calamité pour les États où le blocus s'observait avec exactitude. Ces denrées descendient de la Lithuanie, d'une part dans la Prusse, et de l'autre dans la Galicie autrichienne par Brody, d'où elles se répandaient en Allemagne ². Du moment qu'une grande puissance abandonnait le système continental, ce système n'était plus qu'un fleau pour les États qui s'y montraient fidèles, en même temps qu'il manquait son but. Comme une vigilance active tenait étroitement fermée la frontière du duché de Varsovie, le Bag, qui formait la ligne de séparation entre le duché et le territoire russe, établissait dans le prix des denrées coloniales, d'une rive à l'autre, une différence de moitié. Cet état de choses était devenu si public que le baron d'Hardenberg, pour prouver au gouvernement français combien il avait à cœur de lier la Prusse à sa cause, proposa de suspendre par terre toute relation commerciale avec la Russie. A la vérité, les denrées coloniales en entrant sur le territoire prussien payaient un droit fixé par des édit antérieurs; mais ce paiement se faisait en papier-monnaie dont le cours était fort au-dessous de sa valeur, et la liberté de l'introduction légale offrait de grandes facilités à la fraude.

Les ouvertures de la Prusse pour une alliance ne furent point désagréables à l'empereur Napoléon; il le fit témoigner à Berlin ³ et le déclara franchement au général baron de Krusenmark, envoyé du roi à Paris, mais en affectant de répéter qu'il n'y avait point, entre la France et la Russie, de motifs sérieux de guerre. Tout en se montrant prêt à entendre les propositions de la Prusse, on n'était point pressé d'arriver à une conclusion.

Dès que le gouvernement prussien eut reçu ce léger encouragement, il envoya au baron de Krusenmark ⁴ un projet d'alliance offensive et défensive, en le subordonnant d'ailleurs aux modifications que voudrait y apporter le gouvernement français. Les plus importantes dispositions de ce projet étaient que, dans toutes les guerres, soit en Allemagne, soit sur les confins de la Prusse, le roi mettrait un corps auxiliaire à la disposition de la France; en revanche, l'empereur Napoléon garantirait l'intégralité des possessions actuelles de la Prusse.

La pensée dominante de Napoléon étant toujours la guerre contre les Anglais, du moment qu'il apercevait quelque part une intention de complaisance, il en profitait pour demander un secours qui pût

¹ Lettre du ministre français, M. de Saint-Marsan, au duc de Cadore, en date du 25 mars.

² Des négociants allemands, propriétaires de raffineries, ruinés par un genre de concurrence contre lequel ils ne pouvaient lutter, s'adressèrent à moi pour

faire parvenir leurs plaintes au gouvernement français.

³ Lettre du duc de Cadore à M. de Saint-Marsan, du 9 avril.

⁴ Lettre du ministre prussien à M. de Krusenmark, en date du 16 mai.

être utile à sa marine. A peine M. de Saint-Marsan avait-il fait connaître les bonnes dispositions annoncées par le cabinet prussien, qu'il fut chargé de sonder ce gouvernement de manière à savoir s'il ne pourrait pas fournir pour les escadres françaises un millier de matelots. L'Empereur demandait des matelots partout et même aux princes du troisième ordre. A cette occasion nous citerons ici une de ses lettres qui offre de plus un autre genre d'intérêt, celui de faire voir de quelles conditions pouvait dépendre alors l'existence des États inférieurs qui se trouvaient sur son passage ou sur sa frontière. L'accroissement de l'empire français au nord de l'Allemagne l'avait mis en contact avec le duché de Mecklembourg, c'était pour ce duché un dangereux voisinage; au reste, de la part de Napoléon, les questions étaient clairement posées : « Si le » due, disait-il, prend toutes les mesures qui dépendent de lui pour ne seconder contre l'Angleterre, il conservera son indépendance; s'il agit autrement, il ne la conservera pas ¹. » Les conditions exigées de ce prince par l'Empereur étaient de fournir six cents matelots; d'armer Rostock, Wismar et les autres ports de la côte, de manière que les Anglais ne pussent point stationner dans ces parages. « Je n'ai pas besoin, ajoutait-il, du Mecklembourg; mais je le réunirai ², si le » due ne m'assiste pas de ces divers moyens de défense contre l'Angleterre.... Je ne suis obligé à aucun ménagement avec personne, puisque les Anglais n'en ont sur mer avec qui que ce soit. » Ce banal argument dont s'armait Napoléon pour justifier ses empiètements territoriaux n'était peut-être pas injuste envers les puissances assez fortes pour repousser les violations du droit des gens, que se permettait le gouvernement anglais; mais que pouvait faire le due de Mecklembourg dont quelques bâtiments de commerce formaient toute la navigation et toute la marine? A la vérité, l'Empereur ne lui imposait que des conditions dont l'exécution n'était pas impossible.

Il paraît que la Prusse, après avoir vu ses ouvertures reçues avec faveur à Paris, se crut par là autorisée à donner plus de valeur à son alliance future. Un sentiment très-exécusable, nous en sommes convaincus, dirigeait alors la marche du gouvernement prussien. L'Empereur n'en eut pas cette opinion;

le moment d'une entière confiance dans ce gouvernement n'était pas encore arrivé, et peut-être n'arrivera-t-il jamais; de là cette lettre en date du 30 avril, que nous avons citée ailleurs, par laquelle Napoléon disait que, si la Prusse armait avant que les deux cabinets se fussent entendus, il regarderait ces armements comme faits contre lui. Des instructions en ce sens furent plusieurs fois données à son envoyé en Prusse, le comte de Saint-Marsan. L'inquiétude de l'Empereur n'était pas sans motif: les bruits transmis à Paris de toutes les capitales du Nord, comme du duché de Varsovie, sur la menace d'une irruption prochaine des Russes, bruits fortifiés par la correspondance de Vienne comme par celle de Berlin même, le portaient à mettre en doute si des préparatifs prussiens, faits ostensiblement dans l'intérêt de la France, ne pourraient pas, selon l'événement, se tourner contre elle. Dans cet état de doute et de soupçon, il ne devait pas lui convenir que la Prusse devançât, par des mouvements militaires, la conclusion de l'alliance qu'elle lui avait proposée, et cette conclusion, il la différait pour ne point paraître précipiter une rupture avec la Russie, que, jusqu'au dernier moment, il aura l'intention de détourner.

Tout en désirant se ménager l'amitié de Napoléon pour la chance de cette rupture, le roi de Prusse aurait beaucoup mieux aimé qu'elle n'eût pas lieu, et il crut devoir faire quelques efforts pour la prévenir en intervenant auprès de l'empereur de Russie. Il ne voulait pas d'ailleurs laisser ignorer à ce prince que, dans l'hypothèse d'une guerre, c'était à la France qu'il se croirait obligé de s'unir. Il écrivit en conséquence, dans ce double but, à l'empereur Alexandre ³ : « Votre Majesté, lui disait-il, appréciant la position géographique de mes États, voit à coup sûr que, dans le cas prévu, la neutralité de la Prusse serait une chimère. Je devrais prendre un parti qui nécessairement serait déterminé par mes liaisons et mes engagements avec la France.... Je me tiens assuré que l'empereur des Français ne veut point la guerre, et il semble ainsi qu'il dépendrait de Votre Majesté Impériale de l'éviter. » Ici le roi se livrait à des considérations générales sur l'importance de conserver la paix aux nations du continent, et il terminait sa lettre en disant : « Je m'es-

¹ Lettre de Napoléon au due de Cadore, en date du 25 mars.

² A l'époque où l'Empereur parlait de la réunion éventuelle du duché de Mecklembourg à la France comme d'un événement qui ne demandait qu'un signe de sa volonté, qui eût pu prévoir qu'un quart de siècle après, une princesse de cette maison, toujours souveraine,

serait appelée à partager en France, avec un prince d'une autre dynastie, ce trône du haut duquel Napoléon ne voyait, dans les principautés allemandes, que des existences précaires, exposées à disparaître devant un souffle de son caprice!

³ Eu date du 16 mai.

« timerais infiniment heureux si ces idées étaient
 « accueillies du manière à me faire espérer l'ina-
 « préciable avantage d'avoir contribué au prompt
 « retour d'une entière confiance entre l'empereur
 « des Français et Votre Majesté. » Cette démarche
 n'obtint pas le résultat qu'on s'en était promis.
 L'empereur Alexandre répondit que, comme il
 croyait ses principes politiques bien connus du
 roi, la lettre de ce prince n'avait pu que le sur-
 prendre. « Ne convoitant rien à personne, disait
 « le monarque russe, n'ayant nul besoin d'agran-
 « dissement, il n'est pas raisonnable de me sup-
 « poser l'intention de troubler la paix..... Mes
 « mesures n'ont été que de pure précaution, com-
 « mandées par ce qui se passait à côté de moi. La
 « guerre ne se fera qu'on ne sera attaqué, et
 « alors le parti que les autres États voudront pren-
 « dre ne m'empêchera pas de me défendre avec
 « vigueur. » Le ton froid et fier de cette réponse
 prouve que l'empereur Alexandre, comprenant la
 position gênée du roi, ne met point un intérêt ac-
 tuel à l'attirer sous sa bannière, laissant au temps
 à modifier le cours des choses et à faire naître d'au-
 tres incidents; mais ce qui frappe surtout dans
 cette lettre, c'est ce qui n'y est pas, c'est l'absence
 de toute parole que le roi puisse saisir pour en
 faire un moyen de rapprochement ou au moins
 d'explication entre les deux empereurs.

Les forteresses prussiennes de l'Oder, occupées
 par des troupes françaises, devant être remises au
 roi à des époques fixées, ce temps était venu pour
 la restitution de Glogau; mais, d'un autre côté, la
 remise de ces places dépendait de paiements sur la
 contribution de guerre due encore par la Prusse, et
 ces paiements n'étaient pas aussi avancés qu'ils au-
 raient dû l'être; cependant le cabinet de Berlin crut
 devoir faire de vives instances pour l'évacuation de
 Glogau par les troupes françaises : « Nous sommes
 « dans notre droit, écrivait ² le comte de Goltz, et
 « il est temps de le constater officiellement. » Co-
 n'était pas le seul avantage de recouvrer cette place
 qui portait le ministère prussien à en forcer si vi-
 vement la demande; c'était le besoin de sortir de
 l'incertitude où le laissait le silence de Napoléon
 sur le projet d'alliance proposé par son envoyé à
 Paris. Ce silence faisait craindre que l'Empereur
 ne nourrit contre la Prusse des intentions malveil-
 lantes, et, dans cet état de doute, on ne pouvait
 adopter aucune résolution qui eût un caractère
 prononcé même en faveur de la France, puisqu'on
 n'était pas assuré de lui plaire et de trouver en elle
 l'approbation de ce qu'on pourrait faire dans l'es-

prit le plus amical. Le parti ennemi du système
 français avait ou Prusse une grande constance; ou
 blâmaient hautement la conduite du ministère; les
 militaires surtout ne cachait pas leur aversion
 pour la marche suivie par le gouvernement.
 Lorsque quelques-uns d'entre eux trahissaient ce
 sentiment par des murmures trop indiscrets, on
 réprimait, il est vrai, leur indiscipline par des
 châtimens plus ou moins sévères; on s'efforçait
 aussi de tenir en respect les sectaires turbulents
 qui auraient voulu une croisade contre la France;
 mais les mesures répressives étaient toujours mi-
 tigées ou dans le fond de la peine ou dans le mode
 d'application, parce que le ministère voyait là pour
 lui-même une grande question de responsabilité.
 Dans le cas où le projet d'alliance avec Napoléon
 viendrait à échouer, on reprocherait au gouverne-
 ment d'avoir persécuté les meilleurs amis du pays
 et du roi, détruit le germe de l'indépendance na-
 tionale et brisé le ressort qui pouvait soulever l'Al-
 lemagne contre l'oppression étrangère.

En même temps le ministère concevait très-bien
 que, si Napoléon mettait de l'importance à ne point
 se dessaisir de Glogau, c'était surtout parce qu'il
 croyait à la possibilité d'une rupture avec la Rus-
 sie, et plus on avait à Berlin de raisons d'admettre
 la chance de cette rupture, plus il semblait urgent
 d'obtenir une manifestation de la volonté française
 sur l'offre de l'alliance prussienne. Dans l'attente
 de cette manifestation, il était du devoir du mi-
 nistère de prendre des mesures éventuelles ³. Ces
 mesures, pour le moment, ne consistaient qu'à
 fortifier les places, et n'allaient point jusqu'à l'au-
 gmentation de l'armée; on pouvait en accroître la
 force, on ne le faisait pas; seulement on préparait
 tout pour que cette augmentation s'opérât avec
 promptitude le jour où la détermination en serait
 prise. Si l'empereur Napoléon voulait se servir
 franchement des moyens de la Prusse, comme on
 avait hors de service un grand nombre d'officiers
 et de soldats, on pourrait fournir cent mille hom-
 mes et les armer en une quinzaine de jours.

En exposant ainsi, avec un peu d'ostentation
 peut-être, les ressources qui étaient encore à sa
 disposition, le cabinet prussien avait surtout en
 vue de rebaisser par là le prix de son alliance aux
 yeux de l'Empereur. Cette intention, louable en
 elle-même, manqua complètement son but. Il ne
 convenait pas à l'Empereur que la Prusse fût forte
 sans sa permission. Les mesures éventuelles adop-
 tées à Berlin ne lui plaisaient pas, et il le témoignait
 sans nul détour. M. de Krusenmark ayant été invité

¹ Réponse de l'empereur Alexandre, du 30 juin.

² Lettre de ce ministre à M. de Krusenmark, du 5 août.

³ Lettres de M. de Saint-Marsan, en date des 5, 14 et 27 août.

à se rendre à Compiègne où se trouvait la cour impériale, le duc de Bassano lui fit sentir que ces mesures prématurées pourraient atténuer les bonnes dispositions de l'Empereur. Fortifier des places, faire des levées, remuer des troupes, sont, disait ce ministre, toutes choses qui ne peuvent que détruire¹ la confiance, tant qu'elles n'ont pas un objet convenu. Du reste, à ces paroles sévères il en joignait de plus rassurantes : il lui déclara que l'empereur Napoléon attendait l'effet qu'aurait produit à Pétersbourg sa conversation du 15 août avec le prince Kurakin, pour faire connaître au roi ses dispositions sur l'alliance proposée, dispositions, ajoutait le ministre, qui d'ailleurs étaient telles que le roi pouvait les désirer. Ces dernières paroles venaient fort à propos pour tempérer en Prusse l'impulsion un peu vive à laquelle on allait s'abandonner. Au moment même où l'on s'exprimait ainsi à Compiègne, les représentations de M. de Saint-Marsan à Berlin cessaient d'être écou-

tées et devenaient tout à fait impuissantes. « Le parti est pris², écrivait ce ministre ; on sera franchement à nous, si l'Empereur le veut. S'il rejette l'alliance, on portera toutes les forces au delà de l'Oder et même au delà de la Vistule. » Les pensées qui occupaient le cabinet prussien étaient des pensées de désespoir. Dans la contrainte de ne recevoir de Paris aucune communication satisfaisante, on avait entrevu la nécessité d'un parti extrême, et on s'y préparait tout en s'affligeant d'y être réduit ; mais ce que le ministère ne faisait qu'à regret, les adversaires de son système le faisaient avec enthousiasme, et donnaient ainsi à la prudence forcée du gouvernement l'apparence de l'hostilité et de l'agression. L'espoir d'une explication favorable de l'Empereur, donné par le duc de Bassano au général Krusenmark, calma les angoisses du cabinet prussien, et lui rendit pour quelque temps la sécurité qu'il avait perdue.

¹ Lettre du duc de Bassano à M. de Saint-Marsan, en date du 5 septembre.

² Lettre de M. de Saint-Marsan au duc de Bassano, du 7 septembre.

CHAPITRE XXIX.

FRANCE. — DANEMARK. — SUÈDE. — ESPAGNE.

Napoléon et Bernadotte, prince royal de Suède. — Avances faites par la Russie au prince royal. — Langage indiscret du prince royal. — Prétention du prince royal sur la Norvège. — Démarches de la Russie à Stockholm et à Copenhague. — Suspension de correspondance entre Napoléon et le prince royal. — Propositions de l'Empereur au prince royal. — Bonnes dispositions du ministère suédois pour la France. — Modifications des vues de la Suède sur la Norvège. — Réfutation d'insinuations russes. — Offre du concours de la France pour le recouvrement de la Finlande. — Brillantes promesses du prince royal. — Plaintes du Danemark. — Vive réponse de la Suède à une note française. — Paroles étranges du prince royal. — Rapports notoires de la Suède avec l'Angleterre. — Rappel du ministre de France en Suède, M. Alquier. — Improbation de la conduite de M. Alquier par l'Empereur. — Ménagements de l'Empereur pour ce ministre. — Offre d'une portion de la Finlande faite à la Suède par la Russie. — Bons rapports entre la France et le Danemark. — Conseils donnés à Pétersbourg par le transfuge suédois d'Armfeld. — Napoléon et Joseph, roi d'Espagne. — Vues de Napoléon sur l'Espagne. — Voyage de Joseph à Paris. — Retour de Joseph à Madrid. — Retraite du Portugal. — Guerre en Espagne. — Assemblée des cortès à Cadix. — Inquiétudes de Joseph sur les intentions de l'Empereur.

De tous les alliés de la France celui qui s'associait le plus sincèrement à ses efforts contre l'Angleterre était le Danemark. L'empereur Napoléon de son côté restera fidèle à cette alliance, et, à la honte de la morale, triste jouet de la politique, cette fidélité réciproque leur sera fatale à tous deux. Un personnage nouveau est appelé à jouer un rôle important dans les affaires du Nord, et ce personnage ne tardera pas à se poser ouvertement comme ennemi du Danemark et de la France.

L'empereur Napoléon, au moment de l'élection de Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, comme successeur à la couronne de Suède, s'était cru obligé de donner aux grandes puissances des explications sur ce choix qu'un aurait pu supposer être le résultat de l'influence française. Il avait même porté dans ces explications une ingénuité propre à faire sourire l'empereur Alexandre, lorsqu'il tâchait de lui représenter cet événement comme n'offrant rien qui dût inquiéter la Russie. La précaution était superflue, et Napoléon eût pu s'en dispenser. L'empereur Alexandre était suffisamment rassuré d'avance; le caractère bien connu de Bernadotte, maréchal de l'empire, lui causait si peu d'alarmes

que le colonel Czernichef, qui se trouvait à Paris au moment de l'élection, sans attendre aucun ordre de son gouvernement, fit connaître au nouveau prince royal qu'elle serait agréable à Pétersbourg. C'est le prince royal qui prendra soin lui-même d'apprendre cette particularité à l'envoyé de France en Suède, M. Alquier.

L'avenir qui se prépare pour ce prince nous fait un devoir de revenir sur son existence antérieure. Bernadotte était un de ces soldats de la république dont la guerre avait développé les talents naturels. Unissant à un certain degré de mérite militaire une très-haute opinion de ce mérite, beaucoup d'adresse à caresser les troupes et à s'attacher les officiers, des formes polies envers les Français et une grande affection de courtoisie envers les étrangers, il avait toujours cherché à se faire un genre de distinction à part et différent de celui des autres généraux. Toutes les opinions convenaient à ses vues. Ministre de la guerre dans les derniers temps du gouvernement directorial, il ne s'était que forcement rallié au premier consul après le 18 brumaire. Quelques mois plus tard il se trouvait engagé dans une espèce de conspiration républicaine

* Selon Bernadotte, Czernichef n'ayant pas voulu l'entretenir directement des bonnes intentions de sa cour, avait dû à plusieurs femmes pour qu'il en fût instruit :

« Le prince a tort s'il croit que son élection ne plaise pas
« en Russie; il sera bientôt dérompé. »
Lettre de M. Alquier du 18 janvier.

contre le vainqueur de Marengo. Napoléon devenu empereur, sans tenir compte des écarts de Bernadotte, l'avait nommé maréchal et investi d'une principauté¹ territoriale, longtemps avant d'avoir accordé le titre, même purement nominal de prince, à ses plus illustres lieutenants. Cependant, tandis que l'Empereur n'avait qu'à s'applaudir du dévouement sans bornes de tous ses maréchaux, Bernadotte, seul entre eux, lui donnait de fréquents sujets de plainte, notamment à la bataille d'Iéna en 1806, dans la seconde campagne de Prusse en 1807, dans celle d'Autriche en 1809, au point de l'obliger, à cette dernière époque, de le renvoyer en France. Lorsqu'il fut élu prince royal de Suède, et nous avons dit comment, Napoléon, en lui permettant de répondre au choix dont il était l'objet, lui avait fait l'avance d'un million sur sa liste civile. En ce moment du moins, il semblait que, si l'un des deux avait des griefs contre l'autre, ce n'était pas Bernadotte qui devait en avoir contre Napoléon; cependant le nouveau prince royal, en se rendant à Stockholm, avait tenu des propos si indiscrets, s'était livré à une si vaniteuse forfanterie, qu'à l'entendre il fallait voir en lui un héros opprimé en France par la jalousie d'un rival de gloire, une grande victime obligée de se réfugier sur un trône pour échapper à la persécution d'un tyran. Bernadotte, appelé à la survivance d'une couronne, conservera les qualités et les défauts du maréchal français. La seconde partie de sa vie ne démentira pas la première.

L'empereur Napoléon savait comment s'était conduit dans son voyage le prince royal. Connaissant l'homme, il eut l'air de tout ignorer; une lettre qu'il fit écrire à son envoyé à Stockholm prouve qu'il eut bientôt contre le prince un grief beaucoup plus sérieux. « L'Empereur², disait le duc de Cadore, n'a jamais compté sur une forte coopération de la Suède, mais il n'avait pas supposé que la première pensée du gouvernement de ce pays fut une espèce de trame pour l'établissement d'un commerce frauduleux avec l'Angleterre. Il a dû être surpris que la proposition en eût été faite par le prince royal lui-même. » Le ministre ajoutait que si le Danemark avait adhéré à un pareil projet, l'Empereur n'eût pas hésité à s'emparer du Holstein comme de la Poméranie. Toutefois il était prescrit à l'envoyé français, M. Alquier, de ne pas exprimer de mécontentement au prince royal; il devait seulement trouver l'occasion de lui faire

sentir qu'une telle conduite compromettrait son propre intérêt. « Si le prince affecte de se séparer de l'Empereur, l'Empereur l'abandonnera. » Lorsque de Paris on donnait de tels ordres, on ne savait pas tout le chemin qu'avait déjà fait le prince royal dans un sens contraire.

L'assurance indirecte, donnée par le colonel Czernichef de l'adhésion russe à son élection, n'avait pas tardé à être suivie d'une confirmation officielle envoyée au gouvernement suédois, et le même aide de camp de l'empereur de Russie, revenant quelques mois³ après de Pétersbourg à Paris par Stockholm, en renouvela les protestations au prince royal. Ces démonstrations russes ne manquèrent pas leur effet, et l'enivrement du prince se trahit bientôt avec une étrange naïveté. Le ministre de France ayant dit quelques mots qui semblaient l'avertir d'être en garde contre le cabinet de Pétersbourg, le prince répliqua fièrement: « Ah! vous croyez que j'ai quelque chose à craindre de la Russie, vous êtes dans une grande erreur. Sachez qu'il ne tient qu'à moi de me jeter dans les bras de la Russie et de l'Angleterre... Je ne veux pas me séparer de la France, mais aussi que la France me laisse tranquille, qu'elle ne m'opprime pas; que l'on craigne une nouvelle guerre de trente ans, et que l'on sache que je puis jeter cinquante mille hommes en Allemagne. » Tel est le langage du prince royal de Suède au mois de janvier 1811. Lui demander l'exécution des engagements pris contre le commerce anglais, c'est l'opprimer, c'est s'exposer à sa colère et à la menace d'une nouvelle guerre de trente ans!

Dans ce temps-là, l'envoyé russe à Stockholm, le général Suchtelen, homme adroit et cauteleux, mais aussi fort indiscret et qui parlait hautement des immenses préparatifs de sa cour, faisait entendre, sans nul mystère, que si une rupture éclatait entre la Russie et la France, ce ne serait pas contre la Russie que se déclarerait le prince royal.

L'empereur Napoléon, croyant faire une chose agréable au gouvernement de Suède, avait témoigné qu'il ne demandait pas mieux que d'avoir, comme autrefois, un régiment suédois au service de France. Ce rétablissement d'un ancien usage aurait fort convenu à la jeune noblesse suédoise à qui elle eût offert un débouché de plus. Le prince royal n'envisagea pas ainsi la question: « Pour quoi, dit-il, enverrais-je en France un régiment suédois? » Le ministre de France, qui pouvait se

¹ Bernadotte était, par son mariage, beau-frère de Joseph Bonaparte. Ce sentiment de famille fut le principe de la faveur particulière avec laquelle il fut traité. C'était un faible de Napoléon qui en a été bien puni.

² Lettre du ministre des relations extérieures au baron Alquier, ministre en Suède, en date du 3 janvier 1811.

³ Au milieu de décembre 1810.

borner à répondre que c'eût été un signe d'union entre les deux pays, ajouta que ce serait un moyen de former des officiers à la grande école de l'empire. « Apprenez, monsieur, reprit le prince royal, que l'homme qui a formé par ses leçons une foule d'officiers particuliers et généraux en France peut bien suffire à l'instruction et au perfectionnement de mes armées. » La question ayant été portée dans le conseil, le prince royal termina son opinion en disant : « Cette main se sécherait plutôt que de signer l'ordre de faire sortir un seul homme du royaume. »

Un désir, qui plus tard deviendra une idée fixe, était entré dans l'esprit du prince royal. Pour sa bienvenue en Suède, il aspirait à lui donner la Norvège. Il voulait ce pays, de quelque main qu'il pût l'obtenir, mais il eût, dit-il, préféré le recevoir de la France, et il s'en expliqua dans les termes les plus précis. Montrant un jour à M. Alquier une carte ouverte sur un bureau, il lui dit : « Il nous faut quelque chose qui nous console de la Finlande¹, il nous faut une frontière qui nous manderait que. — Est-ce donc de la Norvège que veut parler Votre Altesse? — Eh bien! oui, de la Norvège, qui elle-même veut se donner à nous, que nous pourrions obtenir d'une autre puissance que la France, de l'Angleterre. Quant à moi, je ne veux l'obtenir que de l'Empereur; que l'Empereur nous la donne, alors je deviens fort, je commande sous le nom du roi. Je promets à l'Empereur quarante mille hommes à la fin du mois de mai et dix mille hommes de plus au commencement de juillet. L'Empereur pourrait dédommager le Danemark en lui donnant le Mecklembourg et la Poméranie. Alors je jure sur mon honneur de fermer rigoureusement la Suède à tout commerce anglais. » Voilà les conditions du prince royal clairement posées. Une ouverture aussi grave, faite dans une telle forme, à quelque chose de brusque et d'étrange. Pour un homme arrivé si récemment sur les marches d'un trône, c'est aller un peu vite que d'articuler ainsi son vœu en une sorte d'ultimatum. Le gouvernement français ne voulut pas donner au prince royal une fausse espérance. La réponse fut froide et mesurée, mais positive. « Le prince se trompe, écrivait le duc de Cadore², s'il croit que la Russie vit avec plaisir la réunion de la Norvège³ à la Suède. D'ailleurs

» aussi longtemps que le Danemark restera fidèle » à l'alliance française, l'Empereur ne souffrira pas » qu'il soit porté atteinte à sa puissance. » Les conclusions de cette lettre étaient que l'envoyé français devait éviter de parler d'affaires au prince royal, mais toujours s'adresser au cabinet, maintenir de bons rapports avec les ministres de Russie et de Danemark, et en général, « calmer au lieu d'exciter. » Ces dernières paroles, déjà employées plus d'une fois, prouvent que l'Empereur ne cherchait point une rupture, quoiqu'il prit des précautions pour n'avoir pas à la craindre.

C'était de Stockholm⁴ qu'on mandait à l'Empereur que la Russie dégainait la Finlande et n'y laissait que des vétérans ou des garnisons indispensables. C'était par Stockholm que l'on connaissait en France le passage d'un officier russe qui de là se rendait à Londres, et celui d'un Livonien, revenant de Londres, annonçant que l'accord entre l'Angleterre et la Russie était sur le point de se conclure, comme aussi le débarquement à Gothenbourg d'agents anglais et autres se dirigeant, les uns vers la Russie, les autres vers l'Autriche. A Stockholm, aucun doute n'existait sur les mauvaises dispositions de la Russie envers la France. On y regardait comme constant que les Russes voulaient s'emparer du duché de Varsovie, et y rétablir un roi ou un vice-roi de Pologne.

Le cabinet de Pétersbourg, quelles que fussent alors ses résolutions pour l'avenir, ne restait inactif ni à Stockholm ni à Copenhague. Il cherchait, dans ces deux pays également, à inspirer des défiances contre l'empereur Napoléon. Il offrait au Danemark de lui faire obtenir Lubeck⁵ et autres territoires voisins, en y comprenant même une partie du Hanovre; quant à la Suède, il proposait de conclure avec elle un traité⁶ d'alliance qui aurait pour base la rétrocession d'une partie de la Finlande. Ainsi, à cette époque où la Russie ne désespérait pas encore de gagner le Danemark, elle ne songeait pas à faire obtenir à la Suède la possession de la Norvège, comme le prince royal avait déjà voulu le faire entendre. A Copenhague, les insinuations russes eurent peu de succès; on y mit ou l'on affecta d'y mettre, à Stockholm, une plus grande importance, non que la cession d'une faible partie de la Finlande pût satisfaire le prince royal, mais parce que les informations venues de

¹ Lettre d'Alquier au duc de Cadore, du 7 février.

² Lettre en date du 26 février.

³ Le ministère français avait raison au moment où il parlait, mais plus tard un grand intérêt décida la Russie à changer de système.

⁴ Lettres des 7, 12 et 15 mars.

⁵ C'est le prince royal qui le dit lui-même à M. Alquier. Lettre de ce ministre, en date du 5 avril.

⁶ Cette proposition a été faite par M. de Romanzof, le 15 mars, à M. de Stédiog, ministre de Suède à Pétersbourg.

Lettre de M. Alquier, en date du 30 mars.

la Russie présentaient l'empereur Napoléon comme essentiellement hostile à la Suède. « Nous vous » avons pris la Finlande, disait le comte de Roman- » zof, mais c'est la France qui a voulu¹ que nous » prisonnions les îles d'Åland. » Ce fait sera démenti par le gouvernement français.

A la fin de 1810, l'empereur Napoléon, peu satisfait de quelques lettres du prince royal, lui avait fait dire que, s'il ne lui répondait pas, c'était parce que, même avec ses frères, il ne voulait point de correspondance politique en dehors du cabinet. Cependant, en 1811, ayant reçu du prince des communications qui annoûaient une certaine franchise, l'Empereur crut devoir entrer avec lui dans quelques explications. Son principal objet était de faire comprendre au prince royal que les prétentions dominatrices de l'Angleterre n'étaient pas moins nuisibles au commerce de la Suède et contraires à l'honneur de son pavillon qu'au commerce et à la dignité de l'empire français. Ayant des vaisseaux, mais manquant de marins, la France ne peut forcer l'Angleterre à la paix que par le système continental : elle n'éprouve en cela aucune difficulté de la Russie ni de la Prusse; il lui faut, de plus, le concours de la Suède. Ce concours, selon l'Empereur, est tout entier dans la rigoureuse exécution de l'article 3 du traité du 24 février 1810 pour tout ce qui regarde les produits de l'Angleterre. « Vous me dites², continuait l'Empereur, que » vous ne pouvez vous passer de ces produits. et » qu'à défaut de leur introduction, les revenus de » vos douanes diminuent : je vous donnerai pour » vingt millions de denrées coloniales que j'ai à » Hambourg; vous me donnerez du fer en échange; » vous n'aurez point d'argent à exporter de la Suède. » Cédés ces denrées à des marchands, ils payeront » les droits d'entrée; vous vous débarrasserez de » vos fers.... Chassez les contrebandiers anglais de » la rade de Gothenbourg; abaissez les de vos côtes, » où ils trafiquent librement. Je vous donne ma » parole que, de mon côté, je garderai scrupuleu- » sement les conditions du traité; je m'opposerai » à ce que vos voisins s'approprient vos possessions » continentales. Si vous manquez à vos engage- » ments, je me croirai dégagé des miens.... Je dé- » sire m'entendre toujours amicalement avec Votre » Altesse Royale. Je verrai avec plaisir qu'elle » communique cette réponse à S. M. S., dont

« j'ai toujours apprécié les bonnes intentions. »

Cette lettre de l'Empereur ne fut pas sans quel- que influence³ sur l'esprit du cabinet de Stock- holm. A côté du prince royal, toujours prêt à se jeter dans des idées extrêmes, dont, à la vérité, il était également prompt à revenir, se trouvait un homme sage et raisonnable, le ministre des affaires étrangères, baron d'Engeström⁴, dont il est à regretter que l'envoyé français n'ait pas bien ap- précié l'honorable caractère. Il ne tenait pas à ce ministre que le prince royal ne montrât plus de modération et de prudence, et même qu'il ne don- nât quelque satisfaction à l'Empereur sous le rap- port commercial. Ainsi, le 22 mars, il annonçait à M. Alquier que l'ordre était expédié de séquestrer les marchandises anglaises sur les bâtiments à bord desquels l'embargo avait été mis. En témoignant à cet envoyé combien il serait heureux pour la Suède de pouvoir rester neutre dans la grande lutte qui se préparait, M. d'Engeström avouait que c'était là un genre de succès auquel on ne pouvait guère prétendre; il terminait cette conversation en di- sant : « Nous ne sommes point Russes; nous ne » sommes point Anglais; nous serons Français⁵, » ai l'Empereur le veut. » Pour moi, je crois à la sincérité de ce langage, et je m'afflige que les bons sentiments de ce ministre n'aient pas été mis à profit dans l'intérêt des deux États. Le prince royal, après avoir d'abord dédaigneusement repoussé la proposition d'envoyer un régiment suédois au ser- vice de France, avait décliné, probablement d'après les conseils de M. d'Engeström, envisagé cette proposition sous un meilleur point de vue, et dit à M. Alquier que le roi y donnait volontiers son consentement, étant bien aise de rétablir, dans toute leur étendue, les anciennes relations de la Suède avec la France. Nous voyons ici avec plaisir, mais pour un temps qui sera trop court, une ton- dante marquée des deux cabinets à se rapproche- ment.

Nous ne voulons pas être injustes. Si cette appa- rence ne se réalise pas, ce n'est peut-être point du prince royal seul que viendront tous les obstacles. M. Alquier ne sera pas non plus sans reproche. La manière de procéder de cet agent sera peu con- ciliante, quoique ses intentions soient assurément très-bonnes; le doute sur leur pureté n'est pas permis, car, en ce moment même, il semble se

¹ Lettre de M. Alquier, du 27 mars.

² Lettre de l'Empereur au prince royal, du 8 mars.

³ « On ignore, dit M. Schoell, le détail des négociations » qui eurent lieu entre la France et la Suède dans la con- » vention de 1811. » Nous donnerons ce détail dans toute son exactitude.

⁴ J'ai été, pendant plusieurs années, en relations sui- vies avec M. d'Engeström. C'était un homme d'hon- neur qui de plus, sous le rapport de la politique, est mieux aimé hier son pays à la France qu'à l'Angle- terre.

⁵ Lettre de M. Alquier, en date du 22 mars.

porter pour garant de la bonne foi du prince royal. Selon cet envoyé, un heureux changement s'était opéré dans le prince en raison de la position nouvelle où le plaçait l'aggravation de l'état de maladie du roi. « A l'instant où je suis accidentellement » revêtu du pouvoir, avait-il dit, je sens le besoin » des conseils ¹ de l'Empereur... » Le prince avait ajouté qu'il était prêt à conclure une alliance avec le gouvernement français, et qu'il désirerait qu'elle fût conclue à Stockholm, comme elle l'avait été pour le Danemark ² à Copenhague.

Le prince ayant demandé à M. Alquier s'il n'avait rien à lui dire sur sa précédente ouverture relative à la Norvège, celui-ci, en commençant par déclarer qu'on ne lui avait point encore fait connaître les intentions de l'Empereur, avait répondu qu'il lui paraissait difficile qu'une telle idée pût être accueillie, aussi longtemps que la France n'aurait point à se plaindre du Danemark. Le prince sembla sentir la force de cette objection, et de lui-même il réduisit l'étendue de sa demande : « Si » l'Empereur, dit-il, la trouve exagérée, il ferait » encore beaucoup pour nous, en nous accordant » au moins l'évêché de Drontheim, qui avait formé » autrefois la frontière de la Suède. »

Dans ce même temps, la communication de M. d'Engeström dont nous avons parlé était parvenue à Paris; elle fut agréable à l'Empereur, et il exprima ce sentiment sans aucun détour. Le duc de Cadore, en faisant connaître à M. Alquier que l'état des rapports de la France et de la Russie n'était pas aussi inquiétant qu'on paraissait le croire à Stockholm, l'informait que l'Empereur n'en était pas moins sensible aux dispositions témoignées par la Suède; M. Alquier devait cultiver ces bonnes dispositions; mais, comme le cabinet suédois n'avait fait que des ouvertures générales, « il fallait » le mettre sur la voie ³ d'en faire de plus précises, » afin que l'Empereur fût à même de juger jusqu'à » quel point elles pourraient se concilier avec les » siennes. »

D'après le même esprit qui respirait dans cette lettre, le ministre français crut devoir réfuter l'insinuation faite par la Russie, que c'était la France qui l'avait engagée à s'emparer des îles d'Aland. On écrivit à M. Alquier que cette assertion était certainement fautive. L'Empereur, il est vrai, avait antérieurement témoigné à la Russie qu'il ne s'opposait point à la réunion de la Finlande, ni en gé-

néral aux avantages que cette guerre pourrait lui procurer; mais, loin d'avoir jamais eu l'idée de mettre les îles d'Aland entre les mains de cette puissance, il avait, au contraire, vu avec peine que la cession en eût été faite, et, s'il ne s'y était pas opposé, c'est que la politique et ses engagements généraux ne le lui permettaient pas.... Malgré les folies du dernier roi, il avait toujours voulu du bien à la Suède.... Dans les circonstances présentes, quoiqu'il n'y eût point, entre la France et la Russie, de motifs graves de rupture, comme cependant, de part et d'autre, on faisait des préparatifs, « l'alliance de la Suède n'était point à dé- » daigner. » M. Alquier devait reprendre les ouvertures qui lui avaient été faites, et amener le gouvernement suédois à une proposition plus explicite : il ferait entendre que, si l'alliance était conclue, l'Empereur donnerait les facilités et les secours nécessaires pour mettre la Suède « dans le » cas d'avoir une armée ⁴ considérable. » Il fallait donc entamer la discussion, mais sans rien conclure, et rendre compte du point où les choses seraient arrivées. « L'alliance serait, en cas de guerre, » dirigée contre la Russie; le recouvrement de la » Finlande ⁵ en serait le but; la France y concourrait de tous ses moyens; mais ce but ne pourra » encore être indiqué.... Il faut que vos démarches » ne puissent être pour la Russie ni un motif d'alarme, ni un prétexte de guerre. » On recommandait à M. Alquier beaucoup de prudence, d'adresse et de réserve.

Ce ministre fut chargé en outre d'exprimer au prince royal la satisfaction de l'Empereur sur les mesures qu'il venait d'adopter, et sur le système qu'il annonçait vouloir suivre depuis qu'il avait pris en main l'administration de l'État. Il pouvait lui faire espérer, s'il persévérât dans cette conduite, l'appui constant de l'Empereur, tant pour ce qui lui était personnel, que pour les intérêts de son royaume.

Cette disposition de l'Empereur ne pouvait pas être indifférente au prince royal sous le rapport de sa fortune privée, et il en réclama bientôt l'effet par une lettre adressée au duc de Bassano, nouveau ministre des relations extérieures de Napoléon : « Mon élévation actuelle, disait-il, n'étant » qu'une suite des hautes destinées de la France, » il serait trop malheureux pour moi qu'après les » privations ⁶ que j'ai éprouvées et les sacrifices

¹ Lettre de M. Alquier, en date du 27 mars.

² Le prince se trompait; ce n'était point à Copenhague qu'avait été signée l'alliance entre la France et le Danemark.

³ Lettre du duc de Cadore à M. Alquier, du 10 avril.

⁴ Mots ajoutés de la main de l'Empereur.

⁵ Lettre du duc de Cadore à M. Alquier, du 13 avril.

⁶ Lettre de M. Alquier, du 12 mai.

Nous avons peine à concevoir ce qu'entend, par les privations qu'il a éprouvées et les sacrifices qu'il a faits,

« que j'ai faits, je perdisse la récompense de trente années de bons services et de gloire militaire. »

Les témoignages de la satisfaction de l'Empereur furent accueillis avec joie par le prince royal. L'idée d'une alliance prochaine parut beaucoup lui sourire, et, dans l'effusion de ce retour momentané vers la France, « il protesta qu'il ne tirerait jamais l'épée¹ que contre les ennemis de l'Empereur. »

Tout est-il fausseté dans ce langage du prince royal ? a-t-il, dès à présent, une intention arrêtée de se lier aux ennemis de l'Empereur, contre lesquels seuls il veut, dit-il, tirer l'épée ? Un mensonge gratuit est peu vraisemblable. La question suédoise a ses difficultés : les chances de l'avenir qui se tourneront contre Napoléon sont maintenant hors de toute prévoyance ; l'amitié de la France est d'une haute valeur, et si l'ambition du cabinet de Stockholm, balancée entre l'espoir du recouvrement de la Finlande et celui de l'acquisition de la Norvège, préfère dès aujourd'hui cette nouvelle réunion, l'incertitude du succès pourrait, s'il ne survenait aucun incident nouveau, porter ce cabinet à se contenter de la promesse française. M. d'Engeström, dont le penchant politique pour la France m'a toujours paru sincère, continuait de dire à M. Aliquier : « Nous désirons voir revenir le temps » où nous serons, comme autrefois, les alliés² de la France, de la Pologne et de la Turquie. » Mais il va naître des circonstances dont les fâcheux résultats s'aggraveront par le fait même de l'intermédiaire qui aurait dû tendre à les atténuer. L'amour-propre sera blessé, l'orgueil s'exaltera, et la passion remplacera le froid calcul de la saine politique.

A travers les démonstrations respectivement bienveillantes des deux gouvernements, apparaît toujours, plus ou moins vif, le terrible débat concernant les marchandises anglaises. Les rivalités de la Suède et du Danemark ne font qu'envenimer la querelle. Scrupuleux observateur de ses engagements envers la France, le Danemark, voyant la Suède se jouer des siens, demande si le gouvernement suédois, malgré son accession au système continental, peut se permettre³ d'expédier ouvertement pour l'Angleterre des navires chargés de ses productions nationales, ou si l'Empereur entend l'accession de la Suède au système autrement que celle des autres États. Presque à la même date, la Suède, de son côté, appelle la surveillance du

gouvernement français sur les relations du Danemark avec l'Angleterre. « Je pourrai vous en dire davantage⁴ dans quelque temps, » dit le prince royal. Le résultat naturel de cette double excitation était de rendre le gouvernement français plus exigeant envers l'un et l'autre puissance. A l'égard du Danemark, Napoléon écrivait à son ministre des relations extérieures : « J'ai toléré, l'an dernier, pour le Holstein⁵, ce que je ne puis plus tolérer maintenant... J'aime le roi de Danemark, » et, au lieu de diminuer ses États, je désire plus tôt les augmenter ; mais enfin il est indispensable » qu'aucune communication ne puisse avoir lieu » avec le commerce anglais. » Une déclaration de même nature doit être faite au cabinet de Stockholm : « Dites à ce cabinet, continue l'Empereur, que si » un bâtiment chargé de denrées coloniales, amérain, danois, suédois, espagnol ou russe, est » aduis dans les ports de la Poméranie suédoise, » mes troupes entreront aussitôt dans cette province ainsi que mes douanes. » Cette menace recevra plus tard son exécution ; mais jusque-là une sorte de bon accord se maintiendra encore quelque temps entre les deux cabinets. Sur un rapport fait à l'Empereur par le duc de Bassano⁶, à l'égard des marchandises anglaises séquestrées par ordre du prince royal, l'Empereur ne trouva point mauvais que le séquestre fût levé et que le gouvernement suédois perçât pour son compte les droits de tarif auxquels les marchandises saisies devaient être soumises ; seulement l'Empereur demandait que ces marchandises ne fussent envoyées ni en France ni dans aucun pays de la confédération.

Une malheureuse rixe, élevée à Stralsund entre des conscrits poméraniens et les équipages de deux corsaires français, vint tout à coup troubler la bonne intelligence des deux États. Les informations transmises à Paris sur cet événement le présentèrent comme extrêmement grave. Ces corsaires français ayant capturé des bâtiments suédois qui faisaient la contrebande, les conscrits poméraniens, en se portant à des violences contre eux, n'étaient en cette circonstance que les instruments du commerce de fraude. Les conscrits prévenus de ces voies de fait, au lieu d'être punis, avaient été, après une arrestation d'un moment, relâchés par les autorités locales, dont la connivence avec les fraudeurs ne paraissait pas douteuse. Dans un rapport⁷

un homme qui, par lui-même, n'avait rien à perdre et à qui la fortune a donné tout ce qu'il possède.

¹ Lettre de M. Aliquier, en date du 31 mai.

² Lettre de M. Aliquier, en date du 30 avril.

³ Lettre de M. de Waltersdorf, envoyé danois à Paris, au duc de Cadore, en date du 5 mars.

⁴ Lettre de M. Aliquier, du 15 mars.

⁵ Lettre de Napoléon au duc de Cadore, en date du 25 mars.

⁶ En date du 25 juin.

⁷ Rapport fait à l'Empereur par le duc de Bassano, le 4 juillet.

fait à l'Empereur sur cette contestation, le ministre proposait, ou de faire occuper cette province, ou d'y envoyer un détachement qui, de concert avec le peu de troupes régulières qu'elle renfermait, pût mettre les droits et les intérêts français à l'abri de toute atteinte. Ces conclusions sévères ne furent point adoptées par l'Empereur. Quoiqu'en ce même moment les efforts extraordinaires de la Suède pour augmenter son armée, que le prince royal voulait, disait-il, porter à soixante mille hommes, dussent inspirer quelque soupçon, l'Empereur s'expliqua sur ces deux faits avec une grande réserve. Il prescrivit à son ministère ¹, de demander réparation de l'outrage fait à son pavillon en Poméranie; mais il exprimait cette demande en des termes très-modérés, et témoignait l'intérêt qu'il avait pris à l'extinction de quelques troubles qui avaient eu lieu dans des provinces suédoises. Quant à l'augmentation de l'armée, il disait: « Je ne puis que regretter que la Suède, sans aucun fondement, lève des troupes, inquiète le Danemark et tout le monde, et cela dans l'état où sont ses finances. » M. Alquier devait user de son crédit pour porter les Suédois à se conduire, comme le comportaient leurs circonstances, *sans verve et sans passion*. Peu de jours après, l'Empereur se plaignait que les Anglais viussent faire des provisions à l'île de Rugen ², sans aucune opposition des autorités suédoises. Une note, remise par le duc de Bassano au chargé d'affaires de Suède à Paris, M. d'Ohson, énumérait les divers griefs du gouvernement français: résidence prolongée d'un consul anglais à Gothenbourg, communications fréquentes des escadres anglaises avec les ports suédois devenus les entrepôts de l'Angleterre, navigation de bâtiments suédois sous escorte anglaise et de bâtiments anglais sous escorte suédoise, enfin voies de fait contre des Français à Stralsund et impunité accordée aux coupables par le mauvais esprit des autorités de cette ville. Le ministre terminait en demandant réparation pour le passé et garantie pour l'avenir.

L'envoyé français à Stockholm appuyait la même demande, en y joignant des circonstances particulières dont il était témoin. Il disait au prince royal que les rapports commerciaux de la Suède avec l'Angleterre ne seraient pas plus actifs si les deux pays étaient en pleine paix, que la fourniture des

vivres nécessaires à l'escadre anglaise et à l'île d'Anholt ³, se faisait chaque jour publiquement sous les yeux mêmes du gouverneur de la province; que les cinquante-deux cargaisons anglaises, séquestrées sur sa provocation, restaient toujours comme en réserve ⁴, quoiqu'il y eût là une valeur de douze millions, qui n'eût pas été inutile à la Suède dans la détresse de ses finances; que le gouverneur de Gothenbourg, M. de Tawast, dont la partialité pour les Anglais et les relations avec eux étaient notoires, conservait toujours ce poste, malgré la promesse plusieurs fois renouvelée de lui donner un successeur. Sur ces plaintes et d'autres encore, le prince royal répondait: « Que voulez-vous que je fasse? on me trompe; » et il faisait des promesses nouvelles auxquelles on ne croyait plus. Il avait précédemment annoncé qu'il allait faire envoyer beaucoup de corsaires contre le commerce anglais; il n'en avait pas été armé un seul.

Au milieu de ces discussions un peu vives sur l'infidélité du gouvernement suédois à ses engagements, il restait peu de place à des paroles qui pussent faire avancer la question de l'alliance, et d'ailleurs, si on s'en était occupé, les faits se seraient trouvés en contradiction avec les paroles. Les bâtiments suédois continuaient à naviguer sous la protection de la marine anglaise, et à transporter en Angleterre des provisions navales. De Stockholm même, M. Alquier en avait vu partir ⁵ plus de quarante depuis le mois de mai jusqu'à la fin de juillet.

Il n'en était pas ainsi du Danemark. Les insinuations malveillantes de la Suède étaient démenties par les actes publics et irrécusables de ce gouvernement. Le cabinet de Copenhague employait tous ses moyens pour reprendre l'île d'Anholt, et la flotte danoise venait tout récemment ⁶ d'avoir, avec plusieurs vaisseaux anglais, un engagement où ses marins s'étaient distingués, mais dans lequel, trop faibles contre des forces disproportionnées, ils n'avaient pu que rendre leur défaite glorieuse.

Les plaintes sur l'événement de Stralsund n'ayant point amené, de la part de la Suède, les explications demandées, on recommanda de nouveau cette affaire à l'envoyé français à Stockholm. « Faire comprendre, lui écrivit ⁷ le duc de Bassano, que ces faits-là sont très-sérieux, et que l'on se trompe si l'on croit que l'Empereur puisse fer-

¹ Lettre de l'Empereur au duc de Bassano, en date du 15 juillet.

² Lettre du 21 juillet.

³ Enlevée aux Danois.

⁴ On prétendait à Stockholm que si, pour paraître fidèle au système continental, la Russie confisquait et

faisait vendre des marchandises anglaises, le produit de ces ventes était déposé dans une caisse à part, pour être restitué aux propriétaires de ces marchandises.

⁵ Lettre de M. Alquier, du 6 août.

⁶ Au commencement de juillet.

⁷ Lettre de M. Alquier, du 18 août.

« mer les yeux sur un événement où la vie de ses » sujets a été en péril. » En cette circonstance, M. Alquier commit une faute grave. Il était défendu à tous les agents français de remettre des notes écrites sans un ordre spécial; il oublia cette défense de son gouvernement, et de plus la note qu'il remit dépassa la limite rigoureuse d'une énergie que doit toujours régler la loi suprême des convenances : c'était un tort. Le ministère suédois en profita. Satisfait peut-être que cette occasion de dissentiment lui eût été offerte, M. d'Engestrom y trouva un prétexte pour déclarer à M. Alquier que, vu les termes dans lesquels sa note était conçue, il ne pouvait la mettre sous les yeux du roi. Dans sa réponse qui ne manquait pas d'adresse, il faisait une large part d'éloges pour l'Empereur, n'accusant que le ministre qui, disait-il, le servait mal, et qui semblait avoir à cœur de semer la mésintelligence entre la France et la Suède; il lui disait que, s'il voulait changer de destination, il n'était pas généreux d'en chercher le moyen aux dépens d'un pays où l'on avait tout fait pour lui être agréable. « J'étais loin de m'attendre ¹, poursuivit M. d'Engestrom, que ces dispositions empressées de notre part pussent jamais vous autoriser à m'adresser une missive qui, en attaquant l'honneur national, offre l'exemple de la violation la plus inouïe du droit des gens. » M. Alquier, qui prétendait n'avoir pas mérité les insolents reproches du ministre suédois, adressa directement sa note au prince royal, en lui annonçant qu'il ne voulait plus avoir de rapport avec ce ministre.

Les communications qu'il eut immédiatement après avec le prince lui-même ne furent pas non plus très-satisfaisantes, et le compte qu'il en rendit semblerait un peu suspect de partialité et d'exagération, si le caractère connu du prince ne prêtait de la vraisemblance aux traits de forfanterie semés dans sa conversation. Tout en promettant de donner satisfaction sur l'affaire de Stralsund, le prince soutenait que les assertions du consul français dans ce port étaient fausses et calomnieuses; il prétendait que la France maltraitait la Suède partout, même à Constantinople, où le chargé d'affaires de France, M. de la Tour-Maubourg, avait eu de fort mauvais procédés envers l'agent suédois. « Au reste, disait-il, je ne ferai rien pour la France, tant que je ne saurai pas ce que l'Empereur veut faire pour moi. Je n'adopterai ouvertement son parti que lorsqu'il se sera lié avec nous par un traité. » Là le prince ajoutait qu'il trouvait sa

consolation contre toutes les contrariétés dans l'amour du peuple suédois, et il peignit en termes pompeux l'enthousiasme qu'avait partout causé sa présence dans un voyage qu'il venait de faire : on l'avait entouré d'hommages; on avait voulu dételé les chevaux de sa voiture; l'armée suédoise était superbe, nulle part il n'avait vu des régiments si beaux, louanges qu'il terminait en disant : « Je ferai des Suédois ce que j'ai fait des Saxons qui, commandés par moi, étaient devenus les meilleurs soldats de la dernière guerre. » M. Alquier ayant hasardé quelques légères observations sur l'inutilité d'une levée de troupes aussi considérable que celle qui avait lieu, le prince répliqua : « Je suis plus résolu que jamais à faire de nouvelles levées : le Danemark a cent mille hommes sous les armes, et qui sait s'il n'a pas quelque projet contre moi ? Je dois me prémunir contre l'exécution d'un projet entamé par l'Empereur à Erfurt pour le partage de la Suède entre le Danemark et la Russie. Quel l'Empereur cherche dans sa mémoire quelle est la personne titrée qui a eu connaissance de la proposition qu'il a faite; vous pouvez lui dire que j'en suis informé, mais que je saurai me défendre, et il me connaît assez pour savoir que personne ici ne me fera la loi. Les Anglais ² ont voulu se montrer exigeants envers moi; je les ai menacés de mettre cent corsaires en mer, et à l'instant ils ont baissé le ton. » Il était naturel que M. Alquier cherchât à obtenir quelque indice de ce qui portait le prince royal à croire que l'empereur Napoléon eût exprimé à Erfurt l'idée d'un partage de la Suède entre la Russie et le Danemark. Pressé sur l'origine de cette croyance, le prince ne fit que de vagues réponses : « On savait cela à Pétersbourg, dit-il, et là les femmes savent tout. » Ainsi c'était tout au plus sur des propos de femmes que le prince royal fondait une si grave allévation à laquelle il affectait d'ajouter foi; le mensonge, même connu, lui était bon pour en faire le prétexte de ses refus à remplir ses engagements. Parmi d'insignifiantes protestations de son penchant à beaucoup faire pour la France, il se livrait à des accès de ce faux orgueil qui répond bien haut à ce qu'on ne lui demande pas. « Je ne veux point être avili, disait-il; j'irais plutôt chercher la mort à la tête de mes grenadiers, je me jetterais plutôt à la mer; j'aimerais mieux me mettre sur un baril de poudre et me faire sauter » en l'air. Voilà mon fils (Oscar venait d'entrer) qui suivra mon exemple. Le feras-tu, Oscar? —

¹ 24 août.

² Lettre de M. Alquier, en date du 26 août.

³ Ainsi le prince avoue lui-même ses communications

avec les Anglais et les raisons pour lesquelles il n'a point expédié de corsaires contre leur commerce, malgré la promesse qu'il en avait faite au ministre de France.

« Oui, mon papa. — Viens que je t'embrasse, tu es vraiment mon fils. » En parlant ainsi, le prince avait l'air d'un homme en dénégance. Il me dit en outre, continue le ministre français dans son rapport : « J'exige de vous une chose, c'est que vous rendiez à l'Empereur un compte fidèle de notre conversation. » Je l'ai fait, ajoute M. Alquier.

Pour tout homme qui n'aurait pas connu personnellement Bernadotte, général de la république ou maréchal de l'empire, un tel langage du même personnage devenu prince royal devrait paraître tout à fait incroyable¹. D'un autre côté, si les faits n'étaient pas vrais, l'agent qui les aurait inventés serait le plus infidèle des serviteurs envers son propre gouvernement, et le plus lâche des calomniateurs envers le prince royal. M. Alquier, quoiqu'il pût n'être pas très-courtois dans ses procédés, était incapable de manquer à l'honneur sur l'un comme sur l'autre point.

Bientôt cet envoyé eut encore à transmettre à son gouvernement d'autres informations qui n'étaient pas plus favorables au prince royal. Pour reconnaître ce qu'il y avait de vrai ou de faux dans les plaintes des agents français relativement à ce qui se passait à Gothenbourg et sur le littoral voisin de cette ville, le prince s'était décidé à envoyer sur les lieux un homme honorable, M. le général de Tibell. Celui-ci à son retour confirma la vérité des allégations françaises, et témoigna au prince qu'il voyait avec regret un état de choses qui devait inévitablement amener une rupture avec la France. « Et moi aussi², j'aime la France, répondit le prince royal; mais j'aime encore mieux la Suède. Or, dans le cas très-prochain où la Russie prendra parti avec l'Angleterre, que doit faire la Suède? Se réunir à ces deux puissances, d'abord pour n'avoir rien à craindre de la Russie, et ensuite pour obtenir la Norvège, la seule chose qui nous convienne. Voilà le vrai système de la Suède. — Mais êtes-vous bien sûr que l'Angleterre consente à ce que vous fassiez cette acquisition? — Oh! très-sûr! »

Par suite du voyage de M. de Tibell, le prince royal prit enfin le parti de rappeler le gouverneur de Gothenbourg, M. de Tawast³, dont les relations avec les Anglais lui étaient depuis longtemps dénoncées par la légation française; ce rappel tardif ne pouvait pas avoir un grand mérite aux yeux

de l'Empereur; la mission de ce gouverneur était finie. On lui avait laissé tout loisir d'avoir de fréquentes entrevues avec l'amiral Saumarez, et on ne le remplaçait qu'au moment où sa présence à Gothenbourg devenait inutile. L'amiral anglais venait de faire connaître que, devant abandonner au commencement d'octobre sa croisière dans la Baltique et dans la mer du Nord, il ne lui serait plus possible de donner d'escorte au commerce suédois.

M. Alquier, en rendant compte des étranges discours du prince royal, comprenait lui-même très-bien qu'ils devaient exciter quelque surprise en France; aussi avait-il soin de se défendre à l'avance contre toute supposition d'une injuste partialité, et il déclarait que, s'il avait rapporté quelques folies du prince, il en était qu'il ne lui eût pas été possible de redire.

De toutes parts les faits venaient appuyer l'opinion de cet agent sur le compte du prince royal. Quelques feuilles d'un journal récemment publié à Stockholm ayant établi la nécessité pour la Suède de s'attacher à l'alliance française, le prince royal avait aussitôt fait ordonner la suppression de ce journal.

Pour mettre la contrebande suédoise à l'abri de la surveillance des corsaires français, le prince avait proposé au gouvernement danois de fermer, d'un commun accord, l'entrée des ports des deux royaumes à ces corsaires et aux prises qu'ils voudraient y conduire; il avait, en outre, demandé au même gouvernement de garder le silence sur le commerce de la Suède avec l'Angleterre, sous la promesse d'une entière réciprocité. Ces deux propositions avaient été repoussées⁴ par le cabinet de Copenhague, qui ne songeait nullement à manquer à ses liaisons avec la France.

Un ministre d'Autriche, le général de Neipperg, qui venait d'être envoyé à Stockholm avec la mission, au moins apparente, d'y seconder les vues de l'empereur Napoléon, avait pu se convaincre, dès son premier entretien avec le prince royal, que celui-ci ne tenait pas beaucoup à ses rapports avec l'empire français. « La France et la Russie vont se faire la guerre, lui avait dit le prince royal, je veux rester neutre; c'est aussi le projet de votre cour. Nous devrions nous donner la main pour faire respecter notre neutralité, afin qu'à l'issue de la guerre, nous puissions, l'empereur d'Autriche et moi, devenir les médiateurs de la paix. »

Il ressortait ainsi des circonstances de chaque jour que l'empereur Napoléon ne pouvait mettre

¹ J'ai été en correspondance suivie avec Bernadotte, maréchal de l'empire, me trouvant ministre à Cassel, lorsqu'il commandait dans la Hanovre. Mes préventions personnelles sont bien plutôt en sa faveur que contre lui, mais les récits de M. Alquier ne m'étonnent pas et je crois sans peine à leur véracité.

² Lettre de M. Alquier, du 4 septembre.

³ Lettre de M. Alquier, du 5 septembre.

⁴ Lettre de M. Alquier, du 1^{er} octobre.

aucune confiance dans le gouvernement suédois.

M. Alquier, après avoir cessé toute relation avec M. d'Engestrom, ayant peu à s'applaudir de celles qu'il entretenait avec le prince royal, se trouvait réduit à n'avoir plus, avec le prince même, que les rapports ¹ essentiellement commandés par les intérêts de l'Empereur. Cette position, pénible pour lui-même, était peu avantageuse au bien du service. L'Empereur le sentit, et il nomma M. Alquier son ministre à Copenhague. Le duc de Bassano lui donna ordre ² de faire connaître qu'il avait obtenu un congé, et de quitter Stockholm sans voir ni le roi, ni le prince royal, ni le ministre des affaires étrangères.

En lui adressant ses lettres de récrance, le duc lui prescrivait de les remettre à M. d'Engestrom par une simple lettre d'envoi, et lui disait au sujet de sa nouvelle destination : « Vous allez résider dans une cour dont les sentiments ne sont pas équivoques, et vous n'aurez point à craindre les désagréments que vous avez éprouvés dans votre précédente mission. »

Cependant l'empereur Napoléon était loin de donner un entier assentiment aux procédés de son ministre à Stockholm. Presque toujours trop exigeant lui-même sur le fond des choses, l'Empereur n'entendait pas, et avec raison, que ses ministres pussent nuire par le défaut de formes ³ au succès des affaires qu'il leur avait confiées. La lettre du duc de Bassano, où sont exprimés ses sentiments à cet égard, nous paraît pleine de sagesse et de convenance; elle prouve que l'Empereur ne s'associait point aux passions de ses agents, qu'il savait juger froidement leurs actes, et ne se dissimulait point leurs torts; mais en même temps elle montre quels ménagements il gardait envers les hommes mêmes qui avaient fait momentanément fausse route, lorsqu'ils étaient défendus dans son esprit par le souvenir de leurs anciens services. « L'Empereur, je ne puis vous le cacher, écrivait ⁴ à M. Alquier le duc de Bassano, n'a point approuvé votre conduite dans ces derniers temps. Il juge que vous n'avez point gardé la mesure convenable dans vos rapports personnels et officiels avec le baron d'Engestrom; que vous avez agi avec précipitation, et que vous n'avez point répondu à ce qu'il attendait de votre expérience et de votre longue habitude des affaires. Cela seul

était une grande faute de vous avancer au point de rendre votre rappel nécessaire, et de forcer ainsi la main à votre gouvernement. »

Le ministre faisait sentir à M. Alquier qu'en raison même de la justice de ses plaintes, outre qu'il ne convenait pas de remettre une note signée sans ordre de son cabinet, il eût dû surtout prendre garde de gêner une bonne cause par des imprudences, en énonçant, d'une manière positive, des faits qui n'étaient peut-être pas appuyés sur des preuves suffisantes. « Vous avez pris sur vous, lui disait-il, la responsabilité des conséquences que cette note devait entraîner, et malheureusement elles ont été très-graves.... Quelques-unes des expressions dont vous vous êtes servi étaient de nature à blesser le gouvernement suédois, et vous avez entamé une guerre de plume qui ne pouvait que nuire à la discussion. »

Tout en jugeant sévèrement la conduite de M. Alquier, le duc de Bassano reconnaissait que sa note, quoique répréhensible, n'autorisait pas l'étrange réponse qu'on y avait faite. « Le ton qui règne dans cette réponse, poursuivait-il, semble indiquer qu'elle part de plus haut que du cabinet de M. d'Engestrom. Jamais en effet un ministre doué de quelque sens ne se serait permis de s'ex primer avec une indécence aussi révoltante, en s'adressant à l'envoyé de S. M. l'Empereur. »

C'est par cette considération que S. M. I. n'a pas voulu vous désavouer.... S. M. ne met point en oubli vos anciens services; elle rend justice à la pureté de vos sentiments, et elle n'attribue qu'à l'ardeur de votre zèle l'erreur dans laquelle vous avez été entraîné. »

Quelque fondés que puissent paraître les reproches faits à M. Alquier, il n'en reste pas moins constant que sa correspondance a parfaitement rendu la situation réelle de la Suède à l'égard de la France. Cette situation se réduit à peu près aux termes suivants. Dès le mois de février, le prince royal avait exprimé le désir d'acquiescer la Norvège, et de préférence avec le consentement de l'empereur Napoléon. Dans l'impossibilité où était l'Empereur de consentir à la spoliation d'un allié fidèle, le prince royal avait paru, en ce qui concernait la France, se borner à obtenir d'elle qu'elle lui procurât du moins la cession de l'évêché de Drontheim, ancienne frontière de Charles X; mais, dans le

¹ Lettre de M. Alquier, du 8 octobre.

² Lettre du duc de Bassano à M. Alquier, datée d'Amsterdam le 14 octobre.

³ L'Empereur recommandait sans cesse à ses envoyés les plus grands égards pour les gouvernements près desquels ils résidaient. Le 24 août 1811, il écrivait au duc de

Bassano relativement à un de ses envoyés en Allemagne : « Dirigez mon ministre à.... pour qu'il ne montre pas une exigence déplacée. Il est là pour faire sa cour et observer, non pour humilier et imposer. »

⁴ Lettre en date du 5 novembre.

même moment, le ministre du Suède à Pétersbourg, M. de Stédiug, demandait à la Russie son assentiment à ce que la Suède acquit la Norvège tout entière. Cette demande éprouva aussi d'abord quelque obstacle de la part du cabinet russe, qui cherchait alors à gagner le Danemark. Pour attirer vers lui la Suède sans se compromettre avec la cour de Copenhague, ce cabinet offrait au prince royal une portion de la Finlande, offre dont le prince se montra peu satisfait : il avait peu de foi à une restitution partielle, sur laquelle on pourrait bien ne pas tarder à revenir, et l'acquisition de la Norvège fut le point capital sur lequel se fixèrent toutes ses pensées. La Russie céda graduellement sur ce point à mesure qu'elle aperçut moins de facilité pour ses vues en Danemark et des dispositions plus complaisantes à Stockholm. Du côté de l'Angleterre, aucune opposition n'était à craindre. Depuis l'arrivée du prince royal en Suède, le ministère britannique l'assiégeait du prévenances et d'égards. Le marquis de Wellesley avait porté les démonstrations d'intérêt en sa faveur jusqu'à envoyer régulièrement à M. d'Engestrom les lettres que Gustave IV écrivait d'Angleterre sur le continent. Caressé et recherché ainsi par deux grandes puissances, l'orgueil du prince royal s'était exalté au point de trahir gratuitement ses secrètes intentions par les sorties les plus intempestives. Rien, il est vrai, au moment où nous sommes, n'est encore finalement arrêté ni conclu par le gouvernement suédois avec les deux puissants États qui flattent l'ambition et la vanité de l'héritier de la couronne ; mais l'aveu est écrit dans le présent, et comme dès aujourd'hui nous voyons en présence l'une de l'autre deux volontés contradictoires énergiquement prononcées, la volonté chez le prince royal d'acquiescer à la Suède, la volonté chez Napoléon de conserver la Norvège au Danemark, quelles que doivent être les démonstrations, vraies ou simulées, qui auront lieu ultérieurement de la part de la Suède envers la France, la séparation de la cause des deux pays, qui ne sera consommée officiellement qu'en 1812, peut justement être considérée comme datant en fait du milieu de 1811.

Autant la Suède annonçait ouvertement l'intention de s'éloigner de la France, autant le Danemark se montrait jaloux de fortifier ses liens avec elle. L'Empereur n'était point ingrat ; il épargnait à cette nation toutes les contrariétés que n'exigeait pas impérieusement le maintien du système continental ; il avait eu soin de faire défendre aux corsaires¹ français dans la Baltique d'inquiéter en aucune manière les navires qui seraient expédiés

de Copenhague en Norvège ou à l'île de Bornholm, et, en général, toutes communications d'un port danois à un autre port danois.

Le roi ayant désiré prendre pour ses États les mesures adoptées en France par l'Empereur, et autoriser, au moyen de licences, des exportations même pour l'Angleterre, l'Empereur y consentit, et donna les ordres les plus formels pour que les licences danoises fussent respectées par ses armateurs comme l'étaient les licences françaises elles-mêmes. Lorsque tel était l'heureux accord du Danemark avec la France, était-il au pouvoir de l'Empereur, même abstraction faite de toute considération de bonne foi et de justice, de sacrifier un loyal allié à une ambition rivale, qui ne lui eût offert ni la même sûreté ni les mêmes garanties ?

Dans le récit que nous venons de faire des relations de la France et de la Suède, pour un point trop multiplier le nombre des acteurs en scène, nous nous sommes abstenus de parler du deux individus dénoncés à la France comme ses ennemis déclarés par le prince royal lui-même : c'étaient M. de Lagerbäck, alors encore ministre du Suède à Paris, et le général baron d'Armfeld. Tous deux, selon le prince royal, étaient vendus à la Russie, et lui communiquaient tout ce qui se passait entre les cabinets de Paris et de Stockholm. La conduite de M. d'Armfeld était si ouvertement opposée à la marche suivie par le gouvernement nouveau en Suède, et si injurieusement hostile pour l'empereur Napoléon, que le prince royal lui avait fait donner l'ordre de s'éloigner. Il existait entre M. d'Armfeld et M. de Lagerbäck une correspondance partielle qui n'avait été connue et interceptée qu'après le départ du premier de ces deux personnages. Le prince royal s'exprimait sur le compte du second dans les termes² du plus profond mépris. Il regrettait qu'on eût pu lui dire en France les moindres paroles qui eussent indiqué l'intention d'un rapprochement plus étroit avec la Suède, tant il le croyait indigne de toute confiance de la part de l'un et de l'autre gouvernement. Un envoyé dont on se formait une opinion si peu favorable, ne pouvait pas conserver plus longtemps le poste qu'il occupait alors. On désignait pour lui succéder un homme qui jouissait de l'estime générale, M. de Cederhyelm.

Un brillant accueil est toujours assuré en Russie aux transfuges de la Suède. D'Armfeld avait obtenu un grand crédit auprès de l'empereur et le titre de gouverneur de la Finlande. Sa femme était devenue *dame du portrait*, l'une des plus hautes marques de distinction en Russie. Actif comme tout désireur qui cherche à prouver son dévoue-

¹ Lettre de l'empereur Napoléon, du 8 mai.

² Lettre de M. Alquier, en date du 17 avril.

ment au pays pour lequel il a abandonné le sien, il prodiguait les avis et les mémoires sur la politique à suivre par le cabinet de Pétersbourg. Dans l'un de ces mémoires, en homme qui connaissait bien le terrain qu'il venait de quitter, il conseillait à l'empereur Alexandre de gagner le prince royal, en lui promettant la Norvège; de ménager la cour de Copenhague jusqu'au jour où ce projet de cession viendrait à la connaissance de cette cour, et de lui offrir alors en indemnité de larges domaines en Allemagne. C'étaient là, selon lui, deux objets sur lesquels il fallait se mettre d'accord avec le gouvernement anglais, à qui ce plan ne pouvait manquer de convenir; et ensuite on agirait en tout de concert avec ce gouvernement. D'Armfeld insistait sur la nécessité de soulever partout des ennemis contre la France, particulièrement là où étaient ses armées, en Espagne, en Italie et en Prusse, et de répandre dans tous ces pays des émissaires nombreux pour y fomenter des insurrections. Il recommandait aussi de former des intrigues contre la France, là même où elle avait le plus de partisans, et, par exemple, de tâcher d'exciter des haines contre elle en Pologne.

L'audacieux aventurier ne se bornait pas à des conseils politiques; il rédigeait aussi des plans de campagne et indiquait les mesures militaires qu'il jugeait utile de prendre. Le grand principe qu'il posait, comme règle souveraine de conduite pour les généraux russes envers les armées françaises, était de toujours éviter de livrer bataille, de la refuser toujours, à moins pourtant que par miracle les positions ne fussent telles qu'il y eût impossibilité de la perdre. Presque toutes ces leçons seront trop bien suivies, et la Russie n'aura pas à s'en repentir.

On savait, à Stockholm, soit par M. de Stéding, ministre de Suède à Pétersbourg, soit par quelque autre voie, tout ce que faisait d'Armfeld en Russie, et même, comme on le voit, on y connaissait jusqu'au contenu des mémoires qu'il remettait à l'empereur Alexandre. Les détails que nous venons de rapporter avaient été transmis à Paris par M. Alquier¹. Nous ne voulons pas supposer qu'il ait, même indirectement, existé un accord secret entre le prince royal et d'Armfeld; mais ce qui n'est pas douteux pour nous, c'est que si le prince royal avait été alors appelé à donner des conseils à la Russie, il ne lui en eût pas donné d'autres.

Si les rapports de l'empereur Napoléon avec les rois ses frères et beaux-frères ne doivent pas avoir sur le mouvement des affaires générales une in-

fluence actuelle, aussi directe que ses relations avec les autres puissances, outre qu'ils sont intéressants à connaître comme développements de son action dominatrice sur sa famille, ils prendront un jour une très-grande importance, et la situation des pays gouvernés par ces princes, ses premiers vassaux, entrera comme un éternel dissolvant dans le grand travail qui opérera la décomposition de son immense empire.

A la fin de 1810, le roi Joseph, effrayé des projets avoués par l'Empereur au préjudice de l'Espagne, avait montré l'intention de descendre du trône plutôt que de souscrire au démembrement de cette monarchie. Déjà même il avait fait chercher des propriétés en France pour s'y préparer une retraite. L'Empereur, informé de ces dispositions, envoya son ministre des relations extérieures auprès de l'épouse de Joseph² pour lui témoigner son mécontentement de la conduite du roi son mari. Le ministre dit à cette princesse³ que le roi ne pouvait ni faire des acquisitions en France, ni y venir sans le consentement de l'Empereur; qu'abandonner brusquement le trône, c'était désertier à la fois l'Espagne et l'armée du Centre; que si le roi voulait absolument renoncer à la couronne, il devait en faire parler à l'ambassadeur français, conclure avec cet ambassadeur un traité de rétrocession, et donner le temps nécessaire pour qu'il fût pourvu à l'administration du royaume; qu'en faisant de pareils arrangements, il pouvait être assuré d'être bien reçu en France. Telles étaient les déclarations officielles faites à la reine, au nom de l'Empereur, mais telles n'étaient pas ses intentions secrètes; pour celles-ci, l'Empereur les consignait dans des notes qu'il dicta pour son ministre des relations extérieures. Ces notes sont une espèce de monologue dans lequel il exprime ses résolutions. Nous en citerons les principaux passages.

« L'Empereur prendra de l'Espagne ce qui lui » conviendra, soit qu'il prenne tout le cours de » l'Èbre, soit même qu'il s'assure du port du Ferrol. » Le seul intérêt de la France, et ce que les circons- » tances présenteront, le décideront dans ce grand » événement.

« Le peuple espagnol, par sa conduite, ne mérite » aucune considération, et quelle que soit l'amitié » de l'Empereur pour le roi, cette amitié n'entrera » pour rien dans ce qu'il fera, ne voyant ici que ce » qui est utile à la stabilité de sa couronne et à la » grandeur de la France.

« Mais l'Andalousie, la province de Valence, la » Manche, l'Estramadure, sont trop éloignées de

¹ Lettre de M. Alquier, du 26 juillet.

² Vers le 10 janvier 1811.

³ Cette princesse était restée à Paris.

« la France pour convenir à l'Empereur. Il y a donc
« là une population de cinq à six millions d'ha-
« bitants, dont l'Empereur désire constituer une
« puissance du second ordre.

« L'Empereur désire que le roi reste à Madrid ;
« mais si, par faiblesse, par ennui de sa position,
« ou par toute autre raison, le roi veut quitter l'Es-
« pagne, l'Empereur désire qu'il le fasse avec bon-
« neur, et après s'en être entendu avec lui.

« La démarche que j'ai faite a eu un double but ;
« l'un de faire cesser les menaces ridicules du roi,
« et de lui faire comprendre que, s'il veut absolu-
« ment s'en aller, on ne s'y oppose pas ; le deuxième
« but, c'est que si réellement le caractère du roi
« rendait son séjour en Espagne intolérable, l'Em-
« pereur, plutôt que de l'exposer à faire quelque
« coup de tête ou quelque folie, aimerait à lui ten-
« dre les bras, et à lui donner un moyen honorable
« de rentrer en France, sans faire de nouvelles
« scènes¹ dans sa famille.

« Le véritable but de l'Empereur est de faire
« sortir le roi de cette situation de menace, et de
« le le consolider, tout en faisant bien comprendre
« qu'on désire qu'il reste à Madrid.

« Le roi de Westphalie, comme le roi d'Espagne,
« n'a longtemps traité avec le cabinet qu'en mena-
« çant de s'en aller. Cela n'a fini que par la ré-
« pousse qu'on lui a faite, qu'il eût à envoyer des
« pouvoirs pour qu'on pût traiter de la reprise du
« possession du royaume. Cette réponse a fait pâlir
« le roi, et a mis pour toujours un terme à ces
« menaces ridicules. Depuis, le roi de Westphalie
« ayant déclaré, dans une audience à l'ambassa-
« deur de France, que la possession du Hanovre
« lui était plus à charge qu'avantageuse, l'on a sur-
« le-champ annulé le traité de cession et repris
« possession de cette province.

« Le roi de Hollande, à la moindre contrariété,
« ne parlait que de quitter son trône. Depuis qu'on
« l'a pris au mot, il est au désespoir. »

Ainsi raisonnait l'Empereur à propos des idées
d'abdication du roi Joseph. Les lettres adressées
de Paris à ce dernier l'émeurent vivement et le jé-
tèrent dans une grande perplexité. « Le roman
« tire à sa fin, » dit-il à un de ses ministres, le
« marquis d'Almenara. Ballotté entre des sentiments
« contraires, la crainte de s'avilir en sacrifiant une
« partie de son royaume, la crainte de déplaire à
« l'Empereur, et peut-être aussi le regret de quitter
« le trône, il passait tour à tour, dans ses entretiens
« avec l'ambassadeur de France, Desforts, de la
« colère et de la plainte aux expressions du dévoue-
« ment et de l'affection pour l'Empereur. Enfin ses

irrésolutions le conduisirent à faire une réponse
dans laquelle tous ces sentiments se heurtaient et
se combattaient entre eux.

« Que l'Empereur, écrivit-il, me fasse connaître
« clairement sa volonté. Je désire complaire à la
« fois à l'Empereur et à mon frère... Je n'ai pas
« sollicité le trône, je n'y suis monté que parce
« qu'il l'a voulu... Il doit savoir que je ne puis pas
« souffrir longtemps une existence dégradée...
« Dans ce cas je désire partir pour la France ; il ne
« faut point de négociation particulière. Je rétro-
« cède, dès ce moment, à l'Empereur tous les droits
« qu'il m'a donnés sur l'Espagne. Veut-il réelle-
« ment que je reste sur le trône ? J'y resterais, quels
« que soient les désagréments indépendants de sa
« volonté qui m'y attendent... Si l'Empereur vient
« ici, tout s'arrangera entre nous ; s'il ne vient pas,
« qu'il me laisse aller à Paris. Il faut un change-
« ment marqué dans tout ; il faut avancer ou recu-
« ler... Je ne me le dissimule pas ; l'Empereur est
« le maître de maintenir les gouvernements mili-
« taires qu'il a été maître d'établir. Je m'abstiens
« de réclamer davantage, et je ne me refuse point
« d'ajouter la valeur des cessions à la force de l'oc-
« cupation. C'est à cet égard encore que je désire
« confidentialité entière des vues de l'Empereur... Le
« moment opportun pour consommer l'opération
« dans l'intérêt de l'Empereur et dans le mien,
« c'est celui des pacifications intérieures du royaume,
« et lorsque la masse des troupes pourra commen-
« cer à refluer du midi et du centre vers le nord.
« Le soulagement qui en résultera pour celles-ci
« sera une sorte d'indemnité dont de longues souf-
« frances auront fait sentir le prix. »

Le patriotisme espagnol de Joseph qui, d'abord,
paraissait résolu à une immédiate abdication plu-
tôt que de laisser démembrer le royaume, n'a pas,
comme on voit, fait une résistance bien longue ;
et ses capitulations de conscience ne roulent plus
que sur l'époque où les cessions voulues par l'Em-
pereur pourront s'opérer avec les moindres chan-
ces d'irritation et de danger de la part des Espa-
gnols. Indépendamment de la position pénible où
le plaçaient les exigences de l'Empereur, le roi
Joseph éprouvait encore d'autres chagrins par suite
du séjour dans la Péninsule d'armées nombreuses
qui n'étaient pas sous ses ordres. Il aurait désiré
que l'Empereur lui rendit le commandement gé-
néral des troupes françaises en Espagne, non qu'il
eût l'orgueil d'aspirer à un grand rôle militaire,
mais parce que la concentration en ses mains d'un
pouvoir étendu à toutes les provinces aurait in-
spiré plus de respect pour sa personne, pour sa
royauté nouvelle, et aurait d'ailleurs maintenu plus
d'ensemble dans les opérations. Il représentait avec

¹ Allusion à la conduite du roi de Hollande.

donneur que le roi de fait, dans le midi de l'Espagne, ce n'était pas lui, mais le duc de Dalmatie.

Après avoir écrit en France dans ce sens, le roi, persuadé que quelques conversations avec son frère avanceraient plus un arrangement qu'une longue correspondance, prit le parti d'être lui-même son propre ambassadeur. A quelques objections de M. Delaferrière contre ce projet de voyage, il répondait que sa situation ne pouvait qu'y gagner, qu'elle n'était plus supportable; au lieu qu'une fois d'accord avec l'Empereur, il reviendrait à Madrid, retrempe, réhabilité (c'étaient ses termes), et revêtu, aux yeux des Espagnols comme à ceux des autorités militaires françaises, d'une considération que maintenant il n'avait plus. Il exécuta effectivement ce dessein, et, ayant laissé au conseil des ministres, sous la présidence du duc de Santafé (Azanza), l'administration du royaume, il partit pour la France à la fin du mois d'avril¹.

Ce qui se passa directement entre l'Empereur et le roi Joseph est une sorte de secret de famille qu'il est peu important de connaître; mais les résultats ne nous ont pas échappé, et ils ne furent pas aussi satisfaisants que le roi en avait eu l'espérance. Quoique les relations des deux frères eussent été tout à fait cordiales, le fond des affaires ne reçut que de légères modifications. L'Empereur n'annonça pas lui-même ses intentions au roi. Le prince de Neufchâteau en fut l'intermédiaire. La communication eut lieu pendant une absence de l'Empereur, qui laissait au roi la liberté de partir sur-le-champ pour l'Espagne ou d'attendre son retour, selon qu'il le jugerait convenable.

L'armée du Centre² était mise entièrement sous les ordres du roi. Ce prince pouvait suspendre, renvoyer en France ou traduire à des conseils de guerre les généraux ou officiers qui se seraient rendus coupables soit d'indiscipline, soit de vexations envers le pays.

A l'égard de l'armée du Nord, l'Empereur n'y pouvait rien changer, sinon d'y placer un général en chef qui eût toute la confiance du roi. Le roi pourrait avoir auprès de ce général un commissaire chargé de veiller à ce que le quart des perceptions fût versé à Madrid pour le service du gouvernement et pour celui de l'armée du Centre.

Des ordres semblables étaient donnés au général en chef de l'armée du Midi, mais seulement sous le rapport des finances. Quant aux maréchaux qui commandent les armées du Midi et du Portugal, « il n'est pas possible qu'ils soient sous le commandement de vous, roi résidant à Madrid; car

« alors ils se croiraient sous les ordres de votre « chef d'état-major. »

L'Empereur faisait verser au roi une somme de cinq cent mille francs par mois jusqu'au 1^{er} juillet. A partir du 1^{er} juillet, le versement serait d'un million par mois pour le reste de l'année.

Peu de temps après, le prince de Wagram donna connaissance au roi d'une lettre qu'il écrivait aux maréchaux français en Espagne, conformément aux ordres de l'Empereur. Il lui annonçait que le maréchal Jourdan allait se rendre en Espagne, que le duc de Raguse était en marche sur le Tage, et il témoignait en outre que l'Empereur verrait avec plaisir que le roi se rendît à l'armée de Portugal pour la passer en revue.

C'est dans ces deux lettres du prince de Wagram que se trouvaient indiquées les dispositions faites par l'Empereur, en conséquence du voyage du roi à Paris. Sans répondre entièrement aux désirs de ce prince, elles lui causaient cependant un certain contentement, et sa position lui parut d'abord à lui-même devenue sensiblement meilleure. Une circonstance particulière avait été fort agréable au roi. L'ouverture de la session du corps législatif eut lieu³ pendant son séjour à Paris; et la mention qui fut faite de l'Espagne dans le discours de l'Empereur, n'effrita rien qui pût causer aux partisans de ce prince la moindre inquiétude. L'Empereur disait : « Le roi d'Espagne est venu assister à « cette dernière solennité; je lui ai accordé tout « ce qui est nécessaire et propre à réveiller les intérêts et l'esprit des différents peuples de ses provinces. » Le reste du paragraphe concernant l'Espagne était une de ces prophéties contre l'Angleterre dont l'accomplissement, alors très-probable, sera détourné par les événements d'une autre partie de l'Europe. Le germe du mal qui menaçait l'Espagne existait toujours; il existait dans la pensée de l'Empereur, mais cette pensée restait secrète. Si l'avenir continuait à être effrayant pour le roi qui connaissait les vues de son frère, le présent offrait aux masses une pleine sécurité qui, bien que trompense, était toujours un bienfait. Un ajournement est encore une chance; les apparences actuelles étaient saines. Le roi, un peu ranimé par la satisfaction donnée à ses demandes, rentrait à Madrid vers le milieu de juillet. Cette capitale offrait un aspect plus satisfaisant. Les passions se calmaient, et l'esprit d'opposition à la nouvelle royauté s'était singulièrement affaibli. Le roi passa ainsi un certain temps dans une assez douce situation; mais, au bout de quelques mois, le découra-

¹ Le 25.

² Lettre du prince de Wagram au roi, du 1^{er} juin.

³ Le 16 juin.

gement le reprit ; la déférence des maréchaux envers lui n'avait pas été de longue durée, et, malgré l'occupation armée de l'Espagne presque tout entière, sa royauté effective ne s'étendait pas bien loin de sa capitale.

Les opérations militaires dans ce royaume n'avaient pas non plus, durant le cours de 1811, répondu aux espérances qu'avaient fait concevoir les brillants succès de 1810. Les efforts infructueux de Masséna pour forcer la triple ligne de retranchements où était tenue renfermée l'armée anglo-portugaise sous les ordres du vicomte de Wellington, et l'impossibilité pour ce maréchal de maintenir plus longtemps son armée dans un pays dévasté où manquaient également les vivres pour les hommes et les fourrages pour les chevaux, lui avaient fait une loi de songer à la retraite. Le moment était venu pour les Anglo-Portugais de sortir de leurs lignes et de profiter des embarras de leurs adversaires. Lord Wellington se mit en effet à suivre, à inquiéter, mais toujours timidement, la marche de l'armée française. Telle fut sa circonspection qu'il lui laissa échapper plusieurs occasions où, avec un peu d'audace, il eût pu faire le plus grand mal à des troupes qui rencontraient tous les genres d'obstacles, que tourmentaient tous les genres de privations. Le sang-froid et l'habileté des généraux français atténuaient les inconvénients de ce mouvement rétrograde, mais ne purent prévoir ceux qui résultaient de la mésintelligence du maréchal Ney avec le maréchal Masséna. Ce dernier, en sa qualité de commandant en chef, finit par donner ordre au maréchal Ney de remettre, au général Loison, le commandement de son corps d'armée.

On était arrivé sous les murs d'Almôida et de Ciudad-Rodrigo. La première de ces places n'avait plus que pour un mois de vivres. Masséna comprit très-bien que son ravitaillement entraînerait une grande bataille ; il n'hésita pas à en courir les chances, quelle que fût la fatigue de ses troupes et leur infériorité numérique à l'égard de l'armée ennemie. Le choc principal eut lieu¹ dans le village de Fuentes de Onoro. L'ardeur de nos troupes, la mauvaise position de l'ennemi et les difficultés de sa retraite promettaient aux Français la plus complète victoire ; ils l'eussent obtenue en effet si, par une fatalité qui jusqu'à présent n'a pas reçu d'explication, les quatre divisions et la cavalerie qui avaient, à la droite, tout culbuté devant elles, ne s'étaient subitement arrêtées au moment où elles n'avaient plus qu'un pas à faire pour recueillir le fruit de leurs glorieux exploits. Il paraît que le général Loison, content des succès qu'il avait ob-

tenus, n'osa pas prendre sur lui de s'engager plus loin. Fatal effet de la rivalité des maréchaux ! Si Ney eût encore été là, il n'aurait pas, pour continuer à vaincre, eu besoin d'en recevoir l'ordre. L'inaction soudaine des divisions triomphantes donna aux Anglo-Portugais le temps de se raffermir et de regagner du terrain sur un autre point, de manière à se rendre maîtres d'une partie du champ de bataille. Leur perte avait été beaucoup plus considérable que la nôtre. Le soin qu'ils mirent à se retrancher et à se tenir sous les armes annonçait assez qu'ils craignaient une nouvelle attaque, mais le but était manqué ; l'armée avait d'ailleurs consommé en grande partie les approvisionnements destinés à la place d'Almôida. Ravitailler cette place était devenu impossible. Rien ne restait à faire que d'en sauver la garnison. La difficulté était de faire parvenir, au général Brenier qui la commandait, des informations sur l'état des affaires et sur le parti qu'il devait prendre. Pour arriver à cette place, il y avait un trajet de deux lieues à travers l'armée ennemie. La commission était hasardeuse. Les hommes de bonne volonté ne manquèrent pas pour la remplir. Quatre soldats partirent en même temps ; trois furent tués en chemin ; un seul atteignit le but. Ce brave était André Tillet, chasseur au sixième régiment d'infanterie légère. Le général Brenier ne perdit pas un instant pour détruire le matériel de la place et en faire sauter les fortifications. Dans la nuit du 10 au 11 mai, une épouvantable explosion faisait connaître que l'ordre du maréchal Masséna était exécuté. A dix heures du soir, la garnison, forte de onze cents hommes, s'ouvrit un passage au milieu des corps ennemis qui se trouvaient sur sa route, se battait sans interrompre sa marche, et elle opéra sa jonction avec le corps du général Régnier, au moment où elle allait être atteinte par les forces nombreuses qui s'étaient mises à sa poursuite. La place détruite, la garnison sauvée étaient une double proie enlevée à l'ennemi qui se croyait déjà maître de l'une et de l'autre.

Le 7 mai, le maréchal Marmont, duc de Raguse, étant arrivé pour remplacer le maréchal Masséna dans le commandement de l'armée de Portugal, l'armée prit ses cantonnements dans les environs de Salamanque pour se reposer de ses longues fatigues. La campagne de Portugal n'avait pas été heureuse ; elle a vu à la gloire du maréchal Masséna par cela seul qu'elle n'y a rien ajouté : il faut que l'habileté tienne du prodige pour qu'on l'admire encore là où manque le succès. L'Empereur obtiendra cet avantage dans la campagne qui précédera sa chute ; c'est un genre de triomphe qui n'appartiendra qu'à lui.

¹ Le 5 mai.

En Espagne, la fortune avait généralement favorisé nos armées; mais cependant les succès obtenus coûtaient d'assez grands sacrifices. Dès le mois de janvier, le duc de Dalmatie, ayant quitté son quartier général de Séville, s'était emparé de la place portugaise d'Olivenga, et avait battu à Gebora ¹ plusieurs divisions espagnoles revenues de Portugal pour protéger la place de Badajoz. Le résultat de cette bataille fut important par la destruction des divisions espagnoles et par la facilité donnée aux troupes françaises de se livrer sans obstacle au siège du Badajoz entièrement abandonnée à elle-même. La conduite vigoureuse de ce siège, confiée au duc de Trévise, amena la capitulation ² de la place, où l'on fit plus de sept mille prisonniers. Presque dans le même moment, le duc de Dalmatie, secondé également par le duc de Trévise, enlevait les forts d'Albuquerque, de Valencia et de Campo-Mayor, qu'il faisait détruire pour ôter ces points d'appui aux insurgés espagnols.

Pendant que le maréchal Soult était ainsi occupé à nettoyer et à pacifier l'Estramadure, le duc de Bellune étant resté chargé seul du blocus de Cadix avec des troupes peu considérables, les cortès assemblées dans cette ville, de concert avec le commandant des troupes anglaises, le général Graham, formèrent le hardi dessein de faire lever le siège de la ville et de délivrer l'Andalousie. Dès que le duc de Bellune eut reconnu que le projet de l'ennemi était de le forcer dans sa position principale de Chiclana, il crut devoir prendre l'offensive. Il marcha ³ au-devant des colonnes anglo-espagnoles, et les rejeta vers la mer; mais ce premier échec ne les empêcha pas de revenir à la charge. Après plusieurs attaques, qui toutes échouèrent, contre le centre des Français, la colonne espagnole ayant été séparée du corps anglais, celui-ci entra seul dans l'île de Léon. La colonne espagnole, après avoir erré dans la journée du 6, ne parvint à se retrouver le chemin que la nuit suivante, la ligne du blocus, un moment rompue, n'ayant pas été assez promptement rétablie pour l'en empêcher. Le blocus reprit son cours le jour suivant. Cette action fut très-honorable pour le duc de Bellune: le but des Anglo-Espagnols était manqué, et la bataille avait été beaucoup plus meurtrière pour leur armée que pour la nôtre. Les Français avaient enlevé à l'ennemi trois drapeaux et plusieurs pièces de campagne.

A peine le duc de Dalmatie était revenu à Séville que l'armée anglo-portugaise du maréchal Bérés-

ford se disposait à faire le siège de Badajoz. Le gouverneur, le général Philippon, fit de vigoureuses sorties qui eu retardèrent les préparatifs, et de son côté le duc de Dalmatie se mettait en marche pour venir au secours de cette place. Averti de l'approche des Français, le maréchal Bérésford, renforcé par l'arrivée de neuf mille Espagnols sous les ordres du général Blake, réunit toutes ses troupes pour livrer bataille: il avait à sa disposition plus de trente mille hommes; le duc de Dalmatie n'en commandait pas quinze mille. Le choc ⁴ fut terrible, le village d'Albubéra fut pris et repris plusieurs fois; mais, le désordre s'étant mis dans l'infanterie française, l'armée, qui déjà avait beaucoup souffert, était menacée de pertes plus grandes encore, si quelques batteries, admirablement dirigées par le général Rnty, n'eussent arrêté l'ennemi déjà victorieux, et ne l'eussent tenu assez longtemps en échec pour donner aux troupes françaises le temps de se retirer en bon ordre et de rentrer dans leurs positions. La bataille avait été courte; mais, quoiqu'elle eût à peine duré deux heures, c'était, proportionnellement à la force des combattants, l'une des plus sanglantes de la guerre d'Espagne. Cependant le maréchal Soult mit en délibération s'il ne recommencerait pas l'attaque le lendemain. Au point du jour, le 17, il avait formé son armée en ligne de bataille; le maréchal Bérésford en avait fait autant: les deux armées restèrent tout le jour immobiles en présence l'une de l'autre. Après vingt-quatre heures d'inaction, le duc de Dalmatie fit tout préparer pour sa retraite, qu'il opéra tranquillement; ses dispositions, loin d'être troublées par l'ennemi, n'eurent au contraire d'autre effet que d'inquiéter un moment le maréchal Bérésford, qui crut y voir la menace d'une attaque nouvelle. Le résultat matériel de la bataille d'Albubéra fut nul pour les Anglo-Portugais. L'énergique défense de Badajoz par le général Philippon fit échouer les efforts réunis de Bérésford et de lord Wellington, qui était venu le rejoindre. Ce dernier, après la bataille de Fuentes de Onoro, s'étant replié sur Elvas, avait pris le commandement supérieur du siège; un mouvement combiné du duc de Dalmatie et du duc de Raguse força les généraux anglais d'abandonner leur entreprise. Sans attendre l'arrivée des Français, ces généraux enlevèrent leur artillerie, brûlèrent leurs approvisionnements de siège ⁵, et rentrèrent sur le territoire portugais où ils prirent leurs cantonnements.

Tous les pays compris dans le commandement

¹ Le 19 février.

² Le 11 mars.

³ Le 5 mars.

⁴ Bataille d'Albubéra, le 16 mai.

⁵ Le 11 juin.

du duc de Dalmatie virent successivement disperser les troupes espagnoles qui les infestaient : l'armée de Murcie fut battue dans le royaume de Grenade ; les troupes espagnoles devant le camp de Saint-Roch, sous les ordres de Ballesteros, éprouvèrent plusieurs échecs, qui chaque fois les obligèrent de chercher un asile sous la protection de Gibraltar.

De son côté le duc de Raguse, après avoir débloqué aussi Ciudad-Rodrigo, assiégé par un corps de l'armée anglaise, avait établi son armée dans une nouvelle ligne depuis Salamanque jusqu'à Tolède.

Dans le nord de l'Espagne, les Français n'avaient guère à lutter que contre des guérillas commandées par Porlier¹ dans les Asturies, par Espoz y Mina en Navarre.

Macdonald tenait en respect la Catalogne, et reprenait la place de Figuières, livrée à l'ennemi par trahison.

Suchet, toujours heureux et nommé maréchal de l'empire après la prise de Tarragone², gagnait la bataille de Sagonte, faisait capituler ce fort célèbre et investissait Valence, dont il se rendra maître dans les premiers jours de 1812.

Ainsi l'ensemble des résultats en Espagne était favorable, mais sans avoir un caractère décisif.

Les seuls progrès essentiels pendant l'année 1811 étaient la prise de Badajoz, celle de Tarragone, et la possession assurée de la province de Valence.

Cependant le pouvoir qui représentait en Espagne la vieille royauté absente, les cortès déployaient pour sa cause des armes patriotiques, que cette royauté ingrate briserait un jour sur la tête de ses défenseurs pour prix de sa délivrance et de son rétablissement. Ces armes étaient des principes et des exemples empruntés à la révolution française. Tous les décrets des cortès avaient pour objet le développement d'idées libérales ou l'application de mesures révolutionnaires. Leur premier soin, en 1811, fut de déclarer nuls tous les actes qu'aurait pu faire le roi, pendant la durée de son oppression, en Espagne et hors d'Espagne ; de régler provisoirement l'organisation du pouvoir exécutif ; de créer une junte pour la confiscation et la vente des biens appartenant aux amis des Français, dans le but d'indemniser les Espagnols fidèles à Ferdinand, dont les biens seraient confisqués par le gouvernement usurpateur. Resserrées dans un coin de l'Espagne, à la vue du drapeau ennemi qui flottait à leurs portes, les cortès discutaient tranquillement diverses dispositions pour l'encouragement

de l'agriculture et de l'industrie dans les provinces de l'Amérique. A l'imitation de l'assemblée constituante française, elles prohibaient la violation du secret des lettres, et prononçaient l'abolition de la torture. Attentives à fortifier le patriotisme en récompensant les services rendus à l'État, elles célébraient l'anniversaire du 2 mai en l'honneur des premiers martyrs de l'indépendance nationale ; elles déclaraient que la ville d'Astorga, par son héroïque résistance aux armes françaises, avait bien mérité de la nation espagnole, et que les orphelins de parents morts en soutenant le siège seraient considérés comme les enfants de la patrie. La fête de Ferdinand VII, prisonnier à Valençay, était célébrée avec un enthousiasme que Ferdinand, remonté sur le trône, ne retrouvera jamais.

Au milieu du dévouement le plus sincère à la famille royale, un principe démocratique s'introduisait par degrés dans la législation. En votant l'impôt, les cortès tâchaient de le faire peser de préférence sur la richesse³. C'est le 4 août 1789 qu'a été votée en France la suppression des droits féodaux ; le même mois fut, aussi en Espagne, funeste aux privilèges nobiliaires. Le 6 août 1811, les cortès détruisaient toutes les juridictions seigneuriales, reconnaissant à la nation seule le droit de dispenser la justice ; elles abolirent les noms de vassaux et de vasselage, ainsi que tous les droits exclusifs et prohibitifs, tels que péches, moulins et autres, n'accordant d'indemnité que pour les droits acquis à titre onéreux.

La liberté venait d'être conquise, l'égalité arriva bientôt à sa suite. Jusque-là les nobles seuls avaient été admis dans les écoles militaires aux places de cadets, qui conduisaient à tous les grades dans l'armée de terre et dans la marine. Un décret⁴ des cortès, en considération des services rendus à la patrie par les Espagnols de toutes les classes, déclara que toutes les portes de l'honneur et de la gloire devaient être ouvertes aux enfants de tous, sans obligation de produire des preuves de noblesse, afin que les fils pussent joindre à la valeur qu'ils héritaient de leurs pères l'instruction qui s'acquiert dans les écoles.

On juge bien que dans le fond de sa pensée la noblesse était loin d'approuver les décrets qui la dépouillaient de ses privilèges, et même de ses honneurs ; mais elle se résignait aux nécessités du temps, espérant bien que tous ses anciens avantages lui reviendraient le jour où se relèverait l'ancienne monarchie.

¹ Connu sous le nom de Marquesito.

² Le 28 juin.

³ 22 mars. Impôt sur les carrosses et les voitures d'agrément.

⁴ En date du 17 août.

Le même esprit qui portait les insurgés à vouloir la liberté à l'intérieur, les rendait également jaloux de leur indépendance au dehors. L'Angleterre, malgré ses sacrifices pour leur défense, n'échappait pas à leurs soupçons; ils l'accusaient ouvertement de ne prêter à leur cause qu'un secours intéressé, et avec la volonté secrète de s'agrandir à leurs dépens. Les attaques contre l'ambition de cette puissance furent portées si loin que l'envoyé britannique, sir Henri Wellesley¹, se crut obligé de donner un démenti à toutes ces imputations; d'assurer formellement que ni son souverain ni son gouvernement n'avaient eu l'odieuse intention qu'on leur attribuait de vouloir s'emparer de Cadix; qu'ils ne se proposaient d'autre but que de concourir, sans aucun calcul d'intérêt direct, au succès des glorieux efforts de la nation espagnole.

Les biens ecclésiastiques, dont les cortès n'auraient pas pu sans danger disposer, comme on l'avait fait en France, pour le service de l'État, devinrent du moins, entre les mains du gouvernement, un moyen d'acquitter la dette de la patrie envers ses plus courageux défenseurs. Il fut ordonné que les prébendes ecclésiastiques vacantes seraient de préférence réservées aux braves qui s'étaient le plus distingués à Saragosse, à Gironne et dans les autres places dont la défense avait fait éclater à un si haut point la vaillance espagnole.

Le nom de don Mariano Alvarez, gouverneur de Gironne, fut inscrit en lettres d'or dans la salle des délibérations des cortès, et l'on décida qu'il serait élevé un monument en son honneur sur la place de cette ville.

Quoique la science financière, à cette époque, ne fût pas bien avancée en Espagne, les cortès comprenaient qu'il n'y a point de ressources assurées pour un gouvernement infidèle aux engagements qu'il aurait pris. Elles reconnurent en conséquence, comme dette publique, toutes les obligations contractées depuis le 18 mars 1808. Afin de régulariser la dette et de pourvoir aux besoins du service, elles créèrent une junte nationale de crédit² publique.

Les ennemis politiques des cortès ne pouvaient eux-mêmes méconnaître la forte impulsion donnée par cette assemblée au soulèvement des masses contre les Français. L'ambassadeur de Napoléon à Madrid, M. Delaforêt, ne le dissimulait pas à son gouvernement : « On s'est moqué³, écrivait-il, de quelques actes ridicules des cortès; mais on ne saura ni découvrir que, depuis leur installation,

» les autorités insurrectionnelles ont marché avec » une vigueur et un esprit de suite que n'avaient » eus ni la junte centrale de Séville ni ensuite celle » de Cadix. »

Il s'en fallait de beaucoup cependant que l'on entrevît alors la possibilité du triomphe futur de l'insurrection. En supposant le maintien de la paix continentale pour une ou deux années de plus, la domination complète et incontestée de la Péninsule ne pouvait échapper aux armes françaises. Aussi n'était-ce pas le fantôme de Ferdinand qui effrayait le roi Joseph; il ne craignait que l'Empereur ou même ses lieutenants. Celui qui lui inspirait le plus de défiance était le maréchal duc de Dalmatie. Le roi disait à ses conseillers les plus intimes que précédemment, dans des heures d'abandon, le maréchal lui avait fait quelques demi-aveux sur certains essais de 1809, et il craignait encore que l'ambition, qui avait échoué en Portugal, ne se réveillât en Andalousie. Cette inquiétude d'ailleurs ne portait pas sur le maréchal seul; elle remontait à l'Empereur même. Joseph se figura que, dans l'hypothèse d'un grand démembrement de la monarchie espagnole, l'Empereur aimerait mieux peut-être, pour souverain des portions qu'il n'envahirait pas, des hommes étrangers à sa famille, et pure création d'une volonté politique, qu'un frère à qui il semblerait n'avoir d'abord donné un puissant royaume que pour ne lui en laisser ensuite qu'un malheureux débris. Si les observations de ses ministres le tranquillisaient jusqu'à un certain point sur l'in vraisemblance de l'opinion qu'il se formait à l'égard du duc de Dalmatie, elles ne le consolèrent qu'à moitié, et il n'en persistait pas moins à se plaindre du maréchal. En admettant qu'il ne dût pas le regarder comme un concurrent dont il eût à craindre la candidature au trône, il voyait toujours en lui un rival actuel qui ne songeait qu'à étendre sa propre autorité; qui, dans les provinces occupées par ses troupes, n'admettait aux emplois civils et militaires que des personnes dont le dévouement exclusif lui était assuré, et qui ne laissait à la royauté, dans ces provinces, qu'un titre nominal sans aucun pouvoir effectif. Les plaintes du roi Joseph sont assurément naturelles et dignes d'excuses; mais, d'autre part, pour un général en chef guerroyant sur une terre étrangère, c'est un point bien essentiel de pouvoir compter, avec une entière certitude, sur le zèle des hommes investis de quelque fonction dans toute l'étendue de son commandement.

¹ Note remise par sir Henry Wellesley au secrétaire d'État Borda, en date du 5 août.

² Décret du 23 août.

³ Décret du 26 septembre.

⁴ Lettre du 6 novembre.

CHAPITRE XXX.

Napoléon et le roi de Naples. — Voyage du roi de Naples à Paris. — Décret du roi de Naples du 14 juin. — Décret de Napoléon du 6 juillet. — Soumission de Joachim au décret impérial. — Occupation de Gaète par des troupes françaises. — Suzeraineté de la France sur Naples. — Obligations des rois de Naples comme grands feudataires. — Sociétés secrètes en Italie. — Classement des villes de l'empire. — Napoléon et Pie VII. — Réunion d'un conseil ecclésiastique à Paris. — Envoi d'une députation au pape. — Bref du pape. — Rejet du bref par l'Empereur. — France et États-Unis.

Dans le débat élevé entre l'Empereur et le roi Joseph, la résistance de ce dernier se fonde sur un noble principe. Menacé de voir son royaume soumis à un prochain démembrement, ce prince est digne d'éloges pour les efforts qu'il fait dans le but de soustraire l'Espagne à un pareil malheur au du moins de s'en épargner à lui-même la désolante complicité. Les autres membres de la famille de Napoléon n'ont pas, pour leur indiscipline envers lui, une justification aussi satisfaisante. La chute du roi de Hollande ne les a pas corrigés; nul ne veut comprendre qu'il n'a été créé roi par la France que pour la France; aussi l'Empereur va-t-il se trouver conduit, envers le roi de Naples, par exemple, à des mesures auxquelles il n'aurait jamais songé, s'il n'eût rencontré dans Joachim l'affectation d'une indépendance impossible.

Après avoir, en 1810, lémoigné à ce prince son mécontentement en ne laissant auprès de lui qu'un chargé d'affaires, l'Empereur, vers la fin de la même année, avait promis d'accréditer incessamment à sa cour, sinon un ambassadeur, du moins un envoyé extraordinaire. Le baron Durant de Mareuil, qui déjà avait résidé comme ministre dans plusieurs États d'Allemagne, fut désigné pour cette mission. Les instructions données à cet agent, en lui traçant ses devoirs, indiquent de quel œil l'Empereur envisage la royauté napolitaine. Voici les points principaux sur lesquels roulent ces instructions : « Par le statut de 1806, les rapports de la France et de Naples ont été fixés. Ce royaume fut alors reconnu comme faisant partie de l'empire français. Joseph continua à être grand dignitaire de l'empire... La couronne fut déclarée réversible aux enfants de l'Empereur... Lorsque Joachim remplaça Joseph, les rapports demeurèrent les mêmes... La France conserva le droit d'avoir

« dans le royaume des troupes qui devaient être soldées par le roi. L'alliance défensive et offensive fut maintenue. » Les instructions portaient en outre que l'un des engagements les plus essentiels du roi était de mettre à l'eau chaque année deux vaisseaux et deux frégates, et l'on ne remplissait pas cet engagement.

D'après de pareils principes, on juge ce que l'Empereur attendait du roi, et, ce qu'il attendait, il ne l'obtenait pas. Tous les rapports venant de Naples prouvaient que la nation française n'y était pas la plus favorisée. Le gouvernement tendait sans aucun mystère à s'affranchir de toute préférence pour les intérêts français. Le code Napoléon, bienfait digne de la reconnaissance des peuples, déplaisait à la noblesse napolitaine, et Joachim tenait beaucoup à contenter la noblesse. L'intérieur même du palais n'offrait pas toujours l'image de l'union. Le roi, extrêmement jaloux de son pouvoir, mettait un grand amour-propre à faire connaître, par des actes extérieurs, que la reine était en dehors de toutes les affaires de politique et de gouvernement. Cependant, en voulant paraître, aux yeux des Napolitains, libre de toute sujétion envers la France, le roi cherchait à plaire à l'Empereur par des marques d'affection et de dévouement. À la première nouvelle de la naissance du fils de Napoléon, nouvelle portée avec une si miraculeuse promptitude¹ en Italie, Joachim s'était mis en route pour se rendre en France. Cette nouvelle avait été, le 25 mars, annoncée au théâtre de Naples, aux cris de : Vive l'Empereur ! Le 27, le roi, dans son empressement d'aller en personne complimenter l'Empereur, était déjà arrivé à Rome.

¹ Le halloo qui la portait tomba, seize heures après son départ de Paris, dans le lac Nœmi auprès de Rome.

Le baron Durant, qui se rendait à son poste auprès de lui, le rencontra dans cette ville, et ce fut là qu'il lui remit ses lettres de créance. En ce moment le roi se montrait satisfait de sa situation; selon lui, l'esprit de son royaume était excellent; le clergé très-bien disposé; les conscripts pleins d'ardeur; les brigands venaient d'être anéantis dans les Calabres. Heureux du bon état de ses affaires, il voulait être des premiers à offrir ses félicitations à l'Empereur. Ses félicitations furent très-bien reçues, mais l'Empereur était fort mécontent de ses actes. Pendant que le roi se trouvait à Paris, en mettant à exécution dans son royaume des ordonnances rendues avant son départ, et enqes dans un esprit peu favorable à la France, les unes, pour la prohibition d'objets dont la France avait besoin; les autres, pour une augmentation de taxes sur des importations françaises. L'Empereur chargea son ministre des relations extérieures de faire appeler sur-le-champ l'ambassadeur de Naples et de demander la révocation immédiate des ordonnances royales qui défendaient la sortie des graines de coton, et de celles qui frappaient les draps et étoffes de France. « Dites à l'ambassadeur ¹, ajoutait Napoléon, que le roi se trompe s'il croit régner à Naples autrement que par ma volonté et pour le bien général de l'empire; que, si l'on ne change pas de système, je m'emparai du royaume, et le ferai gouverner par un vice-roi comme l'Italie; que le roi marche mal; que, lorsqu'on s'est éloigné du système continental, je n'ai pas même épargné mes propres frères, et que je l'épargnerai encore moins. Ajoutez que le royaume est mal administré; qu'il ne se fait rien pour la marine dans un pays où il y a tant de milliers de matelots... » L'intérêt maritime est partout celui qui préoccupe l'Empereur; il y reviendra plusieurs fois encore avec le roi de Naples, parce que ce prince applique ailleurs des ressources qui lui seraient plus utilement employées pour la cause commune. Ces discussions rendirent le séjour du roi moins agréable au roi qu'il ne l'avait espéré. Le langage menaçant de l'Empereur ne put pas rester entièrement secret, et de là, le bruit qui parvint jusqu'à Naples de la réunion prochaine de ce royaume à l'empire français. De son côté, Joachim laissait percer des dispositions qui ne pouvaient pas convenir à Napoléon. Pendant son séjour en France, les mauvais conseils ne lui avaient pas manqué, et surtout de la part de la diplomatie étrangère. On n'avait pas négligé de flatter son amour-propre en lui mon-

trant un beau rôle à jouer pour un prince qui saurait tirer parti d'une position comme la sienne. Du reste le bruit de la réunion de Naples à l'empire n'avait aucune espèce de fondement. L'envoyé de France à Naples qui, témoin des inquiétudes de la reine, avait donné à ce bruit plus de croyance qu'il ne méritait, ayant dans une de ses dépêches discuté les chances éventuelles d'un pareil projet, l'Empereur l'en fit réprimander comme d'une excursion inconvenante hors la ligne de ses devoirs : « Je ne l'ai point chargé ², dit l'Empereur, de faire connaître s'il serait facile ou non de changer le gouvernement de Naples. Le doute seul est un outrage... » En effet, tout prouve que l'Empereur n'avait pas sérieusement cette pensée; car, dans le temps à peu près où il se plaignait des ordonnances rendues par le roi, il avait écrit ³ à la reine, de la manière la plus amicale, pour l'engager à être marraine de son fils, lui laissant la liberté de venir en personne ou d'envoyer sa procuration. La reine s'excusa de se rendre à Paris sur un prétexte de santé, mais réellement pour ne point donner plus de poids aux bruits de réunion qui étaient alors dans toute leur force, et qui ne tombèrent que par l'annonce du retour du roi. Ce prince revint à la fin de mai dans sa capitale. En se rendant à Paris, Joachim n'avait d'autre but que de se faire auprès de l'Empereur un mérite de son empressement; revenu dans ses États, il semblait avoir à cœur de le braver. Soit qu'il cède à de perfides inspirations, soit qu'il obéisse à son propre orgueil, il se persuade qu'il est en son pouvoir de briser impunément, par un acte de son autorité royale, tous les liens qui l'attachent à l'empire français. On dirait qu'il n'a aucune idée ni du pays où il règne ni du pays par lequel il règne. Le royaume de Naples est la conquête de la France. Donné d'abord à Joseph, il a été ensuite transféré à Joachim. Un décret impérial avait nommé celui-ci grand-duc de Berg; un autre décret l'a fait roi. Pour prendre le gouvernement d'un nation qui ne l'a pas choisi, et dans laquelle doivent rester de vieilles affections ou au moins de nombreux intérêts liés à l'ancienne dynastie, il a dû garder auprès de lui quelques-uns de ses compagnons d'armes sur la foi desquels il puisse se reposer. Il compte ainsi parmi ses grands officiers ⁴ plusieurs généraux français, et deux autres Français ⁵ au nombre de ses ministres. Dans son armée, il se trouve en outre un certain nombre de Français appelés par lui à divers grades, ou qu'il a été heureux d'y

¹ Lettre de Napoléon au duc de Bassano, du 3 avril.

² Lettre de Napoléon au duc de Bassano, du 19 mai.

³ En date du 2 mai.

⁴ Le général Exécimans, comme grand écuyer, le général Lousse, comme grand maréchal.

⁵ MM. Doure et de Nodding.

recevoir pour la discipliner et l'instruire. Tout à coup, non content de vouloir se faire lui-même Napolitain et d'oublier son origine, il lui vient dans l'esprit d'exiger de tous les étrangers à son service une entière renonciation à leur patrie. Le décret est daté du 14 juin; il paraît qu'après l'avoir signé, Joachim éprouve quelque hésitation; c'est le 17 seulement qu'il le publie. A l'apparition de l'alternative qui leur est offerte, tous les Français sont émus, tous jettent le même cri, tous sont animés du même sentiment. Telle est la surprise de tous qu'ils ne supposent pas qu'une telle résolution ait pu partir du roi seul; ils pensent qu'elle a dû être concertée entre le roi et l'Empereur. Tous prennent aussitôt leur parti : « S'il faut opter, dit » le général Excelmans au roi, mon choix est fait, » et lui montrant la devise de sa croix : *Patrie et honneur*, il ajouta : « Si je renonçais à l'une, je » perdrais l'autre. » Ce que dit Excelmans, les autres généraux, les administrateurs, les officiers de tout grade l'ont pensé comme lui; ils l'expriment en des formes diverses, mais la pensée est humaine, le mouvement spontané et général. Le titre de Français est trop beau pour l'abdiquer. Exiger qu'ils y renoncent est un sacrifice au-dessus d'eux, c'est leur demander plus que la vie. Pour eux le premier devoir, le premier serment est celui qui les attache à la mère patrie et à l'Empereur. Le décret n'est pas équivoque; le roi a bien entendu l'appliquer aux Français; car il a fait des exceptions¹.

A peine le décret est lancé que le roi, voyant l'impression qu'il a produite, s'effraye lui-même de son ouvrage. La joie des Napolitains ne lui déplaît pas, et cependant elle lui est suspecte; il n'ose guère regarder comme un esprit national, dont il ait à s'applaudir, le réveil d'une haine ou au moins d'une jalousie qui se croit partagée. La veille, il n'y avait qu'une nation à Naples; maintenant une séparation s'est faite, deux nations sont en présence : gagnera-t-il chez l'une ce qu'il va perdre chez l'autre? Le doute est venu un peu tard, mais il est venu. Déjà le roi s'efforce de retenir les généraux qui veulent le quitter; il pense enfin à l'Empereur, et s'inquiète de l'accueil que son décret va recevoir à Paris. Son incertitude ne sera pas longue : un édit royal a insulté la France, un décret de l'empire réformera l'édit de la royauté; il ne repoussera pas l'insulte, il déclarera qu'elle n'existe pas. Le 6 juillet, Napoléon faisait justice

de l'ordonnance napolitaine dans les termes suivants :

Napoléon, etc.

Nous avons décrété, etc.

« Art. 1^{er}. Tous les citoyens français sont ci- » toyens du royaume des Deux-Siciles.

» Le décret du roi, en date du 14 juin dernier, » ne leur est point applicable. »

La faute avait été grave, le châtimement était dédaigneusement sévère. En voulant constater son émancipation, le roi n'avait fait que constater sa dépendance : affront sanglant, mais trop mérité.

Peu de jours auparavant, l'Empereur avait fait rappeler² au roi qu'il devait, en exécution du traité de Bayonne, tenir prêts pour la fin de 1811 six vaisseaux et six frégates, avec six bricks ou corvettes. Dans les notes dictées pour son ministre des relations extérieures, l'Empereur signalait la différence d'utilité qui existait pour la France entre le royaume d'Italie et le royaume de Naples, qui cependant est aussi une des conquêtes de la France. « Le royaume d'Italie, disait l'Empereur, me rend » trente millions par an; il met soixante mille » hommes à ma disposition, dépense trois ou quatre » millions chaque année pour les places fortes qui » couvrent mes frontières; il a déjà trois vaisseaux, » en aura bientôt neuf à dix, et déjà il m'a fourni » plus de quinze cents matelots. Je ne demande » rien de nouveau au roi de Naples; mais j'insiste » sur l'exécution du traité..... Sous le gouverne- » ment de Louis, la Hollande ne m'était d'aucun » secours; elle ne fournit aujourd'hui dix mille » matelots, et elle a douze vaisseaux en rade. »

Comme on prévoyait trop bien qu'à la fin de 1811 le roi n'aurait pas le nombre de vaisseaux et de frégates qu'il devait fournir, le ministre français lui demandait³ de lever cinq équipages de vaisseaux et de les envoyer en France; on les lui rendrait, lorsque les vaisseaux qu'il devait avoir seraient en armement.

En adressant au baron Durant, ministre de France à Naples, le décret impérial du 6 juillet, le duc de Bassano rejetait bien loin une futile objection du roi, tirée d'un article de la constitution donnée à son royaume concernant les étrangers, constitution que d'ailleurs il ne se piquait guère d'observer, malgré les invitations de l'Empereur. Le ministre impérial faisait sentir que les droits⁴ des Français dans le royaume avaient une

¹ Notamment en faveur de M. Bandus, instituteur de ses fils.

² Lettre de l'Empereur au duc de Bassano, en date du 26 juin.

³ Note du duc de Bassano à l'ambassadeur de Naples, duc de Campo-Claro, en date du 1^{er} juillet.

⁴ Lettre du duc de Bassano à M. Durant, en date du 8 juillet.

origine commune avec la constitution elle-même. Aucun Français, disait-il, ne peut cesser de l'être sans se déshonorer, et s'il en était un que l'on privât de son emploi par cela seul qu'il est Français, M. Durant devrait partir aussitôt sans prendre congé. Le duc de Bassano ajoutait que l'Empereur était très-mécontent de la direction donnée aux affaires, et de toutes les dépenses d'un luxe inutile et déplacé qui consommait les revenus de l'État, tandis qu'on laissait les chantiers sans activité. C'était au reste pour M. Durant seul que tous ces griefs de la France contre le roi se trouvaient exposés dans les dépêches du ministre des relations extérieures. Ces dépêches, qu'on lui défendait de montrer, devaient seulement servir de règle à ses discours et à sa conduite.

Le décret impérial du 6 juillet n'était pas un acte aventureux jeté au hasard, et dont l'exécution pût être livrée à la moindre incertitude. Le courrier qui le portait à l'envoyé de France était en même temps chargé d'ordres qui prescrivaient au général Grénier, commandant en chef du corps d'armée français cantonné dans le royaume, de prendre des dispositions pour que toutes les troupes fussent immédiatement rassemblées sous sa main.

Pour sortir d'une si fâcheuse situation, il ne restait au roi que de tomber malade; c'est ce qui arriva, et sa maladie ne fut point une fiction. La reine, pendant plusieurs jours, empêcha qu'on lui parlât d'affaires; mais elle lui en disait elle-même quelques paroles. Le roi se montra fort surpris que son édit eût si vivement blessé l'Empereur, tandis que, suivant le rapport du duc de Campo Chiaro, son ambassadeur en France, l'adoption de la mesure qu'il prescrivait avait été le sujet des plus vifs éloges pour le corps diplomatique accrédité à Paris. On pourrait s'étonner un peu de cette simplicité du roi, qui ne veut pas voir que les applaudissements donnés aux fausses démarches dans lesquelles il s'engage sont un piège et une perfidie, par cela seul qu'ils partent d'un principe peu amical pour l'Empereur. Un pareil conflit n'admettait qu'une seule solution possible: le roi s'y résigna; il déclara, par une ordonnance du 20 juillet, que les Français ne pouvaient pas être regardés comme étrangers dans le royaume de Naples, et qu'en conséquence les dispositions de son édit du 14 juin ne leur étaient pas applicables. En même temps le roi écrivait à l'Empereur pour lui faire agréer sa justification, et tâchait de faire sa paix avec lui sans intermédiaire. Du reste il montra beaucoup d'humeur contre ceux de ses grands officiers et de ses ministres qu'il regardait comme ayant par leur exemple donné l'impulsion aux autres Français qui étaient à son service. Sur quel-

ques paroles un peu vives de ce prince, le général Lanusse, son grand maréchal, donna sa démission, qu'il accepta. Il fit lui-même demander à M. Daure les trois portefeuilles des ministères dont il était chargé, la guerre, la marine et la police. Celui-ci, devenu libre, prit aussitôt ses passe-ports pour rentrer en France. Les explications du roi ne furent pas accueillies comme il l'avait espéré. Le baron Durant reçut ordre de lui dire qu'il devait exclure de sa correspondance avec l'Empereur toute affaire politique, l'intention déjà manifestée de l'Empereur étant que ces sortes d'affaires fussent traitées par les légations respectives. Le coup de tête du roi avait donné un caractère très-sombre à sa cour; sa santé personnelle avait été sérieusement altérée, et son visage en portait les traces. La reine, de son côté, était dévorée de chagrins et d'ennuis. La crise devenait trop violente pour que le roi ne fût pas impatient d'en sortir; il faut, disait-il, que l'Empereur me rende sa confiance, ou qu'il reprenne ma couronne. Pour mettre un terme à ses incertitudes, il imagina d'envoyer la reine à Paris, et il écrivit¹ à l'Empereur pour le prévenir de son voyage. Sa lettre se terminait par ces mots: « J'es- » père toujours que Votre Majesté me rendra le » bonheur en me permettant d'aller vivre auprès » d'elle. »

Pour consoler le roi des contrariétés qu'il éprouvait du côté de la France, quelques courtes affectations de lui donner des marques de bienveillance et de courtoisie. Quoique, par suite des insinuations de l'Empereur, il n'eût envoyé de ministres ni à Pétersbourg ni à Vienne, les cabinets de Russie et d'Autriche n'avaient pas hésité à le prévenir. Depuis quelque temps déjà, l'Autriche avait nommé pour la mission de Naples un comte de Mier; la Russie, un prince Dolgorouki. Tous deux arrivèrent à leur destination dans le moment des plus grandes angoisses du roi; ce fut une compensation à laquelle sa vanité ne fut pas insensible.

Quoique le marquis de Gallo, ministre des affaires étrangères du roi Joachim, eût pris soin de faire présenter à Paris la retraite du général Lanusse et de M. Daure comme n'ayant eu lieu ni par suite ni à l'occasion de l'édit du roi relatif aux Français, ce renvoi de deux hommes connus par leur attachement à ce prince et par les services qu'ils lui avaient rendus, ne fut pas favorablement interprété par l'Empereur. Il jugea que le roi avait besoin d'être fortement tenu en respect; des mesures énergiques et promptes y pourvurent. L'ordre fut donné au général Grénier de mettre deux bataillons

¹ Lettre du roi Joachim à l'Empereur, en date du 28 août.

dans Gaète, et au maréchal Pérignon, qui avait précédemment exercé les fonctions de gouverneur à Naples, de se rendre dans cette ville pour y reprendre les mêmes fonctions. Le maréchal était autorisé à assurer au roi que l'Empereur ne voulait point réunir Naples à la France; qu'il ne l'avait jamais voulu, ce royaume n'ayant pas besoin d'être réuni pour faire partie de l'empire.

En informant la légation française de l'arrivée prochaine du maréchal Pérignon, le duc de Bassano faisait connaître la nature des fonctions qu'il aurait à remplir. Déjà précédemment, lorsque l'Empereur avait donné au roi un maréchal pour gouverneur de sa capitale, il avait considéré qu'un grand nombre de Français étaient au service du roi, il était nécessaire que la police de cette grande ville fut confiée à un Français d'un rang élevé, investi de sa confiance, et placée dans des mains disposées à protéger ses sujets. Les circonstances avaient rendu plus que jamais cette protection indispensable; du reste, le maréchal gouverneur devait agir sous les ordres du roi. Telle n'était point la position du commandant en chef des troupes françaises, le général Grénier. L'Empereur, ne croyant pas impossible que le roi voulut empêcher ce général de mettre deux bataillons français dans Gaète, faisait recommander à son ministre à Naples d'appliquer ses soins à prévenir toute ombre de résistance; mais s'il ne pouvait y parvenir, il devait s'éloigner aussitôt, et ne point laisser ignorer au roi les conséquences de cette extrémité :

« Si vous revenez, Monsieur, écrivait le duc de Bassano, l'intention de l'Empereur est d'informer le sénat de la conduite du roi; d'apprendre à la France qu'il a fermé aux Français les portes d'une ville qu'ils ont conquise; qu'il a ouï traher les drapeaux sous lesquels il a eu l'honneur de combattre avant que le sang français lui eût élevé un trône, et qu'enfin il a cessé de régner!!! » Après cette vive menace, l'Empereur insistait de nouveau sur le désir qu'il avait de n'être pas réduit à l'exécuter. Il voulait que son ministre n'épargnât aucun moyen de persuasion, aucun effort pour calmer l'esprit du roi, pour chasser loin de lui des fantômes dont il s'effrayait lui-même; enfin pour le bien convaincre que l'Empereur « ne voulait point, n'avait jamais voulu réunir Naples à la France; qu'il était convaincu au contraire que l'éloignement de ce royaume, « sa situation, le caractère de ses habitants, et « tout d'autres considérations importantes rendaient toute réunion impossible à jamais; mais

« le roi doit savoir en même temps que, lorsque « S. M. l'a élevé sur le trône, elle lui a donné « pour première mission de faire aimer dans son « royaume la France et les Français. » L'Empereur pouvait-il demander moins?

Le roi cette fois eut la sagesse de s'abstenir d'une opposition inutile. Deux bataillons français entrèrent dans Gaète. Une grande activité fut imprimée aux travaux maritimes, et provisoirement on fit une levée de trois mille matelots, que l'on dirigea sur Toulon. Ainsi les folles incartades du roi l'avaient conduit à l'obligation de révoquer lui-même ses propres actes; de faire plus qu'on ne lui avait d'abord demandé; de subir, à Naples même, une autorité presque rivale de la sienne; enfin, d'entendre, de la part de l'Empereur, la notification officielle des conditions auxquelles il lui était permis de régner. Il semble que l'Empereur, puisqu'il n'était ni dans son intention, ni dans son pouvoir, de faire des rois autrement que pour lui et pour la France, aurait dû leur poser catégoriquement ses conditions le jour où il les avait appelés au trône; mais pourtant aussi, on doit convenir qu'il n'eût pas dû s'attendre à trouver, dans des rois son ouvrage, une fièvre d'indépendance illimitée, un orgueil de dignité royale, que ne lui offraient pas de vieilles races dont la puissance souveraine était consacrée par de longs siècles de possession. L'Empereur, faute de rencontrer, dans ses frères et dans son beau-frère, le concours absolu de leurs ressources pour l'intérêt de l'empire, fut réduit à établir en principe, à ériger en dogme, ce qu'il eût voulu obtenir, en fait, d'un sentiment d'affection, de reconnaissance pour lui-même et d'attachement à la nationalité française. Le même homme dont le premier acte, au début de ses victoires en Italie, avait été l'abolition de la féodalité à l'intérieur des États, c'est-à-dire de l'inégalité des castes, se trouve aujourd'hui, sans cesser d'être fidèle au principe d'égalité devant la loi, l'une des principales bases du Code qui fait sa gloire, conduit à recomposer la grande féodalité politique dans les hautes régions de la puissance et dans les relations de gouvernement à gouvernement. Il proclame la suzeraineté de l'empire français sur tels et tels royaumes dont les princes ne sont pour lui que de grands vassaux. En refusant de subir de bonne grâce une dépendance à laquelle il leur était impossible d'échapper, ceux-ci l'avaient forcé de joindre le titre au fait, ce qui était une aggravation du mal, une régularisation de servitude. Napoléon dit, à l'égard de Joseph pour

* Lettre du duc de Feltra, ministre de la guerre, au maréchal Pérignon, en date du 16 septembre.

* Lettre du duc de Bassano à M. Durant, en date du 17 septembre.

son royaume, ce qu'il avait dit du pape pour les États romains : « S'il est le roi de Naples, moi, j'en suis l'empereur. » Cette déclaration de principes reçut le caractère le plus solennel. Le duc de Bassano en fit l'objet d'une lettre directe au marquis de Gallo, ministre des affaires étrangères du roi. Voici les principaux traits de cette notification : « Depuis quatre ans, le roi est engagé dans une mauvaise direction.... Il paraît qu'on lui a persuadé qu'il devait se placer, avec la France, dans les mêmes relations que l'ancienne dynastie avec les chefs de sa maison, erreur d'où sont parties toutes les fautes du roi. La maison de Naples, qui reconnaissait le pape pour suzerain, ne relevait point du trône de France, qui n'était point celui de Charlemagne. Cette dynastie a été chassée par les armées françaises ; son expulsion a coûté soixante millions et vingt mille hommes à la France. L'Empereur, en mettant sur le trône une branche de sa famille, ne l'a point substituée à la position politique de l'ancienne dynastie. »

« La France, en plaçant à Naples un grand digne de l'empire, a entendu créer un roi qui ne cesserait pas d'être Français, qui mettrait au rang de ses plus beaux droits, comme de ses premiers devoirs, celui de faire aimer les Français, d'apprendre aux Napolitains que la cause de la France est la leur.... que leurs intérêts particuliers doivent se confondre dans les intérêts de la cause commune. »

« Le ministre impérial énumérait les engagements des rois de Naples comme grands vassaux et grands feudataires de l'empire français ; il rappelait que c'est comme grands feudataires qu'ils sont héréditairement grands amiraux de l'empire. »

« C'est comme grand feudataire, poursuivait le duc de Bassano, que le roi est engagé à maintenir la constitution de ce royaume, approuvée et garantie par l'Empereur ; »

« A fournir un contingent de troupes et de vaisseaux ; »

« A observer, dans ses États, le système continental. »

« Le traité de Bayonne n'est pas un traité proprement dit : un traité est une convention libre où se balancent des intérêts ; celui de Bayonne n'est qu'un acte de munificence impériale, par

lequel S. M., disposant d'un trône, a dicté les conditions de son bienfait. »

« De la qualité de grand feudataire découlent les devoirs suivants : »

« Déferer à ce qui est exigé de lui pour le maintien de ses rapports avec son suzerain ; »

« Construire une place forte qui donne le détroit ; »

« Tenir en bon état les batteries des rades de Tarente ; »

« Concourir, avec la France et le royaume d'Italie, à l'entretien de Corfou ; »

« Ne pas souffrir que dans ses États, comme dans la confédération du Rhin, aucun ministre étranger usurpe la préséance, qui appartient au ministre de l'Empereur ; »

« Couvrir d'une protection spéciale les principales familles qui, lors de la conquête, ont contribué le plus à établir la dynastie dans l'esprit du peuple napolitain (l'Empereur avait déjà fait reprocher au roi de négliger ces familles et de leur préférer de nouveaux venus) ; »

« Enfin, d'inspirer à l'armée napolitaine un esprit français. »

« Le jour où les rois de Naples publieraient ces devoirs, ils auraient déchiré leur titre à la couronne... »

« L'Empereur aime le roi ; mais son premier intérêt doit être celui de sa politique, et aucune affection ne l'empêcherait de rappeler au devoir un grand feudataire qui tenterait de s'en écarter... »

« C'est par cette déclaration de l'Empereur que se terminait pour le roi Joachim l'année 1811. Dès cette époque, ce prince s'était laissé fasciner l'esprit par les caresses et les avances d'hommes qui rêvaient un certain système italique, dans lequel on lui faisait entrevoir, sinon une souveraineté absolue, du moins une grande prépondérance et un haut protectorat. Dans toutes les parties de la péninsule italienne, il existait un grand nombre de ces patriotes estimables, mais peu prévoyants, qui, toujours ennemis de la domination étrangère, quelle qu'elle soit, sont à toute heure prêts à la combattre ; qui, à l'époque de 1811, par exemple, lorsque la Lombardie, la Toscane et les États romains renaissaient, prospéraient sous les auspices d'une administration éclairée et bienfaisante, ne

moins en raison du titre de protecteur de la confédération. D'après cet ordre, en 1810, le ministre de France à Carlsruhe prenait le pas sur les envoyés de Russie et d'Autriche, malgré les réclamations du duc de Leuchtenberg, aujourd'hui ambassadeur en France.

¹ Lettre du duc de Bassano au marquis de Gallo, en date du 50 décembre 1811.

² L'Empereur voulait qu'à la cour des princes de la confédération du Rhin, ses ministres eussent la préséance sur tous les autres agents, non en raison du titre d'empereur des Français qui admettait d'autres règles,

voulurent pas voir qu'ils ne pouvaient échapper à la France que pour tomber sous le plomb du despotisme allemand qu'ils ont tant en horreur. Ces patriotes italiens, liés entre eux par des correspondances et des affinités, avaient jeté les yeux sur le roi Joachim comme propre à devenir pour leurs vœux un utile instrument. Ceux des Napolitains qui avaient le plus d'influence sur ce prince, Zurlo et Magella, le premier, ministre de l'intérieur, le second, ministre de la police, appartenaient à cette affiliation, si même, suivant de moins honorables interprétations, on ne doit pas les soupçonner. et surtout Magella, d'avoir tenu par des liens secrets à la dynastie absente. Telles sont les influences de choses et de personnes sous lesquelles était placé le roi Joachim : de là ses essais de révolte contre la volonté de l'Empereur; de là les sévérités de l'Empereur envers lui, et de là plus tard les résolutions bien autrement graves du roi, qui seront fatales également au vassal et au suzerain.

Si, à la fin de 1811, l'empereur Napoléon se voyait encore obligé de se livrer à de longues dissertations avec le roi de Naples, pour lui faire comprendre que son royaume n'était qu'une fraction du grand empire, il y avait eu, de la part de ce prince, un étrange aveuglement à n'avoir pas reconnu et apprécié plus tôt sa situation véritable, sur laquelle des faits nombreux auraient dû dès longtemps éclairer son incertitude. Nous en prendrions pour exemple une simple mesure de finance, adoptée en décembre 1810, et qui seule constate comment l'Empereur comprenait l'empire français.

Par suite de captures et de confiscations de guerre, le trésor impérial se trouvait avoir à disposer de neuf cent mille livres de girofle confisquées à la garde de la caisse d'amortissement. Quel parti pouvait-on en tirer? où les placer? comment les vendre? Il était sensible qu'en jeter brusquement une trop grande quantité sur le même point, c'était en rendre le débit impossible; il fallait donc répartir cette grande masse, en portions plus ou moins fortes, entre un grand nombre de villes, selon l'importance relative de leur consommation probable. Cette idée admise, l'Empereur décida de ne faire d'abord emploi que des deux tiers de la denrée existante, c'est-à-dire de six cent mille livres. Voici comment il y procéda : il distribua en trois classes toutes les villes auxquelles un envoi devait être fait, et il assigna une quantité différente à chacune de ces classes.

La première se composait des villes de *Madrid*, *Auvers*, *Paris*, *Trieste*, *Dantzic*, *Naples* et *Hamboùrg*. Chacune de ces villes devait recevoir quarante mille livres pesant de girofle.

Les villes de la deuxième classe n'en devaient

recevoir que vingt mille. Ces villes étaient *Nantes*, *Bordeaux*, *Marseille*, *Gènes*, *Bayonne*, *Livourne*, *Venise*, *Lubeck*, *Ancône* et *Raguse*.

Enfin, l'envoi ne devait être que de neuf mille livres pour les villes de la troisième classe, savoir : *Toulouse*, *Montpellier*, *Rome*, *Milan*, *Turin*, *Lyon*, *Strasbourg*, *Pampelune*, *Vittoria*, *Augsbourg*, *Francfort*, *Loipsig*, *Varsovie*, *Cracovie*.

Par cette seule indication on voit quels sont les pays que l'Empereur considéra non pas seulement comme des États attachés à sa fortune et destinés à se mouvoir dans son orbite, mais comme des dépendances réelles de son empire, associées jusqu'à un certain point à ses arrangements intérieurs.

L'exécution de la mesure ayant rencontré quelques difficultés, donna lieu à Napoléon d'adresser à son ministre des relations extérieures une observation d'une nature élevée et grave, à laquelle on pourrait supposer une tout autre origine. L'Empereur avait entendu que, dans les pays autres que la France, l'importation fût soumise au paiement des droits d'entrée, sans à prélever la valeur de ces droits sur le prix de la vente; mais, la vente ne pouvant se faire qu'après l'introduction de la denrée, il fallait une exemption provisoire du paiement des droits. En quelques États, on crut que cette exemption devait être définitive, ce qui fit naître des plaintes. L'intention de l'Empereur n'ayant pas été d'exiger une telle exemption, il accueillit avec empressement les réclamations qui s'élevèrent, et fit retomber sur son ministre un mécontentement dont le principe était dans la forme même de ses propres ordres. L'opération, ainsi qu'il l'avait voulue, était, disait-il, « une chose » simple, et on en avait fait une affaire de « tribut et de vexation. » Et, à propos de cette question si légère en comparaison de toutes celles qui s'agitaient alors, il faisait au ministre une recommandation d'une profonde sagesse, dont malheureusement lui-même il n'eût point permis l'application dans les circonstances où elle eût été le plus salutaire et le plus utile. « Les affaires¹ des » relations extérieures, écrivait-il, sont les affaires qui se traitent longuement. Vous devez tous jours garder une lettre trois ou quatre jours sous votre chevet avant de la faire partir. » L'avis était excellent, c'était une pensée saine, œuvre de réflexion et de sang-froid; mais, dans les conjonctures où il eût été avantageux de suivre son conseil, l'Empereur se serait-il accommodé de la temporisation de son ministre? Il est trop démontré que c'était précisément là où la lenteur eût été nécessaire que sa volonté se manifestait avec un degré

¹ Lettre au duc de Bassano, du 1^{er} avril.

de force qui n'admettait ni opposition ni retard.

Si nous ne rencontrons plus en Italie qu'un seul État qui ait conservé une existence du moins nominale, c'est encore dans un coin de cette péninsule que se trouve un prince dont la puissance, bien qu'elle ait cessé d'appartenir à un territoire déterminé, n'en subsiste pas moins dans toute sa grandeur, car elle s'étend sur des populations immenses, sur toutes celles qui professent le culte dont il est le suprême pontife.

En quelque lieu que réside le saint-père, soit qu'il siège avec éclat dans l'ancienne capitale du monde, soit qu'il vive obscurément dans une humble cité, soumise à l'empire français, le chef de l'Église, ne tirant sa force ni de la splendeur d'un trône ni de l'étendue d'un domaine temporel, continue d'être, dans sa retraite de Savone, sans armée, sans un seul soldat à ses ordres, un formidable adversaire pour les plus puissants monarches. Avec un prince à qui il ne reste rien dont on puisse le dépouiller, Napoléon lui-même n'a d'autre ressource que la voie de la négociation. Avant de tenter de nouvelles démarches auprès du pape, il avait, à la fin de 1810, senti le besoin de faire examiner les questions sur lesquelles la négociation devrait s'ouvrir. De là, comme nous l'avons dit, la réunion projetée d'un conseil ecclésiastique pour le mois de janvier 1811. Ce conseil se composa de neuf membres, les trois cardinaux Fesch, Maury et Caselli, les deux archevêques de Tours et de Malines, les trois évêques d'Evreux, de Trèves et de Nantes, et de plus le supérieur de Saint-Sulpice, M. Emmery, pour lequel l'Empereur montrait beaucoup d'estime.

Deux questions principales furent soumises à ce conseil. Les détails ici sont nécessaires, car, entre Napoléon et Pie VII, la théologie est véritablement de la politique. C'est même une sorte de politique très-simple, très-claire, et qu'il importe de connaître pour n'être pas dupe des ridicules imputations élevées contre l'Empereur autant par l'ignorance que par la mauvaise foi.

La première question était de savoir à qui il fallait s'adresser, toute communication étant rompue entre le pape et l'Empereur, pour obtenir les dispenses qu'accordait le saint-siège. En substance, la réponse du conseil ecclésiastique sur ce point fut que, pour obtenir ces dispenses, c'était aux évêques diocésains que devaient recourir les fidèles.

Voici dans quels termes la seconde question était posée : « Quand le pape refuse persévéramment d'accorder des bulles aux évêques nommés par l'Empereur pour remplir les sièges vacants, quel est le moyen légitime de leur donner l'institution canonique ? »

Sur cette seconde question, l'avis du conseil fut que, comme le pape, par ses refus opiniâtres de donner l'institution canonique aux évêques qu'avait nommés l'Empereur, violait le concordat passé entre Léon X et François I^{er}, renouvelé entre S. M. Napoléon et le saint-père, celui-ci mettait l'Église de France dans la nécessité de revenir à ce qui se pratiquait avant François I^{er}.

« Le concordat entre ce prince et Léon X, disait le conseil, donne en effet un avantage trop marqué sur nos monarches. Par une des clauses du concordat, le prince perd le droit de nommer si, dans un temps fixé, il ne présente pas au pape un sujet capable. Pour qu'il y eût égalité de droits entre les augustes parties contractantes, il eût fallu que, de son côté, le pape se fût obligé de donner l'institution ou de produire un motif canonique de refus, dans un temps déterminé, faute de quoi le droit d'instituer serait dévolu, par ce seul fait, au concile de la province où se-rait situé l'évêché vacant.

« An moyen de cette clause ajoutée au concordat, il ne serait plus au pouvoir des papes de prolonger à leur gré la vacance des sièges; les papes ne seraient plus les maîtres de l'épiscopat, nous conserverions tous les avantages du concordat sans inconvénients et sans danger.

« Et, puisque S. M. nous permet de lui exposer ce qui nous paraît convenir le mieux pour assurer dans tous les temps le plein exercice de la juridiction épiscopale, nous oserons lui dire que, de toutes les mesures possibles, le concordat ainsi modifié est la plus simple, la plus conforme aux principes, la plus propre à rallier tous les esprits et à rassurer les consciences timorées. »

On doit remarquer ici que le mode indiqué en 1811 par un conseil composé des prélats les plus respectables et les plus sages, pour la conciliation des droits du pape et de l'Empereur, est celui qui formera la base du concordat de 1813, à l'occasion duquel tant d'injures et de calomnies seront prodiguées à Napoléon.

En présentant l'addition d'une clause au concordat de 1801, comme le meilleur remède au mal existant, le conseil ecclésiastique exprimait le désir très-naturel que ce changement eût lieu du consentement des deux parties contractantes. L'Empereur, suivant le conseil ecclésiastique, était au droit de l'exiger, pour que ses nominations ne fussent pas éludées par des refus ou des délais arbitraires. Le pape devait y consentir, pour donner à l'Empereur une garantie contre des abus qui s'étaient trop souvent reproduits; mais si le saint-père n'y accédait pas, son refus justifiait, aux yeux de toute l'Église, l'entière abolition du con-

» cordat et le recours à un autre moyen de conférer
» l'institution canonique. »

En conséquence des délibérations du conseil, et de l'accueil qu'elles trouvèrent auprès de l'Empereur, il fut décidé qu'une députation serait envoyée à Savone au nom de douze cardinaux, archevêques et évêques, qui se trouvaient alors à Paris, avec une lettre signée par eux en commun pour le saint-père. Les personnes désignées pour cette mission furent l'archevêque de Tours, l'évêque de Trèves et l'évêque de Nantes.

Les instructions qui leur furent données¹ par l'Empereur portaient :

Qu'un concile était convoqué à Paris pour le 9 juin ;

Que le concordat de 1801 n'existait plus, le pape refusant d'en exécuter les clauses les plus essentielles ; qu'à l'avenir les évêques seraient institués comme ils l'étaient avant le concordat de François I^{er}, selon la forme qui serait réglée par le concile et approuvée par l'Empereur.

Cependant Napoléon ne demandait pas mieux que de s'entendre avec le saint-père, si celui-ci montrait des sentiments de conciliation. Dans cette dernière hypothèse, il y aurait deux conventions à conclure, l'une relative à l'institution des évêques, l'autre ayant pour but de régler les affaires générales.

A l'égard de l'institution des évêques, l'Empereur consent à revenir au concordat sous deux conditions : la première, que le pape instituera les évêques déjà nommés ; la seconde, qu'à l'avenir les nominations ayant été communiquées au pape pour obtenir l'institution, si, *au bout de trois mois*, le saint-père ne l'a pas donnée, la nomination sera communiquée au métropolitain qui devra instituer son suffragant, lequel instituera également, s'il s'agit de l'archevêque.

Quant au règlement des affaires générales, on établissait les bases suivantes : le pape pourra retourner à Rome, s'il consent à prêter le serment prescrit par le concordat. S'il refuse ce serment, il pourra résider à Avignon avec la liberté d'administrer tout le spirituel, avec la jouissance des honneurs souverains, le droit d'avoir auprès de lui des résidents des puissances chrétiennes, et un revenu de deux millions de francs. Une seule promesse lui est demandée, celle de ne rien faire dans l'empire qui soit contraire aux quatre articles de 1682.

Les évêques envoyés auprès du pape devaient être revenus au 1^{er} juin, époque de la convocation

du concile. Pour éviter tout retour sur le passé, il leur était prescrit de ne point parler au pape de la bulle du 10 juin 1809 (la bulle d'excommunication de l'Empereur). Ils devaient faire comprendre au saint-père, d'une part, qu'il ne fallait pas songer à rentrer dans la souveraineté temporelle de Rome ; d'autre part, qu'il était de sa prudence de réfléchir à ce que pourrait faire l'Eglise de France d'après les exemples des temps antérieurs, vu la nécessité de pourvoir au salut des âmes et au bien de la religion.

Telles sont les dispositions de l'Empereur ; nous allons voir maintenant quelles sont celles du saint-père. Aussitôt après leur arrivée à Savone, les trois députés, outre la lettre officielle, objet de leur mission, remirent à Sa Sainteté dix-huit lettres particulières de cardinaux, archevêques et évêques qui la conjuraient de rendre la paix à l'Eglise. Les premières conférences n'amènèrent aucun résultat. Il répugnait au pape de donner par écrit la promesse de ne rien faire contre la déclaration de 1682, attendu qu'Alexandre VIII, peu de temps avant sa mort, avait condamné cette déclaration. La proposition d'une clause additionnelle au concordat de 1801 trouvait pareillement en lui une forte résistance ; cependant, après sept ou huit jours de conversations sans effet, les députés ayant annoncé leur prochain départ, le pape parut agité et se montra moins ferme dans ses répulsions. Il céda d'assez bonne grâce, et, le 19 mai, on conclut un véritable accord, non il est vrai dans la forme habituelle des traités, mais sous celle d'une note rédigée en sa présence et acceptée par lui. Nous nous dispensons d'en donner ici le texte pour éviter une sorte de double emploi. Le concile, convoqué à Paris pour le mois de juin, ayant entendu² le rapport de la députation sur ce qui s'était passé entre elle et le saint-père, rendit un décret conforme, presque littéralement, à la note consentie par Sa Sainteté. Ce décret, porté à Savone par une députation nouvelle et plus nombreuse³, fut approuvé par un bref du 20 septembre. Voici les cinq articles du décret du concile, tels qu'ils sont énoncés dans le bref du saint-père qui les accepte :

« Article 1^{er}. Les archevêchés et évêchés, conformément aux saints canons, ne pourront rester vacants plus d'une année, dans lequel espace de temps la nomination, l'institution et la consécration devront avoir leur pleine et entière exécution.

» Article 2. Le concile suppliera l'Empereur de

étaient les archevêques de Tours, de Pavie et de Malines, et les évêques de Faenza, Plaisance, Feltre, Evreux, Trèves et Nantes.

¹ En date du 26 avril..

² Séance du 5 août.

³ Les membres de la députation, au nombre de neuf,

» continuer, en vertu des concordats, à nommer
 » aux sièges vacants, et les évêques nommés par
 » l'Empereur auront recours, dans la forme accou-
 » tumée, au souverain pontife, pour obtenir l'in-
 » stitution canonique.

» Article 3. Dans les six mois qui suivront la
 » notification faite, selon l'usage ordinaire, au sou-
 » verain pontife, Sa Sainteté donnera l'institution
 » conformément aux concordats.

» Article 4. Si, au bout de six mois, Sa Sainteté
 » n'a pas donné l'institution, le métropolitain sera
 » chargé d'y procéder, et, à son défaut, le plus
 » ancien évêque de la province ecclésiastique. Ce
 » dernier, s'il s'agit de l'institution d'un métropo-
 » litain, la donnera également.

» Article 5. Le présent décret sera soumis à
 » l'approbation de Sa Sainteté, et en conséquence
 » Sa Majesté l'empereur et roi sera humblement
 » supplié d'accorder à six évêques, qui seront dé-
 » putés, la permission de se rendre auprès du saint-
 » père, pour lui demander respectueusement la con-
 » firmation d'un décret qui offre le seul moyen de
 » remédier aux maux des Églises de France et
 » d'Italie.»

L'acceptation de Pie VII était conçue dans les
 termes suivants : « *Voulant venir au secours de
 » l'Église.... nous approuvons et nous confirmons
 » les articles rapportés ci-dessus, lesquels sont con-
 » formes à nos vues et à notre volonté. »*

Ainsi la querelle de Napoléon et de Pie VII sem-
 blait être à peu près terminée. Ce fut du côté de
 l'Empereur qu'il survint un nouvel obstacle. Napoléon
 se montra peu satisfait du bref qui exprimait
 l'approbation pontificale, soit qu'il fût réellement
 blessé des principes que cette pièce renfermait,
 soit que des considérations d'ordre politique le
 portassent à s'abstenir de changer pour le moment
 la situation du saint-père. Le ministère français fit
 connaître que le bref ne pouvait être admis, d'abord
 parce que l'Église romaine y était proclamée *mère*
et maîtresse de toutes les autres Églises; ensuite
 parce qu'il imposait, aux archevêques et évêques
 autorisés à donner l'institution canonique et la con-
 firmation aux évêques nommés depuis six mois,
 l'obligation de déclarer expressément qu'ils don-
 naient cette institution et confirmation au nom du

pape. Les objections du gouvernement français
 n'étaient pas sans valeur; elles peuvent sans doute
 avoir concouru au rejet d'un acte dont antérieure-
 ment on se fût contenté; mais il est possible aussi
 qu'à la fin de 1811 Napoléon, préoccupé de la pos-
 sibilité d'une grande guerre qui paraissait devoir
 s'allumer, jugeât plus utile, plus sûr, plus impor-
 tant dans son intérêt, le maintien provisoire de
 l'état d'isolement où se trouvait le pape Pie VII,
 que l'essai immédiat du remplacement de ce prince
 dans une autre position, au milieu de circonstances
 qui seraient inévitablement graves et difficiles,
 bien qu'alors on ne dût guère prévoir ce que l'ave-
 nir réservait au grand empire de désastres et de
 calamités.

Au fond, l'Empereur avait obtenu un résultat
 très-satisfaisant; les concessions faites par le saint-
 père étaient d'une haute gravité. Aussi, comme
 elles seront rétractées un jour, les partisans du
 saint-siège s'attachent-ils à établir qu'elles ne
 furent accordées qu'à la suite d'obsessions¹ im-
 portunes et de rapports inexacts. L'historien²
 du pape Pie VII n'a pas épargné le blâme et les
 reproches aux hommes dont il suppose que les con-
 seils ont en cette circonstance déterminé le saint-
 père, les cardinaux Joseph Doria, Antoine Dugnani,
 Fabrice Ruffo et de Bayane, et surtout à l'aumônier
 du pape, monsignor Bertazzoli. A nos yeux, et, nous
 le pensons, aux yeux de tous les hommes impar-
 tiaux, les prélats qui cherchaient de bonne foi à
 rapprocher Napoléon et Pie VII étaient de vrais
 amis de la religion, dignes de l'estime et de la re-
 connaissance des peuples.

Avant de revenir aux discussions qui préparent
 en Europe les événements de 1812 et des années
 suivantes, nous devons rappeler quel était alors,
 et même dans le nouveau monde, l'état de la ques-
 tion qui est pour la France le premier et le plus
 terrible de ses instruments de guerre, la question
 de la neutralité maritime. Sous ce rapport aussi,
 les chances en Amérique, devenues favorables à
 l'empereur Napoléon, semblaient lui présager, pour
 un temps prochain, un précieux renfort, une puis-
 sante alliance.

La révocation conditionnelle de ses décrets de
 Berlin et de Milan annoncée par lui, en date du 5

¹ Histoire du pape Pie VII.

² Cet historien, M. Artaud, a été longtemps secrétaire
 d'ambassade ou chargé des affaires de France à Rome.
 Sa manifeste partialité en faveur de Pie VII m'a rappelé
 une observation de M. de Talleyrand qui, selon lui, a
 un caractère certain de vérité. M. de Talleyrand pose
 en fait, que, comme tout agent français, qui a fait une
 longue résidence à Vienne, en revient avec une vive

antipathie pour l'Autriche, tout agent, au contraire,
 dont la mission auprès de la cour de Rome a eu une lon-
 gue durée, en rapporte un profond attachement pour
 cette cour. Nous ignorons si la remarque est juste pour
 ce qui concerne la cour de Vienne, mais l'ouvrage de
 M. Artaud en confirme, à un haut point, la justesse rela-
 tive à la cour de Rome.

août 1810, ayant porté le Président des États-Unis à annuler, par une proclamation du 2 novembre, relativement à la France, les prohibitions de l'acte de *non intercouers*, comme le cabinet de Londres n'avait pas, dans le délai de trois mois, rapporté ses ordres du conseil, le moment était venu pour le gouvernement américain, le 2 février 1811, de constater, conséquemment à sa dernière proclamation, la différence de sa situation envers les deux puissances. Après la prolongation d'un mois de plus écoulé sans résultat nouveau, ce gouvernement déclara, le 2 mars 1811, que l'acte de *non intercouers*, qui avait cessé d'être applicable à la France, continuerait à être en vigueur à l'égard de l'Angleterre. Ainsi, à dater de ce jour, l'état de choses antérieur a été remplacé par un système différent; les situations ont cessé d'être les mêmes; la parité entre les gouvernements de France et d'Angleterre s'est évanouie; enfin l'exclusion n'existe plus que pour l'un de ces gouvernements.

L'Empereur, par suite de sa décision du 5 août, et dans le but d'en montrer aux États-Unis les utiles effets, avait ordonné qu'à partir du 1^{er} novembre 1810 les prises américaines ne fussent plus jugées d'après les décrets de Berlin et de Milan, mais réservées en séquestre jusqu'au jour où le gouvernement fédéral prendrait envers l'Angleterre une résolution caractérisée. Cette résolution qui, comme nous venons de le dire, ne fut adoptée que le 2 mars 1811, n'était pas toutefois aussi complète que pouvait le désirer la France.

La partie de l'acte de *non intercouers*, qui interdisait l'accès dans les États-Unis aux bâtiments et aux marchandises anglaises, ne défendait pas aux bâtiments américains de se rendre en Angleterre et d'y porter des productions des États-Unis. Cette défense, originairement exprimée dans les articles 12 et 13 du premier acte de *non intercouers*, n'avait été reproduite ni dans l'acte suivant du 2 novembre 1810, ni dans l'acte supplémentaire du 2 mars 1811. Une telle omission donnait lieu à d'importantes conséquences, qui furent pour le gouvernement français le sujet d'un sérieux examen. La plus grave de ces conséquences était palpable. Les bâtiments américains pouvant aller en Angleterre et y porter des productions américaines, que feront-ils ensuite? reviendront-ils aux États-Unis sur leur lest? Non, très-probablement; ils prendront des marchandises anglaises, et chercheront à les verser dans d'autres pays, pour en faire un second objet d'échange cen-

tre des marchandises neutres, avec lesquelles ils pourront rentrer dans leurs ports. C'est là un danger manifeste contre lequel la France doit se prémunir. Quels sont les moyens de le prévenir, en du moins de l'atténuer? Comme la question est complexe, les moyens doivent être de diverses sortes.

Pour les bâtiments expédiés des États-Unis à la destination de la France, nulle difficulté; ils seront admis moyennant des certificats d'origine délivrés par les consuls français.

Point de précaution à prendre non plus pour les bâtiments qui, après être venus en Angleterre, retourneraient sur leur lest aux États-Unis.

Quant à ceux qui, ayant touché en Angleterre, tenteraient d'autres excursions en Europe, s'ils se rendaient soit en France, soit chez des nations alliées de la France, avec un chargement composé en tout ou en partie de marchandises anglaises, non-seulement en devrait leur fermer l'entrée des ports, mais il y aurait de plus lieu de confisquer les bâtiments et les cargaisons. Ces diverses hypothèses, discutées dans un rapport soumis à l'Empereur, avaient servi à former la base d'un décret qui fut rendu le 6 mai. Une lettre du ministre des relations extérieures¹ fit connaître au gouvernement fédéral qu'un certain nombre de bâtiments américains, séquestrés dans les ports français, venaient d'être relâchés, et qu'ils étaient libres de partir en exportant des vins, soieries et autres produits du sol de la France; mais le sentiment qui, chez l'Empereur, produisait cette démonstration amicale devait s'arrêter à une juste limite. Le tribunal chargé de prononcer sur les questions de neutralité maritime avait été appelé à porter son jugement sur ceux des bâtiments séquestrés dont la position suspecte demandait à être éclaircie. Une partie de ces bâtiments fut déclarée² être de bonne prise; c'étaient en général les bâtiments capturés dans les mers du Nord, où ils naviguaient sous la protection anglaise. Le ministère français eut soin de donner au gouvernement fédéral des explications sur les causes des condamnations prononcées: « Si des bâtiments américains, arrêtés même depuis³ le 10 novembre 1810, avaient été confisqués, ce n'était pas en exécution des décrets de Berlin et de Milan, mais c'était parce qu'ils avaient enfreint les lois antérieures à ces décrets et reconnues de toutes les nations. » En effet, dans tous les temps, on a confisqué des bâtiments prétendus neutres, lorsqu'ils naviguent sous convei-

¹ Afin d'obvier à la fraude, des certificats à souche seraient envoyés aux consuls dans les États-Unis.

² Lettre à M. Serrurier, ministre de France aux États-Unis, en date du 16 mai 1811.

³ Le 9 septembre 1811.

⁴ Lettre du duc de Bassano à M. Serrurier, datée d'Amsterdam le 24 octobre.

ennemi. Telle était la situation de ceux qu'avait condamnés le conseil des prises, et la liste en était jointe à la dépêche ministérielle.

Les produits du sol et des manufactures des États-Unis n'étaient pas tous admis en France sans distinction, et ceux qui se trouvaient admis supportaient naturellement un droit d'entrée. Pour déterminer ceux de ces produits dont l'introduction ne devait souffrir aucun obstacle, le gouvernement français en avait formé le tableau ¹ d'après celui des importations qui avaient eu lieu depuis le 1^{er} octobre 1806 jusqu'au 30 septembre 1807, époque de la communication la plus active entre les deux nations. On établissait cependant quelques exceptions. La principale portait sur le café et le sucre que l'Empereur repoussait, quelle qu'en fût l'origine, afin d'encourager en France les nouvelles branches de culture imaginées pour suppléer aux productions coloniales.

Dans le mois de septembre 1811, un nouvel envoyé américain était débarqué en France. N'étant arrivé à Paris qu'au moment où l'Empereur, qui se trouvait à Compiègne, eu partait pour aller visiter la Hollande, il ne put lui être présenté qu'à son retour. Peu de jours après sa première audience, il forma de vives réclamations ² contre les droits auxquels étaient soumis les produits américains, et contre l'obligation de réexporter en marchandises françaises une valeur égale à celle de l'importation. Il demanda que les navires saisis fussent rendus à leurs propriétaires, ou, s'ils avaient été vendus, que la valeur leur en fût restituée. Le gouvernement fédéral était d'ailleurs, disait-il, disposé à faire avec la France un arrangement aussi peu onéreux pour elle qu'il serait possible, comme aussi à conclure un traité de commerce sur la base d'une parfaite réciprocité. On réglerait dans ce traité les tarifs sur un pied égal, autant que le permettrait la diversité des objets, et on déterminerait des facilités mutuelles pour la vente, l'achat, l'importation et l'exportation des articles convenus. Ces propositions furent agréables au gouvernement français, et l'Empereur le fit témoigner ³ à M. Barlow, mais sans prendre aucun engagement sur ses demandes. La réponse du ministre des relations extérieures se résumait dans un seul mot que Napoléon avait dit à cet envoyé : « Vous obtiendrez tout de la France lorsque vous aurez un pavillon respecté. »

Le gouvernement fédéral était entraîné par la force des choses à cette nécessité de faire respecter

son pavillon, devant laquelle il reculait depuis plusieurs années. Quoique la France ne lui accordât pas les réparations qu'il demandait pour le passé, du moins se montrait-elle disposée à faire cesser tout conflit pour l'avenir. Le contraste de la conduite de la France et de l'Angleterre envers les États-Unis fut franchement exposé dans un message du Président Madison, en date du 6 novembre. Ce message faisait connaître la mauvaise foi du cabinet britannique dans son obstination à nier, malgré la notification officielle qu'il en avait reçue, l'existence du décret impérial qui avait révoqué ceux de Berlin et de Milan. Le Président s'indignait en outre des nouvelles violences auxquelles s'étaient récemment livrés les vaisseaux anglais en croisière sur les côtes des États-Unis, et il en citait, pour preuve particulière, l'engagement de l'un de ces vaisseaux avec une frégate américaine, commandée par le capitaine Rodgers. Malgré les efforts multipliés du gouvernement fédéral pour prévenir le danger toujours eroissant d'une rupture entre les deux pays, « le gouvernement anglais, disait M. Madison, persévère non-seulement à refuser satisfaction pour d'autres griefs qui la réclament depuis si longtemps, mais encore à exécuter, sûr le seuil même de notre territoire, des mesures qui, dans les circonstances actuelles, ont le caractère ainsi que l'effet d'une guerre contre notre commerce légitime. » Il ajoutait ensuite que l'inflexibilité hostile avec laquelle le gouvernement britannique foulait aux pieds des droits qu'aucune nation ne pouvait abandonner, imposait au congrès le devoir de mettre les États-Unis dans une attitude et un état d'armement conformes au courage et à l'attente de la nation. Les mesures dont il proposait l'adoption étaient de compléter les régiments de troupes de ligne, et de prolonger le temps des enrôlements; de lever une force auxiliaire pour un temps plus court, d'organiser un grand corps de milice, de presser la fabrication des armés et les approvisionnements militaires; enfin, d'assurer des fonds pour ces divers besoins et pour toutes les parties du service de la marine. D'un autre côté, le Président ne pouvant méconnaître que l'abus, fait en Europe, du pavillon américain, justifiait les sévérités de la France, demandait que, pour assurer à ce pavillon ainsi qu'aux marchandises qu'il couvrait, le respect qui lui était dû, il fut décrété une peine contre ceux des citoyens des États-Unis qui feraient un commerce quelconque sous pavillon ⁴ faux ou avec de faux papiers.

¹ Lettre du ministre de France Serrurier à M. Mourée, secrétaire d'État, du 25 juillet 1811.

² Note de M. Barlow au duc de Bassano, du 10 novembre 1811.

³ Lettre du duc de Bassano, du 1^{er} décembre 1811.

⁴ La fraude aura lieu toujours; l'application de la peine, jamais. En revanche le gouvernement fédéral aura

L'esprit qui dominait dans le message de M. Madison devait naturellement convenir à la France. Cependant, pour réponse aux réclamations particulières de M. Barlow, on continua de lui opposer l'insigne patience avec laquelle les États-Unis supportaient les voies de fait de l'Angleterre qui, chaque jour, sous le vain prétexte de violation de blocus, enlevait leurs bâtiments, les faisait endammer et les livrait aux capteurs, tandis que ceux de ces bâtiments qui venaient dans nos ports, faisaient encore, malgré l'élévation des assurances, des bénéfices très-considérables. Le duc de Bassano ne cessait aussi de répéter que l'Empereur était prêt à tout accorder aux Américains, s'ils parvenaient à garantir l'indépendance de leur pavillon, et dès à présent ce ministre se déclarait lui-même autorisé à négocier et à conclure avec le gouvernement fédéral un traité de commerce.

On a vu précédemment de quelle manière les États-Unis avaient procédé au sujet des Florides, et à quel titre ils avaient fait entrer une de ces provinces dans la confédération. L'Empereur, sans improuver ouvertement cette acquisition de territoire, avait fait insinuer au chargé d'affaires américain que, si son gouvernement voulait faire le sacrifice de quelques millions de piastres, l'Espagne, dans la pénurie où elle se trouvait, pourrait consentir à la cession de ces provinces. Quoique le gouvernement fédéral comprit très-bien l'utilité d'une cession officielle pour sanctionner une prise de possession irrégulière, la situation de l'Espagne, en proie à la guerre étrangère et à la guerre civile, lui épargnant toute inquiétude prochaine de ce côté, il ne montra nul empressement à répondre aux insinuations françaises, persuadé avec raison que la

temporisation ne pouvait que lui être avantageuse.

Déjà aussi, en 1810, nous avons fait connaître la manière de penser de l'Empereur sur les insurrections qui avaient éclaté dans les diverses parties de l'Amérique espagnole. Les instructions données à son nouvel envoyé aux États-Unis en 1811, M. Serrurier, exprimaient toujours les mêmes vues : « Que cet envoyé sache bien, écrivait l'Empereur au duc de Bassano, que mon intention est d'encourager l'indépendance de toutes les Amériques ; qu'il peut s'expliquer dans ce sens non-seulement avec le Président, mais même avec les agents que ces différentes colonies peuvent avoir aux États-Unis ; qu'il doit chercher à se lier avec eux ; qu'il peut même envoyer des agents dans ces colonies ; qu'on y enverra volontiers des armes et tous les secours qui dépendront de nous, pourvu que l'indépendance des colonies soit pure et simple, et qu'elles ne contractent aucun lien particulier avec les Anglais. »

L'Empereur comprenait dès lors que l'émancipation des colonies espagnoles était une de ces nécessités contre lesquelles toute résistance serait absurde. Il faudra plus de vingt ans à la métropole pour se résigner à cette conviction.

Bien qu'un grand nombre d'innovations aient reçu leur accomplissement sous le régime impérial, il en est plus encore qui, conçues par Napoléon, n'ont été exécutées que longtemps après lui. Ainsi, dès 1811, il voulait qu'un service expéditif de paquebots fut établi entre la France et l'Amérique, et qu'il y eût tous les quinze jours départ de chacun des deux pays. C'est ce qui se pratique maintenant ; mais quel long espace entre la pensée et l'exécution !

un jour l'habileté de faire indemniser, par plusieurs États européens et surtout par la France, ceux des citoyens des États-Unis qui, au milieu de leurs bénéfices illicites,

auraient éprouvé quelques pertes par de très-justes confiscations.

* Lettre du 23 août.

CHAPITRE XXXI.

AFFAIRES INTÉRIEURES.

Naissance du roi de Rome. — Voyage de l'Empereur en Normandie. — Hollande. — Voyage de l'Empereur en Hollande. — Administration. — Instruction publique. — Subsistances. — Travaux à Paris. — Travaux en Belgique. — Travaux à Rome. — Commerce. — Secours au commerce. — Travail de l'Empereur en conseil. — Création d'un ministère du commerce. — Question des jeux à Paris. — Finances. — Napoléon et Joséphine. — Discours de l'Empereur au corps législatif. — Situation de l'Angleterre. — Budgets en Angleterre et en France.

Après avoir établi la situation de la France envers les puissances étrangères, nous croyons convenable de nous arrêter sur les affaires intérieures de l'Empire à cette époque; car une fois que nous serons engagés dans le mouvement politique qui entraîne Napoléon vers les abîmes, il ne sera plus guère possible d'envisager, autrement que comme les accessoires de la guerre, les dispositions administratives du pays. Dans tout le cours de 1811, l'esprit de paix préside encore à l'action du pouvoir. Les mesures qu'il adopte continuent à s'appuyer sur le maintien présumé des alliances existantes. Six mois plus tard, la question sera changée.

Quoique nous ne fassions qu'indiquer bien sommairement les projets d'amélioration qui occupent l'Empereur, le simple exposé de ses intentions suffira pour faire sentir l'immensité du bien qu'eût pu opérer, comme administrateur, cet homme qui, après avoir tout gagné, a tout perdu au terrible jeu de la guerre. Sur les affaires intérieures plus encore que sur les affaires du dehors, je ne bornerai à donner des extraits de lettres, des phrases seulement, des mots même, en m'attachant à une distribution de matières propres à en faciliter l'intelligence; mais la classification des services n'emporte pas celle des terrains où ils s'appliquent, et, en traitant de chacune des diverses branches d'administration, il n'en faudra pas moins franchir à tout moment d'énormes distances, et passer rapidement d'une extrémité de l'empire à l'autre.

Comme nous ne pourrions guère observer l'ordre des lieux, il nous serait également malaisé de respecter l'ordre des dates. Nous n'hésiterons donc pas à nous dégager de cette double entrave. Ainsi, sans attendre le 20 mars, l'événement le plus heureux de tous pour l'Empereur, en 1811, est celui dont nous parlerons le premier, la naissance du roi de Rome¹.

Si ce fut là, comme nous l'avons dit ailleurs, un fait d'une haute gravité pour la politique du dehors, quelle importance ne devait-il pas avoir pour l'intérieur de la France? Paris dans l'attente, Paris tenu d'abord en suspens par la première explosion de l'artillerie des Invalides, Paris se souvient encore du coup de canon décisif² qui fit éclater les bruyants transports de sa joie, et cette joie était vraie, elle était profondément sentie, car la venue d'un fils à Napoléon présageait une ère nouvelle, et semblait devoir faire succéder aux longues incertitudes des temps de guerre une époque de repos et de sécurité.

L'Empereur approuve que la naissance de son fils soit, comme à Paris, célébrée par des fêtes dans les départements; mais il prévoit que la flatterie pourrait en porter les dépenses jusqu'à la prodigalité. Pour prévenir cet inconvénient, il charge le ministre de l'intérieur de fixer aux maires des villes une limite proportionnelle qu'elles ne puissent point dépasser. Doter des orphelines, des filles pauvres et les marier avec des militaires, donner des secours à l'indigence, voilà pour l'Empereur le

¹ L'enfantement fut douloureux. L'Empereur désirait vivement un fils, mais l'homme, l'époux tendre oublia en ce moment son orgueil d'empereur : « Ne pensez qu'à la mère, » dit-il à l'accoucheur, le célèbre Antoine Dubois.

² Il devait être tiré cent coups de canon pour un fils, vingt et un seulement pour une fille. Le vingt-deuxième était ainsi la proclamation d'un héritier.

mode de réjouissance le plus moral et celui qu'il préfère. Des fonds pour ce genre de secours sont mis par lui à la disposition du ministre ¹.

Dans les félicitations adressées à l'Empereur, sans doute l'enthousiasme éclatait sous des formes étranges, mais cet enthousiasme n'était point un mensonge. Sous un langage empreint d'exagération, un fond de vérité subsistait dans les espérances qu'on exprimait alors. C'était de bonne foi que le président du sénat voyait « dans le roi de Rome » un nouvel astre qui se levait sur l'horizon de la France, et dont le premier rayon dissipait just-
« qu'aux dernières ombres des ténèbres de l'a-
venir. » C'était de bonne foi que l'Empereur répondait : « Les grandes destinées de mon fils » s'accompliront. Combien, de part et d'autre, on était loin de soupçonner le cruel démenti que ces brillantes prédictions devaient si promptement recevoir !

Libre à toute guerre au dehors, ou du moins abandonnant à ses maréchaux la seule guerre qu'il eût à soutenir sur le continent, la guerre d'Espagne, l'Empereur, en 1811, fit à l'intérieur deux voyages, l'un en Normandie, l'autre en Hollande. Le premier ne dura que dix à douze jours. Parti de Rambouillet le 22 mai, après s'être arrêté à Caen, où il avait été extrêmement satisfait de l'esprit des habitants et de celui de toutes les grandes familles du voisinage, il était le 26 à Cherbourg, parcourait, examinait les forts de la rade, la digue, les travaux du port, et, le 31, revenait par Alençon à Paris.

Le voyage en Hollande fut moins rapide. Ce pays était une acquisition nouvelle qu'il fallait attacher à la France, en lui faisant comprendre que son véritable intérêt commandait cette union. Les habitudes de contrebande avec l'Angleterre, favorisées ou du moins tolérées sous le règne de Louis, avaient forcé l'Empereur, en 1810, à des actes de sévérité, sur lesquels il insistait d'autant plus qu'ils devaient toujours, et il le savait bien, trouver une atténuation dans le caractère indulgent et facile de son lieutenant général, le duc de Plaisance. Dans les premiers mois de 1811, l'Empereur reprochait encore à celui-ci le danger d'une douceur qu'il traitait de faiblesse : « Si les barrières entre la Hol-
« lande et l'empire ne sont pas encore levées, lui » écrivait-il ², c'est que tous les jours des com-
« munications frauduleuses ont lieu entre la Hol-
« lande et l'Angleterre ; c'est enfin que l'adminis-
« tration n'est pas assez vigoureuse. Tant qu'on » aura de ces faibles complaisances, le pays souf-

« frira. » Il est très-vrai qu'il existait alors dans les principales villes, Amsterdam, Rotterdam et autres, une masse considérable de population sans état, sans industrie, qui ne pouvait être maintenue en repos que par la verge d'une rigide discipline. Ayant vécu de contrebande, tant que la contrebande se faisait pour le compte de grandes maisons de commerce, elle se trouvait réduite à la misère, et offrait à la malveillance un instrument de troubles depuis que, par prudence ou par force, les riches négociants avaient dû renoncer à ce genre hasardeux de spéculation. L'Empereur sentait le besoin de se mettre en garde contre les désordres que pouvait produire le mauvais esprit de cette classe nombreuse de gens sans aveu. Il fallait, selon lui, ou les faire entrer ³ au service de la marine, ou les mettre dans des dépôts de mendicité, ou les employer à des travaux utiles. La prévoyance de l'Empereur n'était que trop fondée. Des émeutes eurent lieu à Amsterdam, Rotterdam et ailleurs. Dans les premiers moments du danger, le duc de Plaisance avait adopté des mesures sévères, et bientôt après, revenant à son indulgence naturelle, il s'était empressé de les adoucir. « Je » ne conçois rien ⁴, lui écrivait l'Empereur, à cette » vacillation. Il faut que les honnêtes gens et les » bons soient protégés et conduits par les bons trai-
« tements, mais la canaille doit l'être par la ter-
« reur. La manière dont les choses marchent à » Amsterdam et à Rotterdam est funeste. Les sédi-
« tieux restent impunis ; il faudra du canon pour » les soumettre plus tard. Vous avez eu le droit de » prendre des mesures dans un moment pressé : » ces mesures ont été ratifiées par moi, vous n'avez » plus le droit de les rapporter. » Cette fois le lieutenant général donna cours aux ordres rigoureux de l'Empereur. On fit quelques exemples, et en peu de temps l'ordre fut partout rétabli. Après avoir ainsi assuré le respect dû au pouvoir, l'Empereur jugea qu'il était temps pour lui de voir par ses propres yeux ce que demandait la situation de la Hollande et ce qu'il pouvait faire pour ce pays. Il annonça au duc de Plaisance qu'ils y rendraient incessamment avec l'impératrice. L'Empereur partit en effet de Compiègne le 19 septembre. Avant la fin de ce mois, il avait visité sur sa route Boulogne et Ostende, l'île de Cadzand et ses forts, Flessingue et Middelbourg, Terneuse et Anvers. La Hollande le retint pendant tout le mois d'octobre. Napoléon et les Hollandais apprirent respectivement à se connaître, et le résultat de cette appréciation réciproque fut utile de part et d'autre. Les fêtes pu-

¹ Lettre du 8 mai.

² Lettre du 10 février 1811.

³ Lettre du 19 mars.

⁴ Lettres du 12 et du 19 mai.

Ilignes ne manquent jamais, et elles ne prouvent rien. L'Empereur reçut de la part des hommes les plus estimables les témoignages d'une reconnaissance sincère. Utrecht, Amsterdam, le Heider, la rade du Texel, Leyde, Delft et Rotterdam furent tour à tour le but de ses courses, de ses explorations et l'objet de décisions importantes. Nulle part sa présence n'était stérile; partout elle servit à corriger des abus, à introduire des améliorations. Ce fut en portant le même esprit sur toute sa route que, dans les premiers jours de novembre, il parcourut Wesel, Dusseldorf, Cologne et Bonn, pour rentrer le 11 à Saint-Cloud.

* L'espèce de digression à laquelle nous venons de nous livrer en plaçant, hors du cadre administratif, des événements et des faits qui n'y tiennent pas d'une manière directe, nous laisse la liberté de mettre maintenant une certaine suite dans l'examen des divers services, l'administration proprement dite, l'instruction publique, les subsistances, les travaux publics, le commerce et les finances. L'action de l'Empereur semble rapide, et elle l'est en effet; mais cependant toujours la réflexion, la délibération l'a précédée. Pour se défendre de précipitation et d'imprudenc, toujours il faut à ses décisions le préalable d'un rapport ministériel qui expose les questions, les discute, et présente les considérations sur lesquelles la mesure à prendre doit être motivée.

S'agit-il de budgets à régler, et non-seulement du budget de l'État, mais encore de celui des grandes villes de l'empire, de réparations, d'embellissements à faire, de secours à donner, d'ateliers à établir, sur chacun de ces objets c'est toujours un rapport qu'avant tout il demande.

Le Piémont a besoin du secours d'argent; l'Empereur veut un rapport ¹.

Un grand nombre de convents sont disponibles à Rome, à Florence, à Turin, à Gènes et dans d'autres villes d'Italie; il faut qu'un rapport ² désigne ceux de ces convents qui peuvent être démolis, soit pour faire des places ou des marchés, soit pour ouvrir des communications entre divers quartiers des villes, soit pour leur seul assainissement.

Une prime a été accordée pour la plantation des oliviers dans les départements de Rome et du Trasyène. « Où cela ³ en est-il? » Rome n'a pas encore de dépôt de mendicité! Le port de Civita Vecchia réclame d'urgentes réparations; sur tous ces points

il faut, avec les rapports du ministre, des projets, des plans, des devis de dépenses.

Pourquoi le droit sur le Simplon ⁴ n'est-il pas encore perçu? On perd par là des sommes considérables, et d'ailleurs la lacune qui en résulte fait tort aux routes du Piémont et du mont Cenis.

Bordeaux est en souffrance; c'est par des ateliers ⁵ de travail qu'il faut soulager la misère. Un rapport doit faire connaître la nature et l'étendue des sacrifices à faire par le gouvernement.

Au nord comme au midi, les nouveaux départements sont associés à tous les avantages dont jouit la vieille France. Quoique Wesel ⁶ considéré comme place forte ait déjà vu exécuter d'importants ouvrages, l'Empereur ne veut pas qu'il y manque rien de ce qu'il possède les autres villes du même ordre. Un hôpital civil, une salle de spectacle, une école secondaire, des écoles primaires pour répandre l'usage de la langue française, sont, aux yeux de l'Empereur, des établissements indispensables, dont il convient de hâter la formation. Il recommande de beaucoup abattre, de bâtir beaucoup, et lui-même il désigne les terrains où doivent s'élever les édifices qu'il juge convenir à une ville de grande garnison et à un lieu de passage des plus fréquentés.

Sur vingt-cinq mille chevaux dont le ministère de la guerre a eu besoin en 1811, les haras français n'ont pu en fournir que dix-huit mille? quelle en est la cause? quelle est, à cet égard, l'opinion des inspecteurs généraux et des autres personnes dont les avis peuvent être utiles?

Dans le voyage de l'Empereur en Normandie, des pétitions lui ont été présentées par des marchands de dentelles. Il envoie ces pétitions ⁷ au ministre de l'intérieur, et le charge de rédiger des licences spéciales propres à favoriser ce genre de commerce.

En Hollande, on lui a remis des projets tendant à modifier le service des douanes. Quoique ce soit là un sujet bien délicat, il désire répondre au vœu qui lui est exprimé. Dans cette intention, il prescrit ⁸ que l'intendant de l'intérieur réunisse les négociants les plus recommandables, qu'il les consulte, entende leurs objections et admette tous les changements qui peuvent avoir lieu sans compromettre la sûreté de ce service.

Si l'Empereur se plaît à encourager, à récompenser le zèle dans les fonctionnaires, il en blâme,

¹ Lettre du 9 février 1811.

² Lettre du 24 février.

³ Lettre du 22 avril.

⁴ Lettre du 6 avril.

⁵ Lettre du 25 novembre.

⁶ Lettre du mois de novembre.

⁷ Lettre du 19 décembre.

⁸ Lettre datée de Caen, le 25 mai.

⁹ Lettre du 31 novembre.

il en désapprouve hautement les écarts, surtout en ce qui se rapporte à sa personne. Dans plusieurs de ses excursions à travers les départements, il a rencontré des gardes d'honneur presque dans toutes les villes où il a passé; l'intention peut bien être louable, mais de telles mesures sont irrégulières. Si les habitants en font eux-mêmes la demande, les préfets doivent en informer le ministre pour avoir son autorisation. Ces gardes d'apparat sont ruineuses et de plus inutiles, Sa Majesté ayant sa garde pour son service et tous les citoyens lui servant également de gardes d'honneur. Le ministre doit donner cette instruction au préfet par une lettre particulière, « sans rien imprimer ni faire aucun » esclandre à ce sujet. » Le soin que met ici l'Empereur à recommander le secret, est une preuve entre mille qu'en faisant des actes vraiment populaires, il n'est nullement à la recherche de la popularité.

A Cologne on a demandé aux habitants une rétribution pour prétendus frais causés par son passage. Telle n'est point la volonté ¹ de l'Empereur. Personne, sous quelque prétexte que ce puisse être, n'a le droit de lever un impôt. Il y a là un fait qu'il faut éliminer, une faute qu'il faut réparer.

L'octroi de Marseille charge d'une taxe trop forte le poisson commun, qui est la nourriture du peuple. Le ministre doit donner des ordres pour que ce droit soit diminué.

Même dans les questions d'intérêt général, l'Empereur entend que le zèle sache se contenir dans de justes bornes. Il a vu dans le journal de Paris, *les folies* (c'est l'expression dont il se sert) du préfet de Strasbourg pour la propagation de la vaccine. « Cette manière de conduire les citoyens, écrit-il » au ministre, n'est nullement ² conforme à mes » intentions. Il faut les éclairer, mais il ne faut pas » prendre de mesures de cette violence. »

Relativement à l'instruction publique, l'Empereur surveille à la fois le côté moral et le côté matériel des divers établissements. A l'époque de la distribution des prix, il désire savoir quel est l'esprit de l'université ³, quel est celui des principales institutions particulières.

Apprend-il que, dans les lycées de Paris, la nourriture n'est pas aussi saine qu'elle devrait l'être? « Allez, dit-il aussitôt au ministre ⁴, allez à l'im- » proviste visiter quelqu'un de ces lycées. »

Les lycées des départements n'échappaient pas plus que ceux de Paris à sa surveillance. Le lycée ⁵,

de Lyon n'avait, l'an dernier, que quatre-vingts élèves. Il y en a, cette année, près de trois cents. Cette augmentation est due à un proviseur nommé Bonnevie; mais deux inspecteurs de l'académie sont en querelle ouverte avec ce proviseur, et l'ont porté à donner sa démission. Quel est le secret de cette affaire?

Plus tard, l'Empereur y revient encore. Pourquoi les habitants de Lyon n'envoient-ils ⁶ plus leurs enfants au lycée de cette ville, mais à Tournon et ailleurs? Il y a là des difficultés qui réclament toute l'attention du grand maître.

A Marseille ⁷, le lycée est dans un état de complète désorganisation. En général, les lycées ne marchent pas comme ils devraient le faire.

Sur tous ces points l'Empereur veut des informations et demande des rapports. Avec cette rigidité de sa part à se faire rendre compte de tout, avec l'obligation imposée aux ministres de procéder immédiatement aux vérifications qu'il prescrivait, si les abus n'étaient pas impossibles, du moins ne pouvaient-ils pas prétendre à une longue impunité.

C'est une punition pour les gouvernements qui craignent trop les inconvénients de la publicité, de n'en pas comprendre les avantages. Les réticences et le mystère tourment presque toujours contre ceux qui les emploient. Ainsi l'Empereur, tenant entre ses mains la direction de la librairie, croyait faire acte de sagesse en défendant de laisser paraître aucune brochure *ni pour ni contre* sur les affaires ecclésiastiques. « Dans ces matières », disait-il, l'art » est de n'en point parler. » Sans contredit l'Empereur aurait eu raison, s'il s'était agi de difficultés théologiques qui eussent pu prêter aux subtilités de l'école; mais la question débattue entre le pape Pie VII et lui était claire, matérielle en quelque sorte, et facile à comprendre. Notre conviction est que, si elle eût été portée à la connaissance du pays, telle que nous l'avons exposée, l'opinion publique eût été favorable à l'Empereur, bien loin de lui être contraire, et n'aurait point laissé d'accès aux mensongères et ridicules imputations qui l'ont poursuivi au sujet de ses querelles avec le saint-siège.

Le sentiment de justice qui domine dans toute la conduite de l'Empereur, l'a porté quelquefois à revenir sur des actes accomplis, pour rectifier des erreurs ou réparer des torts. Un travail avait été fait pour la réduction du nombre des imprimeurs. Des plaintes lui parvinrent; il craint qu'une fautive partialité n'ait aggravé une mesure déjà

¹ Lettre du 25 novembre.

² Lettre du 19 mai.

³ Lettre du 23 août.

⁴ Lettre du 16 décembre.

⁵ Lettre du 23 août.

⁶ Lettre du 20 novembre.

⁷ Mois de novembre.

⁸ Lettre du 19 juillet.

rigoureuse en elle-même. Aussitôt il donne ordre¹ au ministre de lui soumettre un travail nouveau, qui fasse bien connaître le nombre des presses qu'avait chaque imprimerie, l'ancienneté respective des imprimeurs, et la bonne ou mauvaise réputation de chacun d'eux.

Les budgets des divers ministères ne recevaient son approbation qu'après l'examen le plus approfondi. Malgré l'esprit d'économie dont il était animé, il savait augmenter les dépenses qu'il jugeait utiles, comme restreindre celles qu'il trouvait exagérées. Pour le budget de l'intérieur, les calculs du ministre avaient établi à quarante-huit millions les dépenses variables et fixes des départements. Cette évaluation parut trop faible à l'Empereur. « Les tribunaux sont mal partout; les prisons sont insuffisantes; les enfants trouvés manquent d'établissements en beaucoup d'endroits. » Porter à cinquante et un millions les dépenses fixes et variables ne serait² pas trop. » Par cette même lettre, l'Empereur demande au ministre un classement des préfectures et des sous-préfectures qui puisse lui servir de règle pour mettre une véritable égalité dans la manière dont seraient traités les préfets et les sous-préfets, selon les convenances respectives des départements. Si la partialité, l'injustice se glissent quelque part, ce n'est jamais que contre la volonté de l'Empereur.

Pour le travail, le temps, les lieux lui sont indifférents. La joie ne l'en distrairait pas plus que les fatigues et les voyages. Dans les jours même qui suivirent la naissance du roi de Rome, dans ces jours de bonheur où se succédaient devant lui tous les corps de l'État qui lui apportaient des félicitations et des hommages, il trouvait des heures qu'il appliquait à des méditations d'utilité publique.

Par un décret du 24 mars, il établissait, dans les rades d'Anvers, de Brest et de Toulon, des écoles pratiques de marine sous le titre d'écoles de seconde classe. Il prescrivait, par un décret du 25, pour encourager la fabrication du sucre indigène, de consacrer à la culture de la betterave jusqu'à la concurrence de trente-deux mille hectares de terrain; il ordonnait la création de six écoles expérimentales pour enseigner la fabrication du sucre à extraire de cette plante. Peut-être seul alors, Napoléon apercevait tout le développement que pouvait recevoir une industrie qui était encore dans

son germe. En semant le gland, il devinait³ le chêne.

D'autres essais étaient moins heureux. Quatre écoles expérimentales furent établies par l'Empereur pour l'extraction⁴ de la fécule du pastel afin de remplacer l'indigo. Qui sait si cette tentative ne se renouvellera pas un jour avec succès?

Dès le commencement de 1811, l'Empereur a couçu des inquiétudes sur l'insuffisance de la dernière récolte, et il a ordonné de constater ce qui existe de blé en France. Les distilleries⁵ consomment une assez grande quantité de grains: ne conviendrait-il pas de suspendre ce genre d'industrie? Cette suspension aurait de plus l'avantage d'augmenter le prix des vins, en donnant un nouveau cours aux eaux-de-vie dont le vin est la base.

Préoccupé de la crainte d'une disette, l'Empereur a formé un conseil des subsistances. « Proposez-moi, écrit-il au ministre de l'intérieur, un auditeur de choix et d'espérance pour être secrétaire du conseil. » Il n'est pas, comme on le voit, de degré où ne descendent ses encouragements.

Les regards de l'Empereur se portent sur toutes les parties du monde d'où il peut tirer des vivres. Il accorde des licences, des exemptions⁶ de droit à tout bâtiment, sans distinction de pavillon, qui apportera des blés du Levant et de la Sardaigne à Gènes et à Marseille, ou du riz d'Amérique dans tous les ports de France.

La récolte a été bonne en Hongrie; le blé ne sera pas cher à Trieste⁷: si on pouvait y faire un achat raisonnable de grains, ils arriveraient par le Pô sur Alexandrie et Gènes.

Il faut pareillement faire des achats dans les départements de l'Ems⁸ oriental et de l'Ems occidental, et donner l'ordre au prince d'Eckmühl de continuer à envoyer en Hollande les grains qu'il achète dans la 32^e division militaire. D'après les renseignements fournis par le préfet de la Roër, ce département pourrait livrer deux cent mille quintaux métriques, qui seraient destinés⁹ pour Paris. On comprend en effet que Paris ne pouvait pas être négligé. Le maintien du prix du pain à un taux peu élevé dans les grandes capitales est pour tous les gouvernements ou un devoir ou un calcul. Que ce soit calcul ou devoir, l'Empereur ne faillit ni à l'un ni à l'autre. Le 20 octobre, d'Amsterdam il

¹ Lettre du 3 février.

² Lettre du 18 septembre.

³ Peu de temps après mon arrivée en Prusse, en 1800, j'ai vu l'inventeur, M. Achard, fabriquer ses premières livres de sucre. En 1857, la France en a fabriqué près de 40 millions de kilogrammes.

⁴ Autre décret du 25 mars.

⁵ Lettre du 8 janvier 1811.

⁶ Lettre du 27 août.

⁷ Lettre du 3 septembre.

⁸ Lettre du 10 septembre.

⁹ Lettre du 1^{er} novembre.

accorde une prime aux boulangers de Paris pour le mois de novembre, se réservant de prendre un parti définitif à la fin de ce mois, époque où le blé nouveau paraîtra sur le marché.

En préservant des achats de grains en diverses contrées, l'Empereur n'oublie pas les moyens de transport. Là où manque la navigation de la mer et celle des fleuves, ou bien afin de rapprocher les blés de cette navigation, il met à la disposition du ministre tous les chevaux ¹ de trait appartenant aux armées, les chevaux du train, ceux de l'artillerie, hors de France comme en France. En Italie, ils transporteront les grains du bassin du Pô à la Méditerranée. En France, ils transporteront les grains venant d'Allemagne dans les bassins de la Somme et de la Seine. Ces précautions de l'Empereur, dont nous n'indiquons qu'une partie, n'empêcheront pas qu'en 1812 des disettes partielles de grains se fassent sentir en France; mais du moins le mal aura été amoindri par les arrivages du dehors, et ce n'est pas la prévoyance du gouvernement qui aura manqué.

La prévoyance ne consiste pas seulement à faire venir des grains de l'extérieur, elle a une autre tâche à remplir; c'est de procurer aux classes pauvres les moyens d'en payer la valeur. L'Empereur atteint ce but en pressant l'exécution des nombreux travaux qu'il a déjà commencés ou qu'il veut entreprendre. Pourquoi existe-t-il sur tant de points des ouvriers qui demandent du travail, lorsque tant d'ouvrages demandent des ouvriers? Cette question se reproduit dans vingt lettres différentes.

« Quel est l'ingénieur qui dirige les travaux de Péralche à Lyon ? Mon intention est que trois mille personnes y soient employées; et pour le moment les ateliers de l'île en occupent à peine cent cinquante. »

« Les marchands de vin de Paris que j'ai vus et interrogés prétendent que leurs intérêts ont été mal défendus devant vous. Apportez ² demain au conseil tout ce qui est relatif à la gare aux vins et à l'établissement d'un entrepôt sur le quai Saint-Bernard. »

Selon l'Empereur, la ville de Paris ne sait pas faire un utile emploi de ses recettes. D'après une énumération détaillée des produits dont elle dispose, il estime « qu'elle peut mettre sept millions à faire le marché ⁴ qui doit agrandir les halles depuis les Innocents jusqu'à la rotonde de la

» halle aux blés. » Elle pourrait même dès cette année appliquer deux millions à ce projet, qu'il regarde comme important tout à la fois « à la commodité du peuple, à la salubrité et à la beauté de la ville. Je tiens, ajouta-t-il, que les quatre choses les plus essentielles pour Paris sont les eaux de l'Oureq, les abattoirs, les nouveaux marchés des halles et la halle aux vins. »

En signant un décret ⁵ par lequel il accorde des fonds pour les abords du pont Saint-Michel, l'Empereur se plaint que tous les travaux de Paris languissent.

Il ne voit aucune disposition faite pour paver le quai des Invalides.

« Pourquoi met-on si peu d'activité à la construction des abattoirs ⁶? Trois cent mille francs au plus ont été dépensés jusqu'à ce jour, quand j'ai fait pour ces ouvrages un fonds de deux millions six cent mille francs? »

« Pour les greniers d'abondance, sur un million deux cent vingt mille francs que j'ai accordés, il n'en a été dépensé que cent trente mille. Cent soixante-dix ouvriers seulement y sont occupés; il lui faudrait quadrupler ce nombre. »

« La coupole de la halle aux grains se terminera-t-elle cette année? »

« Quand le Panthéon sera-t-il achevé? Il n'a été dépensé que cinq cent cinquante mille francs au palais de la Bourse. Nulle part les crédits ne seront épuisés. »

« Les mêmes retards, la même insuffisance d'ouvriers se font remarquer aux marchés ? Saint-Jean, de la place Maubert, de Saint-Martin et de Saint-Germain. Là aussi on n'a employé qu'une modique somme, celle de quatre cent mille francs, tandis qu'un fonds de deux millions cinq cent mille francs est disponible pour ces travaux. » Heureux et singulier temps où l'argent toujours prêt appelle des bras à le gagner, où c'est l'administration qui ne parvient pas à faire usage de tous les crédits que lui ouvre le chef de l'État!

Pour les départements comme pour Paris, l'Empereur est condamné aux mêmes plaintes: « Comment arrive-t-il que les travaux d'Anvers ⁸ ne puissent être commencés que le 15 mai? »

« Pourquoi le pont de Bordeaux ⁹ n'avance-t-il pas? Je ferai les fonds pour les années suivantes. »

« Pourquoi ne travaille-t-on pas à la machine ¹⁰

¹ Lettre du 28 août.

² Lettres du 27 janvier et du 8 mai.

³ Lettre du 28 février.

⁴ Lettre du 9 février.

⁵ Le 25 mars.

⁶ Lettre du 5 août.

⁷ Lettre du 9 août.

⁸ Lettre du 22 mai.

⁹ Lettre du 4 avril.

¹⁰ Lettre du 15 juin.

» de Marly, au pont de Maisons et à celui de Sèvres ?

» Pourquoi les écluses du Perrey¹ au Havre et celles du fond du bassin ne jouent-elles pas avec les nouvelles écluses de chasse ? On assure que, si on creusait la retenue d'eau, au lieu de quinze mille toises cubes d'eau que l'on a maintenant, on pourrait en avoir quarante mille. »

Concurremment avec les intérêts de la vieille France, l'Empereur fait marcher ceux des départements nouveaux.

En mars, il assigne un million cinq cent mille francs pour la route de Wesel à Hambourg.

Les fortifications de Middelbourg doivent être démolies ; on pourra ainsi dessécher le terrain et détruire tout ce qui nuit à la salubrité de la ville, surtout du côté de l'hôpital. » Accordez² les fonds nécessaires. »

Il importe que les communications entre Bruges et Flessingue soient assurées en tout temps... « Il faut continuer la route d'Osterburg à Maldegheem, terminer celle d'Osterburg³ à l'Écluse, et celle de Bruges à Breskens. »

Cinq projets⁴ sont proposés pour l'établissement d'un canal de l'Elbe au Rhin. Les renseignements ne sont pas assez complets pour que l'Empereur prononce ; mais dès à présent il faut s'occuper du projet de communication de l'Elbe au Zuiderzée par la Waden.

Un décret a ordonné de faire, chaque année, un fonds extraordinaire d'un million, pour les embellissements de Rome⁵. Ce fonds sera affecté aux fouilles pour la découverte des antiquités, au perfectionnement de la navigation du Tibre, à la construction d'un nouveau pont sur l'emplacement de celui d'Horatius Coclès, à l'achèvement du pont de Sixte, à l'agrandissement des places de Trajan et du Panthéon, à l'ouverture d'une promenade sur l'emplacement du Forum, du Colisée et du mont Palatin.

Plusieurs articles du même décret règlent la distribution du fonds accordé entre les travaux prescrites. Les deux promenades à ouvrir, après la démolition de quelques couverts, doivent s'appeler, l'une, le jardin du grand César ; l'autre, le jardin du Capitole.

Un décret du même jour, en établissant à Rome une académie et deux lycées, désigne d'anciens cloîtres pour cet usage.

Après avoir adressé ces décrets à son ministre,

l'Empereur le charge de faire examiner s'il serait possible, en construisant des quais sur les bords du Tibre, de prévenir les fréquentes inondations produites par le débordement de ce fleuve. Il indique encore plusieurs autres projets, mais seulement d'une manière consultative, voulant d'abord savoir quelle en serait la dépense, et notamment celle d'une villa impériale dont son architecte romain lui avait soumis le plan.

Quoique, par suite de la guerre avec les Anglais, le commerce de la France fut extrêmement restreint au dehors, il ne manquait pas d'activité à l'intérieur, et trouvait sur le continent une assez large voie à ses exportations dans une partie des contrées occupées par nos armes.

Par mer, le commerce n'avait que deux ressources, les licences et la contrebande. C'étaient là aussi les deux questions sur lesquelles roulaient⁶ souvent les lettres de l'Empereur au ministre. Plusieurs fois on avait débattu la quotité du droit auquel les licences devaient être assujetties. L'expérience ayant autorisé à croire que l'abaissement de ce droit serait avantageux, surtout pour Dantzig et les villes anseatiques, l'Empereur chargea ses ministres de l'intérieur et des relations extérieures de s'entendre avec la Prusse de manière à établir, pour le littoral de l'Allemagne, comme pour celui de la Hollande et de la France, un système uniforme et régulier qui atteignît d'autant plus sûrement l'Angleterre. Les produits dont l'Empereur avait le plus à cœur de favoriser l'expédition étaient les soieries et les vins.

Relativement à la portion de contrebande qu'il pouvait convenir d'autoriser, la difficulté était d'en connaître le mode le plus facile et le plus profitable. Il importait aussi de déterminer la route qu'elle aurait à suivre. « Mettez-moi en état de décider, » écrivait⁷ l'Empereur au ministre, si je dois accorder à Tervere, dans l'île de Waleheren, la faculté de recevoir des *smugglers*, sans que cela fasse trop de tort à Dunkerque. » L'Empereur désirait savoir quel est le nombre des *smugglers* qui ont navigué en 1810, et de quels ports d'Angleterre ils sont sortis.

Outre ce genre de contrebande, il en est un autre qu'il voudrait, mais qu'il ne peut guère empêcher, c'est celle des marchandises coloniales qui se présentent avec des certificats d'origine comme provenant de prises de corsaires. Beaucoup de marchandises, ainsi qualifiées, sont envoyées en

¹ Lettre de Rambouillet, du 9 août.

² Lettre du 28 juillet.

³ Lettre du 8 août.

⁴ Lettre du 9 août.

⁵ En date du 27 juillet.

⁶ Lettres des 3 et 10 juillet 1811.

⁷ Lettre du 8 janvier 1811.

France par des négociants de Francfort. L'Empereur ne se refuse point à leur introduction, mais il veut la faire tourner au profit d'une industrie française. « J'accorderai ¹, écrit-il, des permis pour » laisser entrer toutes les marchandises qui appar- » tiennent à des Allemands, pourvu qu'ils s'enga- » gent à faire des commandes à Lyon pour une » valeur équivalente. »

Curieux de savoir quel a été le mouvement de la navigation marchande en 1810, et le nombre des marins employés à cette navigation, l'Empereur donne ordre au ministre ² de faire dresser deux états, l'un pour l'Océan, l'autre pour la Méditerranée, renfermant les noms et destinations des bâtiments qui sont cette année sortis des ports français ou qui y sont revenus. Ces états doivent porter la désignation du tonnage des bâtiments, le nombre des hommes d'équipage, et divers autres renseignements, avec division du tout par préfectures maritimes.

La possession des provinces Illyriennes avait ouvert au commerce une route de communication par terre avec la Turquie. L'Empereur s'étonne que les négociants français et italiens n'en profitent pas autant qu'ils le pourraient. Il envoie ³ au ministre un mémoire du général Bertrand, gouverneur de ces provinces, sur les facilités que cette route présente, et il lui recommande de faire publier dans les journaux des articles propres à frapper l'attention des spéculateurs auxquels cette information peut être utile.

Autant le blocus maritime nuisait à la prospérité de nos ports et de nos côtes, autant le blocus continental avait, dans tout l'empire, donné d'encouragement et d'essor aux manufactures; peut-être, sans cette puissante impulsion, eût-il fallu un demi-siècle à notre industrie pour arriver au point où l'élevèrent quelques années du gouvernement impérial. L'année 1811 fut une de celles où l'Empereur lui prêta l'assistance la plus intelligente et la plus efficace. Les Anglais pouvant par la contrebande donner leurs marchandises en France à dix, quinze et même vingt pour cent au-dessous du prix des marchandises françaises, il en était résulté une grande gêne dans nos fabriques : c'étaient surtout les capitaux qui leur manquaient pour soutenir la lutte avec avantage. L'Empereur en s'en montra pas avare. Des prêts nombreux furent faits par ses ordres. Il fit notamment avancer une somme d'un million cinq cent mille francs à un manufacturier qui avait de grands établissements dans un faubourg de Paris, et ce prêt était bien placé. Le ren-

boursement s'en opéra avec exactitude. Il en fut de même des avances faites à la ville d'Amiens. Pendant quelque temps le commerce de cette ville reçut vingt mille francs par jour pour fournir du travail aux ouvriers. Ces fonds rentrèrent pareillement au trésor dans leur totalité. A l'égard des villes de Rouen, de Saint-Quentin et de Gand, qui éprouvaient aussi de grands embarras, l'Empereur fut encore mieux inspiré dans le moyen auquel il eut recours. Il ordonna d'acheter des marchandises sur ces trois places par l'entremise d'une maison loyale et sûre qui paraissait agir pour elle-même. Cet achat, qui ne demanda pas plus de deux millions, opéré sans que l'on soupçonnât l'origine des fonds et la main de l'Empereur, fut suffisant pour ranimer le mouvement manufacturier et entretenir son activité. La vente des marchandises achetées ainsi rendit, à peu de chose près, ce qu'elles avaient coûté. On ne saurait trop approuver un genre de secours aussi simple, aussi salutaire et aussi peu dispendieux. Quoique parmi les personnes qui réclamaient l'appui du gouvernement il y en eût dont la situation gênée tenait à leurs propres fautes plus qu'àux effets du système continental, l'Empereur ne se refusait pas à les soutenir lorsqu'il jugeait possible d'empêcher leur ruine. S'il n'y réussait pas toujours, il diminuait du moins le nombre des faillites. Les sacrifices qu'il faisait dans ce dessein étaient encore sages et bien entendus. La somme totale avancée au commerce pour cette année s'éleva au-dessus de dix-huit millions; elle fut prise sur le domaine extraordinaire. Les recouvrements se firent avec ordre et avec succès; cependant il en resta encore une partie arriérée au 31 mars 1814. Ainsi toutes les branches du service public, tous les intérêts de l'État, et même les intérêts privés, auxquels le sort des gouvernements est si étroitement lié, étaient l'objet constant, journalier, des soins et de la sollicitude de l'Empereur.

Se surveillant si assidue sur les choses s'étendait non moins attentivement sur les hommes. Non content d'adresser à chacun de ses ministres des centaines de lettres sur les affaires de leurs départements respectifs, il leur en écrivait beaucoup aussi pour leur signaler des fonctionnaires incapables, ou négligents, ou pervers. Quelquefois même sa vue se portait sur les relations de société qu'entretenaient les agents publics, et il n'hésitait pas à leur interdire celles qu'il ne croyait pas convenir à ses intérêts. On a beaucoup reproché à l'Empereur ses sévérités envers madame de Staël,

¹ Lettre du 9 janvier.

² Lettre du 8 janvier.

³ Lettre du 17 septembre.

et nous en avons déjà parlé ailleurs. En 1811, il faisait défendre au préfet du Léman de voir cette dame, qui se trouvait alors à sa terre de Coppet. Malgré tout l'intérêt que doit inspirer une femme en état de guerre avec le plus puissant des princes, nous ne saurions guère en cette circonstance blâmer l'Empereur, lorsqu'il allègue pour motif de la défense à faire au préfet, que le devoir de cet administrateur est de s'étudier à rendre Genève toute française. Il semble qu'il est bien permis à l'Empereur de vouloir qu'on soit Français en France.

En rapportant des extraits de lettres de l'Empereur sur des objets d'administration, nous n'avons voulu prouver qu'un fait, c'est que sans cesse au milieu de ses nombreuses occupations d'un autre ordre, toujours des pensées d'utilité publique le poursuivaient et le portaient à réveiller, à stimuler le zèle de ses ministres. A l'égard des affaires intérieures, les citations que nous avons faites sont en quelque sorte, malgré l'importance des objets, en dehors du véritable travail de Napoléon sur cette classe si considérable des intérêts publics; nous ne pouvons mieux constater ce qu'il y donnait de soins, de méditations et de temps, qu'en faisant connaître comment, pour l'hiver de 1811, il avait réglé les jours et les heures qu'il voulait y consacrer. « Je tiendrai, écrivait-il à M. de Montalivet², » un conseil de l'intérieur pendant chaque semaine » des mois de novembre, décembre, janvier et février, ce qui fera quatorze conseils. On commencera par y traiter les objets relatifs au commerce » et aux manufactures. On traitera ensuite et successivement des différentes branches de votre » ministère. Trois conseils pourront être consacrés » aux affaires des ponts et chaussées et aux travaux publics; trois conseils, placés à quinze jours » d'intervalle, aux budgets de la ville de Paris et des villes qui ont plus d'un million de revenu; » deux conseils, placés aussi à quinze jours d'intervalle, aux travaux des eaux minérales, des prisons, des maisons de mendicité; un conseil, aux » dettes des départements et aux budgets des centimes variables et fixes. Enfin d'autres conseils » seront employés aux changements dans les préfectures et sous-préfectures, et dans les mairies des bonnes villes; aux affaires de la librairie, » de l'instruction publique, des sciences et arts, et autres objets de votre département. Je vous prie » de me faire un rapport sur la distribution et l'ordre des matières qui devront être traitées dans » ces conseils... » Ici l'Empereur fait quelques re-

marques sur la partie financière des divers services, et il ajoute : « Après avoir considéré le compte de » chaque administration, on en considérera la législation, et on proposera les changements convenables pour marcher vers le perfectionnement de » chaque partie. » C'est ainsi qu'en des conseils périodiques, destinés au ministère de l'intérieur, se réglaient toutes les affaires de ce département. Les lettres nombreuses de l'Empereur au ministre n'étaient qu'un aiguillon pour faire exécuter les résolutions prises ou préparer les éléments de résolutions à prendre; chacun des autres ministres avait pareillement ses jours de conseil et sa distribution de travail. Pour l'Empereur, tous les jours étaient remplis, et, plus que tout autre prince, il a eu droit de dire que jamais il n'avait perdu sa journée. Si l'on peut pardonner à un monarque, nous ne disons pas d'exercer le pouvoir royal, car c'est son devoir, mais de gouverner et quelquefois d'administrer lui-même, c'est sans contredit lorsqu'il s'y consacre tout entier avec un si infatigable dévouement.

Dans les longues séances employées à l'examen des affaires de l'intérieur, l'Empereur avait été à portée de reconnaître qu'il était difficile à un seul homme de suffire à un pareil fardeau. Aussi, dès le mois de juin de cette année, arrêtait-il la formation d'un ministère du commerce et des manufactures, mais il ne créait encore que la place; ce ne fut qu'en 1812 qu'il désigna un ministre; et il en informa aussitôt M. de Montalivet. « J'ai nommé, » lui écrivit-il³, à la place de ministre des manufactures et du commerce, créée depuis le mois de juin dernier. L'immense étendue de l'empire, » la complication de ses relations dans l'intérieur, » m'ont fait sentir l'impossibilité qu'un ministre puisse gérer tant de parties différentes. » L'Empereur, après s'être livré à une longue énumération des devoirs d'un ministre de l'intérieur, comme s'il craignait que la susceptibilité de M. de Montalivet ne s'offensât de la perte de quelques-unes de ses attributions, a soin de lui annoncer qu'il va lui en rendre d'autres qui lui appartiennent, et que, dans les derniers temps, la section de l'intérieur du conseil d'État a mal à propos envahies. « Je suis, » continue-t-il, satisfait de vos services; vous connaissez parfaitement toutes les parties de votre » ministère, et, en créant un ministère des manufactures, je vous ai mis à même de me rendre » encore mieux les services que me garantissent votre expérience et votre attachement à ma personne. » Cette lettre, ainsi que beaucoup d'au-

¹ Lettre du 21 février.

² Lettre du 15 novembre.

³ Lettre du 16 janvier 1812.

tres, montre combien les principaux dépositaires de l'autorité, outre les généreuses rémunérations qui ne leur manquaient jamais, trouvaient dans l'Empereur de procédés bienveillants et d'attention à leur épargner ce qui eût pu leur causer le moindre désagrément. Lorsque, dans le mois de janvier 1812, Napoléon disait au ministre de l'intérieur qu'il se proposait de rendre à ce ministère quelques attributions usurpées par le conseil d'État, ce n'était pas une vague promesse dont le but fût seulement d'offrir à ce ministre une consolation pour ce que lui faisait perdre la création d'un ministère du commerce. Depuis quelque temps déjà, l'intention de réorganiser ce conseil occupait l'esprit de l'Empereur. Dès le mois de novembre 1811, il s'en était expliqué dans une lettre à M. Daru, qui avait remplacé comme ministre secrétaire d'État le duc de Bassano, devenu ministre des relations extérieures. « Le conseil d'État, tel qu'il est ¹, a pu et » peut encore m'être utile; mais ce n'est pas une » institution permanente. » Du moment qu'il s'agissait de donner encore au conseil d'État plus de consistance et un plus grand caractère, il eût fallu le dégager au moins d'une partie des affaires de détail qui lui avaient été déferées, ou dont il s'était lui-même saisi.

S'il est des abus qui ont échappé et survécu au gouvernement impérial, ce n'est pas qu'en général l'Empereur n'en ait désiré la réforme; mais il est certains désordres publics dont les racines doivent être bien profondes et les justifications bien spécieuses, puisque, menacés en 1811, ils ont subsisté jusqu'à ce jour. Telle est l'autorisation des jeux à Paris. « Vous chargerez ², écrivait l'Empereur à » M. Daru, les cinq présidents du conseil d'État, » le préfet du département de la Seine et le préfet » de police, de se réunir secrètement et de me faire » un rapport sur les questions suivantes :

» 1^o Est-il convenable d'autoriser les jeux dans la ville de Paris, ou faut-il les défendre et mettre Paris à l'instar des autres villes de France ?

» 2^o Les mesures qui ont été prises pour supprimer les jeux dans les différentes villes de France ont-elles réussi? Quelle est à cet égard la situation des choses? » Assurément la commission à laquelle l'Empereur confiait cet examen se composait d'hommes qui, d'après leurs fonctions, pouvaient être regardés comme des juges très-compétents; il voulait qu'elle lui présentât, dans toute sa vérité, *le pour et le contre*. Quoique les conclusions qu'elle prit ne nous soient pas exactement connues, nous sommes fondés à croire qu'elles ne tendaient pas à

à une suppression prochaine ou du moins immédiate.

Certaines précautions, que l'Empereur prenait dans les derniers jours de 1811, laissaient trop bien entrevoir qu'il n'était pas sans inquiétude sur le maintien de la paix en 1812. A la fin de décembre ³, il demandait à M. Daru, qui avait été plusieurs fois intendant général de la grande armée, de lui remettre sous les yeux l'organisation des transports militaires et de l'ambulance, telle qu'elle avait existé dans les campagnes de Prusse et de Pologne; il indiquait particulièrement les époques d'Iéna, d'Eylau et de Friedland. Aussi voit-on qu'en 1812 les affaires de l'intérieur, quoique l'Empereur ne les négligeât pas entièrement, attirèrent beaucoup moins son attention qu'en 1811, et qu'il s'en occupa plus pour suivre ce qui était commencé que pour tenter des entreprises nouvelles. La guerre n'était encore que possible, mais une telle perspective suffisait pour lui imposer d'autres soins et des devoirs d'une autre nature. Pour les affaires militaires, sa correspondance était peut-être plus étendue encore et plus variée que pour les affaires civiles. Indépendamment de ses lettres au ministre directeur de l'administration de la guerre, au ministre de la guerre et au major général de l'armée, souvent l'Empereur donnait des ordres directs et quelquefois des instructions secrètes aux chefs des principales armes, notamment au commandant en chef de l'artillerie. Nous aurons, dans l'occasion, recours à quelques-unes de ces correspondances particulières, lorsqu'elles pourront servir à l'éclaircissement des faits et à la découverte ou à la confirmation de la vérité.

A côté du ministère de l'intérieur sont deux autres départements que l'Empereur ne surveille pas avec moins de persévérance et d'assiduité, le ministère des finances et le ministère du trésor. Confiés à des esprits éclairés et à des mains pures, ces ministères ne font d'année en année qu'améliorer leur organisation et perfectionner leurs ressorts. Par la nature seule des fonctions dont ils sont chargés, les chefs de ces deux départements doivent désirer le maintien de la paix. Honorés l'un et l'autre d'une juste confiance par l'Empereur, ils lui témoignent, à la fin de 1811, leurs inquiétudes sur les dépenses inévitables d'une guerre portée à sept ou huit cents lieues de la France. Quoique ce ne soit pas dans les départements financiers que nous puissions ordinairement nos informations sur les vues politiques de l'Empereur, nous croyons pouvoir citer quelques mots d'une de ses conver-

¹ Lettre du 19 novembre.

² Lettre datée de Saint-Cloud, du 20 novembre.

³ Lettre à M. Daru, du 29 décembre.

sations avec le duc de Gaëte, parce qu'ils s'accordent avec ce que nous aurons à exposer ailleurs. « J'ai la certitude ¹, disait Napoléon, en réponse aux remontrances de ce ministre, que la Russie prépare une rupture qu'elle ne diffère que dans l'espoir de nous affaiblir, avant qu'elle se déclare, par quelque défection fomentée par l'Angleterre. J'ai de fortes raisons de croire que l'Autriche, qui marchera au printemps prochain avec nous, marcherait contre nous un an plus tard... Je ne puis donc me dispenser de préparer la guerre, sans toutefois négliger d'en éloigner, s'il est possible, l'époque; ainsi, je ne fais qu'obéir à une nécessité de ma position... » Suivant les autres détails de ce même entretien, l'Empereur, qui semblait se proposer alors de faire une guerre en deux campagnes, espérait voir, à la fin de la seconde, l'Autriche se prêter au rétablissement de la Pologne en échange de la cession des provinces Illyriennes, rétablissant ainsi un gage de sécurité pour cette puissance et pour tout le midi de l'Europe. Le succès de ce plan préviendrait les conséquences fâcheuses que le ministre redoutait pour les finances de l'État.

Le langage de l'Empereur avec le ministre du trésor, M. Mollien, était à peu près le même. Sans compter dans une guerre plus lointaine sur des ressources aussi abondantes que celles qu'on avait trouvées en Prusse et en Autriche, l'Empereur pensait que la guerre fournirait toujours au moins les moyens de défrayer l'armée. « Vous craignez la guerre pour les finances, n'est-ce pas par la guerre que je les ai rétablies? N'est-ce pas ainsi que Rome avait conquis les richesses du monde? » Au reste, en admettant même qu'une expédition dans des climats stériles dût produire un grand surcroît de dépenses, l'Empereur possédait alors dans les caisses du domaine extraordinaire une réserve de près de deux cents millions de francs, sans y comprendre les obligations de l'Autriche, et surtout de la Prusse, pour des sommes encore fort considérables.

La correspondance de l'Empereur avec le ministre du trésor en 1811 révèle quelques faits sur lesquels nous ne croyons pas devoir nous taire, parce qu'ils découvrent l'origine de certaines inimitiés qui plus tard se manifestèrent contre lui dans sa décadence, et surtout après sa chute. Dans les années antérieures à l'incorporation de Brême, Lubbeck et Hambourg à la France, ces trois villes,

pour conserver leur ancienne existence comme villes libres, avaient cherché partout, rencontré et chèrement payé des protecteurs. C'était en 1804, pendant la première occupation du Hanovre par les troupes françaises, qu'ayant conçu leurs premières inquiétudes, elles avaient travaillé à mettre dans leurs intérêts tous les agents qui résidaient ou chez elles ou dans leur voisinage, fonctionnaires civils et militaires, généraux, agents diplomatiques, et même de hauts personnages en France. Lorsque le sénatus-consulte de décembre 1810 eut prononcé leur réunion à l'empire, les villes anseatiques formèrent auprès de l'Empereur des réclamations sur les sacrifices faits gratuitement par elles pour la garantie d'une indépendance qui ne leur avait pas été conservée, et elles demandèrent qu'une somme de trois millions huit cent treize mille francs, employée sans fruit à cet usage, fût admise par le gouvernement français en déduction de leurs impôts; elles donnaient en même temps la liste des personnes entre lesquelles ces sommes avaient dû être réparties, sans oublier les misérables intermédiaires de la corruption. Cette liste offrait le plus étrange amalgame, le contraste le plus incroyable de noms illustres et de noms obscurs, d'honnêtes élevés en grade et d'individus du dernier rang. Il est plus que probable qu'en cette circonstance, comme presque toujours, les subalternes instruments employés dans ces sortes d'affaires avaient souvent abusé du nom d'honnêtes fort honorables, tout à fait étrangers à ces intrigues. Cependant, à l'égard de quelques personnes, il existait des indications détaillées équivalentes à des preuves. Le premier mouvement de l'Empereur fut d'envoyer au ministre du trésor la liste fournie par les villes anseatiques, en chargeant ce ministre de faire poursuivre judiciairement comme détenteurs de deniers publics les personnages qui s'y trouvaient désignés. Il ordonnait de prendre des inscriptions sur leurs biens, et de faire lancer contre eux des mandats pour qu'ils eussent à restituer les sommes qu'ils avaient indûment reçues. À l'égard de quelques-uns, le ministre devait d'abord avoir des conférences avec eux. « Je ne veux pas les perdre ², disait l'Empereur, mais il faut qu'ils se mettent en règle avec moi. » Le ministre pensa bien qu'un pareil ordre n'était pas de ceux qu'il fallait exécuter sans une nouvelle instance de l'Empereur. Il lui soumit des observations sur le scandale de pareilles poursuites. D'ailleurs quelques-uns des inculpés avaient, dans le temps, instruit l'Empereur de l'offre qu'on leur avait faite, et ils avaient pris son silence pour un consente-

¹ M. de Ségur, qui a rapporté les observations faites par le ministre des finances à l'Empereur, n'y a pas joint la réponse qu'elles requièrent. Le duc de Gaëte, dans ses Mémoires, se plaint de cette omission.

² Lettre au ministre du trésor, en date du 13 juin.

ment. De plus, il en était plusieurs qui semblaient avoir droit à des ménagements. L'un d'eux se trouvait placé hors de France, au-dessus de toute juridiction. D'autres occupaient ou avaient occupé, dans l'État, de hautes positions, et l'Empereur ne pouvait pas vouloir les déshonorer. « Oui, répondait-il, dans ces noms je vois des hommes qui m'ont bien servi, mais ils se désaffectionnent, ils m'évitent, il faut au moins qu'ils sentent le besoin qu'ils ont de moi. » Les militaires étaient les moins coupables; leur part ne formait pas la moitié de la somme réclamée. Les généraux avaient fait, entre les officiers qui les entouraient, une sorte de partage des sommes qu'ils avaient reçues, ne s'en réservant à eux-mêmes qu'une très-moderique portion. L'Empereur se relâcha pour eux de sa sévérité, mais il fut inflexible à l'égard de quelques agents de l'ordre civil. Plusieurs de ceux-ci se soumièrent à la restitution sans attendre la contrainte. Si l'obéissance fut prompte, le ressentiment sera vif et profond. On juge bien qu'un jour ces hommes-là ne seront pas les derniers à se déclarer contre l'Empereur.

Parmi les personnes compromises dans des affaires d'argent se trouva, il faut bien le dire, un agent diplomatique, un ministre de France à Hambourg, que nous ne nommerions pas, s'il ne s'était lui-même nommé, M. Bourienne. Plus d'une accusation s'élevait contre cet agent, et en particulier, on lui reprochait d'avoir fait payer, à son profit, un droit pour la délivrance des certificats d'origine tendant à favoriser la contrebande. Le même jour où l'Empereur chargeait le ministre du trésor d'opérer les recouvrements dont nous venons de parler, il prescrivait au ministre des relations extérieures de faire vérifier combien le droit perçu par M. Bourienne avait produit. « Mon intention, écrit-il, est qu'il compte ¹ de clerc à maître, et qu'il verse dans la caisse des relations extérieures soixante-quinze pour cent de ce qu'il a reçu. Cet argent servira pour achever l'hôtel ² du ministre. » Si nous en croyons M. Bourienne, le duc de Cadore lui dit que l'Empereur exigeait de lui un versement de six ³ millions. Nous n'ignorons pas que cet agent avait été soupçonné d'avoir fait à Hambourg des gains illicites; mais nous n'imaginons pas que l'Empereur en portât le montant à un chiffre aussi élevé. Comme c'est M. Bourienne qui nous instruit lui-même de ce fait, ce singulier aveu nous semble, jusqu'à un certain point, expliquer ses dix volumes d'injures contre un bienfai-

teur qui pourtant lui avait plus d'une fois pardonné.

Nous venons de montrer l'Empereur dans ses sévérités. A propos de finances aussi, nous retrouvons en lui de l'indulgence, et, ce qui vaut mieux encore, cette indulgence tient à un sentiment auquel on ne peut qu'applaudir, la continuation de son attachement à l'impératrice Joséphine. Pendant qu'elle partageait le trône de Napoléon, Joséphine se trouvait souvent dans l'embarras pour des arriérés de compte assez considérables, qui excitaient le mécontentement de l'Empereur, mais auxquels il finissait toujours par satisfaire. En se séparant d'elle, attentif à lui assurer une belle existence, il lui avait assigné trois millions ⁴ de revenu. Malgré son divorce, Joséphine n'était pas devenue plus modérée dans ses dépenses. Napoléon qui connaissait ses habitudes, jugeant trop bien qu'elle n'y renoncerait pas aisément, ou même soupçonnant un commencement de désordre dans la situation pécuniaire de cette princesse, donna ordre à M. Mollien, ministre du trésor, de s'en faire rendre compte. « Il serait déplorable ⁵, écrit-il, qu'au lieu d'une économie de deux millions qu'elle devrait faire, elle eût des dettes à payer... L'impératrice Marie-Louise a cent mille écus, et ne dépense point cette somme; elle solda ses comptes tous les huit jours et s'impose des privations, si cela est nécessaire.... Joséphine, qui a des enfants et des petits-enfants, doit économiser pour eux..... » Au retour de son voyage en Hollande, l'Empereur, reprenant cette question avec le ministre du trésor, lui dit d'un ton qui fut d'abord fort sérieux : « L'impératrice Joséphine ne doit plus compter sur moi pour payer ses dettes. Je n'ai plus le droit de rien ajouter à ce que j'ai fait pour elle. Il ne faut pas que le sort de sa famille ne repose que sur ma tête. Je suis mortel et plus qu'un autre. » Dans l'état de l'emploi fait par Joséphine des fonds qui lui étaient alloués, parmi des sommes mal placées peut-être il se trouvait de nobles allocations dues à la bonté de son cœur, notamment trois pensions payées par elle à des officiers émigrés qui avaient demandé du service au ministre de la guerre et n'en avaient pas obtenu. Selon son usage, après ses plaintes et ses murmures, l'Empereur s'adoucit sur les dissuades d'une femme qui lui était toujours chère, et, autorisant le ministre à y pourvoir, il ajouta : « Dites-lui que je ne veux pas qu'elle pleure. » Les trois officiers reçurent des brevets de service et furent mis en activité. En voyant l'Empereur s'ir-

¹ Lettre au duc de Cadore, en date du 15 juin.

² L'hôtel commencé sur le quai d'Orsay.

³ Mémoires de M. Bourienne, tome VIII, page 329.

⁴ Un million trois cent mille francs sur le trésor public, et le reste sur la liste civile et la forêt d'Orxev.

⁵ Lettre datée de Wesel, le 1^{er} novembre.

riter avec raison contre l'imprévoyance de Joséphine, on se demande comment il se fait que ce même homme qui veut que les autres se préoccupent de l'avenir semble ne pas en admettre les chances pour lui-même ou ne pas vouloir en tenir compte.

L'administration des finances était si bien réglée, l'ordre et l'économie présidaient si sévèrement à toutes les dépenses, que l'Empereur, en ouvrant la session du corps législatif, pouvait déclarer que, malgré l'affectation récente d'une centaine de millions à des armements jugés nécessaires, il ne hausserait aucun tarif¹, et n'avait besoin d'aucun accroissement dans les impositions.

Le discours de l'Empereur, exposant, comme des événements simples et naturels, des réunions de territoire qui donnaient en accroissement à l'empire seize nouveaux départements, cinq millions d'habitants et cent millions de revenu, présentait en traits rapides la justification de ces pacifiques envahissements. La réunion des États romains avait eu lieu pour faire cesser le scandale de la contradiction existante entre les vérités et les principes de la religion, qui sont pour tout l'univers, et des prétentions et des intérêts qui ne regardaient qu'un très-petit coin de l'Italie.

La Hollande était une émanation de l'empire; sans elle il ne serait pas complet.

Les principes adoptés par le gouvernement anglais de ne reconnaître la neutralité d'aucun pavillon, m'ont obligé, disait l'Empereur, de m'assurer des débouchés de l'Elbe, du Weser et de l'Elbe, et m'ont rendu indispensable une communication intérieure avec la Baltique. Ce n'est pas mon territoire que j'ai voulu accroître, mais bien mes moyens inaristimés.

L'Empereur parlait dans ce discours de ses bons rapports avec la plupart des puissances, notamment avec l'Autriche. Le nom de la Russie n'était pas prononcé; cette omission dut être et fut en effet remarquée à Pétersbourg.

En exprimant l'espoir que la paix du continent ne serait pas troublée malgré les efforts des Anglais pour mettre en jeu toutes les passions et exciter toutes les jalousies contre la France, l'Empereur se réjouissait de voir l'Angleterre devenue en Espagne, d'auxiliaire qu'elle était, partie principale. L'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande, disait-il, sont dégarnies. Le sang anglais a enfin coulé à grands flots dans des combats glorieux pour les armes françaises. Cette lutte contre Carthage, qui semblait devoir se décider sur le champ de bataille de l'Océan ou au delà des mers, le sera

done désormais dans les plaines d'Espagne. Lors- que l'Angleterre sera épuisée, qu'elle aura enfin ressenti les maux qu'avec tant de cruauté elle verse depuis vingt ans sur le continent, que la moitié de ses familles seront couvertes du voile funèbre, un coup de tonnerre mettra fin aux affaires de la Péninsule, aux destins de ses armées, et vengera l'Europe et l'Asie en terminant cette seconde guerre punique. Nous touchons ici le point critique de la carrière de l'Empereur; c'est ici qu'est le principe de sa ruine, ici que réside le germe qu'il eût fallu détruire avant de tenter au loin de hasardeuses entreprises. Le coup de tonnerre qui devait terminer les affaires de la Péninsule, c'est en 1811 qu'il eût dû éclater. Aller se mettre aux prises avec la Russie, sans avoir auparavant vaincu l'Angleterre sur le terrain où elle combat, est la faute capitale, décisive, irrémédiable de Napoléon. Les désastres mêmes de la campagne de 1812 ne seraient qu'un accident réparable, si l'Empereur avait à sa disposition pour le lancer contre les Russes, soutenus même par la Prusse et l'Autriche, le noyau de vieilles forces qui se décompose partiellement et sans gloire en Espagne, ou plutôt si l'Autriche et la Prusse n'auraient pas cessé d'être ses alliées. C'est dans cette contrée, bien plus qu'en Pologne et en Allemagne, qu'existera le motif déterminant de leur défection. Comment l'Empereur, qui, en tant d'autres circonstances, se faisait une règle de ne pas entreprendre une opération nouvelle sans avoir fini l'opération commencée, a-t-il pu n'envisager cette terrible guerre que comme un accessoire qui n'appellait pas son action tout entière, même au mois de juin 1811, époque où déjà la retraite de Masséna avait abandonné le Portugal aux Anglais et amené leurs armées au centre de l'Espagne?

Après le discours par lequel l'Empereur ouvrait la session du corps législatif, le ministre de l'intérieur vint, selon l'usage, présenter à ce corps l'exposé de la situation de l'empire. Ce tableau annuel est le dernier où l'Empereur n'ait eu à faire connaître que des événements heureux et un long détail de prospérités. La religion, l'administration, l'instruction publique, les travaux des fortifications, des ports, des canaux, des routes, les ministères de la guerre, de la marine, des finances, tout offre un aspect satisfaisant et promet pour l'avenir les plus brillants résultats; mais combien, dans cet exposé ministériel, se mêlent à des faits vrais des espérances exagérées, de déplorables illusions! « Tout homme raisonnable, dit le ministre, doit être persuadé que la France peut rester dix ans dans l'état actuel, sans éprouver d'autres embarras que ceux qu'elle éprouve

¹ Discours du 16 juin 1811.

« depuis dix ans, sans augmenter sa dette et en « faisant face à toutes ses dépenses. » Pour penser ainsi, tout homme raisonnable devait donc supposer la paix avec les grandes puissances continentales assurée pour dix ans de plus; mais l'Empereur pouvait-il, au milieu de 1811, regarder comme possible cette chance de dix autres années de paix? « Ne fût-ce qu'après quelques campagnes, l'Espagne sera soumise et les Anglais en seront chassés. » La prédiction serait infaillible si nulle part il n'existait d'auxiliaires disposés à se déclarer en faveur de l'Espagne et de l'Angleterre; mais ces auxiliaires se préparent et l'Empereur suit de l'œil leurs armements. Enfin, continue le ministre, relativement à l'impossibilité de faire la paix avec l'Angleterre *sans garantie*, « nous pourrions faire la « paix avec sûreté quand nous aurons cent cinquante vaisseaux de ligne, et la situation de « l'empire est telle qu'avant peu nous aurons ce « nombre de vaisseaux. » Cette assertion repose sur la même base que toutes les précédentes. Avec la certitude de la conservation de bons rapports entre la Russie et la France, toutes les énonciations du ministre seraient justes, exactes, vraies; sans cette certitude, elles ne sont que chimère, rêverie et mensonge. Sans doute même en considérant comme à peu près inévitable une rupture avec la Russie, l'Empereur doit se garder de laisser voir cette inquiétude à la France et à l'Europe; il doit toujours montrer une grande sécurité dans son langage officiel; mais nous ne comprenons pas qu'il ait pu agir comme s'il croyait à la vérité de son propre langage; nous ne comprenons pas qu'il ait pu mettre assez peu d'importance aux efforts réunis de l'Angleterre et de l'Espagne pour s'imaginer qu'il pourrait les combattre et les vaincre dans la Péninsule, en même temps qu'il avait à combattre et à vaincre la Russie en Russie. Cette présomption, qui aujourd'hui nous paraît sans excuse, s'appuyait alors sur le contraste de l'état prospère de la France et des souffrances intérieures de l'Angleterre.

La maladie mentale du roi, qui s'était renouvelée à la fin de 1810, avait fait appeler le prince de Galles à la régence, mais avec des pouvoirs très-limités. Le prince, regardant ses fonctions comme temporaires, comme étant de pure forme plutôt que réelles, maintint à son poste l'administration existante, et laissa le gouvernement suivre le même cours. Au dedans, la situation des affaires publiques et privées n'était rien moins que satisfaisante. Si nous avons vu en France le commerce éprouver quelques embarras, la crise en Angleterre avait un caractère bien autrement sérieux. Un comité d'enquête, nommé pour en rechercher

la cause, ayant supposé que la source du mal était dans les spéculations trop nombreuses qu'avait fait entreprendre l'ouverture des marchés de l'Amérique méridionale, on imagina qu'il serait possible d'y remédier en faisant des prêts aux négociants moyennant caution. Tandis qu'en France une vingtaine de millions de francs avaient suffi à soutenir, à ranimer toutes les industries, six millions de livres sterling, cent cinquante millions de francs, mis pour un pareil usage à la disposition¹ du ministère anglais, ne réussirent pas à réparer les désastres ni à prévenir la ruine des fortunes particulières. Des cris de détresse continuèrent à se faire entendre à Glasgow, Liverpool, Nottingham, et dans plusieurs autres villes commerçantes. Le brisement des métiers devint une espèce d'épidémie qui ravagea les pays de manufactures. Souvent il fallut le déploiement de la force armée pour arrêter les déprédations et dissiper les attroupements. Le crédit de la banque fut fortement ébranlé. On achetait publiquement des guinées avec des billets de banque à un prix qui s'élevait bien au-dessus de la valeur nominale de ces billets. On stipulait dans les contrats que l'on serait payé non en billets, mais en or. Quoique cette dépréciation des billets de banque ne dût pas avoir les suites qu'avait eues en France celle des assignats, les commencements se ressemblaient, et cette circonstance ajoutait beaucoup au malaise général. L'équilibre était rompu entre les anciens et les nouveaux prix, entre les prix des marchandises et les salaires, entre le taux des nouveaux fermages et celui des anciens baux. Enfin le change de l'Angleterre avait baissé de plus de trente pour cent. Chassé récemment de Brême, de Lubeck et de Hambourg, comme il l'était déjà de Livourne et de Gènes, le commerce anglais avait dû placer ses entrepôts dans les îles d'Iléligoland, de Jersey, de Sardaigne, de Sicile et de Malte; ses bénéfices étaient singulièrement restreints, et pour envoyer ses marchandises par contrebande dans les pays qu'il trouvait fermés, et en France même, il fallait les donner au prix et quelquefois au-dessous du prix de la fabrication. En présence des banqueroutes sans nombre, des révoltes d'ouvriers et des troubles de tout genre qui désolaient l'Angleterre, Napoléon, fier de la tranquillité intérieure de l'empire, du bon état de ses finances et de l'activité de l'industrie, pouvait jusqu'à un certain point croire avec raison la paix encore plus nécessaire à l'Angleterre qu'à lui-même. Au moment où fut prononcée la clôture de la session du corps législatif, l'Empereur ne négligea pas

¹ Bill en date du 21 mars.

de faire ressortir la différence de la situation des deux pays. « Le gouvernement anglais, disait-il, « un orateur du gouvernement, veut la guerre, « le monopole du commerce et la domination des « mers.

« Ses alliés sont ou détruits ou perdus pour lui; « il ruine tous ceux qu'il veut soudoyer; il épuise « son peuple en efforts inutiles; il est puni de l'é- « goïsme par l'isolement, et après avoir entassé « emprunt sur emprunt, taxe sur taxe, assiégé de « plaintes, menacé de troubles, il est réduit à pro- « poser au peuple pour ressource, une monnaie « fictive, qui n'a d'autre gage qu'une confiance qui « n'existe plus.

« L'Empereur, au contraire, veut la paix et la « liberté des mers.

« Il a huit cent mille hommes sous les armes; « les princes de l'Europe sont ses alliés; tout son « empire jouit d'une tranquillité profonde.

« Sans emprunts, sans anticipations, neuf cent « cinquante-quatre millions levés facilement, as- « surent la libre exécution de ses nobles projets, « et Sa Majesté ne nous charge que de vous porter « des paroles de satisfaction et d'espérance.

« Que de confiance, Messieurs, doit inspirer ce « parallèle ! »

Il était vrai, d'après le rapprochement de la situation de l'Angleterre avec celle de la France, la confiance était permise; il ne fallait, pour la rendre illusoire, pas moins que toute la puissance de Napoléon; mais ne devançons pas les événements. Le temps de ses fautes viendra trop tôt. Aujourd'hui il ne fait que profiter des fautes de ses adversaires, et le gouvernement anglais, on doit en convenir, donnait souvent prise à des reproches trop mérités. Vers la fin de 1811, par exemple, l'Angleterre fit jeter sur les côtes de France et de Hollande un assez grand nombre de vieux soldats et matelots, qui, blessés ou devenus infirmes dans ses armées ou sur ses escadres, ne pouvaient plus lui

être utiles; les uns étaient Français ou appartenait à des alliés de la France, les autres tout à fait étrangers. A son retour de Hollande, par Wesel, l'Empereur rencontra une cinquantaine de ces malheureux; après les avoir interrogés, il fit conduire les Français en France et les étrangers au delà des frontières. L'occasion était trop belle pour qu'il négligeât de signaler à l'Europe la cruelle avarice de l'Angleterre. Par ses ordres, les noms de ceux qui appartenaient à l'Allemagne furent insérés dans les gazettes de Hambourg, « avec des commen- « taires » qui faisaient sentir l'ingratitude des An- « glais à renvoyer, ainsi dépouillés et nus, des « hommes qui les avaient servis. » Plus que per- « sonne, Napoléon, par son empressement à récom- « penser tous les services, était en droit de blâmer une conduite contraire dans les autres gouverne- « ments. On a peine à concevoir le procédé barbare et injuste de l'Angleterre. Quelle mesquine éco- « nomie que celle qui refuse une misérable pension à quelques centaines d'invalides, surtout pour un « gouvernement dont le budget monte à une somme « double de celui de la France! Ce dernier, en effet, « avec toutes les réunions de territoires dont s'est « augmenté l'empire, ne forme, pour 1811, qu'une « somme de 1,103,367,000 francs que produisaient « sans anticipation ni emprunt, les recettes réguli- « ères de l'État.

Celui de l'Angleterre, se composait, pour la même année, d'un revenu de 64,427,371 livres sterl.; soit : 1,610,684,275 francs, et d'un emprunt de 16,981,300 livres sterl., soit : 421,332,300 francs.

Les nouvelles possessions dont s'était grossi l'empire n'avaient pas ajouté immédiatement à ses revenus dans la proportion de l'accroissement des charges qu'elles occasionnaient. En 1811, tandis que les dépenses étaient évaluées à un milliard cent trois millions de francs, les recettes ne furent réellement que d'un milliard quarante-neuf mil-

¹ Discours prononcé par M. de Ségur, conseiller d'État, le 25 juillet.

² Lettre de l'Empereur, datée de Wesel le 1^{er} novembre.

Dépenses prévues.

Dette publique et pensions.	148,000,000 fr.
Liste civile.	28,500,000
Ministère de la justice.	20,885,000
— des affaires étrangères.	8,650,000
— de l'intérieur.	60,000,000
— des finances.	24,487,000

A reporter. 296,322,000 fr.

Report.	296,322,000 fr.
Ministère du trésor public.	8,747,000
— de la guerre, personnel.	300,496,000
— de la guerre, matériel.	205,600,000
— de la marine.	137,000,000
— des cultes.	16,050,000
— de la police générale.	2,000,000
Frais de négociation.	9,682,000
Fonds de réserve.	3,505,000
Dépenses départementales, travaux « publics et travaux militaires ad- « ministratifs.	103,307,000
Total.	1,103,367,000 fr.

lions, ce qui présentait un déficit¹ de cinquante-quatre-millions; mais ce déficit eût facilement disparu dans les recettes de l'année suivante, sans les

événements qui portèrent à l'empire des coups bien autrement désastreux qu'une si légère diminution dans les recettes effectives.

¹ Par le seul exposé de la distribution des dépenses, on voit qu'il était au pouvoir de l'Empereur de réduire à rien le déficit de cinquante-quatre millions, en res-

treignant quelques-uns des travaux auxquels le dernier chiffre de cent trois millions devait s'appliquer.



CHAPITRE XXXII.

POLITIQUE EXTÉRIEURE.

France et Russie. — France et Autriche. — France et Prusse. — Lettre remarquable du roi de Westphalie à l'Empereur. — Situation du duché de Varsovie. — M. de Pradt et M. Bigon. — Dames polonaises. — Instruction publique dans le duché de Varsovie. — Diète assemblée à Varsovie. — Patriotisme polonais. — Publications russes.

La situation de la France, tant au dehors qu'à l'intérieur, se trouvant maintenant bien établie pour 1811, nous allons reprendre le cours des communications que nous avons laissées en suspens entre les cabinets de Paris et de Pétersbourg. Au commencement du mois de septembre, la solution du conflit élevé entre les deux puissances était devenue extrêmement difficile. D'un côté, la Russie déclarait ne rien vouloir que la restitution du duché d'Oldenbourg; de l'autre, la France trouvait que, poser ainsi une base inadmissible, c'était se refuser à toute négociation. Sur ces entrefaites, la cour de Vienne ayant offert ses bons offices à la Russie, l'empereur Alexandre dit au général Lauriston : « Est-ce avec le consentement de l'Empereur que cette proposition nous est faite? Nous avons donc besoin de tiers pour nous entendre? » et il parla d'un désarmement réciproque qui pourrait s'opérer simultanément. Pour lui, ajouta ce prince, il venait de renvoyer sur le Danube une des divisions qu'il en avait d'abord rappelées. Malheureusement, à ces paroles tout amicales et qui promettaient un accord prochain, viennent s'en joindre d'autres qui l'éloignent. Si le général Lauriston presse l'empereur Alexandre d'autoriser son ambassadeur à traiter à Paris, ce prince exprime la résolution de ne pas donner de pareils pouvoirs avant d'être informé si les propositions qu'on fera seront acceptables. C'est annoncer qu'on veut le but sans vouloir le moyen, car ce n'est qu'à un homme muni de pouvoirs que se font des propositions sérieuses.

Le cabinet de Berlin s'étant, ainsi que celui de

Vienne, présenté à Pétersbourg, comme une sorte de conciliateur, ses offres y reçurent le même accueil. On répondit à la Prusse, comme on avait répondu à l'Autriche, que la Russie et la France, pour s'arranger entre elles, n'avaient nul besoin d'intermédiaires. À cette occasion, l'empereur Alexandre cherchait à s'expliquer ce qu'il voulait le gouvernement prussien, et il ne le comprenait pas plus qu'on ne le comprenait à Paris. « La Prusse, disait-il, lève des recrues et met des places en défense. Pour ou contre qui? je n'en sais rien. Maintenant elle cesse ses armements et offre ses bons offices. Accepter des médiations, ne serait-ce pas avouer qu'il existe des causes de rupture? » Ce scrupule, vrai ou simulé de l'empereur de Russie, nous paraît un peu hors de saison. Nier que des causes de rupture existent, ce n'est pas les détruire. Le refus d'une médiation étrangère semblerait juste, si on faisait soi-même quelques pas pour la rendre superflue; mais on reste immobile, et, à travers les difficultés existantes, il survient chaque jour des choses et des mots qui ne font qu'accroître l'éloignement mutuel. On se prête des deux côtés des torts qu'on n'a pas, ou l'on exagère les torts réels. Aujourd'hui c'est la France qui renouvelle ses plaintes trop fondées sur l'augmentation de la contrebande anglaise. Le lendemain, la Russie prétend que l'agent français à Constantinople détourne le divan de faire la paix avec elle. Si le cabinet russe assure qu'il a entre les mains un office remis au divan par un agent français, M. de la Tour-Maubourg, un démenti formel est donné par la France à cette assertion,

* La prétendue note, par laquelle M. de la Tour-Maubourg aurait engagé la Porte à ne point faire la

paix, n'a jamais existé. * Lettre du duc de Bassano, du 24 octobre.

et suivant la France, le soi-disant office communiqué à la Russie ne serait qu'une pièce fabriquée¹ par la diplomatie anglaise. Sans avoir l'intention de se renvoyer de véritables offenses, on laisse échapper des paroles qui peuvent être prises pour telles. En Russie, par exemple, M. de Romanzof, en déclarant que l'alliance des deux grands empires était une des belles conceptions de Napoléon, disait : « S'il la détruit, il ne la remplacera pas, » tandis que nous aurons, nous, une fiche de consolation dans l'alliance de l'Angleterre. » La prévoyance qui a ainsi une fiche de consolation en perspective, ne ressemble-t-elle pas un peu à la menace ?

Cependant, au milieu de beaucoup d'apparences faébeuses, voilà que tout d'un coup, par une coïncidence assez extraordinaire, des deux côtés on semble vouloir de bonne foi arriver à une prompt conciliation. Cette phase heureuse a lieu dans le mois de novembre. Le 19 de ce mois, le duc de Bassano écrit au général Lauriston : « L'affaire » d'Oldenbourg est peu de chose; je vous le dis pour » vous seul : les intérêts du commerce et du sys- » tème continental sont tout. » Ce peu de mots renferme l'expression d'une politique sensée. Ainsi c'est aux grands intérêts du commerce et du système continental que s'attache essentiellement Napoléon. Puisqu'il écarte les vaines susceptibilités que la question d'Oldenbourg a fait naître, on peut en inférer qu'il sent le besoin de donner sur cette affaire une satisfaction raisonnable à la Russie.

Justement à la même époque, l'empereur Alexandre disait² au général Lauriston qu'il allait envoyer à Paris M. de Nesselrode, qui pourrait terminer l'affaire d'Oldenbourg, *parce qu'il aurait toute sa pensée*. Pour préparer à ce rôle nouveau M. de Nesselrode, jusqu'alors agent très-subalterne, Alexandre venait de le nommer secrétaire du cabinet.

Le langage russe, il est vrai, n'était pas le même à Paris; mais si le prince Kurakin parlait encore autrement, il agissait d'après des instructions antérieures. « Pourquoi³, disait-il au ministère français, ne pas traiter l'affaire d'Oldenbourg passivement ? Nous avons fait notre déclaration, vous avez le territoire; restons-en là. » Le duc de Bassano répondait que si le manifeste de la Russie concernant le duché d'Oldenbourg n'était point effacé par un arrangement quelconque, la France ne pour-

rait être rassurée, et l'Europe ne sortirait point de l'état d'anxiété où l'avait jetée une démarche faite avec tant d'éclat. Pour le prouver, il énumérait les funestes conséquences produites par la *protestation* russe, apercevant partout des traces de la fatale influence que cette publication avait exercée sur les gouvernements et sur les peuples; il était particulièrement la Prusse pour exemple : « La Prusse » a rappelé ses anciens soldats; elle a levé des recrues; elle les a déguisées sous l'apparence de » travailleurs employés à la fortification de ses places, fortifications nouvelles, camps retranchés, » à Pillau, à Colberg, à Spandau et en Silésie; » tous armements qui étaient une violation de la » convention du 8 septembre 1808. » (D'après cette convention, les forces de la Prusse ne devaient pas excéder quarante-deux mille hommes, et, de son propre aveu, elle avait cent mille hommes à sa disposition.) « L'empereur Napoléon n'a pu tolérer » ces armements, attendu que la Prusse, n'armant » pas de concert avec la France, armait nécessairement contre elle. » La cessation en a été exigée par la France et promise par le roi; mais, « mal- » gré ses promesses, la Prusse n'a pas désarmé, et » l'on ne sait ce que cela veut dire... » De là, nécessité pour la France d'être attentive, nécessité de mouvements de troupes pour tenir la Prusse en respect, et entre autres l'envoi d'une division de cuirassiers à Erfurt. Tout se complique, et c'est par la faute de la Russie : « L'éclat qu'elle a fait » a été l'origine de la crise dans laquelle se trouve » l'Europe. Cet état ne peut cesser qu'en donnant » des pouvoirs de part et d'autre pour rétablir la » France et la Russie dans leurs anciens rapports, » et pour tranquilliser sur tous les points... » Le duc de Bassano, en transmettant au général Lauriston ces détails de son entretien avec le prince Kurakin, finissait sa lettre par dire que le désir de l'Empereur était de terminer, *cet hiver*, ses différends avec la Russie. Ainsi, à en juger par les déclarations simultanées faites à Paris et à Petersbourg dans le mois de novembre 1811, déclarations plus nettes, plus précises que toutes celles qui avaient précédé, nous devons croire que l'empereur Napoléon et l'empereur Alexandre ont tous deux, cette fois, une sincère volonté de mettre un terme à leurs débats. Comment arrivera-t-il que ces heureuses dispositions demeurent sans résultat ? Beaucoup de causes y contribueront, et ces causes ne se lieront pas

¹ Telle avait été la note fameuse dont nous avons parlé précédemment, qui, selon les journaux anglais, avait été transmise de Petersbourg aux États-Unis, par l'envoyé américain, M. Adams, comme une communication faite à la Russie par le gouvernement français. Or, cette

origine attribuée à la publication d'une note imaginaire avait été hautement désavouée par M. Adams, aussitôt que le bruit en était parvenu à sa connaissance.

² Lettre du général Lauriston, du 18 novembre.

³ Lettre du duc de Bassano, du 17 novembre.

toutes à des intérêts dignes d'entrer en jeu dans une telle occurrence. Du côté de la Russie, l'amour-propre y tiendra une grande place; amour-propre de l'empereur Alexandre, qui craindra de paraître montrer trop d'empressement; amour-propre de M. de Romanzof, qui ne se plaira point à voir diriger par un autre une affaire qu'il aimerait mieux se réserver à lui-même. La distinction d'un nouveau titre accordé à M. de Nesselrode, et le choix de cet agent pour une mission de cette importance, étaient peu agréables au chancelier, et il dissimulait mal l'humeur qu'il en ressentait.

Peu de jours après avoir parti de la mission de M. de Nesselrode, comme devant avoir pour objet unique d'arranger les affaires d'Oldenbourg, l'empereur dit au général Lauriston que cet agent serait aussi autorisé à traiter les autres questions en séparées ou ensemble. « Si l'on peut faire quelque chose à l'égard du duché de Varsovie, tant mieux ! » disait ce prince. S'il n'y a rien à faire, il en prendra son parti. Le comte de Romanzof était plus exigeant. Comme Alexandre, il voulait *débarasser*; mais il désirait que ce fût par suite d'un arrangement au sujet de la Pologne, tel que la réunion ¹ *abolue* du duché au royaume de Saxe.

Tandis que ces paroles plus ou moins accommodantes s'échangeaient entre la France et la Russie, le ministre d'Angleterre à Constantinople, M. Liston, qu'avaient suivi dans cette résidence plusieurs officiers anglais d'état-major, s'entretenait pour accélérer la paix entre les Russes et les Turcs. L'un de ces officiers, Robert Wilson, s'était rendu dans ce dessein au camp du grand visir. A la même époque, arrivaient à Pétersbourg un ministre et un consul du Brésil. Aux yeux de la France, ces missions pouvaient avoir quelque chose de suspect, d'autant plus que le ministre brésilien, M. Bucera, n'arrivait pas de Rio-Janeiro, mais venait de passer dix-huit mois à Londres. La Russie, voulant répondre aux procédés du Brésil par un envoi correspondant et d'abord par celui d'un consul, fit demander en France des passe-ports afin d'assurer le libre passage de cet agent. Cette demande souleva une question délicate, celle de la nature des rapports qui pouvaient, en droit, exister entre la Russie et le Brésil. La question fut l'objet d'un examen sérieux dans un rapport ² soumis à l'Empereur, et le ministère français posa comme conclusion que la Russie avait tort de se considérer comme étant en paix avec la maison

de Bragançe; qu'à Tilsitt l'intention de l'alliance avait été de fermer à l'Angleterre le Brésil aussi bien que le Portugal. En conséquence de ce rapport, le duc de Bassano fit connaître au prince Kurakin que l'empereur Napoléon « se refuserait ³ » à toute démarche qui pourrait être regardée « comme une renonciation au traité de Tilsitt, renonciation dont il résulterait que toutes les stipulations de l'alliance qui sont favorables à la Russie auraient été exécutées et lui auraient procuré tous les avantages qu'elle en avait attendus, tandis que toutes les clauses favorables à la France se trouveraient successivement rapportées. » La discussion ne finit pas là. Le prince Kurakin ayant objecté qu'à Tilsitt la France s'était engagée à faire cause commune contre la Porte ottomane, et que cependant il existait un chargé d'affaires français à Constantinople, il lui fut répliqué que cette stipulation du traité de Tilsitt avait été formellement révoquée par la convention d'Erfurt, dont l'article 10 portait que l'empereur Napoléon ne prendrait aucune part à la guerre, et qu'il se bornerait au contraire à employer ses bons offices auprès de la Porte ottomane.

Du moment que l'empereur Alexandre avait déclaré son intention d'envoyer à Paris M. de Nesselrode, il était naturel que l'ambassadeur de Napoléon pressât le départ de ce plénipotentiaire. L'amour-propre en décidait autrement. « Nesselrode partira sous peu de jours, disait l'empereur ⁴ » Alexandre; mais j'attends un courrier de l'armée. L'envoyer avant, ce serait faire des avances « et montrer de la faiblesse. Si je conclus la paix avec les Turcs, je ferai vers l'Empereur les premiers pas. » Dix jours après cette conversation, l'ambassadeur témoignait que, d'après l'avis donné en France de la mission de M. de Nesselrode, en s'étonnerait à Paris de ne pas le voir arriver. Alexandre objecta qu'il fallait bien préparer les instructions dont il voulait le munir, et, à cette occasion, il ajouta : « Quand je vois les préparatifs ⁵ » de la France, puis-je croire qu'on veuille sérieusement la paix ? » La réponse toute simple du général Lauriston fut encore que les troupes françaises étaient à cinquante ou soixante journées de marche de la frontière russe, tandis que les troupes russes bordaient la frontière du duché de Varsovie. De plus, le duc de Bassano avait encore récemment protesté au prince Kurakin que l'empereur Napoléon *ne commencerait pas la guerre*. « Enten-

¹ Lettre du général Lauriston, du 27 novembre.

² Rapport en date du 4 décembre.

³ Lettre du duc de Bassano au prince Kurakin, en date du 12 décembre.

⁴ Lettre du général Lauriston, en date du 1^{er} décembre.

⁵ Lettre du général Lauriston, en date du 11 décembre.

« dons-nous, disait à eet égard l'empereur Alexandre ; il ne commencera pas la guerre, c'est-à-dire qu'il ne viendra pas le premier m'attaquer en Russie ; mais ne serait-ce pas commencer la guerre que de s'avancer vers la Russie par des prises ¹ de possession en s'emparant des côtes, des ports, des pays intermédiaires ? Voilà ce que j'appellerais commencer la guerre. » Et comme dans les paroles de l'ambassadeur il avait été question de la Prusse : « Quant à la Prusse, poursuivait Alexandre, elle n'a pris que de fausses mesures ; elle a fait bien du mal. »

La disposition de l'empereur de Russie à différer le départ de M. de Nesselrode pour la France n'était que trop bien encouragée par le chancelier comte de Romanzof. Évidemment celui-ci aimait mieux traîner tout en longueur que de laisser la négociation passer en d'autres mains. Il eût préféré que, des deux côtés, on renouât à des explications actuelles, et qu'on s'en remit au temps d'amener une solution. « J'ai bien peur ² que ce qui vous paraît devoir resserrer l'alliance, disait-il au général Lauriston, n'accélère la rupture. Restons plutôt comme nous sommes, et ne faisons rien pour nous provoquer de part et d'autre. »

Cependant M. de Nesselrode ne parlait point, et l'ambassadeur de France en faisait de temps en temps la remarque. Il la renouvela dans les derniers jours de décembre. « Nesselrode partira, répondit l'empereur, mais je ne veux pas qu'on dise que c'est par peur ou par tout autre motif de ce genre. On en parle déjà dans ce sens en Allemagne. J'attends donc un événement qui me mette dans le cas de prouver que ce n'est point par de telles raisons que j'agis. — Mais, si la paix ne se fait point avec les Turcs, M. de Nesselrode ne partirait donc pas ? — Que les événements soient favorables ou non, *son voyage aura lieu*. » Ces mots sont les derniers que prononça sur ce sujet l'empereur Alexandre en 1811. Ils laissaient encore quelque espérance.

Au milieu de l'échange de ces démonstrations pacifiques entre la France et la Russie, ni l'une ni l'autre ne négligeait de donner à son armée le renfort annuel de ses levées ou de sa conscription. Le 24 septembre, l'empereur Alexandre avait eu soin d'entretenir le général Lauriston d'une levée qu'il faisait de quatre hommes sur cinq cents, ce qui devait produire une centaine de mille hommes. A Paris, le 21 décembre, un conseil privé arrêtait que

la conscription serait de cent vingt mille hommes, et on en donnait avis à l'ambassadeur de France à Pétersbourg. C'était le 31 décembre de l'année précédente qu'avait eu lieu la conscription de 1811. Ainsi, sous le rapport militaire, parité absolue dans la marche des deux gouvernements ; mais, en fait de levée, point d'innovation ni dans l'un ni dans l'autre pays.

Quoique l'empereur Napoléon eût l'espoir que ses différends avec la Russie pourraient, comme il en avait exprimé le désir, se terminer dans le courant de l'hiver, ses communications avec l'Autriche et la Prusse, bien que réservées et discrètes, étaient conduites à un tel point qu'il demeurerait en son pouvoir de conclure, le jour où il le voudrait, un traité d'alliance avec ces deux États, et même de se faire demander par la cour de Vienne cette conclusion déjà sollicitée par celle de Berlin. L'ambassadeur autrichien, prince de Schwarzenberg, jugeant que le moment approchait où cette démarche ne devrait plus être différée, se rendit à Vienne par congé dans le mois d'octobre. Sans contredit, rien n'eût mieux convenu à cette dernière cour, dans l'hypothèse d'une guerre entre la France et la Russie, que de conserver une neutralité absolue entre les deux puissances ; mais comme un pareil rôle ne paraissait guère admissible, c'était à la France que l'on se réservait de s'unir, en tâchant d'ailleurs de recueillir le plus d'avantages qu'il se pourrait de cette union inévitable. Au reste, le fait seul de l'alliance française, en assurant à l'Autriche son existence politique, serait de plus, pour elle, un gage de sûreté intérieure. Cette sûreté avait été altérée depuis quelque temps par diverses résistances, et surtout par le refus de la Hongrie d'accéder à ses demandes financières. Pour rétablir son autorité compromise, l'empereur François sentait le besoin d'un acte éclatant qui constatât la vigueur de son gouvernement, et rien de plus propre à produire ce résultat qu'un traité d'alliance avec Napoléon. Ainsi s'exprimaient, dans le mois de novembre, avec l'ambassadeur ³ de France, M. Otto, les confidents de M. de Metternich, et tel fut l'esprit des instructions données au prince de Schwarzenberg. De retour à Paris le mois suivant, ce dernier ayant fait connaître qu'il était chargé « de traiter » des questions d'un intérêt commun aux deux « cours, » le duc de Bassano lui répondit que l'empereur Napoléon serait toujours pressé de resserrer ⁴ par le lien d'un intérêt commun l'amitié

¹ Le bruit courait alors que les troupes françaises étaient entrées ou près d'entrer dans le Mecklembourg, ce qui était faux.

² Lettre du général Lauriston, du 14 décembre.

³ Lettre de M. Otto, en date du 9 novembre.

⁴ Lettre du duc de Bassano au prince de Schwarzenberg, en date du 26 décembre.

qui l'unissait à Sa Majesté l'empereur d'Autriche. Le ministre français l'informait en même temps que, pour parvenir à ce but, il était autorisé à ouvrir avec lui des conférences.

La situation de la Prusse avec la France semblait à peu près la même. Les alarmes de cette puissance ayant été atténuées par une déclaration du duc de Bassano, portant que l'Empereur, pour s'expliquer avec le roi, n'attendait qu'une réponse de Pétersbourg aux ouvertures faites au prince Kurakin, le roi s'était empressé d'en témoigner sa satisfaction par une lettre directe à l'Empereur, dans laquelle, en avouant ses inquiétudes, il en exposait les causes : « Les grands préparatifs de » guerre autour de moi ¹, disait-il, tant de la part » de la Russie que de la part de la France, votre » silence, sire, le retard mis à la restitution de Glo- » gau, pouvaient-ils, j'en appelle à vous-même, me » laisser tout à fait tranquille? Pouvais-je, sans » déroger à mes devoirs et à mon honneur, rester » seul dans une passivité honteuse? » Ce prince ajoutait que les mesures prises par lui étaient défensives et éventuelles; qu'elles se bornaient à mettre ses forteresses en bon état, que son armée ne dépassait pas le nombre fixé par le traité de 1808; que maintenant, se reposant sur la parole de l'Empereur, il allait suspendre tout ce qu'il avait résolu pour l'augmentation de ses forces, et il finissait en exprimant le désir de voir fixer ses rapports avec la France sur une base sûre et solide. Cette lettre fut bien accueillie par l'Empereur. Le duc de Bassano écrivit aussitôt au comte de Saint-Marsan, que d'après ce langage du roi, il devait s'abstenir des démarches vives qu'il avait reçu ordre de faire sur les armements prussiens. Il annonçait à cet envoyé que l'Empereur, partant pour la Hollande, ne pouvait pas faire au roi une réponse immédiate, mais que provisoirement il fallait entretenir le cabinet prussien dans des sentiments qui lui fissent regarder comme un bienfait les dispositions de l'alliance qu'il y aurait incessamment possibilité de conclure.

Des instructions furent en effet adressées, dans le mois d'octobre, à M. de Saint-Marsan, avec des pouvoirs pour négocier un traité d'alliance; mais, en Prusse, malgré toute la bonne volonté du roi que nous croyons sincère, les préparatifs et les travaux, dont la France avait demandé la suspension, ne cessaient pas complètement. Le ministère assurait bien que les ordres étaient donnés et reçus, mais il ne pouvait répondre qu'ils fussent exécutés.

Les doctrines du *Tugendbund*, qui seront un jour un mobile d'action contre la France, et un moyen de salut pour la Prusse, étaient alors un élément d'indiscipline et de désobéissance intérieure. Si les armements avaient cessé à Spandau et dans quelques autres places, on les continuait dans la place et dans l'arrondissement de Colberg, qui étaient sous le commandement du général Blucher. L'Empereur ayant acquis la certitude du fait par le rapport d'un agent sûr qui s'était rendu sur les lieux, montra beaucoup d'humeur du rôle de dupe qu'avait joué son envoyé à Berlin, M. de Saint-Marsan, et annonça l'intention de le destituer, ce que pourtant il ne fit pas. Il chargea le ministre des relations extérieures d'exprimer son mécontentement à l'agent prussien, M. le général Krusemark, sur ce qui se passait à Colberg et dans le voisinage de cette forteresse où l'on réunissait des troupes et de l'artillerie. Le ministre devait faire sentir à l'envoyé du roi « que cette politique était fautive et » misérable; que c'était l'ancien ² système remis » en usage; que la Prusse, en voulant le suivre, » se perdrait et se perdrait sans inspirer d'estime, » tandis qu'en s'alliant franchement avec la Russie » ou toute autre puissance qu'elle supposerait de » voir faire la guerre à la France, ce serait du » moins avec honneur; que si, après le traité que » négociait M. de Saint-Marsan, on continuait à » mettre en contradiction les paroles avec les faits, » le traité ne signifierait rien, et la Prusse serait » sans système. » Dix jours plus tard, l'Empereur répétait encore que les procédés de la Prusse lui semblaient inexplicables, ses armements redoublant d'activité, au moment même où elle annonçait son désarmement, « en sorte qu'il ne savait ³ » plus ce que cela voulait dire. » Après le langage ferme tenu par M. de Krusemark, il fallut bien en Prusse se décider, sinon à destituer le général Blucher, du moins à le mander à Berlin, pour y rendre compte de sa conduite, et pour soustraire à son influence personnelle le pays où il commandait; mais il en coûtait beaucoup au chancelier, baron d'Hardenberg, d'être réduit à user de rigueur envers des hommes qui, comme ce général, pouvaient, dans une hypothèse donnée, rendre de grands services. La méfiance réciproque de la France et de la Prusse à la fin de 1811, déjà si bien constatée par tout ce qui précède, est peinte à merveille dans un mot du chancelier : « L'alliance » conclue ⁴, disait-il, en cas de guerre, je me sou-

¹ Lettre du roi de Prusse à l'Empereur, en date du 12 septembre.

² Lettre de l'Empereur datée de Dusseldorf, le 5 novembre.

³ Lettre du 12 novembre.

⁴ Lettre de M. de Saint-Marsan, en date du 29 novembre.

« mets à tout ce qu'oxige l'Empereur, je lui livre
 « mon pays tout entier ; mais , avant la signaturo
 « pouvons-nous être tout à fait sans crainte ? »
 M. d'Hardenberg aurait pu ajouter ce que l'am-
 bassadeur hollandais, Van Bevening, disait à M. de
 Lionne, ministre de Louis XIV : « J'ignore ce quo
 « le roi veut ; je considère ce qu'il peut. » Pour un
 monarque de premier ordre, pouvoir impunément¹
 usurper est une tentation si dangereuse ! et d'ail-
 leurs la Prusse, à cette époque, étant cernée par un
 réseau de troupes françaises, la crainte était, jus-
 qu'à un certain point permise, quoiqu'elle ne fût
 pas fondée. L'Empereur n'avait pas eu, un seul
 jour, la volonté de détruire ce qui restait de la
 monarchie de Frédéric II ; mais le ministère prus-
 sion ne pouvant se dissimuler qu'il ne s'était pas
 conduit d'une manière propre à inspirer au gou-
 vernement français une véritable confiance, se
 trouvait par là disposé à croire qu'il n'y avait pas
 de danger auquel il ne pût s'attendre.

Par les difficultés que la cour de Prusse rencon-
 trait chez une partie de sa population, au moment
 où elle voulait s'allier à la France, l'empereur Na-
 poléon eût pu juger que, dès cette époque, il y
 avait dans le monde politique autre chose que des
 cabinets, et que maîtriser les cours et les gouver-
 nements, ce n'était pas être maître des peuples.
 Cet avis lui arrivait de beaucoup de points diffé-
 rents, mais par malheur il ne voulait pas l'entendre.
 De Stockholm, M. Alquier lui avait transmis un
 propos remarquable, attribué à l'empereur Alexan-
 dre. Après un brillant éloge du génie militaire de
 Napoléon, ce prince avait dit à l'envoyé de Suède :
 « En cas de guerre, j'aurai sur lui un avantage sur
 « lequel il ne peut compter, c'est d'être assuré de
 « la tranquillité des pays que je laisserais derrière
 « moi..... Si l'empereur Napoléon éprouvait des
 « revers, toute l'Allemagne courrait aux armes
 « pour s'opposer à sa retraite ou à l'arrivée des
 « renforts. » D'autres renseignements du même
 genre parvenaient de divers côtés à l'Empereur, et
 même de la part des hommes qui devaient le moins
 douter de sa fortune. Si précédemment nous nous
 sommes montré un peu sévère envers le roi de
 Westphalie, nous nous faisons aujourd'hui un de-
 voir de rendre justice à la courageuse franchise
 avec laquelle ce prince présentait à l'Empereur, sous
 son vrai jour, l'état réel de l'Allemagne. Voici les
 principaux passages d'une lettre que Jérôme écri-
 vit à son frère au commencement du mois de dé-
 cembre : « J'ignore, sire, sous quels traits² vos
 « généraux et vos agents vous peignent la situa-

« tion des esprits en Allemagne. S'ils parlent à
 « Votre Majesté de soumission, de tranquillité et
 « de faiblesse, ils l'abusent et la trompent. La fer-
 « mentation est au plus haut degré, les plus folles
 « espérances sont entretenues et caressées avec en-
 « thousiasme, on se propose l'exemple de l'Espagne,
 « et, si la guerre vient à éclater, toutes les contrées
 « situées entre le Rhin et l'Oder seront le foyer
 « d'une vaste et active insurrection.

« La cause puissante de ces mouvements n'est
 « pas seulement la haine contre les Français et
 « l'impatience du joug étranger ; elle existe plus
 « fortement encore dans le malheur des temps,
 « dans la ruine de toutes les classes, dans la sur-
 « charge des impositions, contributions de guerre,
 « entretien du troupe, passage de soldats et vexa-
 « tions de tous les genres continuellement répétées.
 « Le désespoir des peuples qui n'ont plus rien à
 « perdre, parce qu'on leur a tout enlevé, est à re-
 « douter.

« Ce n'est pas seulement en Westphalie et dans
 « les pays soumis à la France qu'éclatera cet incen-
 « die, mais aussi chez tous les souverains de la
 « confédération du Rhin. Ils seront eux-mêmes les
 « premières victimes de leurs sujets, s'ils ne par-
 « tagent pas leurs violences. Je le répète à Votre
 « Majesté, je souhaite avec ardeur qu'elle ouvre
 « les yeux sur cet état de choses, et qu'elle le
 « juge avec toute la supériorité de son esprit pour
 « prendre les mesures et les précautions qu'elle
 « croira convenables..... Les peuples sont in-
 « différents aux hautes combinaisons de la poli-
 « tique ; ils ne sentent que le mal présent qui les
 « presse..... »

L'Empereur ne donna pas à cette lettre de Jérôme
 toute l'attention qu'elle méritait ; il supposa que
 l'inquiétude de son frère se rapportait particuliè-
 rement à ses propres États et à son armée. Au lieu
 de lui savoir gré de ses informations et d'en tenir
 compte, en les renvoyant au ministre des relations
 extérieures, il disait à ce ministre : « Si les troupes
 « du roi ne sont pas sûres, à qui la faute ? Le roi
 « lève trop de troupes et fait trop de dépenses. »
 Sur ce point l'Empereur avait raison ; mais de son
 côté le roi de Westphalie avait fait preuve d'un aèle
 éclairé et digne d'éloges, en présentant à son frère
 un tableau fidèle, bien quo peu agréable, de la si-
 tuation morale de l'Allemagne.

Sans être résolu à la guerre, l'Empereur agissait
 en homme qui ne voulait pas être pris au dépourvu.
 Ainsi, pour cette chance, il faisait engager les prin-
 ces de la confédération du Rhin à remonter leur

¹ « Necesse precandi maxima, spes impunitatis. »
Cicéron.

² Lettre du roi de Westphalie à l'Empereur, en date
 du 5 décembre.

» cavalerie ¹ et à préparer leur contingent. » La même précaution s'étendait à tout, et, pour mon compte, j'en eus une preuve personnelle, le duc de Bassano ayant été chargé de me prévenir que, « si la guerre avait lieu, l'intention de l'Empereur » était de n'attacher ² à son quartier général. » Toutefois l'Empereur cherchait à éviter toute démonstration extérieure qui pût présenter la guerre comme certaine ou seulement comme probable. Résolu de lever la conscription, il voulait bien laisser croire que c'était un acte tout naturel de réciprocité; mais il ne voulait point que l'on supposât à cette mesure un motif déterminé et spécial. Comme il s'attendait à voir bientôt à Paris M. de Nesselrode dont la mission lui était annoncée, il désira que le sénatus-consulte relatif à la conscription fût rendu auparavant, « afin, disait-il ³, qu'on » ne pût pas l'attribuer à l'arrivée de ce négociant leur. »

Après avoir bien constaté le point précis de la situation relative de toutes les grandes puissances, nous avons à compléter ce tableau en faisant apparaître, pour un moment du moins, sur la scène politique un État peu considérable en sa forme actuelle, mais dans lequel la Russie s'obstine à voir le germe d'une résurrection qui l'effraye, le noyau d'une reconstitution nouvelle de la Pologne. En fondant le duché de Varsovie, l'empereur Napoléon avait fait un acte de politique bien entendu dans le choix du souverain donné à ce pays. Outre que le roi de Saxe était de tous les princes régnants le plus respectable, le plus inoffensif, le moins fait pour causer de l'ombrage aux autres gouvernements, il devait aussi mieux que tout autre convenir aux Polonais, puisqu'il avait été appelé au trône par eux-mêmes en 1791, et qu'il était le seul prince en Europe qui pût leur parler leur langue. Cependant il restait, dans ce choix si sage en apparence, un vice radical que rien ne pouvait détruire, c'était que, déjà possesseur d'une autre principauté, le nouveau duc, fixé dans sa capitale, se trouvait hors d'état de résider à Varsovie. Dès lors il n'était pour ses sujets nouveaux qu'un étranger, qu'un Allemand, et toutes ses vertus, auxquelles d'ailleurs ils rendaient justice, n'effaçaient point à leurs yeux cette tache originelle. De là chez eux un penchant général à regarder la situation présente comme provisoire, et à invoquer un changement qui leur donnât une existence séparée et complète. Tandis qu'à Varsovie on s'afflige de n'être qu'une dépendance d'un pays voisin, à Pétersbourg, comme nous l'avons vu, on aperçoit

une menace dans le degré de constance qu'a obtenu le duché, et on ne se tranquilliserait qu'en le faisant au moins réduire au simple état de province saxonne. Si l'incorporation à la France de la principauté d'Oldenbourg est le prétexte qui a conduit l'orgueil russe à des démonstrations bellicieuses, la crainte, affectée ou réelle, que lui inspire le duché, est le motif le plus efficace de ces armements. Vainement Napoléon a offert de signer : « Je ne ferai rien pour rétablir le royaume » de Pologne, » l'empereur Alexandre veut qu'il signe : « Le royaume de Pologne ne sera jamais » rétabli. » De la part de Napoléon, ce serait dire qu'il s'engage à en empêcher le rétablissement; ce mot si lâche, il ne le dira pas; mais de ce refus faut-il conclure que le projet de refaire un royaume de Pologne entre aujourd'hui comme objet principal dans ses préparatifs? Non; au moment de se trouver aux prises avec l'empereur Alexandre, déserteur du système continental, Napoléon, en s'appuyant sur le concours des Polonais, a sans doute le désir de beaucoup faire en leur faveur; mais ce n'est point spécialement pour eux qu'il entreprendra une guerre, et la Pologne n'est point ici sa dupe; il ne la trompe pas, il ne cherche pas à la tromper; il ne lui donne pas de promesses qu'il ne veuille point remplir; il ne lui dit point qu'il va combattre pour elle; il l'appelle à combattre avec lui un ennemi commun, et, pour les Polonais comme pour lui-même, il abandonne l'avenir au sort des armes. Les Polonais ne s'y méprennent pas; ils conçoivent à merveille que le premier intérêt pour Napoléon est celui de la France; mais en même temps ils jugent que la reconstruction d'une forte barrière contre la Russie est conforme à cet intérêt, et ils espèrent que l'Empereur, s'il ne peut leur rendre les provinces envahies par l'Autriche, devra du moins trouver un grand avantage à ériger le duché de Varsovie en un royaume grossi de toutes les provinces polonaises qu'il reprendra sur l'empire russe. Telles étaient les pensées répandues dans le duché au moment où j'y arrivais au commencement de 1811. Elles y prirent de jour en jour plus de consistance. Je sois que l'Empereur mettait à faire accélérer les fortifications des places de Modlin, de Zamosc et de Thorn, tandis que la Russie établissait de pareilles lignes de fortification sur son territoire, les mouvements perpétuels de troupes sur les deux frontières, tout enfin annonçant aux habitants du duché la possibilité d'un choc prochain entre la Russie et la France, cette population ardente, avide d'in-

¹ Lettre de l'Empereur au duc de Bassano, en date du 16 décembre.

² Lettre au duc de Bassano, en date du 20 décembre.

³ Lettre au duc de Bassano, en date du 16 décembre.

dépendance, accoutumée à croire que rien n'est impossible à Napoléon dans ce qu'il a partagé la gloire sur tant de champs de bataille, ne voyait dans la guerre que des chances heureuses, un triomphe infaillible et la renaissance de la patrie polonaise. Ces dispositions s'accordaient trop bien avec les intérêts éventuels de la France, pour que son ministre à Varsovie cherchât à les combattre ou seulement à les affaiblir, mais il devait en modérer l'essor et en prévenir les écarts. Tel était son devoir : il l'a fidèlement rempli.

Cependant un pamphlet¹ fameux, à l'aide d'une citation tronquée et de quelques mots dénaturés avec adresse, a présenté cet agent comme un fomentateur de la guerre de Russie. La tâche de l'histoire étant de faire briller partout la vérité et de dissiper le mensonge, si l'historien a été personnellement en butte à d'injustes outrages, pour quoi n'aurait-il pas le droit de se faire justice à lui-même, ou plutôt de mettre ses lecteurs en mesure de la lui rendre? Ce droit, il est fondé surtout à l'exercer sans scrupule, lorsqu'il n'a pas à se défendre seul, mais à défendre avec lui bien d'autres personnages, et même tout un peuple, enveloppés dans une large diffamation. Un homme s'est rencontré² qui, nommé ambassadeur par Napoléon, s'est fait le plus violent détracteur du prince dont il tenait son mandat, de la nation auprès de laquelle il a été envoyé, de son prédécesseur et de son successeur, qui malheureusement étaient une même personne, du ministre des relations extérieures avec lequel il correspondait, des maréchaux, généraux ou fonctionnaires civils, enfin de tous les hommes avec lesquels il avait eu des rapports, sans en excepter ses secrétaires d'ambassade. Et quel a été son but dans toutes ces attaques? d'élever

sur la ruine de tant de réputations un piédestal à la sienne, un monument à son propre génie. Sa manie est de se croire l'auteur des grands événements auxquels il a assisté. Napoléon tombe, c'est lui qui l'a renversé; les Bourbons remontent sur le trône, c'est lui qui a fait la restauration; et ces titres à la gloire, si c'est là de la gloire, il publie des ouvrages pour se les décerner à lui-même. On m'excusera de devancer ici le temps. Ce n'est qu'en 1812 que M. de Pradt sera envoyé à Varsovie; mais comme c'est sur ma conduite, dès 1811, que portent ses accusations contre moi³, j'ai dû parler de lui avant l'époque où j'aurai à le suivre dans sa carrière comme représentant de l'Empereur. En ce moment, c'est du libelliste seulement que je m'occupe, et je le ferai sans passion. Bien qu'on puisse reprocher à M. de Pradt de méchantes actions, je ne crois pas que ce fût un méchant homme. Toutes ses fautes, ses bévues, ses calomnies, tout le mal qu'il a fait, et il en a fait plus qu'on ne pense, tous ses torts enfin me paraissent avoir leur source dans un seul défaut, une vanité insoumise, un amour-propre sans bornes; vanité naïve, amour-propre qui d'un homme d'esprit faisait un insensé, troublait sa raison, et le poussait à des actes dont il est impossible qu'il n'ait pas rougi quand l'accès de sa fièvre était calmé.

A l'égard de l'empereur Napoléon, que sont les injures de M. de Pradt? Une honte éternelle pour M. de Pradt, honte que depuis il a voulu vainement effacer par vingt apothéoses de Napoléon. Pour les braves Polonais et pour moi, qui ne sommes pas placés si haut, accusés dans un livre qui subsiste, il faut qu'un livre, qui aura aussi sa durée, soutienne notre défense. « De Thou le père, » disait le cardinal de Richelieu, m'a mis dans son

¹ L'histoire de l'ambassade de M. de Pradt dans le duché de Varsovie. Ce pamphlet fut publié en présence et sous les auspices des armées étrangères, maîtresses du territoire français en 1815. Déplorable choix du moment!

² M. de Pradt n'est plus. Par sa mort seule ma haine se serait évanouie, si dès longtemps elle n'eût été éteinte. Arrivé mollement à un âge avancé, près de le suivre dans la tombe, je puis parler de son injustice sans aigreur et sans colère. Peu d'années après son odieuse publication, M. de Pradt, envers qui je n'avais eu que de bons procédés, honteux de sa propre conduite à mon égard, cherchait à se rapprocher de moi avec une telle persévérance que, malgré mes efforts pour l'éviter, il m'avait fallu entendre de sa bouche la plus complète des palinodies, et mon âme peu vindicative n'avait pas conservé contre lui le moindre ressentiment. Quelques semaines encore avant son décès, après un dîner chez M. de Talleyrand, nous causâmes et nous discutâmes ensemble comme si l'histoire de l'ambassade n'eût jamais existé.

³ On demandera peut-être pour quoi j'ai laissé si longtemps les injures de M. de Pradt sans réponse. C'était par respect pour moi-même, pour ne pas donner au public le spectacle d'un honteux pugilat entre deux hommes qui avaient servi sous le même drapeau. C'était dans la confiance qu'en apprenant en France à me connaître, on apprécierait à leur juste valeur les imputations dont j'avais été l'objet. Cette confiance n'a point été déçue. L'estime, les suffrages vingt fois renouvelés de mes concitoyens m'ont glorieusement vengé! J'avoue avec franchise que je me sens honoré, à mes propres yeux, de ma conduite à cet égard; et cette circonstance n'est pas la seule où j'aie eu le courage du silence. Une autre fois encore j'ai bravé les flecheuses interprétations auxquelles le silence de ma part pouvait donner lieu. Ce silence, je le romps aujourd'hui en ce qui concerne M. de Pradt; je le romprai bientôt aussi à propos du prétendu anecdotique mes adversaires politiques m'ont sommé plus d'une fois de révéler. Cette révélation bien simple trouvera tout naturellement sa place dans le récit des événements de 1815.

« son histoire; je mettrai son fils dans la mienne. » Ma vengeance sera moins cruelle, mais ne sera pas moins sûre. Le récit seul des faits dans toute leur exactitude sera pour les Polonais et pour moi la meilleure justification.

A Dieu ne plaise que je mette la moindre importance à relever celles des accusations de M. de Pradt qui portent sur mon esprit ou mon style; mais les mots ici tiennent aux choses mêmes, et c'est en mutilant une de mes dépêches qu'il y découvre une phrase dans le sens de laquelle il veut voir un grief sérieux, et dont il rend l'expression ridicule en la séparant de ce qui la suit et de ce qui la précède. La correspondance remise par un agent diplomatique à son successeur est entre les mains de celui-ci un dépôt qu'il doit respecter, car elle est la propriété du gouvernement; mais que penser du dépositaire infidèle qui, de plus, dans la violation du secret confié à sa foi, va chercher des éléments de diffamation¹ ou recueillir quelques traits hasardés² pour en faire un sujet de plaisanterie et de sarcasme? Tel a été envers moi le procédé de M. de Pradt.

Dans les derniers mois de 1811, on croyait généralement à Varsovie que le cabinet de Pétersbourg était décidé à la guerre, mais qu'en même temps il ferait tous ses efforts pour que la France parût avoir pris l'initiative de l'agression. Les généraux polonais commandant sur la frontière écrivaient au ministère du duché : « Nous sommes à bout » portant avec les Russes; nous nous visons du » matin au soir. » Chaque jour, le prince Poniatowski me tenait le même langage; il me répétait à tout moment : « Vous avez beau faire, vous avez » beau dire, la Russie amorcera si souvent, elle » vous couchera si souvent en joue qu'à la fin vous » serez obligés de faire feu. » C'est ce jeu de mots encadré dans une de mes lettres que M. de Pradt a saisi pour me représenter tout à la fois comme un fomentateur de la guerre et comme un bel esprit du plus bas étage; mais, en rapportant ce mot, si gravement qualifié, il s'est bien gardé de faire mention du reste de la même dépêche³, qui eût donné un éclatant démenti à ses odieuses interprétations. En effet, à propos des avis qui annonçaient l'arrivée d'un grand nombre de troupes russes en

Samogitie, je disais : « Avant tout, nous avons à » nous assurer de l'exactitude de ces renseignements. Jusqu'à présent je n'y erois pas. » En les supposant vrais, je trouvais « qu'il n'y avait eu là » rien que de naturel, dans un moment surtout où » l'on parlait de l'augmentation de la garnison de » *Dantzic*, où même divers bruits envoyaient de » ce côté la division du général Friant. Les généraux russes, portait la même lettre, sont, comme nous le sommes ici, dans un état d'anxiété perpétuelle; ils ne se fient pas plus à nous que nous ne nous fions à eux, » et, de cette défiance réciproque je tirais l'augure que, » selon l'usage du » nouveau siècle, on se trouverait engagé sans » trop savoir comment. » Il faut toujours remarquer que les raisonnements dont j'étais l'organe, et qui tendaient à démontrer l'imminence d'une rupture, n'étaient pas les miens. Aussi ma lettre se terminait de la manière suivante : « Ces conjectures, qui se répètent sans cesse autour de moi, ne semblent pas tout à fait sans fondement. » Je les combats, comme je le dois, par l'expression répétée des sentiments pacifiques de l'Empereur. » Ainsi tout ce que le ministre de France expose dans cette dépêche, ce sont les conjectures qui se répètent autour de lui. Que lui prescrivait son mandat? d'être l'œil de son gouvernement, de voir pour lui, d'être pour lui un écho fidèle, de rendre exactement à Paris ce qu'il entendait en Pologne, et c'est ce qu'il a fait. Au reste, M. de Pradt, aussi léger dans ses écrits que dans ses discours, ne s'aperçoit pas que, tout en se livrant à des accusations irréfutables, il les détruit lui-même par des aveux contradictoires que lui commande, presque à son insu, la force de la vérité. « Sur deux » cent quatre dépêches dont se compose⁴ la correspondance de mon prédécesseur, plus de cent » sont les monuments des excitations et des espérances des Polonais. » Voilà donc le crime de son prédécesseur! Celui-ci a informé son gouvernement des espérances qu'on lui exprimait, des excitations qu'on employait auprès de lui! Mais ces excitations, ces espérances, les rapporter, est-ce les avoir fait naître? Écrire à Paris que les Polonais espèrent la guerre, qu'ils appellent la guerre de tous leurs vœux, est-ce donc là fomentier la guerre?

« lui? » et cependant les lettres de Cicéron n'étaient pas un dépôt entre les mains d'Antoine!

¹ Comme Antoine s'était moqué de quelques jeux de mots échappés à Cicéron, celui-ci disait : « *Quam multa solent esse in litteris, quæ, prolata si sint, inepta esse videantur?* »

² Lettre de M. Bignon au ministre des relations extérieures, en date du 22 novembre 1811.

³ Histoire de l'ambassade, p. 97.

⁴ A propos de M. de Pradt et de moi, il peut paraître étrange de voir citer Cicéron et Antoine; mais s'il y a l'imminence entre les personnes, il y a parité dans les circonstances : voici dans quels termes Cicéron reprochait à Antoine d'avoir cherché, dans ses lettres, des griefs contre lui : « *At etiam litteras recitatit homo et humanitatis experta et vite communis ignarus. Quis enim unquam, qui paulum modo honorum consuetudinem nosset, litteras, offensione aliquâ interpositâ, pro-*

En ce sens, M. de Pradt a mérité le même reproche; il n'est pas moins coupable que son prédécesseur.

Ce dernier, pour donner à son gouvernement une juste idée de l'esprit qui animait toute la population du duché de Varsovie, avait même, en plusieurs circonstances, parlé du vif intérêt que prenaient les femmes aux questions politiques auxquelles pouvait se lier l'avenir de la Pologne. Vers la fin de 1811, la princesse Czartoriska, épouse du vieux prince qui, en 1764, avait été le concurrent de Stanislas Poniatowski au trône, étant venue faire un séjour de quelques mois à Varsovie, le ministre de France crut devoir rendre compte de quelques-unes de ses conversations avec cette princesse, et faire mention en même temps des dispositions des dames polonaises en général. « S'il est un pays, écrivait-il ¹, où les femmes ne doivent pas être négligées en ce qui tient à l'opinion, c'est assurément celui-ci, et on ne peut voir qu'avec plaisir la direction généreuse de leurs sentiments sur ce qui touche l'amour-propre national et l'indépendance de leur patrie. C'est vraiment une chose noble en soi, que cette espèce d'audace avec laquelle les femmes, regardant la guerre comme le seul moyen de salut pour leur pays, osent en provoquer la prochaine explosion. La princesse Czartoriska a trop vécu, elle a passé par trop d'épreuves pour qu'on puisse lui supposer les brillantes illusions qui flattent des imaginations plus jeunes et moins expérimentées; mais les réflexions et les calculs d'une raison mûrie par l'âge et par le spectacle des révolutions donnent les mêmes couleurs à ses raisonnements, ou du moins à son langage. Plusieurs

fois la princesse Czartoriska a vu son château de Pulawy ² livré au pillage; il est tout simple de faire des vœux pour un ordre de choses qui prévienne le retour de pareils événements. Un nouveau pillage est encore attendu; en cas d'une rupture, on regarde comme possible que les Russes, qui n'ont qu'un pas à faire, envahissent momentanément le duché, mais on juge aussi que ce premier avantage de quelques jours de marche disparaîtrait bientôt, et c'est du grand choc, qui suivrait immédiatement, que l'on aime à voir sortir un État puissant, dont les limites, mieux défendues, donneraient aux habitants la jouissance assurée de leurs biens, et une garantie qui, jusqu'à présent, n'a jamais existé. Tel est le sens des conversations de la princesse avec moi.... » Les mêmes sentiments, mais avec une plus grande chaleur d'expression, étaient chez toutes les femmes de la haute société. Peut-être s'y mêlait-il des pensées ambitieuses, peut-être au désir de voir renaître un royaume de Pologne se joignait-il un espoir secret de prendre place auprès du trône qui serait rétabli, et d'avoir de nouveau à Varsovie une cour capable de rivaliser de splendeur avec les autres grandes cours de l'Europe; mais dans cette ambition même il y avait encore du patriotisme et de la générosité. Plusieurs autres lettres du ministre de France montrent dans les dames polonaises ce sentiment de patriotisme porté jusqu'à l'exaltation. « La guerre ³, écrivait-il, n'a plus rien qui effraye; personne ne calcule les dangers. Dans les cercles, l'occupation des soirs est de faire de la charpie. Les dames se partagent les régiments pour lesquels chacune d'elles doit fournir le linge et les bandages nécessaires

¹ Lettre de M. Bignon au ministre des relations extérieures, en date du 17 octobre 1811.

² Notamment en 1792 et 1794. Le dernier surtout fut marqué par tous les genres de dévastation auxquels peuvent se porter les hordes armées d'une nation sauvage. Lorsque, plus tard, la princesse Czartoriska revint à Pulawy, dont la propriété était rendue, non au prince son mari ni à elle, mais à leurs fils appelés et retenus comme otages à Pétersbourg, en arrivant à son château vers la nuit, elle aperçut de loin au milieu de la cour un monicule dont elle ne pouvait s'expliquer l'existence. Ce tertre avait été formé par l'amas confus de tous les meubles et effets accumulés, dans cette demeure antique, par de nombreuses générations, et augmentés, avec autant de goût que de magnificence, par le dernier possesseur. Les Russes avaient entassé pêle-mêle, après les avoir déchirés ou brisés, des tapis de l'Orient, des tentures du plus haut prix, des tableaux des écoles italienne et flamande, des bronzes, des vases d'albâtre, des statues de marbre, des porcelaines de la Chine et du Japon, des collections de gravures, des livres en grand

nombre (sauf la partie la plus soignée de la bibliothèque envoyée à Pétersbourg), des instruments de physique, des globes, des télescopes, des harpes, des claviers, avec des portes, des fenêtres, des chambranles, des lits, des ustensiles de cuisine, enfin tout ce qu'il y a de plus précieux, de plus riche, de plus rare avec les objets les plus communs ou du moins comparativement d'une insignifiante valeur. Souvent les nations civilisées ont eu à souffrir, de la part des peuples barbares, de rudes outrages, mais peut-être n'existe-t-il pas un autre exemple où la barbarie ait mis autant de raffinement dans ses insultes à la civilisation. Pulawy, restauré à grands frais, et redevenu, au prix des plus grands sacrifices, la digne habitation de la plus illustre famille de Pologne, est en ce moment frappé de confiscation par l'empereur Nicolas. Son propriétaire actuel, le noble et généreux prince Adam Czartoriski, vit en France dans la plus modeste position, partageant, avec ses compatriotes malheureux, la dernière obole qui lui reste.

³ Lettre de M. Bignon au ministre des relations extérieures, du 11 mars 1812.

« aux blessés. » A Varsovie, en effet, les femmes les plus distinguées ayant sous le drapeau leurs maris, leurs fils, leurs frères, chaque régiment était représenté dans une ou plusieurs grandes familles. Ce n'était pas seulement des généraux, des colonels, des officiers qu'on s'y occupait, on voulait qu'il n'y eût pas un soldat qui n'eût dans son sac le petit attirail qui peut, sur le champ même de bataille, suffire au premier pansement d'une blessure. Pendant les quatre à cinq mois qui précédèrent la guerre, dans toutes les maisons¹ on trouvait une table ronde autour de laquelle des mains délicates, accoutumées à de tous autres travaux, préparaient, d'après des modèles donnés par les hommes de l'art, des bandes de diverses formes pour les plaies diverses faites par le sabre ou par les armes à feu. Dans ce tableau de femmes élégantes devenues sœurs de charité, il y a quelque chose d'attendrissant et de terrible, quelque chose de cruel pour ainsi dire, mais de céleste tout ensemble. Je ne sais si, dans notre état actuel de société, ces héroïnes d'épouses, de filles, de mères, faisant à l'amour de la patrie le sacrifice des plus douces affections, n'est pas plus digne de respect que le stoïcisme sauvage de ces Lacédémoniennes tant vantées, qui, à force de combattre la nature, en avaient presque étouffé la voix.

Si jusqu'à présent nous ne nous sommes guère occupé que des classes supérieures, c'est, il faut bien l'avouer, que la grande et la petite noblesse constituaient encore, même dans le duché, la véritable nation polonoise. La population des villes exceptée, et les villes étaient en petit nombre, il n'existait presque point de classe moyenne qui répondît à notre tiers état français. Cette classe tendait à se former, à s'accroître; mais elle n'avait encore que bien peu de consistance. Cependant la situation morale et intellectuelle du pays, grâce au statut constitutionnel qu'il tenait de l'empereur Napoléon, s'était singulièrement améliorée depuis 1807. Dès 1791, les courageux auteurs d'une révolution, qui malheureusement n'eut qu'une courte durée, avaient jugé indispensable d'affermir l'indépendance nationale sur l'instruction de toutes les classes d'habitants, et la constitution du 3 mai en avait posé le principe. Aussitôt après la création du duché, cette nécessité vivement sentie devenait une obligation pour le gouvernement. Châgé en homme libre, le serf polonais réclamait une instruction propre à le mettre en état de jouir de la liberté qui lui était rendue. Ainsi un

décret du roi de Saxe avait-il organisé une direction spéciale d'instruction publique, en lui assignant des fonds et des revenus. On avait vu un homme de bien, le président du conseil des ministres, comte Stanislas Potocki, s'honorer du titre de directeur de cette institution et consacrer tous ses soins à une si noble tâche. En peu de temps, plus de cinq cents petites écoles s'étaient élevées, indépendamment de celles qui existaient déjà. On conçoit quel aspect nouveau ces établissements eussent fait prendre à la population des campagnes. D'un autre côté, des propriétaires éclairés travaillaient à métamorphoser leurs serfs en métayers ou en censitaires. Ce pouvait être un calcul d'intérêt bien entendu; mais en calcul n'en eût pas moins produit un effet conforme aux intérêts de l'humanité. Pour être digne de la liberté, il faut d'abord désapprendre la servitude, et sans doute la transformation de l'esclave en citoyen est nécessairement lente et graduée; mais elle eût été plus prompte en Pologne que partout ailleurs. Le paysan polonois est vif, intelligent et brave. Nulle part peut-être, pas même en France, l'homme tiré de la charnu ne prend plus vite la tenue et les habitudes militaires. Ailleurs le métier de soldat, en pliant les caractères à l'obéissance passive, prépare trop souvent des instruments au despotisme. Pour le duché de Varsovie, le métier de soldat était un apprentissage de civilisation. Le Polonois qui en servait avec les troupes françaises, avait appris à connaître l'esprit d'égalité, reportait cet esprit dans son village, lorsqu'il y rentrait, ramené par la réforme ou par des blessures. Enfin le paysan, qui tant de fois s'était soulevé à la voix d'une noblesse dont on le disait la propriété, pouvait-il maintenant ne pas répondre avec empressement à l'appel de chefs qui ne sont plus ses maîtres, mais ses frères, pour aller reconquérir une Pologne sous les ordres de l'homme dans lequel, depuis quinze ans, il voyait un libérateur, sous les ordres de Napoléon? Il est donc vrai, les classes inférieures comme les classes élevées attendaient avec impatience le moment de combattre pour l'affranchissement de leur pays.

Un fait remarquable, mais aujourd'hui presque ignoré, qui signala les derniers jours de 1811, concourut à mettre au jour ce qu'il y avait, dans le duché de Varsovie, d'éléments propres à constituer la liberté intérieure, comme d'ardeur et d'énergie pour assurer l'indépendance au dehors; ce fut une grande scène de gouvernement représenté

¹ Notamment chez mesdames la comtesse Stanislas Potocki, épouse du président du conseil, la duchesse de Wurtemberg et la comtesse Zamoïska, toutes deux de

princesses Czartoriska, la comtesse Chodkiewicz, les princesses Dominique et Louise Radziwill et autres personnes de la première distinction.

tatif, exécutée en présence d'une constitution restrictive, par la seule puissance des mœurs d'un autre temps, modifiées toutefois et accommodées aux convenances de l'époque présente. La convocation d'une Diète à Varsovie pour le 8 décembre prit le caractère d'un grave événement aux yeux de l'observateur, ami de la liberté des peuples. A la vérité, les sessions de la Diète ne duraient qu'une quinzaine de jours, et leur marche, soumise à des règles étroites, ne laissait guère place à de grands orages; mais il était toujours intéressant de voir, dans un petit État, entouré par les trois monarchies les plus absolues du continent, une réunion de représentants électifs, nommés par la noblesse et par les communes, élever la voix contre les vices de l'administration, traduire les ministres à son tribunal, et voter l'impôt que sous la condition de certaines réformes, et forcer enfin son gouvernement de donner satisfaction à ses plaintes. C'était l'homme que l'on seccuse d'avoir étouffé toute liberté en Europe, qui, entre Berlin, Vienne et Pétersbourg, avait ainsi élevé une tribune! A la vérité, outre qu'il était stipulé, par l'article 15 du traité de Tilsitt, que les constitutions qui régiraient le duché de Varsovie, seraient de nature à se concilier avec la tranquillité des États voisins, l'Empereur, qui pressait en France tant de précautions contre l'esprit démocratique, n'eût pas été disposé à lui laisser, dans ce nouvel État, un trop dangereux essor. Par le statut constitutionnel qui déterminait l'organisation de la Diète, il avait renfermé presque tous les pouvoirs dans trois commissions que nommait la chambre des nonces¹, et n'accordant le droit de prendre la parole qu'aux membres seuls de ces commissions. D'après cette règle, la discussion, ou du moins la plaidoirie se concentrait entre les quinze membres dont les commissions étaient composées, et les conseillers d'État, qui siégeaient de droit dans la chambre pour y défendre les propositions du gouvernement; mais en vain l'empereur Napoléon avait voulu réduire les fonctions de la chambre à un vote silencieux que les membres seuls des commissions auraient droit de rompre, l'esprit du gouvernement représentatif se fit jour à travers ces entraves, au moyen d'un subterfuge assez ingénieux. Tant que le maréchal² de la Diète présidait la séance, l'ordre prescrit par le statut constitutionnel s'observait avec fidélité; mais, dès qu'il déclarait la séance levée, une seconde séance

commençait, où, il est vrai, on ne prenait pas de délibérations définitives, mais où l'assemblée se dédommait largement du mutisme auquel la constitution l'avait condamnée. Ces secondes séances en l'absence du président légal offraient d'autant plus de chaleur et de tumulte même, que les premières avaient forcément offert plus de calme et de tranquillité. Alors toutes les passions étaient en jeu; alors éclataient les accusations, les invectives, justes ou injustes, contre les ministres. Quand un peuple a recouvré un bien dont il a été privé longtemps, il est difficile qu'il n'en pousse pas l'usage jusqu'à l'abus; il lui faut presque de la licence pour qu'il croie avoir repris possession de la liberté. Aussi, dans les secondes séances, il ne manquait guère que l'intervention du sabre pour compléter la ressemblance avec les Diètes d'autrefois. Le ministère mit en question si, après la levée des séances par le maréchal, on ne devrait pas exiger que la salle fût évacuée. Le roi de Saxe, plus prudent que ses conseillers, fut d'avis qu'en laissant à l'ardeur des nonces le moyen de s'évaporer, on atténuerait leur violence et on les rendrait plus traitables. Il avait raison, et l'événement le prouva; mais les ministres étaient moins accommodants, et se montraient profondément blessés de la censure que l'on se permettait sur leur administration. Ils regardaient presque comme des trahisons, comme des hommes vendus à la Russie, les nonces ou députés qui leur reprochaient ou de l'incapacité ou de la négligence. Au milieu de ces luttes animées, le nom de l'Empereur était invoqué par les deux partis pour l'attaque comme pour la défense. « Que » dirait l'empereur Napoléon, s'écriait l'un des » ennemis du ministère, s'il voyait cet État, créé » par ses victoires, en proie aux désordres d'une » administration dévorante, livré au pillage le plus » odieux, et privé par là des ressources nécessaire » res pour secourir un jour, bientôt peut-être, le » fondateur de notre existence dans les efforts que » peut exiger notre cause commune! » Comment, » répliquait un ministre, voulez-vous que l'empe- » reur Napoléon vous juge, si, sous prétexte d'abus » exagérés par la malveillance, vous refusez les » moyens d'entretenir cette armée sur laquelle il » compte et en qui repose peut-être notre ave- » nir? » Des deux côtés on était de bonne foi; les intentions étaient respectivement loyales et pures. Des deux côtés on cherchait l'appui particulier du

¹ De 1807 à 1809, la chambre des nonces avait été composée de cent membres, savoir, soixante nonces nommés par la noblesse et quarante députés nommés par les communes. L'acquisition de quarante nouveaux départements, faite par la paix de Vienne, ayant exigé

une augmentation proportionnelle, le nombre total de nonces et de députés avait été porté à cent soixante.

² Ce président était le comte de Soltyck dont le fils, général d'artillerie, est maintenant réfugié en France.

ministre de France. Celui-ci pensa que son devoir lui commandait une parfaite neutralité, et que, s'il avait à prendre un rôle actif, ce devait être celui du conciliateur. Les membres de l'opposition¹ lui exprimaient le désir que le principe de leur conduite ne fût pas mal jugé par l'Empereur, qui, disaient-ils, ne pouvait pas les blâmer d'avoir fait naître d'une liberté dont il leur avait rendu l'exercice. Au fond, s'ils avaient été sévères, leur sévérité était juste. L'agitation de la Diète ne produisait d'ailleurs aucun inconvénient ni au dedans ni au dehors. La hardiesse du langage employé par les nonces constatait à l'intérieur la réalité de l'indépendance que le pays avait reconquise, et devenait un objet d'envie pour les provinces polonaises soumises à la Russie et à l'Autriche. Les vieux Polonais de ces diverses provinces retrouvaient, dans ces orages de la Diète, une image affaiblie de leur ancienne turbulence, regrettant, suivant l'usage des peuples opprimés, jusqu'à cette indisciplinée de leurs confédérations, qui avait tant contribué à favoriser le triomphe de leurs oppresseurs.

L'époque de la session de la Diète fut pour Varsovie celle d'une prodigieuse activité. Tous les noms historiques de l'ancienne Pologne s'y trouvaient rassemblés, et la maison du ministre de France était naturellement leur rendez-vous général. De la Lithuanie et de la Wolhynie d'illustres personnages accouraient en grand nombre dans le duché, les uns seulement pour y respirer, du moins quelques jours, l'air de la liberté, et y puiser des espérances, les autres avec la résolution de s'associer au sort du nouvel État, au risque de compromettre leur fortune et celle de leurs familles. En tête de ces généreux patriotes, on remarquait, pour la Lituanie, le prince Alexandre Sapieha, et le plus riche propriétaire de cette province, le prince Dominique Radziwill; pour la Wolhynie, le prince Eustache Sangusko, chef de la branche cadette de Czartoriski, et, pour les deux contrées, beaucoup d'autres notables personnes, telles que les comtes Chodkiewicz, Potocki, Razewski, etc., dont les biens étaient, en tout ou en partie, situés sur le territoire russe. Il faut donc le reconnaître comme un fait constant, le ministre de France n'avait point eu à donner au duché une impulsion

guerrière; il avait bien plutôt à modérer et à contenir les élan spontanés; mais il n'était que véridique lorsqu'il disait à son gouvernement qu'un frémissement de guerre agitait tout le sol de l'ancienne Pologne. Jamais en effet il n'a existé un peuple qui ait invoqué la guerre avec autant d'unanimité et d'enthousiasme. Pour le duché de Varsovie, le repos semble être la continuation d'une existence équivoque et contestée. La guerre est le seul moyen d'en sortir; c'est dans la guerre, dans les résultats présomés de la guerre, que chaque passion, chaque intérêt plus ou moins pur, espèrent trouver ce qu'ils désirent : tout Polonais noble ou non noble, hommes et femmes, une patrie; les militaires, une patrie et de la gloire; l'ambition, de la grandeur pour l'État avec des honneurs pour elle-même; les femmes, avec une patrie, un nouveau genre d'existence, une royauté à poste fixe, une cour brillante qui leur rende leur ancien ascendant. Sans cesse le mot de patrie² est dans la bouche de tous, comme il est dans leur cœur. Les sentiments des Polonais sont ceux d'Ulysse redemandant aux dieux le rocher stérile d'Ithaque. C'est à redevenir eux-mêmes, à déposséder un nom étranger, à recouvrer un nom qui leur est cher, que tendent tous leurs vœux. Indignés d'être Autrichiens, Prussiens, Russes et même Saxons, ils sont impatientes de s'entendre de nouveau appeler Polonais³.

À toutes les conditions morales qu'offrait la population du duché pour avoir droit à de meilleures destinées, il manquait une condition matérielle, bien importante dans nos temps modernes, un état de finances qui répondit aux efforts militaires dont le pays était capable. À ce sujet le bon roi de Saxe disait un jour au ministre de France : « Il croit ici » des soldats à vue d'œil, il y croit jusqu'à des forteresses; c'est dommage que l'argent n'y croisse pas de même. » La plaie profonde du pays était effectivement la pécurie du trésor. Soit économie mal entendue, soit crainte d'affliger la volonté de la guerre, l'empereur Napoléon n'accordait pas de subsides directs au duché. Les seuls secours qu'il lui donnait se bornaient à cinq à six millions versés dans un emprunt ouvert à Paris par le roi de Saxe, emprunt qui, vu l'incertitude des temps,

¹ Je ne sais si dès lors je ne portais pas en moi le germe de l'esprit qui depuis, en France, m'a placé sur les bords de l'opposition pendant vingt années, mais j'avoue qu'à Varsovie, malgré mon attachement pour quelques-uns des ministres et surtout pour le prince Poniatowski, je trouvais les plaintes de leurs adversaires fondées et leurs demandes légitimes.

² Tous les mémoires du temps ont cité le mot d'un de

nos soldats qui, dans les chemins fangeux de Pultusk, étourdi par les acclamations patriotiques des Polonais, s'écria : « Ils appellent cela une patrie ! » Le mot est gai, mais dès longtemps Sénèque y a répondu : « *Ulysses ad Ithacæ suam sara nie properat, quemadmodum Agamemnon ad Mycenarum nobilis muros. Nemo enim patriam quin magna est, amat, sed quis suam.* »

³ « Nulla ne jam Troje dicatur mania? » Virgile.

ne pouvait guère avoir de succès. En retraçant l'état général des souffrances du duché, M. de Pradt s'est plu à représenter les grands seigneurs polonais comme obérés tous indistinctement, comme gênés et endettés à un tel point que Varsovie n'offrait que le spectacle de la misère ¹. Là, comme dans tout ce qu'il dit, le tableau est chargé, et l'exagération passe toutes les bornes. Au reste, quoiquo la disette de fonds fût un très-grand mal, ce n'est pas là ce qui, au moment du besoin, affaiblira la part du concours que le duché aurait pu porter dans la guerre de Russie. M. de Pradt va ici au-devant de reproches auxquels il n'échappera pas. Assurément il n'a point eu sur les événements de la guerre et sur les destinées de l'empereur Napoléon la plénitude d'action malfaisante dont il s'est vanté; mais on reconnaîtra plus tard que, dans sa courte mission à Varsovie, l'influence résultant du caractère diplomatique dont il était revêtu a cependant produit, pour la Pologne et pour la France, de très-fâcheux résultats.

Dans tout le cours de 1811, tandis que dans le duché on rêvait une Pologne reconstituée par la France, le bruit s'était soutenu que, de son côté, l'empereur Alexandre se proposait de reconstruire une Pologne indépendante sous sa protection; et, dans les derniers mois, on ajoutait que provisoirement il allait rendre au grand-duché de Lithuanie ses anciennes formes d'administration, ses grandes charges et ses hautes dignités. On désignait même les hommes qu'il devait en investir. Ces bruits avaient évidemment pour objet d'empêcher les Polonais des provinces russes de s'associer à la cause du duché de Varsovie. Tel était pareillement

le but de diverses publications faites dans le Courrier lithuanien, imprimé à Wilna. Ce journal avait reproduit ² un long édit de Catherine II, daté de 1783, sur les droits et privilèges de la noblesse russe. Parmi ces privilèges, le plus important consistait en ce qu'on ne peut ôter à un noble sa propriété ou la vie sans jugement. Outre que l'on sait assez comment les promesses du gouvernement sont respectées en Russie, il est assez étrange qu'en 1811 on fit valoir en Lithuanie, comme un précieux privilège de noblesse, ce qui dans le duché de Varsovie était le droit commun pour le dernier des habitants. On ne peut guère voir là qu'un appel à l'égoïsme le plus méprisable et le plus bête. Une telle disposition écrite dans un édit, comme faveur exclusive pour la noblesse, montre à quel degré d'avilissement se trouve rejetée l'immensité de la population qui n'est pas noble. Quelques mois plus tard, la même gazette de Wilna publiait un ukase par lequel l'empereur Alexandre remerciait les Cosaques de leur belle conduite dans la guerre de 1807. L'ukase, adressé dans le mois d'août à sa destination, avait été pour les Cosaques un avis de se préparer à de nouvelles campagnes. Sa publication en Lithuanie dans le mois de décembre était une menace de dévastation pour les pays où ils auraient à combattre. Ainsi, tandis que rien ne semble encore définitivement résolu de la part des empereurs de France et de Russie, tandis que leurs communications continuent dans les formes les plus pacifiques, des deux côtés les armes se préparent, et ce n'est pas en Russie qu'on est le plus scrupuleux sur le choix des armes.

¹ Il en donne pour preuve que, pendant son séjour dans cette ville, il n'a pas reçu une seule invitation. M. de Pradt s'est mépris ou n'a pas voulu voir les choses telles qu'elles existaient. Beaucoup de grandes maisons étaient tenues sur un pied très-brillant, et les invitations n'a-

vaient pas manqué à son précesseur. S'il en a été autrement pour lui, c'est par des raisons dont le détail serait déplacé ici, mais qui, il faut le dire, tenaient à sa personne, et nullement à la situation de fortune des habitants.

² Dans son numéro du 29 juillet.

CHAPITRE XXXIII.

FRANCE ET PRUSSE. — FRANCE ET AUTRICHE. — FRANCE ET SUÈDE. — FRANCE ET RUSSIE.

Motifs de la Prusse pour l'alliance française. — Démarche de la Prusse auprès de la Russie. — Réponse de la Russie au colonel Knesbeck. — Réflexions de cet officier. — Traité d'alliance entre la France et la Prusse. — Articles secrets. — Démonstration de défiance même dans ces articles. — Causes respectives de défiance. — Traité d'alliance entre la France et l'Autriche. — Articles secrets. — Désir de Marie-Louise de voir sa famille à Dresde. — Penchant de la Suède vers les ennemis de la France. — Entrée des troupes françaises en Poméranie. — Démarche de la France auprès du prince royal. — Propositions portées à Stockholm par le consul suédois, M. Signeul. — Réponse du prince royal. — Traité d'alliance entre la Suède et la Russie. — Communication faite à la Suède par le ministre d'Autriche. — Réponse de la Suède à cette communication. — Relations entre la Suède et l'Angleterre. — Note écrite sous la dictée du prince royal. — Second voyage du consul suédois à Stockholm. — Réponse rapportée par ce consul. — Note du prince royal renouvelant la demande de la Norvège. — Motifs qui empêchent l'envoi de M. de Nesselrode à Paris. — Impression produite à Pétersbourg par l'occupation de la Poméranie. — Explication des motifs de cette occupation par la France. — Lutte d'amour-propre entre les deux empereurs. — Crainte de Napoléon de paraître négocier par faiblesse. — Abandon des anciennes alliances françaises, la Suède et la Turquie. — Crainte d'Alexandre de paraître faire des avances. — Lettre de Napoléon à Alexandre. — Conversation de Napoléon avec M. de Czernichef. — Véritable but de Napoléon. — Ouvertures faites par la France à l'Angleterre. — Réponse de l'Angleterre aux ouvertures de la France. — Intrigues de M. de Czernichef à Paris. — Arrivée de M. de Czernichef à Pétersbourg. — Communication de l'Empereur au sénat. — Rapport du ministre des relations extérieures. — Rapport du ministre de la guerre. — Sénatus-consulte.

Les négociations commencées par la France à la fin de 1811 pour une alliance avec les cours de Berlin et de Vienne, ne présentant point de questions d'une solution difficile, furent conduites à une heureuse issue dans les premiers mois de 1812. L'alliance avec la Prusse fut signée le 24 février; l'alliance avec l'Autriche, le 14 mars.

La Prusse, placée entre la Russie et la France, ne pouvait se dispenser de faire un choix. En se décidant pour l'alliance française, elle voulut que l'empereur Napoléon n'ignorât point sur quelles considérations elle fondait sa préférence. Suivant un long mémoire communiqué au ministre français à Berlin, M. de Saint-Marsan, la vocation naturelle et nécessaire de la Prusse était de se déclarer pour celle des puissances qui pouvait lui faire le plus de mal en devenant son ennemi, le plus de bien en devenant son alliée. Il lui importait de s'unir à celle des deux qui pouvait la défendre et la protéger avec le plus de succès; à celle qui, selon toutes les vraisemblances, dans le cas d'une guerre du Nord, sortirait victo-

rieuse de la lutte, et qui, loin d'avoir un véritable intérêt à l'affaiblissement de la Prusse, trouverait, dans sa politique éclairée, un avantage essentiel à maintenir cet Etat comme le boulevard de la civilisation de l'Europe contre le Nord. « La Prusse devait » donc rechercher l'alliance de la France. » Cette exposition des motifs qui dirigeaient la cour de Berlin, pouvait, au commencement de 1812, avoir l'assentiment de l'empereur Napoléon, parce qu'elle supposait, de son côté, la supériorité de la force; mais dès lors il était facile aussi d'entrevoir que, la situation relative de la Russie et de la France venant à changer, l'argument employé d'abord en faveur de l'alliance française pourrait se reproduire plus tard avec autant de justesse en faveur de l'alliance avec la Russie.

Au moment où le roi donnait à son ministre à Paris, le général de Krusemark, des pleins pouvoirs pour signer son union intime avec la France, il crut devoir tenter un dernier effort auprès de l'empereur Alexandre, et il envoya auprès de ce prince un officier investi de toute sa confiance, le colonel Knesbeck, afin de le conjurer, *au nom de l'amitié,*

¹ Lettre de M. de Saint-Marsan, du 29 janvier.

de ne point engager une guerre contraire à ses propres intérêts comme à ceux de tous les États qui se verraient forcés d'y prendre part. Le roi de Prusse s'était décidé à cette démarche d'après le compte rendu par M. de Krusemark d'une longue conversation qu'il avait eue avec l'empereur des Français, conversation de laquelle cet envoyé prussien avait emporté la conviction que Napoléon se féliciterait de tout ce qui pourrait lui faire éviter la guerre. Quoique la mission du M. de Knesbeck à Pétersbourg doive rester sans résultat, le détail des communications de cet officier avec l'empereur de Russie n'est point dépourvu d'intérêt. A en croire le langage de ce prince, on ne pouvait lui reprocher aucune mesure agressive; ses sentiments pacifiques étaient démontrés par de nombreuses preuves; il avait même eu l'intention d'envoyer un plénipotentiaire à Paris dès que la paix avec les Turcs serait conclue, mais il y avait renoncé, « ayant lieu de croire, disait-il, que cet » envoi ne serait point agréable à l'empereur Napoléon. » Sur l'assurance contraire donnée par le colonel Knesbeck, l'empereur Alexandre chercha d'autres prétextes pour expliquer sa conduite; il parla des souffrances de la Russie, et, tout en se disculpant d'admettre dans ses ports des marchandises anglaises, il prétendit qu'aucun traité ne l'obligeait à s'interdire le commerce avec les neutres; que, si le commerce avec les neutres devenait une occasion de guerre, ce ne serait pas lui qui l'aurait commencé; que déjà l'envoi d'une » personne à Paris serait contre sa dignité, puisque » l'empereur Napoléon avait pris une position plus » menaçante; qu'à présent il aurait l'air de chercher à obtenir la paix par la crainte de la guerre. » L'agent prussien ayant fait quelques observations sur l'inconvénient pour la Russie d'entrer en guerre avec la France, avant d'avoir signé la paix avec les Turcs, l'empereur lui répondit qu'il oubliait encore une chose, « c'est que lui, Alexandre, n'était » pas aussi grand capitaine que Napoléon. » Aussi ne voulait-il pas la guerre, et il ajoutait que s'il l'eût voulu, il eût pu la commencer le printemps passé, et entraîner la Prusse avec lui; qu'on ce moment encore, s'il la commençait, il pourrait ga-

guer du terrain; qu'il ne le ferait pas, et qu'il attendrait » que le canon fut tiré sur ses frontières. » En transmettant à sa cour ces paroles de l'empereur Alexandre, le colonel Knesbeck y joignait des réflexions fort sensées. Il entrevoyait clairement le principe très-politique de la patience, de l'attente à laquelle affectait de se résigner la Russie; il apercevait très-bien que c'était de la part de cette puissance un calcul de guerre, et non l'effet de l'amour de la paix. La guerre, en se faisant sur le territoire russe, pourrait prendre à la fois le caractère de guerre nationale et de guerre religieuse, double caractère qu'elle n'aurait pas, si elle se faisait hors les frontières de l'empire. La nature du terrain, ses marais, ses grandes forêts, le peu d'habitations sur les routes, le peu de routes en bon état, la difficulté de se procurer des vivres, toutes ces circonstances formeront, même pour le plus grand génie, d'insurmontables obstacles, si, placés sur la défensive, les Russes livrent tout à la dévastation en se retirant sur des points bien choisis d'avance, et en perdant du terrain avec sagesse après l'avoir disputé pied à pied. « On sent, continuait-il, cet avantage en Russie, les militaires » en parlent et le font valoir.... Je crois que ce » sera le système de guerre qu'on suivra. » C'était dans un rapport daté du 25 mars¹ que le colonel Knesbeck rendait à son gouvernement le compte dont nous venons d'indiquer les principaux traits. Le cabinet de Berlin n'avait point attendu la fin de cette mission pour s'en rapprocher à la France.

Le traité du 24 février renfermait des articles patents et des articles secrets, ou plutôt il y avait deux traités² distincts. Le traité patent se composait de quatre articles.

Le premier stipulait une alliance défensive contre toute puissance de l'Europe avec laquelle l'une ou l'autre des parties contractantes serait ou viendrait à entrer en guerre.

L'article second exprimait la garantie réciproque de l'intégrité du territoire.

Le troisième portait que, le cas de l'alliance survenant, les deux puissances régleraient, par une convention spéciale, les dispositions qu'elles auraient à prendre.

répéta par d'autres lettres que les Russes annonçaient toujours l'intention de mettre un désert entre les Français et eux. M. de Prach, qui a dit la même chose quelques mois plus tard, d'en vante, dans l'histoire de son ambassade, comme d'un rare effort de sagacité.

² Il avait été conclu en outre une convention financière pour régler le mode de paiement du restant de contribution dû par la Prusse.

¹ Un mois auparavant, le ministre de France à Varsovie avait, par une dépêche du 24 février, donné une telle information à son gouvernement. « Les Russes, » écrivait-il, menacent les Polonais de faire une guerre » de dévastation et d'incendie; ils déclarent que si l'armée française entre sur leur territoire, en se retirant, » ils brûleront tout, détruiront tout pour couper la » vivres aux Français et leur enlever les ressources que » les habitants auraient pu leur offrir. » Le même agent

D'après le quatrième, tous les ports et côtes des deux puissances étaient interdits aux bâtiments des nations neutres qui, contrairement au droit maritime consacré à Utrecht, laisseraient violer l'indépendance de leur pavillon.

Ce traité, comme on voit, se bornait à poser des principes. Les articles secrets, au nombre de quinze, en déterminaient l'application.

L'engagement vague, pris contre toutes puissances en général, se trouvait spécifié, par le premier des articles secrets, de la manière suivante :

« Dans le cas où la guerre viendrait à éclater entre la France et la Russie, S. M. le roi de Prusse fera cause commune avec S. M. l'empereur et roi. »

L'article 2 fixait à vingt mille hommes le contingent à fournir par la Prusse, savoir : quatorze mille d'infanterie, quatre mille de cavalerie et deux mille d'artillerie.

Les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 se rapportaient à l'établissement de garnisons dans les places de Colberg, Spandau et autres, à la désignation des provinces prussiennes que ne devaient ni occuper ni traverser les troupes françaises, ou à d'autres questions militaires.

Relativement aux réquisitions que pourraient faire les commandants français aux autorités locales, il devait, suivant l'article 9, en être fait un décompte, et la valeur en serait acquittée ou par compensation sur les contributions dues par la Prusse, ou à la fin de la campagne.

Par l'article 13, la France promettait au roi une indemnité en territoire, pour compenser les sacrifices et charges qu'il aurait eus à supporter pendant la guerre.

La durée de l'occupation des places de Glogau, Custrin et Stettin était renvoyée, par l'article 14, à former ultérieurement l'objet d'un arrangement particulier entre les deux puissances.

La disposition qui caractérisait le mieux la situation des deux parties contractantes était celle qu'énonçait le onzième des articles secrets, conçu ainsi qu'il suit :

« La Prusse ne fera aucune levée, aucun rassemblement de troupes, aucun mouvement militaire, pendant que l'armée française occupera son ter-

ritoire ou sera sur le territoire ennemi, si ce n'est pour l'avantage de l'alliance et de concert entre les deux puissances. » Ainsi l'acte même qui consacrait l'union des forces des deux puissances pour une cause commune, porte encore, de la part de l'une des parties, un caractère de soupçon offensant pour l'autre, d'autant plus impolitique qu'il est inutile et ne saurait prévenir le danger dont on cherche à se défendre. Cet article était le seul qui eût donné lieu à une discussion sérieuse. Le roi, faisant l'énumération des troupes nécessaires pour les garnisons de ses places, aurait voulu pouvoir mettre sur pied vingt-quatre mille hommes en sus des quarante-deux mille convenus par les traités antérieurs. C'est, dit-il, pour mieux seconder les vues de la France qu'il désire cette augmentation, et l'empereur Napoléon s'y refuse ! Alliance bizarre, où l'allié puissant, mesurant au faible la portion de forces dont il l'autorise à faire usage, ne lui permet de le servir que d'une main et tient l'autre enchaînée, dans la crainte que libres toutes deux, elles ne se tournent contre lui ! Que de vertu il faudrait à l'allié ainsi captif pour demeurer, quand il aura la pleine disposition de tous ses moyens, fidèle à l'allié devenu malheureux, qui, dans ses prospérités, doutait de sa loyauté et de sa foi ! Du reste, la défiance était réciproque : pour la France, le principe en existait dans la conduite tenue par la Prusse en 1805, 1806 et même 1809 ; pour la Prusse, dans la persuasion où elle était qu'un rapport fait à l'empereur Napoléon par le ministre des relations extérieures avait proposé la destruction de cette monarchie. Le ministère prussien devait, comme nous l'avons dit précédemment, la connaissance de ce prétendu rapport à l'un de ces courtiers d'intrigues qui, s'agitant autour de tous les cabinets, vendent aux agents diplomatiques des renseignements vrais ou faux, et qui en fabriquent quand ils n'en ont pas. Pour excuser les démarches imprudentes récemment reprochées à sa cour, le général de Krusenmark remit à M. le duc de Bassano une copie de ce document qui les avait produites, et qui avait amené un mal trop réel par la peur d'un mal imaginaire.

L'alliance une fois conclue, il devenait de néces-

S'il faut en croire Walter Scott et quelques autres écrivains, le roi de Prusse n'aurait invoqué l'alliance de Napoléon que sur le refus d'Alexandre de l'admettre dans la sienne. Accepter la demande du roi eût été pour l'empereur Alexandre s'engager à porter le théâtre de la guerre en Allemagne afin de protéger les États prussiens, ce qui contrariait le plan qu'il s'était formé, celui d'attirer les Français dans les steppes inutiles de la Rus-

sie. En admettant comme vraie cette assertion, l'empereur des Français se trouverait excusable dans ses précautions contre un prince qui ne combattait avec lui que par l'impuissance de combattre contre lui. Il est étrange que ce soient des historiens contraires à Napoléon et apologistes de ses ennemis, qui, par des révélations indiscrètes, semblent ainsi prendre soin de sa justification.

sité pour le ministère prussien de renoncer à ses ménagements pour les hommes qui affichaient hautement leur antipathie contre la France. On se décida en conséquence à éloigner les principaux chefs de ce parti, tels que MM. de Scharnorst, de Sack, Justus Grunner et Gneisenau. D'après ce même esprit, le roi crut encore devoir, dans le mois de mars, faire quelques représentations à Pétersbourg sur la violation ouverte du système continental, qui avait lieu en Russie à l'aide du pavillon américain. « Sans doute, disait la Prusse, tous les États souffrent, comme la Russie, du système continental; mais ne serait-il donc pas possible de le soutenir encore pour atteindre le grand but de la liberté des mers ? » Quoique à Berlin le fond des cœurs ne pût pas être changé, l'aspect de cette capitale avait été modifié sensiblement par la conclusion d'une alliance avec Napoléon. La modération du langage avait, du moins pour un temps, succédé aux bruyants éclats de la haine. Si l'alliance n'était pas celle qu'eussent désirée les principaux membres de la famille royale, ainsi qu'une grande partie de la population et de l'armée, tout le monde sentait cependant qu'à la veille d'un choc entre les deux plus grandes puissances du continent, la Prusse, faute d'avoir une garantie dans son union avec la France, pouvait tomber, et tomber sans gloire, sous les premiers coups de la gigantesque armée de Napoléon. La ruine, dans une autre hypothèse, étant infaillible, l'alliance se trouvait être un immense bienfait. Aussi le ministère prussien s'en applaudissait-il dans les termes les plus expressifs : « Et nous aussi, disait le comte de Golz¹, ministre des affaires étrangères, nous avons obtenu des marques précieuses de la bienveillance du grand monarque que nous regardons maintenant et à jamais comme l'ami, l'allié et l'appui de notre patrie ! » Malgré toutes les mesures prises dans la prévoyance de la guerre, l'Empereur ne cessait de témoigner qu'il verrait avec plaisir qu'un arrangement avec la Russie fût possible. C'était pour parvenir au maintien de la paix que la guerre assurait ses alliances. L'envoyé prussien à Paris, M. de Krusemark, jugeait en ce sens les dispositions du gouvernement français, et cet agent semblait persuadé² que, si la nouvelle des traités conelus par la France avec l'Autriche et la Prusse, amenait de la part de la Russie quelque proposition de rapprochement, la première parole en serait accueillie avec empressement par l'empereur Napoléon.

La discussion préparatoire de l'alliance n'avait pas été beaucoup plus longue avec l'Autriche qu'avec la Prusse. L'Autriche cependant s'était mon-

trée plus difficile sur le choix des mots, plus exigeante dans les conditions, et l'empereur des Français avait été singulièrement facile, trop facile peut-être. Du moins semble-t-il avoir manqué de prudence en admettant certaines clauses dont les conséquences seront d'une haute gravité.

Pour l'Autriche comme pour la Prusse, l'alliance fut établie par deux actes, l'un patent et l'autre secret.

Sept articles composaient le traité patent. D'après l'article 1^{er}, il devait y avoir, à perpétuité, *amitié, union sincère et alliance* entre les deux empereurs.

Le second assurait l'intégrité des territoires respectifs.

Par le troisième, on se promettait réciproquement des efforts communs pour prévenir la guerre, et, en cas de guerre, l'Autriche, par l'article quatre, s'engageait à donner un secours de trente mille hommes, savoir : vingt-quatre mille d'infanterie, six mille de cavalerie et un attirail de soixante pièces de canon.

Ce secours devait, article cinq, être fourni dans les deux mois de la demande qui en serait faite.

L'article six garantissait l'intégrité de la Porte ottomane, et l'article sept, les principes de la navigation des neutres, tels que le traité d'Utrecht les a consacrés.

Le traité secret, signé en même temps, renfermait onze articles, dont les deux derniers étaient de pure forme.

On commençait par déclarer que le secours à fournir par l'Autriche, en conséquence du traité patent, ne pouvait s'appliquer à des guerres soutenues par la France, ou contre l'Angleterre, ou au delà des Pyrénées. Cette réserve formait le premier des articles secrets.

Les régiments destinés à composer le secours autrichien devaient être disposés, article 2, de manière qu'à dater du 15 avril, ils pussent, en moins de huit jours, être réunis sur Lemberg.

Le mot de contingent ayant été employé dans la première rédaction, l'Autriche demanda que ce mot fût remplacé par celui de corps auxiliaire.

Napoléon promettait, article 3, de faire ses dispositions pour opérer contre la Russie à la même époque, 15 avril, avec toutes les forces disponibles.

L'article 4, qui réglait la composition du corps auxiliaire et le mode de pourvoir à sa subsistance, contenait une clause dont toute la portée n'avait peut-être pas été sentie, c'était qu'il ne pourrait être divisé et qu'il formerait toujours un corps séparé et distinct.

¹ Lettre de M. de Krusemark au comte de Golz, en date du 27 avril.

² Lettre en date du 14 avril.

Les deux articles 5 et 6, roulant sur une même question, eussent pu être fondus ensemble, le premier ayant pour but de poser un principe dont le suivant exprime la modification. Ces deux articles méritent d'être cités textuellement.

Article 5. « Dans le cas où, par suite de la guerre » entre la France et la Russie, le royaume de Pologne viendrait à être rétabli, S. M. l'empereur des Français garantirait spécialement, comme elle la » garantit dès à présent, à l'Autriche, la possession » de la Galicie. »

Article 6. « Si, le cas arrivant, il entre dans les » convenances de S. M. l'empereur d'Autriche de » céder, pour être réunie au royaume de Pologne, » une partie de la Galicie en échange des provinces » Illyriennes, S. M. l'empereur des Français s'en » gage, dès à présent, à consentir à cet échange. »

On doit remarquer ici avec quelle discrétion et sous quelle forme de déférence pour l'Autriche est énoncé l'échange éventuel de la Galicie contre les provinces Illyriennes. Nous signalons, sans le blâmer, ce ménagement extrême dans les termes, attendu qu'en de pareilles matières, le principe d'une cession étant posé, l'application dépend de la situation où plus tard se trouvent entre elles les parties contractantes.

Par l'article 7, dans le cas d'une heureuse issue de la guerre, l'empereur des Français s'engage à procurer à l'Autriche des indemnités et agrandissements de territoire, qui non-seulement compensent les sacrifices et les charges de la « coopération » de S. M. dans la guerre, *mais qui soient un monument de l'union intime et durable qui existera » entre les deux souverains.*

Napoléon a été moins bienveillant pour la Prusse; il ne s'est engagé envers elle qu'à une simple compensation des sacrifices qu'elle aurait eus à supporter.

Il était bien entendu, article 8, que l'empereur des Français commencerait les hostilités immédiatement, si l'Autriche était attaquée par la Russie en haine de ses engagements avec la France.

Une disposition déjà bien tardive formait le sujet de l'article 9, c'était l'invitation à la Porte ottomane d'acquiescer à ce traité d'alliance.

Chacune des dispositions de ce traité atteste combien était vif le désir qu'avait l'empereur Napoléon de se rendre agréable à l'Autriche. On dirait que, content du fait seul de l'alliance, il ne mette presque aucun intérêt à la nature des conditions au prix desquelles on la lui fait acheter.

Deux jours après la signature de ce traité, le duc

de Bassano¹ écrivit à l'ambassadeur de France à Vienne, M. Otto, que, malgré toutes les dispositions faites comme si la guerre était certaine, l'empereur Napoléon « avait peine à croire que la Russie se décidât à une guerre sans objet : » il informa cet ambassadeur que probablement, dans la première quinzaine d'avril, l'empereur partirait pour son armée; que, dans ce cas, l'impératrice accompagnerait l'empereur à Dresde, où elle resterait trois semaines. « Elle serait charmée, disait le duc » de Bassano, d'y voir sa famille, et vous pourriez, » si on vous en parle, annoncer ses projets et ses » vœux. » Quant à l'empereur, la durée de son séjour à Dresde dépendra des événements.

Qu'il s'eussent été les précautions prises pour prévenir la disette de subsistances dont la France était menacée, des embarras se firent sentir dans l'intérieur; quelques troubles même eurent lieu sur différents points, et ces circonstances retardèrent le départ de l'empereur. Dans les premiers jours d'avril, le duc de Bassano², on instruisant de ce retard le même ambassadeur, revint sur la satisfaction qu'éprouverait l'impératrice Marie-Louise de voir pendant son séjour à Dresde, l'empereur son père, l'impératrice, et même ses frères et sœurs. Comme la Russie continuait à protester qu'elle ne commencerait pas la guerre, ce ministre ajouta : « Il n'est pas impossible qu'une sorte de négociation s'ouvre au moment où les hostilités seraient imminentes. » La conformité de ce langage tenu à Vienne, avec celui que la France a pareillement tenu à Berlin, prouve qu'il n'y a point, de la part de Napoléon, une résolution de guerre formelle, définitive, et que, jusqu'au dernier jour, il comptera sur la possibilité d'incidents qui viennent en arrêter l'explosion.

Tandis que l'Autriche et la Prusse rivalisent d'empressement à entrer dans l'alliance française, il est une puissance qui fait des pas rapides dans une voie opposée. Dès 1811, le prince royal de Suède avait préparé sa défection. Ses communications avec l'Angleterre étaient publiques, et des cajoleries, échangées avec l'empereur Alexandre, préparaient à une intimité que nous verrons bientôt s'établir.

Plusieurs fois Napoléon avait averti la Suède que, si la Poméranie continuait à être un entrepôt au service de l'Angleterre³, il se verrait obligé d'y faire entrer des troupes françaises. Des faits nombreux prouvant que le gouvernement suédois ne se bornait pas même à un rôle passif, mais faisait

deux grandes caisses de libelles contre l'empereur et contre la France.

¹ Ces faits furent exposés dans un rapport soumis, le

¹ Lettre du 16 mars 1812.

² Lettres du 1^{er} et du 3 avril.

³ On trouve, dans un bâtiment suédois, le *Saint-Jean*,

la contrebande pour son propre compte, l'occupation de cette province fut ordonnée par l'Empereur, et aussitôt exécutée par le prince d'Eckmühl¹. Avec de la vigueur dans les actes, l'Empereur voulait presque toujours de la douceur dans les paroles. Au moment où ses troupes allaient entrer dans la Poméranie, il avait chargé le ministre des relations extérieures d'informer le gouvernement suédois des motifs qui déterminaient cette mesure. Le projet de note qui lui fut soumis ne lui convenant pas, il le renvoya au ministre avec cette remarque : « Votre note est trop chaude, pas assez calme, pas assez conciliante ; il n'y faut point de fibre 2... Refaites-la plus douce, qu'elle ait l'air sincère, et surtout qu'elle soit beaucoup plus courte. » Lorsque la nouvelle de cette occupation parvint à Stockholm, le gouvernement suédois, qui avait prévu cet événement, en fut médiocrement affligé ; mais il affecta de s'y montrer très-sensible. Le baron d'Engeström dit au chargé d'affaires de France, M. de Calbre : « Je ne vous cache pas qu'on nous a fait des offres³ que nous avons rejetées, mais qu'on nous forcera d'accepter. » Évidemment la résolution de les accepter était déjà prise, et l'empereur Napoléon va jouer un rôle de dupe tout le temps qu'il s'imaginera pouvoir amener à lui un cabinet dont les espérances se sont portées ailleurs.

L'Empereur a beau rappeler au prince royal qu'en 1807 il lui avait fait savoir à lui-même, au moment où il allait attaquer les troupes suédoises, qu'il ne voulait pas que le sang d'un seul Suédois fût versé ; cette vieille amitié de la France pour la Suède a peu de valeur aux yeux du prince royal qui voudrait une autre concession, et celle-là, l'Empereur ne saurait la lui faire sans se rendre coupable d'une lâche perfidie. « La Norvège a été garantie par la France au Danemark », disait⁴ le duc de Bassano à l'agent suédois à Paris. « Si le prince la conquiert, il ne la conservera pas. »

Non content des communications ministérielles, suivies par la voie des chargés d'affaires à Paris et à Stockholm, l'empereur Napoléon pensa qu'une intervention de famille pourrait avoir plus d'efficacité. La princesse royale de Suède était toujours à Paris ; le duc de Bassano se rendit chez elle par ordre de l'Empereur, et après une longue conversation, pour venir au secours de la mémoire de cette princesse, il dicta une note qu'il lui laissa.

Un courrier, parti le 7 mars, porta cette note au prince royal. On jugera, par quelques-uns des passages principaux de cette pièce, si le langage de l'empereur Napoléon avec le prince avait le caractère de hauteur qu'on lui a tant reproché. « L'Empereur n'a point contribué à l'élévation du prince royal ; il eût pu s'y opposer ; il l'a vue avec plaisir ; il l'a considérée comme un lien de plus avec une nation dont il connaissait les bons sentiments pour la France. Il importe que la Suède envisage le parti qu'elle veut prendre, et qu'elle le prenne sans perte de temps.... Si le prince royal entend bien ses intérêts, l'Empereur consent à lui offrir son alliance et à lui garantir qu'il ne fera pas la paix sans que la Finlande soit restituée à la Suède, et il ne lui demande pour condition que d'attaquer la Finlande avec trente mille hommes, et de se mettre en hostilité avec l'Angleterre, aussitôt que la guerre aura éclaté sur le continent.... L'Empereur ne veut pas donner de subsides, mais il consent à recevoir à Lubeck et à Dantzig pour vingt millions de denrées coloniales appartenant à la Suède. En cas d'adhésion, la Suède peut faire ses expéditions de denrées coloniales dès à présent, sans attendre que le grand système qui se développe soit démasqué. »

Pour rendre ces idées plus faciles à saisir, le duc de Bassano les avait rédigées en articles très-courts propres à former la substance du traité qui pourrait être conclu entre les deux États. Cette proposition arrivait un peu tard ; mais fut-elle arrivée plus tôt, elle n'eût pas eu une meilleure issue. La politique du prince royal avait pris une longue avance sur celle de Napoléon. Dès le commencement de février, un agent suédois, M. de Loewenhielm, était parti pour la Russie, afin de traiter avec cette puissance. Bientôt il y avait été suivi par un aide de camp du prince royal, portant l'ordre de hâter la conclusion. Effectivement la négociation avait été rapide ; elle se terminait par un traité d'alliance signé à Pétersbourg entre la Russie et la Suède, le jour même où le prince royal faisait à l'empereur Napoléon une réponse dont on appréciera la bonne foi. « Lorsque les vœux du peuple suédois m'appelèrent⁵ à succéder au trône, j'étais, en quittant la France, pouvoir toujours allier mes affections personnelles aux intérêts de ma nouvelle patrie. Mon cœur nourrissait l'es-

le 10 janvier, par le duc de Bassano à l'Empereur.

¹ Une vieille et profonde haine, qui existait entre Davoust et Bernadotte, n'a peut-être pas médiocrement contribué à la méintelligence de la France et de la Suède.

² Lettre de l'Empereur, du 10 janvier.

³ Lettre de M. de Calbre au duc de Bassano, en date du 4 février.

⁴ Le 28 février.

⁵ Réponse du prince royal, en date du 24 mars, à la note du 6 de ce mois.

« poir qu'il pourrait s'identifier avec le sentiment
 « de ce peuple, tout en conservant le souvenir de
 « ses premiers penchants, et en ne perdant jamais
 « de vue la gloire de la France ni l'attachement
 « sincère qu'il a voué à Votre Majesté, attachement
 « fondé sur une confraternité d'armes que tant de
 « hauts faits avaient illustrée.

« C'est avec cet espoir que je suis arrivé en
 « Suède. » Ici se trouvent des plaintes sur la con-
 duite du ministre de France, M. Alquier, et sur la
 silence qu'a gardé l'Empereur à l'égard de deux
 lettres du prince royal, ce qui a dû porter la Suède
 « à se préoccuper contre l'orage prêt à fondre sur le
 « continent.

« Sire, l'humanité n'a déjà que trop souffert....
 « Si Votre Majesté trouve bon que le roi fasse con-
 naître à S. M. l'empereur Alexandre la possibi-
 lité d'un rapprochement, j'augure assez bien de
 « la magnanimité de ce monarque, pour oser as-
 surer qu'il se prêtera à des ouvertures également
 « équitables pour votre empire et pour le Nord....
 « Un des moments les plus heureux que j'aie
 « éprouvé depuis que j'ai quitté la France, c'est
 « celui que m'a procuré la certitude que Votre
 « Majesté ne m'avait pas tout à fait oublié. Votre
 « Majesté a bien jugé¹ mon amour.... » A côté de
 ces brillantes et sentimentales protestations dont
 nous supprimons une partie, l'ordre des dates, ce
 grand indicateur de la vérité, nous prescrit de
 placer les stipulations principales du traité d'al-
 liance entre la Suède et la Russie, conclu ce jour-
 là même par ordre du prince royal..

Après la garantie réciproque des territoires res-
 pectifs, la Russie et la Suède conviennent² de faire
 une diversion contre la France sur les côtes de
 l'Allemagne. On emploiera pour cette expédition
 vingt-cinq à trente mille Suédois et quinze à vingt
 mille Russes.

Comme la Suède ne pourra coopérer à cette
 diversion qu'autant qu'elle cessera de regarder la
 Norvège comme pays ennemi, l'empereur de Rus-
 sie s'engage à réunir la Norvège à la Suède, soit
 par voie de négociations, soit à l'aide d'un corps
 auxiliaire de trente-cinq mille hommes, et de gar-
 rantir cette acquisition à la Suède lors de la conclu-
 sion de la paix.

Le corps auxiliaire russe sera aux ordres du prince
 royal contre le Danemark. On proposera au roi de
 Danemark de céder la Norvège à la Suède, moyen-
 nant une indemnité pleine et entière que l'on pren-

dra l'engagement de lui procurer à proximité de
 ses États. S'il s'y refuse, on lui fera la guerre à
 forces communes.

Après la réunion de la Norvège, l'armée sué-
 doise sera transportée en Allemagne pour y agir
 d'après un plan dont on conviendra.

L'Angleterre sera invitée à accéder à l'alliance
 et à en garantir les conditions. Tel était le point
 où la Suède s'était déjà placée lorsqu'en France
 on rêvait³ encore la possibilité de s'entendre avec
 elle contre la Russie.

Au moment où le prince Schwarzenberg signalait
 à Paris l'alliance de l'Autriche avec la France,
 le général comte de Neipperg, ministre autrichien
 à Stockholm, en ayant été informé par cet ambas-
 sadeur, s'était empressé d'en donner connaissance
 au gouvernement suédois, en faisant sentir de
 quelle importance serait pour les cours alliées, et
 surtout pour la Suède, une diversion dans le Nord,
 qui pourrait réparer, pour cet État, les malheurs
 de la dernière guerre. Cette communication, faite
 au cabinet suédois vers le milieu du mois de mars,
 parut d'abord regner avec des dispositions très-fa-
 vorables. Quoique ce cabinet fût déjà avancé assez
 loin dans un autrosystème, il n'y avait point encore
 d'engagement définitif avec la Russie; et la pru-
 dence conseillait de ne point se fermer tout retour
 dans une autre voie. De là les ménagements gardés
 par le prince royal et par le baron d'Engeström
 dans leurs réponses verbales au comte de Neipperg;
 de là un projet de note très-amical, écrit de la main
 du prince, et montré à ce ministre qui en était fort
 satisfait; mais, dix jours après, la situation du gou-
 vernement suédois étant entièrement changée par
 la convention qu'il avait fait conclure, le 24 mars,
 à Pétersbourg, la réponse officielle au ministre au-
 trichien porta un caractère d'aigreur et de déci-
 sion hautaine dont on dut s'étonner à Paris et à
 Vienne, dans l'ignorance où l'on était de la cause
 secrète qui motivait un tel langage. Sans avouer
 qu'on venait de se lier ailleurs, on répondait que
 les procédés de la France envers la Suède « justi-
 « fiaient suffisamment celle-ci de tous les engage-
 « ments qu'elle aurait pu prendre contre elle. » On
 déclarait en termes précis, « qu'une guerre entre-
 « prise pour reconquérir la Finlande n'était nulle-
 « ment dans l'intérêt de la Suède, » et, comme il ne
 dépendait pas de la France de lui offrir autre chose
 que le recouvrement de cette province, c'était au-
 noncer qu'il n'y avait plus d'union possible entre

¹ Le prince royal, en adressant cette lettre à la prin-
 cesse sa femme à Paris, lui disait : « J'espère que tu
 « reconnaitras dans ma réponse l'envie bien prononcée
 « de ne point séparer les intérêts de ma nouvelle patrie

« de ceux de la France. » Il n'y avait plus rien à faire,
 la séparation était consommée.

² Traité du 5 avril (24 mars) 1812.

³ Ce n'est que dans le mois d'août, à Witepsk, que

les deux gouvernements. Le cabinet suédois exprimait sans détour sa résolution d'établir, et de concert avec la Russie, « une neutralité armée, qui » devait emporter le droit d'ouvrir ses ports avec » des avantages égaux pour toutes les puissances. » A cette condition, il offrait de faire ses efforts auprès de l'empereur Alexandre pour prévenir une rupture avant que l'on se fût entendu sur un système de pacification qui aurait eu cette neutralité pour base. Le général comte de Neiperg avait mal répondu à l'intention de la France et à celle de sa cour, en donnant à la communication confidentielle dont il était chargé une solennité et un éclat qui avaient mis la Suède dans le cas de s'expliquer d'une manière catégorique. On eût préféré que cette puissance ne prit pas une attitude aussi prononcée. Rien de plus net effectivement, à part même son traité avec la Russie, qui n'était pas connu alors, que sa situation au 28 mars, la note de M. d'Engestrom consacrant trois principes absolus, peu susceptibles de modification, refus de faire cause commune avec la France et ses alliés, déclaration de la neutralité armée de ce royaume, acception de la médiation de la Russie et de l'Autriche pour la restitution de la Poméranie et pour l'ouverture d'une sorte de congrès de pacification. La conduite de M. de Neiperg fut blâmée par sa cour. Il nous serait pénible de soupçonner dès cette époque la bonne foi de cet envoyé ; plus tard, cette bonne foi sera bien difficile à défendre.

Depuis longtemps des relations suivies avaient lieu entre l'Angleterre et le ministère suédois, mais elles n'avaient pas été publiquement avouées. Au commencement d'avril, elles cessèrent d'être mystérieuses par l'arrivée à Stockholm d'un agent anglais, M. Thornton. Cet agent se rendit presque aussitôt dans le voisinage d'Orébro où la diète s'assemblait le 13 avril. Il entra immédiatement en rapport avec le baron d'Engestrom, mais la convention qui unira les deux puissances ne sera signée que dans le mois de juillet.

Nous ferons remarquer en passant qu'à Stockholm le général Suchtelen, envoyé de Russie, et le ministre de Prusse, M. de Tarrach, étaient de la meilleure intelligence entre eux. Le premier disait hautement qu'à Pétersbourg on comprenait très-bien que la cour de Berlin n'avait pu se dispenser de s'allier à la France, et que l'empereur Alexandre était loin d'en vouloir au roi dont il appréciait parfaitement la situation. Dans une lettre datée de Berlin et adressée à M. de Tarrach,

lettre que nous avons lieu de croire partie du cabinet prussien, quoique sans signature, nous lisons les mots suivants au sujet de l'alliance française : « il fallait ¹ en passer par là... ou par la fenêtre. » L'empereur Napoléon était-il donc bien répréhensible de ne mettre qu'une confiance très-limitée dans le gouvernement prussien ?

Tandis que, dans le mois d'avril, le cabinet suédois, qui a déjà signé un traité d'alliance avec la Russie, négocie un traité pareil avec l'Angleterre, en France on ajoute encore foi aux démonstrations pacifiques de ce cabinet. A cette époque l'agent qui avait porté au prince royal les propositions françaises dont la princesse sa femme avait été l'intermédiaire, le consul général de Suède, M. Signeul, était de retour à Paris. Ce consul, chargé d'une note qu'il avait écrite sous la dictée du prince royal, ayant pour objet la cession de la Norvège à obtenir par l'intervention de la France, attestait qu'à son départ de Stockholm, le cabinet suédois était libre de tout engagement ; que, si les difficultés d'argent qu'il éprouvait étaient levées par un subside suffisant de la France, il ne doutait pas que le prince royal n'entrât dans les vues de l'empereur Napoléon. La prétention du prince royal, relative à la Norvège, ne pouvant pas être admise par l'Empereur, le consul général Signeul fut envoyé une seconde fois en Suède, pour engager le prince à se désister de cette demande, et à traiter sur la base des propositions qui lui avaient été transmises. Dans cet intervalle, la rupture entre les deux États faisait de nouveaux progrès. Le 30 mai, M. d'Olson, chargé d'affaires de Suède à Paris, notifiait au ministère français que son gouvernement se regardait comme délié de toutes obligations envers la France, et comme en état de neutralité vis-à-vis d'elle et de l'Angleterre. M. Signeul, arrivé à Stockholm, le 11 mai, se rendit le lendemain à Orébro. Il eut plusieurs entretiens avec le prince royal, et repartit le 19 pour en rapporter le résultat au gouvernement français. Ce fut à Dresde qu'il rejoignit le duc de Bassano, au moment où l'Empereur venait d'en partir. Il instruisit ce ministre de ses conversations avec le prince royal, et lui remit une note en quelques lignes, et sans signature, exprimant les désirs du prince. Le duc de Bassano rendit compte à l'Empereur de tous ces détails par un rapport en date du 30 mai, dont nous allons donner la substance.

Suivant le prince royal, l'empereur Alexandre a fait connaître au roi de Suède l'intention où il est

¹ L'empereur Napoléon aura connaissance du traité d'alliance entre la Suède et la Russie.

² Nous aurons occasion ultérieurement de voir plu-

sieurs lettres de ce genre, non signées, mais qui évidemment n'en ont pas moins la même origine.

de lui restituer la Finlande, *s'il est battu*, à la condition que le prince royal viendrait alors à son secours. Dans cette hypothèse de la défaite des Russes, hypothèse favorable à la Suède, la restitution de la Finlande lui étant assurée, le prince royal n'a nul intérêt à prendre des engagements avec la France pour parvenir à un but qu'il peut atteindre sans elle; mais il en serait bien autrement si l'empereur Napoléon consentait à ce qu'il occupât la Norvège. La Suède, en ce cas, romprait avec tous les ennemis de la France. En échange de la Norvège, en donnerait au Danemark la Poméranie, en lui promettant tel autre complément d'indemnité qui pût le satisfaire. Le prince royal deviendrait le lieutenant de l'Empereur dans le Nord; il serait marcher contre la Russie autant de troupes que l'exigerait l'Empereur. En ce moment, la Suède avait cinquante mille hommes; elle en pourrait avoir quatre-vingt mille d'après le mode de conscription imité de la France, que la Diète venait d'adopter. M. Signeul affirmait qu'il était prêt à signer tout ce qui conviendrait à l'Empereur sur ces bases autorisées par le prince royal.

La cour de Londres, pour détourner la Suède de se lier à la France, avait pris soin de l'informer que l'Empereur lui faisait des ouvertures de paix, dont elle n'admettait pas toutes les conditions, mais que cependant elle n'avait pas non plus rejetées. L'avis était vrai, et la proposition, envoyée à Londres par le duc de Bassano, portait en effet la date du 17 avril, indiquée par le gouvernement anglais.

A l'appui des paroles de M. Signeul, venait la note moins pompeuse, mais cependant très-significative du prince royal; elle était conçue ainsi qu'il suit : « La cession de la Norvège comme dédommagement de la perte de la Poméranie. La Suède payera au Danemark douze millions de francs en six mois, et, obtenant ce prix de son attachement à la France, elle se trouve naturellement dans son système. Du moment que ces conditions seront signées, il y aura un échange de traité d'alliance sur des bases avantageuses aux deux pays. Un traité de commerce pourra en être la suite, si l'Empereur le désire. » Ainsi, le 19 mai, le prince royal, lié par un traité du 24 mars avec la Russie, offre à l'empereur Napoléon de contracter une alliance avec lui, s'il veut consentir à l'occupation de la Norvège par la Suède! Que faut-il penser d'une telle proposition? Doit-on croire que, porté par un sentiment de prédilection vers la France, le prince royal ait l'intention de rompre, comme il l'annonce, son traité si récent avec la Russie, pour s'associer aux destinées de

l'empire français? Neus ne le pensons pas. Ce qui nous paraît évident ici, c'est que le prince royal ne demande à Napoléon la cession de la Norvège, qui déjà lui est promise par la Russie et l'Angleterre, qu'afin d'être assuré d'obtenir cette possession dans toutes les hypothèses, se réservant de se joindre au vainqueur contre le parti que trahirait la fortune. Bien sûrement, si l'empereur Napoléon avait eu la faiblesse de sacrifier à l'ambition de la Suède un allié comme le Danemark, le prince royal, attentif à éviter un éclat immédiat, ne se serait pas, en voyant les malheurs de la campagne de Russie, piqué d'une fidélité scrupuleuse à l'alliance française, et l'Empereur, gratuitement parjure, aurait en, envers le gouvernement danois, le tort d'un manque de foi, que la loyauté de ce gouvernement ne méritait pas. L'Empereur n'enl point un pareil reproche à se faire.

La position de la Russie envers la France s'est trouvée déjà clairement expliquée par la convention que cette puissance a conclue, le 24 mars, avec la Suède; mais nous avons à faire connaître comment, depuis la fin de décembre, où l'empereur Alexandre promettait d'envoyer un plénipotentiaire à Paris, ce projet de mission a été abandonné, et comment les relations des deux empereurs se sont graduellement envenimées par l'effet du fatal orgueil qui les empêche réciproquement de faire un pas l'un vers l'autre. Du côté de l'empereur Alexandre, les bonnes paroles ne manquent pas. Le langage des premiers mois de 1812 ne détruit pas encore les espérances qu'autorisait celui des derniers jours de 1811. A propos des félicitations que ramène le renouvellement de l'année, ce prince dit au général Lauriston : « Le compliment! que » vous me faites cette année me sera encore plus » agréable l'année prochaine. » Supposant que l'empereur Napoléon avait conçu des soupçons sur sa bonne foi, il cherchait à s'en justifier dans ses conversations avec l'ambassadeur français : « On a » fait croire à l'Empereur que j'ai voulu produire » des difficultés qu'il a éprouvées à Eastling² pour » le faire déserter.... C'était au contraire, dans ce » moment, que quatre de mes divisions s'avan- » çaient au delà de Cracovie. Je reviens sur le » passé, parce que ce sent, je crois, ces circon- » stances-là qui ont diminué les sentiments que » l'Empereur m'avait montrés à Tilsitt et à Er- » furt. » Quoique l'empereur Alexandre eût, récemment encore, assuré que M. de Nesselrode se rendrait en France, quelle que fût la direction de la guerre avec les Turcs, celui-ci ne partait point. M. de Romanof, dans la crainte de lui livrer la

¹ Lettre du général Lauriston, en date du 15 janvier.

² Dépêche du général Lauriston, en date du 16 janvier.

« négociation, s'opposait surtout au départ de cet agent. Ainsi l'homme le plus franchement dévoué à l'alliance française est celui qui forme le principal obstacle à son maintien, parce qu'il ne veut pas remettre à un autre l'honneur de la raffermir. Bientôt on prétend à Pétersbourg que cette mission ne serait pas agréable à Paris, et de cette supposition, qui ne vient ni du prince Kurakin ni de M. de Czernichef, on se fait un prétexte pour renoncer au projet de cette démarche. A la vérité, les lettres du prince Kurakin sont de jour en jour moins rassurantes. Cet ambassadeur croit remarquer du refroidissement envers lui, et il donne divers détails sur les préparatifs militaires de la France, par exemple, le rappel du détachement de la garde impériale qui était en Espagne : « Voilà des faits ¹, dit l'empereur Alexandre au général Lauriston; cependant mandez à l'Empereur que ma patience ne s'épuisera pas : il lui faudra venir me chercher, car je n'irai pas au-devant de lui... Je n'ai fait aucune demande, je n'ai voulu dépouiller personne; j'attendais un dédommagement juste. L'Empereur perd en moi un ami, un bon allié.... Je sais quel est son génie, quels sont ses moyens; quelles ressources il a dans ses généraux, dans ses officiers; mais j'ai de bons soldats, nous nous défendrons bien.... Qu'est-ce qu'il veut?... Quelle que soit la conduite qu'on tienne envers mon ambassadeur, je n'userai pas de représailles envers vous. Je sais que l'Empereur a dit que, vous et Caulaincourt, vous étiez les courtisans de l'empereur Alexandre. » Napoléon en effet pouvait avoir tenu ce propos, car telle était sa pensée; il croyait que le duc de Vicence, prévenu trop favorablement pour ce prince, avait poussé la confiance en lui au delà d'une juste limite, et il se persuadait que Lauriston avait été encore moins difficile à tromper ou à séduire par de vaines apparences de sincérité et de franchise.

Cependant, ce dernier ne cessant d'insister pour le départ de M. de Nesselrode, le chancelier, comte de Romanzof, répondait : « Quelle nécessité d'envoyer quelqu'un à Paris, quand en France tout est prêt pour la guerre? » A cette objection l'ambassadeur répliquait : « C'est parce que vous avez promis d'envoyer quelqu'un, et que vous n'envoyez personne, qu'à Paris on vous suppose l'intention de traîner en longueur, et dès lors on doit se préparer à tout événement. » Suivant ce chancelier, tout ce qui arrivait tenait à l'affaire varsoienne ² : « L'empereur Napoléon, disait-il, sent que le duché ne peut pas subsister tel qu'il est;

« il veut une grande secousse pour lui donner de la stabilité. Pour lui (comte de Romanzof), il ne se reprochait rien. Je perds tout, ajoutait-il, en perdant l'alliance; mais je ne puis pas empêcher une rupture qui depuis longtemps est dans la pensée de l'empereur Napoléon ³. » Cette opinion de M. de Romanzof est-elle fondée? Ce qui nous semble évident, c'est que Napoléon peut n'être pas fâché de paraître disposé à la guerre, dans l'espoir d'amener la Russie à quelque concession pour la détourner; mais qu'il veuille décidément la guerre, qu'il ait sur ce point une résolution arrêtée, nous ne le croyons pas.

Lorsque, peu de jours après, on connut à Pétersbourg l'occupation de la Poméranie par les troupes françaises, le comte de Romanzof dit au général Lauriston que sans doute, sous peu de jours, la position de la Russie deviendrait très-embarrassante; que probablement on allait recevoir des propositions de la Suède; qu'on ne les accepterait pas avant d'avoir rompu avec le gouvernement français, mais que toutefois on ne pourrait pas les rejeter entièrement. Ce langage n'était pas sincère. S'il n'existait pas encore de négociation formelle entre les cabinets de Pétersbourg et de Stockholm, il y avait eu, depuis quelque temps déjà, un échange d'avances et de propositions plus ou moins directes, qui pouvaient, à volonté, prendre un caractère sérieux; et, en effet, par l'événement, en dépit de l'assurance contraire de M. de Romanzof, une alliance sera conclue entre les deux cabinets avant la rupture de la Russie avec la France.

L'empereur Napoléon, en faisant connaître à Pétersbourg le motif de l'entrée de ses troupes en Poméranie, motif tiré du système continental, qui commandait de fermer ce débouché aux marchandises anglaises, aurait voulu que la Russie, loin d'apercevoir dans cette mesure un indice de guerre, n'y vît qu'une preuve de plus de son désir de conserver la paix. En effet, selon son ministre des relations extérieures, « si on voulait la guerre avec la Russie, on aurait un intérêt évident à ménager la Suède. » Le raisonnement avait quelque chose de spécieux. Pour justifier la marche des troupes françaises en Allemagne, le duc de Bassano écrivait au général Lauriston que ces mouvements avaient été annoncés par l'Empereur au prince Kurakin : « Tant qu'on ne passe pas l'Oder, dont les places sont occupées, il n'y a que des mouvements intérieurs, et non des mouvements hostiles. La France centralise ses forces; depuis

¹ Lettre du général Lauriston, en date du 30 janvier.

² Lettre du général Lauriston, en date du 31 janvier.

³ Lettre du général Lauriston, en date du 15 février.

⁴ Lettre du duc de Bassano, en date du 18 février.

« longtemps la Russie a centralisé les siennes. Les
 « armées russes sont depuis un an sur les fron-
 « tières de la confédération ¹, tandis que les ar-
 « mées françaises sont encore bien loin des fron-
 « tières russes... Il est possible que l'Empereur se
 « décide à faire avancer ses troupes jusque sur la
 « Vistule dans le mois de mars... Vous vous résér-
 « veriez le moyen ou de presser le départ du comte
 « de Nesselrode, ou même de proposer toutefois
 « sans rien écrire, une entrevue sur la Vistule....
 « Empêcher toute hostilité, toute violation de ter-
 « ritoire de la part de la Russie, pendant que l'Em-
 « pereur fera parcourir à ses troupes le territoire
 « de ses alliés, et gagner du temps, tel doit être
 « le but de vos démarches.

« L'Empereur a quatre cent mille hommes; il
 « veut les porter, partie sur l'Oder, partie sur la
 « Vistule, et les tenir dans cette situation, digne
 « de sa grandeur et de sa puissance, pendant la
 « durée des discussions.

« Lorsque les troupes seront ainsi placées, l'Em-
 « pereur verra, avec un plaisir réel, des négocia-
 « tions, une entrevue et tout ce qui peut aplanir
 « les différends. *On ne croira pas alors que c'est
 « par faiblesse qu'il négocie, car on pourra compter
 « ses armées....* Cet appareil formidable ne le por-
 « tera pas à la guerre; il ne menace point, il ré-
 « pond à la menace. Quand ses troupes seront sur
 « l'Oder et la Vistule, il n'y aura rien de com-
 « promis; il sera toujours prêt à accueillir tout ce
 « qui pourra prévenir la guerre... En faisant passer
 « l'Oder à ses troupes, l'empereur Napoléon ne se
 « met pas plus en état d'hostilité que l'empereur
 « Alexandre en rassemblant trois cent mille hommes
 « sur le Niémen; il veut la conservation de la paix,
 « il veut l'alliance de Tilsitt; il ne veut pas autre
 « chose.

« Si vous croyez nécessaire, pour empêcher la
 « Russie de passer le Niémen, de proposer d'en-
 « voyer dire aux troupes d'arrêter leur mouve-
 « ment, vous pourrez le faire en faisant entendre
 « que vous n'avez pas d'ordre, mais que vous vous
 « y décidez d'après la certitude que l'Empereur ne
 « veut pas la guerre.

« Avant de proposer une entrevue qui doit être
 « votre dernier moyen, vous devez offrir la réunion
 « d'un congrès qui se tiendrait entre l'Oder et le
 « Niémen, et où l'on enverrait, de part et d'autre,
 « des plénipotentiaires.

« Le roi de Prusse a envoyé un de ses aides de
 « camp, M. de Knesbeck, à l'empereur Alexandre,
 « pour l'engager à la paix et lui déclarer qu'en cas

« de guerre, la Prusse se joindrait à la France. Vous
 « devez observer M. de Knesbeck; l'empereur
 « Napoléon n'a été prévenu de cette démarche
 « qu'après que cet officier était parti. Il est faux
 « qu'à Constantinople M. de la Tour-Maubourg ait
 « rien fait contre l'intérêt de la Russie. » Les lon-
 « gues citations ici ne demandent point d'excuse.
 Dans le moment où les deux empereurs sont sur le
 point de se trouver aux prises, rien de plus impor-
 tant que de connaître leurs pensées et leurs pa-
 roles. La lettre que nous venons de citer nous
 paraît, en ce sens, offrir le sujet d'importantes ré-
 flexions.

Lorsque l'empereur Napoléon cherche à per-
 suader que son peu de ménagements pour la Suède
 est une preuve qu'il ne veut pas la guerre avec la
 Russie, il ne démontre bien qu'un fait, c'est qu'il
 pense être assez fort pour n'avoir pas besoin, en
 cas de querelle avec cette dernière puissance, des
 anciens alliés auxquels antérieurement la France,
 en pareil cas, se serait vue obligée de recourir.
 Son indifférence pour ces ressources de la vieille
 politique ne semble que trop bien constatée. L'Em-
 pereur est véridique, trop véridique même, quand
 il dit qu'il ne fait point agir à Constantinople contre
 les intérêts de la Russie; il n'a en effet auprès du
 Grand Seigneur qu'un simple chargé d'affaires au-
 quel une grande réserve est prescrite; et ce n'est
 qu'après avoir reconnu toute conciliation avec la
 Russie comme impossible, qu'il enverra auprès de la
 Porte ottomane un ambassadeur qui arrivera
 trop tard. Ainsi vont manquer à la France les deux
 points d'appui essentiels dont, en d'autres temps,
 sa diplomatie n'eût pas négligé de s'assurer avant
 de commencer une guerre hasardeuse avec l'em-
 pire russe, et non-seulement ces deux anciens alliés
 ne seront pas avec elle, mais si, dans l'un, elle a
 un ami réduit à l'impuissance et à l'inaction, elle
 aura, dans l'autre, un de ses plus violents enne-
 mis. Sans contredit, la masse de forces dont l'em-
 pereur Napoléon dispose par suite de son alliance
 avec l'Autriche et la Prusse, forme un colosse tel-
 lement redoutable, qu'il semble pouvoir se passer
 de quelques auxiliaires de second ordre; mais, lui
 seul, il n'eût pas dû se laisser aller à une pareille
 séduction. Sa prévoyance habituelle, qui ordinai-
 rement centuple les précautions, se trouve ici
 comme volontairement en défaut.

Le jour même où l'empereur Napoléon faisait
 transmettre à son ambassadeur en Russie les ins-
 tructions contenues dans la lettre du duc de Bas-
 sano, l'empereur Alexandre répétait à cet ambas-
 sadeur que les mouvements de troupes françaises
 continuant toujours, il ne pouvait plus envoyer
 M. de Nesselrode à Paris, attendu que « ce serait

¹ Le duché de Varsovie faisait partie de la confédération du Rhin.

» faire des avances ¹. » Il s'étonnait que les cours de Prusse et d'Autriche le pressassent de faire partir pour la France un plénipotentiaire, tandis que même de Berlin et de Vienne on lui mandait que ce plénipotentiaire serait mal reçu... Il protestait d'ailleurs qu'il n'attaquerait pas. Relativement à l'occupation de la Poméranie, il convenait que la conduite de la Suède avait pu justement déplaire à la France; mais si personnellement ce prince ne témoignait pas mettre une grande importance à cet événement, autour de lui on s'en réjouissait fort, dans l'espoir qu'il deviendrait un élément de plus de rupture et de guerre.

Une remarque bien affligeante nous frappe tout à la fois à Paris et à Pétersbourg, c'est qu'il semble manifeste que le grand ébranlement qui se prépare tient des deux côtés à un misérable sentiment d'amour-propre. Comme Alexandre renonce à son projet d'envoyer M. de Nesselrode à Paris, parce que ce serait faire des avances, Napoléon aussi veut d'abord compléter le déploiement de ses forces, afin qu'on ne puisse pas dire que c'est par faiblesse qu'il négocie, et c'est ce faux orgueil, cet orgueil puéril, indigne de si puissants princes, qui les conduira tellement près l'un de l'autre et avec de tels préparatifs qu'il deviendra impossible pour tous deux de n'en pas venir aux mains. Napoléon s'est persuadé qu'en se montrant sur l'Oder et sur la Vistule avec les plus grandes armées que l'Europe eût jamais vues, il pourrait faire fléchir l'empereur Alexandre. Son attente sera déçue. Alexandre ne fléchira pas. Ce prince reculera, il est vrai, devant les immenses armées de la France, mais pour les attirer sur son territoire et là engager une guerre d'extermination, un cours interminable de combats à mort.

Dans l'ordre donné par le ministère français au général Lauriston d'observer la conduite de l'aide de camp du roi de Prusse, M. de Kuesbeck, nous retrouvons une nouvelle preuve de la défiance qui poursuit partout le cabinet de Berlin, même à l'occasion d'actes peut-être dignes d'éloges et de reconnaissance.

Quoique l'empereur Napoléon entende ne négocier qu'après s'être placé, suivant l'expression confidentielle de son ministre, dans une situation digne de sa grandeur et de sa puissance, il ne cesse toutefois d'appeler la négociation, autant que l'empereur de Russie semble mettre de soin à l'éviter. Le colonel Czernichef se trouvant à Paris, Napoléon le fit venir, l'entre tint des diverses questions devenues des causes de méintelligence, et lui ex-

prima de nouveau sa disposition à saisir les moyens de faire cesser toute querelle. Sa conversation avec cet officier avait été longue; il écrivit à l'empereur Alexandre une courte lettre, s'en remettant au compte que rendrait l'aide de camp de ce prince. La lettre de Napoléon était ainsi conçue: « Mon-
» sieur mon frère ², après l'arrivée du courrier que
» le comte Lauriston a expédié le 6 de ce mois,
» j'ai pris le parti de causer avec le général Czernichef sur les affaires fâcheuses survenues depuis
» quinze mois. *Il ne dépend que de Votre Majesté de tout terminer.* Je la prie de ne jamais douter
» de la considération distinguée que j'ai pour sa
» personne. Sur ce... » Le tou de cette lettre n'est plus celui des lettres précédentes. Cependant l'empereur Napoléon, eu témoignant qu'il est au pouvoir de l'empereur Alexandre de tout terminer, laisse toujours la voie ouverte à un arrangement. Ce que sa lettre ne dit pas, c'est dans sa conversation avec M. de Czernichef qu'il faut le chercher. Le détail de cette conversation se trouve dans une dépêche du 25 février, adressée par le duc de Bassano au général Lauriston. « L'Empereur, écrivait
» le ministre à l'ambassadeur, a fait appeler M. de
» Czernichef; il lui a dit que, M. de Romanoff sup-
» posant qu'il pouvait être déterminé par des vues
» relatives à la Pologne, il a voulu lui faire con-
» naître que *in Polonia n'entrât pour rien dans
» les affaires.*.... Il argue parce que l'empereur
» Alexandre a armé, parce que, depuis quinze
» mois, l'empereur Alexandre a changé de système,
» changement prouvé par l'usage du mois de dé-
» cembre 1810, par la protestation relative à Olden-
» bourg, communiquée à toutes les puissances, et
» qui ne pouvait être considérée que comme un do-
» ces prétextes qui précèdent les hostilités; enfin
» par l'ouverture des ports russes aux marchan-
» dises anglaises sous pavillon américain... L'Em-
» pereur a fait part à M. de Czernichef de la mar-
» cho de ses divers corps d'armée... Il ne cesse
» pas de désirer une négociation dont les résultats
» puissent effacer l'éclat de la protestation et réta-
» blir les deux puissances dans les rapports et dans
» le système de l'alliance de Tilsitt. Lors des con-
» férences sur le Niémen, l'empereur Alexandre
» lui dit: Je ferai la guerre aux Anglais, je les hais
» autant que vous; Je serai de moitié pour tout ce
» que vous ferez contre eux. L'empereur Napoléon
» répondit: En ce cas, tout peut s'arranger, et la
» paix est faite. C'est sur ce principe qu'elle fut
» faite; c'est sur ce principe seul qu'elle peut se
» maintenir. » Le duc de Bassano informait aussi

¹ Lettre du général Lauriston, en date du 22 février.

² Lettre de Napoléon à l'empereur Alexandre, en date du 24 février.

le général Lauriston que le gouvernement français avait fort à se plaindre de la conduite tenue à Paris par M. de Czernichef. Cet officier, disait-il, « a employé son temps à intriguer et à semer la corruption. L'Empereur le savait et l'a laissé faire. » L'Empereur était bien aise qu'il fut instruit de tout. Ses préparatifs sont en effet immenses. Il serait cependant convenable, si M. de Czernichef revenait à Paris, qu'il eût ordre de ne se mêler de rien et de ne pas renouer des intrigues qu'on ne serait pas toujours d'humeur à tolérer. » Ici, nous ne devons pas le dissimuler, va se trouver le trait le plus caractéristique de la véritable pensée de Napoléon. « La lettre, poursuit le duc de Bassano, que l'Empereur écrit à l'empereur Alexandre est très-simple. L'Empereur ne se soucie pas d'une entrevue, pas même d'une négociation, à moins que les quatre cent cinquante mille hommes que Sa Majesté a mis en mouvement et leur immense attirail ne fassent faire de sérieuses réflexions au cabinet de Saint-Petersbourg, ne le ramènent sincèrement au système établi à Tilsitt, et ne replacent la Russie dans l'état d'infériorité où elle était alors. » Voilà, dans toute son exactitude, le passage le plus sérieusement accusateur qui existe contre Napoléon. Ce qu'il veut, c'est rentrer et faire rentrer l'empereur Alexandre dans la situation de Tilsitt, de manière que la Russie se retrouve, à l'égard de la France, dans son état précédent d'infériorité. C'est à ce fil que tient la guerre. Nous ignorons, et l'Empereur n'aura pas occasion de le faire connaître, comment il entendrait rétablir la situation de Tilsitt, de manière à prévenir une rupture. L'empereur Alexandre lui épargnera ce soin par une énergique initiative qui ne laissera plus d'ouverture possible à aucun rapprochement. Avant d'arriver à ce point décisif, auquel nous touchons de bien près, il convient de parler de quelques faits intermédiaires qui en sont comme l'acheminement et le prélude.

Nous avons vu dernièrement que l'Angleterre, pour porter la Suède à rabattre de ses exigences, s'était prévalu de propositions qu'elle venait de recevoir du gouvernement français, et qu'elle n'avait pas, disait-elle, entièrement rejetées. Ces propositions avaient été transmises à lord Castlereagh par une lettre du duc de Bassano, en date du 17 avril 1812. Suivant cette lettre, les affaires de la péninsule espagnole et des deux Siciles étant les plus difficiles à concilier, l'Empereur proposait un arrangement sur les bases suivantes : « L'intégrité de l'Espagne serait garantie, la France renoncerait à toute extension du côté des Pyrénées; la dynastie actuelle serait déclarée indépendante, et l'Espagne régie par une constitution nationale des

« cortès; l'indépendance et l'intégrité du Portugal seraient également garanties, et la maison de Bragance régnerait; le royaume de Naples resterait au roi de Naples; le royaume de Sicile serait garanti à la maison actuelle de Sicile. Par suite de ces stipulations, l'Espagne, le Portugal et la Sicile seraient évacués par les troupes françaises et anglaises de terre et de mer. Quant aux autres objets de discussion, ils pourraient être négociés sur cette base, que chaque puissance garderait ce que l'autre ne pourrait pas lui ôter par la guerre. » La réponse du cabinet anglais ne se fit pas longtemps attendre. Ce cabinet n'éleva qu'une seule objection contre les bases mises en avant par l'Empereur. « S. A. R. le prince régent, disait lord Castlereagh¹, a senti qu'elle devait à son honneur, avant de m'autoriser à entrer en explication sur l'ouverture que Votre Excellence a transmise, de fixer le sens précis attaché par le gouvernement de France au passage suivant de la lettre de Votre Excellence : *La dynastie actuelle serait déclarée indépendante, et l'Espagne régie par une constitution nationale des cortès*. Si, comme Son Altesse Royale le craint, le sens de cette proposition est que l'autorité royale d'Espagne et son gouvernement, établis par les cortès, seront reconnus comme résidant dans le frère du chef du gouvernement français et les cortès formées sous son autorité, et non dans le souverain légitime Ferdinand VII et ses héritiers, et l'assemblée extraordinaire des cortès maintenant investies du pouvoir du gouvernement dans ce royaume en son nom et sous son autorité, il m'est ordonné de déclarer formellement et explicitement à Votre Excellence que des engagements de bonne foi ne permettent pas à Son Altesse Royale de recevoir une proposition de paix fondée sur une telle base. » Le ministère britannique n'alléguant qu'une seule difficulté qui l'empêchait de répondre aux propositions de la France et d'entrer en négociation de paix avec elle, il en résulte que les autres points énoncés dans la lettre du duc de Bassano ne formeraient point un obstacle invincible au rapprochement des deux pays. Depuis la campagne de 1812, sous l'influence de nos revers, les prétentions exprimées, dans le mois d'avril, par l'Empereur, ont paru exagérées et hors de toute mesure. Elles n'avaient pas un pareil caractère avant cette campagne, et surtout dans l'hypothèse du maintien, encore possible alors, de l'alliance entre la France et la Russie. Quoique le Portugal ne fût plus occupé par les troupes françaises, le consentement de Napoléon au rétablissement de la maison de

¹ Lettre au duc de Bassano, du 25 avril.

Bragance, et, d'une autre part, la conservation de la Sicile à la famille de Bourbon, n'étaient pas, au moment où l'offre en fut faite, des concessions sans gravité. Certainement aussi la clause qui laissait entre les mains de chacune des deux puissances ce qu'il n'était pas au pouvoir de l'autre de lui enlever par la guerre, eût dû être d'un grand prix aux yeux du cabinet de Londres, si dès lors il n'eût aperçu dans la Russie un auxiliaire prêt à jeter en sa faveur un énorme poids dans la balance. En consentant à respecter l'intégralité du territoire espagnol, Napoléon entendait faire un acte de condescendance dont ou eût dû lui savoir gré. Par sa renonciation conditionnelle à tout agrandissement du côté des Pyrénées, il faisait pressentir que plus tard il se croirait en droit de porter atteinte à cette intégralité, sans que l'Angleterre fût fondée à s'en plaindre, puisqu'elle se serait refusée aux moyens qui lui avaient été offerts pour la maintenir. Supposons ou bien un arrangement qui concilie les démêlés des deux empereurs, ce qui n'est pas encore impossible, ou bien une guerre heureuse pour la France, ce qui, d'après tous les antécédents, semble fort probable, l'Angleterre aurait à se repentir de n'avoir pas accepté les propositions françaises du 17 avril, d'où il résulte que c'est mal juger ces propositions que de ne les apprécier qu'en conséquence de l'événement.

Toutefois aussi cette question demande à être envisagée sous un autre point de vue. La conclusion plus ou moins prochaine de la paix avec l'Angleterre devant être le dernier terme de tous les succès de la France, en admettant que ces succès ne fussent jamais souffrir d'interruption, comment Napoléon n'a-t-il pas compris qu'il fallait nécessairement acheter, par des sacrifices importants, une pacification qui seule pouvait enchaîner le char de la fortune, et fixer pour longtemps les destinées du monde? S'il est vrai que l'Empereur ait eu un moment la volonté de restituer à Ferdinand VII la couronne d'Espagne, ainsi que le duc de Cadore l'a déclaré aux agents du roi Joseph, comment se fait-il que cette idée ne lui revienne pas, quand c'est de cette question seule que le gouvernement anglais fait dépendre l'ouverture d'une négociation dans laquelle les deux puissances, ayant l'une et l'autre immensément à rendre ou immensément à garder, peuvent trouver tant de facilités à s'entendre en compensant soit leurs acquisitions mutuelles, soit leurs restitutions? A la vérité, quand l'Empereur a parlé de rétablir Ferdinand VII, il ne songeait qu'à un prince complaisant de qui il obtiendrait sans peine les cessions de territoire auxquelles Joseph se refuse. Est-ce donc là l'obstacle qui le retient? Sont-ce quelques provinces de plus

qu'il ambitionne pour étendre encore les limites de son empire? Est-ce un trône de plus qu'il tient à garder dans sa famille? Combien il est affligeant que ce soit l'une ou l'autre de ces pensées, où toutes deux ensemble, qui s'élèvent entre Londres et Paris, lorsque déjà tant de circonstances doivent faire sentir à l'Empereur que si, en ce moment, la Russie est encore avec lui contre l'Angleterre, bientôt elle sera infailliblement avec l'Angleterre contre lui!

C'est une remarque trop souvent reproduite, qu'au milieu du débat des grandes questions qui demanderaient, de la part des gouvernements, le plus de calme et de sang-froid, presque toujours il survient des incidents qui jettent de l'aise entre les deux parties, et surtout chez celle qui se trouve le moins exempté de reproche. Cette fâcheuse circonstance ne manqua pas aux démêlés de la France et de la Russie en 1812. Dans la lettre que nous avons citée récemment, écrite le 25 février au général Lauriston par le duc de Bassano, celui-ci parlait de menées auxquelles s'était livré à Paris M. de Czernichef, pour se procurer des documents sur l'état des préparatifs de la France. Ce que l'on savait, à la date du 25 février, des moyens auxquels avait eu recours ce colonel russe, n'offrait pas encore, à ce qu'il parait, un degré de certitude suffisant pour établir ce grief comme irrécusable. La certitude fut complétée le lendemain de son départ, et la saisie d'un billet, oublié par lui dans l'appartement qu'il avait occupé, dévoila l'intrigue dans toute son étendue. Un employé des bureaux de l'administration de la guerre, nommé Michel, livrait, pour quelque argent, les états de situation de l'armée française, et c'était un nommé Custinger, concierge de l'ambassade de Russie, qui l'avait mis en relation avec M. de Czernichef. Ce dernier avait quitté Paris le 29 février. Le 1^{er} mars, la police avait fait arrêter Custinger et Michel. Le jour suivant, le bon et loyal prince Kurakin s'adressait au ministre français pour le prier de faire rechercher son concierge dont il savait la disparition sans en connaître la cause. Ici nous trouvons une note rédigée le 5 mars pour être remise à cet ambassadeur; mais l'envoi en fut suspendu. Nous la rapportons parce qu'elle constate l'impression du premier moment.

« S. M. a été péniblement affectée de la conduite » de M. le comte de Czernichef; elle a vu avec » étonnement qu'un homme qu'elle avait toujours » bien traité, qui se trouvait à Paris, non comme » un agent politique, mais comme un aide de camp » de l'empereur de Russie, accrédité par une lettre » auprès de l'Empereur, ayant un caractère de » confiance plus intime même que celui d'un au-

« bassadeur, ait profité de ce caractère pour abuser
« de ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes.

« S. M. se flatte que l'empereur Alexandre sera
« aussi péniblement affecté qu'elle-même de re-
« connaître, dans la conduite de M. de Czernichef,
« le rôle d'un agent de corruption également con-
« damné par le droit des gens et par les lois de
« l'honneur.

« S. M. l'Empereur se plaint que, sous un titre
« qui appelle la confiance, on ait placé des espions
« auprès de lui, et en temps de paix, ce qui n'est
« permis qu'à l'égard d'un ennemi, et en temps
« de guerre; il se plaint que les espions aient été
« choisis, non dans la dernière classe de la société,
« mais parmi les hommes que leur position attache
« aussi près du souverain. »

Probablement cette note, qui offre toute la cha-
leur du premier moment, et qu'avait dictée la co-
jère de l'Empereur, lui aura paru à lui-même de-
voir produire une fâcheuse irritation; elle resta
dans le portefeuille du ministère, et, le 26 mars
seulement, une lettre du duc de Bassano au prince
Kurakin exprima une partie des mêmes idées, mais
dans des termes beaucoup moins vifs. Le début
de cette lettre fait voir que la note rédigée le 3
n'avait point été envoyée : « J'ai différé, disait le
« ministre français, de répondre à la lettre que
« vous m'avez écrite le 2 de ce mois, ne pouvant
« pas croire qu'un officier qui appartient à S. M.
« l'empereur, qui est attaché à sa personne en qua-
« lité d'aide de camp, qui était venu à Paris comme
« l'intermédiaire de la correspondance directe des
« deux souverains, ait pu se prêter au rôle qu'on
« lui fait jouer. Cela est, à mes yeux, hors de toute
« vraisemblance. Permettez que je m'abstienne de
« toute explication jusque après le prononcé de la
« cour impériale qui est investie de l'affaire dont
« il s'agit. » Les ménagements observés dans cette
nouvelle rédaction la rendent sans contredit pré-
férable à la première. D'ailleurs le délai même
de la réponse était une détermination sage, puis-
que le cours des événements pouvait faire naître
des motifs pour atténuer l'éclat de la procédure
dont s'occupait la cour impériale. Aucun motif de
ce genre n'étant survenu, l'employé infidèle fut
frappé par la loi, et le nom des provocateurs russes,
qui l'avaient conduit au crime, subit la flétrissure
de la publicité.

Dans l'intervalle du 2 au 26 mars, le prince Ku-
rakin, tout à fait étranger aux intrigues de M.
de Czernichef, ayant rappelé au ministère français
qu'à Tilsitt on lui avait promis le grand cordon de
la Légion d'honneur, l'Empereur s'empressa de le

lui faire remettre, saisissant avec plaisir cette cir-
constance particulière, où un autre agent de Russie
lui offrait de si justes sujets de plainte, pour don-
ner à cet ambassadeur un témoignage de la justice
qu'il rendait à la droiture de son caractère. C'était
aussi une manière de faire sentir à l'empereur
Alexandre qu'il tenait toujours sincèrement aux
souvenirs de cette époque, à laquelle il voudrait
encore que l'on pût se replacer de part et d'autre.

Tandis qu'à Paris la conduite de M. de Czerni-
chef donnait lieu à de fâcheuses enquêtes, cet offi-
cier, arrivé à Pétersbourg le 12 mars, avait remis
à l'empereur Alexandre la lettre de Napoléon, et
rempli le message verbal dont il était chargé. Il se
louait beaucoup de la bienveillance et des égards
qu'on lui avait témoignés en France, et se montrait
persuadé qu'en réalité l'empereur Napoléon avait
un désir sincère de maintenir la paix. « Ce qui est
« embarrassant, disait-il¹, c'est de faire rétro-
« grader les troupes des deux empires. » Le comte
de Romanoff ne désespérait nullement de la pos-
sibilité d'un accord. Il pensait que, « même sur le
« terrain, on pourrait encore s'expliquer. » Dans
une conversation qu'il avait eue avec le général
Lauriston quelques jours auparavant, il s'était
plu à rappeler que, l'année précédente, l'empereur
Alexandre lui avait dit un jour : « Je vous ai l'o-
« bligation que la guerre ne soit pas commencée.
« Si j'écoutais ceux qui m'entourent, j'attaquerais,
« ou plutôt j'aurais attaqué depuis longtemps. »
Ce propos et d'autres semblables sont autant de
circonstances qui confirment ce que nous avons
dit précédemment, que, dans les premiers mois
de 1811, l'empereur Alexandre avait eu, momen-
tanément au moins, la velléité ou même le projet
d'une brusque irruption en Prusse et dans le duché
de Varsovie.

D'après tous les documents que nous avons ci-
tés, et particulièrement d'après les lettres de l'Em-
pereur et de son ministère dans les deux premiers
mois de 1812, il nous semble démontré que, sans
désirer la guerre, mais résolu à la faire s'il ne
peut autrement atteindre son but, Napoléon au-
rait surtout à cœur de pouvoir arriver à l'arran-
gement qu'il désire avec la Russie par le déploie-
ment de l'immensité de forces qu'il peut faire agir
contre elle. De là, selon nous, l'affection qu'il
met à présenter la France entière sous les armes,
la France colossale, telle qu'il l'a faite, s'étendant
du fond de l'Italie jusqu'à Hambourg; de là les
rapports qui lui sont présentés par les ministres
des affaires étrangères et de la guerre, la commu-
nication² de ces rapports au sénat, et la propo-

¹ Lettre du général Lauriston, du 15 mars.

² Séance du 10 mars.

sition des mesures à prendre pour une guerre éventuelle conformément aux conclusions de ces ministres, mesures auxquelles, dans les temps antérieurs, il n'avait généralement eu recours qu'après une manifeste impossibilité de maintenir la paix. Sans contredit, avec une volonté arrêtée de faire la guerre, toutes ces précautions eussent aussi été nécessaires, et sûrement l'Empereur ne les aurait pas négligées.

Nous l'avons fait remarquer plus d'une fois, et ce point n'est pas douteux, dans tous les débats de la France avec la Russie, il n'y a réellement qu'une question importante, celle des neutres, ainsi que le proclame sans cesse le gouvernement français. Cette question est véritablement la seule qui le préoccupe. Aussi forme-t-elle le texte presque unique du rapport du duc de Bassano à l'Empereur. D'abord le ministre remonte au principe reconnu à la paix d'Utrecht par l'Angleterre elle-même, que *le pavillon couvre la marchandise*; ensuite il récapitule les efforts constamment faits depuis pour le triomphe de ce principe, devenu la base du traité de Tilsitt et de l'alliance des deux empereurs. Les décrets de Berlin et de Milan ont déjà produit les plus importants résultats. Le succès définitif est assuré, si le continent en poursuit de bonne foi la rigoureuse application. L'Empereur est résolu à ne pas s'en désister. « Les ports du continent, dit le duc de Bassano, ne doivent s'ouvrir ni aux pavillons dénationalisés, ni aux marchandises anglaises.

« Il ne faut pas se le dissimuler : pour maintenir sans atteintes ce grand système, il est nécessaire que Votre Majesté emploie les moyens puissants qui appartiennent à son empire, et trouve dans ses sujets cette assistance qu'elle ne leur demanda jamais en vain ; il faut que toutes les forces disponibles de la France puissent se porter partout où le pavillon anglais et les pavillons dénationalisés, ou convoyés par les bâ-

timents de guerre de l'Angleterre, voudraient aborder. Une armée spéciale, exclusivement chargée de la garde de nos vastes côtes, de nos arsenaux maritimes et du triple rang de fortresses qui couvrent nos frontières, doit répondre à Votre Majesté de la sûreté du territoire confié à sa valeur et à sa fidélité ; elle rendra à leurs belles destinées ces braves accoutumés à combattre et à vaincre sous les yeux de Votre Majesté pour la défense des droits politiques et la sûreté extérieure de l'empire. »

A la suite du rapport du ministre des affaires étrangères, et pour répondre aux intentions de l'Empereur exprimées par ce ministre, venait le rapport du ministre de la guerre présentant l'organisation de l'armée spéciale qui devait être chargée de la garde du territoire, « tandis que les armées actives pourraient aller au loin faire éclater la foudre impériale partout où les dominateurs des mers trouveraient des auxiliaires ou des complices. »

Le ministre proposait la distribution en trois bans de la garde nationale. Le premier ban devait se composer des hommes de vingt à vingt-six ans appartenant aux six dernières classes de la conscription ; le second ban, de tous les hommes valides depuis vingt-six jusqu'à quarante ans ; enfin l'arrière-ban, de tous les hommes valides de quarante à soixante.

Le sénatus-consulte qui établit ce régime mit à la disposition du ministre de la guerre cent cohortes du premier ban, c'est-à-dire, une centaine de mille hommes dans la force de l'âge. On se réservait de pourvoir plus tard à l'organisation du second et de l'arrière-ban.

Par le langage de ses ministres et par l'adoption de semblables mesures, l'Empereur semblait prendre en quelque sorte l'engagement public de faire la guerre, s'il ne trouvait pas ailleurs des dispositions à un accord complet de vues et d'action sur la question de la neutralité maritime.

CHAPITRE XXXIV.

FRANCE ET RUSSIE.

Réponse de l'empereur Alexandre à la lettre de Napoléon. — Conversations de M. de Romanzof avec l'ambassadeur d'Autriche. — Rapport de cet ambassadeur à sa cour. — Conversation de l'empereur Alexandre avec le même ambassadeur. — Aveux importants de ce prince. — Langage des Russes sur leur système de guerre. — Conversation de l'empereur Alexandre avec le général Lauriston. — Larmes de l'empereur Alexandre. — Note du due de Bassano à M. de Romanzof. — Note du prince Kurakin au due de Bassano. — Départ de l'empereur Alexandre pour Wilna. — Lettre de Napoléon portée à Wilna par M. de Narbonne. — Instructions données à M. de Narbonne. — Nouvelle note du prince Kurakin. — Billet du due de Bassano à cet ambassadeur. — Conversation entre le prince Kurakin et le due de Bassano. — Napoléon à Dresde. — Réunion de l'empereur d'Autriche, du roi de Prusse et autres souverains à Dresde. — Répartition de l'armée française. — Ordre au général Lauriston d'insister pour se rendre à Wilna. — Refus de la Russie sur les instances du général Lauriston. — Retour de M. de Narbonne de Wilna. — Réponse de M. de Romanzof au due de Bassano. — Départ de Napoléon pour Posen. — Courses de Napoléon à Thorn, à Danzig et à Kœnigsberg. — Envoi de passe-ports au prince Kurakin. — Ordre au général Lauriston de demander ses passe-ports. — Arrivée de courriers qui confirment la rupture. — Proclamation de l'Empereur à l'armée. — Projet de l'Empereur d'envoyer M. de Talleyrand à Varsovie. — motifs de ce projet. — Son abandon. — Nomination de M. de Pradt pour cette mission. — Dernière lettre d'Alexandre à Napoléon. — Dernière lettre de Napoléon à Alexandre. — Remarques sur ces lettres.

Tandis que l'empereur Napoléon proclamait, par des actes éclatants, et ses résolutions et les moyens destinés à en poursuivre le succès; tandis que dans ce même temps, à Pétersbourg, les ambassadeurs de France, de Prusse et d'Autriche ne cessaient de presser le cabinet impérial d'entrer dans une négociation réelle avec le gouvernement français, ce cabinet employait ce même mois de mars aux communications secrètes avec la Suède, qui, comme nous l'avons dit, se terminèrent par le traité d'alliance du 21, dont nous avons cité les graves et décisives dispositions. Le jour où l'empereur Alexandre consentit à la signature de ce traité, ce jour-là, selon nous, la résolution de la guerre était irrévocablement arrêtée dans son esprit, et ce que désormais il va prodiguer encore de démonstrations pacifiques ne sera plus qu'un long mensonge. Cette résolution prise le 24 mars, il la produira plus tard dans la déclaration qui sera envoyée au prince Kurakin, avec ordre de la remettre au gouvernement français. Pour le moment, le message dont Napoléon avait chargé le colonel Czernichef demeure sans résultat. A la courte lettre de Napoléon du 24 février, l'empereur Alexandre fit, le 27 mars, une réponse non moins laconique et qui

semblait laisser les choses dans la même situation, en constatant seulement à quel point, de part et d'autre, les formes du langage étaient changées : « Monsieur mon frère, écrivait l'empereur Alexandre, j'ai écouté, avec la plus sérieuse attention, » le compte que m'a rendu le colonel Czernichef » de l'entretien que Votre Majesté a bien voulu lui » accorder en l'expédiant pour Pétersbourg. La » communication que le prince Kurakin est chargé » de faire au ministère de Votre Majesté, de même » que celle dont il s'est déjà acquitté précédemment, prouveront au monde combien j'ai toujours été prêt à tout terminer ¹. Je resterai content dans ces sentiments, et tout ne dépend que de Votre Majesté seule. Je la prie de croire à la considération la plus distinguée que je porte à sa personne. » La sécheresse du ton de cette réponse était sans contredit justifiée par la brièveté pareillement peu cordiale de la lettre de Napoléon; mais du moins un long entretien de celui-ci avec le colonel Czernichef avait renfermé d'importantes communications sur les divers points qui divisaient les deux gouvernements. Celle au contraire

¹ Répétition affectée des termes de la lettre de Napoléon.

dont l'empereur charge le prince Kurakin se réduit aux paroles les plus insignifiantes; elle consiste principalement à exposer les motifs qui ont empêché d'envoyer M. de Nesselrode à Paris. Ici, pour établir la situation vraie des deux cabinets, nous allons puiser nos informations dans une correspondance étrangère.

Au commencement du mois d'avril, sur l'avis encore incertain, parvenu à Pétersbourg, de négociations pour un rapprochement plus étroit entre la France et l'Autriche, le cabinet russe était entré en explication avec l'ambassadeur de la cour de Vienne, le comte de Saint-Julien. Le chancelier, comte de Romanzof, avait entretenu cet ambassadeur de l'état de la contestation existante entre la Russie et la France, contestation qui roulait, disait-il, sur trois points, l'affaire du duché d'Oldenbourg, le système continental et le règlement des relations commerciales entre les deux pays. M. de Romanzof avouait que l'empereur Napoléon désirait s'entendre avec la Russie sur ces divers objets, et il témoignait que, selon lui, il y avait effectivement possibilité de se mettre d'accord. La Russie n'avait point encore d'engagement pris avec l'Angleterre; mais, à la vérité, du jour où la guerre se déciderait, ce ne serait qu'une affaire de vingt-quatre heures. La Suède étant là pour servir de planche à ce rapprochement. Du reste, écrivait le comte Saint-Julien à sa cour : « *La Russie persévéra à éviter toute discussion et répond d'une manière évasive.* » Voilà un fait qui ne manque pas d'importance, attesté, comme il l'est, par un témoin non suspect. C'est la Russie qui se tient avec la France dans des termes généraux, et qui étude la conclusion d'un arrangement désiré par Napoléon. Cette vérité va devenir plus sensible encore.

Du moment où, à Pétersbourg, la nouvelle d'un traité d'alliance entre la France et l'Autriche se trouve confirmée, le cabinet s'en émeut, le comte de Romanzof et l'empereur s'empressent d'en faire un sujet de conférence avec l'ambassadeur autrichien. Le langage de l'un et de l'autre est extrêmement remarquable, car il renferme, relativement à l'initiative de la guerre, une véritable justification de la France. Voici dans quels termes M. de Saint-Julien rend compte à sa cour de ses conversations avec le chancelier et avec l'empereur.

Le comte de Romanzof, en disant qu'on venait

d'apprendre qu'une alliance avait été signée par le duc de Bassano et le prince de Schwarzenberg, ne dissimulait pas que, si l'empereur Alexandre se flattait de résister honorablement à la France seule, il sentait bien qu'il ne pourrait pas résister à l'Europe entière; que, menacé par une puissance limitrophe, sa position devenait plus embarrassante; que, d'un autre côté, la détermination de l'Autriche n'était peut-être pas sans danger pour elle; que, dans ce cas nouveau, la Russie pourrait s'arranger avec la France, qui d'ailleurs ne roulait que le rétablissement¹ du traité de Tilsit, nouvelle union de deux grands empires, qui ne laisserait pas d'être inquiétante pour les autres puissances que Napoléon avait l'habitude de victimiser² à ses grands intérêts d'État....

L'avis donné indirectement à l'Autriche par M. de Romanzof sur le danger d'une alliance, que la Russie pourrait lui rendre funeste en se réconciliant avec Napoléon, fut répété, d'une manière plus précise encore, à M. de Saint-Julien, par l'empereur Alexandre lui-même. Dans une conférence avec cet ambassadeur, Alexandre commença par lui donner à lire une copie des traités, patent et secret, conclus entre l'Autriche et la France, copie qu'il tenait, disait-il, de gens qui l'avaient toujours bien servi³. Après que le comte de Saint-Julien eut fait une rapide lecture, l'empereur Alexandre lui dit qu'il était très-fâché de compter dans l'Autriche un ennemi de plus; que toutefois il lui restait encore six divisions à lui opposer, sans parler des autres ressources qu'il pouvait avoir contre elle; « qu'il n'emploierait qu'à regret les moyens » que lui fournissaient les mécontents de Hongrie; « que, comme il ne voulait pas avoir toute l'Europe sur les bras, nous le forcerions à s'arranger » avec la France, et qu'il ne croyait pas que cet » arrangement, très-facile⁴, et qui tenait à bien » peu de chose, tournerait à notre avantage. Dans ce » moment, poursuivit-il, où des efforts extraordinaires me donnaient l'espoir de sortir avec » succès de cette lutte terrible, lorsque je vais com- » battre pour la cause générale, il faut que men » ancien allié se lie d'intérêt avec mon adversaire! » il faut que l'empereur François me force malgré » moi à entrer en négociation avec Napoléon! » Toutes les paroles ici demandent à être pesées. L'empereur Alexandre annonce avoir fait « des » efforts extraordinaires de nature à lui donner

¹ Rapport du comte de Saint-Julien à sa cour, en date du 12 avril.

² Expressions textuelles rapportées dans la dépêche du comte de Saint-Julien.

³ Nous croyons qu'en cette circonstance l'habileté des

correspondants de l'empereur de Russie n'eut pas un grand effort à faire, Napoléon n'ayant pas demandé mieux que de laisser parvenir à ce prince la connaissance des deux traités.

⁴ Même rapport du comte de Saint-Julien, du 12 avril.

« l'espoir du succès dans une lutte terrible. » Ces efforts, pour lui inspirer une telle confiance, doivent nécessairement dater de bien loin ! Il nourrit donc depuis longtemps déjà un projet d'attaque ! Il est donc profondément hypocrite dans ses protestations d'amour de la paix et de fidélité à l'alliance française !

De l'aveu de ce prince, « l'arrangement de la Russie avec la France est très-facile ; il tient à » fort peu de chose. » C'est donc bien la Russie qui s'y refuse, et ce refus n'a point pour cause le manque d'expédients propres à résoudre les points en litige entre les deux empires ! Les moyens existent, la volonté de la Russie les repousse et même sans discussion ! Si par hasard l'empereur Alexandre revenait, ce qu'il ne fera pas, à une négociation avec la France, ce serait l'Autriche qui l'y aurait condamné, et bien malgré lui ! Il est assez curieux que ce soit la cour de Vienne qui, dans cette délicate occurrence, ait contribué à faire connaître de quel côté était la bonne foi dans les rapports d'Alexandre et de Napoléon.

Peut-être des esprits soupçonneux, malgré la franchise des communications données alors par la cour de Vienne au gouvernement français, pourraient-ils avoir quelque doute sur la nature des sentiments que, dans le même instant, elle laissait entrevoir à la Russie. Peut-être aussi, au lieu de s'effrayer très-vivement de la direction nouvelle suivie par cette cour, l'empereur Alexandre n'y voyait-il qu'une aberration accidentelle, essentiellement passagère et subordonnée aux influences de l'avenir. Ce prince put penser que l'Autriche, en s'alliant à la France, ne s'alliait qu'à la force actuelle ; qu'elle ne prenait que des engagements dont la durée devait avoir pour condition nécessaire la perpétuité de la victoire ; et que, si la fortune venait à trahir le drapeau français, cette union, cette fidélité de circonstance résisterait mal à une pareille épreuve. Nous ne regardons pas comme certain que l'Autriche ait autorisé la Russie à porter d'elle un pareil jugement ; mais telle a été toutefois, à ce qu'il nous semble, l'opinion que s'en est formée l'empereur Alexandre. En poursuivant seul la tâche dans laquelle il regrettait de n'avoir pas cette puissance pour auxiliaire et même de l'avoir pour ennemie, ce monarque a certainement nourri l'espoir qu'un succès probable de ses armes ou d'autres incidents la ramèneraient aux vues communes qui avaient antérieurement uni les deux cabinets, et renouvèraient entre Pétersbourg et Vienne les liens de leur ancienne et longue complicité. Sans cette arrière-pensée, il

n'eût pas persévéré, comme il le fit, dans ses belliqueuses dispositions.

Tandis qu'en Russie on avait avec l'ambassadeur d'Autriche les conversations que nous venons de rapporter, à Paris, le ministère français ne trouvait, dans les instructions reçues et communiquées par le prince Kurakin, aucune donnée qui pût amener le moindre changement dans la situation des choses. Dès lors le principe de conduite adopté était d'ajouter encore aux démonstrations de la force. Toutefois, écrivait le duc de Bassano au général Lauriston, « les corps ¹ français les plus » avancés sont toujours à plus de soixante lieues » du Niémen ; Sa Majesté n'a point quitté Paris ; » ou peut encore négocier ; il n'y a point d'hostilité ; la guerre ne sera déclarée que si la Russie » passe ses frontières et attaque les alliés de l'Empereur. » La pensée principale de cette lettre se trouve dans le mot suivant : « Sa Majesté n'est point » décidée à la guerre, mais elle est résolue, et rien » ne peut l'en empêcher, à effectuer le déploiement de forces immenses et à se placer sur la Vis-à-vis. » Ascendant fatal, malheureux raffinement de l'orgueil ! Napoléon, en réalité, voudrait éviter de combattre ; mais, tout en hésitant à engager la lutte, il veut que l'impuissance des moyens dont il dispose, étalée aux yeux du monde, atteste qu'il aurait eu la certitude de vaincre.

À Pétersbourg, les préparatifs continuent également. L'empereur Alexandre annonce son prochain départ pour Wilna. Le transfuge suédois, d'Armfeld, l'un des plus ardents excitateurs de la guerre, doit l'accompagner et rester toujours auprès ² de lui. On a vu précédemment que le conseil donné par d'Armfeld était d'assimiler la guerre de Russie à la guerre d'Espagne, dessein hautement avoué par le cabinet. M. de Romanzof lui-même, en déclarant que l'on ne se dissimulait ni le génie de Napoléon ni la supériorité relative de ses généraux, répétait souvent que tout le système de la Russie serait de traiter la guerre en longueur, d'éviter les batailles rangées et de fatiguer les armées françaises en se servant contre elles de tous les avantages du terrain et du climat. S'il y a sur ce point une grande méprise, ce ne sont pas les avertissements qui auront manqué.

Avant de quitter Pétersbourg, l'empereur Alexandre eut encore quelques entretiens avec l'ambassadeur français. La question des marchandises anglaises fut naturellement l'objet de ces dernières discussions. « Pourquoi, disait l'empereur Alexandre, » dit-il, l'empereur Napoléon ne m'a-t-il pas, à Til- » sitt, expliqué tout ce qu'il voulait ? Ce n'est que

¹ Dépêche du 3 avril 1812.

² *Ad latus*, disent les dépêches.

« depuis un an qu'il insiste sur des interdictions
 « absolues. Je ne veux pas faire le commerce avec
 « les Anglais ; mais, avec les neutres, j'entends te
 « faire. On examine sévèrement les papiers, on
 « confisque tout ce qui n'est pas en règle. La joie
 « de l'Angleterre doit être grande de voir deux em-
 «pires aussi unis si près d'en venir aux mains ! »
 En prononçant ces dernières paroles, les larmes,
 dit le général Lauriston, roulaient dans les yeux
 de l'empereur Alexandre. Ces larmes étaient-elles
 sincères ? nous le croyons ainsi. Entre cet atten-
 drissement d'Alexandre et son langage au comte
 Saint-Julien, la contradiction peut n'être qu'appa-
 rente. La crise est des plus extraordinaires ; c'est
 un grand lien qu'il s'agit de rompre ; au moment
 de lancer le coteau russe contre le coteau fran-
 çais, l'émotion est permise et des pleurs peuvent
 s'échapper sans être un signe d'abaissement ni de
 faiblesse.

Le conflit relatif aux marchandises anglaises est
 la véritable cause de la rupture imminente des
 deux empereurs. Sur cette question Alexandre a
 pris son parti. Napoléon ne peut pas davantage
 renoncer au dessein qu'il poursuit depuis si long-
 temps. « Le but ¹ de l'alliance, répondit le général
 « Lauriston à l'empereur Alexandre, étant de forcer
 « l'Angleterre à la paix, le but est manqué si, en
 « Russie, on reçoit les marchandises de cette puis-
 « sance sous pavillon neutre. C'est là l'objet de
 « toutes les réclamations de l'Empereur depuis
 « dix-huit mois. Au lieu de répondre en fait des
 « armements. La formation de dix-huit nouvelles
 « divisions d'infanterie date de plus de quinze
 « mois, et avait précédé de beaucoup celle de nos
 « sixième bataillons. » Toutes les conversations
 effraient, comme on le voit, une répétition perpé-
 tuelle de raisonnements toujours, des deux côtés,
 à peu près les mêmes ; mais, dans ce dernier entre-
 tien, on trouve, ce que nous n'avions point vu jus-
 qu'à présent aussi clairement exprimé, une réso-
 lution ferme de l'empereur Alexandre de laisser
 désormais un libre accès sous pavillon neutre à
 toute espèce de commerce, et par conséquent à
 celui même des marchandises anglaises. L'empereur
 Alexandre termina cet entretien de la manière
 suivante : « Je vais faire une tournée, j'ai besoin
 « de voir mes troupes ; mais, que je sois ici, sur
 « la frontière ou à Tobolsk, partout l'Empereur me
 « trouvera bon ami, bon allié, prêt à resserrer
 « notre alliance par tous les liens qui ne seront pas
 « contraires à l'honneur ; dites-le lui bien ; » et en

se retirant, il embrassa l'ambassadeur. Là finis-
 sent les relations personnelles du général Lauriston
 avec l'empereur Alexandre.

Dans ce moment où, en Russie comme en France,
 les conversations particulières demeurent sans con-
 clusion, les deux cabinets ont senti le besoin de
 se parler réciproquement un langage officiel qui
 puisse imprimer un mouvement plus vif à une
 controverse si longtemps stationnaire. De part et
 d'autre, il a été rédigé presque aux mêmes dates,
 des documents graves, renfermant des communi-
 cations qui vont se croiser entre elles ; savoir, par
 le duc de Bassano, une note adressée au chancel-
 lier, comte de Romanzof, et, par celui-ci, une note
 plus importante encore, adressée à l'ambassadeur,
 prince Korakin, pour être remise au ministre
 français. La question de la guerre ou de la paix
 est renfermée dans ces deux pièces, on plutôt la
 guerre est déjà dans celle qui vient de la Russie.
 Certes, nous n'avons nul penchant à vouloir sup-
 poser chez les souverains en général, et particuliè-
 rement chez l'empereur Alexandre, une profondeur
 de fanatisme et de mauvaise foi d'autant plus odieuse
 qu'elle serait gratuite et n'aurait pas même l'ex-
 cuse d'une véritable utilité ; mais l'envoi de la dé-
 claration russe ayant précédé le dernier entretien ²
 de l'empereur Alexandre avec le général Lauris-
 ton, nous ne saurions concevoir comment ce prince
 a pu se permettre les assurances que nous avons
 entendues et se proclamer encore *bon allié, bon
 ami*, quand déjà il a donné ordre de porter à Na-
 poléon des propositions d'une nature telle que leur
 acceptation, et il le sait très-bien, est absolument
 impossible. Voici d'abord la substance de la note
 française.

Le duc de Bassano rappelle tout ce qui a pré-
 paré, accompagné, suivi la paix de Tilsitt, la mé-
 diation acceptée par l'empereur Alexandre pour
 faire reconnaître par l'Angleterre les principes de
 neutralité maritime proclamés par les deux États ;
 ensuite, après le bombardement de Copenhague,
 l'engagement pris par ce prince de ne jamais dé-
 roger au système convenu, système qui, en au-
 tant la guerre de Suède, a valu à la Russie l'ac-
 quisition de la Finlande. Puis vient l'affaire du
 duché d'Oldenbourg, affaire facile à régler, disait
 le duc de Bassano, « mais votre gouvernement en
 « fit une affaire d'État, et l'on vit, pour la première
 « fois, paraître une protestation d'un allié contre
 « son allié.... La Russie, par là, jetait publicque-
 « ment le gant à la France. On ne se dissimula

¹ Lettre du général Lauriston, en date du 11 avril.

² La dépêche du général Lauriston qui en rend compte
 est du 11 avril ; la déclaration fut remise à Paris le 30.

Mais dès la 24, une communication confidentielle en
 avait été donnée au duc de Bassano ; l'envoi était donc ou
 antérieur à l'entretien, ou tout au moins de la même date.

« point que le refus d'une offre d'indemnité déce-
 « lait le projet déjà formé d'une rupture. » Ici le
 ministre français s'étend sur les préparatifs de la
 Russie, sur le rappel de cinq divisions de son ar-
 mée en Moldavie, et sur les autres mouvements
 militaires de cette puissance dont on ne pouvait
 méconnaître le but. Cependant Napoléon restait
 impassible; il demandait que des pouvoirs fussent
 envoyés au prince Kurakin pour concilier les dif-
 férends qui existaient entre les deux États. Ces
 différends roulaient sur quatre points :

1^o Le duché de Varsovie, au sujet duquel la
 Russie montrait de la défiance;

2^o La réunion du duché d'Oldenbourg à l'em-
 pire français;

3^o La nécessité de régler, conformément au
 traité de Tilsitt, la législation sur les marchan-
 dises anglaises;

4^o L'usage de décembre 1810 qui, en rompant
 toutes les relations commerciales entre la Russie
 et la France, et en ouvrant les ports russes aux
 marchandises anglaises, sous des pavillons simu-
 lés, violait le traité de Tilsitt.

À l'égard du duché de Varsovie, l'empereur
 Napoléon consentait à s'engager de ne rien faire
 directement ni indirectement pour le rétablisse-
 ment de la Pologne. S'il n'avait pas été signé une
 convention sur cette base, la faute en était à l'in-
 croyable obstination de la Russie à vouloir insé-
 rer, dans sa rédaction, des expressions inadmis-
 sibles.

Relativement au duché d'Oldenbourg, l'Empe-
 reur s'était empressé d'accepter la médiation de la
 Russie et d'offrir une indemnité.

En ce qui concerne le commerce des marchan-
 dises anglaises, l'Empereur avait témoigné être
 prêt à s'entendre sur les moyens de concilier les
 besoins de la Russie avec les principes du système
 continental et l'esprit du traité de Tilsitt.

Enfin, quant à l'usage de 1810, pour obvier aux
 fâcheux effets de cette mesure, il était disposé à
 conclure un traité de commerce qui, tout en assu-
 rant les relations commerciales de la France garan-
 ties par la paix de Tilsitt, aurait tendu à ménager
 tous les intérêts de la Russie.

Toutes ces ouvertures, dans le but d'arriver,
 sur les sujets en litige, à une conciliation raisonna-
 ble, étaient demeurées sans effet, la Russie ayant
 constamment refusé de donner des pouvoirs, pour
 négocier, à son ambassadeur. Sur les instances
 répétées du gouvernement français, cette puis-
 sance avait promis d'envoyer à Paris M. de Nes-
 setrode avec une mission spéciale. Plusieurs mois
 s'étaient écoulés dans une attente inutile, et on
 avait dû renoncer à cette dernière espérance. L'état

d'indécision où se trouvaient toutes les affaires, et
 le malaise réciproque qui en était la suite, résul-
 taient donc évidemment du peu de disposition de
 la Russie à y mettre un terme.

À la suite de cette récapitulation du passé et des
 circonstances qui avaient amené la situation pré-
 sente, le duc de Bassano informait le comte de
 Romanof des démarches que Napoléon venait de
 faire auprès du gouvernement anglais pour nouer
 une négociation de paix avec ce gouvernement, et
 il ajoutait : « Si ces démarches ont quelques résul-
 « tats, je m'empresserai de vous en prévenir. S. M.
 « l'empereur Alexandre y prendra part, ou en con-
 « séquence du traité de Tilsitt, ou comme allié de
 « l'Angleterre, si ses relations avec l'Angleterre
 « sont déjà formées.

« Il m'est formellement prescrit, monsieur le
 « comte, poursuivait le duc de Bassano, d'expri-
 « mer, en terminant cette dépêche, le vœu déjà
 « manifesté par S. M. à M. le colonel Caernichef,
 « de voir des négociations, qu'elle n'a cessé de pro-
 « voquer depuis dix-huit mois, prévenir enfin des
 « événements dont l'humanité aurait tant à gémir.
 « Quelle quo soit la situation des choses, lorsque
 « cette lettre parviendra à Votre Excellence, la
 « paix dépendra encore des résolutions de votre
 « cabinet. »

Cette note de M. de Bassano au comte de Ro-
 manof porte la date du 25 avril. Le prince Kurakin
 remit la sienne le 30^e du même mois, d'après des
 ordres antérieurs à cette date du 25, puisqu'ils
 avaient en le temps du venir de Pétersbourg à
 Paris; mais de plus nous avons eu lieu de recon-
 naître que, bien qu'elle n'ait été remise au mini-
 stère français que le 30 avril, elle était arrivée plus
 tôt au prince Kurakin, qui, dès le 24, en avait con-
 fidentiellement donné connaissance au duc de Bas-
 sano; car nous voyons ailleurs que, le même jour
 24, ce ministre en rendit un compte sommaire à
 l'Empereur d'après la lecture rapide qu'il venait
 d'en faire. En rédigeant la note du 25, le ministère
 français savait ainsi quelle était la déclaration qu'il
 allait recevoir de la Russie. Quoi qu'il en soit, la
 longue note du duc de Bassano, dont nous avons
 rapporté les principaux traits, ne renferme rien de
 hissant pour cette puissance, rien qui compro-
 mette le maintien de la paix. Elle laisse au con-
 traire la porte entièrement ouverte à toutes les
 chances, à toutes les idées d'accommodement et
 de transaction.

Tel n'est point le caractère de la note russe.
 Celle-ci n'offre de modération ni dans les choses ni
 dans les formes. On dirait même qu'elle sort, avec

¹ Le 18 (30) avril.

une espèce d'affectation, de toutes les habitudes de mesure et de réserve sous l'un et l'autre rapport, afin de rendre plus sûrement impossible toute velléité de rapprochement. Si, vu la situation respective des deux empires, la nature des demandes que la note russe présente doit paraître exagérée, inutile, l'expression répond à la pensée; le ton est élevé, tranchant, impérieux même, et il est manifeste que, le jour où l'on a cru devoir parler ainsi, on avait décidé la guerre. Après un préambule ayant pour objet de préparer ce qui allait suivre, le prince Kurakin articulait les demandes de sa cour : « Il n'est ordonné de déclarer à Votre Excellence que la conservation de la Prusse et son indépendance de tout lien politique dirigé contre la Russie sont indispensables aux intérêts de S. M. I. Pour arriver à un état de paix avec la France, il faut nécessairement qu'il y ait, entre elle et la Russie, un pays neutre, qui ne soit occupé par les troupes d'aucune des deux puissances; que, comme toute la politique de S. M. l'empereur mon maître ne tend qu'à établir des rapports solides et stables avec la France, et que ceux-ci ne sauraient subsister tant que des troupes étrangères continueraient à séjourner dans une telle proximité des frontières de la Russie, la première base de toute négociation ne peut être que l'engagement formel de l'entière évacuation des États prussiens et de toutes les places fortes de la Prusse, quels qu'aient été l'époque et le fondement de leur occupation par les troupes françaises ou alliées, d'une diminution de la garnison de Dantzig, de l'évacuation de la Poméranie suédoise et d'un arrangement avec le roi de Suède, propres à satisfaire réciproquement les deux couronnes de France et de Suède.

« Je dois déclarer que, quand les demandes ci-dessus énoncées seront accordées de la part de la France comme base de l'arrangement à conclure... cet arrangement pourra contenir les engagements suivants :

« S. M. est prête à convenir avec S. M. l'empereur des Français... d'un système de licences à introduire en Russie;

« A traiter de certaines modifications que la France pourrait désirer, pour l'avancement de son commerce, dans le tarif des douanes de la Russie en 1810;

« A s'engager de conclure un traité d'échange du duché d'Oldenbourg contre un équivalent convenable, et dans lequel S. M. déclarera retirer la protestation qu'elle a été dans le cas de donner pour mettre en réserve les droits de sa maison sur le duché d'Oldenbourg.

« Telles sont, Monsieur le duc, les bases qu'il

« m'a été ordonné de présenter ici, et dont l'admission, dans ce qui regarde l'évacuation des États prussiens et de la Poméranie suédoise, la réduction de la garnison de Dantzig sur la pied où elle était avant le 1^{er} janvier 1811, et la promesse d'une négociation avec la Suède, peut seule rendre possible encore un arrangement entre nos deux cours. »

Il serait superflu d'aller ici au-devant des réflexions que fait naître une pareille déclaration de la part de la Russie. Napoléon occupe les places fortes de l'Oder en vertu des conventions qui ont suivi la paix de Tilsit; il a envoyé en Prusse d'autres troupes en exécution d'un traité d'alliance conclu entre le roi Frédéric-Guillaume et lui; il a fait entrer des troupes dans la Poméranie suédoise pour y empêcher l'introduction des marchandises anglaises. Ses armées, mises en mouvement comme représailles des rassemblements des armées russes dans les provinces lithuanienes et sur la frontière du duché de Varsovie, sont échelonnées sur l'Elbe, l'Oder et la Vistule; et tout à coup une puissance s'élève, qui lui déclare que, pour base de toute négociation, elle exige, comme préalable absolu, la retraite immédiate de ses armées, l'évacuation des places fortes de l'Oder, de tous les États prussiens et de la Poméranie suédoise! Napoléon est vaincu : jamais il n'est allé jusqu'à tenir à aucune puissance un aussi superbe langage.

Le 21 avril, l'empereur Alexandre, après s'être rendu, selon l'usage, à l'église de Casan, avait quitté Pétersbourg, et s'était mis en route pour Wilna. Le départ de ce prince, suivant M. de Romanzof, était motivé par la nouvelle parvenue au cabinet, que les troupes françaises venaient de dépasser Ebling et se portaient sur Königsberg. L'empereur Alexandre mettait beaucoup d'importance à empêcher que ses généraux fissent aucun mouvement qui pût être regardé comme une provocation. M. de Romanzof, devant partir deux ou trois jours après, annonçait que, pendant son absence, il serait remplacé à Pétersbourg par le comte Solतिकof. Toujours disposé à croire un arrangement possible ou affectant cette croyance, le chancelier exprimait encore, le 22 avril, l'espérance de voir à chaque instant arriver quelque courrier de Paris : « Je voudrais bien, disait-il au général Lauriston, que vous fussiez chargé de proposer une entrevue. » A Paris, on parlait également du départ prochain de l'Empereur; mais le jour n'en était pas encore fixé.

Indépendamment du long mémoire du duc de Bassano, adressé à M. de Romanzof, et pour en accompagner l'envoi, l'empereur Napoléon écrivit, le même jour 23 avril, à l'empereur Alexandre une

lettre conçue dans les termes suivants : « Monsieur mon frère, ayant lieu de penser que Votre Majesté a quitté Saint-Petersbourg et que le comte Lauriston n'est plus auprès d'elle, je charge mon aide de camp, le comte de Narbonne, de cette lettre. Il sera en même temps porteur de communications importantes pour le comte de Romanzof. Elles prouveront à Votre Majesté mon désir d'éviter la guerre et ma constance dans mes sentiments de Tilsitt et d'Erfurt. Toutefois Votre Majesté me permettra d'assurer que, si la fatalité devait rendre la guerre inévitable entre nous, elle ne changerait en rien les sentiments que Votre Majesté m'a inspirés et qui sont à l'abri de toute vicissitude et de toute altération. Sur ce, etc. » Comme M. de Narbonne, que l'Empereur désignait pour porter cette lettre, se trouvait alors à Berlin, le duc de Bassano lui fit connaître la mission dont il était chargé. « Votre mission, lui écrivit-il, a un but politique et un but militaire. Pour atteindre l'un et l'autre, vous devez rester auprès de l'empereur Alexandre aussi longtemps qu'il vous sera possible. »

En ce qui concerne le but politique de sa mission, son rôle était de parler beaucoup des dispositions pacifiques de l'Empereur, de son désir d'éviter la guerre, mais il devait cependant se tenir dans des termes généraux. En lui recommandant cette réserve, le duc de Bassano lui en donnait les raisons : « Vous ne connaissez pas assez les faits pour entrer en discussion avec l'empereur Alexandre, qui les connaît très-bien. » Au reste, ajoutait ce ministre, il n'y a qu'une question importante, « c'est la question des neutres et du commerce anglais. L'Angleterre ne reconnaît pas de neutres sur les mers. Nous ne pouvons pas reconnaître, comme neutres sur terre, les puissances qui reçoivent des pavillons dénationalisés et laissent violer leur pavillon. Ces principes résultent évidemment du traité de Tilsitt. » Tandis que ce message français va s'acheminer vers l'empereur Alexandre, le prince Kurakin, par une note¹ du 7 mai, presse vivement le duc de Bassano de répondre à celle qu'il a remise le 30 avril. Cette seconde note, par la nature des déclarations qu'elle renferme, mérite aussi que nous rapportions les passages qui en constatent le véritable esprit : « Il s'est écoulé près de quinze jours, » disait l'ambassadeur, depuis que je me suis acquitté des communications que mes dernières instructions, apportées par le baron Serdobine, m'ont enjoint de faire à Votre Excellence, et que

je me suis empressé de mettre sous ses yeux deux heures après leur réception..... Jamais circonstances plus urgentes n'ont autorisé plus justement un désir et des instances pour recevoir une prompt solution. Cependant, Monsieur le duc, je suis encore toujours à l'attendre... Il est impossible de se dissimuler les funestes effets que vont entraîner des délais.... Le seul moyen qui peut épargner à l'Europe les malheurs qui vont s'appesantir sur elle, était dans l'acceptation des *offres conciliantes* que l'empereur mon maître m'a chargé de présenter.... Je dois vous prévenir, Monsieur le Duc, que si, dans la conférence qu'elle a fixée avec moi pour demain matin, j'avais le regret de la trouver sans instructions de la part de S. M. I. et R. pour me répondre sur mes propositions et pour m'annoncer qu'elles sont acceptées sans modification, car *Votre Excellence sait qu'il ne m'est point permis d'en admettre aucune*, je me verrai, par le départ de S. M. l'empereur et roi, annoncé pour après demain, et qui ne me permettrait plus d'espérer la réponse que je réclame, dans la nécessité d'envisager le manque de cette réponse *comme le choix de la guerre*, et de considérer alors ma présence à Paris comme tout à fait superflue; et qu'avec un profond regret de n'avoir pu contribuer au maintien de cette paix et de cette alliance, à l'établissement desquelles le plus grand bonheur de ma vie est d'avoir participé, je serai forcé de demander à *Votre Excellence mes passe-ports* pour quitter la France. Je la prie d'avance bien instamment d'obtenir les ordres de S. M. I. et R. pour pouvoir alors me les remettre sans délai. Les faits ici parlent d'eux-mêmes. Les propositions russes sont impératives, irrévocables. Quel que fut le ton de la note du 30 avril, on eût dû croire encore qu'il pouvait rester une voie ouverte à quelque accommodement; on se serait trompé. Si tel est en général l'usage dans toutes les relations entre les gouvernements, la Russie n'en est plus à de pareils ménagements avec la France. Elle a signifié ses conditions; c'est *sans modification* qu'elles doivent être acceptées. Il n'est pas permis à son ambassadeur *d'en admettre aucune*. En différant de lui répondre, ou annonçant par ce silence *le choix de la guerre*, et l'ambassadeur est forcé de *demandeur ses passe-ports*. C'est en 1812, c'est à Napoléon que l'on parle ainsi au nom de l'empereur Alexandre! Laissons de côté pour un moment ce qui a conduit l'Europe à la situation où elle se trouve. Au lieu du plus habile des guerriers, du

¹ 27 avril, style russe.

² Ce passage s'explique par la communication confi-

dentelle donnée, le 24 avril, au duc de Bassano, par le prince Kurakin.

plus fier des souverains, supposons à la place de Napoléon un prince arrivé par un miracle quelconque au même degré de puissance et de grandeur, est-il possible d'en imaginer un assez lâche, assez misérable pour céder sans résistance aux injonctions de la Russie? En une semblable conjoncture, que doit faire Napoléon? Éviter toute explication précise, et, sans se refuser à rien, s'enquérir si les déclarations russes sont tellement exclusives de toute transaction que la discussion même soit impossible. Dans cette pensée, le duc de Bassano, en reconnaissant, par un billet¹ au prince Kurakin, la réception de ses notes du 30 avril et du 7 mai, lui dit : « Avant d'être dans le cas d'y répondre, je dois demander à Votre Excellence si elle » a des pleins pouvoirs pour arrêter, conclure et » signer un arrangement sur les différends qui se » sont élevés entre les deux puissances, et, con- » formément à l'usage de tous les cabinets, de » m'en donner préalablement communication. » La question était toute simple. Le prince Kurakin en montre une grande surprise. On connaît, dit-il, ses offres conciliantes; il est toujours prêt à s'entendre sur la forme à leur donner par la rédaction d'une convention qu'il signera *sub ape ratu*. Quoi qu'il soit sans pouvoirs particuliers pour signer cette convention, il a l'espoir qu'elle sera ratifiée, l'annonce de pleins pouvoirs spéciaux lui ayant été faite « au cas où les bases proposées par lui au- » raient été acceptées par S. M. l'Empereur. » Ainsi la Russie prévoyait si bien l'impossibilité pour la France de souscrire à ses propositions, qu'elle n'avait pas même donné à son ambassadeur de pouvoirs pour signer l'acte qui les aurait admises. On dirait qu'en les exprimant elle en a craint l'acceptation.

Le même jour, 9 mai, le duc de Bassano vit le prince Kurakin pour le mettre dans le cas de s'expliquer en personne et d'une manière définitive sur les deux points suivants :

A-t-il des pouvoirs pour traiter? La réponse fut qu'il n'en avait pas.

A-t-il l'ordre de demander ses passe-ports? Non : il les a demandés *sans ordre*, étant blessé du refus que l'on fait de traiter avec lui.

Sur les observations que lui fit le duc de Bassano, concernant la gravité de sa démarche, la demande de ses passe-ports, le prince Kurakin ne lui répondit que par des larmes². On a remarqué aussi

que l'empereur Alexandre a pleuré dans son dernier entretien avec le général Lauriston. C'est par des larmes du plus pur sang de la France que ces larmes russes seront payées.

Le 11 mai, le prince Kurakin ayant renouvelé la demande de ses passe-ports, sans recevoir de réponse, se retira dans sa maison de campagne à Sévres. Tout rapport a cessé entre cet ambassadeur et le ministère français; la question va se trouver transportée ailleurs.

Lo destin, ce capricieux arbitre des vicissitudes humaines, ce grand prêteur qui couronne de fleurs ses victimes avant de les frapper, le destin, dont la main de fer doit bientôt s'appesantir sur Napoléon, veut encore auparavant lui faire goûter, à pleine coupe, toutes les jouissances de la vanité, tous les triomphes de l'orgueil. L'Empereur a quitté Paris le 9 mai. Après avoir, à cause de l'impératrice, pris quelques moments de repos sur sa route, à Mayence, où il a reçu le grand-duc de Hesse-Darmstadt et le prince d'Anhalt-Coethen; à Aschaffembourg, chez le prince primat; à Wurtzbourg, chez le grand-duc, où l'attendaient le grand-duc de Bade et le roi de Wurtemberg. L'Empereur est rendu, le 16, à Dresde. Deux jours après, cette résidence voit arriver l'empereur et l'impératrice³ d'Autriche. De son côté, le roi de Prusse y accourt pour saluer son nouvel allié et lui présenter son fils, le prince royal. Ce n'est plus ici comme à Erfurt, une entrevue où les souverains soient sur un pied d'égalité entre eux. Ce sont des courtisanes couronnées que l'Autriche et la Prusse couronnent auprès de Napoléon. François II et Frédéric-Guillaume sont, par le fait, de grands vassaux qui viennent rendre hommage à leur suzerain. Autour d'eux se pressent le grand-duc de Wurtzbourg, les princes régnants de Saxe-Weimar, de Saxe-Cobourg et de Dessau, puis, à un degré inférieur sous le rapport des titres, mais bien supérieur sous le point de vue de l'importance personnelle, MM. de Metternich et d'Hardenberg, l'un comte et l'autre baron, tous deux destinés à devenir bientôt, avec le titre de princes, de puissants et hauts personnages pour prix des succès qu'ils devront aux fautes de l'homme dont, en ce moment, ils admirent le génie, encentent la grandeur, et recherchent les bonnes grâces.

Jamais dans nos temps modernes, jamais dans aucun siècle de l'antiquité, la puissance n'alla plus loin. Napoléon en a touché le faite; monter plus

¹ En date du 9 mai.

² Compte rendu à l'Empereur, le 10 mai, par le duc de Bassano.

³ Quelques écrivains, et même des historiens de Napoléon, comme M. de Pradt, n'ont pas manqué de prêter

à sa courtoisie, durant son séjour à Dresde, un air de gaucherie et d'ambigus que finissent ressortir, au profit eux, la dignité et l'aisance sont soit peu dédaigneuse de l'impératrice d'Autriche; misérable tribut de mauvais goût, payé à l'esprit de la restauration!

haut est impossible; forco lui sera bientôt de descendre, et descendre d'un sommet si élevé, c'est rouler dans un abîme.

Quelques jours s'écoulèrent à Dresde dans les devoirs d'une représentation dont les intervalles ne restaient pas usés. Napoléon, tout en cherchant, par ses attentions et ses prévenances, à se concilier l'affection de l'empereur François, et à effacer, dans l'esprit de l'impératrice, des préventions peu bienveillantes qui ne s'étaient pas toujours dissimulées, se perdait de vue ni la politique ni la guerre.

Quoique votre intention soit, moins que jamais, d'exposer en détail les opérations militaires, nous devons cependant, à de certaines époques, signaler la situation de l'armée, de manière à préparer l'intelligence des événements qui doivent suivre. Selon les rapports du commencement de mai, la grande armée se composait du dix corps entre lesquels étaient répartis quarante divisions d'infanterie, quatre-vingt-dix mille hommes de cavalerie, et quinze cents pièces de canon. Une grande partie de ces forces s'étendait sur la Vistule depuis Dantzig jusqu'à Zamosc. Le roi de Westphalie était à Kalish et en marche sur Varsovie; le prince vice-roi, à Plock; le duc d'Elchingen, à Thorn; le duc de Reggio, à Marcinwerder; le prince d'Eckmühl, à Dantzig; la garde impériale avec le grand quartier général, à Posen; le neuvième corps, duc de Bellune, en réserve sur l'Oder; le dixième, duc de Tarente, sur l'Elbe. De Dresde, des ordres nouveaux étaient adressés à tous ces corps, afin qu'ils pussent agir, dans un système d'ensemble, le jour où ils en recevraient le signal.

Les dispositions faites pour la guerre n'empêchent point l'échange des paroles de paix. L'Empereur, n'ayant point reçu de réponse aux communications portées à Wilna par M. de Narbonne, continuait lui-même à donner des ordres à son ambassadeur à Pétersbourg, comme s'il eût encore été possible d'arriver, par cette voie, à quelque résultat. Le 30 mai, le duc de Bassano écrivait de Dresde à cet ambassadeur, lui envoyait copie des notes du prince Kurakin, et particulièrement de celles par lesquelles il demandait ses passe-ports : « Vous exprimerez, disait ce ministre au général Lauriston, l'étonnement que S. M. a dû éprouver lorsque jo lui ai rendu compte des démarches si inattendues et si contraires aux dispositions que l'empereur Alexandre vous avait manifestées à vous-même, lorsqu'elle a vu que, dans les notes de l'ambassadeur de Russie, on

présentait l'évacuation de la Prusse comme une condition telle que S. M. n'en avait jamais proposé de sensibiles après les plus grandes victoires; lorsque enfin, en réclamant l'évacuation de la Prusse, un vif son indépendance, puis qu'on exige la destruction des engagements politiques qu'elle a contractés, en usant du droit qui appartient à tous les souverains. Vous ferez sentir, monsieur le comte, combien les notes du prince Kurakin sont opposées, par leur forme et par leur contenu, aux dispositions pacifiques dont cet ambassadeur donnait l'assurance; par quel esprit de conciliation S. M. est portée à penser qu'en les présentant et qu'en y joignant la demande répétée de ses passe-ports, il est allé au delà de ce qui était prescrit, et avec quel regret, si elles étaient véritablement l'expression des sentiments et le résultat des ordres de la cour de Pétersbourg, S. M. verrait s'évanouir tout espoir de parvenir, par une négociation qu'elle a constamment provoquée de puis près de deux ans, à arranger enfin les différends qui divisent les deux pays.

« Vous insisterez, monsieur le comte, pour obtenir des explications qui puissent encore laisser la voie ouverte à un accommodement. »

En conséquence des ordres de l'Empereur, le général Lauriston ayant écrit à M. de Romansof pour demander à se rendre auprès de l'empereur Alexandre, l'autorisation ne lui en fut point accordée. « Quoiqu'au milieu de ses troupes, lui répondit le comte de Romansof, S. M. eût trouvé plaisir à se détacher un moment de ses occupations présentes pour recevoir près d'elle l'ambassadeur d'un souverain, son allié; mais une circonstance étrangère à toutes les pensées de S. M. l'en empêche. » Cette circonstance était la nouvelle que l'on venait de recevoir de l'interruption du passage des courriers entre Koenigsberg et Memel. « D'ailleurs, ajoutait M. de Romansof, S. M. n'étant pas prévenue non plus de la nature des communications dont Votre Excellence est chargée, vous invite à préférer de ne point quitter Pétersbourg, et de me faire l'honneur de m'adresser, par écrit, les communications dont vous devez vous acquitter. » Il était impossible au général Lauriston de ne pas voir, dans ce refus, une véritable rupture de toute relation avec lui. Il ne lui restait qu'à s'en plaindre; car que pouvait produire des communications par écrit, puisque huit jours suffisaient à peine pour avoir une réponse?

¹ Lettre datée de Wilna, le 27 mai (8 juin).

² Lettre du général Lauriston à M. de Romansof, du 12 juin.

Toutefois ce n'était pas des tentatives, faites par la voie si éloignée de Pétersbourg, que l'empereur Napoléon attendait alors un résultat prochain. La chance principale dont il se promit encore quelque effet, était la mission de M. de Narbonne à Wilna, et il attendait, non sans anxiété, le retour de cet agent comme devant faire cesser tous les doutes, et mettre à nu la vérité de la situation. Il ne se trompait pas. Le 28 mai, M. de Narbonne arrivait à Dresde; il avait trouvé l'empereur Alexandre sérieux mais calme, sans jactance comme sans abattelement, mais nullement disposé à revenir sur ses précédentes résolutions. Ce que ce prince a fait, il le maintient; une réponse du comte de Romansof à la note du duc de Bassano du 23 avril, non-seulement laisse subsister, mais confirme les instructions données au prince Kurakin, ce qui équivalait à un rejet formel de tout accommodement. « S. M. l'empereur, écrit M. de Romansof, » aimant à prouver combien elle a à cœur d'éviter » tout ce qui pourrait apporter, dans ses relations » avec la France, un caractère d'animosité et » d'aigreur nuisible à leur conservation, n'or- » donne de ne point refuser encore les griefs que » vous avez allégués, et de ne pas relever des as- » sertions qui reposent pour la plupart sur des » faits dénaturés ou sur des suppositions gratuites. » Les dépêches adressées au prince Kurakin par » le baron de Serdobine ont en partie répondu » d'avance à toutes les accusations.

» Malgré les mouvements menaçants des armées » françaises, tout chez nous se trouve encore dans » le même état qu'au départ du dernier courrier. » En effet, pas un homme n'est entré en Prusse ni » sur le territoire du duché de Varsovie, et aucun » nouvel obstacle n'entrave, de notre part, le » maintien de la paix. Au contraire, les dernières » instructions que le prince Kurakin a reçues four- » nissent tous les moyens de terminer nos diffé- » rends et d'entamer cette négociation que votre » cour a désirée.... » Ces traits si décisifs de la réponse de M. de Romansof ne laissent plus lieu à aucune incertitude. Du moment que le cabinet russe présente les instructions données au prince Kurakin comme fournissant tous les moyens de terminer les différends entre la France et la Russie, ou en d'autres termes, du moment que la Russie persiste à sommer Napoléon d'évacuer les places de l'Oder, les États prussiens tout entiers, et la Poméranie suédoise, comme préalable de toute négociation, il est évident que la guerre ne peut plus être évitée. Certes, notifier à un ennemi qui a sous la main plus de trois cent mille hommes, qu'on ne veut rien entendre, rien écouter de sa part, à moins qu'il n'ait reculé de plus de cent

lieues, c'est-à-dire, à moins qu'il n'ait obéi à l'ordre d'un maître, et tremblé devant le danger de lui déplaire, c'est bien la déclaration de guerre la moins équivoque qu'il soit possible de faire, et cette déclaration si hautaine, c'est à l'empereur Napoléon qu'elle s'adresse!

Le temps des délais était passé; puisqu'il fallait finir par la guerre, déjà trop de temps avait été perdu. Le lendemain de la réception de la note russe, le 29 mai, l'Empereur quitta Dresde; le même jour il était à Glogau et, le 30, à Posen.

Ce fut dans cette ville que lui parvint le rapport du duc de Bassano, cité dans le chapitre précédent, et renfermant le dernier mot du prince royal de Suède, apporté par son consul, M. Signeul, à Dresde, au moment même où l'Empereur venait d'en partir. Ce dernier mot, comme on l'a déjà vu, c'était la Norvège avec un subsidé. L'une et l'autre demande blessaient l'Empereur. Le subsidé! c'était le rançonner, le traiter à la turque. D'ailleurs, s'il devait se faire des alliés avec de l'argent, l'Angleterre n'était-elle pas toujours là pour renchérir sur lui? Quant à la Norvège, ira-t-il enlever ce royaume au Danemark, parce que Bernadotte s'est mis cette idée en tête? Que celui-ci songe bien plutôt à Pétersbourg qu'il peut avoir à sa discrétion; qu'il marche quand ses deux patries le lui ordonnent. S'il hésite, qu'on ne me parle plus de cet homme. » Répondez à M. Signeul, écrivit l'Empereur au duc de Bassano, » que je n'achèterai *pour rien* un allié douteux aux » dépens d'un allié fidèle. » La politique, en cette circonstance, commandait-elle à Napoléon de sacrifier le Danemark au besoin de s'assurer la Suède? Nous l'avons déjà dit, la honte du sacrifice n'eût pas été compensée par la certitude d'un grand avantage. Engagé avec la Russie par son traité du 24 mars, Bernadotte ne se serait pas déclaré immédiatement et avec éclat contre elle; il eût temporisé, et comme la marche des événements fut extrêmement rapide, maître du choix entre les deux alliances, il se serait prononcé pour celle qu'eût secondée la fortune. Dans la proposition portée par M. Signeul; on peut douter qu'il eût même un autre but.

De Posen, l'Empereur se rendit à Thorn et ensuite à Dantzig, où le roi de Naples vint le rejoindre. On eût dit qu'il n'avait pas encore abandonné tout espoir de quelque incident favorable. « Quinze » journées de marche, disait-il, nous séparent en- » core des Russes; d'ici là Lauristou peut-être » obtiendra quelque explication. » Cependant, pour l'hypothèse plus probable que Lauristou n'en obtiendra aucune, le duc de Bassano, par une lettre datée de Thorn le 12, lui prescrivait

de demander ses passe-ports, et il envoyait à Paris au prince Kurakin ceux que le prince avait précédemment demandés. Les lettres écrites aux deux ambassadeurs roulent naturellement sur un même fond d'idées, que distingue seulement quelque différence dans l'expression : « Par votre note du » 30 avril, disait le ministre français au prince » Kurakin, vous m'avez déclaré qu'un arrange- » ment entre nos deux cours était impossible, si » S. M. l'empereur et moi n'adherait pas préala- » blement à la demande péremptoire de l'évacua- » tion des États prussiens. Il n'était pas possible » de penser que, dans les circonstances actuelles » de l'Europe, votre souverain, qui ne méconnaît » sans doute ni le caractère de l'Empereur ni ce- » lui de la nation française si fidèle à l'honneur, » voulait déshonorer la France. S. M. l'empereur » et moi ne pouvait donc voir, dans la condition » de l'évacuation de la Prusse pour préalable de » toute négociation, qu'un refus formel de négo- » cier... S. M., ne pouvant plus douter des inten- » tions de votre cour, m'a ordonné de vous en » voyer vos passe-ports. » Malgré la ressemblance de la pensée, nous citerons aussi la lettre adressée au général Lauriston, rien n'étant indifférent dans les circonstances qui précèdent la terrible guerre à laquelle désormais il n'est plus possible d'échapper : « Les démarches du prince Kurakin, dit le » duc de Bassano au général Lauriston, avaient » déterminé S. M. à p. tir de Paris; la publicité » qui leur a été donnée... lui a fait sentir la néces- » sité de quitter Dresde et de se rapprocher de » son armée. Elle avait espéré que, jusqu'au der- » nier moment, des pourparlers pourraient avoir » lieu; mais cet espoir cesse d'exister, lorsqu'elle » voit que les propositions que l'on aurait réelle- » ment à lui faire sont incompatibles avec son » honneur. Austerlitz, lorsque l'armée russe » avait été détruite, lorsque l'empereur Alexan- » dre voyait la sûreté même de sa personne expo- » sée; à Tilsitt, lorsqu'il ne lui restait plus aucun » moyen de soutenir la lutte dans laquelle toutes » les forces de son empire avaient succombé, S. M. » ne lui a proposé aucune condition dont son hon- » neur pût s'offenser. Il est aujourd'hui trop connu » que le gouvernement russe veut la guerre pour » que vous restiez plus longtemps à Pétersbourg. »

Cependant l'empereur Napoléon a mis en mouvement son armée. Ses journées entières sont consacrées à l'organisation des moyens de transport, soit par terre soit par eau, pour l'approvisionne-

ment des divers corps dont elle se compose. Les services nombreux qui forment l'administration militaire l'occupent tour à tour. Après s'être arrêté quelques jours à Königsberg, il marche en avant; mais il marche sans avoir une résolution arrêtée de combattre. La guerre n'est pas commencée; la paix subsiste toujours, son maintien reste encore possible; c'est seulement le 19 juin, à Gumbinnen, qu'il cesse de l'être. Un courrier de Pétersbourg remet des dépêches par lesquelles le général Lauriston rend compte de la multiplicité et de l'énergie de ses instances afin de pouvoir se rendre à Wilna, des refus de M. de Romansoff et de l'inflexible opposition du gouverneur de Saint-Petersbourg. Là aussi arrive un des secrétaires de l'ambassade en Russie, M. Prévost, qui donne quelques détails de plus : tous confirment la rupture.

L'hésitation n'est plus permise; toute incertitude a cessé. Les Russes, dit Napoléon, les Russes, « que nous avons toujours vaincus, prennent un » ton de vainqueurs; ils nous provoquent... accep- » tons comme une faveur l'occasion qui nous fait » victoire, et passons le Niémen. » Une proclama- » tion du 22 juin annonce à l'armée l'ouverture » de la campagne. Cette proclamation est courte, » mais un mot important la caractérise. Depuis la » paix de Tilsitt, et surtout depuis la guerre d'Au- » triche en 1809, on a vu les efforts persévérants de » la Russie pour faire disparaître les noms de Polo- » gne et de Polonais; on a vu les complaisances de » Napoléon pour répondre aux désirs de l'empereur » Alexandre, complaisances poussées à un degré ex- » traordinaire, et qui n'ont eu de terme que le jour » où, malgré l'engagement qu'il était disposé à » prendre, que même il avait contracté et par écrit, » l'empereur Alexandre, inexorable dans ses exi- » gences, avait prétendu lui imposer, pour l'ex- » pression de cet engagement, une formule inutile, » fatidique, ridicule dans une bouche humaine, » admissible seulement dans le langage des oracles » et de la Divinité. Napoléon, quoiqu'il n'ait été lié » par aucun contrat, a été fidèle à la réserve voulue » par la Russie; le nom de Polonais a disparu; il est » effacé du vocabulaire officiel de la France; dans » le duché de Varsovie, on n'ose ni le faire entendre » ni l'inscrire dans aucun acte public. La guerre » seule le fait retentir sur les bords de la Vistula : » Soldats, dit Napoléon 2, la seconde guerre de » Pologne est commencée. La première n'est ter- » minée à Friedland et à Tilsitt; à Tilsitt, la Rus- » sie a juré une éternelle alliance à la France et » la guerre à l'Angleterre; elle viole aujourd'hui

¹ Le cour de Berlin en avait été instruit. A Pétersbourg le secret n'en avait pas été gardé, et la connaissance en était parvenue en Angleterre.

² Proclamation, datée le 22 juin, de Wilkowiak.

« ses serments; elle ne veut donner aucune explication de son étrange conduite, que les aigles françaises n'aient repassé le Rhin, laissant par là nos alliés à sa discrétion... La Russie est entraînée par la fatalité; les destins doivent s'accomplir. Nous croit-elle donc dégénérés? Ne serions-nous donc plus les soldats d'Austerlitz? Elle nous place entre le déshonneur et la guerre: notre choix ne saurait être douteux. Marchons donc en avant; passons le Niémen, portons la guerre sur son territoire. La seconde guerre de Pologne sera glorieuse aux armes françaises; mais la paix que nous conclurons portera avec elle sa garantie; elle mettra un terme à la funeste influence que la Russie exerce depuis cinquante ans sur les affaires de l'Europe. »

Si Napoléon s'était fait un devoir de recommander la modération et la prudence dans le duché de Varsovie aussi longtemps qu'il ne désespérait pas d'un arrangement avec l'empereur Alexandre, il n'avait pas dû négliger de se préparer dans ce pays de puissantes ressources pour l'hypothèse où la guerre viendrait à éclater. Dans le but tout naturel qu'il se propose, de donner une forte secousse à l'ancienne Pologne et une énergique impulsion à l'esprit de ses habitants, sa première pensée fut d'y établir, sous le nom d'ambassadeur extraordinaire, un personnage d'une position très-élevée¹, capable de prendre un ascendant incontesté sur toutes les autorités polonaises et même sur les maréchaux et généraux français que la guerre amènerait sur ce territoire. L'homme qu'au premier moment il eut en vue pour cette grande mission était le prince de Bénévent, M. de Talleyrand, tenu depuis quelques années dans une sorte de disgrâce, au moins éloigné des communications intimes auxquelles il avait été si longtemps admis. Ce retour, tout à fait dans le caractère de l'Empereur, qui en lui-même était déjà un bien, avait aussi sa valeur comme calcul. Napoléon dit quelques paroles sur cette intention à M. de Talleyrand, et le projet parut arrêté. Nous ignorons par quelles causes il se trouva bientôt rompu. On a expliqué ce changement par un avis reçu de Vienne, et annonçant que ce dessein, à peine conçu à Paris, avait été

presque aussitôt connu dans cette cour. Nous avons peine à croire que le tort lui soit revenu de M. de Talleyrand qui, dans sa carrière politique, n'a guère été indifférent qu'autant qu'il lui a plu de l'être. Quel qu'ait été l'incident qui a fait renoncer l'Empereur à ce projet, nous nous en affligeons pour deux motifs, d'abord, parce que M. de Talleyrand, lié par là plus étroitement aux destinées de Napoléon et associé à ses revers, eût été moins prompt à se séparer de lui; et, en second lieu, parce que l'Empereur eût évité ainsi le plus malheureux choix qu'il fût possible de faire pour la Pologne comme pour la France. Ce fut le général Duroc qui, à Dresde, désigna M. de Pradt à l'Empereur pour l'envoyer à Varsovie. Le titre seul d'archevêque était une recommandation et un moyen d'influence dans une contrée où depuis longtemps les prélats devenaient de puissants chefs de parti, et se distinguaient comme défenseurs des libertés nationales. D'autre part, on comptait plusieurs archevêques et évêques français accrédités, comme ambassadeurs, par nos rois auprès des rois de Pologne, et ces traditions de l'ancienne monarchie n'étaient pas indifférentes aux yeux de l'Empereur. D'ailleurs, M. de Pradt, parleur et écrivain spirituel, que, d'après l'audace de son langage et l'assurance de ses jugements, on devait regarder comme un homme d'expédients et d'action, comme un véritable amoniteur du dieu Mars, ainsi qu'il se qualifiait lui-même, ayant en outre l'avantage du caractère ecclésiastique de l'ordre le plus élevé, propre à lui garantir le respect des autorités polonaises et la déférence des militaires français, semblait réunir toutes les qualités du rôle auquel l'Empereur le destinait. Nous le reconnaissons sans détour, tout autre que Napoléon eût pu tomber dans la même méprise. Jamais les apparences n'avaient été plus trompeuses; jamais confiance ne fut plus complètement déçue.

La proclamation de l'Empereur du 22 juin ayant fait cesser l'état de paix, ce sont les événements de la guerre que nous allons avoir désormais à raconter; mais il reste encore une circonstance que nous croyons devoir, malgré une légère anticipation de date, mentionner dès à présent : ce sont les derniers mots directement échangés

¹ Je n'étais accrédité à Varsovie que comme Résident, ce titre étant le seul qu'autorisait le traité de Tilsit pour la France qui même avait seule le privilège d'entretenir un agent dans le duché. Dès la fin de décembre 1811, l'Empereur m'avait fait prévenir que, dans le cas de guerre, il m'appellerait à son quartier général. Fidèle aux habitudes une fois prises, il employait, volontiers et de préférence, les mêmes hommes aux fonctions dans lesquelles il les avait déjà essayés. Par cela seul qu'en 1807

et 1806, il m'avait donné à Berlin l'emploi d'administrateur de la Prusse, il m'avait, de même, dans la campagne de 1809, confié l'administration générale des pays conquis en Autriche. Ainsi, dans la campagne de 1812, en créant un gouvernement provisoire dans les provinces lithuanaises, il me plaça, en qualité de commissaire impérial, après ce de gouvernement, pour présider à l'administration de ces provinces.



entre Alexandre et Napoléon; ce sont les deux dernières lettres de leur correspondance de dix années, interrompue seulement pendant la guerre d'Autriche en 1805, et de Prusse en 1806 et 1807.

Le 28 juin, Napoléon (nous donnerons plus tard le détail de ses mouvements) avait fait son entrée à Wilna, d'où les Russes n'étaient sortis que le matin même. Deux jours auparavant, l'empereur Alexandre, de cette ville où il était encore, lui avait écrit une lettre portant la date du 25. A peine Wilna a reçu le quartier général français, que cette lettre de l'empereur Alexandre y est apportée par un des aides de camp de ce prince, le général Balachof, qui lui en remettra la réponse. Ces deux dernières pièces sont trop précieuses pour que nous ne les citions pas tout entières. D'ailleurs c'est là peut-être, c'est dans l'esprit qui les a dictées que réside tout le secret des causes de la guerre. Voici la lettre de l'empereur Alexandre : « Monsieur mon frère, j'ai appris hier que, malgré la loyauté avec laquelle j'ai maintenu mes engagements avec Votre Majesté, ses troupes ont franchi les frontières de la Russie, et je reçois à l'instant de Pétersbourg une note, par laquelle le comte de Lauriston, pour cause de cette agression, annonce que Votre Majesté s'est considérée comme en état de guerre avec moi dès le moment où le prince Kurakin a fait la demande de ses passe-ports. Les motifs, sur lesquels le duc de Bassano fonda son refus de les lui délivrer, n'avaient guère pu me faire supposer que cette démarche servirait de prétexte à l'agression. En effet, l'ambassadeur n'y a jamais été autorisé, comme il l'a déclaré lui-même; et, aussitôt que j'en fus informé, je lui ai fait connaître combien je le désapprouvais, en lui donnant l'ordre de rester à son poste. Si Votre Majesté n'est pas intentionnée de verser le sang des peuples pour un mécontentement de ce genre, et qu'elle consente à retirer ses forces du territoire russe, je regarderai ce qui s'est passé comme non avenu, et un accommodement entre nous reste encore possible. Dans le cas contraire, Votre Majesté me forcera de ne plus voir en elle qu'un ennemi que rien n'a provoqué de ma part. Il dépend de Votre Majesté d'épargner à l'humanité les calamités d'une nouvelle guerre. Je suis, etc. » Cette espèce d'ouverture de l'empereur Alexandre a été jusqu'à présent passée sous silence par les écrivains favorables à sa cause. La mission du général Balachof était publique; mais on en a universellement ignoré l'objet. En France aussi, les hommes les mieux informés n'en ont pas su davantage. M. Fain lui-même, qui peut-être écrivit, sous la dictée de Napoléon, la réponse à cette lettre, ne

la connaissait pas, car il dit que M. de Balachof était venu offrir, de la part de la Russie, de rentrer dans le système continental. L'offre, comme on l'a vu, n'allait pas jusque-là. Toutefois l'empereur accueillit avec bienveillance l'aide de camp de l'empereur Alexandre; il lui parla de ce prince avec beaucoup d'intérêt, et témoigna son regret d'avoir été poussé par la politique russe à l'extrémité où l'on se trouvait réduit. Au fond, suivant M. Fain, l'empereur se sentait vivement blessé de la proposition qui lui était faite de se retirer derrière le Niémen : « Traitons sur-le-champ, à Wilna » même, aurait-il dit, et je repasserais le Niémen dès que la paix l'aura ainsi réglé. » L'envoyé russe, qui n'avait ni pouvoirs ni instructions pour une telle circonstance, devant s'en tenir à l'objet seul énoncé dans la lettre de son souverain, Napoléon fit à ce prince la réponse suivante : « Mon sieur mon frère, j'ai reçu la lettre de Votre Majesté. La guerre qui divisait nos États se termina par le traité de Tilsitt. J'avais été à la conférence du Niémen avec la résolution de ne pas faire la paix que je n'eusse obtenu tous les avantages que les circonstances me promettaient. J'avais en conséquence refusé de voir le roi de Prusse. Votre Majesté me dit : Je serai votre second contre l'Angleterre. Ce mot changea tout; le traité de Tilsitt en fut le corollaire. Depuis, Votre Majesté a désiré que des modifications fussent faites à ce traité. Elle voulait garder la Moldavie et la Valachie, et porter ses limites sur le Danube; elle eut recours aux négociations. Cette importante modification au traité de Tilsitt, si avantageuse à Votre Majesté, fut le résultat de la conférence d'Erfurth. Il parut que, vers le milieu de 1810, Votre Majesté désira de nouvelles modifications au traité de Tilsitt. Elle avait deux moyens d'y arriver, la négociation ou la guerre. La négociation lui avait réussi à Erfurth : pourquoi cette fois prit-elle un moyen différent ? Elle fit des armements considérables, déclina la voie des négociations, et parut ne vouloir obtenir des modifications au traité de Tilsitt que par la protection de ses nombreuses armées. Les relations établies entre les deux puissances, après tant d'événements et de sang répandu, se trouvaient rompues. La guerre devint imminente. J'eus aussi recours aux armes, mais six mois après que Votre Majesté eut pris ce parti. Je n'ai pas levé un bataillon, je n'ai pas tiré un million de mon trésor pour l'extraordinaire de la guerre, que je ne l'aie fait connaître à Votre Majesté et à ses ambassadeurs. Je n'ai pas laissé échapper une occasion de m'expliquer. Votre Majesté a fait devant toute l'Europe une pro-

testation que les puissances n'ont l'habitude de faire qu'au moment de se battre, et lorsqu'elles n'espèrent plus rien des négociations. Je n'y ai pas répondu. Votre Majesté a, la première, réuni ses armées et menacé *mes frontières*. Votre Majesté, la première, est partie pour son quartier général. Votre Majesté, après avoir constamment, pendant dix-huit mois, refusé de s'expliquer, m'a fait enfin remettre par son ministre une sommation d'évacuer la Prusse comme préalable de toute négociation. Peu de jours après, ce ministre a fait la demande de ses passe-ports, et a répété trois fois cette demande. Dès ce moment, j'étais en guerre avec Votre Majesté. Je voulais cependant garder l'espérance que le prince Kurakin avait mal entendu ses instructions, et qu'il n'était pas autorisé à cette sommation *sine quâ non* de n'entendre à rien que la Prusse ne fût évacuée, ce qui était me placer entre la guerre et le déshonneur, langage inconvénant, que n'autorisait ni les événements passés, ni la force respective des deux États, ni enfin le souvenir, qu'elle ne peut pas avoir perdu, que, dans les circonstances les plus critiques, je l'ai assez honorée, elle et sa nation, pour ne lui rien proposer qui pût être le moins démentement contraire à la délicatesse et à l'honneur. Je chargeai donc le comte Lauriston de se rendre auprès de Votre Majesté et de son ministre des relations extérieures, de s'expliquer sur toutes ces circonstances, et de voir s'il n'y aurait pas moyen d'amener l'ouverture d'une négociation, en considérant comme non avenue la sommation étrange et déplacée du prince Kurakin. Quelques jours après, j'appris que la comte de Berlin avait été instruite de cette démarche du prince Kurakin, et qu'elle-même était fort surprise d'un langage aussi extraordinaire. Je ne tardai pas d'apprendre que qu'à Pétersbourg aussi cette démarche était connue, et que les gens sensés la désapprouvaient. Enfin, les journaux anglais m'apprirent que les Anglais la connaissaient. Le prince Kurakin n'avait donc fait que snivrer littéralement ses instructions. Toutefois je voulais encore conserver de l'espoir, et j'attendais la réponse du comte Lauriston, lorsque je reçus à Gumbinnen le secrétaire de légation Prévost, qui m'apprit que, contre le droit des gens, contre le devoir des souverains en pareille circonstance, sans égard pour ce que Votre Majesté devait à moi et à elle-même, non-seulement elle avait refusé de voir le comte Lauriston, mais même, chose sans exemple ! que l'ouïli¹ avait été porté

¹ Sans doute l'ouïli des égards en usage.

au point que le ministre aussi avait refusé de l'entendre et de conférer avec lui, quoiqu'il eût fait connaître l'importance de ses communications et la lettre de ses ordres. Je compris alors que le sort en était jeté; que cette providence invisible, dont je reconnais les droits et l'empire, avait décidé de cette affaire comme de tant d'autres. Je marchai sur le Niémen, avec le sentiment intime d'avoir tout fait pour épargner à l'humanité ces nouveaux malheurs et pour tout concilier avec mon honneur, celui de mes peuples et la sainteté des traités. Voilà, sire, l'exposé de ma conduite. Votre Majesté pourra dire beaucoup de choses; mais elle se dira à elle-même qu'elle a, dix-huit mois, refusé de s'expliquer d'aucune manière; qu'elle a depuis déclaré qu'elle n'entendrait à rien qu'au préalable je n'eusse évacué le territoire de mes alliés; que par là elle a voulu ôter à la Prusse l'indépendance qu'elle paraissait vouloir lui garantir, en même temps qu'elle me montrait les fourches Caudines. Je plains la méchanceté de ceux qui ont pu donner de tels conseils à Votre Majesté. Quoi qu'il en soit, jamais la Russie n'a pu tenir ce langage à la France; c'est tout au plus celui que Catherine pouvait tenir au dernier roi de Pologne... La guerre est donc déclarée entre nous. Dieu même ne peut pas faire que ce qui a été n'ait pas été; mais mon oreille sera toujours ouverte à des négociations de paix; et quand Votre Majesté voudra sérieusement s'arracher à l'influence des hommes ennemis de sa famille, de sa gloire et de celle de son empire, elle retrouvera toujours en moi les mêmes sentiments et la vraie amitié. Un jour viendra où Votre Majesté s'avouera que si, dès la fin de 1810, elle n'avait pas changé; que si, voulant des modifications au traité de Tilsitt, elle avait eu recours à des négociations loyales, ce qui n'est pas changer, elle aurait eu un des plus beaux règnes de la Russie. A la suite de désastres éclatants et réitérés, elle avait, par sa sagesse et sa politique, guéri toutes les plaies de l'État, réuni à son empire d'immenses provinces, la Finlande et les bouches du Danube; mais aussi j'y aurais beaucoup gagné; les affaires d'Espagne auraient été terminées en 1811; probablement la paix avec l'Angleterre serait conclue en ce moment. Votre Majesté a manqué de persévérance et de confiance, et, qu'elle me permette de le lui dire, de sincérité. Elle a gâté tout son avenir. Avant de passer le Niémen, j'aurais envoyé un aide de camp auprès de Votre Majesté selon l'usage que j'ai suivi dans les campagnes précédentes, si les personnes qui dirigent la guerre auprès d'elle et

« qui, malgré les leçons de l'expérience, pardiment
 « ai désireuses de la faire, n'avaient témoigné beau-
 « coup de mécontentement de la mission¹ du comte
 « de Narbonne, et si je n'avais dû considérer,
 « comme le résultat de leur influence, la non-ad-
 « mission de mon ambassadeur. Il m'a paru alors
 « indigne de moi de pouvoir laisser soupçonner
 « quo, sous prétexte de procédé, en envoyant quel-
 « qu'un auprès de Votre Majesté, je pusse avoir
 « tout autre but. Si Votre Majesté veut finir la
 « guerre, elle m'y trouvera disposé. Si elle est dé-
 « cidée à la continuer, et qu'elle veuille établir un
 « cartel sur les bases les plus libérales, telles que
 « de considérer les hommes aux hôpitaux comme
 « non prisonniers afin que, de part et d'autre, on
 « n'ait pas à se presser de faire des évacuations, ce
 « qui entraînera la perte de bien du monde; telles
 « que le renvoi tous les quinze jours des prison-
 « niers faits de part et d'autre, en tenant un rôle
 « d'échange grade par grade, et toutes autres si-
 « mulations que l'usage de la guerre entre les peu-
 « ples civilisés a pu admettre, Votre Majesté me
 « trouvera prêt à tout. Si même Votre Majesté veut
 « laisser établir quelques communications directes
 « malgré les hostilités, le principe ainsi que les
 « formalités en seraient aussi réglés dans ce cartel.
 « Il me reste à terminer en priant Votre Majesté
 « de croire que, tout en me plaignant de la direc-
 « tion qu'elle a donnée à sa politique qui influe
 « si douloureusement sur notre vie et sur nos na-
 « tions, les sentiments que je lui porte n'en sont
 « pas moins à l'abri des événements et que, si la
 « fortune devait encore favoriser mes armées, Votre
 « Majesté me trouvera, comme à Tilsitt et à Er-
 « furth, plein d'amitié et d'estime pour ses belles
 « et grandes qualités et désireux de le lui prouver.

« Sur ce, je prie Dieu, monseigneur mon frère,
 « qu'il veuille vous avoir en sa sainte et digne
 « garde. » Cette lettre de Napoléon est évidem-
 « ment le premier jet d'une pensée qui a bâte de
 « se produire, une œuvre non méditée, du moins
 « dans la forme ni dans l'expression; et peut-être
 « le peu d'ordre dans la distribution des sujets,
 « l'impropriété de quelques termes, les fréquentes
 « répétitions, sont-elles jusqu'à un certain point de
 « la part de celui qui l'a dictée, une preuve d'aban-
 « don² et de franchise. Beaucoup d'allégations, de
 « récriminations sont vraies; la récapitulation des
 « faits antérieurs ne manque pas non plus d'exacti-
 « tude. Les avantages recueillis du traité de Tilsitt
 « par l'empereur Alexandre sont réels, car ils sont

destinés à être durables, mais Napoléon oublie
 trop que, lui aussi, il a singulièrement changé
 l'état du possession existant à l'époque de Tilsitt,
 et surtout par son énorme extension dans le nord
 de l'Allemagne.

Le reproche fait à l'empereur Alexandre d'a-
 voir préféré la voie des armes à la négociation,
 pour obtenir sur ce traité des modifications nou-
 velles, ne paraît pas susceptible de contestation.
 Nous en avons pour preuve la déclaration for-
 melle de l'ambassade d'Autriche à Pétersbourg,
 attestant que c'est la France qui provoque les
 explications, tandis que la Russie les élude et s'y
 refuse.

A la suite de ces refus obstinés, la sommation
 adressée à l'empereur des Français d'évacuer les
 États prussiens pour préalable à toute négocia-
 tion, a été la plus insolente déclaration de guerre
 qu'il fut possible d'imaginer envers un homme
 tel que Napoléon. En exprimant une semblable
 demande, ou plutôt pour parler son propre lan-
 gage, en lui montrant du doigt les fourches Cau-
 dines, on savait à merveille quo l'on demandait
 l'impossible. Pour cette fois, les émissaires de
 l'Angleterre, les partisans soldés ou gratuits de
 cette puissance, la noblesse russe, qui ne voit que
 dans le commerce anglais l'exportation de ses
 produits et ses moyens de fortune, enfin le parti
 aristocratique de toute l'Europe uni contre l'em-
 pire plébien de la France, ont complètement
 atteint leur but. Le grand réseau, tissé par l'asso-
 ciation de tant de passions et d'intérêts, enve-
 loppe si bien l'empereur Alexandre, qu'il n'est
 plus en son pouvoir de le rompre. Ce prince ne
 s'appartient plus à lui-même. Dès ce moment, il
 est décidé qu'il faut que Napoléon périsse, s'il
 met le pied en Russie, dût la Russie tout entière
 subir les plus épouvantables dévastations. Peut-
 être les audacieux fabricateurs de cette trame ne
 prévoient-ils pas que l'on sera réduit à brûler
 Moscou; mais l'incendie de cette capitale, lors-
 qu'il aura lieu, ne sera qu'un effet naturel de la
 détermination actuellement adoptée. Pour l'en-
 tière exécution de ce plan, il faut s'assurer de la
 personne d'Alexandre, et former autour de lui
 une barricade à travers laquelle il ne puisse rien
 passer qui soit de nature à opérer un rapproche-
 ment entre Napoléon et lui. A Pétersbourg, on a
 tenu le général Lauriston en quelque sorte pri-
 sonnier, malgré toutes ses instances pour aller
 rejoindre ce prince à son quartier général. Lors-

¹ A Wilna, les personnes qui entouraient l'empereur Alexandre avaient témoigné très-ouvertement qu'elles étaient impatientes de voir partir M. de Narbonne.

² La copie écrite sous la dictée de l'Empereur ne forme qu'un seul paragraphe.

que M. de Narbonne est venu à Wilna, on l'a entouré d'une telle surveillance, on lui si peu caché le mécontentement causé par sa présence, qu'il a dû le faire cesser par un prompt départ. Ce n'est pas tout; l'empereur Alexandre lui-même sera bientôt un embarras pour la faction de la guerre à mort, qui maintenant l'obsède et dont, par un soudain retour à un sentiment d'humanité, il pourrait tromper les calculs. S'il voyait les batailles et leurs suites, la destruction de ses villages et de ses villes, son âme, moins fortement trempée que celle des hommes violents qui l'entourent, pourrait se laisser énouvoir. On l'éloignera du théâtre des combats; on le reléguera ainsi que M. de Romanof à Pétersbourg; on ne laissera plus rien parvenir jusqu'à lui; on ne lui parlera de Napoléon que comme d'un ennemi implacable, acharné à sa ruine, et l'aide de camp de Balaehof, si bien traité à Wilna, en rapportant la réponse de Napoléon à la lettre de son maître, ne manquera pas d'y joindre des récits mensongers propres à blesser l'orgueil et à inspirer des ressentiments aussi vifs qu'immérités. Il y a ici, nous en convenons avec franchise, une profondeur de politique qui ne trouverait place dans aucun autre pays, et dont peut seul être capable une aristocratie à moitié civilisée, disposant d'une population barbare et fanatique comme de sa propriété et de son patrimoine. La note du 30 avril, remise par le prince Kurakin, et dont M. de Romanof n'a peut-être pas senti toute la portée, la publicité immédiate donnée à cette note par les confidences qu'en a faites à Berlin et à Londres le parti de la guerre, dans le but de lier l'empereur Alexandre et de l'empêcher de revenir sur ses pas, enfin, la relégation de ce prince loin de ses armées, sont des coups de partie d'une admirable habileté qui ont creusé un abîme entre les deux empereurs.

Maintenant la lettre de l'empereur Alexandre du 25 juin, cette lettre, peut-être le dernier acte encore libre de sa volonté personnelle, a-t-elle changé la situation où les deux États ont été placés par la note du 30 avril? En disant, et ce sont les seules paroles significatives que cette lettre renferme, que, « *moyennant l'évacuation du territoire russe, un accommodement reste encore possible,* » cette simple déclaration doit-elle porter l'empereur des Français à s'arrêter dès son premier pas et à suspendre la campagne à peine commencée? A la vérité, si la concession est fort restreinte dans les termes, elle en offre implicitement un beaucoup plus grave, une renonciation sous-entendue à la fameuse sommation exprimée par le prince Kurakin. Les précédentes exigences sont abandonnées; la négociation est admise;

mais elle n'est admise encore que sous condition, et la condition voulue, s'il ne s'agit plus pour l'armée française de parcourir en arrière un immense espace de territoire, est toujours un mouvement rétrograde que l'on exige d'elle. Or, au moment où des corps russes sont compromis par les premières opérations de cette armée, l'empereur Napoléon doit-il, négligeant les avantages de sa nouvelle position, commencer par se soumettre à une proposition hautainement exprimée qui, pour prix de son accomplissement, ne lui laisse entrevoir qu'un oubli du passé présenté comme une faveur, et seulement la cessation d'impossibilité à un accommodement? N'est-il pas naturel que, dans la confiance d'un premier succès, autorisé à en espérer de plus grands et dans un temps prochain, il ait désiré plutôt imposer la paix par une victoire que de courir les chances incertaines d'une négociation hérissée de difficultés très-réelles qu'une bataille décisive pourrait seule promptement résoudre? Comment, en effet, les forces des deux partis étant encore à peu près intactes, concilier les prétentions de la Russie à la libre réception dans ses ports du commerce anglais avec le système contraire de Napoléon, et en supposant même, ce qui est peu probable, le retour de la Russie au système français, quel mode de garantie pourrait-il exister de sa persévérance dans un engagement nouveau qu'il serait en son pouvoir de rompre le jour, car ce jour devrait bientôt venir, où elle serait rendue à elle-même? Ce n'est pas avec une puissance de cet ordre qu'il peut être question de la garde de ses côtes.

De plus, la guerre qui vient de commencer, Napoléon l'a nommée la seconde guerre de Pologne. Sans contredit nulle obligation envers ce pays n'a été contractée de sa part; mais si la paix se fait sans rien changer à ce qui existe, sans fortifier le duché de Varsovie, ce n'est que pallier le mal et différer son développement. Tous ces obstacles, un événement de guerre peut les faire disparaître. La guerre étant déclarée, Dieu même, suivant le style de Napoléon, ne pouvant pas faire que ce qui a été n'ait pas été, la raison, la sagesse lui défendent-elles de demander à la guerre cet événement nécessaire pour ramener la paix et une paix qui ait sa garantie? Oui, a dit depuis Napoléon à Sainte-Hélène, oui, s'il eût été convaincu de la bonne foi de l'empereur Alexandre. Il douta de cette bonne foi : avait-il tort? Si, par estime pour le caractère de l'empereur Alexandre, nous admettons que ce prince, au moment où il a écrit sa lettre du 25 juin, ait eu l'intention sincère d'en venir à un accommodement, qui oserait dire que cette intention se fût longtemps soutenue?

Qui oserait répondre que, les corps d'armée pour lesquels il craignait l'effet des mouvements de Napoléon étant une fois replacés derrière le Borysthène, les ennemis de la France, qui entouraient ce prince, n'eussent pas fait changer bientôt une velléité pacifique, excusable peut-être sur le sol douteux des provinces polonaises, mais déplacée à leurs yeux, sur le vieux sol de la Russie, sur ce sol qui peut se voir impunément occupé, parcouru, dévasté par des vainqueurs, par des conquérants étrangers, mais qui brave la victoire même et défie la conquête ? Pour Napoléon le doute était permis.

Si l'on veut apprécier sainement une décision, ce n'est pas l'événement seul qu'il faut prendre pour juge. Le présent n'offre pas toujours une juste explication du passé. Une résolution, pour avoir mal réussi, peut n'en avoir pas moins été bien entendue et fort sage dans l'état de choses existant au moment où elle a été prise. Assurément il est une considération puissante qui eût pu trouver place en cette conjoncture, la considération d'humanité, l'important avantage d'arriver à un résultat sans avoir fait couler le sang des peuples ; mais, outre que ce n'est pas là une objection invincible pour les chefs des États, et surtout pour les princes belliqueux, l'homme de guerre a aussi sa logique qui ne laisse pas d'être spécieuse, et qui même n'est pas sans quelque solidité. Selon lui, presser la guerre, saisir vivement l'occasion de porter un grand coup, c'est mieux servir l'humanité que de se laisser aller à une temporisation, à des ajournements qui peuvent obliger à livrer vingt batailles pour obtenir ce qui, tenté à propos, eût été obtenu par une

seule. Ainsi raisonne probablement Napoléon, et ce raisonnement, qui va faillir cette fois, a été reconnu juste en une foule de circonstances.

Du reste, loin de repousser la paix, il déclare à l'empereur Alexandre que si ce prince veut finir la guerre, *il l'y trouvera disposé*. Il propose un cartel pour les prisonniers, et se montre prêt à établir, *malgré les hostilités, des communications directes*, qui laisseraient de part et d'autre la voie ouverte à un retour. Le rejet de ces offres, ou du moins le silence gardé par l'empereur Alexandre, prouve-t-il qu'il y ait eu, dans sa lettre du 25 juin, un grand fonds de sincérité ? Quoi qu'il en puisse être, telles ont été les conséquences du parti adopté par Napoléon, qu'au moment où nous sommes, ou même immédiatement après la campagne de 1812, on a pu généralement penser qu'avoir accepté la proposition d'Alexandre eût été un trait d'une sagesse profonde. Incontestablement il y aurait eu, dans cette acception, des chances différentes, et par cela seul, meilleures. La négociation, même en ne réussissant pas, eût été salulaire pour Napoléon. Un mois perdu en pourparlers inutiles l'eût sauvé de lui-même, en le forçant de reconnaître l'impossibilité de tout faire en une seule campagne. Ce dernier moyen de salut lui étant échappé, ce qu'il a dit de la Russie, c'est à lui que la fortune l'applique. La fatalité l'entraîne, *ses destins vont s'accomplir*. L'édifice colossal de sa puissance a demandé, pour s'élever et s'affermir, quinze années de succès et de gloire. Deux années, et même moins, d'une lutte à laquelle manquera le succès, mais que ne désertera pas la gloire, vont suffire à sa décomposition et à sa ruine.

¹ Depuis ce temps-là, pendant la captivité de Napoléon à Sainte-Hélène, l'empereur Alexandre lui a fait demander par son commissaire dans cette île, M. de Balmin, pourquoi il avait refusé la paix à Wilna. Par tout ce qui précède, on peut juger jusqu'à quel point, à Wilna, la paix a pu dépendre de Napoléon. Sa réponse à la ques-

tion d'Alexandre fut que, « dans les termes de la proposition de ce prince il fallait un mois pour s'entendre, » et que ce délai pouvait faire perdre toute la campagne, « des préparatifs immenses et des alliances qui ne se retrouveraient plus. » Ce délai d'un mois, que redoutait Napoléon, est précisément ce qui l'eût sauvé.

HPG 2-1904



Extrait du Catalogue

DE

MELINE, CANS ET COMPAGNIE.

HISTOIRE ABRÉGÉE DES TRAITÉS DE PAIX, entre les puissances de l'Europe, depuis la paix de Westphalie; par feu *M. de Koch*. Ouvrage entièrement refondu, augmenté et continué jusqu'au congrès de Vienne et aux traités de Paris de 1815; par *F. Schoell*, conseiller d'ambassade de S. M. le roi de Prusse près la cour de France. 4 vol. in-8°, imprimés à deux colonnes, contenant la matière des 15 vol. in-8°, de l'édition de Paris.

HISTOIRE DE LA CONQUÊTE DE L'ANGLETERRE PAR LES NORMANDS, de ses causes et de ses suites jusqu'à nos jours, en Angleterre, en Écosse, en Irlande et sur le continent; par *Augustin Thierry*, membre de l'Institut. 5^{me} édition. 4 volumes in-8°, ornés de planches et cartes.

HISTOIRE DE LA RESTAURATION, et des causes qui ont amené la chute de la branche aînée des Bourbons, par *Capfeyue*. 2 vol. grand in-8° à deux colonnes.

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, depuis 1789 jusqu'à 1814; par *F. A. Mignet*. Seule édition qui renferme la suite jusqu'à la seconde restauration. 2 vol. in-18.

LE MÊME OUVRAGE. 2 vol. in-8°.

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, par *Thiers*. Nouvelle édition. 4 vol. in-8°, pap. vél.

HISTOIRE DE NAPOLEON, par *de Norvins*. 8^{me} édition. 1 vol. grand in-8°.

HISTOIRE DE NAPOLEON ET DE LA GRANDE ARMÉE EN RUSSIE, par *Ségur*. 2 vol. in-18.

HISTOIRE DES DUCS DE BOURGOGNE, par *le baron de Barante*, avec des notes et additions, par *le baron de Reiffenberg*. 10 beaux volumes in-8°, ornés de portraits, cartes, plans, etc.

HISTOIRE DU PAPE GRÉGOIRE VII et de son siècle, d'après les manuscrits originaux, par *J. Voigt*; traduit de l'allemand. 2 vol. in-8°.

HISTOIRE GÉNÉRALE DE LA BELGIQUE, par *M. Dewez*, professeur d'histoire, secrétaire perpétuel de l'Académie, inspecteur général de l'instruction publique, etc. 7 vol. in-8°, papier fin.

HISTOIRE DES FRANCS, par *le comte de Peyronnet*. 5 vol. in-18.

HISTOIRE UNIVERSELLE, ouvrage posthume de *Jean de Müller*, traduit de l'allemand par *J.-G. Hess*, avec un supplément depuis 1785 jusqu'à nos jours. 2 v. in-8°.

LETTRES SUR L'HISTOIRE DE FRANCE, pour servir d'introduction à l'étude de cette histoire; par *Augustin Thierry*. 5^{me} édition, revue et augmentée. 1 vol. in-8°, renfermant la matière de 4 vol.

MÉMOIRES BIOGRAPHIQUES, LITTÉRAIRES ET POLITIQUES DE MIRABEAU, écrits par lui-même, par son

père, son oncle et son fils adoptif. Précédés d'une étude sur Mirabeau, par *Victor Hugo*. 11 vol. in-18.

MÉMOIRES DE CONSTANT, premier valet de chambre de l'Empereur, sur la vie privée de Napoléon, sa famille et sa cour. 6 vol. grand in-18, papier vélin.

MÉMOIRES DE DON JUAN VAN HALEN, officier de l'armée de Mina, contenant le récit de sa captivité dans les cachots de l'inquisition d'Espagne. 2 vol. in-8°, avec portraits, cartes, *fac-simile*.

MÉMOIRES DE FLEURY, de la Comédie-Française (1757-1820). 6 vol. in-18.

MÉMOIRES DE MADAME LA DUCHESSE D'ABRANTÈS, ou Souvenirs historiques sur Napoléon, la révolution, le directoire, le consulat, l'empire et la restauration. 3 vol. grand in-8°.

MÉMOIRES DE NAPOLEON BONAPARTE, recueillis et mis en ordre par le rédacteur des Mémoires de Louis XVIII. 5 vol. in-18, ornés de deux portraits.

MÉMOIRES DU GÉNÉRAL LAFAYETTE. 10 vol. in-18.

MÉMOIRES ET CORRESPONDANCE INÉDITE DU GÉNÉRAL DUMOURIEZ. 2 vol. in-18.

MÉMOIRES ET SOUVENIRS DU GÉNÉRAL, publiés par sa famille. 2 vol. in-18.

MÉMOIRES ET SOUVENIRS D'UN PAIR, ex-membre du sénat conservateur. 4 vol. papier vélin.

MÉMOIRES SUR LA REINE HORTENSE ET LA FAMILLE IMPÉRIALE, par *Mlle Corciot*, lectrice de la reine (*Mme Parquin*). 4 vol. in-18.

MÉMOIRES SUR LA RESTAURATION, ou souvenirs historiques sur cette époque, la révolution de 1830, et les premières années du règne de Louis-Philippe, par *madame la duchesse d'Abrantès*. 7 vol. in-18.

PRÉCIS DE L'HISTOIRE ANCIENNE, par *Altmayer*, professeur d'histoire à l'Athénée de Bruxelles. 2 vol. in-8°.

PRÉCIS DES GUERRES DE CÉSAR, par *Napoléon*, écrit par *M. Marchand*, à l'île de Sainte-Hélène, sous la dictée de l'empereur; suivi de plusieurs fragments inédits. 1 vol. in-18.

SOUVENIRS D'UN DEMI-SIÈCLE. Vie publique. — Vie intime. — Mouvement littéraire. — Portraits. 1789-1836, publiés par *G. Touchard-Lafosse*. 6 vol. in-18.

TABLEAU DE L'HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'EUROPE, depuis 1814 jusqu'à 1830, par *Édouard Allets*. 3 vol. in-18.

TABLEAU DES RÉVOLUTIONS DU SYSTÈME POLITIQUE DE L'EUROPE, depuis la fin du quinzième siècle; par *M. F. Ancillon*. 2 vol. in-8°, renfermant les 4 vol. de l'édition de Paris.



A. PANDOLFI
RESTAURO
ROMA

Printed in Italy

